ejc-1093
ej. 2

RECENSEMENT GÉNÉRAL

8225

DE

LA POPULATION, DE L'EDIFICATION, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

DE LA

VILLE DE BUENOS AIRES

CAPITALE FÉDÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

COMMÉMORATIF DU PREMIER CENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION DE MAI

1810-1910

LEVÉ DU 16 AU 24 OCTOBRE 1909

SOUS L'ADMINISTRATION DE M. L'INTENDANT

DON MANUEL J. GÜIRALDES

PAR

ALBERTO B. MARTÍNEZ

DIRECTEUR DE LA STATISTIQUE MUNICIPALE

CONSEJO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y CENSOS
No de Reg. 21
Est. Anaq.
No
BIBLIOTECA

TOME TROISIÈME

CONSEJO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y CENSOS
BIBLIOTECA

BUENOS AIRES

COMPAÑÍA SUD-AMERICANA DE BILLETES DE BANCO

Calles Chile 263 y Cangallo 559

1910

PRÉFACE

PREFACE DU TOME III

M'inspirant de la louable proposition patriotique, historique et d'information qui guida les pouvoirs publics pour ordonner ce recensement, et d'accord avec le plan tracé préalablement et approuvé par M. l'ex-Intendant Municipal de Buenos Aires, don Manuel J. Güiraldes, j'ai considéré que ce livre devait contenir, non seulement un inventaire étendu et détaillé de la population, des édifices, du commerce et de l'industrie de cette métropole, mais aussi un ensemble de documents et de précédents historiques, plus ou moins inédits, relatifs à la fondation, au développement et aux progrès actuels de la ville de Buenos Aires, afin que le recensement du Centenaire fût un livre à consulter et un monument bibliographique que les générations qui ont commémoré le premier Centenaire de la Révolution de Mai, légueront à ceux qui vivront au jour lointain où l'on fêtera le second et les suivants, jusqu'à l'époque la plus reculée.

Parmi les monographies historiques qui figurent dans ce volume, je dois mentionner la très complète et presque inédite, rédigée par M. Enrique Peña sur les *Armes de la Ville de Buenos Aires,* avec des documents nouveaux et intéressants, recueillis dans les Archives de Séville, et illustrée par une belle photogravure, tirée en neuf couleurs, montrant l'" Ecu d'Armes que donna Juan de Garay, à la ville de la Trinidad et Port de Santa María de Buenos Aires en 1580 ".

Je dois également mentionner l'étude historique sur *Don Juan de Garay, fondateur de Buenos Aires,* due à la plume érudite et élégante de M. José Luis Cantilo

Cet intéressant travail est illustré par une reproduction phototypique du tableau de Moreno Carbonero sur la fondation de Buenos Aires, commandée par l'Intendant Municipal.

Quoique publié il y a vingt trois ans, dans le recensement municipal de 1887, *La Chronique abrégée de la Ville de Buenos Aires,* écrite par l'infortuné historien Mariano A. Pelliza, j'ai pensé qu'elle devait être reproduite dans ce volume, car malgré le temps parcouru, elle constitue, jusqu'à présent, le travail synthétique le plus complet qui ait été fait, chez nous, sur cette matière, parce qu'il présente, sous une forme instructive et éloquente, tous les principaux événements dont la ville a été le théâtre, depuis l'échec de la première fondation par Pedro de Mendoza, jusqu'à nos jours.

Pour illustrer ce travail, d'une valeur historique positive, je l'ai commenté par diverses notes graphiques, consistant en reproductions de planches, de tableaux ou de photographies, qui montrent divers aspects de la ville à différentes époques de son histoire, vues ou photographies qui se trouvent dans des livres, tableaux ou revues.

Dans le même but de rassembler des documents historiques, j'ai cru intéressant de reproduire dans cet ouvrage le notable travail que, sous le titre de *Trophées de la Reconquête de la Ville de Buenos Aires, en 1806*, ordonna d'imprimer en 1882 le célèbre ex-Intendant Municipal, Torcuato de Alvear.

Ce travail, tant par le mérite historique, que par le côté artistique, eut un grand succès au moment où il parut et il fut très recherché et très apprécié, aussi bien par les nationaux que par les étrangers qui s'occupent de ce genre d'études ou de recherches, ce qui fit qu'il fut épuisé en très peu de temps et qu'il est très difficile, sinon impossible, d'en trouver aujourd'hui un exemplaire dans le commerce. Celui qui me servit pour la reproduction, me fut aimablement remis par M. Enrique Peña, l'inlassable et méritant chercheur de nos annals historiques.

M. le docteur Vicente G. Quesada, à qui les études historiques sont si redevables, car, avec Manuel Ricardo Trelles, il a été l'un des chercheurs les plus passionnés de nos archives, a écrit pour cette œuvre, une monographie érudite sur *Buenos Aires au temps des Vice-Rois*, dans laquelle se détache au premier plan, la grande figure du Vice-Roi Juan José Vértiz, le plus progressiste et le plus humanitaire de tous ceux qui gouvernèrent le Río de la Plata.

Le portrait de ce vice-roi, que j'ai placé en tête de la monographie du docteur Quesada, me fut remis par l'ex-Secrétaire des Finances de l'Intendance Municipale, docteur Enrique Ruiz Guiñazú, lequel m'assura que des documents historiques qui sont entre les mains de la personne qui possède l'original, il semble découler que c'est bien, en effet, celui du vice-roi Vértiz.

Parmi les monographies d'un autre caractère qui figurent dans ce volume, je dois mentionner *l'Etude Topographique et Edilique* préparé par M. l'ingénieur Carlos M. Morales; *Les Finances de la Municipalité de Buenos Aires*, par le docteur Enrique Ruiz Guiñazú; *Les Banques d'escompte de la Capitale*, par le docteur Enrique Kohn; *l'Eclairage de Buenos Aires*, par l'ingénieur Jorge Newbery; *Les travaux Sanitaires de Buenos Aires*, par les ingénieurs Antonio Pactovi y Oliveros et S. Ghigliazza; *Architecture de la Ville de Buenos Aires*, par le docteur Enrique Prins; *Le Jardin Zoologique Municipal*, par Clemente Onelli; *La Criminalité à Buenos Aires*, par le docteur Roberto Levillier; *La Direction Générale de l'Administration Sanitaire et l'Assistance Publique en 1910*, par le docteur Cupertino del Campo (fils); *Premières Impressions d'un Etranger*, par M. Jules Huret et *La Bienfaisance à Buenos Aires*, par le docteur Alberto Meyer Arana.

Pour terminer le tableau des monographies, j'ai considéré qu'il était intéressant de reproduire *l'Histoire Démographique de Buenos Aires*, que j'ai rédigée il y a 23 ans, pour le recensement municipal de 1887, l'illustrant d'une reproduction phototypique du premier régistre paroissial qui soit conservé dans les archives de cette ville.

A tous ces distingués collaborateurs, je leur présente mes plus vifs remerciements, pour le grand concours qu'ils m'ont prêté pour le meilleur succès de l'œuvre.

LES ARMES

DE LA

VILLE DE BUENOS AIRES

DISQUISITION HISTORIQUE

PAR

ENRIQUE PEÑA

T. III.



ÉCU D'ARMES QU'A DONNÉ JEAN DE GARAY
A LA VILLE DE LA TRINITÉ ET PORT DE SAINTE
MARIE DE BUENOS AYRES EN 1580.

LES ARMES DE LA VILLE DE BUENOS AIRES

Des documents historiques tombés dans le domaine public constatent que le 11 Juin 1580, le général Juan de Garay fonda la ville de la Trinité dans le port de Buenos Aires, remplissant toutes les formalités requises par un acte aussi solennel.

Les pouvoirs du fondateur, la prise de possession du terrain où devait s'élever la ville, le nom donné à la nouvelle cité, la plantation du poteau, tout est consigné dans l'acte qui fut dressé le dit jour par le notaire Pero de Xerez.

Quelques mois après, le 17 Octobre, Garay édicta un ordre sur la répartition des terrains, et le 20 du même mois, il réunit le Cabildo pour l'élection du Patron et pour déterminer quelles seraient les Armes de la ville [1].

" Dans cette séance, le Cabildo discuta sur le but et la proposition avec lesquels le zèle et la volonté de M. le Général et des conquistadores vinrent pour peupler et peuplèrent cette ville. Il demanda que M. le lieutenant gouverneur voulut bien indiquer des armes pour cette ville, armes sur lesquelles serait fondé le blason, pour qu'ensuite, il en demandât confirmation à S. M.; le Général ayant dit qu'en attendant on use d'armes et d'un blason pour cette ville, composés d'un aigle noir, peint au naturel, avec sa couronne sur la tête, et quatre petits au dessous, montrant qu'il les élève, avec une croix rouge-sang dans la droite et qui monte plus haut que la couronne, qui ressemble à la Croix de Calatrava, laquelle est sur champ blanc. Il donna pour raisons de ce choix que la venue des conquistadores dans ce port avait pour but et pour ferme proposition l'exaltation de la Sainte Foi Catholique et le service de la couronne Royale de Castille et de León, de donner naissance et d'augmenter les villes de ce gouvernement qui étaient peuplées et fermées depuis 40 ans et diminuaient rapidement, et cela est indiqué par la déclaration des dites armes " [2].

L'original de cet acte d'une séance aussi importante n'est malheureusement pas conservé dans nos archives, mais le témoignage qui en fut fait peu d'années après est conservé dans les Archives Historiques des Indes, et une copie dûment légalisée est reproduite dans l'Appendice.

---

(1) Témoignage d'une copie des actes de Juan de Garay, fondateur de Buenos Aires sur l'ordre qui devait être conservé pour la répartition aux colonisateurs, des terres, solares et estancias, etc. — Trinidad, Puerto de Buenos Aires, 17 Octobre 1580.

Témoignage de l'acte du Cabildo du 20 Octobre 1580. — Trinidad, 28 Février.

(2) Acte du Cabildo du 20 Octobre 1580.

Quels furent les motifs qui poussèrent Juan de Garay à faire figurer dans les armes de la nouvelle ville " un aigle noir peint au naturel... et quatre petits au dessous, montrant qu'il les élève? ". Nous n'avons pas à nous préoccuper du reste, car lui-même donne les raisons qu'il avait pour faire figurer la croix et la couronne dans les armes.

Pour trouver une réponse satisfaisante à la question que je viens de formuler, il est nécessaire de faire des recherches sur des faits antérieurs à 1580.

Comme on le sait, dans la Capitulation qui fut signée à Madrid, le 16 Juillet 1569, par le roi Philippe II et le Capitaine don Juan Ortiz de Zárate, entre autres obligations, il était imposé au capitaine celle de fonder trois villes d'Espagnols [1]. " En dehors de celles qui sont peuplées, entre le district de la ville de la Plata et la ville de l'Assomption... et une autre ville à l'entrée du fleuve ou dans le port de San Gabriel ou de Buenos Aires "; en compensation, le roi accorda à Ortiz de Zárate diverses franchises et certains honneurs, comme la nomination du Gouverneur, du Capitaine Général et du Grand Justicier du Gouvernement du Rio de la Plata, pendant deux générations, c'est-à-dire, pour lui et pour un fils héritier ou successeur qu'il désignerait, concédant aux deux le titre d'Adelantado.

Avant de mettre à la voile pour le Río de la Plata, Ortiz de Zárate disposa par écriture publique devant le notaire Francisco de Vera, qu'en cas de décès, les obligations qu'il avait contractées et les droits que S. M. lui avait concédés pour ses mérites, passeraient à la personne qui épouserait sa fille Juana de Zárate.

Après 11 mois de voyage, dont six passés à Santa Catalina, l'expédition arriva à San Gabriel, où, à cause du mauvais temps, elle perdit deux de ses navires, et éprouva de sérieux contre-temps dans les différentes rencontres avec les indiens Charrúas qui habitaient cette contrée.

Malgré la difficulté des communications, les nouvelles peu rassurantes de la situation dans laquelle se trouvait l'expédition d'Ortiz de Zárate, parvinrent à la nouvelle ville de Santa Fe où se trouvait le Capitaine Juan de Garay. Celui-ci résolut immédiatement de se porter au secours de l'expédition dans l'île de San Gabriel. Zárate, sans doute reconnaissant de la coopération efficace de Garay, le nonma Capitaine Général, Lieutenant Gouverneur et Grand Justicier, pour le récompenser de ce service signalé [2].

L'Adelantado, après avoir laissé quelques habitations, noyau d'un village qu'il dénommait emphatiquement Ville Zaratine de San Salvador, prit la route d'Assomption où il arriva le 9 Février 1575.

Peu de mois après, Ortiz de Zárate tomba gravement malade, et, craignant sa fin prochaine, le 26 Janvier 1576, il dicta ses dernières dispositions au notaire Bartolomé González. Il ratifiait celles qui avaient été écrites à son départ de la Péninsule, et parmi lesquelles figurait celle par laquelle l'Adelantazgo passait à celui qui épouserait sa fille Juana, qu'il avait eue de doña Leonor Yupanqui Palla des Incas, et il nommait comme son successeur *ad-interim*, son neveu Diego Ortiz de Mendieta, jeune homme de vingt ans, qui rendit le gouvernement impossible

(1) Dans certaines copies imprimées, il y a: Deux villes d'Espagnols.

(2) Copie d'un acte de l'Adelantado Juan Ortiz de Zárate nommant le capitaine Juan de Garay, Capitaine Général, Lieutenant Gouverneur et Grand Justicier de la Province du Rio de la Plata. — Puerto del Río San Salvador, 7 Juin 1574.

par son caractère altier et dissolu, finalement, il nommait pour ses exécuteurs testamentaires, Martín de Orve et Juan de Garay, lequel, peu après la mort de l'Adelantado, quitta Santa Fe pour se rendre à Chuquisaca où habitait doña Juana.

Pour se préserver des hasards de la route, Garay organisa une escorte de soixante hommes, avec laquelle il traversa la pampa jusqu' à Santiago del Estero, et dans cette ville, il décida que trente hommes des soixante retourneraient à Santa Fe, emmenant avec eux les premières bêtes à cornes et les premières semences de blé qui furent introduites dans ces régions (1).

Garay continua sa marche vers le nord, et après quelques difficultés que lui créa Gonzalo de Abreu en passant Tucumán (2), il put enfin arriver au terme de son voyage.

Pendant ce temps, doña Juana restait célibataire. Les prétendants à la fortune et au cœur de la jeune créole étaient nombreux, mais, après que tous les autres furent écartés, la lutte resta circonscrite entre le licencié Juan Torres de Vera et un fils de l'Auditeur Matienzo. Il était facile de deviner que, Ortiz de Zárate étant mort, celui qui obtiendrait la main de doña Juana aurait, non seulement sa fortune, mais le grand honneur d'être Adelantado du Río de la Plata. C'est ce qui explique souverainement que ce mariage préoccupait tant les grands du Pérou, à un tel point que le vice-roi, lui-même, dut intervenir (3) et ordonner que la jeune fille quitterait Chuquisaca pour se rendre à Lima.

Le moment de se décider étant arrivé, la fille d'Ortiz de Zárate donna sa parole au licencié Torres de Vera, et la cérémonie qui mettait fin à ces longues perplexités eut lieu en secret (4). Les détails des amours de doña Juana sont si romanesques qu'à eux seuls ils suffiraient pour écrire un livre qui ne manquerait pas d'intérêt.

Torres de Vera, se croyant déjà consacré Adelantado, nomma, le 9 Avril 1578, Juan de Garay, son Lieutenant Général, Capitaine Général et Grand Justicier, lui concédant d'amples facultés pour gouverner la Province en son nom, et établissant clairement que "le dit Juan de Garay peut, tant au nom du Roi qu'au mien, fonder dans le Port de Buenos Aires, une ville qu'il nommera comme il lui paraîtra convenable" (5). Dès qu'il fut en possession du pouvoir, Garay sortit de Chuquisaca, sans permission préalable de l'autorité, et dans un tel secret, que, lorsqu'on connut son départ, on essaya de l'arrêter en chemin. On ne put réaliser ce projet, car Garay, soupçonnant ces intentions, doubla ses journées et arriva à Assomption le 15 Septembre 1578 (6), où il fut reçu par le Cabildo avec les honneurs dus à son haut rang, et il prêta le serment d'usage.

(1) Information faite à la demande de Tomas de Garay, fondé de pouvoirs de Hernandarias de Saavedra. Déclaration du capitaine Juan Espinosa. — Assomption, 2 Août 1596.

(2) Lettre de Gonzalo de Abreu au vice-roi du Pérou. — San Clemente, 15 Mai 1577.

(3) Lettre du licencié Juan de Torres de Vera à S. M. sur son mariage avec doña Juana de Zárate. — La Plata, 13 Décembre 1557.

(4) Procès instruit à l'Audience de Charcas, contre le licencié Torres de Vera.

(5) Témoignage du pouvoir donné par Torres de Vera à Juan de Garay en le nommant son Lieutenant Général. — La Plata, 9 Avril 1578.

(6) Témoignage de la réception faite par le Cabildo de la ville d'Assomption, du capitaine Juan de Garay, dans l'usage et l'exercice des charges de Lieutenant Gouverneur, Capitaine Général et Grand Justicier des provinces du Río de la Plata.—Assomption, 15 Septembre 1578.

Pour accomplir la faculté que lui avait accordée Torres de Vera, Garay fit publier dans les derniers jours du mois de Décembre 1579, un édit invitant ceux qui voudraient aller avec lui fonder une ville dans le port de Buenos Aires, leur donnant gratuitement le bétail sauvage qui restait là du temps de don Pedro de Mendoza. Un nombre suffisant d'espagnols et de fils du pays répondirent à cet appel, et l'expédition organisée descendit le fleuve. Après avoir touché à Santa Fe, les barques jetèrent l'ancre dans le Poso [1], en face du lieu où quelques jours après devait être fondée la nouvelle ville.

L'idée d'élever une ville à la place qu'occupe Buenos Aires n'est ni de Garay, ni de Torres de Vera, ni d'Ortiz de Zárate: il est difficile d'en attribuer la paternité à une personne déterminée, car elle occupait la pensée de tous les hommes de valeur de cette époque, comme le montrent divers documents de ce temps.

L'abandon de la ville fondée par don Pedro de Mendoza sur les rives de la Plata, abandon ordonné par Irala en 1541, fut imposé par la situation difficile dans laquelle se trouvaient les conquistadores d'Assomption. Cinq longues années de misères, de privations et de guerres continuelles avaient réduit à un très petit nombre les hommes utiles pour la guerre et qui y résidaient, et ils se trouvaient continuellement menacés par les indies du Chaco et les Guaranies pouvaient à tout moment les attaquer et les vaincre, ce qui aurait fait perdre tous les bénéfices de la conquête.

L'incorporation à ce noyau des 80 ou 100 espagnols qui vivaient à Buenos Aires s'imposait. La fatalité voulut qu'Irala résolut l'abandon de cette ville, précisément au moment où l'Adelantado Alvar Núñez Cabeza de Vaca se trouvait à Santa Catalina avec 400 soldats de renfort pour l'Assomption. Il faut dire cependant, que ces nouvelles n'étaient pas connues au Rio de la Plata.

Après cette longue digression, il est nécessaire, à mon point de vue, pour comprendre les paragraphes suivants, de revenir au point de départ: Quel est le motif qui détermina Juan de Garay à mettre dans les armes de la nouvelle ville un aigle et quatre petits au dessous?

Je tâcherai de le trouver en recherchant, tout d'abord, quels étaient les armes de Juan Ortiz de Zárate et de Torres de Vera, au nom duquel Garay fonda la nouvelle ville.

Tant dans les documents que l'on conserve dans les archives péninsulaires que dans les livres imprimés, on voit que les armes qui, par son lignage, revenaient à Juan Ortiz de Zárate, étaient: "*Sur champ d'or, cinq panelles de gueules (rouges) posées en sautoir, chef du même semé de sable (noir) chargé d'un aigle noir d'une tête, le bec ouvert, la langue rouge tirée, le bec vers la droite; sur la tête la couronne royale d'or, sur les ailes ouvertes, deux couronnes, une impériale sur la destre et une autre royale sur la senestre. Sur le cimier, un phénix de couleur naturelle, sur des flammes, les ailes ouvertes et le bec vers la droite*", comme on les voit page 7.

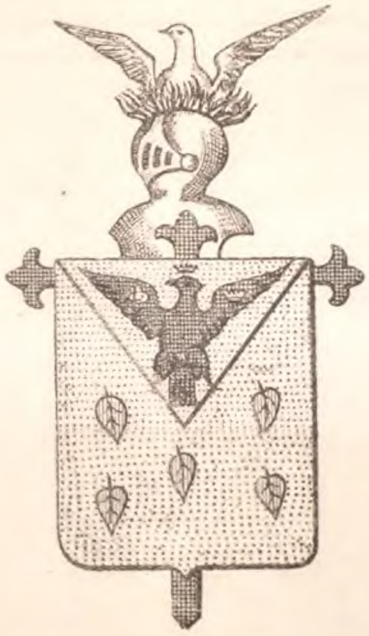
Celles de Juan Torres de Vera étaient: "*Trois rangs d'émaux de sable (noir), sur champ d'argent, bordé de gueules (rouge) avec huit croix d'or en sautoir,*

(1) Nom donné au mouillage du port de Buenos Aires. — *L'Argentine* et plan du Gouvernement du Rio de la Plata, par Rui Díaz de Guzmán. 1612.

et comme devise, un aigle de sable couronné ayant dans le bec un ruban avec les mots "veritas vincit" (1).

La representation de cet écu se trouve page 8.

On vient de voir que dans ces armes, la figure principale est l'aigle noir, de sorte qu'il n'est pas aventuré d'affirmer que Garay s'en inspira pour établir que



la ville qu'il venait de fonder au nom des Adelantados, aurait dans ses armes l'aigle qui apparait dans celles d'Ortiz de Zárate et de Torres de Vera.

Quant aux quatre petits aiglons qu'il fit placer sous le symbole animal, montrant qu'il les élève, il n'y a pas de doute, d'après moi, qu'ils sont la représentation graphique des quatre villes qu'Ortiz de Zárate s'obligeait à fonder suivant la capitulation de 1569 dont nous avons parlé (2).

La ville de La Trinidad était la seconde de la série, Santa Fe ayant été la première, elle fut peuplée en 1573, sur l'ordre du gouvernement illégitime de Martín Suárez de Toledo, et, dans cette fondation, il n'y eut aucun inconvénient à ce que Garay dit que: "Au nom de la Royale Majesté, et du Très Illustre señor Juan Ortiz de Zárate, gouverneur de toutes les provinces du Río de la Plata, et en vertu des pouvoirs qui j'ai reçus de Martín Suárez de Toledo, lieutenant gouverneur",... etc. (3).

(1) Documents confirmatoires de Noblesse et Blason.

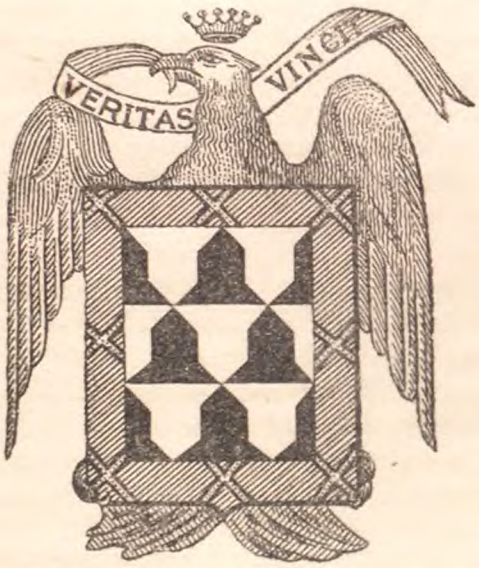
(2) Le P. A. Larrouy dans *Les origines de Buenos Aires*, dit: Le nombre des petits doit sans doute renfermer quelque symbolisme qui reste en partie caché pour moi: il est vrai que quatre villes avaient déjà été fondées au nom des deux Adelantados: Santa Fe, San Salvador, Villarica del Espíritu Santo et Buenos Aires, mais San Salvador avait été abandonnée et il parait douteux qu'il l'ait prise en considération. Garay voulait peut-être faire allusion aux quatre villes que, dans sa capitulation, Zárate promettait de fonder, et qui le furent, en effet, et de nombreuses autres.

(3) Acte de fondation de Santa Fe.

Par voie de digression, il faut se rappeler que Toledo n'exerça le gouvernement qu'après l'emprisonnement et l'exil de Felipe de Cáceres, lieutenant général nommé par Ortiz de Zárate, et que celui-ci ne le désigna pour cette charge qu'après son arrivée à l'Assomption.

Au sujet des deux autres fondations qui manquaient, Garay supposait qu'elles se feraient plus tard, ce qui arriva en effet après sa mort.

Si nous résumons, nous pouvons affirmer que la signification de l'écu dont je m'ocupe, est la suivante: l'aigle noir répond aux armes de Zárate et de Torres de Vera; les quatre aiglons représentent les villes que celui-ci devait fonder, et



la croix et la couronne s'y trouvent, " parce qu'il était venu à ce port dans le but et avec la ferme proposition d'exalter la foi catholique et de servir la couronne de Castille et de León " (1).

Les premiers temps furent durs et tristes pour les fondateurs de la Trinidad; seuls, enserrés entre le désert et le large rio, visités fréquemment par les indiens des pampas ou par les canotiers du delta, ils rencontrèrent de telles difficultés qu'il fut question d'abandonner la ville naissante. Ils s'alimentaient au moyen des provisions qu'ils recevaient de Santa Fe et de l'Assomption, pendant que germaient les semences de blé et de maïs qu'ils avaient déposées dans le sein de cette terre vierge qu'ils foulaient.

La ville ne fut pas abandonnée; les ans passent, on découvre enfin une route pour arriver à Córdoba (2), la terre produit du maïs et du blé en quantité relative et les bêtes à cornes se sont déjà multipliées d'une telle façon que, non seulement elles suffisent pour l'alimentation des colons, mais qu'elles permettent l'exportation des cuirs, du suif et de la graisse.

Ainsi naît le commerce dans cette terre. De temps en temps un navire apporte

(1) Paroles de Juan de Garay dans l'acte du 20 Octobre 1580.
(2) Lettre de Rodrigo Ortiz de Zárate. — Buenos Aires, Septembre 1587.

au port les articles de première nécessité et reçoit en échange, pour le retour, les produits de la terre et les tissus, les lainages et la laine de Tucumán [1].

Peu après le décès de doña Juana de Zárate, femme de l'Adelantado Torres de Vera, celui-ci qui jusqu'alors avait été retenu dans le Pérou, sollicita et obtint la permission de se rendre en Espagne en suivant la voie du Río de la Plata. Il entreprit ce voyage et arriva à l'Assomption en Août 1587 [2], le 3 Avril de l'année suivante, il fonda la ville de Vera, qui fut plus tard appelée San Juan de Vera, de las Siete Corrientes [3], descendant de là à Buenos Aires où il arriva au commencement de Mai de la même année [4] pour faire voile peu de jours après vers la péninsule.

Trois années avant, le 15 Avril 1585, le capitaine Alonso de Vera y Aragón "pour le très illustre señor Juan de Torres Navarrete, lieutenant gouverneur, capitaine général et grand justicier de cette province du Rio de la Plata, pour le très illustre señor licencié Juan Torres de Vera y Aragón, fonda et établit une ville dans le lieu de... dans le Rio Bermejo, laquelle ville fut intitulée et nommée Concepción de Nuestra Señora" [5].

Ces deux dernières fondations complétaient, non seulement le nombre des villes qu'Ortiz de Zárate s'était engagé à créer par la capitulation dont nous avons déjà parlé, mais aussi l'idée de Garay, c'est-à-dire que les quatre aiglons qui figuraient dans les armes avaient trait aux autres villes que Vera devait fonder comme successeur d'Ortiz de Zárate.

Dans le navire qui conduisait l'Adelantado en Espagne, se trouvait aussi le maître de camp de cette province et ancien soldat du Chili et du Pérou, Capitaine Diego Gallo de Ocampo, que le Cabildo avait chargé de faire connaître à S. M. et au Conseil des Indes l'état précaire dans lequel se trouvait la province et de demander en même temps les moyens d'y remédier [6].

Voyant que le temps passait et que la demande formulée par l'intermédiaire de Gallo n'obtenait pas de réponse, le Cabildo résolut de confier une mission semblable à Beltrán Hurtado, lui donnant un pli contenant les instructions qu'il devait suivre [7], et aussi une lettre pour S. M. la suppliant d'entendre son commissionné "nous accordant votre faveur, disait la lettre, et apportant, aussi vite que possible les remèdes indiqués dans notre instruction, ainsi que les choses qui seraient demandées dans ce Royal Conseil, parce que les nécessités de cette ville et de la frontière sont tellement grandes qu'il ne nous reste plus d'espoir que dans la faveur de Votre Altesse... etc." [8].

D'après ses instructions, Hurtado devait solliciter du roi et du Conseil, entre autres choses, la confirmation de la fondation de la ville et des faveurs que Garay

(1) Lettre des officiers Royaux à S. M. — La Trinidad y Puerto de Buenos Aires, 5 Juin 1588.
(2) MADERO. — *Historia del Puerto.*
(3) Acte de la fondation de Corrientes. — MANTILLA, brochure.
(4) Lettre du Cabildo de Buenos Aires à S. M. — 27 Mai 1588.
(5) Acte de la fondation publié par Trelles dans la *Revista de la Biblioteca*, tome 2.
(6) Actes inédits du Cabildo, du 27 et 28 Mai 1588.
(7) Lettre du Cabildo de la Trinidad, 25 Février 1590.
(8) Lettre déjà citée du Cabildo à S. M., 25 Février 1590.

avait concédées au nom du Roi, et particulièrement de l'acceptation des armes que le dit fondateur avait indiquées.

Le 20 Septembre 1591, le Conseil résolut d'accéder à quelques unes des pétitions faites par le Cabildo, et de refuser les autres; pour ce qui touche les armes de la ville, il disposa: " que les armes étaient et seraient celles que Garay avait indiquées, et que cédule est donnée pour que la dite ville puisse en user et en use " (1).

Une copie légalisée fut faite de cette résolution, et je l'ai insérée comme appendice.

La cédule à laquelle se réfère l'accord, manque, et, malgré ma bonne volonté, je n'ai pu la rencontrer, ce qui ne veut pas dire pour cela qu'elle ne fut pas accordée, car le roi décidait toujours l'exécution de ce qui était résolu par le Conseil.

A la pauvreté manifeste de nos archives en documents qui se rattachent à la période comprise entre la fondation de la ville et le commencement du XVII^me^. siècle, il convient d'ajouter que dans les livres mêmes du Cabildo, manquent aussi les actes des séances qui eurent lieu pendant quelques unes des années comprises dans la période indiquée, de sorte que, jusqu'à la séance du Cabildo, du 26 Octobre 1615, il n'est pas question des armes de la ville.

Dans cette séance, " le capitaine Víctor Casco, alcalde ordinaire, proposa de condamner Melchor Migues, argentier, pour blessure, entre autres peines, à travailler sur argent les armes de cette ville, armes qui sont un pélican et cinq petits. Que l'argent employé serait donné sur les propres, par le Majordome. Que, pour ce travail, le condamné ne toucherait aucun salaire, ainsi qu'il en résulte de la sentence qui se trouve entre les mains de mon Notaire. Il demanda que cette résolution fut aprouvée et qu'on donnât l'argent au dit argentier pour l'exécution du travail. Tout ceci ayant été approuvé, après délibération, il fut résolu que les armes, choisies par le général Juan de Garay, fondateur de cette ville, seraient travaillées et frappées sur un sceau d'argent, et que l'argent nécessaire pour cela serait remis par le Majordome de cette ville " (2).

Le capitaine Víctor Casco (3) qui condamna Migues était l'un des habitants les plus importants de la ville, il avait exercé les fonctions de lieutenant gouverneur, de porte-étendart royal et d'échevin dans différents Cabildos, et à cette époque il était considéré comme l'un des plus anciens habitants et il pouvait même être appelé fondateur, car il arriva peu après la fondation (4).

La proposition de Casco, de mettre dans les armes de la ville, que devait graver le prisonnier " un pélican et cinq petits ", est très significative, alors qu'à cette époque devaient exister les actes du 20 Septembre 1580 et du 25 Février 1590, lesquels constataient clairement que dans les armes données par le fondateur figuraient un aigle et quatre aiglons. Si l'on admet qu'en 1615, comme au-

(1) Décision du Conseil des Indes, sur les pétitions du Cabildo de la Ville de Buenos Aires, remises par son fondé de pouvoirs, Beltrán Hurtado. — Madrid, 20 Septembre 1591.

(2) Actes du Cabildo, tome 3, page 155.

(3) Né à l'Assomption et marié à doña Mayor López. — TRELLES. — *Revista del pasado*, tome 3.

(4) Actes du Cabildo, tome 3.

jourd'hui, ces actes et la résolution du Conseil du 20 Septembre 1591, n'existaient pas, il y avait la tradition, que Casco devait connaître comme beaucoup d'autres, car il vivait divers témoins des résolutions de Garay.

On ne comprend pas bien pourquoi l'aigle noir indiqué par le fondateur se changea en aussi peu de temps en un oiseau aquatique de plumage multicolore, car le pélican est blanc, avec des taches rouges sur le dos et le bec également rouge, les grandes ailes noires et le panache qui recouvre la tête, jaunâtre. Quant aux petits du palmipède inventé, il me semble que l'Alcalde Victor Casco, en faisant la description dont nous avons parlé, crut interpréter la pensée du fondateur qui indiqua quatre aiglons, parce que les villes que devait fonder Torres de Vera étaient au nombre de quatre, mais, comme à cette date et sous le même Adelantazgo on avait élevé une autre ville [1], il supposait qu'il était logique que les petits fussent cinq, et non quatre comme l'avait disposé Garay.

J'ignore si Migues grava l'écu, et si le Cabildo, en supposant qu'il le fit, en usa jamais; ce que je peux assurer, c'est que nulle part n'apparaît sa représentation graphique.

Pour préciser et mettre au point ce que je viens d'exposer, il était de mon devoir de le documenter dans la mesure du possible, en accomplissement de l'honorable charge qui m'avait été confiée par M. l'Intendant Municipal. Sans autres recherches pour arriver à connaître le pourquoi des modifications qui ont été apportées postérieurement à l'écu, modifications qui l'ont transformé en celui que nous connaissons aujourd'hui, cette disquisition serait incomplète. J'ai donc poursuivi ces recherches et j'en ai exposé le résultat par ordre chronologique.

Trente quatre années se passent, sans que, ni dans les actes du Cabildo, ni dans aucun document officiel, il soit fait la moindre allusion aux armes de la ville. Le 5 Novembre 1649, dans une séance du Cabildo, le gouverneur de la province, don Jacinto de Lariz, Chevalier de l'Ordre de Santiago, rompt ce silence et il propose " attendu que les villes, capitales provinciales des autres provinces de ces royaumes des Indes, ainsi que celles d'Espagne, ont généralement un sceau d' armes ", ajoutant à sa proposition, que les portiers devaient avoir un uniforme et des massues d'argent, etc., etc., et il terminait en proposant " à ce Cabildo, de résoudre et d'accorder ce qu'il convenait de faire et d'exécuter en déterminant d'où proviendraient les dépenses, et que cette ville devait avoir des armes ".

L'acte se poursuit, en voici la traduction: [2] " Tout ceci ayant été entendu, et ce Cabildo en ayant conféré, il fut décidé à l'unanimité que les armes de cette ville seraient celles qui sont reproduites dans ce livre, comme il est indiqué ci-dessous, car pas plus dans les archives de ce Cabildo, que dans ses livres, il n'est question de sceau d'armes qui servit pour l'authenticité des plis, lettres et autres ". Les autres propositions faites par Lariz furent résolues, et les frais demandés par l'exécution des accords intervenus, furent pris sur les fonds propres et les rentes de la ville.

Le dessin des armes, dont la copie se trouve à page 12, est fait à la plume probablement par l'écrivain, don Gregorio Martinez Campuçano, lui même.

(1) Santiago de Jerez.
(2) Libros del Cabildo, tome 7, première partie.

Il suffit de considérer un instant cet écu pour se rendre compte de la notable différence quil présente avec celui que nous pourrions appeler historique.

Dans celui-ci la figure dominante est l'aigle noir, en échange, dans celui-là, on note à sa partie supérieure une colombe rayonnante, volant de face, et dans la partie inférieure une mer agitée avec une ancre dont l'un des bras dépasse la surface, ce qui signifierait: Port. La légende qui l'entoure et qui est écrite sur la bordure est: CIUDAD DE LA TRINIDAD Y PUERTO DE SANTA MARIA DE BUENOS AIRES.



Actuellement ce dessin est assez détérioré, car l'encre a percé le papier.

Après ce que nous avons dit, il est facile de se rendre compte que la résolution du Cabildo est basée sur une erreur. Cette résolution dit: " pas plus dans les archives de ce Cabildo, que dans ses livres, il n'est question de sceau d'armes ", affirmation qui est contredite par l'acte du 26 Octobre 1615, dont nous avons parlé, et qui constate que, sur la proposition du capitaine Victor Casco, il fut question des armes de la ville que lui avait données son fondateur.

Si nous acceptons la supposition qu'à cette date, les actes du 20 Octobre 1580 et du 25 Février 1590, ainsi que l'édit d'approbation du Conseil des Indes, étaient déjà égarés, supposition toute gratuite, il existait alors, comme il existe encore aujourd'hui, l'acte de la séance du 26 Octobre 1615.

Je dois faire remarquer néanmoins que le Cabildo ne pouvait se servir d'armes sans l'approbation royale, car d'après l'Ordre édicté par Philippe II à Aranjuez le 20 Mars 1596, le Souverain avait seul la faculté de concéder ou de refuser ce droit.

Nulle part il n'est constaté que le Cabildo eût demandé l'approbation nécessaire, et il ne m'a pas été possible de rencontrer, ni dans nos archives, ni dans celles de la Mère patrie, aucune résolution du conseil, ni cédule royale approuvant les dites armes. Il est douteux que cette approbation fût jamais sollicitée, car de cette demande et de sa royale approbation il serait resté quelque trace dans les documents qui sont conservés de cette époque.

Comme les actes originaux du Cabildo ont été peu lus, peut-être que les personnes qui connaissaient l'existence de cet écu étaient peu nombreuses. La vulgarisation de cette chose si intéressante est due à M. José Luis Cantilo, qui, en 1891, dans une revue religieuse publiée à Lujan, *La Perla del Plata*, inséra un long article à ce sujet, reproduisant le dessin et en donnant de minutieux détails. Je crois que ce fut la première fois que son existence fut révélée publiquement.

Presque un siècle après le précédent accord, de 1649, apparaît dans les actes du Cabildo une référence aux armes de la ville. En effet, dans la séance du 4 Mai 1744, ouverte sous la présidence de don Domingo Ortiz de Rozas (1), il est constaté que: " ... le dais et les armes de la ville de Buenos Aires étant peu séants, il est décidé que le procureur de cette ville fera un autre dais nouveau et qu'il fera retoucher les armes et y mettre la devise convenable. El Iho Sr. Alcde de Segdo Voto" (2).

La disposition de "retoucher les armes" que étaient peu séantes, indique qu'elles avaient été faites antérieurement. Par qui et à quelle date? Je l'ignore comme je l'ai déjà dit, jusqu'à ce jour, il n'est paru aucun document de date antérieure qui se réfère à ce sujet.

Ce que le Cabildo commande de retoucher et qu'il apelle " les armes ", n'est en réalité qu'un tableau peint à l'huile et qui est conservé aujourd'hui au Musée Historique. La planche ci-jointe en donne une copie.

Si on se rappelle les précédents déjà cités on comprendra que ce tableau est purement et simplement, une fantaisie du peintre, fantaisie plus ou moins heureuse, mais fantaisie enfin, car on y voit les armes espagnoles, les armes que le Cabildo indique pour cette ville en 1649, les colonnes d'Hercule, une mer, des navires et une vierge et un évêque.

Quelle fut l'idée du peintre dans cette composition? J'essayerai de la trouver.

Les armes de la ville pendant du Collier de la Toison d'Or qui entoure l'écu espagnol, placé entre les colonnes d'Hercule, peuvent bien représenter l'union intime entre la métropole et Buenos Aires. Baignant le pied de ces colonnes, la mer est coupée en deux parties par l'écu de la ville qui pend de la Toison, et dans chacune on voit un bateau qui navigue à toute voile et en sens opposé de l'autre, car les beauprés touchent les bords de l'écu de Buenos Aires. Cela peut signifier que la mer, unique moyen qui nous fait communiquer avec la métropole, loin de nous séparer, nous unit. A la droite et à la partie supérieure du tableau apparaît la figure d'un évêque, San Martín, probablement, donnant la bénédiction, et à la gauche, on voit une vierge avec l'enfant Jésus dans les bras, vierge qui serait celle de Bon Air, vénérée par les navigateurs.

Cette interprétation des figures, faite par Pillado (3), et acceptée par moi, détruit la supposition que, ajoutées à la colombe qui figure dans l'intérieur de l'écu, elles représentent les trois personnes de la Trinité.

Les détails des armes de la ville diffèrent quelque peu de ceux qui se trouvent dans le dessin de 1649: quant à la légende qui entoure l'écu, elle est différente, car, tandis que dans celui de 1649 il y a en abrégé " Ciudad de la Trinidad y

(1) Livre 25 des actes originaux du Cabildo. — Dans le *Archivo de la Nación*.
(2) Cette année, Alonso Garcia de Zuñiga, était alcalde de second vote.
(3) *Ilustración Histórica Argentina*, année II, N.° 5, 1.er Avril 1909.

Puerto de Santa María de Buenos Aires", dans le tableau, on lit: LA MUY NOBLE Y MUY LEAL CIUDAD DE LA SANTISIMA TRINIDAD Y PUERTO DE Bs. As.", aussi en abrégé. On doit savoir que, sur la demande du Cabildo, le roi decida de concéder ces titres à la ville [1], sans qu'il soit constaté qu'elle put les inscrire dans la légende de son écu.

Tant dans les villes d'Espagne que dans celles de ses colonies, on avait la coutume de célébrer l'avènement d'un nouveau roi par des grandes fêtes et des réjouissances. Dans notre Buenos Aires, l'acte de hisser la bannière était fêté par des courses des taureaux, des illuminations, des carrousels et des mascarades sans compter les fêtes religieuses et l'acte lui-même de la proclamation du nouveau souverain, qui se faisait sur la place publique, en présence du Cabildo, des troupes en armes et du peuple.

En 1747, lorsque Ferdinand VI fut proclamé roi, les fêtes furent beaucoup plus somptueuses que lors de l'avènement de ses prédécesseurs: aux divertissements décrits s'ajoutèrent des comédies, des concerts, des soirées et autres divertissements pour la haute classe et pour le peuple.

Lors de cette proclamation, quand les autorités et le peuple eurent prêté le serment au nouveau souverain, l'Echevin Royal, du haut de l'estrade qui avait été élevée à cette occasion, jeta au peuple des poignées de monnaies d'argent frappées au Pérou et de médailles commémoratives de l'événement que l'on célébrait. La face de ces médailles présentait le buste de Ferdinand VI et le revers, les armes de la ville, avec la colombe et l'ancre légèrement modifiées, mais avec l'augmentation importante de deux navires naviguant dans le champ même de l'écu.

De nouveau le même problème se présente, problème qui consiste à savoir sur l'ordre de qui et en vertu de quelle autorisation on avait introduit des modifications et ajouté des navires dans l'écu que le Cabildo avait donné à cette ville, et je dois dire de nouveau que je laisse le problème sans solution, car on ne trouve aucune mention les autorisant, ni dans les actes du Cabildo, ni dans les documents de l'époque.

J'entrerai dans le champ des hypothèses pour en donner une solution raisonnable.

La fabrication des médailles fut ordonnée par l'Echevin Royal, don Francisco Rodríguez de Vida, et en donnant l'ordre, au joaillier qui devait les fondre, je suppose qu'il se contenta d'indiquer ce qu'il fallait estamper: sur la face, le buste du roi, et sur l'envers, les armes de la ville.

L'artisan qui, en fait d'armes, connaissait seulement le tableau qui était sous le dais du Cabildo, ne se rendant pas compte que l'écu de la ville était celui qui pendait de la Toison d'Or, ajouta, de sa seule inspiration, à celui qu'il devait modeler, les deux navires qui se voyaient sur la toile. En faisant ces adjonctions, peut-être recherchait-il la composition artistique de la médaille plus que l'exactitude historique. On sait combien a peu d'importance pour le commun des mortels une modification qui embellit un original.

Il faut croire que l'œuvre fut du goût de l'Echevin Royal et du Cabildo, car ils consentirent à faire fondre et à répartir les médailles qui portaient l'écu

(1) Procédure sur la concession du Titre de Très Noble et Très Loyale ville de Buenos Aires. — Conseil, 7 Juin 1716.



Armoiries de la ville de Buenos-Ayres, en 1744

MEDAILLES DE PROCLAMATIONS

FERDINAND VI





CHARLES III





CHARLES IV





FERDINAND VII





modifié. Ce que personne ne mettra en doute, c'est que les armes qui apparaissent ici allaient se perpétuer jusqu'à nos jours.

Quelques années après, la ville fête l'avènement de Charles III, et cela d'une manière encore plus somptueuse que pour Ferdinand VI.

L'Echevin Royal, don Jerónimo Matorras, et l'Alcalde de premier vote, don Francisco Rodríguez de Vida pourvurent aux frais des médailles d'argent et d'or destinées à commémorer un événement aussi fastueux [1]. Ces médailles furent faites suivant le modèle de celles qui avaient été frappées à l'occasion de l'avènement précédent: sur la face se voyait le buste de Charles III, et pour le revers on adopta le même dessin que pour les précédentes, en introduisant cependant une variante: les navires naviguent en sens contraire l'un de l'autre.

L'introduction des deux navires, que j'ai prétendu légitimer, ou mieux, expliquer, fut acceptée, comme on le voit, et nous les retrouvons dans les médailles frappées à l'occasion des avènements de Charles IV et de Ferdinand VII, seule la position respective des deux navires, varie comme on peut le voir dans les dessins page 15.

L'écu donné par le Cabildo à la ville en 1649, avec les adjonctions qui figurent dans les médailles de proclamation dont je viens de parler, doit être considéré comme légitime, car il figure même sur les drapeaux des troupes armées [2] qui se battirent lors des invasions anglaises: ces étendarts portent l'écu brodé de la ville sous la même forme qu'il est représenté dans les médailles.

Ils est probable que l'Assemblée d'Oruro connaissait les armes de la ville de la Trinidad y puerto de Buenos Aires, pour les avoir vues dans quelque médaille de serment, car, en 1808, en décidant de remettre à cette ville une plaque d'argent avec des légendes faisant allusion aux victoires remportées en 1806 et 1807, elle fit graver comme ornements, des trophées de drapeaux, portant, l'un du côté gauche l'écu espagnol surmonté de la couronne royale et l'autre, du côté droit, les armes de la ville de Buenos Aires couronnées [3].

Enfin, je dois faire mention de trois autres médailles où apparaît l'écu de la ville. Ce sont les suivantes:



(1) Lettre du Cabildo à S. M., lui rendant compte, avec un témoignage, des solennités qui furent faites dans cette ville à l'occasion de sa proclamation comme Roi. — Buenos Aires, 30 Décembre 1760.

(2) Dans le Musée du général Garmendia, on conserve le drapeau couronné du régiment: Volontaires de Buenos Aires.

(3) Plaque qui est au Musée Historique.









La première est celle que le Cabildo accorda dans sa séance du 5 Septembre 1806, en disant: "on gravera quelques médailles de peu de valeur avec les armes de la ville" pour récompenser ceux qui avaient été à l'action de Perdriel.

Malgré que l'on eut commandé de graver des médailles, on donna des écus dont la forme est celle indiquée par le dessin; la légende Ua Ts R Co Qs T Ds De Bs As que l'on voit à la partie supérieure, veut dire: "Valientes reconquistadores de Buenos Aires".

La seconde de ses médailles est composée de deux lames d'argent soudées entre elles, et portant, pour devise: *Viva la Excelentísima Junta.* Dans le champ, les armes de la ville couronnées et au milieu de trophées de drapeaux. Il faut remarquer que dans l'écu ne figure qu'un seul navire.

Le revers porte comme devise: *de la Capital de Buenos Aires.* Dans le champ, un trophée militaire à la partie supérieure duquel se voit un lion rampant sous un ruban où on lit: *Año 1811.*

On ignore qui ordonna sa fabrication: les collectionneurs la nomment: médaille de la Junta ou de la Pyramide, parce que ce monument fut élevé en 1811.

La troisième montre aussi dans le champ les armes de la ville et porte comme devise: *Es gloria morir por la patria.* L'inscription du revers indique qu'elle fut frappée à Potosi en 1813, mais on ignore sur l'ordre de qui. Angelis, dans le catalogue de sa collection de monnaies, la place dans la série des invasions anglaises.

Comme on a pu le noter, ce sont des documents métalliques qui m'ont en général, servi pour cette étude, car jusqu'à ce moment, je n'ai pu rencontrer dans les archives de la Nation, aucun papier provenant du Cabildo, dans lequel soient estampées, à l'encre ou à la cire, les armes de la ville.

Les Cabildos ayant été supprimés par la loi du 24 Décembre 1821, le Gouvernement décida que la Trésorerie Générale recevrait les bijoux usagés lesquels, une fois taxés, seraient mis en vente publique, à l'encan, dans les premiers jours du mois de Mars suivant.

Parmi ces bijoux, figuraient deux écus d'armes d'argent, évalués à 8 piastres et deux réaux.

J'ignore ce que représentaient ces armes, comme j'ignore aussi qui les acquit, et à quel prix furent vendus des objets d'une telle valeur historique; ce qui arriva sûrement, c'est qu'elles allèrent dans le creuset de quelque joaillier qui les fondit et les convertit en objets de son commerce.

Le Gouvernement Municipal, organisé nouvellement par le décret du 2 Septembre 1852, chargea sa Commission d'Education (elle était composée de Gabriel Fuentes, Emilio Agrelo et Domingo F. Sarmiento) de projeter le sceau dont devait se servir la Municipalité.

La commission se hâta et dit qu'elle n'hésitait pas à conseiller l'adoption du sceau dont on usait anciennement, et qui n'était autre que " un écu avec deux navires ancrés dans une mer écumante, d'argent, avec une colombe volant au milieu, sur champ céleste, symbolisant l'Esprit Saint ".

Comme on le voit, c'est le même que celui que portaient les médailles de Serments, mais on n'y voit pas l'ancre qui, comme nous l'avons dit dans les pages précédentes, donnait la signification de Port.

C'est cette sanction qui autorise l'usage des Armes actuelles de la Municipalité; l'adjonction de l'ancre fut imposée par la coutume et par les précédents qui furent pris en compte dans la sanction de l'ordonnance de 1856, ou parce qu'elle avait été omise volontairement par la Commission.

Depuis lors et jusqu'à ce jour, c'est l'écu qui a été placé sur la façade des édifices municipaux, et qui est gravé sur les sceaux et sur les papiers dont on fait un usage journalier. Sa reproduction graphique, prise dans l'ouvrage du Recensement de 1904, est la suivante:



Je dois avertir, néanmoins, que, si dans les dessins on conserve toujours les lignes générales, il n'en est pas de même si on examine les détails; il suffit de comparer deux documents, de ceux qui sortent journellement des bureaux de la municipalité, pour noter la différence qui existe dans les dessins de ses écus.

Ce qui s'impose, c'est que l'Intendance obtienne du Conseil Délibérant, la sanction d'une ordonnance qui détermine d'une manière claire et précise la représentation graphique des armes de la ville. A cette fin, on pourrait charger de la rédaction du projet d'ordonnance, une personne d'une compétence reconnue

en science du blason, personne à qui on pourrait remettre les documents que j'ai cités dans ce travail, et, comme le genre des navires qui figurent dans l'écu n'est pas déterminé, lui recommander qu'ils fussent une caravelle et une brigantine qui furent les types d'embarcations qui amenèrent Juan de Garay lorsqu'il vint fonder cette ville.

Je suis le premier à reconnaître les lacunes de cette disquisition, car il m'a manqué les éléments nécessaires pour les combler ; mais, je veux croire que, en s'en servant comme base pour de futures études, d'autres plus heureux et plus compétents arriveront à faire un ouvrage complet.

L'exposé du début est néanmoins suffisant pour apprécier les difficultés contre lesquelles on vient se heurter pour peindre ou dessiner les premières armes de Buenos Aires et le motif pour lequel les essais réalisés n'ont pas donné un résultat satisfaisant. Afin de fixer une fois pour toutes, et d'accord avec la vérité historique, l'écu de Buenos Aires, M. l'Intendant Municipal, en me confiant l'honorable charge de faire copier dans les Archives d'Espagne, les plans et les documents se rattachant à l'histoire municipale de la ville, me commissionna aussi pour que je fisse peindre par un artiste compétent les armes données par le fondateur.

L'œuvre réalisée, œuvre qui obtint l'approbation des personnes de science reconnue, et dont la copie est celle qui figure au début de cet ouvrage, j'eus soin de la faire légaliser par l'autorité compétente, afin qu'il restât bien établi, tant pour la satisfaction de l'autorité communale que pour la mienne, que l'écu, que je remets aujourd'hui à l'Intendance avec les documents justificatifs, est la reproduction exacte de celui que Garay donna en fondant cette ville en 1580. Cette remise fait que je considère ma commission relative à l'écu, comme terminée.

ENRIQUE PEÑA.

Buenos Aires, 8 Janvier 1910.

APPENDICE

1580. — Témoignage des actes du général Juan de Garay, fondateur de Buenos Aires, sur l'ordre qui devait être conservé pour la répartition aux colonisateurs, des terres, solares et estancias, pour le choix du Patron et des armes de la ville.

Don Vicente Lloréns y Asensio, Secretario del Archivo General de Indias, en Sevilla:

Certifico: que en el Estante setenta y cuatro, cajón cuatro, Legajo diez y ocho, existe un documento que copiado á la letra, dice así:

"Este un treslado fielmente sacado de unos autos proveidos por el general Juan de garay primer fundador su tenor son estes que se sigue:

(La palabra "son" está escrita sobre otra que decía "es" y la s de "estes" está añadida con posterioridad al primitivo escrito).

En nombre de la sanctisima trinidad Padre é Hijo Espiritu Santo tres personas y un solo dios verdadero que vive y reyna por siempre jamas amen y de la gloriosa virgen sancta maria su madre y de todos los sanctos de la corte celestial notorio sea á todos los que la presente vieran como en esta ciudad de la trinidad en el puerto de sancta maria de buenos ayres en dies y siete dias del mes de octubre del año del señor del mill quinientos y ochenta años yo juan de garay teniente de gobernador y capitan general y justicia mayor y alguacil mayor de todas las provincias del rrio de la plata por el muy ylustre señor adelantado Juan de torres de vera e de aragon del consejo de su magestad y oidor de su rreal audiencia en chuquisaca adelantado y governador y capitan general y justicia mayor y alguacil mayor en las dichas provincias por su magestad como sucesor del señor adelantado juan ortiz de çarate & digo que por quanto yo parti de la ciudad de la asuncion con hasta obra de sesenta soldados poco mas o menos que como leales servidores y vasallos de su magestad y deseosos del aumento de sus Reynos y Señorios determinaron a venir conmigo a hacer esta poblacion de buenos aires tan conveniente al servicio de la corona rreal de castilla y an venido con sus armas cavallos y ganado á su costa con mucho rriesgo y con su ayuda e fundado esta ciudad de la trinidad de Sancta Maria de buenos ayres y como tales pobladores y conquistadores les voy repartiendo las tierras y dandoselas asi para sitios de casas y quadras por de fuera de la ciudad para sus yndios servicios y menesteres y asi mismo para rroças de sus labores y heredades y

ansi mismo estancias para sus ganados labranças e crianças y eredamientos y edificios y asy mesmo para huertas y otras cosas utiles y necesarias para su servicio que todo parecera por cedulas o memorias firmadas de mi nombre que entregare al presente escrivano declaro que en todo se a de guardar la orden siguiente.

los sólares que conforme á la traça por mi hecha en un pergamino de cuero y firmada de mi nombre los an de aver y goçar segun estan repartidos y puesto el nombre de cada uno en su solar y a de tener de frente por cada costado de cada quadra ciento y cuarenta varas de medir y las quadras que por de fuera de la ciudad se da a cada soldado a de tener quatro tanto quel sitio de su casa ques una quadra.

yten las estancias y chacras y roças y otros heredamientos se dan con condicion que qualesquier aguadas que uviere aviendo quien se disponga a hacer aceña o molino se pueda aprovechar de las tales aguadas llevandolas o trayendolas por cualquier heredamientos agenos syn que se lo puedan impedir para rriegos con tanto que los señores de las tierras puedan gosar por su rrata para sus rriegos de la dicha agua.

otro si que en las estancias de ganado y heredamiento que se dan pueda el cavildo desta ciudad mandar hacer corrales en las partes y lugares quel quisiere para solo rrecojedero de ganado cavallos y yeguas del comun digo que a de ser por acuerdo y mandamiento de justicia y rregimiento.

otro si las huertas an de ser desde el principio de las rroças para avaxo viniendo por la frente del lugar pasando hacia el rriachuelo con tanto que no se a de dar ninguna desde do comiença la quadra do yo comienço mi solar hasta do rremata la postrer quadra del señor san francisco en cuyo comedio queda la del señor adelantado y la del solar de rrodrigo ortiz de çarate por que todo esto es la frente del servicio desta ciudad para gozar del agua del puerto y rrivera della y en todo lo demás me rremito a la declaracion de los memoriales de las datas que yo entregare al presente escribano del ancho y largo y modo que cada cosa convinientes yre declarando lo que mas convenga para la conservacion desta ciudad y pro y bien de los dichos conquistadores los quales lo an de aver y gosar como cosa suya propia para siempre jamas y disponer dello como quisieren con tanto que sustenten la vecindad el tiempo y orden que su magestad manda por sus rreales cedulas e provisiones declaro que el no se dar guertas a de començar desde donde esta la quadra en questa nombrado juan rruiz hasta toda la primera quadra de san francisco por questas cinco quadras son para el efecto susodicho y la ultima quadra de san francisco ase de dar su anchor por huerta en la rribera y desta manera se a de entender este capitulo desde el principio del por que aqui se enmienda y en todas las demas guertas que alcançaren derecera de solares desta ciudad se entiende que a de quedar entre huerta y huerta calle tan ancha como la que pasa entre los solares por que los vecinos dellos se pueden servir del rrio y rribera sin hacer rrodeos ni rrecivir agravios ni molestia ellos ni su servicio y por lo que conviniese á la traça e pulicia de la ciudad testigos el alcalde rrodrigo ortiz de çarate y diego de olabarrieta. — juan de garay. —

juan de garay teniente de gobernador, capitan general en todas estas provincias del rrio de la plata por el muy ilustre señor el adelantado juan torres de vera adelantado y governador y capitan general y justicia mayor y alguacil mayor

de todas estas provincias conforme a las capitulaciones que el muy ilustre señor adelantado juan ortiz de çarate que aya gloria hizo con su magestad rreal del Rey don felipe nuestro señor y ansi por virtud de sus poderes rreales y el de dicho adelantado juan de torres de vera me tiene dados sus poderes para que en nombre suyo y de su magestad yo govierne estas provincias y haga en ellas las poblaciones que me paresciere ser convenientes para ensalsamiento de nuestra santa fee catholica y para aumento de la rreal corona de castilla y leon y asy como tal teniente y capitan general y justicia mayor e seydo rrecivido en todas las ciudades que estan pobladas en esta dicha governacion ansi por mi persona como por mis poderes y seydo rrecevido en ellas y puesto las justicias de mi mano y exercido y usado los dichos poderes devaxo de los cuales en todo este tiempo despues que fui rrecevido e echo todo lo que me a parescido ser cosa conviniente y necesaria para el vien desta gobernacion ansi en pacificar los naturales alterados como en otras cosas que se an ofrecido y ansi por virtud de los dichos poderes y en nombre de su magestad yo levante estandarte real en la ciudad de la asuncion y publique y mande publicar la poblacion deste puerto de sancta maria de buenos aires tan necesaria y conveniente para el bien desta gobernacion y de tucuman y para que desde aqui se extienda y se pedrique nuestra sancta fee catolica entre todos los indios naturales que ay en estas provincias y ansi con celo de servir á dios nuestro señor y a la magestad rreal del rrey nuestro señor se asentaron en el ciudad de la asumpcion sesenta soldados y se metieron devaxo del estandarte rreal y vinieron y estan conmigo sustentando esta dicha poblacion aviendo echo muchos gastos de sus haciendas y pasado muchos travajos en cosas que se an ofrecido y asy usando de los poderes rreales que su magestad el rrey don felipe nuestro señor dio al muy ilustre señor adelantado juan ortiz de çarate que aya gloria para el y para su sucesor y sus capitanes yo en nombre de su magestad e empesado a rrepartir y les rreparto a los dichos pobladores y conquistadores tierras y cavallerias y solares y quadras en que puedan tener sus labores y crianças de todos ganados las quales dichas tierras y estancias y solares y guertas y quadras las que doy y hago merced en nombre de su magestad y del dicho señor governador para que como cosa propia suya puedan en ellas edificar ansi casas como corrales y poner cualquier ganados y hacer quales labranças que quisieren y por vien tuvieren y poner qualquier plantas y arboledas que quisieren y por bien tuvieren sin que nadie se lo pueda perturbar como si lo hubieran heredado de su propio patrimonio y como tal lo pueden dar y vender y enaxenar y hacer lo que por vien tuvieren con tal que sean obligados a sustentar la dicha vecindad y poblacion cinco años como su magestad lo manda por su rreal cedula sin faltar della si no fuere con licencia del governador o capitan questuviere en la dicha poblacion enbiandoles a cosas que convengan y que sean obligados acudir conforme rezare la tal licencia donde no le sustentaren en esta pueda el capitan o governador rrepartirlo y encomendarlo de nuevo en las personas que sustentaren la dicha poblacion y sirvieren en ello á su magestad y por que conviene por el rriesgo que al presente ay de los naturales alterados que para hacer sus labores mas seguras y con menos rriesgos de sus personas y de sus simenteras que cada vecino y poblador desta ciudad de la trinidad y puerto de buenos ayres tengan un pedaço de tierra donde con facilidad lo puedan labrar y visitar cada dia y ansi en nombre de su magestad y de la manera formal que dicho tengo les

señalo y hago merced en nombre de su magestad y en la forma que dicho tengo sendos pedaços de tierra por la vera del gran parana arriba en la forma siguiente.

En la ciudad de la trinidad que es en el puerto de buenos ayres provincias del rrio de la plata en veynte dias del mes de octubre de mill y quinientos ochenta años se juntaron a hacer ayuntamiento y cavildo los señores justicia y rregidores que señaladamente se hallaron presentes el ylustre señor juan de garay teniente de governador y capitan general y justicia mayor y alguacil mayor de todas estas provincias del rrio de la plata por el muy yllustre señor el licenciado juan de torres de vera y aragon del consejo de su magestad y su oydor en la rreal audiencia de la ciudad de la plata adelantado y governador y capitan general y justicia mayor y alguacil mayor de todas las dichas provincias por la magestad rreal del rrey don felipe nuestro señor como sucesor del adelantado juan ortiz de çarate que sea en gloria y ansi mismo el yllustre señor rrodrigo ortiz de çarate alcalde hordinario y de la hermandad desta ciudad y su distrito y los señores hernando de mendoça alguacil mayor y pedro de quiroga y diego de labarrieta y antonio bermudez y luis gaytan y alonso descobar rregidores y juan fernandez de enciso procurador desta ciudad y lo que proveran y mandaron trataron y confirmaron y se proveyo y mando es lo siguiente. primeramente se trato que por suerte cupo a esta ciudad por patron della el señor san martin y aquel dia es justo solenizar la fiesta y que se de orden quien saque y debe sacar el estandarte rreal y se platico el uso y costumbre que en esto ay y se acordo y mando en conformidad de todos los señores de cavildo que el rregidor mas antiguo de cada un año lo saque y esta costumbre se guarde siempre.

Este dia asi mismo platicaron sobre el fin y proposito con que el celo y voluntad del señor general y conquistadores vinieron a poblar y poblaron esta ciudad y que piden a su merced del señor teniente de governador que mande señalar armas a esta ciudad sobre que se funde su blason para que asi por su merced señaladas pidan confirmacion dellas a su magestad y entretanto usen dellas y del blason y el dicho señor general dixo que señala por armas desta ciudad una aguila negra pintada al natural con su corona en la cabeça con quatro hijos devaxo demostrando que los cria con una cruz colorada sangrienta que salga de la mano derecha y suba mas alta que la corona que semexe la dicha cruz a la de calatrava y lo cual esta sobre campo blanco y estas dixo que señalaba y señalo por armas desta ciudad la rrazon de lo qual y del dicho blason es el aver venido a este puerto con fin y proposito firme de ensalçar la santa fee catolica y servir a la corona rreal de castilla y leon y dar ser y aumentar los pueblos desta generacion que a quarenta años que estan poblados y serrados e yvan en gran disminucion y esto da por declaracion de las dichas armas.

En la ciudad de la trinidad puerto de buenos ayres en veynte y ocho de febrero de mil y quinientos y noventa años yo mateas sanchez escribano público y de governacion en ella hice sacar y saque los traslados que de suso se hace mincion del libro de la fundacion desta dicha ciudad los cuales van ciertos y verdaderos corregidos y concertados y concuerdan con el orijinal que en mi poder queda y se hallaron presentes por testigos a lo ver corregir y consertar cristobal liañes y el capitan lope vasquez pestaña y hernando de valverde rresidentes en esta dicha ciudad y para que dello conste lo firme de mi nombre en testimonio de verdad mateo sanchez escribano público. (Hay una rúbrica).

Nos el cavjldo justicia y rregimiento desta ciudad de la trinidad puerto de buenos ayres que aqui firmamos nuestros nombres certificamos a los que la presente vieren como mateo sanchez esci ibano de quien van autorizados y firmados estos testimonios es tal escribano publico y de governacion desta ciudad y que a los autos y escrituras que ante el pasan se da entera fee y credito y para que dello conste dimos la presente ques fecha en la dicha ciudad de la trinidad puerto de buenos ayres en veinte y ocho dias del mes de febrero de mill y quinientos y nobenta años.

Hernando de montalvo. — Miguel navarro. — Miguel del corro. — Franc° gaytan. — Francisco de godoy. — Por mandato del cavildo Mateo Sanchez escribano publico. — (Todos con sus rúbricas).

Y para que conste donde convenga á peticion de Don Enrique Peña y por mandato y con el visto bueno del señor Jefe de este Archivo, expido la presente que va escrita en cuatro pliegos de papel sellado de décima clase, con este que firmo, números un millon ochocientos quince mil ochocientos cincuenta y cinco, un millon ochocientos quince mil ochocientos sesenta y ocho y sesenta y nueve y un millon ochocientos quince mil ochocientos cincuenta y uno.

En la página tercera, va entre la segunda y tercera línea escritas á máquina, una manuscrita que dice así: " mesmo para huertas y otras cosas utiles y necesarias para su servicio que todo ". — Vale.

V.° B.°

El Jefe.
P. TORRES.

El Secretario.
V. LLORENS.

(Il y a un sceau où on lit: *Archivo General de Indias).*

1591. — Décision du Conseil des Indes sur les pétitions du Cabildo de la ville de Buenos Aires, remises par son fondé de pouvoirs, Beltrán Hurtado

Don Vicente Lloréns Asensio, Secretario del Archivo General de Indias, en Sevilla.

Certifico: que en el estante setenta y cuatro, cajón cuarto, Legajo diez y ocho de este Archivo, se encuentra un documento que copiado á la letra dice así:

" en la villa de madrid á XX dias del mes de setiembre de mil e quinientos y noventa y un años los señores del consejo rreal de las yndias aviendo visto los capitulos de la ynstrucion quel cavildo justicia y rregimiento de la ciudad de la trinidad é puerto de buenos aires dió á beltran hurtado para que conforme á ella pidiese á su magestad en el consejo se proveiese cerca dello dixeron que cerca de lo contenido en la dicha ynstruccion y de lo pedido por el dicho beltran hurtado proveian y proveyeron lo siguiente:

primeramente en quanto á la dicha ciudad pide se le confirme la fundacion de la dicha ciudad y los capítulos y mercedes que en su rreal nombre hiço el general juan de garay e particularmente las armas que le señalo — dixeron que las señalaban y señalaron por armas las quel dicho juan de garay les señalo y se les de cedula para que la dicha ciudad pueda usar y use dellas y en quanto piden se les haga merced del ganado silvestre de yeguas que hay en terminos e jurisdicion de la dicha ciudad de la manera que el fundador della se la tenia hecha en nombre de su magestad mandaron que la dicha ciudad y vecinos usen de su derecho.

y en quanto piden que atenta la necesidad de la tierra y falta de servicio se les hiciese merced de algunas licencias de esclavos y que fuesen hasta en cantidad de quinientos o las que pareciese dixeron que no havia ni hubo lugar darselas las dichas licencias y en quanto piden cedula e provision para que no se le pidan diezmos de ninguna cosa silvestre particularmente de los potros que se toman de las yeguas cimarronas dixeron que concedian y concedieron lo en este capitulo contenido por termino de diez años y dello se les den los recaudos necesarios.

y en quanto piden se les de provision para que los governadores ni sus tenientes ni aguacil mayor que nombren tenga boto ni boz en el cavildo en las elecciones antes las dexen hacer libremente al cavildo mandaron que se traian al consejo las cedulas y lo que en esto ay para que se provea lo que convenga.

y en quanto piden provision y cedula de licencia para que el cavildo pueda rrepartir las tierras y quadras y solares chacras y estancias sin que los governadores ni sus tenientes se lo perturben, mandaron se de cedula de su magestad de licencia para que el cavildo e justicia pueda dar solares y en lo que toca á las tierras y chacras se traygan las cedulas que sobre esto se an dado y en quanto piden que los dichos governadores ni sus tenientes no inpidan al dicho cavildo hacer las ordenanças que tocaren al buen govierno de su republica — mandaron dar cedula de su magestad para que la justicia y rregimiento agan las hordenanças que pareciere conbenir para el buen govierno de la republica y el Gobernador ni sus tenientes no se lo impidan y hechas acudan al audiencia de los charcas por la confirmacion.

y en quanto piden que los governadores que se proveieren para aquellas provincias sea por tiempo limitado y no de por vida y quando lo hayan de ser den rresidencia cada dos años dixeron que en quanto esto se proveera lo que conbenga.

y en quanto á lo que piden se provea rremedio en el ausencia del obispo de aquella provincia y de sacerdotes que entiendan en la doctrina de los naturales e administren los santos sacramentos dixeron que ya esto esta probeido.

y en quanto piden se les den cedulas de su magestad para que se guarden á los pobladores y conquistadores las preminenzias e esenciones y franquezas que les estan concedidas dixeron que mandavan y mandaron se les de las cedulas hordinarias y ansi lo proveiron e mandaron.

El doctor nuñez morquecho (hay una rúbrica).

Y para que conste donde convenga, y á peticion de don Enrique Peña, de mandato y con el visto bueno del señor Jefe de este Archivo, expido la presente en Sevilla á veinte y nueve de Abril de mil novecientos nueve.

V.º B.º

El Jefe. El Secretario.

P. TORRES. V. LLORÉNS.

(Il y a un sceau où on lit: *Archivo General de Indias*).

Certificat donné par l' "Archivo General de Indias", au sujet d'un dessin de l'Ecu d'Armes de la ville de Buenos Aires, concédé par Juan de Garay, son fondateur

Don Vicente Lloréns Asensio, Secretario del Archivo General de Indias, en Sevilla:

Certifica; que el Escudo de armas que acompaña á esta certificación y que lleva mi firma y el sello de este Archivo, está de acuerdo con la descripción contenida en un documento que se conserva en el mismo, titulado: "Traslado de los autos proveídos por el General Juan de Garay, fundador de Buenos Aires, sobre el orden que había de guardarse en el repartimiento á sus pobladores, de tierras, solares, estancias, &. — Trinidad de Buenos Aires, 17 de Octubre de 1580. — Estante setenta y cuatro, cajón cuatro, legajo diez y ocho", y en uno de cuyos párrafos dice lo siguiente:

"Este día asi mismo platicaron sobre el fin y proposito con que el celo y voluntad del señor general y conquistadores vinieron a poblar y poblaron esta ciudad y que piden a su merced del señor teniente de governador que mande señalar armas a esta ciudad sobre que se funda su blason para que asi por su merced señaladas pidan confirmacion dellas a su magestad y entretanto usen dellas y del blason y el dicho señor general dixo que señala por armas desta ciudad una aguila negra pintada al natural con su corona en la cabeça con quatro hijos debaxo demostrando que los cria con una cruz colorada sangrienta que salga de la mano derecha y suba mas alta que la corona que semexe la dicha cruz a la de calatrava y lo cual esta sobre campo blanco y estas dixo que señalaba y señalo por armas desta ciudad la razon de lo qual y del dicho blason es el aver venido a este puerto con fin y proposito firme de ensalçar la santa fee catolica y servir a la corona rreal de castilla y leon y dar ser y aumentar los pueblos desta governacion que a quarenta años que estan poblados y serrados e yvan en gran disminucion y esto da por declaracion de las dichas armas".

Y para que conste, donde convenga, á petición del Señor Don Enrique Peña, y de orden del Señor Jefe de este Archivo, expido la presente en Sevilla á tres de Mayo de mil novecientos y nueve.

V.º B.º

El Jefe.

P. TORRES.

El Secretario.

V. LLORÉNS.

(Il y a un sceau où on lit: *Archivo General de Indias)*.

LA FONDATION DE BUENOS-AYRES



Le Samedi 11 Juin 1580, le Général Juan de Garay et les 63 soldats-colonisateurs, après avoir nommés les Alcades ordinaires et les Echevins, furent à la place publique indiquée par le plan, et aidèrent à l'érection d'un gibet public de justice. Devant ils plantèrent l'étendart royal et la croix, puis brandirent leurs épées, à fin que personne ne contestat leurs droits; et touchant avec elles le bois du gibet, ils prirent possession au nom du roi d'Espagne, don Philippe II. Un acte en fut dressé par Pedro de Xerez, écrivain public du Cabildo et du Gouvernement.

DON JUAN DE GARAY

FONDATEUR DE BUENOS AIRES

PAR

JOSÉ LUIS CANTILO

DON JUAN DE GARAY

I

Don Juan de Garay. — Sa naissance. — Voyage en Amérique. — Vie du " conquistador " jusqu'à son apparition au Paraguay

On a beaucoup écrit et beaucoup discuté au sujet du lieu où naquit le fondateur de Buenos Aires. Aujourd'hui, après avoir étudié consciencieusement les documents de l'époque, on peut affirmer que l'immortel guerrier naquit à Villalba de Loza, à la fin de 1528 ou au commencement de 1529.

Lui-même le déclare dans un procès solennel, disant qu'alors il avait " 54 ans environ ".

Il est clair que l'insuffisance des renseignements sur ces époques oblige à l'imprécision. Pour écrire cette notice biographique, nous avons eu recours à toutes les sources qu'il nous a été donné de consulter, les unes connues, les autres inconnues. Nous pouvons reconstituer à peu près la jeunesse de Garay, mais personne n'oserait dire jusqu'à quel point, ces faits entourés de mystère, se rapprochent de la vérité.

Si Garay avait été, après son départ d'Espagne, une célébrité par ses antécédents ou par les éléments confiés à ses soins, la tâche serait moins difficile. Mais il s'agit d'un enfant, à peine connu de ses parents, et appelé à se créer une personnalité dans la lutte et par ses propres efforts.

Toutes les références sont vagues et c'est à peine si quelques manifestations plus catégoriques, permettent de reconstituer une partie de la vie du " conquistador ". Nous avons rejeté intentionnellement toute comprobation basée sur des citations plus ou moins pertinentes. Nous prenons le fait et nous le remettons, sous toutes réserves, au lecteur, convaincus de l'inutilité des jugements sans appel.

L'histoire d'un héros obscur pendant la majeure partie de sa vie, passée dans un continent inconnu, relatée dans des documents confus, lorsqu'ils ne sont pas contradictoires, est nécessairement incomplète. Dans nos lectures faites pour nous documenter amplement, nous avons trouvé des polémiques très curieuses soulevées sur des faits qu'il a été et qu'il sera toujours impossible de prouver scientifiquement. Ceux qui l'essayeront se serviront presque toujours du ton

dogmatique; quant à nous, nous confessons, dès à présent, l'incertitude qui s'empara souvent de notre esprit et l'inutilité fréquente de l'effort pour découvrir ce qui a été effacé par les temps.

Tout est vague et incertain: il semble que le héros a voulu entourer sa figure de l'imprécision et du doute. Garay naît et s'élève par ses œuvres; ce sont elles qui détachent et agrandissent ses actions, qui projettent une lumière indirecte sur le grand et noble " conquistador ", d'autant plus grand et d'autant plus noble que les entreprises dont il a eu l'idée et qu'il a réalisées sont plus difficiles.

Rien dans les documents où l'on aurait pu laisser aux générations futures des renseignements sur son origine et sur sa vie, n'est d'une scrupuleuse exactitude: si, par hasard on parle de son âge, on ajoute "environ ", comme nous l'avons déjà dit, et l'ignorance et le manque de soin n'est pas moindre dans d'autres documents qui auraient dû donner des renseignements précis et véridiques.

Rien n'est alors plus ingrat que de reconstituer la vie de ces grands hommes formés au milieu de l'inclémence et des luttes incessantes de leur époque, vie qui, loin d'être rabaissée par la succession des ans, n'en devient, au contraire, que plus admirable et plus surprenante.

Le héros avait quatorze ans, lorsque son oncle, le licencié Pedro Ortiz de Zárate, proposa aux parents de Garay de l'emmener en Amérique.

Aucun document ne le dit expressément, mais il est logique de supposer que le jeune homme révélait des conditions exceptionnelles. S'il n'avait pas eu démontré de la valeur personnelle, de la décision et un désir ardent de venir dans le nouveau continent, son oncle n'aurait pas songé à embarquer un enfant, connaissant les terribles privations réservées aux " conquistadores " et les amertumes d'une traversée longue et pénible.

Nous devons supposer que les traits qui se révélèrent plus tard chez le fondateur de Buenos Aires, s'étaient déjà montrés, et que l'enfant embarqué avec l'expédition du vice-roi Blasco Núñez Vela, le 3 Novembre 1543, s'il n'était pas une réalité, était, malgré son jeune âge, une brillante promesse.

Garay arriva à Nombre de Dios le 10 Janvier 1544. Il est possible, — l'hypothèse nous paraît fondée et elle été faite antérieurement — qu'il passa quelque temps à Panamá, tandis que le vice-roi Núñez Vela allait au Pérou, laissant les juges dans cette ville, l'un d'eux était Ortiz de Zárate.

Plus tard il résida au Pérou. Y a-t-il quelque document qui le prouve? Nous n'en connaissons aucun. Il s'agit, comme plus haut, d'une hypothèse. S'il vint avec son oncle, et son oncle fut juge à Lima, il est logique de présumer qu'il vécut dans la ville des vice-rois.

Il est impossible de reconstituer cette époque obscure et rien ne nous permet de faire des hypothèses sur la vie et les actions du héros. Si nous mettons en ligne de compte son caractère, son départ d'Espagne, étant tout jeune, et son œuvre de la suite, nous pouvons croire qu'il vécut dans une activité constante, accompagnant les expéditions lointaines et des fois se battant avec les tribus sauvages.

Il réapparaît avec les traits qui caractérisent son impérissable figure en accompagnant le général Juan Núñez del Prado allant peupler les territoires du nord de la République Argentine actuelle: les " Provincias de los llanos " et " El valle de Tarija ", ainsi qu'il est constaté dans la *Relación de los méritos y servicios del Capitán Juan de Garay*, faite à Chuquisaca.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA Y CENSOS
PUNTO FOCAL NACIONAL

Enveloppée par le mystère des temps, la vie du " conquistador " est accusée dans quelques documents de l'époque par de brèves et insuffisantes notices, lesquelles permettent cependant d'affirmer qu'il persévéra dans la noble idée de civiliser les territoires jusqu'alors dominés par les sauvages.

Il fut dans Charcas, accompagnant le Capitaine Manzo dans les explorations faites dans le pays des Chiriguanos et les plaines de Condonillo, et il fonda un village qu'il appela Santo Domingo de la Nueva Rioja; plus tard il s'aventura avec Velasquez jusqu'au col d'Atacama et fut " l'un des premiers colonisateurs et l'un des premiers qui travaillèrent et qui dépensèrent dans la ville de Santa Cruz de la Sierra, fondée en 1561 par Nuflo de Chaves ". " Il fut le premier qui introduisit les animaux de race bovine dans la dite province, et, comme personne principale et homme vaillant, on le chargeait toujours des choses les plus honorables et les plus difficiles de la guerre, desquelles il sortait toujours victorieux " selon les renseignements textuels de la dite *Relación*.

Il resta à Santa Cruz de la Sierra, de 1561 à 1568, et il s'y maria avec doña Isabel de Bezerra y Mendoza, dont il eut plusieurs enfants.

Ses qualités d'homme de bien, son courage proverbial, la droiture de son esprit et son intelligence, lui avaient attiré des sympathies générales et lui avaient fait une renommée de loyauté et de justice, qui s'étendait jusqu'aux gouvernements du Río de la Plata, et qui décida don Juan Ortiz de Zárate, alors gouverneur, à lui proposer la charge d' " alguacil mayor " de ce Gouvernement, par l'intermédiaire du lieutenant don Felipe de Cáceres.

Réunissant des soldats et ses domestiques, avec les provisions, les armes et les munitions nécessaires, Garay entreprit le voyage avec sa famille et il arriva à l'Assomption au mois de Décembre 1568.

Confirmé dans sa charge d' " alguacil mayor ", le futur fondateur de Santa Fe et de Buenos Aires, commença alors la partie la plus féconde et la plus belle de sa vie accidentée.

II

Garay à l'Assomption. — Discordes entre Cáceres et l'évêque de la Torre. Haute pensée du héros

Lorsque Garay s'établit à l'Assomption, l' " Adelantado ", don Juan Ortiz de Zárate, qui croyait que sa nomination faite par le licencié, don Felipe García de Castro, n'était pas suffisante, était allé en Espagne pour se procurer la solennelle confirmation du monarque.

Felipe de Cáceres gouverna, comme lieutenant général pendant son absence, et il confirma Garay dans sa charge, lui accordant son amitié et sa confiance.

Garay était à peine installé, que commencèrent entre le lieutenant gouverneur

et l'évêque De la Torre, de célèbres discordes, d'autant plus acerbes et vivaces qu'était plus grande la passion avec laquelle ils se disputaient la prédominance et l'influence.

Cáceres et La Torre, excités par leurs nombreux partisans, profitèrent de toutes les ressources imaginables pour vaincre dans la lamentable lutte. Cáceres fut excommunié et l'évêque déclaré " suspendu et incapable d'exercer les fonctions épiscopales ".

La tyrannie en arriva au point que, Cáceres défendit de remettre des aliments à l'évêque, et comme l'un de ses partisans, le chevalier sévillan don Pedro Esquivel, enfreignait l'ordre, il fut immédiatement jugé. Même: les portes et les fenêtres de la maison de l'évêque furent fermées et toute personne qui maintenait des relations avec lui était suspectée de conspiration et immédiatement poursuivie.

Cáceres présumant que l'Adelantado Ortiz de Zárate devait se trouver dans le Río de la Plata, on ne pas en être loin, organisa une expédition, se mit à sa tête et descendit le Paraguay et le Paraná, toucha à Gaboto et poursuivit par la rivière de las Palmas jusqu'au golfe de Buenos Aires, aborda à l'île de San Gabriel, d'où il dépêcha une brigantine sans pouvoir obtenir des nouvelles de l'Adelantado.

Il laissa quelques documents à San Gabriel, dans le but de mettre Ortiz de Zárate au courant des événements, et retourna à l'Assomption.

Loin de se calmer, les discussions entre Cáceres et La Torre reprirent plus que jamais et elles se terminèrent par une émeute et l'emprisonnement du premier.

Avant de continuer cette relation, nous devons insister sur un point fondamental pour apprécier à sa juste valeur le caractère de notre conquistador.

A son arrivée à l'Assomption, Garay refusa toute connivence avec l'une ou l'autre bande. Cette attitude ne veut pas dire faiblesse ou indifférence: il concevait avec une rare clarté de jugement, que la lutte était petite et stérile, et que des perspectives plus grandes sollicitaient l'attention et l'effort des espagnols venus dans l'Amérique dans le but d'agrandir et de civiliser les conquêtes de la patrie.

Il fut réfractaire à l'âpre lutte et son autorité morale se maintint saine et sauve dans ces jours de funestes passions.

Dans le silence de son cabinet, il méditait d'autres problèmes, d'une importance primordiale à son avis: il ne concevait pas que l'on perdit un temps si précieux sans faire des essais de colonisation dans le sud, en fondant des villages, appelés à un immense avenir, sur les rives du Paraná et de la Plata.

Il ne connaissait pas les sauvages régions que nous avons sommairement décrites, mais son extraordinaire intuition, marchant plus vite que les temps et que les propres connaissances, organisait dans son puissant cerveau, la solution insuffisante commencée et abandonnée.

Garay, dans une lettre historique, dit avec une rude mais admirable éloquence: *il faut ouvrir les portes à la terre et non les tenir fermées.*

Oui, il fallait jeter les bases des futures cités, des points intermédiaires entre le grand véhicule aquatique et les immenses régions inexplorées. Sa perspicacité découvrit le voile qui avait caché la vérité à tous les conquistadores, y compris le vaillant don Pedro de Mendoza, et sa merveilleuse vision de l'avenir lui fit projeter loin dans les nouvelles régions, la colossale métropole américaine, seconde ville latine du monde, qui de nos jours, glorifie son nom.

III

Ortiz de Zárate. — Son départ d'Espagne. — Traversée pénible. — Ses relations avec les Charrúas. — Importante insurrection. — Garay est nommé Lieutenant de l'Adelantado.

Pendant que se passaient à l'Assomption les événements que nous avons racontés, Juan Ortiz de Zárate célébrait à Madrid une capitulation avec le roi Philippe II, il recevait le titre d'Adelantado qu'il ambitionnait tant et léguait, par testament, ses droits à l'Adelantazgo, à celui qui épouserait sa fille Juana de Zárate, qu'il avait eue avec une indienne.

Le 17 Octobre 1572, il sortit de Sanlucar de Barrameda, avec cinq navires, 3 000 hommes et 50 femmes; le 11 Novembre il arriva aux îles Canaries; le 5 Décembre il toucha au Cap Vert; le 10 Mars il passa á la hauteur de Rio de Janeiro et le 15 Avril, après une pénible traversée, il jeta l'ancre à Santa Catalina.

Manquant de vivres, il envoya des émissaires à l'Assomption et contracta des liens d'amitié avec les naturels, obtenant ainsi des vivres en abondance.

Dans les premiers jours de Novembre 1573, il entreprit un voyage au Río de la Plata et il entra dans ses eaux le 20 du même mois.

Le 26 il mouilla à l'île de San Gabriel.

Jusqu'à ce moment, l'expédition n'avait pas été heureuse. La mauvaise organisation des navires et le manque de vivres avaient occasionné des souffrances qui avaient réduit l'expédition et abattu l'esprit des gens.

L'Adelantado trouva les communications laissées au mois de Juin par Cáceres, lesquelles l'informaient laconiquement des événements d'Assomption, du voyage entrepris dans le but de le rencontrer et de lui venir en aide, et de la nécessité qu'il y avait à ce qu'il remontât le Paraná, aussi vite que possible, et qu'il prit la charge du gouvernement.

Ortiz de Zárate désirait vivement arriver à l'Assomption, mais les conditions précaires dans lesquelles il se trouvait, l'avaient empêché d'accomplir le principal but de son expédition, et elles continuaient à opposer une barrière infranchissable à ses aspirations.

Sa mauvaise étoile, qui le poursuivit jusqu'à la fin de ses jours avait empêché, peu de temps avant, que dans une heureuse circonstance, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, Garay lui prêtât l'aide si vivement désirée du conquistador.

Le 13 Décembre, il débarqua une partie de ses gens dans un endroit situé près de l'actuelle Colonia, et il obtint des indiens des renseignements exacts sur les explorations faites récemment par un guerrier de l'Assomption sur les rives du Paraná, où il s'était établi, probablement dans l'intention d'attendre son arrivée.

L'attitude du cacique, chef de la région, cacique nommé Zapican, lui inspira

confiance et gratitude. Ce cacique remit aux malheureux membres de l'expédition, des vivres frais et abondants, et la fortune, jusqu'alors adverse se tourna d'une manière relativement satisfaisante.

C'est dans ces circonstances qu'arriva au lieu où Ortiz de Zárate se trouvait le capitaine Ruiz Díaz Melgarejo, qui, à la tête de quelques castillans recherchait péniblement et depuis longtemps l'Adelantado, ayant fait par terre le trajet depuis Santa Catalina, dans l'espérance et le désir de le rencontrer.

Melgarejo et ses compagnons lui apprirent que le capitaine Juan de Garay se trouvait dans le Paraná à la tête d'une expédition et il décida d'envoyer à sa recherche, se servant des indiens à cet effet.

Les négociations étaient très avancées et l'indien Abayuba, neveu de Zapicán, s'y était prêté de la meilleure grâce, lorsque les espagno's apprirent qu'un chrétien avait été appréhendé, et qu'une certaine effervescence se notait parmi les naturels,

Voyant cela, un peloton de soldats, sous les ordres de Francisco Ortiz de Vergara, dans une expédition au Río San Juan, résolut de retenir Abayuba prisonnier, lequel était venu en toute confiance aux espagnols.

Cette nouvelle causa une impression profonde chez les charrúas. Zapicán, lui-même, s'adressa à l'Adelantado, lui offrant des vivres en abondance et la liberté du prisonnier chrétien, si son neveu, pour lequel il avait une affection profonde, était immédiatement remis en liberté.

Malgré l'opinion contraire des chefs, Ortiz de Zárate prit la demande du cacique en considération, et, moyennant la remise de l'espagnol appréhendé et le don d'un canot, Abayuba recouvra sa liberté perdue.

Ce fut le signal de la terrible insurrection qui se préparait depuis quelque temps. Le soulèvement des charrúas fut immédiat: la guerre d'extermination commença d'une manière féroce; de nouvelles et indescriptibles privations commençaient pour les espagnols, et leur force d'âme allait être de nouveau mise à l'épreuve.

Comme le manque de vivres allait être la première des calamités dont ils devaient souffrir, il fut résolu d'envoyer quelques soldats à la recherche d'aliments, et une expédition s'aventura dans l'intérieur des terres.

Les indiens, cachés dans de hautes herbes, tombèrent à l'improviste sur elle, et une lutte terrible s'engagea. Les espagnols ne purent faire usage de leurs armes car la poudre était mouillée et les arquebuses rouillées, à cause de la pusillanimité d'Ortiz de Zárate, qui ne les leur donnait pas ordinairement, dans la crainte d'une révolte.

Le combat, nécessairement inégal, fut très sanglant. Les indiens employèrent avec une grande dextérité des boules qu'ils lançaient, tuant et prenant 42 personnes, dont deux parvinrent à fuir et une troisième, Cristóbal de Altamirano, noble extrémadurien, resta en captivité chez les indigènes jusqu'en 1580.

Ortiz de Zárate, consterné par ce contretemps, ordonna la sortie de soixante neuf soldats: une avant garde de quinze, sous le commandement du capitaine Pablo de Santiago et le reste sous les ordres du sergent major Martín de Piñedo.

Ces chefs se disputèrent en face de l'ennemi, parce que le premier croyait inutile d'engager un combat, à cause de l'inégalité des forces, prudence que le second qualifiait de lâcheté.

Les espagnols faiblirent dès le début de l'action: Santiago et cinq vaillants

soldats maintinrent le combat, se conduisant avec un héroïsme extraordinaire, mais ils succombèrent écrasés par les sauvages, sauf Santiago, objet d'une vengeance, dans ces cruels moments.

Ce fut une atroce boucherie, dont on mentionne, comme un fait extraordinaire, le salut de Domingo Lares: il se battit seul contre de nombreux indiens, et il montra un tel courage et une témérité si étonnante que les sauvages lui accordèrent la vie sauve et le traitèrent avec soin.

Les survivants abandonnèrent le camp, et ils prirent la fuite vers le fort: il se produisit alors de très tristes scènes de douleur: dans la solitude de la nuit, on entendait les lamentations des femmes qui avaient perdu leurs parents dans la sanglante journée, pendant que l'Adelantado et ses compagnons embarquaient " vêtements et gens ".

A la tombée de la nuit, le cacique guaraní Yamandu, apparut sur la rive, offrant son amitié aux espagnols et ses bons offices pour faire parvenir à Garay les communications de l'Adelantado. Celui-ci, soupçonneux, tout d'abord, se confia au cacique.

Ortiz de Zárate lui remit entre les mains de nombreux documents, parmi eux se trouvaient les nominations royales et celle de lieutenant du noble et grand guerrier.

Peu après, Zapicán apparut sur la rive, à la tête de ses troupes et il lapida les barques à coups de pierres, puis se retira. Plus tard, un charrúa, paré et fier, se mit à l'eau jusqu'à la ceinture, défiant insolemment les espagnols. Un coup d'arquebuse " lui coupa la parole et le tua ".

IV

Garay réalise son grand projet. — Mission de haute importance. — Il escorte Cáceres et l'évêque la Torre jusqu'à la lagune de los Patos. — Fondation de Santa Fe

Nous avons dit que Garay " s'éleva lentement et par ses propres efforts ", le moment est arrivé de confirmer cette assertion par des faits. Nous avons montré comment, venu enfant en Amérique, sans titres, sans honneurs et sans ressources, il arriva à la haute position où le trouva Cáceres à Santa Cruz de la Sierra, et nous nous trouvons maintenant au point décisif de sa vie, alors que, sollicité par des luttes passionnées et mesquines, il refuse de s'enrôler dans les bandes qui se disputent le pouvoir et il songe au grand projet qui doit immortaliser son nom.

" Ouvrons les portes à la terre ", dit-il, traduisant la grande pensée qui le domine: et il est étonnant qu'un homme formé dans des milieux primitifs, sans une préparation supérieure, sans de nombreux éléments matériels, comprend et donne la solution d'un problème d'une telle envolée.

De nos jours, nous pouvons évaluer toute l'intensité de la pensée révélée par le plan de Garay: cette Assomption qui fut pendant la conquête, le centre du pouvoir espagnol dans le Río de la Plata, reste à peine stationnaire, tandis que les villes que Garay fondera, Buenos Aires et Santa Fe, croissent chaque jour avec une extraordinaire vitalité. C'est la corroboration des siècles à l'œuvre du génial guerrier et gouverneur, dont la figure acquiert un relief de plus en plus grand.

" Lorsqu'arrivèrent les passions de l'évêque et du Général Felipe de Cáceres, dit Garay, le gouverneur, Martín Xuarez de Toledo et les officiers royaux décidèrent et j'en recus la commission, que j'irais peupler une ville dans ces provinces, et qu'en même temps j'accompagnerais la caravelle qui transportait l'évêque et Felipe de Cáceres ".

Le 3 Avril 1573 Martín Suárez de Toledo, donna pouvoir à Garay pour qu'il escortât la caravelle, ainsi qu'il le dit lui-même, et qu'il levât des gens pour fonder une ville à San Salvador, la rivière San Juan ou San Gabriel, lui accordant à cet effet, une brigantine, des canots, des radeaux et autres éléments.

C'était, comme on le voit, la réalisation de l'ancien projet de Garay; pour activer le commerce dans ces régions et garantir la stabilité de la domination espagnole, il fallait fonder des villes au sud, sur les grands cours d'eau.

L'expédition organisée, dont faisaient partie quatre-vingt soldats, la majeure partie nés dans le gouvernement du Río de la Plata, et pourvue de chevaux, d'armes et de munitions, elle partit de l'Assomption le 14 Avril 1573, escortant la caravelle qui conduisait en Espagne les deux hommes qui avaient agité la colonie si longtemps et si profondément.

Garay escorta la caravelle jusqu'en face de la lagune de los Patos (il est probable que c'est la lagune qui se trouve à l'est de la Colonia, à l'embouchure du ruisseau del Molino), et n'ayant eu aucune nouvelle d'Ortiz de Zárate, dont le retard ne se justifiait pas aux yeux de l'expédition, il remonta le Paraná.

Il est bon de rappeler que, si Garay avait poussé jusqu'à Santa Catalina, il serait venu en aide, opportunément et efficacement, à l'Adelantado, arrêté à cause des inconvénients dont nous avons parlé précédemment.

Avant de pénétrer dans le río Salado, alors appelé des indiens quiloazas, il visita les rives de la Plata et du Paraná, étudiant pour la première fois, ces régions si fertiles, si abondamment arrosées et favorisées par un climat d'une exceptionnelle douceur.

Après avoir navigué dans le río Salado et exploré ses rives, l'expédition s'arrêta dans un endroit appelé Cayastak, d'où elle envoya des détachements dans l'intérieur, dans le but de connaitre convenablement la contrée et d'entrer en relation avec les indigènes.

Ceux-ci appartenaient aux tribus des calchines, des colastinés, des mocoretás et des painindies, dépendant de la nation guaranie, et ils reçurent les espagnols avec bonté et générosité.

Cela et l'abondance de la chasse et de la pêche, les excellentes conditions de la terre et la situation de la contrée, déterminèrent Garay à y fonder l'une des villes qu'il avait projetées dans son humble bureau de l'Assomption.

Le bon capitaine, sincèrement aimé de ses subalternes depuis le début de sa brillante carrière dans le Río de la Plata, jeta les bases de la ville de Santa Fe

de la Vera Cruz, le dimanche 15 Novembre 1573, jour de Saint Jérôme. Il était accompagné dans l'entreprise par " neuf espagnols et soixante quinze travailleurs de la terre, avec cinquante cinq chevaux, soixante cinq arquebuses et la poudre et les pelotes (balles de pierre) et autres ".

L'acte se fit avec tout le cérémonial de l'époque. A défaut de renseignements précis, on doit s'imaginer une scène touchante, solennelle et simple: les gens parés de leurs habits de gala, les lances et les cuirasses reluisantes, les chevaux harnachés humblement, les attributs du commandement pauvres mais imposants.

Debout devant le jaunâtre parchemin, Garay profondément remué, et se détachant du groupe des vaillants conquistadores, les indiens craintifs et inconscients, troublés par l'éclat des uniformes et des armes, par l'attitude martiale des guerriers, par le mystère de cette fantastique cérémonie, qui se déroulait à l'ombre de la croix, symbole d'amour et de sacrifice.

Et partout, dans la forêt mystérieuse, dans la plaine féconde, dans le fleuve tranquille, dans le ciel bleu, Dieu, la providence infinie, le germe des autres temps, le verbe de l'Amérique, la vie nouvelle!

Pour la première fois, une ville hispano-américaine, était formée avec des éléments aussi essentiellement hispano-américains que ceux que Garay avait transportés à Santa Fe de la Vera Cruz: trait admirable du conquistador. D'autres chefs espagnols se seraient arrêtés devant se précédent, précurseur de futures querelles ou de futures difficultés.

Lui, avait une foi profonde dans la nouvelle race et, tant que dura son pouvoir il montra une affection profonde pour ces fils appelés à conserver dans le continent vierge les traits typiques de leurs pères.

V

Garay décide d'effectuer le dénombrement des indiens. — Trahison des sauvages. Situation angoissante. — Le gouverneur Cabrera. — Préliminaires d'un conflit

En même temps que Garay répartissait les " solares " de Santa Fe, il ordonnait de construire un fort avec de bonnes tours et de bons remparts, et, cette œuvre achevée, il résolut d'effectuer, d'accord avec une coutume traditionnelle, le dénombrement des naturels qui habitaient dans les contrées voisines, et sujettes à la juridiction de la nouvelle ville.

L'extension de la juridiction était: " du côté du chemin du Paraguay, jusqu'au cap des petites inondations, et en aval du fleuve, route de Buenos Aires, vingt cinq lieues au delà de Sancti Spiritu, et du côté de Tucumán, cinquante lieues à partir des ravines du fleuve et cinquante lieues de l'autre côté du Paraná ".

Dans le but de réaliser cette œuvre, et de connaître d'une manière aussi approchée que possible, le nombre des indiens compris dans la juridiction, il s'embarqua avec quarante soldats, dans un navire à rames et à voiles et deux chaloupes, parcourut le Río Salado, et fit de longues explorations dans l'un des bras du Paraná, jusqu'aux environs de l'ancien fort de Sancti-Spiritu.

Partout il fut bien reçu par les indigènes qui le prièrent de s'arrêter et de parcourir la contrée. Encouragé par ces démonstrations, le capitaine descendit à terre avec ses compagnons et il prit des renseignements très détaillés sur le nombre des indiens qui habitaient ces régions.

Malgré la cordialité avec laquelle il fut reçu par les naturels, Garay conçut des doutes sur la loyauté de leurs intentions. Leurs démonstrations lui parurent excessives, et son attention fut vivement attirée par ce fait qu'ils s'approchaient en grandes masses de la petite troupe de ses soldats.

Craignant un piège, il ordonna de s'embarquer sans perdre de temps, de prendre les armes et d'attendre la suite des événements. La perspicacité et le sang-froid de Garay évitèrent un grand désastre. Les espagnols étaient à peine embarqués qu'ils aperçurent des signes certains de guerre: tout près, de grands bûchers et dans le lointain, de grosses colonnes de fumée destinés à attirer les indiens des tribus voisines.

Les sauvages sortaient de partout, cauteleusement, se cachant dans les bosquets et dans les hautes herbes, tandis que ceux qui se trouvaient sur la rive prenaient des positions stratégiques pour une prochaine attaque.

Dans ces terribles circonstances, l'âme de Garay ne se démentit pas. Acculé à une défense désespérée, il forma ses hommes et les harangua en termes vibrants, leur rappelant la mission de gloire et de sacrifice qui leur avait été confiée et qui devait rendre leurs noms immortels.

En termes éloquents, il parla du passé, des actions glorieuses qui rehaussaient la valeur espagnole, de l'œuvre de civilisation entreprise en Amérique, de l'influence et du prestige que donnerait la défaite du sauvage à la sainte cause de l'Espagne, de la situation qui serait faite à la nouvelle ville de Santa Fe s'ils étaient vaincus, du sort qui attendait leurs parents et leurs amis. Et, toujours tranquille et paternel, il les exhorta à se battre avec foi et héroïsme, et qu'alors ils seraient vainqueurs, quelles que fussent les difficultés de la lutte.

Tel était l'homme dans toute sa force morale: persévérant dans l'effort, ange tutélaire de ses sujets dans la paix, et dans la guerre, capable des plus grandes conceptions et de la réalisation des plus grandes entreprises.

Dans cette épreuve, sa parole de feu devait émouvoir les cœurs et révéler, une fois de plus, à ses compagnons, la grandeur de son âme.

La providence veillait sur son œuvre civilisatrice, et un événement qui tient plutôt du roman que de l'histoire changea d'une façon inespérée la face terrible de la situation.

Dans le but d'observer les mouvements des sauvages, un matelot avait grimpé dans les agrès de la brigantine et de là il étendait sa vue sur la vaste et pittoresque campagne. Ses informations coïncidaient complètement avec les appréhensions de Garay. De nombreux groupes d'indiens arrivaient de toutes parts, ornés de leurs attributs guerriers: c'étaient les préliminaires du terrible assaut et de l'extermination assurée des espagnols.

Alors le matelot cria: " je vois un homme à cheval qui galope derrière les indiens!". Il y eut un moment de vacillation et de doute: la stupeur dominait ces vaillants décidés à vendre chèrement leur vie.

De nouveaux cris remuèrent profondément Garay et ses compagnons: " je vois maintenant six cavaliers qui courent derrière les indiens! ".

Il est facile d'imaginer l'émotion qui s'était emparée de ceux qui entendaient l'annonce de cette aide inespérée et véritablement extraordinaire: ces cavaliers ne pouvaient être que des espagnols, providentiellement arrivés à l'heure décisive.

Les indiens arrêtés devant cette apparition inattendue, voulurent s'opposer à l'attaque des guerriers, mais les croyant avec raison, alliés de Garay, ils prirent précitamment la fuite.

Les barques, cachées dans les recoins du fleuve, étaient passées inaperçues des espagnols qui poursuivaient opiniâtrément les indigènes sur terre. Garay le comprit et il résolut d'envoyer un indien qu'il avait à son service, afin de remercier les nouveaux venus, de l'immense service qu'ils venaient de lui rendre, et de leur demander d'où ils venaient et quel était l'objet de leurs courses dans ces contrées.

Les cavaliers, informés que Garay se trouvait dans le fleuve, s'approchèrent de la rive, et de là ils échangèrent des saluts et des impressions avec le capitaine et ses compagnons.

De cette conversation, il résulta que les auteurs de ce service signalé étaient en effet des espagnols et soldats de don Jerónimo Luis de Cabrera, gouverneur de Tucumán.

Celui-ci avait fondé la ville de Córdoba au moment où Garay jetait les bases de Santa Fe, et, son œuvre achevée, il s'avançait vers le rio de la Plata, à la recherche d'un endroit convenable pour faciliter les communications de son gouvernement avec l'Espagne.

Les soldats de Cabrera ajoutèrent que deux jours avant, mettant l'idée à exécution, ils avaient choisi le port de San Luis de Cordoba dans le territoire de Gaboto, ajoutant à sa juridiction, toutes les îles de ce fleuve situées à vingt cinq lieues au levant et vingt cinq lieues au couchant, à partir des bouches du Carcaraña.

Garay comprit toute la gravité de ces nouvelles: la prétention de Cabrera créait un conflit d'une solution très difficile, car ses pouvoirs émanaient d'un gouverneur provisoire et parce que l'Adelantado n'était pas arrivé au Río de la Plata avec les autorisations du monarque.

Sa prudence égalait son courage et, malgré la gravité du cas, il conserva une attitude réservée et digne, sans laisser percer les préoccupations qui s'étaient emparées de son esprit.

Invité à descendre à terre pour aller saluer Cabrera dans son logement, il prétexta l'impossibilité de quitter la barque qu'il commandait.

VI

Garay y Cabrera. — La juridiction de Córdoba. — Habile conduite de Garay. — Attaque de Santa Fe par les indiens. — Garay lieutenant d'Ortiz de Zárate

Ayant fondé la ville de Córdoba dans le territoire de la Nouvelle Andalousie, le même jour que Garay fondait la ville de Santa Fe dans le territoire de la Nouvelle Biscaye, le gouverneur don Jerónimo Luis Cabrera résolut, comme nous l'avons dit précédemment, de pousser jusqu'aux rives du Paraná, à la recherche d'un port.

Le gouverneur se trouvait près du campement du cacique Coronda, lorsque six soldats résolurent de faire une exploration, intrigués par les mouvements suspects des indiens, et par leur convergence sur un point où flambaient de grands bûchers.

Malgré qu'ils se trouvaient éloignés du campement de Cabrera, et que les naturels n'avaient pas manifesté d'hostilité envers eux, ils résolurent de se diriger vers l'endroit où se faisait la concentration et de connaître exactement les intentions des indiens.

A mesure qu'ils s'approchaient de la rive, les sauvages se montraient ouvertement belliqueux, et, en peu de temps, les soldats de Cabrera purent se rendre compte qu'il s'agissait d'une insurrection et qu'il fallait agir sans perdre de temps.

C'était bien une insurrection, non contre Cabrera et les siens, mais contre Garay, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, et l'héroïque attitude de ces six soldats, en lutte ouverte contre les centaines d'indiens réunis à l'appel de la guerre, sauva d'une mort certaine l'intrépide Garay et le petit nombre d'hommes qui l'accompagnaient.

Lorsque Cabrera connut la rencontre de ses soldats avec Garay, il résolut de sortir pour parlementer, afin de savoir quel était le but et les intentions du capitaine et en vertu de quelle autorisation il se trouvait dans la juridiction de Córdoba.

L'entrevue des deux guerriers fut prudente et habile. Après l'échange des salutations ordinaires, tous les deux conservèrent una attitude circonspecte. Ni Garay ne descendit à terre, ni Cabrera n'accepta l'invitation de monter à bord.

Derrière les paroles il y avait une mutuelle retenue, et la diplomatie de Garay maintint constamment la conversation sur un pied de cordialité et de respect.

Cabrera demanda aimablement à son rival de ne pas fonder des villes ni de subjuguer d'indiens en dehors du gouvernement du Paraguay. Dans son esprit, cette rive et les îles voisines faisaient partie du gouvernement de Tucumán, et en conséquence, afin de ne pas provoquer de scandales par une dispute stérile, Garay devait reconnaître le droit qui lui faisait formuler sa demande.

Si quelques heures auparavant, Garay avait révélé la grandeur de son âme en proclamant hardiment à ses soldats qu'il était disposé à pousser l'action contre

les sauvages jusqu'à sa dernière extrémité, dans ces moments, il fut l'homme maître de soi-même, le gouverneur tranquille, instruit et sage, de physionomie impénétrable et de résolutions hautes et inspirées.

Comprenant que la situation n'était pas favorable pour résoudre le grave problème, il se contenta d'assurer Cabrera de sa modération et de sa bonne volonté.

Il désarma son rival sans compromettre ni sa dignité, ni ses droits, ni son œuvre.

Cabrera retourna à Córdoba. Poussé probablement par ses conseillers, il décida qu'Onoffre de Aguilar, à la tête de trente soldats, irait à Santa Fé dans le but de recevoir de Garay la remise de cette ville.

La question étant posée de cette façon si peu usitée et si violente, Garay abandonna le ton qu'il avait conservé jusqu'alors dans ses négociations avec Cabrera, et il donna une réponse catégorique et franchement négative.

Pour son fondateur, Santa Fe était dans la juridiction du Paraguay. En effet, le fleuve Paraná avait été découvert et exploré par Gaboto; et Gaboto, et plus tard les conquistadores qui fondèrent l'Assomption et qui y résidèrent, avaient exercé par droit de conquête, et parfaitement autorisés par le souverain, la souveraineté absolue sur le fleuve Paraná et sur les terres avoisinantes.

A ce moment des négociations, les indiens quiloazas, pairindies, colastinés, mepenes et timbues, formèrent une imposante coalition et apparurent sous les murs de la ville dans le but de la détruire.

Une fois de plus, Garay donna des preuves de sa valeur et de son énergie.

Il réunit ses soldats, les harangua dans les termes éloquents qu'il avait déjà employés dans une circonstance semblable et dont nous avons parlé, et donna des ordres pour que l'artillerie tirât sur les premières lignes ennemies.

Le feu ouvrit de largues brèches dans les rangs des indigènes et détermina une retraite, mais sans provoquer la déroute.

Garay laissa la forteresse au commandement du capitaine Aguilar, et se battant à la tête d'un groupe de soldats, il sortit des murs dans l'intention de faire personnellement une attaque.

Le choc fut terrible. La supériorité numérique de l'ennemi compromit le combat et obligea le reste de la garnison à prendre part à la lutte pour prêter aide à leurs compagnons.

Après une lutte ardente, dans laquelle Garay et les siens se conduisirent héroïquement, les indiens furent repoussés et dispersés, laissant sur le champ de bataille des centaines de morts et de blessés, et la petite population ne souffrit pas des vicissitudes de la guerre.

Dans ces circonstances, trois canots conduits par des indiens guaranis entrèrent dans le port de Santa Fé, l'un d'eux était conduit par le cacique Yamandu, lequel, comme nous l'avons dit précédemment, avait reçu de l'Adelantado Ortiz de Zarate, un pli fermé contenant les copies des nominations et des cédules royales se rapportant aux villes et villages que lui et ses capitaines fonderaient jusqu'au gouvernement du royaume du Chili, et la nomination de lieutenant que l'Adelantado faisait dans la personne de Garay.

Ces deux nouvelles causèrent une vive joie au noble fondateur de Santa Fe. La première mettait un terme définitif à la mauvaise gestion d'Aguilar, et la seconde était la consécration de l'effort du guerrier, qui avait donné tant et tant de preuves de sa valeur.

Plus loin nous rendrons compte de la fin du fâcheux procès que soutint Cabrera devant la Royale Audience de Charcas, convaincu qu'il était de son droit sur la ville de Santa Fe.

VII

Garay se porte au secours d'Ortiz de Zárate. — Liropeya. — Rencontre avec Rui Díaz de Melgarejo. — Secours envoyés par Suárez de Toledo. — L'Adelantado décide de se transporter sur le Río Salado.

Après avoir pris connaissance des communications d'Ortiz de Zárate, Garay résolut de se porter au secours de l'Adelantado qui se trouvait en proie à de cruelles souffrances dans l'île de San Gabriel.

Le 12 Mai 1574, il se fit reconnaitre comme lieutenant gouverneur, et peu après il entreprit le voyage avec trente hommes et vingt et un chevaux.

Indignés par la félonie des sauvages, Garay et ses soldats traversèrent les territoires des caciques Maracopa, Taboba et Añanguazu et faisant la guerre; ils voulaient donner une dure leçon aux naturels pour garantir la sûreté des populations espagnoles.

Leur dessein n'eut pas de suite. Craignant une rencontre avec les conquérants, les indiens fuyaient à leur approche. Les campements étaient abandonnés et les ennemis avaient cherché un refuge dans les bois épais où il était impossible de passer à cheval.

Il y eut cependant des combats de peu d'importance, les indiens étaient repoussés après de légères escarmouches. Dans leur fuite précipitée, ils abandonnèrent des vivres en abondance dont les espagnols s'emparèrent et qu'ils transportèrent sur les radeaux.

L'un des événements de ce voyage qui firent le plus de bruit, fut le suivant: le soldat Carballo, plein de courage et d'audace, obtint des renseignements précis sur la fuite du cacique Yandubayu et, désireux de l'atteindre, suivit sa piste à travers une épaisse forêt. Le cacique surpris, lui fit face, et une terrible lutte corps à corps s'engagea. Le bruit du combat attira une indienne, Liropeya, renommée dans la contrée pour sa beauté, laquelle, intervenant dans le combat, sauva la vie de Carballo.

Les combattants calmés, échangèrent des salutations amicales. Carballo apprit de la bouche de Yandubayu, quel était l'amour que professait le cacique pour l'indienne. Remarquant la beauté de la jeune sauvage, le désir de la posséder suggéra à l'esprit du soldat, la perpétration d'un crime. Il feignit la distraction, et, profitant d'un instant où Yandubayu ne se tenait pas sur ses gardes, il lui passa sa lance au travers du corps.

Liropeya atterrée, écouta les paroles ardentes dictées par le désir, et, adoptant

une résolution héroïque, elle demanda à Carballo de donner, avant tout, une sépulture au malheureux qui l'avait aimée si profondément et qui lui avait donné de si éloquentes preuves de sa fidélité et de sa grandeur d'âme.

Au moment où le soldat commençait le travail, Liropeya lui arranchant son épée se la passa à travers la poitrine et s'écria, agonisante: "ouvre maintenant une autre fosse pour moi".

Frappé par ce terrible drame, Carballo s'enfuit de ce lieu, et arriva aux radeaux au moment de s'embarquer; son absence avait été si longue et si inexplicable que ses compagnons le croyaient victime des indiens.

A Sancti-Spíritu, Garay trouva Rui Diaz Melgarejo qui avait été envoyé pour le chercher par l'Adelantado, lequel ignorait que la commission avait été faite par le cacique Yamandu. Afin de se porter au secours d'Ortiz de Zárate avec la plus grande promptitude possible, les vivres furent transportés sur le bateau de Melgarejo, et il fut décidé que celui-ci descendrait, sans perdre de temps, jusqu'à l'île de Martín García, nouveau siège de la malheureuse colonie.

Entre temps, Yamandu arrivait en présence de l'Adelantado et lui donnait des informations détaillées sur la fondation de Santa Fe et sur l'attaque de la ville par les tribus coalisées, ainsi qu'il lui apprenait l'arrivée prochaine du lieutenant don Juan de Garay avec des soldats et des vivres. Ortiz de Zárate combla de présents le messager qui avait accompli avec tant de succès la mission qui lui avait été confiée, et il est vrai que l'indien n'avait jamais donné de motif de douter de sa loyauté.

Melgarejo arriva peu après avec les secours donnés par Garay. Celui-ci avait continué ses explorations dans les îles du Paraná, s'efforçant toujours de s'imposer aux indiens par le fer et par le feu.

Les premiers historiens racontent que le dimanche des Rameaux de 1574, Garay entrant dans un bras étroit du fleuve, y trouva une barque conduite par un indien gigantesque, accompagné de deux indiennes. L'indien s'aperçut que Garay le suivait avec l'intention de le prendre et alors il se mit debout dans la barque et commença à insulter insolemment les espagnols.

"L'indien portait, dit un écrivain, comme casque, une coiffure faite de cuir de tapir, comme bouclier, une grande carapace d'un certain poisson, son carquois et son arc sur ses épaules, et dans les mains, un bâton proportionné à la hauteur démesurée de son corps".

Les espagnols irrités par ses menaces le tuèrent avec leurs armes à feu, et ils ne purent s'emparer des indiennes. L'infructueuse poursuite terminée, ils furent surpris par une brigantine que le lieutenant don Martín Suárez de Toledo avait envoyée d'Assomption au secours du conquistador.

Avec ce renfort, Garay se lança de nouveau à la recherche du cacique Teru, auteur du soulèvement contre Santa Fe, voulant l'obliger à lui offrir la bataille. Ses efforts furent inutiles. Sachant l'approche du guerrier, Teru s'était enfui; les espagnols ne trouvèrent sous ses tentes que des vivres et des objets insignifiants desquels ils s'emparèrent.

Afin de poursuivre la conquête, et dans le but de mettre Santa Fe à couvert des coalitions et des assauts, Garay attaqua la tribu voisine de Agnanguazu, mais ce cacique, effrayé et repentant, demanda grâce aux conquistadores.

Garay montra une fois de plus, sa générosité. Malgré qu'il avait l'occasion

d'anéantir un ennemi qui l'avait si traîtreusement trompé, il accorda la vie sauve au cacique et à ses sujets, à condition qu'ils conserveraient una attitude pacifique.

Tranquille au sujet du sort d'Ortiz de Zárate, qu'il supposait avoir reçu les secours de Melgarejo, il délivra quelques espagnols esclaves des indiens mbeguaes.

Après une terrible tempête qui détruisit les deux seuls navires de l'Adelantado, Melgarejo arriva à Martin Garcia, allégeant relativement le sort des colons, et un peu plus tard, dans les derniers jours d'Avril 1574, Garay débarqua avec ses soldats, et il fut reçu avec effusion par Ortiz de Zárate.

Malgré ces secours, la situation devenait de jour en jour plus critique. L' Adelantado convoqua les hommes autorisés de la malheureuse colonie, afin d'adopter une résolution définitive; depuis son départ d'Espagne, les calamités s'étaient succédées sans interruption, et dans ces circonstances, il ne lui restait plus ni force ni courage pour vaincre tous ces contre-temps.

La majorité, y compris Garay, fut d'avis d'abandonner l'ile et de s'établir dans un territoire très fertile situé sur une petite rivière tributaire de l'Uruguay: le río San Salvador. L'idée fut acceptée avec une grande joie, et, après avoir construit une embarcation, les compagnons épuisés d'Ortiz de Zárate s'y embarquèrent ainsi que dans les barques de Melgarejo et de Garay et ils se transportèrent au parage choisi.

VIII

Garay guerrier. — Sanglant combat sur les rives de l'Uruguay. — Déroute des charrúas. Admirable conduite du héros

Les calamités souffertes par l'expédition allaient se reproduire peu après l'abandon de l'ile de Martín García.

En entrant dans l'Uruguay, les embarcations furent prises par une terrible tempête; toutes furent sur le point de sombrer, et les espagnols ne durent leur salut qu'à leur habilité et à leur sang-froid.

Garay échappa au naufrage, aidé par les indiens qui le tirèrent à terre par les épaules, ainsi que ses soldats. Avec de grands efforts ils sauvèrent les chevaux, sauf un qui fut emporté par le courant.

Le fondateur de Santa Fe comptait 22 arquebusiers et 12 cavaliers, des chevaux, des munitions, etc.

Dans ce lieu, la paix régna seulement une nuit. Immédiatement après le débarquement, la nouvelle s'en répandit parmi les charrúas et les belliqueux habitants de la Bande Orientale se disposèrent à attaquer les espagnols.

C'est un des moments culminants de la vie de Juan de Garay, dans lequel il fit preuve de qualités exceptionnelles ce dont nous l'avons déjà louangé.

Dans les précédentes actions de guerre son courage indomptable est bien établi

et dans le combat que nous allons décrire, regrettant que les informations de l'époque soient trop laconiques, sa valeur peut être comparée à celle des plus illustres guerriers que l'Espagne ait envoyés dans le nouveau monde.

A l'aube de ce jour funeste, la campagne avait l'aspect de la plus grande désolation. Les compagnons de Garay, abattus par le froid, anéantis et rendus de fatigue, n'avaient pas eu le temps d'organiser leurs faibles ressources. Le désordre rendait la situation encore plus angoissante.

Au loin, les indiens charrúas, divisés en bataillons, se préparaient à l'assaut, avec une visible activité.

Garay, le fort, l'imperturbable, le penseur, l'impétueux, était là. Comme toujours sa parole persuasive relevait les courages. Un souffle d'espérance passa sur ces têtes et tous coururent aux armes, décidés à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

Leur parlant avec une grande joie, Garay prononça ces mémorables paroles qui sont parvenues jusqu'à nous: *Amigos, no resta otra cosa que morir ó vencer: esperemos, pues, con valor, á los enemigos.*

Les hommes enthousiasmés l'entourèrent, et à cette heure solennelle, il n'y eut ni une défaillance ni un doute.

Le guerrier exerçait un ascendant extraordinaire, et beaucoup de ceux qui tremblaient quelques instants auparavant, étaient convaincus du succès et désireux de vaincre dans la lice de ce tournoi barbare et inégal.

Garay fut le premier à monter à cheval et il fut suivi par onze cavaliers, tous décidés à vendre chèrement leur vie.

Le nombre des indiens augmentait toujours; de tous côtés leur arrivait des renforts et l'imposante ligne de bataille occupait une très vaste étendue, animée par les cris incessants et par le son strident et âpre des cornes.

Garay embusqua ses cavaliers près de là, avec la consigne d'attaquer lorsque l'infanterie attaquerait de flanc ou que les soldats seraient pressés par les indigènes.

Lui se plaça au point opposé avec vingt arquebusiers, et les arbalétriers au centre, avec la consigne de ne pas se mêler aux lignes ennemies.

Comme les positions des forces espagnoles étaient avantageuses, Zapicán resta immobile, défiant les chrétiens à grands cris. La première décharge fut faite au moment opportun et le combat s'engagea sur toute la ligne.

Sept cents charrúas se lançèrent impétueusement à l'attaque.

Des deux côtés on se battit longtemps avec intrépidité. Les espagnols avaient l'avantage, lorsque Zapicán fit avancer cent archers, fleur de l'armée indigène, dans le but de décider de la bataille. Cette circonstance avait été prévue par Garay.

Il donna l'ordre d'avancer aux cavaliers embusqués, et ceux-ci, attaquant avec impétuosité, provoquèrent dans le camp ennemi une épouvantable confusion.

Zapicán avait employé toutes ses forces; Garay conservait en réserve de bons éléments et il maintenait la supériorité qu'il avait obtenue dès le commencement du combat.

De tous côtés se produisaient les traits de courage. Le champ de carnage présentait un terrible coup d'œil: les sauvages tombaient en grand nombre morts ou blessés. Les espagnols se défendaient héroïquement: la supériorité numérique

des charrúas était compensée par l'admirable énergie de cette poignée de braves, capables des plus difficiles et des plus prodigieuses entreprises.

Barco de Centenera raconte des scènes qui dépeignent l'intrépidité et le courage des espagnols.

Les caciques Taboba et Abayuba au plus fort du combat, attaquent Antonio de Leyba. Celui-ci se jette sur Taboba et lui passe sa lance à travers le corps; l'indien rassemblant tout son courage, s'accroche à la lance et essaye de l'arracher au soldat. Ce sont des moments d'anxiété. Juan Menialvo se lance à l'aide de Leyba et d'un coup de sabre tranche la main du cacique qui tombe mort, indomptable comme un tigre.

Abayuba veut blesser Leyba, mais celui-ci l'attend et l'attaquant avec une impétuosité que rien ne peut arrêter, il lui ouvre le ventre d'un coup de lance. Le sauvage se renverse et dans les affres de la mort, il s'accroche aux rênes du cheval et les mord furieusement.

Zapicán accourt à la défense de ses guerriers: trop tard. Menialvo l'attend et l'abat raide mort d'un coup terrible.

Juan Vizcaino, Arévalo, Aguilera, Hernando Ruiz, Juan de Osuma, Juan Sánchez, Rasquin et Carballo se conduisirent ce jour là d'une manière qui a rendu leurs noms immortels.

L'âme de la grande action fut Juan de Garay, organisateur de la victoire et héros digne des plus justes et des plus enthousiastes éloges; tête et bras de la glorieuse défense, comme chef il eut le commandement de la vaste scène et la responsabilité des diverses phases du combat; comme soldat il se montra supérieur par sa valeur, sa sérénité à toute épreuve et son courage inouï.

Il est partout: il aide les faibles, il encourage les vainqueurs, et au moment décisif, apercevant la réserve des charrúas, il y court et la met en complète déroute.

Blessé à la poitrine, il continue la lutte, et il ne s'arrête que lorsqu'une flèche lui tue son cheval. Il en parle en disant: " Ils me tuèrent mon cheval et je fus jeté blessé à terre ".

Les soldats accoururent au secours de leur chef et le sauvèrent, ce que voyant, les charrúas abandonnèrent le champ de bataille, laissant environ deux cents morts. Jusque là ils avaient été soutenus par l'espoir de tuer le héros qui avait discipliné et conduit au combat ces vaillants.

Les conséquences de cette victoire furent considérables pour Ortiz de Zárate et ses compagnons: les charrúas mis en déroute, les tribus voisines se soumirent aux conquistadores, et facilitèrent la fondation de la ville de San Salvador.

IX

San Salvador. — Garay représentant d'Ortiz de Zárate. — Départ pour Assomption. — Impopularité de l'Adelantado. — Son voyage au Paraguay. — Visite à Santa Fe. — Remise du commandement.

Tous les éléments qui dépendaient de l'Adelantado s'étant transportés à San Salvador, ainsi que les vassaux de Yamandu, il fut résolu que la ville serait fondée. Ortiz de Zárate lui donna les privilèges et les autorités, d'accord avec les dispositions royales.

Le 5 Juin 1574, il confirma le titre de lieutenant gouverneur à Martin Suárez de Toledo et le 7 du même mois, nomma Garay capitaine général, lieutenant gouverneur et grand justicier du gouvernement de la Nouvelle Biscaye, nom qui ne prévalut pas, car ces contrées continuèrent à s'appeler: Río de la Plata.

Il donna aussi à Garay pouvoir pour le représenter, et, comme les provisions manquaient, il lui confia la mission de " rechercher plus de provisions ", lui ordonnant de partir immédiatement pour Assomption.

Le bouillant Garay sans perte de temps, organisa une expédition, à laquelle s'ajouta Melgarejo.

En peu de temps il avait pris un ascendant légitime sur Ortiz de Zárate, qui, convaincu des excellentes qualités qui étaient son apanage et admirateur de son intégrité de caractère et de sa franchise d'homme, n'avait pas hésité à lui confier son mandat.

Garay partit et se dirigea vers les îles de Caayu, fameux cacique qui, jusque là n'avait pas donné de preuves d'amitié aux espagnols. Il combattit les chanaes et leur fit trois prisonniers; à Igapopé, il découvrit une conspiration des indigènes que l'apparition subite des conquistadores fit avorter. Tous les habitants fuyaient à son approche et Caayu, lui-même, s'enfuit tout tremblant en abandonnant un de ses fils.

Sous les tentes, précipitamment abandonnées, Garay trouva des vivres en abondance et les fit embarquer sur la brigantine de Melgarejo.

Ce dernier résolut de retourner à San Salvador, pendant que Garay continuait son voyage vers Assomption.

Les privations et les souffrances ne cessaient pas chez la petite population de la côte uruguayenne. Les attaques des charrúas se reproduisaient constamment, et dans la nuit du 30 Juin, nuit pendant laquelle se déchaîna une terrible tempête, une habitation fut incendiée et le feu se communiqua à la plus grande partie des chaumières.

Ortiz de Zárate, de caractère difficile et peu sociable, s'aliénait de plus en plus ses sujets. Après l'incendie, il établit sa résidence dans la brigantine ancrée en

face de la ville, où il recevait seulement quelques intimes. Lorsqu'il descendait à terre, il avait constamment la récrimination et la menace sur les lèvres.

Un événement qui arriva dans ces moments, montre les procédés distincts employés dans leur action par l'Adelantado et par Garay. Le cacique Caayu apprit que son fils était entre les mains d'Ortiz de Zárate, et lui adressa des demandes pour sa mise en liberté.

Comme toutes ses demandes étaient infructueuses, aidé par son cousin Yamandu, il résolut d'aller à la recherche de Garay, afin de solliciter son intercession. Ils le rejoignirent à Paraná et lui exposèrent le cas. Garay reçut les indiens avec son habituelle bienveillance et leur remit une lettre dans laquelle il demandait à l'Adelantado de remettre le captif en liberté.

Frappés de la générosité du guerrier et de son caractère chevaleresque, ils retournèrent à San Salvador, sans que leur demande aie plus de succès. L'Adelantado fit montre de cruauté en retenant Yamandu prisonnier, malgré ses protestations d'innocence et d'affection envers les espagnols.

Pendant ce temps, le malaise des colons augmentait. Victimes de la faim, des mauvais procédés du mandataire et de la rancune des sauvages, leur situation était devenue intolérable et leur mécontentement se traduisait en cris et se condensait en terribles menaces.

L'emprisonnement et le procès du licencié Trejo, curé et vicaire de San Salvador portèrent le scandale et l'indignation à l'extrême. Heureusement Garay, de retour d'Assomption, envoya de Santa Fe les provisions attendues avec anxiété, et Ortiz de Zárate résolut d'entreprendre le voyage du Paraguay, laissant à San Salvador, soixante hommes sous le commandement de Juan Alonso de Quirós.

Peu de jours avant le départ de l'Adelantado, profitant de l'inattention des espagnols, Yamandu s'était enfui, et, après les affronts dont il avait souffert, devint un ennemi irréductible de ceux qui l'avaient traité de cette façon.

Ortiz de Zárate partit il 15 Décembre avec les restes de sa grande expédition, réduite à peu de chose par les privations dans la longue et inoubliable odissée que nous avons décrite.

Les guaraníes, soulevés par Yamandu, ne reçurent pas les conquistadores pendant leur voyage, avec leur bienveillance habituelle. Les îles du Paraná étaient désertes et les voyageurs durent consommer leurs propres vivres jusqu'aux approches de Santa Fe.

L'arrivée d'Ortiz de Zárate étant annoncée, Garay organisa une réception digne du représentant du roi. Le fleuve Paranà se couvrit de barques et de radeaux dirigés par des indiens quiloazas, mepenes et calchines, soumis aux espagnols, et leurs collaborateurs pour la culture de la terre et les divers travaux de la ville et des contrées de la juridiction.

Montés sur d'autres embarcations, les espagnols saluèrent avec de grands cris de joie l'Adelantado et ses compagnons.

A la porte de la ville, Garay reçut Ortiz de Zárate avec tous les honneurs dus à son rang. Une multitude d'indigènes assistèrent à l'arrivée du gouverneur qui prononça des mots élogieux pour l'œuvre du capitaine général.

Tout révélait, en effet, le bien-être des habitants de Santa Fe. La ville propre et bien ordonnée, bien tracée et d'aspect agréable, les champs en culture, la paix,

la considération et l'affection régnant parmi les habitants, impressionnèrent agréablement l'Adelantado, qui le manifesta franchement à Garay en le félicitant avec effusion.

Au début de Janvier 1575, Ortiz de Zárate continua son voyage pour Assomtion en compagnie de Garay. Il fut reçu dans cette ville par Martin Suárez de Toledo et les autres autorités, " conformément aux décisions de Sa Majesté ", et le 11 Février, il prit possession du commandement.

X

Gouvernement d'Ortiz de Zárate. — Mort de l'Adelantado. — Mission de Garay. — Ses démarches à Chuquisaca. — Il est nommé Lieutenant Gouverneur dans le Río de la Plata. — Retour à Santa Fe.

Le gouvernement de l'Adelantado Ortiz de Zárate fut court et malheureux. Cet homme, inhabile et artificieux, ne possédait pas le don de s'attirer les bonnes volontés. Bien inspiré, mais incapable de traduire ses idées en faits, il prêtait l'oreille aux conseils des courtisans, et, en même temps qu'il obtenait la fragile adhésion de ceux-ci, il éloignait les sympathies et l'appréciation des gens de valeur.

Son administration fut stérile et il serait difficile de signaler une mesure bienfaisante et de haute conception. Il vint à l'aide de Santa Fe et de San Salvador, mais il le fit si tardivement pour cette dernière, que ses habitants s'étaient dispersés lorsque les secours arrivèrent.

L'annulation de " toutes les recommandations et des répartitions d'indiens et de yanaconas [1] et des terres et autres faveurs ", que Suárez de Toledo avait concédées pendant son gouvernement, contribua grandement à le rendre impopulaire.

Ortiz de Zárate mourut à Assomption le 26 Janvier 1576. Dans son testament, il nomma comme exécuteurs de ses dispositions les capitaines Juan de Garay et Martín de Orue, et comme gouverneur intérimaire du Río de la Plata, son neveu, don Diego Ortiz de Zárate Mendieta.

La disposition testamentaire véritablement importante était celle qui avait trait à la succession. Comme nous l'avons déjà dit, en entreprenant le voyage au Río de la Plata, l'Adelantado avait établi qu'à son décès, le gouvernement passerait, entre les mains de celui qui épouserait la fille unique qu'il reconnaissait; Juana Ortiz de Zárate, qu'il avait eue avec l'indienne Leonor Yupangui, de la maison de Mango Inga Yupangui, résidant à Chuquisaca.

Cette résolution fut confirmée dans son testament d'Assomption, dans lequel il ajouta, parlant à son exécuteur testamentaire, don Juan de Garay, que sa fille

(1) Indiens au service des espagnols.

devait se marier " avec une personne de qualité qui convenait au gouvernement de ces provinces ".

Garay se trouvait à Santa Fe quand il reçut la copie du testament. A la vue de son contenu et de l'autorisation que lui envoyait le gouverneur Mendieta pour se rendre aux " royaumes du Pérou " dans lesquels résidait Juana Ortiz de Zárate, afin de lui apprendre le décès de son père, de concerter son mariage et de l'amener au Paraguay, il résolut d'accepter la difficile commission que les deux documents lui confiaient.

Il nomma Francisco Sierra lieutenant gouverneur de Santa Fé et, accompagné de Pedro de la Puente et de 50 soldats, il prit la route du nord.

Pendant le trajet, il vint en aide au gouverneur de Tucumán " qui allait fonder le village de la vallée de Calchaqui ", et il arriva à Chuquisaca à l'automme de 1577.

Ayant conféré avec doña Juana, le mariage fut concerté: elle choisit pour époux un homme de mérite, pour lequel l'opulente héritière ressentait de l'inclination; c'était l'auditeur de la Royale Audience de Charcas, le licencié don Juan de Torres de Vera y Aragón, homme qui, par son sang, sa culture, sa famille et la bonne renommée dont il jouissait, réunissait les conditions requises par le testament de l'Adelantado.

Des complications inespérées troublèrent les démarches de Garay. Le licencié Matienzo avait projeté depuis longtemps de marier son fils Francisco avec doña Juana, héritière présomptive de 7 000 ducats de rente en Espagne, de mines à Potosí, de propriétés à Chuquisaca, d'estancias et de bétail à Charcas, et en plus, du gouvernement du Río de la Plata et du marquisat du Paraguay.

Quand il apprit l'arrivée de Garay, Matienzo écrivit au vice-roi don Francisco de Toledo, lui communiquant la nouvelle, le décès de don Juan Ortiz de Zárate et le mariage projeté de doña Juana avec l'auditeur Vera y Aragón.

Le vice-roi ordonna d'amener l'héritière à Lima, mais celle-ci, trompant ses vues car, lui aussi, aspirait à sa main, précipita le mariage, qui s'effectua le 7 Décembre 1577.

Le fiscal demanda que l'auditeur fut destitué pour s'être marié sans en demander la permission, et après des discussions retentissantes, il en référa finalement au souverain.

Garay appelé à Lima, prétexta des empêchements qui exaspérèrent le vice-roi, lequel se proposa de châtier Vera y Aragon et Garay, et, à cet effet, il donna l'ordre de surveiller les deux délinquants.

Pendant ce temps, le nouvel Adelantado donnait pleins pouvoirs à Garay pour le représenter dans le Río de la Plata, comme " lieutenant gouverneur et capitaine général et grand justicier ", et pour qu'en son nom, il fit toutes les dépenses qui seraient nécessaires.

Garay, escorté par cinquante soldats, quitta Chuquisaca pour Santa Fe. Nous devons rappeler ici que, pendant son séjour, le fondateur de Santa Fe avait fait solutionner en sa faveur le procès qui avait été entamé précédemment par Jerónimo Luis de Cabrera, au sujet de la juridiction à laquelle appartenait la dite ville. La Royale Audience, après avoir pris connaissance des cédules royales et avoir entendu Garay, jugea que Santa Fe et son territoire appartenaient au gouvernement du Paraguay.

Le départ de Garay, qui avait eu lieu depuis plusieurs jours, et la sortie de l'Adelantado, en route vers le Río de la Plata, étant connus á Chuquisaca, Matienzo accomplit les instructions du vice-roi Toledo et il ordonna au capitaine Francisco de Céspedes de sortir et de les arrêter avec quelques soldats.

Vera y Aragón fut arrêté et conduit à Lima où il souffrit une longue captivité.

Comprenant que Garay éluderait les ordres de Toledo si on ne procédait pas avec promptitude, le capitaine Bartolomé de Valero reçut l'ordre de l'appréhender avant qu'il pénétrât sur le territoire du gouvernement voisin.

Garay s'était arrêté à Santiago de Cotagayta où les indiens lui apprirent l'approche de Valero. Celui-ci était accompagné d'un soldat, convaincu qu'à Tucumán on lui faciliterait les éléments pour s'assurer de la personne du lieutenant gouverneur et capitaine général du Río de la Plata.

Garay envoya trois soldats avec l'ordre d'appréhender Valero, celui-ci fut amené en sa présence et durement admonesté.

Quelques historiens prétendent que Garay voulut prendre la capitaine et que ses soldats l'en empêchèrent. C'est une affirmation qui ne mérite pas d'être prise en considération. Malgré l'indignation que ces événements avaient produit sur lui, on ne peut comprendre qu'un homme qui, dans toutes les situations se montrait magnanime et chevaleresque, ait voulu profiter de sa situation avantageuse pour condamner l'imprudent Valero. Garay se contenta de prendre les mules qui l'avaient conduit jusque là, et le laissant à Cotagayta, sans moyens de locomotion, il prit la route de Tucumán. A l'insu du gouverneur Melgarejo, il traversa la province et arriva à Santa Fe au milieu d'Août 1578.

XI

Début du gouvernement de Garay. — Rébellion d'Obera. — Les guaraníes le secondent. — Le Capitaine Général sort à la rencontre des sauvages. — Triomphe de Garay.

Garay entra à Santa Fe peu de jours après que Diego Ortiz de Zárate, gouverneur intérimaire de la province, eut été fait prisonnier et embarqué pour l'Espagne. Celui-ci laissa un triste souvenir de son nom, tout d'abord à Assomption, ensuite à Santa Fe et à San Salvador.

Apprenant l'arrivée de Garay, les habitants de Santa Fe ayant à leur tête le premier alcalde, les alcaldes ordinaires et les échevins sortirent pour le recevoir.

Le capitaine général se présenta devant le Cabildo, et après avoir présenté les pouvoirs qui lui avaient été conférés par Torres de Vera y Aragón, tous lui rendirent hommage.

La nouvelle de la désignation de Garay fut accueillie avec joie, tant par les habitants de Santa Fe que par les indigènes, qui avaient une grande considération et beaucoup de respect pour le bon et intrépide guerrier.

Garay réorganisa l'administration de la ville, et quelques jours plus tard il entreprit le voyage à Assomption où il fut reçu avec les mêmes marques de sympathie le 15 Septembre 1578.

Le Cabildo et les alcaldes et échevins lui rendirent hommage, et il faut noter la satisfaction généralement exprimée par l'arrivée au pouvoir d'un homme de conditions et de mérites aussi exceptionnels.

Nous devons encore insister sur l'ascendant moral qu'exerçait Garay en toutes circonstances, ascendant fondé dans une vie d'action et de sacrifice, de droiture et d'honnêteté. Partout où il passa, il s'imposa aux gouvernants et aux gouvernés, méritant, sans autres titres que sa réputation d'homme de bien, la confiance et l'estime publiques.

Nous avons exposé, d'après les rares documents de l'époque, l'évolution de cet enfant débarqué à Nombre de Dios, sans autre fortune que son caractère, son amour de la gloire et sa droiture. Peu, comme lui, s'élevèrent aussi justement de l'obscurité pour atteindre au faîte du pouvoir.

Dans sa vie accidentée, l'abnégation et la volonté le sauvent des situations les plus difficiles, et les exemples abondent, qui permettent d'apprécier amplement la grandeur du guerrier invincible, du gouvernant bon et juste et de l'homme sans reproche.

Arrivé à la haute position de lieutenant gouverneur du Río de la Plata, il ne faillit pas à sa tâche de faire avancer l'œuvre de civilisation et de progrès à laquelle il avait dédié les meilleures années de sa vie, et dès qu'il fut au pouvoir, il lui vint à l'idée de fonder une nouvelle et importante ville.

Dans ce but, il commissionna le capitaine Rui Diaz Melgarejo qui, à la tête de quarante soldats, commença ses explorations par les rives du Paraná, s'établissant tout d'abord à Villa Rica et ensuite sur la rivière Huybay, où il fit de grandes distributions de provisions parmi les indiens.

Dans ces circonstances se produisit un grand soulèvement des guaranies: un cacique appelé *Obèra* (splendeur), commença à prêcher la guerre contre les espagnols. Il offrait de libérer les indiens de leur joug et affirmait qu'il était fils d'une vierge du pays qui l'avait conçu sans tache; que l'un de ses fils appelé Guizaro, était pontife suprême et qu'il rayerait les noms que les chrétiens avaient donnés à sa nation, et enfin, qu'une comète apparue à l'occident était le signal de la terrible extermination.

Sa voix trouva un écho extraordinaire. Des contrées lointaines, les indiens venaient adorer le nouveau dieu, lui faisaient des dons et des offrandes considérables, et l'encensaient.

Les espagnols n'attachèrent pas grande importance au mouvement, mais, lorsqu'ils apprirent l'adhésion de quatre tribus nombreuses et aguerries, et le départ d'émissaires chargés de soulever d'autres tribus, ils envoyèrent une nouvelle alarmée à Assomption et donnèrent à l'événement toute l'importance qu'il comportait.

Garay choisit cent trente soldats parmi les plus courageux, et, après avoir avisé préalablement Villa Rica et Guayra, afin de défendre les villages et les provisions, il remonta le Paraguay jusqu'à Jepuy et se dirigea par terre vers les sources de l'Ipané.

Là il attaqua les guaranies et les mit en complète déroute, semant l'alarme dans la contrée et particulièrement dans la tribu du cacique Tapuy-Guazu qui d'accord avec ses sujets résolut de se soumettre aux espagnols.

CONSEJO NACIONAL DE ESTADÍSTICA Y CENSOS BIBLIOTECA

Trompé par les guaraníes, il porta la guerre chez les tapuimiries, les mettant en complète déroute, quoique ceux-ci n'étaient pas et n'avaient jamais été les ennemis des espagnols.

Le capitaine général apprit ensuite que le cacique Guaycora, chef des troupes d'Obéra, faisait de grands apprêts de résistance à Ipanémé où il avait construit un fort admirablement défendu par des fossés et des tourelles.

Les indiens soumis informèrent Garay que les rebelles venaient de faire dans le centre du fort le sacrifice d'une génisse, jetant ses cendres aux vents pour montrer la débandade prochaine des chrétiens.

De nouveaux rapports corroboraient l'importance du mouvement insurrectionnel; le porte-étendart général d'Obéra, Yaguatati, était arrivé au fort avec deux mille guerriers indiens, le cacique Tanimbagno avec mille, Curapey avec neuf cents, Tapucané et Yacaré avec trois cent cinquante chacun, et, finalement, Ibiriyu avec deux cent cinquante.

L'enthousiasme des indiens était très grand: ils croyaient aveuglement à Obéra et étaient convaincus que, à peine le combat commencé, il annihilerait les chrétiens par son pouvoir merveilleux.

Cette croyance favorisa les soldats de Garay. Si les indigènes avaient fait reposer la victoire sur leurs propres forces, la lutte aurait été très dure, mais lorsque ce groupe de braves se jeta avec impétuosité et rompit la première ligne des insurgés, le premier étonnement se changea en panique.

Le capitaine général, donnant l'exemple de la plus grande intrépidité, se tint pendant tout le combat à la tête de ses hommes, les encourageant par des traits d'un courage vraiment extraordinaire.

Convaincu que le désastre était inévitable, Obéra s'enfuit secrètement et sa disparition accéléra la déroute.

Guaycora se cacha dans le tronc d'un arbre et à un moment favorable, il lança une flèche à Garay, croyant avec raison, que la mort de leur chef déconcerterait les espagnols.

Le coup manqua, et le capitaine ennemi ayant été découvert, plusieurs guerriers se précipitèrent sur lui, et le soldat Juan Fernández de Enciso le tua d'un coup d'arquebuse.

Yaguatati, craignant de tomber entre les mains des chrétiens, se traversa la poitrine d'une flèche. Mayraru fut tué par le soldat Luis Martín, et Curapey tomba mortellement blessé par Alonso de Valenzuela.

Les espagnols ne firent pas moins de trois cents prisonniers; toute l'armée ennemie se débanda et le champ de bataille resta couvert de cadavres.

XII

Garay se dédie aux charges du gouvernement. — Il décide de repeupler Buenos Aires. Il organise une expédition. — Départ pour le Río de la Plata

Le triomphe remporté par Garay sur les guaranies fut grandement fêté à Assomption: on célébra de sollennelles cérémonies religieuses d'actions de grâce pour l'aide que la providence avait prêtée aux armes espagnoles.

Ce succès eut une répercussion extraordinaire parmi les indigènes, agrandissant le prestige des conquistadores et rehaussant leur œuvre civilisatrice.

Garay ne perdant pas de vue l'idéal qui caractérisait son action incessante, dédia toute son activité et toute son énergie aux travaux du gouvernement: il fit des expéditions chez les indiens nuharas et à la Guayra, marquant son passage par la fondation de villages et la soumission des naturels.

Les indigènes pacifiés et l'administration organisée, la grande pensée que le lieutenant gouverneur avait à cœur depuis longtemps, s'imposa de nouveau à son esprit: il fallait ouvrir des portes à la terre.

La repopulation de Buenos Aires, lieu stratégiquement placé pour une ville importante, avait été souvent discutée. Tous les conquistadores soutenaient qu'il serait bon de répéter l'œuvre de Mendoza, œuvre qui affermirait le pouvoir espagnol dans la Plata et donnerait aux différentes villes du gouvernement, un point d'appui pour faire des échanges commodes et sûrs avec la métropole, mais personne jusqu'alors n'avait osé affronter un problème aussi complexe et d'une solution si difficile.

Le destin réservait cette gloire à don Juan de Garay. Pour tenter la grande entreprise, il comptait sur l'amour de ses sujets, le respect des naturels, son caractére exceptionnel et sa volonté à l'épreuve des plus terribles adversités.

Lorsqu'il fit connaitre son projet de repeupler Buenos Aires, l'idée ne parut pas utopique comme auparavant. Beaucoup de soldats de valeur lui offrirent leur adhésion et leur concours, formant immédiatement un noyau important résolu à mener l'œuvre à bonne fin.

Plus de soixante hommes se rangèrent sous l'étendart de Garay, et le 9 Mars 1580, après avoir adopté diverses dispositions pour la meilleure marche du gouvernement, le capitaine général partit avec ses collaborateurs pleins d'abnégation.

L'expédition fut divisée en deux parts: l'une au commandement de Garay, dans diverses barques de peu d'importance et l'autre au commandement du capitaine Alonso de Vera y Aragón, chargée de conduire les chevaux par terre.

L'expédition était composée des soldats suivants:

ESPAGNOLS. — 1. Rodrigo Ortiz de Zárate, alcalde ordinaire. Il était venu au Río de la Plata avec l'Adelantado Juan Ortiz de Zárate, et était fils d'un cirier de la reine.

2. Gonzalo Martel de Guzmán, alcalde ordinaire. Citoyen de Séville. Fils de Rui Díaz Melgarejo (expédition Ortiz de Zárate).

3. Alonso de Escobar. Il était venu en Amérique avec la mère de Diego Sanabria.

4. Alonso de Vera y Aragón. Neveu de l'Adelantado Juan Torres de Vera y Aragón.

5. Pedro Fernández. Compagnon de don Pedro de Mendoza.

6. Juan Basualdo. Citoyen de Gordejuela; comme le précédent, il avait fait partie de l'expédition de don Pedro de Mendoza.

7. Antonio Higueras. Citoyen de Salteras et venu à la Plata avec l'expédition de Alvar Núñez Cabeza de Vaca.

8. Baltasar Carbajal.

9. Miguel Navarro. Fut à Buenos Aires avec don Pedro de Mendoza et retourné en Espagne, revint avec Alvar Núñez Cabeza de Vaca.

CRÉOLES:—10. Antonio Bermúdez, échevin.

11. Luis Gaytan, échevin, fils de Francisco Alvarez Gaytan, citoyen de Montalvan, qui était venu avec don Pedro de Mendoza.

12. Rodrigo de Ibarrola, échevin.

13. Diego de Olavarrieta, échevin.

14. Pedro de Quirós, échevin, fils de Juan de Quirós, citoyen de Plasencia, de l'expédition de Alvar Núñez Cabeza de Vaca.

15. Juan Fernández de Enciso, procureur.

16. Pero de Xerez, notaire.

17. Ambrosio de Acosta, fils de Gonzalo da Costa.

18. Esteban Alegre.

19. Domingo Arcamendia.

20. Pedro Alvarez Gaytan, fils de Francisco Alvarez Gaytan, déjà mentionné.

21. Sebastián Bello.

22. Francisco Bernal, fils de Juan Bernal, lequel était venu avec la mère de Diego de Sanabria.

23. Juan Carbajal, fils de Hernando Carbajal, qui avait fait partie de l'expédition d'Alvar Núñez.

24. Miguel del Corro.

25. Ana Díaz, veuve; voulut aller dans la nouvelle ville pour ne pas se séparer d'une fille mariée avec l'un des membres de l'expédition.

26. Juan Dominguez.

27. Juan de España.

28. Juan Fernández de Zárate.

29. Pedro Franco ou Francisco.

30, 31 et 32. Alonso, Miguel et Rodrigo Gómez, fils de Alonso Gómez, habitant de Galicie.

33. Lázaro Gribeo, fils de Leonardo Gribeo, italien, de l'expédition de Mendoza.

34 et 35. Pedro et Sebastián Hernández, fils de Pedro Hernández, notaire, aussi de l'expédition de Mendoza.

36. Pedro Isbrain.

37. Domingo de Irala, fils de Domingo Martínez de Irala.

38. Pedro de Isarra.

39. Miguel López Madera.
40. Pedro Luis.
41. Juan Márquez de Ochoa, fils de Jerónimo de Ochoa, de l'expédition de Mendoza.
42. Juan Martín, fils de Juan Martín, résidant à Santa Fé lorsque Buenos Aires fut fondée (expédition Mendoza).
43. Pedro de Medina, fils de Cristóbal de Medina (expédition Mendoza).
44. Andrés Méndez, fils de Pedro Méndez (expédition Mendoza).
45. Hernando de Mendoza.
46. Pedro Morán, fils de Gonzalo Pérez Morán (expédition Mendoza).
47. Jerónimo Núñez.
48. Pantaleón.
49. Alonso Pareja.
50. Jerónimo Pérez.
51. Antonio de Porras, fils de Gonzalo de Porras (expédition Mendoza et Alonso Cabrera).
52. Antonio Roberto.
53. Juan Rodrigo.
54 et 55. Juan et Pedro Rodríguez, fils de Juan Rodríguez (expédition Mendoza).
56 et 57. Juan et Pedro Esteban Ruiz, fils de Juan Ruiz, de Córdoba (expédition Mendoza).
58 et 59. José Sayas et Pedro Sayas Espeluca, fils de Pedro Sayas (expédition Alvear Núñez).
60. Pablo Zimbrón.
61. Pedro de la Torre.
62. Bernabé Veneciano.
63. Andrés Vallejos.

En outre, figurèrent dans l'expédition: frère Juan de Rivadeneira, Juan Pinto, Vicente Esteves, etc., mais ils furent envoyés en Espagne peu après que la ville fut repeuplée.

Comme on peut l'observer en considérant la liste des compagnons de Garay, que nous extrayons d'une étude consciencieuse, les créoles formaient la base de la première population de Buenos Aires. Ce qui avait eu lieu pour Santa Fe se reproduisait, révélant l'esprit et les tendances de l'héroïque guerrier, ses idées élevées et ses nobles désirs.

Cette ville destinée à devenir la grande métropole sud-américaine, eut des racines américaines. De ses soixante quatre habitants, comprenant Altamirano, dont nous parlerons bientôt, dix seulement étaient espagnols.

Le peu de développement des petits centres de population, abandonnés à leur sort précaire pendant de longues années, permit de réaliser, avec une facilité relative, une évolution qui, dans d'autres circonstances, aurait provoqué des luttes sanglantes. La solitude et l'isolement facilitèrent la formacion de la nouvelle race.

Effectuée méthodiquement et avec des éléments en abondance, la conquête aurait eu un autre caractère, et l'antagonisme entre les espagnols et les américains signalé par une division profonde, aurait retardé le rapprochement sauveur.

Avec la vision de l'avenir et animé par un très bel ideal, Garay stimula le rapprochement des deux races, en accordant des dignités aux fils des espagnols nés en Amérique.

XIII

Seconde fondation de Buenos Aires. — Signature de l'acte. — Cérémonie solennelle. Premières constructions. — L'odyssée de Cristóbal de Altamirano. — Envoi d'une communication au roi.

Le 11 Mai 1580, les embarcations qui conduisaient les soldats de Garay arrivèrent au Río de la Plata.

L'expédition, en attendant les chevaux et le bétail envoyés par terre, resta dans les barques jusqu'aux premiers jours de Juin, et alors elle descendit sur cette rive inhabitée où trente neuf années auparavant, l'intrépide Pedro de Mendoza avait fondé pour la première fois la ville de Buenos Aires.

Trois compagnons de l'infortuné Mendoza guidèrent Garay, lui indiquant les endroits occupés par les habitations des premiers colonisateurs, habitations dont il restait à peine quelques vestiges à moitié effacés par le temps.

Il est facile de s'imaginer l'émotion qui étreignit le capitaine général en parcourant ces parages, rattachés depuis de longues années à l'une des plus grandes et des plus belles aspirations de sa vie, et les projets qu'il conçut dans la méditation et le receuillement, animé par le désir de mettre en pratique l'idéal qu'il avait caressé pendant tant de temps.

Corrigeant l'erreur de Mendoza, Garay choisit une vaste surface plane située en face du Río de la Plata, appuyée aux ravines: terrain élevé, fertile, sec et sain, bien approprié pour l'établissement de la nouvelle ville.

Les indiens ignorant le débarquement des espagnols, ne les inquietèrent pas, et ils leur donnèrent le temps de fonder la nouvelle ville, le samedi 11 Juin 1580 (1).

Cette cérémonie fut simple et touchante. Tous les nouveaux colons assistèrent à l'acte solennel de la plantation du poteau et du hissage de l'étendart royal, pendant lequel Garay "mit l'épée à la main et donna des coups d'estoc et de taile", comme le voulaient les usages traditionnels qui caractérisaient les cérémonies de prise de possession au nom du roi d'Espagne.

L'acte rédigé et signé par le capitaine général, les soldats s'occupèrent fébrilement à construire des défenses.

L'attention des habitants de la nouvelle ville fut attirée par les nombreux chevaux qui paissaient dans la campagne, librement reproduits, comme nous l'avons dit précédemment, depuis que Mendoza avait abandonné ces parages.

(1) Voir l'acte dans la monographie précédente: *Les armes de la ville de Buenos Aires.*

Le fort étant construit et les espagnols en état de se défendre, Garay et quelques soldats courageux résolurent de faire une exploration dans les environs. Ils se dirigèrent vers le Riachuelo et allaient continuer à s'avancer vers l'ouest lorsque dix querandies vinrent à leur rencontre, entamant un combat duquel les espagnols n'eurent pas de peine à sortir vainqueurs: trois indiens furent tués et les autres blessés s'enfuirent, à l'exception de deux qui furent capturés.

L'alarme fut vite donnée dans les tentes des indigènes, lesquels s'enfuirent précipitamment pour échapper à une rencontre avec les envahisseurs.

Dans leur fuite précipitée, ils oublièrent un captif espagnol, depuis longtemps prisonnier, du nom de Cristóbal Altamirano. Celui-ci, indécis sur le parti qu'il devait prendre, préféra de nouveau se remettre entre les mains des naturels, craignant d'être découvert dans le trajet de Buenos Aires et puni comme traître.

Les indiens discutèrent longuement sur le sort d'Altamirano, mais, sensibles aux habiles dissertations de celui-ci, ils résolurent de lui accorder la vie sauve.

Entre temps la guerre contre les espagnols avait été décidée; diverses nations coalisées s'engagèrent à obéir aux ordres du fameux cacique Taboba et s'apprêtèrent sans perte de temps à entrer en campagne et à mettre tout à feu et à sang.

Altamirano qui suivait les préparatifs avec un très vif intérêt, résolut d'écrire secrètement la nouvelle du soulèvement et de mettre en garde ses compatriotes. Avec un charbon il traça quelques lignes qu'il enferma dans une calebasse et qu'il jeta dans le Riachuelo, obtenant un succès complet. La nouvelle arriva très opportunément à Garay, lequel commença sur le champ les préparatifs de défense.

Désirant éviter la rencontre, il envoya l'un des captifs qui étaient en son pouvoir avec des propositions de paix et une lettre pour Altamirano. Celui-ci comprit que la missive de Garay réveillerait les soupçons des indiens, il put se cacher dans les joncs d'une grande lagune, où il resta deux jours sans être aperçu des sauvages. Après de terribles appréhensions, il côtoya le Riachuelo et arriva à Buenos Aires; on lui fit une réception chaleureuse et le capitaine général le reconnut comme l'un des colons les plus méritants.

Le 14 Juin, Juan Fernández de Enciso fut nommé procureur de la ville et le 15, Garay envoya un mandement à Vicente Estévez, lui disant: qu'il avait décidé de l'envoyer en Espagne comme commandant de la caravelle *San Cristóbal de Buena Ventura,* mais que, " comme les autres officiers sont inquiets à votre sujet, et pour éviter cette inquiétude, et aussi pour que la paix règne sur le navire pendant le voyage, et encore pour d'autres causes qui me font agir ainsi, je les fais rester ici ".

La caravelle partit sept jours après la fondation de Buenos Aires, et le franciscain, frère Juan de Rivadeneira fut chargé de remettre au roi le document dans lequel Garay lui rendait compte de ce fait et de la fondation de Santa Fe et montrait la nécessité qu'il y avait d'aider les nouvelles villes.

Il l'informait, en outre, que dans les campagnes de Buenos Aires " il y avait une certaine quantité de chevaux provenant de quelques juments qui avaient été laissées autrefois par Pedro de Mendoza ", et d'autres détails non moins intéressants.

La douceur du climat et la fertilité du sol, prouvées par la reproduction des chevaux de Mendoza, le fut aussi, plus tard, par celle des vaches et des moutons amenés du Paraguay par Garay, premier introducteur de ce bétail dans les campagnes de Buenos Aires.

XIV

Les querandíes attaquent Buenos Aires. — Sanglant combat sur eau et sur terre. Nouveau triomphe de Garay. — Soumission des indiens

Les querandíes s'apprêtèrent à repousser vigoureusement la nouvelle invasion des espagnols.

Une armée de six cents indiens, sous le commandement de Taboba, marcha sur Buenos Aires, dans le but de déloger les conquistadores.

Les forces se divisèrent sur les rives de Riachuelo : une partie remonta le fleuve vers les ravines, tandis que l'autre se lançait à l'attaque par terre des faibles défenses de la ville.

Les espagnols attendirent l'assaut : les uns dans de petites barques ancrées au pied de la ravine, les autres sous les murs de la ville, et tous disposés à se battre avec acharnement.

Comme toujours, Garay fut partout, organisant la défense et encourageant ses soldats par des paroles viriles.

Les premiers qui lançèrent leurs flèches contre la brigantine et contre les petites embarcations espagnoles furent ceux qui attaquaient par eau. Avec un bel ensemble, les défenseurs de la place s'avançèrent dans leurs barques et déchargèrent leurs arquebuses contre les assaillants.

La justesse de leur tir et la hardiesse de leur réponse mit la confusion parmi les canots des indigènes. Poursuivis, blessés, écrasés par les conquistadores, les indiens ne purent soutenir le combat pendant longtemps. La victoire se décida en faveur des intrépides défenseurs de la ville : ce fut une très rapide débandade. Tous les indiens survivants se jetèrent à l'eau, cherchant le salut sur la rive opposée.

Pendant ce temps, Taboba à la tête de ses guerriers, se lançait à l'assaut sur terre. De ce côté l'action se présentait plus rude et plus sanglante.

Pleins de courage, les indigènes arrivèrent jusqu'au mur de défense, lançant, comme ils l'avaient fait au temps de Mendoza, des nuées de flèches enflammées. L'incendie généralisé encourageait les barbares et leur donnait de l'ardeur pour maintenir la lutte.

Garay, prévoyant et sagace, avait compris que les naturels se porteraient à l'attaque comme autrefois, et, afin de diminuer les effets de l'incendie, il avait ordonné de réunir dans le fort tous les objets susceptibles de pouvoir être brûlés.

Jugeant la situation d'un coup d'œil, il résolut de faire une sortie et d'attaquer les naturels en rase campagne. L'ordre fut accompli et le combat se généralisa avec un féroce acharnement, les deux partis ne voulant pas lâcher pied.

Les espagnols commençèrent à gagner du terrain : de nombreux indiens, blessés à mort, gisaient sur le champ de bataille, et les caveliers animés d'une belle

ardeur ouvraient avec leurs lances de grands vides dans les groupes décimés des querandíes.

Au plus fort du combat, le brave Juan Fernández de Enciso d'un coup de sabre abattit Taboba raide mort.

Cet événement causa un profond découragement parmi les naturels. Ils continuèrent cependant à se battre, mais sans espérance de succès, et, devant l'acharnement de plus en plus grand des conquistadores, ils fléchirent et s'enfuirent, abandonnant le champ de bataille.

La poursuite fut implacable. Les cavaliers, profitant de leur avantage poussèrent les indiens pendant longtemps, semant la mort parmi les naturels qui fuyaient terrorisés.

Comme l'un des endroits où il tomba le plus d'indiens, se trouvait au sud de la ville, près du fleuve, les défenseurs appelèrent toute la vaste étendue située dans cette direction " le paiement de la tuerie ", en souvenir de cette sanglante journée.

Ce brillant succès afirma le pouvoir des espagnols dans le Río de la Plata. Les naturels, jusqu'alors enorgueillis par la déroute de Mendoza et de ses compagnons, conservèrent une attitude pacifique, et se retirèrent à l'intérieur de la pampa.

Le général Garay, croyant le moment propice, fit une expédition vers le sud, il soumit de nombreuses tribus d'indiens dont les caciques permirent de bon gré le dénombrement de leurs sujets.

Cristóbal de Altamirano contribua grandement à maintenir la bonne harmonie avec les indigènes: il possédait leur idiome et les traitait toujours avec douceur, obtenant pour eux des avantages raisonnables et les dissuadant avec bonté lorsque leurs prétentions étaient exagérées.

XV

Garay administrateur.—Organisation de Buenos Aires.—Importante expédition au Sud. Garay envoie des secours au gouverneur Sotomayor

Libre des préoccupations de la guerre le fondateur de Buenos Aires, fit la complète distribution de la ville et des terres avoisinantes.

Au contraire de don Pedro de Mendoza, il répartit systématiquement la ville en " solares " et les terres avoisinantes en " quintas ", " chacras " et " estancias ".

Dans le plan de la ville, formée de seize " manzanas " du nord au sud et de neuf de l'est à l'ouest, il désigna les terrains nécessaires aux églises, places et édifices publics; le reste fut concédé aux colonisateurs dont nous avons donné les noms et à quelques habitants d'Assomption qui avaient contribué efficacement à la réalisation de la grande entreprise.

Il figure aussi, dans le plan original tracé sur un parchemin de cuir et qui se trouve dans l' " Archivo General de Indias ", divers solares adjugés à quelques saints, comme Sainte Ursule, les Onze mille vierges et Saint François.

Le lieu occupé plus tard par le couvent de Santo Domingo, ne fut pas distribué dans la première répartition, ainsi que d'autres destinés à des fondations pieuses.

On donna à chaque manzana une étendue de " cent quarante varas " pour chaque cuadra ou côté.

Les limites de la ville étaient: le río à l'est; la rue actuelle Général Viamonte au nord; Salta et Libertad à l'ouest, et Independencia au sud.

Le 20 Octobre 1580, Saint Martin fut élu patron de la ville. Nous avons une relation de cette élection par un acte qui dit: " que se juntaron a hazer Ayuntamiento y Cabildo los señores justicia y Rejidores, hallándose presentes el ylustre señor Juan de Garay, teniente gobernador y capitan General y Justicia Mayor y alguacil mayor, etc. etc.; el ylustre señor Rodrigo Ortiz de Çarate, alcalde honorario Hernando de Mendoza, Pedro de Quirós, Diego de Olavarrieta, Antonio Bermúdez, Luis Gaytan, Alonso de Escobar, regidores; y Juan Fernández de Enciso, procurador de esta ciudad. Por suerte cupo por patron della el señor San Martín ".

Dans l'acte de ce jour, ayant trait à l'écu et au blason de la ville de Buenos Aires, le général Garay exprima la haute idée qui l'avait poussé à fonder la ville et il montrait, en terminant son but d' " ouvrir des portes à la terre " dont nous avons déjà parlé.

D'après cet acte, l'écu et le blason devaient être: " Una águila negra pintada al natural con su corona en la cabeza, con cuatro hijos devajo, demostrando que los cria, con una cruz colorada sangrienta que salga de la mano derecha y suba mas alta que la corona, que semexe la dicha cruz a la de Calatrava, y lo qual esté sobre campo blanco ".

" Estos dijo que señalaba y señalo por armas de esta ciudad, la razon de la cual (la cruz) y del blason *es el de haber venido a este puerto con fin y proposito firme de dar, ser y aumentar los pueblos de esta gobernacion, que ha cuarenta años estan poblados y cerrados e ivan en gran disminucion* " (1).

Le Cabildo de 1649 accorda un nouvel écu — celui qui est en usage aujourd'hui — " parce qu'il ne fut pas trouvé, ni dans les archives de ce cabildo, ni dans ses livres, qu'il y ait eu ni qu'il y ait jusqu'à ce jour aucunes armes ".

Pendant l'année 1581, Garay employa son activité à améliorer et à organiser la ville de Buenos Aires. Au mois de Novembre de cette année, avec trente hommes et quelques chevaux, il entreprit une importante expédition dans le sud. " Des fois restant en vue de la côte et d'autres fois m'en écartant jusqu'à cinq ou six lieues, dit-il lui-même, je m'éloignai sur la côte sud à plus de soixante lieues du port de Buenos Aires, de telle façon que, par mer, j'en aurai bien été à quatre vingt-dix lieues ".

La relation de ce voyage faite par Garay est très intéressante: dans un style simple et pittoresque il décrit son excursion dans le campagne de Buenos Aires, la vie des indiens, les lointaines collines, etc., et il ajoute: " à une lieue et demie

(1) Voir la monographie précédente: *Les armes de la ville de Buenos Aires.*

de la mer s'arrête un chainon qui descend de la sierra intérieure, avec de grands rochers, dans le haut des champs et sur la côte, dans quelques endroits, on découvre des blocs de rochers avec de l'eau et dans lesquels il y à une grande quantité de loups marins ".

Les chevaux s'étaient disséminés dans la vaste pampa et Garay calcule leur nombre à quatre-vingt ou cent mille têtes " des races de Córdoba et de Xerez de la Frontera ".

En Mars 1582, il entreprit le voyage à Assomption et s'arrêta à Santa Fe, où il signa l'acte de répartition des indiens entre les habitants de Buenos Aires. Il resta à Assomption jusqu'aux premiers jours de Décembre.

Au retour, il apprit à Santa Fe que le gouverneur du Chili, don Alonso de Sotomayor, se trouvait dans le Rio de la Plata, arrivant d'Espagne, et s'en allant dans le territoire de son commandement.

Garay avec son amabilité ordinaire vint en aide à Sotomayor. Celui-ci disait lui-même dans une lettre au souverain: " j'ai trouvé chez le général Juan de Garay beaucoup de bonne volonté, comme cette terre est nouvelle, je n'étais pas bien pourvu de victuailles ".

Garay remit au gouverneur du Chili, trois cents chevaux et toutes les provisions possibles, des chariots, des bœufs et des guides indiens.

XVI

Mort de Garay

Peu après la réalisation de la grande pensée de Garay, Alonso de Vera, l'un des colonisateurs de Buenos Aires, écrivait au roi:

" La ville qui de nouveau se peuple sur le commandement de S. M. dans ce port, sous le nom de Buenos Aires, sera la place la plus importante qui aura été fondée dans les Indes et celle qui servira le plus à l'augmentation du patrimoine royal, car elle se trouve très près des royaunes du Chili et parce qu'elle est à 70 lieues de la Mer du Sud, où on va par un chemin très bon que l'on peut suivre avec des chars: Que de cette mer, on peut aller par eau dans toutes les Indes en moins de quinze jours, ainsi qu'à la ville des rois, et qu'en quinze autres jours on peut se rendre à Arica, port de Potosi et de la province de Charcas. Tandis que par le chemin que l'on suit maintenant, il coûte au Royal Patrimoine, une quantité de piastres, de temps, de dépenses et de grands risques pour faire ce voyage ".

Ce document renferme un commentaire des paroles que Garay écrivait en 1580: " Le peuplement du port de Santa María de Buenos Aires est nécessaire et convenable pour le bien de tout ce gouvernement et de celui de Tucumán ", et les deux manifestations concordent avec les manifestations que nous avons faites précédemment et que le temps s'est chargé de corroborer entièrement.

Deux années après sa fondation, Buenos Aires avait une vie florissante, elle attirait de nombreux habitants, et la conquête lente mais sûre de la pampa commençait.

Dans son dernier voyage à sa chère ville, Garay put confirmer ses espérances et prédire l'importance de la grande métropole.

Le bien-être, le rapide développement, l'harmonie régnant entre la population, la fertilité de la terre, l'extension de l'agriculture, les actives transactions avec les indiens et l'aide prêtée à Sotomayor, l'augure de relations permanentes avec les gouvernements lointains, durent causer une profonde satisfaction à cet homme qui avait consacré sa vie à la tâche, grande et élevée, de la civilisation du Río de la Plata.

Arrivé à Buenos Aires dans le but de réunir des éléments pour venir en aide à Luis de Sotomayor, en Mars 1583, Garay s'arrêta pendant quelques jours au milieu de ses compagnons qui lui firent les démonstrations d'affection que sa présence suscitait de toutes parts.

Comme il devait partir de nouveau pour Santa Fe, avec les dits éléments, il nomma comme son lieutenant à Buenos Aires, don Antonio de Torres Piñeda.

Immédiatement après, il entreprit le voyage dans une brigantine, accompagné de plus de quarante soldats et de quelques femmes.

Nous croyons convenable, malgré le manque de clarté du document, de laisser la parole à un homme de l'époque, le trésorier Hernando de Montalvo, qui adressa au roi, le 23 Août 1587, la relation suivante de la malheureuse mort de Garay.

" Juan de Garay, dans une brigantine, remontait vers Santa Fe, et à quarante lieues d'ici, il voulut entrer dans une lagune avec son navire, croyant raccourcir le chemin. Il vogua tout autour de la lagune sans trouver de sortie. Il décida alors de camper à l'entrée où se trouvaient une quarantaine d'indiens de ces parages. Ceux-ci avaient vu entrer les chrétiens dans la lagune et entendu que c'étaient des habitants du Pérou, venus d'Espagne. Les Européens s'étendirent sur la terre pour dormir, sans prendre aucun soin et laissant leurs armes de côté, car des soldats qui allaient au Chili avaient raconté au général que la sentinelle leur avait dit : ces indiens me sont très soumis et ils me craignent, vous êtes aussi en sûreté ici qu'à Madrid. Pendant le premier sommeil, les indiens se jetèrent sur eux et tuèrent tout d'abord le général, qui ne put prononcer une seule parole, d'un coup de massue. Quarante personnes trouvèrent la mort, dont un frère franciscain. Les sauvages s'emparèrent du bétail et de la brigantine. La mort du général Juan de Garay fut connue aussitôt ".

La surprise fut grande. Le cacique Magnua, l'un des plus ardents de la contrée commit, avec un groupe de ses indiens, ce crime tristement célèbre.

La mort de Garay eut lieu sur les rives de la lagune de San Pedro, au milieu de l'année 1583.

XVII

Garay et la justice posthume

Barco de Centenera, dans son poème *La Argentina* dit, en parlant de la mort de Garay:

Garay fué de prudencia siempre falto
Y asi por no tenerla feneciendo
En esta desventura y triste asalto,
Fué causa de este caso tan horrendo,
Los Minuanes descienden por un alto,
Con gran solicitud y sin estruendo,
Al capitán mataron el primero
Que nadie ha de fiar de buen tempero.

Les attaches de Barco de Centenera avec le fondateur de Buenos Aires, ont donné à ce jugement, léger et injuste, une autorité qu'il ne mérite pas.

Ce ne sont pas les appréciations personnelles des hommes qui ont écrit sur Garay qui peuvent former le jugement de la postérité. Il apparaît, par dessus les passions et les faiblesses des contemporains, comme la plus grande et la plus pure des figures de l'époque.

Nous pourrions nous contenter de l'appréciation plus ou moins passionnée d'un écrivain, s'il s'agissait d'une personnalité secondaire et d'une action limitée. Mais Garay eut une vie illustre, d'une incessante activité, tout entière consacrée au progrès et à la civilisation du Rio de la Plata.

Si l'on entend par imprudence l'abnégation, la hauteur, la droiture, le sacrifice, l'héroïsme, la loyauté et la rectitude du caractère, Garay fut un imprudent.

Tous ceux qui auront lu les pages que nous venons de tracer, pauvres pages qui ne réflètent que d'une manière bien pâle les faits culminants du héros, se seront formé, comme nous, une idée bien arrêtée sur la personnalité qu'argentins et espagnols ont injustement oubliée jusqu'à ce jour.

Il fut imprudent, mieux, il fut téméraire, lorsque le sort de la cause confiée à sa grande âme exigea des preuves décisives de courage, mais il fut bon, réfléchi et tranquille aux heures exigées par le travail reposé et sévère du gouvernement.

" On ne trouvera pas, dit-il avec sa proverbiale franchise, que dans ces royaumes du Pérou, ni autre part, j'ai failli seulement une heure à V. A." (lettre au roi, du 20 Avril 1582).

Voilà l'homme, voilà ce que fut toujours le noble, le grand, l'héroïque fondateur de Buenos Aires! Depuis son arrivée en Amérique, jusqu'à l'heure du sombre drame de la lagune de San Pedro, il se montra toujours supérieur par la fermeté de son caractère et l'éclat de ses actions.

Combien de traits ignorés, combien de sacrifices, combien de luttes, combien d'épreuves effacés par le temps!

Son effigie, même, n'est pas parvenue jusqu'à nous: il n'existe pas un portrait authentique de don Juan de Garay! Des fois on confond le compagnon plein d'abnégation avec le chef incomparable, le héros légendaire, le prototype de vertu et de courage!

Et cela est plus éloquent que beaucoup de pages de sa vie: il vécut pour la lutte en tout lieu et en tout temps, et il ne connut ni l'orgueil, ni l'ambition, ni les adulations de la mollesse et du pouvoir.

Sa figure grandit avec les siècles, et l'artiste qui interprete demain son œuvre immortelle, devra symboliser en lui l'action civilisatrice de l'Espagne en Amérique.

José Luis Cantilo.

CHRONIQUE ABREGEE

DE LA

VILLE DE BUENOS AIRES

PAR

MARIANO A. PELLIZA

CHRONIQUE DE BUENOS AIRES

XVI^me. SIÈCLE

Ulderico Schmidel raconte, et nous devons le croire parce qu'il est acteur et témoin oculaire de ce qu'il écrit, que l'Adelantado don Pedro de Mendoza, étant parti d'Espagne le jour de la Saint Barthélemy de l'année 1534, avec une escadre de quatorze navires, plus de deux mille hommes destinés à la colonisation et un grand nombre de chevaux et de juments, il arriva au Rio de la Plata dans les commencements de l'année 1535 [1], sur la rive australe duquel il jeta, le 2 Février, les premiers fondements de la ville de Santa María de Buenos Aires, qualificatif qui lui fut donné à cause de l'air sain de ces parages.

Les colonisateurs trouvèrent ici, un peuple d'environ trois mille indiens nommés *Querandis*, habitants des rives du Riachuelo, et dont l'occupation était la pêche dans ses eaux et la chasse dans la forêt voisine. C'étaient des nomades dans le genre des Bohémiens.

Aussi loin que la vue s'étendait, le terrain se montrait inégal: ravines et marécages inondés. La partie plane était couverte de joncs et de flèches d'eau. Sur les hauteurs et couvrant les crêtes et les pentes argileuses, s'étendait une forêt sauvage, domaine des bêtes féroces: tigres et pumas.

Ces bois se composaient d'épines, de caroubiers, de talas, d'urupis, de bois blancs, de ceibos, et d'endroit en endroit, de quelque ombu. le tout entrelacé de lianes aussi sauvages que les admirables tuteurs auxquels elles s'accrochaient. La forêt s'étendait depuis Buenos Aires jusqu'à l'endroit qui s'est depuis appelé San Isidro et San Fernando, et toute cette étendue a porté pendant plus de deux siècles le nom de " partido " des Grands Bois. Cette forêt accrue par les semences charriées depuis le fond du Chaco et du haut Paraná ne s'étendait pas à plus

(1) Un travail érudit du docteur Adolfo Lamarque, publié dans *El Investigador*, tend à démontrer que la fondation de Buenos Aires eut lieu en 1536 et non en 1535, comme l'affirme Schmidel. Etant donné que ce point de la chronique " porteña " a été l'objet de controverses au début du XIX.me siècle et qu'après une longue discussion on adopta la date fixée par le dit auteur, nous ne nous croyons pas autorisés pour le moment, pour la changer. En outre, il ne faut pas oublier que le contrat signé entre l'Empereur Charles Quint et Mendoza, le fut à Tolède le 21 Mai 1534 et que l'expédition partit au mois de Septembre suivant, ce qui donne du poids et ratifie le dire de Schmidel.

de deux lieues de la rive. Ensuite venait la zone du chardon dur, épineux et noir, mais très ressemblant à celui de Castille. Il prospérait en dehors du bois car il ne se plait pas à l'ombre. Après la ceinture des chardonneraies qui s'arrêtait devant les " cortaderas " et les autres herbes marécageuses, commençait la pampa, l'étendue immense des graminées et autres herbacées qui n'était limitée que par la voûte azurée du ciel en se joignant avec le tapis vert de la campagne.

Mendoza laissa les indiens dans leurs marécages du Riachuelo et il traça le plan de la ville sur les ravines, dans un périmètre qui ne dépassait pas l'actuelle rue Cerrito jusqu'aux chutes du Riachuelo. Ce plan se trouvait coupé par deux ruisseaux formés par le courant et qui descendaient l'un au sud et l'autre au nord, obéissant aux ondulations du sol.

Ainsi campés, les gens de Mendoza commencèrent la construction des habitations provisoires, après avoir constitué les autorités comme il était d'usage dans toute fondation de ville ou de village.

Pendant les premiers jours, les indiens querandíes se comportèrent docilement avec le général, lui apportant de la viande, de venaison probablement, et des poissons pour ajouter aux provisions de bouche apportées par les navires; mais, au bout de peu de temps, ils refusèrent absolument ce service qui était bien rétribué, et ils maltraitèrent les émissaires du gouverneur de façon qu'il fut nécessaire d'envoyer des hommes d'armes pour les corriger.

Comme ils avaient procédé intentionnellement, ils atendirent les espagnols, au nombre de quatre mille, postés dans leurs campements qui se trouvaient non loin des sources du Riachuelo.

" Lorsque nous voulûmes les attaquer, ils nous résistèrent, dit Schmidel, se battant avec tant de furie qu'ils donnèrent la mort à don Diego de Mendoza, à six chevaliers et à près de vingt soldats, tant fantassins que cavaliers. Plus de mille indiens furent tués. Ils se battaient impétueusement et avec beaucoup de courage avec leurs arcs et leurs dards, espèce de petite lance ou de demi lance, dont le bout était une pierre aiguisée et dont l'extrémité se composait de trois pointes en forme de trident. Ils ont des boules de pierre attachées à de longues cordes semblables à celles de notre artillerie [1], et ils les jettent aux pieds des chevaux, ou des cerfs lorsqu'ils vont à la chasse, pour les faire tomber. Au moyen de ces boules, ils tuèrent notre capitaine et les six chevaliers dont il a été parlé, et les fantassins le furent avec leurs dards, ce dont je fus témoin. Malgré leur résistance, nous les défîmes et nous entrâmes dans leur village. Là, nous ne pûmes en prendre aucun vivant, pas même des femmes ou des enfants, parce qu'avant notre arrivée, ils s'étaient transportés dans un autre lieu. Dans le village, nous trouvâmes des peaux de loutres, beaucoup de poissons, de la farine et de la graisse de poisson qui servirent de provisions pour nos gens. Trois onces de farine par tête et tous les trois jours un poisson furent répartis, et celui qui voulait un supplément devait aller le pêcher ".

(1) Schmidel parle des boulets de pierre dont se servaient les espagnols dans les engins appelés pierriers et qui sont de petits canons. On a trouvé plusieurs de ces boulets dans les restes d'une caravelle découverte en pratiquant les sondages du port du Riachuelo, probablement celle qu'Irala commanda d'incendier en Mars 1541, lorsqu'il vint prendre la population de Buenos Aires pour la transporter à Assomption.

De retour de cette journée, les gens furent répartis de façon qu'une partie travaillât à la construction de la ville pendant que l'autre s'occupait de la défense contre les indiens.

En même temps que l'édification de maisons, chaumières de paille et de boue, on commença à en élever une plus forte pour le gouverneur, et autour de la ville projetée, un mur de terre de trois pieds de large et d'une lance de haut, lequel tombait tous les jours à cause de l'inconsistance du matériel impropre pour une telle hauteur.

Après un mois de ce travail, les provisions commencèrent à manquer et la faim se fit sentir avec tant de force que les chevaux ne suffisaient pas pour y remédier. Ces souffrances augmentaient, car déjà manquaient les chats, les rats, les couleuvres et autres animaux immondes avec lesquels on les apaisait, et on mangea jusqu'aux souliers et autres cuirs, dit le chroniqueur. C'est alors que trois espagnols ayant volé un cheval, ils le mangèrent secrètement, le fait ayant été connu, il confessèrent le vol dans les tourments et ils furent pendus. Pendant la nuit, trois autres espagnols leur coupèrent les muscles et autres morceaux de chair qu'ils mangèrent pour ne pas mourir de faim; un espagnol étant mort, son frère le mangea.

Ces atrocités racontées par Schmidel, sont confirmées par Barco de Centenera, qui accompagnait l'expédition d'Ortiz de Zárate, dans le Chant IV de son poème *La Argentina*, et mieux encore, par la grâce accordée par le roi aux antropophages, grâce qui fut sollicitée plus tard du monarque, disant qu'ils avaient été poussés par la loi de la faim, qui est la plus impérieuse de la nature.

Alarmé par de telles calamités, Mendoza envoya quatre brigantines montées par quarante hommes sous les ordres de Jorge Luján, officier de marine, vers l'amont du rio. Mais, l'expédition fut si malhereuse, que beaucoup moururent de faim, car les indiens fuyaient à leur approche après avoir incendié leurs campements et leurs provisions.

Remis de la crainte des premiers moments, les indiens querandíes, bartenes, charrúas et timbúes, au nombre de 23 mille combattants, s'armèrent contre la faible ville défendue par les compagnons affamés de Mendoza, résolus à la détruire par le feu, la flèche, la lance et les boules qu'ils maniaient si adroitement.

Les uns attaquaient la ville dans le but d'y entrer, et ils étaient contenus par les défenseurs aidés des femmes qui faisaient feu du mur de terre. Les autres indiens armés de flèches, lançaient des dards de roseaux enduits de graisse et enflammés, avec lesquels ils mettaient le feu aux toits des constructions. Toute la ville fut brûlée, sauf la maison du gouverneur qui était couverte d'un matériel incombustible.

On peut s'imaginer l'aspect de la naissante Buenos Aires composée d'une population mourant de faim et avec les habitations détruites par l'incendie. Pour comble de malheur, les indiens attaquèrent les navires ancrés dans la rade intérieure et mirent le feu à quatre d'entre eux, les gens purent se sauver dans trois autres qui étaient ancrés plus à l'intérieur, d'où ils commençèrent à canonner si furieusement les indiens que, sans cette résolution, tous périssaient.

Après l'assaut qui eut lieu le jour de Saint Jean l'Evangéliste de l'année 1535, le gouverneur fit monter les gens dans les navires sauvés. Ils étaient réduits à 560 hommes par la faim et par la guerre. Laissant le capitaine Juan Romero avec

400 hommes à bord des navires pour prendre soin de la ville, lui, avec Juan de Ayolas et les hommes restants, il remonta le Paraná en naviguant, à la recherche de provisions.

Comme nous avons parlé incidemment des femmes qui se trouvaient dans le camp de Mendoza, montrant la participation qu'elles prirent dans les vicissitudes de la colonie, nous allons reproduire, avec quelques coupures, la lettre que doña Isabel de Guevara écrivait d'Assomption, le 2 Juillet 1556, à la princesse régnante, doña Juana de Castilla, mère de Charles Quint: " Nous sommes venues quelques femmes, dont j'ai le malheur de faire partie, dit-elle, dans cette province du Rio de la Plata, avec son premier gouverneur, don Pedro de Mendoza. Comme la flotte arrivait à Buenos Aires, avec deux mille cinq cents hommes qui manquaient de provisions, ceux-ci furent accablés par la faim, de façon qu'en trois mois il en mourut deux mille. Les hommes étaient devenus tellement faibles que tous les gros travaux retombaient sur les pauvres femmes: laver leurs vêtements et les soigner, leur préparer le peu de nourriture qu'ils possédaient, faire le nettoyage, monter la garde, faire les rondes, armer les arquebuses lorsque les indiens venaient faire la guerre, même servir les canons, et relever les soldats qui en étaient chargés, prendre part à la défense du camp et mettre les soldats en ordre, car dans ce temps, et comme nous nous soutenions avec peu de nourriture, nous étions devenues aussi maigres que les hommes ".

A ces privations sur terre succédèrent celles qu'il fallut supporter sur le fleuve, où les intrépides femmes accompagnèrent les hommes dans les deux brigantines qui sortirent à la recherche de vivres, et elles rendirent de tels services que, sans elles, personne ne serait échappé à la mort. " Après qu'il fut décidé que l'on remonterait le Paraná, pour aller à la recherche de vivres, continue doña Isabel, les malheureuses femmes firent tant de travail que Dieu voulut miraculeusement qu'elles survécussent pour bien montrer qu'en elles résidait la vie de tous, car elles prirent le service du navire tellement à cœur qu'elles considéraient comme un affront d'en faire moins que leurs compagnes: elles manœuvraient les voiles, gouvernaient le navire, faisaient les sondages et prenaient la rame au soldat qui ne pouvait ramer et faire avancer le navire, donnant l'exemple à tous par leur sacrifice volontaire ".

Il semble qu'au milieu de cette famine qui accablait les gens de Mendoza, la table de l'Adelantado n'était jamais dépourvue de mets savoureux et abondants. A ce sujet, Bartolomé Garcia, veneur de don Pedro, dans un jargon indéchiffrable raconte au gouverneur Irala: que lorsqu'il arriva à Buenos Aires, avec seize compagnons, sous les ordres de Gonzalo Acosta, il s'en fut vers le pays des Timboues, dans le but de découvrir des terres, campagne pendant laquelle les indiens lui envoyèrent une flèche qu'il conserva clouée pendant longtemps. Que, lorsqu'il fut guéri, le gouverneur le désigna avec d'autres compagnons pour lui chasser des volatiles, ce qu'ils accomplirent fidèlement en apportant tous les jours une douzaine et demie de perdrix qui faisaient les délices du gouverneur et des personnes les plus proches de sa personne. Cette provision fut maintenue jusqu'à l'embarquement de Mendoza, et au départ il fut monté sur le navire 150 perdrix et d'autres oiseaux. Lorsque don Pedro retourna en Espagne, cet adroit chasseur avait à sa charge le soutien de beaucoup de gens. Je chassais, dit-il, malgré les indiens et les tigres, et je donnais à manger à 70 hommes qui se trouvaient là et

les jours de fête j'apportais deux ou trois cerfs avec lesquels on donnait des rations. Il tua même l'un des nombreux tigres qui venaient chaque nuit rôder autour des enclos de la ville.

A propos de tigres, Rui Díaz de Guzmán raconte dans son *Argentina*, l'anecdote suivante: " A ce moment, il arriva une chose admirable, qu'à cause de cela je raconterai. Un capitaine ayant été courir dans ces contrées, il trouva dans un village, la femme espagnole dont j'ai déjà parlé et il la ramena; cette femme avait été se remettre entre les mains des indiens poussée par la faim. Lorsque Francisco Ruiz Galán la vit, il ordonna qu'elle fût jetée aux bêtes féroces afin qu'ils la missent en pièces et qu'ils la mangeassent. L'ordre ayant été mis à exécution, la pauvre femme fut portée à environ une lieue du village et attachée à un arbre. Pendant la nuit, un grand nombre d'animaux sauvages s'approchèrent de la prisionnière avec l'intention de la dévorer. Parmi ces animaux, vint une lionne à qui la malheureuse avait aidé à faire ses petits; la lionne la reconnut et la défendit contre les autres qui s'approchaient et qui voulaint la déchiqueter. L'animal la garda ainsi pendant toute la nuit, le jour suivant et la seconde nuit, jusqu'à ce que des soldats s'en furent la libérer ".

Les indiens s'étant éloignés après le grand assaut et l'incendie de la ville, les habitants réfugiés dans les navires vivaient tantôt sur l'eau, tantôt à terre. Les chevaux et les juments qui s'étaient sauvés de la destruction vaguaient en liberté dans les champs, sans qu'alors les indiens eussent l'idée de s'en emparer.

La colonie vécut dans ces conditions pendant quelque temps. Ayolas était entré dans le Chaco et s'était perdu avec ses hommes, il périt dans les mains des indiens. Le gouverneur Mendoza, malade et contrarié par l'insuccès de son entreprise, était parti pour l'Espagne; il mourut pendant le voyage.

Au mois d'Avril 1538, un navire venant d'amont, arriva au port de Buenos Aires chargé de vins, de comestibles et autres provisions, avec lesquels la ville fut pourvue. Les peu nombreux habitants étaient dans une situation un peu meilleure: plus tranquilles depuis quelque temps, ils avaient élevé l'une près de l'autre huit nouvelles maisons et une petite église.

Au mois d'Octobre de la même année, arriva un autre navire avec des gens sous le commandement de l'officier inspecteur Alonso Cabrera. Celui-ci entra en rivalité avec Ruiz Galán qui commandait à Buenos Aires, mais ils se mirent d'accord en partageant l'autorité et en jugeant les procès de concert, ainsi que les causes criminelles. De même, tous les deux, d'un commun accord, ils résolurent de remonter jusqu'au Paraguay avec 200 hommes, laissant une population très réduite, laquelle avait toujours comme ressource de se réfugier dans les grands navires pour se garantir contre les sauvages.

La mort d'Ayolas avait soulevé des discussions à l'Assomption du Paraguay, pour savoir sur qui retomberait la charge du commandement de la colonie; le capitaine Domingo de Irala l'emporta et le gouvernement lui fut confié par la majorité.

Ce chef, désireux de réunir autour de lui tous les hommes de l'expédition, après avoir envoyé Juan de Ortega, vint, lui-même, à Buenos Aires, au mois de Mars 1541, dans le but d'emmener tous les habitants. Ceux-ci résistèrent en disant que la mesure était inopportune, mais l'inspecteur Cabrera qui se trouvait avec eux, les convainquit que ce changement leur était favorable. La ville fut donc

abandonnée, et on mit le feu au navire qui se trouvait à terre et servait de forteresse, ainsi qu'à la chapelle et aux maisons de bois, ce qui fit verser des larmes à ces gens qui vivaient en paix avec les indiens et qui s'étaient procuré des moyens de subsistance et de bien-être.

SECONDE FONDATION DE BUENOS AIRES

Don Juan de Garay, fondateur de la ville de Santa Fe et l'une des figures les plus marquantes de la conquête, exerçant la charge de Lieutenant Gouverneur au nom de l'Adelantado, don Juan Torres de Vera y Aragón, repeupla aussi la ville de Buenos Aires le mercredi 11 Juin de l'année 1580, avec des gens qu'il amena de l'Assomption du Paraguay.

39 ans s'étaient écoulés depuis le dépeuplement effectué par le gouverneur Irala en 1541. Les chevaux et les juments qui avaient été abandonnés par les premiers habitants, s'étaient reproduits en quantité innombrable, et de grands troupeaux vaguaient dans les champs voisins.

Ces descendants des chevaux de Mendoza furent peut-être le principal attrait de Garay et de ses compagnons. Tant de fécondité, la robustesse et la vigueur de ces petits poulains démontraient l'existence de riches prairies naturelles, sinon le bétail ne se serait pas accru dans de telles proportions.

Avec de telles ressources, la nouvelle ville ne devait pas craindre de succomber, et, avec cette idée, la repopulation de la ville fut définitivement résolue, sous le nom de La Trinidad y puerto de Buenos Aires.

Pour cette fondation on procéda d'une autre façon que l'avait fait don Pedro de Mendoza. On fit une répartition systématique des terres, en " solares " pour la ville et en " chacras " et " estancias " pour l'agriculture et l'élevage et on réserva les terrains nécessaires pour les églises, les places et les autres services de caractère public et général.

Le plan de la nouvelle ville comprenait seize " manzanas " du nord au sud et neuf de l'est à l'ouest. Ensuite venaient les " quintas " et les " chacras " qui atteignaient au sud, les rives du Riachuelo, au nord le Rio de la Plata et en amont allaient jusqu'au Paraná, celles-ci étaient même des estancias pour le bétail, toutes avaient une lieue de profondeur.

Avec Garay, il était venu d'Assomption, le personnel nécessaire pour composer le Cabildo, et en outre, 60 soldats volontaires, tous robustes et courageux, qualités qui avaient été désignées dans l'appel des soldats sous la bannière pour organiser l'entreprise.

La première répartition se fit entre ces auxiliaires et divers absents qui résidaient au Paraguay et qui avaient contribué à la formation de l'expédition.

Les saints protecteurs ne furent pas oubliés. Saint François avait un lot qu'il a conservé, Sainte Ursule reçut celui qui portait le número 123, comme il est noté dans le plan respectif, on remit aux Onze mille Vierges le numéro 124; de

ces deux lots qui touchaient celui de Saint François, il semble que les donataires ne bénéficièrent pas.

L'endroit où devait s'élever plus tard le Couvent de Santo Domingo resta vague dans la première répartition, ainsi que d'autres qui étaient destinés à des fondations pieuses.

Garay nomma le Cabildo de la ville; il fut composé de don Juan Pavon, alcalde de premier vote: don Tomás de Castro, alcalde de second vote: don Francisco López Rincón, don Antonio Ayala, don Fernando de Molina, don Juan de Orue, don Gaspar de Quevedo, don Luis de Hoces, don Antonio Monte de Herrera, don Tomás Armenteros, échevins; don Juan de Santa Cruz, alguacil mayor, et don Rodrigo Villalobos, procureur syndic.

Pendant que le nouveau fondateur se dédiait à la défense et à la sécurité des habitants, les belliqueux querandies qui continuaient à dominer les régions voisines, se préparaient, comme la première fois, à expulser les espagnols. Sans attendre que les indiens aient fait des alliances avec les autres tribus, Garay décida de faire une expédition avec tous ses gens. Il tomba sur les indigènes sur les rives du Riachuelo, à quatre lieues en amont de la ville, et il leur infligea une défaite tellement sanglante que, plus tard, ce lieu prit le nom de Río de la Matanza (Rivière de la tuerie).

La colonie étant tranquille de ce côté, et assurée dans ses intérêts par l'expectative offerte par les troupeaux de chevaux qui parcouraient la campagne, Garay étant désireux de voir l'état de ses autres fondations dans Santa Fe et dans le Paraguay, ou peut-être, dans le but de transporter le siège du gouvernement à Buenos Aires, il partit pour Assomption. Pendant ce voyage, comme il était descendu à terre pour dormir, il fut surpris par les indiens minuanes et il fut tué avec tous ses compagnons.

Cet événement aussi tragique qu'inattendu, laissa la colonie aux mains d'un parent de l'Adelantado Vera, lequel conserva le commandement jusqu'à l'arrivée de son oncle en 1587.

Avec don Juan de Garay fut perdu l'un des hommes les plus résolus et les plus compétents pour assurer la conquête qu'il avait entreprise.

Sa figure historique est l'une des plus dignes du souvenir, par les belles qualités morales qui l'ornaient et par son caractère noble et sympathique.

Il avait consacré quatre années entières à l'organisation de la colonie de Buenos Aires avec le succès que nous avons montré. Pendant ce temps, les colonisateurs se dédiaient à l'agriculture, faisant de bonnes récoltes de maïs, de blé, d'une qualité aussi bonne que celles de Valence, et d'excellents légumes, ce qui assurait pour l'avenir la vie de la population.

Avant de terminer le XVI^me^ siècle, disons qu'en accomplissement des capitulations de l'Adelantado Ortiz de Zárate, son gendre et successeur, Vera y Aragón, fit venir du Pérou et introduisit dans les campagnes du Río de la Plata, une certaine quantité de bêtes à cornes et de moutons pour l'élevage, ainsi que des chevaux. Ce bétail se reproduisit d'une façon extraordinaire, à cause de la douceur du climat et de l'excellence des pâturages naturels.

Ce bétail devait être, plus tard, la grande source de la prospérité et de la richesse des pampas argentines.

Le premier commerce des habitants de Buenos Aires fut celui de la farine

qui était exportée au Brésil. Nous voyons dans les tableaux publiés par M. don Manuel R. Trelles, que cette exportation fut, en 1597 de 1 498 fanègues, d'une valeur de 39 280 réaux d'argent, et qu'elle rapporta au fisc 982 réaux de droits.

La même année, l'importation se monta à 67 817 réaux, et les droits de douane à 19 558.

Le solde était élevé, comme on le voit, mais il faut observer que si l'exportation provenait seulement de la ville et de ses environs, l'importation se répartissait dans les gouvernements de Córdoba, de Tucumán et du Paraguay. Une grande partie de cet excédent était représenté par les nègres esclaves qui étaient introduits dans la colonie et qui étaient un capital.

En 1587, il fut exporté de Buenos Aires, 160 arrobes (de 25 livres) de laine, vendues à trois réaux, et en 1591, 50 arrobes de suif de la propriété du Lieutenant Gouverneur et vendues au même prix que la laine. Dans la dernière année de ce siècle, il apparaît une autre fois dans les exportations, 97 arrobes de laine, 100 agneaux vivants, ce qui prouve qu'il y en avait dans le pays depuis quelque temps déjà, et des envois de suif. Le total des exportations de cette année se monta à 174 509 réaux, tandis que les importations n'excédèrent pas 107 244 réaux.

Tout ce commerce était entouré de périls, à cause de la rigueur des lois, et il y eut plusieurs chargements confisqués par la douane en faveur du roi et des officiers publics.

XVII^me. SIÈCLE

Au début de ce siècle, en Novembre 1602, le Cabildo augmenta le plan de la ville vers le sud, avec une partie du terrain non occupé qu'il divisa en " cuadras " et qu'il répartit entre les habitants. Cette répartition destina une cuadra de terrain sur la ravine pour la douane.

Afin de régulariser le commerce d'exportation, une cédule royale de Philippe III, datée de Valladolid, le 20 Août de cette année, et qui s'appela de répartition, détermina la forme et la quantité dans laquelle chacun des agriculteurs devait faire la vente pour l'exportation au Brésil, en Guinée et dans les autres ports des Indes. Cela nous explique que le commerce prohibé ou très limité, l'était avec l'Europe. Le maximum de l'exportation annuelle et pendant six ans, était de deux mille fanègues de farine, 500 arrobes de viande et 500 de suif.

Par les documents de la répartition de 1603, nous voyons qu'il manquait 100 fanègues pour compléter les 2 000 de farine, ce qui démontre qu'il n'y en eut pas à répartir. Ces produits provenaient exclusivement de Buenos Aires. Comme on avait voulu comprendre la ville de Córdoba dans le permis, Hernandarias n'y consentit pas rappelant au roi que, par une autre cédule signée à Ampudia en 1606, il était disposé : il n'est pas permis que de cette ville et d'aucune autre de Tucumán, il soit exporté de farine, de viande séchée, de biscuits et autres provisions et produits, sauf en cas de grande nécessité, avec sa permission, et seulement la quantité nécessaire.

Il arriva alors qu'un portugais, du nom d'Alvaro Méndez, voulut s'établir contre les dispositions qui prohibaient l'établissement des étrangers dans la ville.

Découvert par le gouvernement, il reçut l'ordre de se réembarquer, mais il ne s'y conforma pas et se réfugia dans l'église. Indigné, le lieutenant gouverneur don Manuel Frías commanda de mettre la tête du portugais à prix, et il ordonna aux voisins de s'en emparer sous peine de mort.

Dans ce cas difficile, Frías consulta les deux frères les plus autorisés par leur savoir: Frère Francisco de la Cruz et Frère Pedro Cabezas, pour savoir si le refuge de l'église prévalait contre les ordres du roi. Le premier répondit: "Mon opinion est que l'église ne prévaut pas". Le second dit: "Mon avis est que pour celui qui n'a pas commis de délit, l'église ne prévaut pas pour excuser la désobéissance à la justice et accomplir ses commandements, en exécution des cédules royales".

Par ce jugement, Alvaro Méndez fut expulsé, ainsi que 28 autres portugais tous négociants et gens honnêtes, sans autre crime que d'être venus s'établir sans la permission du roi.

La ville de Buenos Aires avait été fondée avec le caractère de colonie sujette du gouvernement du Paraguay, et dans cette situation secondaire elle continua à être régie par cette autorité. Hernandarias de Saavedra, originaire de l'Assomption, obtint, pour la seconde fois, le gouvernement en 1600 et il se transporta au Rio de la Plata, comme nous l'avons vu, dans le but de s'établir et de conquérir la terre dominée par les indiens. Il envoya des expéditions jusqu'au détroit de Magellan.

Pendant les neuf années que dura son gouvernement, la ville avait progressé visiblement et Hernandarias regardait cette prospérité comme le résultat de son labeur.

En 1609, le roi envoya don Diego Martín Negrón pour lui succéder, et celui-ci gouverna avec succès pendant six ans. Pendant ce temps, Hernandarias négociait pour la troisième fois ce gouvernement avec le roi, et par une cédule en date du 7 Septembre 1614, il reçut le commandement qu'il vint exercer de nouveau le 2 Mai 1615. Il alternait sa résidence entre le Rio de la Plata et le Paraguay et il comprit que son gouvernement ne serait jamais assez efficace étant exercé de points aussi éloignés. Croyant que Buenos Aires, par ses progrès, son excellent port et ses vastes territoires, méritait d'avoir ses autorités propres, il proposa à la Cour la division de son gouvernement en deux provinces.

Par une cédule royale de 1617, la division territoriale en deux provinces: Paraguay et Rio de la Plata, fut autorisée. Cette dernière comprenait dans sa juridiction, la ville de Buenos Aires avec sa campagne, Santa Fe, Corrientes et la Concepción del Rio Bermejo. Après cette disposition royale, don Diego de Gongora, de l'ordre de Santiago, originaire de la Navarre et descendant des comtes de Bénévent, fut nommé premier gouverneur de Buenos Aires.

Le Cabildo de la ville reuni en seance extraordinaire le 17 Novembre 1618, reçut le mandataire désigné par le roi avec tous les honneurs dus à son rang. Le roi rendait ainsi un témoignage qui venait justifier l'importance de cette colonie.

Dès les premiers temps de sa fondation, Buenos Aires fut l'objet de la convoitise des pirates et des écumeurs de mer, mais ses habitants, tous habitués aux armes et très courageux, repoussèrent en 1585 le corsaire anglais Edouard Fontano, et deux ans après, le terrible pirate Thomas Cavendish. En 1618, les hol-

landais du Brésil essayèrent de s'emparer de la ville et de soumettre ses habitants, mais leur tentative ne réussit pas et ils furent repoussés.

De telles attaques prédisposèrent la population à la guerre. Les colons placés entre les indiens des pampas, d'une part, et les pirates menaçants qui croisaient constamment dans le rio d'autre part, ne pouvaient s'abandonner à une sécurité illusoire. C'est pour cela qu'ils avaient toujours la mèche sur l'arquebuse et l'étoupin dans le pierrier pour ne pas être assaillis par surprise.

Les hommes braves dans les combats sont généralement de jugement sain dans la vie sociale. Dans ce sens il y avait un contraste frappant entre la bravoure que les " porteños " déployaient dans la guerre, aussi bien contre les indiens que contre les pirates, et la tranquillité qui régnait dans les rues de la ville lorsqu'ils s'étaient remis au travail. " Il est très remarquable, dit le chroniqueur Araujo, que l'on n'y vit pas, depuis sa fondation, le plus léger tumulte ou altercation publique, ce qui est une autre gloire et non des moindres ".

Cette manière d'agir lui valut, plus tard, l'honorable titre de *Très noble et très loyale* que le monarque lui accorda avec d'autres privilèges.

Pour arriver à cette bonne marche, la ville dut traverser quelques petites adversités et mener pendant plusieurs décades la vie de hameau.

Les livres capitulaires des premiers temps ne jettent que peu de lumière sur cette existence léthargique des colonies en ce qui touche la vie civile et sociale. L'agriculture et surtout les bonnes récoltes de blé données par les premières semences assurèrent la richesse, car, comme il a été dit dans ces derniers temps, le blé est le roi des biens de la nature et la vache en est la reine.

Le peuple qui possède ces deux souverains n'est pas pauvre. La vigne et l'olivier viennent ensuite et forment la première noblesse de cette aristocratie dont la pomme de terre et le maïs sont le peuple et pour le peuple.

Le XVII^me^ siècle était déjà avancé lorsque la ville eut à poste fixe un médecin chirurgien, don Manuel Alvarez. Le Cabildo le contracta pour 400 piastres par an payables en farine et autres produits de la terre. C'est dire que le pauvre praticien devait recevoir comme recettes, plus de haricots et de pommes de terre que d'argent comptant. Pour ce traitement, il devait soigner tous les citoyens, les résidents, les indiens et les esclaves pour toutes les maladies, les saigner, leur appliquer les ventouses, les remèdes étant au compte de l'assemblée. Citoyens et résidents, dit la résolution précédente, alors, dans les villes c'était deux choses distinctes. En recherchant dans les vieux livres, nous voyons qu'à ce point de vue il y avait une loi très sévère qui obligeait ceux qui prétendaient au titre de citoyen, à le solliciter du Cabildo. Salvador Peixoto sollicita, en 1605, du lieutenant gouverneur Zabala, le titre de citoyen, mais le Grand Justicier jugea nécessaire de soumettre le cas au Cabildo, lequel, considérant que le demandeur était marié dans la ville, qu'il y avait une femme et des enfants et une maison, et qu'il rendait des services au roi lorsqu'on le lui demandait, lui accorda le titre, et lui concéda les prérogatives dont jouissaient ceux de sa classe.

Le Cabildo concentrait l'autorité séculaire et municipale. La justice ordinaire, la police, les ordonnances municipales et la milice, étaient à sa charge, par l'intermédiaire des fonctionaires respectifs. Tout était résolu dans ses accords. La mesure la plus simple comme la plus importante, ce qui touchait les particuliers comme ce qui se rapportait à la ville tout passait par ses mains. Il était présidé

par le Grand Justicier, titre qui revenait au lieutenant gouverneur, lequel remplissait souvent les fonctions du titulaire jusqu'à ce que l'on établit ici le gouvernement propre des capitaines généraux, en 1618.

Pour prévenir les abus des vendeurs de comestibles et de boissons au détail, l'Assemblée résolut d'acheter vingt trois livres de cuivre que possédait un habitant et d'en faire les patrons des poids et mesures, appliquant des amendes à ceux qui désormais n'auraient pas les leurs contrôlés.

L'établissement des moulins pour moudre le blé fut prescrit, et ces moulins se fixèrent dans le parti de Las Conchas, ce qui est aujourd'hui San Fernando et sa campagne.

Dans la ville on commença la monture avec certains avantages. La mule où le cheval était remplacé par le vent pour tourner la meule. Des flamands avaient construit à Buenos-Ayres le premier moulin de ce système, lequel avait beaucoup d'avantages sur celui à traction animale; mais, en 1607, le blé ayant manqué à cause de la mauvaise récolte, les flamands abandonnèrent leur moulin qui ne leur donnait pas de bénéfices.

A cette nouvelle, les habitants se soulevèrent et devant leurs réclamations, le Procureur Syndic de la ville s'opposa au départ des meuniers, réclamant leur détention, du Cabido. " A ce sujet, dit le livre capitulaire, le procureur Gregorio Navarro présenta une pétition, demandant que les flamands qui ont construit le moulin à vent qui se trouve ici, ne puissent sortir, car leur présence et leur connaissance du dit moulin sont nécessaires à la République, et que cette demande soit communiquée au gouverneur ".

Détenus officiellement, les flamands durent se résigner à vivre de leur moulin, afin que la ville ne souffrît pas de leur absence.

S'ils pratiquaient ainsi pour les choses humaines, voyons comment procédaient pour le divin ces célèbres édiles de l'âge d'or argentin.

Nous avons dit plus haut que dans la répartition des terres, Garay avait destiné deux solares aux Onze mille vierges. Nous ne voyons pas quelle protection elles pouvaient accorder aux colons, mais j'ai découvert ce mystère.

Les Onze mille vierges qui formaient la plus belle phalange de la chrétienté, étaient les protectrices contre les nuées de sauterelles qui avaient été invoquées par don Juan de Garay dans son gouvernement de Santa Fe où ces plaies sont trop fréquentes. Cette milice céleste contre la sauterelle était vénérée par le peuple qui l'invoquait dans sa détresse lorsqu'il voyait s'abattre ce nuage dévastateur sur les moissons. Sur se sujet, nous trouvons dans les actes capitulaires la résolution suivante: " Vu que cette Assemblée n'a rien à discuter et que le 21 du présent mois d'Octobre est le jour des Onze mille vierges, dont l'intercession délivre cette ville et ses alentours de l'innombrable quantité de sauterelles qu'il y avait, raison pour laquelle l'Evêque déclara cette fête obligatoire, et que l'on note une certaine tiédeur dans son observance, alors qu'il s'agit de la nouvelle de la grande quantité de sauterelles qui ont été vues à quatorze lieues de cette ville, que l'on craint qu'elles ne détruisent, si Dieu n'y porte remède, les blés et autres provisions qui sont semées maintenant, et qu'il convient de recourir à la source de miséricorde pour qu'elle adoucisse sa colère et nous préserve de tant de maux, il fut décidé à l'unanimité de recourir légalement à l'intercession des Onze mille vierges, disposant que depuis le jour de Saint Luc, qui se trouve le 18, jusqu'au

jour des Saintes Pucelles qui tombe le 21 de ce mois, il sera fait des processions solennelles avec l'assistance de tous les religiux de ce diocèse ".

Ainsi, on demandait la protection des saints, soit pour éloigner la sauterelle, soit pour avoir des pluies, soit pour régler les tempêtes et les débordements brusques du Plata, lequel montait des fois jusqu'aux ravines, mettant les habitants des rives en danger.

Les cabanes arrachées par les vagues, bousculées avec les chiens et les poules ressemblaient aux débris d'un naufrage et étaient arrêtées par les levées de terre aux alentours des faubourgs.

Une loi de gravitation physique a modifié en trois siècles cette action envahissante des eaux du Plata.

Les alluvions qui sont l'accroissement sédimentaire du sol, ont formé une muraille sur la côte occidentale, diminuant constamment cette action qui était formidable autrefois.

Ce qui est aujourd'hui la plaine de Palermo, les prairies basses de Belgrano et de Barracas, était au XVII^me^. siècle des bas-fonds ou des marécages perpétuellement convertis en lagunes, où les nombreux volatiles indigènes: oies, cygnes et canards sauvages s'offraient à l'avide fusil des voisins.

Nous ne devons pas omettre dans ces souvenirs quelques notices, quoique laconiques, sur les premiers essais d'école publique. Le Cabildo qui avait en mains toutes les affaires de la population ne négligea pas une matière aussi importante, et alors qu'en Europe, on considérait comme négligeable l'instruction du peuple, dès les débuts du XVII^me^. siècle, d'après l'historien López, notre Assemblée trouva dans don Francisco Victoria, la personne qui se chargea de cette tâche, à raison d'une piastre mensuelle pour l'enseignement de la lecture et de la doctrine, et de deux pour l'écriture.

Soit parce qu'il se fatigua, ou soit parce qu'il prit une occupation plus productive, en 1608, Felipe Arias Mansilla lui succéda dans le magistère, et deux ans plus tard, celui-ci fut à son tour remplacé par Alejandro Tandin.

Au mois de Décembre 1613, Juan Cardoso Pardo se présenta au Cabildo et il fut accepté pour enseigner à lire et à écrire aux enfants de la ville. Il lui fut remis deux salles pour les classes, salles que le Chapitre n'occupait pas, et il reçut une piastre mensuelle pour l'écriture, une demie pour la lecture et une piastre et demie pour enseigner à écrire et compter. Le nombre des élèves ne pouvait être supérieur à trente.

Dans ce temps, les personnes qui se dédiaient à la carrière d'avocat étaient mal vues, à cause des ennuis que les procès causaient aux familles.

Au mois d'Octobre 1613, on apprit à Buenos Aires que trois avocats: Diego Fernández de Andrada, de Santiago del Estero; Jusepe de Fuensalida, de Córdoba et Gabriel Sánchez de Ojeda, du Chili, se dirigeaient ensemble vers cette ville dans le but de pousser à quelques litiges, de gagner de l'argent et si les choses allaient bien, de s'établir dans le pays. A cette nouvelle, la population s'agita, le Cabildo se réunit pour tranquilliser les esprits, et devant tous, l'échevin Del Corro exposa le cas en disant: " Ils se sont entendus pour venir cet été dans cette ville dans le but de faire naître des procès pour ramasser de l'argent et s'en aller ensuite ou pour rester ici. L'expérience a montré quels sont les dommages causés à cette République par tous ces lettrés qui engagent les habitants dans des procès

et troublent la paix. Leur entrée est en outre prohibée sans permis de la Cour ou Vice-Roi, c'est pourquoi, m'étant rendu compte qu'ils viennent sans ce permis, je demande qu'on envoie une personne pour faire savoir aux dits lettrés qu'ils ne peuvent débarquer dans ce port, et si on n'agit pas ainsi, je proteste au nom de la République pour tous les préjudices et tous les dommages qui arriveront, et de donner avis à S. M. de ce que l'on résoudra en sens contraire ".

La proposition était dure, et après une discussion longue et serrée sur la forme et non sur le fond, pour lequel tous étaient d'accord, la majorité résolut que l'on aviserait les trois avocats où on pourrait les rencontrer, qu'ils ne pourraient venir dans cette ville sans ordre de S. M., du Vice-Roi ou de la Royale Audience.

Nous ne pouvons que donner le nom d'heureux à ces temps! Vivre sans avocats! Ne pas avoir de procès sur le tien et le mien! Oh, patriarcale existence de nos aïeux, combien éloignée et différente de la nôtre! Nuits sans insomnies, siestes tranquilles, bonnes digestions, tout, tout s'est envolé avec la civilisation! La lutte pour la vie, la vanité et le luxe qui nous entrainent aujourd'hui dans une course vertigineuse, ont détruit à jamais ces coutumes modestes et la foi simple de l'âge d'or argentin.

Les maisons de la ville, qui, en 1650 n'étaient pas plus de quatre cents, d'après le touriste Azcárate du Biscay qui la visita, étaient couvertes, les unes de tuiles et les autres de paille, mais toutes tellement basses qu'en général elles ne s'élevaient pas à plus de quatre vares du sol et avaient des auvents si étendus que les charpentes de celles de paille et les poutres de celles de tuile tombaient au milieu de la rue, rendant très difficile le trafic des voitures et des cavaliers qui devaient forcément passer dans le milieu de la rue. D'endroit en endroit, surtout dans les carrefours, il y avait de telles ornières que c'était un événement de sortir les masses pesantes des chars, lorsqu'elles étaient encaissées ou renversées dans la fange. Pour éviter ces spectacles et ces charges, le Cabildo décida que les habitants disposeraient leurs édifices à l'intérieur d'une certaine ligne, en même temps qu'il ordonnait aux charretiers de l'intérieur de ne pas voyager par les rues, et d'aller stationner près du couvent de Santo Domingo. Là se faisait la vente des comestibles et des liquides importés, lesquels consistaient en raisins secs, tranches d'oranges, tartelettes et vin, parce que les habitants de Córdoba de Tucumán n'avaient pas le droit d'introduire autre chose.

D'abord ils apportaient dans leurs chars, qui restaient trois mois en voyage, des farines et des cuirs de vaches, mais l'Echevin Pérez de Burgos exhiba devant le Chapitre réuni, la cédule royale qui prohibait l'introduction de ces articles, parce que c'étaient les seuls dont les habitants de Buenos Aires disposaient pour se subvenir, et cette prohibition fut décidée. C'est pour cela que les " Tucumanos " se mirent à préparer leurs cuirs et à faire de la corroyerie qu'ils pouvaient entrer sans que l'on puisse alléguer le préjudice. La même chose arriva avec le Paraguay, où l'on importait des cuirs ainsi préparés.

Les quatre cents maisons dont parle du Biscay étaient occupées dans leur majeure partie par 211 habitants, selon le dénombrement fait le 22 Mai 1664.

Les familles de ces habitants pouvaient se calculer à cinq personnes l'une dans l'autre, ce qui fait un peu plus de mille, mais il convient d'ajouter les serviteurs et surtout les résidents ou voyageurs, les simples habitants qui n'avaient pas le titre de citoyens, et en tout, la population pouvait s'approcher du chiffre de 4 000.

Vers 1660, en conséquence de la guerre déclarée à l'Espagne par Olivier Cromwell, la colonie de Buenos Aires fut complètement oubliée par la Métropole et son commerce à peu près détruit. Pendant ces événements, dit Azcárate du Biscay, français qui vint à cette époque dans un vaisseau de visite, les hollandais essayèrent de tirer profit de la situation et ils envoyèrent au Rio de la Plata plusieurs vaisseaux chargés de provisions et de nègres. Arrivés dans ce port, les habitants de la ville qui depuis longtemps avaient été privés des galions espagnols, firent en sorte qu'ils obtinrent du gouverneur, moyennant un riche cadeau que lui firent les hollandais, le droit pour ceux-ci de négocier avec la place.

Parlant de son voyage, du Biscay dit: " Entre temps, les ministres espagnols, craignant que l'interruption du commerce et le manque de marchandises européennes dans ces lieux, ne vinssent à conduire les habitants à commercer avec les étrangers, jugèrent bon de concéder des licences à plusieurs de leurs sujets pour commercer avec les Indes à leurs risques et périls.

" Un certain chevalier prit une de ces licences et arma un navire à cet effet à Cádiz où je résidais alors. Je résolus d'aller dans ce vaisseau, avec d'autant plus de bonne volonté que j'avais eu quelques relations avec l'armateur. Celui-ci me permit aimablement d'aller sous son nom, comme son neveu, pour cacher ainsi ma qualité d'étranger, qui connue, m'aurait empêché de faire le voyage, parce qu'en Espagne on ne permettait qu'aux Espagnols d'aller aux Indes sur leurs navires.

" Nous mîmes à la voile à la fin de Décembre 1657, dans un vaisseau de quatre cents tonnes, et au bout de cent cinq jours nous arrivâmes à l'embouchure du Rio de la Plata où nous rencontrâmes une frégate française avec laquelle nous nous battîmes pendant quelque temps. Nous en étant délivrés, nous continuâmes notre route jusqu'en face de Buenos Aires où nous trouvâmes 22 vaisseaux hollandais parmi lesquels deux anglais, chargés pour le retour de cuirs de bœufs, d'argent travaillé et de laine de vigogne qu'ils avaient pris en échange de leurs marchandises. Peu de jours après, trois des navires hollandais, en sortant de la rade, se rencontrèrent avec la frégate du capitaine Forau qui nous avait attaqué à l'entrée et une autre appelée la *Maréchale*, commandée par le chevalier de Fontenay. Après un combat acharné, les hollandais abordèrent et prirent la *Maréchale*, et ils passèrent tous ses hommes au fil de l'épée, y compris le chevalier de Fontenay.

" Cet incident alarma la population de Buenos Aires, qui se tint sur ses gardes, s'imaginant qu'il existait dans le fleuve une escadre française ayant l'intention d'attaquer le pays. En conséquence on demanda des secours au Vice-Roi du Pérou, lequel, après bien du mal, finit par recruter cent hommes qui arrivèrent sept mois après les événements ". La forteresse ou fort qui existait à l'endroit où se trouve aujourd'hui la maison du gouvernement fut reconnue et mise en état de défense avec la milice urbaine qui était toujours prête à seconder cette garnison, lorsqu'il s'agissait de sa propre existence et des intérêts de la ville. Heureusement tout se borna à des craintes, alors ces pirates et ces filibustiers s'attaquaient de préférence aux vaisseaux qui transportaient des richesses qu'aux populations de la côte.

La peinture que du Biscay fit de la ville de Buenos Aires telle qu'il la vit pendant son séjour nous évite du travail et renferme l'exactitude et le coloris que

nous ne pourrions lui donner après trois siècles et quart de vie, étant obligés pour le faire, de nous servir de traits moins frappants et moins directs.

Suivons-le et embellissons notre chronique avec des pages de la plus grande saveur locale, de temps et de circonstances:

" Avant de rien dire de mon voyage au Pérou, je noterai ce que je vis de remarquable à Buenos Aires. Le climat est assez tempéré, semblable à celui de l'Andalousie, mais pas aussi chaud; les pluies tombent presque aussi fréquemment en été qu'en hiver; et la pluie dans les temps de fortes chaleurs, produit fréquemment diverses classes de crapauds qui sont très communs dans ces pays, mais qui ne sont pas venimeux. La ville est située sur un terrain élevé, sur la rive du Río de la Plata, à une portée de fusil du canal [1], dans une langue de terre formée par un petit ruisseau, appelé Riachuelo qui se jette dans le Río à un quart de lieue de la ville; celle-ci renferme quatre cents maisons et n'a ni enceinte, ni mur, ni fossés, ni rien qui la défende, sauf un petit fort de terre qui domine le fleuve, entouré par un fossé et armé de dix canons de fer, dont celui de plus grand calibre est de douze. Là réside le gouverneur et la garnison se compose de 150 hommes seulement, divisés en trois compagnies, commandées par trois capitaines nommés au hasard et qui changent avec tant de fréquence que c'est à peine s'il y a un seul citoyen riche qui n'a pas été capitaine.

" En outre de ce fort, il y a un petit bastion dans le Riachuelo, avec deux canons de trois, dominant le point où abordent les canots pour effectuer les opérations de chargement et de déchargement des marchandises.

" Les maisons du peuple sont construites en boue, avec des toits de roseaux et de paille et n'ont pas d'étage; toutes les pièces ont un seul plancher et sont très spacieuses, avec de grandes cours, et derrière les maisons de grands vergers remplis d'orangers, de citronniers, de figuiers, de pommiers, de poiriers et autres arbres à fruits, avec des légumes en abondance comme: choux, oignons, ail, laitue, pois, fèves; les melons sont spéciaux, car la terre est très fertile et très bonne; les habitants vivent très économiquement, et, à l'exception du vin qui est assez cher, ils ont toute sorte d'aliments en abondance, comme de la viande de vache et de veau, de mouton et d'animaux sauvages, poules, oies, canards sauvages, perdrix, pigeons et oiseaux de chasse de toutes espèces et si peu chers que l'on peut acheter les perdrix à un pfennig chaque et le reste à proportion.

" Les maisons des habitants les plus riches sont ornées de tentures, de tableaux et d'autres ornements et de meubles de bon goût. Tous ceux qui sont dans une situation aisée sont servis dans de la vaisselle d'argent et possèdent de nombreux serviteurs noirs, mulâtres, métis, indiens et " zambos ", et qui sont tous esclaves.

" Les nègres viennent de la Guinée, les mulâtres descendent d'un espagnol et d'une négresse, les métis sont le fruit d'une indienne et d'un espagnol, et les " zambos ", d'un indien et d'une métisse, tous faciles à distinguer par la couleur de leur peau et de leur chevelure.

" Ces esclaves sont employés dans les maisons de leurs maîtres ou à cultiver leurs terres, car ils ont de grandes fermes abondamment ensemencées de grains,

(1) Ce canal à une portée de fusil s'est comblé complètement, conservant seulement de cette tranchée, les " Pozos " en face de l'ancienne Douane.

ou bien pour soigner leurs chevaux et leurs mules dans leurs estancias, ou s'occupent à la chasse des chevaux sauvages qui sont très abondants.

" La principale richesse de ces habitants consiste dans leurs troupeaux qui se multiplient d'une façon prodigieuse dans la campagne, et ils tirent un tel profit des peaux qu'un seul exemple suffira pour donner une idée de la manière dont on pourrait l'augmenter s'il était placé en bonnes mains. Les 22 vaisseaux hollandais que nous rencontrâmes à notre arrivée étaient chargés, chacum avec treize à quatorze mille cuirs de bœufs, valant pour le moins £ 33 500 achetés comme ils le furent par les hollandais à sept et huit réaux chacun; c'est-à-dire à moins de cinq shellings, pour être revendus en Europe à vingt cinq shellings et plus.

" Comme je manifestais mon étonnement de voir un si grand nombre d'animaux, ils me racontèrent un stratagème qu'ils emploient lorsqu'ils craignent un débarquement d'ennemis, ce qui est merveilleux. Dans ce cas, ils amènent des troupes de taureaux, de vaches, de chevaux et d'autres animaux sur la rive du fleuve, en si grand nombre qu'il est impossible à une troupe d'hommes, même ne craignant pas la fureur des taureaux sauvages, de se frayer un chemin au milieu du troupeau immense de ces bêtes.

" Les propriétaires ou estancieros, comme on les appelle, sont très riches, mais de tous les négociants, ceux qui ont le plus d'importance sont ceux qui font le commerce des marchandises européennes. Beaucoup de ceux-ci sont réputés posséder une fortune s'élevant à deux ou trois cent mille couronnes, soit plus de 60 000 livres sterlings, de sorte que le commerçant qui ne possède que quinze à vingt mille couronnes est considéré comme un simple commerçant au détail. De ces derniers, il y a environ deux cents familles dans la ville, ce qui fait 500 hommes portant les armes, en outre de leurs esclaves qui sont le triple, mais qui ne doivent pas compter pour la défense parce qu'on ne leur permet pas de porter les armes. Ainsi, les espagnols, les portugais, les fils de ceux-ci, que l'on nomme créoles et quelques métis, forment la milice qui, avec les soldats de la garnison composent un corps de 600 hommes, ainsi que j'ai pu m'en rendre compte dans diverses réunions, car trois fois par an, les jours de fête, ils font la parade à cheval dans les environs de la ville.

" J'ai observé que parmi eux il y avait beaucoup d'hommes âgés qui ne portaient pas d'armes à feu, mais l'épée à la ceinture, la lance à la main et le bouclier à l'épaule. La plupart d'entre eux sont mariés, pères de famille et, par conséquent, ont peu d'affection pour les combats. Ils aiment le calme et le plaisir et sacrifient volontiers à Venus. Je confesse qu'ils sont jusqu'à un certain point excusables, car la plupart des femmes sont extrêmement belles, bien faites et d'un teint délicat; et, néanmoins, elles sont si fidèles à leurs maris qu'aucune tentation ne peut les conduire à dénouer le nœud sacré; mais, d'un autre côté, si les époux se rendent coupables, ils en sont souvent châtiés par le poison ou le poignard.

" Les femmes sont plus nombreuses que les hommes, et, en dehors des espagnols, il y a quelques Français, Flamands et Génois, mais tous passent pour espagnols, car autrement, il ne leur serait pas permis de vivre, surtout aux non catholiques, car l'inquisition a été établie.

" La rente annuelle de l'Evêque se monte à trois mille patagons. Son diocèse

comprend cette ville et Santa Fe. Huit ou dix prêtres officient dans la cathédrale, laquelle, ainsi que les maisons particulières, est construite en boue. Les jésuites ont un collège; les dominicains, les récollets et les religieux de la Merced ont chacun leur couvent. Il y a aussi un hôpital, mais il y a si peu de gens pauvres dans ce pays qu'il sert peu ".

Après qu'Azcarate du Biscay s'en fut par ces régions, laissant un tableau si flatteur de la ville de Buenos Aires et de la manière dont se faisait le commerce avec l'étranger, les portugais commençèrent à introduire des articles de contrebande. Pour assurer ce trafic clandestin, ils fondèrent en 1680 sur la côte nord du Río de la Plata, la Colonie du Sacrement, où ils établirent leur dépôt de marchandises, en même temps qu'ils ouvraient le port aux navires marchands hollandais et des autres pays. Pour éviter la contrebande et aussi les importations consenties par le Gouverneur, parce que le commerce fait par les galions allaient préalablement à Panamá ou à Callao, car les provisions qui devaient se consommer à Buenos Aires devaient passer par les Andes, ce qui était absurde, le Conseil des Indes autorisa l'envoi annuel de deux vaisseaux de régistre pour faire l'échange des produits avec cette place. Tout trafic avec l'étranger fut rigoureusement prohibé. En même temps, le roi commanda de renforcer la garnison, et dans ce but il envoya des hommes et des canons.

La forteresse qui jusqu'alors n'était qu'un simple réduit, se transforma vers 1683 en un véritable bastion, construit en briques, et comprenant la maison du gouvernement qui acquit les proportions avec lesquelles elle devait servir plus tard de siège aux vice-rois. Les dépenses totales de cet ouvrage furent calculées à 150 000 patagons, que l'on devait prendre sur le droit que payaient les cuirs et la yerba du Paraguay et de l'assignation de la rente des provinces de l'intérieur. Les fondements de cet édifice, dans la partie faisant face au fleuve, étaient de pierre et à l'endroit où passe aujourd'hui le chemin de fer de la Boca del Riachuelo, il existait des voutes souterraines où dans d'obscures et insalubres cachots on enfermait les prisonniers d'état.

Les navigateurs portugais empêchés de faire le commerce librement avec Buenos Aires, travaillèrent sans relâche à des opérations clandestines, et les autorités les poursuivaient si ostensiblement que les commerçants espagnols et les fils du pays de toute catégorie se prêtaient pour seconder ce trafic. De là vient la prospérité inespérée qui produisit tant de jalousie dans le gouvernement du Pérou et qui fut la cause des plus acerbes et des plus brutales des mesures contre le commerce porteño.

Pour avoir une base pour leurs opérations de contrebande, les portugais, comme nous l'avons dit, avaient fondé la Colonie du Sacrement. Ce territoire était une dépendance de Buenos Aires, et il fut nécessaire de faire la guerre aux intrus pour les déloger. C'est alors que commencent les expéditions militaires de la ville contre des troupes réglées et avec un armement égal, sinon supérieur au sien. Si les campagnes contre les indiens étaient remplies des périls d'une nature ardue et sauvage, les autres portaient leur péril dans la qualité des soldats, et il fallait bien se comporter pour ne pas tomber entre les mains de ceux que l'on voulait déloger.

Le gouverneur don José de Garro ayant appris la fondation de la colonie portugaise dans le territoire de son commandement, fit connaitre le fait aux autorités

du Pérou et de Chuquisaca, afin qu'elles donnassent des ordres aux gouvernements de Tucumán et du Paraguay, afin que ceux-ci contribuassent avec des éléments et des troupes, à l'expulsion de l'ennemi.

On forma à Buenos Aires une armée de milices, avec les contingents demandés et près de 3 000 indiens des Missions qui, eux-aussi, prêtèrent leur aide.

Avec ces appareils martiaux, la paisible et industrieuse ville de Buenos Aires se lança dans un mouvement et des agitations d'un ordre contraire à sa vie normale.

L'armée, sous le commandement du Maître de Camp, don Antonio de Vera y Mujica, se dirigea à la hâte vers le fort portugais, et l'assaut fut ordonné sans perte de temps. La masse des indiens s'y porta intrépidement et ils furent soutenus courageusement par les milices.

Le drapeau lusitanien fut amené, les défenseurs faits prisonniers et la colonie rasée; en même temps que les hommes, on conduisit à Buenos Aires toutes les marchandises et le matériel dont la colonie était abondamment pourvue.

La lutte était commencée avec désavantage pour les envahisseurs et avec une évidente supériorité des créoles. Pendant qu'à Madrid on fêtait le triomphe de Vera y Mujica, à Lisbonne, on cherchait les moyens de prendre une revanche immédiate. Heureusement, le traité du 7 Mai 1681 mit fin à la question.

De tels événements donnèrent à la ville une grande importance, et comme ses progrès se faissaient sentir visiblement, les Vice-Rois du Pérou commencèrent les hostilités, se proposant de mettre fin à ce développement de la population et de la richesse qui se produisait surtout par le commerce clandestin.

A partir du milieu du XVII^me^. siècle, l'édification de la ville avait commencé à s'améliorer, la tuile délogeait peu à peu la paille, la brique cuite remplaçait la brique crue, le mélange de chaux de Córdoba et de sable, pour les enduits intérieurs, succédait au mortier de terre; ce mélange était composé d'une pelletée de chaux fossile, de deux de sable du fleuve et de trois de terreau gras, ce qui donnait une surface d'une couleur de plomb, consistante et brillante. Elle était de plus durable et pouvait recevoir le blanchissage.

La chaux de Córdoba était employée de préférence dans les blanchiements. La brique était cuite comme de nos jours, dans des premiers fours, appelés fours de champ, et ensuite dans de véritables fours souterrains, avec de hautes parois et un toit léger. Le moule de la brique était beaucoup plus grand qu'aujourd'hui. La boue était battue par des juments pour bien mêler le fumier, la terre et la paille de blé dont se composait le mortier.

Le premier four qui fut établi à Buenos Aires, petit four, probablement, donna les briques pour la construction de la cathédrale. Celles-ci ne devaient pas être très bonnes, ou les architectes n'étaient que des apprentis maçons, car à la grande surprise des habitants, en 1752, l'église s'écroula et il fut nécessaire d'élever celle qui existe actuellement.

Mais nous parlerons de cela si nous en avons l'occasion; pour le moment, et pour en finir avec la chronique de ce siècle en reliant quelques fils dispersés, nous ajouterons qu'en 1620, Buenos Aires fut érigé en évêché, et que le 12 Mai 1622, l'Illustrissime frère Pedro Carranza, évêque du diocèse, érigea la Matrice de Buenos Aires en Cathédrale et commença à la diriger, cette transformation ne lui fit pas perdre son caractère d'église paroissiale qu'elle avait depuis sa fondation.

XVIII^me. SIÈCLE

Pendant le long siècle précédent, le bétail, et particulièrement les bêtes à cornes, s'était reproduit merveilleusement des deux côtés du Rio de la Plata. Cet appât et aussi la grande quantité d'argent qui descendait du Pérou et de Córdoba de Tucumán, pour négocier sur ce marché, toujours bien pourvu de corroyerie, attiraient de plus en plus les navigateurs, aussi bien ceux avec une permission du roi que ceux qui étaient à la recherche d'une concession ou ceux qui étaient à l'affut d'une entrée clandestine, ce qui arrivait le pus fréquemment.

Les Vice-Rois du Pérou protestaient contre ces derniers et les douaniers de Callao et de Buenos Aires se plaignaient, mais, à la fin, ils durent céder et prendre une part de ces avantages en procédant plus libéralement.

Le commerce et la guerre, non plus avec les indiens, mais avec les portugais, occupèrent, ou mieux, continuèrent à occuper les habitants de la ville de Buenos Aires.

La Colonie du Sacrement redonnée aux portugais par le traité de 1681, fut de nouveau conquise. La guerre de la succession d'Espagne occasionnée par la mort de Charles II, dernier de la dynastie autrichienne qui était venue sur le trône de Castille avec Philippe le Beau, Jeanne la Folle, Charles Quint, Philippe II et ses successeurs, donna lieu, dans l'Amérique du sud, à une recrudescence de la lutte avec les portugais. Ceux-ci avaient pris le parti de l'Empereur d'Allemagne contre Philippe V de Bourbon, duc d'Anjou, qui reçut la couronne comme héritier de Charles II. Les hostilités ayant été ouvertes, Buenos Aires fut la Capitainerie qui fut chargée d'attaquer les colonies portugaises de cette partie du continent. A cet effet il vint des milices de Córdoba, de Santa Fe, de Corrientes et 4 000 indiens des Missions jésuitiques. Tout ce personnel s'ajouta aux sept compagnies de troupes de vétérans et de milices que comptait la ville pour sa défense, et les divers corps réunis marchèrent sur la Colonie. La place avait été fortifiée par ses défenseurs, et il ne fut pas possible de la prendre comme vingt années auparavant. Le colonel don Baltasar García Ros, qui commandait l'expédition, ordonna de faire le siège de la place qui, après six mois, dut se rendre, réduite par la famine. La Colonie retourna au pouvoir de l'Espagne en 1705, au commencement du règne d'un prince de Bourbon.

Le traité d'Utrecht, signé en 1715, donna de nouveau au Portugal la Colonie du Sacrement, mais le gouverneur de Buenos Aires, représenta à la Cour les dommages causés aux droits du roi en englobant dans la contrée remise aux portugais, les territoires de Montevideo et de Maldonado jusqu'à la mer.

La Capitainerie Générale de Buenos Aires était alors gouvernée par don Bruno Mauricio Zabala, homme notable par sa valeur et ses brillants services en Europe, et par son physique d'une beauté digne et imposante (il avait un port de prince, disent ses contemporains), et il lui manquait un bras qu'il avait glorieusement

perdu à la guerre, ce qu'il dissimulait au moyen d'un bras artificiel en argent qu'il portait toujours en écharpe.

Instruite du conflit, la Cour résolut que le brigadier Zabala fortifierait les parages de Montevideo et de Maldonado, avec les ressources que devaient lui prêter le Vice-Roi du Pérou, afin de les préserver des portugais ; et que, quant à la Colonie du Sracrement, elle s'étendrait seulement jusqu'à une distance d'une portée d'arme à feu de vingt quatre, en prenant la precaution de se servir de la poudre d'usage courant et de faire le tir au visé et non à balle perdue.

Malgré ces précautions, les portugais envoyèrent en 1723, un vaisseau pour s'emparer de Montevideo. Ils débarquèrent 200 hommes pour fortifier et défendre la position. Dès qu'il fut au courant de ce fait, le gouverneur Zabala envoya des troupes choisies pour déloger les portugais, et le réduit fut abandonné sans attendre l'attaque. Le gouverneur laissa 100 hommes sur terre et un fort détachement d'indiens guaranis, pour la défense de cette position. Sur cette base militaire, il essaya aussitôt de fonder une colonie et dans ce but il envoya diverses familles de Buenos Aires dont le total n'arrivait pas à quarante personnes. C'est l'origine de la belle ville de Montevideo, colonie porteña, qui devait plus tard devenir la capitale d'une République indépendante.

Pendant ce temps, Buenos Aires progressait, ornée des lauriers militaires et sous la pesante main d'une Cour qui ne permettait le développement d'aucume industrie, afin de ne pas porter préjudice à la péninsule ou aux autres gouvernements, ni de faire le commerce librement, pour ne pas aller contre les privilèges et les monopoles de la maison qui en avait les contrats.

La culture de la vigne et de l'olivier était prohibée et le roi put commander de détruire, comme s'il s'était agi de mauvaises herbes, diverses plantations où croissaient quelques milliers de ceps et des centaines d'oliviers, ce qui suffisait pour prouver que la terre se prêtait à ces cultures.

Depuis la plantation des arbres, jusqu'à la nourriture et au vêtement, tout était sujet à des réglementations, ce qui obligeait les habitants à vivre dans une continuelle rébellion contre des lois absurdes. Quand on n'enfreignait pas une loi en plantant un cep ou une branche d'olivier, on en violait d'autres en fumant des cigares qui ne provenaient pas des magasins du roi, en se vêtissant avec des toiles introduites par des marchands portugais, sans payer de douane, ou en se faisant servir par des nègres que les anglais avaient eu la précaution de peindre en blanc pour les introduire sans payer d'impôt.

Tout ceci a laissé des traces tellement profondes dans le caractère essentiellement porteño, qu'il est visible que les habitants de Buenos Aires ont des idées très larges en ce qui concerne les lois tyranniques ou violentes.

Mais, toutes ces restrictions ne parvenaient pas à arrêter la marche progressive de la ville, marche accentuée par l'augmentation de la population, l'amélioration continuelle des coutumes et l'aspect extérieur, chaque jour plus agréable, de ses habitants.

Azcarate du Biscay nous trace la physionomie urbaine dans la sixième décade du XVII^me. siècle. En terminant la troisième du XVIII^me. siècle, le jésuite Cattaneo nous présente un nouveau tableau à soixante années d'intervalle, où le lecteur peut se rendre compte des progrès réalisés pendant cette longue période. " Buenos Aires est la plus grande et la plus peuplée des nombreuses villes que

l'on trouve entre la Cordillère des Andes et la mer, dit-il dans une lettre datée du 20 Avril 1730. Alors que celles-ci comptent cinq ou six mille âmes, sauf Assomption qui est plus peuplée, on donne à Buenos Aires une population d'au moins seize mille âmes, dont mille espagnols européens et trois à quatre mille espagnols du pays, descendants en ligne directe de ceux qui s'établirent anciennement dans ces régions avec leurs familles et qu'il est difficile de distinguer des européens par l'esprit et les capacités. Ces derniers sont appelés créoles. Tout le reste consiste en mulâtres, métis et nègres esclaves amenés d'Afrique.

" Les maisons sont basses, d'un seul étage, la plupart fabriquées en terre crue; elles consistent, en général, en quatre murs de forme rectangulaire, sans aucune fenêtre ou quelquefois une, la lumière étant donnée par la porte. Il y a peu d'années elles étaient toutes de terre, comme je l'ai dit, et elles étaient couvertes en paille. Mais, depuis que l'un de nos frères, pour construire l'église de San Ignacio, trouva la manière de faire et de cuire les briques, cet art a été introduit dans la ville, de sorte que, où il n'y avait que le four qu'il inventa, on en compte aujourd'hui soixante de matériel ".

Avant de poursuivre, nous rectifierons les assertions du père Cattaneo, quant à la fabrication des briques, dont il attribue le premier essai à un frère de la Compagnie. Les livres capitulaires constatent que le 17 Novembre 1608, Fernando Alvarez Texero obtint une licence pour construire un four pour cuire les briques dans un certain terrain situé entre les solares de la ville et le Riachuelo.

C'est donc au dit Alvarez Texero que l'on doit l'implantation de cette industrie. De sa fabrique sortirent les premières briques et les premières tuiles qui servirent à l'édification. Il est possible que le père Cattaneo veuille parler d'un four proprement dit, souterrain, avec de fortes parois et un toit léger, car celui de Fernando Alvarez n'était qu'un petit four superficiel qu'il avait pompeusement qualifié de four sans qu'il en soit un en réalité.

" Le frère travailla de telle façon que, après que l'on eut des fours à chaux, presque tous construisirent avec des briques et de la chaux et l'on commença à voir quelques maisons de deux étages ".

Le père Gervasoni, compagnon du précédent, parle des mêmes événements dans ses lettres, et il augmente de beaucoup le nombre des habitants, qu'il fait monter à vingt quatre mille, restant conforme pour le reste. Parlant du culte divin dans l'église de la Compagnie, qui est connue sous le nom de Collège, il manifeste qu'il se fait en grande pompe, que le temple est bien décoré et qu'il est l'objet de tout le respect. Les dames qui sont habillées de la même façon qu'en Espagne, tandis que là elles s'assoient sur la terre recouverte de tapis, ici elles amènent avec elles une ou deux esclaves noires avec un tapis fleuri qui leur sert pour s'asseoir.

Il parait certain que pendant la troisième décade du XVIII^me^. siècle, on construisit les principales églises, comme Santo Domingo, San Ignacio, San Francisco, San Telmo, La Merced et la Recoleta; et cela à cause de la présence de deux célèbres architectes jésuites, Primoli et Blanqui, qui furent demandés en Europe pour diriger les travaux du Collège de la Compagnie, et ensuite ils furent contractés pour des travaux de la même catégorie et pour les levers de plans pour de nombreux autres temples de cette ville et des gouvernements limitrophes.

La cathédrale avait été élevée avec deux tours, mais elle s'écroula en 1752. Reconstruite sous la direction de l'architecte Rocha, on supprima les deux tours qui gênaient le pointage des canons de la forteresse dans cette direction.

Le style de cette église est superbe et l'on admire la hardiesse de sa construction ; mais, sa façade lisse était très laide, c'est pour cela qu'en 1822, l'ingénieur Catelin fut chargé de tracer les plans de sa façade actuelle, avec les deux colonnes représentant les apôtres et le grand tableau biblique en haut relief qu'elles supportent ; œuvre colossale qui se termina heureusement après la chute de Rozas. Pour ne pas nous écarter de notre thème, puisque nous parlons d'églises, nous ajouterons quelques mots sur la division ecclésiastique de la ville. En 1769, l'Evêque fixa à vingt mille le nombre des habitants pour demander au roi la division du municipe en six paroisses, et par une cédule royale du 8 Juillet 1770, les limites furent acceptées, et la division ecclésiastique fut faite dans les paroisses de la Cathédrale, de San Nicolás, de El Socorro, de la Piedad, de la Concepción et de Nuestra Señora de Monserrat.

Peu après cette importante disposition, la ville de Buenos Aires fut érigée en capitale du Vice-Royaume du Río de la Plata et on nomma comme premier vice-roi, don Pedro de Zeballos, hommes très capable, qui, s'il ne fit pas beaucoup pour les améliorations urbaines, contribua à accélérer l'établissement du commerce libre qui fut décrété en 1778 par le roi Charles III. L'une des grandes commotions qui secoua la ville de Buenos Aires et les autres villes importantes fut celle qui eut lieu en 1767 par l'expulsion des jésuites qui furent bannis sur l'ordre du roi, des possesions espagnoles. Leurs collèges laïcs, leurs séminaires, leurs églises et aussi leurs missions du Paraguay furent abandonnés ou remis entre las mains des frères de l'ordre de Saint François d'Assise. L'administration de leurs biens fut confiée à une assemblée appelée des Temporalités, laquelle, d'après des renseignements puisés à bonne source, ne rendit pas un compte fidèle de sa gestion, et beaucoup de ces biens s'évaporèrent dans le mystère.

Don Juan José de Vértiz vint d'Espagne en 1778, comme successeur de Zeballos ; il avait déjà gouverné précédemment la colonie.

On doit à ce Vice-Roi la fondation du Collège de San Carlos et de la maison des enfants trouvés. Il introduisit aussi l'éclairage de la ville et installa la première imprimerie. Parmi les nombreuses améliorations urbaines qui lui sont dues, il convient de citer le commencement de l'empierrement des rues.

La ville s'était accrue, et le trafic par chars et par convois de mules s'était augmenté lui aussi. Les premiers venaient de Tucumán et de Santiago et les seconds de San Juan et de Mendoza. Ces derniers consistaient en une troupe de mules chargées d'eau-de-vie, de raisins secs, de tranches d'oranges, de vins et d'olives pressées, articles tous très demandés pour la consommation du peuple.

Dans les voitures, on apportait des cuirs préparés, des peaux brutes, des couvertures de laine, des toiles de Córdoba et jusqu'à des poutres de quebracho rouge des bois de Santiago del Estero.

En traversant les rues, ces véhicules, qui étaient tous faits avec des bois durs et pesants, et recouverts de cuir, oubliaient les ordonnances en vigueur sur le point de garage et s'enlisaient dans les bourbiers. De nombreux chars restaient ainsi pendant des jours, jusqu'à ce qu'enfin, sous la traction de quinze couples de bœufs maigres, et plus, et les cris des vingt ou trente conducteurs de la troupe, l'énorme masse était tirée, craquant de partout et laissant par derrière le profond bourbier où elle était restée.

Des fois il fallait décharger le char, et alors, on voyait éparpillés dans la boue

les objets de plus de valeur de ce commerce, et les gamins de la ville s'emparaient de nombreuses friandises, qu'à l'insu des conducteurs ils enfouissaient dans leur estomac.

Les mules défilaient sur le bord des bourbiers, comme par la Cordillère des Andes, dont elles avaient la pratique des précipices, car elles faisaient aussi, à l'occasion, le trafic du Chili, et malgré leur habileté à suivre des sentiers et des chemins étroits, elles étaient nombreuses celles qui glissaient et tombaient dans le plus profond du bourbier. On sauvait la bête et souvent il restait dans la fange quelque caisse de raisins défoncée que se disputaient aussitôt les poules et les pigeons, non sans que prennent part au festin les rats, que Saint Simon et Saint Judas, protecteurs de la ville contre cette plaie, laissaient se reproduire d'une façon extraordinaire.

Les rues de Buenos Aires en 1780, étaient ce que peut s'imaginer le lecteur par ce qui précède, et il semble que le Cabildo était aveugle ou que la coutume faisait qu'elles étaient indifférentes et abandonnées. Le fait est qu'il revient à Vértiz l'honneur d'avoir pris à cœur la question de la propreté de la ville et de l'arrangement des rues les plus centrales, aidé dans cette grande tâche par l'Intendant de la province, don Francisco de Paula Sanz et l'ingénieur Mosquera.

Pour tout cela, le Cabildo faisait le sourd et il appliquait la théorie madrilègne en disant que les miasmes des ordures, des bourbiers et des animaux crevés, servaient à Buenos Aires à tempérer les rigueurs du pampero et ses pernicieux effets, comme à Madrid ces émanations contribuaient à modifier les effets meurtriers des vents du Guadarrama. Mais, Vértiz, passant par dessus ces ridicules idées de hameau, traita les habitants de Buenos Aires comme des enfants et il leur donna de la propreté malgré eux et pour leur bien. La ville sale et boueuse, où journellement on faisait une cérémonie d'église pour demander à quelque saint sa protection contre les reptiles, qui étaient le produit logique des ordures, sortit belle et rajeunie des mains de ce Vice-Roi hygiéniste.

On arrangea les courants, distribuant les eaux pluviales, entre ceux du nord et ceux du sud, on supprima quelques ravines et on combla un bon nombre de fossés. Ainsi on prépara graduellement le sol pour recevoir l'empierrement. Le Cabildo trouvait toujours qu'il était trop onéreux et trop difficile de la faire, mais le vice-roi disposa que l'on empierrerait d'abord les carrefours, ce qui fut fait, et ce qui fit disparaître les bourbiers de ces endroits où ils étaient le plus dangereux. Ensuite, on construisit les trottoirs et on plaça des poteaux pour les garantir des roues et des chevaux.

Comme les chars de transit, arrangés pour une charge de deux cents arrobes, étaient ceux qui défonçaient le plus les rues, on leur indiqua un nouveau garage dans le bas du Retiro, le même que pour les convois de mules qui stationnaient depuis la tranchée de Matorras jusqu'à la Recoleta, et on installa une petite douane pour percevoir l'impôt de consommation dont le Cabildo frappait les articles introduits des autres gouvernements.

Pour que l'ont ait une idée de ce qui se faisait dans les rues de Buenos Aires, nous allons reproduire l'édit qui défendit la continuation de ces usages: Il est interdit de jeter à la rue des ordures par les portes ou les fenêtres, sous peine d'une amende de vingt piastres.

La même peine frappera celui qui déposera des animaux morts sur la voie.

Celui qui transportera des ordures ou des ossements, dans des cuirs et à dos de cheval ou de mule verra le cheval ou la mule confisqué en faveur du fisc. Tout cheval qui sera rencontré attaché à un poteau ou à la grille d'une fenêtre sera saisi par les députés ou les justiciers, premiers agents qui furent établis pour faire accomplir les édits de l'Intendant.

Cette ordonnance disposait en outre, que les pulperos ne casseraient pas leur bois à la porte de leurs maisons. Comme étant très frappant, nous reproduirons intégralemente l'article neuf qui disait: " Aucun menuisier, charron, forgeron ou autre artisan ne peut installer dans le rue ses établis, ses instruments ou toute autre chose pour travailler, car ils doivent le faire à l'intérieur de leurs propres maisons sans empêcher le passage du ruisseau ni des chaussées qui doivent toujours rester libres pour ceux qui les traversent ".

Les travaux une fois commencés, soit sous la direction de l'ingénieur Mosquera, soit sous celle du général don Custodio de Saa y Faria, les habitants commencèrent à sentir les bienfaits de la propreté, et ils contribuèrent efficacement à la réalisation d'améliorations aussi importantes. La ville présenta alors un aspect plus propre et plus beau, et en ne permettant pas de parcourir ses rues à d'autres véhicules qu'aux petites charrettes légères du trafic, on put conserver assez longtemps le nouveau pavement dans un état convenable de solidité.

L'événement qui remua le plus la ville à cette époque, fut la loi de la liberté du commerce, avec laquelle le roi Charles III voulut favoriser les américains et sa propre nation. Cette loi que l'on regardait comme la source de la richesse coloniale, étant donnés les idées et le rigorisme qui existaient depuis Charles I, dont les idées s'étaient perpétuées dans la législation des Indes, ne fut cependant pas aussi avantageuse qu'on le croyait au début. La loi de la liberté du commerce renfermait des imperfections dans le sens littéral du mot, en même temps que la réglementation était remplie de difficultés, et les droits sur les marchandises étrangères étaient si élevés qu'il n'était pas possible d'en tirer quelque profit, après avoir déduit les frais et étant considérés les risques d'une si longue navigation. La vérité est que l'article vingt-deux libérait d'impôts douaniers, pour une durée de dix ans, les tissus procédant directement de l'Espagne, et l'article trente trois disposait que les patrons de navires et d'embarcations de construction nationale jouiraient du même bénéfice lorsqu'ils seraient exclusivement chargés de produits espagnols. Mais, de cette façon, la loi n'avait pas une grande valeur pour une nation qui, manquant de fabriques, se voyait obligée de se pourvoir sur les marchés d'Angleterre ou de France, pour ce qui était nécessaire à sa propre consommation et pour les marchandises de commerce que ses navires devaient conduire aux Indes.

Ce commerce libre n'était pas autre chose que la liberté donnée aux principaux ports de la péninsule de commercer avec les colonies, mettant fin au monopole de ce trafic qui, jusqu'alors était entre les mains de la maison de Séville qui en avait passé le contrat. Les étrangers, c'est-à-dire les pavillons marchands des autres puissances furent exclus et même, avec des peines plus rigoureuses qu'auparavant pour leur commerce. Cela devait produire des violences et mettre en péril la sécurité des possessions, en disputant à l'Espagne la prédominance dans le continent austral et, si c'était possible, arrachant quelqu'un de ses riches établissements.

Les campagnes maritimes de l'Angleterre commençèrent par l'attaque des côtes de Vénézuéla, sous le pavillon royal, et quoique la lutte eut cessé et que cette puissance eut fait alliance avec l'Espagne après la Révolution Française de 1789, elle n'abandonna pas ses projets et elle avait déjà jeté les yeux sur la ville de Buenos Aires.

La rente qu'à la fin de ce XVIII^me^. siècle, produisait sa douane, était un indice de son important mouvement commercial et autorisait la convoitise des états commerçants européens. De 1791 à 1795, il s'était élevé à deux millions de piastres d'argent. Un commerce où l'impôt s'élevait annuellement à quatre cent mille piastres, sans compter ce qui était passé en contrebande et qui représentait une valeur égale, devait réveiller la fièvre aurifère des intrépides anglais, qui étaient les plus audacieux, et qui, comme nous le verrons plus loin, ne manquèrent pas l'occasion de disputer à l'Espagne la domination de cette colonie.

Ainsi, le XVIII^me^. siècle se terminait plein d'expectatives. La ville remise à ses occupations industrieuses, aspirait dans l'atmosphère les éffluves d'une existence plus libre et d'une scène plus ample pour la pensée. En mourant, ce siècle laissait entrevoir dans le lointain l'aurore brillante de nouvelles destinées.

XIX^me^. SIÈCLE

PREMIÈRE DÉCADE

Le dix-neuvième siècle apparait et avec lui commencent les grands événements qui devaient, en peu d'années, transformer la ville de Buenos Aires. Ses places et ses rues allaient bientôt être le théâtre d'événements d'une importance capitale. La vie coloniale s'écoulait au milieu d'une parfaite tranquillité, regardant fixement, quoique d'une façon distraite, les secousses extraordinaires qui passaient sur l'Europe, et en particulier sur la Péninsule Ibérique dont dépendaient les argentins.

Le Vice-Royaume était gouverné en 1806 par le Marquis de Sobremonte, et cela suffit pour caractériser l'état de quiétude du pays, car il n'y avait rien de plus insignifiant que cette personnalité sans mérite, arrivée au pouvoir par sa courtisanerie, les recommandations et les intrigues du palais. La ville avait alors un théâtre et une place de taureaux. Dans le premier on représentait des comédies espagnoles interprétées par quelques comiques professionnels qui ne craignaient pas de faire la traversée, ou par des amateurs de la ville qui estropiaient les œuvres de Calderón et même celles de Lope et de Moreto avec une arrogante désinvolture, faisant les délices des messieurs du Fort, des officiers de la garnison et des commerçants enrichis. Pour donner une idée de ce théâtre, qu'il nous suffise de dire que l'éclairage, lorsqu'il y avait fête de gala était fait avec des bougies de

suif, et dans les cas ordinaires, on se passait avec des lampes de boue alimentées avec de l'huile de cheval.

La place de taureaux qui, tout d'abord occupait la petite place actuelle Général Belgrano, où sous le nom de " calle del Pecado " (rue du péché) on conserve la brèche par où entraient les victimes cornues, fut transportée, parce qu'elle avait une situation trop centrale, sur la grande place du Retiro, extra muros et ne faisant pas alors partie du centre de population de Buenos-Ayres.

Comédie et taureaux donnaient la synthèse du caractère espagnol transplanté dans les colonies, et tandis que le peuple de Madrid ne demandait pour son bonheur que " pan y toros " ici où le pain était en surabondance, la formule était différente, parlant des paresseux courtisans du vice-roi, qui ne s'occupaient que de faire fructifier leurs emplois au milieu de ces plaisirs et des traditionnelles processions qui, portant les saints couverts d'or et de pierreries, traversaient presque journellement les rues les plus praticables de la ville.

Le marquis de Sobremonte reçut la nouvelle qu'une escadre anglaise se trouvait dans le port de Santa Maria avec l'intention de conquérir le Vice-Royaume, à la Comédie où il se trouvait avec toute sa famille et ses courtisans.

Le cri de *Anibal ad portas*, ne trouva pas chez ce vice-roi le cœur d'un romain, et, n'écoutant que ses instincts de lièvre, il s'enfuit en toute hâte et se réfugia dans la ville de Córdoba, centre de ses anciennes relations, car il avait été Intendant de cette province.

C'était dans la nuit du 24 Juin 1806. A l'aube du jour suivant, on vit dans la rade neuf vaisseaux anglais faisant face à la ville. A leur vue, on arbora le drapeau espagnol sur le Fort et on battit la générale. A cet appel, de nombreux habitants de la ville se réunirent décidés à se défendre contre l'envahisseur.

Les milices organisées d'infanterie et de cavalerie coururent en toute hâte à leurs quartiers respectifs, quoique, pour le moment, leurs services ne fussent pas nécessaires, car les navires se retirèrent vers Quilmes où ils jetèrent l'ancre.

Le jour suivant, 26, commença le débarquement, et le 27, après une faible résistence d'un détachement qui sortit de la ville pour les arrêter, les anglais pénétrèrent jusqu'à la forteresse qui ouvrit ses portes sans tirer un coup de fusil.

La première mesure du général Beresford, chef de l'expédition, fut de commander de faire revenir les fonds que Sobremonte emportait, ce qui fut fait après les menaces les plus énergiques.

Surpris par ce coup, les habitants ne se rendirent pas compte, tout d'abord, de l'audacieuse tentative des anglais, et ceux-ci n'avaient pas mesuré l'énormité de leur entreprise, alors qu'il s'agissait d'un vice-royaume aussi étendu, aussi riche et, par conséquent, aussi abondant en ressources et en moyens de défense, étant donné que, sans quitter la terre, on pouvait communiquer avec la place de Montevideo, avec le Paraguay et avec les gouvernements du Chili et du Pérou.

Les envahisseurs purent bientôt s'apercevoir de leur témérité. Le général Beresford nota bien vite les symptômes d'un soulèvement. Liniers à Montevideo et Pueyrredón dans la campagne de San Isidro organisaient, celui-là une escadrille avec de l'artillerie et des hommes de débarquement et celui-ci, un corps de cavalerie qu'il entretenait de ses propres deniers. Le 31 Juillet, quelques compagnies du régiment 71 sortirent pour battre et disperser la réunion des gens que rassemblait Pueyrredón dans le village de Perdriel, à quatre lieues de Buenos Aires, ce qui



ARRIBEÑOS

9 compagnies de 60 hommes chacune.

Epoque de la défense de Buenos-Ayres, contre l'invasion anglaise.—Année 1807

fut fait facilement, malgré la belle conduite des gauchos volontaires et de leur chef, qui firent montre d'un grand courage, laissant voir ce que serait plus tard la cavalerie du Rio de la Plata.

A la nouvelle du désastre de Perdriel, Liniers activa ses préparatifs et le 4 Août il débarquait à San Fernando avec mille cinquante hommes et quelques canons.

Réuni à Pueyrredón, il marcha sur la ville pendant le déchainement d'une forte tempête. Connaissant cette marche, Beresford se prépara à la défense, mais ses sacrifices et son courage furent vains. Le 10 Août les hostilités commençèrent, et le 12, après d'héroïques et sanglants combats, livrés au milieu de la boue des rues, les " reconquistadores " restèrent victorieux au centre de la ville. La population avait, elle aussi, contribué au triomphe. Plus de cinq cents cadavres, des deux camps, étaient étendus dans les rues et montraient l'acharnement de la lutte.

Liniers aussi bien que Pueyrredón se couvrirent de gloire et ils prirent la Légion britannique; le léopard anglais fut arraché du Fort et remplacé par le vieux lion de Castille qui revint s'asseoir à sa place.

Les anglais anéantis par la reconquête, se reprirent aussitôt, et avec plus de force et des éléments plus nombreux, ils revinrent sur Buenos Aires à la fin de Juin 1807. Cette fois, l'expédition était commandée par le général Witelocke et l'escadre par le contre-amiral Murray. Les troupes de débarquement comprenaient plus de onze mille hommes des trois armes. La ville était défendue par huit mille cinq cents hommes et cent pièces d'artillerie.

Cette milice était composée des divers corps organisés par le général Liniers, sous les dénominations de Patricios, Hussards de Pueyrredón, Artilleurs de l'Union, Pardos et Morenos, Grenadiers de Terrada, Arribeños et de diverses compagnies portant les noms des diverses provinces espagnoles d'où les soldats étaient originaires.

Les divers régiments se distinguaient par la forme et les couleurs des uniformes, comme l'indiquent les planches, ce qui donnait aux troupes, relativement jeunes, tout l'aspect de vétérans aguerris, très capables d'en imposer aux envahisseurs.

A partir du 2 Juillet, les combats commencèrent avec des alternatives de succès et de revers, et le 5 eut lieu le grand assaut de la place, donné par toute l'armée anglaise.

Le succès de la journée ne répondit pas au courage déployé par les insulaires et s'ils obtinrent des avantages relatifs dans les premières heures du matin, à la tombée de la nuit, ils se trouvaient accablés par l'intrépidité des défenseurs et l'expédition était littéralement perdue.

Le général Crawfurd, qui commandait l'aile droite anglaise, était tombé prisonnier et sa division enfermée dans l'église de Santo Domingo, des bataillons étaient arrêtés dans les rues sous le feu meurtrier des patriotes.

Peu après, les journaux anglais parlant de l'héroïsme de la défense, disaient:

" Il est bien certain qu'une population comme celle de Buenos Aires animée par ses premiers succès et par une haine nationale, a pu résister à un coup de main. Chaque maison était une forteresse et chaque rue un retranchement. Un tel peuple doit être invincible. Une chose est d'attaquer une garnison, et c'en est une autre d'assaillir un homme dans sa propre maison. S'il y a du courage chez les hommes, il doit se manifester dans de telles circonstances ".

Les anglais vaincus, se résignèrent à traiter avec les défenseurs, et le 7 Juillet 1807, les deux généraux ennemis et le contre-amiral Murray signèrent les accords par lesquels, les troupes anglaises devaient, non seulement abandonner les eaux du Río de la Plata, mais, dans un terme de quatre mois, elles devaient remettre la place de Montevideo dont elles s'étaient emparées.

Ces prouesses firent que Buenos Aires obtint du roi le titre d'Excellence et les membres du Cabildo la seigneurie, et ces honneurs furent étendus à la Royale Audience et aux braves officiers de la défense, et, par conséquent, à Liniers qui fut nommé Maréchal et Vice-Roi intérimaire.

L'Assemblée, qui avait pris une si belle part à la défense et dont l'alcalde de premier vote, don Martín de Alzaga fut l'âme, voulut se distinguer après le triomphe par des actes de philanthropie et de libéralisme qui furent pour cette corporation la plus belle couronne que l'on put placer sur la tête du peuple victorieux.

Entouré d'égards, il improvisa des ressources pour de multiples et urgentes nécessités, et il n'oublia pas les esclaves qui, avec une grande intrépidité s'étaient battus aux côtés de leurs maitres ou dans les rangs des " pardos " et " morenos ", et il résolut d'affranchir par un acte public et par tirage au sort, vingt cinq esclaves et cinq au choix.

La cérémonie eut lieu un jour de Novembre sur la place de la Victoire, au pied des balcons du Cabildo, où l'on monta une estrade pour les autorités.

Diverses compagnies des corps urbains et deux escadrons de hussards firent la parade, donnant de la solennité à la fête qui fut rehaussée par les musiques militaires.

Une foule inmense remplissait l'enceinte, animée et joyeuse, et dont le délire arriva à son comble lorsque le notaire du Cabildo, s'approchant des capitulaires, dit que divers corps de volontaires offraient la liberté à vingt esclaves de plus.

En entendant cette proposition au milieu des applaudissements de la multitude, Liniers, qui présidait la cérémonie, se leva de son siège et dit: que le souverain n'était pas moins libéral que le peuple et que, en son nom, il accordait aussi la liberté à vingt cinq noirs, vingt au sort et cinq au choix; et que, lui-même, en libérait un pour son compte. Deux citoyens se présentèrent ensuite, offrant chacun le rachat d'un esclave, ce qui porta à soixante dix le nombre de ceux qui obtinrent en ce jour le titre d'hommes libres.

Toute l'année 1808 se passa dans une tranquillité relative, mais au milieu de cette apparente quiétude, fermentaient les passions du peuple, et elles firent explosion le 1er. Janvier, sur la même place où nous venons de voir se dérouler un si bel acte.

C'étaient des questions de prépondérance entre les espagnols et les créoles, représentés, ceux-là, par les auditeurs de l'Audience unis aux alcaldes, et ceux-ci, par Liniers qui exerçait les fonctions de Vice-Roi intérimaire du Río de la Plata. Les corps de la garnison composés de soldats originaires d'Espagne, étaient pour l'Audience et demandaient que celle-ci gouvernât à la place de Liniers, tandis que les patriotes commandés par Saavedra et les autres américains soutenaient fermement le Vice-Roi.

Dans la matinée du dit jour, les espagnols s'en furent sur la place, soutenus par l'Alcalde de premier vote, les auditeurs et l'Evêque, et surprenant le Vice Roi



PATRICIOS

23 compagnies de 50 hommes chacune.

Epoque de la défense de Buenos-Ayres, contra l'invasion anglaise.—Année 1807.

par leur attitude, ils étaient sur le point de lui arracher sa démission, lorsque, les patriotes ayant appris ce qui se passait, coururent en armes vers la place et rétablirent l'autorité vacillante de Liniers.

Les espagnols se retirèrent et le calme se rétablit; Alzaga et les membres du Cabildo, ainsi que les auditeurs qui avaient dirigé cette malheureuse révolution furent envoyés en exil à Patagones.

Ces mésintelligences entre les différents pouvoirs de la colonie étaient encouragées de Montevideo par le gouverneur Elio, qui voulait à toute force la chute de Liniers, ce qu'il obtint plus tard de la Junte gouvernementale d'Espagne.

Prêtant l'oreille à ses dénonciations, on nomma comme Vice-Roi de ces provinces, don Baltasar de Cisneros. Ce personnage rempli de craintes non fondées par ce gouverneur, s'arrêta à la Colonia del Sacramento et exigea que les corporations y vinssent lui rendre hommage et lui baiser la main.

Aprè cet acte, il se dirigea sur Buenos Aires où il arriva le 29 Juillet 1809.

Peu après eut lieu sous son gouvernement, la fameuse controverse relative au commerce libre avec les étrangers. Le corps des commerçants espagnols patronné par le docteur Agüero, soutenait qu'il n'était pas convenable d'ouvrir le trafic aux étrangers, parce que c'était contraire aux lois et aux intérêts de la monarchie.

Les propriétaires, qui étaient tous fils de Buenos Aires et qui ne pouvaient vendre une grande partie des cuirs qu'ils avaient en dépôt, nommèrent le docteur don Mariano Moreno pour représenter devant le Vice-Roi le bénéfice qu'il y aurait à ouvrir le port aux anglais, pour faire le commerce avec eux, recevant les marchandises européennes qu'ils apportaient dans leurs navires et leur vendant, en échange, les produits du pays.

Le Vice-Roi, faisant droit à la solidité des arguments avec lesquels le docteur Moreno défendait les intérêts de ses clients, qui étaient ceux du peuple, concéda l'ouverture du port. Cette libérale disposition fit affluer en abondance les articles les plus nécessaires à la consommation ainsi que le numéraire, car les droits d'entrée ainsi que les soldes commerciaux se faisaient en or métallique.

L'occupation de la péninsule par les français et la captivité de Ferdinand VII préoccupaient alors beaucoup les habitants de Buenos Aires, tout était en effervescence et des manifestations se faisaient contre la domination éventuelle des français dans le Río de la Plata; mais, sous ces signes de fidélité à la cour et de respect à la couronne, se montraient d'autres tendances.

Les esprits inoccupés notaient déjà chez quelques fils du pays, de vagues idées d'indépendance.

Avant de traiter cet événement, qui devait convertir la ville de Buenos Aires en la Métropole d'une nouvelle nation, nous dirons quelques mots sur ce que fit de profitable le Vice-Roi Cisneros pendant son court gouvernement.

La división de la ville en " cuarteles " et " barrios ", qui était résolue depuis 1794, fut faite en 1809.

Il y eut cinq cuarteles et vingt barrios. Cette répartition était surtout pour l'administration de la justice criminelle. Chacun des cuarteles avait un juge criminel pour juger les causes qui en relevaient, et chaque barrio un alcalde de barrio, dont l'objet principal consistait à prévenir les délits, à désarmer ceux qui portaient des armes prohibées, surveillant à cet effet les cafés, les billards

et les "pulperías", agissant toujours pour le bien de l'ordre et de la justice. Ce fut la police urbaine dans sa seconde application, car au moment de la publication de son édit, le Vice-Roi se servait des alcaldes de barrio comme agents secrets pour connaître le mouvement des opinions et ce qui se disait sur la politique dans les lieux publics. Cette organisation des alcaldes de cuartel et de barrio subsista longtemps, même lors de la création du Département de Police, avec ses commissaires et la nomination des juges de paix, le caractère des alcaldes de barrio fut d'ordre civil et celui de simples subalternes de la justice pour les petites causes, ils conservaient le sabre antique et sans fourreau comme signe distinctif de leurs anciennes fonctions policières.

La révolution du 25 Mai 1810 est l'événement le plus saillant et qui appelle le plus l'attention, de la première décade du XIXme. siècle.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette chronique de parler des événements qui l'avaient préparée, qu'il nous suffise d'exposer les faits sous la forme claire et éloquente de leur manifestation, en transcrivant à cet effet, comme le document le plus classique et la synthèse la plus correcte, l'acte élaboré par le Cabildo en ce jour mémorable:

"Dans la très noble et très loyale ville de la Santísima Trinidad, port de Santa María de Buenos Aires, le 25 Mai 1810: ces messieurs de l'Excme. Cabildo, de la Justice et du Conseil, à savoir: don Juan J. de Lezica et don Martín G. Yaniz, Alcaldes ordinaires de premier et de second vote: les Echevins don Manuel Mansilla, Alguacil major, don Manuel Ocampo, don Juan de Llanos, don Jaime Nadal y Guarda, don Andrés Domínguez, don Tomás Manuel de Anchorena, don Santiago Gutiérrez et le docteur don Julián de Leiva, Procureur Syndic Général: ayant pris connaissance d'une pétition adressée à cet Excme. Cabildo par un nombre considérable de citoyens, les commandants et divers officiers des corps volontaires de cette capitale, en leur nom et au nom du peuple; dans laquelle ils ont compris que la volonté de celui-ci résiste à la Junte et aux Membres que cette Excme. Assemblée nomma et décréta en conséquence des facultés qui lui furents conférées dans le Cabildo ouvert le 22 courant; et parce que le peuple peut, ayant assumé l'autorité et les facultés qu'il avait conférées au Cabildo, et moyennant la démission donnée par M. le Président nommé et les autres membres, dissoudre et considérer comme non avenue la Junte nommée et publiée par l'ordonnance d'hier 24 courant; la révoque et l'annule: et veut que cet Excme. Cabildo procède à une nouvelle élection de membres qui doivent constituer la Junte de Gouvernement, et qui doivent être, M. don Cornelio de Saavedra, Président de la dite Junte et Commandant Général d'Armes, le docteur don Juan José Castelli, le docteur don Manuel Belgrano, don Miguel Azcuénaga, docteur don Manuel Alberti, don Domingo Matheu, et don Juan Larrea, et Secrétaires, les docteurs don Juan José Paso et don Mariano Moreno: cette élection devra être annoncée au peuple au moyen d'une autre ordonnance publique, étant bien entendu que, la Junte installée, on devra organiser une expédition de 500 hommes dans le terme de 15 jours pour venir en aide aux provinces intérieures du royaume, laquelle expédition devra marcher aussitôt que possible, soutenue au moyen des traitements de l'Excme. Sr. D. Baltasar Hidalgo de Cisneros, des Tribunaux de la Royale Audience et des Comptes, de la Rente des tabacs, avec le surplus que la Junte jugera à propos de distraire; étant bien entendu que les individus rentés ne doivent pas être



HUSSARDS DE PUEYRREDON

4 compagnies de 51 hommes chacune.

Epoque de la défense de Buenos-Ayres, contre l'invasion anglaise.—Année 1807.

absolument tenus à l'écart, car c'est la volonté manifeste du peuple. Et ces messieurs étant sortis au balcon de ces maisons capitulaires et ayant entendu que le peuple ratifiait par acclamation le contenu de la dite demande ou pétition, après que j'eus lu à haute et intelligible voix, décidèrent: qu'ils devaient commander, comme de fait ils commandaient de nommer une nouvelle Junte de Gouvernement, composée des messieurs indiqués et dans les mêmes termes tandis que serait composée la Junte Générale du vice-royaume. Secondo, que les messieurs formant la précédente corporation comparaissent en toute diligence dans cette Salle Capitulaire pour prêter le serment de remplir leurs charges fidèlement et avec honneur, de conserver l'intégrité de cette partie des possesions d'Amérique à notre cher Souverain D. Ferdinand VII et à ses légitimes successeurs, et d'observer ponctuellement les lois du royaume. En troisième lieu, qu'aussitôt après que les dits messieurs auront prêté le serment, ils soient reconnus comme dépositaires de l'autorité supérieure du Vice-Royaume par toutes les corporations de cette capitale et de ses alentours, respectant et obéissant à toutes leurs dispositions, jusqu'à la réunion de la Junte Générale du Vice-Royaume, sous les peines imposées par les lois aux contrevenants. 4.° Que la Junte doit nommer celui qui doit occuper toute place vacante par démission, mort, absence, maladie ou destitution. 5.° Que, quoiqu'on se trouve complètement satisfait de la belle conduite et des bons procédés des messieurs mentionnés, néanmoins, pour la satisfaction du peuple, on réserve aussi de surveiller attentivement leurs fonctions, et au cas, qui ne se produira pas il faut l'espérer, où ils manqueraient à leurs devoirs, il serait procédé à leur destitution pour cause suffisante et justifiée, dans ce seul cas, l'Excme. Cabildo réassumera l'autorité que lui a conférée le peuple. 6.° Que la nouvelle Junte doit veiller sur l'ordre et la tranquillité publiques, et sur la sécurité individuelle de tous les habitants, s'en rendant, comme elle le fait dès à présent responsable. 7.° Que les dites personnes qui composent la Junte provisoire, soient exclues du pouvoir judiciaire, lequel reviendra à la Royale Audience, à qui l'on passera toutes les causes contentieuses qui ne sont pas de gouvernement. 8.° Que cette Junte doit publier tous les premiers du mois, un état rendant compte de l'administration des Finances Royales. 9.° Que l'on ne peut imposer des contributions ou charges au peuple, sans consultation préalable et sans le consentement de cet Excme. Cabildo 10.° Que les dites personnes envoient sans perdre de temps, des ordres circulaires aux chefs de l'intérieur et aux autres à qui il est utile, les chargeant tout spécialement et sous leur responsabilité, de faire que les Cabildos respectifs convoquent au moyen de lettres les plus notables et les plus intelligents des citoyens, pour que, étant formés en Congrès, ils élisent leurs représentants, lesquels devront se réunir dans cette capitale le plus vite possible pour établir la forme de gouvernement qu'ils jugeront le plus convenable. 11.° Que le Représentant de chaque ville ou village ainsi élu, devra recevoir en public son pouvoir de la part des électeurs comme des individus capitulaires, afin qu'en arrivant dans cette capitale ces pouvoirs puissent être vérifiés; ce pouvoir devra comprendre le serment de ne reconnaître d'autre roi que Ferdinand VII ou ses légitimes successeurs, selon l'ordre établi par les lois, et se subordonner au gouvernement qui les représente. Ces chapitres devront être observés et mis en pratique d'une manière précise et stricte; laissant à la prudence et à la discrétion de la Junte la faculté de prendre les mesures les plus appropriées pour les effets de l'article dix ainsi que pour ce qui

se rapporte au traitement, aux honneurs et aux distinctions du corps et de ses membres. Pour que cet acte soit mis à la connaissance de tous, on le publiera immédiatement dans un édit, et on l'affichera dans les lieux ordinaires. Et l'acte fut signé, ce dont je fais foi, de: Juan José Lezica, Martín Gregorio Yániz, Manuel Mansilla, Manuel José de Ocampo, Juan de Llano, Jaime Nadal y Guarda, Andrés Domínguez, Tomás Manuel de Anchorena, Santiago Gutiérrez, Docteur Julián de Leiva. — Licencié *D. Justo José Núñez,* Notaire public et du Cabildo.

Après la Révolution de Mai, l'expédition destinée au Haut Pérou s'apprêta dans la ville, et le 7 Novembre elle remporta la glorieuse victoire de Suipacha, recueillant les premiers lauriers et les premiers trophées de la guerre de l'indépendance.

Un autre événement qui arriva en conséquence de la Révolution, fut l'apparition du premier périodique politique qui ait été vu dans ces pays: *La Gaceta de Buenos Aires,* rédigée par le docteur Mariano Moreno, l'un des hommes les plus cultivés de la Révolution Argentine. *La Gaceta* peut être considérée comme l'évangile de ce mouvement grandiose qui donna à l'Amérique espagnole l'intelligence consciente de ses destinées.

SECONDE DÉCADE

Avec l'année 1811 commençèrent les discordes intestines et les luttes civiles entre argentins.

Le docteur Lucio Vicente López dit quelque part dans ses écrits, que le 6 Avril de cette année, on posa la première pierre de la Pyramide de Mai, qui s'élève modestement, mais respectée et aimée, sur la place de Mai, et que le matin de ce même jour, eut lieu sur la même place, la levée des amis du président Saavedra contre les patriotes, et que les citoyens qui s'étaient le plus distingués dans la Révolution de Mai, furent bannis; parmi eux se trouvaient: Azcuénaga, Larrea, Peña, Vieytes, French, Beruti, Donado, Posadas et autres, et on plaça dans les postes principaux des hommes inconnus et sans passé.

Le docteur Campana, l'un des directeurs du mouvement, occupa le poste vacant de Sécrétaire de Gouvernement.

Ainsi commencèrent les factions avant qu'il y eut des partis politiques. Le gouvernement de la Junte rendu impossible par l'incorporation des députés des provinces, tandis que dans la ville les partisans du président Saavedra attaquaient les amis du malheureux Moreno, qui mourut prématurément pendant ces jours; les autorités de Montevideo, hostiles au Gouvernement de Buenos Aires, ne manquèrent pas l'occasion de commencer les hostilités, et comme la ville n'avait pas d'escadre à son service, elle se vit exposée aux attaques des marins de cette place. Pendant la nuit du 15 Juillet, vers dix heures, les habitants de la Capitale souffrirent un bombardement dirigé du canal intérieur par cinq petits navires aux ordres du commandant Michelena. Ceux-ci envoyèrent environ quarante bombes et quelques balles rases qui causèrent des dégâts.



CHASSEURS DE CORRIENTES

1 compagnie de 85 hommes.

Epoque de la défense de Buenos-Ayres, contre l'invasion anglaise.—Année 1807.

Quelques habitants effrayés par une telle attaque, sortirent avec leurs familles, à moitié vêtus, recherchant le salut dans la campagne voisine. Il est bon de dire que dans les rues, tout était confusion et désordre tant que dura le feu.

Le 23 Septembre, le personnel du gouvernement fut modifié, et on nomma un Pouvoir Exécutif composé de trois personnes, et la Junte Provisoire cessa ses fonctions, continuant à vivre sous le nom de Junte Conservatrice.

Ce changement fit revenir les exilés d'Avril, mais la ville ne recouvra pas la tranquillité.

Avant de terminer l'année, le 7 Décembre, les patriotes se soulevèrent à l'instigation des amis de l'ex-président Saavedra, leur ancien chef. Le prétexte invoqué par les révoltés, fut l'ordre que leur avait donné le colonel Belgrano, leur nouveau commandant, de se couper la tresse naturelle que tous portaient comme coutume ou mode de l'époque.

Comme les mutins ne cédaient pas aux proclamations du gouvernement, on commanda d'attaquer leur quartiers, et alors voyant qu'ils mourraient tous s'ils ne se rendaient pas, ils déposèrent les armes.

On en fusilla onze, sergents, caporaux et hommes de troupe, et les membres de la Junte ayant été obligés de sortir de la ville dans les vingt quatre heures, le calme se rétablit.

Ces mesures énergiques furent prises par le Ministre de la guerre, don Bernardino Rivadavia, qui depuis lors, se fit admirer par la fermeté de son caractère et son amour de l'ordre.

Tandis que les patriotes se battaient entre eux, les espagnols avaient préparé une contre révolution qui devait éclater le 5 Juillet 1812, dirigée par l'ancien alcalde de premier vote, don Martin de Alzaga. L'odieuse trame qui devait coûter la vie aux principaux citoyens et enlever le pouvoir aux argentins, ayant été découverte, son instigateur et ses principaux complices furent arrêtés. Jugés par un Tribunal de Salut Public, trente huit des conjurés furent condamnés à mort et fusillés.

Celui qui dénonça la conspiration, un nègre du nom de Ventura, obtint du Gouvernement, en même temps que le décret et le paiement de sa carte d'homme libre, un écu portant l'inscription: *Por fiel á la patria*, la solde de soldat de ligne avec le droit de porter un sabre pour sa défense personnelle.

Le triumvirat n'avait pas réussi à ramener l'ordre dans le gouvernement et le peuple était mécontent. L'espoir d'avoir un Congrès qui donnerait une constitution à l'Etat diminuait de jour en jour. Pour changer cette marche des affaires, une révolution fut préparée entre la Loge Lautaro, la Société Patriotique et les chefs de la garnison. Cette révolution éclata le 8 Octobre 1812, commandée par le colonel San Martin, le major Alvear, le commandant Pinto et le docteur Monteagudo.

Les révolutionnaires réunis sur la place de la Victoire demandèrent la destitution du Pouvoir Exécutif, ce qui fut accordé, et ce pouvoir fut ensuite organisé par Juan José Paso, Nicolás Rodríguez Peña et Antonio Alvarez Jonte, qui convoquèrent l'Assemblée Générale des villes, laquelle se réunit le 31 Janvier 1813.

Les premières dispositions de l'Assemblée déclarèrent libres tous ceux qui, à partir de ce jour, naitraient sur le sol des Provinces Unies, ainsi que tous les esclaves introduits de l'étranger, étant émancipés de la servitude par le seul fait de mettre le pied sur le sol argentin.

L'Assemblée de l'année 1813 n'édicta pas la Constitution et ne déclara pas l'indépendance, comme l'espérait le peuple, elle organisa l'Etat administrativement et judiciairement, elle créa l'écu national et, d'après certains, le drapeau bleu et blanc que les congrès suivants ratifièrent. Par ses résolutions, le Pouvoir Exécutif se modifia en créant le Directoire Unipersonnel. Don Gervasio Posadas fut élu premier Directeur des Provinces Unies le 22 Janvier 1814. Au mois de Juin de cette année, le général Alvear prit la place de Montevideo qui était assiégée par l'armée argentine et le port bloqué par l'escadrille de Brown, et peu de jours après il se présenta dans l'enceinte de l'Assemblée avec les drapeaux et les trophées de cette conquête pour laquelle il fut chaudement félicité. Il mérita plus tard, lors de la démission de Posadas, le 9 Janvier 1815, d'être désigné comme Directeur pour finir la période.

Alvear ne rencontra pas de sympathie dans l'armée et dans les populations, et malgré ses efforts, il ne put se rendre maître d'une révolution de l'armée, et il fut banni avec ses amis, trois mois après être monté au pouvoir.

Le Congrès réuni dans la ville de Tucumán déclara l'indépendance des provinces Unies le 9 Juillet 1816.

Pueyrredón, nommé Directeur, ordonna le serment solennel de cette déclaration dans la ville de Buenos Aires. La patriotique cérémonie eut lieu le 13 Septembre suivant, et à cet effet on éleva des estrades sur les places, d'où les membres du Cabildo et les autres fonctionnaires annonçaient au peuple le grand événement.

Les événements les plus importants des années 1817 et 1818, sont les deux grandes batailles de Chacabuco et de Maipo, gagnées par l'armée argentine des Andes sur les espagnols, et qui décidèrent de l'indépendance de la République du Chili. Ces faits trouvaient de l'écho dans la capitale et étaient le motif de fêtes patriotiques au pied de la pyramide de Mai, où se rassemblait la population,

Pendant ce temps, le Congrès de Tucumán s'était transporté à Buenos Aires et il édicta en 1819 la Constitution de l'Etat sous le régime unitaire.

Les provinces ne voulurent pas accepter cette Constitution, et, tant pour la combattre que pour repousser les tendances monarchistes du gouvernement, les armées et les provinces de l'intérieur se soulevèrent contre la constitution unitaire. Les partisans de la côte dirigés par Ramírez, gouverneur d'Entre Rios et López de Santa Fé, se soulevèrent pour se mettre en travers des idées monarchistes qu'ils supposaient dans le Directoire.

Il en résulta que, la capitale ayant perdu l'appui de l'armée du général Belgrano qui s'était soulevée à Arequito, Ramírez et López vainquirent les milices de Buenos Aires le 1.er Février 1820 à la Cañada de Cepeda. Cette déroute détruisit le gouvernement directorial et le Congrès fut mis en jugement par les vainqueurs pour avoir voulu établir le système monarchiste dans la République, et la tendance démocratique des populations fut ainsi sauvée.

Cette année, Buenos Aires fut le théâtre de scandales déplorables, en même temps que se préparaient les réformes les plus salutaires dans le système provincial.

Après la chute du Directoire, les gouverneurs et les capitaines généraux de la province entrèrent en fonctions, le premier nommé fut don Manuel de Sarratea qui signa la paix avec le général Ramírez dans le village del Pilar.

Pendant ces arrangements, le 6 Mars, le général Balcarce s'empara du gouvernement en l'absence de Sarratea. Ramírez apprenant l'expulsion de son ami,



Par Carlos E. Pellegrini, Ing. civil.

Le Fort.—Année 1829.

alla accompagné d'Alvear et de ses adjudants jusqu'à la place de la Victoire, et attachant son cheval à la grille de la pyramide, il se rendit au Fort où se trouvait Sarratea et l'emmena à son camp.

Ces événements produisirent une immense agitation dans la capitale. Plusieurs gouverneurs se succédèrent en peu de mois, nommés par une junte de citoyens, appelée électorale et qui servit de base à l'organisation postérieure de la Junte et ensuite de la Salle des Représentants de la Province. Parmi les révolutions de cette année, la plus importante et la plus sanglante fut celle du bataillon des " tercios cívicos ", en protestation contre l'élection de Martín Rodríguez comme gouverneur. Tous demandaient le colonel Dorrego, figure marquante alors, par les succès remportés à San Nicolás et à Pavón, sur les partisans du général López et du chilien don José Miguel Carrera.

Martín Rodríguez se mit en campagne et, accompagné du commandant Rozas, chef des " colorados del Monte ", dont nous reproduisons des types comme caractéristiques de l'époque, arriva aux portes de Buenos Aires. La révolution vaincue avec cet auxiliaire, après une violente fusillade entre les gauchos de Rozas et la troupe urbaine, Rodríguez entra dans la ville et gouverna tranquillement. Ainsi se termina l'année terrible des discordes intestines, au milieu desquelles, le 20 Juin, l'illustre général Belgrano était mort oublié de tous.

Núñez dit dans ses éphémérides, que le 19 Août de l'année 1820, s'éleva un léger vent du S. E. lequel s'accrut graduellement jusqu'à la nuit, pendant laquelle et jusqu'au 21 il se déchaîna avec tant de furie qu'il causa les plus grands dégâts. Plus de quarante navires, frégates à un mât et autres, rompirent leurs câbles: la côte se couvrit de navires perdus et une multitude d'édifices furent détruits par le río.

TROISIÈME DÉCADE

Le 12 Août 1821, onzième année de la liberté, dit l'acte élaboré, on installa définitivement l'Université de Buenos Aires.

Ce centre, aussi utile qu'indispensable, d'études supérieures avait été projeté en 1778, alors que, par ordre royal, Charles III décréta sa fondation. L'idée du monarque fut limitée alors à la fondation du Collège San Carlos et le reste fut oublié.

Ce projet dormit pendant quarante ans sans revenir sérieusement à l'ordre du jour. Cette initiative revient au directeur don Juan Martín Pueyrredón qui, en Mai 1819 la soumit au Congrès, lequel la résolut favorablement.

Des difficultés naturelles à une institution aussi sérieuse reculèrent son ouverture jusqu'à la date indiquée. L'honneur d'avoir inauguré l'Université revient au Ministre du Gouvernement don Bernardino Rivadavia, qui signa le 9 Août de la dite année 1821, le décret de fondation, nommant comme premier Recteur et Chancelier de l'établissement, le docteur don Antonio Sáenz, figure distinguée du Congrès de 1819.

La Junte électorale qui, pendant l'année 1820 figurait comme un embryon de pouvoir représentatif, ayant réuni dans son sein les députés de la campagne, fut élevée au mois de Mai 1822, au rang de pouvoir législatif de la province, sous le titre de Salle des Représentants. Et comme le pouvoir judiciare était déjà indépendant dans ses fonctions, on put depuis lors compter avec un système constitutionnel de gouvernement.

Le premier magistrat élu par la Salle fut le général don Martín Rodríguez qui remplit les fonctions en qualité d'intérimaire. En même temps que le titre de gouverneur, il portait celui de capitaine général et il était élu pour trois ans. Ce fut pendant cette administration que les ministres Rivadavia et García commencèrent les grandes réformes qui, dans l'ordre civil, militaire et religieux, devaient modifier profondément les coutumes, les pratiques et les lois et institutions coloniales.

Malgré la longue période des guerres, les victoires remportées et les libertés obtenues par le triomphe du système de l'indépendance, la grande capitale du Sud, chantée par les poètes et célébrée par les écrivains, n'était qu'un grand hameau sans culture intellectuelle et remplie des défauts trois fois séculaires d'une domination exotique, qui s'occupait plus de systématiser les abus d'autorité et de maintenir des corporations religieuses que de travailler au bien-être de ces lointains sujets d'une Métropole aussi arriérée que ses propres colonies.

L'action de ce premier gouvernement propre et constitutionnel fut très efficace. Il y eut des résistances et même une émeute religieuse en 1823, pour soutenir les prérogatives des communautés religieuses, mais rien ne put arrêter la réforme. Les couvents qui ne comptaient pas un certain nombre de religieux furent fermés, et certains biens qui n'avaient pas de propriétaires légaux, retournèrent au fisc.

Dans l'ordre administratif, on régularisa les procédés, et on supprima des abus routiniers invétérés. La classe militaire nombreuse et inutile à ce moment, alors que s'ouvraient les horizons de travail et de paix, fut réformée.

Par une loi on fixa un prix pour chaque grade et moyennant le paiement de cette somme en fonds publics, les officiers remettaient leurs fonctions et leur épée au gouvernement, revenant ainsi au rang de simples citoyens incorporés au peuple.

Par la loi du 24 Décembre 1821, édictée par l'honorable junte qui précéda la Salle des Représentants, les Cabildos de la province furent supprimés et il fut créé des juges de première instance au civil et au criminel, et des juges de paix avec les attributions respectives.

Par l'article 10 on institua le Département de Police pour toute la province, et on divisa, à cet effet, la capitale en six commissariats et la campagne en huit, sous la direction du chef du département.

La barbare coutume des courses de taureaux ne convenait déjà plus à la culture intellectuelle où était arrivée Buenos Aires. Par une disposition en date du 4 Janvier 1822, on supprima les courses, et seulement avec l'autorisation de la Police et les bêtes préalablement décornées, on pouvait en organiser mais en dehors de la ville.

Par un autre décret, on prohiba les volets s'ouvrant sur la rue dans les fenêtres des édifices, et ainsi successivement, tant dans l'ordre moral que dans l'ordre matériel, on détruisit peu à peu les aspérités du caractère, par une ferme application de la forme introduite par le ministre Rivadavia et ses collègues.

Depuis l'époque la plus reculée, les cimetières étaient près des églises respec-



Par Carlos E. Pellegrini, Ing. civil.

Salon de don Francisco Antonio Escalada.—*Menuet.*—Cangallo et San Martin.—Année 1830.

tives et chaque paroisse avait le sien, Rivadavia, par un décret de 1822, disposa qu'il y en aurait un général, et il destina à cet objet celui de l'église des Récollets Franciscains, c'est de là que vient le nom de notre classique nécropole.

De nouvelles dispositions du même fonctionaire pendant sa présidence en 1826, lui donnèrent de plus grandes proportions, pour devenir avec le temps et les progrès du pays, une enceinte consacrée aux pieux souvenirs et à l'art qui partout décore les sépulcres de nos aïeux.

Le gouvernement de Martín Rodríguez se termina en Mai 1824, et la Salle des Représentants nomma comme Gouverneur et Capitaine Général de la Province, le grand homme de l'indépendance argentine don Juan Gregorio de Las Heras. Rivadavia ne resta pas au ministère et il alla à Londres, pour discuter un traité de commerce, qu'il signa peu après, en 1825, avec le Ministre de S. M. B., le célèbre Georges Canning.

Pendant le gouvernement de Las Heras, le Congrès Constituant des provinces se réunit dans la capitale. Ce Congrès déclara et reconnut *l'union* par la loi du 23 Janvier 1825.

La maison où le parlement argentin tenait ses séances, est celle qui forme l'angle des rues Piedad et Reconquista, faisant une croix avec la Banque de Londres et du Río de la Plata.

A la fin de 1826, la guerre fut déclarée au Brésil. La nation étant engagée dans ce différend, et l'honneur de la République compromis, don Bernardino Rivadavia de retour d'Angleterre avec le prestige que lui donnait le traité qu'il venait de signer, travailla avec ses amis du Congrès pour obtenir la présidence de la République. Il put arriver à ses fins et Las Heras fut écarté du pouvoir, ce qui donna lieu à la formation d'une opposition ardente, de sorte que, quoique la guerre fut faite avec succès, il ne fut pas possible à Rivadavia de terminer son mandat ni de signer une paix avantageuse.

Les partis formés dans le Congrès et qui passionnaient la foule, maintenaient une constante agitation parmi les citoyens. Les cafés et autres lieux publics étaient le théâtre journalier de disputes et de scandales entre les amis de Rivadavia, qui s'appelaient unitaires, et ceux du colonel Dorrego, qui se disaient fédéralistes. De plus en plus, la majorité des porteños s'inclinait en faveur de Dorrego. La cause principale de cette déviation contre les unitaires, était la loi promulguée par le Président Rivadavia, divisant la province de Buenos Aires et nationalisant la capitale et une partie de la province, avec la suppression du gouverneur de la Province et de sa Législature.

Le parti autonome porteño, dont le chef était Dorrego, finit par porter ce chef au gouvernement provincial en Août 1827. C'est alors qu'il lui fut possible de faire avantageusement la paix avec l'Empire, sur la base de l'indépendance de la République Orientale de l'Uruguay.

La première division de l'armée aux ordres du général Lavalle était revenue à Buenos Aires en Novembre 1828 et le gouvernement se préparait à fêter dignement ses guerriers lorsque le 1.er Décembre suivant, certains bataillons et régiments de cavalerie se soulevèrent aux ordres de leur chef, et allant sur la place de la Victoire, déposèrent les autorités constituées, et le général Lavalle assuma la dictature militaire.

Le 13 du même mois, le colonel Dorrego fut fusillé dans les champs de Navarro, par ordre du général Lavalle.

En conséquence de ce fait, sans précédent dans les annales argentines, la campagne de Buenos Aires et les provinces intérieures depuis Santa Fe jusqu'à Jujuy se soulevèrent, et, par l'intermédiaire de la Convention Nationale, déclarèrent la guerre.

Lavalle fut assiégé par les partisans gauchos et avant la fin de l'année 1829, il avait quitté le pays, précédé dans l'exil par les hommes notables du parti unitaire, laissant le gouvernement entre les mains de Rozas.

QUATRIÈME DÉCADE

Une publication anglaise bien informée, disait en 1843, que la population de couleur de Buenos Aires, se montait en 1825, au quart du nombre total des habitants, et qu'en 1832, les étrangers établis dans la capitale et la province, étaient plus de quinze mille: deux tiers de français et d'anglais, en proportions à peu près égales, et le reste composé d'italiens, d'allemands, d'américains du nord et d'autres nationalités.

L'éclairage public se faisait à cette époque, au moyen de dix huit cents lanternes avec des bougies de suif de vache, de huit heures à minuit, et seulement lorsqu'il n'y avait pas de lune, et il était payé trois réaux par porte.

Une disposition de 1834 réglementa la marche des personnes et des véhicules dans les rues.

Le trottoir est à celui qui a la droite, disait le premier article, et toute personne qui ayant le mur à sa gauche, le disputerait à celui qui a le mur à sa droite serait considéré comme étant dans son tort: pour les trottoirs, le beau sexe a toujours la préférence, ainsi que les ministres du culte et les autorités constituées connues par leurs signes distinctifs. Si deux dames accompagnées de messieurs se rencontrent, les messieurs doivent descendre, conservant l'ordre indiqué pour la droite et pour la gauche. Quant aux voitures, il disait: les voitures devront toujours aller par la droite, laquelle se comptera à partir du milieu de l'empierrement, et les roues de gauche de la voiture laisseront le milieu libre, de façon à éviter toute dispute. Cet ordre sera conservé pour les routes sans empierrement et les chemins, et il est défendu à tout véhicule d'obstruer la voie.

Dans ce temps, on organisait le service nocturne des veilleurs pour surveiller la ville après que la police diurne s'était retirée.

Chaque veilleur parcourait une manzana, au pas mesuré et chantant les heures de quart en quart, en indiquant l'état du temps: serein, nuageux ou pluvieux.

Le vêtement de ces veilleurs se composait d'une capote blanche avec un capuchon, d'une lance courte sans talon et sans banderolle, et la lanterne obligatoire qui indiquait leur présence dans les ténèbres de la nuit.

Plus tard on changea ce service par les veilleurs à cheval pour les faubourgs, où toutes les nuits il était commis des vols et des attaques contre les paisibles habitants des quintas.

Ce fut au milieu de cette décade que le dictateur Juan Manuel de Rozas revint



Par Carlos E. Pellegrini, Ingénieur civil.

Arc de la Recova et San Francisco.—Année 1830.

pour la seconde fois au gouvernement de Buenos Aires, et la Législature lui accorda des pouvoirs extraordinaires pour l'exercice discrétionnaire de l'autorité. Comme preuve de l'influence de ce système de gouvernement sur la liberté de la presse périodique, nous signalerons sa baisse annuelle. En 1830, il y avait dix-neuf publications, l'année suivante il y en eut trente et une. En 1832, il y en eut seulement quatorze, et l'année suivante ce nombre monta à quarante trois; en 1834, 15; en 1835, 8 seulement; en 1836 et 1837, cinq; en 1838, quatre; en 1839, trois; et en 1840 ce nombre monta à six. Il est bon de dire qu'à partir de 1835 jusqu'à la chute de Rozas, la presse politique n'écrivait rien qui ne passât sous les yeux de la censure et de la police du dictateur.

La jeunesse porteña qui se formait pendant cette décade, enthousiaste et libérale, était un élément d'action qui causait des craintes à Rozas; aussi il commença à la poursuivre lorsqu'elle se réunit sous la direction du poète Echeverría, formant l'association de Mai. Pour échapper aux peines et aux cachots du despotisme, peu à peu, les principaux des jeunes gens s'exilèrent à Montevideo. Alors la ville devint triste et les familles furent abattues, car cette émigration leur faisait perdre les pères, les époux, les frères et les fils, qui étaient la gloire, le soutien et la joie des foyers porteños.

L'année 1840, passée ainsi dans la dictature, apparaît dans la sombre nuit du passé, avec le reflet et les éclairs sinistres de l'année 1820, cette autre année terrible de l'histoire. Cependant l'année 1840 est plus barbare, parce que la "mazhorca", troupe de malfaiteurs recrutés parmi la plèbe des abattoirs et des marchés, qui imposaient la loi du couteau et de la trique, et, invoquant les principes inventés par le despotisme, assassinaient sur les voies publiques les citoyens les plus vertueux et attaquaient les femmes aux portes des temples ou leur infligeaient la sauvage offense de coller dans leurs cheveux avec du goudron, un morceau de ruban rouge qu'ils appelaient le *moño federal* (chignon fédéral).

Les habitations étaient attaquées par ces sbires, et les femmes les plus vénérables outragées, beaucoup d'entre elles étaient les mères ou les épouses des héros de l'épopée argentine.

On arriva à vendre les têtes humaines dans les rues, comme les fruits des marchés, au cri de: qui achète des pêches?

Si c'est un droit pour les victimes de dépeindre leurs bourreaux, Rozas a été comme le montrent ses ennemis. Pour lui, on ne peut invoquer les vérités conventionnelles de l'histoire, pas plus que la pitié des écrivains indépendants. C'est le châtiment posthume qui est l'unique frein qui puisse préserver les peuples de semblables monstres.

La ville s'était endeuillée par la mort et le bannissement d'une grande partie de ses habitants. Beaucoup d'amis du dictateur, pour ne pas souffrir ses atrocités s'en allaient dans leurs établissements de la campagne; d'autres le reniaient pour ne pas se rendre solidaires de sa politique et passaient à l'ennemi. Lui même s'était retiré dans les lagunes de Palermo, (alors ce n'était pas autre chose), et de sa petite cahute antique, il gouvernait la Province, jusqu'à ce que plus tard, lorsqu'il vint à la ville et ne voulant pas habiter dans le Fort, il établit les bureaux du Pouvoir Exécutif dans sa propre maison.

Comme Rozas avait proscrit les couleurs verte, céleste et bleu, parce que les deux dernières étaient celles des sauvages unitaires, et la première celle des bré-

siliens, le drapeau de ses troupes était rouge, et dans l'escadre on usait un pavillon national d'un bleu tellement foncé qu'il paraissait noir et avec quatre bonnets rouges aux angles. Lors de la retraite du général Lavalle en Octobre de 1840, il n'y eut plus d'espérance pour la ville opprimée, et comme moyen d'exprimer leurs opinions, ou pour échapper aux persécutions de la police, les habitants eurent l'idée de peindre leurs portes et leurs fenêtres en rouge foncé, afin de bien montrer qu'ils n'étaient pas ennemis de la fédération.

En même temps que l'on proscrivait les couleurs argentines, et que l'on allait jusqu'à pénétrer dans les maisons où les servantes mulâtresses dénonçaient l'existence de porcelaines bleues, pour les détruire à coups de sabre, avec de sanglantes insultes pour les propriétaires, sans respect pour l'âge et le sexe, par d'autres ordres on commandait d'user de rubans rouges sur l'habit ou sur le chapeau des hommes, et sur la tête des femmes, avec des inscriptions en l'honneur du dictateur et des paroles de mort pour ses ennemis; ainsi la couleur rouge devint odieuse, et cette idée répulsive s'accentua encore par l'imposition pour les hommes de porter un gilet rouge; cela sans compter que tous les citoyens devaient porter la barbe et la moustache d'une façon déterminée et au goût du dictateur, car en cas contraire, ils étaint exposés à perdre la vie.

Pendant les fêtes du carnaval, Rozas sortait dans les rues avec ses amis, avec des vêtements recouverts d'ornements d'argent et la selle à la manière créole, les chevaux portant sur la tête des plumes rouges et à la queue les couleurs fédérales consistant en un long ruban rouge. Ainsi la même étoffe odieuse ornait la tête des dames, la poitrine des hommes et la queue des chevaux!

De telles promenades carnavalesques terrorisaient les citoyens. Les compagnons du terrible chef, vêtus de rouge, portaient, suspendues à un bâton, une ou plusieurs vessies de vaches, bien souples, pour frapper les promeneurs, s'en frappant quelquefois entre eux et se bousculant avec les chevaux qui, en sentant les éperons, caracolaient en faisant des sauts et en soulevant des nuages de poussière au milieu des cris les plus infernaux. Certains d'entre eux avaient des œufs d'autruche remplis de poudre rouge, qu'ils lançaient de préférence aux personnes décentes, leur détériorant ainsi leurs vêtements. La tapageuse cavalcade se promenait ainsi par les rues semant la terreur et l'épouvante au galop des chevaux. Les balayeurs nègres, les veilleurs et les vendeurs des rues s'occupaient pendant ces jours de la distribution des munitions carnavalesques, lesquelles consistaient en coquilles d'œufs remplies d'eaux parfumées.

Les personnes convenables ne prenaient pas part à ces diversions, mais en dehors du centre et dans les faubourgs, on jouait avec des chaudrons pleins d'eau, et il n'était pas rare que deux ou trois gamins attrapassent dans le jeu quelque pauvre diable et l'immergeassent dans une cuve d'eau, au milieu des rires les plus joyeux.

Les nègres rassemblés par nationalités, dans leurs quartiers respectifs, faisaient de véritables sabbatines carnavalesques, et au son des tambours angolas et des tams-tams du Malabar, dansaient dans les cours de leurs cabanes, se blanchissant avec de la farine et se drapant dans leurs étoffes rouges ornées de galons faux, sans mettre de souliers.



VUE DE LA VILLE DE BUENOS AIRES EN 1830

CINQUIÈME DÉCADE

La cinquième décade revient entièrement à la tyrannie.

Le progrès de la ville arrête sa marche et la décadence commence par la ruine des édifices, la négligence des églises et la fermeture des écoles. On vit alors ces singuliers attentats contre la religion dont les anciens conservent la mémoire. Des portraits du Dictateur étaient portés par ses admirateurs et placés à l'endroit réservé à la divinité, et là on leur rendait les hommages réservés à la vertu. Ces jours là, la foule se rassemblait accentuant par sa présence et ses joyeuses démonstrations, le sacrilège qui se commettait en profanant la maison du Seigneur.

Les contemporains racontent que pendant la guerre avec les français, un décret du dictateur, qui est conservé dans les archives de la police, enleva à Saint Martin de Tours, le patronat de la ville de Buenos Aires, désignant pour le remplacer, Saint Ignace de Loyola, fondateur de la Compagnie de Jésus, basant cette résolution sur ce que le patron destitué était français.

Comme conséquence des blocus et de la guerre avec la France et l'Angleterre qui durèrent jusqu'en 1849, le commerce par terre avec las provinces augmenta considérablement.

Ce commerce se divisait entre les provinces de Cuyo, du nord et du littoral. Les premières étaient composées de San Luis, San Juan et Mendoza; les secondes de Córdoba, Santiago, Catamarca, La Rioja, Tucumán, Salta et Jujuy; et les troisièmes de Santa Fé, Entre Rios et Corrientes. De Mendoza venaient des chars et de San Juan des convois de mules. Les productions de San Luis se composaient de laines, de cuirs de vaches, de chèvres et de porcs. Celles de Mendoza, de farines, de raisins secs, de poires sèches, de pommes, de pêches, de planches, de confitures et d'olives pressées. San Juan avait à peu près les mêmes productions que Mendoza, mais elle s'en distinguait par le vin appelé " de la terre ". Les convois de mules mettaient à peu près autant de temps pour faire le voyage que les chars, et la difficulté principale était à l'entrée à Buenos Aires. Les chars déposaient leurs marchandises dans les baraques qui se trouvaient près de la place du Retiro et les mules pénétraient par la rue Maipú appelée alors des *mendocinos*, et allaient se décharger dans les magasins des consignataires. Les principales signatures de ce commerce étaient celles de don Cirilo Ugarte, don Genaro Castro, don Clímaco Daract, don Juan Galagarra, don Saturnino Soriano, don Amancio Alcorta et autres.

En dehors des productions du pays, les provinces du nord envoyaient des toiles et des couvertures de Córdoba, des " ponchos " de laine de Córdoba, des pignes de La Rioja et des cuirs des montagnes de Catamarca. Tucumán envoyait dans ses chars, des cuirs, des fromages de Tafi, des plissons de fil et des auges de noyer.

Le commerce des rios se composait simplement de produits du pays, et, seule-

ment de Santa Fe on faisait venir quelques pastèques hâtives, le charbon de bois et le blé du Rosario lorsque la récolte était mauvaise dans Buenos Aires.

A la réouverture du commerce d'outre-mer, la dite année ce trafic des provinces diminua et après la chute de Rozas, par la libre navigation des affluents du Plata, il abandonna sa forme antique pour se faire par transport fluvial.

SIXIÈME DÉCADE

En 1851, le général Urquiza, alors gouverneur d'Entre Ríos, se prononça contre le tyran de Buenos Aires, et, aidé par le Brésil et la République Orientale de l'Uruguay, il envahit cette province au début de 1852. Le 3 Février, les deux armées se rencontrèrent dans les champs de Caseros, à quatre lieues à l'Ouest de la ville, et la bataille s'engagea. Rozas avait rassemblée 30 000 hommes des trois armes, et environ 500 indiens avec des lances. L'armée alliée se montait à 24 000 hommes. Les troupes du dictateur marchaient à contre cœur et décidés à abandonner leurs armes, tandis que celles d'Urquiza étaient pleines d'enthousiasme parce qu'elles apportaient la liberté dans les plis de leurs drapeaux, et qu'elles comptaient sur la victoire.

Le tyran, impuissant au milieu de ses ressources, s'enfuit des premiers, et dans les ténèbres de la nuit, il alla chercher un asile à bord d'un vaisseau anglais qui le conduisit en Europe.

Après la bataille, le 4, quelques régiments "correntinos" pénétrèrent dans la ville et se mirent à piller les maisons de commerce et les maisons particulières. La populace se joignit à eux, leur indiquant les meilleurs établissements pour qu'ils entrassent à voler.

Les étrangers alarmés, eurent recours à leurs consuls, et ceux-ci firent débarquer quelques compagnies de marins des navires stationnés, pour protéger la ville. Avec cet appui et l'ordre péremptoire donné à la police de fusiller tout individu pris à voler, le pillage s'arrêta et les correntinos retournèrent à leur campement.

Par ce moyen, ceux qui avaient encore la main dans le sac, jetèrent ce qu'ils emportaient et les rues se remplirent de toutes sortes d'objets de lingerie et de magasin, de meubles, de vaisselles et de porcelaine brisée, présentant l'aspect du sauvetage d'un incendie, qui est le tableau caractéristique d'un grand désastre domestique.

Avec le fracas de la chute de la tyrannie, la ville de Buenos Aires se réveilla de son sommeil léthargique de vingt années, et ouvrant maternellement les bras à tous ses fils errants, elle commença la nouvelle ère de liberté.

Du jour au lendemain, la mode étrange dont abusait la dictature disparut comme par enchantement.

De Montevideo vinrent des ballots de toiles, de ceintures, de mouchoirs, de



Par Carlos E. Pellegrini, Ingénieur civil.

Santo Domingo. Procession du Rosaire.—Année 1830.

cravates bleus et célestes, apparaissant pour la première fois dans les rues, les théâtres et les promenades une mode propre et locale, qui, comme c'était l'habitude ne venait pas de París.

Tout cela avait une saveur patriotique qui contribuait à caractériser les moments de bonheur dont jouissaient les porteños.

La peinture rouge disparut des portes et des murs des édifices. Le rouge invendable fut jeté à la rue, tandis que le vert anglais et le gris-vert étaient portés aux nues, tous voulant cacher cette orgie de rouge sous des étoffes d'une couleur plus gaie. Ainsi la ville se transforma comme par enchantement; quelques édifices de moindre importance échappèrent néanmoins à cette salutaire transformation.

La ville recommença à progresser, mais bientôt la révolution du 11 Septembre et le siège de la ville par Hilario Lagos, paralysèrent les travaux et toute la jeunesse courut aux armes pour sa défense. Ce siège dura jusqu'en Juillet 1853 et alors les forces qui entouraient la capitale se retirèrent.

Depuis lors, malgré les guerres civiles et quelques épidémies qui ont mis des obstacles au mouvement sans l'arrêter, Buenos Aires a marché d'améliorations en améliorations, réalisant les incroyables progrès qui la placent à la tête des principales villes de l'Amérique du Sud.

En 1852, l'éclairage public au moyen de l'huile de cheval existait déjà, et en 1856 on introduisit l'éclairage au gaz pour les rues et les maisons, ce qui peut être considéré comme une amélioration urbaine de la plus haute importance. Les premiers becs furent placés dans la rue Victoria, entre les rues Bolívar et Chacabuco.

Par une loi de Janvier 1854, on autorisa le pouvoir exécutif provincial à concéder des privilèges à une entreprise de chemin de fer, pour en construire un à vapeur qui, partant du centre de la ville s'en irait vingt quatre mille varas vers l'Ouest. Le contrat étant fait, les concessionaires demandèrent de remplacer la vapeur par des chevaux, ce qui leur fut accordé en vue des réclamations des voisins qui se figuraient que les locomotives étaient périlleuses, pouvant faire écrouler les maisons sur le parcours et causer les plus grands dommages.

Cependant, tout cela fut modifié, et l'entreprise fermement appuyée par le gouvernement, commença les travaux, et cette grande ligne arriva plus tard à rendre des services immenses à la Province et à la Nation.

La première partie de ce chemin de fer qui, partant de la place Lavalle arrivait seulement jusqu'à la Floresta, fut inaugurée le 29 Août 1857. Le docteur don Dalmacio Vélez Sársfield, fit le premier voyage sur cette voie, pour éprouver les machines dans les essais, car les membres de la commission n'étaient pas rassurés par ces téméraires épreuves, et c'est seulement lorsqu'ils virent revenir le docteur Vélez sain et sauf qu'ils se hasardèrent à monter dans les voitures.

Le jour où la commission résolut de reconnaître la ligne pour la remettre au service, au retour de Flores, le train dérailla, ce qui fut un contre-temps malheureux. Un témoin oculaire décrit ainsi l'accident:

" Le voyage se fit lentement et le train arriva sans encombre à la Floresta. Le retour étant disposé et les messieurs de la Commission satisfaits du premier essai, ils ordonnèrent à M. Allan de retourner avec plus de célérité, la vitesse arrivant jusqu'à vingt cinq milles à l'heure. Tout alla très bien jusqu'à ce que, vers le milieu du trajet, le train étant sur un terre-plein, la locomotive quitta les rails,

marcha pendant quelque temps sur les traverses et en rompit soixante ou soixante dix, jusqu'à ce qu'elle descendit du terre-plein.

" Heureusement, en descendant elle s'encaissa dans une grande tranchée qui la retint. Le vagon de marchandises fut culbuté et l'autre vagon, quoique incliné, ne fut pas renversé. Le choc fut très violent; MM. Van Prat et Gowland donnèrent de la tête l'un contre l'autre, et le dernier reçut une blessure qui lui couvrit le visage de sang. M. Moreno frappa de la tête contre le corps de M. Lavallol, ce qui fit perdre pendant quelque temps la respiration à ce dernier et M. Miro qui fumait, eut son cigare projeté entre la nuque et la chemise ce qui lui fit quelques brûlures.

" Remis de leur émotion et sortis du vagon, ils cherchèrent à se rendre compte du sort du conducteur et du chauffeur, qui, heureusement, se tirèrent avec quelques contusions de cet accident où il semblait qu'ils dussent trouver la mort.

" Ensuite ils réfléchirent à ce qu'ils devaient faire. Tous furent d'avis de ne rien laisser transpirer dans le public, parce que cela aurait produit un mauvais effet sur la fragilité de l'opinion, et ils s'engagèrent même à ne rien dire à leurs familles. Mais l'épreuve avait suffi pour montrer que la voie n'était pas dans les conditions requises pour la livrer au service public et qu'ils refusèrent de la recevoir jusqu'à ce que l'ingénieur eusse fait les travaux nécessaires. De sorte que ce n'est qu'en Août 1857 que la voie put être inaugurée et remise au service public ".

En même temps que le chemin de fer de l'Ouest, on commençait le placement des poteaux et des fils pour la communication télégraphique par l'électricité. Elle fonctionna tout d'abord pour le service de la ligne et les dépêches officielles et ensuite pour le service public.

En 1865, un privilège fut concédé pour l'établissement d'un cable électrique entre Buenos Aires et Montevideo, cable qui, relié ensuite avec celui de Río de Janeiro, sert pour la communication transatlantique.

Jusqu'en 1856, la ville comptait seulement le Vieux Marché pour l'approvisionnement et les boucheries dispersées dans les divers quartiers.

Par une résolution en date du 3 Mars de cette année on autorisa la construction du Marché de la Plata sur l'ancienne place des Arts.

Cette place était le marché des produits du nord, comme celle de Lorea était celui de l'Ouest, et celle de Monserrat celui du Sud. Ces marchés de produits furent éloignés du centre et transportés sur les places de la Liberté, du Onze de Septembre et de la Constitution, où ils restèrent pendant de longues années, comme centres du vaste trafic de la campagne.

Aujourd'hui ces places sont devenues des jardins publics au milieu de centres populeux et riches. On a établi successivement d'autres marchés d'approvisionnement pour répondre aux nécessités croissantes de la consommation.

Pendant sept années, la province de Buenos Aires fut séparée de la Confédération, mais en 1859, en conséquence de la bataille de Cepeda et du pacte du 11 Novembre, elle fut de nouveau incorporée à ses sœurs, et elle accepta la Constitution fédérale que toutes les villes argentines avaient juré de défendre.



Par l'ingénieur Carlos E. Pellegrini.

Intérieur de la Cathédrale de Buenos-Ayres, avec les drapeaux espagnols, anglais et brésiliens. — Année 1830.

en Mai, 842, et en Juin 38, donnant un total de 13 614 victimes pour les six mois que dura l'épidémie.

Toutes les mesures prises par le Gouvernement, la Municipalité et les commissions sanitaires, furent impuissantes à arrêter le fléau qui se maintint jusqu'à l'arrivée des jours frais et des vents salutaires de la Pampa.

Pendant la période aiguë de l'épidémie, l'aspect de la ville était lugubre et effrayant, et dans les quartiers où elle se faisait sentir, les familles entières tombaient au souffle de ce poison exterminateur. Les cercueils étaient mis aux portes de la rue et on les empilaient trois par trois pour attendre les chars qui les conduisaient aux cimetières [1].

A partir de quatre heures du soir, les maisons de famille et de commerce fermaient leurs portes et personne ne passait dans les rues, donnant ainsi à la ville l'aspect d'une ville infestée. On entendait seulement le bruit des chars funèbres et le cri triste et lugubre des conducteurs.

La nuit tombée, les lampes s'allumaient mal et une brume constante les entourait. D'endroit en endroit, la lumière incertaine d'une maison se projetait sur la rue, dénonçant l'existence d'une pharmacie, uniques établissements qui restaient ouverts. Ensuite, le lugubre silence des nécropoles s'accentuait dans cette enceinte de la mort. Les rares habitants se réveillaient chaque jour en voyant la faulx de la parque prête à trancher toutes les têtes ; et cette population s'abattait de plus en plus en lisant dans les journaux la liste des morts, dont les noms s'alignaient par centaines dans ces sombres pages.

En même temps que la fièvre jaune, les inondations causées par les pluies torrentielles de cet automne vinrent ajouter aux souffrances de la malheureuse ville.

Tant au nord qu'au sud, persistèrent les *terceros;* [2] des *cuadras* entières de maisons se remplirent d'eau et de nombreuses familles furent sauvées par le fond de leurs maisons, car il n'était pas possible de passer par les rues qui étaient converties en rivières. C'est alors que, tant pour faciliter l'écoulement des eaux, que pour assainir la ville, le Gouvernement de la Province projeta et entreprit ce qu'on appela les Travaux de Salubrité.

Comme principe d'assainissement et d'hygiène, on établit le service des eaux filtrées du Rio de la Plata, afin de fermer les puits ouverts d'où le peuple tirait l'eau, ce qui était nocif pour la santé des personnes, autant si ce n'est plus que l'eau recueillie par les porteurs d'eau sur les rives du fleuve, et vendue pour les usages domestiques les plus délicats.

Au milieu de ces préoccupations urbaines, se termina l'administration du général Sarmiento, laissant le pays au milieu de la guerre civile et la ville sous le poids de l'état de siège.

La ville, qui avait perdu plusieurs milliers d'habitants du fait de l'épidémie, deux années après l'ascension à la présidence du docteur Avellaneda, se vit entraînée dans la crise commerciale qui fit tant de mal au pays. Le déséquilibre

(1) Celui qui écrit ces lignes, en sortant de sa maison pour prendre la voiture qui devait le conduire à la campagne avec sa famille, vit aux portes contigues à la sienne, onze cercueils dans les conditions qu'il indique.

(2) *Argentinisme.* — Masses d'eaux pluviales.



CHARLES HENRI PELLEGRINI

Ingénieur Civil

Né à Chambéry en 1800.—Mort à Buenos-Ayres en 1875.

économique et le mauvais état des finances de la Province et de la Nation, furent l'origine de graves mésintelligences dans les hauts pouvoirs publics qui coexistaient et fonctionnaient dans la capitale. Les attaques entre les deux pouvoirs s'affirmaient de plus en plus et enfin arriva l'année 1880 qui terminait la période du docteur Avellaneda. De nouveau la guerre civile militarisa les provinces et le 21 Juin fut livrée une bataille pour réduire le gouverneur de Buenos Aires qui avait pris les armes contre la souveraineté nationale. On voulut alors fixer définitivement la capitale de l'Etat et le siège des autorités fédérales pour en finir avec l'anarchie. Le Congrès réuni à Belgrano le 20 Septembre, édicta la loi qui fut promulguée le 21, déclarant le municipe de Buenos Aires capitale de la République, et donnant temporairement la capitale pour résidence aux autorités provinciales, jusqu'à ce qu'elles se transportassent au lieu désigné par les lois.

C'est cette loi qui a fait de la ville et du port de Buenos Aires capitale, d'abord du gouvernement, ensuite du vice-royaume, pendant l'ère de l'indépendance, des Provinces Unies, actuellement de la République Argentine.

DÉCADES POSTÉRIEURES

En finissant cette chronique, nous exposerons brièvement les progrès étonnants de la ville de Buenos Aires qui ont fait l'admiration de tous dans les temps modernes.

La superficie de la ville actuelle est de dix huit mille hectares.

Dans cette vaste étendue il y a beaucoup de terrains vagues, mais au pas dont vont les édifices et les fabriques qui s'élèvent tous les jours, ces terrains disparaîtront bien vite, et alors tout sera, sinon édifié, du moins donné à l'horticulture ou aux jardins. En outre, la ville est appelée à s'étendre considérablement sur le Rio de la Plata en occupant tout l'espace que le grand port laisse libre.

Les plans que nous publions plus loin, indiquent les points où l'édification et la population ont obtenu le maximum de concentration. La population relevée par ce recensement se monte au nombre de 1 231 698, dont 561 185 étrangers.

Si nous apprécions cette population par sa puissance intellectuelle, c'est peut-être la première de l'Amérique du Sud. Sa presse périodique est la plus nombreuse et elle peut se présenter comme un modèle aux yeux des étrangers.

Il paraît des journaux et des revues en diverses langues. Chaque collectivité étrangère a ses feuilles dans sa propre langue, pour suivre le mouvement des affaires ou de la politique. Il existe à Buenos Aires un véritable périodisme libre et indépendant, avec de bons écrivains qui le dirigent. Ici, comme en Angleterre, on peut affirmer que la presse périodique, par l'influence qu'elle exerce sur les coutumes et sur le gouvernement, est le quatrième pouvoir de l'Etat.

La publication de livres de littérature, de science, de droit, d'histoire et de pédagogie en général, est également étonnante; les œuvres en espagnol prédominent. Les livres de texte des collèges et même des universités sont écrits dans le

pays, suivant, néanmoins, tous les progrès que l'on note dans le vieux monde ou dans les Etats-Unis où les progrès de la jurisprudence sont continuels et très appropriés aux institutions argentines.

En dehors des facultés de droit, de philosophie et lettres, de sciences physico-mathématiques et de médecine et du collège national, Buenos Aires a de nombreux palais destinés à l'éducation primaire et graduée d'enfants et d'adultes, dotés royalement et desservis par des professeurs diplômés, dont la valeur est considérable.

Le Conseil National d'Education dispose de ressources abondantes et qui ne dépendent pas du budget général, pour soutenir brillamment et élever ces monuments qui sont l'orgueil de l'institution.

La capitale possède quarante églises destinées au culte catholique, ce qui rapporté á la population équivaut à une église par 30 mille âmes.

Pour les protestantes des diverses sectes évangéliques, chaque congrégation a la sienne, autorisées par la liberté des cultes garantie par les lois. Il y a aussi une synagogue consacrée au culte hébraïque.

Il convient de noter que dans la ville de Buenos Aires, il n'existe pas de fanatisme religieux, pas plus que de libéralité immodérée. A ce sujet, c'est une société très discrète qui accepte les événements sous bénéfice d'inventaire. Sans croire tout ce qui se dit à la messe, mais sans nier ou repousser ce qui est évidemment moral dans les pratiques et dans la doctrine, on est arrivé à ce terme moyen par le choc des courants: la vénération antique des aïeules argentines, en lutte contre le libéralisme philosophique de la jeunesse porteña. Entre l'enfant et l'aïeule s'est interposée la mère qui, prenant pour ses croyances le bon de l'un et repoussant le vieillot de l'autre, est arrivée, peu à peu, aux résultats positifs d'une religion sans hypocrisie, mais respectueuse et dignement morale.

Servant en même temps de lieux hygiéniques et de récréations, la ville possède 93 places, jardins et parcs, parfaitement entretenus par la Municipalité, et deux hippodromes pour les courses de chevaux.

Les plans ci-joints donnent une idée de ces véritables oasis, où la population de toutes les classes recherche l'air et les belles perspectives. La superficie de ces diverses promenades arrive à 10 millions de mètres carrés, dont 5 420 000 reviennent au parc " 3 de Febrero ", qui est le rendez-vous obligé des voitures de la société élégante. Là se réunissent les jours de fête jusqu'à 1000 voitures et plus, étalant la richesse et le luxe des livrées et des chevaux avec lesquels Buenos Aires attire l'attention des étrangers.

Il y a des édifices notables et de beaucoup de valeur, comme la Maison du Gouvernement, la Banque de la Nation, la Cathédrale, sur la grande place de Mai, le théâtre Colón et le Palais de Justice, sur la place Lavalle, le Palais du Congrès, le Dépôt des Eaux Courantes, la Banque de la Province, la Banque Hypothécaire, la Faculté de Droit et Sciences Sociales, le théâtre de l'Opéra, le Pénitencier et plusieurs Hospices, qui sont des palais entretenus par le gouvernement et par le peuple.

En outre des théâtres Colón et de l'Opéra, il en existe d'autres ne manquant ni de capacité ni de luxe, comme le Colisée, le Politeama, le Buenos Aires, le San Martín et quelques petits colisées dans divers points du centre; il y a aussi des jardins-concerts, où se rend la population qui ne peut se payer les premiers

théâtres, et on y entend pendant les saisons d'hiver les célébrités du monde artistique.

Pour le vaste commerce de la capitale et les opérations de tout genre, il y a de nombreuses banques, dont les plus notables par leur caisse et leur crédit sont celles de la Nation, de la Province, d'Italia et du Río de la Plata, de Londres et du Río de la Plata, l'Espagnole, l'Allemande, la Française, de Galicie et d'autres importantes par leur mouvement.

Le nombre des voitures de promenade peut être calculé ainsi, d'après les chiffres du Bureau des Patentes: 1 800 particulières, 2 000 de remise et 1 900 de place. Les automobiles particulières sont plus de mille et celles de remise et de charge sont environ 200. Les chars de trafic sont classés comme suit: 4 235 à 4 roues, 7 869 à 2 et 2 021 jardinières et petits chars à 2 et à 4 roues, ce qui fait un total de près de 21 000 véhicules.

Il y a en outre 1 500 chars à bras et 5 300 bicyclettes.

Le mouvement des voyageurs dans les rues sur de si longues distances, se fait en tramways mus par la traction électrique. Il en existe 4 compagnies qui sont: Anglo-Argentino, Lacroze, Eléctricos del Sud et Puerto y Ciudad de Buenos Aires. Les districts de Belgrano et de Flores sont reliés au centre de la capitale par des lignes de tramways depuis plusieurs années. Le prix de la place dans ces véhicules est si peu élevé que tout le monde se sert de ce moyen de locomotion. Par les progrès de ces entreprises, Buenos Aires a mérité d'être appelée la ville des tramways.

Pour les longs voyages et les transports lointains, six voies ferrés partent de la ville: celle de l'Ouest, celle du Sud, celle du Pacifique, celle du Central Argentin, celle du Central de Buenos Aires et celle de la Province de Buenos Aires. Par ces voies, non seulement se fait l'introduction des produits de la campagne et des provinces, mais elles servent aussi au mouvement des voyageurs entre la capitale et les contrées les plus lointaines de la République.

Les services télégraphiques sont bien organisés. Il y a des lignes intérieures reliant toutes les provinces et allant jusqu'au Chili et à la Bolivie; des cables sous-marins font communiquer avec l'Europe et les Etats-Unis, facilitant les transactions et aplanissant les difficultés de la politique, du commerce et des particuliers. Les événements importants du monde civilisé sont connus à Buenos Aires dans les vingt quatre heures. Sur ce point, Buenos Aires peut être comparée avec les villes de l'Europe et des Etats-Unis.

L'usage maintenant indispensable du téléphone, est un autre élément qui contribue à l'activité du peuple et des transactions commerciales, permettant de parler à de grandes distances pour demander des prix, des marchandises et d'autres services qui par les moyens ordinaires nécessiteraient de longues heures. Dans le régime domestique, le téléphone est de la plus grande importance et il est déjà une nécessité pour les familles.

Trois compagnies de gaz distribuent l'éclairage public et pour les particuliers: celle du Río de la Plata, la Primitive et la Nouvelle, lesquelles possèdent plus de 96 000 compteurs. La compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité compte elle aussi, de puissants éléments et a près de 27 000 abonnés.

Le revenu produit par le municipe à l'Intendance Municipale est calculé environ à 30 millions de piastres papier.

La statistique du commerce extérieur pendant les cinq dernières années donne les chiffres suivants, en millions de piastres or:

ANNEES	Importation	Exportation
1905.....	205	323
1906.....	270	292
1907.....	286	296
1908.....	273	366
1909.....	303	397

Les marchés d'approvisionnement pour l'alimentation du peuple, sont: ceux du Centre, de la Plata, Abasto Proveedor, Buenos Aires, Independencia, Libertad, Rivadavia, Pilar, Belgrano, Flores et autres de moindre importance.

De nombreuses fabriques de toutes classes d'industries, comme de voitures en général, de meubles, de pâtes alimentaires, de liqueurs, de bière, de verre, de chaussures, de scieries de bois, de fonderies de bronze et de fonte et d'autres aussi importantes, contribuent au mouvement commercial, en préparant les produits pour l'exportation et la consommation locale.

Le musée de Buenos Aires est considéré comme l'un des plus riches en fossiles; il possède des exemplaires complets de divers types disparus et qui sont la caractéristique du Musée.

La bibliothèque nationale fondée en 1810 par le docteur Mariano Moreno mérite d'être visitée, par les souvenirs qu'elle évoque et les raretés qu'elle possède dans des éditions anciennes épuisées et qui aujourd'hui sont d'une consultation difficile.

Il y a une autre bibliothèque appelée du Municipe qui conserve dans ses rayons quelques milliers d'ouvrages de littérature et d'art, qu'elle met à la disposition des habitants moyennant une faible rétribution pour les emporter à domicile; mais elle est peu fréquentée car il y a peu de familles qui ne préfèrent acheter les livres et les conserver.

Une telle coutume est la conséquence naturelle de l'abondance des ressourses qui existent dans toutes les classes de la société.

Avec tant d'éléments civilisateurs, il n'est pas étonnant que cette noble ville se présente extérieurement, cultivée, discrète et élégante.

L'abandon graduel des coutumes espagnoles par l'effet du contact fréquent des étrangers, de manières plus raffinées, a modifié la vieille étiquette chez les gens de la haute classe, ainsi que le manque de correction chez le peuple.

Du haut en bas, c'est aujourd'hui une société à l'européenne par sa culture et surtout par les usages et les modes; elle se vêtit et mange comme à Paris ou à Londres, dont elle suit le double mouvement social avec un véritable enthousiasme et au prix de n'importe quel sacrifice. Du vêtement elle passe aux aliments, abandonnant les potages de la cuisine espagnole pour admettre seulement ceux de la française comme étant de bon ton, sans préjudice de ce que chaque collectivité d'étrangers entremêle ses plats favoris.

Après les aliments viennent les boissons, elle donne la préférence aux vins légers de France sur les vins lourds du Priorato et au carlón espagnols, qui sont

seulement recherchés aujourd'hui par les naturels de la Péninsule Ibérique et par les habitants de la campagne.

Tous ces raffinements requièrent, comme complément, une modification dans le confortable du foyer domestique, point le plus négligé par nos aïeux.

Les grandes cours, les grandes portes et les grandes fenêtres réglementairement rectangulaires, les maisons sans étage, édifiées sans aucune précaution contre les intempéries, étaient l'habitude aussi bien du riche que du pauvre. Aujourd'hui on réactionne vivement contre ce système de hameau, et l'edification réunit, sinon toutes, du moins les principales conditions du confort, au sens littéral du mot. Dans les constructions d'une certaine importance, le fer a détrôné le bois, et si nous exceptons les briques, la chaux, le sable et quelques bois durs, tous les autres matériaux sont importés d'Europe ou des Etats-Unis. Sans nul doute, cela renchérit beaucoup les édifices, mais, en échange, ils sont plus solides, plus beaux et d'une commodité plus grande. Ce progrès important contribue à donner de la valeur à la propriété du sol dans le centre de la Métropole argentine, et, par dessus tout, à révéler chaque jour une nouvelle beauté architecturale.

En terminant cette esquisse, avec toutes les lacunes dont je prie le lecteur de vouloir bien m'excuser, en égard à l'espace limité dont je dispose, qu'il me soit permis de faire une réflexion très appropriée par les circonstances.

Que sera cette grande ville de Buenos Aires dans cinquante ans, c'est-à-dire, à une époque relativement peu éloignée pour que beaucoup des vivants puissent la voir?

Si nous appliquons à l'augmentation propre et étrangère, la théorie de Malthus, en calculant sur 1 300 000 habitants qu'elle a aujourd'hui, elle en aurait 2 600 000 en 1925, étant donné que la population se double en 15 ans. Mais, comme ces calculs ne se vérifient pas toujours dans la pratique, à cause de l'inconsistance de certains facteurs, et en admettant, enfin, des réactions dans l'augmentation de la population, nous pouvons, en regardant attentivement le passé, donner comme probable, le chiffre de 5 200 000 habitants pour 1940.

BUENOS AIRES

AU TEMPS DES VICE-ROIS

PAR

VICENTE G. QUESADA







PORTRAIT ET ARMES
DU VICE-ROI JUAN JOSÉ VÉRTIZ

BUENOS AIRES AU TEMPS DES VICE-ROIS

Le vice-roi Vertiz et ses successeurs. — Améliorations qu'ils essayèrent d'introduire dans la ville de Buenos Aires. — Précédents sur l'empierrement de ses rues. — Nivellement. — Ecoulement des eaux. — Trottoirs. — Garages pour les chars — Hygiène. — Police.

1757-1795

Le dernier des gouverneurs et le second des vice-rois de Buenos Aires, dit don Juan María Gutiérrez, fut, par une exception peu commune dans le régime colonial, fils de l'Amérique et naturel du Mexique (1).

L'étude faite sur ce vice-roi par le docteur don Juan María Gutiérrez, est intéressante et instructive, aussi je ne peux résister à reproduire ses propres paroles: "Ceux qui vivent aujourd'hui à Buenos Aires, dit-il, et qui se promènent sur ses trottoirs commodes, ne s'imaginent pas ce qu'étaient ses rues au XVIII^me^. siècle. Au milieu de ce siècle, en 1757, et à cause d'une pluie continue de 35 jours, les habitants restèrent confinés dans leurs maisons, s'alimentant au moyen de viandes séchées, comme dans une place assiégée, parce que l'interruption complète des communications avec la campagne et avec les fermes des environs ne permettait pas l'approvisionnement en légumes et en viande fraiche. Il se forma de tels marécages et de telles fondrières qu'il fut nécessaire de mettre des sentinelles dans l'une des *cuadras* de la rue de las Torres (quand il écrivait: aujourd'hui Rivadavia), près de la place principale pour éviter des accidents aux personnes, principalement aux cavaliers. Ce devait être alors l'état de nos voies urbaines, quand, par l'intermédiaire du gouverneur-intendant, don Francisco de Paula Sanz, le vice-roi se proposa de nettoyer cette ville des immondices et des incommodités dans lesquelles l'avaient laissée l'abandon et le manque de police de ses rues, "afin que l'on respire un air plus pur et que l'on supprime complètement les causes qui maintiennent en permanence diverses épidémies qui abattent et détruisent une partie de sa population." Le vice-roi ne recourut pas seulement au gouverneur-intendant pour prendre les mesures qui devaient corriger cet état de choses, mais il s'adressa officiellement au cabildo, justice et

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 7, art. *Celebridades argentinas del siglo XVIII. — Don Juan José de Vértiz y Salcedo*, par le docteur don JUAN MARÍA GUTIÉRREZ, pages 3 et suivantes.

conseil en 1783, dans un rapport où il disait: " Ayant vu à mon retour dans cette capitale, que les pluies fréquentes ont rendu plus considérables que jamais les défauts des rues, jusqu'a les rendre impraticables, ainsi que les préjudices dont, en conséquence, souffre le public par la persistance de tant de boue, augmentée et remuée par les lourdes charrettes, et conservée pendant tout l'hiver et une partie de l'été dans quelques rues, qui donne naissance à des miasmes que l'on doit considérer comme très nocifs pour la santé publique, en outre des embarras causés au trafic..." sollicita du cabildo les moyens d'améliorer un état aussi déplorable (1).

Le mal était d'une telle nature que, malgré la belle initiative de 1783, j'ai pu voir moi-même, les boues immondes des rues, et les profonds marécages dans le centre de la ville, et lorsque j'évoque les souvenirs de mon enfance et de ma jeunesse, c'est toujours avec horreur que je me représente l'horrible spectacle.

Je citerai à l'appui de cette affirmation, ce que raconte le docteur don Manuel Mansilla, qui mourut à l'âge de 96 ans: " Les rues, dit-il, n'avaient aucun pavage, et par les jours de grandes tempêtes, l'eau courait à torrents, formant de véritables rivières, que l'on classait numériquement, première, deuxième et troisième et qui dégringolaient en cascades dans beaucoup d'endroits, ce qui rendait les rues impraticables à peu près partout. J'avais alors 13 ans lorsque le grand Rivadavia commanda de démolir le môle de maçonnerie qui servait de débarcadère depuis l'époque coloniale, et avec les pierres et les décombres, de paver la rue qui fut appelée à cause de cela, del Empedrado (de l'empierrement, aujourd'hui Florida)" (2). Le grand âge du docteur Mansilla lui fait confondre: la première rue empierrée de Buenos Aires ne le fut pas du temps de Rivadavia, ni avec les matériaux de démolition du débarcadère; l'empierrement est de l'époque du vice-roi Vértiz et de ses successeurs.

Le cabildo résolut de transmettre la communication du vice-roi au procureur général pour information. Cette information disait que, parmi les choses les plus nécessaires pour le bien public, en outre de l'empierrement et préalablement, elle proposait: 1.° la prohibition de l'entrée aux lourdes charrettes à bœufs, notant que, jusqu'au Paseo de la Alameda le chemin était immonde et ses environs corrompus et infestés; 2.° la création de deux ou trois marchés extra muros pour le garage des voitures et convois, et établissant dans ces endroits de petites doaunes supplémentaires; 3.° donner les cours correspondant aux eaux par les rues qui vont du sud au nord, parce que, disait-elle, " elles trouvent des fosses et des buttes, les unes sont trop profondes et les autres trop élevées, ce qui forme des marécages par le séjour des eaux "; 4.° de procéder à la construction des trottoirs aux frais des propriétaires, non seulement dans les endroits où la population est la plus dense, mais aussi dans les quartiers et les paroisses les moins peuplées; 5.° pour prendre soin de la propreté constante de la ville, demander quelques prisonniers et 10 ou 12 charrettes à bras, des chevaux ou mulets avec des paniers pour enlever les ordures, les animaux morts et autres immondices, infligeant des peines à ceux qui jettent des ordures dans les rues; 6.° nommer un régisseur,

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 14, art. *La ciudad de Buenos Aires*, pages 610 et suivantes.

(2) *El Diario*, Buenos Aires, art. *El doctor Manuel Mansilla, con motivo de su muerte.*

par tout, pour surveiller le nettoyage et la propreté de la ville et des faubourgs; 7.º que les boulangeries et les moulins sortent de la ville, parce qu'autrement, tout est inefficace, disait-elle, les obligeant à s'établir extra muros"; 8.º que les deux commissionnés pour la réparation des entrées de la ville et l'ouverture des quintas, don Manuel Uriarte et don Alfonso Rodríguez, soient soutenus dans leur commission, et leur assistance rendue efficace et assidue" (1).

De sorte qu'il est constaté par des documents administratifs, qu'en 1783 l'autorité se préoccupait d'améliorer le lamentable et immonde état des rues, de leur propreté, du service d'enlèvement des ordures, de faire des trottoirs et de l'écoulement des eaux de pluie. Ces mesures projetées étaient insuffisantes et exécutées avec une lamentable lenteur, et celle qui avait le rang officiel de capitale du vice-royaume était une immonde agglomération de maisons et de rues boueuses et défoncées.

Le docteur don Francisco Bravo de Rivarola dit dans l'information dont nous avons déjà parlé: que l'empierrement des rues ne pouvait être réalisé qu'en mettant ce travail nécessaire en adjudication. Le cabildo se réunit le même jour, ce qui prouve que l'amélioration de l'état de la ville tenait ses membres en éveil. Dans cette réunion on déclara que l'empierrement des rues était impossible à cause des frais qu'il entraînait. De sorte qu'à cette époque, de même que plus tard, on invoque le manque de ressources pour l'amélioration de la vie urbaine, alors que l'hygiène est la vie de la communauté, et, si l'économie est une règle de bonne administration, les dépenses nécessaires ne peuvent être remises et le problème consiste à créer ces ressources. Par économie on laissa subsister les marécages, ainsi que les bourbiers où l'on jetait les ordures, et, avec le temps, les pestes devinrent un douloureux enseignement.

La prohibition du passage des chars fut limitée au rayon qui comprend l'est-ouest, jusqu'à la paroisse de Monserrat, et nord-sud, entre les deux fossés de Viera et de Matorras, à l'exception des terrains du pas, à cause du grand trafic du Riachuelo. Quant à l'empierrement, on fut d'avis que l'on devait observer un plan qui considérait que les eaux "allaient précisément du centre de la place, moitié du côté nord-sud, et l'autre moitié du sud au nord, conformément au premier établissement de la ville, et aux rues traversées par ces voies qui vont de l'est à l'ouest, moitié pour une rue et moitié pour l'autre, formant le déclin au moyen d'un dos d'âne dans le milieu pour que, forcément, les eaux s'écoulent à l'est et à l'ouest par moitié, et que de cette façon chaque rue porte ses eaux courantes aux deux fossés dans l'endroit le plus convenable" (2).

Tel était le plan proposé par le docteur don Francisco Bravo de Rivarola, de sorte que le travail devait se faire pour un niveau réglé pour le dessèchement; j'ignore s'il était ingénieur pour établir ce projet scientifiquement.

On avait formé le dossier indispensable dans la procédure du gouvernement colonial, relatif à l'empierrement, qu'il serait curieux de consulter, et que j'ai lu lorsque j'ai fait ces études en 1867, mais qu'il faudrait avoir maintenant sous les yeux; dans le projet on indiquait l'élévation des rues relativement au niveau du

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome cité.
(2) Ouvrage cité.

fleuve, afin d'éviter la pente rapide de quelques unes. Dans ce but on jugeait qu'il était nécessaire de procéder au nivellement des rues, en utilisant les terres des déblais de celles qui étaient trop élevées pour surélever celles qui étaient trop basses ou celles qui avaient des excavations. Ce travail devait être effectué par les prisonniers ou l'on devait contracter des ouvriers; les propriétaires devaient contribuer aux travaux en face de leurs propriétés, ou fournir des esclaves ou de l'argent.

L'autorité jugea que les travaux devaient être commencés par la rue de San Nicolás, pour éviter les eaux qui descendaient de l'ouest, mettant dans les intersections des rues, des chemins de pierres ou de briques, pour fixer le niveau définitif. Je vis à Corrientes en 1855, ce procédé dans les rues de la ville non empierrées à cette époque.

De cette résolution édictée par le cabildo, le vice-roi Vértiz en donna conaissance au fiscal par le décret du 6 Septembre de la même année 1783.

Le plan définitif prohibait le transit des lourdes voitures, dont les roues hautes, massives et pesantes étaient construites pour les chemins défoncés des provinces de l'intérieur; en outre, on conseillait, comme inévitable, le nivellement des rues pour l'écoulement facile des eaux pluviales; que les boulangeries et les moulins devaient s'établir extra muros, et on défendait de jeter les ordures à la rue; la formation de chaussées dans les carrefours pour servir à fixer le niveau et faciliter le transit aux piétons par les temps de pluie; fermer tous les terrains vagues par des murs sur la rue; la construction de trottoirs; on prohibait dans les constructions nouvelles que les matériaux et les décombres encombrassent la rue; les alcaldes devaient veiller à l'accomplissement de ces résolutions pour procéder à l'empierrement et le continuer.

Le fiscal approuva le projet du cabildo, mais il fut d'avis que l'on devait fixer la façon dont les véhicules devaient passer dans les rues centrales de la ville, en réglementant le transport avec les petites charrettes, dont les propriétaires devaient contribuer dans une certaine mesure au soin et à la construction des rues, en fixant, par exemple, un impôt. Après avoir exposé diverses autres observations, il insistait sur ce que l'objet principal était l'empierrement que l'on avait commandé d'entreprendre (1).

Le vice-roi Vértiz, le 5 Décembre de la même année, publia l'édit définitif approuvant les mesures proposées et dont j'ai donné l'énumération, prohibant le transit des chars à bœufs dans le centre de la ville à partir du 1.er Janvier 1784; ces chars pouvaient passer par l'ouest de la place Monserrat, et celle d'Amarita ou Nueva, par le nord, laissant libre le commerce par le bas, sous peine d'une amende de 50 piastres pour les contrevenants et de 6 mois de prison pour le conducteur du char. Il permettait que le transport dans le centre de la ville se fit au moyen de palanquins et de chevaux, et de charrettes légères tirées par un cheval. Le dit vice-roi Vértiz communiqua cette résolution au gouverneur-intendant, don Francisco de Paula Sanz.

L'ingénieur don Joaquín A. de Mosquera fut nommé pour exécuter ces travaux. En acceptant la nomination, il manifesta que c'était une tâche ingrate parce qu'il

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome cité.

faudrait blesser des intérêts particuliers avec lesquels il ne serait pas possible de transiger puisqu'il s'agissait du bien général, et il craignait que sa commission ne lui apportât beaucoup de déboires et ne lui fit beaucoup d'ennemis. C'est pour ces raisons qu'il posa deux conditions pour accepter: 1.° que les résolutions qu'il prendrait dans l'accomplissement de son mandat, ne pourraient être suspendues, ni par l'assemblée, ni par ses membres, ni par les juges subalternes, ni que ceux-ci ne connaîtraient ni ne décideraient des difficultés qui pourraient survenir, demandant qu'il en soit seulement appelé au vice-roi; 2.° que l'autorité qu'il exerçait fût connue, et qu'il lui fût accordé l'aide des justices et des postes militaires de la capitale, mettant journellement deux soldats à ses ordres.

L'ingénieur Mosquera se montrait très prudent et très avisé en fixant avec clarté les conditions qu'il posait pour accepter le charge, parce qu'il prévoyait les résistances que rencontrerait l'exécution de mesures radicales, qui froisseraient des intérêts particuliers et des idées enracinées, mais toute amélioration d'intérêt général devait s'imposer sans considérations privées. Il se souvenait sans doute des sérieux inconvénients que le marquis de Esquilache avait rencontrés à Madrid, lorsqu'il s'était agi de la propreté et de l'hygiène de la capitale de la monarchie, au point qu'il fut présenté au roi une consultation des médecins qui prétendaient que l'air était trop subtil, à cause de la proximité de la sierra de Guadarrama, et qu'il était bon qu'il fut imprégné par les vapeurs des immondices jetées dans les rues. C'est ce qui faisait dire à Fernan Núñez, cité par Ferrer del Río: "que les espagnols sont comme les enfants, ils pleurent lorsqu'on leur enlève leurs ordures", se servant d'une expression plus imagée qu'il ne nous est pas permis de répéter. Si en Espagne il était nécessaire de tout l'appui du roi pour mener à bien la tâche de nettoyer l'immonde ville de Madrid d'alors, les précautions prises par Mosquera en demandant l'appui direct du vice-roi, dont les qualités lui garantissaient qu'il aurait la main ferme, n'avaient rien d'étrange.

Don Francisco de Paula Sanz répondit à Mosquera: "...vous ne devez aucunement douter qu'ayant prévu tous les obstacles, plaintes et réclamations, qui découlent forcément d'un projet qui doit être exécuté avec des dépenses pour beaucoup, et avec de grands inconvénients pour d'autres, et des fois avec un préjudice irrémédiable pour quelques uns, on agira conformément aux exigences en forçant les premiers, en aidant les plus nécessiteux, et au mieux des intérêts des autres..." (1). Il terminait sur ces mots: "...Ce serait méconnaître vos talents, votre prudence et votre circonspection, si je passais le temps à vous parler de la délicatesse du projet et de la nécessité de traiter de la plus grande partie de son exécution, sinon du tout, comme à un homme vulgaire qu'il n'est pas facile de convaincre et dont on ne peut obtenir le moindre sacrifice pour le bien public, sans s'exposer aux murmures et aux plaintes; qu'il convient de ne pas faire cas de beaucoup de celles qui arrivent à vos oreilles et qu'avec la modération et les souffrances possibles, et de supporter les imprudences qui surgiront sans doute des moins sensées des mesures qui les forcent à faire des dépenses, ou à changer la constitution actuelle des rues et de leurs propriétés respectives, d'autant plus qu'ils ne peuvent fermer les yeux sur la nécessité et l'urgence qui a forcé le gouvernement supérieur à cette sage et bienfaisante détermination."

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome cité.

Afin de pouvoir apprécier quel était l'état de cette ville au moment de ces progressistes idées, dignes du souvenir de la postérité, il me suffira de citer un exemple. La rue qui passait derrière l'église de la Merced et qui tombait sur la ravine, dit un document du 5 Janvier 1780, était si mauvaise que "...les personnes passaient en file indienne et en prenant beaucoup de soins, dans une partie de la rue", à cause des eaux de pluie qui couraient en emportant les terre-pleins et en menaçant même les édifices. On avait essayé, non seulement d'arranger cette rue, mais d'ouvrir l'autre jusqu'à la côte des nonnes, avec l'aide des voisins qui possédaient des terrains par où passait cette ligne. On commença le travail en supprimant un promontoire qui se trouvait à côté du moulin à vent qui existait à cet endroit. Les habitants de ce quartier demandaient que l'on arrangeât cette partie de la ville où il était impossible de construire, et que pour cela on fît le nivellement décidé pour faire écouler les eaux des tranchées désignées, la rue du Cabildo divisant les courants pour que les uns s'en aillent dans la tranchée de Matorras et les autres dans celle de Veira, pour se jeter ensuite dans le fleuve (1).

On avait alors pris la grande place, aujourd'hui place de la Victoire, comme point central, et les drainages devaient s'en aller, les uns au nord et les autres au sud, se combinant de façon à ce qu'il n'y ait que deux grands conduits de drainage, qui seraient les deux tranchées dont nous avons parlé. Les eaux qui y passeraient approfondiraient les tranchées et au moment des pluies il serait matériellement difficile de les traverser. Sans doute on construirait des ponts, et j'ai vu celle de ces tranchées qui passait par la rue appelée aujourd'hui rue Paraguay et qui obstruait le passage direct par la rue Florida, et l'autre par le sud, descendant les eaux d'une hauteur et traversée par un pont dans la rue Defensa, qui porte encore ce nom aujourd'hui.

Dans les documents anciens on affirme qu'il avait été proposé un autre plan qui consistait à aller chercher la tranchée est-ouest, mais qui donna de mauvais résultats, malgré que l'on eut fait un éperon pour diviser les eaux.

Mosquera, qui demanda qu'on lui remît les travaux précédemment faits sur la matière, trouva que par un accord du Cabildo du 14 Août 1780, on avait résolu, avant de faire aucun ouvrage partiel, de charger le brigadier don Custodio de Saa y Faría, de faire un plan de toutes les rues et de leurs canalisations de drainage, et de projeter les travaux qui devaient être exécutés. Ce brigadier accepta la charge et de faire l'étude.

Les propriétaires de la cuadra comprise entre la grande place et le Collège furent les premiers à offrir de subvenir aux frais de l'empierrement, proportionnellement à la façade de leur propriété. Ce fut la première cuadra qui fut empierrée.

Cette pétition des propriétaires fut prise en considération et mise en due forme par l'audience fiscale, et le vice-roi publia un édit le 12 Décembre 1780, donnant l'autorisation, à condition que l'on tiendrait note et raison des frais, pour servir de base à l'empierrement des autres rues. On commanda de mettre la fourniture de la pierre en adjudication.

---

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome cité.

En vertu des publications faites pour cette fourniture, don Antonio Melián proposa de conduire toute la pierre nécessaire à l'empierrement des rues qu'on lui désignerait, à raison de 4 piastres métalliques la charretée, sous la condition que la pierre serait tirée des carrières et dans l'embarcadère de la Colonie du Sacrement, et que le débarquement se ferait dans le bas appelé demeure ou maison de don Vicente Azcuénaga; qu'il ne payerait pas de droit pour les voyages et que l'on jaugerait les bateaux qu'il employerait; et que, après examen préalable du commissionné pour la vérification des charretées, il lui en ferait la remise pour qu'il les fasse conduire au lieu de l'empierrement; que les barques, les chars, les bœufs et les gens ne seraient pas employés à d'autre service; que pas plus à la Colonie qu'ici on arrêterait le débarquement et qu'en cas d'arrêt on lui paierait le séjour; que le paiement lui serait fait aussitôt la pierre posée dans la rue qui lui serait désignée, offrant une caution pour l'accomplissement du contrat [1]. Ces propositions furent faites dans une pétition du 27 Janvier 1781.

Cette pétition transmise, le procureur syndic fut d'avis qu'elle n'envisageait que l'intérêt privé et non celui du public, étant donné qu'il était équitable que le paiement fut fait lorsque toute la pierre serait livrée. Il concluait en conseillant de repousser la proposition et de faire une nouvelle adjudication, tant ici qu'à Montevideo, sous la condition que le contractant s'obligerait à tenir la pierre prête dans un temps déterminé, et qu'alors on déciderait comment elle serait conduite, d'après ce que déterminerait le brigadier Saa y Faria, directeur de ces travaux, payant la valeur de la moitié de toutes les charretées lorsque cette moitié serait conduite et le reste à la remise de toutes les autres.

Les mesures nécessaires étant édictées par le vice-roi et communiquées à don Joaquín de Mosquera, celui-ci adressa au gouverneur-intendant, don Francisco de Paula Sanz, un mémoire très étendu dont j'ai extrait ce qui suit. Il insistait sur les inconvénients que rencontrerait l'exécution des mesures projetées, d'autant plus que depuis 1759 on avait publié plusieurs édits avec cet objet, sans qu'ils fussent exécutés: il jugeait que la mesure édictée, prohibant l'entrée aux lourds véhicules, était très efficace pour la conservation des rues en bon état, lesquelles présentaient un aspect aussi déplorable pour le transit que préjudiciable à la santé par les émanations du nombre infini de mares et de bourbiers.

Tant dans les villes de la péninsule espagnole qu'ici, cette matière donnait lieu à une procédure volumineuse, avec des vues fiscales, des audiences de la municipalité, des représentations des habitants et des résolutions de l'autorité gouvernementale Il proposait l'empierrement aux frais de chaque propriétaire pour la partie située en face de sa propriété, en outre de l'impôt sur les chars et les charrettes; il était d'avis d'uniformiser le placement des poteaux, leur fixant une hauteur et une distance, car ceux qui existaient étaient soit trop hauts, soit trop bas, les uns tellement rapprochés du mur qu'un homme pouvait à peine passer, et les autres si éloignés qu'ils gênaient la circulation dans la rue.

Quant aux trottoirs, il disait: " Si tous les trottoirs pouvaient être construits en pierre, ils seraient moins détériorés par les roues des voitures, ils auraient une plus grande durée, et ils exigeraient moins de réparations. Mais je suis in-

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome cité.

formé qu'ils sont très coûteux, parce qu'il est nécessaire de faire venir du dehors les pierres de taille et les pierres plates, comme l'ont fait quelques habitants qui les ont placées en face de leurs maisons, et à qui, dit-on elles ont coûté un "platal". De sorte que sur ce point il est difficile, peut-être impossible d'uniformiser l'œuvre; cette uniformité sera plus accessible en commandant d'employer des briques de bonne marque, que l'on appelle ici fondues; sans préjudice pour ceux qui ont déjà des pierres de taille ou des pierres plates, qui, comme ils sont peu, n'altéreront pas beaucoup la généralité, et qu'il est juste qu'ils profitent de leurs avantages, de même que l'on devra permettre, pour le même motif, à tout autre qui, consultant l'utilité et ce qu'il peut faire, voudra les faire venir pour sa façade, alors que toutefois le séjour n'entrainera pas un retard pour le travail des autres. Mais ils ne pourront se dispenser d'enlever ces pierres et de les remettre plus haut ou plus bas, suivant que le demandera le nivellement respectif de chaque rue pour l'écoulement des eaux par des voies déterminées; car ayant été faits avant ce dénivellement, il est peu probable que leurs plans coïncideront avec celui de l'écoulement des eaux. La largeur de ces trottoirs construits en face de quelques maisons, était arbitraire, car le gouvernement ne l'avait pas déterminée: et ainsi dans les rues on voyait une telle différence d'une maison à une autre qui, en supposant qu'ils se soient entendus, il semblait impossible qu'ils aient pu y arriver; les uns étaient hauts, les autres bas, les uns larges, les autres étroits, les uns droits, les autres en biais ou courbes: aucun n'était commode, aucun n'était utile, pas plus au propriétaire qu'au public; ils montraient le talent ou l'humeur de celui qui les faisait construire: quelques uns étaient impraticables, comme si chacun eut eu des droits supérieurs à ceux du respectable public pour l'incommoder, pour entraver sa marche par la rue, ou pour rogner sur la largeur de celle-ci, ce qui se voyait quelquefois" (1).

Quoique l'état des trottoirs eut été considérablement amélioré, après un siècle il restait beaucoup à faire, alors que j'écrivais en 1867: il y a eu beaucoup d'améliorations, mais beaucoup de réformes sont nécessaires, confirmant les observations en général. Mosquera conseillait de fixer la largeur à 6 paumes, afin de laisser 8 varas franches de rue. Maintenant, dans les larges rues et dans les avenues, la largeur des trottoirs a augmenté pour la commodité des piétons: un siècle et demi a été parcouru!

Il indiquait à cette époque lointaine comment on devait rectifier l'alignement des rues, s'assugétissant au plan de la fondation, afin que les manzanas formassent des angles droits dans les carrefours.

Beaucoup des indications pratiques conseillées par l'ingénieur Mosquera furent réalisées par la section topographique après l'indépendance, et c'est dommage qu'il n'ait pas conseillé, au lieu d'angles droits, la forme octogonale.

Ces petites places seraient grandement utiles pour l'hygiène, et un modeste correctif de l'étroitesse de certaines rues, ce qui est visible maintenant par l'élévation des maisons à plusieurs étages. Ce fut le plan que le vice-roi Toledo conseilla pour la ville de Potosí, la ville impériale de la colonie, et qui fut abandonné par le négligence du Cabildo.

---

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 14, art. cité, pages 621 et 622.

" Entre temps, disait Mosquera, et pendant le travail, il est nécessaire de mettre un terme à tous les abus que l'on découvre et qui peuvent être plus tard un obstacle pour lui et pour les autres idées qui ont pour but l'arrangement général. Comme ce qui est le plus nécessaire, est de rechercher la décoration et l'uniformité, il me semble qu'il ne serait pas inopportun de prohiber, dès maintenant que l'on ouvre des fondations, des portes ou des fenêtres, que l'on répare des murs ou autre chose dans les façades des maisons sur la rue, sans avoir une permission du gouvernement avec les informations du cas..." (1).

Ces fonctions furent, à l'époque moderne, exercées par la section topographique.

L'ingénieur Mosquera, dans son long et minutieux rapport, indiquait jusqu'à la manière dont elles devaient être construites, afin de consulter la solidité et l'uniformité. Il conseillait que, tant que les rues ne seraient pas empierrées, ce qui était le grand désir et la préoccupation de l'autorité, il fallait donner de la solidité à la chaussée au moyen de décombres mêlées de sable, après nivellement préalable, la superficie étant plus basse que les trottoirs. Il recommandait la réparation continuelle des endroits qui se détérioraient, car la conservation des chemins est indispensable, et les dépenses faites pour les construire et pour les niveler est inutile si on ne prend pas soin de leur conservation (2).

Dans ces anciens temps, on avait l'abitude de jeter les eaux sales à la rue ce qui non seulement était peu hygiénique, mais malpropre. Ces eaux couraient par les égouts des maisons, et se vidaient dans la rue, et quoique le remède fut ensuite la construction d'égouts perforant le sous-sol, Mosquera jugea que c'était trop surcharger les habitants avec tant de travaux successifs: il reconnut que ces égouts ne sont pas sains, et l'expérience le prouva, jusqu'à la réalisation des travaux appelés de salubrité, en construisant de véritables égouts et des canalisations pour les eaux courantes.

Il conseilla comme mesure facile que les égouts pour l'écoulement des eaux pluviales fussent couverts dans les trottoirs, lesquels devaient être plus hauts que les chaussées. En outre, il était d'avis que par les canalisations et les égouts ne passeraient que les eaux de pluie et non les immondices, " ni autres déchets de toute espèce, dit-il, qu'il conviendrait d'empêcher le plus rigoureusement après le commencement de la construction des rues (3). Il ne serait pas bon, non plus, que sur les trottoirs on plaçât des escaliers ou des marches pour entrer ou sortir des maisons, ni des bancs près des portes, pour s'asseoir ou pour d'autres usages."

J'ai donné ces reproductions, afin de faire connaître avec exactitude l'état des rues et des trottoirs. Il en résulte clairement la malpropreté et le défaut d'hygiène. Je me souviens que dans mon enfance, il y avait beaucoup de maisons dont les marches de pierre, souvent plus d'une, rendaient le passage difficile, et je le dis pour bien montrer qu'on négligeait sciemment de faire cette amélioration, ainsi que des grandes fenêtres avec des grilles en fer ressortant des murs, au préjudice des piétons. Cela existait dans beaucoup de villes espagnoles à l'époque où je résidais dans ce royaume, c'est-à-dire à l'époque contemporaine.

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 14, page 625.
(2) Ouvrage cité, page 625.
(3) Ouvrage cité, page 624.

L'ingénieur Mosquera manifesta la nécessité de rendre possible la traversée des rues de l'un à l'autre trottoir, ce qui à cette époque avait obligé à construire une multitude de dos d'ânes, avec des plâtras ou de la terre pour passer d'un trottoir à l'autre, ou à faire un passage avec des pierres ou du bois, ce qui, des fois arrêtait l'eau et formait des marécages. Le lamentable état des rues était tel " que, dit cet ingénieur, aussi bien les voitures que les cavaliers les parcouraient à la nage ". Cet état ne pouvait continuer dans la capitale du vice-royaume.

Il proposa comme mesure immédiate d'empierrer les carrefours, de façon à former une chaussée qui permit dans ces endroits de traverser les rues facilement, quoique cela ne fut fait que dans les rues de plus grand transit. Mais, de cette manière, entre deux carrefours, il se formait une espèce de lagune, de boue en putréfaction et un foyer infectieux pour le voisinage, ou alors il fallait le remplir avec des décombres, qui ne devaient pas être abondantes à cette époque, car il y avait peu, très peu d'édification.

Mosquera prétendait empêcher la hausse de la chaux, des briques, des poteaux, de la main d'œuvre, etc., en donnant les mêmes prix, alors que la demande et la consommation étaient très limitées et alors que le transport au moyen des petites charrettes était soumis à des droits. Il détaillait la manière d'exécuter la nouvelle édification, et après avoir indiqué longuement comment on devait proportionner les frais des travaux publics entre les habitants, il disait: " J'ai vu dans l'une des rues principales, laisser de nombreuses fois les mules et les chevaux crevés; j'ai vu des chiens et des chats crevés dans toutes les rues; j'ai vu jeter de toutes les maisons des ordures et même quelquefois autre chose; j'ai vu dans les courses de taureaux, abandonner ceux-ci morts dans les rues, et, enfin, s'il fallait énumérer tout ce que j'ai vu dans ce genre, je n'en finirais plus. Tous ces faits contraires à la bonne administration et opposés à la propreté et à la santé publique, tous ces excès et tous ces défauts, si on ne les prévient et si on ne les réprime par des peines sévères, rendront inefficace le travail que l'on entreprend et feront que le zèle et les dépenses seront inutiles " (1).

Ce tableau réaliste n'a pas besoin de commentaires. La capitale était d'une malpropreté dégoutante et le peuple était sale, parce que l'eau manquait. Tel était le retard de ces temps, que de ceux qui édifiaient, quelques uns faisaient la boue pour la construction de leurs maisons avec la terre de la rue, faisant ainsi des excavations et des bourbiers; la rue publique se convertissait au bénéfice privé, sans que les autres voisins aient un moyen de l'empêcher. Ce désordre ne pouvait continuer et l'ingénieur Mosquera demandait que cette manière d'agir fut prohibée par des punitions sévères. " L'ouverture de puits, disait-il, pour tirer l'eau pour le service intérieur des maisons, l'établissement de lieux communs ou latrines, de canalisations, de cloaques, de cheminées, de fours, de caves et autres présentant certains risques, sans autre examen que celui de la volonté du propriétaire ou l'arbitraire de constructeurs ignorants, produisent de grands préjudices à la santé publique et aux édifices, qui s'élèvent au dessus de ceux des voisins, des fois dangereusement. Tous ces inconvénients pourraient être prévenus par une reconnaissance nécessaire, que chaque intéressé sollicite avec la

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 14, pages 625 et 626.

manifestation de ses intentions, sur la vue de laquelle on déterminerait l'endroit où doit se construire sans ces terribles inconvénients, le travail qu'il veut exécuter dans sa maison. Le gouvernement lui donnerait pour cela la permission correspondante, qui serait authentifiée par le commissionné respectif... " (1).

Ces indications équivalaient à la création d'un gouvernement administratif municipal, nécessaire, urgent et très utile, tel qu'il existait alors dans toutes les capitales du monde civilisé.

Il conseillait en outre de défendre d'attacher des animaux aux poteaux des rues, ce qui constituait de véritables râteliers, immondes, car personne ne nettoyait les trottoirs ni n'enlevait les immondices. J'ai vu la ridicule coutume de placer ces poteaux au bord des trottoirs, espèce de cercle mural inexcusable, et je me rappelle qu'ils furent supprimés par une espèce de complot nocturne présidé par M. Maldonado, homme progressiste, au moment de la chute de Rozas.

Mosquera demandait de défendre de galoper dans les rues; de réglementer les boutiques de magney, afin d'empêcher les dangers du feu, en prohibant l'amoncellement de bois; de défendre que les cordonniers, les tailleurs, les menuisiers et autres, établissent leurs ateliers pendant le jour, dans les rues, sous prétexte de rechercher le frais, ni de mettre des annonces qui entravent le passage libre et facile sur la voie publique; que l'on dépose contre les murs qui donnent sur les rues, des bois, des briques ou autres matériaux de construction.

A cette époque lointaine, les habitants avaient l'habitude de jeter les ordures et les détritus sur la voie publique, ce qui produisait des odeurs nauséabondes et donnait un aspect malpropre. Mosquera demanda que l'on mit fin à ces abus. Il préconisait l'emploi de chars de l'administration pour ramasser les ordures et indiquait la manière et l'endroit où devait être le dépôt de ce service de la ville. Et tel était le déplorable état de la ville, qu'il demandait que ce service fut fait au moins une fois par semaine. Cette indication est frappante, parce qu'elle révèle quelle était la malpropreté de la ville qui ne trouvait sa semblable qu'en Turquie.

Le service municipal était tellement en retard, que les ordures étaient traînées dans des peaux, par des chevaux, et il est probable que dans les endroits où il y avait des mares, on les jetait dedans. Mosquera conseilla de mettre fin à cette manière lamentable de transporter les ordures.

Les personnes qui possédaient des voitures avaient l'habitude de les laisser devant les portes de leurs maisons pendant la nuit, ce qui, non seulement obstruait le passage, mais était préjudiciable, c'est pour cela qu'il demanda d'y mettre fin.

" Le balayage des rues et l'arrosage en été, dit-il, est hygiénique et d'une bonne administration. A mon avis, dans cette ville, la poussière est un mortel ennemi. J'ai été conduit à cette opinion par la réflexion et en m'appuyant sur des faits: la manière dont j'en ai parlé quelquefois m'y a fait persister. Comme il n'y a pas le moindre doute que la santé dépend ici en grande partie de ce que le sol et l'atmosphère doivent être humectés, il importerait de commander, sous peine d'amende, que tout habitant balayât en face de sa maison, jusqu'au milieu de la rue, et qu'il fit arroser une ou plusieurs fois pendant l'été " (2).

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 14, page 626.

(2) Ouvrage cité, page 628.

Ce long rapport de l'ingénieur Mosquera est du 22 Janvier 1784. Le gouverneur-intendant, don Francisco de Paula Sanz, dont le portrait était au Musée Public en 1867, j'ignore où il se trouve maintenant, édicta l'ordonnance correspondante et se décida à entrer dans la voie des améliorations positives et nécessaires de la ville. Ferme dans ses idées et aidé par la coopération du vice-roi Vértiz, il se trouva bien vite en état de réaliser ces progrès.

Sur ce sujet, je rappellerai avec un véritable plaisir que l'on édicta les ordonnances suivantes, que je considère comme un point très important pour l'histoire de cette ville de Buenos Aires. Par sa nature, le document est aride, mais l'histoire n'est pas gaie et la vérité est supérieure aux choses divertissantes et agréables, si l'on veut se former un jugement exact sur le passé. " L'excellentissime señor don Juan José de Vértiz, dignissime vice-roi de ces provinces, désireux de laisser à cette ville tout ce qui dépend et tout ce qui a dépendu de son pouvoir supérieur, sans ménager son travail, et au détriment de son repos et de son bien-être, de laisser des documents qui, n'ayant d'autre but que le bien et l'utilité communs, perpétueront sa mémoire dans la postérité, a voulu terminer heureusement son commandement, en donnant le dernier à cette ville. Il a voulu que tous, sans exception, participent à sa grande idée, de donner à la ville le rang de civilisation, de culture intellectuelle et de propreté qui revient à la capitale d'un vaste royaume, porte des habitants et des étrangers pour un commerce libre, et la place désignée pour le commerce avec les provinces du Pérou. Pour cela, le nettoyage des immondices et des ordures qui jusqu'ici subsistaient dans les rues, à cause de l'abandon et du manque de police, afin que l'on respire un air plus pur, et que l'on supprime du même coup toutes les causes qui apportent presque tous les ans diverses épidémies, qui font périr une partie de sa population, c'est-à-dire le souci de la santé publique a été considéré comme le plus digne de l'attention de S. E. qui ne veut pas quitter son commandement sans le mettre en pratique le plus rapidement possible. Avec la nouvelle méthode de gouvernement qui a été établie récemment et dont la charge m'a été confiée, ce point revient maintenant à la police, et son exécution à mes soins. Sans m'écarter des idées avec lesquelles S. E. pense toujours le compléter, je poursuivrai son exécution, avec fermeté, avec zèle, et avec la noble obligation qui est due à une ville et à ses habitants, qui méritent toujours l'affection la plus sincère et la plus grande gratitude. Le plus grand inconvénient ayant été supprimé par l'édit publié sur l'ordre de S. E., le 5 Décembre de l'année dernière, interdisant aux chars d'entrer dans les principales rues de la ville de Buenos Aires, sauf jusqu'aux limites déterminées, il reste seulement à s'ocuper de ce qui touche sa meilleure application, son uniformité et le moins de dépenses pour les habitants: à cet effet, après avoir médité tous les points avec la plus grande attention, le capitaine du génie, don Joaquín Mosquera, chargé comme personne intelligente et pratique, de la direction de ce travail, a fait édicter dans les articles suivants les dispositions auxquelles devront se conformer les députés de chaque rue:

" Un. — Les alcaldes de barrio seront pourvus d'autant d'exemplaires de cette instruction, qu'il y a de rues ou de doubles faces de cuadras dans le quartier de leur juridiction. Ils appelleront les habitants ou les propriétaires de chacune d'elles successivement, et, leur faisant part de son contenu, leur demanderont de nommer un député pour se charger de la composition des deux faces respec-

tives. Celui-ci ayant accepté sa charge, les voisins s'accorderont pour les frais qui leur reviennent, selon leurs propriétés: l'ingénieur graduera et vérifiera les dépenses, en cas de nécessité, ou sur la demande des habitants. On commencera immédiatement le rassemblement de tout ce qui est nécessaire, afin que le travail soit exécuté le plus vite possible.

" Deux. — L'un des principaux objets du député sera de vérifier si dans le district dont il a la charge, il n'existe aucun habitant ou propriétaire qui ne peut aucunement contribuer au travail. Dans ce cas, après s'être bien assuré de l'impossibilité, il convoquera les autres habitants, pour voir si le total de ceux-ci consent librement à payer pour l'insolvable. S'il survient la moindre difficulté, ou la moindre répugnance, il n'insistera pas, et fera part au gouvernement de l'indigence de cet individu, pour qu'on lui remette, sans avoir recours aux autres, le payement qui lui correspond.

" Trois. — Pour la vérification de l'insolvabilité, le député devra procéder scrupuleusement, recherchant si elle est telle que l'individu ne peut contribuer pour la moitié ou pour le tiers de l'imposition. Celui qui pourra contribuer avec quelque chose devra y être obligé, afin que l'aide que le gouvernement se propose d'accorder retombe sur des personnes en proportion de leur nécessité ou de leur indigence.

" Quatre. — Ceux qui possèdent des voitures et qui veulent les fournir pour le charroi des matériaux nécessaires à la construction de leur rue, ainsi que ceux qui veulent fournir des hommes, pourront le faire, et on leur en tiendra compte pour la part qu'ils ont à payer, en évaluant ces services d'après les prix courants, à moins que l'intéressé ne veuille ainsi concourir volontairement en faveur de ses voisins.

" Cinq. — Les prisonniers et les autres auxiliaires que le gouvernement a l'intention de mettre à la disposition des députés le seront d'après le montant des frais pour les rues pour lesquelles ils sont demandés, et en faveur de ceux qui manquent le plus de moyens pour payer le tout ou une partie de ce qui leur revient.

" Six. — Dès que les habitants et les propriétaires se seront entendus avec le député pour leurs parties respectives, ainsi que pour les dépenses, et que les matériaux seront rassemblés, ce qui devra être fait dans un terme de 15 jours, à partir de la publication de l'édit respectif, le député avisera le capitaine du génie don Joaquin Mosquera, commissionné pour la direction de ce travail, lequel passera avec l'architecte Pedro Preciado pour déterminer les points de nivellement, et faire enfoncer les piquets qui indiqueront les canalisations des rues, etc. Il fera également pendant le cours du travail de fréquentes visites, non seulement pour vérifier que l'on conserve les règles précises d'uniformité et que l'on fait le travail avec solidité, mais aussi pour que l'on fasse les terre-pleins et que l'on tasse le sol de la rue selon les règles de l'art.

" Sept. — Les trottoirs, qui seront uniformes, à l'exception de ceux dont les propriétaires auxquels ils correspondent, veulent les construire en pierre pour le plus de sécurité, pour la durée et pour l'embellissement de leur édifice, auront 6 paumes de large, sans comprendre la bordure qui sera de la même pierre ou de briques de champ et qui doit être faite tout le long. Ceux qui ne pourront les faire de cette façon, les feront au moyen de briques posées à plat sur un

mélange d'un tiers de chaux, de même que la bordure pour affermir l'encaissement et rendre le tout plus durable.

" Huit. — Ces trottoirs seront élevés d'une paume au dessus du niveau de la rue, dont l'alignement sera donné par l'ingénieur au maçon qui est chargé de la construire.

" Neuf. — Toutes les 3 varas il y aura bien planté en terre un poteau de bon bois, dont l'épaisseur sera celle de la bordure du trottoir et dont la hauteur sera la même dans toute la ville que pour ceux qui sont placés en face de la maison habitée par don Domingo Pérez, parce qu'une plus grande hauteur pourrait avoir des inconvénients.

" Dix. — Entre deux poteaux on ne mettra ni barre ni corde pouvant former balustrade, car cela aurait des inconvénients qui seront évités en laissant l'entrée libre par tous les points du trottoir.

" Onze. — Si les habitants des deux faces de cuadra s'arrangent avec le député, comme cela pourra arriver, pour faire toutes les dépenses dans une masse commune, en y contribuant au prorata de la façade de chacun d'eux, de façon à avoir une dépense moindre, dans ce cas, s'ils n'ont pas toute confiance dans le maçon qui est chargé du travail, le député pourra s'arranger avec l'ingénieur, pour que celui-ci intervienne dans tous les frais, journellement ou toutes les semaines, soit pour les achats, soit pour les journées, dont les notes formeront le compte total qu'il justifiera si c'est nécessaire, et que le gouvernement autorisera pour la plus grande satisfaction des intéressés.

" Douze. — Si certains habitants avaient assez de difficultés, et que, pour leur plus grand intérêt et leur bénéfice commun, ils voudraient empierrer toute la rue leur appartenant entre les trottoirs, ils pourront le faire en s'assujettissant au nivellement et aux règles édictées par l'ingénieur commissionné et de la même façon que pour la partie qui est faite au compte de la ville sous les ordres du brigadier don José Custodio à l'entrée de la rue du cabildo qui touche la place, laquelle servira d'exemple dans ce cas.

" Treize. — Au cas où on ne pourrait faire d'empierrement, le meilleur terre-plein sera fait au moyen de débris de briques et des résidus des fours à brique, et, à leur défaut, on se servira de décombres, de gravois, de terre ou de sable de la meilleure qualité qu'on pourra trouver. Pour cela le député consultera l'ingénieur et tous deux concilieront ce qui est possible pour chaque habitant ou propriétaire ou pour tous en conjoint, d'après ce qu'il a été convenu préalablement.

" Quatorze. — On enlèvera ou on enfouira les pieux ou les pierres qui se trouvent dans les carrefours pour passer d'un trottoir à l'autre par les temps de pluie, sauf au cas où avec la nouvelle construction ils n'exposent les passants à des désagréments ou à des chutes comme cela s'est vu quelquefois.

" Quinze. — Dans tous les carrefours on fera un passage de pierres comme il a été recommandé à différentes fois par des édits publics, dans le but d'assujettir les terre-pleins et les trottoirs, et lorsque les habitants le pourront il sera beaucoup meilleur d'empierrer tout le carré que forment les 4 angles de chacune des faces des cuadras.

" Seize. — Il est également indispensable de mettre dans les carrefours des garderoues, ou des pierres, ou des pieux de la plus grande consistance, dont la hauteur n'excèdera pas celle des poteaux, pour éviter que les voitures et les chars, en prenant le tournant, n'écornent le trottoir.

" Dix-sept. — Les propriétaires de garages de voitures doivent élever leur porte au dessus du trottoir, et suivant la largeur de cette porte, faire ce trottoir avec des pierres en pendant du côté de la rue, pour que les voitures puissent entrer et sortir facilement. Pour cela ils devront se conformer aux règles que donnera l'ingénieur commissionné.

" Dix-huit. — Les portes de rue qui, par suite du nivellement, sont au-dessus du plan de la rue, et qui nécessitent des escaliers au-dessus du trottoir pour l'entrée, seront arrangées par l'ingénieur commissionné, de façon que ces escaliers ne puissent ressortir du mur de plus d'un tiers de vara, afin qu'ils ne soient pas un obstacle pour la circulation des gens sur le trottoir. Ceux qui les construisent en pierre ne doivent pas les faire à angles droits, mais circulaires ainsi que ceux qui les font en briques, et pour cela ils les placeront dans une marque en bois, ou d'autre façon, selon que l'indiquera l'ingénieur, tenant compte des droits et des intentions des propriétaires de chaque maison.

" Dix-neuf. — Ces frais particuliers devront être exclusivement à la charge des propriétaires en particulier, et ne pas entrer dans la masse commune pour la construction de la rue, il en sera de même pour les garde-roues des angles des rues car ils ne se rapportent qu'au bénéfice des particuliers, seule étant commune et générale l'uniformité du corps de la rue, des trottoirs et des poteaux.

" Vingt. — Les rues devront être nommées du nord au sud et de l'est à l'ouest, par les noms qu'elles possèdent maintenant, et ces noms seront inscrits dans les carrefours de chacune d'elles sur un carré de pierre ou de bois incrusté dans le mur, avec des lettres claires, de façon qu'ils soient visibles à une distance convenable. Les rues qui sortiront directement de la place, porteront leur nom à partir de cette place et jusqu'à la sortie, on comptera maintenant leur composition depuis les 4 cuadras du tour de la place, sauf pour celles qui se continuent étant édifiées, car pour elles on doit compter comme pour les autres, puisqu'elles ne manquent pas de constructions.

" Vingt et un. — Pour rendre plus facile l'intelligence de ces rues et pour qu'il soit plus commode de rechercher une maison, on distinguera avec le nom des cuadras les deux côtés de chacune. Pour récompenser le travail, le zèle et l'activité des députés respectifs pour le soin qu'ils ont mis à leur construction, au bénéfice et pour l'utilité des habitants, on mettra dans chacune d'elles une autre inscription semblable à celles des rues, avec le nom du député pour que l'on conserve perpétuellement la mémoire du service rendu à ses concitoyens.

" Vingt-deux. — Enfin, le gouvernement espère que ce travail sera mené à bonne fin, lequel est si intéressant pour une ville de l'étendue de celle-ci, et de tant d'éclat et de culture intellectuelle, travail si utile au bien commun de ses habitants et qui, pour cela, ainsi que pour d'autres avantages, a mérité toute l'attention et tout le zèle de l'excme. señor qui l'a dirigé pendant tant d'années. Sachant que la ville manque de fonds propres pour les invertir pour le bien des habitants, il se propose de trouver des moyens pour les former, idée à laquelle il a déjà donné un commencement d'exécution avec quelques droits d'octroi, dont les fonds seront employés aux choses les plus utiles, de façon que personne ne soit plus avantagé qu'une autre, ni qu'il se trouve un seul individu qui ne participe au bienfait. Dans ce but, le gouvernement ne reculera devant aucun sacrifice, et il emploiera les ressources pour les besoins les plus pressants, accueillant favorablement et dis-

tinguant ceux qui montreront le plus de zéle pour encourager ou pour donner une idée pour le bien commun. — Buenos Aires, 4 Février 1784. — Don Francisco de Paula Sanz. — Juan Andrés de Arroyo ".

Telle est la longue et minutieuse Ordonnance édictée à la fin du XVIII^me^ siècle, que j'ai cru bon de reproduire intégralement comme un document caractéristique du gouvernement de la municipalité, alors que le cabildo avait cessé d'exercer le gouvernement immédiat et local par la création du gouverneur-intendant. L'ordonnance fut édictée par don Francisco de Paula Sanz, chevalier de l'ordre de Charles III, du conseil de S. M., intendant des armées royales, gouverneur-intendant de Buenos Aires, superintendant supérieur délégué des finances royales et des rentes royales des tabacs et des cartes à jouer, etc. Elle fut imprimée à l'imprimerie des Enfants Trouvés.

Le nivellement des rues de la ville de Buenos Aires fut commencé dans la partie sud par don Custodio de Saa y Faria en 1780, mais ce travail fut arrêté parce qu'il n'avait pas le caractère officiel. En entreprenant l'œuvre publique dont nous venons de parler, l'ingénieur Mosquera demanda sa coopération, qui lui fut offerte sans restriction, et il demanda que le gouverneur-intendant édictât quelques mesures qu'il lui indiqua. Don Francisco de Paula Sanz publia alors un édit qui disposait :

" Un. — Que l'on enlève les buttes de terre qui se trouvent depuis l'endroit nommé don Carlos, allant vers l'ouest jusqu'à celui de Juan Diego Flores, et vers le nord-sud jusqu'au four à briques de la Merced et à la ferme du Courant, dont les fermes et les rues sont écartées du cours des eaux par les dites buttes, et les renvoient sur les places et à l'intérieur de la ville.

" Deux. — Que, pour que la construction et l'arrangement des cuadras et des traverses soient uniformes partout, on devra se soumettre à l'instruction que le gouvernement a donnée à ce sujet, d'après des règles bien étudiées et indiquées par l'ingénieur commissionné pour la direction de ce travail.

" Trois. — Que, pour qu'en attendant que l'on ait construit chacune des faces des cuadras, le travail ne soit pas interrompu, et que l'on commence à conserver la propreté, l'éclat et la police auxquels on aspire, il est absolument défendu, à partir de maintenant, sous peine d'une amende de 20 piastres qui sera formellement exigée de toute personne, de quelque état, classe et condition, et qui peut la payer, et d'une peine de 8 jours de prison au cas où elle ne le pourrait pas, qui, par la porte ou par la fenêtre jettera à la rue, soit de jour, soit de nuit, des ordures, des décombres, de la cendre, ou toute autre chose, ainsi que du papier ou des chiffons. Toutes ces choses devront être conduites par les esclaves ou autres aux fossés ou aux autres endroits destinés à cet objet.

" Quatre. — La même peine, appliquée de la même façon, frappera celui qui jettera des animaux morts à la rue. Les voisins qui verront l'un de ces animaux au matin, devront en avertir immédiatement le député, afin que celui-ci recherche le coupable, et, au cas ou les voisins n'en donneront pas avis, ou lorsque le coupable ne pourra être connu, on procèdera à l'enlèvement de l'animal aux frais des habitants de la partie de la rue comprise entre les deux carrefours.

" Cinq. — Personne ne pourra enlever des ordures dans des peaux ou autres, en les transportant à dos d'animal, sous peine de confiscation du cheval ou de la mule qui les transporte, et toute personne aura le droit d'arrêter le contrevenant et de l'amener au député ou aux gens de justice pour qu'il soit puni.

" Six. — La même faculté est donnée à tous pour appréhender tout animal qui se trouvera attaché aux poteaux, grilles et portes de la rue, et pour le présenter au député ou aux gens de justice pour qu'il soit saisi ainsi que tout ce qu'il porte, et si le cheval ou la mule se trouve attaché à la porte d'une boutique de magney, et si le cavalier est à l'intérieur, le patron de l'établissement payera 6 piastres d'amende, et le cavalier verra sa monture confisquée, avec tout ce qu'elle porte, arrivant de cette façon, à faire observer les édits aux uns et aux autres, le cavalier restant à cheval aux dites portes ou tenant les rênes s'il est obligé de descendre.

" Sept. — Que l'on ne jette pas des eaux infectes dans les canalisations qui se déversent dans la rue, ce qui est préjudiciable à la santé publique en remplissant celle-ci de mauvaises odeurs et d'insectes: ces canalisations n'ayant d'autre objet que l'écoulement des eaux de pluie et des autres eaux qui ne renferment pas d'immondices et qui proviennent soit du service de la maison, soit du service d'officines propres, sous les peines indiquées.

" Huit. — Que les patrons des boutiques de magney ne peuvent fendre leur bois à la porte de leur maison, parce qu'ils détérioreront la rue, et troublent la circulation de ceux qui y passent: ils devront faire cette opération à l'intérieur de leur maison ou dans leurs cours.

" Neuf. — Qu'aucun menuisier, charron, forgeron ou tout autre artisan ne pourra tirer ses établis, ses instrumentes ou toute autre chose pour travailler dans la rue, ce qu'ils doivent faire à l'intérieur de leurs propres maisons, sans empêcher le passage des ruisseaux ou des trottoirs, qui doit toujours rester libre.

" Dix. — Dans ce même but, il est défendu à tous les habitants d'empiler ou de déposer sur la rue des bois, des matériaux, ou autres objets de service, de commerce ou de trafic, sous la dite peine, laquelle sera exigée lorsque l'on aura constaté le dépôt pendant une nuit. A cette fin et pour qu'il ne reste aucune de ces choses il est accordé un terme de 15 jours à partir de la publication de cet édit pour enlever et emmaganiser celles qui le sont à présent.

" Onze. — On devra excepter de cette règle ceux qui ont ouvert un travail sur la rue, lesquels devront attacher des deux côtés de ce travail des bois croisés, mais de façon à ne pas boucher le trottoir de face et de permettre le passage pour un cheval entre lui et la rue. On réserve pour plus tard de donner des règles qui devront être observées à ce sujet, la détermination de tels travaux, la manière et la forme dont ils doivent être faits, pour ce qui appartient à ces mêmes rues."

Mosquera disait dans une lettre, au gouverneur-intendant, le 19 Mars 1784: " qu'il rencontrait les meilleures dispositions chez les habitants, qui coopéraient à l'envi à la réalisation d'un travail aussi nécessaire, et que toute la ville était en mouvement, chacun conduisant à sa maison les matériaux nécessaires à l'ouvrage."

Seul le père gardien de San Francisco, frère Pedro Alvarez, sollicita pour sa communauté l'exonération de contribuer à la construction des 4 cuadras du couvent. Le vice-roi ne voulût pas faire d'exception, et le gardien adressa la même supplique au gouverneur-intendant, lequel n'en tint pas compte non plus, commandant au syndic administrateur temporel de s'exécuter sans plus de délai. Dans la sollicitude adressée au vice-roi, le père disait: " qu'il ne pouvait accomplir ce qui était ordonné, parce que c'était un ordre mendiant qui vivait d'aumônes,

lesquelles se faisaient rares, de telle sorte qu'elles ne permettaient pas de terminer la réparation des absides, des cellules, de la sacristie et de l'église, qui menaçaient ruine à cause des pluies. Que l'on ne pouvait terminer la construction de la dépense, ni continuer celles des cellules pour cent et quelques religieux. Que les aumônes suffisaient à peine à l'alimentation et à l'habillement des pères, à la cire, au vin, à l'huile et autres, qu'exigeait le service du culte. Il ajoutait enfin, que, par cédule de Philippe V, datée à Madrid du 14 Février 1714, ils étaient exempts de toute contribution. Ces considérations le faisait supplier que l'on exonérât son couvent de la construction du trottoir et du placement des poteaux, comme il était commandé ". Sanz qui dut décider sur ce mémoire, parce que le vice-roi le lui retourna sans résolution, édicta l'ordonnance dont j'ai parlé, laquelle fut notifiée au gardien en présence de toute la communauté.

Les habitants de la rue qui s'appelait alors de la Cathédrale, maintenant San Martin, firent une représentation au gouverneur-intendant, lui manifestant que par les travaux que faisait l'ingénieur Mosquera, ils prétendaient que toutes les eaux allant du sud au nord, entre celles de l'est du quartier San Miguel, se réunissaient et venaient par la dite rue de la Cathédrale, se jeter dans le fossé de Matorras; que ce plan faisait que toutes les maisons de cette rue seraient noyées, parce que la largeur de cette rue ne suffirait pas à donner une facile sortie aux eaux réunies d'une aussi grande partie de la ville, qu'elle se remplirait alors et que les eaux monteraient au dessus des seuils des portes, ce qui rendrait les maisons inhabitables, que les jours de pluie il se formerait un torrent qui inonderait la rue avec la rapidité du courant de cette grande quantité d'eau. Ils demandaient alors que l'on établisse: " que dans chaque rue principale, il n'entrerait d'autres eaux que les siennes, avec celles respectives à sa traversée ". L'excavation projetée dans cette rue devait être assez profonde, car de nombreuses maisons avaient leurs fondations à découvert, et les propriétaires craignaient leur ruine.

Le 5 Avril 1784, le gouverneur-intendant Sanz commanda à l'ingénieur Mosquera de faire un rapport. Celui-ci en fit un, disant: " que les intéressés avaient raison pour la première partie. Les motifs qu'ils invoquaient, outre qu'ils étaient visibles dans l'actuel déversement des eaux, qui se faisait sans aucune méthode, par les rues de la ville, lesquelles doivent être distribuées comme on le demande (à son avis), lorsque cela est possible, sont indiqués dans l'assemblée par un document formel d'il y a longtemps, autorité à laquelle il suffirait de se reporter pour l'opération de l'ouverture des rues que l'on prétend nord-sud ". Quant à la plainte relative à l'excavation de la rue, l'ingénieur croyait que, loin d'être un préjudice, c'était un bénéfice pour les habitants, ainsi qu'il résulte pour la rue San Francisco, de la place à l'hôpital. En outre, il ajoutait que le nivellement n'est pas arbitraire dans une ville déjà construite et qu'il ne peut être changé pour l'intérêt particulier. L'altération du niveau de cette rue importait, d'après le même ingénieur, un changement de celui des rues adjacentes et par cela même altérait le plan général que l'on devait observer.

En outre, ajoutait-il, les déclivités de cette ville dépendaient aussi de l'enlèvement de terres de la place, dont les eaux devaient être reçues en partie, ainsi que des rues est-ouest adjacentes. Le terrain sur lequel est construite la ville étant ondulé, le nivellement de ses rues et les déclivités devaient forcément affecter ceux qui ont construit sans se soucier de cette circonstance. Qu'il était

nécessaire de baisser quelques rues et d'en surélever d'autres, sans doute au préjudice de quelques édifices particuliers. Mais que l'intérêt général rendait indispensable de procéder ainsi. Il se basait, enfin, sur ce que, depuis la fondation de la ville, on avait fait l'écoulement des eaux de la manière qu'on allait la réaliser, et que les habitants qui avaient édifié sans tenir compte du niveau, étaient les seuls responsables du préjudice qui leur serait causé (1).

Précisément, à cette époque, il existait dans les archives, la *note* d'érection de la ville, à laquelle fait allusion Sanz dans sa résolution finale, commandant d'ouvrir toutes les rues au nord et au sud de la place, pour que les eaux prennent ces deux voies, chaque rue emmenant ses eaux et celles des rues adjacentes, parce que cela avait été indiqué depuis longtemps, et parce que les habitants auraient dû s'y conformer pour la construction de leurs édifices, et qu'ils devaient souffrir les résultats indispensables de l'arrangement général en ce qui intéresse la cause publique.

Cette résolution édictée le 24 Avril 1784, semblait devoir mettre fin aux réclamations des habitants, mais il n'en fut pas ainsi, et il est intéressant d'étudier les évolutions de cette question d'intérêt général.

Pas un mois après, le 13 Mai de la même année, entre les mille controverses des habitants avec les députés, pour l'arrangement et la construction des rues, eut lieu une dispute entre don Melchor Albin et le député de la cuadra, don Tomás Fernández, dans la rue San José: le député se trouvait avec ses terrassiers en train de creuser la rue, lorsqu'Albin sortit de sa maison et adressa de dures paroles au député, allant même jusqu'à le menacer et frappant les travailleurs pour empêcher le travail. Une plainte fut adressée au vice-roi, donnant la mesure requise pour éviter la répétition d'un tel incident, parce que tous les députés prirent fait et cause pour Fernández.

A mesure que le nivellement avançait, l'ingénieur Mosquera proposait au gouvernement ce qu'il croyait convenable pour ce travail d'importance vitale. Ayant noté que l'une des origines du mauvais état du sol de la ville et de ses innombrables marécages, était dans ce que chacun édifiait à sa manière et selon sa volonté et son intérêt personnel, surélevant son terrain et la rue avec les décombres, de la terre, etc., dans le but de faire que les planchers de leurs habitations fussent secs, sans s'occuper que les eaux étaient arrêtées par le changement du niveau de la rue, et s'en allaient dans les terrains voisins, dont les propiétaires écoulaient les eaux des lagunes et des marécages ainsi formés par les autres terrains, ce qui causait des inconvénients très graves et produisait des miasmes, car les eaux ainsi arrêtées se putréfiaient. Pour éviter ce désordre très grave, il proposait de nommer deux maitres maçons de la ville de Buenos Aires, lesquels seraient expressément chargés de veiller à ce que les édifices fussent construits en s'assujétissant à l'alignement de la rue et dans des conditions qui ne porteraient pas de préjudice au public par le changement du niveau. Il fut, en effet, nommé trois maitres majeurs de la ville, lesquels devaient veiller, non seulement à ce que les nouveaux édifices soient assujétis à l'alignement du plan général, mais, à ce que la solidité de la construction soit observée, ainsi que la hauteur des étages et les autres con-

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome cité.

ditions hygiéniques. Une construction nouvelle ne pouvait être entreprise sans soumettre préalablement son plan pour obtenir l'approbation et le permis.

L'ingénieur Mosquera avait entrepris ce travail avec un zèle et une conscience basés sur ses connaissances scientifiques. Il faisait tout ce qui était possible pour l'amélioration de la ville, par laquelle, auparavant, on ne pouvait marcher à pied par les temps de pluie, et des fois traverser une rue. A la vérité il restait la boue que l'on ne pouvait éviter tant que les rues ne seraient pas empierrées, " mais il est certain, disait Mosquera, que dans les rues du nord et leurs traverses, et dans certaines du sud, qui sont déjà arrangées et construites, personne n'est plus assiégé dans sa maison, même par les plus fortes pluies. Auparavant, on restait quelques jours après qu'il avait plu, sans pouvoir sortir dans la rue, les offices divins étaient changés, et certaines personnes n'entendaient pas la messe, même les jours de fête ".

Entre temps, alors qu'il écrivait cette note, la situation avait changé, et les gens pouvaient passer dans les rues qui étaient construites. Afin de comprendre l'amélioration réalisée, amélioration relative, mais positive, il faut que je cite une fois de plus le même ingénieur. " Il était absolument impossible de marcher à pied, dit-il, et lorsqu'il pleuvait, les gens restaient dans les églises, attendant leur tour pour être transportés dans leurs maisons par les voitures qui répétaient une multitude de voyages, non sans travail et sans ajouter des bêtes pour les tirer, car il n'était pas non plus facile aux voitures de traverser certaines rues, obligeant à monter et à descendre à une certaine distance des maisons, car les voitures ne pouvaient s'en approcher ".

Malgré cette véritable transformation, résultat de l'action avec laquelle l'ingénieur Mosquera — surtout avec le ferme appui du gouverneur-intendant Sanz et l'énergique coopération du vice-roi Vértiz, et, il faut le dire, le grand appui de la population,—put réaliser l'œuvre en peu de temps, en avançant lentement, il se produisit un commencement de détérioration dont se plaignait Mosquera, qui soutenait que si on ne terminait pas les travaux, même ce qui était construit était en péril, parce que les eaux pluviales pouvaient les détruire. En effet, les travaux se faisaient par sections et devaient s'harmoniser avec le nivellement général pour le facile écoulement des eaux; s'ils étaient exécutés seulement en partie, il pouvait en résulter des imperfections, sinon de plus grandes perturbations. Mosquera qui considérait justement que l'époque appropriée pour donner de la consistance à ce qui était fait, et pour finir ce qui manquait, était le printemps, voyait avec inquiétude l'hiver approcher et le péril était sérieux.

Les députés de manzana et les alcaldes de barrio prêtaient à l'ingénieur toute la coopération possible, mais les habitants se montraient indolents. Pour éviter les maux qu'il craignait, il s'adressa au gouverneur-intendant, lui demandant d'édicter avec urgence quelques mesures obligatoires pour profiter du printemps.

Il exigeait, surtout, de forcer les habitants à fermer par un mur, ne fût-il que de terre, leurs propriétés, dont beaucoup étaient entourées de figuiers, ce qui rendait très difficile la construction des trottoirs. Il demandait que l'on édictât une ordonnance de police de la ville comprenant ce qui avait trait à l'édification et à la servitude des édifices, à la propreté, à l'éclairage, à l'enlèvement des ordures, à la formation des corps de métiers, à la réglementation des boutiques de magney,

à l'approvisionnement des places en articles de première nécessité, à la vente avec sujétion au poids et à la mesure.

Signaler ce qui était demandé, démontre en toute évidence que la ville de Buenos Aires ressemblait plus à un grand hameau qu'à la capitale d'un royaume ou d'un territoire étendu comme l'était le vice-royaume. Les propriétés entourées de figuiers ne sont pas d'une ville, c'est la caractéristique des villages, et il était difficile de construire des trottoirs pour fixer le niveau des rues et les nécessités de l'écoulement des eaux, si ces propriétés ne construisaient pas des murs sur la rue, point le plus obligé et le plus nécessaire.

Avec un désordre champêtre, les propriétaires de ces petites fermes arrêtaient ou déviaient arbitrairement les eaux pluviales, de sorte qu'il était impossible de faire le nivellement général de la ville. Il était sans doute besoin d'une volonté inflexible pour vaincre ces coutumes campagnardes de propriétaires orgueilleux. L'ingénieur Mosquera avait examiné scientifiquement que dans tous les terrains vagues, les eaux des ruisseaux étaient interceptées, et formaient des lagunes insalubres, et que les propriétaires poussaient leur procédé arbitraire et arriéré jusqu'à fermer leurs propriétés au moyen de haies de figuiers et de terre. Il était indispensable d'ouvrir des rues, de diviser ces terrains à l'intérieur de la ville, et de prolonger les rues centrales comme il était ordonné par de nombreux édits restés lettre morte.

D'après l'exposition du directeur des travaux, un édit fut publié le 23 Novembre 1784, édit qui fut imprimé. Le gouverneur-intendant donnait des ordres péremptoires; le bénéfice et le bien-être général ne pouvait être arrêté par les prétentions individuelles.

Divers recours de personnes puissantes, mais ignorantes et vaniteuses, furent présentés devant l'autorité du gouverner-intendant, prétendant empêcher l'excavation des rues, comme il était arrivé pour la rue San José, par laquelle devaient s'écouler les eaux pluviales d'après ce qu'il avait été ordonné. Quelques uns poussèrent l'opposition jusqu'au scandale de démolir les travaux et de combler les excavations faites dans les rues. Cette éducation ressemblait à la sauvagerie des chefs de bandes, qui n'ont pas surgi des guerres civiles, mais qui ont des racines dans ces vanités moyen-âgeuses de commerçants enrichis et mal éduqués.

La base adoptée pour l'écoulement facile des eaux de pluie était de fixer une pente d'un pied par 150 varas d'étendue, en prenant pour point de départ le plan de la grande place, de façon qu'il résultait que dans certaines rues il était nécessaire de rabaisser leur plan d'une vara et demie et même plus, et dans d'autres de le surélever dans les mêmes proportions. Personne n'avait le droit de se plaindre pour ce préjudice. En réalité la pente était faible pour le libre écoulement des eaux, et, cependant, il en fut résolu ainsi, cherchant à limiter dans la mesure du possible le dommage causé aux particuliers par l'altération du niveau des rues. Personne ne pouvait s'opposer à cette amélioration, d'autant plus que dans les excavations qui furent faites, on retrouva dans quelques rues des piquets qui indiquaient le niveau primitif, changé par la volonté et l'inexpérience de certains habitants qui s'étaient seulement préoccupés de ce qui convenait à leur propriété. Ce procédé capricieux ne pouvait constituer des droits: la ville était inhabitable, l'amélioration serait faite, comme c'est partout l'habitude, même lorsque l'intérêt du commun cause du dommage à l'intérêt individuel.

Le recours devant l'autorité fut résolu contre les pétitionnaires, étant donné qu'il était injuste et contraire aux dispositions d'anciens édits du Cabildo, publiés d'après le rôle et le plan de la ville.

Quelques habitants contrariés par cette résolution portèrent leurs plaintes jusque devant la royale audience, et le gouverneur-intendant, don Francisco de Paula Sanz, fit un rapport pour ce tribunal supérieur, rapport qui est un document très intéressant, mais que je ne reproduis pas à cause de son étendue: il est daté du 28 Juillet 1788 et signé de don Francisco de Paula Sanz, et adressé au docteur don Benito de la Mata Linares. Ce document est publié dans la *Revista de Buenos Aires*, tome 15, page 133. Il prouve officiellement que jusqu'en Juillet 1788, on n'avait pas commencé l'empierrement de la ville, malgré le désir du vice-roi Vértiz, malgré le zèle et l'activité du gouverneur-intendant don Francisco de Paula Sanz, et malgré celui qui était chargé des travaux et de l'écoulement des eaux, l'ingénieur Mosquera.

Le gouverneur-intendant, eu égard à la réforme de l'ordonnance sur les intendants, qui supprimait les attributions des membres du conseil municipal, et divisait le gouvernement du vice-royaume en 8 intendances, put s'employer avec tout son zèle, sans reculer devant de sérieuses difficultés, soutenu fermement par l'autorité et le désir du vice-roi, à l'œuvre de mettre la ville dans des conditions de propreté, de culture, de commodité et d'hygiène, et pour en finir avec les bourbiers immondes de ses rues, ainsi qu'avec les eaux qui les rendaient impraticables, en construisant des trottoirs, et en commandant de fermer les propriétés avec des murs de briques ou de terre, mettant fin aux haies de figuiers qui lui donnaient l'aspect et les conditions d'un village.

Par la réforme des ordonnances citées, les gouverneurs-intendants pouvaient se dédier à l'amélioration administrative et économique du territoire de leur ressort, et ils prenaient une part de l'étendue et multiple autorité du vice-roi qui constituait le gouvernement général du vice-royaume. La réforme introduite par l'ordonnance du 28 Janvier 1782 mériterait une étude approfondie, mais je ne peux changer mon plan limité à donner des notices sur ce que fut la ville de Buenos Aires durant le régime colonial.

Je répéterai ce que je disais en 1868, en déplorant le fait: " Dans-l'ensemble des documents que j'ai réunis sur l'histoire argentine, il s'est égaré ou il a été soustrait un long rapport sur l'empierrement de la ville au XVIII^me^ siècle, et l'opinion émise par l'autorité municipale. Les curieux renseignements qu'il contenait et les détails dans lesquels il entrait, le rendaient digne de la publicité, à cause de son authenticité " (1). Le docteur don Angel J. Carranza, suppléa en partie à cette perte, en me remettant, précisément sur cette matière, un projet présenté au vice-roi le 14 Septembre 1778: il ne porte pas de signature, mais le docteur Carranza le croyait un original de Doblas.

En 1778, Buenos Aires avait une population de 24734 habitants, et occupait une étendue disproportionnée au nombre d'âmes, parce qu'elle se trouvait peu concentrée, ce qui rendait les travaux d'écoulement des eaux, de nivellement et d'empierrement très dispendieux pour une population aussi faible. L'auteur de

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 15, année 1858, page 175.

ces travaux disait: " Il est évident que dans cette ville on ne trouve aucune ressource pour l'embellir. Cependant les autorités ne doivent pas reculer à y contribuer avec celles qui sont nécessaires pour la sécurité, les affaires intérieures et le commerce intérieur; ni ménager celles qui sont nécessaires pour prévenir les dommages causés à la santé, aux meubles, aux vêtements et aux habitations, pas plus qu'elles ne peuvent se dispenser de fournir celles qui facilitent le commerce extérieur, c'est-à-dire l'économie de temps et de coût du transport " (1).

Je dois dire que l'auteur écrivit trois mémoires sur ces différentes matières: sécurité des frontières, empierrement de la ville et construction d'un môle. Je m'occuperai uniquement de ce qui est relatif à l'empierrement. L'auteur du projet d'empierrement se proposait l'hygiène des habitants de la ville, par le moyen de la propreté des rues, de la disparition des eaux stagnantes, de la boue et des lagunes. Il développait son plan, calculait les frais et proposait les ressources qui devaient y subvenir.

Quelques personnes mal informées, s'appuyant sur les notices de la *Guía de forrasteros para el virreinato de 1803*, prétendent que l'empierrement des rues commença sous le gouvernement du vice-roi don Nicolás de Arredondo, lequel fut désigné en 1789. C'est une erreur d'Araujo, l'auteur de ce livre intéressant: ce fut pendant le gouvernement de don Juan José de Vértiz y Salcedo, de la manière dont je l'ai exposé.

Ce que l'on commença par empierrer en 1780, furent les carrefours pour faciliter le passage d'une cuadra à l'autre, et la première cuadra qui le fut complètement fut celle qui partait de la Grande place pour aller jusqu'au Collège de San Ignacio, actuellement rue Bolívar, en vertu de la pétition de ses habitants (Août 1780) et de la résolution suivante: " Buenos Aires, 12 Décembre 1780. — Vu ces décrets, on concède l'aide que par écrit de feuilles 7, on demande permission nécessaire pour empierrer, de telle façon que les signataires se rendent compte exactement des dépenses que nécessitera l'empierrement de leur rue, tant pour le coût de la pierre et des autres matériaux, que pour les salaires et les journées des employés en outre des prisonniers qui seront mis à leur disposition. Entre temps, pour que l'on aie le temps nécessaire pour l'approvisionnement de la pierre, principal matériel du travail que l'on se propose, qui est l'empierrement de toutes les rues, on publiera au moyen d'affiches et à son de trompe le dit approvisionnement, pour que l'on donne au meilleur ou aux meilleurs adjudicataires, pour le bénéfice public, le plus opportunément et avec la meilleure règle qui sera proposée. Ces adjudicataires donneront une caution pour la bonne exécution du travail. Ils devront ainsi donner l'assurance de la valeur de leur travail, arréglé avec celui des propriétés respectives aux rues dont les chaussées ou les pavages doivent être faits aux frais des propriétaires. En conséquence, les intéressés mettront dans l'écrit de feuilles I signé de don Alonso Lotora, ce qu'il convient de faire pour leur rue et terrains. Tout le travail sera dirigé par le brigadier don José Custodio de Saa y Faria, principal commissioné. — Une rubrique de l'Excme. vice-roi. — Une rubrique de l'assesseur. — *Zenzano*, notaire de gouvernement " (2). Cette année il fut décidé de mettre en adjudication la forniture de la pierre pour entreprendre les empierrements.

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 16, page 176.
(2) Ouvrage cité, tome 16, pages 162 et 182.

Dans la *Revista del Plata*, rédigée par don Carlos E. Pellegrini, on disait que à cette époque il existait au nord de la ville et en face du couvent de nonnes de Sainte Catherine, à côté du promontoire qui mettait cette partie de la ville à l'abri des avances du rio, un petit canal où se déchargeait la pierre pour l'empierrement.

Malgré le zèle et les efforts de l'ingénieur Mosquera, en 1790, divers habitants influents s'opposaient à ce que la direction des travaux lui fut confiée, " à cause des erreurs qu'il avait commises en remplissant la tâche dont il avait été chargé antérieurement, et des torts considérables qu'il avait causés au peuple par ses caprices, qui ont rendu son nom odieux et détestable ". (1)

Ce jugement passionné montre que, jusque dans les œuvres pour l'amélioration d'une ville, les passions et les intérêts mesquins, peut-être l'envie, opposent des obstacles à l'exécution des projets auxquels la postérité applaudit. Il serait difficile de juger aujourd'hui, disais-je en 1869, si les travaux réalisés par Mosquera préjudicièrent une partie des habitants et s'il aurait été possible de leur donner une autre orientation. Mais il faudra toujours blesser les intérêts privés et il faut tenir compte que le manque de ressources empêche de faire le mieux, comme on l'expérimente aujourd'hui, alors qu'il est nécessaire de changer certaines rues et d'ouvrir de larges voies ou avenues pour faciliter le transit. Mosquera avait prévu que sa mission lui attirerait des désagréments et des haines.

Quelles étaient les ressources dont on disposait pour des travaux aussi importants?

J'en trouve la première allusion dans la biographie du brigadier général don Miguel de Azcuénaga, dans ces mots: " L'un des nombreux services qu'il rendit au pays pendant la première année de ses fonctions de syndic (1790), fut de demander au vice-roi Arredondo pour que, de la somme de 12 000 piastres qui fut fournie par le commerce dans le but de célébrer les fêtes royales de l'avènement de Charles IV, il fut destiné 8 000 piastres pour l'empierrement des rues de la ville, qui est réclamé avec tant d'insistance par l'administration. Ses efforts et sa persévérance pour l'intérêt du bien public, lui firent obtenir du vice-roi ce qu'il désirait, à condition qu'il se chargerait lui-même de l'empierrement, qui allait se faire pour la première fois dans cette ville. Naturellement il accepta la charge qui lui était confiée, car elle répondait à ses désirs. Il remplit cette tâche avec zèle et succès pendant 6 années, période pendant laquelle il fut empierré 36 cuadras et il laissa tout en ordre à Martín Garcia pour continuer l'œuvre, ainsi que divers chalands qui conduisaient la pierre et 4 000 piastres sur les 8 qu'il avait reçues " (2). Le peuple payait un demi réal pour l'aide des prisonniers employés à ce travail, et Azcuénaga avait en outre donné 500 têtes de bétail pour la manutention de ceux qui étaient employés dans l'île à tirer la pierre. En 1796, Azcuénaga cessa ces fonctions parce qu'il avait été appelé à d'autres emplois.

J'ai eu l'occasion d'examiner ses comptes qu'il tenait scrupuleusement, et qui sont conservés dans les archives de famille par le docteur Miguel Olaguer Feliú. Parmi ses recettes figurait le produit d'une course de taureaux, etc., et le tout se monte à 19 450 piastres, et les dépenses à 16 396 piastres. De Janvier 1795 à

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 18, page 18.

(2) *Recuerdos de la vida pública y privada del brigadier general don Miguel de Azcuénaga.* — *Revista de Buenos Aires*, tome 18, page 19.

l'année 1798, les ressources furent de 11 471 piastres et les dépenses de 10 403 piastres [1].

Ces comptes montrent qu'elles étaient les ressources et les impôts affectés aux dépenses de l'empierrement, pendant les années comprises entre 1790 et 1798. Les ressources étaient faibles, et avec de l'énergie on arrivait à les augmenter.

Parmi les documents auxquels je dois me rapporter, le premier est daté de 1790, et son but fut de fournir des ressources pour l'empierrement. Le manuscrit es un autographe de don Manuel de Basavilbaso [2].

Il proposait les moyens de transporter la pierre en obligeant les propriétaires de chalands à faire un voyage annuel pour l'amener de l'île de Martín García, ou d'amener deux charretées dans chaque voyage, payant, en cas d'omission, une amende de 10 piastres. Il calculait que par ce moyen on pouvait réunir annuellement la pierre suffisante pour 12 cuadras. A ce moyen de transport s'ajoutait celui qui consistait à amener la pierre de la Colonie par les embarcations appelées *chasqueras* et en outre, soit de Montevideo, soit de la côte de Patagonie par les brigantines de S. M. qui viendraient vides. De cette façon il croyait pouvoir réunir annuellement la pierre pour 16 cuadras.

Par ces moyens, l'auteur considérait qu'en 6 ans il pourrait empierrer la partie principale de la ville, et en 14, depuis l'hôpital jusqu'au couvent des nonnes de Sainte Catherine, et depuis la rue appelée aujourd'hui 25 de Mayo et Balcarce jusqu'aux places Monserrat et Amarita, aujourd'hui marché de la Plata. Ce rayon était considéré en 1790, comme la partie principale de la ville de Buenos Aires.

Pour le débarquement de la pierre, il proposait que l'on imposât également les charretiers, s'étendant dans les détails réglementaires.

De sorte que son plan consistait à grever les marins et les charretiers pour faire le transport, mesure qui affectait seulement ces corporations d'ouvriers, alors que l'œuvre était d'utilité publique. Mais il voulait éviter la création d'impôts et il trouvait ce procédé plus commode. L'egalité manquait, base équitable des charges publiques, mais la proposition fut ainsi faite.

La vérité est que par ce moyen il évitait la perte de temps, parce que, pour créer des impôts, il fallait l'autorisation du gouvernement central de la métropole: et pour cela, l'envoi, les rapports, les édits, la procédure coloniale compliquée. Ce procédé lent et difficile, exigeait beaucoup de temps, et il était nécessaire d'exécuter l'œuvre rapidement. D'un autre côté, à cette époque, la métropole défendait la construction d'un môle, ce qui justifiait la crainte de lui demander l'empierrement des rues. Il convient d'avoir ces circonstances présentes à l'esprit pour apprécier équitablement le projet: on ne pouvait alors aspirer au parfait, sinon à ce qui était possible.

En 1797, l'échevin don Ventura Marcó del Pont donna un visa à une demande pour que l'impôt sur les chars fut destiné à l'empierrement. Cet impôt avait été

---

(1) *Recuerdos de la vida pública y privada del brigadier general don Miguel de Azcuénaga.* — *Revista de Buenos Aires*, tome 18, page 20.

(2) *Recuerdos de la vida pública y privada del brigadier general don Miguel de Azcuénaga.* — *Revista de Buenos Aires*, tome 18, page 21.

créé en 1745 pour les frais de la défense des frontières contre les indiens sauvages. Le Cabildo n'ayant pas de biens ni de droits pour ces dépenses inévitables, résolut que toutes les charrettes, tant de l'extérieur que du Riachuelo, qui entreraient dans la ville, payeraient un réal pour augmenter les ressources pour la guerre, et que celles qui viendraient de l'extérieur de la juridiction payeraient 4 réaux. Cet impôt était conditionnel, tant qu'il n'était pas approuvé par S. M. Il résolut, en outre, que les convois de mules qui apporteraient des barils d'eau-de-vie, de vins et autres, de San Juan et de Mendoza, payeraient un impôt analogue, 10 mules étant considérées comme portant la charge d'un char. L'échevin édicta que l'on destinerait cet impôt aux frais de l'empierrement des rues, étant donné que les seules ressources fixes que l'on avait indiquées étaient le produit d'une course de taureaux, et un établissement de jeu de pelote, ressources très limitées, qui faisaient qu'il était impossible d'activer l'empierrement urgent des rues.

Ce rapport donne des renseignements très curieux sur les impôts et en particulier sur la partie destinée à la guerre, et c'est un document pour l'étude du système d'impôts durant le gouvernement colonial.

Le troisième document dont je vais parler, est un rapport du Cabildo au vice-roi. Selon la copie que possèdent les archives de famille dont nous avons déjà parlé, la note fut passée en Juin 1790, c'est à-dire, alors que le marquis de Avilés était vice-roi, et pendant le gouvernement duquel on consacra beaucoup d'efforts pour l'organisation de la police de la ville, pour construire des trottoirs, emmurer les propriétés et rendre obligatoire la propreté et les œuvres ordonnées sous le gouvernement du vice-roi Vértiz. D'après Domínguez, il créa l'impôt sur les maisons publiques. Le Cabildo qui connaissait ses grandes prédispositions pour la bonne administration, l'assurait dans sa note " de son adhésion supérieure à l'administration et à la décoration de la ville " [1]. D'après ce document, l'empierrement se faisait avec une lamentable lenteur, à cause du peu de ressources destinées à cette œuvre, c'est pourquoi le Cabildo demandait au vice-roi d'approuver définitivement le projet de les augmenter au moyen de l'impôt sur les chars. Le vice-roi prit la demande du Cabildo en considération et il nomma le capitaine de vaisseau don Martín Boneo pour se charger de la direction et des finances de l'empierrement.

Les trois documents auxquels je fais allusion, sont publiés [2].

L'échevin, don Ventura Marcó del Pont, le 29 Avril 1797, disait au Cabildo en lui demandant l'impôt sur les chars: " Il a vu aussi la cédule royale du 10 Juillet 1753, adressée parce qu'il avait été demandé à S. M. d'approuver les droits suivants, à savoir: un réal sur chacun des cuirs qui seraient embarqués sur les vaisseaux de régistre pour les royaumes d'Espagne, lequel serait payé, moitié par le vendeur et moitié par l'acheteur; une piastre sur chaque quintal de fer, et lorsque la sortie aurait lieu de cette province pour celles plus en amont, l'excès du deux pour cent de droits, qui avait été perçu les années précédentes et qui était retenu dans les caisses royales; la faculté de louer, ou de donner pour une redevance

(1) *Revista de Buenos Aires*, tome 18, page 24, art. *La ciudad de Buenos Aires*, par VICENTE G. QUESADA.

(2) *Revista de Buenos Aires*, tome 18, pages 26 á 56.

annuelle du 5 %, les solares ou les cuadras qui restaient en friche, d'après une évaluation de personnes capables, et de continuer dans l'usage et la perception des droits sur les pesées et le courtage, malgré qu'il y eut une procédure en pendant sur ce sujet, au suprême conseil des Indes; et, ainsi que de ceux de " pregoneria " et de marques, comme on le faisait de temps immémorial; et de plus, que l'on approuvât aussi l'imposition de 2 réaux, pour chaque cuir qui serait embarqué, de 4 pour chaque caisse ou ballot et de 2 pour chaque quintal de fer, qui sortiraient de la ville, pour la propre défense des frontières et les dépenses des 3 compagnies payées qui les surveillaient. Le roi ayant vu cette demande et les documents qui l'expliquaient, désapprouva les droits qu'elle proposait, quoique parmi d'autres dispositions, il ordonnait que le marquis de Valdelirios, qui à ce moment se trouvait dans ces contrées, examinât l'urgence, et voyant ce qui était indispensable de ces droits pour la défense et la sécurité des chemins, d'accord avec le gouverneur, en fit un plan, maintenant les dites compagnies. Cette royale cédule..., il lui semble qu'elle désapprouve seulement les 2 réaux sur chaque cuir embarqué, les 4 sur chaque caisse ou ballot et les 2 sur chaque quintal de fer... mais elle fait allusion à l'impôt sur les chars, disant que les gens qui sont détachés aux postes frontières de la campagne, seront soutenus au moyen de ce droit... le marquis de Valdelirios... décida que les dits droits continueraient pendant une année, ce qui fut approuvé par la royale cédule du 7 Septembre 1760 ".

Dans le résumé, l'échevin qui remplissait les fonctions de syndic, concrète son jugement sur l'œuvre de l'empierrement, et je veux reproduire ses propres termes: " Que l'empierrement des rues de cette capitale fût une œuvre à laquelle on a pensé depuis longtemps, mais dont les difficultés qui s'offrent au premier abord, à cause des grandes dépenses qui sont nécessaires pour l'entreprendre, font reculer; que ce soit l'un des travaux les plus intéressants qui puissent se faire; car il touche à la santé publique, car il met fin aux mares et aux bourbiers, ainsi qu'aux tourbillons de vent et de poussière; que les moyens employés pour cette grande tâche sont insuffisants, comme l'indique la lenteur avec laquelle le travail se poursuit; et que ce travail aurait été abandonné de tous, sans l'effort et l'activité du gouvernement supérieur; tous ces faits sont des vérités à la vue de tous et que personne ne peut mettre en doute ".

Ces paroles prouvent que le 29 Avril 1797, l'empierrement était déjà commencé depuis quelque temps, que les habitants le considéraient comme une amélioration nécessaire, mais que la limitation des ressources mettait des entraves à la marche des travaux. On ne comptait pour subvenir aux frais que le produit des courses de taureaux et des jeux de pelote, et c'est pour cela que l'on demandait de maintenir et de percevoir les autres impôts qui sont énumérés dans le résumé. Mon attention est attirée sur ce qu'il ne rappelle pas ce que produirait la maison de comédies ou théâtre, qui quelquefois donnait quelque argent.

Le Cabildo accusa réception au vice-roi de la note du 8 Décembre 1798, ainsi que de la royale cédule qui l'avisait de la nomination du vice-roi, gouverneur et capitaine général de ces provinces et président de la royale audience, et il ajoutait: " la satisfaction fut profonde lorsqu'on connut la nomination d'un chef qui, réunissant aux autres grandes qualités qui ornent sa personne, son affection pour l'administration et la décoration de cette ville, possédait déjà avant de prendre son poste à la tête du gouvernement, la confiance de ce Cabildo, pour se dédier aux

nécessités urgentes que comporte l'actuel retard dans ces sortes de choses, alors qu'elles sont utiles et importantes pour la communauté et convenables au public ".

C'est une autorité locale de la classe du Cabildo qui fait ces déclarations claires et catégoriques, ce qui montre bien l'intérêt qu'il portait au bien-être de la ville, qu'il représentait comme autorité locale, et qui s'adresse au chef suprême du gouvernement général. Il ne parle pas comme une autorité subalterne mais comme une entité administrative subordonnée, mais avec une personnalité relative particulière et propre. Non comme des obéissants subalternes, mais comme partie constitutive de l'administration de l'Etat, et ces déclarations prennent leur force dans la tradition, ce qui donne de la vigueur au gouvernement municipal, et elles sont opposées à la centralisation rétrograde que soutiennent les partisans du système unitaire et centraliste.

" Il a toujours été d'avis, ajoute-t-il, que l'on doit accorder la plus grande attention à l'œuvre de l'empierrement des rues, car il en dépend la propreté et la beauté de la ville, ce qui intéresse, en raison de ses nombreux habitants, la santé publique ". Il reproduit les raisons fondamentales répétées à différentes fois. " L'excme. señor don Nicolás de Arredondo, dit le rapport, en l'année 1792, composa une assemblée de l'alcalde de premier vote, du procureur syndic général et du trésorier de l'empierrement, pour qu'ils traitassent de ce qui concernait et de ce qui convenait à l'entretien et à l'avancement de cet empierrement. Cette assemblée ne donna pas de résultats, parce que ses membres ne purent s'entendre sur la façon de tenir leurs séances, que de l'avis du Cabildo, il était nécessaire, et pour éviter dans l'avenir de pareilles entraves, au préjudice de tout le public, on supplie V. S. de vouloir bien décider que cette assemblée soit conservée, lui ajoutant, si c'est de la supérieure approbation de V. S. le vote d'un échevin, et que ses séances soient tenues dans les maisons capitulaires ".

J'appelle l'attention sur cette pétition, qui signifie la reconnaissance de l'autorité qui représentait la ville, dans la salle de laquelle devaient se réunir ceux qui représentaient les branches de l'administration générale; le Cabildo constituait par lui-même une autorité autonome, et c'est pour cela que l'assemblée devait se réunir dans les maisons capitulaires. Ce n'était pas une question d'étiquette banale, mais le souci de conserver son autonomie propre, comme une démonstration de la décentralisation administrative. Le Cabildo ne pouvait et ne devait fonctionner que dans les maisons capitulaires: en dehors il n'était plus une représentation publique. Il est nécessaire, en rappelant l'histoire, de rechercher la tradition qui explique la profonde racine du pouvoir décentralisé et autonome, parce qu'il en fut ainsi tant que la colonie subsista: le centralisme français que Rivadavia essaya d'introduire, en supprimant les cabildos ou les municipalités, était une évolution retardataire et en opposition avec la tradition coloniale.

Le vice-roi, marquis de Avilés, acceptant les indications du Cabildo, nomma pour la direction du travail, le capitaine de vaisseau de la marine royale, don Martín Boneo, et édicta le décret suivant: " Vu la présente sollicitude de l'illustre Cabildo de cette ville, en conformité avec les vifs et efficaces désirs qui animent ce gouvernement supérieur, de faire progresser l'administration et l'ornement de cette capitale, et de se mettre résolument à l'important travail de l'empierrement de ses rues, ce qui est d'un si haut intérêt pour la commodité de ses habitants et pour la santé publique, ayant déjà pris des dispositions opportunes, au milieu du

manque de ressources, pour fournir les droits possibles pour subvenir aux croissantes et indispensables dépenses du dit travail, en proportion avec son importance, et convaincu que l'un des moyens les plus appropriés pour un objet aussi juste et aussi bienfaisant, est de mettre l'intendance de police et la direction du travail de l'empierrement entre les mains d'une personne de caractère et d'activité reconnus, zélée et intelligente, je fais droit à la sollicitude de l'illustre Cabildo; et en conséquence, et comme le capitaine de vaisseau de la marine royale, don Martín Boneo, possède toutes les qualités indiquées, ainsi que les autres nécessaires pour bien remplir les fonctions, qu'il se trouve dans cette capitale sous les ordres immédiats de ce gouvernement supérieur, le nomme intendant de police et directeur de l'œuvre de l'empierrement des rues de cette capitale, avec toutes les facultés propres pour le meilleur accomplissement de sa tâche, réservant de lui donner opportunément les instructions auxquelles il devra s'assujétir, et qui le feront reconnaître comme intendant et directeur, et pour qu'on lui fournisse tous les auxiliaires nécessaires, on donnera les ordres correspondants... Buenos Aires, 1.er Août 1789. — *Marquis de Avilés*".

Pour développer, quand ce sera possible, les notes sur la ville de Buenos Aires pendant l'époque coloniale, je me bornerai pour le moment à ce qui est relatif à l'empierrement, et je reproduirai l'exposition du vice-roi Arredondo dans le rapport donné à son successeur dans le commandement. Il dit: " V. E. sait combien de soins les rues de Buenos Aires ont nécessité du gouvernement. Leur empierrement était indispensable pour éviter les mares et les boues de l'hiver qui les rendaient presque impraticables, et la poussière de l'été, qui à la vérité est souvent insupportable, ajoutant à ces incommodités, celles d'une continuelle variété de vents. Vértiz pensa sérieusement, avec résolution et fermeté à commencer cette grande œuvre, et tout au moins il fit commencer les excavations qui furent continuées quand Sanz fut gouverneur-intendant, lequel laissa les rues prêtes à recevoir l'empierrement. Mais, où était la pierre, l'argent ou les ressources, pour mettre à exécution cette entreprise si importante et si nécessaire? Là était ce qui paralysait les bonnes volontés, et c'est avec raison que ce devait les arrêter. De toutes parts se présentaient des difficultés insurmontables, et il n'est pas nécessaire que je les expose ici une par une pour que V. E. avec ses connaissances de la question puisse voir quelles elles pouvaient être et quelles elles étaient. Mes désirs étaient d'aplanir les difficultés et lorsqu'il m'était demandé quelles ressources on devait prendre, ce qui me parut le plus commode, fut d'appliquer une partie de certaines condamnations au travail de l'empierrement. Avec ces faibles ressources, et avec d'autres relatives à la conduite de la pierre qui devait être amenée de l'île de Martín García, en imposant aux chalands de ce fleuve, la petite imposition de faire certains voyages, par tour et peu souvent, et aux chars de conduire la pierre, depuis l'embarcadère jusqu'à l'endroit où elle devait servir, il me fut donné de voir les débuts du projet dans les spacieuses et fermes chaussées, que V. E. a pu voir comme nouveauté sur la grande place, ce qui a rendu très commode le transit pour le fort et pour les chars d'approvisionnement. Ces chaussées n'étaient pas terminées lorsque l'heureux événement de la proclamation de notre nouveau monarque, est venue me donner des nouvelles ressources pour continuer convenablement l'empierrement. Le commerce fit une réunion, avec ma permission, pour convenir et répartir entre ses membres la somme qu'il pen-

sait destiner à une démonstration publique de son amour et de sa fidélité au monarque qui était proclamé: il destina et répartit, rien moins que la somme de 10 000 piastres; et cet argent rassemblé, il eut la bonne idée de la mettre à ma disposition comme aide pour l'empierrement, au lieu de le dépenser en des œuvres passagères ou qui ne laissent pas un bienfait permanent. J'acceptai ce don qui m'était remis, et j'adressai au commerce tous les remerciements qui lui étaient dus pour sa générosité et sa prudence. Avec ces 10 000 piastres, je commençai l'empierrement des rues, de telle sorte que les habitants voyant ses bons effets eux-mêmes se rendirent compte des grands avantages qu'il devait rendre, lorsque toutes ou les principales rues de la ville seraient empierrées. On acheta deux petites barques et d'autres matériaux nécessaires, et lorsqu'une quantité suffisante de pierre fut rassemblée, on commença le travail par la rue de Las Torres, à partir de la place et sur une distance d'une cuadra à l'est, et lorsque ce travail fut terminé, la rue offrait un aspect, une commodité et une propreté, que les gens de Buenos Aires n'attendaient pas. Le bénéfice public demontré par cette petite expérience, tous désiraient que l'on poussât activement le travail, et de temps en temps, les habitants adressaient des mémoires pour payer les frais de travailleurs nécessaires dans chaque cuadra, frais qui revenaient à environ 100 piastres, les autres frais restant à la charge du fonds que j'ai formé, comme l'approvisionnement et la conduite de la pierre. Lorsque V. E. daignera passer dans les rues qui sont déjà empierrées, je ne doute pas qu'elle sera heureuse et qu'elle admirera de trouver cela dans une ville qui, depuis son origine a manqué d'un semblable bienfait, et dont V. E. souffre quelquefois des incommodités. Mon but et mes ordres ont été qu'à l'arrivée de V. E. toutes les cuadras qui se trouvent depuis la place jusqu'à l'hôpital des pères bethlémites, à partir duquel couvent les vice-rois ont l'habitude de faire leur entrée, mais les accidents du rio n'ont pas permis que toute la pierre vint à temps pour compléter les 5 cuadras de distance, et c'est à cause de ce contretemps que V. E. ne peut voir terminé l'empierrement de cette belle voie. Dans une note séparée, je rendrai compte des fonds actuels destinés à ce grand travail, et comment et par qui ils sont manipulés. Ce travail commencé par mes mains débiles, et qui, néanmoins est arrivé au progrès que l'on peut constater, possède un privilège qui ne permet pas que V. E. l'abandonne, mais qu'au contraire elle le considère digne de sa haute protection, lui donnant de l'impulsion, et s'il se peut le terminant si toutefois il plait à V. E. de le continuer. Les habitants de Buenos Aires son très affables et très complaisants, et ils le seront encore plus avec V. E., à laquelle ils ont déjà donné des preuves d'amour et de respect, dès le moment où ils ont su que V. E. me succédait, de sorte que V. E. peut compter sur eux, d'autant plus qu'il s'agit d'une œuvre dont l'utilité et les bienfaits sont pour eux. Cela a été un travail très semblable à celui de combler certains marécages d'eau corrompue, qui incommodaient de mille manières, et à celui de faire un chemin large et bon par le bas de la Résidence, au port de Barracas, chemin qui a coûté beaucoup de peines, et qui, je n'en doute pas plaira à V. E. par son ouverture et sa chaussée consistante, ainsi que par les arbres qui sont sur les côtés et qui bientôt donneront beaucoup d'ombrage. Pour ce qui a trait aux édifices des particuliers, c'est une merveille de voir comment on réédifie et comment on construit de nouvelles maisons, tous les jours et partout, et c'est ce qui montre qu'il y a des ressources à Buenos Aires, et que

la population se multiplie. Pour l'édification, ce gouvernement supérieur a nommé un échevin, avec la commission et le titre de député de police, lequel passe avec un architecte à l'endroit où l'on veut édifier, là ils reconnaissent les titres de propriété du sol, ainsi que ceux des propriétés voisines, au besoin on mesure toute la cuadra, on aplanit les difficultés qui surgissent des fois entre les propriétaires, on mesure et on indique à chacun le terrain qui lui appartient par ses titres, et pour l'édifice nouveau, on tire par le devant, ou par la rue, ce qui est la même chose, une ligne qui conserve autant que possible la direction et qui laisse un espace suffisant pour le trottoir. Voici tout ce qui m'a semblé bon de faire voir à V. E. relativement au gouvernement et à la police de cette fameuse capitale du vice-royaume " (1).

Il me semble inutile de dire que c'était une obligation imposée que le vice-roi qui quittait le commandement, passât un *Mémoire* ou Rapport sur son gouvernement, afin que celui qui lui succédait pusse connaître l'état de l'administration. Ces Mémoires sont très intéressants au point de vue historique, et tous ou la plus grande partie ont été publiés, non seulement ceux qui se rattachent au vice-royaume de Buenos Aires, qui malheureusement ne forment pas une collection, comme celle des vice-rois du Mexique, du Pérou et de la Nouvelle Grenade.

Dans le fragment du *Mémoire* du vice-roi Arredondo, il résulte que la première cuadra empierrée fut celle de la rue de las Torres, aujourd'hui Rivadavia à partir de la grande place, et sur cette place, comme l'écrit le vice-roi sortant. Néanmoins, par des documents publiés sur le gouvernement du vice-roi Vértiz, il semble que les habitants se chargèrent des frais, comme de la première, de l'empierrement de la cuadra comprise entre le Collège de San Ignacio et la place.

Le vice-roi Arredondo voulut que l'on empierrât, en outre des rues indiquées, la rue depuis la Résidence où se trouvait l'hôpital des bethlémites, jusqu'à la grande place, parce que les vice-rois avaient coutume de faire leur entrée officielle, à partir du couvent, par la dite rue jusqu'à leur résidence officielle qui était le fort, et il désirait que le vice-roi, marquis de Avilés, entrât par des rues empierrées, ce qui ne put être réalisé, à cause des empêchements dont nous avons parlé.

Je vais maintenant reproduire le Mémoire du marquis de Avilés, qui est le rapport passé à son successeur, relativement à cette matière. " Police. — La constitution matérielle du terrain occupé par cette ville et son climat pluvieux, en même temps que l'absence totale de pierre dans ses environs, rendent ses rues impraticables, ce qui oblige à construire en face des maisons, un trottoir de briques pour faciliter le passage autour de chacune d'elles, mettant sur le bord de ces trottoirs des pieux de bois pour les garantir contre les chars. Cela n'empêche pas qu'en temps de pluie, toutes les rues sont converties en marécages, rendant le transit très difficile. Du temps de l'excme. señor don Nicolás de Arredondo, par le motif de quelques fêtes royales, la loyauté de ce consulat avait donné une certaine somme pour faire des démonstrations de reconnaissance, le vice-roi jugea prudent de consacrer cette somme, avec plus d'utilité pour le peuple, pour commencer l'empierrement des rues; ainsi fut fait, mais il ne put

(1) *Informe del virrey Arredondo á su sucesor.* — Buenos Aires, 16 Mars 1795.

arriver qu'à construire la chaussée qui, partant du fort, se divisant en deux branches, arrivaient, l'une à la cathédrale et l'autre au commencement de la rue de San Francisco.

" Cette oeuvre ne fut pas appréciée à sa juste valeur, non seulement à cause de la commodité intéressant le public, mais aussi parce qu'elle touche à la santé des habitants qui ont souffert des maladies causées par les marécages et les boubiers, surtout dans les villes, par les choses corruptibles que l'on y jette, rendant insupportable les mauvaises odeurs pestilentielles. Après mon arrivée, désirant que l'empierrement avançât, j'apportai toute mon attention à rechercher les moyens de le faire. Je commandai de combler les grands marécages du chemin qui conduit de Barracas à cette ville, lequel est du plus haut intérêt pour le commerce, et il fut bien consolidé. Pour ce travail, je commissionnai le capitaine de milices, don Manuel Uriarte, qui sut très bien remplir sa tâche en peu de temps, ce qui lui valut les remerciements de tous.

" Ce sujet était en possession de sa commission lorsque j'en demandai un autre qui, ayant aussi beaucoup d'activité et de zèle, fut en même temps plus décoratif, pour continuer l'important travail de l'empierrement, allégeant le gouvernement de ce soin, gouvernement suffisamment surchargé par ses autres tâches. Il lui fut donné le titre d'intendant de police et de directeur de l'empierrement, et il reçut toutes les facultés propres et nécessaires pour le meilleur accomplissement de sa tâche, le gouvernement se réservant toutefois de lui donner en temps voulu les instructions auxquelles il devait se soumettre. Mon choix fut heureux. Je jetai les yeux sur don Martín Boneo, capitaine de vaisseau de la marine royale, lequel accepta avec plaisir la charge qui lui était proposée, le 21 Août 1799, sans autre but que celui de contribuer au bien public et de me faire plaisir en acceptant. Je dois dire que je n'eus pas de motif de me plaindre de ce choix.

" Jusqu'à la dite époque de mon arrivée, on avait soutenu cette œuvre de l'empierrement avec les faibles produits des courses de taureaux, les dons volontaires, les 2 réaux imposés par vara de façade aux propriétaires des édifices des rues empierrées, les droits sur les jeux de boules, lesquels devant être de 2 000 piastres par an à partir du 17 Avril 1797, commencement du contrat, ne donnèrent que 5 284 piastres 6 réaux et 3 cuartillos, jusqu'au 11 Juin 1800, époque à laquelle on fit fermer ces jeux, et les amendes appliquées à l'empierrement. Ainsi, pour accélérer cette œuvre et pour parer à tous les obstacles et à tous les embarras qui arrêtaient la marche du travail, je jugeai indispensable de prévoir d'autres ressources pour les frais croissants qui devaient subvenir. En conséquence, je disposai d'imposer toutes les voitures de transport, à bœufs et à chevaux, de 2 piastres par mois, disposant aussi que toutes les voitures, calèches et charrettes de la capitale payeraient 4 piastres par an. J'avisai l'audience royale de cette détermination, disant à messieurs les auditeurs que non seulement j'espérais qu'ils applaudiraient à l'idée, mais qu'aussi ils donneraient l'exemple par ce qui touchait à leurs voitures respectives. Ainsi me répondirent-ils, et je m'assujettis moi-même à payer ce qui correspondait à 2 voitures dont j'usais ordinairement. La première année de son établissement, cette contribution produisit 1 860 piastres. Je résolus aussi de grever les cafés, les billards, les jeux de pelote et de boules, les maisons meublées et les auberges, d'après leur

valeur et leur importance. Ces impositions arrivèrent à produire 218 piastres par mois, les jeux de boules étaient les plus imposés, ensuite les cafés, les billards et les autres jeux permis, qui payaient depuis 6 piastres, les plus importants, jusqu'à 4 réaux les moindres. Je décidai aussi de recouvrer ce que devaient les habitants de 18 cuadras, qui avaient été empierrés depuis longtemps, et qui n'avaient pas payé les 2 réaux qui revenaient à chacun par vara de façade, ce qui produisit 1 072 piastres 4 réaux. La contribution sur les chars, réduite à 1 réal pour chacun de ceux qui entraient dans cette capitale avec des approvisionnements ou autres produits des environs, et à 4 pour ceux qui venaient de Santa Fe, Córdoba et de Mendoza, contribution qui allait à la royale audience, comme ressource principale de guerre établie en l'année 1745 pour la défense de la frontière, fut ajoutée à celle de l'empierrement par mon décret du 20 Juin 1799, après des considérants subsantiels développés devant le Cabildo, dans lesquels fut entendu le fiscal au civil. Cet impôt était perçu par des gardes qui parcouraient toute la ville. Ayant remarqué qu'il était susceptible de plus grands rendements, on changea la forme de l'administration, sur la proposition de l'intendant de police. La première année de la nouvelle organisation, il rendit 5 488 piastres 9 réaux, tandis qu'il n'avait rendu dans la période quinquennale de 1794 à 1798 que 1 298 piastres 4 ½ réaux par an" (1).

Quoique ces détails soient minutieux, il est nécessaire de les connaître pour apprécier quelles étaient les ressources municipales affectées spécialement à l'empierrement. Au temps du vice-roi Vértiz, on avait édicté des ordonnances et ces ressources avaient été crées, mais on n'en parle pas dans le présent rapport.

Maintenant je vais reproduire ce qui est relatif à d'autres impôts: "Comme les locataires de la place de taureaux avaient terminé leur contrat, et que d'un autre côté ils ne remettaient pas annuellement la somme stipulée, avec un grand préjudice pour les intérêts de l'empierrement, je résolus d'organiser l'administration des courses, pour le compte de l'empierrement, et je nommai comme députés pour s'en occuper, les échevins de cet illustre Cabildo, don Antonio de las Cagigas, don José Hernández et don Juan Antonio Santa Coloma, au zèle, à l'amour efficace et reconnu du bien public desquels, l'empierrement dut que, dans les courses qui furent données depuis le 4 Novembre 1799 jusqu'à pâques de l'année suivante, il lui revint de cette distraction publique 6 637 piastres 4 ½ réaux, tous frais déduits. La différence que produisait la location de la dite place avec ce que rendait son administration est bien manifeste. La première donna 7 296 piastres en 6 ans et 3 mois, et la seconde s'approcha de cette somme dans une seule année.

"Depuis l'établissement de l'intendance de police, 14 cuadras et 88 varas d'une autre ont été empierrées. On a aboli l'impôt qui grevait les chalands pour transporter la pierre de l'île de Martín García, sans aucune rémunération, comme il avait été disposé au commencement de l'empierrement, obligeant chaque chaland à faire un voyage annuel, ce qui motivait de nombreuses plaintes. Celles des charretiers, à qui la conduite de la pierre dans les rues sans aucune rémunération causait les plus grands préjudices, n'étaient pas moins fondées. Ces deux obsta-

(1) *Informe del virrey marqués de Avilés á su sucesor.*

cles étaient ce qui donnait le plus de difficultés pour l'avancement du travail, car il avait été nécessaire pour changer cet état de choses, sans grever le public d'une charge aussi pesante, d'acheter une barque et de radouber l'ancienne de l'empierrement, qu'une tempête avait fait échouer près de Martín García, et de construire aussi 12 chars pour conduire la pierre dans les rues, lesquels étaient servis par des prisonniers n'ayant commis que de petits délits ou qui étaient sur le point de terminer leur peine, et auxquels on donnait 2 piastres par mois. Ces chars, en outre des services indiqués, tiraient les terres qui provenaient de presque toutes les rues empierrées, motif pour lequel on les conserve, et en même temps on comblait beaucoup de bourbiers sans la moindre charge pour les habitants.

" Les instances réitérées et énergiques des habitants du quartier de Monserrat pour que l'on enlevât de cette place le cirque qui avait été construit pour les courses de taureaux, me décidèrent à décréter sa démolition, ce qui fut fait au commencement du mois de Juin dernier. Je disposai, en conséquence, la construction d'un autre cirque dans un endroit plus apte et plus convenable, ordonnant à l'intendant de police de me présenter le plan correspondant et le budget des frais pour ce travail, ce qui fut exécuté. L'un et l'autre ayant été approuvés à la date du 20 Mai, j'autorisai le dit intendant pour que, avec les fonds de l'empierrement, il entreprit la construction du nouveau cirque et pour changer ce qui lui semblerait convenable. L'édifice fut commencé à la fin du même mois, et il y a été dépensé jusqu'à aujourd'hui une somme de 36 195 piastres 2 réaux et 3 octavos, frais dans lesquels ne sont pas compris les charrois de beaucoup de matériaux qui ont été conduits par les chars, ni 300 piastres coût d'un voyage de chaux que fit le chaland, parce que 149 charretées de bois de chauffage amenées par les 2 barques de l'Uruguay ont produit 400 piastres en faveur de ces travaux. Une grande quantité de pierre ayant été en outre amenée sur cette rive, puisqu'il y en a suffisamment pour empierrer 4 cuadras, sans que les dites barques cessent leurs voyages " (1).

Ces notes historiques, quoique incomplètes, sont un élément pour apprécier le prodigieux accroissement de la ville de Buenos Aires, comme le prouve le recensement qui vient d'être fait. C'est pour cela que je me suis rendu à l'aimable invitation de M. don Alberto B. Martínez pour " hacer más ameno é instructivo el censo municipal del centenario ". Je déplore que mon grand âge ne me permette pas de corriger ces notes de mes livres inédits, mais je me sens dans l'impossibilité de le faire.

VICENTE G. QUESADA.

(1) *Informe del virrey marqués de Avilés á su sucesor.* — Buenos Aires, 21 Mai 1801.

LES BANQUES
D'ESCOMPTE DE LA CAPITALE

PAR

ENRIQUE KOHN

LES BANQUES D'ESCOMPTE DE LA CAPITALE

Le sujet des banques d'escompte est tellement vaste que pour le traiter à fond, il faudrait écrire un livre, plutôt que les quelques pages dont nous pouvons disposer pour ce modeste essai, qui doit rentrer dans le cadre des études supplémentaires du recensement municipal, destinées à rehausser, avec quelques commentaires raisonnés, les parties les plus importantes du grand tableau de progrès dont les statistiques de recensement composent les éléments numériques dispersés.

Il sera donc nécessaire de circonscrire l'objet de notre essai, dans le sens que nous nous abstiendrons de toute discussion sur des questions de politique financière, nous contentant également de considérer seulement un côté du bénéfice commercial des opérations bancaires, plus important pour l'homme d'action que pour l'économiste.

Nous nous limiterons à étudier la banque d'escompte dans son caractère d'exposant le plus caractéristique de toute l'expansion économique générale, atteinte par la production et le commerce de notre pays.

Dans le corps social, la banque d'escompte, surtout comme elle s'est développée chez nous, avec un mouvement basé surtout sur les dépôts, en relation avec lesquels le faible capital propre forme seulement comme une espèce de réserve, remplit les fonctions du cœur, auquel afflue continuellement la sève de vie pour ressortir et s'en aller sans relâche par le système circulatoire, régénérant et donnant de la vigueur à tout l'organisme. Pour rester dans la métaphore médicale, ce cœur du corps économico-social par sa propre nature, est affecté instantanément et profondément par toutes les évolutions progressives ou dépressives, par celles par lesquelles doit passer l'organisme auquel il appartient, soit qu'il s'agisse d'hyperémies ou d'anémies, de chocs nerveux qui lui sont transmis par les centres réflexes, en raison d'une forte impression, ou bien des arrêts et des paralysations des périodes de décadence maladive.

Cette sensibilité que possède la banque d'escompte relativement à toutes les évolutions progressistes ou rétrogrades d'un pays, la rend particulièrement apte pour servir de compteur des différents phases de la vitalité économique en action, et a ce point de vue, nous esquisserons dans les paragraphes suivants, le montant et l'importance du mouvement atteint jusqu'à l'année du recensement par les banques nationales et étrangères qui travaillent dans l'Argentine. Pour bien se rendre compte de l'avancement de l'état actuel, nous jetterons en même temps un coup d'œil rétrospectif sur le chemin parcouru par ces banques pour arriver à la hauteur qu'elles occupent aujourd'hui.

Il serait attrayant d'entreprendre la vérification minutieuse, sur la base des chiffres exacts de la balance bancaire, du progrès, tantôt lent, tantôt précipité, de notre activité économique depuis la fin des guerres civiles et étrangères, alors que l'Argentine put déployer ses forces naturelles, libres des entraves qui avaient retardé son émancipation économique pendant les soixante premières années qui suivirent son émancipation politique.

Mais la tentative d'une telle analyse se brise contre le manque absolu de matériel statistique indispensable, chaque fois que nous voulons remonter l'étude au delà de ce XX^me. siècle.

L'art de la banque nous a été enseigné par l'étranger, et c'est pour cela que dans la première époque du développement économique le plus vigoureux de notre pays, c'est-à-dire dans le dernier quart du siècle passé, quoique l'initiative nationale ait su créer des établissements aussi monumentaux que l'ancienne Banque de la Province de Buenos Aires, la plus grande partie du mouvement bancaire a été entre les mains d'établissements étrangers, ou d'entreprises nationales de caractère exclusivement privé. Dans les balances générales soumises aux actionnaires européens par les banques étrangères qui travaillaient simultanément dans divers pays sud-américains, on ne peut séparer la partie qui avait correspondu en propre aux succursales argentines. Les banques nationales privées, et surtout celle de MM. Carabassa et Cie., à laquelle cette observation est adressée tout particulièrement, n'étaient pas obligées à cette époque de publier des balances ou aucun renseignement sur leurs opérations, ce qu'elles ne firent pas non plus volontairement, car elles n'avaient aucun intérêt pour le faire.

Comme nous ignorons les états exacts des banques privées et la partie proprement argentine du mouvement des banques étrangères, toute supputation faite avec les résultats des autres établissements, serait illusoire sinon trompeuse.

Pour donner une idée de la prépondérance qu'avaient il y a un quart de siècle dans le mouvement bancaire, les établissements sur lesquels nous manquons de renseignements précis, il suffit de dire que la banque de MM. Carabassa et Cie., qui fut acquise en 1893 par la Banque de Londres et du Río de la Plata, mais dont la clientèle passa, en grande partie, à la Banque Espagnole du Río de la Plata, pouvait être comparée à la Banque de la Province d'alors. D'après un renseignement isolé que nous avons sur cette banque, relatif à la fin de l'année 1886, les dépôts de la banque de MM. Carabassa et Cie. en or et papier, se montaient à cette date, à la somme de 94,7 millions de piastres papier, ayant été à peu près exactement égaux aux dépôts effectués pendant ce mois à la Banque de la Province, lesquels se montèrent à 94,9 millions de piastres papier. Le mouvement de cette banque privée était si extraordinairement important que, dans toute l'année 1886, les paiements qui furent faits aux guichets de Carabassa et Cie. se montèrent à la somme de 1.040 millions de piastres, tandis que la Banque Nationale, pendant cette année, n'avait eu qu'un mouvement de caisse de 910 millions de piastres.

Etant donné le manque absolu de publicité de balances relatives à un semblable établissement de premier ordre, et l'impossibilité de séparer, d'entre les totaux des balances générales des banques étrangères, la partie correspondant au mouvement argentin, nous devons nous abstenir de formuler, pour les dernières décades du siècle passé, des supputations sur le montant et l'évolution des parties

qui déterminaient l'intensité du mouvement bancaire. Pour donner une idée approchée du degré d'évolution où était arrivée la banque argentine avant de commencer le vertigineux mouvement d'émissions et de spéculations de l'année 1887 et des années suivantes, nous nous sommes basés sur un examen comparatif des quelques renseignements existants, lesquels nous ont fait évaluer à environ trois cents millions de piastres papier, en chiffres ronds, le montant des dépôts que possédaient nos banques d'escompte à la fin de 1886, leurs prêts se montant à une somme à peu près égale. A cette date, leurs existences en caisse, en or et papier, doivent avoir été, de soixante dix millions de piastres papier, plus ou moins. Les balances des banques étrangères étant faites dans les valeurs métalliques de leurs pays d'origine, il est difficile de dire quelle partie de cette encaisse était formée par de l'or effectif. Nous croyons nous approcher de la vérité en disant qu'à la fin de 1886, l'existence métallique dans le pays était d'environ trente millions de piastres or, plutôt moins que plus ; les caisses à papier, à cette date, doivent avoir émis environ trente millions de piastres de monnaie fiduciaire, car cette année là, l'agio avait oscillé entre 11 % et 58 %, fermant à 29 %.

Six années auparavant, en 1880, l'existence d'or dans la République, sans compter l'argent qui circulait dans les provinces, selon un renseignement que nous pouvons considérer comme exact, avait été de 9,8 millions de piastres fortes, ou, en chiffres ronds, dix millions de piastres or monnaie nationale. L'accroissement de vingt millions de piastres or de 1880 à 1886, a été formé par les soldes des emprunts contractés pendant ces années et par d'autres capitaux particuliers apportés dans le pays, alors la balance commerciale de cette époque se traduisait par un passif et n'aurait pas permis l'accumulation d'espèces métalliques sur la base d'un excédent de l'exportation.

Passons sur les années suivantes, années de trouble mental social et de folle fièvre spéculative. Durant ces années, il arriva des dizaines de millions de piastres or des capitales étrangères, lesquels avaient un billet d'aller et retour, comme on le disait ironiquement, car les dissipations d'une consommation en dehors de toute proportion sensée avec la production du pays, fit sortir immédiatement tout cet or, en même temps que le reste du produit des emprunts antérieurs.

Le funeste tourbillon du crack de 1890 qui emporta la plupart des entreprises bancaires éphémères qui s'étaient fondées à cette époque, se fit sentir aussi sur la base métallique de la circulation du papier monnaie, laissant une émission considérable sans aucune garantie.

Le recensement national de 1895 nous donne quelques renseignements, très incomplets il est vrai, mais qui permettent de se faire une idée de la gravité des ruines causées par cette crise, et dont les effets se faisaient encore sentir, malgré que quatre années fussent passées depuis la débâcle des anciennes banques officielles. L'unique renseignement de statistique bancaire que nous donne ce recensement, est constitué par les chiffres des existences que les banques conservaient en caisse à la date du 31 Décembre 1894, et ces chiffres, eux non plus, ne sont pas complets, parce que la Banque Allemande Transatlantique et la Banque Anglo-Argentine refusèrent de les donner pour leurs établissements. De sorte que, on peut assurer, avec une suffisante approximation, que toute l'existence métallique des caisses des banques d'escompte à la fin de 1894 n'était pas supérieure à quatorze millions de piastres or, c'est-à-dire, que la richesse mobiliaire du pays en

valeurs métalliques était revenue à ce qu'elle était en 1880, avec cette différence que pendant cette année, l'émission du papier monnaie avait été seulement de 39,96 millions de piastres fortes, couvertes par 9,84 millions de piastres fortes or et 2,36 de piastres fortes argent, c'est-à-dire 30 %, tandis qu'en 1894 l'excès des émissions des années précédentes avait porté la circulation fiduciaire à 295,2 millions de piastres monnaie nationale, qui n'était couverte par aucune réserve métallique.

En établissant une évaluation approximative, nous sommes arrivés au résultat que, à la fin de 1894, les dépôts effectués dans les banques d'escompte, en papier et or, et celui-ci converti au taux de 360 %, s'étaient montés à environ 235 millions de piastres et les prêts autour de 210 millions de piastres papier, ce qui veut dire que l'activité bancaire était descendue au dessous du niveau où elle était arrivée en 1886.

L'encaisse en or des banques en 1894, comme nous l'avons dit plus haut, était d'environ 14 millions de piastres or, tandis que les caisses avaient émis cent millions de piastres papier, en chiffres ronds, dont 44,7 millions se trouvaient à la Banque de Londres, 23,8 millions à la Banque de la Nation, 13,8 millions à la Banque Espagnole, 7,8 millions à la Banque d'Italie et 3,6 millions à la Banque Française.

Le crack de 1890 avait alors causé un recul d'au moins dix années; la tâche de reconquérir le terrain perdu et de gagner de nouvelles positions était d'autant plus difficile que la dette extérieure accrue demandait un service accru en monnaie métallique, tandis que l'exportation des produits depuis l'année 1888 où elle était arrivée à cent millions de piastres or, s'était maintenue pendant les années suivantes, avec de faibles oscillations, dans un état à peu près stationnaire. C'est que les sommes énormes dépensées inutilement à la fin de l'avant dernière décade du siècle passé, n'avaient pas servi au modeste producteur, et les banques provinciales, fermées aussitôt qu'ouvertes, n'avaient fait qu'ébranler les finances sans laisser aucune œuvre durable pour le bien économique du pays.

Il fallait alors dédier, avec un redoublement d'efforts, les forces au développement de la production, il fallait remplir le vide laissé par les deux grandes banques disparues, reprenant leur travail au point où elles s'étaient écartées du bon chemin, il fallait ramener les capitaux mobiles qui se trouvaient disséminés dans mille entreprises, terrorisés par les grandes banqueroutes, il fallait faire revenir vers un nouveau grand centre de crédit cet argent, qui l'emploierait, non pour le développement de la spéculation, pas plus que pour favoriser le commerce de la capitale, lequel était efficacement servi par les banques particulières, mais pour faire bénéficier du crédit fertilisant, le colonisateur des champs vierges, qui sont la première et l'inépuisable source de nos richesses nationales. On ne pouvait espérer la future réhabilitation financière et économique de la République que du travail de la terre et des valeurs qu'il devait apporter.

Tel a été le caractère de la fondation, et tel a été le programme brillamment exécuté, de la Banque de la Nation, et tout ce glorieux travail de régénération s'exprime dans ses balances, dont nous avons résumé les points principaux, depuis l'année de sa fondation, en 1892, jusqu'à aujourd'hui, dans les tableaux de I à VI.

Le premier tableau nous fait voir comment se sont multipliés les dépôts pendant

les 18 années de son existence, dépôts qui se montent aujourd'hui à sept fois ce qu'ils étaient dans la balance du premier exercice. L'accroissement des prêts est toutefois plus grand, et il se monte aujourd'hui à neuf fois ce qu'il était en 1892; nous l'avons également énuméré ici.

Cette abondance d'argent, qui ne s'est jamais vue réunie par aucun établissement bancaire sud-américain de même genre, ainsi que les soldes des dépôts et des prêts que montrent aujourd'hui la Banque de la Nation, sont supérieurs à ceux que toutes les banques argentines, officielles et particulières, présentaient ensemble en 1886.

Dans la somme totale des dépôts se trouve aussi englobées les espèces fiscales du trésor national (à l'exclusion du fonds de conversion), dépôts qui se sont montés dans les différentes années à des sommes très variables, depuis 12 jusqu'à 40 millions de piastres. Ces oscillations n'ont aucun rapport avec le développement organique de la banque; dans le tableau II nous avons montré l'évolution des différentes classes de dépôts, suivant qu'ils sont particuliers, fiscaux ou judiciaires. Si nous éliminons les deux classes de dépôts officiels, il résulte de ce tableau que la somme d'argent que la confiance du public a remise en dépôts à la Banque de la Nation, arrive aujourd'hui à neuf fois ce que la banque officielle avait comme dépôts particuliers en arrêtant son premier exercice.

Le troisième tableau fait voir la participation qui, dans cette extraordinaire affluence de dépôts, est revenue à la capitale fédérale et à la campagne, respectivement. Tout doucement, puis plus tard d'une manière plus accélérée, la Banque de la Nation a su donner de l'extension à son mouvement dans la campagne, et celui-ci excède de beaucoup aujourd'hui celui de la maison centrale. Le développement extraordinaire de la caisse d'épargne appelle tout spécialement l'attention: la somme des petites économies confiées aux succursales par l'habitant de la campagne se monte presque à celle des dépôts faits en compte courant á la maison centrale.

La clef de l'incomparable développement du compte des dépôts, et, comme conséquence, de cette grande affluence de fonds, de tout le mouvement de la Banque de la Nation, est donnée par le tableau IV, dans lequel nous signalons la proportion dans laquelle ses prêts se sont répartis entre la maison centrale et les succursales, et en distinguant en même temps, les diverses classes d'obligations, soient billets commerciaux, billets à paiement intégral, ce que l'on appelle crédits d'habilitation, amortissables en quotes de 10 à 25 % ou, finalement, les avances en comptes courants qui se sont accrus d'une façon extraordinaire depuis l'année 1906.

Dans le cinquième tableau, les escomptes en or sont convertis en papier et ajoutés aux autres soldes de cette espèce, montrant le résumé ainsi calculé des dépôts et des prêts et leur distribution entre la maison centrale et les succursales, et donnant une plus grande facilité pour suivre l'évolution progressive de ces comptes.

On voit tout d'abord, que la Banque de la Nation a utilisé les sommes reçues en dépôt à la maison centrale pour les dédier à la production de l'intérieur, d'une manière bien comprise par les succursales qui jusqu'à aujourd'hui même présentent un solde de prêts bien supérieur à la somme de leurs dépôts respectifs. Les fruits de cette politique bancaire, à la fois patriotique et de larges vues, a été l'ex-

traordinaire augmentation des dépôts qui ont afflué de plus en plus aux succursales et qui arrivent aujourd'hui à douze fois ce qu'ils étaient à la fin de 1892.

Le tableau de l'activité de la grande banque officielle qui s'est successivement convertie en un régulateur de tout notre régime de crédit, et aussi dans les négociations de changes sur l'extérieur, qui avaient été auparavant du domaine exclusif des banques étrangères, si nous ne mentionnions pas aussi le rôle très important qui revient à la Banque de la Nation et à ses 121 succursales dans la distribution d'argent sur les différents points du si vaste territoire de la République. Pendant l'année 1908, la Banque de la Nation n'a pas acheté et vendu pour moins de 821 millions de lettres de change intérieures, comme on peut le voir dans le tableau VI, dans lequel nous détaillons le développement progressif de cet important service que la banque officielle prête surtout au commerce intérieur.

Les banques particulières nationales, dont nous donnons dans les tableaux VII à XIII, un extrait des balances depuis leurs premières années d'existence jusqu'à ce jour, ont participé elles aussi à ce progrès de l'activité économique du pays, grâce à l'augmentation constante de la production et de l'exportation, surtout de céréales. On pourrait dire que ces banques ont suivi les traces de la banque de la Nation, cherchant et trouvant dans la clientèle de l'intérieur un champ d'action qui leur permit un tel progrès de leurs opérations, que ne l'aurait jamais espéré le plus optimiste de leurs actionnaires.

La Banque Espagnole du Rio de la Plata, dont nous résumons l'évolution dans le tableau VII, par sa puissante initiative, qui la fit rayonner, non seulement dans de nombreux villages de l'intérieur, mais aussi dans les places européennes, entrant en compétition avec les grands établissements étrangers dans leurs propres pays, a eu le plus grand et le plus rapide développement parmi les banques particulières du pays, éclipsant par son mouvement d'affaires les plus anciennes et les plus puissantes compétitrices étrangères qui avaient jusqu'alors été considérées comme les arbitres de cette place. De même que pour la Banque de la Nation, l'évolution surprenante de la Banque Espagnole fut due à l'énorme affluence des dépôts de sa clientèle, lesquels arrivent déjà aujourd'hui au double de ce qu'ils furent jamais à l'ancienne banque de MM. Carabassa et Cie. dont la Banque Espagnole fut l'un des héritiers. Ayant commencé ses opérations dans les derniers mois de l'année 1886, avec un capital de 3 millions de piastres papier, aujourd'hui la Banque Espagnole a porté le montant de son capital réalisé à la somme de 47,9 millions de piastres papier; néanmoins ce capital lui a plutôt servi d'une espèce de garantie de sécurité pour ses opérations, car ses dépôts ont été tellement considérables qu'ils suffiraient pour tout le mouvement des prêts, lesquels se montent à une somme à peu près egale á celle des premiers.

La Banque d'Italie et du Rio de la Plata, la doyenne des banques nationales, puisqu'elle a été fondée en 1872 avec un capital de 1 ½ millions de piastres fortes, lequel fut élevé en 1888 à cinq millions de piastres or versées, suivit une politique bancaire conservatrice pendant de longues années, se limitant au mouvement de sa clientèle dans la capitale, jusqu'à ce que le stimulant donné par l'exemple de la Banque de la Nation la convainquit du grand avenir offert à l'action bancaire par l'intérieur. En 1904 la Banque d'Italie et du Rio de la Plata prit à sa charge la Banque Provinciale d'Entre Rios, avec toutes ses succursales,

et elle fonda en outre quelques autres succursales dans les provinces du littoral.

Le tableau VIII, qui offre un aperçu rétrospectif de ses balances, montre clairement l'importance du mouvement auquel est arrivé depuis cette année, cet établissement réputé. Il y a peu de mois, son capital social versé fut élevé à 6 millions de piastres or.

La Banque du Commerce, fondée en 1884 avec un capital versé de 3 millions de piastres papier, a reçu dans le cours de son remarquable développement, diverses transformations. Au mois de Juillet 1888 il fut émis 2 millions de nouvelles actions pour augmenter le capital, dont 1,35 millions de piastres furent prises par la London Bank of Mexico, et en Mai 1904, une autre participation plus étroite fut acquise par la Banque Hispano-Américaine de Madrid qui souscrivit un million de piastres papier de nouvelles actions, qui augmentèrent le capital; en même temps le nom de l'établissement était changé en celui de Banque du Commerce Hispano-Américaine. Enfin, au mois de Juin 1906, cette banque servit de base pour la reconstitution de la Banque de la Province de Buenos Aires, dont elle prit le nom. Le capital fut élevé à 20 millions de piastres souscrites, dont 10 millions de piastres formaient le capital versé en effectif par les actionnaires et les autres 10 millions de piastres, la partie revenant au gouvernement de la province, cette autre moitié devant être formée par les sommes que le gouvernement devait toucher comme dividendes. Enfin, en Décembre 1908, le capital de la nouvelle Banque de la Province fut élevé à la somme de 50 millions de piastres papier, réparties dans les mêmes conditions entre les actionnaires et le gouvernement de la province. Le capital versé jusqu'ici est de 23 millions de piastres. Le tableau IX, qui résume l'évolution de cette banque, est la preuve la plus éloquente du succès obtenu par le mouvement des succursales, car en 4 ans seulement, de 1905 à 1909, la somme des dépôts dans cette banque a plus que triplé, et il est à prévoir qu'elle reprendra bien vite la position proéminente qu'avait occupée à son époque l'ancienne Banque de la Province de Buenos Aires dans le régime économique du plus riche des états fédéraux argentins.

La Banque Française du Rio de la Plata, fondée en 1887 avec un capital de 3 millions de piastres or, se vit affectée dans ses premiers exercices par la crise de 1890, au point que, en 1892, son capital, c'est-à-dire, la valeur des actions émises, dut être réduit à 66 ⅔ %, soit à 2 millions de piastres or. En Mai 1904 le capital fut élevé à 4 millions de piastres or; en Novembre 1905, on décida d'augmenter de nouveau ce capital et de le porter à 12 millions de piastres or, à compléter en deux séries de 4 millions de piastres or chacune. Enfin, en Mai 1908, le capital souscrit fut élevé à la somme de 16 millions de piastres or. Ces augmentations répétées du capital, dont une partie fut souscrite en Europe, avaient été déterminées principalement par les opérations financières effectuées au Paraguay par la Banque Française, fondant la Banque Paraguayenne, et ensuite la Banque de la République de ce pays, laquelle prit la Banque Paraguayenne à sa charge.

Le mouvement argentin de la Banque Française, comme l'indique le tableau X, s'est développé vigoureusement, quoique d'une façon moins extraordinaire que celui des banques dont nous avons parlé.

On peut en dire autant de la Nouvelle Banque Italienne, qui commença ses opérations au début de 1888, avec un capital de deux millions de piastres papier,

lequel s'est élevé depuis cette époque, à 3 millions de piastres papier. Cette banque a limité son action à la capitale, et quoique l'accroissement du bien-être et le grand mouvement commercial de cette ville lui ait permis d'augmenter considérablement ses opérations, le contraste offert par le rélevé de ses balances, fait dans le tableau XI, avec la puissante évolution des autres banques qui ont trouvé la grande force de leur progrès dans leurs succursales de la campagne, est frappant.

La Banque Populaire Argentine, qui représente dans notre banque le système coopératif, depuis 1887, lorsqu'elle arrêta son premier exercice, avec son capital de 550 000 piastres papier, a volontairement augmenté ce capital très lentement, jusqu'à son montant actuel de 6 ½ millions de piastres papier (tableau XII).

C'est une banque qui a bien et activement travaillé avec la clientèle de ses propres associés, n'aspirant pas à l'envergure de ses collègues de plus grande taille.

Parmi les autres établissements bancaires, nous devons mentionner spécialement la Banque de Galicie et Buenos Aires, qui dans le peu d'années de son existence a déjà faits de grands progrès qui font espérer qu'elle atteindra plus tard un grand développement. Jusqu'à ce jour elle a limité ses opérations à sa clientèle urbaine, ayant un capital realisé de 3 millions de piastres papier (tableau XIII).

Il ne manque plus qu'à énumérer quelques banques nationales de moindre importance et pour la plupart de création récente. La Banque Populaire Italienne fondée en 1898, sur la base du système coopératif, avec un capital initial de 150 000 piastres papier, n'avait eu dans les premières années de son existence qu'un développement modeste, mais aujourd'hui, après avoir acquis l'ancienne Banque Latine de la Plata, le mouvement de la Banque Populaire Italienne a commencé à prendre des proportions plus considérables. Le capital versé de cet établissement, qui a pris dernièrement le nom de Banque Commerciale Italienne, est aujourd'hui de 2 millions de piastres papier, ses dépôts se sont montés en Décembre 1909 à 4 millions de piastres, les prêts à 3,29 millions de piastres et l'encaisse à 1,85 millions de piastres.

La Compagnie Nationale d'Epargne, fondée en 1898 avec un capital de 500 000 piastres, s'est limitée pendant longtemps à placer ses fonds sur hypothèques, mais il y a trois ans elle a commencé à substituer successivement à cette classe de prêts les escomptes commerciaux. Enfin, en 1909, cette Compagnie s'est convertie en un véritable établissement d'escompte, et elle a pris en même temps le nom de Banque du Commerce, dont le titre était vacant depuis que l'ancienne banque de ce nom avait pris celui de Banque de la Province. Le capital de la nouvelle Banque du Commerce est aujourd'hui de 1 ½ millions de piastres papier, sa balance de la fin de Décembre 1909 ayant accusé un solde de 3,70 millions de piastres de prêts, de 3,23 millions de piastres de dépôts et de 0,62 millions de piastres d'encaisse.

La Banque Populaire Espagnole fondée au début de l'année 1907 avec un capital de 1 million de piastres, a pris dès les premières années de son existence un développement très appréciable. Elle travaille aujourd'hui avec un capital de 2,65 millions de piastres, ayant eu, à la fin de Décembre de l'année dernière, 3,39 millions de piastres de dépôts, 4,61 millions de piastres de prêts et 1,04 millions de piastres d'existence en caisse.

La Banque Industrielle Argentine, fondée en 1907 avec un capital d'un demi million de piastres, avait à la date du 31 Décembre 1909, 0,24 millions de piastres

de dépôts, 0,66 millions de piastres de prêts et 0,15 millions de piastres en caisse; son capital a été élevé à 837 900 piastres.

Nous ne pouvons offrir un tableau comparatif des balances des banques étrangères que depuis l'année 1900, car ce n'est que depuis cette année que nous connaissons la partie de leurs dépôts, de leurs prêts et de leurs encaisses qui correspond aux succursales argentines. Le caractère international de leurs opérations et la dépendance des succursales d'une direction éloignée, ont imposé à ces banques d'autres règles d'administration, et c'est ce qui explique que les avantages et les possibilités d'évolution qui leur ont été offertes par notre grand progrès économique réalisé pendant la première décade de ce siècle, n'ont pas été mis à profit par tous ces établissements d'une manière aussi intense que par les banques nationales dont nous avons parlé.

Le doyen de ces établissements étrangers, la Banque de Londres et du Río de la Plata, depuis sa fondation jusqu'à ce jour a conservé la première place parmi eux. Fondée en 1862, la Banque de Londres a, pendant tout ce demi siècle, été remplie de péripéties économiques, et elle a toujours maintenu hautement et grandement son crédit. Elle ne se laissa jamais entraîner par le vertige des époques spéculatives et c'est aussi pour cela qu'elle put passer sereinement et sans la moindre difficulté, malgré son énorme mouvement d'affaires, par les heures les plus fiévreuses et de la plus grande panique du crack de 1890. Ses balances générales qui renferment toutes les succursales de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et de l'Europe, donnaient en 1884 3,2 millions de £ de dépôts, et 4,1 millions de £ de prêts. En 1888 ces opérations avaient plus que doublé, arrivant à 9,7 millions de £ pour les dépôts et à 9,2 millions de £ pour les prêts. En 1900 ces comptes avaient encore doublé: 17,8 pour les dépôts et 18,3 pour les prêts. Depuis lors le total des opérations de la Banque de Londres s'est maintenu à peu près au même niveau. En 1901-1903, les dépôts et les prêts se sont montés en moyenne à 15 millions de £ et depuis 1904 jusqu'à 1908, la moyenne de ces comptes qui a oscillé entre 17 et 19 millions de £, a été de 18 millions de £.

Si nous comparons ces chiffres avec ceux du tableau XIV qui détaillent la proportion qui dans le mouvement des affaires de la Banque de Londres est revenue aux succursales argentines, on voit que cette banque a transporté la plus grande partie de ses opérations dans l'Argentine, qui lui offrait les plus grands avantages, et le progrès de son mouvement argentin a surtout été notable pendant toute l'année 1909. Tandis qu'en 1900 les dépôts argentins se montaient, en chiffres ronds, à 60 % du total, à la fin de 1908, ils arrivaient à 80 %, et, alors qu'en 1900 les prêts correspondant à l'Argentine étaient de 30 %, ils se montaient en 1908 à 45 %. Etant donné le grand prestige dont jouit la Banque de Londres avec sa glorieuse histoire d'un demi siècle, parmi le commerce argentin, il est hors de doute que les efforts évidents faits actuellement par cette banque pour conserver sa place en face des progrès faits par les autres établissements, doivent déterminer dans les prochaines années une extension de ses opérations argentines. Le capital propre de la Banque de Londres, avec les réserves, s'élève à 2 ½ millions de £, dont 4 250 000 piastres or correspondent au mouvement argentin.

Plus grande même que l'évolution de l'établissement dont nous venons de parler, a été celle de la Banque Allemande Transatlantique. Fondée en 1887, sa

direction observa dans les premières années une marche prudente, grâce à laquelle elle ne se ressentit pas des débâcles des années suivantes. Elle s'est mise à travailler avec une telle énergie depuis le milieu de la dernière décade du siècle passé, coopérant activement à l'œuvre du relèvement économique, qu'elle a participé d'une manière bien méritée au grand progrès qui a commencé avec ce siècle. Les chiffres du tableau XV font voir une progression accélérée de l'importance de ses opérations argentines, ce qui fait que la Banque Allemande Transatlantique s'est placée au second rang des établissements étrangers. En égard à la grande extension de son commerce qui comprend toute la côte du Pacifique, son capital a été augmenté il y a peu de temps et de 20 millions de marcs il a été porté à 30 millions, dont il revient pour les succursales argentines un capital invertir de 2 900 000 de piastres or.

De même, la Banque Britannique de l'Amérique du Sud, à laquelle correspond le tableau XVI, a consacré visiblement tous ses efforts pour étendre le plus possible ses opérations argentines. Succédant à la Banque Anglaise de Río de Janeiro (fondée en 1862) la Banque Britannique opère sous son nom actuel depuis 1891, et convaincue du grand avenir qu'offrait notre pays à son activité, elle a développé d'une manière spéciale ses succursales argentines. Son capital, avec les réserves, se monte à 1 250 000 £, correspondant au mouvement argentin un capital inverti de 1 740 000 piastres or.

La Banque de Londres et du Brésil est plus ancienne que la précédente, car le début de sa carrière remonte à l'année 1862; elle possède aussi un plus grand capital, lequel, avec les réserves se monte à 2 millions de £; cette banque a son champ d'action favori au Brésil, son mouvement argentin, pour lequel il a été inverti 1 268 190 piastres or et 1 950 000 piastres papier, et dont nous donnons un résumé dans le tableau XVII, n'a pas progressé aussi rapidement que celui de ses compétitrices étrangères. Cependant, on entrevoit dans les chiffres du dit tableau, un effort fait pendant les trois dernières années par cette banque pour le développement de son commerce argentin.

La Banque Anglo-Sud-Américaine fondée en 1889 et qui avait d'abord pris le nom de Banque Anglo-Argentine, se transformant plus tard en Banque de Tarapacá et Argentine, qui, finalement, a adopté le nom que nous lui avons donné tout d'abord, n'avait accordé jusqu'en 1905 que peu d'attention à ses opérations en Argentine, son action principale était alors au Chili. Mais, en présence du grand progrès acquis par les opérations bancaires dans notre pays, pendant les quatre dernières années, la Banque Anglo-Sud-Américaine a pris beaucoup de soin pour essayer d'étendre ses opérations en Argentine, et nous voyons, par le tableau XVIII, qu'elle y est arrivée avec succès. Pour attirer la clientèle, cette banque ne s'est pas contentée de ne transformer en prêts que ses dépôts, mais elle a fait que la somme de ses prêts surpasse de beaucoup la somme de ses dépôts. Son capital et ses réserves se montent à 2 050 000 £, dont il est inverti pour notre pays 2 475 000 piastres or et 1 718 185 piastres papier.

La Banque Germanique de l'Amérique du Sud, fondée récemment en 1906, est arrivée pendant les quatre années de son existence, à un développement satisfaisant qui découle de l'examen des chiffres du tableau XIX. Comme la précédente, cette banque cherche aussi à gagner du terrain, en disposant d'une bonne quantité de capitaux propres pour satisfaire avec plus de libéralité aux

nécessités du crédit de sa clientèle. De son capital souscrit, qui est de 20 millions de marcs, 1 729 000 piastres or correspondent à ses opérations argentines.

Dans le tableau XX, nous avons réduit en monnaie légale les soldes des prêts et des dépôts de la Banque de la Nation, des banques nationales particulières et des banques étrangères, dans le but de faire ressortir avec plus de clarté l'évolution de chacun de ces trois groupes de banques. Dans ce tableau se détache avec une grande éloquence, le magnifique progrès des banques particulières nationales qui, ayant eu un mouvement égal à celui des banques étrangères en 1900, arrivent aujourd'hui à un solde de prêts et de dépôts presque double de celui de leurs rivales. La Banque de la Nation, dans ces dix mêmes années, a presque quadruplé ses opérations.

La relation étroite qui existe entre ce progrès merveilleux et l'accroissement de la production, est mise en évidence dans le tableau XXI, où nous avons réuni tous les éléments qui expriment numériquement l'intensité de l'activité économique. L'exportation, qui pendant la première décade du XX^me. siècle a presque triplé, permet l'accumulation d'un capital mobile métallique, approximativement sept fois supérieur à la somme en or dont le pays disposait à l'expiration du XIX^me. siècle.

Ces puissants capitaux propres seront employés dans l'avenir pour rendre productives de nouvelles zones des immenses territoires vierges de la République, œuvre à laquelle l'Etat coopérera énergiquement par la construction de chemins de-fer et de canaux d'irrigation.

Avec de telles perspectives, nous pouvons espérer que les prochaines années vont ajouter de nouvelles feuilles du laurier du progrès à la belle couronne que dans la première décade du nouveau siècle, le travail économique national a su former.

Banque de la Nation Argentine — TABLEAU I.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1892	0.30	48.37	—	32.47	0.37	20.89
1893	1.50	66.50	—	44.87	1.55	20.55
1894	0.43	71.58	—	49.78	0.45	23.81
1895	0.68	72.27	—	54.58	0.70	43.96
1896	0.79	74.44	—	64.38	0.78	30.81
1897	1.04	75.25	—	69.91	0.97	37.03
1898	1.33	82.56	—	72.52	1.31	44.75
1899	1.32	87.88	0.01	78.95	1.20	44.74
1900	0.81	93.75	0.82	83.07	7.97	44.19
1901	8.41	92.33	0.49	84.77	10.87	42.76
1902	1.67	92.67	0.01	77.65	8.24	42.79
1903	1.76	123.77	0.21	75.34	14.90	65.61
1904	1.34	140.40	0.40	95.70	21.79	47.22
1905	2.90	170.19	1.22	162.51	11.33	51.26
1906	1.79	167.99	1.36	170.57	9.35	52.44
1907	4.94	192.57	2.05	214.02	18.62	55.06
1908	5.29	234.18	2.04	244.75	22.70	67.85
1909	5.09	335.03	2.03	294.46	34.88	115.01

Banque de la Nation Argentine — TABLEAU II.

Classification des dépôts

DATE — 31 Décembre	PARTICULIERS — Millions de piastres	OFFICIELS — Millions de piastres	JUDICIAIRES — Millions de piastres	TOTAUX — Millions de piastres
1892	20.55	16.38	12.44	49.37
1893	24.85	32.13	14.39	71.37
1894	30.50	26.77	15.85	73.12
1895	37.07	20.43	17.13	74.63
1896	40.58	17.24	18.98	76.80
1897	46.30	12.67	19.30	78.27
1898	48.60	18.32	19.09	86.01
1899	55.86	15.87	19.14	90.87
1900	58.28	18.49	18.82	95.59
1901	57.29	37.27	16.86	111.42
1902	61.39	18.50	16.60	96.49
1903	74.05	36.59	17.12	127.76
1904	85.05	38.78	19.63	143.46
1905	112.85	39.20	24.73	176.78
1906	128.84	15.50	27.72	172.06
1907	142.23	30.28	31.27	203.78
1908	183.02	34.19	28.99	246.20
1909	254.61	49.87	42.11	346.59

Banque de la Nation Argentine — Tableau III.

Détail des dépôts generaux (les judiciaires exclus)

DATE — 31 Décembre	COMPTE COURANT		ECHÉANCE FIXE		CAISSE D'ÉPARGNE	
	Centrale	*Succursales*	*Centrale*	*Succursales*	*Centrale*	*Succursales*
	Millions de piastres		Millions de piastres		Millions de piastres	
1892	24.11	5.46	5.27	0.80	0.57	0.73
1893	38.86	7.43	7.42	0.90	1.12	1.26
1894	36.47	9.85	5.77	1.39	1.76	2.03
1895	30.45	12.93	5.98	2.71	2.36	3.07
1896	24.91	12.92	6.96	3.62	3.74	5.57
1897	23.22	13.98	5.11	3.51	5.28	7.87
1898	26.72	14.38	5.90	3.50	6.32	10.11
1899	25.03	16.12	5.21	3.83	7.32	14.21
1900	24.86	13.60	7.67	4.37	8.92	17.35
1901	41.88	12.74	8.61	4.72	8.55	18.06
1902	22.23	12.23	8.87	5.17	10.09	21.28
1903	35.45	14.86	18.16	7.28	10.04	23.85
1904	43.40	17.24	12.96	9.33	10.98	29.92
1905	49.90	26.55	14.61	10.57	12.63	37.79
1906	35.69	27.31	10.54	11.34	14.27	45.19
1907	50.77	26.18	12.54	14.03	17.18	51.81
1908	69.85	35.43	16.63	12.82	18.71	63.77
1909	111.44	50.49	16.70	16.50	24.00	85.35

Banque de la Nation Argentine — Tableau IV.

Détail des prêts

DATE — 31 Déc'bre	BILLETS À ORDRE		LETTRES À PAIEMENT INTÉGRAL		LETTRES AMORTISSABLES		AVANCES EN COMPTE COURANT	
	Centrale	*Succursales*	*Centrale*	*Succursales*	*Centrale*	*Succursales*	*Centrale*	*Succursales*
	Millions de piastres		Millions de piastres		Millions de piastres		Millions de piastres	
1894	4.73	8.73	0.25	0.24	15.82	19.99	0.03	—
1895	3.37	12.18	0.16	0.32	17.49	20.72	0.08	—
1896	6.05	13.83	0.79	1.05	21.09	23.55	0.02	—
1897	4.04	15.61	0.15	1.61	21.29	27.20	0.01	—
1898	3.71	14.07	1.51	1.18	23.31	28.66	0.09	—
1899	9.13	12.36	2.32	1.91	25.03	28.19	0.02	—
1900	7.34	13.77	1.16	1.61	30.07	29.00	1.98	—
1901	7.53	14.03	2.61	2.34	27.36	31.03	1.00	—
1902	5.21	10.98	2.21	2.70	23.59	27.56	5.39	—
1903	5.13	15.93	3.37	3.58	20.93	26.38	0.53	—
1904	12.48	23.14	4.93	7.22	20.95	27.72	0.17	—
1905	5.52	20.87	14.53	19.95	35.41	38.59	25.45	3.97
1906	9.62	24.68	15.03	28.02	30.10	44.54	15.17	6.51
1907	8.74	29.73	18.33	28.37	48.66	53.81	21.25	9.78
1908	16.07	32.15	22.05	28.19	49.23	67.07	24.12	8.00
1909	17.79	38.52	9.27	33.79	47.62	85.88	33.01	11.42

Banque de la Nation Argentine — TABLEAU V.

Relation entre la maison centrale et les succursales

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS GÉNÉRAUX (les judiciaires exclus)		PRÊTS	
	Centrale	*Succursales*	*Centrale*	*Succursales*
	Millions de piastres		Millions de piastres	
1893	47.40	9.59	17.72	27.14
1894	44.00	13.27	20.80	28.95
1895	38.79	18.71	21.02	33.22
1896	35.61	22.11	27.93	38.43
1897	33.61	25.36	25.48	44.43
1898	38.94	27.99	28.53	43.91
1899	37.56	34.16	36.48	42.46
1900	41.45	35.32	40.55	44.38
1901	59.04	35.52	38.50	47.40
1902	41.20	38.68	36.40	41.24
1903	64.65	45.99	29.96	45.89
1904	67.34	56.49	38.48	58.12
1905	77.14	74.91	80.91	83.38
1906	60.50	83.84	69.92	103.75
1907	80.49	92.02	96.98	121.69
1908	105.19	112.02	111.92	135.41
1909	152.14	152.34	107.69	169.61

Banque de la Nation Argentine — TABLEAU VI.

Mouvement des lettres de change intérieures

DATE — 31 Décembre	VENDUES		ACHETÉES	
	Centrale	*Succursales*	*Centrale*	*Succursales*
	Millions de piastres		Millions de piastres	
1894	24.07	71.67	0.24	54.71
1895	34.74	83.19	0.00	59.48
1896	34.36	94.59	0.13	58.52
1897	43.48	97.31	0.19	47.20
1898	56.85	101.08	0.16	55.06
1899	62.62	99.42	0.07	51.85
1900	52.64	102.96	0.34	57.84
1901	53.40	111.57	0.62	61.81
1902	66.31	110.36	0.83	58.44
1903	71.94	115.11	0.57	68.04
1904	74.05	135.78	0.52	82.95
1905	87.94	198.16	1.02	115.05
1906	101.18	273.50	3.15	201.81
1907	103.41	345.67	6.21	242.53
1908	115.48	373.69	4.70	327.26
1909	134.73	436.28	6.64	365.86

Banque Espagnole du Río de la Plata TABLEAU VII.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1887	0.45	4.94	0.09	3.72	0.61	3.59
1888	0.64	5.53	0.01	3.69	1.22	3.27
1889	0.47	7.76	0.43	7.73	0.33	3.76
1890	0.15	10.21	0.55	10.94	0.05	4.21
1891	0.52	17.92	0.30	13.75	0.39	9.23
1892	0.84	33.54	0.38	24.04	0.34	15.07
1893	0.94	38.74	0.34	29.66	0.76	14.29
1894	1.21	36.90	0.22	28.84	1.05	13.84
1895	2.59	40.40	0.27	33.08	2.01	13.73
1896	2.78	47.57	0.62	33.96	1.55	19.55
1897	1.57	42.17	0.33	30.90	1.07	16.81
1898	2.45	48.37	0.55	35.66	1.51	17.93
1899	5.81	58.38	0.51	38.64	5.39	23.75
1900	3.88	50.24	1.21	42.09	2.13	14.78
1901	3.02	50.96	0.70	39.82	3.15	15.94
1902	2.96	65.40	1.55	42.15	4.83	22.30
1903	2.12	78.33	1.55	50.43	2.67	22.62
1904	3.38	92.57	3.09	65.13	6.04	25.10
1905	5.64	115.89	5.65	83.00	6.50	31.50
1906	6.24	114.51	6.78	94.25	4.82	30.00
1907	5.17	113.50	5.63	97.19	4.86	39.50
1908	5.63	132.44	5.03	125.53	4.79	41.91
1909	3.07	195.86	2.41	166.67	10.31	50.04

Banque d'Italie et du Río de la Plata TABLEAU VIII.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1873	0.87	—	2.18	—	0.22	—
1878	5.07	—	4.30	—	2.71	—
1883	5.60	—	6.47	—	1.48	—
1888	1.73	17.70	3.14	16.36	2.81	6.24
1892	0.92	27.43	3.20	19.21	0.89	9.11
1895	1.49	27.52	2.24	20.35	1.77	7.42
1898	1.71	33.01	2.79	23.66	1.69	9.56
1900	2.14	35.27	3.66	24.84	3.25	8.70
1901	1.83	32.64	3.00	22.29	2.57	8.58
1902	3.91	35.32	3.30	22.40	5.39	8.48
1903	2.62	46.82	4.50	28.72	3.20	11.69
1904	2.16	55.97	4.65	36.62	2.48	13.70
1905	2.15	69.78	3.99	49.29	4.28	16.47
1906	1.97	70.56	4.07	48.41	4.07	18.70
1907	1.88	70.31	3.77	53.28	2.64	15.04
1908	1.80	75.04	4.09	55.95	2.98	14.88
1909	1.74	84.42	4.29	68.96	2.49	12.68

Banque du Commerce — TABLEAU IX.

Banque de la Province de Buenos Aires, depuis le 1.er Juin 1906

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1888	0.15	4.09	0.47	4.67	0.25	1.94
1892	0.14	4.91	0.02	4.22	0.15	2.26
1896	0.36	5.27	0.06	5.59	0.36	2.36
1900	1.40	8.39	0.74	7.75	1.33	3.68
1901	0.64	7.30	0.30	7.50	0.50	3.60
1902	1.30	8.90	0.70	7.50	1.00	3.10
1903	0.80	14.00	0.40	10.50	0.40	4.10
1904	1.90	18.70	0.56	14.00	0.30	6.50
1905	1.21	26.88	1.00	25.87	0.48	6.51

Banque de la Province de Buenos Aires

1906	0.90	52.28	0.91	44.17	0.25	13.57
1907	1.98	55.92	0.91	51.36	1.16	14.08
1908	2.05	64.96	0.59	59.80	0.70	15.72
1909	1.18	87.78	0.67	87.72	0.55	23.86

Banque Française du Río de la Plata — TABLEAU X.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1887	0.59	1.96	0.89	1.85	0.99	1.22
1888	1.04	4.50	2.35	2.60	1.45	3.62
1889	0.35	5.94	1.36	6.42	1.01	2.94
1890	0.23	9.19	2.07	8.16	0.60	3.82
1891	0.29	4.33	0.68	2.95	0.49	2.01
1892	0.56	6.52	0.49	5.59	0.57	2.06
1893	0.58	8.35	0.62	7.51	0.43	3.42
1894	1.03	8.92	0.79	8.40	0.88	3.59
1895	1.69	9.05	1.23	9.25	1.18	2.63
1896	2.55	10.36	1.79	10.91	1.54	2.76
1897	1.11	12.89	1.10	10.87	0.88	4.85
1898	2.12	11.95	1.89	9.35	1.28	5.06
1899	4.50	13.63	2.13	9.55	2.46	3.90
1900	4.51	12.03	2.61	12.31	2.44	3.92
1901	3.76	14.29	2.02	12.86	2.20	5.43
1902	3.31	16.90	2.42	11.86	2.27	5.06
1903	3.78	29.00	3.66	22.88	1.68	6.93
1904	4.06	35.46	3.65	30.63	1.91	7.88
1905	4.99	47.24	4.41	46.80	3.12	10.18
1906	4.44	47.84	5.81	46.66	3.10	12.74
1907	5.26	43.47	6.46	43.73	3.93	13.48
1908	5.98	45.61	5.18	55.90	3.45	10.03
1909	8.91	58.11	5.23	78.50	3.94	16.42

Nouvelle Banque Italienne

TABLEAU XI.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS Millions de piastres		PRÊTS Millions de piastres		ENCAISSE Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1888	0.24	2.34	2.24	2.64	0.09	0.85
1889	0.24	6.85	0.46	7.50	0.21	2.13
1890	0.53	7.69	0.50	8.45	0.24	2.41
1891	0.02	8.41	0.32	8.08	0.04	1.07
1892	0.23	11.02	0.15	5.33	0.03	1.84
1893	0.07	4.48	0.11	5.48	0.07	1.51
1894	0.05	4.24	0.00	2.92	0.09	1.29
1895	0.14	4.87	0.05	3.94	0.17	1.12
1896	0.41	11.23	0.27	4.87	0.23	1.50
1897	0.38	6.15	0.28	5.41	0.11	1.86
1898	0.47	8.13	0.39	7.87	0.18	1.28
1899	0.70	10.05	0.54	8.76	0.44	1.87
1900	0.63	11.24	0.60	10.00	0.42	2.32
1901	0.47	10.80	0.80	8.67	0.35	2.44
1902	0.62	10.82	0.64	9.38	0.18	2.82
1903	0.45	13.27	0.46	11.06	0.26	2.84
1904	0.73	17.07	0.91	12.86	0.40	4.52
1905	0.57	21.56	0.84	15.64	0.35	6.19
1906	0.45	20.55	1.22	16.32	0.14	4.18
1907	0.50	22.60	1.23	18.21	0.19	5.62
1908	0.46	23.87	0.79	21.34	0.05	4.78
1909	0.36	29.95	0.71	25.06	0.10	6.70

Banque Populaire Argentine

TABLEAU XII.

DATE — 30 Avril	DÉPÔTS Millions de piastres		PRÊTS Millions de piastres		ENCAISSE Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1888	—	0.84	—	0.80	—	0.62
1892	—	1.68	—	1.68	—	1.11
1896	—	2.42	—	2.76	—	1.06
31 Décembre						
1900	0.13	3.83	0.01	5.18	0.20	1.26
1901	0.59	3.85	3.23	5.92	0.18	1.18
1902	0.13	4.35	0.01	6.08	0.20	2.14
1903	0.15	5.81	0.01	7.38	0.17	3.33
1904	0.03	6.50	0.01	10.42	0.14	3.31
1905	0.14	8.00	0.01	11.31	0.26	4.31
1906	0.03	9.19	—	15.35	0.16	2.91
1907	0.21	7.91	—	13.54	0.15	3.79
1908	0.09	9.26	—	16.50	0.11	3.12
1909	0.15	12.30	—	14.55	0.13	4.94

Banque de Galicie et de Buenos Aires TABLEAU XIII.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1905	—	2.39	—	1.02	0.01	0.91
1906	0.05	3.96	0.04	4.63	0.05	1.78
1907	0.01	3.72	0.02	5.54	0.04	1.05
1908	0.02	5.33	—	7.12	0.03	1.40
1909	0.04	12.07	0.01	12.12	0.06	3.80

Banque de Londres et du Río de la Plata TABLEAU XIV.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1900	11.67	91.93	5.76	51.03	12.78	41.39
1901	9.86	89.54	6.67	46.46	10.63	44.53
1902	11.19	90.79	6.05	44.11	15.35	38.41
1903	9.51	103.77	5.68	54.05	10.43	53.19
1904	8.41	115.44	6.31	78.99	9.54	34.52
1905	9.40	133.43	8.60	83.46	9.54	44.44
1906	7.37	135.38	8.27	86.77	6.76	46.61
1907	7.02	121.26	6.01	83.15	5.02	41.31
1908	6.12	123.60	4.94	80.93	9.55	41.73
1909	6.91	139.60	4.16	86.60	7.85	54.81

Banque Allemande Transatlantique TABLEAU XV.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1900	1.92	10.71	2.85	13.24	2.79	2.65
1901	1.70	11.27	2.16	11.29	1.98	4.22
1902	1.64	11.24	2.27	9.30	3.25	2.72
1903	1.25	14.24	1.54	12.96	2.05	1.93
1904	1.49	18.88	2.06	18.78	1.90	4.08
1905	1.68	24.49	3.54	26.46	1.62	4.44
1906	1.34	26.94	5.00	29.54	1.76	5.62
1907	1.41	28.02	4.80	27.85	1.68	7.98
1908	1.19	34.74	4.39	32.34	1.79	10.29
1909	2.67	43.09	5.02	40.79	1.68	11.53

Banque Britannique de l'Amérique du Sud TABLEAU XVI.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1900	1.11	6.77	4.53	10.83	0.72	1.63
1901	1.08	7.17	4.56	8.34	0.94	1.82
1902	1.35	8.71	3.42	8.66	0.71	1.80
1903	1.05	14.31	3.00	11.34	0.83	1.84
1904	1.11	17.12	3.34	17.35	0.66	2.57
1905	1.49	24.33	3.36	23.13	1.22	3.99
1906	1.01	26.48	3.42	24.05	1.33	7.52
1907	1.56	33.48	3.82	28.58	3.04	8.51
1908	0.98	36.59	2.37	30.37	8.41	2.60
1909	2.29	42.76	2.76	39.76	3.50	6.50

Banque de Londres et du Brésil TABLEAU XVII.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1900	1.70	5.47	4.17	3.59	0.72	0.95
1901	0.85	4.24	3.22	2.39	0.67	0.85
1902	1.38	2.34	2.56	1.33	1.07	0.58
1903	0.69	3.25	2.12	1.68	0.61	1.01
1904	0.68	3.87	2.63	3.98	0.34	0.91
1905	0.79	5.50	3.74	4.63	0.43	1.16
1906	0.80	5.75	2.79	4.59	0.64	1.77
1907	0.62	8.47	2.75	7.48	0.45	2.44
1908	0.69	8.19	2.23	8.08	0.79	2.94
1909	0.75	10.82	2.35	10.46	0.83	4.42

Banque Anglo-Sud-Américaine TABLEAU XVIII.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1900	0.61	0.73	2.54	1.51	0.37	0.72
1901	0.59	0.54	3.28	1.15	0.42	0.76
1902	1.04	1.03	2.19	1.08	1.09	0.80
1903	0.46	1.47	1.25	1.33	0.38	0.95
1904	0.22	2.54	1.40	1.90	0.23	1.57
1905	0.28	2.96	1.09	3.25	0.51	1.54
1906	0.62	3.20	1.33	7.51	0.23	1.13
1907	0.85	8.33	2.17	24.78	0.25	3.57
1908	0.72	6.92	0.81	16.68	0.44	2.94
1909	1.24	7.22	1.35	17.91	0.91	2.96

Banque Germanique de l'Amérique du Sud TABLEAU XIX.

DATE — 31 Décembre	DÉPÔTS — Millions de piastres		PRÊTS — Millions de piastres		ENCAISSE — Millions de piastres	
	Or	*Papier*	*Or*	*Papier*	*Or*	*Papier*
1906	0.16	2.22	1.03	5.70	0.30	3.23
1907	1.13	3.05	1.27	6.49	1.21	7.51
1908	0.86	3.03	1.43	8.66	0.38	1.62
1909	0.95	6.32	1.60	9.94	0.87	1.95

TABLEAU XX.

DATE — 31 Décembre	Dépôts			Prêts		
	BANQUE DE LA NATION ARGENTINE — Millions de piastres papier	AUTRES BANQUES ARGENTINES — Millions de piastres papier	BANQUES ÉTRANGÈRES — Millions de piastres papier	BANQUE DE LA NATION ARGENTINE — Millions de piastres papier	AUTRES BANQUES ARGENTINES — Millions de piastres papier	BANQUES ÉTRANGÈRES — Millions de piastres papier
1900	95.6	150.0	154.3	84.9	122.2	125.2
1901	111.4	142.0	144.8	85.9	112.9	114.6
1902	96.6	169.5	151.8	77.6	119.0	101.9
1903	127.8	209.8	166.5	75.9	155.0	112.3
1904	143.5	257.2	184.8	96.6	198.8	156.7
1905	176.8	322.8	220.6	164.3	270.0	187.3
1906	172.1	342.7	240.5	173.7	297.7	228.0
1907	203.8	343.6	231.2	218.7	315.3	225.6
1908	246.2	392.6	237.1	249.4	371.8	213.8
1909	346.6	527.0	283.5	299.0	499.7	244.6

TABLEAU XXI.

ANNÉES	VALEUR DE L'EXPORTATION — Millions de $ or	EXISTENCE MÉTALLIQUE — Millions de $ or	BILLETS EN CIRCULATION — Millions de $ papier	DÉPÔTS TOTAUX DES BANQUES — Millions de $ papier	PRÊTS TOTAUX DES BANQUES — Millions de $ papier	ENCAISSE PAPIER DES BANQUES — Millions de $ papier	ENCAISSE OR DES BANQUES — Millions de $ or
1900	153.7	35.1	293.3	399.9	332.3	126.2	35.1
1901	166.7	34.5	293.3	398.2	313.4	132.1	34.5
1902	177.7	43.6	293.3	417.8	298.5	131.0	43.6
1903	219.1	75.8	380.2	504.1	343.2	176.1	37.6
1904	261.6	96.0	407.7	585.5	452.1	151.9	45.7
1905	319.7	129.8	490.8	720.2	621.6	183.0	39.6
1906	289.4	128.6	526.4	755.3	699.4	199.6	26.0
1907	295.9	145.3	532.2	778.6	759.6	220.7	40.2
1908	366.0	174.3	581.3	875.9	835.0	230.1	47.6
1909	397.4	239.7	685.2	1.157.1	1.043.4	319.8	67.1

L'ÉCLAIRAGE DE BUENOS AIRES

PAR

JORGE NEWBERY

L'ÉCLAIRAGE DE BUENOS AIRES

La légende raconte qu'en l'an de grâce 1190, Hullox de Planiceaux, modeste artisan, forgeron de son métier, originaire de Liège, manquant de ressources pour acquérir le charbon de bois nécessaire pour son industrie, conçut l'idée, qui lui fut suggérée, dit la tradition, par une apparition divine, de mettre dans son fourneau une certaine pierre noire qui se trouvait à fleur de terre sur une colline proche de sa forge.

Il semble que du nom de cet obscur ouvrier naquit le mot " Houille " qui a été employé jusqu'à présent pour dénommer ce combustible.

Dans les anciens temps, l'éclairage primitif consistait en feux et en torches de bois résineux et, plus tard, en lampes à huile, lesquelles se composaient d'un récipient plus ou moins orné, selon sa destination ou son emploi, et d'où émergeait une mèche de filaments végétaux. Ce système de lampes était employé par les peuples méridionaux où l'huile d'olive était relativement abondante. En échange, dans les pays septentrionaux, dans le pays des Celtes, par exemple, l'huile était remplacée par du suif ou de la graisse.

Les suifs communs se substituèrent pendant quelque temps à ces systèmes, jusqu'à l'apparition de la lampe Argand, à double courant d'air, la Quinquet, avec son tube étranglé et, enfin, la Carcel, avec son appareil régulateur d'huile, qui mirent fin à l'éclairage au moyen de corps gras. De cette même époque date l'emploi de lanternes et de falots, pour préserver la flamme du vent.

La houille fut employée au XVII^me^ siècle, c'est-à-dire, environ trois cents ans après la légende de " Hullox ".

En 1787, l'ingénieur Philippe Lebon, étudiant les perfectionnements applicables à la machine à vapeur, et incidemment, les propriétés de la vapeur, observa aussi les phénomènes de la flamme, mais ce n'est qu'en 1791 que l'on commença à appliquer à l'éclairage l'emploi des produits volatils de la décomposition des combustibles; à cette époque le charbon fossile était peu connu et peu employé dans son pays, et il fit les essais et les épreuves simplement avec du bois.

Huit années plus tard, en 1799, il obtint une patente d'invention pour ses découvertes, mais déjà en Angleterre, G. Murdoch, en 1797, employait le gaz à l'éclairage de l'établissement d'élevage " Old Gunoch ", et en 1803, on commença en réalité, à adopter l'usage du gaz comme moyen d'éclairage. Cependant, on ne sait lequel des deux, de Lebon ou de Murdoch, fut exactement l'inventeur de l'éclairage au gaz, mais il est indiscutable que la science doit aux efforts des deux cette découverte si bienfaisante pour l'humanité. En 1810, Winsor de Zayrn, plus

connu dans le monde scientifique sous le nom de Winsor, établit à Londres la première fabrique de gaz de houille pour l'éclairage de la ville, et, postérieurement, en 1817, la ville de Paris eut aussi sa première usine à gaz. Entre temps, on avait multiplié les moyens et les systèmes de pourvoir à l'éclairage domestique. Chevreul céda gracieusement à ses contemporains ses découvertes sur la glycérine et la bougie de stéarine ; presque en même temps apparut le pétrole et ses essences.

Plus tard surgit l'électricité avec la bougie Jabloskopf, qui offrit un vaste champ d'études pour son application à l'éclairage public et particulier. Auer von Welsbach perfectionna le système d'éclairage au gaz, avec l'introduction de mèches incandescentes et de la lumière intervertie, à basse et haute pression.

Telle est, en résumé, et sommairement relatée, l'histoire de l'éclairage en général et du gaz en particulier, jusqu'à l'époque actuelle.

I

Dans les commencements de la fabrication du gaz de houille, on dut employer des canalisations en terre cuite, des appareils et des méthodes de purification défectueuses, des fours peu économiques, des cornues de dimensions exigues et de peu de durée, des fours insuffisants et beaucoup d'autres choses qui rendaient l'élaboration peu économique et commercialement mauvaise. Ces difficultés disparurent après des épreuves et des essais multiples et on arriva aux bons résultats obtenus au milieu du siècle dernier, époque de laquelle proviennent divers systèmes en usage aujourd'hui.

L'apparition de l'électricité avec toutes ses applications, exigea bien vite la réforme de l'élaboration du gaz : on eut l'idée des fours pour obtenir une meilleure caléfaction avec moins de frais de combustible et de personnel ; plus tard on employa les fours à régénération et à récupération, dont le principe est basé sur la loi de Mécanique Chimique qui dit que la combustion de l'oxyde de carbone produit par une certaine quantité de charbon, donne plus de chaleur disponible que la combustion directe et complète de cette même quantité dont on se sert de la chaleur des gaz de la combustion pour élever la température de l'air destiné à cet objet.

Néanmoins, ce perfectionnement des méthodes n'était pas suffisant pour entrer en lutte avec le nouvel élément de lumière et de chaleur.

Ce fut le baron Auer von Welsbach qui découvrit une nouvelle voie pour cette industrie, avec l'introduction de ses mèches incandescentes ; avec elles il démontra qu'il n'était pas nécessaire de disposer d'un gaz ayant un grand pouvoir éclairant, et, par conséquent, il supprimait l'usage des houilles chères, comme la Boghad Cannel, qui commençait à manquer sur le marché.

C'est alors qu'apparut le gaz à l'eau et l'adoption de machines élévatrices, de triturateurs, de transporteurs, de chargeurs et de déchargeurs, dans le but d'abaisser au minimum les frais de fabrication ; les cornues horizontales furent remplacées par des cornues inclinées, lesquelles se remplissent de charbon par gravitation.

La lutte entre l'électricité et le gaz était engagée, et nous assistons à ses commen-

cements. La première avec l'emploi des courants alternatifs et polyphasés, donne de l'économie d'installation, des facilités dans le transport à distance, à quoi nous devons ajouter l'emploi sur une grande échelle des forces naturelles, de la houille blanche.

Tant que l'électricité peut utiliser avec peu de perte les forces naturelles et leur transport à de grandes distances, il faut se limiter à l'usage de la machine à vapeur, et, pour le reste, l'industrie du gaz aura sur elle un avantage indiscutable, étant donné que le rendement de la machine à gaz est supérieur, que, sans aucune perte, l'électricité, dans beaucoup de cas, en fait usage pour sa production.

En outre, on doit considérer que les produits secondaires de la distillation de la houille et du goudron sont aujourd'hui innombrables et d'applications immédiates. Le moment arrivera peut-être où l'objet primordial de la distillation du charbon, sera de fabriquer du coke et du goudron, et le gaz ne sera qu'un produit secondaire obtenu à un prix tellement infime que l'électricité ne pourra aucunement lutter avec lui quant à la caléfaction et à l'éclairage, et il sera toujours nécessaire de recourir au gaz comme force motrice; en outre, le gaz ne souffre pas, comme l'électricité, d'une série de transformations qui font perdre un grand pourcentage de l'énergie initiale. A un autre point de vue, si nous examinons lequel des deux systèmes est le plus dangereux, il est difficile de se prononcer.

Tandis que les deux adversaires se disputent la prépondérance, il peut très bien surgir un autre compétiteur, le troisième larron de la fable, la " lumière froide ", la lumière du ver luisant, lumière avec utilisation effective des trois quarts de l'énergie employée.

Les théories de Curie et de Gustave Lebon, sur la radio-activité, nous réservent des surprises merveilleuses. Les parois intérieures et extérieures des édifices couvertes de matières radio-actives, donneront pendant la nuit la sensation d'un jour sans soleil clair et légèrement nuagé. Néanmoins, pour la conquête de la chaleur et de la force motrice, les deux compétiteurs, gaz et électricité, resteront dans la lice.

II

Ce fut le vice-roi Juan José de Vértiz qui établit pour la première fois, vers l'année 1778, l'éclairage de la ville; raison pour laquelle on le désignait dans le pittoresque langage populaire, sous le nom de " El Virrey de las luminarias " (le vice-roi de l'illumination).

Dans le mémoire de son administration progressiste, don Juan José de Vértiz disait:

" ...Les lanternes sont des meilleures que j'aie vues, et on en fait les frais au moyen de la contribution de deux réaux par mois sur chaque porte dont on fait un usage journalier pour la rue ".

Cet éclairage était fait, dans les premiers temps, au moyen de " candilejas " ou de mèches posées dans un petit vase en fer blanc et alimentées avec de l'huile de cheval, ensuite au moyen de chandelles de suif, placées dans de mauvaises lan-

ternes, sans réverbères ni rien qui leur ressemblât *(Recensement Municipal de 1887)*.

En 1855 on construisit dans les marais du Retiro, à côté de la batterie, la première Usine à Gaz de Buenos Aires, propriété de la Compagnie Primitive et, l'année suivante, on plaça les cinq cents premiers becs de gaz, lesquels furent doublés en 1857.

Trois années après on construisit à Barracas l'usine de la Compagnie " Consumidores unidos de gas ", où la Compagnie " La Nueva " a son usine actuellement installée. En 1862, il y avait déjà 1 476 lampes publiques en service et les compagnies comptaient cinquante kilomètres de tuyaux de conduite, et elles fabriquaient sept cent mille mètres cubes de gaz par an ; alors on usait aussi des lampes à huile, mais végétale.

En 1865 apparaît le pétrole, lequel, après quelques essais satisfaisants, est adopté, et on supprime l'huile. La ville étant ainsi éclairée au moyen de ces deux éléments, nous arrivons à l'année 1872, où le nombre des lampes à gaz était monté à deux mille deux cent vingt, et celui des lampes à pétrole à deux mille cent quatorze. En 1873, on introduit un nouveau progrès qui simplifiait le travail de l'allumage des becs de gaz : l'échelle est supprimée et remplacée par des perches avec des torches. La Compagnie Argentine d'Almagro essaya en 1873, la fabrication du gaz avec des matières animales ; les difficultés qui se présentèrent pour la purification et le goudron nauséabond qui se dégageait (huile de Dippel), firent que l'on abandonna les essais.

En 1882, ces usines distribuaient 790 000 mètres cubes de gaz et la longueur de leurs tuyaux était arrivée à 300 kilomètres. C'est aussi cette année que l'on fit usage pour la première fois, de l'éclairage intensif de Wenlam et Siemens. Trois ans plus tard, en 1885, la Compagnie Nouvelle élevait son gazomètre de district, dans la rue Córdoba.

Peu de temps après, la Compagnie Primitive de Gaz, notant les progrès de ses similaires, La Nouvelle à Barracas, L'Argentine à Almagro, La Coopérative à Corrales et la Compagnie de Belgrano, craignant de rester dans des limites très réduites, résolut de réformer ses installations, et en 1888 elle fit placer des fours à régénération et à récupération, système Liegel, les premiers qui furent introduits dans la République Argentine. En même temps elle construisit un gazomètre de 17 000 mètres cubes à Palermo. Cette année, la ville comptait 7 744 lanternes publiques à gaz et il était produit annuellement 15 000 000 de mètres cubes de ce combustible. La Compagnie Argentine se fusionna avec la Compagnie de Belgrano sous le nom de " Compagnie de Gaz du Rio de la Plata ".

Tout cela se faisait avec un indiscutable bénéfice pour la capitale, de sorte que son éclairage public progressa notablement, et qu'en 1901, il existait 13 000 becs de gaz et environ 8 500 lampes à pétrole. D'un autre côté, la lumière électrique qui avait commencé ses essais en 1892, comptait 167 foyers en 1898 et 739 arcs en 1903.

Les compagnies de gaz se sont vues obligées d'adopter l'éclairage à incandescence de Auer von Welsbach pour se mettre à la hauteur de leur puissante rivale : l'électricité. La généralisation des mèches fut très rapide, étant donnés l'économie de la consommation et le meilleur rendement de lumière. Comme cet éclairage ne nécessitait pas un gaz de grand pouvoir éclairant, les compagnies introduisirent

les appareils nécessaires pour fabriquer le gaz à l'eau, évitant ainsi la coûteuse carburation du gaz de houille.

En résumé: depuis l'année 1856 où fut implantée l'industrie du gaz à Buenos Aires, l'exploitation commença avec un débit de 24 000 mètres cubes, qui représentait le service de 500 becs publics, celle-ci est arrivée en 1882, c'est-à-dire, vingt-six ans après à 8 000 000 de mètres cubes, et depuis cette date jusqu'à ce jour, c'est-à-dire, après une nouvelle période de vingt-six années, la fabrication est arrivée à 54 000 000 de mètres cubes, et l'éclairage public au gaz se fait au moyen de 16 000 becs.

Le prix du gaz qui fut primitivement de cinq piastres monnaie courante de cette époque, représentait 20 centavos or et il oscilla avec le prix de ce métal jusqu'à ce qu'en 1894 il montât à $ 0,32, monnaie nationale.

En 1864 fut signé le premier contrat entre la Municipalité et la Compagnie Primitive pour l'éclairage public, et en 1872, il en fut signé un autre avec la Compagnie Nouvelle, pour dix années, contrat qui fut renouvelé en 1882, mais en stipulant que les becs seraien de vingt bougies intrinsèques.

Le 16 Mars, la Municipalité intervint pour la première fois dans les tarifs de l'éclairage particulier, d'accord avec les compagnies de gaz existantes qui étaient: La Primitive, La Nouvelle, L'Argentine et celle de Belgrano, et il fut signé un accord par lequel on fixait le prix du mètre cube de gaz à $ 0,24, avec une échelle variable suivant la cote de l'or.

Les dates d'installation et de fonctionnement des diverses compagnies qui exploitent l'industrie du gaz dans le Municipe, sont les suivantes:

Compagnie Primitive, 11 Mai 1854.
" Nouvelle de Buenos Aires, 11 Octobre 1872.
" Argentine, 2 Octobre 1888.
" Belgrano, 7 Novembre 1876.

Postérieurement, les compagnies de gaz Argentine et Belgrano, comme nous l'avons déjà dit, se fusionnèrent pour former la Compagnie du Río de la Plata, laquelle avec les Compagnies Nouvelle de Buenos Aires et Primitive, furent depuis lors et jusqu'à ce jour les seules sources de fabrication du gaz dans le Municipe.

Quant à l'éclairage électrique, on peut donner les renseignements suivants:

La Compagnie " Primitive de gaz " (section lumière électrique) fut formée par l'achat par M. Carlos Wright des actions et des droits à la liquidation de la Société de Lumière Electrique " Edison ", dont les statuts furent approuvés par le Gouvernement National le 4 Juin 1888.

Le 3 Février 1894, M. Carlos Wright se présenta pour demander la permission d'établir un atelier mécanique et de faire fonctionner la machinerie de l'Ex-Société " Edison "; postérieurement, le 13 Mars 1897, le dit M. Carlos Wright vendit l'installation électrique à la Compagnie Primitive de Gaz.

En outre de cette compagnie, nous avons:

La Compagnie Générale d'Electricité de la Ville de Buenos Aires, concession Rufino Varela (fils) obtenue le 28 Novembre 1893 et le 17 Octobre 1906.

La Compagnie de Lumière Electrique et de Traction du Río de la Plata, concession Cassels, du 30 Juin 1893.

La Compagnie Allgemeine Electricitäts, concession Hugo Baeckert, du 11 Juin 1897.

Le 29 Janvier 1897, la Municipalité permit la pose de cables et l'installation d'usines pour le service de l'éclairage public, à la Compagnie Générale d'Electricité de Berlin et au mois de Juin de la même année, le Conseil Délibérant approuva la résolution du Pouvoir Exécutif. Le 5 Septembre 1899, la Municipalité autorisa le transfert de tous les droits de la Compagnie Générale d'Electricité de Berlin à la Compagnie Allemande d'Electricité, réalisant ainsi le monopole complet de cette industrie dans le Municipe, à l'exclusion des Usines Municipales installées au parc 3 de Febrero, à Villa Urquiza et aux Abattoirs de Liniers.

Le coût de l'éclairage électrique a varié depuis ses débuts, se réduisant peu à peu, à mesure que l'industrie augmentait. Après que la Compagnie Allemande eut monopolisé toutes les sources de production électrique, elle réduisit son prix maximum de 25 à 20 centavos or le kilowatt, établissant en outre, une échelle de réductions suivant les variations de la consommation. Le prix pour l'éclairage public a été de 3 ½ centavos le kilowatt, c'est-à-dire, grandement équitable.

La question des tarifs pour l'éclairage particulier présenta pendant longtemps un problème difficile aux autorités édiliques, et sans solution satisfaisante; on décida, tout d'abord, une intervention officielle qui ne donna aucun résultat positif; ensuite on imposa un prix maximum pour le public, lequel ne fut pas accepté par les compagnies; plus tard on pensa à municipaliser l'éclairage tant électrique qu'au gaz, projets qui, eux aussi, furent abandonnés après de longs débats. Cette difficile question économique fut solutionnée en accordant deux concessions: une à la Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité, à la date du 3 Décembre 1907, pour la production, la distribution et la vente de l'énergie électrique à l'intérieur du municipe, et l'autre à la Compagnie Primitive de Gaz pour l'industrie du gaz, laissant de la marge pour la fusion des deux autres compagnies existantes, et établissant clairement, tant dans l'une que dans l'autre concession, les prix qui seraient perçus pour la lumière et le chauffage et réglementant les conditions de la production.

Telle est, brièvement relatée, l'évolution des usines à gaz et d'énergie électrique dans le municipe, depuis leur fondation jusqu'à l'époque actuelle.

Depuis quelque temps on demande la fusion des trois compagnies de gaz existantes, et, d'après les dernières nouvelles, il semble que la Direction de Londres a décidé que la Compagnie "La Primitive" annexerait celle du Rio de la Plata et La Nouvelle de Gaz Buenos Aires, limitée.

Le service de l'éclairage public fait actuellement par les trois compagnies, dépendra nécessairement de la fusion et chacune d'elles aura les quantités suivantes en services au 1.er Janvier 1910:

	Becs	Bougies
Compagnie La Primitive.....	18	1 080
" Rio de la Plata.....	9 718	588 143
" La Nouvelle.....	7 431	663 286
	17 167	1 252 509

La Direction Générale d'Illumination et d'Eclairage électrique pourvoit, en même temps, à l'éclairage au pétrole et à l'alcool, maintenu et mis en service

avec les ressources directes de la Municipalité. Ce service, placé dans les rues écartées où il n'a pas été possible de placer le gaz, à cause du manque de grandes canalisations, a été amélioré dans la mesure du possible avec une meilleure et une plus grande distribution de lampes; il y en a actuellement en service:

Au pétrole.....	1 931	d'une puissance de		16 413	bougies
A l'alcool.....	4 689	"	"	281 340	"
	6 620			297 753	

Eclairage électrique

L'éclairage électrique avec des lampes à arc fut inauguré avec 36 lampes installées le 24 Décembre 1893 et alimentées par le courant provenant de l'usine de M. Rufino Varela. Le 25 Mai 1894, on inaugura le service de l'Usine Municipale de la rue Alsina entre Balcarce et Defensa, avec 36 lampes installées sur la Place de Mai, et en 1895, elle prit aussi à sa charge les 36 installées et desservies par l'usine Varela.

En 1896, la Compagnie de Gaz et d'Electricité La Primitive prit à sa charge 17 lampes que possédait l'Usine Municipale dans la rue Artes, tandis que cette dernière installait 64 lampes dans l'Avenue de Mai.

En 1898, la Compagnie Générale d'Electricité installa ses 17 premières lampes et la Compagnie La Primitive prit à sa charge 118 lampes de l'Usine Municipale et celle-ci en installa 22 dans le Paseo de Julio.

Au mois de Mai de la même année, la Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité installa ses premières lampes et au mois d'Août elle en avait 10.

A la fin de 1899 l'état de l'éclairage électrique public est le suivant:

Compagnie Générale.....	306 lampes	
" La Primitive.....	118 "	
" Allemande Transatlantique d'Electricité.....	155 "	et 6 lampes Nernst et 4 petites lampes à incandescence.
	579 lampes	

L'Usine Municipale fut fermée et en Janvier 1902, la Compagnie Générale fut annexée à la Compagnie Allemande Transatlantique; depuis cette époque, l'éclairage électrique fut le suivant:

Année	1903.....	731 arcs
"	1904.....	753 "
"	1905.....	765 "

En 1906 et en 1907, il se maintint stationnaire, prenant quelque impulsion en 1908, le total des arcs arrivant à 906, et actuellement le service de la Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité est ainsi subdivisé:

Arcs à courant continu.....	714
" " " alterné	579
Total..	1 293 arcs en service

et en plus 55 petites lampes à filaments métalliques, de 50 bougies, placées pour des essais

Eclairage électrique par l'administration

En 1898, on inaugure le service de l'Usine de Flores avec 4 lampes installées sur la Place Pueyrredón:

A	la	fin	de	1901	le	service	se	monte	à	27	lampes
"	"	"	"	1903	"	"	"	"	"	66	"
"	"	"	"	1904	"	"	"	"	"	74	"
"	"	"	"	1907	"	"	"	"	"	77	"

et en Juin 1909, l'usine est fermée, la Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité ayant pris à sa charge le service des lampes.

Usine de Palermo

Cette usine, installée pour le service exclusif des jardins du Parc 3 de Febrero, a progressé de la manière suivante:

Année	1899.....	60 lampes
"	1900.....	135 "
"	1901.....	191 "
"	1903.....	164 "
"	1904.....	169 "
"	1905.....	163 "
"	1908.....	171 "

Usine de Villa Urquiza

En Janvier 1909, on ferma l'Usine de la Barranca de Belgrano (qui fonctionnait depuis le 26 Décembre 1900 avec 27 lampes à arc et ensuite avec 38 à partir de Septembre 1906), on transporta un moteur et une dynamo et dans le local des pompes pour le service des eaux courantes de Villa Urquiza, dans le but de fournir le courant nécessaire à une serie de 12 lampes à arc pour l'éclairage de la place de cette localité.

Clusters

En vertu de la clause des concessions des tramways électriques, par laquelle on oblige les compagnies à fournir le courant électrique aux clusters que l'on doit élever dans les rues de leur parcours, et qui ne sont pas éclairées, on a fait

les installations suivantes, qui arriveront au pourcentage établi, lorsqu'on aura placé ceux qui sont commandés.

On installa le premier cluster de 5 petites lampes, sur la place d'Italie, au mois d'Avril 1898.

En	1901,	il y avait.....	2	clusters
"	1902	"	153	"
"	1903	"	183	"
"	1904	"	219	"
"	1905	"	241	"
"	1906	"	313	"
"	1907	"	336	"
"	1909	"	375	"

Total en bougies : 26 752

En plus de tout l'éclairage spécifié, et auquel on pourvoit pour le compte de la Municipalité de la Capitale, l'Administration du Port fournit l'éclairage des terrains limitrophes et qui sont sous sa juridiction, au moyen de 600 lampes à arc, dont le courant est donné par la Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité.

Développement de l'éclairage électrique

Dans le but de compléter les renseignements que l'on vient de lire, lesquels sont exposés par M. l'ingénieur Jorge Newbery, sur le service de l'éclairage électrique de la ville de Buenos Aires, et pour ajouter à l'intérêt du sujet, je vais donner quelques renseignements relatifs à la nouvelle et puissante usine que la Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité a inaugurée dans le dock Sud du Port de la Capitale, puisant abondament dans l'un des principaux organes de publicité.

Cette nouvelle et puissante source d'énergie, qui a été calculée pour une puissance de 140 000 chevaux, est livrée au service public, avec une capacité égale à la moitié du projet définitif, lequel sera exécuté partiellement et au fur et à mesure des nécessités industrielles et de l'éclairage de notre grande métropole.

La puissante usine du dock Sud, située en face du bassin du même nom, a été placée à cet endroit pour faciliter le débarquement des 200 000 tonnes de charbon qu'elle nécessitera chaque année ; et, en outre, pour faciliter la prise d'eau nécessaire à ses machines. Celle-ci est prise directement dans le port au moyen d'un canal souterrain de huit mètres carrés de section, construit en ciment armé, et elle est distribuée aux différents condenseurs et aux installations de filtrage et de stérilisation qui fournissent celle qui est destinée au service de l'alimentation des chaudières. L'excédent est rejeté au rio par un immense siphon qui traverse le canal à une profondeur de 32 mètres.

Le problème le plus compliqué et le plus difficile pour l'érection des édifices qui composent cette usine, a été la construction des fondations, car il s'agissait d'un terrain de faible consistance, sur lequel il fallait faire reposer des charges

énormes. Pour cela on a construit une plate-forme commune en ciment armé d'une épaisseur d'un mètre et demi, supportée par deux mille pilotis, eux aussi en ciment armé, de trois mètres de hauteur, avec un poids approximatif de 50 tonnes chacun.

100 000 tonnes de matériel environ, sont entrées dans les fondations et le détail peut en être décomposé ainsi: 50 000 de pierres, 30 000 de sable, et 15 à 20 mille tonnes d'armatures métalliques et de terre romaine.

L'énorme édifice que l'on a élevé sur ces fondations est d'un style simple et sévère; il comprend: une installation métallique, sur les bords du rio, composée de paniers pour décharger les bateaux, de chariots, de rails et d'ascenseurs pour le charbon, lequel est conduit mécaniquement aux grands dépôts de 30 000 tonnes de capacité. Viennent ensuite les cinq chambres de chaudières, qui en renferment douze chacune, du type Babcock et Wilcox de marine, lesquels rejettent dans l'atmosphère les gaz et les vapeurs de la combustion, par six cheminées de 65 mètres de hauteur. Les chambres des chaudières possédent au second étage une installation spéciale pour la charge automatique des petits fours des chaudières et en outre les économisateurs de vapeur.

Les chaudières sont réunies à la chambre des machines au moyen de tubes principaux à vapeur, cette chambre a 140 mètres de long pour 30 de large; sur l'un des côtés se trouve la chambre des machines auxiliaires et sur l'autre un édifice spécial qui contient les installations et les tableaux de distribution de courant. La paroi externe de cette chambre constitue la façade principale de la fabrique.

La section des machines principales compte dix turbines génératrices de 12 000 à 13 500 chevaux de puissance chacune et de trois plus faibles, de 1 250 chevaux, destinées uniquement aux services propres et auxiliaires de l'usine principale. Les machines employées sont du type Parsons, de 750 rotations par minute, accouplées directement à un générateur électrique de courant triphasé de 13 000 volts et de 25 ou 50 périodes.

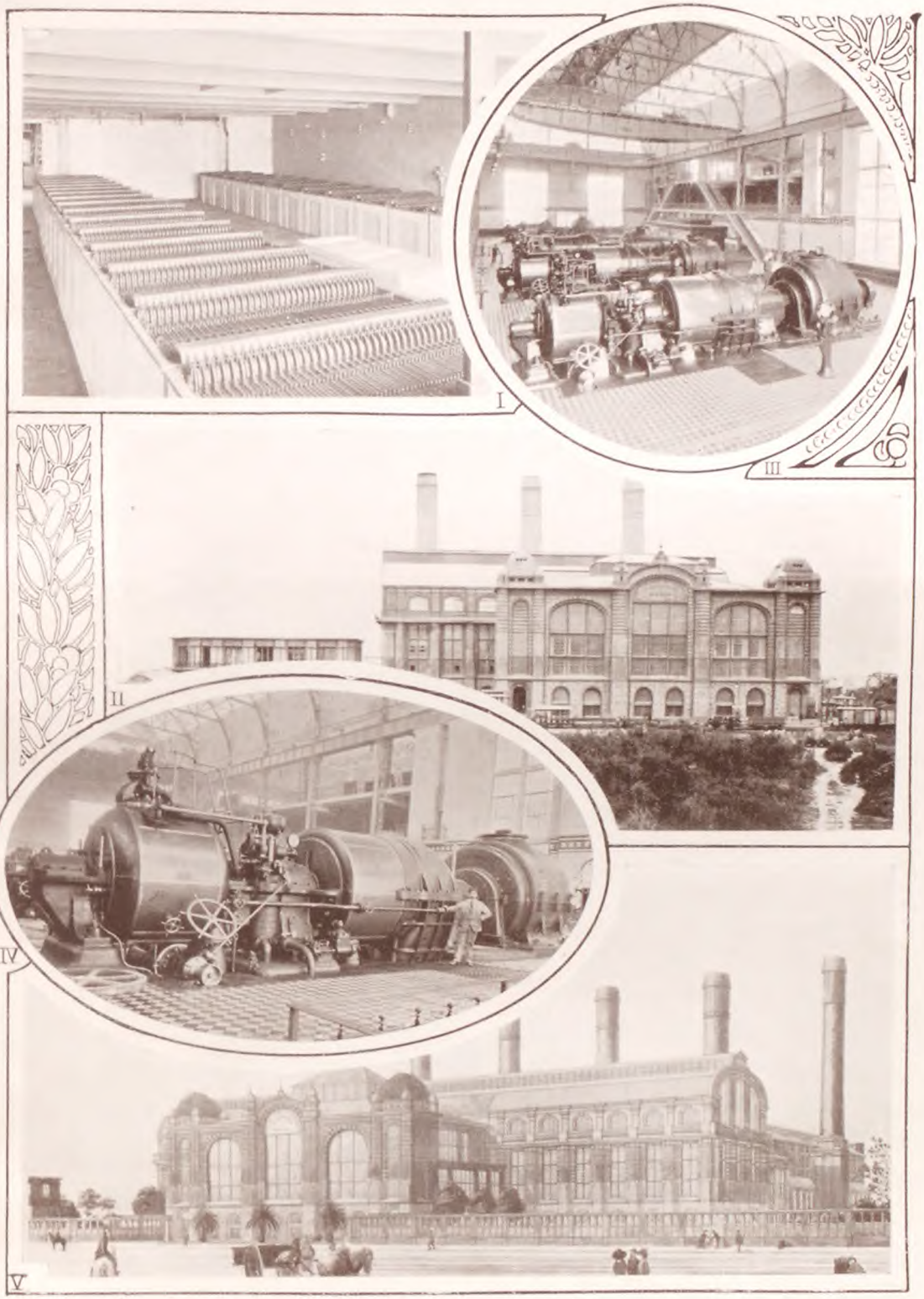
Au moyen de trois moteurs auxiliaires, qui travaillent parallèlement avec une batterie d'accumulateurs, on produit un courant continu de 440 volts, destiné à l'excitation des moteurs principaux et des autres services propres et auxiliaires de l'usine.

La production d'énergie électrique consommée à Buenos Aires, au commencement de l'année du centenaire, était la suivante: 46 136 kilowats pour l'éclairage public et privé; 33 248 pour les ventilateurs et les appareils variés et, finalement, 73 510 pour les tramways, c'est-à-dire: 152 894 kilowats, ce qui, réduit en lampes à incandescence de 16 bougies, donne l'énorme chiffre de 2 779 891 lampes. Mais, à cause des grandes illuminations officielles et privées qui seront faites pendant les fêtes du centenaire, cette consommation augmentera considérablement.

Pour donner une idée comparative de la puissante usine du dock Sud, qui est une des plus puissantes du monde, j'ai relevé quelques chiffres qui représentent la puissance des grandes usines connues à leur début.

Par exemple: en Allemagne, nous connaissons celle de Moabit, qui commença avec 10 000 kilowatts; de Rummelsburg, avec 12 000; de Obersinee, 13 000; d'Essen 12 000, et de Dusseldorf, 15 000. Celle de Paris, St. Denis 25.000 et

COMPAGNIE ALLEMANDE TRANSATLANTIQUE D'ÉLECTRICITÉ



1. Accumulateurs.
2. Etat actuel de l' usine. — 3 et 4. Moteurs. — 5. Vue d'ensemble de l'usine lorsqu'elle sera terminée.

celle de la Chelsea, Londres, de 30 à 35 000, et si l'on considère que celle du dock Sud commença avec 36 000 kilowatts, on voit la place importante qu'elle occupe. Naturellement cela ne signifie pas qu'elle est plus importante que toutes celles que nous avons citées, car celles-ci se sont transformées peu à peu, mais, cela montre qu'elle l'a été à l'origine. Nous n'avons pas pris les usines nord-américaines, car leur comparaison n'est pas possible, attendu qu'une grande partie de leur énergie est absorbée par les chemins de fer suspendus et souterrains dont nous ne possédons aucun ici.

Le personnel employé par la Compagnie Allemande en 1899 n'était seulement que de 200 hommes, tandis que ce chiffre est arrivé aujourd'hui à 2 700 (1).

Résumé complet de l'éclairage public en service au 31 Décembre 1909

ELECTRIQUE :

A la charge de la Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité. — 1 293 arcs, 375 clusters et 55 lampes de 50 bougies chacune.

De l'administration. — 574 arcs.

Total en bougies décimales installées, approximativement. — 2 730 150.

Coût mensuel:

Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité. — $ 31 646,90.

Administration. — $ 10 435,17.

GAZ :

Compagnie Primitive. — 18.
Compagnie La Nouvelle. — 74.31.
Compagnie Rio de la Plata. — 9 718.
Total en bougies. — 1 252 509.

Coût mensuel:

Compagnie Primitive. — $ 117,00.
Compagnie La Nouvelle. — $ 48 409,41.
Compagnie Rio de la Plata.—$ 363 391,38.

PÉTROLE :

Par l'administration. — 1 931 lampes.
Total en bougies. — 16 413.

Coût mensuel:

Par l'administration. — $ 11 130,95.

ALCOOL :

Par l'administration. — 4 689 lampes.
Total en bougies. — 281 340.

Coût mensuel:

Par l'administration. — $ 11 979,34.

(1) Voir *La Prensa* du 4 Mai 1910

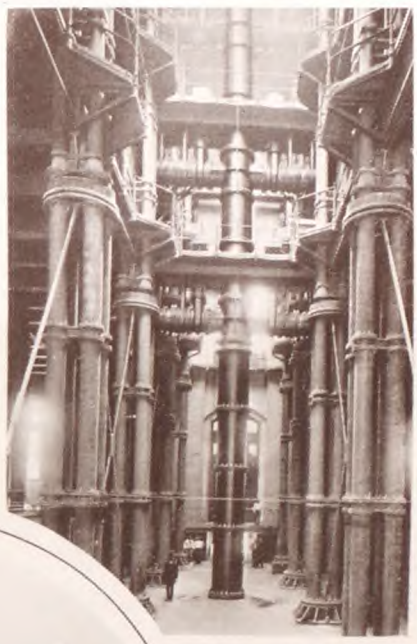
LES TRAVAUX SANITAIRES DE BUENOS AIRES

PAR

ANTONIO PACTOVI Y OLIVERAS



1



2



3



4

1. Dépôt des Eaux Courantes. — 2. Grand dépôt intérieur. — 3. Nettoyage d'un filtre.
4. Bassins filtrants.

LES TRAVAUX SANITAIRES DE BUENOS AIRES

En effectuant le recensement municipal de 1904, les travaux du service des eaux et des égouts étaient déjà terminés et fonctionnaient; ces travaux avaient été projetés en 1871 par l'ingénieur Bateman, et leur description fut faite dans l'ouvrage du dit recensement. Depuis cette époque jusqu'à maintenant, les améliorations faites dans ces travaux ont été, relativement, de peu d'importance car ils n'ont pas suivi la marche que l'incessant progrès de la ville exigeait. L'année prochaine on commencera les grands travaux protejés par l'ingénieur don Agustin González, lesquels doteront tout le reste du municipe d'un système complet de service des eaux et d'égouts analogue à celui qui existe dans la partie qui en est actuellement pourvue.

Dans la présente exposition, nous passerons succinctement en revue les travaux existants, mettant à jour les renseignements consignés dans le recensement de 1904 et, en outre, nous décrirons dans ses lignes générales, le projet d'assainissement de tout le territoire de la Capitale.

Travaux existants

Approvisionnement d'eau. — L'eau qui est fournie à la ville provient du Rio de la Plata, elle est captée en un point situé en face du village de Belgrano, à environ 850 mètres de la rive, dans un bras appelé du Capitaine. A cet endroit se trouve la *tour de prise* qui s'élève à 4 m. 88 au dessus du niveau des plus hautes eaux et dont le fond est à 9 m. 60 au dessous du lit du rio. Cette tour est de forme quadrangulaire, elle est construite en maçonnerie de pierre et de brique et a des ouvertures sur ses quatre côtés pour que l'eau pénètre à l'intérieur et tombe au fond où se trouve la bouche de l'aqueduc qui est à 0 m. 60 au dessus de ce fond et qui conduit cette eau jusqu'à l'Etablissement de la Recoleta.

L'aqueduc a une longueur de 5 715 mètres, dont 1 626 correspondent à la partie sub-fluviale, comprise entre la *tour de prise* et le *puits N.° II*, et 4 089 à la partie souterraine, allant de ce dernier point jusqu'au *puits N.° I*, dans l'Etablissement désigné ci-dessus. La première partie a une section circulaire de 1 m. 524 de diamètre et a une capacité égale à celle de la *tour de prise*, pour laisser passer 220 000 mètres cubes d'eau en 24 heures, par les eaux basses ordi-

naires; la seconde a une section elliptique, de 1 m. 524 sur 1 m. 057 et permet seulement le passage de 120 000 mètres cubes d'eau en 24 heures. Pour profiter de l'excès de capacité de l'aqueduc subfluvial sur celle du souterrain, on a établi en 1900 une nouvelle station de pompes en face du *puits N.° II* pour conduire l'eau au moyen d'un canal en fer fondu de 1 m. 219 de diamètre jusqu'à la chambre de distribution de la Recoleta. Jointe à cette chambre et au *puits N.° I* de l'aqueduc se trouve la station des pompes qui élèvent l'eau de celle-ci jusqu'à la chambre de distribution, d'où elle passe aux dépôts.

La station de pompes élévatrices située en face du *puits N.° II* a une puissance de 431 chevaux et peut élever 144 000 mètres cubes d'eau en 24 heures, à une hauteur maxima de 9 m. 50. Celle qui est située dans l'Etablissement de la Recoleta avec une puissance de 496 chevaux vapeur, fonctionnant continuellement pendant 24 heures, élève 178 000 mètres cubes d'eau à une hauteur maxima de 10 m. 50.

Avant que l'eau ne passe dans les dépôts, on la mélange avec de l'alun ferrique, qui est un sulfate d'aluminium avec une petite proportion d'oxyde ferrique, et qui possède la propriété de précipiter les matières que l'eau contient en suspension. Le mélange s'effectue à l'orifice de sortie de chacun des tuyaux des pompes dans la chambre de distribution, en injectant la dose plus ou moins forte suivant le degré de trouble de l'eau du rio, au moyen de dispositifs spéciaux. La dose le plus communément employée oscille entre 3 et 5 centigrammes par litre, soit de 30 à 50 grammes par mètre cube d'eau; rarement il est nécessaire d'employer des doses de 10 centigrammes par litre. L'effet de ce précipitant est presque immédiat; lorsque l'eau passe aux dépôts, on commence à observer la formation du précipité qui présente l'aspect de grandes formes vaporeuses, lesquelles se rassemblent peu à peu, et l'eau acquiert les conditions désirées pour passer dans les filtres. Avec l'emploi de l'alun ferrique, on obtient aussi un énorme avantage dans la purification de l'eau, car la quantité de bactéries de l'eau simplement clarifiée est de $\frac{1}{5}$ à $\frac{1}{10}$ de celle que contient l'eau telle qu'elle sort de l'aqueduc. Sa composition chimique n'est nullement modifiée, et dans les nombreuses analyses effectuées on n'a observé aucun vestige d'alun.

Ce système de clarification et de purification d'eau a été essayé dans beaucoup de villes, surtout aux Etats-Unis, mais c'est Buenos Aires qui l'a appliqué sur une grande échelle, et c'est à l'ingénieur don Agustín González que revient l'honneur d'avoir fait les essais en 1900 et d'avoir obtenu, peu après, son adoption définitive. Dans cette tâche il a été efficacement secondé par la Commission Directrice, présidée par l'ingénieur don Guillermo Villanueva.

Des dépôts de clarification, l'eau passe aux filtres, où elle traverse diverses couches de sable à grains fins, moyens et gros, et deux autres ensuite, l'une de gravier et l'autre de grosses pierres, arrivant alors aux canaux de drainage, pour passer dans les chambres régulatrices du filtrage, dans lesquelles il y a un appareil pour graduer la vélocité du filtrage. De ces chambres, l'eau filtrée passe dans les dépôts de réserve, situés au dessous de cinq des neuf filtres actuellement en service.

Des réserves, l'eau s'en va par deux aqueducs revêtus de maçonnerie de brique, aux puits des pompes des machines foulantes, dont le plan comprend les quatre groupes suivants:

1. — Il est formé par les premières machines installées par l'ingénieur Coghlan, dont la puissance est de 140 chevaux vapeur, pouvant élever 11 800 mètres cubes d'eau à 57 mètres de hauteur en 24 heures. Ce groupe est dédié exclusivement au service des édifices de l'Avenue de Mai.

2. — Il est composé des anciennes machines à balancier à simple effet, transformées en *compound* en 1905, avec une puissance de 800 chevaux vapeur, qui permettent d'élever 75 000 mètres cubes en 24 heures de travail continu à 51m.80 de hauteur. Les chaudières primitives, type Lancashire, furent remplacées par d'autres Babcock et Wilcox; avec l'économie de combustible réalisée en six années, les frais de cette transformation seront compensés, et leur bon état de conservation permet un fonctionnement régulier pour plusieurs autres années.

3. — Ce groupe est celui des machines installées en 1890, il est composé, comme le précédent, de moteurs à balancier en *compound*, avec une puissance de 900 chevaux vapeur, ce qui permet d'élever à 51m. de hauteur la quantité de 87 091 mètres cubes d'eau en 24 heures.

4. — Les machines de ce groupe furent installées en 1900 et elles sont composées de deux machines à triple expansion de 1 077 chevaux de force, qui permettent d'élever 103 200 mètres cubes d'eau en 24 heures, à une hauteur de 51m.60.

Ces trois groupes de machines foulantes pourraient élever ensemble 294 291 mètres cubes d'eau, mais, quand même la capacité de l'aqueduc le permettrait, on ne pourrait compter sur un tel rendement qu'en cas exceptionnel, et pour très peu de temps, car il ne serait pas sensé de soumettre les machines de ce service à un fonctionnement continu et sans interruption.

L'eau est conduite au Grand Dépôt de distribution par sept lignes de tuyaux en fer fondu: 3 de om.610 de diamètre, 2 de om.838 et 2 de om.914, qui sortent respectivement de chacun des groupes des machines foulantes, et peuvent tous communiquer entre eux par des soupapes convenablement disposées en face même de l'Etablissement. Ces tuyaux arrivent par diverses voies au Grand Dépôt, et se réduisent à deux à l'intérieur de celui-ci, lesquels le croisent du Nord au Sud et possèdent un branchement vertical pour élever l'eau à chacun des réservoirs des trois étages. A la sortie, ces tuyaux se ramifient en divers tuyaux maîtres qui approvisionnent le système de distribution. Avec cette disposition, le dépôt devient un régulateur, car l'eau afflue aux réservoirs lorsque la consommation est inférieure au débit des pompes, et les réservoirs peuvent, en cas contraire, suppléer à l'excès de la consommation sur celui-ci. En outre, les tuyaux de om.914 ont une connexion directe avec quelques tuyaux maîtres du centre de la ville, ce qui a notablement amélioré les conditions de la distribution.

Comme le niveau dans les réservoirs les plus élevés du Grand Dépôt n'est pas suffisant pour donner la pression nécessaire à l'eau pour s'élever jusqu'aux étages supérieurs des édifices de l'Avenue de Mai, on a établi une connexion directe du tuyau de pompe de om.457 de diamètre, qui sort des anciennes machines installées par l'ingénieur Coghlan, avec les tuyaux de distribution de la dite Avenue, ce qui permet de faire le service dans des conditions assez régulières.

Le Grand Dépôt est composé de douze réservoirs de fer de 6 000 m.³ de capacité chacun, quatre par étage; ces réservoirs sont appuyés sur une série de colonnes quadruples et les murs de la périphérie, lesquels reposent à leur tour sur une

grande plate-forme en béton assise sur un terrain solide. Le fond des réservoirs du premier étage se trouve à 10 m. au dessus du niveau du sol, celui de ceux du second à 15m.34 et celui de ceux du troisième à 20m.67. Suivant les exigences du service de la ville, la distribution est faite par un étage ou par un autre, de sorte que pendant les heures de plus grande consommation, le service est fait par les réservoirs les plus élevés. S'il se produit un incendie et que ceux du troisième étage ne se trouvent pas en service, il suffit de trois minutes pour ouvrir les soupapes correspondantes, ce qui est fait immédiatament après avoir reçu l'avis du corps des pompiers.

Dans le réseau de canalisation, les branches maîtresses vont de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud, formant des mailles de huit cuadras de long dans la première direction pour quatre dans la seconde, leurs diamètres étant de om.152 à om.914. Les tuyaux de distribution sont alimentés par les tuyaux maîtres qui vont de l'Est à l'Ouest au moyen de canalisations de om.127 qui les traversent normalement, et desquels sortent les circuits de chaque manzana, composés d'une petite partie (deux tiers de cuadra) de canalisation de om.102 et le reste (deux cuadras et un tiers) de canalisation de om.076. Toute la distribution possède des soupapes exclusives et d'air nécessaires et les clefs d'incendie indispensables pour ce service public.

Le travail principal de l'augmentation de la provision d'eau, exécuté en 1904, a été celui de la construction d'un filtre avec sa réserve correspondante et, actuellement on termine le placement de toits sur les filtres découverts. On a fait, en outre, quelques augmentations dans la canalisation de la ville en complétant celle de quelques districts qui manquaient en partie du service d'eau.

Avec les travaux mentionnés, la superficie des filtres actuels a été augmentée de 6 000 mètres, arrivant aujourd'hui à un total de 54 000 mètres carrés, comprenant le petit filtre Coghlan, et la capacité des réserves arrive à 91 428 mètres cubes d'eau filtrée.

La canalisation a aujourd'hui une longueur de 1 101 755 mètres dont 21 070 mètres de canalisation pour les pompes, 107 551 mètres pour les branches maîtresses et 873 134 pour les tuyaux de distribution.

La superficie de la zone pourvue d'eau du rio est de 3 002 hectares avec une population de 722 000 habitants.

Depuis 1904, la consommation de l'eau a continué l'augmentation progressive observée précédemment, et la consommation moyenne quotidienne par habitant a aussi augmenté, elle est arrivée en 1908 à 229 litres, et en 1904 elle était de 187 litres.

Dans les tableaux suivants on peut se rendre compte de l'augmentation de la consommation d'eau depuis 1870, et du nombre de maisons ou de locaux pourvus, à partir de 1891.

ANNÉES	Consommation annuelle en m.³	Moyenne quotidienne en m.³	ANNÉES	Consommation annuelle en m.³	Moyenne quotidienne en m.³
1870.....	880 000	2 441	1890.....	9 352 360	25 623
1871.....	967 062	2 649	1891.....	13 042 980	35 734
1872.....	1 163 700	3 180	1892.....	17 741 831	48 607
1873.....	1 269 000	3 477	1893.....	22 966 731	62 923
1874.....	1 285 810	3 523	1894.....	27 237 688	74 624
1875.....	1 302 620	3 569	1895.....	30 557 757	83 720
1876.....	1 376 460	3 761	1896.....	34 452 954	94 130
1877.....	1 388 594	3 804	1897.....	33 998 793	93 147
1878.....	1 494 374	4 094	1898.....	33 312 707	91 267
1879.....	1 634 816	4 479	1899.....	35 990 115	98 603
1880.....	1 748 982	4 779	1900.....	39 228 274	107 475
1881.....	1 920 052	5 260	1901.....	40 756 609	111 662
1882.....	2 003 979	5 490	1902.....	40 286 737	110 375
1883.....	2 244 319	6 149	1903.....	41 770 121	114 439
1884.....	3 748 446	10 242	1904.....	43 706 569	119 417
1885.....	4 127 752	11 309	1905.....	47 341 792	129 704
1886.....	4 873 511	13 352	1906.....	51 204 397	140 236
1887.....	4 998 703	13 695	1907.....	55 077 287	150 896
1888.....	6 125 033	16 708	1908.....	58 618 598	160 160
1889.....	6 940 296	19 015	1909 (30 N'bre)	53 016 041	158 730

ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus	ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus	ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus
1891.....	21 246	1898.....	43 691	1905.....	67 069
1892.....	26 410	1899.....	45 140	1906.....	68 788
1893.....	30 395	1900.....	50 119	1907.....	70 810
1894.....	38 680	1901.....	53 902	1908.....	72 646
1895.....	40 329	1902.....	55 687	1909 (30 N'bre)	73 276
1896.....	41 394	1903.....	60 327		
1897.....	42 985	1904.....	65 721		

La consommation maxima s'est montée au chiffre de 206 965 mètres cubes le 22 Décembre 1908, ce qui donne une proportion de 295 litres par habitant.

Belgrano. — La distribution de l'eau à ce quartier de la Capitale Fédérale est complètement indépendante de celle de l'eau du rio. Ce district possédait primitivement un service d'eau filtrée auquel, lorsque la Commission des Travaux de Salubrité prit ce service à sa charge, il fut substitué le système actuel d'eau semi-surgente. Cette eau est obtenue au moyen de deux puits creusés à 900 mètres de distance l'un de l'autre, jusqu'à la seconde nappe d'eau souterraine. L'eau est extraite au moyen de pompes à vapeur du premier et de pompes hydrauliques du second, ces pompes peuvent fournir 6 000 mètres cubes en 24 heures. L'établissement des machines et des chaudières se trouve dans les rues Arcos et Virreyes, où est le premier puits, le réservoir de distribution de 1 000 mètres de capacité et les bureaux du district.

Comme pendant la dernière année la provision d'eau fut insuffisante, le Bureau

Technique a projeté un nouveau puits semi-surgent avec une installation de pompes à vapeur indépendante de celle des autres puits et avec son réservoir de pression correspondant de 200 mètres cubes, qui est destiné à pourvoir la partie basse du district, la rendant indépendante de la partie haute. Lorsque les nécessités de la première le permettent, par une disposition spéciale des tuyaux de pompes en connexion avec les branches maîtresses, il est possible de renforcer la provision de la partie haute. Cette installation auxiliaire est construite dans l'établissement primitif des pompes et filtres de Belgrano et elle sera en condition pour marcher avant la fin de la présente année; on calcule qu'elle pourra donner un rendement de plus de 3 000 mètres cubes en 24 heures.

Le réseau de canalisation de Belgrano a aujourd'hui une étendue de 53 959 mètres, laquelle sera augmentée prochainement, lorsque le nouveau puits sera mis en service.

La consommation d'eau a continué à augmenter jusqu'en 1908, comme on peut le voir par le tableau qui suit, mais pendant la présente année elle a diminué notablement, ce qui est dû principalement aux mesures adoptées pour empêcher l'irrigation au moyen de cette eau.

ANNÉES	Consommation annuelle en m.³	Moyenne quotidienne en m.³	ANNÉES	Consommation annuelle en m.³	Moyenne quotidienne en m.³
1891	204 250	560	1901	467 013	1 279
1892	231 360	633	1902	538 991	1 476
1893	312 446	856	1903	594 673	1 629
1894	314 738	862	1904	623 552	1 704
1895	297 225	814	1905	712 160	1 951
1896	290 512	795	1906	878 687	2 407
1897	356 744	977	1907	1 038 448	2 845
1898	351 569	963	1908	1 172 943	3 205
1899	422 350	1 157	1909 (30 N'bre)	907 316	2 716
1900	444 630	1 218			

ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus	ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus	ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus
1904	2 189	1906	2 611	1908	3 002
1905	2 436	1907	2 800	1909 (30 N'bre)	3 212

Flores. — La ville de Flores a, comme celle de Belgrano, un service d'eau de puits semi-surgents. L'installation du service dans ce district est beaucoup plus moderne, car elle date seulement d'environ sept ans. On construisit tout d'abord un puits dans les rues Granaderos et Bacacay, où on établit l'usine génératrice de force hydraulique, le réservoir de distribution, identique à celui de Belgrano, et les bureaux. Pendant l'année courante on a terminé la construction du second puits avec lequel on augmentera la provision quotidienne d'eau d'environ 3 000 mètres cubes. L'eau est extraite au moyen de pompes hydrauliques, placées dans

l'avant-puits. Chaque puits a deux perforations, ce qui augmente le rendement de 50 % sur celui que l'on obtiendrait au moyen d'une seule.

Avec la mise en service du second puits, on a fermé la communication de la canalisation de Flores avec celle de la ville, qui existait au moyen de la branche maitresse de la rue Rivadavia, placée en 1903, qui ne servirait qu'au cas d'une interruption accidentelle des pompes des puits.

La longueur totale du réseau de ce district était de 48 982 mètres jusqu'à la fin de Juillet de l'année courante, mais avec les augmentations faites postérieurement cette longueur est arrivée le 30 Novembre à 59 405 mètres.

La consommation d'eau depuis 1906 a augmenté dans des proportions assez considérables, ce qui obligea à construire le second puits; on s'en fera une idée en jetant les yeux sur le tableau suivant:

ANNÉES	Consommation annuelle en m.³	Moyenne quotidienne en m.³	ANNÉES	Consommation annuelle en m.³	Moyenne quotidienne en m.³
1906.....	601 133	1 647	1908.....	821 002	2 243
1907.....	743 746	2 037	1909 (30 N'bre)	714 124	2 138

ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus	ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus	ANNÉES	Nombre de maisons ou de locaux pourvus
1904.....	2 251	1906.....	2 848	1908.....	3 482
1905.....	2 461	1907.....	3 168	1909 (30 N'bre)	3 801

Cloaques et écoulement des eaux pluviales. — Les travaux d'écoulement des eaux ménagères et des eaux pluviales faits à Buenos Aires sont des plus complets qui existent, car ils ont l'avantage d'avoir été construits en peu d'années, d'après le projet élaboré en les commençant et avec les modifications de détail qui les ont amélioré considérablement.

La zone actuellement desservie se divise en 31 districts, dont 24 envoient leurs eaux par gravitation au principal cloaque et les sept autres ont un fonctionnement spécial, demandant que les eaux d'égouts soient envoyées dans des chambres interceptrices d'autres districts ou bien directement au cloaque principal.

Dans les 24 districts mentionnés, qui sont les plus hauts, les collecteurs reçoivent les eaux ménagères et de pluie des édifices au moyen des cloaques domiciliaires, et celles des rues par les bouches d'égouts. Au point le plus bas de chaque district il existe une chambre régulatrice à laquelle arrivent les eaux de tout le district; de chaque chambre régulatrice part un cloaque dénommé intercepteur qui conduit les liquides au cloaque principal; la liaison des collecteurs qui concourent à la chambre régulatrice avec les intercepteurs se fait au moyen d'une auge ou canal de fer fondu, dont la capacité est calculée pour donner seulement le passage à la quantité d'eaux d'égouts du district et des eaux provenant d'une pluie de 6 millimètres en 24 heures. Dans le cas de plus grandes pluies, les auges laissent déborder les liquides qui se rassemblent au fond de la chambre d'où partent des

ramifications des conduits d'eaux pluviales qui portent directement les eaux au rio.

Quant aux bas districts, seulement dans le 28 et le 29, qui forment la zone comprise entre les rues Reconquista, Defensa, Paseo Colón et Paseo de Julio, les collecteurs reçoivent les eaux d'égouts et les eaux pluviales, et les portent aux pompes respectives, d'où les liquides sont envoyés par les pompes aux chambres régulatrices des districts les plus proches.

Dans les autres districts, les collecteurs reçoivent seulement les eaux d'égouts, et ces districts possèdent pour les eaux de pluie un système spécial de conduits dans lesquels débouchent directement les bouches d'égouts des rues, et où débouchent également toutes les eaux de pluie des édifices au moyen de leurs égouts.

Les collecteurs des districts 24, 25 et 27 ont un service commun; les deux premiers débouchent dans le district 27, lequel a son installation de pompes à l'angle de la rue Callao et du Paseo de Julio, à l'Est des voies du C. de F. C. A., d'où les liquides sont envoyés à l'interceptrice du district 4.

Le district 30 formé par les sections Boca et Barracas, a une disposition spéciale. Il est divisé en 18 sous-districts dont un seul envoit ses eaux par gravitation dans le cloaque principal: c'est celui qui se trouve le plus près. Les 17 autres districts forment autant de systèmes de collecteurs indépendants; au point le plus bas il y a un puits, situé à l'intersection des axes des rues, et auquel se rendent les eaux du sous-district; dans le puits il existe deux pompes hydrauliques qui servent pour envoyer ces eaux au cloaque principal. Pour le fonctionnement de ce système il existe en face de la Station Casa Amarilla (C. de F. S.) une usine génératrice de force hydraulique, composée de trois machines qui permettent de pomper en 24 heures, 3 507 mètres cubes d'eau avec une pression de 55 atmosphères; avec cette pression, l'eau arrive aux pompes des puits, par le moyen d'un système de canalisation en fer fondu de 0^m076 à 0^m127 de diamètre, disposé de manière que leux tuyaux arrivent par des voies différentes au même puits, afin qu'ils puissent servir à l'un ou l'autre indépendamment. Le fonctionnement des pompes est automatique et l'impulsion des liquides est donnée par un système de canalisation de pompes de fer fondu de 0^m203 à 0^m610 de diamètre dont les conduits principaux, vont deux par la rue Suárez et un par la rue California, jusqu'à Vieytes, où passe le cloaque principal.

Le district 31 ne formait pas partie du projet primitif d'assainissement; il était constitué par les terrains du port de Buenos Aires, tous gagnés sur le rio et qui n'existaient pas lorsque ce projet fut fait. Ce district a été construit récemment et il y a peu de temps qu'il a été mis en service. Il est composé de deux sections: la section Ouest des bassins et la section Est, les deux fonctionnant indépendamment. Le premier a son système de collecteurs au Sud de la Place Colon et le collecteur principal, qui s'en va parallèlement aux bassins entre les Darses Sud et Nord, qui débouche à la chambre des pompes de l'angle de la rue Venezuela et de l'Avenue Ouest, d'où les eaux sont pompées à l'intercepteur du district 15. La canalisation qui se trouve au Nord de la Place Colón, débouche dans la chambre des pompes du district 28.

La section de l'Est des bassins se déverse dans la chambre des pompes située dans le prolongement de la rue Belgrano, où on a construit une chambre septique de 1 340 mètres cubes de capacité pour l'épuration des liquides. Dans cette section



1



2



3



4

1. Maison des machines élévatoires. — 2. Un filtre. — 3. Bassin filtrant. — 4. Vue intérieure de l'établissement.

il existe seulement deux collecteurs qui s'en vont parallèlement aux bassins : l'un depuis la Darse Nord et l'autre depuis les Ateliers du Riachuelo jusqu'à la rue Belgrano, où ils se réunissent en un seul jusqu'à la chambre des pompes, d'où, au moyen de pompes centrifuges actionnées par des moteurs électriques, les liquides sont élevés à la chambre septique ; d'où les eaux sont envoyés par gravitation, au rio, par le moyen d'un conduit de 0^m305 de diamètre. Dans ce dictrict on a établi le long des bassins et des darses un nombre suffisant de pavillons, pour les urinoirs et les latrines publics. Un bon nombre d'entre eux sont à la disposition des personnes qui désirent en faire usage, moyennant une modique redevance. Le soin de ces pavillons est à la charge de la Direction du Mouvement du Port.

Les canalisations de tout le réseau sont de différentes classes et de différentes grandeurs. Les collecteurs des districts les plus élevés sont de terre vernissée et de maçonnerie ou de béton ; le diamètre des premiers est de om.305 à om.457 et ceux de maçonnerie sont de sections distinctes, car on a employé des modèles ovoïdes, ovales ou de modèles spéciaux de peu de hauteur et de beaucoup de largeur, selon la profondeur et la couche qui recouvre le collecteur.

Dans les districts bas, ce sont, en général, des canalisations de faible diamètre, car elles ne servent qu'à conduire les eaux ménagères, et leur capacité peut être bien inférieure à celle des autres districts. On emploie des conduits de terre vernissée de om.152 à om.610 de diamètre et dans les endroits où le terrain est peu consistant ou la couche de couverture est mince, on a employé des conduits en fer fondu de om.152 à om.833 de diamètre ; il en existe aussi quelques uns en maçonnerie.

Les intercepteurs ou rameaux du cloaque principal, sont tous de maçonnerie et de section ovoïde.

Le cloaque principal auquel arrivent tous les rameaux, est un conduit qui a son origine à l'angle des rues Puerreydon et Las Heras ; il passe par cette dernière, Paraná, Sáenz Peña, traverse la ravine où se trouve l'Hospice de las Mercedes et continue son chemin par Vieytes jusqu'au Riachuelo, traverse ce cours d'eau par un siphon, passe par Avellaneda, et sa première section se termine à Wilde, où se trouve la station des pompes. Jusqu'à ce point le conduit a été en descendant, et il arrive à la chambre séparatrice à une profondeur de 8m.25 au dessous du niveau du sol.

Les machines de cet établissement ont une force de 924 chevaux vapeur et peuvent élever 296 755 mètres cubes de liquides à une hauteur de 14 mètres en 24 heures de travail continu.

Avant de passer au puits des pompes, les liquides ont été débarrassés de tous les corps étrangers qui pourraient détériorer celles-ci, au moyen de treillages qui interceptent leur passage.

L'écoulement des liquides se fait au moyen d'une triple file de tuyaux en fer fondu de 1^m067 de diamètre avec une longueur totale de 1 207 mètres, et ces liquides sont rejetés dans la seconde section du cloaque principal formée par un conduit de 2m.286 de diamètre, qui mène les liquides jusqu'à Berazategui, en traversant Bernal, Quilmes et Ezpeleta. A Berazategui il existe une chambre qui relie le conduit avec les trois tuyaux en fer fondu qui traversent le marais et s'en vont déboucher à plus de 500 mètres dans le rio.

La longueur totale du cloaque principal est de 31 923 mètres, dont 27 331 mè-

tres pour le conduit de maçonnerie, 4 522 pour la partie en fer fondu et 70 pour le siphon du Riachuelo.

La capacité de ce conduit n'est pas calculée pour le transport des eaux de pluie, lesquelles, comme on l'a dit, sont rejetées au fond des chambres régulatrices en passant par les auges, d'où elles passent aux conduits d'écoulement. Les grands conduits de la ville sont au nombre de 6, qui vont de l'ouest à l'est; ce sont ceux des rues Garay, Méjico, Cangallo, Córdoba, Charcas-San Martín et Ecuador-Anchorena; tous furent construits pour déboucher à la plage en face de la ville, mais lorsque la construction du Port fut commencée, il fallut un autre conduit pour reprendre les eaux des quatre premiers et des autres plus petits des rues d'Europe et de San Lorenzo et c'est alors que le Grand Conduit fut projeté et construit, lequel va du sud au nord, commençant avec une seule galerie de 6 mètres de large de Garay à Europa, et se continue avec une largeur de 7 mètres jusqu'à San Lorenzo, puis de 7.50 jusqu'à Méjico, où alors il a deux galeries de la même largeur jusqu'à Cangallo et ensuite trois jusqu'à son débouché dans le rio, en arrière des bassins de carène de la darse Nord. Dans la partie qui est composée de trois galeries, la capacité du conduit est de 132 mètres cubes par seconde; par ses dimensions, cet ouvrage est unique au monde parmi ceux de même nature.

Tous les autres conduits d'écoulement, comme ceux de Charcas-San Martín, Ecuador-Anchorena, Rodríguez Peña et beaucoup d'autres de la partie comprise entre le Retiro et l'Etablissement des Eaux Courantes, débouchent directement dans le rio, tous ayant été prolongés dans le courant de la présente année jusqu'à la turcie de défense du C. de F. Buenos Aires et Rosario, aujourd'hui Central Argentin.

Dans le conduit de Anchorena, en débouche un autre assez important qui reçoit les eaux superficielles des districts 24 et 25, lesquels possèdent un système de conduits en béton où se déversent les bouches d'égout des rues.

Dans le district 31 (Port), il existe dans deux sections divers conduits pour l'écoulement des eaux superficielles. Ceux de la section de l'Ouest des bassins débouchent dans le Conduit Général qui passe par le Paseo Colón et le Paseo de Julio. Ceux de la section de l'Est débouchent directement dans le rio.

Dans le tableau suivant nous avons montré la longueur des diverses parties des canalisations, dont la longueur totale est de 549 369,72 mètres.

DESCRIPTION	Longueur en mètres
Cloaques collecteurs en maçonnerie	91 983,01
" " " matériel vernissé	303 744,92
" " " fer fondu	6 407,77
" subsidiaires en matériel vernissé	2 985,09
" " " fer fondu	583,80
" pour les eaux de condensation de moteurs	7 826,46
Tuyaux de pompes en fer fondu	17 451,97
" " pression hydraulique en fer fondu	15 707,10

DESCRIPTION	Longueur en mètres
Egouts spéciaux à l'intérieur et à l'extérieur du rayon..	16 369,88
Intercepteurs	14 250,60
Cloaque principal	31 923,—
Conduits d'eaux pluviales	36 344,12
Conduit général d'égout	3 792,—
Longueur totale du réseau d'égouts..	549 369,72

La superficie actuellement desservie par les égouts et par le service d'eau est de 3 002 hectares avec une population approximative de 722 000 habitants. Dans ce total n'entrent pas les quartiers de Belgrano et de Flores qui ont seulement un service d'eau et qui ont des superficies desservies de 276 et de 233 hectares respectivement, avec une population de 25 000 habitants le premier et de 26 700 le second.

Travaux projetés

Le projet formulé par l'ingénieur don Agustín González comprend les travaux nécessaires pour pourvoir d'eau potable et des égouts pour les eaux ménagères et industrielles et pluviales, toute la partie de la capitale fédérale qui en manque actuellement.

Il comprend en outre une série de travaux supplémentaires destinés à développer et à améliorer les services dans la zone déjà desservie, tenant compte des défectuosités actuelles et des nécessités futures qui seront exigées par l'augmentation de la densité de la population.

Le territoire de la Capitale a une superficie de 19 018 hectares, dont 3 002 ont des œuvres en service. Si nous faisons abstraction de 610 hectares qui correspondent au Parc 3 de Febrero, la superficie à assainir se réduit à 15 406 hectares, c'est-à-dire, plus de cinq fois celle de *l'ancien rayon* comme on a appelé la zone en service.

Pour le calcul des travaux projetés, on a pris comme base une population de 6 000 000 d'habitants pour toute la capitale, tenant compte de l'accroissement observé dans les recensements antérieurs, population que, d'après les calculs, possédera la ville en 1952. Sur ces 6 000 000 il y en aura deux pour l'ancien rayon et quatre pour le rayon à assainir, de sorte qu'il résulte dans celui-ci une population de 260 habitants à l'hectare.

Les cœfficients pris pour le calcul de l'approvisionnement d'eau, sont de 300 litres par habitant et par jour, en supposant que pendant l'heure de la plus grande consommation, celle-ci arrive à être le douzième de celle de 24 heures. Pour l'écoulement, on a supposé que des 300 litres d'eau consommés en 24 heures, il y en a 250 à arriver au cloaque pendant le même espace de temps, mais en admettant que pendant certaines heures du jour, il y en ait le double de la moyenne par heure. Ces cœfficients sont supérieurs à ceux de la dernière année, car pen-

dant les jours de plus grande consommation, la moyenne par habitant a été de 295 litres, dont 70 ou 75 % environ arrivaient au cloaque, c'est-à-dire, 206 à 220 litres.

Avec ces bases, on a étudié la source d'approvisionnement la plus appropriée pour l'obtenir abondamment, et on a trouvé que l'on avait les plus grands avantages à se servir des eaux du Río de la Plata, comme on le fait actuellement. En conséquence, on a projeté la prise à environ 1000 mètres de la rive en face de l'endroit où se trouvent les machines auxiliaires actuelles; depuis la prise, l'eau arrivera à la rive au moyen d'un aqueduc, et là on l'élèvera au moyen de pompes au dépôt de clarification, d'où elle passera aux filtres et de ceux-ci aux dépôts de réserve, pour de là être envoyée par un groupe de pompes foulantes aux dépôts de gravitation, d'où partiront les branches maîtresses de la canalisation pour tous les quartiers du nouveau rayon. Sur ces branches maîtresses on soudera les tuyaux de distribution pour chaque noyau de population qui le requierra.

Les travaux généraux pour le système de cloaques sont analogues à ceux des districts 24, 25, 27 et 31 de l'ancien rayon où on a séparé les égouts des eaux domestiques des égouts des eaux pluviales. Les raisons principales qui ont obligé à adopter ce système sont d'ordre hygiénique et économique.

Par la configuration des terrains à assainir, il résulte que les égouts d'eaux pluviales qui doivent être construits, doivent déboucher nécessairement dans le Riachuelo ou dans la partie de la rive du Río de la Plata comprise entre le ruisseau Maldonado et la limite du municipe en face de l'ancienne et de la nouvelle prise d'eau. Tenant compte qu'avec le système combiné, en cas de pluie, les matières fécales s'en vont au rio mélangées avec les eaux de pluie, il n'est pas admissible de penser que ces eaux ne contamineraient pas les eaux aux environs des prises, et on peut supposer que celles-là entreraient dans les aqueducs, étant donné leur rapprochement de la rive; on ne discute pas non plus l'inconvénient qu'il y aurait à jeter ces résidus au Riachuelo. Ces circonstances ne pouvaient pas être prises en considération dans l'ancien rayon, car de tous les conduits existants, le plus rapproché de la prise est celui de Anchorena qui débouche à près de 4 kilomètres, et par sa position relative à cette prise, on ne peut craindre la contamination des eaux captées pour l'approvisionnement de la ville.

La raison économique vient de ce que le volume des eaux pluviales qui, à un certain moment, doivent pénétrer dans les collecteurs est cent fois plus grand que celui des eaux ménagères, que le coût des collecteurs de système combiné est de trois à quatre fois supérieur à celui des collecteurs ayant seulement la capacité nécessaire pour l'écoulement des eaux ménagères. Comme l'étendue du rayon à assainir est grande, cela seul représenterait une augmentation dans les frais des travaux de quatre vingt millions de piastres.

Pour l'écoulement des eaux de l'ancien rayon, on a divisé celui-ci en 24 grands districts, dont 11 sont desservis par simple gravitation au cloaque principal au moyen de rameaux et les trois autres à un puits central dans chacun d'eux, d'où on élève les liquides au rameau du cloaque principal le plus proche. Le cloaque principal traverse tout le nouveau rayon depuis le Boulevard de Circonvallation et la rue Veneciano à la limite du municipe jusqu'au Pont Alsina sur le Riachuelo qu'il traverse par un siphon et se continue jusqu'à Wilde, où on a protejé une nouvelle station de pompes pour refouler les liquides par trois files de conduits qui

suivront parallèlement le cloaque principal jusqu'à Berazategui et de là s'en iront au rio où débouchent les conduits actuels.

Le plan général du projet esquissé rapidement, nous ferons une description des diverses parties de ce plan pour donner une idée de son importance.

Approvisionnement d'eau. — La nouvelle prise d'eau sera faite par une tour hexagonale en maçonnerie hydraulique, dont les fondations seront assises sur la pierre dure à environ 11m.50 au dessous du niveau des eaux basses ordinaires et dont le toit sera de $8^{m}70$ au dessus de ce même niveau et à $4^{m}40$ au dessus de la plus haute crue connue.

Le diamètre du cercle inscrit dans la section hexagonale inférieure est de 12m.80 et au sommet de 10m.70.

A l'intérieur, la tour contient trois chambres superposées: l'inférieure de forme cylindrique, de $4^{m}.85$ de diamètre et de $7^{m}.75$ de hauteur, est la chambre de sortie de l'eau de l'aqueduc; la seconde de la même forme et de même diamètre, a une hauteur de 7 mètres, et est celle d'entrée de l'eau du rio; la supérieure est destinée à la manœuvre des soupapes, elle est de forme hexagonale de 9m.50 de diamètre et de 3m.80 de hauteur; on pénètre dans cette dernière chambre par une porte de fer, dont le seuil est à la cote de 15m.80, qui est celle de la plus forte crue connue. A l'extérieur il y aura une échelle de fer qui permettra l'accès à la porte, quelle que soit la hauteur de l'eau du rio.

L'entrée de l'eau dans la chambre intermédiaire se fait par le moyen de six ouvertures pratiquées dans les murs de la tour, ces ouvertures ont une section de $5^{m}10$, avec une grille qui empêche l'entrée des corps flotants. Une disposition spéciale de ces conduits permettra par le moyen de bondes d'empêcher totalement ou partiellement l'entrée de l'eau dans la tour.

La surface des entrées est calculée pour qu'aux eaux basses il pénètre par chacune, 3 085 litres d'eau par seconde, ce qui donne un total de 1 600 000 mètres cubes en 24 heures. De la tour, l'eau passera dans l'aqueduc souterrain circulaire de 1 245 mètres de long sur 3 mètres de diamètre intérieur. De cette longueur, 1 000 mètres seront au dessous du lit du rio.

La voie de ce conduit croise près de la rive celle de l'aqueduc existant et passe au dessous. On projeta tout d'abord qu'il passerait au dessus, mais ce ne fut pas possible à cause de l'exécution du projet du canal Mitre qui a 9 mètres de profondeur et dont le fond toucherait l'aqueduc.

Le revêtement intérieur sera de fer fondu, système le plus convenable et que l'on a adopté pour les aqueducs récemment construits sous les cours d'eau à Londres et à New-York, pour servir dans certains cas au passage des voies ferrées et dans d'autres comme conduites d'eau.

Le dit revêtement sera formé par des anneaux de 0m.50 de long, composés chacun de six segments de 1m.53 de développement et un segment de 0m.245 qui servira de clef à la voute dans sa partie supérieure.

La capacité de l'aqueduc a été calculée, en eaux basses ordinaires, pour donner passage à la quantité d'eau qui peut entrer dans la tour de prise, quantité qui d'après ce que nous avons dit est de 1 600 000 mètres cubes en 24 heures. Ces deux ouvrages seront construits avec leur capacité requise pour servir à une population de 6 000 000 d'habitants, en comptant le rendement de la tour et de l'aqueduc existants, lequel est de 200 000 mètres cubes en 24 heures.

L'aqueduc se termine dans une chambre jointe aux bâtiments des pompes élévatrices; de cette chambre partent les conduits de $1^{m}50$ de diamètre qui s'en vont aux puits d'aspiration des pompes. Dans chaque puits puisent une paire de pompes centrifuges du type " Invincible " qui sont celles qui ont donné les résultats les plus satisfaisants dans l'exécution des Travaux de Salubrité. Les moteurs à vapeur qui actionnent les pompes seront accouplés à celles-ci, ils seront verticaux du type compound de grande vélocité et tous posséderont les derniers perfectionnements. Les chaudières multitubulaires du type Babcock et Wilcox avec des surchauffeurs de vapeur seront pourvues d'un économisateur Green pour donner la plus grande économie de combustible.

Pour l'instant, on installera seulement 4 pompes et 6 chaudières dans un édifice capable de contenir 6 pompes et 10 chaudières. La chambre des pompes et des moteurs aura 26 mètres de long sur $13^{m}40$ de large et celle des chaudières $40^{m}78$ de long sur $13^{m}40$ de large. La cheminée pouvant servir pour 10 chaudières, aura une hauteur de $49^{m}40$ au dessus du plancher de la chambre et un diamètre intérieur de $1^{m}90$ à la partie supérieure.

Les pompes pourront élever 1 300 litres d'eau par seconde chacune, de sorte que trois des quatre qui seront installées seront suffisantes pour une consommation effective de 250 000 mètres cubes, la quatrième servant comme réserve.

L'eau élevée par ces pompes se déchargera dans une chambre ouverte jointe à l'édifice, de $22^{m}40$ de long, sur 5 mètres de large et $3^{m}30$ de profondeur, d'où elle passera dans une autre chambre, ouverte elle aussi, située en face des deux premiers dépôts de clarification, où on ajoutera le précipitant, et de là elle passera aux divers dépôts.

Les dépôts de clarification projetés sont au nombre de quatre de 105 mètres de long, 96 de large et $6^{m}60$ de profondeur. Chaque dépôt sera constitué par un long canal de 800 mètres de longueur, formé par sept murs parallèles aux petits côtes et qui s'écartent des deux grands, laissant du côté de l'extrémité libre de chacun un espace de $11^{m}50$ pour le passage de l'eau. Avec l'emploi des précipitants, on pourra faire passer par ces dépôts aux filtres une quantité d'eau suffisante pour donner à la consommation 250 000 mètres cubes en 24 heures.

En sortant des dépôts de clarification par 4 tuyaux d'un mètre de diamètre chacum, l'eau ira dans une chambre ouverte de distribution aux filtres de 12 mètres de long, $7^{m}40$ de large et 5 mètres de profondeur. De cette chambre, par un conduit de 1 mètre de diamètre, l'eau arrivera à chaque groupe de filtres et par un de $1^{m}30$ à chaque groupe de trois.

Les filtres projetés sont au nombre de sept de 105 mètres de long, sur 70 mètres de large et 4 mètres de profondeur divisés en trois sections chacun et distribués en trois groupes, un de trois filtres et deux de deux filtres. La couche filtrante aura $2^{m}22$ d'épaisseur et sera constituée par des couches superposées de $1^{m}50$ de sable fin, $0^{m}20$ de gros sable, $0^{m}20$ de gravier et $0^{m}32$ de grosses pierres sur le plancher. En arrivant au fond du filtre, l'eau passera par un drain de briques jusqu'à des conduits collecteurs, d'où elle passera aux chambres régulatrices de filtration et de celles-ci aux réserves d'eau filtrée.

La superficie filtrante sera de 48 300 mètres carrés, mais, comme il y a constamment deux sections en nettoyage en été, la superficie effective en service sera de 43 700 mètres carrés. Si on ne disposait pas du précipitant pour la clarification

de l'eau, on pourrait à peine avec cette superficie filtrante obtenir 105 000 mètres cubes d'eau en 24 heures; l'emploi du précipitant permet de porter la vitesse de filtration au triple de celle qui est admissible dans les filtres et d'obtenir avec cette superficie les 250 000 mètres cubes requis.

Les filtres seront comme ceux qui existent dans l'Etablissement de la Recoleta, avec des toits, ce qui donne une grande économie de frais de conservation.

Les réserves qui sont projetées seront construites en dessous des filtres, et comme leur capacité arrivera seulement à 147 000 mètres cubes, et qu'il convient que la réserve d'eau filtrée soit égale, ou peu inférieure, à la consommation journalière, on a projeté deux autres dépôts en plus, l'un de 58 100 mètres cubes au dessous du lavage et du dépôt de sable et l'autre de 22 300 mètres cubes au dessous du dépôt de charbon. De sorte que le total des réserves arrivera à 228 000 mètres cubes d'eau filtrée.

Les dépôts situés au dessous de chaque filtre auront une capacité effective de 21 000 mètres cubes chacun. Le toit qui servira de plancher aux filtres sera formé par une série de voutes reposant sur des piliers en maçonnerie, assis sur la plate-forme générale du dépôt qui sera en béton armé; sur cette plate-forme reposeront aussi les murs de la périphérie.

Les dépôts de réserve situés au dessous des dépôts de sable et de charbon seront de deux étages. Le dépôt de l'étage inférieur sera en communication avec les autres dépôts et avec les filtres et ceux de l'étage supérieur seront alimentés directement par les filtres et le niveau maximum de l'eau sera à 1^m10 au dessous de celui de l'étage des dépôts de sable et de charbon qui sera le niveau des étages de tout l'établissement.

De chaque dépôt sortiront deux conduits qui enverront l'eau à un collecteur général qui la conduira aux puits d'aspiration des pompes.

Le nettoyage des dépôts sera fait au moyen de pompes qui seront installées jointes à l'édifice des pompes élévatrices, lesquelles enverront les eaux sales au rio.

Les pompes foulantes seront établies dans un édifice qui, comme celui des pompes élévatrices, se composera de deux chambres; l'une pour les pompes et les moteurs de 41^m28 de long sur 26^m54 de large et l'autre pour les chaudières, de 52^m78 sur 16^m93.

On installera six jeux de pompes et de moteurs capables d'élever 2 790 mètres cubes d'eau chacun. Les moteurs verticaux à triple expansion, seront accouplés directement aux pompes desquelles partiront six conduits de 1^m10 de diamètre, desquels, quatre iront au dépôt du Caballito et deux à celui de Villa Devoto.

Le type des machines que l'on se propose d'employer est le " Simpson-Worthington " à triple expansion, lesquelles donnent d'excellents résultats. Les chaudières seront du type " Babcock et Wilcox " et au nombre de huit, avec un économisateur Green de 640 tubes. La cheminée qui sera construite pour ce service aura 60 mètres de hauteur et 3^m47 de diamètre intérieur à l'extrémité supérieure; sa capacité sera le double de celle qui est nécessaire pour l'installation projetée, en prévision d'un agrandissement futur.

La hauteur totale à laquelle les pompes foulantes devront élever l'eau, sera de 63^m80, sans compter le frottement dans les pompes et dans les conduits. Ceux de ces conduits qui iront au dépôt du Caballito auront 10 kilomètres de longueur, et ceux qui iront à celui de Villa Devoto 11.3 kilomètres. Ces deux dépôts de

gravitation seront placés dans ces endroits pour profiter de l'élévation qui est à la cote 38,00, et parce qu'ils se trouvent au centre du système de canalisations maîtresses et de distribution. Chaque dépôt sera composé de douze réservoirs d'acier de quatre mètres de hauteur et de 6 000 mètres cubes de capacité chacun, distribués dans trois étages et soutenus par des colonnes de fer. Le niveau de l'eau y sera respectivement à $33^{m}00$, $27^{m}67$ et $22^{m}34$ de hauteur au dessus du sol tant à Caballito qu'à Villa Devoto. La partie métallique de ces dépôts sera analogue à celle du Grand Dépôt de la rue Córdoba.

Lorsqu'il faudra agrandir la station des pompes, on placera six tuyaux de pompes à chacun des dépôts mentionnés. Pour l'instant, des six qui sortiront des pompes foulantes, quatre iront au Caballito et deux à Villa Devoto, car le premier doit faire le service d'une zone plus peuplée que celle du second.

En arrivant aux dépôts, les tuyaux de pompes se réuniront en deux groupes de trois pour former deux grands conduits qui traverseront souterrainement tout l'édifice, en augmentant de diamètre jusqu'à arriver à celui de 1m.50 dans la partie centrale. Dans la partie opposée à l'entrée, ces conduits bifurqueront pour donner naissance aux canalisations maîtresses de la distribution.

Dans la partie centrale de l'édifice, les deux grands conduits seront réunis par un branchement de 1m.20 de diamètre, et de chacun partira un rameau vertical, qui, en forme de colonne se continuera jusqu'à la partie supérieure de l'édifice, réunissant les réservoirs au moyen de petits branchements. Avec la disposition donnée à ceux-ci, on peut s'arranger de façon que toute l'eau pompée passe dans un seul réservoir de chaque étage, ou dans deux, ou dans trois, ou dans quatre, ou dans un seul étage, ou dans deux étages, pouvant pomper directement dans les canalisations maîtresses en même temps que pour l'emmagasinage des réservoirs. Le réseau des canalisations maîtresses projeté comprend deux services: un exclusif pour les nouveaux travaux, et un autre pour renforcer l'approvisionnement d'eau de l'ancien rayon.

Des deux dépôts on fera partir des lignes de conduits pour le service du nouveau rayon et d'autres pour renforcer le service de l'ancien rayon et pour le service des étages élevés de l'Avenue de Mai; cela pourra se faire avec les nouveaux dépôts, parce que le niveau de l'eau dans les réservoirs est plus élevé, et le plus haut se trouve à dix mètres au dessus de ceux de la rue Córdoba.

A cause de la diverse orientation des rues dans le nouveau rayon, le réseau des canalisations maîtresses n'affecte pas la régularité de celui de l'ancien rayon, mais cela n'empêche pas qu'après une sérieuse étude on a projeté un système qui tâche de supprimer les défauts constatés dans l'actuel. Les tuyaux de distribution auront 0m.75, 0m.100, 0m.125 et 0m.150, selon la distance qui les sépare des canalisations maîtresses, laquelle est de 3 à 8 cuadras, et on en placera un seul dans chaque rue, d'un côté de l'axe de la chaussée. Il aura le nombre nécessaire de soupapes indépendantes, d'air et d'écoulement. Dans chaque cuadra on placera une clef d'incendie.

La longueur des diverses canalisations projetées est la suivante:

DESCRIPTION	LONGUEUR EN MÈTRES		DESCRIPTION	LONGUEUR EN MÈTRES	
	Partielle	Totale		Partielle	Totale
Tuyaux de pompes :			Canalisations maîtresses de renforcement pour l'ancien rayon :		
de 1m10.....	—	60 650	de 1m200.....	940	
			" 1m050.....	14 375	
Canalisations maîtresses du nouveau rayon :			" 0m900.....	1 480	
de 1m200.....	3 850		Conduits pour le service des étages élevés de l'Avenue de Mai, de la Place de Mai, et autres :		16 795
" 1m050.....	300				
" 1m000.....	2 800				
" 0m900.....	5 165				
" 0m850.....	5 450				
" 0m800.....	3 860				
" 0m750.....	8 600		de 1m050.....	4 950	
" 0m700.....	4 290		" 0m750.....	450	
" 0m650.....	1 440		" 0m600.....	3 700	
" 0m600.....	5 870		" 0m250.....	1 680	
" 0m550.....	8 900				
" 0m500.....	2 340				10 750
" 0m450.....	10 090		Conduits de distribution :		
" 0m400.....	15 375				
" 0m350.....	5 360		de 0m150.....	22 610	
" 0m300.....	61 190		" 0m125.....	1 034 096	
" 0m250.....	76 095		" 0m100.....	195 785	
" 0m220.....	77 270		" 0m075.....	146 572	
" 0m200.....	42 693	340 938			
					1 399 063
			Longueur totale..		1 828 196

Toute cette canalisation sera en fer fondu, et elle sera essayée dans la fabrique, à une pression de 25 atmosphères, celle des pompes et à 15 la canalisation maîtresse et de distribution.

Cloaques. — On a dit en parlant des bases que l'on avait considérées pour établir le projet, que l'on avait calculé que des 300 litres d'eau consommés par habitant, 250 s'en iraient au cloaque, cette consommation maxima se produisant en deux heures. Pour calculer la capacité des collecteurs, on a supposé que la population était de 500 habitants à l'hectare, de sorte que chaque cuadra apporterait 9 mètres cubes d'eau aux égouts par heure. Etant données les pentes minima adoptées pour que la vitesse des liquides soit suffisante pour entraîner les matières d'origine organique en suspension, il aurait suffi pour une bonne partie des égouts, de conduits de 0m100 et de 0m125, mais, pour des raisons de conservation et de bon

service, on a adopté comme diamètre minimum, celui de 0^m152. Dans certains endroits, à cause du manque de pente, on a projeté l'établissement de réservoirs d'inondation qui, périodiquement déchargent un grand volume d'eau pour entraîner les matières qui auraient été arrêtées dans les égouts.

Dans les bas districts où il n'est pas possible de faire déboucher leurs égouts par gravitation dans le grand cloaque, on fait arriver leurs liquides dans un puits d'où, au moyen de pompes hydrauliques automatiques, on les envoit par un tuyau de pompe jusqu'à l'une des branches ou collecteur principal de l'un des districts élevés les plus proches. La force hydraulique qui actionnera ces pompes sera produite dans deux stations: l'une à Flores et l'autre à Belgrano, et pour cela on profitera des installations actuelles qui servent pour extraire l'eau des puits semi-surgents pour l'approvisionnement de ces deux quartiers et qui seront hors service lorsque l'approvisionnement au moyen de l'eau du rio sera étendue jusque là. L'usine de Flores est déjà préparée pour cet objet, et il suffira de l'agrandir dans la mesure nécessaire. Celle de Belgrano ne répond qu'en partie à cet objet, et il faudra compléter la machinerie.

Tous les collecteurs ont été projetés dans toutes les rues ouvertes avec leurs dimensions définitives, considérant qu'ils recevront les eaux de ceux qui seront posés dans les rues qui ne sont pas ouvertes. Ces collecteurs seront tous en terre vernissée et leur diamètre variera de 0^m152 à 0^m914.

La longueur de ces collecteurs est de 1 543 864 mètres, qui se décompose ainsi:

Collecteurs de	0^m914 de diamètre	1 567
" "	0^m838 " "	2 608
" "	0^m762 " "	5 174
" "	0^m686 " "	5 206
" "	0^m610 " "	3 386
" "	0^m533 " "	12 237
" "	0^m457 " "	16 972
" "	0^m381 " "	31 567
" "	0^m305 " "	30 207
" "	0^m254 " "	23 810
" "	0^m229 " "	28 642
" "	0^m203 " "	46 765
" "	0^m178 " "	72 352
" "	0^m152 " "	1 263 371

Le grand cloaque commence à l'angle de la rue Veneciano et du Boulevard de Circonvallation à Villa Devoto et passe dans les rues Congreso, Washington, Forest, Triunvirato, Villaroel, Avenue La Plata, Naciones, Saujil, Achala et San Francisco, recevant pendant tout le trajet de nombreux rameaux auxquels convergent à leur tour les égouts des collecteurs généraux.

Les rameaux et le grand cloaque ont été projetés pour la moitié de leurs dimensions définitives, parce que ce sont des ouvrages d'une nature telle que dans ces conditions ils peuvent fonctionner pendant 25 ou 30 ans sans que l'on ait besoin de les agrandir et que, lorsque cela sera nécessaire, leur duplication se fera facilement, car ce sont des conduits qui, pour aller à une grande profondeur, sont construits en tunnels et qu'ils ne produiront pas d'inconvénients graves dans aucun sens. Les bouches d'observation seront construites en tenant compte des futurs

embranchements que l'on devra faire, de façon que lorsqu'on effectuera ce travail le service n'en souffrira pas.

La longueur du grand cloaque et des rameaux, depuis la limite du municipe jusqu'au siphon du Riachuelo, au Pont Alsina, sera de 98 kilomètres, les diamètres étant de 0^m178 à 2^m80. Lorsque le diamètre ne dépassera pas 0^m914, les conduits seront en terre vernissée, mais lorsque la dimension sera supérieure, ils seront en maçonnerie de brique pressée assise dans un mélange hydraulique ou de béton; dans ces conduits, afin d'éviter la détérioration du fond par l'érosion des matières inertes entraînées par les liquides, on fera un revêtement avec des plaques de terre vernissée ou de fer fondu, selon ce qui sera le plus économique.

La traversée du Riachuelo par le grand cloaque se fait au moyen d'un siphon de 54^m20 de longueur entre les axes des chambres terminus situées sur les deux rives.

Le corps du siphon est composé de six conduits placés sous le lit du fleuve, d'une section ovale de 0^m70 de large pour 2^m05 de haut. Ces conduits auront été fondus, et constitués par des segments réunis au moyen de brides et de boulons, en deux groupes de trois, placés chacun dans un palâtre de 4^m20 de diamètre et de 42 mètres de longueur. A l'intérieur de chacun de ces tubes, les trois conduits seront soutenus par deux poutres en acier de 2^m40 de hauteur qui reposeront sur le fond du tube en quatre points correspondants aux points d'appui de celui-ci, deux d'entre eux seront aux extrémités et les deux autres à 13^m50 l'un de l'autre et des précédents.

L'espace libre entre la paroi intérieure du tube et les superficies extérieures des conduits, sera rempli avec du béton hydraulique.

Les appuis des extrémités seront constitués par une plate-forme en béton fondu sur pilotis et les intermédiaires par des piliers en maçonnerie assis sur le terrain ferme. Les chambres terminus seront, elles aussi, assises sur des pilotis qui iront jusqu'au terrain ferme. Dans ces chambres se réuniront les conduits du siphon avec les conduits verticaux d'entrée et de sortie des liquides qui passeront à travers le siphon. Ces liquides arriveront à la chambre d'entrée par deux conduits de 2^m80 de diamètre et sortiront de la chambre de la rive sud par deux autres conduits de 2^m90 de diamètre qui les conduiront jusqu'à la station de pompes de Wilde.

Pour les deux groupes de conduits du siphon, on commencera par en construire un et les fondations de l'autre, lequel sera construit à son tour lorsqu'il sera nécessaire de doubler le grand cloaque et ses rameaux, travail qui se fera, comme nous l'avons dit, sans difficulté.

Dans la chambre d'entrée on placera des grilles pour arrêter les corps flottants, et les deux chambres ont été disposées de façon que chaque conduit peut être mis hors de service pour être nettoyé et pour rendre son accès possible. Dans celle d'entrée il y aura un puits auquel convergeront les eaux d'infiltration et aussi les liquides du conduit que l'on voudra vider, lesquels seront extraits avec une pompe activée par un moteur à pétrole. Sur chaque chambre, on construira un édifice de 19 mètres de longueur sur 10^m30 de largeur.

A partir du siphon, le cloaque se continue, chaque fois que c'est possible, par des voies publiques, traversant en diagonale beaucoup de prairies et de terrains bas, afin de ne pas prolonger trop son tracé, ce qui augmenterait beaucoup le coût

de l'ouvrage, et il arrive à la station de pompes de Wilde ayant parcouru une distance de 10 606 mètres.

Avant d'entrer dans les puits d'aspiration des pompes, les liquides passent par une chambre séparatrice, où sont arrêtées les matières solides entraînées par les liquides.

La station de pompes sera installée à côté de l'actuelle et se composera de quatre jeux de pompes, pouvant élever 2 150 litres d'eau par seconde chacun. Des quatre jeux, on en installera seulement deux pour le présent, mais l'édifice sera construit pour l'installation définitive et complète de pompes et de chaudières et il comprendra deux chambres, une pour les pompes et les moteurs, de $46^{m}60$ de longueur sur $14^{m}75$ de largeur et une autre pour les chaudières de $58^{m}76$ de elongueur sur $15^{m}28$ de largeur, dans laquelle seront placées six chaudières sur les dix qu'elle pourra contenir. La cheminée aura 45 mètres de hauteur et $3^{m}10$ de diamètre à la partie supérieure.

La décharge de chaque jeu de pompes se fera par un conduit en fer fondu de $1^{m}40$ de diamètre et les quatre réunis en un de 2 mètres de diamètre, lequel se reliera aux tuyaux de pompes en ciment armé du même diamètre, qui se prolongeront jusqu'à Berazategui, où on construira une chambre pour les relier aux conduits en fer fondu qui s'interneront dans le fleuve jusqu'au débouché des conduits actuels. Les tuyaux de pompes en ciment armé seront au nombre de trois, dont on en construira deux pour l'instant, et ceux en fer fondu 6, dont on en placera seulement la moitié pour le moment.

Les longueurs des diverses parties du grand cloaque sont les suivantes:

Rameaux et grand cloaque jusqu'au siphon du Riachuelo:

Canalisation en matériel vernissé:

de $0^{m}178$	2 341	m. l.
" $0^{m}203$	1 650	"
" $0^{m}254$	4 308	"
" $0^{m}305$	7 098	"
" $0^{m}381$	7 047	"
" $0^{m}457$	15 648	"
" $0^{m}610$	7 914	"
" $0^{m}686$	7 182	"
" $0^{m}762$	6 806	"
" $0^{m}914$	2 351	"
	62 435	m. l.

Conduits auxiliaires en maçonnerie:

de $1^{m}000$	3 306	m. l.
" $1^{m}100$	3 014	"
" $1^{m}200$	4 654	"
" $1^{m}300$	2 558	"
" $1^{m}400$	2 418	"
" $1^{m}600$	1 840	"
" $1^{m}800$	1 756	"
" $2^{m}500$	1 916	"
" $2^{m}600$	1 772	"
" $2^{m}700$	1 938	"
" $2^{m}800$	826	"
	26 038	"

Grand cloaque entre le siphon et Wilde:		
conduit de 2m900	10 570	m. l.
Grand cloaque entre Wilde et l'embouchure en face de Berazategui:		
conduit en ciment armé de 2m000	14 478	"
" " fonte " 2m000	882	"
Siphon en dessous du Riachuelo	54,20	"

Travaux supplémentaires pour le développement et l'amélioration des services d'eau et des cloaques existants

En décrivant les travaux d'approvisionnement d'eau projetés, on en a mentionné quelques uns, destinés à l'amélioration du système actuel au moyen de canalisations de renfort à partir des nouveaux dépôts de gravitation. On a en outre projeté de changer les canalisations distributrices, en substituant aux actuelles de 0m127 et de 0m076 d'autres de 0m152 et de 0m102 et une augmentation des réserves d'eau filtrée et des pompes foulantes afin de régulariser la distribution des 220 000 mètres cubes que peut fournir l'actuel aqueduc de prise.

Pour les cloaques, on a projeté de relier les deux grands cloaques, l'ancien et le nouveau, au moyen d'un branchement qui, partant du premier, aux environs de la rue Suárez, passerait par la rue Alcorta, et s'embrancherait avec le second dans la rue San Francisco.

Ce branchement a pour objet de permettre la réparation du grand cloaque qui va du siphon jusqu'à Berazategui, dont l'état dans certaines parties laisse quelque peu à désirer, et aussi pour que plus tard il reçoive l'excès des eaux du rayon actuel sul le volume maximum que l'ancien grand cloaque peut conduire. Il aura 2m00 de diamètre et une capacité de 3 850 litres par seconde.

Budget des travaux. — Le budget établi comprend seulement les travaux qu'il est nécessaire d'exécuter immédiatement et se compose des parties suivantes:

1. — Tour de prise et aqueduc sub-fluvial	$ c. l.	2 118 768,—
2. — Filtres, dépôts de clarification et d'eau filtrée	"	21 157 788,—
3. — Pompes élévatrices et foulantes	"	4 566 666,—
4. — Travaux généraux de l'Etablissement de Palermo	"	1 748 209,—
5. — Canalisations de pompes à Caballito et à Villa Devoto	"	4 740 644,—
6. — Dépôts de gravitation à Caballito et à Villa Devoto	"	12 465 050,—
7. — Réseau de canalisations d'approvisionnement d'eau et collecteurs généraux de cloaques	"	69 655 385,—
8. — Grand cloaque et rameaux	"	35 838 148,—
9. — Siphon du Riachuelo	"	1 789 816,—
10. — Pompes élévatrices de Wilde	"	2 252 465,—
11. — Expropriation de terrains et de servitudes	"	2 000 000,—
Total....	$ c. l.	158 332 939,—

De tous ces travaux, la capacité définitive est calculée pour le service de quatre millions d'habitants pour ceux des N.os 1 et 7, dont le montant est de 71 774 153,00 piastres papier, et on ne demandera que le développement de la canalisation des distributeurs et des collecteurs pour les rues qui ne sont pas ouvertes, ce qui n'entraînera que des dépenses relativament faibles.

Les travaux des N.os 2, 3, 4 et 10, répondent seulement à un service pour un million d'habitants, et pour arriver à leur capacité définitive il faudra ajouter une somme égale à leur montant.

Quant à ceux des N.os 5, 6, 8 et 9, ils ont la moitié de la capacité définitive et il faudra ajouter une somme égale.

Finalement, il faut ajouter une autre quantité pour les servitudes et l'expropriation des terrains, qui peut être estimée au double de celle du budget et, en outre, le coût des égouts des eaux pluviales, dont le projet est à l'étude et qui est calculé à environ quinze mille piastres.

En résumé, le coût définitif des travaux d'assainissement pour le service de quatre millions d'habitants serait de:

Coût des travaux du projet	$ c. l.	158 332 939,—
Trois nouveaux établissements de clarification et d'élévation de l'eau	"	79 417 989,—
Trois nouvelles chambres de pompes élévatrices de liquides d'égouts	"	6 757 395,—
Duplication du grand cloaque, rameaux et siphon du Riachuelo	"	37 627 964,—
Douze nouveaux tuyaux de pompes aux dépôts de gravitation	"	8 481 288,—
Douze nouveaux dépôts de gravitation	"	12 465 050,—
Travaux d'égouts pour les eaux pluviales	"	15 000 000,—
Terrains et servitudes	"	4 000 000,—
Total	$ c. l.	323 082 625,—

Si nous comparons ces frais à ceux qui ont été faits pour les travaux existants, il sont inférieurs à ceux-ci, car si nous appliquions le coût de l'ancien rayon par hectare au nouveau, celui-ci reviendrait à environ 575 millions de piastres. De plus, il est certain que ceux-ci sont nécessairement plus coûteux, à cause du système adopté pour eux, il n'est pas moins certain que pour les mettre en condition de satisfaire aux nécessités de la population, il faudra de nouveaux travaux, et une dépense d'environ 15 millions de piastres. En outre, on doit tenir compte qu'à l'époque présente le coût du matériel et de la main d'œuvre est beaucoup plus élevé que lorsqu'on a exécuté les travaux actuellement en service.

Ces dépenses moindres pour les travaux projetés les placent dans d'excellentes conditions au point de vue économique et financier, car leur rendement, lorsqu'ils seront terminés, suffiront aux frais de l'exploitation et pour amortir en 36 années, à 5 % d'intérêt et 1 % d'amortissement accumulatif, les sommes qui y sont inverties, ainsi que dans les travaux supplémentaires pour améliorer les travaux actuellement en service. On arrive à ce résultat par le calcul du produit probable des services des nouveaux travaux, en prenant en considération les renseignements de la rente mensuelle des maisons du nouveau rayon dans les premiers mois de 1908 et leur augmentation progressive de 7,40 % annuellement par l'augmentation du nombre des maisons et de la valorisation de la propriété, d'après ce qu'il résulte de la comparaison des recensements de 1887 et de 1904; de sorte que, il est à supposer que le résultat sera d'autant plus satisfaisant, étant donné le colossal accroissement de la population qui, dans chaque recensement cause de nouvelles surprises.

Dans ce sens les travaux de l'ancien rayon ne se trouvent pas dans d'aussi bonnes conditions, car, jusqu'à maintenant où la rente a acquis son maximum,

ils n'ont pas produit le nécessaire pour l'intérêt et l'amortissement du capital employé; le produit liquide se monte à 4 %.

PLAN D'EXÉCUTION DES TRAVAUX. — L'exécution des nouveaux travaux commencera l'année prochaine, mais, à cause de difficultés financières, ils ne se feront pas d'accord avec le plan formulé par l'auteur du projet, d'après lequel on devrait commencer simultanément les travaux fondamentaux de l'approvisionnement d'eau et des cloaques qui sont la prise d'eau, l'établissement de clarification de l'eau, les dépôts de gravitation, le grand cloaque et les rameaux, le siphon du Riachuelo, et l'établissement de pompes de Wilde. La loi N.° 6385 autorise le Pouvoir Exécutif à procéder au développement et au renforcement des travaux de salubrité de la Capitale de la République, d'accord avec le projet décrit et établit que les travaux qui seront exécutés, tout d'abord, sont les suivants:

Nouvelle tour et aqueduc de prise. — Filtres et dépôts à Palermo.

Pompes, edifices et canalisation intérieure de l'établissement de Palermo.

Nouveau conduit de pompes à la Recoleta. — Nouvelles pompes foulantes à la Recoleta, et nouveau conduit de pompe au Dépôt de la rue de Córdoba.

Développement de canalisations en dehors de l'ancien rayon.

Pour ces travaux, on autorise à invertir une somme de 18.000.000 $ papier en Bons des Travaux de Salubrité de 5 % d'intérêt et de 1 % d'amortissement. Ces travaux pourront être terminés en quatre ans, mais avec ces travaux, on ne pourra étendre l'approvisionnement d'eau qu'à quelques quartiers de population de plus grande densité, et touchant au rayon actuel. Il faut espérer que d'ici là, on aura trouvé le moyen de se procurer les fonds nécessaires pour exécuter tous les travaux du plan général qui demandent beaucoup de temps pour leur construction et dont le défaut se fait de jour en jour plus sentir.

Buenos Aires, 12 Décembre 1909.

ANTONIO PACTOVI Y OLIVERAS.

S. Ghigliassa.

TROPHÉES DE LA RECONQUETE

DE LA

VILLE DE BUENOS AIRES EN L'ANNEE 1806



Santiago Liniers

TROPHÉES DE LA RECONQUETE

Président
Grondona
Legarreta
Lima
Ramos Mejía
Rodríguez
Iturriaga

A Buenos Aires, capitale de la République Argentine, le vingt huit Août mil huit cent quatre vingt deux, étant réunis les membres du Conseil Municipal, dont les noms sont inscrits en marge, dans la salle des séances de ce conseil, M. le président don Torcuato de Alvear a donné lecture d'une lettre insérée dans le périodique *El Diario*, numéro 271, qui est publié dans cette ville, lettre signée de don Santiago D. Lorca, lequel s'adressant du Chili, à M. le duc de Cambridge, met à sa disposition le drapeau appartenant au régiment numéro 71 de l'armée de ligne de S. M. B. et capturé dans la reconquête de cette ville, ajoutant que ce drapeau est propriété de sa famille depuis son aïeul, le sergent major don Santiago Fernández de Lorca, chef du contingent qui vint du Chili au secours de cette place.

Les conseillers présents reconnaissant que le silence observé autour de l'offre de ce drapeau mettait en doute l'authenticité de ceux qui sont conservés comme appartenant au dit corps, dans certains temples de cette ville, authenticité comprouvée par la tradition et par les documents et qui, jusqu'ici, n'a pas été mise en doute par les écrivains contemporains les plus illustres et les plus compétents, décident, à l'unanimité, dans le but d'en faire la vérification, de se transporter en corps accompagnés du notaire don Feliciano Cajaraville, au temple de Santo Domingo, de faire une visite d'inspection aux trophées qui y sont déposés et de vérifier l'existence parmi eux des drapeaux du régiment numéro 71 pris dans la reconquête du 12 Août 1806, levant préalablement une copie publique de l'acte par lequel le général Liniers remit ces trophées.

TORCUATO DE ALVEAR.

José M.ª Ramos Mejía. — Félix Iturriaga. — Carlos Rodríguez Larreta. — Eduardo B. Legarreta. — Miguel A. Lima. — Enrique Grondona.

Manuel Obarrio,
Secrétaire.

Nº I



TROPHÉE DE LA RECONQUÊTE, 1806

du Régiment numéro soixante et onze, et deux de Marine, qu'il prit aux Anglais, confessant que le sort des armes de notre cher souverain était dû à la particulière et visible intercession de Notre Dame du Rosaire ou des Victoires. — Le Révérend Père Maître et Prieur remit un reçu au Señor Liniers des dits quatre drapeaux, et nous les remit immédiatement pour que, comme Syndics, nous les placions dans les quatre parties octogonales de la voûte, au dessus de la corniche de l'église. — Dont acte pour valoir et servir ce que de droit. Buenos Aires, vingt cinq Août mil huit cent six. (Signé: les Syndics) *Francisco Antonio de Letamendi.* — *Miguel de Escuti*". Ensuite, les dits messieurs, accompagnés par moi l'autorisant, comme notaire, se dirigèrent vers l'Eglise Métropolitaine de cette Capitale où S. S. Illustrissime, M. l'Archevêque docteur don Federico Aneiros, les conduisant au dépôt de trophées qui s'y trouve, leur fit voir un étendard de guide avec le numéro 71, que le général don Juan Martín de Pueyrredón avait remis en mil huit cent six au Cabildo, étendard qui avait été pris par lui et que le Cabildo avait remis ensuite à cette église, sans qu'il y eut là aucun autre trophée relatif à la victoire de mille huit cent six. Dont acte. Et le présent a été signé par monsieur le président du conseil municipal, don Torcuato de Alvear et le secrétaire du dit conseil, don Mariano Obarrio, par devant moi et les témoins don Fortunato Solano et don Federico A. Kern, citoyens majeurs et de ma connaissance, le vingt Septembre mille huit cent quatre-vingt deux, ce dont je fais foi. Cet acte est suivi immédiatement du pouvoir général donné par don Juan Tallan à don Andrés Baraldo au folio cent trente neuf de ce régistre. (Suivent les corrections).—Torcuato de Alvear. — Mariano Obarrio, Secrétaire.—Témoin: Fortunato Solano; Témoin: Federico A. Kern. Il y a un paraphe et un sceau. Devant moi: Feliciano Cajaraville, Notaire.

Le tout conforme à l'original passé devant moi, et qui porte le numéro cent neuf dans le Régistre à ma charge. En foi de quoi et pour la Municipalité de cette Capitale, je délivre la présente copie, à Buenos Aires le vingt trois Septembre mille huit cent quatre-vingt deux.

Feliciano Cajaraville,
Notaire.

Pour corroborer et augmenter les renseignements contenus dans l'acte précédent, on décida d'adresser à messieurs: le Brigadier Général don Bartolomé Mitre, le docteur don Vicente F. López, le docteur don Andrés Lamas, don Manuel R. Trelles et le docteur don Angel J. Carranza, la circulaire suivante:

Buenos Aires, Août 1882.

Monsieur :

On a publié dans un journal de cette ville une lettre signée de don Santiago D. Lorca, qui, de Valparaiso, s'adresse à monsieur le duc de Cambridge pour mettre à sa disposition un drapeau qui, dit-il, appartient au régiment anglais, 71 de ligne et que celui-ci perdit dans la Reconquête de cette ville. Il ajoute qu'il fut acquis par son aïeul le sergent major don Santiago Fernández de Lorca, chef du contingent qui fut envoyé du Chili au secours de cette place.

Dans le but d'établir sur ce point toute la vérité historique, je me permets de m'adresser à vous, dont les connaissances et la capacité à ce sujet, sont indiscutables, vous demandant de vouloir bien me dire si l'envoi de ce contingent eut lieu, aux ordres de qui il était, et quel fut son rôle dans le fait dont il s'agit.

Vous remerciant à l'avance de ce service, je profite de l'occasion pour vous adresser mes salutations et vous assurer de ma parfaite considération.

TORCUATO DE ALVEAR.

Mariano Obarrio,
Secrétaire.

Monsieur le Président du Conseil Municipal de la Capitale.

En réponse à votre honorée note du 29, sur l'incident relatif aux drapeaux perdus à Buenos Aires par le régiment de S. M. B. numéro 71, dont s'est occupée une partie de la presse, à cause de celui qui a été envoyé récemment en Angleterre à bord du croiseur *Triumph*, par un monsieur Lorca, du Chili, — je résumerai ce qu'à différentes époques j'ai publié à ce sujet en étudiant les trophées et les drapeaux historiques du vice-royaume de Buenos Aires.

Le vendredi 27 Juin 1806, un peu avant quatre heures du soir, sous une forte averse, "...nous défilâmes en colonne allongée", dit un acteur, "afin de rendre plus imposant notre faible force, sympathiquement regardée des balcons par le beau sexe..." (1) par la rue de la *Résidence* (aujourd'hui Defensa), *mil six cent*

---

(1) "*.....in a wide order of column.....*". — GILLESPIE: *Gleanings and Remarks*, etc., Leeds, 1818.

quarante et un hommes, seize chevaux, deux obusiers et six pièces légères. La tête était formée par le régiment de chasseurs écossais, número 71 *(Light Infantry)*, fort de huit cent soixante quatre *Highlanders,* dont les visqueuses *bagpipes* (cornemuses), jouaient un *quick march* ou pas redoublé.

Ce petit nombre d'agresseurs, franchit aussitôt la herse de la Forteresse Royale de Saint Balthasar d'Autriche, et le 71, qui constituait son noyau, cantonna dans le quartier de la *Ranchería* (Marché du Centre). Le jour suivant, à neuf heures, le pavillon de la Grande Bretagne fut arboré, et salué solennellement par les canons de terre et de mer.

La surprise et la conquête d'une ville de quarante mille âmes fut ainsi faite, grâce à l'ineptie et à la coupable apathie du neuvième vice-roi qui ne songea qu'à se mettre en sûreté avec ses richesses et sa famille, abandonnant à l'ennemi la place *la plus convoitée par les étrangers,* selon Philippe IV. (C. R. du 5 Juillet 1661).

La stupeur qui comprimait les cœurs se changea bientôt en désespoir, et la reconquête effectuée par le peuple guidé par un chef illustre, eut lieu le mardi 12 Août suivant. L'intrus, *gouverneur* Berresford, se rendit à discrétion avec ses troupes, ses armes, ses bagages et ses drapeaux [1].

Nous allons maintenant voir quels étaient ces drapeaux et quels sont les lieux où ils se trouvent:

REGIMENT DE HIGHLANDERS N.° 71

Un guidon dans la Cathédrale Métropolitaine (sacristie des chanoines).

Deux drapeaux dans les octaves de la voûte de Santo Domingo de cette Capitale.

BATAILLON DE LA MARINE ROYALE (MARINES)

Un drapeau dans le même temple et à la même place.

PARC DE LA PLACE DE TAUREAUX OU RETIRO

Un étendard de marine dans le propre temple et lieu.

REGIMENT DE SAINTE HELENE

Un drapeau dans le temple de Santo Domingo de Cordoba.

---

(1) 12 Août. — On battit la générale à sept heures, et une seconde fois à huit heures et demie au moment de l'assaut. A onze heures le drapeau parlementaire. *A une heure de l'après-midi,* ils commencèrent à rendre les armes dans le Cabildo qui devint quartier pour les prisonniers. *(Diario de la toma de esta ciudad de Buenos Aires por los ingleses y de su Reconquista. — Ms. de la época).*

FORTERESSE ROYALE

Un étendard de marine dans le temple et la ville susnommés.

Total: Un guidon et six drapeaux anglais, capturés dans la Reconquête.

LEUR DESCRIPTION

Numéro 1. — Semblable à une cornette ou *queue de coq (cock tail)* de chef de marine, car elle se termine en angle rentrant.

Dimension: Longueur, 67 centimètres; idem dans le centre, jusqu'au sommet de l'angle, 48; largeur, 42; idem, de la frange, 3 centimètres. Dans celle de la drisse, on voit l'Union Jack ou dé traditionnel, divisé par les couleurs anglaises. Le fond du drapeau, qui est une espèce de gros ou tissus de soie de couleur jaune pâle *(buff)*, porte une couronne brodée en relief dominant le numéro 71, lequel entre deux branches de chardon fleuri *(en sautoir)*, se détache en forts chiffres d'argent doré, avec une frange semblable autour [1].

Dans l'un des livres d'actes du défunt Cabildo, on enregistra la décision correspondante du ving trois Août mille huit cent six, qui dit à ce sujet:

" ...De cette façon, Don Juan Martin de Pueyrredon demanda la permission d'entrer, et cela lui ayant été accordé, il exposa: Que le jour de la Reconquête, il eut le bonheur d'enlever à un officier anglais, un guidon ou étendard du régiment prisonnier, numéro 71, au moment où il allait le cacher, et que maintenant il a l'honneur de présenter en bon patriote à cet Illustre Cabildo, pour qu'il soit conservé dans ses archives comme un monument éternel des gloires acquises par la Patrie dans la fameuse action du douze Août. L'ayant remis entre les mains de monsieur l'Alcalde de premier vote, il en fut remercié dans les termes les plus chaleureux pour un service aussi important et aussi distingué." [2].

Numéros 2 et 3. — Dimensions de celui du premier bataillon: longueur, 1 mètre 72 centimètres; largeur, 1 mètre 65 centimètres. Son tissu est aussi de gros ou de soie et porte *l'Union Jack*. Au centre il porte un écu ras, incarnat, avec une frange enrichie et sur lequel on distingue le numéro d'ordre du corps. LXXI REGMt. entre deux branches du symbole écossais — surmonté d'une couronne, et les initiales brodées d'or: G. R. *(Georgius Rex)*. Cette autorisation de porter le chiffre du souverain qui le fonda, prouve la prérogative spéciale dont jouissait ce régiment qui s'était aguerri dans les deux mondes.

Le drapeau du second bataillon: 1 mètre 61 centimètres de long sur 1 mètre

(1) Le chardon *(thistle)* est l'emblème de l'agreste et poétique Calédonie; le trèfle *(shamrock)* d'Irlande, la *green Erin* de ses bardes, et la *rose* est une allégorie de *l'orgueilleuse Albion*.

(2) Dans la charge qu'il fit contre les Hussards dans la rue de la Cathédrale. Il est indubitable que l'historien Domínguez n'a pas connu ce document, car il a dit plus d'une fois que le guidon cité fut *l'unique trophée* de 1807.

Nº II



TROPHÉE DE LA RECONQUÊTE, 1806

70 centimètres de large. Il est de riche soie jaune pâle *(buff,* qui est la couleur des revers et des galons de l'uniforme de ce corps), comme le guidon numéro I, montrant dans l'angle de la drisse l'*Union Jack* (de 22 centimètres sur 25), et dans le centre, les attributs enguirlandés décrits dans le précédent, mais avec l'inscription brodée de noir et sans le chiffre royal. Il est assez détérioré, malgré qu'il ait été restauré en 1847 par Mme. Agustina Garrigós. Il est moins long et plus large que son compagnon de corps.

Numéros 4 et 5. — De grosse lanille. L'un de 1 mètre 64 centimètres sur 1 mètre 7 centimètres de large, montre au centre trois grandes lettres en toile claire: R. M. B. *(Royal Marines Battalion),* mais il lui manque le météore avec la devise d'ordonnance: *Ubique per mare, per terram.* C'est celui que portait la garnison d'infanterie de marine *(Royal Blues),* débarquée de l'escadre sur la plage des Quilmes, pour renforcer les forces des envahisseurs, et dont le commandement était entre les mains du capitaine William King, du navire amiral *Diadem.* Il est complètement rouge, parce qu'à cette division de la flotte appartenaient les vaisseaux expéditionnaires, flotte qui depuis des siècles, et pour faciliter le service se divise en trois grandes sections, en accord avec les trois couleurs britanniques: bleue *(blue),* rouge *(red),* et blanche *(white),* qui est l'insigne du plus haut rang. Sir Home Riggs Popham arborait alors la deuxième.

L'autre drapeau, divisé dans toute son étendue, par les couleurs anglaises (comme l'Union Jack), a 4 mètres de long sur 1,45 de large. Il flotte dans le Retiro dans les dépôts de munitions. On y remarque plusieurs raccomodages.

Ces quatre drapeaux furent remis en grande pompe le dimanche 24 Août 1806, contre reçu donné au général Liniers par le Prieur de Santo Domingo, frère Gregorio Torres, selon ce qui est constaté au feuillet 108 du Livre des Actes et Accords de la Confrérie du Rosaire, et au pied on lit le distique suivant:

"Del escarmiento del inglés memoria,
Y de Liniers en Buenos Aires gloria." (1)

Numéros 6 et 7. — En étoffe ordinaire, comme les précédents. Le premier mesure 2 mètres 10 centimètres de longueur sur 1 mètre 90 centimètres de largeur, montrant les emblèmes de la mort en soie noire sur fond lacré. Il appartient au régiment *Green* de Sainte Hélène, commandant Lane.

Le dernier assez détérioré, est de 4 mètres 40 centimètres sur 2,48, avec *l'Union Jack* sur fond rouge. C'était le pavillon de l'un des transports, descendu à terre par les Anglais pour le mettre sur la forteresse pendant les quarante six jours de leur éphémère occupation.

Les deux s'inclinent devant l'image de la vierge du Rosaire ou de la *Victoire,* à laquelle ils furent destinés par Liniers, et à laquelle don Juan d'Autriche con-

(1) *Crónica Naval de España,* etc., vol. XI, page 482.

Le 1.er Juillet 1881, on les plaça sous verre pour mieux les préserver des injures du temps. — Les syndics de la dite Confrérie du Rosaire étaient Messieurs Pedro Crisólogo Pereira, Alejo de Nevares Tres Palacios et Antonio Demaría, selon l'acte des fs. 265 et 6 du livre respectif.

sacra ceux de Lepanto, sans qu'il existe dans les archives de Córdoba de meilleure preuve de la remise de ces trophées en 1807, qu'une note du vainqueur, du 27 Juillet, chargeant don Francisco Antonio de Letamendi de les déposer *aux pieds de la miraculeuse image du Rosaire*, ce qui fut fait le 19 Septembre de la même année, en les remettant aux mains du Prieur frère Francisco Sosa.

"...Les drapeaux ennemis suffisaient comme immortel souvenir, drapeaux qui, comme dépouilles données en honneur et à la gloire de Dieu, dans le culte latin de notre religion sacrée, seront placés dans les temples de la Très Sainte Marie du Rosaire de cette Capitale et de la ville de Córdoba, etc.... *(Lettre du Cabildo d'Oruro à celui de Buenos Aires, du 19 Novembre 1807)*.

Nous en déduisons que Liniers se proposait de faire une démonstration en l'honneur du bataillon de Arribeños, qui, sous le commandement de son digne et intrépide chef, don Pío de Gana (salteño), arriva des premiers à Miserere le 2 Juillet 1807, et prit immédiatement la droite de la colonne d'attaque, entrant en contact avec l'ennemi et semant l'épouvante et la mort.

Ces drapeaux que nous avons examinés plus d'une fois personnellement, manquent de cravate et leur état actuel est assez peu satisfaisant. Ceux de Córdoba conservent leurs hampes originaires avec leurs fers grossiers. Ils correspondent au régiment 71 et font partie du musée de San Fernando auquel ils furent offerts par Monsieur Nevares.

Par une cédule royale du 24 Avril 1807, il fut permis à la ville de San Felipe y Santiago de Montevideo, d'ajouter les dits drapeaux à son blason, en récompense de son héroïque coopération contre l'ennemi commun, ainsi que la devise *Muy Ilustre y Reconquistadora*, comme l'avait fait le général victorieux, en ornant son écu comtal avec quatre d'entre eux, ne considérant sans doute les autres que comme de simples signaux de positions stratégiques.

Le régiment 71 de montagne fut créé en 1777 par Georges III. Il devint célèbre par la mémorable campagne de Georgie, pendant la guerre d'émancipation des Etats Unis; dans l'Indoustan contre le Nabab Tippo Saeb; dans l'île de Malte et sur les parapets de Saint Jean d'Acre (Syrie) contre le génie de Bonaparte. Son histoire militaire de ce siècle enregistre la prise du Cap de Bonne Espérance sur les Hollandais; les sanglantes rencontres de Roleia et de Vimiera dans le Portugal; la Corogne, Fuentes de Honor, Almaraz et Vitoria en Espagne; les Pyrénées, la Nive et Orthez en France; Waterloo en Belgique; Sébastopol en Crimée, l'Inde centrale, etc.

Son chef à l'époque où il vint à Buenos Aires était le major général Sir Dennis Pack, Chevalier Commandeur de l'ordre du Bain et l'un des héros de Waterloo, dont les restes reposent aujourd'hui dans la cathédrale de Saint Paul.

Nº III



TROPHÉE DE LA RECONQUÊTE, 1806

C'est à cause de cela que, rendu sans condition le 12 Août 1806, le matin du jour suivant on aperçut, écrit au charbon, sur les murs de la prison où il était retenu prisonnier, un sonnet patriotique quoique mal rimé; épanchement de quelque Tyrtée d'occasion, mais bien accueilli et fêté par le peuple qui savourait son triomphe sous les ailes de la gloire:

EPITAPHE

Aquí yace el famoso Regimiento
Nombrado del Inglés, *71;*
Jamás vencido de enemigo alguno,
Que en lides mil, salió con lucimiento.

Aquí yace postrado su ardimiento
A la fuerza y valor de unos soldados
Que sin brillo, sin lustre y desastrados,
Abatieron su orgullo en un momento.

Llorará la Inglaterra esta desgracia,
Sirviendo de escarmiento á su osadía,
Al saber sucumbieron por audacia

Cerca de dos mil hombres... qué manía,
Intentar dominar su ineficacia,
Del ARGENTINO el brío y valentía!

Cependant, le régiment 71 à peine réorganisé, recouvrit son ancienne renommée dans la campagne de la péninsule, se couvrant de gloire en même temps que le régiment 42 *(the Black Watch)* et le 92 *(Gordon)*, ses frères de *Highland*, sur le champ éternel de Waterloo, où il s'empara de plusieurs aigles françaises et contribua à la déroute du César qui, après avoir ensanglanté l'Europe, s'en fut dormir son dernier sommeil sous le saule mélancolique de Sainte Hélène!

Notre assertion sur l'effectif de combat de l'armée d'invasion est basée sur la liste que nous avons en mains; cette liste est signée par le major général William Carr Berresford de la pointe de Quilmes, la veille de son entrée à Buenos Aires, pour être remise au Cap, à Sir David Baird, commandant en chef, etc. (1).

Son résumé est le suivant: *Etat Major*, 7 hommes et 3 chevaux; *Génie Royal*, 9 hommes; *Artillerie Royale*, 27 hommes et 4 pièces de 6; *Artillerie de Sainte Hélène*, 102 hommes et 2 obusiers de 5 ½ pouces; Groupe de *sergents*, chargé

(1) *The Naval Chronicle*, vol. XVI.

des canons, 9 hommes et 13 chevaux; Piquet du *20me. de Dragons Légers*, 7 hommes; *Régiment 17*, 874 hommes; *Régiment de Sainte Hélène*, 182 hommes; *Infanterie de Marine (Royal Blues)* 3 compagnies avec 340 hommes; Détachement de *Marins* (aguerris), 100 hommes et 2 pièces de 3. Total (y compris Berresford) 1 641 hommes, 16 chevaux et 8 canons de divers calibres (1).

Il est hors de doute que lors de la grande invasion de 1807, les troupes britanniques se lancèrent à l'assaut de la ville avec leurs drapeaux, *mais qu'ils n'en perdirent aucun*, étant donné que le régiment irlandais numéro 88 *(Connaught Rangers)*, qui, malgré sa devise: *Quis superavit?* que lui valurent ses prouesses dans les Flandres, dans les Antilles et en Egypte, fut anéanti dans les rues, pressentant peut-être le triste sort qui lui était réservé, eut la précaution de laisser les siens à Miserere, à la garde de la compagnie qui escortait le général Whitelocke.

Ainsi seulement s'explique comment il les sauva.

S'occupant des opérations de ce corps dans la mémorable journée du 5 Juillet, un acteur anonyme s'écrie: " *...Their colours were fortunately left with a company which was guarding the Commander in Chief* " (2). Assertion qui fut ratifiée par son chef Alexandre Duff, qui déclara devant un conseil de guerre que, non conforme à l'attaque et d'accord avec l'esprit des ordres reçus, " il laissa son drapeau au Quartier Général ". *(I left my colours at Head-Quarters... according to the spirit of the orders which I received...)* (3).

D'autres livres anglais de l'époque, que nous avons consultés, ajoutent qu'une aile du régiment de fusiliers numéro 5 (celle qui était commandée par le major King, qui le corrobora solennellement), *arbora son drapeau* sur le monastère de Catalinas, et le jeune général Samuel Benjamín Auchmuty dépose lui aussi, *qu'il l'y vit*. Le 38 (son commandant Nugent en témoigne) et le 87, l'arborèrent dans

---

(1) L'escadre qui les conduisait se composait de douze vaisseaux, à savoir: vaisseaux de ligne *Diadem, Reasonable* et *Diomede*; frégates *Narcissus* et *Leda*; brigantine cannonnière *Encounter*, et transports *Walker, Triton, Melantho, Ocean, Willington* et *Justinia*. Le 14 Avril elle partit du Cap, le 2 Mai elle fit escale à Sainte Hélène et le 8 Juin elle entra dans le Río de la Plata. Le vaisseau amiral *(Diadem)* resta en face de Montevideo, tandis que les deux autres croisaient à la hauteur de Maldonado. *(Trial of Popham, etc.)*.

(2) *Narrative of the expedition to and the storming of Buenos Aires. By an officer attached to the expedition.* Bath, 1807.

Le commandant Duff se lança à l'assaut avec 454 *Rangers*, et il se rendit ayant eu 14 officiers et 100 soldats tués, 12 officiers et 120 soldats blessés, c'est-à-dire 236 hommes hors de combat. Davenport Adams dans son œuvre *Famous Regiments of the British Army*, lui attribue 16 officiers blessés, mais il ne compte qu'une perte totale de 230 *Rangers*, quoique ayant puisé à la même source que nous. *(An authentic Narrative of the proceedings of the expedition under the Command of Br. G. Craufurd, etc.* London, 1808.

(3) *Trial of Lt. G. Sir John Whitelocke, etc.*

"...Duff était tellement préoccupé par l'idée du mauvais succès de l'attaque qu'il laissa les drapeaux du régiment au Quartier Général, craignant de les perdre..." *(Notes on South America, etc.* London, 1808).

le Retiro; le 45 à San Pedro Telmo (a) *Residencia* (1), tandis que celui du 36 fut planté personnellement par le général Lumley sur la maison qui couronnait la ravine de Sotoca (aujourd'hui de Anchorena, à l'intersection des rues *25 de Mayo et Corrientes)* à un peu plus de 500 mètres de la forteresse, " comme signal d'encouragement pour les autres colonnes de la Brigade " (2).

Les drapeaux anglais qui flottèrent huit heures sur le clocher de Santo Domingo étaient les mêmes du 71, dont la rencontre fortuite causa tant de joie au parjure Pack, (selon sa déclaration), et qui coûtèrent la vie au premier soldat de Craufurd qui grimpa pour les enlever de la voûte (3). Lorsque ce général se rendit, don José Antonio Leiva, lieutenant en 2.me de l'escadron de *Húsares Cazadores,* en les enlevant de la tour, tomba avec l'un d'eux et un autre espagnol qu'il portait pour les remplacer, mais sans se faire de mal (4).

J'ai sous les yeux les *Ascensos militares y pensiones* décrétés par Charles IV, et aussi la longue *Relación* des prix accordés par la Junte de Séville le 13 Janvier 1809, aux reconquistadores et défenseurs de Buenos Aires. Dans ces deux documents, que l'on doit considérer comme sources absolument sûres, surtout la première, qui détaille particulièrement les mérites des officiers du Corps Royal d'Artillerie, chose singulière, on ne découvre pas le nom de ce don Santiago Fernández de Lorca, auquel son petit-fils résidant à Valparaiso, dans un écrit qui a été publié, donne le titre de sergent major d'artillerie, envoyé du Chili, à la tête du contingent recruté dans ce pays, à la requête du vice-roi Sobremonte, pour secourir cette capitale, et lequel s'empara d'un des drapeaux du 71...

---

(1) "...Le drapeau du 45 flotta sur l'hôpital de la Residencia, jusqu'à son évacuation par ce corps, en conséquence des négociations..." *(Notes on S. A.).*

"...C'était un spectacle grandiose pour un anglais de voir ce régiment quelques jours après, avec ses drapeaux déployés, défiler par toute la ville au son du tambour et un canon à sa tête, pour aller se rassembler dans le Retiro..." *Narrative* cité.

(2) Toutes ces forces, surmontant de grands obstacles, se concentrèrent vers le Retiro. Il n'en fut pas ainsi pour le régiment 95 (et la compagnie de grenadiers du 45) qui succombèrent à Santo Domingo, et dont il n'est fait aucune mention des drapeaux, à moins qu'ils ne soient venus sans eux à l'assaut, comme le 88, interprétant dans ce sens l'ordre du jour auquel Duff fait allusion. Les mêmes ténèbres entourent ceux de la Brigade Légère ou de Chasseurs *(Light Brigade)* qui s'organisa sur la compagnie du 71 (laquelle, laissée en Angleterre, se sauva de la catastrophe du 12 Août, et prit part à l'assaut de Montevideo le 3 Février 1807) et d'autres des 87, 88 et 95 avec des officiers épars des 11, 18, 37, 40, 43, 47, 72 et 83 qui s'étaient adjoints à l'expédition. Comme on le sait, ce bataillon ainsi improvisé (qui ne pouvait avoir de drapeau), commandé par Pack et l'intrépide Cadogan du 18, souffrit cruellement. On ne dit pas un mot, non plus, sur ceux des corps et des détachements de la Marine Royale, de l'Artillerie Royale montée et à pied, du 6.e de Dragons de la Garde (carabiniers), du 9.e de Dragons (lanciers), des 20.e et 21.e de Dragons (hussards), etc., qui prirent part, eux aussi, à l'assaut.

(3) "...Les drapeaux du régiment 71 qui décoraient l'édifice furent descendus dans l'acte, et les fusiliers avec d'autres de la colonne, s'étant ouvert un passage jusqu'à la hauteur du même, *ils les déployèrent là..." (Notes on South America, etc., citées; An Authentic Narrative, id.).*

(4) En mémoire de ce fait héroïque, il fut secouru par la Municipalité, le 25 Mai 1859.

Pour moi cela est nouveau, car j'ignore que le Chili nous ait envoyé son contingent de sang, ni alors, ni après, si on excepte les 180 dragons de la frontière de Penco qui, sous le commandement de don Juan Miguel del Rio arrivèrent à cette capitale le 17 Juin 1811, avec presque *trois mois* de voyage.

Mais on peut assurer que, pendant les invasions anglaises, seulement Tucumán, l'invincible ville, *Sépulcre de la Tyrannie*, vint en aide à Buenos Aires avec 200 de ses fils, vêtus et soutenus à ses frais et quatre charrettes de fusils et de plomb. Toutes les autres provinces du vice-royaume le firent avec des souscriptions pécuniaires en grande quantité. Les contingents de milices de Salta ne dépassèrent pas Córdoba, tandis que celui du Paraguay se dirigeait sur Montevideo [1].

Cependant, Lorca alla à Buenos Aires; le nom d'un militaire gradé qui enleva un étendard sur le champ d'honneur, *action distinguée*, prévue par l'ordonnance, a beau appeler l'attention, il fut omis dans la liste des faveurs accordées d'une main si prodigue par le monarque!

En 1869, j'eus l'occasion d'examiner dans les archives du notariat de Cabral, un dossier au frontispice duquel on lit: *Información hecha por el Cabildo de Buenos Aires sobre la pérdida y reconquista de esta ciudad en 1806.*

Son importance et le mauvais état dans lequel il se trouvait, à cause de l'humidité qui, attaquant l'écriture, la rendait dans certains endroits, à peu près indéchiffrable, même avec l'aide paléographique, me portèrent à intéresser M. Coronado pour commencer avec lui sa *Collection de documents sur les invasions anglaises dans le Río de la Plata*, idée à laquelle il accéda, et je lui remis en même temps, et dans le même but, le procès tachygraphié du général Whitelocke et de nombreux manuscrits.

En parcourant le dit *Dossier*, qui est une pièce digne de foi sur ces évènements, je me suis heurté à la déclaration du lieutenant du bataillon *Voluntarios* de cette capitale, don Andrés Lista, qui nomme le *capitaine d'artillerie don Santiago Fernández de Lorca*, celui qui, au premier symptôme de débarquement des Anglais, fut destiné avec deux canons de quatre et un char de munitions à la défense de l'ancien pont de Gálvez (aujourd'hui Pueyrredón) sur le Riachuelo de Barracas, canons qui durent être abandonnés, faute d'attelages, le matin du 27 Juin, alors que le feu de l'audacieux envahisseur augmenta contre le dit bataillon qui, sous les ordres du colonel Azcuénaga, couvrait la retraite.

Néanmoins, ces canons furent tirés des marécages et conduits *à bras* jusqu'à la forteresse, grâce à la bravoure du porte-étendard Vásquez (enfant de Montevideo) et de l'adjudant Ruiz (de Buenos Aires), aidés par quelques grenadiers et fusiliers qui s'étaient réfugiés dans les tranchées, et de quatorze lanciers qui s'ajoutèrent à eux dans leur passage par la Convalecencia de Belén.

Don Manuel de Lezica, capitaine du même corps, ratifia ce qui précède sous serment.

En dehors de Lorca, nous notons trois sujets que nous supposons chiliens; José Santiago Zamudio, capitaine de milices; Enrique Cardoso, adjudant major

(1) Il convient de rappeler ici que la compagnie de chasseurs du bataillon *Cantabros* (523 hommes), était composée en totalité de *Correntinos*, laquelle, sous les ordres de Murguiondo, se battit avec une grande intrépidité à Miserere.

Nº IV



TROPHÉE DE LA RECONQUÊTE, 1806

et Olaguer Reinals, sous-lieutenant de cavalerie. Mais, pas un mot de corps auxiliaire, ni de quelque chose d'approchant.

Nous constatons, alors, que le capitaine Lorca a laissé son nom rattaché à la honteuse reddition de Buenos Aires, la *seule sombre page* de ce livre rayonnant de 1806 et 1807, sans qu'il soit mentionné ensuite dans aucun des nombreux documents que j'ai compulsés avec le plus vif intérêt.

A cette date, je me suis adressé à M. don José Zapiola, qui habite Santiago de Chili, lui demandant de me mettre en communication avec le descendant de Lorca. Je vous communiquerai le résultat de notre conversation. Il est bon de l'entendre (1).

Le 71, je le répète, comptait deux bataillons dont les *seuls* drapeaux étaient gardés sur les rives de la Plata, par ceux qui furent battus par nos glorieux ancêtres et lesquels comme l'aigle du Capitole romain aviveront toujours le souvenir aimé des triomphes passés, présageant le moyen de les égaler. Tous conservent le *numéro* et les attributs du régiment, comme les autres trophées que nous connaissons du même, y compris son sceau maçonnique qui sont en notre pouvoir.

Mais celui-ci comptait aussi 4 guidons, ou étendards de guides généraux, dont 3 disparurent ou furent peut-être alors détruits, et comme Lorca n'a pas été assez explicite en parlant de celui qu'il a la gloire de posséder *de l'ancêtre*, il ne serait pas étrange que ce fut l'un d'eux, hypothèse la plus favorable et devant laquelle nous nous inclinons, ajoutant cependant que, s'il n'avance pas de preuve, comme on doit le supposer, notre critérium historique lui est complètement contraire.

Ces matériaux pour une page historique de la Reconquête, quoique rédigés à la hâte, ce m'est un plaisir de les transmettre à monsieur le président, comme le fruit de patientes recherches sur un passé glorieux et d'accord avec la vérité qui donne à chacun ce qui lui revient.

ANGEL JUSTINIANO CARRANZA.

Cejourd'hui, 31 Août 1882.

---

(1) Nous corrigions cette épreuve, aujourd'hui 26 Octobre, lorsque parvint entre nos mains la réponse attendue du respectable monsieur Zapiola, qui, à la date du 5 du même mois, dit:

"...Aussitôt après avoir reçu votre honorée du 4 Septembre, j'écrivis à M. Lorca, sollicitant ce que vous me demandiez, d'entrer en relation avec lui. Pour donner plus de poids à cette sollicitude, je lui adressai en même temps votre lettre... J'attendis *sept* jours, et, voyant qu'il ne répondait pas, je touchai un ressort qui me semblait infaillible: je m'adressai à une personne d'importance et cousine de Mr. Lorca, don Adolfo Larenas, chef supérieur de l'Instruction Primaire de la République. Ce monsieur lui adressa à Valparaiso, sa résidence, la lettre (datée du 26 Septembre) qu'il écrivit en ma présence et dont la copie est ci-jointe. *Huit jours* se sont passés et il n'y a pas eu de réponse. Par ce que je vois, M. Lorca préfère *le silence*... et alors je mets cette lettre au courrier de Valparaiso..."

Cette lettre qui a été montrée au Secrétariat de la Municipalité, prouve la diligence de notre correspondant de Santiago de Chili, et la déroute de Lorca, de qui Cervantes dirait qu'il sait *seulement se taire*... et à quoi nous ajouterions la phrase très connue: *qui se tait consent*. Pour le reste, notre but est atteint.

Monsieur le Président du Conseil Municipal de Buenos Aires.

Je me bornerai aux deux points relativement auxquels je suis interrogé en raison de mes informations historiques:

1. — Sur les drapeaux du régiment 71 de l'armée britannique, qui, selon une lettre de don Santiago Lorca (de Valparaíso) tombèrent en 1806 au pouvoir de son aïeul, don Santiago Fernández de Lorca.

2. — Sur le contingent qui d'après le même, vint à cette époque en aide à Buenos Aires, du Chili sur la demande de son vice-roi et sous le commandement de son dit aïeul.

I. — LES DRAPEAUX

Le régiment 71 d'Ecossais, comptait deux bataillons, d'après l'organisation de l'armée britannique, et avec eux il prit part à l'expédition contre Buenos Aires en 1806: en conséquence il n'avait que deux drapeaux. Ces deux drapeaux furent rendus par la capitulation du 12 Août 1806 et placés le 25 du même mois dans la voûte du dôme du temple de Santo Domingo, comme le constate l'acte de la confrérie du Rosaire, qui les reçut et les a conservés jusqu'à ce jour.

Une année aprés, le 5 Juillet 1807, ces drapeaux, les seuls du régiment 71, existaient dans le même temple et leur authenticité indiscutable est affirmée par le propre colonel du régiment, Dionisio Pack. Dans la déclaration que celui-ci fit en 1808 devant le Conseil de Guerre réuni pour juger le général Whitelocke, il dit: "En entrant dans l'église (de Santo Domingo), nous y trouvâmes les drapeaux du régiment 71, et je me réjouis d'y être entré". Plus loin, il déclare: "Satisfait de ce que le général Craufurd pensait à la retraite, je chargeai le major M'Cleod de prendre note de nos drapeaux, et de les confier à des hommes sûrs: lesquels furent placés dans la partie la plus haute (dans la tour) du couvent".

Le général, chef de la colonne anglaise qui occupa Santo Domingo, confirme dans sa déclaration devant le conseil de guerre, le témoignage du colonel Pack. Voici ses paroles: "J'ordonnai aux fusiliers de descendre des hauteurs de l'édifice (Santo Domingo) dans lequel ils étaient placés et d'amener les drapeaux du régiment 71 qui se trouvaient dans le temple, et qui flottaient au vent sur la tour".

Ce même jour, 5 Juillet 1807, la colonne anglaise qui s'était emparée du couvent de Santo Domingo, se rendit à discrétion, et à cette occasion les drapeaux furent repris et retournèrent à leur ancienne place.

De sorte que l'on peut affirmer, avec le témoignage des documents les plus solennels, aussi bien argentins que britanniques, que, ni don Santiago Fernández de Lorca, ni aucun de ses descendants, n'a été ni n'a pu être un seul jour en possession d'aucun des drapeaux du 71, authentifiés par leur colonel lui-même et par le général anglais qui les reprit momentanément, et lesquels sont conservés depuis 75 ans dans le temple de Santo Domingo.

Mais le régiment avait ou devait avoir 4 banderolles de guides généraux:

Nº V



TROPHÉE DE LA RECONQUÊTE, 1806

une d'entre elles fut prise par don Juan Martín de Pueyrredón dans la journée du 12 Août 1806, alors qu'un officier essayait de la cacher; les trois autres, si elles existèrent, ne figurent pas dans la reddition et il est probable qu'elles furent détruites. La banderolle prise est actuellement dans la cathédrale de Buenos Aires. En admettant la solution la plus favorable, ce que M. Lorca appelle un drapeau n'est qu'une simple banderolle qui put peut-être tomber en son pouvoir et qu'il conserva indûment.

2. — LE CONTINGENT CHILIEN

M. don Santiago D. Lorca, dans sa lettre, dit ce qui suit: "Dans l'expédition anglaise contre Buenos Aires en 1806, le régiment 71 perdit un drapeau qui tomba au pouvoir de mon aïeul, don Santiago Fernández de Lorca, sergent major du corps d'artillerie de Sa Majesté Catholique, lequel fut envoyé du Chili sur la demande du vice-roi de Buenos Aires avec le commandement du contingent levé dans ce pays (Chili) pour se porter au secours de cette place". De là on devrait déduire que ce contingent vint à Buenos Aires en 1806.

Je n'ai pas connaissance d'aucun contingent de troupes du Chili venu en aide à Buenos Aires au sujet des invasions anglaises dans le Río de la Plata en 1806 et en 1807.

En 1806, ce ne put être par manque matériel de temps, car la reconquête de la ville eut lieu 45 jours après la conquête de Berresford (29 Juin au 12 Août 1806) et il n'y eut à y participer que les troupes qui vinrent de Montevideo et les volontaires qui se réunirent à Buenos Aires et à ses alentours.

Il est possible que l'aïeul de M. Lorca se trouvasse à Buenos Aires en 1806; mais il est certain qu'il n'eut le commandement d'aucun contingent venu du Chili à cette époque, comme on le dit.

Le Chili prêta des contingents d'une autre sorte en 1807, dans une occasion semblable, ce sont les suivants:

1.° La souscription que la femme du président ouvrit à Santiago de Chili en faveur des victimes de la Reconquête et de la Défense. 2.° La frappe des médailles de prix et commémoratives de ces faits, qui fut faite dans son hôtel de la Monnaie. 3.° La remise de poudre qui fut faite par le président du Chili sur la demande de Liniers, laquelle s'effectua en traversant la Cordillère en plein hiver, à l'épaule des artilleurs qui étaient chargés de l'amener.

Il est possible aussi que Lorca étant officier d'artillerie, concourût à ce service, et qu'ainsi il put aussi bien se trouver à la Reconquête qu'à la défense.

Dans cette dernière supposition, Lorca ne put pas non plus conserver en son pouvoir aucun des drapeaux du régiment 71, car on sait qu'aucun drapeau anglais ne fut pris, puisqu'ils se lancèrent à l'assaut sans leurs drapeaux. Ceux du 71, qui furent momentanément repris, comme on l'a dit, restèrent comme auparavant dans l'église de Santo Domingo, où les trouvèrent et les laissèrent le colonel du régiment, Dionisio Pack et le général de la colonne anglaise Craufurd, selon qu'il fut constaté officiellement par le gouvernement de la Grande Bretagne qui reçut leurs déclarations sous serment.

De tout ce que nous avons exposé, il résulte logiquement: 1.° Que, ni en 1806, ni en 1807, Lorca n'eut ni ne put avoir aucun drapeau du régiment 71, étant donné que pendant l'une et l'autre années les deux seuls drapeaux de ce régiment furent déposés dans le temple de Santo Domingo, d'où aucun ne sortit et où ils restèrent. 2.° Que le contingent Chilien, dans l'une et l'autre années impossible en 1806, s'il exista, peut-être, fut de quelques artilleurs qui purent venir avec les chargements de poudre qui traversèrent la Cordillère en 1807.

Buenos Aires, 1.er Septembre 1882.

BARTOLOMÉ MITRE.

Buenos Aires, 2 Septembre 1882.

Monsieur le Président du Conseil Municipal de Buenos Aires, don Torcuato de Alvear.

Ce qui est essentiel et suffisant pour démontrer la fausseté avec laquelle un monsieur Fernández Lorca, du Chili, dit avoir rendu au gouvernement britannique le drapeau du régiment numéro 71 (ou Royal Ecossais) qui avait été pris à Buenos Aires le 12 Août 1806, alors que ce régiment se rendit à discrétion, est ce qu'a fait le Conseil Municipal le 28 Août dernier, en se transportant en corps au temple de Santo Domingo, pour y vérifier l'existence du trophée.

Il résulta de cette inspection, selon ce qu'il me fut avéré, que les deux drapeaux que rendit ce corps, composé de deux bataillons, se trouvent dans cet endroit, parfaitement conservés avec le soin que l'on était en droit d'espérer du patriotisme reconnu de M. le Prieur Benavente et de MM. le Syndic de la confrérie du Rosaire, don Alejo de Nevares Tres Palacios.

Cela seul, et avec la copie authentique que M. le Président commanda au notaire, de prendre de l'acte de remise et du reçu qui avait été inscrit dans le Livre du Couvent, lorsque ces drapeaux furent présentés par le général Liniers, suffit pour détruire les sottes assertions de M. Fernández Lorca, et prouver la fausseté de ses prétentions lorsqu'il dit que l'un de ses aïeux prit et conserva un drapeau quelconque du régiment anglais, numéro 71.

Après cela, tout autre détail est superflu, quel qu'il soit, sur les signes et les broderies de ces deux trophées, sur leur étoffe, sur leur forme, etc., etc., qui, quoique étant très intéressant pour un autre objet et un autre but, n'a rien à voir avec le fait unique que l'on cherche à vérifier. Les drapeaux du 71 sont ceux que portait le 71, et cela suffit; car il ne s'agit pas de savoir quels ils peuvent être maintenant entre un plus grand nombre de drapeaux anglais avec lesquels ils pourraient être confondus.

Ici il n'y a pas de confusion et il n'y a pas lieu de présumer qu'il y en ait.

Quant aux demandes sur " le contingent du Chili " et sur la coopération d'un certain Fernández Lorca à la défense de Buenos Aires, je dois répondre:

1.° Que, jusqu'au moment de lire cette lettre, qui a été le motif des recherches de la Municipalité sur ses fausses assertions, je n'avais jamais vu aucune allusion à aucun contingent du Chili qui ait figuré comme tel dans la Reconquête de Buenos Aires. De sorte que l'on peut assurer qu'il n'y a pas pris part comme chilien, car les forces avec lesquelles on prépara la défense de 1807 ayant été organisées par provinces ou localités, on ne note aucune trace de l'existence d'aucun corps chilien, chose qui serait très étrange, alors que chaque corps se dénommait par le lieu auquel il apartenait.

J'ignore si ce put être quelque contingent vétéran. Dans l'*Essai Historique* du doyen Funes, vol. III, page 414, il est dit: qu'en conséquence de l'attentat connu par celui des "Quatre Frégates" dans lequel périt presque toute la famille du colonel don Diego de Alvear, le vice-roi Sobremonte "fit quelques efforts routiniers que son talent lui dicta".

Le Paraguay, Córdoba, Buenos Aires, et la Bande Orientale fournirent des milices en 1805, afin de prévenir des invasions, etc., etc. L'historien ne parle pas du Chili et ajoute que toutes ces précautions se réduisirent à rien lorsqu'on apprit que l'expédition anglaise s'était dirigée sur le Cap.

J'ignore, alors, s'il vint aussi des forces du Chili avec l'anticipation que supposent ces mesures, en tout cas, elles ne purent venir que comme piquet de vétérans, et si elles vinrent elles furent incorporées à la garnison de Montevideo. On ne sait rien de plus et on ne peut rien conjecturer de plus.

2.° Ce n'est que par la lettre de M. Fernández Lorca que j'entends prononcer son nom pour la première fois. Dans une compilation de documents sur les invasions anglaises que nous fîmes à Montevideo en 1851, le docteur don Valentín Alsina et moi, se trouvent de nombreuses listes de corps et de promotions faites en 1807, sans que l'on y rencontre aucun indice qui révèle l'existence de semblable "contingent chilien" comme l'appelle M. Fernández Lorca, pas plus qu'il n'est parlé de son aïeul comme officier ou chef de ce corps ou d'aucun autre.

Dans l'inspection et la visite que fit le Conseil Municipal à la Cathédrale, on vérifia l'existence d'une *banderolle* de celles que portaient les guides, et qui, nulle part, ne sont considérées comme drapeaux de régiment, pas plus qu'elles ne sont ce que les anglais appellent *colours*.

Il semble que cette *banderolle* fut présentée au Cabildo par don Juan Martín de Pueyrredón; et il s'en suit, que, comme celle là ne pouvait être la seule, les autres ont pu être perdues, cachées ou soustraites; et qu'en tout cas ce serait l'une d'elles que posséderait M. Lorca, comme il pourrait posséder et rendre la casquette ou le *plaid* de quelque soldat du corps vaincu.

Dans la journée du 5 Juillet 1807, il ne fut pas pris de drapeaux, non parce que les anglais ne apportèrent pas pour l'attaque, mais par suite de circonstances qui sont restées obscures. Le seul chef qui déclara, dans le procès Whitelocke, qu'il craignait d'apporter son drapeau, parce qu'il était convaincu de l'insuccès, fut le lieutenant colonel Duff, du 88.e. Mais dans le même procès, il est avéré que le 36.e apporta ses drapeaux et qu'il les hissa sur la Cancha de Sotoca, "*upon which* (dit le général Lumley) *I directed the colours of the 36th. regiment to be planted as a signal of encouragement to the others columns of the brigade*". Le 5.e les apporta aussi et les hissa sur les *Monjas Catalinas*, car le général Auchmuty dit: *I now save the colours of the 5th. regiment planted in the Convent of St. Catalina.*

Il est plus que probable aussi, que la brigade du général Craufurd les apporta, car il n'est pas constaté qu'ils furent laissés au quartier général.

Pour le reste, le témoignage définitif que les drapeaux qui sont conservés à Santo Domingo, sont ceux que rendit le régiment 71 en 1806, se trouve dans la déclaration que son chef, lui-même, le lieutenant colonel Pack, fit dans le procès Whitelocke, alors qu'il dit les avoir reconnus: et il ajoute que, pour que les anglais vissent qu'il les avait repris, il les fit hisser sur la tour de l'église, où ils restèrent jusqu'à ce qu'ils en fussent descendus pour être remis au temple qui les conserve aujourd'hui.

Voilà ce que j'ai à dire à M. le Président sur cet incident, en l'assurant de ma parfaite considération.

VICENTE F. LÓPEZ.

Buenos Aires, 3 Septembre 1882.

Monsieur don Torcuato de Alvear, président du Conseil Municipal de la Capitale.

Le capitaine d'artillerie don Santiago Fernández de Lorca figure dans l'une des actions qui eurent pour résultat la prise de cette ville par les anglais le 27 Juin 1806.

Destiné à la défense du pont de Gálvez, avec le commandement de deux pièces de 4, il prit part au combat qui eut lieu en ce point à l'approche de l'ennemi, et il se retira avec les canons, alors qu'il crut la résistance inutile, et les abandona ensuite dans les ornières, jusqu'à ce qu'au moyen de renforts on put les amener dans la place.

Celle-ci étant occupée par l'envahisseur, les forces de la défense furent dissoutes, désarmées et dispersées, jusqu'à l'arrivée de l'expédition de secours de la Bande Orientale. Le corps d'armée réuni précédemment dans cette Bande, fut défait, lui aussi dans l'action de Perdriel.

L'expédition Orientale, à sa sortie de Montevideo, se composait de 800 hommes.

A la Colonie on lui incorpora les milices de cette ville, et avec les trois cents et quelques marins qui furent débarqués, elle forma une force de 1 200 hommes. A Buenos Aires on lui en réunit 700 autres, composés ainsi: 200 citoyens patriotes, 200 lanciers de la frontière, 200 citoyens volontaires de cavalerie et 100 soldats de différents corps qui étaient restés dans cette place.

Avec ces forces, dans lesquelles ne figure pas le prétendu contingent chilien, on fit la reconquête de cette ville, et on prit *quatre drapeaux* à l'ennemi, ainsi que cinq cents fusils, 35 canons, 1 400 prisonniers et le général anglais avec 65 officiers, selon la relation de l'événement que le Cabildo de cette Capitale fit au roi.

En dehors du combat du pont de Gálvez, le nom du capitaine don Fernández

Nº VI



TROPHÉE DE LA RECONQUÊTE, 1806

de Lorca ne figure pas dans aucun des nombreux documents de l'époque que j'étudie, et en dehors des contingents de Córdoba, et de ceux indiqués et mentionnés par le P. Fr. Ignacio Grela, dans son sermon sur la reconquête, on ne rencontre aucune autre mention d'auxiliaires qui participèrent à ce glorieux fait d'armes.

Il semble, d'après le dit sermon, que les contingents de San Luis et de Córdoba furent cantonnés à Buenos Aires depuis le commencement de l'année 1806, ayant été requis lors de l'apparition d'une escadre anglaise dans la baie de Tous les Saints.

On ne conçoit pas comment on peut avoir un souvenir aussi spécial de ces contingents dans une occasion aussi solennelle, oubliant celui que l'on suppose venu du Chili sous le commandement de Fernández de Lorca.

Peut-être ce capitaine forma-t-il le contingent indiqué, dont les hommes se seraient ajoutés à d'autres corps de milices, ce qui ferait qu'il ne figurerait pas sous son nom dans ces événements, comme ne figure pas non plus celui de Córdoba.

La lettre de don Santiago D. Lorca à M. le duc de Cambridge rappelle une tradition de famille, sans autre preuve que l'objet exhumé après 76 ans d'une silencieuse occultation.

Suspendons, néanmoins, le jugement définitif sur le cas, pour donner le temps à d'autres preuves de se manifester, sans accepter jusque là, la tradition comme un fait historique.

Je crois que M. le duc de Cambridge observera une conduite analogue, ne se laissant pas surprendre par les affirmations de la dite lettre.

Le trophée étant en voyage pour l'Angleterre, adressé par un individu sans titre pour disposer de ce qui appartient aux efforts d'un peuple, nous devons espérer qu'il sera examiné, et au cas où il serait authentique, le vol commis par un capitaine chilien qui s'appelait Santiago Fernández de Lorca, d'un trophée pris à l'ennemi par l'action commune des peuples du Río de la Plata serait évident.

Si ce trophée et les autres pris par les argentins dans differentes guerres étaient remis à leurs nations respectives, avec lesquelles nous maintenons des liens de sang, d'amitié et même de gloires communes; s'ils étaient remis par leur propriétaire, la Nation Argentine, représentée par ses autorités constituées, l'acte très noble de la dévolution serait applaudi universellement et les démonstrations dont serait l'objet notre pays, pour ce grand exemple chevaleresque, produiraient des effets inappréciables.

Le XIX^me^ siècle mériterait d'être honoré par des démonstrations de ce genre, qui viendraient couronner ses grands progrès dans la vie de l'humanité.

J'ai manifesté la même idée, il y a longtemps, à différentes occasions dans lesquelles, comme dans la présente, on a produit l'exhibition de nos trophées, causant l'impression pénible qui ne peut manquer de se produire, reliés aussi étroitement que nous le sommes avec les nations auxquelles ils ont appartenu dans d'autres temps, comme enseignes de guerre.

Enfin, monsieur le président, loin de donner de l'importance à l'objet qui motive cette communication, je le considère comme un acte nul et sans valeur, entouré de circonstances graves qui justifient la plus sévère censure.

Croyant avoir ainsi répondu à l'honneur que vous avez eu l'amabilité de me

faire par votre lettre du 31 du mois dernier, j'ai le plaisir de vous adresser mes salutations et de vous assurer de ma plus parfaite considération.

MANUEL R. TRELLES.

Buenos Aires, 12 Septembre 1882.

A monsieur le président du Conseil Municipal, don Torcuato de Alvear.

Monsieur:

Pour répondre à l'honneur que vous avez bien voulu me faire, en m'adressant votre lettre du 31 Août, j'ai compulsé avec soin les nombreux et autorisés papiers que je possède sur les invasions anglaises de 1806 et 1807; et ce travail qui a retardé de quelques jours l'envoi de mon rapport, me permet d'avoir une confiance absolue dans l'exactitude prouvée des renseignements que je vais y consigner:

I

Avant tout, j'ai essayé d'établir le nombre des drapeaux anglais qui durent ou purent être rendus dans la reconquête de Buenos Aires le 12 Août 1806.

La base — et base solide et glorieuse — de la petite armée avec laquelle le général Berresford avait occupé cette ville le 27 Juin de cette année, était le régiment 71. Ce régiment se composait de deux bataillons et chaque bataillon avait un drapeau. Les deux drapeaux étaient en soie riche, (dit la relation contemporaine où j'ai pris ces détails) et portaient brodé au centre, sur fond rouge, entre deux branches de chardon fleuri, le numéro du régiment, qui, pour l'un d'eux était surmonté d'une couronne avec les lettres G. R.

Par rang d'importance, comme force numérique, il était suivi par le bataillon de Marine (340 hommes) commandé par le capitaine King. Ce corps avait été discipliné et dressé pour les opérations de terre, pendant la traversée, et on lui avait donné le drapeau rouge qui portait au centre les lettres: R. M. B. Ce drapeau était en laine.

Le troisième corps d'infanterie était composé de 182 hommes du régiment de Sainte Hélène, sous les ordres du lieutenant colonel Lane. Il débarqua avec un drapeau de la même couleur et de la même étoffe que celui du bataillon de Marine, s'en différenciant en ce que, au centre, au lieu des lettres, il avait le symbole de la mort: deux têtes de mort et deux os croisés de couleur noire.

Les artilleurs (132 hommes) n'avaient pas de drapeau.

Nous savons alors que cette armée avait quatre drapeaux, et c'est exactement le nombre de ceux qui furent rendus par les troupes du fort de Buenos Aires, selon ce qu'il est constaté par les rapports et documents officiels et les narrations contemporaines, et dans l'un desquels, parmi les inédits que je possède, on désigne spécialement les deux du 71.

En dehors de ces quatre drapeaux qui étaient ceux de l'armée qui se rendit avec eux, il y avait ceux de position, lesquels étaient deux le jour de la reddition celui qui était arboré sur le fort, résidence du gouverneur et forteresse principale, et celui qui flottait dans la position militaire du Retiro (ou place de Taureaux).

Ces deux pavillons étaient en laine et de grandes dimensions, entièrement semblables à ceux que l'on emploie dans la marine.

Les jours précédents il put y avoir un autre pavillon de ce genre dans la " Ranchería " (aujourd'hui Marché du Centre) où fut caserné le 71, mais après la concentration des forces anglaises, en conséquence du débarquement à "Las Conchas " de l'expédition de Montevideo, ce quartier fut abandonné, et si le pavillon y resta, il est certain qu'il n'était pas hissé.

Si nous ajoutons aux quatre drapeaux de l'armée les deux pavillons de position, celui du fort et celui du Retiro, nous nous trouvons en face de six étendards et c'est le nombre de ceux qui ont constitué et qui constituent aujourd'hui, dans ce pays, le glorieux trophée de la reconquête de 1806.

Le nombre maximum des drapeaux anglais qui purent être, et qui furent pris dans la reconquête étant connu, il faut voir quel sort leur fut destiné.

Ce sort nous est officiellement désigné par la relation de la reconquête adressée par le général vainqueur, don Santiago Liniers, au Prince de la Paix, datée de Buenos Aires, le 16 Août 1806.

Après avoir dit que le fort avait 35 canons montés et 4 mortiers, et qu'il lui fut remis plus de 1 600 fusils, le général Liniers ajoute: " en outre, nous leur avons pris 26 canons et 4 obusiers, *et les drapeaux du régiment 71, ceux que j'avais fait vœu de donner à Notre Dame du Rosaire.*"

Il convient de noter ici, qu'alors que dans d'autres documents, et dans le rapport adressé au roi d'Espagne par l'Ayuntamiento de Buenos Aires, le 20 Août 1806, il est dit qu'il fut pris *quatre drapeaux* à l'ennemi, ce qui est, à la vérité, le nombre de ceux que rendit l'armée anglaise avec ses armes, le général vainqueur mentionne seulement ceux du régiment 71, comme si ceux-là seuls méritaient cette mention, comme si les lumières de la gloire qui les avaient illuminés dans les deux hémisphères laissaient les autres dans l'ombre!

On comprend que le général Liniers se préoccupât et se souvint seulement des drapeaux du 71, car ils étaient comme trophée, les plus hauts gages qui pouvaient symboliser l'honneur et la gloire de la reconquête.

Les autres avaient peu d'importance auprès d'eux. Les drapeaux du 71, les plus célèbres de l'armée anglaise, avaient été arrachés des mains de ces mêmes soldats qui avaient repoussé en Egypte le premier capitaine du monde, tandis que les drapeaux du bataillon de Marine, improvisés pour l'aventure du Rio de la Plata, et celui des Verts de Sainte Hélène, qui ne pouvaient apporter, comme détachement, celui du corps auquel ils appartenaient, étaient des drapeaux sans histoire, et qui, peut-être, recevaient le baptême du feu.

Les drapeaux anglais furent portés au fort, et le 14 Août ils se trouvaient sur

deux sièges dans le grand salon, lorsque le général Liniers y entra, après le te-deum, avec le caractère de gouverneur militaire et politique dont il avait été investi le même jour ; ce qui mérite d'être rappelé, parce que Liniers fut dans cet acte le premier gouverneur de Buenos Aires qui prit possssion de la salle et du siège des vice-rois par la volonté du peuple, populairement manifestée et imposée.

Les drapeaux du 71 étant dédiée à la Vierge du Rosaire, et l'image de celle-ci étant vénérée dans l'église du couvent de Santo Domingo de cette ville, leur translation fut faite le soir du 23 Août du fort à ce temple.

" Les drapeaux étaient au nombre de quatre, dont deux du régiment 71, et ils sortirent du fort accompagnés par la foule et escortés par la compagnie de milices de Montevideo commandée par Juan Ellauri. Ils furent reçus à la porte du temple par la Confrérie de Notre Dame du Rosaire et la Communauté, qui les accompagnèrent jusqu'à l'autel de la vierge, où ils furent déposés à ses pieds, restant là en triomphe après le salvé, le rosaire et les litanies avec lesquels on célébra la victoire de la religion et du roi.

" Le jour suivant, 24, eut lieu la grande cérémonie à Santo Domingo, à laquelle assista le gouverneur, l'Audience, le Cabildo et Sa Seigneurie Illustrissime, et l'acte de la remise des drapeaux fut élaboré en présence de tous les grands et du peuple. La troupe s'était formée en dehors du temple avec 12 canons, et ceux-ci ainsi que les fusils tirèrent trois salves pendant la cérémonie ".

Au milieu des troupes de la reconquête, qui se formèrent ce jour là dans la rue appelée aujourd'hui Défensa, flottait le drapeau particulier des Volontaires de Buenos Aires, *blanc et cramoisi*, et celui des Miñones de Montevideo, qui était *jaune* ayant au centre le chiffre VC surmonté de la couronne royale [1].

Le reçu des dits drapeaux qui fut délivré au général Liniers, fut signé par frère Gregorio Torres, prieur de Santo Domingo, et la minute de l'acte fut enregistrée dans le Livre des Actes de la Confrérie du Rosaire.

Les drapeaux offerts avec ceux du 71, étaient celui du bataillon de marine et le pavillon qui flottait sur la position du Retiro.

Sur les deux autres (celui de la troupe de Sainte Hélène et le pavillon qui flottait sur le fort, amenés lorsque le général Berresford se rendit à discrétion), je ne connais pas, et je crois qu'il n'existe aucun document public qui établisse la forme et la date de la remise ou de la réception dans le couvent de Santo Domingo, de la ville de Córdoba (de Tucumán) où il existe une autre image de la vierge du Rosaire, objet de la dévotion particulière du général Liniers, dévotion dont il donna une nouvelle preuve en lui dédiant en 1810, son bâton de vice-roi, qui était conservé, et qu'on conserve encore, je suppose, dans les mains de cette image.

Ces deux drapeaux, qui maintenant nous sont parfaitement connus, et dont il

(1) Tous les détails que je donne, et beaucoup d'autres qui n'ont pas leur place ici, se trouvent dans les dossiers formés par le Cabildo de Montevideo pour constater les mérites et les services rendus par les habitants de cette ville pendant les invasions anglaises de 1806 et 1807, dont j'ai une copie autorisée par le notaire don Pedro Feliciano Sainz de Cavia (2 volumes) et des narrations, documents et autres papiers relatifs aux mêmes invasions, que collectionna don Pedro de Angelis (4 volumes).

existe dans mes archives une planche et une description minutieuse, autorisés avec la signature du prieur du couvent de Córdoba, frère Laurencio Torres, ce qui me permet de compléter ce que j'ai déjà dit sur eux en ajoutant: que celui de la troupe de Sainte Hélène a 2 ½ vares de long sur 2 de large, et celui du fort, 5 vares de long sur 3 de large, et que l'on ne connait rien sur leur sort, car on ne rencontre aucune référence à leur sujet, ni dans les papiers de Buenos Aires ni dans ceux de Montevideo.

Cette obscurité fut si complète, qu'ils ne sont pas non plus mentionnés dans les nombreux papiers du litige soutenu devant la Cour d'Espagne par les Cabildos de Buenos Aires et de Montevideo, sur le droit à l'adjudication pour leur ville respective des trophées de la reconquête.

Buenos Aires, représentée devant la Cour d'Espagne par don Juan Martín de Pueyrredón, demandait que les drapeaux pris fussent ajoutés, avec d'autres marques d'honneur, aux armes de la ville, capitale du vice-royaume; et Montevideo, dont le représentant était Nicolás de Herrera, faisait la même demande, comme ville reconquérante.

Dans les papiers de ce procès, que j'ai lus, j'ai rencontré des allusions aux quatre drapeaux placés dans le temple de Santo Domingo, de Buenos Aires, désignant les deux du régiment 71, mais pas un mot sur ceux de Córdoba, de sorte qu'il semble que le procès ne concernait que les quatre qui se trouvaient dans cette capitale.

La Cour d'Espagne décida définitivement la question en faveur de la ville de Montevideo, par la royale cédule du 24 Avril 1807, par laquelle il lui était concédé le titre de *Muy Fiel y Reconquistadora*, la faculté pour user de la dignité des Massiers, et d'ajouter à ses armes les drapeaux anglais rendus pendant la reconquête, avec une couronne d'olivier sur le Sommet traversée par une autre des Armes Royales, palme et épée [1].

Cette Cédule Royale a trait génériquement, *aux drapeaux* capturés pendant la reconquête, et comme on ne connaissait généralement que les quatre qui se trouvaient dans l'église de Santo Domingo de Buenos Aires, cela induisit le célèbre Père Cirilo, fondateur de la *Gaceta de Montevideo* en 1810, à placer seulement ce nombre de drapeaux anglais dans les Armes de cette ville, armes qu'il fit graver sur bois pour les mettre en tête de la *Gaceta*, et qui, quoique grossières et incorrectes dans tous leurs détails, sont jusqu'à ce jour les seules qui aient été publiées.

Mais cet écu, lui même corrobore l'authenticité vérifiée sous tous ses rapports, par tous les documents et tous le témoignages contemporains, des quatre drapeaux pris dans la reconquête, et qui sont conservés dans le temple de Santo Domingo de Buenos Aires depuis le soir du 23 Août 1806.

Et je dis *qu'ils sont conservés depuis lors*, car quoiqu'une division anglaise de l'armée de la seconde invasion ait occupé ce temple le 5 Juillet 1807, et que les glorieux drapeaux du 71, soient retombés entre ses mains, elle dut les rendre,

---

(1) J'écris cette partie, avec la connaissance des représentations faites en Espagne par don Juan Martín de Pueyrredón, par don Nicolás de Herrera et par son successeur pour la représentation de Montevideo, don José Raimundo Guerra, et ayant sous les yeux l'un des trois exemplaires authentiques de la Cédule Royale du 24 Avril 1807.

et de nouveau ils furent placés dans le temple: de sorte qu'ils n'en sortirent pas un seul instant, comme double trophée de la reconquête de 1806 et de la défense de 1807.

Le régiment 71 n'avait que deux drapeaux: un par bataillon, et les deux qu'il avait *lorsqu'il fut vaincu et fait prisonnier à Buenos Aires, le 12 Août 1806*, sont ceux qui existent dans l'église de Santo Domingo de cette ville.

Il ne peut exister et il n'existe aucun autre drapeau du 71, rendu dans l'action de Buenos Aires. Cela on peut l'affirmer en toute confiance.

II

Avec ce que l'on vient de relater, il est certain que, ni don Santiago D. Lorca, ni personne, n'a pu avoir un drapeau du régiment 71 perdu dans la reconquête de Buenos Aires.

Personne ne peut non plus l'avoir acquis pendant la *défense de 1807*, d'abord, parce que le régiment 71 ne faisait pas partie de l'armée du général Whitelocke, lequel était prisonnier à Buenos Aires depuis l'année précédente; secondo, parce que les deux drapeaux qu'il avait et qu'il perdit dans la reconquête, étaient dans l'église de Santo Domingo, et qu'ils n'en sortirent pas, en particulier le 5 Juillet 1807, et, enfin, parce que le général Whitelocke, quoique étant à la tête de 11 000 soldats, eut la singulière inspiration de venir à l'assaut de Buenos Aires sans drapeaux, les laissant dans un lieu éloigné avec une garde sûre.

Il n'est pas possible d'admettre non plus que, licitement, un individu d'une armée, quelle que soit sa hiérarchie, puisse acquérir, comme trophée ou comme propriété personnelle, un drapeau rendu en temps de guerre, parce que l'acquisition est faite par l'armée dans les rangs de laquelle combat celui qui le prend, et dans l'armée, la nation à laquelle elle appartient. L'individu qui s'empare en guerre d'un drapeau ennemi, exécute un acte méritoire, ainsi qualifié par les ordonnances militaires et en est récompensé, mais il ne doit pas le cacher, le conserver et encore moins le considérer comme sien, parce qu'il ne l'est pas. S'il le fait, le drapeau peut être revendiqué par la nation au service de laquelle combattait celui qui le prit.

Mais, en supposant que Lorca ait pu prendre pour soi-même, en combattant dans les rangs des reconquérants de Buenos Aires, l'un des drapeaux rendus par les anglais, voyons s'il eut une part personnelle et s'il eut l'occasion de s'en emparer dans les combats dans lesquels le régiment 71 fut vaincu et fait prisonnier avec ses armes et ses deux drapeaux.

D'après la note que j'ai reçue de monsieur le président du Conseil Municipal, Santiago D. Lorca dit que le drapeau du 71 qu'il a adressé à M. le duc de Cambridge " fut acquis par son aïeul, le sergent major don Santiago Fernández de Lorca, *chef du contingent qui fut envoyé du Chili au secours de Buenos Aires*".

Je peux affirmer immédiatement et formellement, qu'à la reconquête de Buenos Aires, où le 71 perdit ses deux drapeaux, *il n'y eut aucun contingent envoyé du Chili.*

Les forces de la reconquête furent: l'expédition de Montevideo, dont nous avons un état, avec spécification des corps qui la composaient, et signé par son chef, le général Liniers; les Volontaires de Buenos Aires, qui s'y incorporèrent, conduits par les patriotes qui, constitués en conspiration permanente contre la domination anglaise, s'étaient déjà battus au combat de Perdriel; et les autres habitants de Buenos Aires qui, de toutes façons, l'aidèrent.

Dans ces forces, qui sont les seules de la reconquête, on ne compte pas un seul homme qui ne fasse pas partie de l'expédition de Montevideo ou qui ne soit pas habitant de Buenos Aires; et ce fait, prouvé par tous les documents de l'époque est décisif. Il n'y eut pas de contingent chilien.

Il ne put pas non plus y en avoir, car Buenos Aires fut occupé par les anglais le 27 Juin, et si le Chili eut voulu la secourir, en accélérant le plus possible l'équipement et la marche de son contingent, et en supposant que le passage de la Cordillère eut pu se faire heureusement en plein hiver, il n'aurait pu arriver à temps pour prendre part à la reconquête, qui se fit le 12 Août suivant.

Et si le contingent ne put arriver pour la reconquête, son chef ne put pas non plus s'emparer d'aucun drapeau anglais qui fut pris à ce moment.

Mais, non seulement il n'y eut pas de *troupe du Chili* à la reconquête, mais la copieuse collection de papiers manuscrits et imprimés sur les invasions anglaises que j'ai eu l'occasion d'examiner, m'autorise à dire que ce contingent ne fut fourni, *ni avant, ni après.*

Ces papiers, officiels et particuliers, sont si nombreux, d'origines si diverses et si minutieux, que l'on y rencontre des renseignements de tout genre, non seulement sur les événements, quoique de la moindre importance, mais encore sur les individus qui y intervinrent d'une façon quelconque, même dans les rôles subalternes.

Par eux nous connaissons tout ce qui arriva depuis le 17 Juin 1806, pendant lequel on vit des vaisseaux suspects, et qu'on commanda de réunir les troupes de la faible garnison et que l'on donna l'ordre aux *commandants et aux capitaines* de la campagne de réunir leurs hommes et de les amener dans le *quartier des Catalinas,* jusqu'au 27, pendant lequel le vice-roi, se mettant à la tête de ses forces, qui se trouvaient à Barracas et dans ses environs, après avoir dit à haute voix qu'il prenait le chemin de la place, et pris, en effet, la rue alors appelée *del Temor,* qui allait dans cette direction, et dans laquelle, deux cuadras avant d'arriver aux carrefours qui portaient ce nom, il fit retourner les groupes dans la direction du camp (mouvement qui fut suivi par sa colonne), et abandonna ainsi le peuple viril que son imprévoyance et sa lâcheté rendaient sans défense, et le siège de son gouvernement dont il s'était rendu indigne et que ce même peuple ne lui permit pas de revenir occuper.

Nous assistons presque en témoins (tant il y a de détails) au casernement des quelques soldats permanents, des Dragons et du Bataillon d'Infanterie de Buenos Aires, qui étaient restés dans cette ville; à l'appel et à la réunion des milices à pied et à cheval, à l'arrivée des Lanciers de la frontière, et, enfin, aux rassemblements, à l'armement et à l'organisation improvisée des *Urbains,* c'est-à-dire des *citoyens,* qui, à l'appel d'alarme accouraient au fort pour demander des armes et des munitions, lesquels n'étaient pas en quantité suffisante ni en bon état de service, et que ceux qui devaient les recevoir ne savaient pas manier, parce que

l'autorité royale, qui dans cette passe ne pouvait se sauver que par l'effort du peuple, avait craint et empêché que ce peuple se familiarisât avec la connaissance et l'usage des armes.

L'artillerie de la place comptait un faible personnel, et pour utiliser le matériel de campagne, insuffisant et dispersé, il fallut improviser un service et le remettre, au moins en partie, entre les mains d'officiers incompétents (1).

C'était tout ce qu'il y avait. Mais, si nous ne rencontrons pas ici le *contingent chilien*, parce qu'il n'existait pas, nous trouvons, parmi les individus qui se présentèrent au fort à l'appel d'alarme, pour offrir leurs services personnels, *trois officiers des milices du Chili*, et parmi ceux qui, dans la retraite des Quilmes et ensuite de Barracas, manœuvrèrent les canons légers (ou *violents*, comme on les appelait), le dit don Santiago Fernández de Lorca.

Don Enrique Cardoso, qui, d'après la déclaration qu'il fit sous serment le 31 Juillet 1806, était Adjudant Major de Cavalerie de Milices disciplinées du Régiment de Coquimbo, dans le royaume du Chili, et se trouvait dans cette ville le 25 Juin, à l'appel d'alarme, se présenta au fort pour offrir ses services dans son arme ou dans celle de l'infanterie, qu'il connaissait aussi, et comme on lui dit qu'il serait incorporé où il le voudrait il choisit les Urbains, qui se réunissaient et il prit le commandement de la 3me. compagnie, à laquelle fut incorporé peu après, sur l'ordre du chef des Urbains, don Olaguer Reynales sous-lieutenant de milices du régiment de la Princesse, de la capitale du royaume du Chili, lequel, se trouvant accidentellement dans cette ville, se présenta également pour offrir ses services (2).

On incorpora aussi dans les Urbains, don Bernardo Cardoso qui, selon la narration inédite dans laquelle j'ai trouvé son nom, avait le grade de capitaine dans les milices du Chili, où il avait reçu le titre de citoyen; il était natif du Portugal et avait servi dans les vétérans de S. M. F., et s'était fait commercant, et *parce qu'il était venu pour affaires*, dit-il, *se trouva à la malheureuse reddition de Buenos Aires*.

Ces officiers du Chili que leurs affaires avaient amenés dans cette ville s'il s'était trouvé un contingent de troupes du Chili, s'y seraient incorporés, car ils prenaient les armes par sentiment et non par devoir.

Don Santiago Fernández de Lorca qui, d'après son petit-fils, vint comme chef du contingent du Chili, se présente à nous bien prématurément c'est certain, et sans contingent, ayant le commandement accidentel de deux canons légers dans la honteuse journée des Quilmes et dans l'inutile canonade du Pont de Gálvez à Barracas.

Cette apparition de Lorca comme capitaine au service de l'artillerie légère de Buenos Aires *avant et pendant les jours de la reddition* de cette ville, suffirait pour détruire complètement les suppositions de son petit-fils.

Et alors cela prouve à la fois qu'il n'existait pas ici, avant l'occupation de

(1) L'inspecteur Arce, dans son rapport au vice-roi, dit: "Les deux officiers qu'il y eut pour commander l'artillerie, quoique hommes de valeur et zélés, aucun n'était du métier, et ils étaient ajoutés, et l'un d'eux le jour même."

(2) Information du Cabildo de Buenos Aires sur la perte et la reconquête de cette ville en 1806.

Buenos Aires, de contingent de troupes du Chili, dont on suppose que Lorca était le chef, et que, après le 27 Juin, jour de l'occupation, il n'eut pas le temps de retourner au Chili, pour qu'on lui confiât le commandement d'un contingent de troupes, et pour que, repassant les Andes en hiver, il se trouvât le 12 Août suivant à la reconquête de Buenos Aires et pût avoir la bonne fortune de s'emparer d'un drapeau du régiment 71, lequel n'a pu être pris que pendant cette journée et non pendant une autre.

Mais, si Lorca n'était pas à Buenos Aires comme chef d'un contingent chilien, ni avant la reconquête, ni pendant la reconquête, il n'y était pas non plus *après* pendant la période des invasions anglaises.

Si ce contingent organisé au Chili, s'était mis en chemin pour venir au secours de Buenos Aires, occupé par les forces du général Berresford, quoique n'arrivant pas pour la reconquête, il serait arrivé plus tard, et il est impossible que personne n'ait parlé, ni de son organisation, ni de son voyage, ni de son arrivée dans cette ville ou dans tout autre endroit.

La vérité est que je n'ai trouvé aucun renseignement ni aucune trace du prétendu contingent dont Lorca était chef, ni dans les papiers du Rio de la Plata ni dans ceux du Chili que j'ai pu consulter.

Dans ceux du marquis de Sobremonte, dont je connais une partie de la correspondance et les actes des diverses Juntes de guerre qui eurent lieu après son départ de Buenos Aires, avant et après la reconquête, j'ai rencontré des renseignements sur de nombreux contingents préparés ou offerts par les provinces. De celui du Chili, pas un seul mot.

Pas la moindre trace non plus dans ceux de Buenos Aires, qui étaient très circonstanciés et où tout se disait et se commentait, surtout dans ceux qui circulaient manuscrits.

Dans les imprimés de Buenos Aires, on trouve les listes des dons patriotiques *du Cabildo et des habitants de Santiago de Chili, pour le secours de la capitale de Buenos Aires en 1807*, et les listes de ceux des dames de la capitale et de tout le royaume du Chili *pour remettre à Buenos Aires afin de venir en aide aux orphelins et aux veuves des illustres guerriers qui sont morts pour la défense de cette ville*, mais on ne rencontre pas non plus de renseignement à ce sujet, sur le contingent du Chili. Peut-on concevoir une semblable omission si un contingent de troupes chiliennes avait pris part à la reconquête ou à la défense de Buenos Aires...?

L'offre des caciques araucaniens Epuguer, Errepuento et Turugnanqun, capitaines principaux de Pitulquen, Valdivia et Chili, sur la côte du Cap Horn, à la fin de Décembre 1806, est aussi imprimée. Epuguer offrait contre les indiens envahisseurs de nos terres, 2 862 soldats, gens durs, et bien armés de piques, d'épées, de boules et de frondes, avec leurs vêtements en peau de taureau. Errepuento et Turugnanqun avaient à eux deux 7 000 soldats également armés et faisaient une offre semblable.

Pourquoi rendrait-on cette offre publique et cacherait-on le contingent de la troupe sœur, chrétienne et civilisée du Chili? Comment faire pour le passer sous silence surtout pour cacher une chose aussi importante et qui cependant l'est pour la postérité?

On ne peut l'essayer et on ne peut le faire. Les soldats, et les soldats qui se

battirent dans les rues de Buenos Aires et pour sa défense, ne pouvaient être ignorés et inconnus à Buenos Aires même.

Cela est impossible, et ils ne pouvaient ni ne voulaient tenter cette chose impossible ceux qui s'empressaient de livrer à la reconnaissance publique les secours en argent qui venaient du Chili, ceux qui ne cachèrent pas que le Chili leur venait en aide après la reconquête, en envoyant de la poudre, qui traversait la Cordillère neigeuse sur le dos de chiliens, d'artilleurs chiliens.

Le nombre et la composition des corps qui furent organisés après la reconquête, et de ceux qui prirent part à la défense de Juillet 1807, sont très connus. Les états de ces forces sont imprimés et tout le monde peut les connaître. S'il y avait eu un contingent de troupes chiliennes à la reconquête ou à la défense, il serait très connu, lui et son chef.

Si on ne le connait pas, c'est qu'il n'exista pas.

Quant à Lorca qui disparait de la scène à Barracas, le 27 Juin 1806, laissant ses canons enlisés [1], il est possible qu'il concourût individuellement à la reconquête et à la défense, mais, s'il le fit, il n'eut pas l'occasion de se distinguer.

On ne rencontre le nom de Lorca dans aucun des nombreux papiers imprimés et manuscrits dans lesquels sont enregistrés les noms de ceux qui, de quelque manière, se firent remarquer parmi ceux qui concoururent à la reconquête ou à la défense de Buenos Aires.

Il ne se rencontre pas non plus dans les listes imprimées des promotions militaires et des pensions accordées par le roi, le 9 Février 1808, et des promotions et des prix accordés aux militaires et aux civils par la Junte Suprême du royaume, le 13 Janvier 1809. Dans ces documents, tous les corps qui combattirent pour Buenos Aires contre les Anglais, sont nommés, et les prix furent accordés à toutes les classes de l'armée et des milices.

L'omission du nom de Lorca dans les rapports sur lesquels on décerna ces prix, peut avoir pour origine la mauvaise volonté ou l'oubli, s'il combattit pour la reconquête ou pour la défense, mais il est certain que s'il avait pris un drapeau anglais sur le champ de bataille, son nom ne serait pas resté dans la profonde obscurité dans laquelle il se perd.

III

Comme je dois supposer, ce que je me plais à faire, que don Santiago D. Lorca a cru de bonne foi qu'il possédait l'un des drapeaux du 71, rendu pendant la reconquête de Buenos Aires, je ne peux m'expliquer le fait qu'en acceptant la conjecture qu'il a pu tomber entre les mains de son aïeul, l'une des quatre banderolles de guides, que devait avoir ce régiment, deux par bataillon.

---

(1) Il est avéré par diverses déclarations reçues par le Cabildo de Buenos Aires dans l'information citée, que Lorca abandonna ses canons dans un bourbier, dans le chemin de la Convalecencia de Belén, d'où ils furent sortis par deux jeunes officiers, l'adjudant don Manuel Ruiz, de Buenos Aires, et le porte-drapeau don Juan Vázquez, de Montevideo.

Don Juan Martín de Pueyrredón, le jour de la reconquête, arracha une de ces banderolles des mains de celui qui la portait, au moment où il essayait de la cacher; il la présenta à l'Ayuntamiento de Buenos Aires, le 23 Août 1806, et ensuite elle fut déposée dans la cathédrale, où elle se trouve.

Cette banderolle est luxueuse comme les drapeaux, d'étoffe de même couleur, et porte, comme eux, entre deux branches de chardon, le numéro du régiment.

Les trois autres banderolles purent être cachées, ou égarées, comme fut caché ou égaré le bâton du tambour major du même régiment 71, lequel est conservé dans ma collection d'objets historiques. Ce bâton est luxueux, lui aussi, et porte gravé sur sa poignée d'argent le número 71, entre deux branches de chardon, comme les drapeaux et les banderolles.

La banderolle a pu parvenir entre les mains de M. Lorca comme le bâton est parvenu entre les miennes, mais elle ne put avoir dans ses mains et dans celles de ses descendants, d'autre signification que n'en a le bâton dans les miennes. C'est un souvenir précieux, mais ce n'est pas un trophée.

Ayant démontré de la meilleure façon qu'il m'a été possible, que les deux seuls drapeaux rendus par le régiment anglais numéro 71, sont ceux qui se trouvent dans l'église du couvent de Santo Domingo, de Buenos Aires; qu'aucun contingent chilien n'a concouru ni à la reconquête, ni à la défense de cette capitale, et que ni dans l'une ni dans l'autre ne se rencontre le nom de don Santiago Fernández de Lorca, j'ai l'honneur d'offrir à monsieur le président du Conseil Municipal, ma considération la plus distinguée.

ANDRÉS LAMAS.

Dans le même but, il fut adressé à monsieur le Gouverneur de Córdoba, le télégramme suivant, lui demandant des renseignements sur les deux drapeaux anglais qui se trouvent dans le couvent de Santo Domingo de cette ville.

Buenos Aires, 31 Août 1882.

Monsieur et Excme. Gouverneur de Córdoba.

J'attends de la bonté de V. E. qu'elle veuille bien me communiquer le plus vite possible tous les renseignements qui existent dans cette capitale au sujet des deux drapeaux anglais qui se trouvent dans le temple de Santo Domingo de cette ville.

En priant V. E. de ne pas omettre un renseignement ou un détail à ce sujet, ainsi que les couleurs, l'écu, la forme et les dimensions de ces drapeaux, j'ai le plaisir d'adresser mes salutations à V. E. avec ma plus parfaite considération.

TORCUATO DE ALVEAR.

Córdoba, 1.er Septembre 1882.

A monsieur don Torcuato de Alvear, président du Conseil Municipal de Buenos Aires.

OFFICIEL. — J'aurai le plus grand plaisir à satisfaire à votre demande. Aujourd'hui même je mets la main à l'œuvre.

Votre très affectionné.

M. JUÁREZ CELMAN,
Gouverneur.

---

2 Septembre 1882.

Monsieur don Torcuato de Alvear.

Buenos Aires.

Mon cher ami:

Me rendant aux désirs que vous m'exprimez dans votre télégramme, j'ai le plaisir de vous adresser les documents et les renseignements que j'ai pu recueillir sur les deux drapeaux anglais qui se trouvent dans le temple de Santo Domingo de cette ville.

Votre ami très affectionné.

M. JUÁREZ CELMAN.

Dans une réunion en date de ce jour, il a été reçu la lettre de V. P. R. du 21 courant que vous décidâtes le 19 du même mois de faire remettre par le frère don Francisco Letamendi, lequel, comme fondé de pouvoirs de l'Excme. don Santiago de Liniers et Bremond, gouverneur et capitaine général de ce vice-royaume et président de la Royale Audience Prétorienne, ajouta celle de S. E. du 27 Juillet dernier, écrite de sa propre main, par laquelle il lui ordonnait de remettre à ce couvent deux des drapeaux qui furent pris à l'ennemi britannique dans la grande victoire du 5 Juillet dernier, pour servir de trophées à l'Auguste Mère de Dieu, Notre Dame du Rosaire, en reconnaissance de sa protection spéciale. Dans cette généreuse action, la Confrérie reconnait tout les fonds de sa pieuse gratitude, et en la communiquant à V. P. R., toute la grandeur de sa bienfaisance. En présence de tels stimulants, elle a décidé de témoigner sa reconnaissance en

célébrant tous les ans une messe sollennelle à la gloire de Dieu, de sa Très Sainte Mère et pour la belle offrande de V. E., comme l'a manifesté le frére secrétaire en lui présentant le livre dans lequel est inscrit l'acte. Cette pieuse corporation a confiance dans le zèle de V. P. R. et dans son bon plaisir, zèle qui animera aussi cette sainte maison.

Dieu conserve de nombreuses années à V. P. R. — Córdoba, 27 Septembre 1807.

FRANCISCO VÁZQUEZ MAGEDA.

R. P. Prieur, Fr. Francisco Sosa.

COPIE FIDÈLE DE L'ORIGINAL EXISTANT DANS LE COUVENT DE SANTO DOMINGO DE CÓRDOBA

Description. — Des deux drapeaux qui existent dans Santo Domingo, envoyés par don Santiago de Liniers, comme il doit être constaté dans l' " Archivo del Ayuntamiento " correspondant à l'année 1807, l'un est un pavillon naval, rouge, avec le " Jack " bleu dans l'angle, comme c'est l'habitude, l'autre est probablement un drapeau de régiment, rouge aussi, avec la croix de Saint André de soie noire dans le centre et deux têtes de morts de soie noire aussi, il a 2,10 mètres de long sur 1,90 de large.

Les hampes des deux drapeaux sont de pin, évidemment faites ici, et les étendards y sont attachés.

Cela est conforme à ce que nous avons vu ici depuis que nous sommes dans ce couvent.

Couvent des Prédicateurs, Córdoba, 2 Septembre 1882.

F. REGINALDO TORO,
Prieur.

L'étoffe des drapeaux est en laine.

La croix de Saint André a 0,75 de longueur et les têtes 0,25 de diamètre.

VALE.

LETTRE DU COMMISSIONNÉ LETAMENDI

Comme fondé de pouvoirs de l'Excme. capitaine général de ce vice-royaume, don Santiago de Liniers et Brémond, célèbre reconquérant de la capitale et libérateur de l'Amérique du Sud, j'ai l'honneur de transmettre à V. P. R. la lettre de sa

propre main, du 27 Juillet dernier, qu'il m'adressa avec l'ordre de remettre deux des drapeaux qu'il prit à l'ennemi britannique dans la mémorable action du 5 du même mois, et son premier dimanche, comme un témoignage public de sa profonde gratitude envers l'Excme. Mère, Notre Dame du Rosaire, en reconnaissance de la protection divine et spéciale qui lui valut la victoire, et qu'elle lui accorda dans la reconquête.

Il est vrai que la remise des dits trophées à la Vierge Souveraine eut lieu ici au pied de son image miraculeuse, le 23 Août de la présente année, pendant laquelle ce M. Y. C. et le peuple célébrèrent la solennelle cérémonie que je lui dédie dans le même but, avant que ne m'arrivât la lettre de S. E., mais ce fut parce qu'elle fut égarée par le courrier qui l'apportait, mais je fus assuré officieusement de sa remise par don Vicente de Echeverría, par le conducteur du courrier ordinaire qui les apporta dans cette ville le premier dimanche du dit mois d'Août.

Les autres circonstances qui accompagnent les triomphes de notre héros sont telles qu'elles semblent parler la langue d'une Providence spéciale. Dans l'église des Prédicateurs de la Capitale, il se confirma dans le projet de la reconquérir, par une impulsion religieuse qui lui vint en observant que le premier dimanche de Juillet 1806, la procession habituelle du Saint Sacrement, ne sortait pas, pour éviter les outrages des hérétiques qui étaient les maitres. Dès lors aussi, il me chargea d'offrir, tous les jours, en son nom et à ses frais, le saint sacrifice de la messe par l'intermédiaire de Notre Dame du Rosaire dans son propre temple et sur son autel, pour la réussite de son entreprise.

Il est avéré que là furent consacrés d'autres drapeaux, et à cette occasion on donna la fête la plus somptueuse: là fut remporté une grande victoire, qui coûta à l'ennemi trois cents morts, et six ou sept cents prisonniers, parmi eux le général Craufurd et de nombreux officiers; là on leur prit les dits drapeaux, et on offrit ceux qui avaient été pris dans la dernière victoire; et c'est là même que l'on répéta une autre cérémonie d'actions de grâces pour ce merveilleux événement.

Ici commencèrent dans cette sainte maison les prières le jour où cela arriva, et la nouvelle en fut reçue ici le 15 du dit mois, le dernier jour de la neuvaine qui fut faite sur la demande de cette ville, laquelle avait déjà, le 12, porté en procession la miraculeuse image, comme on avait l'habitude de le faire dans les cas extraordinaires.

En apprenant cette heureuse nouvelle, ce peuple dévot s'en fut avec ses magistrats se prosterner à ses pieds, rempli d'une incommensurable reconnaissance. A cet acte assistèrent monsieur le Conseiller des Indes, don Hipólito Portillo, monsieur l'auditeur, don Miguel Moscoso et le beau père de notre héros, monsieur don Martín de Sarratea.

Monsieur le Doyen, docteur don Gregorio Funes, Proviseur, Vicaire Général et Gouverneur de l'Evêché, chanta le Salvé avec cette sainte Communauté et ensuite le te-deum, qui se termina par des acclamations à la divine Patronne de cette église, d'où il sortit un Rosaire par les rues, accompagné d'une foule nombreuse pendant cette nuit, malgré l'âpreté du froid, et avec les autorités.

Tels sont les fondements si extraordinaires et si singuliers dans lesquels l'Excellentissime Héros mit en confiance son insigne et pieuse reconnaissance. Cette reconnaissance est extrêmement glorieuse pour la divine protectrice des

temps, et spécialement honorable pour cette souveraine, miraculeuse image et un agréable souvenir pour ce saint couvent, comme pour cette ville, dont elle est l'objet de ses plus chères délices.

Ainsi, je suis persuadé que vous recevrez et conserverez ce trophée comme un monument perpétuel de tant de prodiges, et que V. P. R. disposera qu'il soit reçu de la manière qui le rendra le plus authentique, tant dans les fastes de cette maison religieuse, que dans notre Confrérie, dont la dite a l'avantage d'être membre.

Dieu conserve V. P. R. de nombreuses années.

Córdoba, 19 Septembre 1807.

FRANCISCO ANTONIO LETAMENDI.

R. P. Prieur, Fr. Francisco Sosa.

La Municipalité de la Capitale croit avoir accompli le devoir que lui imposait la représentation qu'elle exerce.

Les trophées qu'une nation acquiert par l'héroïsme de ses fils, sont aussi sacrés que les souvenirs qui constituent cet être naturel que l'on appelle la Patrie, et qui, de génération en génération, soudent comme dans une chaîne brillante les vertus et les gloires des morts avec les devoirs et avec les efforts auxquels sont assujettis les vivants, pour être dignes du legs dont leurs aïeux les ont honorés.

De là, et non d'autres considérations, est né le vif intérêt que le Conseil Municipal a eu de faire ces recherches, ou plutôt cette vérification du trophée patriotique que nous a laissé l'expédition de 1806 et dont le témoignage religieusement conservé dans les églises de cette ville, depuis le jour où le général triomphant le dédia aux images que l'on y vénère, trophée qu'a voulu faire disparaître ou tout au moins diffamer un individu qui, sans aucun titre a voulu s'approprier un drapeau qu'il n'a pas eu dans les mains et qui n'a pu lui être remis, mais qui a été victime d'une illusion, d'une erreur ou d'autre chose que l'on peut supposer, mais qu'il n'est pas nécessaire de qualifier.

Les recherches provoquées par la Municipalité ont une véritable valeur historique, et c'est pour cela qu'elle a cru devoir leur donner une forme solennelle et authentique, en les réunissant dans ces quelques pages qui sont publiées sous ses auspicies et avec un caractère strictement officiel.

En terminant, elle croit qu'il est de son devoir strict de remercier de leur concours les personnes dont les travaux ont servi à la confection de ces pages: Messieurs le brigadier général don Bartolomé Mitre, le docteur don Andrés Lamas, don Manuel R. Trelles, le docteur don Angel J. Carranza et plus spécialement le docteur don Vicente F. López qui s'est chargé de les composer et de les mettre en ordre.

TORCUATO DE ALVEAR

Mariano Obarrio,
Secrétaire.

En terminant, elle croit qu'il est de son devoir strict de remercier de leur concours les personnes dont les travaux ont servi à la confection de ces pages: Messieurs le brigadier général don Bartolomé Mitre, le docteur don Andrés Lamas, don Manuel R. Trelles, le docteur don Angel J. Carranza et plus spécialement le docteur don Vicente F. López qui s'est chargé de les composer et de les mettre en ordre.

TORCUATO DE ALVEAR

Mariano Obarrio,
Secrétaire.

Nº VII



TROPHÉE DE LA RECONQUÊTE, 1806

HISTOIRE DÉMOGRAPHIQUE DE BUENOS AIRES

PAR

ALBERTO B. MARTINEZ

HISTOIRE DÉMOGRAPHIQUE DE BUENOS AIRES

Dénombrements, recensements et estimations de la population, faits de 1602 à 1909. — Leur exposition et leur discussion, avec de nouveaux renseignements.—Publication de dénombrements inédits très importants. — Loi de l'accroissement de la population.

La ville de Buenos Aires, dont je vais esquisser l'histoire démographique en me servant des matériaux imparfaits et épars recueillis par les archives, fut fondée pour la première fois en 1535 par don Pedro de Mendoza; détruite par les indiens querandies en 1537, réédifiée ensuite et dépeuplée en 1539.

Le 11 Juin 1580, don Juan de Garay, lieutenant gouverneur, capitaine général et grand justicier et alguacil major dans toutes ces provinces, lequel était sorti de l'Assomption du Paraguay accompagné de 60 soldats qui "dans le but de servir Dieu, Notre Seigneur, se rangèrent sous l'étendard royal", mit un terme aux malheureuses fondations précédentes, et il jeta définitivement les bases de la ville qui s'est conservée jusqu'à présent, et il placa dans l'angle nord-est de la grande place actuelle de Mai, la pierre fondamentale qui commémore cet événement.

Les 60 hommes avec lesquels Garay fonda la ville de Buenos Aires en 1580, sont donc la base, le noyau précurseur de la population qui, à travers les temps et les mille accidents de la vie a représenté cette ville. Ces modestes 60 soldats ont été la semence féconde qui, en se reproduisant d'une manière extraordinaire pendant trois longs siècles, est arrivée à constituer, avec les masses humaines qui sont venues s'y ajouter de l'extérieur, la ville actuelle de Buenos Aires. De là nous devons forcément partir pour toute étude démographique rétrospective.

Mais, s'il est indubitable que Garay entreprit la fondation de la ville avec 60 soldats, il n'en est pas moins vrai que Buenos Aires avait en 1580 une population supérieure à ce nombre, à en juger par les renseignements historiques et par les documents que Garay, lui-même, nous a transmis. A part les tribus indigènes qui s'y trouvaient, c'est un fait prouvé qu'une grande partie des premiers habitants amenèrent de l'Assomption leurs familles et leurs serviteurs. C'est pour cela que le fondateur, en faisant la distribution des terres, énumère un chiffre d'habitants supérieur à celui que l'on donne généralement comme le premier, et quoique parmi les personnes qui reçurent des lots, il y en avait beaucoup qui ne se trouvaient pas dans la ville, cependant le nombre des présents était supérieur à 60.

Et maintenant il n'est pas facile de préciser quel a été la primitive population

civilisée de la ville, car, il n'existe pas de renseignements clairs à ce sujet. Un bibliophile et historien distingué, M. Manuel Ricardo Trelles, qui a mérité la gratitude de l'histoire de la patrie par la multitude des importantes recherches avec lesquelles il l'a enrichie, calcule que, autour des 60 soldats de Garay, il se groupa, la première année, une population civilisée de 300 personnes, en calculant que les membres de la famille et les serviteurs de chacun d'eux étaient au nombre de 5.

Plus loin, en m'occupant du dénombrement de 1602, j'aurai l'occasion de revenir sur le calcul de M. Trelles, en l'étudiant au moyen d'autres documents, pour rechercher quel degré de vérité il revêt.

Pour la meilleure exposition de mon travail, j'étudierai séparément chacun des inventaires, dénombrements, recensements ou estimations, faits par les autorités administratives ou particulières, pour en déduire finalement, la loi de l'accroissement de la population.

1602

Le premier inventaire de la population enregistré par les annales démographiques de Buenos Aires, ayant eu lieu après la fondation de la ville, est celui du 8 Octobre 1602, vingt deux ans après cette fondation.

Le 1er. Août, Hernando Arias de Saavedra avait de nouveau pris la charge du gouvernement de ces pays, et nommé don Pedro Luis de Cabrera pour son lieutenant général, qu'il envoya à Buenos Aires pour le remplacer, tandis que lui restait à l'Assomption " mettant quelque ordre dans le grand désordre des jours passés ", comme il le dit dans une note au Cabildo.

Le 6 Octobre 1602, le capitaine Francisco de Salas, lieutenant gouverneur et grand justicier de cette ville, dit: " Qu'il commandait et commande que tous les citoyens et habitants de cette ville, aussi bien maîtres que domestiques, seront et paraîtront devant Sa Grâce, le mardi suivant, huit de ce mois, à huit heures du matin, sur la place, à cheval et sur le pied de guerre avec toutes leurs armes et munitions, pour être passés en revue, sous peine de deux piastres d'amende pour frais de guerre, leur simple absence entraînant la condamnation ".

En vertu de cet ordre, par lequel il devait se présenter seulement les " citoyens et les habitants, aussi bien maîtres que domestiques, armés ", la revue ordonnée fut passée au jour et à l'heure indiqués, et il en résulta qu'il y avait 1 chef, 52 hommes de cavalerie, 14 d'infanterie et 14 absents, en tout 81 individus, classés comme suit:

Liste des armes

Le capitaine Víctor Casco de Mendoza, à cheval avec toutes les armes. L'échevin royal Bartolomé López, à cheval avec toutes les armes. Le sergent major Pedro Bernal, à cheval avec toutes les armes. Juan Díaz de Ojeda, à cheval avec toutes les armes. Francisco Muñoz, à cheval avec toutes les armes et le cheval armé. Diego de Trigueros, à cheval avec toutes les armes. Juan Ortiz, à cheval

avec toutes les armes. Cristóbal de Cáceres, avec la lance et le bouclier, à cheval. Andrés Lozano, à cheval, sa personne armée avec toutes les armes. Juan García, à cheval, sa personne armée. Diego García, à cheval, avec la lance et le bouclier. Antonio Vázquez, à cheval, sa personne armée. Nicolás de Ocampo, à cheval avec la lance et le bouclier et le cheval armé. Juan Martínez, à cheval avec le casque et l'arquebuse. Juan Nieto de Umanez de Usuna, à cheval avec toutes les armes. Pedro Rodrigo, à cheval avec l'arquebuse. Marcos Romero, à cheval avec la lance et le bouclier. Luis López, à cheval avec toutes les armes. Manuel de Avila, à cheval avec toutes les armes. Pedro Morán, à cheval avec les armes de sa personne et de son cheval. Andrés Guerra, à cheval avec ses armes. García Fernández Coronel, à cheval avec le bouclier, l'arquebuse et le casque. Manuel Botello, à cheval avec ses armes. Julián Ballesteros, à cheval avec son bouclier. Cristóbal Navarro, à cheval avec ses arms. Pedro Gutiérrez, à cheval avec ses armes. Pedro de Sayas, à cheval avec ses armes. Juan de Alarcón, à cheval avec le plastron, les épaulières, le bouclier et les demi brassards. Sebastián de la Vega, à cheval avec ses armes. Francisco Fernández, à cheval et avec ses armes. Bartolomé de Frutos, à cheval et avec ses armes. Pedro Isbran, à cheval avec ses armes. Simón Canero, à cheval, avec le plastron, les épaulières et le casque. Miguel Antúnez, à cheval avec l'arquebuse. Domingo de Guadarrama, à cheval avec ses armes. Domingo Griveo, à cheval avec les armes pour sa personne. Alonso Núñez, à cheval avec ses armes. Julián Pavón, à cheval avec ses armes. Alonso Palomino, à cheval avec ses armes. Juan de la Parra, à cheval avec ses armes. Sebastián de Orduña, à cheval avec toutes les armes. Gregorio Navarro, à cheval avec toutes les armes. Hernando de Mondragón, à cheval avec toutes les armes. Miguel de Rivadeneira, à cheval et avec les armes pour sa personne. Juan de Garay, à cheval, la personne armée. Juan de Castro, à cheval avec les armes.

Infanterie. — Juan Méndez, avec toutes les armes. Simón Méndez, avec toutes les armes, l'arquebuse et l'épée à la ceinture. Alvaro Méndez, avec le plastron et l'épée. Pedro Esteves, avec le plastron et l'épée à la ceinture. Pedro Ferreyra, l'épée et l'arquebuse. Sebastián Domínguez, le plastron, les épaulières et l'arquebuse. Alonso Velazquez, avec toutes les armes. Alonso Fernández, l'épée. Bartolomé Ramón, l'épée. Simón Madera, l'épée. Manuel Rabelo, l'épée. Gabriel de Burgos, l'épée. Antonio de Sosa, à cheval avec ses armes.

Ceux qui ne se présentèrent pas et qui étaient absents par congé: Felipe Navarro, Pedro Sánchez de Luque, Cristóbal de Luque, Miguel del Corro, Pedro de Frías, García Dotor, Juan González, Pedro Alonso, Pedro Gómez, le capitaine Luis Díaz de Guzmán, le capitaine Diego Ponce, Melchor Casco et ses frères.

Se présentèrent Diego Correa, avec l'épée et le casque; Lucas de Carbajal, l'escopette, la corde et une livre de poudre et de plomb.

Après la liste faite, se présentèrent Juan Domínguez Palermo, à cheval avec toutes les armes. Pedro Cabezal, à cheval, le casque, la pertuisane et l'épée. Juan Vizcaino, à cheval, avec la lance et le casque.

Et alors, comme Garay amena 60 soldats de l'Assomption " qui se rangèrent sous l'étendard royal ", avec lesquels il fonda la ville, en 1580, il résulte que l'accroissement de la population, en hommes de guerre exclusivement, fut, pendant les 22 années parcourues, d'un homme d'armes par année.

Mais ce dénombrement, comme je l'ai dit, se rapporte uniquement aux hommes d'armes, et il est logique d'admettre, parce que nous y sommes autorisés par des faits officiels antérieurs à 1602, que, si ce n'est tous, du moins, la majeure partie devaient avoir leur famille ici, comme c'était arrivé en 1580.

De sorte que je peux dire, comme précédemment, sans m'écarter beaucoup de la vérité, que chaque homme du dénombrement de 1602, avait à son côte cinq personnes de sa famille. Il y aurait eu alors, 405 habitants, auxquels on doit ajouter 67 veufs et 18 frères franciscains, en tout 500 personnes, plus ou moins.

Ce calcul a d'ailleurs été vérifié par un document de 1603 qui, grâce au labeur de M. Trelles, fut exhumé des archives, en même temps que d'autres non moins importants de ces époques historiques.

Le document auquel je fais allusion est la liste de la première répartition qui fut faite aux habitants de Buenos Aires des quantités de produits qu'ils pouvaient exporter en 1603, en vertu de la cédule royale de l'année précédente.

La liste des habitants de Buenos Aires en 1603 commençait par la femme de don Juan de Garay, avec ce titre: " Madame doña Isabel Becerra ", sans doute par reconnaissance et gratitude pour la mémoire du fondateur, qui était déjà mort; et la totalité des habitants se montait à 84, auxquels on doit ajouter cinq personnes par famille, soit 420, et d'autres personnes qui ne furent pas l'objet de la faveur royale, en tout 500 personnes plus ou moins.

Mais, le chiffre de 500 habitants pour la population de 1602 et 1603 est-il complètement exact? N'y aurait-il pas quelque document, aussi imparfait fut-il, pour mesurer le degré d'exactitude que ce chiffre présente? Doit-il être donné à l'histoire comme l'expression légitime de la vérité?

Heureusement dans les lointaines recherches que j'ai été obligé de faire pour reconstituer l'histoire de la population de cette ville, à partir d'une date rapprochée de celle de sa fondation, jusqu'aux temps présents, j'ai rencontré un document très précieux, inédit, que l'on conservait dans les archives de l'église paroissiale de la Merced, et lequel jette quelque lumière sur le tableau obscur de notre passé.

Je veux parler du premier livre ou cahier de ceux qui constituent les archives de l'ancienne et primitive paroisse de la Cathédrale, dans lesquels sont enregistrés les baptêmes et les mariages célébrés à Buenos Aires pendant les années 1601 et suivantes.

J'ai déjà montré l'importance que j'attribue à ces renseignements en étudiant cette partie de mon travail; je crois qu'ils ne contiennent pas tout le mouvement démographique de cette époque; mais je pense aussi qu'ils sont un auxiliaire très utile pour rechercher le degré d'exactitude des dénombrements faits; car, si l'on a comparé, par exemple, le chiffre des décès avec celui de la population supposée, et si l'on trouve une mortalité de 100 pour 1 000, et qu'il n'y a aucun précédent qui démontre que ces décès sont produits par une épidémie qui a ravagé la population, on peut assurer avec certitude, que l'un des termes du calcul est faux, et il y a tout lieu de croire, avec le plus de probabilités, que c'est celui du nombre des habitants. Il en est de même pour les baptêmes et pour les mariages. Une natalité de 80 pour 1 000 et 50 mariages pour 1 000 habitants sont des phénomènes démographiques inconnus.

Et alors: selon les livres de la primitive paroisse de la Cathédrale, pendant les

années 1602, 1603 et 1604, on inscrivit, respectivement, 74, 27 et 533 baptêmes, ce qui donnerait, pour chacune de ces années, une natalité de 148, 54 et 1 066 pour 1 000 habitants, en faisant le calcul sur 500 personnes.

Les proportions élevées qui résultent pour les années 1602 et 1604, particulièrement, surpassent toutes les prévisions démographiques connues jusqu'à ce jour, et elles doivent être rejetées immédiatement. Elles ont une explication simple. Pendant ces années on baptisa aussi dans l'église de San Francisco, qui servait aussi de paroisse, beaucoup d'indiens des tribus soumises, et des nègres esclaves et adultes, introduits par divers navires. Dans la seule année 1604, on baptisa 487 nègres esclaves.

D'ailleurs, c'est un fait qui se répète fréquemment dans l'histoire démographique de Buenos Aires, comme nous le verrons dans le cours de cette étude, et l'on doit faire bien attention dans l'élimination de chiffres qui paraissent suspects à première vue.

De sorte que, si de tous les chiffres des baptêmes, nous excluons ceux qui proviennent de l'inscription des indiens et des nègres esclaves, la proportion de la natalité sera très réduite pour ces temps, et on pourra l'accepter sans inconvénient.

Il nous reste à examiner le chiffre des mariages. En 1602, année du dénombrement on nota 8 mariages, ce qui, sur la même population de 500 personnes, donne une proportion de 16 pour 1000, ce qui n'est pas très élevé, et que rationnellement on peut accepter. C'est la moyenne qu'eut Buenos Aires, environ trois siècles après.

Au moyen des mêmes livres du mouvement démographique de 1602, j'ai pu obtenir une preuve concluante, à l'encontre de l'exactitude du dénombrement fait pendant cette année, et en faveur du calcul que j'ai fait du nombre des absents que j'ai adjugé à chacun des individus qui assistèrent à la revue.

J'ai eu le soin de réviser attentivement les inscriptions sur les registres de 1602, et par ce moyen j'ai formé une liste des personnes adultes qui figuraient comme acteurs ou témoins dans les mariages, et comme parents ou parrains dans les baptêmes. J'ai ensuite comparé les noms de ces personnes adultes avec ceux qui figurent dans l'inventaire, et de cette façon j'ai pu me faire une idée des omissions qu'il présente.

Ainsi dans l'inventaire ne figurent pas les suivantes personnes qui, en 1602, étaient présentes dans la ville :

Alvarez Gaetán, Julio Barbos, Francisco Bernabé, Antonio Bermúdez, Amador Bas de Alpoin, María Burgos, Ana da Costa, Cristóbal da Costa, José da Costa, Juan de la Carre et sa femme, Margarita Cabral de Melo, María Cuitinio, Beatriz Cubilla, Ana Carmona, María Cobos, Juan de Mendoza Dabalos, Pedro Díaz, Isabel Dabalos, Juana Enciso, Ana Escobar, Catalina Encinas, Baltasar Ferreyra, Gracia Fernández, Antonio Fernández, Beatriz Ruiz Figueroa, Pedro Frías, Alonso García, Benito Gómez, María García, Pablo González, Isabel Gómez, Miguel Gómez, Juan Gómez, Felipa Hernández, Isabel Humanés, Antonia Humanés, Magdalena Hernández, María Hurtado, Juana Holguín, Andrés Jiménez, Leonor Lencinas, Juan López, Magdalena López, Inés Morán, María Mendoza, Alonso Muñoz, Diego Núñez de Prado, Francisco Núñez, Jerónima Pérez, Inés Pérez, Pedro Ruiz, Inés Reyes, Francisco Ribera, Ruiz Díaz, Juan Ramírez, Sebastián

Ramírez, Francisco Salas, Juan Luis Salvatierra et sa femme, María Sanabria et Lucía Valderrama.

Ce qui fait en tout, sans compter les enfants, 62 personnes, dont les noms ne figurent pas dans l'inventaire, quoiqu'elles se soient trouvées dans la ville dans l'année où il fut fait.

On dira qu'une partie des hommes soustraits à l'inventaire, le furent parce qu'ils n'étaient pas en état de porter les armes, et d'un autre côté, parce qu'ils étaient venus s'établir ici après cette opération. Il est très possible que la première hypothèse soit vraie, mais pas la seconde, parce que, à cette époque, il était très difficile, sinon impossible, d'entrer dans la ville, même pour les sujets de la couronne.

En 1603, un an après l'inventaire, le capitaine Manuel de Frías, lieutenant du gouverneur et grand justicier, fit sortir 28 personnes de la ville, lesquelles provenaient du Brésil, et étaient venues sans la permission de Sa Majesté. Et ces personnes, dont les noms ont été conservés, étaient, sauf une, sujets du roi d'Espagne [1].

---

(1) Voici le document qui fait connaître l'expulsion :

EDIT

Dans la ville de la Trinidad, port de Buenos Aires, le 15 Septembre 1603, le capitaine Manuel de Frias, lieutenant du gouverneur et grand justicier, dans la dite ville, par le roi, notre seigneur, ordonne : Qu'en exécution et pour l'accomplissement des ordres de S. M. ordres qui lui furent donnés lorsqu'il vint dans ce port avec la dite charge, il a embarqué et fait sortir 28 personnes qui étaient venues de la côte du Brésil et entrées ici, sans la permission de S. M. ; et pour qu'il soit constaté comment on a opéré, il a commandé et commande à moi, notaire, que des édits et diligences par sa grâce sur ces faits, lui donne témoignage des noms, des oboles, personnes et navires dans lesquels elles vinrent, et de la peine infligée aux maîtres pour les avoir amenées, sans autre chose, et ainsi il décida, commanda et signa.

MANUEL DE FRIAS.

En accomplissement de ce qui précède, moi, Gomez de Saravia, notaire public et du Cabildo et des finances royales de cette ville de la Trinidad, port de Buenos Aires, par le roi, notre seigneur, fit relever les noms des personnes que le dit capitaine, lieutenant du gouverneur et grand justicier, fit embarquer parce qu'elles étaient entrées dans ce port sans permission de Sa Majesté, et des navires dans lesquelles elles s'embarquèrent et qui dans le dit édit sont ainsi désignés :

Simon de Acosta, portugais ; Simon Ferrera, portugais, dans le navire nommé *Nuestra Señora del Rosario ;* maître Ignacio Ramos, qui sortit de ce port le 2 Juin de cette année 1603 ; Manuel Nuñez, portugais ; Simon Mendez, portugais, dans le navire nommé *San Antonio ;* maître Juan Quintero, qui sortit de ce port le 3 Juin de la dite année ; Salvador Peijoto, Manuel Nuñez, Domingo Rodriguez, Pedro Ferreyra, portugais, dans le navire *San Juan Bautista ;* maître Gaspar Mendez, sortit le 4 Juin de cette même année ; Rodrigo Ferreyra, argentier ; Manuel da Rocha, l'échevin Luis de Acosta, Pascual de Acosta, Alvaro Mendez, Manuel Delcazar, Juan Bautista, portugais ; Antonio Alfonso, Manuel Alfonso, dans le navire nommé *Nuestra Señora del Carmen ;* maître Vicente Francisco, qui sortit de ce port le 15 Juillet ; et à la même date Bautista Sebastian Lopez, de nationalité portugaise, ecclésiastique, prêtre, qui semble être entré dans ce port sans la permission de S. M., et le dit

Ce document, comme beaucoup d'autres qui sont conservés de cette époque, nous montre de combien de difficultés était entourée l'entrée des personnes dans la ville, et, il sert, par cela même, pour affirmer qu'il est très improbable que pendant la seule année 1602, 62 personnes environ aient obtenu du roi la faveur de s'établir ici; d'où l'on peut conclure que les noms qui ne figurent pas dans l'inventaire, sont une omission de cette opération.

1664

Divers documents officiels, d'authenticité plus ou moins douteuse, existent, comme on le verra bientôt, sur la population de Buenos Aires.

Le premier, et le plus important, est un dénombrement des habitants, fait pendant cette année, lequel contient, en outre des noms, des titres et de la généalogie de chacun des habitants l'énumération des enfants qu'ils ont eus, et beaucoup d'autres renseignements importants pour l'étude de la composition de la société coloniale de cette époque.

La connaissance de ce dénombrement est due à M. don José Blas de Gainza, qui le " copia littéralement dans un ancien cahier ", lequel était, sans doute, l'original qui devait se trouver alors dans les archives du Cabildo, dans laquelle corporation figure souvent cet homme; et à la publication qu'en fit dans le *Registro Estadístico de la provincia de Buenos Aires*, année 1859, tome I, le distingué bibliophile Manuel Ricardo Trelles, qui l'avait eu de Fernando Bernal, lequel, dit Trelles, conservait ce document comme un souvenir de famille.

Dans ce dénombrement, ne figurent que les noms des habitants établis qu'il y avait à cette époque, 7 Janvier 1664, à Buenos Aires, lesquels étaient au nombre de 267.

On omettait, comme on le voit, les femmes, les enfants et les autres personnes de la famille, qui se trouvaient au foyer au moment où le dénombrement était effectué; les forces de la garnison; les corporations religieuses, et, surtout, la population noire, esclave ou libre, qui formait une masse importante, comme j'ai pu le juger par les nombreuses études des livres dans lesquels se trouve le nouvement démographique de l'époque, et par les recensements postérieurs dans lesquels on distingue la population par couleur.

Alors, le chiffre de 267 habitants, n'est qu'une minime partie de la population de la ville.

Le distingué historien argentin, docteur don Vicente López, est de la même opinion, qu'il appuie sur le témoignage bien informé et affirmatif d'Azcárate du Biscay.

---

capitaine permit au dit maître de l'emmener; Juan de Torres, italien; Domingo de Olivera, Antonio de Acevedo, portugais, dans la caravelle *San Benito;* maître Antonio Fernandez Camiña, qui sortit du dit port le 24 du dit mois de Juillet de cette année; Gonzalo Alvarez, mulâtre, Domingo Cordero, Leon de Vinero ou Pantaleon Francia, Jorge del Rey, Luis Alvarez, Guillermo Juan, Francisco Hernandez de Viana, dans la caravelle *Nuestra Señora de la Concepción;* maître Francisco Diaz, qui sortit de ce port le 18 Août dernier de la dite présente année. Et aux dits maîtres, il fut infligé une peine de 500 piastres.

D'après cet auteur, qui vint deux fois à Buenos Aires, de 1658 á 1663, à la première époque, il y avait déjà à Buenos Aires, quatre cents maisons, ce qui suppose un nombre double, pour le moins, de propriétaires, que celui donné par le dénombrement. Quatre cents maisons supposent quatre cents familles, et un nombre d'habitants de 1 200, car on ne peut compter chaque famille comme étant composée de moins de six individus, l'une dans l'autre (1).

D'après le docteur López, Azcárate du Biscay " se montre tellement bien informé et si affirmatif dans ses nombres, qu'on ne peut méconnaître que, lorsqu'il dit catégoriquement quatre cents maisons, c'est parce qu'il les a comptées, comme il compta les autres nombres dont il parle. Ainsi, nous le voyons donner une garnison de 250 soldats et de 600 miliciens qui faisaient l'exercice trois fois par an les jours de fête, et il dit que lui-même il les compta. Il ajoute qu'il connaissait des capitalistes possédant de 100 à 200 000 patagons et qui faissaient le commerce des articles étrangers; qu'il y avait environ 200 familles de trafiquants au détail et de 1 500 à 2 000 esclaves. Ses comptes de frets, d'états, d'impôts, des obligations et autres qu'il fait dans ses négociations, sont si nombreux et si exacts, qu'ils révèlent en lui un homme, non seulement de comptabilité et d'ordre, très avancé pour son temps, mais admirablement versé dans la statistique et dans ses détails ".

D'après cela, le docteur Vicente F. López pense que, " si en 1658, Buenos Aires comptait 400 maisons, il y avait évidemment 400 propriétaires et 400 familles, ce qui donne approximativement 2 000 habitants; lesquels, avec les serviteurs et dépendants, dans un temps où l'esclavage rendait énorme le nombre des parasites de chaque famille, devaient donner, au moins, un total de 8 000 habitants, entre hommes, femmes et enfants de toutes les classes ".

V. López cite seulement, comme documents officiels publiés par Trelles, relatifs à la population de 1664, les deux suivants: le premier, " une pétition transmise par le gouverneur au nom de la population, demandant la franchise et sollicitant de ne pas poursuivre l'expulsion des portugais en égard à la décadence et à la pauvreté où se trouvait la colonie, depuis que l'on avait ordonné cette expulsion, et que l'on avait défendu le commerce avec ces étrangers; et le second, un décret indéfini qui ne décidait rien " (2). Mais il ne mentionne pas le dénombrement publié dans le *Registro Estadístico* de 1859, auquel j'ai fait allusion plus haut. Néanmoins, tous ces documents donnent, avec peu de différence, le même nombre d'habitants.

Le nombre de 8 000 habitants attribué par le docteur López à la ville de Buenos Aires en 1664, ne peut, d'aucune manière être accepté, ni d'après le mouvement vital de ces années, ni d'après les lois logiques de l'accroissement de la population.

Le dénombrement de 1744, fait 78 ans après, donne à cette ville 10 223 habitants; et les lois de l'accroissement végétatif n'étaient pas telles que l'on puisse admettre que dans ce long espace de temps, la population n'aurait augmenté que de 2 223 âmes, car le tableau que nous reproduisons dans une autre partie de ce

(1) Voir *Historia de la República Argentina*, par V. F. López, tome I, pages 183 à 187.
(2) Voir *Revista del Archivo*, par M. R. Trelles, vol. 4. page 410.

travail, montre, heureusement, que de 1700 à 1749, la population augmenta, par le seul fait de l'accroissement naturel ou reproductif, de 12 712 habitants.

Mais, nous avons un autre moyen de connaître le degré de vérité de tous ces calculs, et c'est par les registres paroissiaux, dont je me suis déjà servi dans le cas précédent. Ces registres, je le répète, ne représentent pas scrupuleusement tout le mouvement vital de la ville, mais leurs renseignements, quoique insuffisants, servent pour projeter quelque lumière dans cette obscure investigation rétrospective.

Selon le livre des recettes de l'ancienne paroisse de la Cathédrale, unique registre dans lequel, à cette époque, on annotait le nombre des décès, en 1664, il fut enterré à Buenos Aires 105 hommes et 54 femmes, en tout 159 personnes; en 1665 il en fut inhumé 136, et en 1663, 158.

Et alors: si nous comparons les chiffres des décès avec celui de la population supposée par le docteur López, 8 000 habitants, on obtient une mortalité de 19,87 pour 1 000 personnes en 1664; de 17 en 1665 et de 17 en 1663; proportions excessivement faibles, que présentent aujourd'hui les villes qui ont fait le plus de progrès hygiéniques, et que l'on ne peut admettre pour la Buenos Aires d'alors à en juger par les documents officiels recueillis par l'histoire sur l'hygiène de ces temps.

Cela est, en effet, parfaitement vérifié et prouvé par des documents de divers genres, que la salubrité de Buenos Aires n'a pas été dans le passé ce qu'elle semblerait résulter du nom trompeur que porte la ville, mais qu'au contraire, de nombreuses et très grandes épidémies, résultat des conditions détestables d'hygiène municipale et particulière, ont décimé la population.

Mais, si le chiffre de 8 000 habitants ne peut être accepté pour la population de 1664, parce qu'il s'y oppose, d'un côté, la loi de l'accroissement végétatif, et d'un autre, la proportion de la mortalité de ce temps, on est alors forcé d'en déduire un autre logiquement, pour le remplacer.

Le dénombrement de 1664 contient, comme on l'a vu, le nombre des habitants établis seulement, lesquels étaient 267, mais chacun de ceux-ci exprima dans le même document, le nom de la femme et celui des enfants qu'il avait eus, sans spécifier malheureusement, s'ils étaient vivants, morts ou absents.

Le nombre des femmes consigné dans ce dénombrement se monte à 183 et celui des enfants à 365, ce qui, ajouté aux 267 habitants donnerait un total de 815 personnes, chiffre qui, contrairement au précédent, a l'inconvénient d'être très réduit et de donner une mortalité de 101 pour 1 000.

Je pense alors, pour toutes ces raisons, et considérant l'accroissement naturel de la population et l'indice de la mortalité, que l'on peut accepter comme chiffre prudent, celui de 4 000 habitants pour 1664. De cette manière, la proportion de la mortalité générale oscillerait entre 38 et 39 pour 1 000 personnes vivantes pendant ces années.

Après tout, comme il s'agit du dénombrement le plus ancien que l'on connaisse de la population de Buenos Aires, avec spécification de noms, de titres et de renseignements généalogiques, qui revêtent sous beaucoup de rapports, une grande importance historique, je renvoie le lecteur qui voudra approfondir cette étude au *Registro Estadístico* cité, où il trouvera ce document in extenso.

1744

Pendant cette année, 80 ans après le dernier dénombrement, on en fit un autre à Buenos Aires, d'après lequel la population comprise dans les 8 sections en lesquelles était divisée la ville, plus la garnison, se montait à 10 223 habitants.

Cette population, classée d'après le sexe, l'état civil et l'âge, était composée de la manière suivante:

SEXE	ETAT CIVIL				AGE										TOTAUX
	Célibataires	Mariés	Veufs	Sans spécification	Jusqu'à 1 an	1 à 3 ans	4 à 6	7 à 10	11 à 20	21 à 30	31 à 40	41 à 50	51 et plus	Sans spécification	
Hommes	2 003	992	38	1 943	97	192	241	325	544	519	324	220	143	2 371	4 976
Femmes	1 313	1 056	252	1 988	5	18	15	47	89	79	65	34	30	4 229	4 609
Non spécifié	—	—	—	638	—	—	—	—	—	—	—	—	—	638	638
Totaux	3 316	2 048	290	4 569	102	210	254	372	633	598	389	254	173	7 238	10 223
	10 223				10 223										

Quant à l'origine, au sexe et à la couleur, elle se divisait ainsi:

ORIGINE	SEXE			COULEUR				
	Hommes	Femmes	Non spécifié	Blancs	De couleur	Blanches	De couleur	Non spécifié
De Buenos Aires	317	380	—	155	90	209	85	158
De Córdoba	35	25	—	12	5	13	4	26
De Corrientes	8	—	—	1	—	—	—	7
De Mendoza	4	3	—	—	—	1	—	6
De Salta	4	—	—	1	—	—	—	3
De Jujuy	3	2	—	1	—	—	—	4
De Santa Fé	12	17	—	8	2	15	1	3
De Santiago	9	4	—	4	1	2	—	5
De Tucumán	7	4	—	1	—	1	12	9
Indiens	75	83	—	—	6	9	—	131
Chiliens	13	1	—	—	—	—	—	14
Paraguayens	35	2	—	12	2	2	—	21
Péruviens	21	2	—	1	2	—	—	20
Allemands	1	—	—	—	—	—	1	1
Espagnols	230	23	—	66	5	14	—	167
Français	8	1	—	7	—	—	—	2
Anglais	7	—	—	3	—	—	—	4
Italiens	10	—	—	3	—	—	—	7
Portugais	40	—	—	8	—	3	—	29
Etrangers	37	—	—	27	—	—	—	10
Non spécifiée	4 100	4 062	638	763	658	842	565	5 972
Totaux	4 976	4 609	638	1 073	771	1 111	669	5 590
	10 223			10 223				

Relativement aux principales professions, occupations ou moyens d'existence des habitants, la population se divisait ainsi:

Avocats	2	Tailleurs	50
Agriculteurs	33	Boutiquiers	137
Maçons	21	Domestiques	44
Propriétaires de magasin	20	Argentiers	37
Fermiers	26	Forgerons	18
Barbiers	21	Cordonniers	72
Menuisiers	32	Propriétaires	141
Commerçants	75	Soldats	320
Journaliers	37	Esclaves	1 010

Trelles, qui révisa attentivement les données de ce recensement, crut devoir ajouter au chiffre de 10 223, celui de 895 personnes, auquel il calculait les omissions notées dans l'examen de chaque nombre.

Les additions de Trelles sont:

Magistrats, chefs et leurs familles, non compris dans le recensement	210
Ecclésiastiques séculiers et réguliers, moines, etc.	387
Filles et esclaves de militaires non recensés	298
	895

La population de Buenos Aires serait pour 1744, de 11 118 habitants.

Est-ce le chiffre exact?

L'historien distingué Luis L. Domínguez, considère comme très au dessous de la vérité le résultat donné par ce recensement, quant au chiffre absolu de la population, " parce que quand le père Cattaneo visita cette ville en 1730, il calcula qu'elle comprenait 1 000 espagnols, 4 000 créoles et 11 000 nègres métis, soit un total de 16 000 habitants; et le père Gervarsoni, la même année, calculait 24 000 âmes, dont le tiers composé de noirs ".

" C'est un fait observé constamment, ajoute l'historien argentin, que le recensement officiel a toujours donné des résultats semblables, et cela provient de ce que les habitants déguisent la vérité par crainte que le gouvernement augmente les gabelles et les contributions " (1).

Il est facile de concevoir que l'inventaire de la population de 1744, comme ceux qui se sont faits avant et après à Buenos Aires, n'embrassait pas la totalité des habitants, comme ne l'embrassent pas ceux qui sont faits de nos jours, mais ce qu'il est difficile d'admettre, c'est que le chiffre des omissions revêtisse la proportion qui résulterait des calculs des pères Cattaneo et Gervarsoni, sur lesquels s'appuie l'historien Domínguez.

En effet, en 1730, Buenos Aires ne pouvait avoir les 24 000 habitants que lui attribue le père Gervarsoni, car en acceptant ce chiffre, nous serions forcés de repousser le calcul, très logique, de Concolorcorvo, fait pour 1770, d'après lequel, la population se montait à 22 007 habitants, et le recensement du vice-roi Vértiz,

(1) *Historia Argentina*, page 141.

de 1778, qui donne 24 205 âmes, parce qu'il n'est pas possible d'acepter que dans l'espace de 40 ans, pour le premier cas et de 48 pour le second, loin d'augmenter par l'accroissement végétatif et l'immigration, la population aurait diminué de 2 000 âmes, dans le premier cas, ou serait restée stationnaire dans le second.

Le tableau du père Gervarsoni doit donc être éliminé de ce tableau démographique rétrospectif, parce qu'il s'écarte par trop de la vérité.

Celui du père Cattaneo, quoique plus modeste, doit subir le même sort, car, le dénombrement de 1744 peut ne pas être parfait, comme le reconnait très bien le distingué bibliophile Trelles et dont il excuse lui-même en grande partie les omissions, ces omissions ne peuvent aller jusqu'à 8 ou 9 000 habitants, ce qui serait la différence entre la population calculée par le père Cattaneo et celle de 1744, et en plus l'augmentation végétative.

Il nous reste toujours, comme explication, le recours aux registres paroissiaux pour juger de la véracité de ce dénombrement.

En 1744, il fut baptisé dans la ville 556 enfants qui, sur une population de 11 118 habitants que donne le recensement de cette année, avec les additions ajoutées par Trelles, donnent une natalité de 50,0 pour 1 000 personnes vivantes. En 1743, année précédente du dénombrement, la natalité fut de 47 pour 1 000, et en 1745, année postérieure au dénombrement, elle fut de 63. Le peu de différence qui existe entre les deux premières, montre que les chiffres sont vraisemblables, et que la natalité qui en résulte peut aussi être acceptée, parce qu'elle rentre dans les lois démographiques.

Pendant la même année 1744, le nombre des décès fut de 321, ce qui, sur une population de 11 118 habitants, donne une mortalité de 20,7 pour 1 000 personnes vivantes, proportion très faible, et relativement à laquelle j'ai eu l'occasion de parler.

En supposant que Buenos Aires eusse eu en 1744, la population que lui donnait le père Gervarsoni pour 1730, 24 000 habitants, il résulterait qu'elle aurait eu dans la première de ces années, une natalité de 23,1 pour 1 000, et une mortalité de 9,6 pour 1 000, nombres tellement faibles qu'ils ne peuvent être acceptés.

De sorte que, comme conclusion, si on reconnait que le recensement de 1744, comme tous ceux qui ont été faits dans la ville, comporte quelques omissions, je ne crois pas qu'elles assument des proportions telles que l'on arrive à des chiffres qui résulteraient des calculs faits par les pères Cattaneo et Gervarsoni pour 1730 et cette opinion se trouve confirmée par les lois de l'accroissement de la population, déduites de différents recensements, et par le mouvement vital de cette population.

1753

De ce recensement, il existe seulement dans les archives la note qui indique que l'on fit celui de tous les habitants, ce qui est constaté par un accord du Cabildo du 4 février 1756.

1756

D'après l'accord que je viens de nommer, le gouverneur Andonaegui ordonna au Cabildo de faire un dénombrement des habitants capables de porter les armes. En vertu de cet ordre, le Cabildo nomma par un accord du 16 Février, 8 échevins et divisa la ville entre eux.

L'infatigable bibliophile Trelles, a seulement trouvé dans les archives deux cahiers relatifs à ce dénombrement, faits par les échevins.

Ces deux cahiers, qui correspondent uniquement à la partie sud de la ville, donnent un total de 630 individus capables de porter les armes.

Le quartier de l'est donnait 222 et celui de l'ouest 408 habitants.

La ligne de division des deux quartiers est mentionnée par les deux cahiers sous le nom de *Calle de la esquina de don Francisco Bracho,* et la rue appelée aujourd'hui Victoria les séparait du reste de la ville.

1759

Le dénombrement des citoyens de la ville ordonné pour cette année par le Cabildo, existe dans les archives, et les quatre cahiers qui le composent donnent les résultats suivants:

Cahier du quart de la ville, échevin don Alonso García de Zuñiga.....	291
" d'un autre id., par les échevins don Blas Antonio de Castro et don José Ramos.....	289
Id. id., par l'échevin royal don Jerónimo Matorras et l'échevin don Bernabé de Denis y Arze.....	368
Id. id., par l'échevin don Anselmo Velazco et le lieutenant de dragons don Juan Sánchez.....	245
	1 193

Trelles espérait qu'une étude plus approfondie de ces cahiers permettrait de fixer plus tard les limites confusément indiquées dans ceux des quatre parties de la ville auxquels ils se réfèrent, et expliquerait aussi le nombre réduit des habitants qui résultait de ce dénombrement. D'un autre côté, il ajoutait que, aussi élevé que l'on supposerait le nombre des personnes de la famille de chaque citoyen, il n'en résulterait jamais un chiffre rationnel pour exprimer la population que devait alors avoir la ville.

1766

De ce dénombrement, on n'a rencontré que les renseignements se rapportant à l'un des quatre quartiers en lesquels fut divisée la ville et ses environs. Il donne le chiffre de 1 985 habitants.

On voit alors que ce chiffre ne peut servir pour une étude sérieuse, et si je le note, c'est simplement comme date historique.

1770

Pour cette année, il existe, heureusement, un calcul, sinon exact, du moins très approché, de la population de Buenos Aires, à en juger par les dénombrements et les estimations qui furent faits ensuite.

Concolorcorvo, un voyageur qui se disait descendant des Incas, et qui avait résidé dans la ville depuis 1749, estimait, en 1770, dans un recueil formé avec les régistres des 5 paroisses qui existaient alors, et publié dans un livre extrêmement curieux, le *Lazarillo de ciegos Caminantes desde Buenos Aires hasta Lima*, pour cette année, à 22 007 habitants la population de la ville de Buenos Aires.

La connaissance du chiffre de la population calculé dans le livre du pretendu Inca, qui est donné par Trelles dans le *Registro Estadístico* de 1856, et qui fut reproduit ensuite par le docteur de la Fuente dans le recensement national de 1869, est due à une copie de ce livre faite par le docteur Juan María Gutiérrez qui contribua tant au progrès des lettres et à la culture des études historiques en Amérique. Mais dans cette copie on ajoute les totaux suivants:

Esclaves, nègres et mulâtres des deux sexes.....	4 163
Libres, id., id., soldats.....	450
Ecclésiastiques	77
Moines	485
Nonnes	112
	5 287

sans dire s'ils sont compris dans la population générale ou s'ils sont comptés à part.

Mais, tant Trelles, que l'historien Domínguez, le recensement national de 1869 et le docteur Emilio R. Coni [1], ont accepté comme population de cette ville, en 1770, le chiffre de 22 007 habitants, admettant que ces totaux sont compris dans cette population, et c'est dans ce sens que je l'accepte aussi.

L'historien Domínguez s'occupait, dans le chapitre XII, de la période comprise entre 1770 et 1776, et disait que, la première année, " un *recensement* fait par le Cabildo donna pour résultat 22 007 habitants dans les cinq paroisses de la capitale",

(1) *Movimiento de la población de Buenos Aires desde su fundación hasta la fecha.*—1879.

ce qui veut dire, si l'affirmation de cet historien est exacte, que le calcul qui passe comme un original du faux Inca, ne l'est pas, et ce n'est qu'une révélation du dénombrement qui fut fait alors.

Mais, s'il y eut un dénombrement officiel en 1770, ce qui parait indubitable comme nous le verrons par les détails de la suite, dans les archives n'existent pas les cahiers correspondants, ou, du moins, Trelles ne les a pas trouvés pendant les nombreuses années qu'il a consacrées à la recherche des précieux documents que contient ce dépôt.

Dominguez va plus loin, relativement au recensement de 1770. Il dit que des 22 007 habitants, 3 639 étaient des hommes blancs, 4 508 des femmes et 3 985 des enfants. La population masculine se composait de 1 398 espagnols, 456 étrangers et 1 785 fils du pays. L'armée se composait de 4 770 hommes, le clergé séculier et régulier de 942 individus. Le chiffre de la population était complété par 4 163 esclaves des deux sexes.

Ces résultats divers que Dominguez présente comme faisant partie de la somme totale de la population, ne forment pas celle de 22 007 qu'il donne, mais ils l'excèdent de 3 639 individus, d'où il résulte que quelque erreur a dû se glisser dans le groupement des chiffres.

J'ai combiné de plusieurs manières les résultats de Dominguez, mais je n'ai pu arriver à former le chiffre de 22 007 habitants, de sorte que je les transcris sous la responsabilité de l'auteur qui les publia, me contentant, pour ma part, de manifester que, en ce qui a trait au nombre absolu de la population, cet historien est d'accord avec ce qui apparait comme résultat du calcul de Concolorcorvo.

La comparaison des chiffres du mouvement démographique de 1770 avec ceux de la population de cette année, donne les résultats suivants: Il y eut 1 533 baptêmes, 617 décès et 266 mariages qui, sur une population de 22 007 habitants donnent, respectivement, une natalité de 69, une mortalité de 28 et 12 mariages pour 1 000.

Relativement au chiffre élevé de 69 baptêmes pour 1 000 personnes vivantes, qui apparait pour 1770, et qui dénoterait un chiffre trop faible pour la population parce qu'on ne peut supposer que l'on ait inscrit dans les registres paroissiaux un plus grand nombre de baptêmes que celui qu'il y eut réellement, je suis porté à croire qu'il est produit par le baptême de nombreux indiens et noirs, fait très fréquent dans l'histoire démographique de cette ville.

Quant à la proportion de la mortalité générale, 28 pour 1 000 habitants, je crois que c'est celui qui correspond à la salubrité de Buenos Aires à cette époque. Celle des mariages, 12 pour 1 000, je la considère aussi comme étant dans le mouvement démographique.

De tout cela, je conclus, que le recensement ou le calcul de Concolorcorvo pour 1770, est compris dans l'accroisement logique de la population, et d'accord avec le mouvement démographique.

1778

Pendant cette année, arrive à la tête du gouvernement le vice-roi Juan José de Vértiz, le plus progressiste de ceux qui ont gouverné dans le Río de la Plata, le vice-roi qui, plus qu'aucun autre, a rattaché son nom aux initiatives les plus fécondes et les plus durables de toute l'époque coloniale, et, homme supérieur, il comprit que l'une de ses premières nécessités était de connaître le chiffre et la composition de la population qu'il allait gouverner, et dans ce but, il résolut d'exécuter l'ordre royal du 10 Novembre 1776 qui disposait qu'il serait fait annuellement un dénombrement.

En parlant de ce dénombrement, Trelles dit: " Il existe dans les archives les cahiers particuliers et originaux, tant de la ville que de la campagne, avec lesquels nous avons pu vérifier l'état général que publia la *Revista del Plata* de 1853.

" Le dit état général, nous l'avons trouvé dans les archives, où il n'en existe qu'un brouillon incomplet, mais il est constaté par un accord du Cabildo de cette époque, qu'il fut commandé à l'échevin doyen, don Gregorio Ramos Mexías, lequel le présenta au Cabildo après qu'il l'eut fait.

La population comprise dans la ville et ses alentours était, en 1778, de 24 255 personnes, ainsi réparties:

	ETAT DES HOMMES						ETAT DES FEMMES					TOTAL DES DEUX SEXES
	Mariés	Veufs	Célibataires	Enfants	Etrangers établis	Total des hommes	Mariées	Veuves	Célibataires	Enfants	Total des femmes	
Espagnols	2 322	139	1 774	2 558	1 028	7 821	2 451	786	2 204	2 457	7 898	15 719
Indiens	72	8	132	64	—	276	71	28	85	84	268	544
Métis	66	10	90	123	—	289	83	34	136	132	385	674
Mulâtres	314	32	517	503	—	1 366	409	155	732	491	1 787	3 153
Nègres	521	54	957	421	—	1 933	609	139	987	447	2 782	4 115
Totaux	3 295	243	3 450	3 669	1 028	11 685	3 623	1 142	4 144	3 611	12 520	24 205

D'après un tableau qui accompagne ce recensement, le nombre des habitants d'âge élevé était en 1778, le suivant:

De 60 à 70 ans	De 70 à 80	De 80 à 90	De 90 à 100	De 100	De 101 à 106	De 112
667	201	85	33	11	5	1

Le nombre des religieux des couvents qui existaient alors, était de:

COUVENTS	Prêtres	Choristes	Frères lais	Novices	Frères servants	TOTAL
Santo Domingo	31	18	10	—	—	59
San Francisco	51	19	20	13	3	107
Recollets	17	2	18	3	—	40
Campagne	10	—	6	—	1	17
De la Miséricorde	48	19	12	—	—	89
Bethlémites	—	—	15	10	—	25
Totaux...	167	58	81	26	4	336

Celui des religieuses et orphelines était:

COUVENTS	Professes	Servantes	TOTAL
Sainte Catherine..	45	7	52
Sainte Claire.....	27	—	27
Orphelines	—	64	64
Totaux..	72	71	143

Le résultat de ce recensement n'a, jusqu'à maintenant été discuté par aucune des personnes qui s'occupent de ces matières chez nous, parce qu'il paraît être d'accord avec la loi générale de l'accroissement de la population résultant de quelques dénombrements.

Je vais, cependant, soumettre le recensement de 1778 à l'épreuve à laquelle j'ai soumis les précédents, pour voir s'il conserve une relation logique et possible, démographiquement parlant, avec le mouvement vital de cette année.

En 1778, d'après les renseignements scrupuleusement extraits par moi des registres paroissiaux, on baptisa dans la ville 1 474 enfants, on célébra 253 mariages et on inhuma 780 cadavres; chiffres qui, comparés avec la population de 24 205 habitants, donnent respectivement, une natalité de 60,8, 12,2 mariages et une mortalité de 32,2 pour 1 000 personnes vivantes.

Les chiffres absolus des baptêmes, des mariages et des décès de 1778, que j'ai transcris, conservent une relation logique avec tous ceux de la décade, et aussi avec la moyenne de celle-ci, c'est pour cette raison que je pense qu'on peut les accepter comme l'expression exacte de la vérité. Quant aux chiffres relatifs résultant de la comparaison des chiffres absolus avec la population, je pense que, à l'exception de celui de 60,8 pour 1 000 qui apparaît pour la natalité et qui semble assez élévé, les deux autres doivent être regardés comme la traduction fidèle de l'état social et vital de cette année. Et, si on ne peut faire aucune objection sur le

chiffre de 24 205 habitants, c'est qu'il est un peu inférieur à celui que devrait présenter la ville pour que son mouvement démographique fut plus normal.

De tout cela, je conclus que, le chiffre de 24 205 habitants, qui résulte du recensement de Vértiz pour la population de 1778, est d'accord avec le résultat des dénombrements faits auparavant et après lui, et avec le mouvement vital de l'année, qui est donné par les registres paroissiaux.

1779

Cette année le Cabildo ne fit pas le recensement pour des raisons qu'il exposa dans son accord du 27 Octobre.

Malgré cela, le vice-roi ordonna aux alcaldes de barrio de faire un autre dénombrement, et il en existe dans les archives, 15 cahiers originaux, mais la somme d'habitants qu'ils indiquent se monte seulement à 18 346, ce qui démontre clairement que quelques uns ont été perdus.

De sorte que je ne peux le donner que comme antécédent.

1790

Le vice-roi Arredondo, en prenant la charge du gouvernement trouva affaiblie l'institution des alcaldes de barrio, œuvre du progressiste vice-roi Vértiz.

Alors, par un décret de la même date, il essaya de corriger les défauts de cette institution, et il éleva à 20, au lieu de 16, le nombre des alcaldes, pour autant d'autres quartiers de la ville.

Le vice-roi Arredondo termine son décret, rappelant la création de son collègue Vértiz, par les paroles suivantes, qui jettent quelque lumière sur la population probable de Buenos Aires en 1790.

" Il me semble très utile de soutenir ce plan, inventé par Vértiz, qui ne fut pas supprimé par le marquis de Loreto, que j'ai essayé de perfectionner, et qui, sans doute, contribue visiblement, pour une grande part, à l'amélioration du gouvernement et de l'administration d'un " pueblo ", qui pourrait compter aujourd'hui *60 000 âmes à peu près*".

Le vice-roi ne dit pas clairement si le " pueblo " dont il parle est celui formé par la ville proprement dite et la campagne réunies, ou s'il fait allusion uniquement à la première, mais, comme il s'agit d'une création essentiellement urbaine il y a des raisons pour penser que son calcul versait uniquement sur la ville.

Et alors, on peut affirmer que le vice-roi a exagéré, car son calcul est contradictoire avec le recensement de 1778, fait 12 ans auparavant, et avec ceux qui ont été faits officiellement dans la suite, en 1810 et 1822.

Il n'est pas possible, en effet, d'admettre que, dans l'espace de temps compris entre 1778 et 1790, cette population, qui avait si peu de motifs d'augmentation, se soit accrue de 35 795 habitants, ou de 2 982 par an, ce qui supposerait une augmentation arithmétique relative de 147 % pendant les 12 ans.

Mais les calculs d'Azara pour 1801 et les recensements de 1810 et 1822 achèvent de détruire l'affirmation du vice-roi Arredondo, parce que, si Buenos Aires avait eu 60 000 habitants en 1790, elle ne pouvait en avoir 20 ans après 45 000 d'après le recensement de 1810, et encore moins 55 416 en 1822 comme l'indique le recensement fait 32 ans après, parce qu'il n'existe aucun antécédent qui démontre que, au lieu d'augmenter, la population ait décru, en se perdant l'accroissement végétatif et immigratoire.

Le mouvement démographique de 1790 achève enfin de démontrer que le chiffre de la population supposé par le vice-roi Arredondo est inexact.

Pendant cette année, on enregistra dans les 6 paroisses qui existaient (1) 1825 baptêmes, 833 décès et 238 mariages. J'observe que ces chiffres présentent un ordre logique de relation avec tous ceux de la décade, comme le lecteur peut le voir dans le tableau que je donne dans la seconde partie de cette étude. En comparant les chiffres précédents avec celui de la population du vice-roi Arredondo, 60 000 habitants, il résulte une natalité de 30 pour 1 000, une mortalité de 13 et 3 mariages.

La lecture seule de la proportion qui résulte pour les trois phénomènes constitutifs du mouvement vital, montre que le calcul du vice-roi Arredondo est exagéré, et que même on peut le réduire de moitié.

1801

Don Félix de Azara qui avait résidé vingt années dans l'ancien vice-royaume du Rio de la Plata, retourna en Europe en 1801, et sept années après son arrivée, il publia, dans ses *Viajes por la América Meridional*, un calcul, réputé aujourd'hui comme très exact, de la population de Buenos Aires.

D'après Azara, celle-ci se montait en 1801, à 40 000 habitants.

Comme on le verra dans le cours de cet ouvrage, le calcul d'Azara a été pleinement confirmé par les études sérieuses ou par les recensements qui ont été faits ultérieurement.

De même l'étude comparative du mouvement démographique de 1801 et du chiffre de la population, qui est faite pour la première fois aujourd'hui, parce qu'auparavant on manquait de renseignements, confirme le calcul d'Azara.

En effet, en 1801, on inscrivit dans les registres paroissiaux, 2 231 baptêmes, 1 040 décès et 374 mariages. Ces chiffres comparés avec celui de la population de 40 000 habitants, calculée par Azara, donnent une natalité de 56,27 pour 1 000, une mortalité de 26 et 9,3 mariages. A l'exception du premier chiffre qui est un peu élevé, les deux autres sont dans la possibilité démographique, et confirment pleinement le calcul de l'auteur des *Viajes por la América Meridional*.

(1) Catedral, San Nicolás, Concepción, Monserrat, Piedad et Socorro.

1806

L'année 1806 est l'une des dates mémorables de l'histoire de la ville de Buenos Aires.

Le 29 Juin de cette année, une colonne anglaise de 1 506 vétérans aguerris entre triomphalement dans les rues de la ville et s'en empara par surprise, grâce à la lâche ineptie des autorités qui présidaient à ses destinées.

Peu de temps après, le 12 Août 1807, les habitants se soulevèrent comme un seul homme, et, après de sanglants combats, dans lesquels l'élément créole déploya un grand héroïsme, et mesura la valeur de ses forces pour se préparer à la grande Révolution, l'armée conquérante fut complètement vaincue, et se rendit sans condition, avec ses armes et ses drapeaux.

L'indépendance assurée, la domination anglaise repoussée, la paix rétablie et les esprits tranquillisés de ce côté, les habitants de Buenos Aires ne reconnaissent plus l'autorité du lâche vice-roi qui les avait abandonnés à leur propre sort au moment de l'épreuve, et ils l'empêchent d'entrer dans la ville.

La victoire sur les anglais et la déposition du vice-roi, sont les deux grands faits précurseurs de la révolution nationale de 1810. C'est pour cela qu'il est du plus grand intérêt historique de rechercher avec toute la véracité possible, à combien se montait le nombre des habitants de la ville qui réalisa de telles prouesses.

Deux chiffres extrêmes, appuyés par des historiens dignes de foi et par des documents divers, se présentent à l'étude du démographe comme population de Buenos Aires en 1806: celui de 45 000 habitants et celui de 70 000. Les historiens distingués, Trelles et Mitre, appuyent le premier, et le non moins grand historien Vicente F. López, le second [1].

Dans les longues recherches que j'ai dû faire de tous les antécédents sur les recensements de la population qui existent dans les archives nationales, j'ai rencontré quelques cahiers se rapportant à un recensement fait en 1806, après l'invasion anglaise, parce qu'il y figure quelques noms de soldats de l'armée d'invasion.

Ce recensement fut exécuté, selon qu'il est exprimé dans quelques registres, en vertu d'un " édit ordonné par le seigneur régent de cette royale audience, à cause de l'absence du vice-roi, et œuvre de ce dit seigneur régent et du Cabildo ", et il existe seulement dans les archives, les cahiers correspondants aux quartiers 3, 5, 6, 9, 10, 12 et 16.

Dans le recensement de 1910, dont je publie les détails plus loin, la ville était divisée en 20 barrios ou quartiers, de sorte que si la division avait été la même en 1806 pour le recensement, comme tout autorise à le croire, on voit qu'il manquerait beaucoup de cahiers pour compléter le nombre de la population totale.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que tous les érudits historiens argentins qui ont élucidé dans une discussion mémorable, avec des copies de nombreux renseigne-

(1) Voir *Registro Estadistico de Buenos Aires*, année 1856; *Comprobaciones históricas*, par BARTOLOMÉ MITRE, chap. X et XI, et *Historia de la República Argentina*, par V. F. LÓPEZ, chap. XXV, page 495, tome I.

ments [1], le chiffre de la population de 1806, ont compté comme rien, même pas comme simple antécédent, le recensement fait cette année, et dont on trouve une partie des cahiers dans les archives, lesquels ont été publiés par Trelles dans ses *Registros Estadísticos*.

Le général Mitre a affirmé dans son *Historia del General Belgrano*, que " le 29 Juin 1806, une colonne anglaise de 1506 hommes entra triomphalement dans les rues de Buenos Aires, tambours battants et drapeaux flottants, prenant possession d'une ville de 45 000 âmes ".

Le docteur Vicente F. López, faisant dans son *Historia de la República Argentina* une revue du développement économique et social de la capitale du vice-royaume au moment de l'occupation anglaise, dit: " Quant à la population, le docteur don Mariano Moreno, lui-même, son frère Manuel, le Doyen Funes et beaucoup d'autres que nous considérons comme les mieux informés et de plus grande autorité, nous assurent que Buenos Aires comptait 70 000 âmes en 1806 ".

Manuel Ricardo Trelles soutient, avec les registres du recensement de 1810 exhumés par lui, que, si Buenos Aires avait 45 000 habitants lors de ce dernier recensement, elle ne pouvait en avoir 70 000 quatre années auparavant, parce qu'il n'y a rien qui justifie cette diminution de 25 000 âmes.

Le général Mitre s'appuie pour accepter le chiffre de 45 000 habitants sur les lois de l'accroissement de la population qui résulte de l'examen de quelques registres paroissiaux; sur le recensement de 1778 ordonné par le vice-roi Vértiz, sur le calcul d'Azara pour 1801, et sur le recensement de 1810.

Il cite en outre, l'opinion de l'annotateur de l'ouvrage célèbre du minéralogiste Helms, lequel visita cette ville en 1798; une relation sur le viceroyaume du Rio de la Plata, publiée à Londres après l'invasion, et extraite des meilleures sources; l'autorité de Wilcocke, " le mieux informé de tous ceux qui, à cette époque, écrivirent sur le Río de la Plata ", et celle du Major Gillipie, " qui fit partie de l'expédition de Berresford, et fut fait prisonnier à Buenos Aires, et qui, comme tel, habita l'intérieur du pays et prit quelques connaissances de ce pays et des naturels ".

D'après cet historien, le chiffre de 70 000 habitants pour Buenos Aires, fut propagé trompeusement par sir Home Popham, qui, ayant entrepris la conquête sans l'autorisation du gouvernement britannique, adressa aux commerçants anglais un manifeste, accompagné d'une lettre géographique de l'Amérique, dans laquelle il les incitait à participer au marché du Río de la Plata, leur présentant l'attraction d'une grande population consommatrice, et il prétendait de cette manière obtenir une justification de sa conduite.

Quant aux historiens Moreno et Funes, ils s'emparèrent de la supposition de sir Home Popham, et la firent servir, quelques années plus tard, pour montrer l'ineptie et la lâcheté des autorités espagnoles qui avaient rendu sans la défendre une ville de 70 000 habitants.

Pour Popham, de l'avis du général Mitre, il est probable qu'il avait pris le chiffre de 70 000 habitants dans l'œuvre d'Azara. En 1801, cet historien forma un

---

(1) Voir *Comprobaciones históricas*, déjà citées, et *Refutaciones históricas*, par V. F. López.

tableau dans lequel la population comprise dans la capitale et ce qui forme aujourd'hui la province de Buenos Aires, se montait à 72 000 habitants. De cette affirmation, consignée dans un livre qui eut aussitôt une grande circulation, doit être né le chiffre propagé par Popham.

A l'appui, le docteur López cite les phrases suivantes de don Mariano et don Manuel Moreno et du doyen Funes: " Si Buenos Aires, disait don Mariano Moreno en parlant des guerres portugaises, dans un état débile et avec une faible population, travailla avec tant d'héroïsme, que ne devrions nous pas attendre (1806) de cette même ville alors qu'elle est arrivée à plus de 60 000 âmes? ".

" La population de la capitale, disait en 1812 don Manuel Moreno dans un livre sur son frère, était aussi entourée de mille incertitudes. Don Félix de Azara lui donne seulement 40 000 âmes jusqu'en 1801. Mais il serait à désirer que ce voyageur fut plus exact dans les autres parties de ses observations que dans ses calculs de population, car relativement à Buenos Aires, son calcul donne 25 000 âmes de moins qu'il n'y en avait en réalité.

" Le docteur Moreno (don Mariano), ordonna de faire un dénombrement de tous les habitants de la capitale et il résulta qu'il y avait 55 000 âmes dans son enceinte proprement dite, à laquelle, s'ajoutent 10 000 que comprennent, au moins, ses faubourgs, ce qui donne une totalité de 75 000 habitants ".

Le Doyen Funes assure aussi, dans ses *Ensayos Históricos,* que Buenos Aires comptait 70 000 habitants en 1806.

En dehors de ces autorités, le docteur López cite l'opinion autorisée du colonel de génie don Gonzalo de Doblas, qui, dans un mémoire présenté au vice-roi sur les mesures qu'il convenait de prendre pour prévenir cette ville des risques ou des souffrances d'un siège ou d'un blocus, disait qu'il était nécessaire de rassembler des vivres pour un mois au moins, et pour 60 á 70 000 personnes.

Le vice-roi Cisneros, en informant le gouvernement espagnol sur les événements de son gouvernement, disait que cette capitale comptait 60 000 âmes; et le général anglais, sir Levison Gower, major général de l'armée qui attaqua Buenos Aires en 1807, l'appelle: " A town of so immense a size as Buenos Aires ".

Tels sont les principaux antécédents et autorités cités par trois historiens distingués pour appuyer le chiffre de population que chacun d'eux défend.

En face d'eux, et appelé à juger en juge impartial dans la question, je dois dire que, à mon avis, il résulte immédiatement des lois de l'accroissement de la population, vérifiées par divers recensements, que la ville qui fut conquise en 1806 par l'invasion étrangère, et qui se reprit elle même en 1807, ne pouvait avoir à la première de ces dates plus de 45 000 habitants.

L'introduction dans ce tableau rétrospectif du chiffre de 70 000 habitants comme population de Buenos Aires en 1806, importerait l'annulation de tous les recensements qui ont été faits depuis 1778 jusqu'à 1855, c'est-à-dire de ceux de 1810, 1822, 1836 et 1838; et un semblable fait ne peut être admis, parce que, quelles que soient les erreurs qu'ils contiennent, il n'est pas possible d'accepter qu'elles aient une telle importance pour rendre tous ces recensements inacceptables.

Le recensement de 1810, exhumé et complété pour 6 quartiers, par Trelles, est pour moi la preuve la plus concluante contre les 70 000 habitants supposés par le docteur López et par les autorités sur lesquelles il s'appuie. Il n'y a aucun antécédent qui autorise à penser que, en dehors des régistres indiqués, les autres

se sont égarés. Il semble, par toutes les informations qui s'y rattachent, que ce fut un recensement correctement fait. Entre temps, il donna pour toute la ville une population de 45 000 habitants.

Le recensement de 1822, fait par Arzac, sous la laborieuse et progressiste administration du général Rodríguez, l'un des gouvernants les plus purs et les mieux intentionnés qu'ait eus le pays, donna 55 416 habitants, et rien dans les documents de l'époque n'a été trouvé qui autorise à affirmer qu'il y ait eu de grandes omissions dans cette opération.

Les recensements de 1836 et 1838, furent effectués à une époque où la main pesante et brutale de Rosas commençait à se faire sentir, et où les citoyens et les autorités avaient soin de ne pas manquer aux édits du Restaurateur. Ces deux recensements doivent donc avoir eu peu d'omissions. Ils donnèrent respectivement 62 000 et 65 000 habitants.

Le recensement de 1855, décrété par le gouvernement d'Obligado, dont le général Bartolomé Mitre était Ministre Secrétaire, donna le chiffre de 90 000 habitants; et, acceptant la population supposée pour 1806, nous arriverions à avoir pendant la longue période de 48 années, une augmentation de 2 000 habitants, ce qui, traduit en chiffres proportionnels, serait de 2,85 % pendant tout ce temps. L'augmentation de la population de Buenos Aires se monterait à peine à 0,04 % annuellement!

Et alors, tous ces recensements seraient rejetés, et à leur place se poserait en triomphatrice une simple affirmation qui n'est basée sur aucun dénombrement officiel, mais, purement et simplement, sur des autorités, plus ou moins respectables et plus moins disposées à cacher ou à dire la vérité.

Mais il reste heureusement une dernière ressource dont j'ai fait usage dans des cas précédents, pour soulever le voile qui entoure le chiffre de la population de Buenos Aires en 1806, et voir, une fois de plus, jusqu'à quel point est inexact le chiffre de 70 000 habitants. Je veux parler de la comparaison des décès, des baptêmes et des mariages de cette année, avec le chiffre de la population soutenu par le docteur Lopez et avec celui soutenu par le général Mitre et d'autres historiens.

En 1806, on nota dans les registres paroissiaux, 2 526 baptêmes, 1 502 décès et 322 mariages, et si je prends ces chiffres comme base de ce calcul, c'est parce qu'ils conservent une relation logique avec tous ceux de la décade, et aussi avec la moyenne de celle-ci, ce qui fait supposer qu'ils sont exacts. Et alors: en comparant les dits chiffres avec celui de 45 000 habitants, soutenu par Mitre, Trelles et d'autres historiens, il résulte une natalité de 56,1 pour 1 000, une mortalité de 33,3 et 7,1 mariages.

C'est le moment de faire noter que le chiffre de 56,1 pour 1 000, qui résulte comme proportion de la natalité en 1806, est, à peu de chose près, celui que j'ai rencontré jusqu'ici dans les calculs précédemment faits dans le cours de cet ouvrage. Ceux de la mortalité et des mariages sont ceux que devait présenter logiquement la ville alors.

Et alors, si nous repoussons le chiffre de 45 000 habitants, et si nous prenons celui de 70 000 défendu par le docteur Lopez, nous aurons une natalité pour Buenos Aires en 1806 de 36, une mortalité de 21,4 et 4,6 mariages pour 1 000 personnes vivantes.

Il me semble qu'il n'est pas nécessaire d'être très au courant de l'état social, économique et sanitaire de la population de Buenos Aires en 1806, ni très versé dans la manifestation des phénomènes démographiques, pour comprendre que, entre les chiffres résultant des 45 000 habitants soutenu par le général Mitre, et celui de 70 000 défendu par le docteur López, on doit, sans hésitation, accepter celui du premier de ces deux historiens distingués.

De sorte que, pour toutes ces raisons, je pense que le chiffre de 45 000 habitants pour 1806, est justifié, non seulement par les lois logiques de l'accroissement de la population, déduites de recensements effectués avant et après, mais aussi par le mouvement vital moyen de cette année.

1810

La connaissance de la population de Buenos Aires pendant cette année revêt une double et haute importance démographique et historique. C'est le 25 Mai 1810, que nos pères, réunis en assemblée dans cette ville, encouragés par la victoire qu'ils venaient de remporter sur des vétérans aguerris et par la déposition d'un lâche vice-roi, faisaient éclater l'étincelle révolutionnaire, qui devait enflammer tout le pays, sauver ses frontières et s'en aller mourir dans les régions les plus lointaines de l'Amérique, brisant les chaines et fondant de nouvelles nations.

Rien n'est alors plus important, au point de vue historique et patriotique, que de rechercher quelle était la population de la ville qui, sous la tutelle de la vice-royauté, lutta héroïquement contre l'invasion étrangère, et arriva à la vaincre et à prendre ses drapeaux, qu'elle montre aujourd'hui comme l'un de ses glorieux trophées, et qui est le berceau de la liberté de la moitié de l'Amérique.

Par malheur, les renseignements que l'on possède sur la population de cette année, sont extrêmement contradictoires, parce que, quoique, grâce à la persévérante et intelligente consécration d'un homme que je suis obligé de citer, car c'est celui qui a reconstitué l'histoire démographique et topographique de Buenos Aires, en faisant sortir des archives officielles une multitude de documents qui jettent la lumière sur l'obscure vie historique de cette ville, Manuel Ricardo Trelles, a pu compléter les renseignements sur le recensement de 1810, les résultats que l'on tire de ces renseignements étant très loin de se conformer avec les chiffres du mouvement vital de cette année.

En 1810, on fit deux recensements, l'un en Avril, avant la révolution, et l'autre en Août, après celle-ci. Ce dernier fut ordonné par la junte gouvernementale provisoire, à l'instigation de son secrétaire, le docteur Mariano Moreno.

Du premier recensement, se sont égarés la plus grande partie des registres, mais, du second, Trelles a pu en retrouver 14, correspondants à autant de quartiers, des 20 en lesquels la ville était alors divisée.

La population de ces 14 quartiers se monte à 28 258 personnes, mais Trelles, en prenant pour bases les recensements de 1806 et 1807, a calculé le nombre des habitants des 6 quartiers qui manquent. L'estimation de Trelles est la suivante:

Population de 14 quartiers en Août 1810	28 258
Augmentation pour 4 manzanas qui manquaient au quartier N.° 1	584
Population du quartier N.° 13 en Avril 1810	2 957
Augmentation pour les mois passés depuis Avril	300
Population des quartiers 3, 9 et 16 en 1806	5 568
Augmentation d'un tiers pour les 4 années parcourues jusqu'en 1810	1 856
Population des quartiers 7 et 19 en 1807	4 212
Augmentation d'un quart pour les 3 années parcourues jusqu'en 1810	1 053
Augmentation pour erreurs ou omissions	212
	45 000

Ce chiffre de 45 000 habitants a été accepté jusqu'à ce jour par les personnes qui se sont occupées chez nous de ces matières, à l'exception de l'historien distingué, docteur Vicente F. López, qui, comme on l'a vu, soutient pour 1806, une population de 70 000 habitants. Mais, en face, se présente l'opinion de Manuel Moreno qui, dans un livre sur la vie de son illustre frère don Mariano, publié à Londres en 1812, assure que le recensement de 1810 produisit 55 000 habitants, " dans l'enceinte de la capitale proprement dite ", chiffre auquel il faut ajouter 10 000 pour les faubourgs.

Moreno se basant sur ce renseignement, trouve que le calcul d'Azara pour la population de la capitale en 1801 est insuffisant d'au moins 25 000 habitants, oubliant, tout d'abord, qu'il fut fait dix années auparavant, et, en second lieu, la population des faubourgs.

Cette affirmation de Moreno a été fortement combattue par Trelles et Mitre, comme très exagérée, avec des documents importants, mais la vérité est que l'étude approfondie de nouveaux éléments, montre que la raison, dans ce cas, n'est pas du côté de ceux qui soutiennent que la population de Buenos Aires en 1810, se montait à 45 000 habitants, ni de ceux qui affirment qu'elle était de 70 000.

En effet, j'ai accepté pour 1806 le chiffre de 45 000 habitants, soutenu par quelques historiens, et appuyé par le résultat de quelques recensements et par le mouvement vital de cette année, et je ne peux admettre que, dans l'espace de quatre années, la population ait augmenté de 25 000 habitants. Le mouvement végétatif, que j'ai sous les yeux, des années 1807, 1808 et 1809, me dit que la ville a obtenu par ce moyen 1 018 habitants. Il resterait alors, pour le mouvement immigratoire ou de translation intérieure, un nombre de 24 000 personnes, qui n'a aucunement pu avoir lieu en aussi peu de temps.

Mais, si nous passions sur toutes ces considérations numériques d'un poids indiscutable, et si nous acceptions le chiffre de 70 000 habitants, dans quelles conditions se trouveraient le recensement de 1822, ordonné par Rivadavia et effectué par don Ventura Arzac, et lequel donne 55 000 âmes, et les recensements de 1836 et 1838, ordonnés par Rosas, et qui donnent, respectivement, 62 228 et 65 344 habitants, et même le recensement de 1855 qui donne 90 076 personnes?

Cependant les chiffres du mouvement démographique de 1810 se présentent de manière que, comparés avec la population du recensement — 45 000 habitants — et avec celui qui résulte de cette population augmentée de l'accroissement végétatif des années 1807 à 1809 — 46 000 âmes — ils n'ont pas une explication statistique rationnelle, et cela a lieu si on les compare avec la population de 65 000 habitants supposée par Moreno.

En effet, en 1810 on nota dans les registres paroissiaux, les chiffres suivants, lesquels ne présentent pas de notables différences avec ceux de la décade, et leur comparaison avec les diverses populations supposées, est celle qui est exprimée par le tableau ci-après :

RÉGISTRES	Chiffres absolus	Tant ‰ d'après le recensement	Tant ‰ d'après le recensement et l'accroissement végétatif	Tant ‰ d'après Moreno
Baptêmes	3 248	72	70	49,9
Décès	2 257	50	49	34,7
Mariages	470	10	10	7,2

On note, à première vue, même l'œil le moins exercé à lire des tableaux démographiques, que 49,9 naissances, 34,7 décès et 7,2 mariages pour 1 000 personnes vivantes, qui résultent de la comparaison des registres paroissiaux avec la population supposée par Moreno, sont statistiquement possibles et même normaux, tandis qu'il n'en est pas de même avec ceux qui proviennent de la comparaison avec le chiffre du recensement.

Maintenant, en présence de cette conclusion, dois-je par ce seul renseignement, éliminer de ce travail le nombre de 45 000 habitants et accepter celui de 65 000 introduisant ainsi une profonde perturbation dans les résultats de tous les recensements postérieurs et aussi du précédent, opérations exactes sous tous les rapports, et relativement auxquelles on n'a élevé jusqu'ici d'objections d'aucune sorte?

Il me semble que si j'agissais ainsi, ma conduite serait téméraire, et, alors, en attendant de plus amples renseignements, je me limiterai à reproduire les conclusions connues du recensement de 1810.

La population classée par sexes, état civil et âge, contenue dans les 14 quartiers, sur les 20 en lesquels la ville était divisée, selon le recensement de 1810, est la suivante :

SEXE	QUALITÉ				AGES									TOTAUX
	Célibataires	Mariés	Veufs	Sans spécification	Jusqu'à 1 an	1 à 3 ans	4 à 6	7 à 10	11 à 20	21 à 30	31 à 40	41 à 50	51 et plus	Sans spécification	
Hommes.....	8 812	5 713	252	1 917	273	614	747	1 225	3 087	3 251	1 828	1 092	1 196	1 381	14 694
Femmes.....	7 024	3 807	1 229	1 504	256	637	717	1 004	3 251	3 231	1 534	924	769	1 241	13 564
Totaux..	15 856	7 520	1 481	3 421	529	1 251	1 464	2 229	6 482	6 338	3 362	2 016	1 965	2 622	28 258
	28 258				28 258										

Cette population classée suivant la nationalité, l'origine, le sexe et la couleur, était ainsi répartie :

	ORIGINE	SEXE		COULEUR				
		Hommes	Femmes	Blancs	De couleur	Blanches	De couleur	Sans spécification
AMÉRICAINS	ARGENTINS :							
	De Catamarca	2	2	1	—	2	—	1
	" Córdoba	109	58	99	4	46	9	9
	" Corrientes	26	4	20	2	4	—	4
	Indiens	112	—	39	73	—	—	—
	De Mendoza	36	7	33	1	6	1	2
	" Misiones	1	—	1	—	—	—	—
	" Buenos Aires	2 356	2 571	2 075	52	2 282	93	425
	" Salta	10	3	8	—	3	—	2
	" San Juan	7	2	7	—	1	—	1
	" Santa Fe	31	20	27	—	18	—	6
	" Santiago	10	4	5	2	1	1	5
	" Tucumán	21	5	11	2	3	2	8
	Sans spécification	4 129	3 947	3 819	147	3 560	135	415
	AUTRES SECTIONS :							
	Brésiliens	45	7	45	—	7	—	—
	Chiliens	33	7	27	1	6	1	5
	Mexicains	1	—	1	—	—	—	—
	Uruguayens	33	16	32	—	13	—	4
	Paraguayens	176	11	164	3	9	1	10
	Péruviens	24	5	22	—	5	—	2
	Sans spécification	741	730	691	—	730	—	50
AUTRES PAYS	EUROPÉENS :							
	Espagnols	1 570	99	1 516	45	96	3	9
	Français	13	2	13	—	2	—	—
	Anglais	124	—	122	—	—	—	2
	Italiens	61	2	56	4	2	—	1
	Portugais	198	8	175	10	7	—	14
	Sans spécification	292	3	282	6	—	—	7
	ASIATIQUES :							
	Turcs	1	1	1	—	1	—	—
	AFRICAINS :							
	Sans spécification	197	138	—	197	—	138	—
	Sans aucune spécif.	4 335	5 912	1 306	2 137	2 426	2 023	2 355
	Totaux	14 694	13 564	10 598	2 686	9 230	2 407	3 337
		28 258		28 258				

Les principales professions, occupations ou conditions de vie étaient les suivantes:

Fournisseurs	181	Militaires	164
Maçons	135	Journaliers	226
Menuisiers	293	Pulperos	221
Commerçants	852	Tailleurs	149
Commis	162	Soldats	539
Employés	479	Cordonniers	304
Fils de famille	139	Esclaves	4750

Ce sont les renseignements les plus importants contenus dans les registres restaurés par Trelles et correspondants à 14 quartiers sur les vingt en lesquels la ville de Buenos Aires était divisée en Août 1810, lorsque le recensement fut effectué.

1813

Pendant cette année, la souveraine assemblée générale constituante, présidée par le général Carlos Alvear, se réunit à Buenos Aires, et l'un de ses premiers actes fut de communiquer au suprême pouvoir exécutif des provinces, la résolution suivante:

"Le grand désir avec lequel ce corps souverain veut voir réunis les matériaux qui doivent former l'édifice immuable de son heureuse indépendance, l'a conduit à édicter le décret correspondant, commettant le suprême pouvoir exécutif à l'effet d'ordonner immédiatement qu'il soit fait dans tous les centres de population compris dans les provinces unies du Rio de la Plata, un recensement politique de tous les habitants et aussitôt que possible, avec toute la spécification que l'on pourra, des classes, des états, des provenances, des âges et des sexes. Le suprême pouvoir exécutif veillera aussi à sa stricte observance et accomplissement".

Le recensement décrété par l'assemblée fut fait dans la ville de Buenos Aires, mais, malheureusement, comme cela a eu lieu pour d'autres recensements, les registres furent perdus. De sorte que l'on ne peut donner aucun renseignement sur ce recensement.

1822

Selon le recensement officiel effectué le 30 Avril 1822 par don Ventura Arzac, et la disposition de Rivadavia, la population de Buenos Aires, comprise dans les 32 quartiers en lesquels se divisait la ville, se montait à 55 416 habitants. dont 26 447 hommes et 28 969 femmes.

Cette population distribuée par classes, nationalité et couleur, était ainsi composée:

Patriciens	Espagnols	Etrangers	Naturels	Mulâtres	Nègres
36 867	2 065	1 684	1 115	4 890	8 795

Le chiffre de 55 416 habitants, qui résulte de ce recensement, comme population de Buenos Aires en 1822, vient détruire un calcul, fait un an après, par un homme qui, à de nombreux points de vue, mérite l'admiration et la reconnaissance des argentins.

Le docteur don Vicente López y Planes qui, outre la gloire d'être l'auteur de l'hymne patriotique, a le grand mérite d'avoir été le premier homme qui dans notre pays commença rationnellement les études statistiques, sous l'illustre et progressiste administration du général Rodríguez, dont Bernardino Rivadavia était le digne conseiller et l'inspirateur, il commença la publication du *Registro Estadístico*, et il ne connaissait pas en 1822, en prenant la charge du Bureau de Statistique, je ne sais pour quelle raison, le recensement fait par Arzac; et pour remplir le vide qu'il notait, il calcula la population que Buenos Aires aurait eue alors.

Quoique le calcul du docteur López se trouve détruit par le recensement officiel, je veux en dire deux mots, à cause du respect qu'inspire son auteur, et parce qu'il a passé, pour cette raison, pendant longtemps, comme très approché.

Le docteur López y Planes base son calcul de la population de Buenos Aires en 1822, sur le taux de la mortalité que la ville a eue dans un temps donné, le comparant avec les résultats donnés par les mêmes calculs appliqués à d'autres villes.

Il n'accepte pas cependant, absolument, le taux de la mortalité consigné par les hommes qui s'occupaient de ces questions dans son temps, c'est-à-dire, un taux supérieur à 1 pour 24 et moindre de 1 pour 25, qui selon eux est applicable aux villes de premier ordre. Il n'admet pas non plus la proportion de 1 pour 28, qui, à son avis, existe dans les villes commerciales et maritimes, parce que Buenos Aires "est très étendue, et que les maisons sont généralement à un seul étage et bien aérées et le climat tempéré".

Le docteur López prend comme base de la mortalité de Buenos Aires, pour calculer la population de cette ville en 1822, la proportion de 1 décès pour 32 personnes vivantes; et d'après cette estimation, il arrive à établir que la population se montait alors à 68 896 habitants, chiffre qui diffère de 13 480 de celui donné par le recensement.

Ce calcul qui se trouve détruit par les chiffres du recensement levé pendant la même année, est aussi en contradiction avec les chiffres du mouvement démographique, lesquels confirment les résultats du recensement officiel. En 1822, les paroisses qui existaient alors, inscrivirent dans leurs régistres 2 746 baptêmes, 1 831 décès et 591 mariages, chiffres qui, comparés avec la population de 55 000 habitants, donnent les suivants relatifs à 1 000 personnes vivantes: natalité 49,9, mortalité 33 et mariages 10.

1824

Un ingénieur français distingué et de grand mérité, qui résidait dans cette ville depuis 1828, et auteur de nombreux travaux publics et particuliers importants, entre autres de l'ancien théâtre Colón, qui, en même temps qu'il rapelle son nom, donne de l'éclat à son mérite artistique, Charles E. Pellegrini, père de l'ex-vice-président de la République, fit aussi un calcul qu'il publia dans la *Revista del Plata* de 1853, qu'il dirigeait.

Pellegrini, au contraire de ce qu'avait fait le docteur López, prit pour base de son calcul, non plus la proportion de la mortalité de 1824, mais celle des baptêmes de la même année.

Il paraîtra certainement étrange que Pellegrini s'occupât en 1853 de rechercher quelle était la population de Buenos Aires à une époque antérieure. Mais, c'est qu'il faisait cette étude rétrospective parce que le *Registro Estadístico* de cette époque lui en donnait les éléments nécessaires. Et comme la *Gaceta Mercantil* de 1838 publia également le chiffre des décès catholiques pendant cette année, Pellegrini profita aussi de ces éléments pour étendre son étude à l'époque de Rosas. Plus loin, j'aurai l'occasion de m'occuper de ce dernier calcul.

Du nombre de naissances observées officiellement et publiées dans le *Registro Estadístico* de 1824, Pellegrini disait qu'il résulterait pour la population de Buenos Aires, pendant cette année de grande prospérité, comme 96 000 habitants, en adoptant la proportion de 1 naissance pour 32 habitants, proportion qui existe le plus généralement.

Ce calcul de Pellegrini est détruit par le recensement de 1822, parce qu'il n'est pas possible d'accepter que dans le court espace de deux années, la ville ait vu croître sa population de 41 000 habitants, par le dénombrement de 1836 que j'ai exhumé des archives nationales et qui donne 62 000 âmes, et par le mouvement démographique de la propre année 1824.

Pendant cette année, on inscrivit dans les registres des paroisses qui existaient, 2 998 baptêmes, 2 326 décès et 583 mariages. Comparés avec la population de 96 000 habitants, calculée par Pellegrini, les chiffres absolus précédents se convertissent en les chiffres relatifs suivants: natalité 31, mortalité 24 et mariages 6 pour 1 000 personnes vivantes. La faiblesse de ces chiffres indique par elle même que les calculs de l'ingénieur Pellegrini sont très au dessus de la réalité.

J'ai donc dû repousser ces calculs de population, reconnaissant, néanmoins, la bonne volonté et l'esprit progressiste de leur auteur pour remplir un vide qui se faisait tant sentir dans l'administration.

1827

A la fin de cette année, on fit à Buenos Aires un recensement, ordonné par Rivadavia.

Les rôles correspondants à ce recensement existent dans les archives nationales,

et jusqu'ici, ils n'ont pas été publiés ni mentionnés par les personnes qui se sont occupées de ces matières.

Le recensement de 1827 fut relevé sur des tableaux imprimés, et les renseignements qu'il contient sont les suivants: Sexe, Nom et Prénom, Lieu de naissance, Couleur (blanc, mulâtre, noir ou indien), Etat (libre ou esclave), Age, Etat civil (célibataire, marié ou veuf), Années de résidence dans la province, S'il a eu la variole ou a été vacciné, Emploi ou profession, et Résidence habituelle.

La nouveauté de ce formulaire est celle qui a trait au nombre des personnes qui ont eu la variole ou ont été vaccinées, demande qui n'a été introduite que très longtemps après, pour des raisons spéciales, dans de rares recensements européens.

Celui de 1827 fut relevé par quartiers, et ceux dont les registres sont dans les archives, sont les suivants: 7, 8, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 34, 50 et 52.

Comme on le voit, il manque beaucoup de rôles de nombreux autres quartiers; c'est pour cela que je me suis abstenu de dépouiller ceux qui existent.

1836

Buenos Aires est en pleine tyrannie de Rosas. Quoique toutefois n'ont pas eu lieu les sanglants massacres de 1840, les persécutions et les vexations qui en sont les précurseurs, se sont déjà fait sentir, et l'émigration des notables argentins commence à se produire.

De toutes parts on sent un malaise qui indique que les ombres de la terreur se transformeront bientôt en un vaste linceul pour le pays.

Rosas, qui était ciniquement astucieux et qui savait, comme tous les tyrans, sauver les formes de ses brutalités, dit dans le message adressé aux chambres en 1838 " que le gouvernement n'a pu payer un registre statistique qui, après quelque temps, donnât au philosophe et à l'homme d'état la population, ses coutumes, les propriétés et les autres ressources et nécessités de ce pays; mais, qu'il a ordonné que tous les ans il serait levé dans la ville et dans la campagne, par les juges de paix, un rôle exact de la population. Quelques préoccupations s'opposaient à cette mesure, mais le gouvernement les a vaincues avec la confiance qu'inspirent ses justes procédés ".

En 1836, on fit, en effet, à Buenos Aires, un recensement, de ceux annoncés par Rosas; et j'ai eu la bonne fortune de rencontrer dans les archives nationales les rôles inédits de ce recensement, lequel n'a pas été publié par Trelles, dans les nombreuses exhumations qu'il fit d'importants documents de cette catégorie.

Les renseignements demandés aux habitants par le recensement de 1836, sont complètement insuffisants, parce qu'ils comprennent seulement les *Blancs, les Noirs et les mulâtres, les Etrangers, la Troupe et la famille de la troupe.* Mais, après tout, c'est un document très précieux qui, en dehors des renseignements intéressants qu'il contient sur le société d'alors, sert à éclairer l'une des époques les plus sombres de l'histoire de la patrie et pour révéler quel était le nombre d'habitants de la ville qui allait bientôt entrer dans la sanglante tragédie de 1840.

La population de la ville de Buenos Aires en 1836 se composait de la manière suivante :

PAROISSES	Blancs	Nègres et Mulâtres	Etrangers	Troupe et familles	TOTAL
San Telmo	3 333	806	349	—	4 488
Catedral al Norte	4 686	1 832	1 109	65	7 692
Catedral al Sud	5 096	2 005	1 034	472	8 607
Balvanera	2 998	506	131	—	3 635
Monserrat	4 489	2 320	226	—	7 035
San Miguel	4 509	1 741	476	—	6 726
Socorro	3 468	718	125	274	4 585
Pilar	952	207	40	18	1 217
Piedad	3 333	949	207	—	4 489
Concepción	5 628	2 061	89	—	7 778
San Nicolás	3 955	1 787	214	20	5 976
Totaux..	42 447	14 932	4 000	849	62 228

La ville de Buenos Aires avait alors, en pleine dictature de Rosas, 62 229 habitants, chiffre qui est complètement d'accord avec celui qui fut donné par un autre recensement fait deux années après. L'accroissement de la population pendant les 14 années comprises entre le recensement de 1822 et celui de 1836, est de 7 000 habitants, soit 500 par année. Les Blancs formaient les 68 % du chiffre total ; les Noirs et les mulâtres les 23 % ; les étrangers les 6 % ; et la Troupe et les familles de la troupe, le 1 %.

Le recensement de 1822 contient des renseignements qui permettent de les grouper comme ceux de 1836, et d'établir, par conséquent, la comparaison quant à la couleur et à la nationalité des habitants de ces époques.

Voici le tableau comparatif :

	1822	1836
Blancs	37 982	42 447
Noirs et mulâtres	13 685	14 932
Etrangers	3 749	4 000
Totaux..	55 416	61 379 (1)

On voit que pendant les 14 années parcourues entre les deux recensements, l'accroissement de la population blanche fut faible, puisqu'elle arrive à peine à 11 % ou à 0.7 % annuellement ; et que celui des gens de couleur et celui des étrangers fut encore plus insignifiant.

D'un autre côté, l'époque n'était pas propice à l'augmentation de la population. Les années comprises entre 1822 et 1836 sont les plus agitées et les plus douloureuses de l'histoire argentine. La dictature de Rosas, particulièrement, détermina

(1) Dans cette somme, il manque 849 individus de la troupe et des familles de la troupe qui ne peuvent être classés.

non seulement l'émigration en grandes masses des fils du pays, mais arrêta aussi l'immigration européenne, laquelle se dirige où il a des garanties pour la vie et la propriété.

Plaçons maintenant l'époque de Rosas en face des chiffres démographiques, pour mesurer le degré d'exactitude du recensement de 1836.

Pendant cette année on inscrivit dans les registres paroissiaux 3 022 baptêmes, 2 139 décès et 423 mariages, chiffres qui, comparés avec celui de 62 000 habitants, donnent une natalité de 48.9, une mortalité de 34.5 et 6.8 mariages pour 1 000 personnes.

Le recensement de 1836 sort triomphant de cette épreuve.

1838

En 1838, on refait un autre recensement à Buenos Aires, ordonné par le même Rosas, lequel montre beaucoup d'affection pour ce genre d'opérations, non à cause des intérêts administratifs, économiques et scientifiques qu'elles satisfont, mais par le concours qu'elles lui prêtent pour son gouvernement d'espionnage et de délation.

Dans les archives nationales on trouve les rôles de ce recensement, dont j'ai eu la bonne fortune de publier les résultats pour la première fois.

Dans la liasse qui les contient, ne figurent pas les registres de la paroisse du Socorro; c'est la raison pour laquelle j'ai dû y suppléer en lui attribuant la population de 1836.

Buenos Aires avait en 1838 la population suivante:

PAROISSES	Population	PAROISSES	Population
San Telmo	4 568	Pilar	1 284
Catedral al Norte	8 494	Piedad	4 479
Catedral al Sud	8 681	Concepción	8 479
Balvanera	3 610	San Nicolás	4 964
Monserrat	8 475		
San Miguel	7 725	Total	65 344
Socorro	4 585 (1)		

L'augmentation absolue dans les deux années parcourues entre 1836 et 1838, est de 3 116 personnes, ou, en chiffres relatifs, de 5 % ou de 25 % annuellement.

Ce recensement de 1838 a été très peu connu de personnes importantes de la ville, à en juger par l'ignorance qu'elles ont émises dans divers documents, à une époque postériure, sur la population de cette année.

L'ingénieur Pellegrini, directeur de la *Revista del Plata*, ne connaissait pas le recensement de 1838, malgré qu'il fut dans la ville depuis 1828, et dans le travail

(1) En 1836.

où il s'occupa d'étudier la population de 1824, et dont j'ai parlé, il refait un nouveau calcul, heureusement avec plus de succès que dans le cas précédent.

Pellegrini abandonnant la proportion des naissances qui lui avait servi de base pour premier calcul, se sert pour celui-ci de celle des décès, adoptant la proportion de 1 pour 30.

Il trouve ainsi pour la population de Buenos Aires en 1838, le chiffre de 68 000 habitants, qui ne diffère que de 2 656 âmes de celui donné par le recensement fait cette année.

Comme on le voit, s'agissant d'un calcul fait en 1853 pour la population de 1838, et fondé sur une base insuffisante, l'approximation ne peut être plus grande.

Cette estimation de Pellegrini a été repoussée comme exagérée par les quelques hommes qui, parmi nous, se livrent à ce genre d'études, parce qu'ils ne connaissaient pas les résultats du recensement de 1838; et après 37 ans, il m'est très agréable de la justifier, avec les rôles exhumés, rendant la justice qui est due à son auteur.

Mais, si le calcul de Pellegrini est réhabilité et est incorporé à ce tableau rétrospectif, il n'en arrive pas de même pour un autre formulé par une personne qui a été directeur du *Registro de la Provincia de Buenos Aires,* et qui, pour cette raison, devrait conserver un peu plus de mesure dans ses estimations.

Justo E. Maeso, traducteur de l'ouvrage célèbre de Parish sur Buenos Aires et le Rio de la Plata, dit dans une note mise dans l'édition espagnole de ce livre, que, " dans un numéro de l'*Archivo Americano* de 1844, d'après les renseignements pris annuellement dans les registres paroissiaux, on démontre que la population de Buenos Aires avait plus que doublé pendant les 25 années précédentes, et que le nombre des habitants de la ville se montait alors à 110 000 ".

J'ai revu attentivement les deux éditions qui existent dans la bibliothèque de l'*Archivo Americano,* publication que dirigeait l'historien connu, don Pedro de Angelis, et nulle part je n'ai rencontré les renseignements auxquels Maeso fait allusion.

Mais en supposant que la citation fut exacte, il est facile de prouver que, tant la démonstration de l'*Archivo Americano,* que l'affirmation de Maeso, ne sont que des calculs fantaisistes qui ne reposent sur aucune base véridique.

Si Buenos Aires avait 65 344 habitants en 1838, elle ne pouvait en avoir 110 000 en 1844, six années après, parce qu'une telle augmentation n'a lieu que pour des villes ou des nations dans des circonstances exceptionnelles, comme, par exemple, lorsqu'on découvre des mines comme celles de la Californie, ou qu'il se fonde des villes comme La Plata, et parce que le gouvernement de Rosas n'était pas assez progressiste et attrayant pour déterminer un courant considérable d'immigration.

Si on compare aussi le chiffre de 65 000 habitants donné par le recensement, avec le mouvement démographique de 1838, il est complètement vérifié, et celui de Maeso devient absurde.

En 1838, il fut inscrit dans les registres des paroisses 3 090 baptêmes, 1 767 décès et 384 mariages, ce qui, sur 1 000 habitants donne une natalité de 47.5, une mortalité de 27,1 et 5,9 mariages.

1852

L'année 1852 figure dans l'histoire de Buenos Aires, et aussi dans celle de toute la République, comme une date éternellement mémorable, parce qu'elle est le point de départ d'une époque de régénération morale, sociale, politique et économique destinée à cimenter la liberté du pays et à le pousser dans les larges voies du progrès et de la prospérité.

Après une longue et sanglante tyrannie de 20 années, pendant laquelle, comme dans une nuit polaire éternelle, on avait caché aux argentins l'astre de leur liberté, recommence à se montrer les rayons du soleil de Mai; et la tyrannie qui avait bafoué toute liberté et tout droit, qui avait isolé le pays de tout contact avec l'extérieur, qui avait empêché l'immigration européenne, et précipité l'émigration en grandes masses de ses meilleurs enfants, tombe, enfin, sous le puissant effort des troupes victorieuses à Caseros.

La tyrannie abattue, le nouveau gouvernement établi sur la base solide de la constitution et de la loi, qui n'existaient pas auparavant, une multitude d'argentins émigrés reviennent dans la patrie, on ouvre de nouveau les portes de la République à tous les pavillons, on accorde dans la lettre fondamentale de précieuses et libérales garanties pour tous les hommes du monde qui veulent venir habiter le sol argentin, et un souffle régénérateur de nouvelle vie circule dans tout le pays, donnant de l'impulsion à l'industrie, faisant progresser le commerce, et attirant des vieilles sociétés européennes des hommes et des capitaux.

Pour toutes ces raisons, l'année 1852 marque une nouvelle ère pour le pays, et il est d'un grand intérêt pour le démographe et l'homme politique de connaître à combien se montait le nombre des habitants de la première ville argentine, qui avait été le centre de la tyrannie et qui allait être le berceau de la liberté au moment où l'odieux système s'écroulait et qu'un gouvernement régulier s'établissait.

Malheureusement, la tyrannie tombée, on ne fit aucun recensement de la population, ce qui aurait été à désirer; mais l'un des hommes qui ont donné le plus d'impulsion aux études statistiques dans le pays, commençant pour la première fois un cours de démographie, le docteur Guillermo Rawson, a suppléé au défaut de recensement officiel en calculant la population de Buenos Aires en 1852.

D'après ce distingué statisticien, cette population se montait à 76 000 habitans.

Quels on été les facteurs qui ont servi de base au docteur Rawson pour son calcul? Je ne les connais pas, parce que la publication d'où je tire ces renseignements ne le dit pas; mais ce qu'il y a de certain, c'est que le chiffre qu'il donne ne s'écarte pas beaucoup des résultats du recensement de 1855.

L'accroissement absolu qui résulte de la population calculée par le docteur Rawson et de celle donnée par le recensement de 1838, est de 10 656 habitants pendant les 14 années, ou, en chiffres relatifs, 16 %, ce qui équivaut à 1,14 % annuellement.

La comparaison des chiffres démographiques de 1852 avec celui de 76 000

habitants, montre qu'ils sont d'accord avec les résultats que j'ai rencontrés dans une autre partie de ce travail. Les chiffres de 4 003 baptêmes, de 2 032 décès et de 649 mariages, représentent respectivement, une natalité de 52,6, une mortalité de 26,7 et 8,5 mariages pour 1 000 personnes vivantes.

1854

Le recensement de cette année, fait dans la capitale, ne donna pas de résultats. Il donna 71 438 habitants, chiffre de beaucoup trop faible.

Malgré cette insuffisance, le même Maeso, dont je me suis occupé en étudiant la population de 1844, ajoute dans la traduction de l'ouvrage de Parish que, " d'après les renseignements les plus récents, on est certain qu'aujourd'hui (1854), elle arrive à 120 000 habitants ".

Et non content de ce chiffre, il ajoute dans une note: " Il n'est pas exagéré d'assurer que la population de la ville de Buenos Aires dépasse aujourd'hui 140 000 habitants, eu égard surtout à l'excès des entrées sur les sorties qui ont eu lieu depuis 1844; car on peut admettre comme terme moyen de l'entrée annuelle des personnes qui restent dans la ville, d'après les rapports fournis mensuellement par la capitainerie du port et la police, 6 000 par an. Pendant les 3 années et demie comprises entre Janvier 1842 et Juillet 1845, il est entré à Buenos Aires, d'après ces mêmes rapports, 23 000 personnes. Ultérieurement, on a publié les rapports fournis par ces autorités, mais on n'a pas pris une proportion annuelle qui permette d'arriver à un résultat exact. Mais, dans les 5 derniers mois de la présente année 1854, le nombre des personnes entrées n'égale pas celui des sorties, dont la plus grande partie le sont pour l'intérieur ".

Pour tout commentaire du calcul de Maeso, il me suffit de donner le chiffre de 90 076 habitants du recensement de l'année suivante.

1855

Le recensement précédent n'ayant pas réussi, on en fit un nouveau pendant cette année, lequel donna 90 076 habitants.

La population distribuée par sexes, était la suivante en 1855:

PAROISSES	Hommes	Femmes	Total
San Miguel	4 724	4 426	9 150
Catedral al Norte	4 029	3 766	7 795
San Telmo	2 301	2 887	5 188
Balvanera	3 239	2 736	5 975
Pilar	998	1 020	2 018
San Nicolás	3 024	3 617	6 641
Concepción	4 281	5 421	9 702
Piedad	2 938	3 494	6 432
Socorro	2 672	3 263	5 935
Monserrat	5 895	6 891	12 786
Catedral al Sud	5 947	4 582	10 529
Barracas al Norte	1 922	1 455	3 377
Totaux	41 970	43 558	85 528

Individus qui habitent dans des établissements publics	1 056
Veilleurs qui étaient de garde ou de service pendant la nuit précédente	143
Recensement ecclésiastique	403
" militaire	969
" maritime	1 934
Ajoutés ultérieurement	43
Total	4 548

Le chiffre de 90 076 habitants donné par ce recensement, diffère de 1 472 personnes de celui qui est enregistré par toutes les publications que j'ai consultées, et qui contiennent in-extenso le recensement de 1855, y compris le recensement national de 1869 et le dit *Registro Estadístico* de 1856, où il fut publié pour la première fois par Trelles, directeur de cette publication.

Mais, après avoir révisé longuement les tableaux transcrits par Trelles dans le *Registro Estadístico*, je me suis aperçu que l'erreur provenait de ce que l'on avait attribué à la paroisse d'el Pilar, 3 489 habitants, qu'elle n'avait pas, au lieu de 2 018, comme on le voit en faisant la somme des nombres des hommes et des femmes contenus dans les quatre quartiers dans lesquels elle était divisée.

L'augmentation absolue qui résulte entre les années 1852 et 1855, est de 14 076 personnes, soit un accroissement relatif de 18 %. Beau résultat de la liberté! La tyrannie tombée, la population, comme un torrent contenu, déborde sur la République et en particulier sur sa grande métropole.

Le mouvement démographique de 1855 confirme les résultats du recensement de cette année: 2 024 baptêmes, 2 053 décès et 896 mariages, sur une population de 90 076 habitants, représentent respectivement, une natalité de 44,4, une mortalité de 22,2 et 10 mariages pour 1000 personnes.

1864 et 1865

Pendant ces années il ne fut fait aucun recensement officiel. Un calcul d'un auteur que j'ignore, donne à Buenos Aires, en 1864, 140 000 habitants, et en 1865, 150 000.

L'augmentation absolue de la population pendant la période comprise entre le recensement de 1855 et l'année 1864, c'est-à-dire, pendant 9 ans, est de 48 452 habitants, et l' augmentation relative pendant le même période, de 53 %.

L'augmentation absolue entre 1864 et 1865, est de 10 000 habitants en un an, soit de 7,13 %.

1869

1869 commence véritablement l'ère statistique du pays, par le levé du recensement général de la population.

Ce recensement fait dans toute la nation, les 15, 16 et 17 Septembre 1869, fut ordonné par la loi du 27 Septembre 1862, et le décret de promulgation, donné par le gouvernement de Buenos Aires, chargé du pouvoir exécutif national, est signé par le général Bartolomé Mitre, dont le nom seul est une autorité, et par le distingué jurisconsulte, docteur Eduardo Costa.

Mais, c'est immédiatement en vertu de la loi du 25 Septembre 1868, et d'un décret du 28 Janvier 1869, signé par le président Sarmiento et par le ministre, docteur Dalmacio Vélez Sársfield, que le recensement fut fait en Septembre 1869. Le docteur Diego G. de la Fuente en fut superintendant.

Le recensement de 1869, malgré quelques défauts, propres à l'époque et au pays dans lequel il se faisait, plutôt que provenant de l'homme intelligent qui le mena à bonne fin, est le premier travail sérieux de ce genre qui ait été fait dans la République, et il constitue le point de départ de tous ceux qui ont été faits ultérieurement.

Comme il devait être fait dans un pays de territoire immense et désert, et de population aux trois quarts illettrée, on adopta le système des dénombrements rémunérés pour tant de personnes recensées, et on divisa l'opération en trois jours.

La population de la ville de Buenos Aires comptée par le recensement de 1869, se montait à 177 787 habitants, dont 89 661 étaient argentins et 88 126 étrangers.

Les argentins constituaient alors les 50'6 % et les étrangers les 49.4 % ainsi distribués par sexes:

ARGENTINS		ETRANGERS	
Hommes	38,3 %	Hommes	61,7 %
Femmes	65,4 "	Femmes	34,6 "

Relativement à l'âge, il y avait:

De moins de 15 ans.....	59 308	334 ‰
" 15 à 40.....	89 209	502 "
" 41 à 70.....	27 580	155 "
" 71 et au dessus.....	1 690	9 "
	177 787	1000 ‰

Relativement aux sexes de toute la population, argentins et étrangers confondus, il y avait:

Hommes	98 091
Femmes	79 696
	177 787

Proportionnellement, il avait 123 hommes pour 100 femmes, résultat qui est en contradiction avec ce qui se passe dans la majeure partie des capitales, mais qui est dû à Buenos Aires, au fort excédent masculin dans l'immigration.

Pour plus de compréhension pour le lecteur, j'ai transcrit ci-après deux tableaux contenant les principaux renseignements relatifs à la population de la capitale donnée par le recensement de 1869:

Population de Buenos Aires, en 1869, d'après le recensement

NATIONALITÉS	1 AN		2 à 5		6 à 10		11 à 15		16 à 20		21 à 30	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
AMÉRICAINS:												
Argentins	3 704	3 565	6 672	7 136	7 070	7 668	5 568	6 858	3 022	5 811	4 262	8 240
Boliviens	—	—	—	1	—	2	1	1	9	3	26	13
Brésiliens	3	1	15	26	32	25	34	24	54	46	123	60
Chiliens	—	—	1	1	5	4	9	13	46	30	96	32
Américains du Nord	—	1	2	6	7	6	15	8	47	13	239	20
Uruguayens	48	25	150	129	266	221	414	325	620	449	1 003	770
Paraguayens	1	2	15	11	44	37	68	25	64	17	117	33
Péruviens	1	—	—	—	—	—	2	—	4	3	13	2
Pays divers	—	—	—	2	1	1	3	2	4	4	15	15
EUROPÉENS:												
Autrichiens	—	—	—	2	3	1	3	4	46	2	241	17
Allemands	2	1	21	17	29	27	27	32	88	72	596	234
Belges	—	—	2	1	3	—	4	2	4	8	38	16
Espagnols	15	16	87	90	151	158	471	305	1 604	496	3 706	1 035
Français	26	12	97	109	168	172	302	242	919	585	2 810	1 524
Anglais	9	2	28	20	45	46	71	67	192	132	809	368
Italiens	82	75	559	524	954	818	1 881	1 026	2 670	1 629	9 490	4 063
Portugais	1	1	2	—	5	4	6	3	39	4	274	20
Suisses	2	5	11	11	20	13	35	23	112	60	417	114
Pays divers	2	2	2	7	6	5	29	7	190	38	538	63
AFRICAINS	—	1	2	1	4	—	4	3	9	5	48	13
ASIATIQUES	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	3	—
Sans spécification	—	2	—	—	—	—	2	1	8	—	6	—
Totaux	3 896	3 711	7 666	8 094	8 812	9 209	8 949	8 971	9 753	9 407	24 870	16 652

Population de Buenos Aires, en 1869, d'après le recensement (Suite)

NATIONALITÉS	31 à 40		41 à 50		51 à 60		61 à 70		71 à 80		81 à 90	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
AMÉRICAINS :												
Argentins	2 909	5 543	2 043	3 172	1 343	2 089	612	987	223	425	43	110
Boliviens	11	2	4	—	8	—	1	3	—	2	—	—
Brésiliens	93	37	54	25	32	15	13	2	2	—	—	3
Chiliens	65	23	51	21	21	14	11	3	4	1	2	2
Américains du No d	128	11	57	7	21	2	8	3	2	—	—	—
Uruguayens	423	361	164	225	94	142	49	56	14	25	3	7
Paraguayens	78	11	52	7	12	10	3	3	4	—	—	—
Péruviens	7	6	4	9	7	2	3	3	2	—	—	—
Pays divers	13	7	5	2	4	2	1	1	1	—	—	2
EUROPÉENS :												
Autrichiens	109	11	44	1	11	3	7	2	2	—	—	—
Allemands	431	160	175	79	53	28	33	19	5	4	1	—
Belges	39	14	17	4	5	2	4	—	—	—	—	—
Espagnols	2 478	718	1 237	410	496	179	167	76	59	25	12	4
Français	2 229	1 051	1 320	671	490	251	193	113	60	27	9	6
Anglais	453	166	257	125	101	59	64	31	23	7	1	3
Italiens	7 428	2 612	3 852	1 387	1 343	636	458	230	127	56	29	15
Portugais	141	11	105	10	80	7	38	3	14	3	5	—
Suisses	262	72	118	36	53	12	13	2	6	2	1	—
Pays divers	298	62	146	26	46	29	13	6	9	4	2	—
AFRICAINS	34	14	39	24	40	39	27	45	31	40	20	24
ASIATIQUES	2	—	3	2	1	1	1	1	—	3	—	1
Sans spécification	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Totaux	17 635	10 892	9 727	6 781	4 241	3 522	1 719	1 590	588	624	128	177

NATIONALITÉS	91 à 100		AU DESSUS DE 100		SANS SPÉCIFICATION		RÉCAPITULATION		
	H	F	H	F	H	F	HOMMES	FEMMES	TOTAL
AMÉRICAINS :									
Argentins	10	29	3	2	2	—	37 486	52 175	89 661
Boliviens	—	—	—	—	—	—	60	27	87
Brésiliens	—	—	—	—	—	—	455	262	717
Chiliens	—	—	1	—	—	—	312	144	456
Américains du Nord	—	—	—	—	—	—	526	77	603
Uruguayens	—	2	1	1	—	—	3 249	2 738	5 987
Paraguayens	—	—	—	—	—	—	437	156	593
Péruviens	—	—	—	—	—	—	43	25	68
Pays divers	—	—	—	—	—	—	47	38	85
EUROPÉENS:									
Autrichiens	—	—	—	—	33	—	499	43	542
Allemands	—	—	—	—	—	—	1 461	578	2 039
Belges	—	—	—	—	—	—	116	47	163
Espagnols	2	—	1	—	—	—	10 486	3 522	13 998
Français	—	—	2	—	—	14	8 625	4 777	13 402
Anglais	—	—	—	—	1	1	2 054	1 027	3 081

Population de Buenos Aires, en 1869, d'après le recensement (Fin)

NATIONALITÉS	91 à 100		AU DESSUS DE 100		SANS SPÉCIFICATION		RÉCAPITULATION		
	H	F	H	F	H	F	Hommes	Femmes	Total
Italiens	4	2	1	—	5	1	28 885	13 074	41 957
Portugais	1	1	—	—	—	—	711	67	778
Suisses	—	—	—	—	—	—	1 030	350	1 380
Pays divers	2	—	2	—	33	—	1 315	347	1 662
Africains	2	7	3	3	—	—	263	219	482
Asiatiques	—	—	—	—	—	—	12	9	21
Sans spécification	—	—	—	—	1	—	21	4	25
Totaux	21	41	14	6	75	16	98 091	79 696	177 787

1870 á 1875

Après le recensement de 1869, la ville de Buenos Aires, la plus avancée, la plus populeuse et la plus riche de la République, et aussi la première de celles qui figurent dans le vaste scénarium Sud-Américain, par le chiffre de sa population, par son activité commerciale, par les nobles satisfactions qu'y rencontrent tous les amants des arts, par l'expansion qu'y reçoivent toutes les conquêtes de la science et de l'industrie et par la puissante attraction qu'elle exerce sur tous les points éloignés de l'extérieur, vécut pendant 18 ans dans une véritable ignorance du chiffre exact de sa population et de la façon dont elle était composée relativement aux sexes, à l'âge et aux nationalités.

Toutes les personnes qui eurent le gouvernement communal de cette ville entre les mains, regardèrent comme une chose secondaire l'accomplissement d'une mesure réclamée si énergiquement par les grands intérêts patriotiques, scientifiques et de bonne administration, jusqu'à ce que, en 1887, à peine fut-il arrivé à l'intendance, le docteur Antonio F. Crespo, ordonna que l'on ferait un dénombrement de la population, des édifices, du commerce et de l'industrie.

Avant cette date, de 1870 à 1875, le docteur don Guillermo Rawson essaya de combler le vide que laissait l'administration sur un sujet aussi important; et se servant de bases que je ne connais pas, il calcula la population de Buenos Aires pendant ces diverses années.

Ce sont de simples calculs que ceux du docteur Rawson, basés sur des éléments insuffisants, comme le sont tous ceux qui servent pour calculer la population d'une ville qui ne présente pas le puissant concours de recensements antérieurs, dont les lois de l'accroissement, déterminées en grande partie par l'immigration européenne et par le mouvement intérieur, ne sont pas connues, et dont la balance démographique même est imparfaitement portée, et ils doivent être regardés comme tels, sans leur attribuer tout le respect que l'on doit à la vérité.

La population calculée par le docteur Rawson est la suivante :

ANNÉE	Population	ACCROISSEMENT	
		Absolu	Relatif
1870.....	186 320	—	—
1871.....	195 262	8 942	4,7
1872.....	204 634	9 372	4,7
1873.....	214 453	10 819	4,7
1874.....	220 000	5 547	2,5
1875.....	230 000	10 000	4,5

Je dois dire en bonne justice, que l'augmentation relative qui résulte des calculs du docteur Rawson, est d'une grande modération, et c'est pour cette raison qu'elle présente beaucoup de sérieux.

Ces mêmes calculs servirent pour tous les travaux démographiques qui furent faits sur la population de cette ville, par l'auteur et par d'autres personnes, pendant la période indiquée, particulièrement pour l'étude sur la *Statistique vitale de Buenos Aires*, mémoire présenté en 1876 au congrès médical de Philadelphie par le même docteur Rawson.

1876 á 1886

L'un des statisticiens les plus compétents et les plus laborieux, auteur d'une multitude d'importantes publications qui ont donné une grande envolée aux études médicales et démographiques dans le pays, le docteur Emilio R. Coni, calcula la population de Buenos Aires de 1876 à 1886.

En 1875, le docteur Coni, à peine sorti des bancs du collège, commença la publication des *Bulletins Démographiques de la ville de Buenos Aires*, qu'il continua jusqu'en 1887, sans aucune rémunération officielle, et qui méritèrent l'honneur d'être présentés comme modèles au congrès d'hygiène réuni à La Haye.

Comme il n'existait pas de recensement qui fit connaître le chiffre de la population, le docteur Coni se vit obligé de la calculer, pour avoir cette base indispensable de toute étude démographique.

Le docteur Coni fit ses calculs en prenant en considération le mouvement immigratoire, pour lequel il estimait que les deux tiers des immigrants qui entraient par le port de Buenos Aires restaient dans la ville, et l'accroissement végétatif, pour lequel il supposait que 10 pour 100 des naissances échappaient à l'inscription dans les régistres paroissiaux de baptêmes, parce que l'institution du régistre civil n'existait pas.

Avec cette base de calcul, le docteur Coni suivit sans interruption, pendant onze années, jour par jour, l'étude du mouvement démographique de la population de Buenos Aires ; et pendant cet espace de temps, cette ville, dans laquelle, jusqu'en 1880, se rencontraient trois sortes d'autorités, les nationales, les provinciales et les municipales, n'eut pas d'autre constation sérieuse et scientifique des phénomènes vitaux que celle que faisait ce particulier d'une manière désintéressée.

C'est pour cela que l'œuvre du docteur Coni doit être regardée avec sympathie par tous ceux qui s'intéressent à ce genre d'études dans le pays ; et c'est pour cela que je consigne dans mon ouvrage, comme simple antécédent, les calculs de population du laborieux démographe :

ANNÉE	Population	ACCROISSEMENT	
		Absolu	Relatif
1876.....	200 000	—	—
1877.....	215 000	15 000	7,5
1878.....	234 029	19 029	8,8
1879.....	257 440	23 411	10,0
1880.....	270 708	13 268	5,1
1881.....	289 925	19 217	7,1
1882.....	315 764	25 839	8,9
1883.....	340 375	24 611	7,7
1884.....	365 302	24 927	7,3
1885.....	384 492	19 190	5,2
1886.....	400 951	16 459	4,2

1887

En prenant la charge de l'Intendance en 1887, le docteur Antonio F. Crespo, obtint du Conseil Délibérant Municipal, la sanction d'une ordonnance, laquelle autorisait ce fonctionnaire à faire relever un recensement général du municipe, recensement qui " comprendrait la population et les investigations statistiques les plus importantes relatives au commerce, à l'industrie, etc. ".

Cette ordonnance établissait que, afin de conduire à bonne fin l'opération du recensement, l'Intendant devrait nommer une commission directrice, composée de personnes compétentes, laquelle présenterait à l'Intendance un plan complet d'exécution ; et que, à partir de jour du levé du recensement, l'ordonnance du 14 Décembre 1883, réglementant le registre civil devrait être mise en vigueur.

La première commission du recensement fut composée de MM. le docteur Adolfo E. Dávila, le docteur F. Latzina, Manuel C. Chueco, F. Perrone, Antonio Galarce, Florentino M. García, et l'auteur du présent ouvrage, auxquels on ajouta ensuite le docteur Antonio F. Piñero.

D'accord avec le programme rédigé par cette commission, on leva, pendant l'espace de temps compris entre le 14 Septembre à minuit et le 15 du même mois à midi, un recensement de la population qui comprenait les renseignements suivants : Noms, Prénoms, sexes, âges, degrés de parenté, état civil, couleur, profession, religion, nationalité, lieu de naissance, naturalisation, nationalité des parents, qualité de la résidence, degré d'instruction, conditions des recensés, défauts physiques et absents de la famille.

On adopta pour lever le recensement, le bulletin de famille, et on fixa la date du 15 Septembre, parce que ce jour terminait les 18 années passées depuis le dernier recensement, qui était le national de 1869. Pour le plus de facilité de l'opéra-

tion, on divisa l'ancien municipe en 20 sections, correspondant à chacune de celles de la police et municipales. Dans chaque section on nomma une commission de 15 membres nationaux et étrangers, élus parmi les habitants les plus en vue.

Le recensement effectué, et plus tard ses bulletins réduits en fiches individuelles, la commission centrale trouva comme population de la ville en 1887, dans les 20 sections de l'ancien municipe, le chiffre de 404 173 habitants. Dans les territoires de Flores et de Belgrano, postérieurement annexés à la capitale, on trouva aussi une population de 25 385 âmes.

La population flottante se montait à 3 817 personnes.

En comprenant tous ces chiffres, la capitale comptait donc en 1887, 433 375 habitants.

1895

En accomplissement d'une loi nationale, réclamée par des hauts intérêts administratifs, scientifiques et économiques, le 10 Mai 1895 on fit le recensement général de la population de toute la République. Par cette heureuse initiative, on put connaître exactement, non seulement quel était le chiffre total de la population de Buenos Aires, mais aussi comment elle était composée, quant aux sexes, aux âges, à l'état civil et à la nationalité.

Instruite par le beau spectacle que présenta la ville de Buenos Aires en 1887, lorsque, par ordre des autorités on fit le dénombrement de ses habitants, opération à laquelle prirent part les hommes les plus éminents — par leur position sociale, par leur fortune, par leur situation politique et par d'autres antécédents — la Commission qui eut à sa charge le relevé du recensement national du 10 Mai, sollicita le concours de la partie la plus distinguée du municipe; et, avec la collaboration chaleureuse et désintéressée de celle-ci, on réalisa très heureusement l'opération vaste et compliquée du recensement.

La population trouvée par le recensement était composée de 663 854 habitants en y comprenant les 656 de Martín García, île qui, pour les effets du recensement fut incorporée au territoire de Buenos Aires, et 7 656 de la population flottante.

Ce total de 663 854 habitants donnait sur la population comptée par le recensement du 15 Septembre 1887 — laquelle se montait à 433 375 personnes — un accroissement absolu de 230 479 habitants dans la période comprise entre les deux dates des recensements, c'est-à-dire, 7 ans et 8 mois, ou, pour parler en chiffres ronds, 8 années, ce qui impliquait une augmentation moyenne annuelle absolue de 28 809 âmes.

D'accord avec la formule de l'augmentation arithmétique, l'accroissement absolu de 230 479 habitants pendant les 8 années comprises entre 1887 et 1895, se convertit en un relatif de 53,18 %, pendant cette période, ou de 6,64 % annuellement.

Cette augmentation se monte seulement à 5,73 % annuellement, si on opère d'après la formule de l'accroissement géométrique.

Ce recensement révèle que sur un total de 663 754 habitants (comprenant les 656 de Martín García), il y avait 318 361 argentins — desquels 150 376 étaient originaires de Buenos Aires — et 345 393 étrangers.

1904

Pendant cette année on fit à Buenos Aires le second recensement communal, ordonné par l'Intendant Municipal don Alberto Casares, en accomplissement des dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 28 Mai 1904, qui établissait qu'il serait fait un recensement général " lequel comprendrait la population, les édifices, le commerce et l'industrie, sans préjudice d'étendre plus tard l'investigation vers d'autres faces intéressantes de la vie démographique, économique et morale de ce municipe ". La prescription de cette ordonnance eut en vue, à son tour, d'accomplir les préceptes de la lettre organique de la Statistique Municipale, promulguée le 31 Mai 1889, qui ordonnait à cette répartition de diriger, tous les dix ans, une opération de ce genre.

Les travaux préparatoires de ce recensement commencés le 1.er Juin 1904, on put les terminer, après une tâche laborieuse, en temps opportun pour que la complexe opération du recensement put être faite pendant les jours compris entre le 11 et le 18 Septembre, cette dernière date commémorant le relevé du premier recensement municipal fait en 1887.

Ce recensement ne voyait plus que la population de fait, et non la population de droit, d'accord avec le conseil donné par les derniers congrès internationaux de statistique. On choisit pour faire le dénombrement, l'époque pendant laquelle la population est dans sa résidence habituelle et pendant laquelle les voyageurs qui visitent la ville sont peu nombreux, au contraire de ce qui arrive pour beaucoup de villes européennes, dans lesquelles le nombre de touristes forme à certains moments, des masses considérables.

Ces deux circonstances offraient a priori l'assurance que le recensement, s'il n'était pas l'expression exacte de la vérité, quant au dénombrement de la population de fait, s'en rapprocherait beaucoup. La date du 18 Septembre réunissait ces conditions.

Le recensement fait à la date indiquée montra que la population de fait, ou population effective, relevée nominalement, se montait à 950 891 habitants, distribués dans chacune des vingt circonscriptions electorales dans lesquelles est divisé le territoire de la capitale.

Ce chiffre comparé avec celui de 663 854 habitants que révélait le recensement précédent de 1895, il résulta que pendant la courte période de neuf années et quatre mois, la population de Buenos Aires eut une augmentation absolue de 287 037 habitants.

D'accord avec la formule de l'accroissement arithmétique, cette augmentation absolue se convertit en une relative de 4,63 % annuellement, et, d'accord avec celle de l'accroissement géométrique, en une de 3,92 %.

1909

En accomplissement d'une ordonnance sanctionnée par l'Honorable Conseil Délibérant, en date du 20 Août 1909, l'Intendant Municipal, don Manuel J.

Güiraldes, ordonna de faire un recensement général du municipe, lequel comprendrait la population, les édifices, le commerce, l'industrie et beaucoup d'autres renseignements intéressants, ce recensement devait être fait en un ou plusieurs jours, à partir du 12 Octobre de la même année.

En dehors des propositions générales d'information que tout recensement poursuit, le présent se proposait de remplir un grand but d'inventaire national; il était destiné à commémorer le premier centenaire de la Révolution Nationale, montrant aux argentins et aux étrangers, les grands progrès obtenus par la métropole argentine pendant un siècle de vie nationale indépendante.

Appelés à collaborer à cette œuvre, les habitants les plus en vue de ce municipe, aussi bien les nationaux que les étrangers, prêtèrent le concours le plus désintéressé et le plus patriotique, produisant un sympathique mouvement d'opinion.

Ce recensement fait, il donna une population de 1 131 698 habitants, dont on peut voir les détails dans le premier tome de cet ouvrage.

Ci-après est un tableau qui comprend l'accroissement de la population de Buenos Aires de 1580 à 1909:

Population de Buenos Aires, depuis sa fondation jusqu'en 1909

ANNÉES	POPULATION	ACCROISSEMENT ABSOLU EN:		Accroissement relatif	Moyenne % annuelle	SOURCES ET AUTORITÉS
		Années	Habitants			
1580.....	500	—	—	—	—	Fondation
1602.....	500	22	200	66,6	3	Dénombrement, augmentation, Trelles
1664.....	4 000	62	3 500	700	11.2	» » Martinez
1744.....	11 118	80	7 118	177	2.2	Dénombrement
1770.....	22 007	26	10 889	97	3,7	Concolorcorvo
1778.....	24 205	8	2 198	9.9	1.2	Recensement Vertiz
1801.....	40 000	23	15 795	65.2	2.5	Azara
1806.....	45 000	5	5 000	12.5	2.5	Mitre, Trelles et autres
1810.....	46 000	4	1 000	2.1	0.5	Recensement, augmentation végétative
1822.....	55 416	12	9 416	20.4	1.7	Recensement
1836.....	62 228	14	6 812	12.2	0.8	»
1838.....	65 344	2	3 116	5.0	2.5	»
1852.....	76 000	14	10 656	16.3	1.1	Rawson
1855.....	90 076	3	14 076	18.5	6.1	Recensement
1864.....	140 000	9	49 924	55.4	6.1	Anonyme
1865.....	150 000	1	10 000	7.1	7.1	»
1869.....	177 787	4	27 787	18.5	4.6	Recensement National
1870.....	186 320	1	8 533	4.7	4.7	Rawson
1871.....	195 262	1	8 942	4.7	4.7	»
1872.....	204 634	1	9 372	4.7	4.7	»
1873.....	214 453	1	10 819	4.7	4.7	»
1874.....	220 000	1	5 547	2.5	2.5	»
1875.....	230 000	1	10 000	4.5	4.5	» »
1887.....	433 375	12	203 375	89	7.5	Recensement Crespo
1895.....	665 854	8	230 479	53.1	6.6	Recensement National
1904.....	950 891	9	287 037	43.2	4.8	Recensement Municipal
1909.....	1 231 698	5	280 807	29.5	5.9	» »

MOUVEMENT DÉMOGRAPHIQUE

DEPUIS LES COMMENCEMENTS DU XVII^me. SIÈCLE

Mouvement démographique basé sur des renseignements inédits, extraits des premiers régistres paroissiaux, depuis 1601 jusqu'à 1887. — Histoire de ces régistres. — Baptêmes. — Décès. — Mariages.

LES REGISTRES PAROISSIAUX

Sources de ce travail

Les renseignements du mouvement démographique de la ville de Buenos Aires qui forment le présent travail, sont les plus anciens et les plus complets qui aient été publiés jusqu'à ce jour, et ils furent extraits directement des sources paroissiales mêmes. Ils épuisent tout ce qui existe sur les bapthêmes, les décès et les mariages, depuis la fondation de la ville, en 1580, jusqu'en 1887, époque à laquelle le Régistre Civil commença à fonctionner.

Avant 1854, il n'avait été publié que des renseignements isolés, perdus dans des ouvrages de divers genres, sur la démographie de la ville; mais cette année commença la seconde série du *Registro Estadístico de la Provincia de Buenos Aires*, et depuis lors on publia sans interrumption tout le mouvement vital.

La plus ancienne publication que je connaisse, dans laquelle sont consignés des chiffres sur les baptêmes, les décès et les mariages ayant eu lieu à Buenos Aires, est le *Lazarillo de ciegos caminantes desde Buenos Aires hasta Lima*, livre très rare jusqu'en 1908, où il fut réédité par la *Junta de Numismática;* lequel fut écrit en 1790 par le faux inca Concolorcorvo. Dans cette publication, il est fait un calcul de la population, duquel je me suis occupé dans la première partie de ce travail, et il est enregistré le mouvement démographique de la ville pour cette année.

Une *Guía de Buenos Aires*, pour 1792, contient aussi le nombre de baptêmes, de décès et de mariages qui eurent lieu dans la ville du 1.^er Octobre 1790 à la fin de Septembre 1791.

Ensuite la *Guía de forasteros*, de Araujo, pour 1803, très connue de tous les amants des études historiques, donne aussi le mouvement vital de la ville, du 1^er. Décembre 1801 à la fin de Novembre 1802.

Postérieurement, le *Registro Estadístico de Buenos Aires*, inauguré pendant la

progressiste administration du général Rodríguez, dont Rivadavia était ministre, par le docteur Vicente López y Planes, consigna aussi le nombre des baptêmes, des décès et des mariages ayant eu lieu en 1822, 1823, 1824 et 1825, années pendant lesquelles il parut.

Pendant la malheureuse et rétrograde période de Rosas, on ne publia plus de renseignements sur la démographie de la ville, sinon celui des décès de catholiques qui eurent lieu en 1838, et qui furent insérés dans la *Gaceta Mercantil* de cette année, car, quoique Maeso affirme dans la traduction de l'œuvre de Parish que dans l'*Archivo Americano*, que rédigeait don Pedro de Angelis, on trouve des renseignements sur les baptêmes et les décès de Buenos Aires pour quelques années, dans les deux éditions de ce livre que l'on conserve à la bibliothèque Nationale, je les ai recherchés longuement et je ne les ai pas trouvés.

Le distingué bibliophile Manuel R. Trelles, dans les laborieuses exhumations qu'il fit d'importants documents relatifs à la histoire de la population, fit connaître aussi, dans les *Registros Estadísticos de la Provincia de Buenos Aires*, les renseignements rétrospectifs sur les baptêmes, les décès et les mariages qui eurent lieu pendant les années 1829, 1830 et 1831.

En dehors de ces publications, je n'en connais pas d'autres dans lesquelles sont consignés les renseignements nécessaires pour ce travail, et je dus, par conséquent, les rechercher avec ardeur aux sources mêmes, puissamment aidé par la bonne volonté des autorités ecclésiastiques qui me prêtèrent le concours le plus décidé, ce dont je leur sais beaucoup de gré.

Les renseignements les plus anciens sur le mouvement démographique de la ville de Buenos Aires que je pus rencontrer, commencent en 1601, 21 ans après la fondation, et ils se trouvent dans les régistres de la primitive paroisse de la Cathédrale, aujourd'hui dans les archives de la Merced, dans des cahiers que le temps et la mauvaise calligraphie, ont rendu presque illisible, et qui sont une véritable curiosité historique, comme on peut le voir par la reproduction photographique ci-jointe.

Le premier régistre de ceux des archives de l'ancienne Cathédrale, porte comme en-tête:

" Premier régistre de baptêmes d'espagnols et de nègres et de mariages et épousailles, qui commença le 16 Mars 1601, étant curé et vicaire de cette ville de Buenos Aires, don Juan Martínez de Macedo, 20 ans avant l'érection formelle de cette Sainte Eglise Cathédrale ".

Le second régistre commence par ce titre inscrit à la première de ses pages: " Mariages et baptêmes d'espagnols de cette sainte église cathédrale, étant paroissiale de la ville de la Santísima Trinidad Puerto de Santa María de Buenos Aires. Les mariages commencent le 2 Février 1614 et vont jusqu'en 1630, et les baptêmes de 1621 à 1629 ". Et plus bas: " Second régistre, en temps de peu de gens et de moins de papier ".

Mais, quoique les premiers régistres de baptêmes et de mariages que je viens de citer, indiquent qu'ils appartiennent à la Cathédrale, celle-ci ne fut pas la seule paroisse qui, dans ces lointaines années, exista dans la ville, car il est constaté dans des livres qu'il m'a été donné de voir, et dans d'autres documents officiels de l'époque, que l'église de San Francisco servait aussi d'église paroissiale.

Ainsi, dans un régistre de *baptêmes de gens de service*, qui comprend les années

de 1604 à 1615, et qui fait partie aujourd'hui des archives de la Merced, il est dit dans l'en-tête de certaines parties: " dans l'église de San Francisco, de ce port de Buenos Aires, qui sert de paroissiale ", et dans d'autres: " dans l'église de San Francisco, qui sert d'église principale ".

En outre les actes capitulaires de 1589 font connaître un incident original et curieux, arrivé cette année entre l'alcalde de premier vote Gaspar de Quevedo et le père gardien de San Francisco, frère Francisco Romano, qui eut pour résultat l'expulsion de ce dernier, et par lequel il est constaté qu'à cette date il n'existait plus d'autre curé dans la ville que le dit gardien.

En discutant dans le Cabildo l'expulsion du frère Romano, l'échevin Juan de Castro exposa: " Il est arrivé à ma connaissance que le père, frère Francisco Romano a causé beaucoup de scandales dans cette ville et dans d'autres endroits où il a été; mais je suis d'avis qu'il ne convient pas que le peuple reste sans religieux, et pour cette raison, je demande au seigneur général et à tout le Cabildo que, au cas où le gardien sortirait, d'empêcher le voyage d'un autre père qui se trouve actuellement dans cette ville ". (1)

De tous ces antécédents il résulte que dans les premières années de la fondation de cette ville, il existait seulement deux églises qui portaient le titre de paroissiales: celle de la cathédrale et celle de San Francisco, églises qui figurent aussi dans la répartition des terrains de la ville faite en 1580 par Garay.

Les premiers renseignements démographiques sur Buenos Aires commencent, comme on l'a vu, en 1601, 21 années après la fondation de la ville, et, naturellement, il vient à l'idée de se demander si ce sont les premiers baptêmes enregistrés, ou si, au contraire, il y en a eu d'autres précédemment, contemporains de la fondation, et dont l'existence n'est pas connue, soit qu'ils aient été perdus ou détériorés.

Le titre de " Premier Régistre ", que porte celui des baptêmes de 1601, et la circonstance que ni dans celui-là pas plus que dans les suivants on ne fait aucune allusion à des inscriptions antérieures, feraient croire que c'est, en effet, le premier et que, avant lui, il n'en a pas existé d'autres dans la ville. Mais il n'en est pas ainsi. Les premières inscriptions sont faites dans des cahiers ou sur des feuilles de papier que l'on réunissait et reliait ensuite, et la plus grande partie des titres furent mis à une époque postérieure. Il suffit de revoir légèrement les cahiers pour noter la grande confusion qui présida à leur préparation, et les lacunes qu'ils renferment. Les omissions, les transpositions et les suppressions que l'on note dans leur réunion, prouvent ce que je viens de dire. De sorte que tout porte à croire qu'avant 1601, il y eut des inscriptions faites par le ou les curés de la ville, lesquelles ont été, malheureusement, perdues.

Quant à la conservation des renseignements démographiques correspondant à 1601 et aux années suivantes, elle est due à un modeste curé de la première paroisse de la cathédrale, homme aussi peu connu que méritant, et qui a réellement droit à un éternel souvenir de la part de la ville.

En 1786, la cathédrale avait comme curé le docteur don Juan Cayetano Fer-

(1) Voir *Revista de Buenos Aires*, vol. V; *El Guardián de San Francisco en 1589*, par M. R. TRELLES.

nández de Agüero, dont la biographie a été publiée par Trelles dans le premier numéro de la *Revista Patriótica* de 1888; ce curé entreprit la pénible tâche de réviser et d'annoter les registres paroissiaux qui avaient été sauvés de la destruction, de 1601 à 1784. Le travail d'Agüero, d'une grande valeur historique, était difficile et demandait de la patience; grâce à lui on peut aujourd'hui étudier le mouvement de la population de Buenos Aires pendant les premières années de sa fondation.

Une des nombreuses notes du docteur Agüero dans les registres qu'il révisa, explique de la manière suivante quelle fut la grande tâche qu'il mena à bonne fin:

" Je certifie, moi, curé recteur, aujourd'hui le plus ancien de la Sainte Eglise Cathédrale de Buenos Aires, que, ainsi que j'ai déchiffré dans le registre paroissial précédant celui-ci, comme je l'ai pu pour la lecture des inscriptions des baptêmes, des mariages et aussi des confirmations que ce registre contient (registre qui est le premier), spécialement en ce qui concerne les espagnols (car il se compose de tout), j'ai aussi déchiffré ce présent registre paroissial qui ne se pouvait lire qu'avec beaucoup de difficultés, écrivant par dessus l'ancienne écriture et composant de nombreuses lettres mal formées et défigurées, tout en conservant la mauvaise orthographe pour que l'on reconnaisse bien l'original. Je n'ai changé ni transposé des mots, sauf pour des noms qui furent omis ou mis dans d'autres endroits, et alors j'ai mis quelques signets, citations ou rappels, où l'on omis souvent des noms et des prénoms. Ainsi j'ai fait le travail que l'on y voit, observant toujours la légalité et la vérité comme je l'ai toujours fait.

Buenos Aires, 15 Octobre 1786.

Dr. Juan Cayetano Fernández Agüero ".

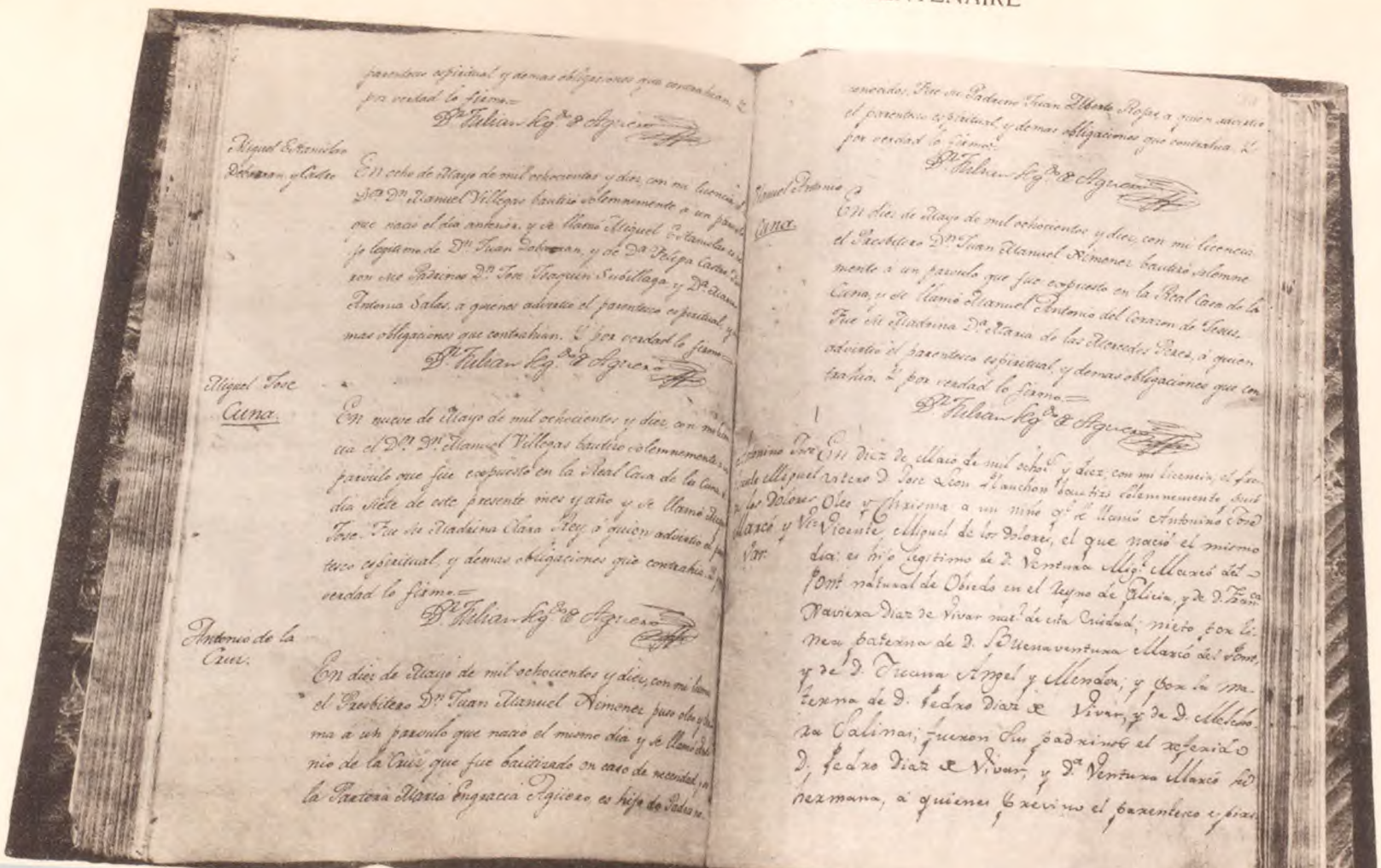
Ainsi, ce fut le docteur Fernandez Agüero qui déchiffra les premiers registres paroissiaux et qui surchargea leur écriture, qui fut le sauveur du dépôt le plus ancien et le plus précieux dans lequel se conserve l'histoire ou la généalogie des premiers habitants de Buenos Aires; et, après plus d'un siècle, c'est la première occasion que l'on a de profiter du bon travail du digne curé, pour reconstituer l'histoire démographique de la ville.

Les registres de baptêmes, décès et mariages de la primitive et ancienne paroisse de la Cathédrale, étaient tenus si irrégulièrement, par les curés chargés de ce service, que le 29 Août 1649, l'évêque frère Cristóbal Velasco, dans une visite qu'il fit à la dite église, se préoccupa sérieusement de ce point, et il rédigea un formulaire pour faire les inscriptions.

L'évêque disait qu'il avait observé le manque de style et de forme avec lequel on inscrivait les actes et les différentes écritures que l'on avait employées, et " pardonnant le mauvais travail fait jusqu'ici, et donnant un modèle pour l'avenir, SS. Illme. et Rme. dit: Qu'il commandait et commande aux curés qu'à partir de maintenant ils soient écrits avec ce style et dans cette forme ".

Cette correction épiscopale ainsi que la nouvelle formule pour l'inscription des actes, le tout dûment signé, est constaté dans une page du registre paroissial de l'année 1649 qui forme aujourd'hui le registre II, 2me. partie, de ceux qui se trouvent dans les archives de l'église de la Merced.

RECENSEMENT MUNICIPAL DU CENTENAIRE



parentesco espiritual, y demas obligaciones que contrahian. Y
por verdad lo firmo=
D.n Fulgencio Rg.z de Agüero

Miguel Estanislao Dolores y Cadro

En ocho de Mayo de mil ochocientos y diez, con mi licencia el
Sor. D.n Manuel Villegas bautizo solemnemente a un parvulo
que nacio el dia anterior, y se llamo Miguel Estanislao de
jo legitimo de D.n Juan Sobrinan, y de D.a Felipa Castro, fue
son sus Padrinos D.n Jose Joaquin Subillaga y D.a Maria
Antonia Salas, a quienes advirtio el parentesco espiritual, y
mas obligaciones que contrahian. Y por verdad lo firmo=
D.n Fulgencio Rg.z de Agüero

Miguel Jose Cuna.

En nueve de Mayo de mil ochocientos y diez con mi licen
cia el D.n D.n Manuel Villegas bautizo solemnemente a un
parvulo que fue expuesto en la Real Casa de la Cuna, el
dia siete de este presente mes y año y se llamo Miguel
Jose. Fue su Madrina Maria Rey, a quien advirtio el pa
rentesco espiritual, y demas obligaciones que contrahia. Y por
verdad lo firmo=
D.n Fulgencio Rg.z de Agüero

Antonio de la Cuna.

En diez de Mayo de mil ochocientos y diez, con mi licen
el Presbitero D.n Juan Manuel Jemenez puso oleo y Chris
ma a un parvulo que nacio el mismo dia y se llamo Anto
nio de la Cuna que fue bautizado en caso de necesidad por
la Partera Maria Engracia Agüero, es hijo de Padres no

conocidos. Fue su Padrino Juan Alonso Roque a quien advirtio
el parentesco espiritual y demas obligaciones que contrahia. Y
por verdad lo firmo=
D.n Fulgencio Rg.z de Agüero

Manuel Antonio de la Cuna.

En diez de Mayo de mil ochocientos y diez, con mi licencia
el Presbitero D.n Juan Manuel Jemenez bautizo solemne
mente a un parvulo que fue expuesto en la Real Casa de la
Cuna, y se llamo Manuel Antonio del Corazon de Maria.
Fue su Madrina D.a Maria de los Mercedes Perez, a quien
advirtio el parentesco espiritual, y demas obligaciones que con
trahia. Y por verdad lo firmo=
D.n Fulgencio Rg.z de Agüero

Jeronimo Jose de Miguel de los Dolores y Marco y Vic.te

En diez de Mayo de mil ochoc.tos y diez, con mi licencia, el Pres
bitero D. Jose Leon Sanchon bautizo solemnemente, sus
Oleo y Chrisma a un niño q.e se llamó Geronimo Jose
Vicente Miguel de los Dolores, el que nació el mismo
dia: es hijo legitimo de D. Ventura Miguel Marco del
Pont natural de Oviedo en el Reyno de Galicia, y de D.a Fran.ca
Xaviera Diaz de Vivar nat.l de esta Ciudad; nieto por li
nea paterna de D. Buenaventura Marco del Pont,
y de D. Teresa Angel y Mendez, y por la ma
terna de D. Pedro Diaz de Vivar, y de D. Melchora
Salinas; fueron sus padrinos el referido
D. Pedro Diaz de Vivar, y D.a Ventura Marco su
hermana, a quienes, Habiendo el parentesco y obli

A la même page où est consignée la relation de la visite episcopale, se trouve une note mise en marge, avec une écriture et une encre différentes de cette relation, ce qui fait supposer qu'elle a été faite ultérieurement, dans laquelle on se disculpe des "'différentes écritures" dont parle l'évêque. Cette note marginale dit: " Les différentes écritures peuvent être excusées lorsque le curé est malade ou appelé pour quelque malade ou pour une autre circonstance de son ministère, et alors c'est l'aide ou le sacristain qui écrit, et le curé signe après s'être rendu compte de ce qui est écrit ".

Les premiers régistres paroissiaux sont riches en notes de tout genre. Dans l'un, d'épousailles ou des mariages de 1603, on trouve la narration d'une visite de don Pedro Manrique de Mendoza, " archidiacre de la Sainte Eglise de l'Assomption, visiteur général et juge ecclésiastique de cet évêché du Rio de la Plata ", lequel, " ayant vu le régistre des épousailles et tout ce qu'il contient, dit qu'il commandait que, désormais, et toujours, dans les mariages qui se feraient, on suivit en tout et pour tout, le Saint Concile de Trente et Lima spécialement, n'admettant aucun étranger sans que, tout d'abord, il présente une preuve qu'il est célibataire, et que des gens déjà mariés ne se présentent pas pour recevoir la bénédiction nuptiale ".

Dans le dit régistre de 1603, il existe un autre édit du même visiteur, qui dispose que: " en faisant la visite, il ne trouva pas de régistre pour l'inscription des indiens qui se marient, et qu'à cause de cela il résulte des doutes, raison pour laquelle il commandait que le curé tiendrait désormais régistre, compte et raison de l'inscription des indiens qui s'épouseront, inscription qui indiquerait quels sont ces mariés et quels en sont les témoins, et que, si quelque indienne venait dire au dit curé qu'elle veut se marier et qu'on l'en empêche, il la fasse conduire dans une maison honorable et qu'on ne lui impose pas parce qu'elle veut se marier, et qu'elle reste là jusqu'à ce que les admonestations soient faites et que le dépôt soit remis au vicaire de cette ville ".

En outre des renseignements et des visites ecclésiastiques comme celles dont je viens de parler, les régistres paroissiaux abondent aussi dans d'autres genres d'informations. Ils sont le lieu élu par les curés pour consigner des notes sur les événements qui se déroulent au moment où ils exercent leur ministère, pour faire la biographie des hommes dont l'acte de naissance ou de décès est enregistré, pour annoter des phénomènes météorologiques et même pour traiter de questions triviales sur des intérêts agitées entre ces écclésiatiques.

Le 12 Janvier 1604 on baptisa en une seule fois, dans l'église de San Francisco qui servait d'église paroissiale, 58 nègres esclaves, dont les noms sont consignés dans le régistre, nègres introduits par le vaisseau *Nuestra Señora del Rosario*, et propriété de don Marcial Rivero; et au pied de l'acte, le docteur Juan Cayetano Fernández de Agüero écrivit plus tard, de sa propre main, la note suivante, qui donne une preuve de sa sincérité religieuse et de l'élévation avec laquelle il exerçait son ministère: " Pauvres catalogues ou listes de tant de nègres, auxquels on n'enseignait pas tout d'abord les mystères nécessaires au salut, et qui, pis est, sans connaître ce qu'est le baptême et pourquoi il est, et on leur jetait l'eau sans qu'ils eussent la volonté ou l'intention de recevoir ce qu'ils ne connaissaient pas, étant adultes ".

Le 15 du même mois de Janvier de la même année 1604, on baptisa également

à San Francisco, 46 esclaves noirs adultes, et le docteur Agüero recommença ses doléances sur la situation de ces " 46 pauvres âmes auxquelles on n'enseigna pas tout d'abord ce qui est nécessaire pour le salut, comme le commanda et le commande notre Rédempteur: *Docente omnes gentes,* et ensuite: *baptizantes eos;* et il répète après: *docentes eos servare que cumqua mandavit novis,* etc. ".

Enfin, le même docteur Agüero met au pied de l'acte de baptême du 14 Février 1604, des 46 nègres esclaves, propriété de Sebastián Berevil [1], la longue et curieuse note suivante:

" La volonté ou l'intention actuelle ou virtuelle est nécessaire chez les adultes qui ont usage de raison pour recevoir le baptême; et s'ils ne savent pas ce que c'est, quoique l'entendant nommer, et quoique sachant le nommer, s'ils ne le comprennent pas, parce qu'on ne le leur fait pas comprendre, qu'importe qu'on leur jette l'eau et qu'on fasse les formalités, car *nihil volitum quin precognitum,* et sans connaissance, on ne peut avoir la volonté et l'intention de recevoir ce que l'on ne connaît pas. Et alors, sans cette intention, l'eau et les paroles ne font rien, jetterait-on cent fois l'eau depuis la tête jusqu'aux pieds en prononçant les paroles et le baptême étant nul, à quoi sert la constation de ce baptême? et qu'importent les marques qu'on leur fait au feu, et qu'il y a des catéchistes payés, si ceux-ci ne pensent et ne se lassent à faire l'enseignement, si ce n'est comme signal et pour que le payement soit touché. L'expérience montre tout cela; et finalement, pour ce qui touche aux mystères nécessaires au salut, *quo modo credent in quem non audierant? Quo modo auten audient sine predicante?* Et si on montre et si on enseigne seulement des oraisons d'aveugle, comme le fait un enfant à un perroquet, quelle âme sauverons nous?

Dr. Agüero ".

Dans l'un des régistres paroissiaux, on consigne les dates des combats de don Pedro de Ceballos contre les Portugais; dans un autre on voit les renseignements biographiques suivants: " María Francisca Escobar y Carrasco, baptisée le 9 Septembre 1724, fille légitime de Manuel de Escobar et de doña María Carrasco. Cette femme, depuis son enfance a les jambes desséchées comme celles d'un cadavre et ne peut leur faire faire aucun mouvement, et elle n'a jamais marché: Elle se traine avec un bras et d'un côté, et ainsi elle va traînant ses tibias desséchés avec la peau collée sur l'os décoloré; elle est aussi estropiée d'un bras, mais elle peut s'en servir pour filer et tricotter des bas: elle est assez capable et économe et vit dans le quartier de Santa Catalina, année 1765. Se fait porter aux portes des églises et des maisons ".

Dans le régistre 7 et 8 de ceux de l'ancienne paroisse de la Cathédrale, des années 1738 à 1761, à la page 265, on trouve la note suivante: " 12 Décembre 1747. Depuis ce temps, à cause de la sécheresse ou manque de pluie, le sang et la bile furent appauvris ou irrités par d'autres causes, ce qui occasionna beaucoup de maladies: douleurs de ventre ou de côté, ou de gonflements, et le manque de savoir des médecins causa beaucoup de morts ".

(1) Pendant toute l'année 1604 on baptisa à San Francisco, 487 nègres esclaves; en 1607, 305.

Un régistre de 1758, porte une très longue note intitulée *Manga de langosta* (Nuée de sauterelles) disant que: " depuis le 18 Novembre de cette année, on commença à noter une écume verte crasseuse sur l'eau de ce fleuve, et en y plongeant les doigts, on constatait qu'elle avait une consistance huileuse et d'une telle épaisseur, on n'arrivait pas jusqu'à l'eau sans elle, et cela depuis le port de Las Conchas jusqu'à la rade de Barragan, du nord au sud, ou pour mieux dire, du nord-ouest au sud-ouest de cette ville, sur toutes les rives de ce fleuve, on vit cette écume dont les plus anciens ne se rappelaient pas avoir vu quelque chose de semblable"... Et il finit en disant: " le printemps fut très sec, sans les pluies nécessaires; dans les champs que nous appelons " pampas " naquirent d'innombrables sauterelles, et alors qu'elles n'avaient pas d'ailes, elles entrèrent dans les districts d'Arrecifes et d'Areco; mais à la fin d'Octobre et au commencement de Novembre, alors qu'il y eut de forts vents du sud et de l'ouest ou de terre, on vit passer de grandes nuées de sauterelles dans le nord; elles tombèrent dans le fleuve d'amont ou Paraná; et les matelots d'un bateau qui venait par cette voie dirent qu'il y avait sur l'eau tant de sauterelles mortes qu'elles recouvraient l'eau en partie, et qu'ils se figuraient venir par terre et non par eau. De là ils conclurent que l'écume verte était des ventres de sauterelles qui s'étaient nourries d'herbes fraîches du printemps. Cette écume dura jusqu'au 30 Novembre où une autre tourmente de pluie la fit disparaître ".

Pendant la période comprise entre les années 1740 et 1760, on rencontre souvent dans les régistres de la Cathédrale de petites annotations des curés, dans lesquelles ils manifestent leur dégoût parce que souvent ils trouvaient dans les temples des cadavres d'enfants d'esclaves que leurs maîtres ou leurs parents y jetaient pour ne pas payer les droits de sépulture. Les curés disent dans l'une de leurs annotations que l'on savait quels étaient les délinquants, et que beaucoup d'entre eux étaient des personnes ayant une haute position; en outre, ils accusaient une femme veuve d'avoir fait jeter dans le temple le corps d'un esclave. Le curé connut ce fait par les deux fils de la veuve, lesquels le lui dirent sous réserves.

" A l'occasion de demander ou de donner la permission (par écrit, signée de notre main), dit une note du régistre de la Cathédrale, numéroté 9 et 10, folio 46, année 1762, pour enterrer de nuit les enfants, non seulement le peuple commet beaucoup de fautes en jetant les enfants et les donnant à quelqu'un dans les églises, mais au lieu de psaumes il substitue les clairons et les trompettes martiaux, avec des torches de deux et de trois feux, avec des domestiques qui, non seulement dans les cours et aux portes des maisons commettent beaucoup de fautes par pensée, par paroles et par actions, mais aussi des fois dans les cimetières, et aux portes des églises, pendant que se font les enterrements. Cette coutume est introduite depuis peu d'années par les riches et ensuite elle a été adoptée par les esclaves et les gens libres, et nous essayons, sans pouvoir y arriver, nous subalternes, à y mettre un terme ". Et au dessous, avec une écriture et une encre différentes, ce qui fait penser que cela a été fait postérieurement par une autre personne, on ajoute: " En 1776, on a défendu cette sorte d'enterrements et cette dépense superflue a cessé ainsi que les autres inconvénients ".

Dans l'un des premiers régistres des archives de l'église paroissiale de la Conception, il existe une curieuse controverse, au sujet de savoir si l'on devait sup-

primer l'allocation assignée pour une voiture afin de conduire le viatique. Le curé qui a mis la note est partisan décidé du maintien de la voiture, étant données les longues distances que l'on doit parcourir pour donner les derniers secours spirituels aux moribonds; mais il ne dit pas comment fut résolu le conflit.

Une autre curiosité relative à l'histoire des registres paroissiaux, qui surprendra assurément beaucoup de personnes, même celles qui se dédient le plus à ce genre de recherches, est l'existence dans la première paroisse de la Cathédrale, de livres de recettes, ou d'annotation des droits perçus par l'église pour chaque baptême, décès ou mariage autorisé.

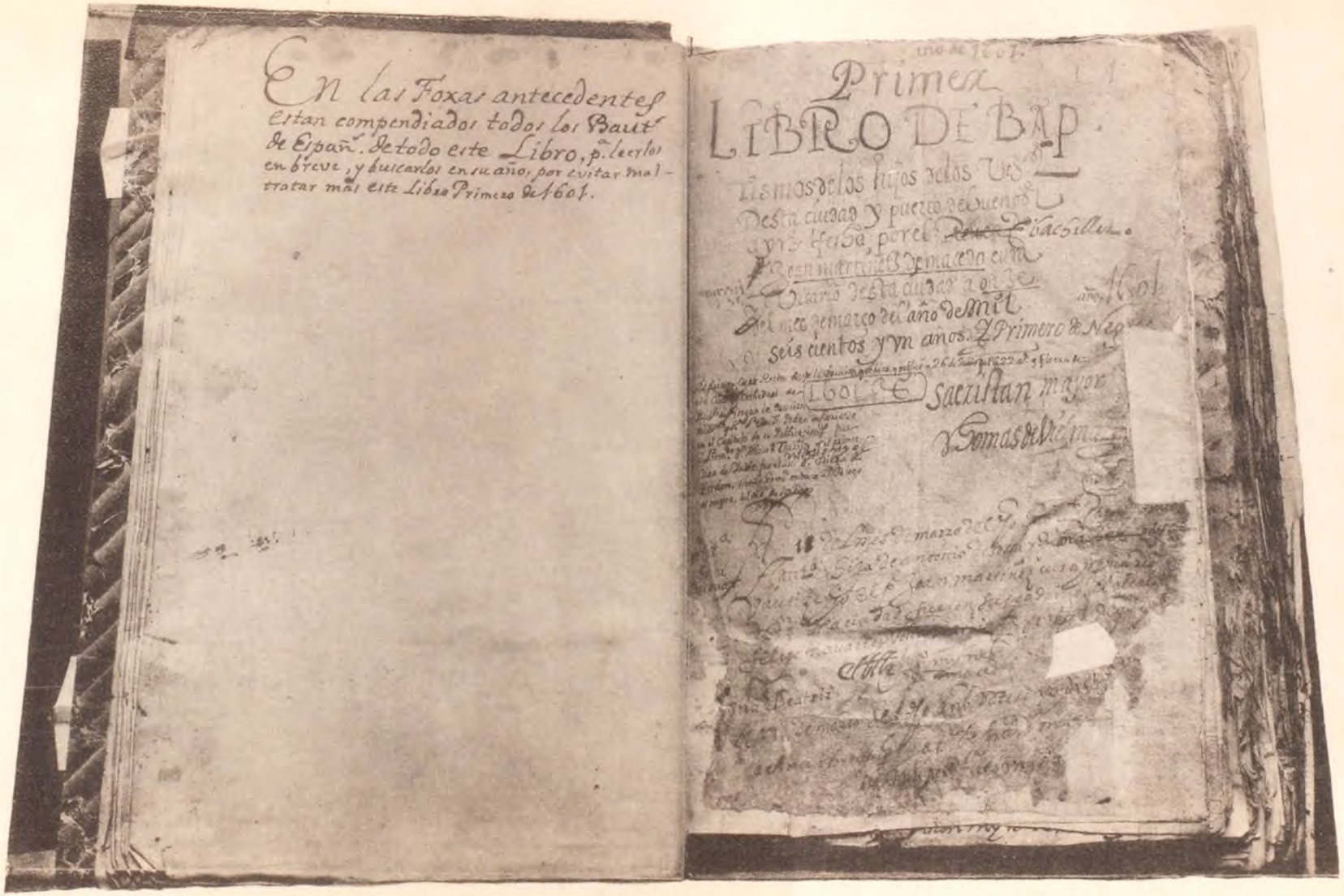
Ces livres, dénués d'importance démographique à première vue, en ont une et très grande, car, de 1645 à 1785, c'est-à-dire pendant le long espace de temps de 140 années, ils sont l'unique endroit où sont annotés les décès de la paroisse de la Cathédrale. Pendant cette période, on n'a pas enregistré les décès sous forme individuelle comme on l'a fait ensuite. Ces décès sont constatés par les droits que percevait l'église pour enterrer un cadavre, avec grande ou petite croix, ce qui faisait varier les frais.

Rien n'est plus curieux, et des fois plus divertissant, que la lecture des livres de recettes de la Cathédrale. Les deux curés qui étaient alors chargés du service paroissial, se remplaçaient chaque semaine pour la tenue des livres. En entrant en fonctions, ils écrivaient: "Entré de semaine tel jour de tel mois de telle année", et ensuite ils inscrivaient sous forme de comptes, dans des colonnes verticales: "Enterré un enfant", "enterré un négrillon", "enterré tant de négrillons" (des fois jusqu'à 12), "enterré un tel" (peu souvent on mettait le nom), "enterré un esclave de un tel", "pour tant de baptêmes", "pour tant d'épousailles" (les épousailles voulaient dire les mariages); ils consignaient les droits perçus pour ces fonctions, et terminaient en mettant au dessous la somme totale. De cette somme, une partie était pour eux, et l'autre, la plus importante, pour l'évêque; et j'ai souvent rencontré dans ces livres de recettes, des reçus des illustrissimes évêques pour les sommes qu'ils percevaient.

Sous cette forme originale et extravagante, on tient compte des décès survenus dans la ville; et, comme je l'ai dit, c'est la seule chose qui nous en soit restée pendant une aussi longue période; mais, en 1785, on corrigea et on étendit les inscriptions sous une forme plus correcte.

Une note mise dans le premier régistre de décès, qui comprend les années 1785 à 1802, par les curés qui firent l'innovation, explique les raisons qui les porta à agir ainsi.

"Depuis le début de cette année 1785, nous avons décidé, avec mon confrère le docteur don Juan Cayetano Fernández de Agüero, de faire les inscriptions des enterrements dans des régistres séparés, laissant de côté les livres de recettes dans lesquels en réalité on ne faisait qu'une annotation, la plupart du temps très succincte, qui servait pour faire les comptes; mais que les inscriptions n'étaient peut-être pas faites avec les formalités qu'exigent cette matière, comme il arrive maintenant avec la nouvelle méthode qui nous économise le travail de copier, comme on le faisait auparavant, à la fin de chaque tiers, et qui, en tirant en marge, comme on le voit, les aumônes avec lesquelles, par voie de droits paroissiaux concourent les fidèles, on fait le compte d'un coup d'oeil lorsqu'on le veut



Les premiers registres paroissiaux de Buenos-Ayres

et que cela est nécessaire. Tout ce que nous avons mis à exécution, en siège vacant, par l'ascension à ce siège de l'église métropolitaine de Santiago, de don frère Sebastián Malvar y Pinto, en l'année p. p. de 84.

Docteur Vicente Arroyo ".

Les baptêmes, décès et mariages qui avaient lieu dans la ville, se notaient, non seulement dans les paroisses où ils avaient lieu, mais aussi dans les livres spéciaux, existant dans des endroits qui n'étaient pas des paroisses. Ainsi, par exemple, j'ai rencontré dans les archives de San Ignacio ou paroisse de la Cathédrale du Sud, un livre appelé " Castrense ", correspondant à un régiment de dragons qu'il y avait alors à Maldonado. Ce livre consignait les baptêmes, les décès et les mariages de ce régiment depuis 1781 jusqu'à 1805 ; et il en donne 344 pour les premiers, 251 pour les seconds et 72 pour les derniers.

D'après une longue note mise à la première page de ce livre, en 1781, Francisco Delgado, cardinal de la Sainte Eglise Romaine, donne aux régiments d'infanterie et de dragons de cette province, la jouissance de la juridiction militaire, fait qui fut communiqué à l'illme. seigneur Sebastián Malvar y Pinto, évêque de Buenos Aires.

" Quoique la formation de ces régiments, ajoute la note, fut du commencement de l'année 1772, ils n'eurent pas de registres paroissiaux particuliers, à cause de l'opposition de l'illme. seigneur don Manuel Antonio de la Torre, alors évêque de Buenos Aires, qui jugeait que ces troupes étaient sujettes à la juridiction ordinaire ; mais dans l'intervalle de temps compris jusqu'à la déclaration de la justice militaire, étant parti en campagne avec ma troupe et me trouvant sans curés territoriaux, on fut obligé de faire les inscriptions de baptêmes, de mariages et d'enterrements en particulier, et pour qu'ils ne soient pas égarés, je les ai inscrits dans ce livre, et ils se trouveront à la fin, à partir du folio 317 inclusivement jusqu'au 336, ce qui servira pour mes successeurs du gouvernement ". Et la note est signée par l'aumonier de dragons Antonio Fordevilla.

La date de l'érection des diverses paroisses de la ville, dont les régistres ont fourni le matériel nécessaire à ce travail, est un autre renseignement que je considère comme intéressant à faire connaître, parce qu'il est peu connu.

La première église paroissiale dans laquelle on ait tenu des régistres de baptêmes, de décès et de mariages à Buenos Aires, est, comme je l'ai déjà dit, la Cathédrale, dont les régistres commencèrent en 1601 et se terminèrent en 1823. A cette dernière date on divisa la paroisse en deux, l'une la Cathédrale du Nord à la Merced et l'autre la Cathédrale du Sud à San Ignacio.

La paroisse de la Cathédrale comprenait en dehors de la ville, les villages de Luján, d'Areco, d'Arrecifes, de Las Hermanas, d'Arroyos, de la Costa, de Matanza et de Magdalena ; elle était desservie par deux curés.

Le territoire que comprenait la paroisse de la Cathédrale était, comme on le voit, très étendu ; et il en résultait que les deux curés ne pouvaient satisfaire aux nécessités des paroissiens, de sorte que le cabildo ecclésiastique résolut, en 1723, d'établir comme adjointe à la paroisse de la Cathédrale, celle de San Nicolás, l'appelant des " naturels ".

Le premier régistre de baptêmes de cette paroisse commença en 1725, et celui des décès en 1738.

En 1730, on établit aussi comme adjointe à la paroisse de la Cathédrale, la Concepción, située dans la chapelle de l'hôpital du haut de San Pedro. Le premier régistre de baptêmes est de 1737 et celui de décès de 1770.

Ce furent les seules régistres paroissiaux de la ville jusqu'en 1769.

Cette année, l'évêque Manuel Antonio de la Torre éleva à la catégorie de paroisses, la Concepción et San Nicolás qui servaient d'adjointes, et il créa celles de Monserrat, Piedad et Socorro, toutes avec l'approbation royale. Dans un document très circonstancié il explique les raisons sur lesquelles il fondait cette création [1]. Les paroisses de la ville furent alors la Cathédrale, San Nicolás, Concepción, Piedad, Monserrat et Socorro [2]. Les limites territoriales de chacune d'elles furent tracées par Trelles avec l'aide de la cédule d'érection, parce que le plan qui les contenait et qui accompagnait cette cédule ne figure pas dans les archives.

Ensuite, à des époques postérieures, on érigea les autres paroisses de la Capitale. Celle del Pilar en 1830, celle de Balvanera en 1833, celle de San Juan Evangelista en 1869, celle de San Miguel en 1830, celle de San Telmo en 1813, celle de San Cristóbal en 1874, celle de Santa Lucía en 1886, en incorporant à la capitale les territoires de Flores et de Belgrano, on lui incorpora les deux paroisses respectives.

Ayant étudié la source qui m'a donné les éléments importants qui forment une partie de l'histoire démographique, il découle naturellement que l'on doit rechercher jusqu'à aquel point cette source est l'expresion légitime de la vérité quant au nombre des baptêmes, des décès et des mariages qui eurent lieu à Buenos Aires.

Etant donnée la composition de la population pendant la période coloniale, formée, en principe, d'élément indigène pur, et plus tard, de métis d'espagnols et d'indiennes, ou de nègres et d'indiennes, le faible niveau moral de cette population et l'absence de toute disposition légale qui rendit obligatoire l'inscription des naissances, des décès et des mariages qui avaient lieu dans la ville, il n'est pas difficile de comprendre qu'une partie des actes vitaux échappait à toute inscription.

S'il restait quelque doute à ce sujet, il suffirait de jeter les yeux sur les régistres paroissiaux et de lire les notes mises par les curés, pour se convaincre que l'affirmation que je viens de faire est exacte.

On a déjà vu qu'en 1603 il n'existait pas de régistre pour l'inscription des mariages des indiens, d'après la déclaration du visiteur général; en 1784, le vice-roi Vértiz dénonçait aussi, dans le mémoire adressé à son successeur, le grand nombre de mariages qui se faisaient sans laisser de trace. Quant aux décès, on connait déjà les plaintes continuelles des curés consignées dans les livres de recettes de 1740 à 1760, à cause des nombreux enfants que l'on jetait dans les temples.

---

(1) Le lecteur le trouvera dans le *Registro Estadístico de Buenos Aires*, année 1859. tome I, page 24.

(2) Quoique el Socorro fut érigé en paroisse en 1769, il ne commença à fonctionner qu'en 1783, à cause d'un procès.

Dans le livre de recettes de 1762, folio 54, il est dit: " Pendant cette semaine on ne nous a avisé d'aucun enterrement, car on ne nous avise que très rarement pour les enfants, des gens du commun, ou pauvres ou pour les esclaves, qui sont jetés dans les églises ou que l'on fait porter par les serviteurs à un religieux ou sacristain connu qui les enterre. Cette semaine je vis trois créatures jetées à différents jours dans l'église de la Merced, et il peut se faire qu'il y en ait eu d'autres, ce qu'il y a de certain c'est que cela se fait dans les autres églises. Il n'y a pas de doute que les enfants abandonnés et jetés pendant l'année, soient au nombre de 50 qui, à 5 piastres l'un dans l'autre donnent 250 piastres, et que des gens de service il y en ait au moins 100, qui, à 2 piastres donnent 200 piastres, en dehors des droits de sépulture et des cierges de cire des curés et des sacristains, et avec ces 450 piastres on pourrait subvenir au ministère d'une vice-paroisse... ".

Une note de 1763 explique plus clairement l'abus que l'on commettait: " Cette semaine beaucoup d'enfants, aussi bien d'espagnols que de gens de service, ont été jetés dans l'église, et à cause de la coutume d'enterrer les enfants d'une façon privée, on ne sait qui demande ou non la permission, et il est rare que l'on en donne avis dans les quartiers de la ville et les petits esclaves et libres de toutes parts; et après les avoir veillés une ou deux nuits avec le concours et des frais, ils les mettent dans les églises ".

Tous ces cadavres d'enfants qui sont jetés dans les temples, ne sont pas inscrits dans les livres, car on n'y inscrit que ceux qui s'acquittent des droits établis par l'église.

Relativement aux naissances, l'abus fut encore plus grand, parce qu'il n'existait aucune disposition de l'autorité qui obligeât les parents à faire inscrire, dans un terme donné, la naissance d'un enfant. On dira que la primitive population était unanimement catholique, et que, sinon par crainte de la loi, par crainte du châtiment divin, on devait accomplir cette obligation. C'est certain, mais, ce qui l'est aussi, c'est que les difficultés matérielles étaient nombreuses, et qu'il y avait, en outre, la préoccupation que les petits anges ou enfants morts-nés, ne nécessitaient pas d'eau baptismale, parce qu'ils allaient directement au ciel. Cela soustrayait un grand nombre d'inscriptions sur les régistres de baptêmes.

Cet abus ne se produisit pas seulement dans les premiers temps de la vie coloniale de Buenos Aires: il a duré jusqu'à nos jours, c'est-à-dire jusqu'en 1887 où on a établi le régistre de l'état civil. Et cet abus avait tellement d'importance, qu'un démographe distingué — le docteur Emilio R. Coni — qui, depuis 1875 donna le mouvement vital de la ville, fit ses calculs de population, en estimant à 10 % du nombre des baptisés, ceux qui, chaque année, échappaient à l'inscription sur les régistres. Un autre éminent démographe, le docteur Latzina, le calcule à 5 %.

Mais, en outre de ces omissions produites par la non inscription de baptêmes, de mariages ou de décès dans les régistres paroissiaux, il en existait d'autres résultant de ces régistres eux-mêmes, parce que beaucoup de leurs pages ont été perdues ou détériorées. S'il n'existait pas les notes mises par le docteur Agüero, il suffirait seulement de voir les blancs laissés dans les régistres pour se rendre compte de ces lacunes. En outre les sauts pour quelques années sont tellement grands que cela seul indique des omissions.

Le premier régistre de baptêmes de ceux qui existent dans les paroisses de Buenos Aires, commença en 1601, la même année que celui des mariages, tandis que celui des décès ne commença qu'en 1635. Pourquoi cette différence de 34 années? Est-ce que, avant 1635 il n'y eut pas de régistres de décès? Non, c'est que, sûrement, ils furent perdus.

Dans les régistres de l'ancienne paroisse de la Cathédrale on n'a pas inscrit les actes correspondant aux années 1606 à 1620 et 1630 à 1634.

Une note mise par le docteur Fernández Agüero dans le 2.me régistre de baptêmes d'espagnols de 1621 à 1629, explique l'omission de cette manière: " L'inscription des baptêmes dans le présent livret se termina le 15 Mars 1629, et à partir de ce jour on devait continuer dans le livret 3, mais il n'en est pas ainsi, car ce livret 3 commence le 15 Août 1635, et on voit ainsi qu'il manque 6 années et 5 mois, et il manque l'année 1629, depuis Mars, et 1630, 1631, 1632, 1633, 1634 et jusqu'à Août 1635, et depuis ce mois de 1635 ce livret 3 se poursuit jusqu'au 17 Décembre 1656, quant aux espagnols, et il se termine avec cinq feuillets de gens de service en l'année 1660 ".

Dans la même paroisse de la Cathédrale n'existent pas les actes de décès des années 1640 à 1644, 1710 et 1713 à 1726, dont la connaissance serait de la plus grande importance démographique et hygiénique, comme nous le verrons bientôt.

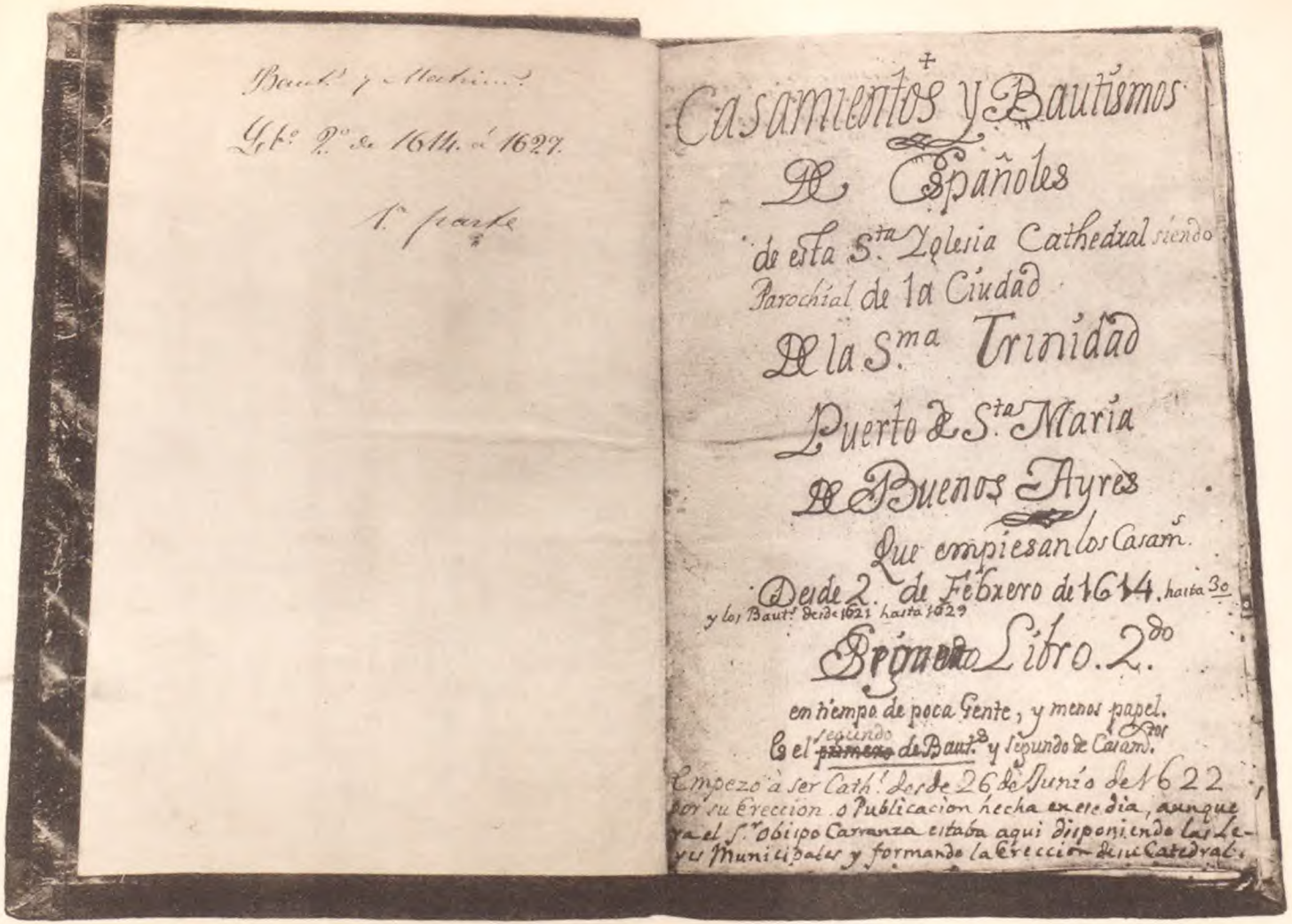
Les actes d'épousailles ou de mariages commencent dans la même paroisse de la Cathédrale, en 1601 et sont inscrits sans interruption jusqu'en 1630. Depuis cette dernière année jusqu'en 1646, beaucoup d'actes sont perdus, selon une note mise par le docteur Fernández Agüero. " Fin des actes de mariage de ce livre 2.°, dit-il, et ceux de cette année (1630) devant se continuer dans le livre 3, on sait que les premiers feuillets de ce livre 3 furent avariés, de sorte qu'il n'en reste que de la poussière, et il manque au début, 16 ou 17 années d'actes, et le dit livre 3 commence par quelques feuillets qui tombent en morceaux, et dont j'ai tiré avec de la patience un catalogue des actes qu'ils contiennent ".

Dans le même XVII^me siècle et dans les régistres appartenant à la Cathédrale, on ne trouve pas les actes de mariages de 1698 et 1699; et dans le XVIII^me il manque ceux de 1710, 1711, 1722 et 1723. Ensuite ils sont inscrits sans interruption.

Les premiers régistres de baptêmes et de mariages de la paroisse de San Nicolás, commencent en 1725 et 1724, respectivement, tandis que celui des décès ne commence qu'en 1738. Il y a donc une lacune de 14 ans qui peut être due, soit à la perte des actes correspondants, soit parce que la paroisse n'avait pas qualité pour tenir un régistre de décès.

De même qu'à San Nicolás, à la Concepción, les régistres de baptêmes et de mariages commencent avant celui des décès: en 1737 les premiers et en 1770 les seconds. La même explication que précédemment peu être appliquée à cette paroisse.

Les archives paroissiales de San Telmo présentent aussi une grande lacune, produite par un fait accidentel. Un incendie qui éclata dans ce temple en 1853, détruisit les régistres dans lesquels on inscrivait les actes de baptêmes, de décès et de mariages correspondants aux années de 1842 à 1853. Et, quoiqu'on ait prétendu restaurer au moyen d'informations, ces divers actes, on est arrivé à peu de chose.



Bautt.s y Matrim.s

Lib.o 1.o de 1614. á 1627.

1.a parte

Casamientos y Bautismos

De Españoles

de esta S.ta Yglesia Cathedral siendo

Parochial de la Ciudad

De la S.ma Trinidad

Puerto de S.ta Maria

De Buenos Ayres

Que empiesan los Casam.s

Desde 2. de Febrero de 1614. hasta 30

y los Bautt.s desde 1621 hasta 1629

Primero Libro. 2.do

en tiempo de poca Gente, y menos papel.

Es el ~~primero~~ segundo de Bautt.s y segundo de Casam.s

Empezó á ser Cath.l desde 26 de Junio de 1622

por su Erección ó Publicacion hecha en este dia, aunque

ya el S.r Obispo Carranza estaba aqui disponiendo las Le-

yes Municipales y formando la Erección de la Catedral.

Les premiers registres paroissiaux de Buenos-Ayres

L'examen attentif des régistres des autres paroisses, ne montre pas de lacunes dignes d'être notées. Les curés qui les tinrent enregistrèrent les actes avec une scrupuleuse exactitude, et d'accord avec les formules données par diverses dispositions légales.

L'importance démographique et historique des divers renseignements numériques qui forment le présent travail, ce n'est pas à moi de la montrer, mais, qu'il me soit permis d'affirmer qu'elle est très grande et très utile, m'appuyant sur l'opinion d'un homme de grande autorité dans cette matière.

" Le relevé statistique des régistres paroissiaux seulement, dit Trelles [1], révélerait, entre autres faits inconnus, le mouvement de notre population coloniale, et serait un excellent moyen de vérification des à-coups qu'elle reçut à différentes occasions, malgré la salubrité de notre climat.

" Les pestes antérieures à celle de 1608, l'épidémie du bétail et des indiens de 1609, la peste de 1621, la terrible épidémie de 1641 à 1643, la maladie régnante en 1652, l'épidémie générale entre 1652 et 1672, les pestes de 1717 et 1734, la maladie contagieuse dans la campagne en 1778, la peste de la prison en 1796, etc., trouveraient dans nos régistres paroissiaux les comprobations numériques les plus précieuses ".

Les renseignements que je publie, et qui sont les seuls contenus dans les régistres paroissiaux, ne satisfont qu'en partie aux désirs de l'historien distingué, parce que les régistres de décès commencent seulement en 1735, se continuent jusqu'en 1639, sont interrompus depuis cette année jusqu'en 1645, ne mentionnent pas les années 1710 et de 1713 à 1726, ne donnant, par conséquent aucun renseignement sur les pestes antérieures à 1635, ainsi que sur celles comprises entre 1639 et 1644, et celles de 1710, 1722, 1728 et 1747, dont j'ai prouvé l'existence par divers documents.

Mais, même avec les lacunes que j'indique, les renseignements que j'ai extraits des archives paroissiales de Buenos Aires, et qui m'ont servi pour confectionner ce travail, ont une importance indubitable, parce qu'ils jettent, pour la première fois une lumière très claire pour l'étude du développement de la population de cette ville à travers les siècles et les mille événements de la vie, et pour se guider dans l'appréciation du degré de vérité que méritent les recensements faits aux diverses époques.

(1) Lettre au général Mitre, *Revista Patriótica*, tome I, 1.re partie.

A. — BAPTEMES

Les renseignements sur les baptêmes que j'ai extraits des premiers régistres paroissiaux de la ville se prêtent à très peu de combinaisons démographiques. On sait, parce que je l'ai dit dans l'introduction de ce chapitre, combien insuffisants sont ces régistres. Non seulement on omettait l'inscription de nombreux baptêmes, mais aussi on inscrivait généralement les autres sous une forme irrégulière. En outre, le temps, ou l'abandon dans lequel on les laissa, font que quelques années sont restées en blanc. De sorte que ce travail doit être limité, pendant longtemps, à de simples renseignements généraux.

Pour la meilleure exposition de cette étude, j'ai divisé les renseignements sur les baptêmes par décades et par siècles; de cette manière, en les comparant avec les décès, on voit immédiatement et sans grands efforts, non seulement quel fut l'accroissement végétatif par siècle, mais aussi par décade.

L'étude comparative des chiffres généraux des baptêmes depuis 1601 jusqu'à 1883 (année où l'on créa le bureau du Régistre de l'Etat Civil, qui porte l'inscription exacte des naissances) montre qu'à partir de la décade 1640-1649, ces chiffres suivent une marche logique d'augmentation, conséquence de la plus grande population qui se condensa dans la ville, jusqu'à la décade 1810-1849, pendant laquelle eurent lieu les faits les plus importants de notre histoire. Pendant les trois décades suivantes, 1820-1829, 1830-1839 et 1840-1849, le nombre des baptêmes diminue considérablement, et se maintient presque stationnaire. Mais, après 1850, c'est-à-dire, pendant la décade qui commence à la chute de la tyrannie qui avait opprimé le pays pendant l'espace de vingt années, et avec l'établissement du régime constitutionnel qui assure la liberté civile et le respect de tous les droits, les baptêmes prirent un essor prodigieux, qui laissa bien loin toutes les prévisions.

Les événements politiques, sociaux ou économiques ont-ils eu chez nous, comme le prouvent des études modernes, quelque influence sur la natalité, pendant la longue période de trois siècles? Quel a été à diverses époques le pouvoir reproducteur de la société, mesuré avec des renseignements exacts?

Rien n'est plus intéressant que de pouvoir répondre à ces demandes; mais, par malheur, les éléments manquent pour pouvoir donner une explication satisfaisante. On sait que la natalité d'un groupement humain s'étudie en divisant le nombre des naissances multiplié par 1 000, par celui des habitants. Ce dernier élément important manque souvent pour Buenos Aires. Moyennant le peu de dénombrements ou de recensements faits, on peut seulement connaître quelle fut la population dans certaines années.

L'étude rétrospective de la natalité doit donc être limitée, dans ce cas, aux années où on fit des recensements, ou que la population fut calculée sur ceux-ci.

Le tableau suivant explique quelle fut la natalité de Buenos Aires à diverses époques:

Natalité de Buenos Aires, à diverses époques

ANNÉES	Baptêmes a	Population b	$\frac{1000\ a}{b}$	ANNÉES	Baptêmes a	Population b	$\frac{1000\ a}{b}$
1602.....	74	500	148,0 (1)	1882.....	10 477	315 764	33,1
1664.....	148	4 000	37,0	1883.....	10 792	340 375	31,7
1744.....	556	11 118	50,0	1884.....	11 870	365 302	32,5
1770.....	1 533	22 007	69,0	1885.....	12 581	384 492	32,7
1778.....	1 474	24 205	61,4	1886.....	14 003	400 591	34,9
1801.....	2 251	40 000	56,2	1887.....	15 939	404 173	39,44
1806.....	2 526	45 000	56,1	1888.....	19 119	455 167	42,0
1810.....	3 248	46 000	70,0	1889.....	22 044	523 452	42,11
1822.....	2 746	55 416	49,9	1890.....	23 020	547 144	42,7
1836.....	3 022	62 228	48,7	1891.....	24 591	535 060	45,96
1838.....	3 090	65 344	47,5	1892.....	23 255	554 713	41,92
1852.....	4 003	76 000	52,6	1893.....	25 791	580 371	44,44
1855.....	4 024	90 076	44,4	1894.....	25 905	603 012	42,96
1864.....	5 810	140 000	41,5	1895.....	26 767	677 780	39,49
1865.....	6 205	150 000	41,3	1896.....	28 826	712 095	40,48
1869.....	6 994	177 787	39,3	1897.....	30 270	738 484	40,99
1870.....	7 561	186 320	40,6	1898.....	31 388	765 744	40,99
1871.....	7 542	195 262	38,6	1899.....	32 589	795 323	40,98
1872.....	8 078	204 634	39,5	1900.....	32 178	821 293	39,18
1873.....	8 559	214 453	39,9	1901.....	33 298	848 367	39,25
1874.....	8 864	220 000	40,3	1902.....	32 430	870 237	37,27
1875.....	9 202	230 000	40,0	1903.....	31 636	895 381	35,33
1876.....	8 967	200 000	44,8	1904.....	32 762	979 235	33,46
1877.....	8 833	215 000	41,1	1905.....	34 203	1 025 653	33,35
1878.....	8 993	234 029	38,4	1906.....	36 009	1 084 113	33,22
1879.....	9 878	257 440	38,4	1907.....	39 161	1 129 286	34,68
1880.....	9 401	270 708	34,7	1908.....	40 804	1 189 180	34,31
1881.....	9 576	289 925	33,0	1909.....	42 705	1 242 278	34,37

(1) Tant ce chiffre que ceux qui paraissent considérables, sont produits par le baptême de nègres et d'indiens, ou par l'imperfection des inscriptions.

Mouvement démographique de Buenos Aires, depuis les commencements du XVIIme. siècle jusqu'à nos jours

A. — BAPTEMES

ANNÉES	Garçons	Filles	TOTAL	ANNÉES	Garçons	Filles	TOTAL
I. — XVIIme. SIECLE							
1600.....	—	—	—	1630.....	—	—	—
1601.....	17	18	35	1631.....	—	—	—
1602.....	26	48	74	1632.....	—	—	—
1603.....	12	15	27	1633.....	—	—	—
1604.....	(1) 211	322	533	1634.....	—	—	—
1605.....	11	13	24	1635.....	4	7	11
1606.....	24	19	43	1636.....	26	18	44
1607.....	217	136	353	1637.....	15	21	36
1608.....	19	28	47	1638.....	27	18	45
1609.....	49	60	109	1639.....	17	15	32
Totaux..	586	659	1 245	Totaux..	89	79	168
1610.....	60	41	101	1640.....	18	7	25
1611.....	31	27	58	1641.....	2	14	16
1612.....	10	23	33	1642.....	6	14	20
1613.....	23	23	46	1643.....	11	12	23
1614.....	10	10	20	1644.....	17	10	27
1615.....	2	3	5	1645.....	45	57	102
1616.....	—	—	—	1646.....	77	64	141
1617.....	—	—	—	1647.....	73	70	143
1618.....	—	—	—	1648.....	72	81	153
1619.....	—	—	—	1649.....	47	58	105
Totaux..	136	127	263	Totaux..	368	387	755
1620.....	—	—	—	1650.....	56	51	107
1621.....	4	6	10	1651.....	64	70	134
1622.....	22	20	42	1652.....	28	32	60
1623.....	27	15	42	1653.....	27	39	66
1624.....	28	15	43	1654.....	42	40	82
1625.....	31	20	51	1655.....	46	41	87
1626.....	25	21	46	1656.....	48	43	91
1627.....	16	28	44	1657.....	46	37	83
1628.....	19	22	41	1658.....	38	46	84
1629.....	9	15	24	1659.....	69	75	144
Totaux..	181	162	343	Totaux..	464	474	938

(1) Nègres esclaves.

A. — BAPTEMES (Suite)

ANNÉES	Garçons	Filles	Total	ANNÉES	Garçons	Filles	Total
I. — XVIIme. SIECLE (Fin)							
1660.....	—	—	39	1680.....	86	69	155
1661.....	38	31	69	1681.....	89	82	171
1662.....	60	65	125	1682.....	87	77	164
1663.....	56	73	129	1683.....	89	87	176
1664.....	76	72	148	1684.....	88	75	163
1665.....	71	89	160	1685.....	160	50	210
1666.....	67	79	146	1686.....	104	89	193
1667.....	56	54	110	1687.....	67	85	152
1668.....	44	51	95	1688.....	85	86	171
1669.....	—	—	47	1689.....	92	87	179
Totaux..	468	514	1 068	Totaux..	947	787	1 734
1670.....	—	—	59	1690.....	85	111	196
1671.....	46	53	99	1691.....	139	130	269
1672.....	66	81	147	1692.....	117	114	231
1673.....	84	76	160	1693.....	111	101	212
1674.....	89	60	149	1694.....	95	109	204
1675.....	50	51	101	1695.....	103	109	212
1676.....	112	86	198	1696.....	94	83	177
1677.....	90	86	176	1697.....	72	67	139
1678.....	65	84	149	1698.....	60	77	137
1679.....	75	80	155	1699.....	189	165	354
Totaux..	677	657	1 393	Totaux..	1 065	1 066	2 131
II. — XVIIIme. SIECLE							
1700.....	130	122	252	1712.....	146	139	285
1701.....	115	113	228	1713.....	139	116	255
1702.....	122	121	243	1714.....	230	222	452
1703.....	136	146	282	1715.....	209	176	385
1704.....	128	102	230	1716.....	173	190	363
1705.....	130	138	268	1717.....	194	211	405
1706.....	167	162	329	1718.....	155	129	284
1707.....	161	143	304	1719.....	272	224	496
1708.....	151	169	320				
1709.....	158	163	321	Totaux..	1 815	1 717	3 532
Totaux..	1 398	1 379	2 777				
				1720.....	244	213	457
				1721.....	232	233	465
1710.....	130	151	281	1722.....	214	213	427
1711.....	167	159	326	1723.....	290	233	523

A. — BAPTEMES (Suite)

II. — XVIIIme. SIECLE (Suite)

ANNÉES	Garçons	Filles	Total
1724	292	259	551
1725	283	245	528
1726	324	275	599
1727	286	273	559
1728	290	264	554
1729	294	294	588
Totaux..	2 749	2 502	5 251
1730	225	300	525
1731	308	270	578
1732	250	282	532
1733	314	307	621
1734	297	278	575
1735	271	257	528
1736	212	186	398
1737	208	167	375
1738	284	332	616
1739	300	265	565
Totaux..	2 669	2 644	5 313
1740	280	249	529
1741	312	296	608
1742	271	201	472
1743	262	264	526
1744	296	260	556
1745	337	370	707
1746	246	299	645
1747	311	277	588
1748	362	314	676
1749	425	352	777
Totaux..	3 202	2 882	6 084
1750	377	353	730
1751	300	381	681
1752	419	414	833
1753	510	480	990
1754	469	310	779
1755	463	535	998
1756	413	576	989
1757	472	558	1 030
1758	599	531	1 130
1759	575	607	1 182
Totaux..	4 597	4 745	9 342
1760	662	622	1 284
1761	647	639	1 286
1762	656	622	1 278
1763	607	605	1 212
1764	702	620	1 322
1765	655	623	1 278
1766	668	662	1 330
1767	666	660	1 326
1768	662	642	1 304
1769	672	636	1 308
Totaux..	6 597	6 331	12 928
1770	795	738	1 533
1771	862	758	1 620
1772	738	692	1 430
1773	701	666	1 367
1774	757	716	1 473
1775	773	699	1 472
1776	796	769	1 565
1777	740	665	1 405
1778	745	729	1 474
1779	801	745	1 546
Totaux..	7 708	7 177	14 885
1780	755	730	1 485
1781	815	827	1 642
1782	833	730	1 563
1783	844	771	1 615
1784	820	822	1 642
1785	904	837	1 741
1786	879	891	1 770
1787	908	884	1 792
1788	923	897	1 820
1789	928	902	1 830
Totaux..	8 609	8 291	16 900

A. — BAPTEMES (Suite)

ANNÉES	Garçons	Filles	TOTAL
II. — XVIIIme. SIECLE (Fin)			
1790	904	921	1 825
1791	953	937	1 890
1792	939	802	1 741
1793	906	935	1 841
1794	939	866	1 805
1795	965	965	1 930
1796	941	921	1 862
1797	1 067	1 037	2 104
1798	957	989	1 946
1799	1 055	1 015	2 070
Totaux..	9 626	9 388	19 014
III. — XIXme. SIECLE			
1800	1 135	1 068	2 203
1801	1 167	1 084	2 251
1802	1 192	1 203	2 395
1803	1 055	1 087	2 142
1804	1 256	1 136	2 392
1805	1 511	1 365	2 876
1806	1 370	1 156	2 526
1807	1 290	1 201	2 491
1808	1 342	1 355	2 697
1809	1 511	1 480	2 991
Totaux..	12 829	12 135	24 964
1810	1 676	1 572	3 248
1811	1 595	1 517	3 112
1812	1 619	1 625	3 244
1813	1 546	1 511	3 057
1814	1 518	1 418	2 936
1815	1 593	1 479	3 072
1816	1 478	1 494	2 972
1817	1 471	1 454	2 925
1818	1 517	1 456	2 973
1819	1 415	1 354	2 769
Totaux..	15 428	14 880	30 308
1820	1 615	1 399	3 014
1821	1 379	1 272	2 651
1822	1 370	1 376	2 746
1823	1 515	1 411	2 926
1824	1 542	1 456	2 998
1825	1 560	1 335	2 895
1826	907	933	1 840
1827	1 447	1 376	2 823
1828	1 470	1 412	2 882
1829	1 695	1 590	3 285
Totaux..	14 500	13 560	28 060
1830	1 503	1 384	2 887
1831	1 106	1 047	2 153
1832	1 569	1 478	3 047
1833	1 539	1 446	2 985
1834	1 421	1 249	2 670
1835	1 633	1 563	3 196
1836	1 521	1 501	3 022
1837	1 468	1 417	2 885
1838	1 546	1 544	3 090
1839	1 473	1 388	2 861
Totaux..	14 779	14 017	28 796
1840	1 461	1 276	2 737
1841	1 882	1 402	3 284
1842	1 380	1 286	2 666
1843	1 296	1 336	2 632
1844	1 297	1 462	2 759
1845	1 602	1 522	3 124
1846	1 421	1 249	2 670
1847	1 501	1 376	2 877
1848	1 505	1 579	3 084
1849	1 775	1 788	3 563
Totaux..	15 120	14 276	29 396
1850	1 683	1 814	3 497
1851	1 977	1 877	3 854

A. — BAPTEMES (Fin)

III. — XIXme. SIECLE (Fin)

ANNÉES	Garçons	Filles	Total
1852	2 044	1 959	4 003
1853	1 750	1 578	3 328
1854	2 323	2 122	4 445
1855	2 096	1 928	4 024
1856	2 721	2 466	5 187
1857	2 714	2 451	5 165
1858	2 408	2 103	4 511
1859	2 405	2 192	4 597
Totaux..	22 121	20 490	42 611
1860	2 248	2 233	4 481
1861	2 369	2 428	4 797
1862	2 778	2 577	5 355
1863	2 609	2 483	5 092
1864	2 929	2 881	5 810
1865	3 160	3 045	6 205
1866	2 975	2 855	5 830
1867	3 341	3 033	6 370
1868	3 401	2 698	6 099
1869	3 696	3 298	6 994
Totaux..	29 506	27 531	57 033
1870	3 964	3 597	7 561
1871	3 954	3 588	7 542
1872	4 341	3 737	8 078
1873	4 379	4 180	8 559
1874	4 446	4 418	8 864
1875	4 691	4 511	9 202
1876	4 595	4 372	8 967
1877	4 439	4 394	8 833
1878	4 629	4 364	8 993
1879	4 949	4 929	9 878
Totaux..	44 387	42 090	86 477
1880	4 842	4 559	9 401
1881	4 865	4 711	9 576
1882	5 276	5 201	10 477
1883	5 514	5 278	10 792
1884	6 030	5 840	11 870
1885	6 436	6 145	12 581
1886	7 227	6 776	14 003
1887	8 225	7 714	15 939
1888	9 764	9 355	19 119
1889	11 258	10 786	22 044
Totaux..	69 437	66 365	135 802
1890	11 737	11 283	23 020
1891	12 512	12 079	24 591
1892	11 881	11 374	23 255
1893	13 131	12 660	25 791
1894	13 262	12 643	25 905
1895	13 622	13 145	26 767
1896	14 398	14 428	28 826
1897	15 417	14 853	30 270
1898	16 060	15 328	31 388
1899	16 593	15 996	32 589
Totaux..	138 613	133 789	272 402

PREMIERE DECADE DU XXme. SIECLE

1900	16 372	15 806	32 178
1901	16 885	16 413	33 298
1902	16 447	15 983	32 430
1903	16 161	15 475	31 636
1904	16 840	15 922	32 762
1905	17 606	16 597	34 203
1906	18 362	17 647	36 009
1907	19 965	19 196	39 161
1908	20 766	20 038	40 804
1909	21 730	20 975	42 705
Totaux..	181 134	174 052	355 186

Un autre renseignement important des tableaux des baptêmes, est celui qui a trait à la différence sexuelle. Pendant le XVII^me. siècle, qui est celui pendant lequel les renseignements sont le plus insuffisants, on constate aussi la prédominance du sexe masculin dans les naissances, ce qui est une des lois démographiques de consécration universelle. Pendant ce siècle les registres paroissiaux de baptêmes enregistrèrent 4 981 garçons et 4 912 filles, ce qui signifie que pour 100 de celles-ci, il y en eut 101.4 de ceux-là. D'après une autre formule, nous voyons que sur 100 baptêmes, il y en eut 50.3 de garçons et 49.7 de filles.

Dans les registres paroissiaux du XVIII^me. siècle, on note un progrès très visible sur ceux du siècle précédent. Non seulement on ne rencontre plus les lacunes qui remplissent le XVII^me. siècle, mais les chiffres absolus, et par conséquent les chiffres relatifs conservent un ordre plus logique et normal de développement. Les décades étudiées isolément ne présentent pas de différences sexuelles très notables. Pendant le XVIII^me. siècle, on inscrivit dans les registres paroissiaux, 48 970 garçons et 47 056 filles, ce qui veut dire que, pour 100 de celles-ci, on baptisa 104 garçons, ou, en d'autres termes, que pour 100 baptêmes, il y en eut 50.9 pour le sexe masculin et 49.1 pour le sexe féminin.

La différence sexuelle la plus grande que l'on note pendant le XVIII^me. siècle, correspond aux décades 1720-9 et 1740-9, dans lesquelles, il y eut, pour 100 baptêmes, respectivement 52.3 et 52.6 pour le sexe masculin et la plus faible, à la décade 1750-9, dans laquelle ce dernier chiffre fut de 49.2.

Le chiffre de 104 mâles que l'on obtient pour moyenne de tout le siècle, est une garantie de l'exactitude des renseignements, et il est d'accord avec celui de Buenos Aires à une époque postérieure. Par exemple, la moyenne des années 1858 à 1877, est de 106.8 garçons pour 100 filles (1) ; et celle de la période 1822-1886 est de 104 (2). Postérieurement, la moyenne des naissances par sexes pendant les 13 dernières années, 1887-1909, fut de 103.8 garçons pour 100 filles.

Pour tout le XIX^me. siècle, le chiffre des baptêmes et des naissances inscrits dans le Registre de l'Etat Civil, se décompose ainsi : 376 720 du sexe masculin et 359 139 du sexe féminin. Pour 100 de ces derniers, il y eut 104.7 mâles, ou dans 100 naissances, il y en eut 51.2 de garçons et 48.8 de filles.

Pendant les XVII^me., XVIII^me. et XIX^me. siècles, on inscrivit dans les registres paroissiaux et dans le Registre Civil de la ville de Buenos Aires, 841 772 naissances, dont 430 671 pour le sexe masculin et 411 101 pour le sexe féminin, ce qui donne une proportion de 104,9 des premières pour 100 des secondes, ou, ce qui revient au même, dans 100 naissances, il y eut 51,2 garçons et 48,8 filles.

Les chiffres démographiques des naissances de Buenos Aires confirment alors la loi naturelle, comme l'appelle un auteur, en vertu de laquelle il naît plus de garçons que de filles ; régularité qui, d'après l'expression de Sussmilch, se cache sous de faibles chiffres avec un apparent désordre, et qui n'a pu être mise en lumière qu'avec une ample récolte de renseignements dans de nombreuses localités pendant de longues années (3).

---

(1) Voir *Movimiento de la población de Buenos Aires, desde su fundación hasta la fecha*, par E. R. Coni, année 1879, page 32.

(2) Voir *Procedimientos del Departamento General de Estadística*, 1886, page 84.

(3) Voir *La Statistica e la vita sociale*, par G Mary et G. B. Salvioni, année 1886, page 391.

Mouvement démographique de la Capitale, depuis les commencements du XVIIme. siècle jusqu'à nos jours

A. — BAPTEMES

ANNÉES	Garçons a	Filles b	TOTAL c	$\frac{100\,a}{c}$	$\frac{100\,b}{c}$
XVIIme. SIECLE					
1600/9.....	586	659	1 245	47,0	53,0
1610/9.....	136	127	263	51,7	48,3
1620/9.....	181	162	343	52,7	47,3
1630/9.....	89	79	168	52,9	47,1
1640/9.....	368	387	755	48,7	51,3
1650/9.....	464	474	938	49,4	50,6
1660/9.....	468	514	982	47,6	52,4
1670/9.....	677	657	1 334	50,7	49,3
1680/9.....	947	787	1 734	54,6	45,4
1690/9.....	1 065	1 066	2 131	49,9	50,1
Totaux..	4 981	4 912	9 893	50,3	49,7
XVIIIme. SIECLE					
1700/9.....	1 398	1 379	2 777	50,3	49,7
1710/9.....	1 815	1 717	3 532	51,3	48,7
1720/9.....	2 749	2 502	5 251	52,3	47,7
1730/9.....	2 669	2 644	5 313	50,2	49,8
1740/9.....	3 202	2 882	6 084	52,6	47,4
1750/9.....	4 597	4 745	9 342	49,2	50,8
1760/9.....	6 597	6 331	12 928	51,0	49,0
1770/9.....	7 708	7 177	14 885	51,7	48,3
1780/9.....	8 609	8 291	16 900	50,9	49,1
1790/9.....	9 626	9 388	19 014	50,6	49,4
Totaux..	48 970	47 056	96 026	50,9	49,1
XIXme. SIECLE					
1800/9.....	12 829	12 135	24 964	51,3	48,7
1810/9.....	15 428	14 880	30 308	50,9	49,1
1820/9.....	14 500	13 560	28 060	51,6	48,4
1830/9.....	14 779	14 017	28 796	51,3	48,7
1840/9.....	15 120	14 276	29 396	51,4	48,6
1850/9.....	22 121	20 490	42 611	51,9	48,1
1860/9.....	29 506	27 531	57 037	51,7	48,3
1870/9.....	44 387	42 090	86 477	51,3	48,7
1880/9.....	69 437	66 365	135 802	51,1	48,9
1890/9.....	138 613	133 789	272 402	50,9	49,1
Totaux..	376 720	359 133	735 853	51,2	48,8

A. — BAPTEMES (Fin)

PREMIERE DECADE DU XXme. SIECLE

ANNÉES	Garçons a	Filles b	Total c	$\frac{100\ a}{c}$	$\frac{100\ b}{c}$
1900/9.....	181 134	174 052	355 186	51,0	49,0

RESUME DES TROIS SIECLES

Siglo XVII....	4 981	4 912	9 893	50,3	49,7
" XVIII...	48 970	47 056	96 026	50,9	49,1
" XIX.....	376 720	359 133	735 853	51,2	48,8
Totaux..	430 671	411 101	841 772	51,0	49,0

L'étude de l'illégitimité, qui est une autre face importante de la natalité, ne peut se faire pour Buenos Aires que depuis une époque relativement récente, parce que, dans les premiers temps, on ne faisait pas dans les registres paroissiaux, d'après l'examen que j'ai fait, la distinction exacte de l'état civil des nouveaux-nés. Mais, pour combler en partie cette lacune, j'ai fait un tableau qui montre la relation que les baptêmes ont conservé, en général, avec le nombre des enfants remis à la Maison des Enfants Trouvés, pendant les années que celle-ci a fonctionné. Il est certain que ces enfants ne sont qu'une infime partie des enfants illégitimes nés pendant l'année, mais, après tout, leur comparaison avec les baptêmes, pendant une longue série d'années, est un bon élément pour mesurer le degré de moralité des coutumes.

La maison des enfants trouvés fut fondée le 7 Août 1779, par le progressiste vice-roi Vertiz que la dota des ressources nécessaires pour pouvoir marcher. La première enfant, appelée María Lorenza fut abandonée le 19 Août de cette année, et portée au vice-roi parce qu'il n'y avait pas de femme dans la maison, lequel la donna à María Eugenia Linares pour la remettre aux soins de doña Francisca Franco, première abbesse de la dite maison. Depuis lors cette maison fonctionna sans autre interruption que celle des années 1839 à 1851, alors qu'elle fut fermée par Rosas.

La fermeture de la maison des enfants trouvés, faite par Rosas, fut très sensible pour Buenos Aires, et elle l'est aussi pour nous, parce que, avec le chiffre des entrées ou des enfants abandonnées, à défaut d'autres renseignements, nous pourrions aujourd'hui étudier la face morale de la société de Buenos Aires sous la tyrannie et noter l'influence qu'elle eut sur les coutumes.

Suivant la méthode employée dans les tableaux intercalés dans ce chapitre, j'ai divisé par décades les chiffres des enfants entrés à la maison des enfants trouvés, de même que celui des baptêmes en général, et, d'après la formule $\frac{1000\ a}{b}$ (dans laquelle a représente les enfants trouvés, et b les baptêmes) j'ai recherché la proportion pour laquelle, sur 1 000 baptêmes, figurent les enfants trouvés.

Il résulte des tableaux suivants que, dans la décade qui commence une année après la fondation de la maison, en 1780/9, la maison des enfants trouvés reçut

667 enfants, nombre qui, comparé avec celui des baptêmes donne une proportion de 39.4 enfants recueillis pour 1 000 baptêmes ; dans la décade suivante, 1790/9, il fut abandonné 992 enfants, ce qui donne une proportion de 52.1 pour 1000, la plus forte de toutes celles que présente la maison depuis son fonctionnement ; dans les décades suivantes, 1800/9 et 1810/9, lesquelles à cause des grandes événements militaires et révolutionaires qui eurent lieu, sont dignes d'une étude plus approfondie, la proportion est, plus ou moins, la même : 41.17 et 42.5 ; dans la décade 1820/9, qui comprend l'une des périodes les plus agitées de notre histoire, pendant laquelle les commotions intérieures sont plus intenses et plus fréquentes, la proportion s'élève sensiblement sur la période précédente : elle arrive à 49,4 ; dans la décade suivante, 1830/9, pendant laquelle la ville et la République sont en pleine tyrannie de Rosas, on ne peut faire une étude exacte, parce qu'il manque les renseignements de la dernière année, à cause de la fermeture de la maison des enfants trouvés, néanmoins, en prenant la moyenne des entrées pendant les 9 premières années, et en supposant que pendant la dernière il en soit entré dans la même proportion, on obtient un chiffre de 45.5 pour 1 000 baptêmes ; dans les décades 1860/9 et 1870/9 dont les renseignements sont complets, les proportions sont respectivement de 36,4 et de 42.8. Pendant les années comprises entre 1880 et 1889, inclusivement, la proportion des enfants trouvés se monte à 44,1. Dans la décade 1890/9, elle fut de 38.8, et, enfin, dans la décade de 1900/9, de 32.7.

Relation entre le nombre des baptêmes et celui des enfants entrés à la maison des enfants trouvés

ANNÉES	Enfants trouvés *a*	Baptêmes *b*	1000 *a* / *b*	ANNÉES	Enfants trouvés *a*	Baptêmes *b*	1000 *a* / *b*
1770.....	—	—	—	1790.....	88	1 825	48,2
1771.....	—	—	—	1791.....	96	1 890	50,7
1772.....	—	—	—	1792.....	86	1 741	49,3
1773.....	—	—	—	1793.....	98	1 841	53,2
1774.....	—	—	—	1794.....	98	1 805	54,2
1775.....	—	—	—	1795.....	101	1 930	53,3
1776.....	—	—	—	1796.....	100	1 862	53,7
1777.....	—	—	—	1797.....	101	2 104	47,0
1778.....	—	—	—	1798.....	112	1 946	57,5
1779.....	29	1 546	18,7	1799.....	112	2 070	54,1
Totaux..	29	1 546	18,7	Totaux..	992	19 014	52,1
1780.....	63	1 485	42,3	1800.....	108	2 203	49,0
1781.....	81	1 642	49,3	1801.....	103	2 251	45,7
1782.....	53	1 563	33,9	1802.....	112	2 395	46,7
1783.....	75	1 615	46,4	1803.....	112	2 142	52,2
1784.....	75	1 642	45,6	1804.....	120	2 392	50,1
1785.....	61	1 741	35,0	1805.....	98	2 876	34,0
1786.....	56	1 770	31,6	1806.....	120	2 526	47,5
1787.....	82	1 792	45,7	1807.....	103	2 491	41,3
1788.....	68	1 820	37,3	1808.....	102	2 697	37,8
1789.....	63	1 830	34,4	1809.....	83	2 991	27,7
Totaux..	667	16 900	39,4	Totaux..	1 041	24 964	41,7

Relation entre le nombre des baptêmes et celui des enfants entrés à la maison des enfants trouvés (Suite)

ANNÉES	Enfants trouvés a	Baptêmes b	$1000\,a/b$	ANNÉES	Enfants trouvés a	Baptêmes b	$1000\,a/b$
1810	108	3 248	33,2	1850	—	—	—
1811	82	3 112	26,3	1851	—	—	—
1812	107	3 244	32,9	1852	13	4 003	3,2
1813	144	3 057	47,1	1853	84	3 328	25,2
1814	122	2 936	41,5	1854	115	4 445	25,8
1815	120	3 072	39,0	1855	140	4 024	34,7
1816	140	2 972	47,1	1856	162	5 187	31,2
1817	147	9 925	50,2	1857	145	5 165	28,0
1818	153	2 973	51,4	1858	168	4 511	37,2
1819	166	8 769	59,9	1859	184	4 597	40,4
Totaux..	1 289	30 308	42,5	Totaux..	1 011	35 160	28,7
1820	150	3 014	49,7	1860	194	4 481	43,2
1821	171	2 651	64,5	1861	174	4 797	36,2
1822	123	2 746	44,7	1862	229	5 355	42,7
1823	143	2 926	48,8	1863	178	5 092	34,9
1824	103	2 998	34,3	1864	214	5 810	36,8
1825	118	2 895	40,7	1865	190	6 205	30,6
1826	125	1 840	67,9	1866	187	5 830	32,0
1827	135	2 823	47,8	1867	214	6 374	33,5
1828	151	2 882	52,3	1868	237	6 099	38,8
1829	169	3 285	51,4	1869	264	6 994	37,7
Totaux..	1 388	28 060	49,4	Totaux..	2 081	57 037	36,4
1830	137	2 887	47,4	1870	281	7 561	37,1
1831	124	2 153	57,5	1871	401	7 542	53,1
1832	134	3 047	43,9	1872	328	8 078	40,6
1833	152	2 985	50,9	1873	334	8 559	39,0
1834	146	2 670	54,6	1874	378	8 864	42,6
1835	165	3 196	51,6	1875	398	9 202	43,2
1836	135	3 022	44,6	1876	338	8 967	37,6
1837	146	2 885	50,6	1877	417	8 833	47,2
1838	38	3 090	12,3	1878	427	8 993	47,4
1839	—	—	—	1879	406	9 878	41,1
Totaux..	1 177	25 835	45,5	Totaux..	3 708	86 477	42,8
1840	—	—	—	1880	461	9 401	49,0
1841	—	—	—	1881	471	9 576	49,1
1842	—	—	—	1882	413	10 477	38,9
1843	—	—	—	1883	524	10 792	48,4
1844	—	—	—	1884	603	11 870	50,8
1845	—	—	—	1885	590	12 581	46,8
1846	—	—	—	1886	653	14 003	46,6
1847	—	—	—	1887	730	15 939	45,7
1848	—	—	—	1888	494	19 119	25,8
1849	—	—	—	1889	1 056	22 044	47,9
Totaux..	—	—	—	Totaux..	5 995	135 802	44,1

Relation entre le nombre des baptêmes et celui des enfants entrès à la maison des enfants trouvés (Fin)

ANNÉES	Enfants trouvés a	Baptêmes b	$\frac{1000\,a}{b}$	ANNÉES	Enfants trouvés a	Baptêmes b	$\frac{1000\,a}{b}$
1890.....	1 087	23 020	47,2	1900.....	1 178	32 178	36,6
1891.....	847	24 591	34,4	1901.....	910	33 298	27,3
1892.....	706	23 255	30,4	1902.....	906	32 430	28,0
1893.....	854	25 791	33,1	1903.....	1 129	31 636	35,6
1894.....	923	25 905	35,6	1904.....	1 074	32 762	32,8
1895.....	922	26 767	34.4	1905.....	1 137	34 203	33,2
1896.....	966	28 826	33,5	1906.....	1 168	36 009	32,5
1897.....	1 249	30 270	41,3	1907.....	1 227	39 161	31,3
1898.....	1 458	31 388	46,5	1908.....	1 372	40 804	33,6
1899.....	1 580	32 589	48,5	1909.....	1 541	42 705	36,1
Totaux..	10 592	272 402	38,8	Totaux..	11 642	355 186	32,7

Relativement à l'illégitimité dans les naissances, les renseignements que j'ai pu recueillir embrassent, comme je l'ai déjà dit, une période relativement récente, surtout si on la compare à celle qui fait l'objet de la présente étude démographique. Cette période commence en 1860 et se termine en 1909, et comprend, par conséquent, 50 années.

La moyenne qui résulte de la comparaison des naissances illégitimes avec la totalité des baptêmes, dans les 30 premières années, ne doit pas être regardée comme l'expression fidèle de la natalité illégitime, car, en premier lieu, on ne compare pas des naissances, mais des baptêmes, et en second lieu, parce que, jusqu'en 1887 il n'existe pas de Registre de l'Etat Civil à Buenos Aires, un grand nombre de morts-nés, en général illégitimes, et d'autres morts peu après la naissance, ont échappé à l'inscription dans les registres de baptêmes et ont, par conséquent, diminué le chiffre de l'illégitimité.

Malgré tout, des renseignements que je donne, il résulte que, dans la décade 1860/9, les baptêmes d'enfants illégitimes furent 10.9 % du total des baptêmes; dans la décade suivante 1870/9, ils furent 9,4 %; et dans la décade 1880/9, ils se montèrent à 9,8 %. Néanmoins, dans les deux dernières décades, l'illégitimité a augmenté notablement, tant en chiffres absolus qu'en chiffres relatifs.

Les chiffres de l'illégitimité à Buenos Aires, sont les suivants:

Illégitimité à Buenos Aires

ANNÉES	Baptêmes a	Illégitimes b	$\frac{100\,b}{a}$	ANNÉES	Baptêmes a	Illégitimes b	$\frac{100\,b}{a}$
1860.....	4 481	647	14,4	1866.....	5 830	651	11,1
1861.....	4 797	676	14,0	1867.....	6 370	684	10,7
1862.....	5 355	676	12,6	1868.....	6 099	500	8,1
1863.....	5 092	599	11,7	1869.....	6 994	616	8,7
1864.....	5 810	500	8,6				
1865.....	6 205	717	11,5	Totaux..	57 033	6 266	10,9

Illégitimité à Buenos Aires (Fin)

ANNÉES	Baptêmes a	Illégitimes b	$\frac{100\,b}{a}$	ANNÉES	Baptêmes a	Illégitimes b	$\frac{100\,b}{a}$
1870.....	7 561	660	8,7	1880.....	9 401	961	10,2
1871.....	7 542	636	8,4	1881.....	9 576	740	7,2
1872.....	8 078	814	10,0	1882.....	10 477	839	8,0
1873.....	8 559	810	9,4	1883.....	10 792	829	7,6
1874.....	8 864	765	8,6	1884.....	11 870	817	6,8
1875.....	9 202	730	7,9	1885.....	12 581	816	6,4
1876.....	8 967	832	9,2	1886.....	14 003	1 141	8,1
1877.....	8 833	842	9,5	1887.....	15 939	1 974	12,3
1878.....	8 993	934	10,3	1888.....	19 119	2 361	12,3
1879.....	9 878	1 346	14,5	1889.....	22 044	2 798	12,7
Totaux..	86 477	8 369	9,4	Totaux..	135 802	13 276	9,8

ANNÉES	Naissances a	Illégitimes b	$\frac{100\,b}{a}$	ANNÉES	Naissances a	Illégitimes b	$\frac{100\,b}{a}$
1890.....	23 020	3 013	13,1	1900.....	32 178	4 987	15,5
1891.....	24 591	3 342	13,6	1901.....	33 298	4 924	14,8
1892.....	23 255	3 042	13,1	1902.....	32 430	4 710	14,5
1893.....	25 791	3 378	13,1	1903.....	31 636	4 588	14,5
1894.....	25 905	3 505	13,5	1904.....	32 762	4 625	14,1
1895.....	26 767	3 643	13,6	1905.....	34 203	4 819	14,1
1896.....	28 826	3 883	13,5	1906.....	36 009	4 947	13,7
1897.....	30 270	4 434	14,6	1907.....	39 161	5 129	13,1
1898.....	31 388	4 712	15,0	1908.....	40 804	5 394	13,2
1899.....	32 589	5 130	15,7	1909.....	42 705	5 839	13,7
Totaux..	272 402	38 082	13,9	Totaux..	355 186	49 962	14,1

Quant á la proportion des sexes dans les baptêmes d'enfants illégitimes, les tableaux suivants donneront le mouvement pendant les 50 dernières années.

Dans la décade 1860/9, la proportion des sexes dans les baptêmes d'enfants légitimes, a été de 108 garçons pour 100 filles, tandis que dans ceux des illégitimes, elle a été de 97 pour 100, respectivement.

Dans la seconde décade, 1870/9, figurèrent dans les baptêmes d'enfants légitimes 107 garçons pour 100 filles, et seulement 96 dans ceux des illégitimes.

Enfin, dans la troisième décade 1880/9, les légitimes donnèrent 105 garçons pour 100 filles, et les illégitimes 102.

Dans les deux dernières décades 1890/1909, les naissances par sexes légitimes et illégitimes, donnèrent une proportion équivalente.

Baptêmes selon le sexe et la légitimité

ANNÉES	LÉGITIMES			ILLÉGITIMES		
	Garçons	Filles	Totaux	Garçons	Filles	Totaux
1860.....	1 942	1 892	3 834	306	341	647
1861.....	2 018	2 103	4 121	351	325	676
1862.....	2 448	2 231	4 679	330	346	676
1863.....	2 328	2 165	4 493	285	314	599
1864.....	2 645	2 665	5 310	284	216	500
1865.....	2 793	2 695	5 488	364	353	717
1866.....	2 640	2 439	5 079	339	312	651
1867.....	3 033	2 657	5 690	313	371	684
1868.....	3 171	2 428	5 599	230	270	500
1869.....	3 402	2 976	6 378	294	322	616
Totaux..	26 420	24 251	50 671	3 096	3 170	6 266

Proportion { Dans les légitimes..... 108 garçons pour 100 filles
Dans les illégitimes..... 97 " " " "

ANNÉES	LÉGITIMES			ILLÉGITIMES		
	Garçons	Filles	Totaux	Garçons	Filles	Totaux
1870.....	3 786	3 115	6 901	340	320	660
1871.....	3 683	3 223	6 806	318	318	636
1872.....	3 935	3 329	7 264	406	408	814
1873.....	3 986	3 763	7 749	393	417	810
1874.....	4 087	4 012	8 099	359	406	765
1875.....	4 282	4 190	8 472	409	321	730
1876.....	4 077	3 858	7 935	418	414	832
1877.....	4 049	3 942	7 991	390	452	842
1878.....	4 145	3 914	8 059	484	450	934
1879.....	4 350	4 182	8 532	599	747	1 346
Totaux..	40 380	37 528	77 808	4 116	4 253	8 369

Proportion { Dans les légitimes..... 107 garçons pour 100 filles
Dans les illégitimes..... 96 " " " "

Baptêmes selon le sexe et la légitimité (Fin)

ANNÉES	LÉGITIMES			ILLÉGITIMES		
	Garçons	Filles	Totaux	Garçons	Filles	Totaux
1880.....	4 362	4 078	8 440	480	481	961
1881.....	4 495	4 341	8 836	370	370	740
1882.....	4 868	4 770	9 638	408	431	839
1883.....	5 094	4 869	9 963	420	409	829
1884.....	5 613	5 440	11 053	417	400	817
1885.....	6 035	5 730	11 765	401	415	816
1886.....	6 647	6 215	12 862	580	561	1 141
1887.....	7 204	6 761	13 965	1 020	954	1 974
1888.....	8 534	8 224	16 758	1 230	1 131	2 361
1889.....	9 872	9 374	19 246	1 386	1 412	2 798
Totaux..	62 724	59 802	122 526	6 712	6 564	13 276

Proportion { Dans les légitimes..... 105 garçons pour 100 filles
Dans les illégitimes..... 102 " " " "

Naissances selon le sexe et la légitimité

ANNÉES	LÉGITIMES			ILLÉGITIMES			TOTAL
	Garçons	Filles	Total a	Garçons	Filles	Total b	$a + b$
1890.....	10 181	9 826	20 007	1 556	1 457	3 013	23 020
1891.....	10 841	10 408	21 249	1 671	1 671	3 342	24 591
1892.....	10 303	9 910	20 213	1 578	1 464	3 042	23 255
1893.....	11 489	10 924	22 413	1 642	1 736	3 378	25 791
1894.....	11 493	10 907	22 400	1 769	1 736	3 505	25 905
1895.....	11 798	11 326	23 124	1 824	1 819	3 643	26 767
1896.....	12 433	12 510	24 943	1 965	1 918	3 883	28 826
1897.....	13 204	12 632	25 836	2 213	2 221	4 434	30 270
1898.....	13 663	13 013	26 676	2 397	2 315	4 712	31 388
1899.....	13 904	13 555	27 459	2 689	2 441	5 130	32 589
Totaux..	119 309	115 011	234 320	19 304	18 778	38 082	272 402

Proportion { Dans les légitimes..... 103,7 garçons pour 100 filles
Dans les illégitimes..... 102,3 " " " "

Naissances selon le sexe et la légitimité (Fin)

ANNÉES	LÉGITIMES			ILLÉGITIMES			TOTAL
	Garçons	Filles	Total *a*	Garçons	Filles	Total *b*	*a* + *b*
1900.....	13 838	13 353	27 191	2 534	2 453	4 987	32 178
1901.....	14 412	13 962	28 374	2 473	2 451	4 924	33 298
1902.....	14 092	13 628	27 720	2 355	2 355	4 710	32 430
1903.....	13 813	13 235	27 048	2 348	2 240	4 588	31 636
1904.....	14 459	13 678	28 137	2 381	2 244	4 625	32 762
1905.....	15 070	14 314	29 384	2 536	2 283	4 819	34 203
1906.....	15 866	15 196	31 062	2 496	2 451	4 947	36 009
1907.....	17 322	16 710	34 032	2 643	2 486	5 129	39 161
1908.....	18 043	17 367	35 410	2 723	2 671	5 394	40 804
1909.....	18 748	18 118	36 866	2 982	2 857	5 839	42 705
Totaux..	155 663	149 561	305 224	25 471	24 491	49 962	355 186

Proportion { Dans les légitimes..... 104,1 garçons pour 100 filles
Dans les illégitimes..... 104,0 " " " "

B. — DECES

L'étude de la mortalité de Buenos Aires est encore à faire. La tentative la plus avancée dans ce sens est due à l'illustre historien Manuel R. Trelles, le plus érudit de nos bibliophiles, lequel, dans un intéressant travail sur les pestes qui, à diverses époques désolèrent la population de cette ville, rassembla des éléments très précieux pour cette étude. De son côté, l'historien distingué, docteur Vicente F. López accumula aussi d'importants documents sur cette matière, en traduisant les *Actas del Cabildo de Buenos Aires,* tome II.

Les renseignements de Trelles remontent à la peste qui décima les habitants de la première fondation de la ville par Pedro de Mendoza, en 1535, ils se continuent par celle qui eut lieu entre 1580 et 1608, ensuite celle qui s'attaqua au bétail et aux indiens en 1609, ensuite celle de 1621, qui fit mourir beaucoup de gens de service, celle des années 1641 à 1643, celle de 1652, celle qui eut lieu entre 1652 et 1672, celle de 1717, celles de 1734 et 1739, celle de 1778, et celle de 1796, dans la prison.

La connaissance de la peste qui ravagea la population de la première fondation de Mendoza est due à divers chroniqueurs, et, entre autres, à Barco de Centenera, le poète de cette fondation, qui dit en en parlant:

.....la perra,
Pestifera, cruel *hambre* canina,
A todos abandona y los arruina.
.....

Comienzan á morir todos rabiando,
Los rostros y los ojos consumidos.
A los niños que mueren sollozando
Sus madres les responden con gemidos.
.....

En outre, au moment où s'apprêtait l'expédition de Mendoza, la terrible peste régnait en Espagne, ce qui fait supposer que les membres de l'expédition apportèrent le germe de la maladie, laquelle se développa par les travaux et les privations du long voyage.

La peste survenue entre 1580 et 1608 est connue par l'accord du Cabildo du 8 Janvier, inséré dans le tome I des *Actas del Cabildo de Buenos Aires*, page 459, lequel en s'y référant dit:

" Le capitaine Manuel de Frías, alcalde ordinaire, proposa ensuite de demander à monsieur le gouverneur, que, s'il plaît à notre Seigneur, comme il y a eu de *nombreuses maladies dans la ville, et qu'à cause de cela il est resté très peu de gens de service*, et que les habitants en ont une grande nécessité, qu'il n'y a pas de naturels, et que ceux qu'il y a ne veulent pas servir, etc." qu'il veuille bien demander à S. M. de permettre l'introduction de quelques nègres de Guinée.

Dans l'accord suivant, du 15 Janvier 1608, inséré aussi dans le tome I des *Actas del Cabildo*, il fut décrété: " que le procureur de cette ville continue les demandes à monsieur le gouverneur, pour les noirs qu'il demanda dans sa pétition, car cette ville est si pauvre et a tant de nécessités, à cause des *nombreuses pestes qu'il y a eu*", etc.; et dans les instructions que le Cabildo donna la même année au père Juan Romero, pour le réprésenter à la cour, il disait: " que S. M. veuille bien compatir aux maux de cette terre, et aux grands besoins qu'elle a de gens de service, à cause de la *grande mortalité qu'il y a eu parmi les naturels*".

Quant à la peste de 1609, qui s'attaqua au bétail et aux indiens, elle est aussi connue par l'accord du Cabildo du 24 Mars 1609 (page 27 du tome II des actes capitulaires), lequel disait: " Dans le dit Cabildo, il fut proposé et discuté sur ce que, depuis quelques temps, il meurt dans cette ville et dans sa juridiction beaucoup de bétail: vaches, moutons, chèvres et porcs, et *cela avec tant d'intensité que c'est dû à la peste*, laquelle arrive et s'étend jusqu'aux fermes du rio Luján, et même *certains indiens qui s'en vont à la recherche du dit bétail, meurent subitement;* pour remédier au susdit, il est convenable de demander à Dieu au moyen de prières et d'offrandes que, par sa miséricorde il arrête la dite peste; pour cela, le dit Cabildo décide qu'il sera fait une neuvaine, et qu'on sortira en procession le bienheureux Saint Martin", etc.

En 1621, il y eut aussi une grande peste dans la ville, de laquelle parle le document suivant inséré dans le tome II du *Registro Estadístico de Buenos Aires de 1865:*

" Dans toutes ces Indes et celles du Mexique, il n'y a pas de gens plus pauvres et qui manquent plus de choses nécessaires à leur soutien, à leur aliment et à leur vêtement, que ceux de cette terre, car pendant les années fécondes, on récolte du blé et du maïs pour la subsistance et il y a quelque bétail et pendant les années stériles, il y a beaucoup de gens à mourir et on souffre de maux dûs à la stérilité, comme on l'a vu, outre que, pendant la *peste de 1621*, et dans d'autres qu'il y eut auparavant, il mourut beaucoup de gens de service".

L'historien connu Luis L. Domínguez, explique de la manière suivante (1) les pestes de 1641 à 1643: " Pendant les dites années il y eut à Buenos Aires une de ces grandes sécheresses périodiques dans ce pays, suivie d'une extraordinaire famine et d'une *terrible épidémie*. La ville, dit le docteur Xarque, dans la vie du P. Diaz Taño, abonde en blé, maïs, légumes et toute sorte de produits, qui viennent dans ses champs fertiles, et à plus de trente lieues aux alentours, il y a beaucoup de propriétés que l'on appelle " chacras " et " estancias ", mais le manque de pluies fit que les marécages, les sources et tous les endroits où il y avait de l'eau se desséchèrent, les chaumes s'embrasèrent et les vignes se desséchèrent. De cette lamentable calamité *il résulta la peste*, dans la terre la plus saine et le ciel le plus bénin que l'on connaisse dans ces provinces; et comme les lieux les plus voisins étaient distants de presque cent lieues, on ne put porter secours à leur faim. Quoique l'auteur n'explique pas quel genre de peste c'était, il dit en parlant des maladies qui régnaient: qu'il y avait souvent des épidémies de fièvre chaude, de douleurs de côté, de chaleurs malignes, de rougeole, de variole et autres ".

La peste de 1652 est connue par la lettre suivante du vice-roi comte de Salvatierra, adressée au Cabildo de Buenos Aires le 30 Juin 1653:

"Je suis très heureux des nouvelles que vous me donnez par votre lettre du 6 Mars de cette année, m'informant que la ville est débarrassée de la maladie dont *vous me dites qu'elle a souffert* ", etc., ce qui laisse à entendre qu'il y eut en 1652 une autre peste dans cette ville.

En 1652 et 1672 s'étendit aussi sur la ville et sa juridiction une épidémie générale, qui fit mourir la plus grande partie des gens de service, de sorte qu'il fut impossible de prendre soin des propriétés comme il convenait, et qu'on dut les abandonner. L'acte du Cabildo du 27 de Avril 1672 fait foi de tout cela.

Dans les premières années du XVIII^me. siècle, en 1717, s'étendit sur la ville une maladie qui causa beaucoup de morts. Le gouverneur d'alors, don Bruno Mauricio Zabala, fit une réunion de tous les médecins présents à Buenos Aires, tant dans la ville que dans le port, pour lui donner des informations sur l'origine de la maladie, afin de prendre les mesures nécessaires pour la combattre.

L'assemblée se réunit et les médecins déclarèrent sous serment, que " les maladies qui ravagent continuellement ce lieu, semblent être des chaleurs putrides malignes, lesquelles se montrent par leurs accidents, et qui proviennent de différentes causes, sans que, de l'avis de tous, il soit question de peste ou de poison ".

L'assemblée concluait en affirmant que le mal qui régnait n'était pas importé, comme on le croyait, par des vaisseaux ancrés dans le port, parce que les malades provenant de ces vaisseaux avaient été attaqués par le " scorbut " qui n'est pas contagieux.

De nombreuses années après, en 1741, à l'occasion d'une autre peste, on reparla de celle de 1717, et alors il fut établi qu'elle avait été importée par des malades amenés par les vaisseaux. En 1741 deux frégates de guerre arrivèrent au port de Montevideo, dont on disait qu'elles avaient des malades, et alors le Cabildo craignant la contagion, " comme cela avait eu lieu en l'année dix sept, lors d'une arrivée semblable des frégates de don Bartolomé Urdinza, ce qui occasionna une

(1) *Historia Argentina*, troisième édition, page 108.

mortalité considérable parmi les habitants de la ville et d'une grande partie de ce royaume ", résolut de tenir une séance pour traiter de ce qu'il devait faire.

En 1727 il y eut aussi une grande peste dans la ville. En en parlant, l'historien dit qu'elle était tellement intense, et l'état de la ville si mauvais que l'on portait les cadavres dans les églises pour les enterrer, dans des peaux que l'on trainait attachées à la queue des chevaux. " Ce spectacle remua le cœur de l'andalou don Juan Alonso González, qui fonda la Confrérie de Charité (Hermandad de Caridad), dont le but était d'enterrer les cadavres des pauvres et des prisonniers ".

Entre les années 1734 et 1739, il y eut quelques pestes dans la ville. Dans la séance du Cabildo de 1734, on décida que: " attendu qu'il y a une épidémie générale ce qui fait mourir journellement beaucoup de gens, ce dont la ville est affligée, etc. "; et dans celle de 1739, il fut dit que: " attendu qu'il y a *beaucoup de maladies et de morts, sans doute à cause du manque d'eau,* on aura recours au glorieux patron, Saint Martin, etc. "

Les années 1742 et 1743 furent également des années d'épidémies pour la ville. Dans une séance du Cabildo du 30 Avril de la première de ces années, l'un des membres dit: " attendu que depuis quelques mois, il y a une grande mortalité dans cette juridiction et en dehors des murs de cette ville, à cause d'une maladie qui jusqu'ici n'est pas connue, et qui occasionne de graves dangers, il lui semble bon, qu'après avoir imploré la divine pitié, on fasse l'autopsie de deux ou trois cadavres pour voir d'où provient un aussi étrange et mortel mal, et que pour cela les chirurgiens doivent se réunir", et ainsi il fut résolu. Dans la séance du 8 Janvier 1743, on décida que: " attendu que l'on a appris que le navire de nègres de Guinée qui est arrivé à San Felipe de Montevideo renferme des malades épidémiques, et cette ville se trouvant très atteinte par l'épidémie dont elle a souffert depuis un an et demi, etc ".

En 1747, selon une note que j'ai trouvée dans le livre 7 et 8 des recettes de la Cathédrale, page 265, il y eut une épidémie qui causa beaucoup de morts. " Depuis ce temps, dit la note, à cause de la sécheresse ou du manque de pluie, le sang et et la bile furent appauvris ou irrités par d'autres causes, ce qui occasiona beaucoup de maladies: douleurs de ventre ou de côté, ou de gonflements, ou d'évacuations, et le manque de savoir des médecins fut cause de nombreuses morts ".

En 1778, il y eut de fréquentes épidémies dans la ville, car pendant le gouvernement du progressiste vice-roi Vértiz, l'intendant Paula Sanz proposa " de nettoyer la ville des immondices et des incommodités dans lesquelles l'avaient jusqu'alors laissée l'abandon et le manque de police de ses rues, pour que *l'on respire un air plus pur* et que l'on supprime d'un seul coup toutes les causes *qui presque tous les ans occasionnent des épidémies qui font périr* une partie des habitants ".

Le docteur Vicente F. Lopez, de son côté, en commentant les actes capitulaires des années 1609 à 1614, dit en parlant des maladies qui régnaient alors dans la ville: " Et le pis de tout, c'est que parmi les maladies de l'époque, les écrouelles ou tumeurs scrofuleuses du cou étaient d'une fréquence effroyable, à cause, comme on le sait aujourd'hui, du mélange entre races extrêmes, d'européens et d'indiennes, ce qui favorisait cette maladie d'une manière épouvantable ".

Et plus loin il ajoute:

" Cette mauvaise condition de l'assistance publique dura jusqu'à ce que, en

même temps que le gouverneur Marin Negron, il vint aussi pour en prendre soin, un véritable et habile médecin, maitre Juan Escalera, lequel put noter la fréquence et le grand nombre de ceux qui souffraient de fièvre (phtisie), de fièvre putride (typhus et typhoïde) et de plaies purulentes, qui, d'après ce que nous comprenons étaient les noms que l'on donnait à ces maux, à cause des marécages ou des bourbiers corrompus qui formaient la chaussée des rues ".

Telles ont été les pestes qui, d'après ce qui est constaté par divers documents, ont décimé la population de Buenos Aires dans le passé.

Reste maintenant à examiner si les renseignements que j'ai extraits des registres paroissiaux montrent quelle a été l'intensité de ces pestes.

Comme je l'ai dit dans l'étude des sources ou des registres paroissiaux que servent d'introduction au présent travail, avec les renseignements démographiques que j'ai réunis, on ne peut étudier l'intensité de toutes les épidémies qui ont régné dans la ville, car il manque les éléments d'information nécessaires pour cela.

Les premiers renseignements sur les décès commencent, d'une manière imparfaite en 1635, se continuent jusqu'en 1638, s'interrompent de 1640 à 1644, se continuent régulièrement jusqu'en 1709, et ne donnent rien pour l'année 1710, se continuent en 1711 et 1712, sautent les années 1713 à 1726, et se continuent ensuite avec régularité jusqu'à présent. De sorte que l'on ne peut étudier qu'une partie de ces pestes d'une manière sûre.

A une époque plus récente, particulièrement au XIX^me. siècle, la ville de Buenos Aires a été désolée par de véritables épidémies.

En 1858, la fièvre jaune, qui se montra pour la première fois à Buenos Aires, fit de 300 à 400 victimes ; en 1867 le choléra, qui, d'après l'opinion du père Montenegro, apparut, contre ce que l'on croit généralement, pour la seconde fois dans ces pays [1], enleva 8 029 personnes ; en 1868, la même maladie fit un peu moins de victimes ; en 1871 la terrible fièvre jaune causa 13 761 décès ; en 1874 réapparut le choléra, faisant heureusement peu de victimes. En dehors de ces véritables épidémies, la variole, la diphtérie, la rougeole et autres maladies infectieuses, qui ont régné d'une façon endémique dans la ville, ont causé à certaines époques un nombre plus ou moins grand de décès.

Mais, cette chronologie des pestes dont a souffert Buenos Aires, semble prouver et prouve, que les conditions sanitaires de cette ville n'ont pas été dans le passé celles qu'il semblerait que l'on devrait déduire du nom qu'elle porte ; il est juste, néanmoins de déclarer que les travaux sanitaires effectués et tous les progrès réalisés dans la topographie de la ville, tant par les autorités que par les particuliers, ont placé cette ville dans des conditions hygiéniques très avantageuses, la mettant à la tête des villes les plus salubres.

En entrant maintenant dans l'étude des tableaux des décès, de 1635 à 1909, je dois dire que, dans la première décade complète du XVII^me. siècle, celle de 1650/9, ces décès se montèrent à 1692 ; dans la suivante, 1660/9, ils s'abaissent à 1539, nombre qui se maintient à peu près stationnaire dans celles de 1670/9 et de 1680/9 ; et subit une légère augmentation dans celle de 1690/9, dernière de ce siècle.

---

(1) Le père Montenegro, dans un ouvrage sur les herbes médicinales, écrit en 1710, à Misiones, recommande le *carachirámini* comme seul remède pour guérir le " choléra ou mal arabe, parce qu'il règne dans l'Arabie " ; ce qui fait supposer qu'à cette époque on connaissait déjà ici cette terrible maladie.

Dans la première décade du XVIII^me^ siècle, les décès subissent une notable augmentation: 2 035; dans les deux suivantes, 1710/9 et 1720/9, les renseignements annuels ne sont pas complets; mais en trois années seulement, de la dernière décade, ils se montent à 1 212, ce qui veut dire que, si l'on connaissait tous ces chiffres, l'augmentation serait très grande; dans les décades suivantes, 1730/9 et 1740/9, les décès augmentent; ils descendent dans celle qui vient ensuite, puis ils suivent une progression croissante jusque pendant les années 1790/9, pendant lesquelles ils diminuent pour se relever de nouveau et ne plus diminuer jusque pendant la décade 1830/9 et continuer ensuite, en rapport avec le développement de la population, et avec des alternatives diverses, un développement croissant jusqu'à nos jours.

Mouvement démographique de la Capitale, depuis les commencements du XVIIme. siècle jusqu'à nos jours

B. — DECES

ANNÉES	Hommes	Femmes	TOTAL	ANNÉES	Hommes	Femmes	TOTAL
I. — XVIIme. SIECLE							
1630	—	—	—	1650	87	35	122
1631	—	—	—	1651	61	51	112
1632	—	—	—	1652	237	209	446
1633	—	—	—	1653	146	78	224
1634	—	—	—	1654	59	25	84
1635	5	5	10	1655	39	26	65
1636	16	9	(1) 36	1656	127	105	232
1637	64	7	71	1657	86	56	142
1638	60	13	73	1658	91	23	114
1639	—	—	—	1659	117	34	151
Totaux..	145	34	190	Totaux..	1 050	642	1 692
1640	—	—	—	1660	131	57	188
1641	—	—	—	1661	110	62	172
1642	—	—	—	1662	91	34	125
1643	—	—	—	1663	113	45	158
1644	—	—	—	1664	105	54	159
1645	91	34	125	1665	95	41	136
1646	100	67	167	1666	75	60	135
1647	140	40	180	1667	56	51	107
1648	107	32	139	1668	84	45	129
1649	142	26	168	1669	110	120	230
Totaux..	580	199	779	Totaux..	970	569	1 539

(1) Il y a 11 sans spécifier.

B. — DÉCÈS (Suite)

ANNÉES	Hommes	Femmes	TOTAL	ANNÉES	Hommes	Femmes	TOTAL
I. — XVIIme. SIECLE (Fin)							
1670.....	144	137	281	1686.....	74	29	103
1671.....	101	61	162	1687.....	186	74	260
1672.....	76	40	116	1688.....	107	58	165
1673.....	57	51	108	1689.....	81	51	132
1674.....	120	47	167	Totaux..	1 097	481	1 578
1675.....	81	41	122				
1676.....	135	55	190				
1677.....	90	42	132	1690.....	105	66	171
1678.....	91	44	135	1691.....	119	65	184
1679.....	104	43	147	1692.....	151	66	217
Totaux..	999	561	1 560	1693.....	116	70	186
				1694.....	191	73	264
				1695.....	119	55	174
1680.....	134	55	189	1696.....	94	59	153
1681.....	109	29	138	1697.....	78	39	117
1682.....	114	57	171	1698.....	107	61	168
1683.....	107	38	145	1699.....	106	46	152
1684.....	90	45	135	Totaux..	1 186	600	1 786
1685.....	95	45	140				
II. — XVIIIme. SIECLE							
1700.....	227	81	308	1720.....	—	—	—
1701.....	129	57	186	1721.....	—	—	—
1702.....	105	57	162	1722.....	—	—	—
1703.....	159	62	221	1723.....	—	—	—
1704.....	110	42	152	1724.....	—	—	—
1705.....	115	51	166	1725.....	—	—	—
1706.....	90	47	137	1726.....	—	—	—
1707.....	88	50	138	1727.....	129	50	179
1708.....	110	46	156	1728.....	529	207	736
1709.....	284	125	409	1729.....	176	121	297
Totaux..	1 417	618	2 035	Totaux..	834	378	1 212
1710.....	—	—	—	1730.....	179	67	246
1711.....	87	43	130	1731.....	210	77	287
1712.....	105	65	170	1732.....	229	108	337
1713.....	—	—	—	1733.....	217	82	299
1714.....	—	—	—	1734.....	260	124	384
1715.....	—	—	—	1735.....	100	104	204
1716.....	—	—	—	1736.....	130	62	192
1717.....	—	—	—	1737.....	190	89	279
1718.....	—	—	—	1738.....	247	112	359
1719.....	—	—	—	1739.....	201	105	306
Totaux..	192	108	300	Totaux..	1 963	930	2 893

B. — DECES (Suite)

ANNÉES	Hommes	Femmes	Total	ANNÉES	Hommes	Femmes	Total
II. — XVIIIme. SIECLE (Fin)							
1740	181	84	265	1770	335	282	617
1741	233	85	318	1771	387	295	682
1742	561	404	965	1772	468	356	824
1743	233	150	383	1773	425	313	738
1744	121	110	231	1774	473	380	853
1745	229	100	329	1775	587	505	1 092
1746	196	106	302	1776	362	310	672
1747	233	116	349	1777	385	324	709
1748	284	125	409	1778	399	381	780
1749	162	92	254	1779	348	315	663
Totaux..	2 433	1 372	3 805	Totaux..	4 169	3 461	7 630
1750	182	90	272	1780	602	562	1 164
1751	196	109	305	1781	373	358	731
1752	257	146	403	1782	398	275	673
1753	251	159	410	1783	425	347	772
1754	227	131	358	1784	527	444	971
1755	293	130	423	1785	470	360	830
1756	208	148	356	1786	421	336	757
1757	293	164	457	1787	439	382	821
1758	323	179	502	1788	475	412	887
1759	181	125	306	1789	723	643	1 366
Totaux..	2 411	1 381	3 792	Totaux..	4 853	4 119	8 972
1760	213	151	364	1790	435	398	833
1761	275	214	489	1791	425	393	818
1762	313	195	508	1792	379	344	723
1763	267	195	462	1793	441	371	812
1764	266	214	480	1794	700	620	1 320
1765	264	183	447	1795	448	353	801
1766	374	286	660	1796	268	253	521
1767	355	318	673	1797	425	350	775
1768	347	294	641	1798	401	377	778
1769	444	392	836	1799	560	520	1 080
Totaux..	3 118	2 442	5 560	Totaux..	4 482	3 979	8 461
III. — XIXme. SIECLE							
1800	753	659	1 412	1806	805	697	1 502
1801	561	479	1 040	1807	1 040	913	1 953
1802	722	662	1 384	1808	1 117	991	2 108
1803	1 055	957	2 012	1809	1 586	1 454	3 040
1804	783	695	1 478				
1805	806	751	1 557	Totaux..	9 228	8 258	17 486

B. — DÉCÈS (Suite)

III. — XIXme. SIECLE (Fin)

ANNÉES	Hommes	Femmes	Total
1810	1 167	1 090	2 257
1811	1 268	1 142	2 410
1812	1 059	935	1 994
1813	949	867	1 816
1814	858	784	1 642
1815	873	840	1 713
1816	926	891	1 817
1817	1 040	1 018	2 058
1818	934	912	1 846
1819	831	789	1 620
Totaux..	9 905	9 268	19 173
1820	875	727	1 602
1821	735	742	1 477
1822	990	841	1 831
1823	1 699	1 219	2 918
1824	1 268	1 058	2 326
1825	1 514	1 291	2 805
1826	861	842	1 703
1827	934	970	1 904
1828	915	873	1 788
1829	2 367	2 291	4 658
Totaux..	12 158	10 854	23 012
1830	888	776	1 664
1831	729	669	1 398
1832	900	814	1 714
1833	750	692	1 442
1834	680	630	1 310
1835	949	930	1 879
1836	1 098	1 041	2 139
1837	1 055	959	2 014
1838	908	859	1 767
1839	880	796	1 676
Totaux..	8 837	8 166	17 003
1840	796	761	1 557
1841	1 161	1 110	2 271
1842	990	946	1 936
1843	1 139	1 087	2 226
1844	786	796	1 582
1845	841	788	1 629
1846	667	662	1 329
1847	729	667	1 396
1848	785	762	1 547
1849	873	818	1 691
Totaux..	8 767	8 397	17 164
1850	1 021	953	1 974
1851	974	974	1 948
1852	1 023	999	2 032
1853	1 049	927	1 976
1854	1 301	1 132	2 433
1855	1 081	972	2 053
1856	1 479	1 102	2 581
1857	1 523	1 249	2 772
1858	1 846	1 553	3 399
1859	2 080	1 617	3 697
Totaux..	13 377	11 478	24 855
1860	1 542	1 747	3 289
1861	1 975	1 435	3 410
1862	2 602	1 711	4 313
1863	3 174	1 365	4 539
1864	2 765	1 613	4 378
1865	3 337	2 520	5 857
1866	3 029	2 082	5 111
1867	4 706	3 323	8 029
1868	3 638	2 926	6 564
1869	3 530	2 452	5 982
Totaux..	30 298	21 174	51 472
1870	3 915	1 971	5 886
1871	11 455	6 101	20 748
1872	3 355	2 316	5 671
1873	3 470	2 421	5 891
1874	4 274	2 916	7 190
1875	3 862	2 889	6 751
1876	3 104	2 173	5 277
1877	3 115	2 423	5 538
1878	3 217	2 333	5 550
1879	3 900	2 894	6 794
Totaux..	43 667	28 437	1) 75 296

(1) La différence entre le total général et la somme des deux parties, hommes et femmes, provient de ce que, en 1871, année de l'épidémie de fièvre jaune, on enterra 3 192 individus sans spécification de sexe.

B. — DECES (Fin)

ANNÉES	Hommes	Femmes	Total	ANNÉES	Hommes	Femmes	Total
			III. — XIXme. SIECLE (Fin)				
1880.....	4 233	2 840	7 073	1890.....	9 743	6 674	16 417
1881.....	3 707	2 609	6 316	1891.....	7 396	5 618	13 014
1882.....	4 148	3 048	7 196	1892.....	7 653	5 688	13 341
1883.....	4 947	3 554	8 501	1893.....	7 399	5 601	13 000
1884.....	4 919	3 323	8 242	1894.....	7 873	5 829	13 702
1885.....	5 525	3 770	9 295	1895.....	8 428	6 519	14 947
1886.....	6 008	3 986	9 994	1896.....	7 764	5 881	13 645
1887.....	6 931	5 153	12 084	1897.....	8 195	6 021	14 216
1888.....	7 166	5 201	12 367	1898.....	7 962	5 571	13 533
1889.....	8 604	6 132	14 736	1899.....	7 732	5 835	13 567
Totaux..	56 188	39 616	95 804	Totaux..	80 145	59 237	139 382
			PREMIERE DECADE DU XXme. SIECLE				
1900.....	9 287	7 217	16 504	1906.....	10 462	7 454	17 916
1901.....	8 959	6 848	15 807	1907.....	10 841	7 775	18 616
1902.....	8 098	5 999	14 097	1908.....	10 437	7 702	18 139
1903.....	7 963	6 033	13 996	1909.....	10 875	8 084	18 959
1904.....	8 280	6 033	14 313				
1905.....	9 137	6 779	15 916	Totaux..	94 339	69 924	164 263

Quant à la distinction des décès par sexes, les tableaux qui suivent montrent que, pendant le XVII^me. siècle, on inscrivit dans les registres paroissiaux, 6 027 hommes pour 3 086 femmes (il y en a 11 sans spécification), ce qui donne une moyenne pour 100 décès, de 65.5 hommes; ou, d'une autre façon, pour 100 femmes, il mourut 194 hommes. Mais comme les renseignements de ce siècle sont incomplets, ces conclusions n'ont pas une grande valeur.

Pendant le XVIII^me. siècle, le chiffre des hommes décédés se monte à 25 872 et celui des femmes à 18 788. La proportion pour 100 décès est de 57.9 hommes. En d'autres termes, pour 100 décès de femmes, il y eut 137 décès d'hommes.

Pendant le XIX^me. siècle, il mourut 480 647 persones, lesquelles classées par sexes, donnèrent 272 570 hommes et 204 885 femmes, ce qui, traduit en chiffres proportionnels, montre que: sur 100 décès figurèrent 57.1 hommes et 42.9 femmes. Cette proportion est obtenue sur le total de 477 455 décès distingués par sexes, mais il existe 3 192 morts qui furent enterrés sans spécification de sexe, pendant la terrible épidémie de fièvre jaune de 1871.

Mouvement démographique de la Capitale, depuis les commencements du XVIIme. siècle jusqu'à nos jours

B. — DECES

ANNÉES	Hommes *a*	Femmes *b*	TOTAL *c*	100 *a* / *c*	100 *b* / *c*
XVIIme. SIECLE					
1635/9.....	145	34	(1) 190	81,0	19,0
1645/9.....	580	199	779	74,4	25,6
1650/9.....	1 050	642	1 692	62,0	38,0
1660/9.....	970	569	1 539	63,0	37,0
1670/9.....	999	561	1 560	64,0	36,0
1680/9.....	1 097	481	1 578	69,5	30,5
1690/9.....	1 186	600	1 786	66,4	33,6
Totaux..	6 027	3 086	9 124	65,5	34,5
XVIIIme. SIECLE					
1700/9.....	1 417	618	2 035	69,5	30,5
1710/9.....	192	108	300	64,0	36,0
1720/9.....	834	378	1 212	68,7	31,3
1730/9.....	1 963	930	2 893	67,8	32,2
1740/9.....	2 433	1 372	3 805	63,9	36,1
1750/9.....	2 411	1 381	3 792	63,5	36,5
1760/9.....	3 118	2 442	5 560	56,0	44,0
1770/9.....	4 169	3 461	7 630	54,6	45,4
1780/9.....	4 853	4 119	8 972	54,0	46,0
1790/9.....	4 482	3 979	8 461	52,9	47,1
Totaux..	25 872	18 788	44 660	57,9	42,1
XIXme. SIECLE					
1800/9.....	9 228	8 258	17 486	52,7	47,3
1810/9.....	9 905	9 268	19 173	51,6	48,4
1820/9.....	12 158	10 854	23 012	52,8	47,2
1830/9.....	8 837	8 166	17 003	51,9	48,1
1840/9.....	8 767	8 397	17 164	51,0	49,0
1850/9.....	13 377	11 478	24 855	53,8	46,2
1860/9.....	30 298	21 174	51 472	58,8	41,2

(1) La différence des sommes résulte de 11 individus inscrits sans distinction de sexe parmi les décès de cette décade.

B. — DÉCÈS (Fin)

ANNÉES	Hommes *a*	Femmes *b*	TOTAL *c*	100 *a* / *c*	100 *b* / *c*
			XIXme. SIÉCLE (Fin)		
1870/9.....	43 667	28 437	(1) 75 296	60,5	39,5
1880/9.....	56 188	39 616	95 804	58,7	41,3
1890/9.....	80 145	59 237	139 382	57,3	42,7
Totaux...	272 570	204 885	480 647	(2) 57,1	42,9

Avec les éléments insuffisants que le lecteur connaît, j'ai formé un tableau qui représente la mortalité de Buenos Aires pendant quelques années. Ce tableau est néanmoins le résultat des renseignements les plus complets qui, jusqu'à présent ont été extraits des archives, ou des documents officiels et paroissiaux.

Mortalité de Buenos Aires pendant certaines années

ANNÉES	Population *a*	Décès *b*	1000 *b* / *a*	ANNÉES	Population *a*	Décès *b*	1000 *b* / *a*
1664.....	4 000	159	39,0	1880.....	270 708	7 073	26,1
1744.....	11 118	231	20,7	1881.....	289 925	6 316	21,7
1770.....	22 007	617	28,0	1882.....	315 764	7 196	22,8
1778.....	24 205	780	32,2	1883.....	340 375	8 501	24,9
1801.....	40 000	1 040	26,0	1884.....	365 302	8 242	22,6
1806.....	45 000	1 502	33,3	1885.....	384 492	9 295	24,2
1810.....	46 000	2 257	49,0	1886.....	400 591	9 994	24,9
1822.....	55 000	1 831	33,0	1887.....	404 173	12 084	29,90
1836.....	62 228	2 139	34,5	1888.....	455 167	12 367	27,17
1838.....	65 344	1 767	27,1	1889.....	523 452	14 736	28,15
1852.....	76 000	2 032	26,7	1890.....	547 144	16 417	30,00
1855.....	90 076	2 053	22,2	1891.....	535 060	13 014	24,32
1869.....	177 787	5 982	33,6	1892.....	554 713	13 341	24,05
1872.....	204 634	5 671	27.7	1893.....	580 371	13 000	22,40
1873.....	214 453	5 891	27,5	1894.....	603 012	13 702	22,72
1874.....	220 000	7 190	32,7	1895.....	677 780	14 947	22,05
1875.....	230 000	6 751	29,4	1896.....	712 095	13 645	19,16
1876.....	200 000	5 277	26,3	1897.....	738 484	14 216	19,25
1877.....	215 000	5 538	25,7	1898.....	765 744	13 533	17,67
1878.....	234 029	5 550	23,7	1899.....	795 323	13 567	17,06
1879.....	257 440	6 794	26,4	1900.....	821 293	16 504	20,09

(1) Cette différence résulte aussi de 3 192 personnes enterrées sans spécification de sexe pendant la terrible épidémie de fièvre jaune de 1871.

(2) Cette proportion est obtenue sur le total de 477 455 décès distingués par sexes.

Mortalité de Buenos Aires pendant certaines années (Fin)

ANNÉES	Population a	Décès b	$\frac{1000\ b}{a}$	ANNÉES	Population a	Décès b	$\frac{1000\ b}{a}$
1901.....	848 367	15 807	18,60	1906.....	1 184 113	17 916	16,52
1902.....	870 237	14 097	16,20	1907.....	1 129 286	18 616	16,48
1903	895 381	13 996	15,63	1908.....	1 189 180	18 139	15,25
1904.....	979 235	14 313	14,61	1909.....	1 242 278	18 959	15,26
1905.....	1 025 653	15 916	15,51				

Une autre face importante de la mortalité est celle qui a trait aux décès des enfants de 0 à 1 an, car on a dit avec raison que la mortalité infantile est le nécromètre qui mesure les conditions hygiéniques, matérielles et morales d'une collectivité.

Décès des enfants de 0 à 1 an, comparés avec les naissances

ANNÉES	Nombre de naissances a	Décès d'enfants b	$\frac{100\ b}{a}$	ANNÉES	Nombre de naissances a	Décès d'enfants b	$\frac{100\ b}{a}$
1875.....	9 202	1 193	21,7	1893.....	25 791	3 762	14,5
1876.....	8 967	1 463	16,3	1894.....	25 905	3 657	14,1
1877.....	8 833	1 636	18,8	1895.....	26 767	3 546	13,2
1878.....	8 993	1 540	17,1	1896.....	28 826	3 499	12,1
1879.....	9 878	1 621	16,5	1897.....	30 270	3 756	12,4
1880.....	9 401	1 582	16,8	1898.....	31 388	3 333	10,6
1881.....	9 576	1 557	16,2	1899.....	32 589	3 351	10,3
1882.....	10 477	1 671	16,0	1900.....	32 178	3 974	12,3
1883.....	10 792	1 986	18,4	1901.....	33 298	3 269	9,9
1884.....	11 870	2 117	18,0	1902.....	32 430	2 987	9,2
1885.....	12 581	2 340	18,6	1903.....	31 636	2 746	8,7
1886.....	14 003	2 745	19,6	1904.....	32 762	2 711	8,3
1887.....	15 939	3 004	18,8	1905.....	34 203	3 397	9,9
1888.....	19 119	3 292	17,2	1906.....	36 009	3 753	10,4
1889.....	22 044	4 272	19,3	1907.....	39 161	3 774	9,6
1890.....	23 020	4 073	17,7	1908.....	40 804	3 523	8,6
1891.....	24 591	3 859	15,7	1909.....	42 705	3 772	8,8
1892.....	23 255	3 618	15,6				

L'étude des morts-nés, de tous ceux qui viennent au monde sans la respiration, sans lancer ce premier vagissement qui annonce la vie indépendante, est aussi l'une des plus intéressantes de la démographie.

Mais, malheureusement, elle est très imparfaite, parce que dans les différents pays où on la fait, il existe une grande divergence relativement à ce que l'on entend par morts-nés.

En France, par exemple, et dans d'autres pays, comme la Belgique et l'Italie, où régit le système français, on inscrit comme morts-nés tous les enfants qui sont

présentés sans vie à la personne chargée du Registre de l'Etat Civil, et comme, en général, on donne trois jours pour faire la déclaration il résulte que l'on inscrit comme morts-nés beaucoup d'enfants qui ont respiré pendant des heures et des jours.

Cette première difficulté vaincue pour déterminer cette classe de décès, il y en a beaucoup d'autres à surmonter avant de les voir figurer dans les tableaux statistiques.

Comment compte-t-on les morts-nés? Les compare-t-on avec les naissances de vivants seulement? Les rattache-t-on à la mortalité en général? Les compare-t-on avec la population en général?

Toutes ces formules sont employées par les démographes, mais celle qui l'est le plus généralement est celle qui donne les morts-nés pour 100 naissances de vivants.

ANNÉES	Naissances de vivants a	Morts-nés b	$\frac{100\,b}{a}$	ANNÉES	Naissances de vivants a	Morts-nés b	$\frac{100\,b}{a}$
1887.....	15 939	810	5,1	1899.....	32 589	1 301	4,0
1888.....	19 119	1 115	5,8	1900.....	32 178	1 385	4,3
1889.....	22 044	1 303	5,9	1901.....	33 298	1 398	4,2
1890.....	23 020	1 304	5,7	1902.....	32 430	1 470	4,5
1891.....	24 591	1 318	5,4	1903.....	31 636	1 399	4,4
1892.....	23 255	1 271	5,4	1904.....	32 762	1 496	4,6
1893.....	25 791	1 290	5,0	1905.....	34 203	1 558	4,6
1894.....	25 905	1 244	4,8	1906.....	36 009	1 662	4,5
1895.....	26 767	1 175	4,4	1907.....	39 161	1 771	4,5
1896.....	28 826	1 268	4,4	1908.....	40 804	1 841	4,5
1897.....	30 270	1 317	4,3	1909.....	42 705	1 978	4,6
1898.....	31 388	1 302	4,1				

Des renseignements que je publie plus loin, relatifs à l'accroissement végétatif par décades de la population de Buenos Aires, il résulte que pendant le XVII^me^. siècle, dans lequel, comme on l'a dit, les registres paroissiaux sont très incomplets, les baptêmes comparés aux décès donnent un déficit de 1 082 personnes.

Pendant le XVIII^me^. siècle, la différence entre les baptêmes et les décès est très considérable: elle arrive à 51 366, avec la circonstance très spéciale que, pendant aucune décade le nombre des décès ne fut supérieur à celui des baptêmes.

Pendant le XIX^me^. siècle, l'accroissement végétatif de la population est plus considérable: il arrive à la haute proportion de 735 853 naissances pour seulement 480 647 décès, ce qui donne une différence de 255 206 âmes en faveur de la population.

Mouvement démographique de la Capitale, depuis les commencements du XVIIme. siècle jusqu'à nos jours

ACCROISSEMENT VEGETATIF PAR DECADES

ANNEES	Baptêmes *A*	Décès *B*	DIFFÉRENCES	
			En plus	En moins
XVIIme. SIÈCLE				
1630/9.....	168	190	—	22
1640/9.....	755	779	—	24
1650/9.....	138	1 692	—	754
1660/9.....	982	1 539	—	557
1670/9.....	1 334	1 560	—	226
1680/9.....	1 734	1 578	156	—
1690/9.....	2 131	1 786	345	—
Totaux...	8 042	9 124	501	1 583
XVIIIme. SIÉCLE				
1700/9.....	2 777	2 035	742	—
1710/9.....	3 532	300	3 232	—
1720/9.....	5 251	1 212	4 039	—
1730/9.....	5 313	2 893	2 420	—
1740/9.....	6 084	3 805	2 279	—
1750/9.....	9 342	3 792	5 550	—
1760/9.....	12 928	5 560	7 368	—
1770/9.....	14 885	7 630	7 255	—
1780/9.....	16 900	8 972	7 928	—
1790/9.....	19 014	8 461	10 553	—
Totaux...	96 026	44 660	51 366	—
XIXme. SIÈCLE				
1800/9.....	24 964	17 486	7 478	—
1810/9.....	30 308	19 173	11 135	—
1820/9.....	28 060	23 012	5 048	—
1830/9.....	28 796	17 003	11 793	—
1840/9.....	29 396	17 164	12 232	—
1850/9.....	42 611	24 855	17 756	—
1860/9.....	57 037	51 472	5 565	—
1870/9.....	86 477	75 296	11 181	—
1880/9.....	135 802	95 804	39 998	—
1890/9.....	272 402	139 382	133 020	—
Totales..	735 853	480 647	255 206	—
PREMIERE DECADE DU XXme. SIECLE				
1900/9.....	355 186	164 263	190 923	—

C. — MARIAGES

Les renseignements sur les mariages que j'ai extraits des registres paroissiaux commencent en 1601, année où il en fut célébré 16, ils se continuent jusqu'en l'année 1630, sont interrompus pendant 6 ans, se poursuivent pendant les deux suivantes, sont tronqués en 1639-1640, se continuent ensuite, puis cessent en 1644, arrivent jusqu'en 1698-1699, passent au XVIII^me. siècle, s'interrompent en 1722-3, et depuis lors figurent sans interruption jusqu'à nos jours.

Les chiffres absolus des mariages se montèrent pendant le XVII^me. siècle à 2 105, pendant le XVIII^me. à 12 271, et pendant le XIX^me. à 144 603.

Mouvement démographique de la Capitale, depuis les commencements du XVIIme. siècle jusqu'à nos jours

C. — MARIAGES

ANNÉES	Mariages	ANNÉES	Mariages	ANNÉES	Mariages	ANNÉES	Mariages
			I.—XVIIme. SIÈCLE				
1600.....	—	1620.....	—	1640.....	1	1660.....	36
1601.....	16	1621.....	3	1641.....	7	1661.....	26
1602.....	8	1622.....	17	1642.....	7	1662.....	32
1603.....	17	1623.....	8	1643.....	—	1663.....	32
1604.....	10	1624.....	12	1644.....	—	1664.....	61
1605.....	9	1625.....	7	1645.....	17	1665.....	30
1606.....	10	1626.....	10	1646.....	30	1666.....	33
1607.....	10	1627.....	10	1647.....	63	1667.....	27
1608.....	14	1628.....	2	1648.....	10	1668.....	36
1609.....	19	1629.....	17	1649.....	11	1669.....	21
Total..	113	Total..	86	Total..	146	Total..	334
1610.....	21	1630.....	1	1650.....	12	1670.....	12
1611.....	35	1631.....	—	1651.....	10	1671.....	32
1612.....	18	1632.....	—	1652.....	8	1672.....	18
1613.....	22	1633.....	—	1653.....	29	1673.....	23
1614.....	25	1634.....	—	1654.....	29	1674.....	36
1615.....	14	1635.....	—	1655.....	18	1675.....	29
1616.....	9	1636.....	—	1656.....	29	1676.....	26
1617.....	4	1637.....	14	1657.....	32	1677.....	46
1618.....	4	1638.....	6	1658.....	24	1678.....	57
1619.....	15	1639.....	—	1659.....	45	1679.....	59
Total..	167	Total..	21	Total..	236	Total..	338

C. — MARIAGES (Suite)

I.—XVIIme. SIÉCLE (Fin)

ANNÉES	Mariages	ANNÉES	Mariages	ANNÉES	Mariages	ANNÉES	Mariages
1680.....	36	1686.....	39	1690.....	59	1696.....	7
1681.....	38	1687.....	66	1691.....	49	1697.....	3
1682.....	60	1688.....	44	1692.....	40	1698.....	—
1683.....	31	1689.....	25	1693.....	53	1699.....	—
1684.....	56			1694.....	8		
1685.....	43	Total..	438	1695.....	7	Total..	226

II. — XVIIIme. SIECLE

1700.....	41	1726.....	58	1750.....	117	1776.....	191
1701.....	35	1727.....	54	1751.....	88	1777.....	207
1702.....	21	1728.....	39	1752.....	113	1778.....	253
1703.....	35	1729.....	89	1753.....	144	1779.....	225
1704.....	24			1754.....	136		
1705.....	35	Total..	458	1755.....	148	Total..	2 172
1706.....	41			1756.....	109		
1707.....	37			1757.....	142		
1708.....	38	1730.....	75	1758.....	100	1780.....	209
1709.....	10	1731.....	74	1759.....	143	1781.....	230
		1732.....	61			1782.....	209
Total..	317	1733.....	58	Total..	1 240	1783.....	230
		1734.....	44			1784.....	246
		1735.....	64			1785.....	225
1710.....	—	1736.....	31	1760.....	147	1786.....	237
1711.....	—	1737.....	55	1761.....	145	1787.....	233
1712.....	10	1738.....	99	1762.....	162	1788.....	214
1713.....	10	1739.....	85	1763.....	148	1789.....	207
1714.....	44			1764.....	155		
1715.....	30	Total..	646	1765.....	167	Total..	2 240
1716.....	48			1766.....	170		
1717.....	59			1767.....	167		
1718.....	71	1740.....	58	1768.....	207	1790.....	238
1719.....	77	1741.....	61	1769.....	141	1791.....	214
		1742.....	105			1792.....	243
Total..	349	1743.....	121	Total..	1 609	1793.....	214
		1744.....	114			1794.....	239
		1745.....	92			1795.....	218
1720.....	88	1746.....	90	1770.....	266	1796.....	234
1721.....	116	1747.....	99	1771.....	228	1797.....	241
1722.....	—	1748.....	62	1772.....	204	1798.....	286
1723.....	—	1749.....	92	1773.....	204	1799.....	219
1724.....	5			1774.....	215		
1725.....	9	Total..	894	1775.....	179	Total..	2 346

C. — MARIAGES (Fin)

III. — XIXme. SIECLE

ANNÉES	Mariages
1800	364
1801	374
1802	382
1803	322
1804	411
1805	351
1806	322
1807	411
1808	536
1809	521
Total..	3 994
1810	470
1811	398
1812	401
1813	390
1814	340
1815	379
1816	419
1817	404
1818	317
1819	404
Total..	3 922
1820	368
1821	426
1822	591
1823	566
1824	583
1825	599
1826	516
1827	484
1828	395
1829	450
Total..	4 978
1830	540
1831	315
1832	522
1833	427
1834	445
1835	355
1836	423
1837	421
1838	384
1839	415
Total..	4 247
1840	360
1841	588
1842	502
1843	436
1844	482
1845	493
1846	394
1847	447
1848	538
1849	637
Total..	4 877
1850	693
1851	605
1852	649
1853	551
1854	893
1855	896
1856	859
1857	772
1858	856
1859	879
Total..	7 653
1860	1 038
1861	930
1862	1 147
1863	1 167
1864	1 267
1865	1 239
1866	1 087
1867	1 530
1868	1 703
1869	1 858
Total..	12 966
1870	1 916
1871	1 896
1872	2 193
1873	2 291
1874	1 968
1875	1 776
1876	1 635
1877	1 467
1878	1 478
1879	1 636
Total..	18 256
1880	1 652
1881	1 859
1882	2 138
1883	2 568
1884	2 774
1885	3 200
1886	3 141
1887	3 428
1888	4 498
1889	4 159
Total..	29 417
1890	5 545
1891	5 007
1892	4 607
1893	4 919
1894	5 019
1895	5 492
1896	5 797
1897	5 751
1898	6 111
1899	6 045
Total..	54 293

PREMIERE DECADE DU XXme. SIECLE

1900	6 496	1903	6 667	1906	9 732	1909	11 405
1901	6 432	1904	7 287	1907	10 008		
1902	6 479	1905	8 352	1908	19 798	Total..	83 656

Mouvement démographique de la Capitale, depuis les commencements du XVIIme. siècle jusqu'à nos jours

C. — MARIAGES

ANNÉES	Mariages	ANNÉES	Mariages	ANNÉES	Mariages
XVIIme. SIECLE		**XVIIIme. SIECLE**		**XIXme. SIECLE**	
1600/9...	113	1700/9...	317	1800/9...	3 994
1610/9...	167	1710/9...	349	1810/9...	3 922
1620/9...	86	1720/9...	458	1820/9...	4 978
1630/9...	21	1730/9...	646	1830/9...	4 247
1640/9...	146	1740/9...	894	1840/9...	4 877
1650/9...	236	1750/9...	1 240	1850/9...	7 653
1660/9...	334	1760/9...	1 609	1860/9...	12 966
1670/9...	338	1770/9...	2 172	1870/9...	18 256
1680/9...	438	1780/9...	2 240	1880/9...	29 417
1690/9...	226	1790/9...	2 346	1890/9...	54 293
Total..	2 105	Total..	12 271	Total..	144 603

Comme pour les baptêmes et les décès, l'étude des mariages à Buenos Aires dans le passé ne peut se faire que pour les années pendant lesquelles on a fait des recensements, et pour lesquelles on connaît, avec plus ou moins d'exactitude, le chiffre de la population.

Avec les renseignements sur les mariages célébrés, et avec ceux sur le nombre d'habitants qu'à eus la ville à différentes époques, j'ai pu former le tableau suivant, qui montre quelle a été la tendance nuptiale de la population.

Nuptialité de Buenos Aires, à diverses époques

ANNÉES	Population a	Mariages b	$\frac{1000\ b}{a}$	ANNÉES	Population a	Mariages b	$\frac{1000\ b}{a}$
1602.....	500	8	16,0	1855.....	90 076	896	10,0
1664.....	4 000	61	15,2	1864.....	140 000	1 267	9,0
1744.....	11 118	114	10,2	1865.....	150 000	1 239	8,2
1770.....	22 007	266	12,0	1869.....	177 787	1 858	10,4
1778.....	24 205	253	10,5	1870.....	186 320	1 916	10,3
1801.....	40 000	374	9,3	1871.....	195 262	1 896	9,7
1806.....	45 000	322	7,1	1872.....	204 634	2 193	10,7
1810.....	46 000	470	10,0	1873.....	214 453	2 291	10,6
1822.....	55 416	591	10,0	1874.....	220 000	1 968	8,9
1836.....	62 228	423	6,8	1875.....	230 000	1 776	7,7
1838.....	65 344	384	5,9	1876.....	200 000	1 635	8,2
1852.....	76 000	649	8,5	1877.....	215 000	1 467	6,8

Nuptialité de Buenos Aires, à diverses époques (Fin)

ANNÉES	Population a	Mariages b	$\frac{1000\ b}{a}$	ANNÉES	Population a	Mariages b	$\frac{1000\ b}{a}$
1878.....	234 029	1 478	6,3	1894.....	603 012	5 019	8,3
1879.....	257 440	1 636	6,3	1895.....	677 780	5 492	8,8
1880.....	270 708	1 652	6,1	1896.....	712 095	5 797	8,1
1881.....	289 925	1 859	6,4	1897.....	738 484	5 751	7,8
1882.....	315 764	2 138	6,8	1898.....	765 744	6 111	7,9
1883.....	340 375	2 568	7,5	1899.....	795 323	6 045	7,6
1884.....	365 302	2 774	7,6	1900.....	821 293	6 496	7,9
1885.....	384 492	3 200	8,3	1901.....	848 367	6 432	7,6
1886.....	400 591	3 141	7,8	1902.....	870 237	6 479	7,4
1887.....	404 173	3 428	8,5	1903.....	895 381	6 667	7,4
1888.....	455 167	4 498	9,8	1904.....	979 235	7 287	7,4
1889.....	523 452	4 159	7,9	1905.....	1 025 653	8 352	8,1
1890.....	547 144	5 545	10,1	1906.....	1 084 113	9 732	9,0
1891.....	535 060	5 007	9,4	1907.....	1 129 286	10 008	8,9
1892.....	554 713	4 607	8,3	1908.....	1 189 180	10 798	9,1
1893.....	580 371	4 419	8,5	1909.....	1 242 178	11 405	9,2

Il résulte de ce tableau que les chiffres les plus élevés des mariages depuis 1602 jusqu'à 1909, correspondent à la première de ces années, pour laquelle on a 16 mariages pour 1 000 habitants, et à 1664, avec 15.2, et que les plus bas correspondent à 1836 (6.8) et à 1838 (5.9), alors que la ville était en pleine tyrannie de Rosas. Pendant les autres années la nuptialité a oscillé entre 12 et 7 pour 1 000.

Les chiffres proportionnels de la nuptialité observée pendant les années 1836 et 1838, que l'on connait pour la première fois, parce que, jusqu'à ce jour la tyrannie de Rosas n'avait pas été étudiée à ce point de vue, prouve une fois de plus, ce qui est d'observation universelle, que, lorsqu'une société passe par des crises économiques, par des calamités matérielles, ou se trouve sous le despotisme d'un tyran, les mariages, qui recherchent pour se réaliser le bien-être, la santé et la liberté, diminuent.

La fécondité des mariages est une autre face de la nuptialité. Pour la mesurer, les auteurs divisent le total des naissances légitimes par celui des mariages célébrés pendant l'année. Avec cette formule et selon les tableaux qui suivent, il résulte que, pendant la décade de 1860/9, la fécondité des mariages fut de 3,89 baptisés pour chacun d'eux, dans la décade suivante, 1870/9, elle fut de 4,26, dans celle de 1880/9, de 4,16, dans celle de 1890/9, de 4,32, et, enfin, dans la décade de 1900/9, elle descendit à 3,65.

Fécondité par mariage

ANNÉES	Mariages	Baptêmes légitimes	Baptisés par mariage
DECADE 1860/1869			
1860.....	1 038	3 834	3,69
1861.....	930	4 121	4,43
1862.....	1 147	4 679	4,09
1863.....	1 167	4 493	3,84
1864.....	1 267	5 310	4,19
1865.....	1 239	5 488	4,42
1866.....	1 087	5 079	4,76
1867.....	1 530	5 690	3,71
1868.....	1 703	5 599	3,28
1869.....	1 858	6 378	3,43
Total..	12 966	50 671	3,89
DECADE 1870/1879			
1870.....	1 916	6 901	3,60
1871.....	1 896	6 806	3,64
1872.....	2 193	7 264	3,31
1873.....	2 291	7 749	3,28
1874.....	1 968	8 099	3,11
1875.....	1 776	8 472	4,77
1876.....	1 635	7 935	5,52
1877.....	1 467	7 991	4,97
1878.....	1 478	8 059	5,45
1879.....	1 636	8 532	5,21
Total..	18 256	77 808	4,26
DECADE 1880/1889			
1880.....	1 652	8 440	5,10
1881.....	1 859	8 836	4,75
1882.....	2 138	9 638	4,50
1883.....	2 568	9 963	3,87
1884.....	2 774	11 053	3,98
1885.....	3 200	11 765	3,67
DÉCADE 1880/1889 (Fin)			
1886.....	3 141	12 862	4,09
1887.....	3 428	13 965	4,07
1888.....	4 498	16 758	3,72
1889.....	4 159	19 246	4,61
Total..	29 417	122 526	4,16
DECADE 1890/1899			
1890.....	5 545	20 007	3,61
1891.....	5 007	21 249	4,24
1892.....	4 607	20 213	4,39
1893.....	4 919	22 413	4,55
1894.....	5 019	22 400	4,46
1895.....	5 492	23 124	4,21
1896.....	5 797	24 943	4,31
1897.....	5 751	25 836	4,50
1898.....	6 111	26 676	4,36
1899.....	6 045	27 459	4,54
Total..	54 293	234 320	4,32
DECADE 1900/1909			
1900.....	6 496	27 191	4,19
1901.....	6 432	28 374	4,41
1902.....	6 479	27 720	4,28
1903.....	6 667	27 048	4,06
1904.....	7 287	28 137	3,86
1905.....	8 352	29 384	3,52
1906.....	9 732	31 062	3,20
1907.....	10 008	34 032	3,40
1908.....	10 798	35 410	3,29
1909.....	11 405	36 866	3,23
Total..	83 656	305 224	3,65

Une autre formule employée pour mesurer la fécondité des mariages — en dehors de celle indiquée ci-dessus — consiste à comparer le nombre des naissances avec le nombre de femmes mariées, de 15 à 50 ans, qui existent dans une population; mais cette formule n'est pas exempte du défaut de ne pouvoir être appliquée que pour l'année d'un recensement, du moment que la composition de la population souffre des modifications sensibles d'une année à l'autre.

Pour connaître alors, quelle est la fécondité d'un peuple, il est nécessaire de

rechercher une formule qui tienne compte du nombre de femmes mariées qui existent à un moment donné, des enfants qu'elles ont eus, de ceux qui sont vivants et de ceux qui sont morts, de l'âge actuel des époux et de celui qu'ils avaient au moment du mariage, et de certains autres renseignements de ce genre.

Cette formule qui, sans aucun doute remplit les conditions que l'on recherche est employée dans deux occasions: ou bien lorsqu'il est fait un recensement, dans les fiches personnelles ou dans les bulletins de famille duquel on incorpore les demandes correspondantes, ou bien quand on vérifie certains actes du mouvement civil, comme les naissances et les décès, pour lesquels on demande certains renseignements relatifs au nombre des enfants de chaque mariage, la durée de ce mariage, l'âge des conjoints, etc.

De toutes les nations européennes, celle qui a procédé, au moyen de recensements, de la manière la plus complète pour la recherche de la fécondité des mariages, est l'Allemagne, dont la capitale Berlin, fit en 1885 le meilleur travail qui existe à ce sujet.

La France aussi, dans les recensements de 1886, 1891 et 1896, écoutant un vote formulé par le conseil supérieur de statistique, avait fait figurer dans un bulletin individuel, à remplir par chaque habitant, quelques demandes tendant à cette fin. Mais, dans le recensement de 1901, afin de réserver l'espace nécessaire pour une demande relative au degré d'instruction, celles relatives au nombre des enfants et à la durée du mariage furent reportées au bulletin de famille. Comme nous le verrons dans un instant, cette recherche avait le grave défaut de ne pas tenir compte des enfants décédés.

A Rio de Janeiro on fit aussi, en 1880, par le motif d'un recensement qui comprit seulement 420 000 familles, une recherche semblable, mais cette recherche, comme celle de Paris, présenta le grave défaut démographique de ne considérer qu'une partie de la fécondité.

A Copenhague on fit également en 1880, par le motif d'un recensement, une recherche sur la fécondité qui porta sur 34 000 familles; mais, heureusement, cette recherche, au contraire de celle de Paris, tint compte de tous les enfants, aussi bien les vivants que les décédés.

D'autres recherches, de beaucoup de mérite elles aussi, ont été faites dans divers pays et diverses villes d'Europe; mais, comme le dit March, ces diverses statistiques ne sont pas comparables entre elles.

Pour ce qui est de notre capitale, malgré les défauts que peuvent renfermer si on les juge avec un critérium scientifique, les renseignements extraits du registre de l'état civil, j'ai ajouté, comme directeur de la Statistique démographique de Buenos Aires, depuis le 1er. Janvier 1905, quelques demandes relatives à la fécondité, dans les fiches des naissances et dans celles des décès que compile la statistique.

D'accord avec les idées exposées, le dernier recensement de 1904 contenait ces deux demandes relatives à la fécondité: " 14. Si la femme est mariée ou veuve, combien d'enfants a-t-elle eus? Combien d'années de mariage a-t-elle?"

Dans la plupart des cas il fut répondu à ces demandes d'une manière correcte, par les femmes auxquelles elles étaient adressées, et, lorsqu'il n'en fut pas ainsi, on procéda à une sérieuse investigation au sujet de la personne recensée, par le moyen des employés spéciaux du recensement, soit pour trouver les renseignements

qui manquaient, soit pour corriger ceux qui étaient donnés. Lorsqu'il s'agissait de femmes avec 20 enfants ou plus, on procédait toujours à une longue comprobation, afin de rectifier ou de ratifier les fiches. Moyennant ces précautions, le recensement contient des renseignements très complets sur cette matière, le nombre des femmes qui ne spécifiaient pas le nombre des enfants qu'elles avaient eus, les années de mariage ou l'âge auquel elles se marièrent étant très réduit, au contraire de ce qui eut lieu à Paris, pour le recensement de 1901, où il apparaît 68 577 femmes qui ne déterminent pas le nombre de leurs enfants, sur un total de 733 961.

S'agissant d'un pays comme l'Argentine, qui est formé par la fusion de toutes les races de la terre qui y convergent, attirées par les perspectives de bien-être et de fortune qui les convient, il est bon d'étudier la fécondité des femmes de chacune des nationalités étrangères qui ont transporté ou fondé leur foyer ici.

Ces explications, nécessaires pour connaître les antécédents de cette recherche, étant données, je vais entrer en matière en présentant quelques renseignements relatifs à la fécondité de 149 576 femmes mariées, desquelles 49 629 sont argentines et 105 947 étrangères.

Pour rendre plus facilement perceptibles les renseignements obtenus par le recensement, j'ai fait un tableau, constitué par les femmes qui ont de 20 à 29 ans de mariage, avec la désignation du nombre des enfants qu'eurent 100 d'entre elles, depuis 1 jusqu'à 16 et plus, ainsi que de celles qui n'en eurent pas, subordonnant tous les renseignements exprimés à l'âge que les femmes avaient en se mariant.

Pour que la recherche soit plus fructueuse, j'ai comparé les résultats du recensement de Buenos Aires de 1904, avec ceux de Berlin, qui est la ville qui a présenté sur cette matière la statistique la plus complète.

Si on observe ce tableau attentivement, on voit, avant tout, quelle influence prépondérante exerce, comme il était naturel, l'âge de la femme sur le plus ou moins de fécondité, suivant qu'elle est jeune ou âgée. Ainsi, on observe que, tandis que les femmes qui ont de 20 à 29 ans de mariage et qui, en se mariant avaient moins de 20 ans, donnent 667 enfants pour 100 mariages, à Buenos Aires, et 573 à Berlin, celles qui s'unirent de 20 à 25 ans donnent un nombre moindre d'enfants — 607 et 544 — dans les deux capitales — tandis que, celles qui se marièrent à un âge plus avancé, alors que, par conséquent, les facultés reproductrices sont affaiblies, ne donnent que 500 et 427 enfants pour 100 mariages; et, enfin, celles qui se marièrent ayant 30 ans et plus, présentent un affaiblissement de la fécondité très prononcé, arrivant à 300, respectivement, pour Buenos Aires et Berlin.

Mais l'influence physiologique des années est encore prouvée d'une manière plus patente, quand on envisage l'infécondité des femmes mariées. On note alors, que de ces mêmes femmes qui ont de 20 à 29 ans de mariages et qui se marièrent avant 20 ans, il y en a seulement 4.5 pour 100 d'infécondes à Buenos Aires et 7.2 à Berlin. De celles qui le firent de 20 à 25, 5.7 pour 100 et 8.5 pour 100 respectivement. A mesure que l'âge s'avance, la femme devient plus stérile et improductive; et ainsi, il résulte que celles qui ont de 25 à 30 ans, présentent une infécondité de 7.1 % à Buenos Aires et de 13.1 à Berlin, celles de 30 à 35, 12.1 % dans la première des deux villes et 22.2 % à Berlin. Cette infécondité arrive enfin à ses limites extrêmes lorsque la femme se marie à 35 ans et plus. Alors, pour 100 femmes, il y en a 20 d'infécondes à Buenos Aires et 45.8 à Berlin, contre 7.2 et 4.5 respec-

tivement, dans les deux villes, chez les femmes qui se marient avec moins de 20 ans.

La détermination du nombre de femmes sans enfants, au moyen du recensement, n'est pas, comme on pourrait le croire, très facile à obtenir, car il résulte que, malgré la clarté avec laquelle sont rédigées les instructions, on ne peut éviter que les femmes mariées, lorsqu'elles n'ont pas d'enfants, laissent en blanc la demande correspondante, au lieu de lui répondre par le mot: "aucun" — ce qui fait que le compilateur ne sait pas s'il doit la comprendre parmi les infécondes ou parmi celles qui ne spécifient pas si elles eurent des enfants. La même lacune fut observée en France en 1901, selon la note de M. March. Pour ce qui touche Buenos Aires, 12 % des femmes mariées n'ont pas spécifié avec clarté si elles ont eu ou non des enfants.

L'influence de l'âge se manifeste encore plus, comme il est logique de le supposer, non seulement dans la stérilité, mais aussi dans le nombre des enfants de chaque mariage.

Ainsi, on observe que, des femmes qui se marient à 35 ans et plus, il y en a seulement 80 % à Buenos Aires et 54.2 à Berlin qui arrivent à avoir des enfants; tandis que de celles qui se marient à moins de 20 ans, ayant, par conséquent, un bel avenir devant elles, il y en a pour 100, 8.6 avec 9 enfants, 4.7 avec 12 et 1.9 avec 14, chez nous, et 6.7, 3.0 et 1.0 respectivement, dans la capitale allemande.

Tels sont les résultats comparatifs qui se détachent du tableau que je viens de commenter, basé sur des femmes qui ont 20 ans de mariage à Berlin et de 20 à 29 à Buenos Aires. Néanmoins, la matière n'est pas épuisée. Elle présente, au contraire, de nouvelles faces intéressantes, non seulement pour nous, mais pour la statistique internationale.

Dans un autre tableau j'ai réuni quelques renseignements intéressants, tirés du recensement, sur la mesure de la fécondité des femmes de chacune des principales nationalités vivant à Buenos Aires, recherchant combien d'enfants elles ont eus et comparant les coefficients respectifs avec ceux que donnent d'autres villes qui on fait le même travail, quoique pas toujours sous une forme complètement analogue. Cette recherche porte uniquement sur les mariages dont la durée fut de 25 ans et plus, longue période pendant laquelle ils donnèrent tous les fruits qu'ils étaient susceptibles de donner.

L'une des révélations les plus intéressantes de ce tableau est, sans doute, celle qui a trait au nombre d'enfants des femmes de chaque nationalité. Ainsi, il résulte que l'argentine en a 7.52, l'italienne 6.58, l'espagnole 6.59, la française qui semble atteinte chez nous de la même stérilité relative que dans son pays 4.80, l'anglaise, qui sans doute avec surprise pour beaucoup de lecteurs, est ici, comme en Angleterre, d'une grande fécondité, avec 6.30, l'allemande 4.59 et enfin, l'uruguayenne 7.20.

Si on compare ces résultats avec ceux donnés par la statistique du peu de villes qui ont effectué un travail semblable, on voit que chaque mariage d'Oldembourg a seulement 4.72 enfants, de Buda-Pest, 3.93, de Copenhague, 4.92, de Berlin 4.59, et de Paris (comptant seulement les enfants vivants), 2.15, d'où surgit triomphalement l'incontestable supériorité de la femme de notre pays sur celle de l'Europe.

Mais si le tableau qui nous montre la productivité des mariages présente, à de nombreux points de vue, un intérêt extraordinaire, de la même manière celui

qui révèle un résultat contraire, c'est-à-dire la complète stérilité, contient d'autres révélations également importantes.

Il résulte d'une simple étude comparative que, tandis que 100 femmes mariées argentines — toujours de plus de 25 ans de mariage — ont 4.5 infécondes, les italiennes du même groupe en présentent 3.7, les espagnoles 3.9, les françaises — toujours les françaises — 6.9, les anglaises — qui sont toujours les plus prolifiques — 3.2, les allemandes 6.7 et les uruguayens 3.8.

Si on compare ensuite l'infécondité des femmes de notre pays avec celle des femmes des peu de villes qui dans le monde on fait un travail analogue, on observe que 100 mariages d'Oldembourg enregistrent 9.2 femmes stériles — plus du double des argentines — Budapest — qui est la population urbaine qui tient la tête de la stérilité — 18.2, Copenhague 11.5 et Berlin 10.9.

Quoique Paris apparaisse avec 14.4 femmes infécondes pour 100 mariées, il est nécessaire de tenir compte que dans la statistique parisienne de la fécondité on ne comprend pas les enfants décédés. Mais, comme, d'après Bertillon, on peut évaluer ceux-ci à 3.5 %, comme à Río de Janeiro, il résulte que la véritable infécondité de cette ville est de 14 %. Presque 10 % moindre que celle de Buda-Pest.

Il résulte que la stérilité des mariages est très diverse, selon les catégories de la population, comme le dit M. March, dans l'étude déjà citée. En présence de ce résultat, on s'est demandé, dit cet auteur, s'il s'agit d'un phénomène normal. Pour l'analyser, ajoute-t-il, le professeur Pearson a tracé divers diagrammes qui portent sur un axe horizontal des longueurs égales, correspondant aux nombres d'enfants par famille — 1, 2, 3, etc., et élevant aux points ainsi marqués des verticales dont la longueur est, pour chacune, proportionnelle au nombre des familles qui possèdent le nombre correspondant d'enfants. La série de points ainsi obtenus forme une ligne brisée, à laquelle nous pouvons substituer par interpolation, une courbe qui représente la loi de distribution des familles, selon le nombre d'enfants. C'est par ce procédé, dit toujours M. March, que je copie, que Pearson a calculé le nombre probable de familles sans enfants, dans le groupe des familles anglo-saxonnes, dont il connaissait la productivité; mais qui, en raison de la sélection faite ne comprenait que les familles ayant au moins un enfant, il a trouvé de cette manière, que la proportion des cas de stérilité ne devait pas dépasser 6.5 %. En opérant d'une manière semblable sur les familles recensées à Copenhague en 1880, et formées depuis plus de treize ans, il a déterminé une proportion théorique de familles stériles égale à 7 %, tandis que la proportion observée était de 12.6 %.

Le professeur Pearson conclut alors, dit March, que si les causes qui déterminent la distribution des familles, selon le nombre d'enfants, agissaient seules, la proportion des cas de stérilité ne dépasserait pas 6 à 7 %, pour les familles qui ont 15 ans, au moins, de durée. Si la proportion effective est sensiblement plus forte, double dans divers pays, c'est que d'autres causes interviennent. Ces causes sont connues des médecins, elles ont été signalées récemment à la commission extra-parlementaire de la dépopulation par les professeurs Pinard et Richet, lesquels estiment à environ 50 % la proportion des cas de stérilité imputables à ces causes, principalement à l'alcoolisme et aux maladies vénériennes.

Leur action est cependant mise en lumière, dit toujours M. March, dans une

étude récente de M. Kiaer, dans laquelle le problème statistique de la stérilité est traité avec de grands détails, en tenant compte, non seulement de la durée du mariage, mais aussi de l'âge des époux au moment de l'union.

Le tableau que je présente, lequel est formé au moyen des renseignemnts de la statistique argentine et de ceux de Berlin et de Norvège, démontre, d'une manière concluante, combien influe sur la fécondité l'âge de la femme en se mariant. Ces chiffres se réfèrent, pour Berlin et la Norvège, à des mariages ayant plus de 30 ans de durée, dans lesquels, par conséquent, ils ont produit tous leurs effets, et pour Buenos Aires, à des mariages ayant de 20 à 29 ans de durée. Cela explique la faible proportion de stérilité, 4.5 %, qui résulte pour les femmes qui se marient avant 20 ans.

Proportion des cas de stérilité

AGE DE LA FEMME EN SE MARIANT	Buenos Aires %	Berlin %	Norvège %
Moins de 20 ans.....	4,5	5,7	2,8
De 20 à 25 ans.....	5,7	7,5	3,9
" 25 " 30 "	7,1	10,4	5,8
" 30 " 35 "	12,1	16,6	9,7
" 35 " 40 "		28,8	16,3
" 40 " 45 "	20,0	63,3	26,3
" 45 ans et plus.....		85,9	73,3

Pour terminer cette étude, je donne un tableau des femmes ayant plus de 20 enfants, relevées par le recensement, en distinguant la nationalité et le nombre de celles-ci.

Afin de donner plus de vérité à cette investigation, chaque fois qu'il apparut une femme avec plus de 20 enfants, je procédai à la comprobation de la déclaration afin de savoir si elle était authentique ou le fruit d'une erreur, il y eut peu de rectifications à faire.

Femmes avec 20 enfants et plus, relevées dans le dernier recensement

NOMBRE D'ENFANTS	Argentines	Italiennes	Uruguayennes	Espagnoles	Nord-Américaines	Françaises	Paraguayennes	TOTAL
20 enfants....	6	5	1	2	1	—	—	15
21 "	7	8	—	2	—	1	—	18
22 "	3	6	1	2	—	—	1	13
23 "	2	—	—	—	—	—	—	2
24 "	4	2	—	4	—	1	—	11
25 "	2	2	1	1	—	—	—	6
26 "	1	3	—	1	—	—	—	5
27 "	—	—	—	—	—	—	—	—
28 "	—	2	—	—	—	—	—	2
	25	28	3	12	1	2	1	72

MOUVEMENT IMMIGRATOIRE

Mouvement immigratoire. — Dispositions royales qui l'entravaient. — Les premières importations humaines. — Le trafic des nègres esclaves. — L'immigration libre. — Les premiers colons. — Ampleur de ce mouvement.

L'étude du mouvement migratoire dans l'Amérique espagnole, pendant les deux premiers siècles de la conquête, est l'étude de l'isolement et du manque de communication, avec quoi une nation qui put être grande et puissante se suicidait et tuait ses colonies.

Buenos Aires, " signalée par sa nature pour être le centre du commerce international dans l'Amérique du Sud, car elle est la clef d'un système géographique qui se relie par la navigation fluviale au Paraguay et par la voie terrestre au Haut Pérou et au Chili, limitée par le Brésil et placée en face du Cap de Bonne Espérance ", comme le dit l'un de nos meilleurs historiens (1), fut assujettie par l'Espagne à un absurde isolement et à un stupide monopole. Ainsi, pendant plus de deux siècles, tout l'effort et tout le système de gouvernement de l'Espagne se réduisit opiniâtrément, non seulement à empêcher l'entrée et la sortie des marchandises et des produits du pays, mais aussi, ce qui est plus inconcevable en présence des lois libérales qui régissent dans ce sens aujourd'hui chez tous les peuples civilisés du globe, l'entrée des hommes qui voulaient venir se fixer ici.

Non seulement l'Espagne prohibait par des peines sévères l'introduction des hommes par ce port, mais ceux qui, par quelque subterfuge arrivaient à échapper à la vigilance des autorités et qui pénétraient dans la ville, devaient solliciter du Cabildo la cédule correspondante ou le permis pour se fixer. Les premiers livres capitulaires de la ville sont remplis de sollicitudes dans ce sens.

Trois actes principaux des rois d'Espagne, dit Estrada, l'un de 1592, un autre de 1616 et un autre de 1620, prohibaient catégoriquement aux étrangers de commercer avec les colonies espagnoles de l'Amérique et de venir y habiter.

Certaines ordonnances étaient en concordance avec cette prohibition, principalement celle de 1614, ratifiée dans le même but que les précédentes au temps de Charles II, en 1680, laquelle défendait aux colons de passer toute espèce de traité de commerce avec les étrangers, et qui contenait des sanctions pénales rigoureuses qui en assuraient l'efficacité. Les lois de 1614 et de 1680, en outre de la peine de la confiscation des biens, ce qui importait la ruine d'une famille entière, punissaient celui qui se rendait coupable du délit de traiter avec des étrangers, de la peine de mort (2).

---

(1) Voir *Historia de Belgrano*, par B. MITRE, tome I, pages 27 et 28.
(2) Voir ESTRADA, *Derecho Constitucional*, pages 24 et 25.

Entre la première et la seconde fondation de la ville (1535-1580), le manque de communication existant dans toute sa rigueur, il vint, néanmoins, quelques vaisseaux dans le port, lesquels pourvurent les habitants de certains articles nécessaires à la vie. Mais, un an avant la fondation de Garay, le roi concéda, comme faveur, à des vaisseaux déterminés, le droit de venir dans ce port et d'y débarquer des marchandises et des noirs.

Néanmoins, ce bénéfice dura peu de temps, car en 1594 et 1595, par des cédules de ces années, le roi ordonna que, " si c'était possible, il n'entrerait ni ne sortirait rien ni personne par le Río de la Plata ".

Cette prohibition se faisait avec tant de zèle par les employés du roi que, en 1603, le capitaine Manuel de Frías ayant su qu'un sujet portugais, nommé Alvaro Méndez, avait pénétré dans la ville sans la permission du roi, immédiatement et avec une diligence que l'on admire aujourd'hui, notifia au portugais qu'il devait sortir sans perte de temps. Comme celui-ci s'y refusait, et que le capitaine apprit qu'il se dirigeait sur la ville de Tucumán, il fit publier un édit, qui heureusement est conservé comme curiosité et qui montre le retard de ces temps, dans lequel il commandait " qu'aucune personne ne devait recevoir ni cacher le dit Alvaro Méndez, ni l'accompagner, ni lui donner aucun aliment ", etc. C'est dire, tout simplement, qu'on devait le laisser mourir de faim.

Là ne s'arrête pas cependant le zèle de ce fonctionnaire, pendant la même année 1603 il fit publier un autre édit par lequel il expulsait 28 portugais, alors sujets de la Couronne d'Espagne, qui avaient pénétré dans la ville sans la permission de Sa Majesté.

Avec de semblables prohibitions, il n'est pas étrange que l'accroissement de la population fusse nul, et que le manque de bras, même pour les travaux les plus rudimentaires, fusse absolu. Cela était arrivé à un tel point, dit Trelles, que lorsqu'il tombait une maison il n'y avait personne pour la relever.

Cependant, en l'année 1596, il fut établi à Buenos Aires un marché d'esclaves, et il fut donné aux trafiquants le droit d'introduire jusqu'à 600 nègres dans des navires propres; chiffre qui, dans la pratique était augmenté par la contrebande à laquelle ce commerce se prêtait.

Manuel Ricardo Trelles, le plus distingué des investigateurs de nos annales historiques, a publié d'intéressants renseignements sur l'introduction des premiers esclaves, se référant au *Libro de Tesorería* de 1586 à 1604, lequel constate qu'entre 1586 et 1595, il fut introduit 203 nègres d'Afrique et 28 indiens du Brésil, en tout 231 pièces humaines, et que, entre 1596 et 1605, ce chiffre se monta à 49 seulement.

Quoique, à première vue, dit Trelles, il apparaisse par la comparaison des deux chiffres, que le nombre des esclaves amenés à Buenos Aires avait diminué, parce que de 1596 à 1605 il en fut introduit seulement 49, en réalité il n'en est pas ainsi, mais en 1595 cessèrent les permis que le roi accordait aux particuliers pour les importer aux Indes, et cela se fit alors en vertu d'un contrat passé avec don Pedro Gómez Reynel (1).

Pour Pedro Gómez Reynel, il est certain, parce que de nombreux documents

(1) Voir *Registro Estadístico de Buenos Aires*, années 1858 et 1859, tome II, pages 20 et 3, respectivement.

de l'époque le disent, qu'il était trafiquant autorisé, mais il n'est pas moins certain non plus qu'il ne fut pas le seul introducteur de noirs et encore moins que le chiffre 49 n'est pas le véritable nombre des esclaves importés pendant la décade 1596-1605.

Le registre de baptêmes de 1604, appartenant à l'église de San Francisco qui était alors adjointe à la paroisse de la Cathédrale — registre qui est aujourd'hui dans les archives de la Merced — constate que pendant cette année, il fut baptisé 487 nègres esclaves, introduits par les trafiquants Marcial Rivero, Sebastián Berevil et autres, chiffre qui est très supérieur à celui du document cité.

Un autre document de 1604, un *Acuerdo de Hacienda Real,* aussi publié, comme les précédents, par Trelles, projette quelque lumière dans ce sens, et confirme les renseignements que je viens d'exposer, et qui sont extraits des registres paroissiaux de baptêmes.

Cette année, Hernando Arias de Saavedra, qui était alors à la tête du gouvernement du Río de la Plata, dut s'absenter pour Santa Fe et Assomption, pour " des choses touchant au service de Sa Majesté et au bon gouvernement des dites villes ", et à ce sujet, dans une réunion à laquelle il convoqua divers fonctionnaires royaux, il dit " qu'il avait une clef de la caisse du dépôt dans lequel était l'argent provenant des droits sur les *esclaves qui sont entrés cette année par ce port,* conformément au contrat passé par Sa Majesté à Juan Rodríguez Coutiño ", etc. Et il remit la dite clef à Pedro Martínez de Zabala, son lieutenant général [1].

Mais, deux années avant 1604, en 1602, on introduisit une bonne quantité de nègres. Le commerce, à ce qu'il parait, était si séducteur, il offrait des résultats si rémunérateurs que, non seulement il était fait par des traitants particuliers, mais qu'il tenta aussi de hauts fonctionnaires ecclésiastiques, obligés par leur caractère et leur ministère de condamner l'inique trafic. L'évêque de Tucumán, la première tête de l'église, reçut en 1602, une partie d'un chargement de 220 nègres esclaves, et au sujet de l'arrivée de ceux-ci, il fut soulevé un incident qui fut porté devant le roi d'Espagne.

" Administrateurs de mes Royales Finances des Provinces du Río de la Plata, disait le roi dans une cédule du 7 Octobre 1603, j'ai appris que l'année dernière, 1602, don Fernando Trejo, évêque de Tucumán, vint au port de Buenos Aires pour voir un navire *qui amenait 220 pièces d'esclaves noirs,* dont il y en avait 65 pour sa part, et que, ayant publié un édit confisquant les nègres de quatre vaisseaux pour Juan Rodríguez Coutiño, le dit évêque uni au lieutenant Général et Justicier qui résidait dans le dit port, et à un autre frère de son ordre et à un prêtre qu'il avait amené avec lui, furent d'avis que le *contrat passé avec Pedro Gómez Reynel* était en force et vigueur, et qu'ayant connu le dit édit, une nuit, l'évêque donna l'ordre d'enlever ses noirs dans des chars et en cachette, sans notre autorisation " [2]. Et il concluait en exhortant les administrateurs de l'informer sur la vérité de ce qui était arrivé.

En 1606 on introduisit aussi beaucoup de noirs dans la ville, ainsi qu'il est constaté par une Accusation consignée dans le *Libro Manual de Contaduría de Buenos*

(1) Voir *Registro Estadístico de 1859,* tome I, pages 14 et 15.
(2) Voir *Registro Estadístico de 1859,* tome I, page 14.

Aires, des années 1595 à 1607. L'accusation était contre le capitaine Simón de Baldes, trésorier de S. M., pour 2 380 piastres, desquelles 204 provenaient de 34 nègres qui furent vendus aux enchères à 60 piastres chacum, d'une partie de 307 esclaves qui eux aussi furent vendus, et qui vinrent dans le navire *Nuestra Señora de la Beloña* (1).

De tout cela il résulte en toute évidence que, entre 1586 et 1606, on introduisit un grand nombre de nègres esclaves, et que les trafiquants, contrairement à ce que l'on croit, furent nombreux.

Dans les premières années du XVIII^me^. siècle, la Compagnie Française de Guinée s'établit à Buenos Aires; cette compagnie avait pour objet d'importer et de vendre des noirs dans ces colonies; ce commerce se maintint pendant quelques années. On ne connait pas le nombre des esclaves introduits par cette compagnie, mais tout fait croire qu'il fut considérable.

Quelques années après, en 1715, les Anglais obtinrent de l'Espagne, comme conséquence du traité d'Utrecht, le droit d'être les seuls introducteurs de nègres aux colonies. En vertu de cette concession, ils établirent un marché de noirs dans le Retiro, dans des terrains appartenant à don Miguel de Riblos et don Pedro Saavedra, composé de 1 212 vares de façade sur une lieue de fond (2). Les Anglais envoyaient quatre vaisseaux par an, lesquels amenaient jusqu'à 1 200 nègres.

Mais en 1728 eut lieu une rupture entre l'Espagne et l'Angleterre, au sujet, dit un écrivain réputé, de la contrebande honteuse que faisaient les vaisseaux anglais dans le Río de la Plata. Néanmoins, l'importation de nègres ne cessa pas pour cela, et, quoique sur une plus faible échelle, elle continua toujours (3).

De toutes manières, il reste parfaitement établi, par tous ces faits, que les premières importations humaines, mouvement précurseur du puissant courant d'immigration libre qui, trois siècles après, s'est déversé sur le pays, qui affluèrent à la ville de Buenos Aires après la fondation de Garay, furent les nègres esclaves d'Afrique.

Trois races concourent alors à la genèse physique et morale de la société de La Plata, dit le général Mitre: l'européenne ou caucasienne, comme partie active, l'indigène ou américaine, comme auxiliaire, et l'éthiopique, comme complément. De leur fusion résulta ce type original dans lequel le sang européen a prévalu par sa supériorité, se régénérant constamment par l'immigration, et à côté duquel a crû, en s'améliorant, cette autre race mixte du nègre et du blanc, qui s'est assimilée les qualités physiques et morales de la race supérieure (4).

Quant à l'élément européen blanc, très peu d'hommes vinrent au Río de la Plata dans les premiers temps de la conquête, à cause des peines sévères avec lesquelles on prohibait leur entrée. Il manque des renseignements statistiques complets pour pouvoir calculer ce nombre, mais, au moyen de quelques dénombrements, on peut donner une idée des insignifiantes proportions que l'immigration d'européens blancs assuma dans la ville.

---

(1) Voir Op. cité, page 15.

(2) La mensuration de ces terres, ainsi qu'un plan de leur situation topographique a été publiée dans le *Registro Estadístico de Buenos Aires*, 1859, tome I.

(3) Voir *Description de la Confédération Argentine*, par M. DE MOUSSY, t. II, page 238.

(4) Voir *Historia de Belgrano*, tome I, page 32.

En 1744 apparaissent dans le recensement fait pendant cette année, 9 français, 7 anglais, 10 italiens, 40 portugais, 37 étrangers sans spécification, et seulement 253 espagnols européens, en tout 356 européens, chiffre qui indique par lui seul et avec une laconique éloquence l'importance nulle que le courant immigratoire avait alors.

Dans ce même état décadent ou stationnaire, l'immigration se maintint pendant de longues années, car en 1770, 26 ans après le dernier recensement, celui de cette année, d'après l'historien Domínguez, montra que la ville renfermait 456 étrangers et 1 398 espagnols européens.

Il fut nécessaire que se produisît la Révolution de 1810 et que se déclarât l'Indépendance en 1816 pour que, ouvrant les lourdes portes avec lesquelles la mère patrie avait tenu ses colonies enfermées pendant trois siècles, il se dessinât un courant humain régulier, qui a été en s'accentuant, et qui constitue aujourd'hui une énorme masse.

Jusqu'en 1820, dit un homme de science réputé, le mouvement immigratoire fut peu marqué. Quelques étrangers étaient venus s'établir à Buenos Aires et à Montevideo; c'étaient des négociants, des marchands, des artisans, quelques hommes qui exerçaient des professions libérales: mais à partir de cette époque, le nombre des immigrants augmenta sensiblement. Buenos Aires, après de violentes agitations, retrouvait un peu de calme; Montevideo, au pouvoir des portugais, était tranquille; cette paix, qui promettait de durer, fit songer aux entreprises agricoles et industrielles, et il y eut de l'intérêt à stimuler l'immigration européenne. En 1825, époque de prospérité pour les deux rives du Plata, le courant était bien établi (1).

Le recensement de 1822, ordonné par Rivadavia et exécuté par Arzac, montra que cette année, appelée avec raison de grande prospérité, il y avait à Buenos Aires 3 749 étrangers.

Après 1822, la ville passa par de nombreux et divers événements, sanglants les uns, simplement révolutionnaires les autres, au milieu desquels la majestueuse figure de don Bernardino Rivadavia se détache pour illuminer avec la clarté de ses belles conceptions, l'obscurité de ce tableau, jusqu'à ce que les ombres de la terreur enveloppent définitivement tout le pays.

La dictature de Rosas confondit dans ses persécutions les nationaux et les étrangers, de là vient que, non seulement les proportions du courant immigratoire se réduisirent, courant qui pendant les décades précédentes s'était déversé sur la République, mais cette population étrangère qui résidait dans la ville s'empressa de fuir, et elle s'établit sur la rive gauche du Río de la Plata. Montevideo fut alors le centre de l'émigration des habitants de Buenos Aires.

Le recensement de 1836, que j'ai sorti des archives nationales, fait en pleine dictature de Rosas, révèle, sans surprise pour personne, que cette année, la population étrangère de la ville se montait à peine à 4 000 personnes, c'est dire, qu'en 14 années, elle avait seulement augmenté de 251 âmes.

Mais la dictature de Rosas, comme tout ce qui est basé sur l'oppression et la force, devait nécessairement s'écrouler, de même que le fruit se détache de l'arbre lorsqu'il est arrivé à complète maturité.

---

(1) Voir MARTÍN DE MOUSSY, Op. cité, page 229.

La tyrannie tomba le 3 Février 1852, un gouvernement régulier fut installé et une loi fondamentale fut promulguée. Cette loi avait entre autres buts, celui de " tendre au bien-être général et d'assurer les bienfaits de la liberté pour nous, pour notre postérité et pour tous les hommes du monde qui voudront habiter le sol argentin ".

A partir de ce moment, il se détermina un puissant courant d'immigration européenne, ralenti quelquefois par les crises, les pestes et les guerres, mais jamais arrêté. L'industrie, le commerce, l'agriculture, jusqu'alors endormis, reçurent par ce concours une impulsion colossale. En une seule année, il entra dans le port de Buenos Aires plus d'émigrants qu'il ne s'en était aggloméré pendant de nombreuses années d'existenee.

Les administrations publiques n'eurent pas le soin de tenir un compte exact des immigrants entrés en 1853, mais à partir de 1854 on connait jusqu'à une époque relativement récente, seulement le chiffre absolu des arrivées; ce n'est qu'à partir de 1870 que les statistiques officielles font la distinction des immigrants par nationalité, et à partir de 1881 elles entrent dans d'autres spécifications, comme le sexe, l'état civil, l'âge, la profession, le degré d'instruction, etc.

En 1854, pendant le second semestre, il vint 2 524 hommes; en 1855, 5 912; en 1856, 4 672; en 1857, 4 951; en 1858, 4 658, et en 1859, 4 735; dans les six ans, 27 452 immigrants; plus, beaucoup plus, qu'il n'en était venu dans deux siècles de vie coloniale.

Pendant la décade formée par les années de 1860 à 1869, le nombre des immigrants arrivés par voie directe d'outremer et par celle de Montevideo s'éleva à 150 440; pendant la décade 1870-1879, il se monta à 450 015; pendant la décade 1880-1889, 1 020 907; pendant la décade 1890-1899, il en débarqua 928 685, et, enfin, pendant la dernière décade, 1900-1909, il est entré 1 964 737 immigrants

Il résulte alors que de 1857 à 1909, il est venu 4 529 128 immigrants.

Quant à la nationalité des immigrants venus par voie directe d'outremer depuis 1857 jusqu'en 1909, elle se distribue ainsi: italiens 1 893 151; espagnols 882 041; français 192 436; russes 93 518; autrichiens 59 280; syriens 52 750; anglais 44 971; allemands 43 856; suisses 29 104; belges 21 007; portugais 10 983; hollandais 6 309; danois 5 211; américains du nord 4 153; suédois 1 434; et divers 69 436; ce qui fait un total de 3 409 540 immigrants.

L'immigration qui entre par le port de Buenos Aires et qui se distribue en grandes quantités par tout le pays, est aujourd'hui la principale force et le premier élément de progrès et de travail de la République entière. Elle active le commerce, développe l'industrie et donne de la valeur aux terres. Son arrêt serait tellement fatal au progrès national que, pour l'estimer d'une manière graphique, je ferai une comparaison avec un phénomène physique. Tyndall, le célèbre savant, a dit, en vantant l'influence climatérique du courant équatorial, que la suspension pendant une seule nuit du *Gulf Stream*, ce courant qui porte avec lui une température élevée, serait suffisante pour faire disparaître toute la végétation des iles Britanniques. De même, la suspension du courant immigratoire qui féconde le territoire argentin, serait suffisante pour tuer le progrès de cette République.

L'ARCHITECTURE

DE LA

VILLE DE BUENOS AIRES

PAR

ENRIQUE PRINS



PALAIS DU CONGRÈS NATIONAL

L'ARCHITECTURE

DE LA

VILLE DE BUENOS AIRES

Il serait difficile, peut-être impossible, de préciser avec exactitude à quel moment de la vie de cette contrée le progrès de ses habitants donna une forme appréciable à leurs habitations. Il faut supposer qu'à l'origine l'esprit rudimentaire, ou mieux l'instinct, protégea l'homme sans autre but que de le soustraire aux intempéries atmosphériques. Expression animale, grossière et simple, la fabrication d'une demeure, comparable, plus ou moins, à une fonction végétative peu modifiée par le souci de la conservation. Ce ne pouvait être autre chose que ces troncs et ces piquets en guise de murs et ces treillages de branchages en forme de sauvage construction. Ebauche de demeure, à l'imitation de ce que les êtres inférieurs construisent pour leur repos et la procréation, la maison primitive fut l'amplification d'un nid.

Il n'y a pas de similitudes à établir entre l'habitation européenne et celle des aborigènes américains. Sa raison d'être étant bien déterminée et unique, les influences qui ont décidé de sa configuration sont très diverses. La maison orientale dont le début est si ancien, prévoit depuis ses premiers plans, les multiples nécessités auxquelles satisfait sa construction. Humble chaumière ou palais, elle eut il y a cinq mille ans une commodité relative et un luxe présumé.

Les civilisations qui suivirent, portant l'art de la construction à sa plus glorieuse apogée, donnèrent à la postérité un exemple d'une haute conception en laissant le trésor d'un système architectural si parfait et si complet qu'il ne fut jamais égalé, même à l'époque actuelle. Des temples fastueux, profanes et mystiques, des palais de rois et de seigneurs, des arcs de triomphe, des ponts et des monuments, remplirent le Moyen-Age et l'époque moderne d'une majestueuse architecture. Les grandes villes s'élevèrent, doublant, triplant, sextuplant leur hauteur de manière à former des massifs urbains qu'il fut nécessaire plus tard d'arrêter. L'édification se fit à profusion, la pierre lui donna de la stabilité et de la durée et les grandes capitales s'enorgueillirent de l'ampleur de ses proportions. Néanmoins, l'habitation privée ne donna pas de la marge aux efforts dignes de sa mission. En Grèce, à Rome et plus tard chez les peuples barbares, à côté du château seigneurial, du forum ou du temple, la triste maison donna un mauvais abri au citadin.

Nos essais d'habitation ont à peine le sentiment de la stabilité. Nous ne pensons,

en parlant des premiers habitants de Buenos Aires, que dans la modestie de leurs prétentions. Il ne s'agissait que de se mettre en garde contre les embûches de l'extérieur. Ni l'indien, ni le colon n'eurent à installer des institutions, ainsi l'édifice public, en dehors de la destinée de la plus haute mission, se confondait avec l'habitation privée, comme se confondaient les fonctions d'état les plus compliquées (s'il y en avait) avec celles très simples d'ordre domestique.

Rien n'exige de longues et minutieuses descriptions dans ce que firent nos aïeux sous le point de vue que nous nous proposons en écrivant ce chapitre. Le mot d'architecture ne convient nullement au travail de ces bons habitants de la primitive ville.

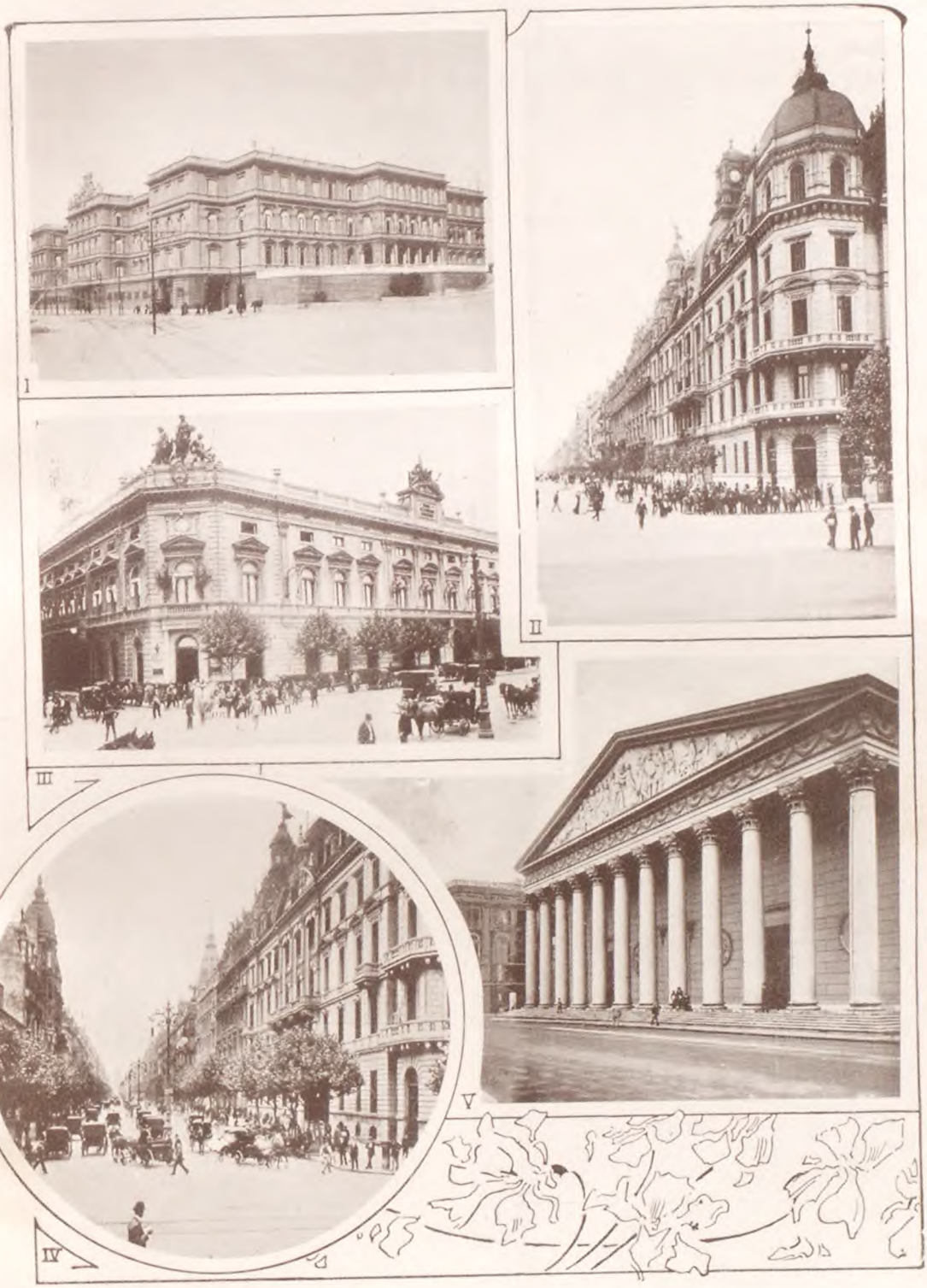
Les vice-rois après les conquistadores tentèrent de s'établir avec une dignité relative, et on doit à leur faible initiative les premiers essais d'architecture à Buenos Aires. Quelques édifices qui persistent avec une certaine hardiesse et qui tomberont bien vite sous l'impulsion de la vertigineuse et démolissante transformation que rien, pas même les souvenirs historiques, ne peut arrêter, nous donnent un fidèle témoignage de la tranquille époque coloniale.

Les modèles de ce temps, qui diffèrent peu dans les XVII^me. et XVIII^me. siècles à la manière de certaine édification espagnole, possèdent de la distribution intérieure et la manière mauresque, l'aspect et l'ornementation. Il est bien entendu qu'il ne s'agit que de simples tentatives architecturales, sans plus de prétentions. La maison du vice-royaume et quelques autres que l'on peut voir, parce qu'elles sont habitées, et qui se trouvent dans le quartier des églises de Santo Domingo, San Ignacio et San Francisco, donnent une idée parfaite de ce genre de constructions.

Eparpillés dans le reste de la ville, dans sa partie primitive, il y a encore des exemplaires de l'époque, plus ou moins rudimentaires dans leur construction. Néanmoins, il existe quelques maisons qui, autrefois, furent des palais avec toutes les dispositions et toutes les ressources du genre et qui revêtent un véritable intérêt, non seulement au point de vue historique, mais aussi de l'architecture.

Nous n'avons pas à nous arrêter plus longuement sur des considérations d'un autre ordre relativement à cette face de la question. On peut dire que cet art est peu intéressant pour le lecteur, à une époque où l'habitant se préoccupait seulement de tâches matérielles. L'architecture à Buenos Aires est l'œuvre du siècle passé comme simple ébauche et ce n'est seulement que des dernières décades que date son développement véritable.

Une ville définitivement constituée au point de vue architectural — n'importe quelle ville classique du vieux monde — présente au visiteur un ensemble harmonique qui accuse dans son aspect général une évolution progressive et systématique. Le caractère édilique répondant à des facteurs multiples se relie à l'histoire régionale, ainsi que se relie l'aspect et la forme d'un sujet aux modalités de sa vie et de son tempéramment. C'est dire qu'il y a un caractère d'édification en accord permanent avec un caractère ethnographique. Les époques passées nous laissent comme caractères d'ères et de civilisations, des édifices qui affirment d'une manière muette les moins destructibles des vérités historiques. L'art de construire entraîne plus qu'aucun autre la remémoration du passé, l'éclaircissement du doute, la sensation du pouvoir humain sur les forces naturelles. Une vieille ville possède un mémoire gravé dans chaque pierre, et dans l'association concordante d'autres pierres, dans les colonnes et les chapiteaux, les légendes du passé. Et de ces combi-



I. Maison du gouvernement, Face Nord-Est.—II. Vue de l'Hôtel-de-Ville.—III. Vue de la Banque de la Nation Argentine. — IV. Avenue de Mai.—V. Vue de la Cathédrale, place de Mai.

naisons intelligentes de la ligne et de la forme que les races ont faites dans la lutte pour la vie, en améliorant leur condition, de toutes les constructions et de tous les monuments qui forment les agglomérations de population, une synthèse se détache plus claire et plus précise que celle que l'on pourrait formuler à un moment transitoire de la race, ou dans l'étude de son histoire ou de ses lettres.

L'analyse comparative des évolutions de l'architecture dans l'antiquité ou réalisées plus tard d'une manière définitive, ne rentre pas dans la tendance de ce chapitre de simple observation. Les analogies ne seraient pas fréquentes et ne présenteraient pas grand intérêt. Notre ville informe, unique dans sa configuration étrange, nonobstant le reproche de vulgarité, s'est accrue inégalement, sans plan défini, sans ordre ni concert, et ce qui est plus grave, sans prévision, presque d'une manière spontannée, sauf qu'elle a suivi son plan originel. La population s'est amalgamée en suivant la ligne de la chaussée indéfiniment étendue à l'horizon, groupant les murs en forme de maisons, les pièces en longues files, les cours pour les plantes, et on a été satisfait en voyant sauvé son rang d'entité humaine. Et alors, il n'est pas possible de penser aux vieilles villes d'accroissement lent, centres de création inventive et originale, où s'est développé lentement l'art d'édifier et où il a progressé dans un milieu propice. Des hommes de science et des artistes ont fait des œuvres de beauté pour la seule satisfaction d'une nécessité physiologique. Dans le passé, Buenos Aires n'a pu le faire, elle n'a pas eu le temps, ni avec quoi. Elle a pris le moins qu'elle pouvait prendre, non pour l'installation de ses habitants, mais l'indispensable pour leur logement. Des insuffisances d'autres époques, le peu de ressources, le manque de stimulant et, par dessus tout, l'ingénue et patriarcale simplicité de ses habitants, eurent pour résultat la configuration stable d'une ville défectueuse et monotone. Péché originel, l'ingénuité d'un tracé trop correct affecte aujourd'hui la ville comme aux temps lointains des conquistadores.

Et il faut croire que nos aïeux, en coupant la ville de Buenos Aires à angles droits, à l'imitation de certaines villes laides du vieux continent, ou plutôt de certains vilains quartiers, eurent la bonne idée de nous doter d'une métropole idéale. La rue de longue perspective et de chaussée étroite — vestibules à l'air libre — pouvait-elle offrir de futurs avantages soit au trafic, à l'hygiène, à la surveillance? Nous ne le savons pas et il est difficile de le justifier. Celui qui connaît les belles villes d'Europe pourrait faire une étude comparative et se rendre compte du manque de base de notre symétrique distribution. Cette préférence obéissait à une simple similitude entre l'exécuteur et son œuvre. Population tranquille et paisible, de vie lente, et pour qui la monotonie de la longue ligne cadrait mieux avec sa tendance que la surprise de l'inattendu et du tortueux. Terrain plan, bord de la grande savane pampéenne, la nature du lieu n'invitait pas au modèle pittoresque du sol accidenté. Rien n'était plus logique devant cette plaine sans limite, que de compléter l'œuvre existante par l'expression géométrique la plus simple et la plus élémentaire: la ligne droite.

Celui qui arrive d'un autre continent à Buenos Aires sent l'inquiétude de sa ligne, car la suppression de la perspective est réellement inquiétante, comme l'est la nécessité d'une marche ininterrompue pour connaître la ville sous tous ses aspects. Exception faite des places — rares — et des largues rues — peu nombreuses — qui, d'endroit en endroit, interceptent la ville, le reste se cache à soi-même. La contemplation de la plupart de ses édifices est difficile et il est impossible de se faire

un jugement définitif sur la valeur de leur ensemble. Les rues étroites facilitent seulement ce qu'il est nécessaire d'analyser: le mauvais. Si un édifice s'élève plus haut que le niveau général, son appréciation — sauf de rares exceptions — est un peu moins qu'irréalisable.

Ce vice congénital a persisté si fortement, qu'il serait juste de penser que l'obsession aurait fatigué. Néanmoins, il n'en est pas ainsi: Buenos Aires est la ville de la symétrie et la tendance à la conserver subsiste. De nouvelles rues, des avenues en construction et d'autres projetées suivent les vieilles orientations, et il y a comme une crainte de l'inconnu ou de l'inapproprié de supposer qu'une nouvelle artère pourrait capricieusement traverser la ville. Le régulier et le rectiligne s'installe spontanément sans difficultés ni doutes; l'irrégulier et l'asymétrique continuent à être une utopie. Il est urgent de construire une avenue diagonale ou brisée qui commence la nouvelle ère avec la démonstration de sa beauté.

De temps en temps, sans préjudice de ce que la raison a dicté et au hasard de l'emplacement, Buenos Aires suspend pour un instant le massif de son édification pour faire de petits jardins quadrangulaires. Les places porteñas, belles les unes dans l'exhubérance de leur végétation ou le soin de leurs parterres, se distribuent dans la ville comme de timides tentatives de véritables promenades dans l'attente de possibles expansions. L'une d'elles, par une coïncidence heureuse, celle de San Martín, a contribué par sa noble situation à former le premier noyau d'architecture monumentale privée de la commune.

Les places, comme nous les appelons, les parcs, les explanades, et ce qu'avec plus de logique les villes européennes appellent *places*, sont, conjointement avec les avenues, les lieux d'élection pour les grands édifices. Un large espace libre de murs, rempli d'air et de lumière, sobre et gai, couvert de végétation s'il est ample, richement pavé, s'il ne l'est pas, constitue le désidératun esthétique comme ambiance pour un édifice public ou pour un somptueux palais. Il manque à Buenos Aires, par le travail précoce de son accroissement, le grand parc central: ses Tuileries ou son Thiergarten. S'il existait dans la zone centrale, large sans mesure, ouvert et fleuri, les bienfaits hygiéniques qu'il apporterait aux deux millions d'âmes qui vivraient dans ses environs se compléterait d'une manière insupérable par la contribution de beauté apportée par une double et compacte file de façades plus hautes et plus sveltes que les arbres du parc lui-même. Malheureusement nos deux plus belles promenades, la Recoleta et Palermo, par leur forme et leur emplacement, ne peuvent être, sinon à une époque reculée, un scénarium approprié pour l'édification somptueuse.

La classique maison créole — nous la classons ainsi, malgré son origine hybride — est la résultante de deux facteurs: la routine et l'insuffisance de moyens. Si nous analysons son immuable configuration, on observe qu'en l'érigeant on n'a pas eu d'autre idée que celle de construire facilement, se conformant aux exigences de la subdivision du terrain. La manzana de grandes proportions imposa la répartition du sol avec un bénéfice équitable pour le plus grand nombre d'habitants. Les uns plus heureux que les autres obtinrent de grands emplacements, et les restants n'eurent seulement que de longues bandes de terre. Le lecteur s'imagine que l'on



Par Carlos E. Pellegrini, Ing. civil.

Ancien Cabildo et pyramide originaire.—Année 1829

aurait réduit l'étendue des manzanas ou qu'on les aurait tracées irrégulièrement, ce changement seul, de réduire la longueur des emplacements, aurait fait sensiblement bénéficier l'édification, en les faisant logiquement mieux proportionnés. Malheureusement les vieilles dimensions ont persisté et persisteront peut-être indéfiniment.

Les anciens habitants de Buenos Aires et même beaucoup de ceux qui vivent avec des habitudes coloniales, en décrivant la vieille maison qu'ils habitaient commentent ses conditions exceptionnelles. Des maisons amples, très amples, remplies d'air et de lumière, des cours gaies où l'on respirait largement sous une grande treille ou un entrelacement de plantes grimpantes, des pièces spacieuses qui recevaient habituellement la ventilation de l'extérieur, un jardin agreste dans le fond de la maison pour recréer les enfants et pour l'élevage des volailles et au dessus de toute la demeure, comme un toit salutaire, l'azur du ciel, ou le gris des nuages. Sous l'enchantement de cette narration expressive et succincte, l'esprit est porté à proclamer l'excellence de ce genre de maisons. En effet, il serait injuste de méconnaître que quelques bons principes rencontrent un accomplissement, satisfaisant dans cette simple architecture et ce n'est pas le cas de spécifier les avantages populaires que cet art élémentaire accordait aux habitants. Mais, en échange, les exigences de confort, de sécurité et de beauté étaient sacrifiées. Toutes les saisons de l'année se faisaient sentir avec leurs rigueurs dans un milieu matériel qui ne variait pas: le soleil de nos longs étés inondait les grandes cours et reflétait sa lumière intense sur les mur blanchis, la pluie de l'hiver pénétrait avec la même liberté et imprégnait tout d'humidité et de froid.

Il est bien certain que pour les habitudes d'une autre époque, ces constructions presque primitives remplissaient l'idéal de vie des habitants. Des préoccupations d'ordre moral et la franchise des coutumes, prévalaient sur les raffinements de la vie confortable. Ce qu'aujourd'hui on considère comme des nécessités à peu près absolues du bien-être de la maison, étaient autrefois un simple pressentiment, lutter pour l'obtenir, une infraction aux tendances modérées de ces bons temps, un luxe que seul pouvait ambitionner celui qui jouissait de bonnes rentes sans les soucis du travail journalier.

On peut croire qu'un critérium plus sage aurait excusé — et même il aurait eu de fréquentes applications — beaucoup de défauts de ce système. Un groupement plus rationnel des habitations, en leur conservant l'indépendance requise pour leur usage et leur destination, aurait pu être un progrès précoce. La distribution des chambres en longues files depuis le mur de façade jusqu'à celui qui sépare de la propriété voisine, n'a pas obéi et n'obéit pas à un autre but qu'à ne pas en avoir en faisant le plan d'une maison, si ce n'est l'imposition fatale du terrain quadrangulaire. Comment est-il possible de concevoir, aujourd'hui que nous admirons les distributions modernes, que la longue série de pièces reliées intimement par une communication ininterrompue, pouvait avoir constitué une règle générale et inflexible? Et il n'y a pas de doute, en effet, que cela ait été une règle invariable, car nous voyons que les maisons élevées dans des terrains amples, non contentes d'avoir une seule théorie droite de chambres, en ont deux, bien adossées aux murs latéraux et se regardant sans trêve par les yeux concordants de leurs portes placées face à face.

Ce n'est pas le cas de débattre sur le plus ou moins de valeur de cet art de construire (si on peut parler ainsi) au point de vue de l'hygiène. Disons que

certainement ses exigences étaient complètement satisfaites. Mais c'est la vie journalière, ce sont les relations du foyer, les nécessités les plus élémentaires d'une famille nombreuse, celles qui se trouvent enfermées dans cette géométrie routinière, manquant de préceptes et de logique, convertie en architecture par une imposition systématique.

La maison créole a constitué toute une époque, il est naturel qu'il en ait été ainsi: une époque rudimentaire de vie nationale, mais aujourd'hui que sont changées les forces économiques du pays, que les habitudes sont changées, que des exemplaires de multiples races sont venus sur son sol, convient-il d'espérer une architecture propre au lieu, dans une harmonie synthétique avec l'hétérogène groupement ethnique qui le constitue?

Il n'y a aucun indice qui permette de le supposer.

Un beau jour, il fut nécessaire que les enrichis rompissent avec la maison plate et antique. Quelques privilégiés qui avaient parcoruru de vieux pays désirèrent une habitation meilleure, commode et même somptueuse.

Lentement, subrepticement, la maison éleva son toit jusqu'à permettre un second étage. Sans perdre le caractère ni la ligne habituels, les maisons hautes qui commençaient l'ère nouvelle, ne peuvent être considérées comme des progrès architecturaux, mais seulement comme une avance modérément audacieuse. Ce sont des maisons sans prétention de style, ou mieux sans style, c'est à peine si leur second étage complémente en capacité la maison primitive. Cette nouvelle expansion de l'habitation n'obéit certainement pas à un mobile esthétique, mais, peut-être à une nécessité de famille ou a une cause économique.

Quelques noms sont rattachés aux débuts de la période franchement architecturale de la ville. Des constructions préméditées, avec des plans bien étudiés, obéissant à des systèmes définitifs commencèrent à surgir très lentement à travers la ville. Certains propriétaires se lançaient dans l'entreprise risquée de vivre dans une belle maison. Nous n'avons pas la prétention de faire l'apologie de cette époque, malgré son peu d'éloignement, notre vertigineux progrès la place déjà dans le lontain, relativement au chemin parcouru: Canale, Pellegrini, Bunge et d'autres architectes conscients laissèrent des édifices qui subsistent et qui embellissent la ville.

Le style italien, sous forme de renaissance plus ou moins pure, prévalut dans ces constructions. Il est possible que ce soit le style qui a le plus d'adeptes, le moins discutable et le plus répandu. Des palais que l'on admire encore aujourd'hui comme exemplaires de l'époque, de deux et trois étages, témoignent de la noblesse de conception, et conservent dans leur sévère dessin l'harmonie avec leurs habitants, descendants d'hommes célèbres et riches.

L'importation des styles a été un travail pénible. Implanter un style sans raisons d'ordre pratique, équivaut à l'implantation d'une loi sans conséquences immédiates. On lui résiste comme chose secondaire, sacrifiant l'intérêt de la ville à l'intérêt plus ou moins transitoire de la propriété privée. L'économie, raison inexcusable et indiscutable, a rempli de mauvais murs les rues du municipe.

Exiger d'une ville naissante et non fondue la résolution d'un problème d'ordre esthétique est une tentative inopportune. Le goût public, faible et inégalement réparti, doit forcément se résoudre en un ensemble bigarré d'opinions et d'œuvres.

Il n'est pas possible de supposer qu'où une longue évolution n'a pas élaboré des modèles qui se consacrent et qui durent, on improvise un système d'accord avec les exigences, non du futur, mais du moment même. Buenos Aires, par son climat variable et d'extrêmes si opposés, ne pourrait rencontrer réunie dans un seul programme architectural, la synthèse de son habitation définitive. Il ne faudrait pas l'espérer. Seule l'imitation étrangère put lui offrir l'opportunité d'apprendre à édifier et en termes généraux il n'y a pas de doute que c'est la règle de conduite qui a été suivie. D'un autre côté, il n'a pas été faisable ni convenable de limiter d'aucune manière la liberté de construire. Il était nécessaire de couvrir la plus grande zone possible de murs et de toits, de donner asile à la phalange immigratrice appelée par les promesses de l'opulent pays, de donner de l'espace à la masse de population le long de ses rues existantes ou imaginaires, de voir s'élever des quartiers dans des régions où régnaient il y a peu de temps les ombus, les marécages et la brousse, que le progrès portât ses bienfaits sous forme de pavés et de rails à de longues distances du vieux quartier central, en un mot, de construire la grande métropole, immense et peuplée qui est aujourd'hui à la tête de l'Amérique du Sud. Et dans cet ordre de choses fabuleuses, dans ce vertige impulsif et aveugle, tout projet de réglementation aurait été stérile. La force incoercible d'un torrent rend téméraire tout barrage.

Il est clair que dans cette fureur précipitée qui, en un quart de siècle a vu se réaliser une œuvre qui s'effectue dans d'autres pays sans tenir compte du temps, il y a bien des choses à pardonner et beaucoup à corriger en ce qui se réfère à l'architecture. Mais il n'est pas nécessaire de débattre ce point qui s'excuse devant le voyageur ou le critique par la simple remémoration des événements.

Buenos Aires s'est assimilée tous les styles et tous les ordres architecturaux. Le gothique, lui-même, patient et laborieux, n'a pas échappé à son désir d'accaparement. Dans toutes leurs formes et toutes leurs dimensions, depuis le grec parthénonien aux lignes sévères et imposantes, jusqu'à l'art nouveau aux anfractueux et imprévus replis, tout est tombé sans mesure dans les longues voies bonaerenses; à l'ample édifice public de correct frontispice, s'est adossée la petite maison d'un seul étage, du plus coquet Louis XV, sans solution de continuité.

On ne doit pas récriminer contre les pouvoirs publics, si, à l'imitation des grandes villes du vieux monde, la nôtre ne possède pas de lois d'édification suffisamment sévères pour la défendre contre tout attentat à son harmonie ou à sa beauté. Si on demande une opportunité propice pour la sanction d'une loi, elle est arrivée avec l'époque actuelle. Lorsque nous l'aurons, nous pourrons, de même que les grandes capitales, exiger des habitants de la commune, non seulement la sujétion des lignes à l'équilibre de la voie, mais de la façade et de son style à la conservation harmonique de la perspective.

Une conséquence immédiate et forcée de ce que nous venons de dire a été l'hétérogénéité et le cosmopolitisme de l'architecture de la ville. Rien chez elle n'est assujéti à aucune règle: comme exception extraordinaire, nous pouvons classer l'avenue de Mai qui a une ordonnance qui fixe la hauteur minima de ses édifices; quant à la hauteur maxima, la liberté, moyennant des demandes spéciales, est large. Sortant de cette grande artère, qui montre l'audace et la prévision d'un intendant, rien ne trouble le constructeur dans ses ambitions ou dans ses goûts, sauf les or-

donnances d'ordre intérieur, sanitaire, de sécurité, etc., qui sont concluantes et sérieuses.

Dans son aspect général, Buenos Aires est une ville rare. Elle est unique. En édification permanente, elle voit disparaître, au grand contentement des progressistes, les branlantes maisons de nos aïeux, pour être remplacées par de modernes édifices, d'élégants hôtels privés, ou de monumentales constructions de rente, véritables gratte-ciel, comme on appelle ailleurs ces colossales armatures de maçonnerie. A mesure que le sol enchérit dans les zones centrales, les étages se superposent pour donner de la place au commerce, à l'entreprise, à la banque et à la famille dans de superbes édifices, faits d'après une solide et correcte perspective artistique, et tandis que cette architecture compacte s'accroit et s'établit définitivement dans le cœur de la ville, celle-ci acquiert le caractère des grandes capitales et justifie la comparaison en toute logique.

Ce que nous pourrions appeler la *City* ressemble par sa configuration au genre de ce quartier. Les grandes banques, sans qu'aucune dispose d'un édifice isolé, forment un ensemble intéressant que présente habilement le tableau d'un midi en mouvement palpitant de vie commerciale. Ce quartier qui, dans son caractère serait surpassé par bien peu dans le monde, est l'un des endroits que peut montrer tranquillement la ville sans craindre la critique. Les banques de la Nation, de Londres, Espagnole, Britannique, d'Italie, Nouvelle Italienne, Populaire Argentine et beaucoup d'autres ont des édifices sveltes et sérieux.

Deux belles constructions qui, jusqu'à hier, furent l'exposant du progrés édilique porteño se trouvent dans ce quartier. Ce sont la Banque de la Province et la Banque Hypothécaire, aujourd'hui occupées par d'autres institutions. Les deux sont de noble style Renaissance et témoignent d'un grand pas vers le monumental. Malgré les grands palais et les édifices publics que Buenos Aires a élevés postérieurement, ils conservent la réputation de leur simple beauté et de leur élégance comme deux vieux modèles de goût raffiné.

Annexée au quartier et formant, pour des raisons historiques et topographiques, le noyau de la ville, la Place de la Victoire continue et continuera à être le centre où convergent les grands mouvements métropolitains et où se trouve le siège des autorités publiques.

Autour de cette place, s'élèvent des édifices qu'il faudra forcément transformer sinon reconstruire complètement. La maison du gouvernement, dont la configuration actuelle se ressent de son genre hybride et compliqué, ne répond ni à son objet ni au lieu où elle s'élève. Sa modification constitue le problème esthétique édilique dont la solution est la plus urgente. On a déjà projeté de nouveaux plans et il est à espérer que le futur palais du gouvernement aura des lignes qui répondront à sa destination.

La Cathédrale de Buenos Aires, vieille église, dont l'origine remonte aux premiers temps de l'époque coloniale, est un temple d'ordre corinthien, dont les lignes verticales de faibles proportions affectent la grandeur de son style et le genre de la construction. Comme l'esprit religieux persiste dans nos habitudes, on pourrait espérer pour cette ville l'érection de sa grande Cathédrale, et pour qu'elle compte parmi ses trésors monumentaux un exemplaire de style gothique, il serait bon, malgré l'exotisme du style, d'ériger une Cathédrale qui, à l'imitation des dômes classiques de flèches légères, attirerait l'attention des habitants pendant quelques décades.

La Cathédrale de Buenos Aires, reliée historiquement à notre évolution sociale, pourrait, moyennant certaines transformations et conservant sa hiérarchie monumentale, s'adapter à une autre destination semblable à celle d'aujourd'hui. Ne pourrait-elle être un futur panthéon?

De vieux temples s'élèvent dans ce quartier, tous coloniaux dans leurs fondements et quelques uns modernisés plus tard dans leur aspect. De coupe essentiellement espagnole, sans la grandeur de quelques temples de la péninsule, les anciennes églises de la ville sont des exemplaires modestes de l'architecture religieuse. Il en existe de plus pures et plus imposantes dans l'intérieur de la République, à Córdoba, par exemple. Néanmoins, les nôtres ne sont pas dépourvues d'une certaine noblesse et d'élégance de lignes, comme l'était San Ignacio, avant son nouveau revêtement, et San Telmo avec ses fines tours. La continuité de ces temples avec les massifs de maisons et leur malheureux manque de perspective contribuent au manque d'éclairage.

Comme voie de communication entre la City et le quartier aristocratique, une rue classique, la plus intéressante et la plus mouvementée de la ville, court du Sud au Nord. La rue de Florida, siège du commerce de luxe, étale aux yeux du visiteur la synthèse de la vitalité citadine. Ce n'est pas le cas, d'après le but de notre étude, d'analyser minutieusement tout ce que cette artère renferme d'attrayant et d'artistique. Sa position, son rang, sa vertu, pour mieux dire, est basée sur un ensemble harmonique d'édification, qui, sauf des exigences spéciales, satisfait les yeux et attire avec une puissance indiscutable. Ce n'est pas, à la manière de la Via del Corso de Rome (à laquelle on peut, néanmoins la comparer), une rue de vieux palais seigneuriaux; elle n'est ni sévère, ni majestueuse, ni monumentale; elle est allègre, vibrante et luxueuse. Quelques favorisés de la fortune y ont leur demeure et s'il reste quelques défauts de mauvaise architecture, le temps, comme par enchantement, la transformera en un modèle du genre.

Le quartier Nord de la ville, sous l'action de l'architecte et du maçon, présente déjà un centre d'édification moderne et confortable. Sous les multiples formes de la maison privée, la famille recherche dans ce quartier tranquille et bien éclairé son installation définitive. Depuis la Place du Retiro jusqu'aux approches de Palermo, d'une manière compacte vers le centre, plus clairsemée à la périphérie, de grands hôtels, des maisons amples et belles copient les zones aristocratiques de Paris, s'accentuant très franchement dans des rues déterminées du quartier la ressemblance entre les deux villes. C'est ce que l'on peut dire en éloge de la nôtre. Ce que la société porteña a d'important et de riche tend vers le nord, suivant par une loi logique le courant imposé, non seulement par la mode, mais par la configuration irrégulière et ouverte de ces parages. Quelques uns de nos palais pourraient se montrer aux approches du Bois de Boulogne, ne déparant pas ce lieu privilégié du monde. Les maisons de Basualdo, de Anchorena, de Sánchez et de Paz sur la place du Retiro, conjointement avec le grandiose Plaza Hotel, l'ancienne demeure de la famille de Alvear dans la rue Juncal, celles de Unzúe, de Casares, de Chas, de Bary, d'Alzaga, de Dose, de Fernández, etc., entourent la rue Alvear de somptueux petits palais dans tous les styles.

Dans la direction de l'Est à l'Ouest, la grande artère de Buenos Aires unit la Place Victoria au Palais du Congrès. L'Avenue de Mai, qu'une idée impétueuse a heureusement terminée, constitue, sans discussion, l'une des voies urbaines les

plus belles des villes modernes. Des lois spéciales pour son édification ayant été fixées, elle a vu s'élever de prodigieux palais, qui, avec leurs hautes coupoles et leurs lignes hardies, paraissent se défier de trottoir à trottoir. Commencée lentement, il y a à peine deux décades, comme si la surprise de l'inespéré eut arrêté l'action, elle a senti dans les dernières années l'influence du progrès métropolitain; ainsi, les derniers édifices élevés accusent une évolution plus accentuée dans le sens du monumental. Dans cette Avenue prédominent les constructions de caractère commercial: maisons de rapport, commerces, bureaux et grands hôtels. Comme rue centrale, destinée aux agitations du trafic, la famille n'y a pas rencontré son lieu d'élection. En échange, le voyageur, l'habitant transitoire de la ville recherche dans ses grands hôtels le lieu approprié pour son établissement commode et central. Les hôtels de l'Avenue sont de vastes proportions et, en général, leur construction obéit aux règles de l'art, pure et correcte dans quelques cas, plus ou moins libre pour la plupart.

En terminant la grande Avenue, en plein travail, une place, ou mieux, une grande esplanade change le panorama d'une façon surprenante, laissant à découvert pour sa meilleure contemplation, le palais législatif. Dans cette ville aux rues étroites et aux faibles étendues de terrain, une large zone décorée à fleur de terre est une trouvaille prodigieuse. C'est pour cela que la Place du Congrès constitue aux yeux de tous, la plus réussie, la plus bienfaisante, la plus belle réalisation des derniers temps. Si la condensation d'un spectacle que les architectes couronneront demain, ne justifiait pas pleinement cette perte de terrain d'or, le commentaire hygiénique qui découle de cette surface ouverte au ciel sur le bord le plus compact du massif de la grande métropole, suffirait à sa consécration.

Un peu éloigné du mouvement architectural, le quartier sud de la ville, par le genre de sa population et les orientations capricieuses de la sélection, présente encore l'aspect du vieux Buenos Aires. La maison à un seul étage, de peu ou de pas de style, l'œuvre du constructeur autonome, lorsqu'elle ne l'est pas du maçon illettré, règnent en majorité. La transformation de cette zone revient à l'avenir, et sa future expansion aux industries et au grand commerce. Néanmoins, il ne faut pas croire à une stabilité immuable pour ce quartier. Son trafic commercial et les rues qui le concentrent grandement, commencent un sensible changement dans leur aspect architectural. D'un autre côté, comme il est habité par une classe sociale en imminente évolution ascensionnelle, il faut croire que ce qui sera plus tard la bourgeoisie de Buenos Aires élèvera dans le Sud ses édifices et les maisons qui lui rapportent.

L'Ouest de la ville que l'on pourrait classer comme quartier intermédiaire au point de vue de son aspect extérieur, subit rapidement l'influence de la nouvelle édification. Des boulevards larges, mouvementés et populeux le croisent: Rivadavia, Corrientes et Santa Fe qui, de jour en jour, s'ornent de nouvelles et hautes constructions.

Si Buenos Aires ne peut s'enorgueillir de ses édifices publics, elle ne doit cependant pas s'inquiéter. Nous sommes dans le Sud de l'Amérique, et notre vie institutionnelle et libre compte exactement un siècle, ce qui, si c'est très peu en simple relation au temps parcouru, l'est encore moins relativement à la tâche réalisée. Rappelons que notre indépendance matérielle, dans le sens pratique du mot, n'a été définitive qu'à la dernière heure, et que c'est précisément cette der-



Par Carlos E. Pellegrini, Ingénieur civil.

Cathédrale.—Année 1829.

nière heure qui a vu s'empiler fébrilement les pierres et les briques dans un croissant désir d'édification.

C'est à peine si les premiers temps dotèrent les pouvoirs et les institutions publiques de maigrès bureaux pour leur fonctionnement; nous en avons comme exemples la vieille maison du Congrès National sur la place Victoria, la Douane et quelques autres. Plus tard, et peut-être prétentieusement, une maison de Gouvernement et une Poste surgirent sur la même place pour se fondre bien vite en un seul et déconcertant édifice qu'une plus grande adjonction convertit en la Casa Rosada actuelle. D'autres constructions seront faites, que le vertigineux accroissement de la capitale utilisera bientôt, comme il est arrivé pour les Facultés de Médecine et de Droit, jusqu'à ce que le bien-être économique et la prévision décident de travaux définitifs et grandioses.

Le premier rang revient au Palais du Congrès, élevé à l'intersection de la rue de Entre Rios et de l'Avenue de Mai. Son plan fut donné au concours et le projet de l'ingénieur Meano fut adopté. On a beaucoup discuté sur cette grande œuvre et il faut croire qu'aussi bien ses détracteurs que ses défenseurs se basent sur de bons arguments pour l'attaquer ou la défendre. Sa disposition intérieure a motivé de longues critiques, comme en ont suggérées ses façades. Le jugement a été porté avant l'accomplissement de l'œuvre et sans la vue complète du monument. Son revêtement que l'on est en train de terminer décidera de sa valeur absolue. Tel qu'il est, on ne peut discuter la beauté de ce palais. De style gréco-romain, ses lignes générales sont harmonieuses, son ensemble majestueux, et la coupole qui le couronne, d'une élégante et sobre composition, est dans son genre l'une des plus belles qui existent.

Curieux, bigarré, accusant son rôle par son aspect, le bâtiment des eaux courantes qui occupe la manzana formée par les rues Córdoba, Río Bamba, Viamonte et Ayacucho, est un édifice rare qui rappelle certaines constructions saxonnes. Revêtu de briques finement taillées faisant l'effet de la faïence, il est sobre et massif, sans laisser d'avoir une certaine grâce et une certaine frivolité. C'est l'une des œuvres architecturales de la ville; ses plans sont dûs à l'ingénieur Nyströmer.

Parmi les édifices modernes, il convient de rappeler le théâtre Colon. Commencé il y a vingt ans par une entreprise particulière, il appartient aujourd'hui à la Municipalité et c'est à celle-ci que l'on doit son achèvement et sa remise au service public. Ce théâtre souffrant du défaut originel d'un emplacement défectueux, répond, néanmoins, à son objet, parce qu'il a été construit en satisfaisant à toutes les exigences du genre. Sa salle est, incontestablement, l'une des plus belles du monde et c'est un spectacle surprenant lorsque sa lumière intense se déversant sur un public compact, met en évidence sa culture et sa distinction et confirme l'indiscutable suprématie de la moitié de sa race. Elle est vaste sans être excessive, juste dans sa décoration, sévère et riche. Quant à son aspect extérieur, sa ligne architecturale, ingénue, peut-être, ne pourrait être donnée comme un modèle de sa classe. Ses faces sont peu mouvementées et se ressentent d'une certaine simplicité qui ne convient pas au genre de l'édifice. Des groupes rempliront les espaces libres et couronneront la construction en lui donnant quelque peu de la grâce qui lui manque aujourd'hui. Les plans furent faits par l'ingénieur Meano et on doit reconnaître que le projet a été prévoyant.

Buenos Aires possède peu de théâtres qui méritent d'être étudiés au point de vue de leur architecture. Exceptionnellement on peut citer le Théâtre de l'Opéra, élégant et distingué colisée qui a occupé le premier rang jusqu'à l'apparition du Colon [1].

Encore en construction, le Palais de Justice est un édifice monumental qui s'élève sur la place Lavalle. Ses plans ont été établis par l'ingénieur français Maillart. Quelques modifications introduites pendant l'exécution des travaux ont amélioré en partie son ensemble, en accentuant son caractère grave et solennel; il sera, à n'en pas douter, l'un des plus beaux de la capitale.

Un ensemble d'édifices, dont la valeur ne peut entrer en ligne de compte, sinon comme un exposant de la vitalité d'un moment, constitue l'avoir édilique de notre ville. La partie principale de ce groupe est formée par les écoles dépendant du Conseil National d'Education, dont s'occupe un autre chapitre. Le *Departamento Central de Policía,* édifice d'une grandeur relative, et en outre, quartier du corps des pompiers, est petit pour sa destination. C'est, cependant, une construction harmonieuse et solide. La *Bibliothèque Nationale,* destinée à son origine à un tout autre objet, eut la faveur de revenir à la noble institution qu'elle abrite aujourd'hui. Elle dispose d'une grande salle de conférences et sa façade d'ordre romain est sévère et élégante. *L'Ecole Industrielle* sur les terrains annexés au Port, est une construction appropriée à son objet, de très simple aspect, sans laisser d'être ample et belle. Le *Pavillon Argentin,* construction bizarre qui figura à l'exposition de Paris en 1889. Le *Conseil National d'Education* occupe un vaste édifice construit sur les plans de l'ingénieur Algelt. La *Faculté de Médecine* et son annexe, la *Morgue,* de construction récente, occupent une manzana de superficie. L'*Ecole Normale de Professeurs (femmes),* maison sérieuse mais sombre. Le *Jockey Club* et le *Club du Progrès* ont de magnifiques installations faites spécialement pour le siège des centres les plus aristocratiques de la ville. Le Jockey Club est l'un des centres les mieux installés du monde et possède un superbe hippodrome dont les constructions feraient honneur aux grands hippodromes de Londres et de Paris. Les derniers pavillons élevés, œuvre de l'architecte Dujaric, sont tout simplement splendides.

Il convient de citer parmi les bonnes constructions de l'Avenue de Mai, les bâtiments de *La Prensa,* solides et élégants.

Nous ne devons pas oublier, en parlant des édifices de Buenos Aires, nos gares de chemin-de-fer. Celles du Sud et de l'Ouest, construites il y a peu de temps, ont dû être agrandies dans les derniers temps pour satisfaire aux nécessités croissantes des entreprises. Les deux sont de solides édifications, de style imprécis et très appropriées à leur objet. Encore en projet, mais sur le point d'être édifiée, la Gare Centrale de Buenos Aires sera l'une des plus belles du monde et s'élèvera sur le Paseo de Julio.

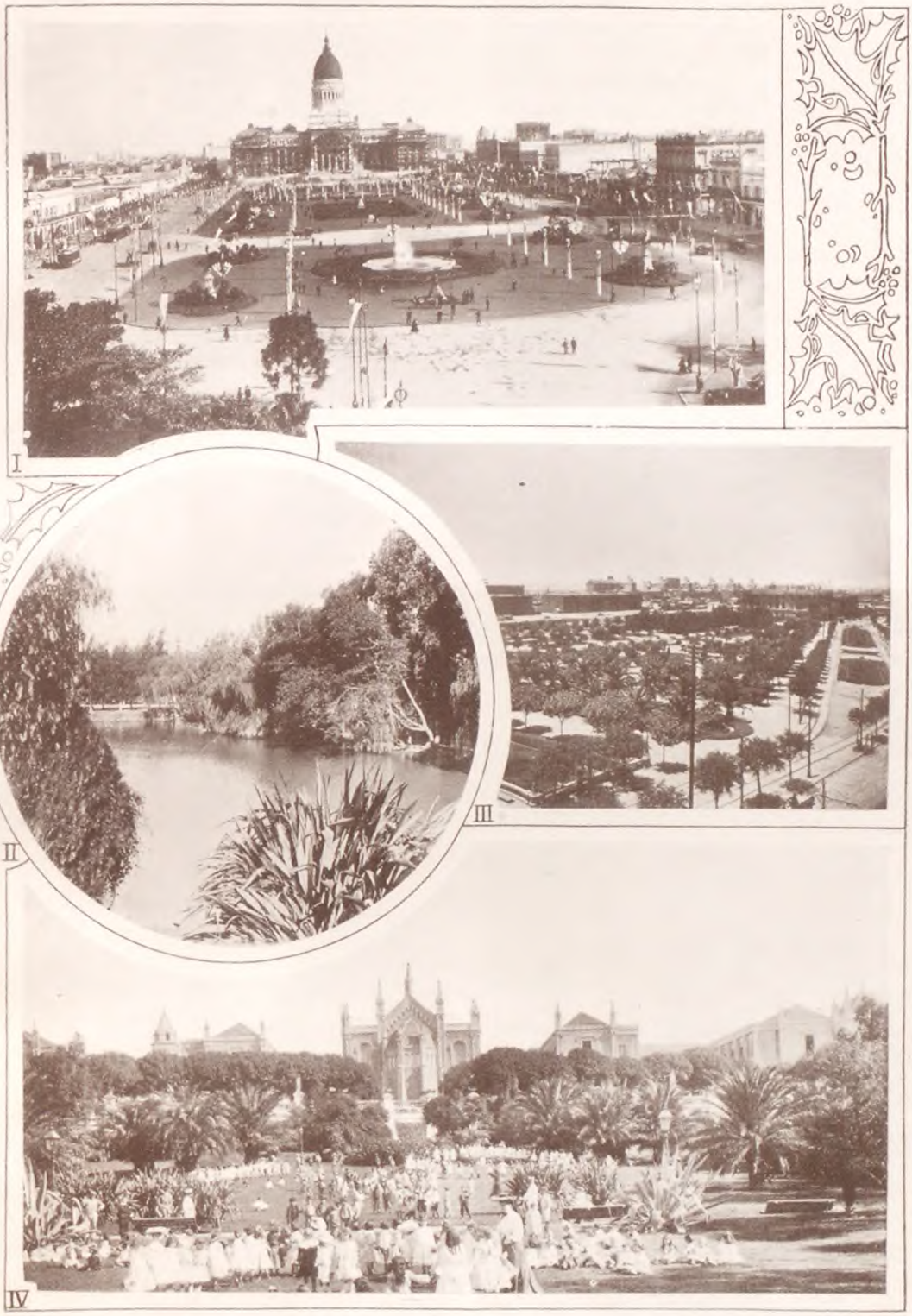
La métropole a d'autres édifices de plus ou moins d'importance qui seront étudiés dans des chapitres spéciaux de cet ouvrage, comme les hôpitaux, les théâtres, etc.

Buenos Aires — le pronostic est unanime et universel — a marqué sa figuration

(1) Dans un chapitre à part, cette publication étudie les théâtres de Buenos Aires.

RECENSEMENT MUNICIPAL DU CENTENAIRE

Places et promenades de Buenos Aires



I. Place du Congrès. — II. Parc «3 de Febrero». — III. Paseo Colón. — IV. Paseo de la Recoleta.

à venir d'une façon nette et précise. Une ville qui croît démesurément aux frais des meilleures récoltes de la terre, a son lendemain fatalement écrit. Son expansion est aussi forcée que l'accroissement de sa richesse. Ce qui a été fait, est non seulement un témoignage de vie intense, mais il est l'augure de la grandeur et de l'extraordinaire de ce qui doit arriver. Il convient alors, d'être prévoyant en assurant la modalité future de la grande ville, et de donner les grandes et définitives lignes d'édification.

Il s'impose d'établir avec toute la fixité possible, quel doit être le plan consacré de la ville. L'édification assujettie, comme elle doit l'être, au milieu dans lequel elle doit se faire et s'étendre, doit être soumise à des lois restrictives non exemptes d'une certaine tolérance, lois qui mettront à l'abri les intérêts de la commune des empiétements et des caprices privés.

Les grandes villes européennes et nord américaines, surtout celles qui par idiosyncrasie de races pourraient être atteintes dans leur sécurité et leur esthétique, ont leurs réglementations précises et péremptoires. Quelques unes d'entre elles, Berlin, par exemple, les possèdent sous une forme telle que l'initiative particulière se convertit en chose publique en ce qui touche à l'édification. C'est pour cela que la partie nouvelle de cette ville, et c'est presque sa totalité, présente un caractère d'uniforme harmonie qui, en causant l'admiration du voyageur, fait penser à ce perfectionnement des institutions auquel arrivent seulement les peuples par l'immuable stabilité de leurs lois et leur strict accomplissement.

Il faut fixer, avec la hâte qu'impose la rapide valorisation de la terre, ce que doit être Buenos Aires dans l'avenir, en tenant bien compte que les grandes expansions urbaines doivent être une conséquence obligée et seulement terminales du grand entassement des habitants. L'expansion hâtive, (comme l'est la nôtre) est préjudiciable, chère et antiesthétique. Il faut se rappeler que les services municipaux — grands consommateurs de toute revenu — doivent arriver sous toutes leurs formes jusqu'aux plus lointaines limites de la partie peuplée, où elle l'est faiblement. Il convient alors, en violentant peut-être le sentiment populaire de pousser à l'expansion centrale de la ville, la rehaussant autant qu'il est possible et lui donnant de la lumière et de l'air, c'est-à-dire des avenues et des parcs, que cet accroissement lui impose.

Il paraîtra attentatoire à la liberté d'établir des règles fixes concernant la hauteur maxima et minima des édifices privés, mais, quoique le paraissant, elles devraient déjà exister pour une zone déterminée de la ville. Si quelques obstacles s'opposèrent pour les fixer dans l'Avenue de Mai, ils furent surmontés et les bienfaisants effets de ce triomphe sont visibles. Pourquoi ne pas les étendre au noyau central, à ce qui sera toujours l'attrait de la grande ville, au centre de la richesse, de l'aristocratie et du commerce? Pourquoi ne pas étendre, répétons nous, une disposition qui, en corrigeant les insuffisances et en condamnant les défauts, assurerait l'avenir de la voie publique?

Il est indiscutable que dans une relative uniformité réside le secret manifeste de la pureté architecturale. Et si, de tout temps, on s'est consacré à la suprématie forcée des styles, qui sont l'unification des formes harmoniques comme la synthèse de la beauté définitive, il n'est pas possible de nier que dans un ensemble, dans un quartier, dans une ville entière, une discrète concordance de lignes et de proportions est le désidératum auquel on doit tendre par tous les moyens.

Il n'est pas possible de remettre à un peuple à peine formé, la libre interprétation de sérieux problèmes d'art édilique. Les guides sont nécessaires et pour cela il convient de donner aux experts par tempérament et par savoir la place que la valeur de leurs opinions leur assigne. Il leur revient de projeter des législations basées sur les vieilles pratiques européennes, d'adapter ce qui est adaptable des coutumes étrangères, de modifier, comme il faut, en égard au milieu ambiant, de diriger dans la meilleure voie le goût public, en anticipant, si c'est possible, et en se servant de notre prodigieuse faculté d'assimilation, ce que seulement le temps perfectionne et consolide.

Par ces règlements, nous pourrons arriver à inculquer dans l'âme de la population la nécessité de sacrifier l'indigence ou l'extravagance d'une façade à l'harmonie générale de la rue, de l'avenue ou de la promenade. L'autorité ne doit pas seulement intervenir dans la sauvegarde des intérêts matériels de la ville, mais elle doit, en faisant cause commune d'intérêts, veiller à l'embellissement, ce qui revient à embellir l'esprit de ses habitants et à cimenter dans le caractère le noble culte de la ligne. C'est ainsi que l'ont compris les peuples classiques de l'antiquité qui, en imposant comme lois les préceptes de leur art, léguèrent à la postérité la plus géniale et la plus durable des inventions de l'esprit humain ; le style.

LE JARDIN ZOOLOGIQUE MUNICIPAL

PAR

CLEMENTE ONELLI

Jardin Zoologique de Buenos-Ayres



1. Cage aux perroquets. — 2. Ile pour les nids des palmipèdes. — 3. Gare des petits chemins de fer, lamas et chameaux sellés. — 4. Habitation des zébus. — 5. Cages aux singes américains.

LE JARDIN ZOOLOGIQUE MUNICIPAL

La population de Buenos Aires, pour ses promenades à pied, a une prédilection marquée pour le Jardin Zoologique Municipal, car le nombre de ses visiteurs pendant l'année, approche de très près celui de sa population entière. Il n'en a pas toujours été ainsi: l'instructif passe-temps d'un Jardin Zoologique a été prisé peu à peu, et chaque année, pendant les cinq dernières, le nombre des visiteurs a été en augmentant.

Lorsque les autorités publiques notèrent qu'un établissement de cette classe considéré comme promenade publique et, par suite, charge obligatoire et nécessaire pour la commune, il n'était pas tel sinon qu'il produisait les revenus suffisants pour se soutenir presque seul, elles tâchèrent par tous les moyens de faire progresser cet établissement, de façon que la population puisse toujours y trouver de nouveaux motifs de distraction et de nouvelles promenades instructives.

Les vingt six mille personnes qui, en un seul dimanche et pendant les quatre heures de l'après-midi, envahissent ses chemins et ses pelouses, gens du peuple pour la plupart, sont tout un petit monde de bonnes mœurs qui se divertit innocemment, conduit par les chefs de famille qui se dédient à celle-ci pendant ce jour, ne fréquentant ni les établissements de jeu, ni les cabarets. Elles forment le grand noyau de la population démocratique de la Capitale, qui peut se mouvoir, qui cherche à se divertir et qui, sur un bon gain dépense l'insignifiante somme de dix centavos pour passer l'après-midi des jours de fête, dans une ville où manquent pendant les heures diurnes les passe-temps à bon marché.

Le chiffre de 1 300 000 visiteurs que cet établissement reçoit pendant l'année démontre qu'il remplit complètement le but primordial de son existence, lequel consiste dans le complément agréable et pratique des lois nationales, relatives à l'instruction publique. La Commune pour donner plus d'efficacité à ce programme de culture générale, est arrivée, sans toucher à ses fonds, à distribuer gratuitement une édition annuelle de 120 000 exemplaires d'un petit guide illustré, vulgarisateur des connaissances que l'on peut acquérir dans un Jardin Zoologique et qui accomplit tellement bien le programme qui lui a été fixé, que les écoles des provinces ont adopté le petit livre comme texte de lecture. Les guides semblables des autres établissements sont plutôt des catalogues, ils se vendent et, par suite, ne sont pas des éditions véritablement populaires comme la nôtre.

Pendant les cinq dernières années, la direction de cet établissement voulut lui ajouter un autre objet, parce que'elle croyait que, en outre d'être une promenade instructive, il devait aussi poursuivre un autre idéal de science plus éle-

vée, en utilisant l'abondant matériel qui, vivant ou mort, sain ou malade, pouvait être de quelque utilité aux divers branches de la science qui se rattache à la zoologie. Une pléiade de chercheurs, parmi lesquels des savants de renommée mondiale bien assise, véritablement intéressés par tout ce matériel que l'on mettait à leur disposition, sont entrés en plein dans la tâche et leurs observations et leur études paraissent dans les revues scientifiques du pays et de l'étranger; et pour que l'offre fût plus libérale et plus d'accord avec les engagements et les sympathies de chacun, la direction de l'établissement avec condescendance à la supériorité, n'a jamais exigé que les observations faites avec le matériel du parc zoologique municipal soient publiées dans sa revue périodique: ainsi le Jardin Zoologique de Buenos Aires fait sentir son existence utile et d'études élevées dans n'importe quelle publication du monde où s'éditent leurs résultats.

Nous croyons qu'aucun spectacle plus intéressant pour la science ne s'est vu dans un Jardin Zoologique que celui du 30 Mars 1909, le lendemain de la mort de l'éléphant de l'Inde. L'ample édifice des pachydermes, converti à cette occasion en un vaste amphithéâtre, réunissait comme en un congrès scientifique plus de deux cents hommes de science: médecins, bactériologues, vétérinaires et étudiants, réunis en groupes autour des maîtres qui operaient, disséquaient et dissertaient sur les spécialités de chacun. Ce grand corps mort admettait autour de lui, réunis joyeusement, six groupes différents de commissions scientifiques, desquelles chacun recherchait sa pièce anatomique ou pathologique, pour les études de son choix.

Avec une aussi ample liberté d'études, secondée et facilitée de toutes manières par la direction du parc, on a obtenu, en outre, un profit immédiat et direct, avec des études continues de coprologie et d'observation méticuleuse de la capacité digestive de chaque animal, obtenant comme résultat intéressant, que le pourcentage de la mortalité si élevé jusqu'en 1904, car alors il arrivait à 20 %, tombât en 1909, à 6 %, chiffre inférieur à celui de tous les établissements similaires du monde. Ces études que l'on a commencé à mettre en pratique dans l'immense rayon de l'élevage de la République, apportent des bienfaits positifs, car on peut dire que le remède efficace contre les maladies appelées "enteque" chez les bêtes à cornes et " ver " chez les moutons, a été cherché et déduit des études commencées dans le Jardin Zoologique Municipal de Buenos Aires.

Cette institution poursuit, en outre, d'autres essais et des études zootechniques qui n'ont pas encore pu être réalisés faute de temps.

Mais, ces hautes fins que recherche et que désire l'établissement sont, pour ainsi dire ésotériques, car le but visible et les fins primordiales pour lesquelles il a été fondé, sont celles qui sont le mieux connues de tous, fins que la commune cherche à développer par tous les moyens pour suivre les prescriptions de sa fondation.

Récapitulons d'une manière sommaire l'origine et les progrès de l'établissement.

Le Jardin Zoologique fut fondé en 1874 par Sarmiento: il ne lui fut pas attribué au début l'importance et la signification que voulait lui donner cet homme d'état. Pendant de nombreuses années, à peine une douzaine d'animaux indigènes, donnés par le fondateur, furent les hôtes de l'immense Parc 3 de Febrero. Longtemps après, en 1888, on commença à comprendre que ce n'était pas là le Jardin Zoologique imaginé par Sarmiento: ce fut lorsque le Parc de Palermo,

comme promenade publique, fut remis à la Municipalité de la Capitale et que le Jardin Zoologique, presque à l'état de projet, passa à la juridiction communale. Ce fut alors que l'on délimita ses confins, que sa superficie fut entourée de deux mille mètres linéaires de grillage, que son sol à peu près vierge fut remué, que furent creusées des excavations lacustres, que furent tracées magistralement ses avenues et ses bosquets et élevés ses édifices, lesquels, par le luxe, l'élégance et l'originalité de leur architecture, adaptée, autant que possible, au pays d'origine des animaux qu'ils devaient abriter, font la note originale et digne de la métropole qui subvient à leurs frais.

Si le grand parc zoologique de New-York, pas encore terminé, est, indubitablement, le plus grandiose et le mieux conçu de tous les jardins zoologiques du monde, où dans les deux cents hectares de sa superficie il y a des bois, des sources et des palais, et où les salons pour le public rappellent la somptueuse édification des villas des cardinaux aux XVII^me^. et XVIII^me^. siècles, le Jardin Zoologique de Buenos Aires n'est pas le second si on le compare avec ceux de l'Europe, ayant, en outre, un type propre, des lignes de parc que les paysagistes appellent style grandiose, conciliés avec des jardins, des fonds d'autres styles harmonieusement distribués, de sorte que, aussi bien la personne peu cultivée que l'intellectuel, trouvent la satisfaction et le repos dans le milieu, ce qui est si nécessaire à l'esprit d'une population aussi laborieuse et aussi ardente au travail que l'est celle de Buenos Aires.

Dans les dix huit hectares de l'établissement, se sont distribuées les habitations des animaux, de sorte qu'elles ne forment pas un groupe comme dans la plupart de ceux d'Europe, mais le bord des sentiers, les rives des lacs, le fond de la verte prairie demandent comme logique complément l'élégant chalet, l'édifice exotique, la très pure ligne classique, à moitié cachée dans le feuillage qui s'élève résolument et commence déjà à donner la note au parc fait et à supprimer ce que celui-ci laisse d'improvisé et ce qu'ont de trop moderne presque tous les ouvrages américains.

Mais ce critérium que les autorités municipales ont observé strictement, pour ne pas rompre la ligne et l'esthétique, ont réduit notablement l'espace, de sorte que l'on peut dire que le Jardin Zoologique est déjà complet et qu'il faut lutter avec le manque de place pour pouvoir élever un plus grand nombre de constructions et augmenter la collection.

Nous avons dit que jusqu'en 1888, le Jardin Zoologique était plutôt une réunion hétéroclite de quelques insignifiants animaux de la faune argentine: l'Intendant d'alors, monsieur Francisco Seeber, à son retour d'Europe pour occuper son poste, amena une importante collection d'animaux exotiques, pour lesquels il n'y avait pas d'habitations prêtes et qui durent rester enfermés pendant des années dans les cages de voyage. Ce fut un moment de grande curiosité dans la population de Buenos Aires désireuse de voir les animaux récemment arrivés, curiosité qui diminua peu à peu, parce que la promenade ne s'y prêtait pas. M. l'Intendant Adolfo Bullrich, une décade plus tard, fit élever les principaux édifices et l'Intendant qui lui succéda, M. Alberto Casares, en édifia d'autres et se préoccupa surtout de l'arrangement de ses avenues et de ses chemins, afin que le public puisse y pénétrer et y séjourner commodément. De 1906 jusqu'à aujourd'hui, pendant la période administrative de MM. les Intendants, Carlos Ro-

setti, Carlos T. de Alvear, et Manuel Güiraldes, le travail pour faire progresser l'établissement fut intense et continu: il arriva ainsi que les 146 783 visiteurs de l'année 1902 et les 524 081 de l'année 1907, arrivèrent à 1 135 730; en 1908, ils furent 1 220 390 et pendant cette année du recensement, 1 276 051.

Mais, pour pouvoir maintenir un chiffre aussi élevé, unique au monde, car dans tous les jardins zoologiques du genre, ces établissements sont rarement visités pendant l'année par un chiffre de personnes égal au tiers de la population, il a été nécessaire d'avoir constamment la coopération de la commune, laquelle a acquis tous les ans de nouvelles collections d'animaux très rares, ajoutant des diversions hygiéniques pour les enfants et stimulant de toutes les manières la curiosité, afin qu'une aussi bonne prédisposition de la population à passer honnêtement ses jours de fête ne soit pas abandonnée.

C'est pour cela que pendant les deux dernières années, M. l'Intendant Güiráldes dut acquérir des hippopotames, des rhinocéros, des éléphants africains, des anthropomorphes et autres animaux de grand prix. Il se préoccupa, en outre, de doter le jardin de traction agréable pour le monde des enfants, permettant l'exploitation de chemins-de-fer lilliputiens et d'améliorer autant que possible l'hygiène de l'établissement, lequel est considéré par tous ceux qui le visitent comme un exemple de l'effort, pondérable il est certain, qui s'y fait pour maintenir la propreté et l'hygiène dans un parage où n'arrivent ni les services sanitaires ni les eaux courantes: des puits aseptiques de toutes parts et des planchers imperméables pourvoient au premier, et les eaux semi-surgentes sont tellemente abondantes qu'elles permettent la chute de bruissantes et joyeuses cascades.

Le moment est arrivé d'embellir le Jardin Zoologique Municipal avec des œuvres d'art harmonieusement situées là où le paysage le permet, sans heurter la ligne hétérogène des architectures exotiques. Pendant cette année 1909, l'Intendant Municipal a fait placer au milieu de hauts cyprès la " Cigale " de Charpentier, dont la nudité, si elle peut paraître audacieuse dans une rue de la ville, avec le pauvre et désopilant fond d'un vieux mur, a maintenant acquis, pous tous, sans distinction, la placide ligne du très pur nu classique, au milieu des massifs verts d'une végétation exubérante. Il a fait construire une copie exacte du temple de Vesta à Rome, destinée à une " nursery ", tant réclamée par les dames; ce sera pendant longtemps l'unique édifice de pur style corynthien qui existe dans la Capitale. Dans cet édifice, comme digne appartement d'un don de la ville de Rome, on placera la louve en bronze qui allaite Romulus et Remus, bronze de facture archaïque et emblème de cette ville.

Dans les derniers jours de l'année, on a placé en face de l'entrée de l'Avenue Alvear, une fontaine antique de l'époque de la Renaissance, en marbre rouge de Vérone et bronzes, acquise à Venise par le Directeur du Musée National des Beaux Arts. Des collections d'antiquités apportées par M. Schiaffino, il a été cédé au Jardin Zoologique des restes d'un portique et des balcons d'architecture byzantine en pierre calcaire de Trieste, acquis *in situ* et transportées à Buenos Aires: ce sont peut-être les seules antiquités artistiques authentiques qui se dressent dans une promenade publique de la Capitale.

Les progrès de cette promenade municipale à entrée payante, peuvent se voir par les chiffres suivants: pendant l'année 1902, le Jardin Zoologique produisit la somme de $ 16 351,60; en 1908, il produisit $ 151 474,20 et en 1909 il a été perçu

un total de $ 166 209,63 et tout cela par la volonté spontanée de la population qui le fréquente et qui, avec sa petite obole subvient au maintien de son jardin et à ses améliorations.

Tableau démonstratif des entrées au Jardin Zoologique, pendant les neuf dernières années (1901-1909)

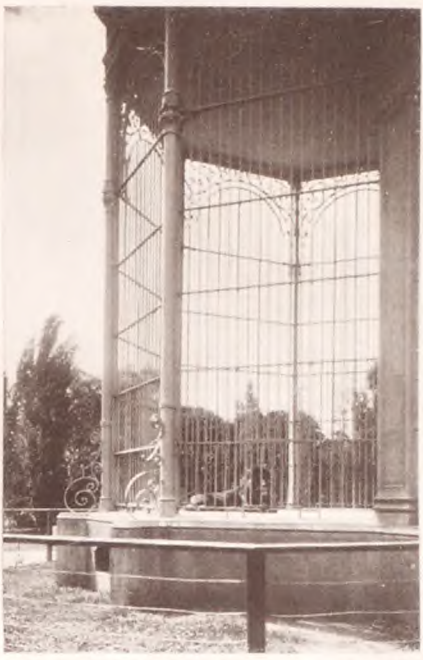
MOIS	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
Janvier.....	15 515	15 191	11 373	35 074	40 351	75 469	84 875	85 368	108 541
Février.....	12 254	9 032	9 570	28 390	29 616	74 644	63 622	82 279	73 714
Mars.....	16 375	18 333	13 021	31 739	37 971	108 251	104 765	80 374	101 716
Avril.....	16 874	13 152	9 806	35 073	55 673	119 170	82 887	89 118	95 949
Mai.....	12 074	7 881	20 372	41 231	32 231	72 767	82 176	95 894	77 616
Juin.....	15 880	12 735	17 492	46 678	28 436	51 086	63 519	80 433	76 088
Juillet.....	11 990	7 227	18 602	37 567	43 583	76 741	82 197	81 535	55 397
Août.....	11 841	20 001	33 798	45 329	59 473	99 557	78 667	96 852	126 738
Septembre....	12 657	9 726	28 382	46 600	43 243	86 169	90 117	107 102	119 524
Octobre.....	11 420	10 139	21 368	35 206	44 602	75 552	104 001	81 733	128 831
Novembre.....	15 232	11 830	32 013	33 375	56 389	77 537	88 910	111 202	83 930
Décembre.....	12 937	11 536	22 963	28 613	52 413	105 671	108 154	98 883	89 494
Total...	165 049	146 783	248 760	445 875	524 081	1 022 614	1 033 890	1 090 772	1 137 538
Ent. gratuites.	.....	.....	.....	37 440	42 997	73 289	101 840	129 618	139 467
Total...	165 049	146 783	248 760	483 315	567 078	1 095 903	1 135 730	1 220 390	1 276 051

LA CRIMINALITÉ À BUENOS AIRES

PAR

ROBERTO LEVILLIER

Jardin Zoologique de Buenos-Ayres



I



III



IV



II



V



1. Coin de la cage aux lions.
2. Salle d'allaitement des enfants.
3. Habitation des chameaux et rhinocéros.
4. Habitation des singes du vieux continent.
5. Habitation des ours.

LA CRIMINALITÉ À BUENOS AIRES

L'étude de la criminalité à Buenos Aires est complexe et embrouillée, ce qui est dû à la population hétérogène de la ville et aux multiples problèmes qui assaillent les centres en formation.

Toute recherche des causes qui la produisent et des effets qu'elle entraîne est nécessairement compliquée, quoique le phénomène a beau être explicable dans une capitale aussi essentiellement cosmopolite.

Les problèmes d'immigration, de races, d'économie politique, de droit, d'éducation, se trouvent reliés et ils agissent tous avec des forces d'action et de réaction réciproques, produisant de vastes entrelacements de causes et d'effets nouveaux.

Au milieu de ce labyrinthe il est nécessaire de diviser et de subdiviser pour arriver aux sources essentielles et pénétrer en plein dans la question qu'il s'agit d'élucider.

Guidé par ce principe, je ne me suis pas limité à étudier la criminalité mais j'ai recherché les causes qui la produisent et les conséquences qu'elle entraîne.

Je ne crois pas avoir épuisé la question, mais en avoir indiqué les principales parties dans leur zone d'action, et avoir expliqué en même temps pourquoi subsistent les efforts tentés pour les faire disparaître, et les projets qui ont été créés et dont on a eu l'idée pour les détruire, ou, tout au moins, pour les atténuer peu à peu.

J'ai prêté une attention particulière à la *criminalité chez les mineurs,* car on considère que ceux-ci constituent à Buenos Aires l'élément le plus important dans le présent et dans l'avenir, pour la formation de la masse criminelle.

C'est un phénomène local, dont on doit rechercher et signaler l'étiologie avec une insistance spéciale, car il présente de graves périls, au fur et à mesure que le mal s'accroît. C'est, néanmoins, le problème le plus facile à solutionner, car on peut en atteindre les causes, lesquelles sont susceptibles de disparaître; il est seulement nécessaire que les pouvoirs publics puissent les déraciner, elles ne sont pas durables et dues à l'hérédité ou au milieu social, comme dans certains pays d'Europe, mais elles sont transitoires et occasionnées par des négligences administratives ou des imprévoyances auxquelles on peut remédier.

Je commencerai donc cette étude par l'analyse des conditions des mineurs dans la vie sociale à Buenos Aires; dans leur vie privée, dans leur milieu du foyer et de la rue; dans la prison, lorsqu'ils ont commis un délit, et je passerai brièvement en revue les causes positives et négatives qui les maintiennent dans le même état,

ainsi que les efforts réalisés pour pallier aux inconvénients de la législation et de la récidive, et pour établir à Buenos Aires des institutions pénales qui soient d'accord avec les principes scientifiques modernes. Je terminerai ce chapitre par une description de la Colonie de Mineurs de Marcos Paz utilisée comme établissement de prévention sociale et d'éducation rurale.

Je continuerai par la *criminalité chez les adultes*, et j'en analyserai les causes ainsi que l'influence des étrangers, de l'alcool et des conditions sociales sur la statistique criminelle, et je décrirai le Pénitencier National dans lequel ces délinquants sont enfermés.

Je donnerai une brève explication du traitement des *délinquants aliénés* et je terminerai par l'étude de la *criminalité féminine*, en signalant en même temps ses causes et les occupations qui poussent au délit, et enfin, je ferai une description de la Prison des Femmes et Maison Correctionnelle des Mineurs.

LA CRIMINALITE CHEZ LES MINEURS

L'étranger qui visite notre ville est habituellement surpris de trouver de toutes parts dans les rues, des enfants déguenillés et tapageurs, dont beaucoup n'ont pas plus de six ou sept ans.

Ils vendent des journaux, cirent les souliers, portent des messages, etc., et ces métiers pénibles et dangereux pour la santé morale et physique existent seulement parce qu'ils les exercent en gagnant de faibles journées.

La conséquence n'est pas difficile à prévoir et les faits la confirment surabondamment.

L'enfant n'a pas reçu dans son milieu ambiant, la moindre éducation, et la vie pratique de la rue forme sa mentalité, sa moralité et son caractère. Il s'élève alors, indépendant, indiscipliné, comptant sur ses propres forces et sur son audace pour lutter avec ses compagnons et ses patrons. Il n'existe pour lui, ni justice, ni réflexion, ni équité; le plus fort triomphe, il a raison, c'est le modèle à imiter.

Un certain jour dans cette compagnie continuelle avec les pires éléments sociaux, il commet un délit; il lance une pierre à quelque vendeur ambulant, il subtilise le change à quelque client, il escamote quelque objet dans un magasin, il blesse quelque camarade... le premier pas est fait; on l'emmène au commissariat et de là à la Section de Police, où il reste en contact avec les délinquants adultes, tandis que l'enquête se fait.

Il passe ensuite à la Prison Nationale en qualité d'inculpé.

Là les adultes et les mineurs habitent différents pavillons, mais les mineurs ne sont pas séparés entre eux, et les récemment arrivés, les novices dans la carrière du délit, se trouvent en contact journalier avec les récidivistes versés dans les détails de la vie criminelle, avec ceux qui, loin de dissimuler leurs délits, les détaillent et les présentent avec orgueil.

Néanmoins, ils trouvent à la Prison Nationale un meilleur traitement que dans la vie journalière, et un régime qui, s'il n'arrive pas à les régénérer, peut, des fois, les pousser vers l'adaptation à la vie sociale.

Le Pénitentier National de Buenos-Ayres



1. Une cellule. — 2. Maison du Directeur.
3. Antonio Ballvé, ex-directeur et auteur des principales réformes apportées au Pénitentier. — 4. Infirmerie.
5. Atelier de Fonderie. — 6. Infirmerie. — 7. Salle d'opérations. — 8. Couloir des cellules.

Ce régime est celui du travail et de l'instruction.

Ils sont placés, selon leurs capacités, dans un atelier de l'établissement, et sur ces capacités, le Bureau d'Informations Médico-Légales, dont nous parlerons plus loin, donne des informations.

Le régime d'une prison, pour qu'il puisse donner dans la pratique des résultats positifs, est subordonné à la construction de cette prison. Il n'est pas possible d'établir un régime satisfaisant dans une prison commune, et c'est le cas de la Prison Nationale. L'Etablissement est déjà vieux et les prisonniers se trouvent en communication constante les uns avec les autres, à cause du manque de constructions cellulaires. Néanmoins, celles-ci sont projetées, et dès qu'elles seront terminées, on pourra établir avec des bienfaits positifs le régime Auburn mixte, dans lequel les prisonniers travaillent et reçoivent l'enseignement en commun, mais mangent et dorment dans leurs cellules. Ce système est indiqué par la science moderne comme le plus parfait, mais il requiert pour son application un établissement approprié.

Le directeur de la Prison Nationale, M. José Luis Duffy, a été l'organisateur et le créateur des réformes scientifiques qui y ont été implantées peu à peu. Le travail a été imposé aux condamnés et aux accusés, comme moyen de régénération; les ateliers sont nombreux, quoique insuffisants, et les mineurs aussi bien que les adultes, peuvent apprendre un métier qui leur permettra plus tard de s'adapter à la société et de mener une autre vie que celle de la rue et du délit. Le Patronage aide à l'œuvre, en prenant soin de ce que gagnent les délinquants ou les accusés dans la prison, et en leur cherchant des places à leur sortie. Ils sont nombreux les mineurs qui sont ainsi sauvés de la vie criminelle. Mais il est infiniment supérieur le nombre de ceux qui retombent dans leur vie primitive, et qui retournent à la prison comme récidivistes et professionnels définitifs du délit.

Les causes en sont connues, mais il n'a pas été possible de les faire disparaître.

La principale d'entre elles est constituée par le fait que les pères de famille, dans les classes pauvres, qu'ils soient argentins ou étrangers, négligent l'éducation de leurs enfants. Chacun suit sa voie propre, le père s'en va à son travail, la mère prend soin des petits, les autres enfants, dès qu'ils ont sept ans, vivent dans la rue, et on exige qu'ils travaillent de quelque façon pour apporter de l'argent à la maison. Ils sont moralement abandonnés, et beaucoup s'enfuient de la maison pour vivre pour leur propre compte avec des compagnons dans les mêmes conditions. D'autres sont portés au délit par leurs tendances ataviques ou par leurs parents, ou se trouvent dans un milieu de perversité, de vice et de dégénérescense qui les entraine fatalement dans la même voie, ou manquent de parents ou de gardiens. La charité publique fait quelque chose pour eux, elle se manifeste en ce que la mère reçoit de l'argent et les enfants des vêtements et des tentatives d'éducation. Mais cette charité s'applique inégalement et dans une proportion insignifiante relativement à la population de la Capitale.

Le mineur retombe dans ces milieux après avoir subi sa peine, ou après avoir été absout. Quels peuvent être les motifs pour espérer sa régénération?

Le régime de la Prison lui a fait apprendre un métier, mais s'il fréquente son milieu primitif, il finira par retomber; c'est inévitable, c'est le résultat des premiers exemples et la destruction de toute moralité inconsciente avec laquelle il a pu naître, ainsi que des principes d'éducation acquis à la Prison.

Le directeur de la Prison Nationale actuelle (auparavant Asile de Réformes de Mineurs et Prison d'Inculpés), proposa pour éviter la rechute du mineur dans le même milieu, de retirer la puissance paternelle aux parents lorsqu'ils sont indignes ou incapables, et de remettre les mineurs à la Colonie de Réforme de Marcos Paz, jusqu'à dix huit ans dans ce cas, ainsi que lorsqu'ils se trouvent moralement ou matériellement abandonnés.

Les mesures proposées étaient véritablement opportunes et appropriées; ainsi le comprit le pouvoir exécutif.

Le docteur Joaquín V. González était ministre de la justice à cette époque. On rencontrera ce nom dans toutes les initiatives que tendent à introduire dans la société les progrès de la civilisation et les principes scientifiques adoptés dans les pays de plus grande expérience; il avait appuyé précédemment M. Ballvé dans l'organisation scientifique du Pénitencier National; il créa le Patronage Officiel des délinquants dans les établissements pénitenciers, et il établit dans la Prison des Inculpés le premier Bureau d'Informations Médico-Légales.

Il appuya aussi, ensuite, la réforme projetée, et signa, en Août 1905, un décret dans ce sens, décret que je reproduis in extenso, à cause de ses considérants et des théories progressistes qu'il renferme:

Buenos Aires, 31 Août 1905.

Vu la note qui précède de la Direction de l'Asile de Réforme de mineurs de la Capitale, dans laquelle on indique les inconvénients et les dangers qui résultent de la pratique de mettre en liberté le jour où ils ont fini leur peine, les mineurs délinquants, moralement ou matériellement abandonnés, et qui propose l'adoption de diverses mesures pour inciter l'action du ministère pupillaire, dans le sens de la protection qu'accorde à de tels mineurs l'article 343 du Code Civil, faisant dépendre de cette voie préalable et de la résolution judiciaire qui est édictée en conséquence, la situation légale et le licenciement des prisonniers qui seront remis en attendant à la Colonie de Mineurs de Marcos Paz, d'accord avec l'article 2, paragraphe 6 de son règlement, et,

Considérant:

Que les mesures indiquées répondent à un double but: rendre effectives les lois protectrices de l'enfance abandonnée et coupable, en la soustrayant aux exemples pernicieux d'un milieu propice au délit et à la récidive; et de compléter l'action des établissements destinés à sa réforme et à sa préservation morale, de manière qu'elle puisse s'exercer et se développer intégralement tant que subsiste la cause légale qui la motive, pendant la période de la condamnation, d'abord, et ensuite, si, par l'indignité, l'abandon ou l'état précaire des parents ou des gardiens, il se produit le cas d'accomplir, relative-



1. LAVABOS. — 2 HÔPITAL — 3. ATELIER DES TAILLEURS. — 4. ATELIER DE SELLERIE. — 5. CUISINES MÉCANIQUES. 6. VUE EXTÉRIEURE. — 7. IMPRIMERIE. — 8 ATELIER DE PHOTOGRAVURE.

ment au mineur, les obligations que, pour sa protection, son éducation et son instruction professionnelle, impose l'article huit de la loi d'Organisation des Tribunaux de la Capitale, du 12 Novembre 1886.

Que les directeurs de l'Asile de Réforme et Colonie de Marcos Paz, ont la faculté, par les investigations qui doivent être faites sur les antécédents personnels et de la famille de chacun des mineurs confiés à leurs soins, de porter à la connaissance des défenseurs de mineurs tous les faits qui dépendent de leur ministère, et par l'intermédiaire des assesseurs, des jugements sur la perte de la puissance paternelle.

Par les considérations exposées, et celles concordantes de la note indiquée,

Le Président de la République

DECRETE :

Article 1. — Les mineurs absous ou qui accomplissent leur condamnation dans l'Asile de Réforme et Colonie de Marcos Paz, seront remis à leurs parents ou gardiens respectifs, chaque fois que l'incapacité ou l'indignité de ceux-ci ne sera pas prouvée par les recherches que font les directeurs respectifs avec leurs propres éléments d'information, ou par l'intermédiaire des autorités compétentes.

Art. 2. — S'il est prouvé que le mineur est moralement ou matériellement abandonné, il sera retenu à la Colonie de Marcos Paz ou lui sera remis, après la condamnation, à la disposition du défenseur de mineurs respectif, auquel on donnera connaissance du fait en lui adressant une copie authentique de tous les antécédents, aux effets des articles 129 et 137 de la loi numéro 1893 du 12 Novembre 1886.

Art. 3. — Les mineurs compris dans l'article précédent seront retenus malgré la réclamation des parents ou des gardiens, jusqu'au prononcé de la sentence du juge.

Art. 4. — A communiquer, publier et donner au régistre national.

QUINTANA.
J. V. González.

La théorie soutenue dans ce document est déjà une loi existante dans divers pays d'Europe, dans lesquels elle a donné d'excellents résultats. Entre autres, nous citerons la loi française du 24 Juillet 1889 sur la protection des mineurs maltraités ou moralement abandonnés, dont la synthèse consiste en :

" Protéger les mineurs contre les parents indignes, en retirant à ces derniers la puissance paternelle, procurer aux administrations publiques, aux associations de bienfaisance et aux personnes charitables le moyen légal de pourvoir avec efficacité et droit à l'éducation des mineurs qu'elles recueillent ; réglementer la dévolution à l'assistance publique de la puissance paternelle retirée aux parents ou pour les enfants abandonnés ".

La loi prussienne du 2 Juillet 1900 est aussi basée sur la théorie qui applique le droit incontestable de l'Etat de se substituer aux parents, lorsqu'il est démon-

tré que ceux-ci sont indignes ou incapables; et à cet effet il est statué comme causes signalées dans le texte de la loi:

"Que le mineur peut être placé par l'Etat dans une famille honorable ou dans un établissement d'éducation: si le père abuse du droit de prendre soin de la personne du mineur; s'il ne prend pas soin du mineur; si sa conduite envers le mineur est coupable ou immorale; s'il abuse du droit de correction; s'il exploite le mineur; s'il l'incite à la mendicité ou au délit; s'il l'empêche d'assister à l'école; si le mineur a commis un acte délictueux pour lequel il ne peut être poursuivi à cause de son âge; si, en outre des cas précédents, l'autorité paternelle ou tutélaire, ainsi que les moyens de correction dont dispose l'école, sont reconnus insuffisants pour préserver l'enfant de la perversion morale complète".

Le décret promulgué par le Pouvoir Exécutif était donc d'accord avec les principes les plus modernes de la science pénale, et s'accordait en tout à notre milieu, mais il était, néanmoins, destiné à un échec.

Il resta en vigueur pendant un an, jusqu'à ce que, au mois d'Août 1906, la Chambre des Appels édictât une résolution déclarant que le décret mentionné n'était pas autorisé par une loi, et que l'article 363 du Code de Procédure établissait que, en dehors du cas de peine imposée par une sentence, la liberté des personnes pouvait seulement être atteinte par détention ou prison préventive.

En vue de cette résolution, le Pouvoir Exécutif édicta un autre décret établissant que les recherches de l'incapacité ou de l'immoralité des parents devaient se faire avant le jour fixé pour la mise en liberté du mineur, et que, quand, pour une cause quelconque, la résolution du juge au civil ne serait pas dictée avant ce jour, le mineur serait remis à ses parents, sans préjudice de la continuation de la procédure indiquée dans le précédent décret pour amener au jugement sur la perte de la puissance paternelle.

Mais la résolution édictée par la Chambre des Appels fut fatale à la disposition projetée. Son application n'eut pas de succès près des défenseurs et des assesseurs de mineurs et elle n'en aura pas jusqu'à ce que les pouvoirs publics ne la convertissent en loi nationale. De cette mesure on peut attendre de bons résultats, et il faut désirer qu'elle deviendra effective. Il est absolument nécessaire de retirer le mineur du mauvais milieu auquel il est soumis et cela a d'autant plus d'importance si l'on songe que si cette réforme est réalisée le mineur sera envoyé à la Colonie de Mineurs de Marcos Paz, dont le régime est digne d'admiration, car son influence sur l'âme et le physique de l'enfant est véritablement bienfaisante.

Une autre cause de la criminalité chez les mineurs est le manque d'accomplissement de la loi d'éducation obligatoire.

Cette loi existe chez nous depuis 1900, mais les mesures coercitives dont dispose le Conseil National d'Education, ne sont pas appliquées rigoureusement aux parents coupables; et de là provient que des mineurs de tous âges vagabondent par les rues ou exercent des métiers, mineurs qui sont dépourvus des principes les plus élémentaires d'éducation ou d'instruction. Ils sont ainsi exposés à tous les dangers tant moraux que physiques, et si la loi d'éducation obligatoire assigne au pouvoir chargé de les appliquer, des mesures répressives, suffisantes, c'est dans le but d'éviter que les mineurs fassent de la rue le lieu de leur vie; c'est afin de leur éviter la contagion du vice et du délit, et pour leur permettre de ne pas

rester sans instruction ni éducation morale. En un mot, cette loi a pour but de former des citoyens utiles; le défaut d'application de cette loi laisse les enfants dans la rue au lieu de les voir à l'école, et la rue en fait des délinquants.

Dans les dernières années, la proportion des mineurs vagabonds a diminué, grâce à la propagande faite récemment par le Conseil National d'Education et à la charité publique; mais il reste encore beaucoup à faire pour vaincre la coupable indifférence et l'égoïsme des parents qui, ou bien laissent vagabonder leurs enfants devant leurs yeux, ou bien les exploitent depuis l'enfance, sacrifiant ainsi leur avenir de citoyens et d'hommes et les conduisant au délit, par le contact prématuré avec la vie.

Un " Club de mères ", s'est formé dernièrement, grâce à l'initiative d'un groupe de dames préocupées de l'état de l'enfance.

La propagande faite par cette Société a été et est puissamment aidée par la presse, et il est à espérer qu'elle triomphera dans son but.

Des cas analogues existent pour démontrer qu'aux Etats-Unis, la réforme dans le traitement de l'enfance coupable et dans les mesures de prévention a été réalisée par le mouvement sentimental des dames, secondé par la presse, ensuite par l'élément intellectuel, et, finalement, par l'opinion publique et les pouvoirs nationaux.

Actuellement il y a en préparation une législation spéciale pour les mineurs et on l'attend avec anxiété, car la loi qui régit les mineurs, jour par jour, est la même que pour les adultes, et cette confusion, qui est due à l'existence de lois anciennes, est aussi l'une des causes de la récidive chez le mineur, car si celui-ci a commis la première fois un délit, sans être un véritable délinquant, son contact avec des récidivistes dans une prison le transforme et fait de lui un professionnel définitif.

Donc, la loi doit être plus bénigne, l'enfant ne doit pas arriver à la prison. Ce point a préoccupé nos autorités. La loi actuelle immunise les mineurs de dix ans et ceux de dix à quinze ans, qui ont agi sans discernement; mais, dans le nouveau projet de code pénal, ses auteurs établissent que seront déclarés exempts de toute responsabilité les mineurs de quatorze ans, et ils ajoutent en outre, ce qu'il est agréable de faire noter, car cela ratifie pleinement les concepts du décret mentionné relativement au retrait des mineurs du pouvoir des parents indignes ou incapables:

" Que si des circonstances de la cause et des conditions personnelles de l'agent ou de ses parents ou gardiens, il était dangereux de le laisser à la charge de ceux-ci, le juge ordonnera son placement dans un établissement destiné à la correction des mineurs, jusqu'à l'âge de dix huit ans. La remise pourra être anticipée moyennant une résolution judiciaire, après justification préalable de la bonne conduite du mineur et de ses parents ou gardiens ".

Le projet de réforme est au Pouvoir Législatif et l'opinion publique attend avec intérêt sa discussion et sa sanction.

Mais la loi actuelle que je dois analyser dit simplement que les mineurs âgés de dix ans sont irresponsables, et que ceux de plus de dix et de moins de quinze, le sont également, toujours quand ils n'ont pas agi avec discernement.

Ces mots " avec discernement ", attirent les plus grandes difficultés.

Comment le juge distinguera-t-il si le mineur a agi ou non avec discernement? Les Codes ne donnent pas de définition, et on peut facilement entendre plusieurs sens. Mais, où naît et où subsiste le discernement sinon dans le psychisme? Le juge est-il toujours un psychologue? Et s'il existe des lésions, est-il psychiste pour évaluer l'intensité ou la faiblesse de discernement et les atténuations de la responsabilité? C'est ce qui est la question fondamentale pour laquelle les juges revendiquent la souveraineté de la justice et pour laquelle les médecins légistes soutiennent la priorité de la science.

C'est là un problème intéressant, mais qui sort du cadre restreint de mon étude. Je dirai seulement ce qui se fait et ce que l'on a fait pour les mineurs, dans le sens de l'application de la règle du code pénal.

M. José Luis Duffy, directeur de l'Asile de Réforme de mineurs a compris quels étaient les inconvénients de l'application de la dite législation.

Il proposa au ministère la création d'un Bureau d'Informations Médico-Légales dans le but d'étudier dans chaque cas les mineurs accusés, afin de fournir à la justice les renseignements de caractère scientifique sur la pyschologie et l'idiosyncrasie de ces mineurs.

D'un autre côté, en établissant le Bureau à l'intérieur de la prison, les médecins pourraient étudier avec plus d'attention les diverses phases du caractère du mineur, sous le régime de la discipline, dans le traitement avec ses compagnons, ainsi que de son intelligence dans le travail et dans l'étude, ses tendances morales, ses vices, etc.

Cette innovation était de la plus grande importance, parce qu'elle permettait d'établir, dans les limites de la science — le degré de discernement et le plus ou moins de responsabilité de l'accusé.

Et cette étude servirait au juge pour décider sur la responsabilité ou l'irresponsabilité de l'accusé ou soit sur sa culpabilité ou son innocence, son internement ou sa liberté.

Le Bureau projeté fut créé en 1905 et a fonctionné sans interruption; indubitablement, il a été, et est d'une grande utilité, mais dans la pratique, il n'a pas donné tous les résultats que l'on était en droit d'en attendre.

Les jugements en tiennent compte des fois, mais les cas sont innombrables dans lesquels on a repoussé les indications de la science, et que l'on a condamné des mineurs à la prison, malgré que le Bureau d'Informations Médico-Légales avait émis l'avis qu'il s'agissait de mineurs sans discernement et par suite ne devant pas être condamnés.

Cela arrive parce qu'il manque une sanction légale aux rapports médicaux qui doivent et arriveront à l'avoir, et la justice ne devra pas pour cela se considérer comme subordonnée à la science, attendu que les médecins auront son entière confiance, mais il est indispensable qu'ils soient entendus avant de juger et que l'on accepte les rapports une fois qu'ils auront été entendus.

Il me paraît opportun de reproduire un projet de réformes que j'ai présenté dans ce sens, dans une étude sur les aliénés délinquants, et sur le traitement des

responsables et des irresponsables dans la République Argentine, rapport dans lequel je demandais, dans le but d'éviter que les bons jugements soient déconsidérés, que l'on établisse que la connaissance de l'accusé doit être ordonnée dans tous les jugements avec la formalité nécessaire et sous peine de nullité de la procédure.

Cette connaissance sera faite par un tribunal créé à cet effet, lequel sera composé de médecins légistes et de psychiâtres nommés par la Cour Suprême de Justice.

Dans beaucoup de cas, les juges demandent des rapports médico-légaux, et ensuite ils ne font pas cas des conclusions techniques s'ils ne sont pas de la même opinion que le spécialiste. En réalité ils se contentent de résoudre suivant la " superficie juridique " du cas.

Il arrive des fois que le jugement du juge au criminel accepte les conclusions du rapport médico-légal, et déclare l'irresponsabilité du criminel, et qu'en appel le jugement est annulé.

La science médicale n'est pas arrivée à un degré de précision tel que l'on puisse affirmer avec une certitude absolue: celui-ci est responsable, celui-ci est irresponsable, mais les médecins sont les plus indiqués pour résoudre les cas de responsabilité physiologique, c'est-à-dire, l'état de l'appareil cérébral du délinquant, et lorsqu'ils ont été appelés à juger, leurs verdicts devraient être respectés. Mais la justice craint que la science n'envahisse le prétoire, et, en outre, elle désire donner satisfaction à la vindicte publique, généralement aveugle et cruelle, et dont la force omnipotente de suggestion est seulement égale à son ignorance.

Aujourd'hui les médecins des tribunaux sont pour tous les services; ils doivent connaître à fond toutes les branches de la Science, et celle-ci est trop vaste pour se prêter à cette connaissance.

Il est absolument nécessaire de rehausser le prestige de ces hommes de science et d'appuyer l'autorité des rapports techniques, et l'on y arrivera en créant un tribunal permanent, exclusivement composé de psychiâtres, lequel entendra de tout événement criminel et dont les attributions consisteront à étudier les délinquants et à juger sur leur état mental et leur irresponsabilité.

Pour ce qui touche les délinquants adultes, je proposai que, au cas où ils seraient déclarés irresponsables par démence ou faute de responsabilité morale, ils fussent enfermés dans un Asile jusqu'à leur guérison. De cette manière, ni la justice, ni la société n'ont rien à craindre des verdicts de la science.

S'il s'agit d'un criminel conscient, il ira au Pénitencier, si c'est d'un irresponsable, il ira dans un asile.

Il n'est pas concevable que l'on rende à la société un être manifestement dangereux, d'autant plus qu'il est inconscient en commettant ses délits.

De même, dans le cas des mineurs, le verdict de la science n'est pas à craindre. Si le mineur est considéré comme ayant agi avec discernement, il s'en ira à la prison des mineurs. S'il est déclaré qu'il a agi sans discernement, soit à cause de son âge, soit à cause de son éducation, il sera remis à la Colonie de Réforme de Marcos Paz.

Si le manque de discernement est dû à l'idiotie ou à l'imbécillité, il sera remis à un asile spécial. De toutes façons, la société doit veiller sur lui, l'éduquer ou le soigner, mais elle ne peut accepter qu'il soit condamné ayant agi sans

discernement, ni non plus qu'il soit rendu à la vie sociale, si c'est la cause de son absolution.

Ces réformes préoccupent actuellement nos pénalistes et nos législateurs et elles seront entreprises au fur et à mesure que la conviction de leur nécessité se gravera peu à peu dans l'esprit des conservateurs de l'école classique, et dans l'esprit des jeunes générations studieuses qui verront d'une façon évidente combien est indispensable l'implantation complète de l'individualité dans le traitement des délinquants, non seulement dans les cas particuliers, mais d'après l'âge, et il n'est pas aventuré de pronostiquer qu'avant qu'il soit longtemps, nous verrons établir sous une forme pratique et définitive, une législation sur les mineurs, qui renfermera tous les progrès de la science pénale, depuis le retrait de la puissance paternelle aux parents indignes et l'imposition des rapports médico-légaux, jusqu'à l'établissement des tribunaux spéciaux pour les mineurs, adoptés déjà aux Etats-Unis, en France, en Angleterre et en Allemagne.

La Colonie de Mineurs de Marcos Paz, où sont envoyés les mineurs abandonnés et les mineurs indisciplinés, soit par leurs parents, soit par les juges de mineurs est une ancienne "estancia" de 952 hectares, acquise par le gouvernement en 1903. La direction tomba entre des mains inexpérimentées. Le régime était antique et cruel, les mineurs étaient considérés comme des délinquants sans possibilité de régénération; ils étaient traités avec une rigueur militaire et châtiés sévèrement comme pour empêcher par la crainte qu'ils ne donnassent cours à leurs instincts naturels. Ils ne recevaient ni éducation ni instruction. S'ils dissimulaient et accomplissaient leur tâche, personne ne s'occupait d'eux; s'ils ne le faisaient pas, ils étaient châtiés; c'était un régime brutal et négatif. Néanmoins, cela avait lieu à une époque où les études positivistes avaient conquis la science pénale, et, théoriquement, mis en déroute, ainsi que dans les cas où elle fut mise en pratique, l'école classique, remplie d'erreurs et d'ignorance. Il n'existait pas alors le secourable recours d'intercéder par la pression de l'époque. C'était simplement un mauvais régime appliqué par ignorance de la mentalité infantile et des nouvelles théories de réforme éducative.

En 1909, le docteur Armando Claros prit la direction de la Colonie. Sa première mesure fut de transformer l'orientation de la Colonie et de l'assimiler à la meilleure de son genre en Europe, en même temps qu'il adoptait un régime approprié à l'idiosyncrasie du mineur.

Actuellement la Colonie se trouve dans la période de création et de réorganisation; les mineurs travaillent aux occupations de la campagne: ils charruent, sèment, récoltent, battent, fabriquent des briques, élèvent des porcs, etc. En outre, on a construit une laiterie modèle, selon les plans du vice-directeur de la Colonie, l'ingénieur Godoy. La Colonie ne se suffit pas, car les frais sont élevés, et tout le travail est effectué par les mineurs, et comme ils ne sont pas très âgés, ils ont de 12 à 18 ans, il n'est pas possible d'en attendre beaucoup, mais elle se suffira d'ici peu, lorsque la laiterie fonctionnera, lorsque la production de briques augmentera, lorsqu'on sèmera plus de luzerne et de céréales, et lorsqu'il y entrera un plus grand nombre de mineurs.

D'un autre côté, il est nécessaire, mais non indispensable, que la Colonie se suffise; le but n'est pas d'utiliser les mineurs pour faire rapporter des intérêts à la colonie, mais d'utiliser celle-ci pour former des travailleurs. Pour l'instruction des mineurs, on a installé une école, dans laquelle les mineurs reçoivent journellement les principes d'arithmétique, de morale, les premières lettres, l'histoire, la géographie, et en général, les sciences d'utilité positive. Pour l'hygiène, le docteur Claros obtint dans le budget de 1909, la somme de 80 000 piastres pour la construction d'un nouveau pavillon qui est sur le point d'être inauguré. Cet édifice, dont la photographie est ci-jointe, est spacieux, bien aéré et pourra contenir commodément 80 mineurs. Ce fait, simple en apparence, revêt la plus grande importance, car il permettra l'observation stricte du régime établi par le docteur Claros, régime qui se trouve d'accord avec les principes modernes de l'humanité et de la science. C'est le premier pas vers sa réalisation complète.

C'est le moment de décrire ce régime, qui fait de la Colonie de Marcos Paz un établissement digne des pays les plus avancés de l'Europe.

Dès le premier jour de leur entrée à la Colonie, les mineurs se trouvent dans un milieu de travail et d'ordre, sans rigueur. Ils croient entrer dans une prison, et ils trouvent une liberté presque absolue, tant qu'ils remplissent leurs obligations. Cette liberté est apparente, car il y a une grande surveillance, mais cette surveillance est très dissimulée.

Dans la mesure du possible on cherche à connaître le caractère et les modalités de chaque mineur, afin d'individualiser le traitement; mais cela ne sera possible que quand on aura construit de nouveaux pavillons et que chaque surveillant, auquel on confie un groupe de mineurs, aura pu étudier les conditions de chacun, et prévu l'alimentation et l'éducation qui lui correspond.

Le travail est considéré comme hygiène, et chacun a sa tâche assignée, selon ses facultés, son âge et sa force physique.

En général, ces mineurs sont des enfants indisciplinés, sans parents, qui ont vécu dans la rue, menant la vie que j'ai décrite précédemment. Un jour ils sont arrêtés, sont condamnés, et on cherche par tous les moyens, à inculquer aux mineurs l'amour de la colonie, et la conviction qu'ils sont considérés et traités avec affection. Peu à peu la crainte des premiers jours disparaît et ensuite ils se trouvent comme dans une école d'agriculture, sans rien qui leur rappelle leur position et avec l'espoir d'un meilleur avenir. Ils s'habituent au travail du champ avec tous ses inconvénients et toute sa saine viguer. On ne cherche pas à en faire des ouvriers manuels pour qu'ils retournent à la ville et retombent dans le milieu de vice et de pauvreté d'où ils sortirent; mais à éviter de former de futurs délinquants: à former des travailleurs de la campagne, des journaliers, des agriculteurs, des laitiers, des éleveurs de porcs, etc. Le bien fait aux enfants par la Colonie est incalculable; néanmoins, la direction a dû lutter contre les parents des mineurs qui désiraient qu'on leur enseignât des métiers.

Les mineurs requièrent un double traitement: en premier lieu, la destruction de leurs mauvais principes de morale et de leur caractère difficile, et ensuite, la formation de nouveaux principes et l'éducation des sentiments et de la mentalité.

Lorsque les premiers sont héréditaires, ils sont difficiles à déraciner; mais quand ils ont été acquis on les arrache avec une facilité relative, après quelques années de patient et savant traitement.

La rigueur et les châtiments sont prohibés à la Colonie; on ne traite pas les mineurs comme s'ils étaient dans une prison correctionnelle, mais dans une école et on les appelle élèves. C'est ainsi qu'ils se considèrent au bout d'un certain temps, et qu'ils apprennent à aimer la vie qu'ils mènent à l'école; ils le prouvent par les lettres qu'ils écrivent à leurs parents et à leurs gardiens.

Ils travaillent le matin et l'après-midi, et, au soir, quand ils retournent en voiture des points éloignés de l' "estancia", ils ont la sensation du travailleur sainement fatigué et non celle du pensionnaire d'un asile. Avant le dîner, ils se réunissent et entonnent en chœur la prière, accompagnés par la musique composée de mineurs qui joue des morceaux doux et tristes.

Les sensibles se sentent amollis par le crépuscule et la gravité de l'heure, la musique les touche; les plus durs se sentent remués par les notes qui les font vibrer en communion avec les autres. Cette suggestion les pousse doucement à la concentration et à une courte tristesse, laquelle est bienfaisante pour l'adoucissement moral des caractères indisciplinés et difficiles.

On travaille intérieurement dans l'esprit des mineurs; il n'y a pas de rigueur, ni de direction apparente; le fil passe à l'intérieur, invisible; c'est l'hygiène du travail, c'est la morale de l'éducation des surveillants; c'est la formation mentale nouvelle au moyen de l'instruction; ce sont les sentiments de douceur et de recueillement inspirés par la musique, c'est la vigueur donnée au corps par l'air sain et les repas simples et abondants; c'est la liberté dont ils jouissent et la considération dont ils sont l'objet.

C'est là la Colonie d'aujourd'hui; dans quelques années, lorsque sera realisé le plan complet entrepris avec tant d'altruisme et de science par le docteur Claros, au lieu d'un pavillon, il y en aura dix, et au lieu de cent quatre vingts mineurs, la Colonie pourra en contenir mille. Il sera alors possible d'y envoyer les mineurs comme mesure de prévention quand ils sont abandonnés, ou quand ils n'obéissent pas à la loi d'éducation, ou quand on enlève aux parents la puissance paternelle. Ce sera autant de centaines d'enfants qui seront soustraits au délit et à la prison, et qui seront éloignés du milieu corrompu des rues de Buenos Aires pour les convertir en travailleurs ruraux.

LA CRIMINALITE CHEZ LES ADULTES

Il peut paraître étrange que l'on ait séparé la criminalité chez les mineurs de celle des adultes, depuis que la loi traite les premiers, à partir de dix ans avec la même rigueur (sauf une atténuante) que les adultes.

Mais cette étude est sociale et sociologique; il est alors logique que l'on se préoccupe avec plus d'attention de la constitution de la masse des criminels, et des causes qui sont l'origine du délit, que du délit lui-même; et, comme la formation de l'élément des mineurs délinquants et que les causes de leurs délits sont essentiellement distinctes de celles des adultes, cette séparation devient absolument nécessaire, bien que les délits et les peines soient les mêmes dans les deux cas.

J'ai attribué une importance exceptionnelle à la criminalité chez les mineurs, parce que je considère qu'elle forme la base de la criminalité chez les adultes. Pour en avoir une preuve, il suffit d'examiner la statistique des prisons. On verra que les mineurs délinquants récidivent constamment après la première condamnation, et de la peine légère répétée à diverses occasions, ils passent successivement à la peine plus sévère du pénitencier, à mesure que leur cynisme s'accentue et qu'ils se convertissent en professionnels consacrés. Comme renseignement frappant ce qui suit suffit: en 1908, il entra au Pénitencier 133 récidivistes. De ceux-ci, 97 étaient des jeunes gens de 18 à 30 ans.

Il est plus facile de comprendre l'importance de la criminalité infantile maintenant que l'on arrive à sentir l'influence de ses répercussions ultérieures et l'on voit que c'est un devoir impérieux et primordial de la societé d'extirper les causes des délits chez les mineurs, en prouvant que c'est là un problème local; car, dans quel autre pays, le statisticien trouve-t-il que les 75 % des délinquants qui remplissent les prisons d'adultes sont formés par des mineurs récidivistes, qui continuent de 18 à 30 ans spécialement, la vie criminelle commencée dans l'enfance?

Evidemment, il y en a parmi ces mineurs avec des tendances natives au délit, et les circonstances de la vie ne firent que développer leur éclosion; mais il y en a d'autres, en échange, qui sont le produit du milieu pervers du foyer, ou qui sont victimes du milieu de la rue. Comme je l'ai indiqué en étudiant ce point, dans le premier cas ils persévèrent dans cette vie à cause du respect des juges pour la puissance paternelle des parents ou des gardiens indignes et par manque de législation, et dans le second cas, à cause du défaut d'application stricte de la loi d'éducation obligatoire.

Ni l'une ni l'autre ne sont des causes exclusives, mais ce sont les principales; et on l'a si bien compris, que depuis quelque temps, on lutte pour vaincre l'indifférence des parents et pour développer l'éducation au foyer.

On attaque le mal par la racine, et on verra d'ici peu de temps que, quand on aura diminué la criminalité infantile, on aura diminué, dans la même proportion, la criminalité chez les adultes.

Effectivement, qu'est ce que les délinquants adultes? Les mineurs récidivistes constituent les 75 % des adultes condamnés pour vol, pour blessures ou pour crimes occasionnels et des adultes récidivistes.

C'est la conséquence des premiers; porter remède à ceux-là à temps, c'est supprimer les seconds.

Il est impossible devant l'importance et la fréquence de la récidive, de ne pas se poser la question: Quelle est la loi qui la régit et quelle est son efficacité?

On aura touché le point faible; le défaut réside précisément en elle.

Actuellement, il n'existe pas une conception véritable de la récidive dans notre Code Pénal. La loi de réformes de 1903 statue sur la déportation, donnant à cette peine une élasticité si considérable qu'elle la rend en partie inefficace.

Elle établit ce qui suit:

" La peine de déportation sera imposée comme accessoire de la dernière condamnation, alors qu'il y aura les condamnations suivantes :

a) Deux condamnations à la prison.

b) Une condamnation à la prison et une au pénitencier.

c) Trois condamnations au pénitencier.

d) Quatre condamnations, dont une à la prison.

e) Cinq condamnations, dont une au pénitencier.

f) Six condamnations à des peines inférieures à celles de prison ou du pénitencier, toujours qu'elles sont corporelles ".

De sorte que, un délinquant doit avoir subi six condamnations, légères avant que la société ne l'expulse de son sein. Il le sait et procède en conséquence ; il est nécessaire que la loi se fasse sentir à la seconde ou troisième récidive ; il est inutile d'attendre que le délinquant ait commis six délits pour être averti qu'il nécessite un traitement plus énergique et une loi qui opère par sa rigueur comme préventive du délit.

Le projet de réforme du Code Pénal, n'a pas prévu cela pas plus que les autres lacunes de la loi sur la récidive, quoiqu'il ait compris parmi ses réformes la disposition de la loi 3335, d'après laquelle les récidivistes pour la seconde fois subiront leur peine dans un lieu des territoires du sud.

Il statue, en outre, dans le titre VII, article 55, que " il y aura récidive chaque fois que le condamné par une première sentence, édictée par un tribunal quelconque du pays, commettra un nouveau délit, quoiqu'il aurait bénéficié de la grâce ou d'une commutation de peine ".

Il est à espérer que ce projet sera converti en loi, car on en attend de grands avantages dans la lutte contre les progrès de la récidive.

Les étrangers participent à la criminalité pour une proportion considérable ; on peut les évaluer à 60 ou 65 % de la population des prisons.

Par exemple, au Pénitencier National, en 1908, qui ne fut pas une année exceptionnelle, le nombre des prisonniers se monta à 960, dont 369 étaient argentins et 597 étrangers.

Ce phénomène n'a rien de surprenant, étant donnée la population cosmopolite de la capitale ; mais on étudie la convenance qu'il y aurait à implanter une législation spéciale sur l'immigration, dans le but d'empêcher l'entrée d'individus dangereux, de mauvais antécédents, ainsi que celle des malades contagieux et des aliénés. Si cette législation est appliquée, on aura fait un autre pas vers la diminution de la criminalité à Buenos Aires.

Mais là n'est pas le seul inconvénient produit par l'existence d'éléments étrangers.

On a observé dans tous les pays, l'obstination des nationaux et des étrangers à rester dans les grands centres de population.

A Buenos Aires la même chose arrive. La concentration de la population

entraine comme conséquence le renchérissement de la vie, car les loyers et les articles de première nécessité augmentent par l'excés de la demande sur l'offre.

On a beau édifier, les quartiers ouvriers ont beau se former, et les faubourgs s'étendre, Buenos Aires donne difficilement asile aux avalanches d'émigrants qui préfèrent rester dans la Capitale avant d'aller travailler dans l'intérieur. Ils vivent alors à Buenos Aires, mais avec difficulté; de là aux plaintes, et au désir d'arriver avec peu d'effort à ce que seul le travail donne, il n'y a qu'un pas; de là les vols dans leurs diverses manifestations, malgré que la statistique comparable est favorable au pays à ce sujet, car ce genre de délit est infiniment plus étendu dans les vieux pays, dans lequels les problèmes sociaux assument des phases plus compliquées et irrémédiables, et dans lesquels les espérances dans l'avenir sont moindres, malgré les efforts constants des groupements ouvriers et des syndicats.

Le gouvernement argentin fait son possible pour décentraliser et pour envoyer les nouveaux arrivés vers l'intérieur, où, à l'inverse de la ville, il existe plus de demande de bras que d'offre; mais son rôle ne peut aller plus loin que celui de conseiller et de coopérateur, il ne peut obliger; et de ce rassemblement de population, il résulte une production de mécontents et de sans travail... germes, à leur tour, de délinquants.

L'alcool qui constitue dans d'autres pays un puissant fournisseur de prisons n'a pas cette même action à Buenos Aires dans l'élément national. Néanmoins, l'alcool intervient dans la statistique criminelle, mais son action s'exerce sur les étrangers. Plus des 50 % des criminels des diverses nationalités, surtout italiens et espagnols, sont des dégénérés alcooliques et beaucoup d'autres des alcooliques consuétudinaires.

L'argentin criminel ne l'est pas, sauf de rares exceptions, par dégénérescence alcoolique ou des tendances congénitales; il est criminel occasionnel, par vengeance, par jalousie ou par passion; ainsi le démontrent les statistiques nationales et le peu de récidivistes du crime.

Ce n'est donc pas un facteur important dans l'étiologie du délit.

Les délinquants adultes sont enfermés au Pénitencier National. J'en ferai une brève description, car les photographies ci-jointes ajoutent la note illustrée et dispensent de long commentaires.

Je connaissais son organisation lorsque je fus le visiter, mais je ne pensais pas trouver un aussi grand confort dans les habitations des prisonniers et un ensemble aussi minutieux d'attentions et de mesures humanitaires destinés à leur régénération.

Les prisons d'Europe n'ont pas l'habitude de fournir de tels soins à leurs pensionnaires. Ce n'est pas en vain que ce pénitencier a été appelé la prison idéale; il l'est en réalité; il remplit les aspirations du philanthrope le plus imaginatif. Il fallait réunir une tête pour penser et une main pour exécuter. Les deux furent rencontrées dans l'infortuné M. Ballvé, ex-directeur de l'établissement, lequel or-

ganisa et développa le régime de la prison avec intrépidité et zèle et se sacrifia pendant de nombreusses années pour voir, enfin, son idéal réalisé: implanter dans le pénitencier les mesures humanitaires des écoles positives; traiter les prisonniers comme des êtres rachetables et au moyen d'une éducation saine et raisonnée et d'un travail corporel actif, exercer une action sur l'esprit, pour arriver, dans beaucoup de cas, à régénérer des âmes vicieuses et à les orienter vers le bien.

A l'entrée, les prisonniers sont examinés à l'Institut de Criminalogie de la Prison, lequel possède un véritable musée de criminalogie comparée, enrichi par des renseignements psychologiques et physiologiques des criminels.

Ensuite ils sont conduits dans leurs pièces respectives, et ce qui mérite ce nom est une cellule de trois mètres sur quatre, avec sa bibliothèque, ses sièges, la lumière électrique, une large fenêtre, etc. Pendant plusieurs jours ils restent en observation, ensuite on leur indique une occupation, car le travail est obligatoire, sauf pour les malades. Il existe vingt cinq ateliers, dotés des machines les plus perfectionnées. Celui qui a un métier l'exerce; celui qui ne sait rien et peut apprendre, le fait, acquérant ainsi l'habitude du travail. Grâce à cette mesure, ils peuvent gagner leur vie en sortant de la prison sans se voir soumis au milieu de misère et de paresse dans lequel ils se trouvaient avant d'être envoyés au Pénitencier. Pour leur travail ils reçoivent un salaire avec lequel ils se forment un pécule.

Dès le premier jour ils sont l'objet de soins et d'attentions. Ils se sentent guidés, eux qui ne l'ont jamais été. La préoccupation de leur amélioration est constante. Elle se voit dans l'éducation qu'ils reçoivent, destinée à les relever et à les fortifier dans leur propre estime. Les efforts des autorités consistent à convaincre les prisonniers qu'ils peuvent se racheter et qu'on les traite comme des hommes libres, et à leur laisser entrevoir un avenir meilleur.

La bonne conduite est encouragée par des récompenses. L'une d'elles est de permettre au prisonnier de conserver la moustache; d'autres, impliquent la visite à la rotonde tous les cinq jours, la correspondance libre, la lumière à volonté; fumer est aussi un prix, ainsi que ne pas porter le numéro qui le caractérise et recouvrer son nom; une conduite exemplaire pendant plusieurs années importe, en général, une diminution de la peine.

Un tribunal de conduite classe semestriellement les prisonniers, et tient compte, non seulement de la conduite, mais du degré d'application au travail et à l'étude.

Une école fonctionne à l'intérieur de la prison, école à laquelle assistent plus de six cents prisonniers; les classes sont élémentaires et supérieures, et on stimule les élèves en les habituant à faire des conférences.

Il sort du Pénitencier un grand nombre d'hommes véritablement régénérés et aptes au travail et à la vie sociale; pas tous, certainement, mais ceux dont la mentalité est susceptible de se modifier par ce régime de travail et d'éducation.

ANNÉES	DÉLITS CONTRE LES PERSONNES		CONTRE LA PROPRIÉTÉ		CONTRE LES GARANTIES INDIVIDUELLES, L'ORDRE PUBLIC ET AUTRES		TOTAUX GÉNÉRAUX		POPULATION DE LA CAPITALE	PROPORTION DE DÉLITS PAR 1000 HABITANTS
	Nombre de délits	Nombre d'auteurs probables	Nombre de délits	Nombre d'auteurs probables	Nombre de délits	Nombre d'auteurs probables	Nombre de délits	Nombre d'auteurs probables		
1897.....	2 640	3 176	4 509	5 322	523	700	7 675	9 201	758 484	10.39
1898.....	2 754	2 996	4 612	5 167	788	860	8 157	9 023	765 744	10.62
1899.....	2 697	3 171	3 991	4 662	602	759	7 290	8 572	795 323	9.16
1900.....	3 005	3 509	4 027	4 670	652	818	7 662	8 797	821 295	9.57
1901.....	2 944	3 521	4 710	5 646	641	896	8 295	10 063	848 367	9.79
1902.....	2 845	3 421	5 200	6 082	777	990	8 851	10 495	870 257	10.14
1903.....	2 574	3 022	4 733	4 664	590	757	7 297	8 445	895 581	8.15
1904.....	2 821	3 297	5 887	4 427	579	829	7 287	8 553	979 318	7.44
1905.....	2 940	3 424	5 902	4 488	494	719	7 336	8 631	1 025 653	7.15
1906.....	3 225	3 889	3 741	4 327	606	809	7 585	9 025	1 084 113	6.99
Totaux..	28 423	33 226	42 715	49 455	6 232	8 157	77 395	90 805		

LA CRIMINALITE CHEZ LES ALIENES

Au fur et à mesure que la physiologie gagne du terrain, et qu'elle s'impose lentement par la force de l'expérimentation, les codes reçoivent la répercussion de ces progrès, et ils les réflètent dans leurs lois.

Mais, comme tout ce qui est nouveau, les réformes tardent à être acceptées, soit parce qu'elles n'inspirent pas une entière confiance, soit parce que leur application est considérée comme prématurée, ou soit parce qu'elles n'ont pas été convenablement analysées.

L'étude expérimentale en physiologie, donne naissance à la psychiâtrie. Depuis le jour où Claude Bernard montra la transmission des tares héréditaires ou ataviques, démontrant que la folie était une maladie résultant de causes diverses, et non l'effet d'une volonté perverse, il s'imposa la séparation des délinquants conscients et des délinquants aliénés.

Je crois sincèrement que les uns et les autres sont irresponsables et que l'état actuel de la science ne justifie pas la distinction que l'on fait, et qu'elle ne mérite pas de susciter tant de discussions. Je considère que les pénalistes théoriques, pleins d'aspirations et d'idéal d'humanitarisme, ont anticipé sur les connaissances que l'on possède sur le cerveau, en développant un programme brillant et généreux que la science ne peut remplir.

Le problème est aujourd'hui le même dans toutes les contrées du monde. On peut le poser en deux mots:

Le pénaliste, le juge et le médecin disent: il est nécessaire de séparer le délinquant sain du délinquant aliéné; on enfermera le premier par mesure de prévention sociale, dans une prison; on enfermera le second dans un asile pour être soigné et guéri, ou bien il sera mis en liberté.

Le délinquant sain est traité comme il est dû, mais il n'en est pas de même de l'aliéné.

Mis en liberté parce qu'il est malade, c'est, en réalité, de la part de la législation, un délit anti-social; c'est, néanmoins, le procédé presque universel.

D'un autre côté, il n'y a pas plus d'avantages à l'enfermer dans un asile; le but principal, en établissant cette distinction, était motivé par l'ignorance des pénalistes qui croyaient que l'aliénation était susceptible de guérison, et il a été trop prouvé que la psychiâtrie elle-même, n'est pas arrivée à réaliser cet idéal.

Comment guérir, si on ne possède pas des connaissances suffisantes du cerveau, de son fonctionnement et de sa pathologie? Et, si on ne peut guérir, à quoi repond l'importance démesurée que l'on attribue à la séparation du délinquant sain et du délinquant aliéné?

L'un et l'autre sont périlleux, l'un et l'autre doivent être enfermés par mesure de prévention sociale.

La psychiâtrie a progressé pendant ces dernières années, dans ce sens que se sont subdivisés, séparés et distingués les syndromes mentaux; mais la folie, mieux qu'un mal, est un état produit par une maladie, dont l'origine, la formation et la thérapeutique, sont souvent ignorés. Par le perfectionnement des diagnostics on peut séparer les incurables de ceux dont le traitement est possible, et pronostiquer les années de vie des malades selon le mal qui les afflige; c'est ce qu'a pu faire la science.

Dans les premiers paragraphes de son ouvrage sur la psychiâtrie clinique et dans sa première conférence aux étudiants de Munich, l'aliéniste allemand connu, Kraepelin, s'exprimait dans ces termes:

"La folie, même sous sa forme la plus bénigne, est l'une des maladies les plus graves que le médecin doit traiter, car on n'obtient une guérison complète et durable que dans une fraction d'aliénés très réduite.

"Le médecin qui veut rester à la hauteur de sa mission, a le devoir de se familiariser dans la mesure du possible, avec les manifestations de la folie.

"Quoique les limites de son pouvoir soient très restreintes, en face d'un ennemi aussi terrible, tout médecin trouve, néanmoins, un grand nombre d'occasions dans lesquelles il peut prévoir et adoucir les malheurs sans fin engendrés par les désordres mentaux. Le moyen de se rendre maître de cette plaie, est de lutter avant tout contre les maux qui la causent".

J'ai élaboré le tableau suivant avec des renseignements extraits de l'ouvrage de Kraepelin:

FORME DE L'ALIENATION	TRAITEMENT	EVOLUTION
Mélancolie	Clinothérapie, Hydrothérapie et narcotiques	subsiste débilité intellectuelle
Etat circulaire dépressif	"	récidive
Démence précoce	"	presque toujours incurable
Excitation maniaque	"	récidive
Folie maniaque dépressive	"	curable
Excitation catatonique	"	incurable
Folie subséquente à des maladies aigues	"	incurable
Délire	"	curable

FORME DE L'ALIENATION	TRAITEMENT	EVOLUTION
Folie choréique	Clinothérapie, Hydrothérapie et narcotiques	curable peu souvent
Paranoie (querelleur)	"	incurable
Perturbations psychiques d'origine alcoolique	Suppression de l'alcool	récidivent s'ils boivent
Forme paranoïdale de la démence précoce	—	incurable
Alcoolisme chronique	Suppression de l'alcool, sulfure et bromure	récidivent s'ils boivent
Morphinomanisme, Cocaïnisme	Suppression, Clinothérapie	incurable
Démence sénile	—	"
Démence épileptique	bromure	"
Folie hystérique	—	"
Folie subséquente à des traumatismes et craniens	—	curable
Obsessions et phobies	Clinothérapie, Hydrothérapie et bromure	curable, récidivent
Anomalies congénitales	" opium, occupations	incurable
Anomalies psychiques ½ fous	—	"
Imbéciles	—	"
Idiots	—	"
Crétins	—	"
Stupeur catatonique	—	"
Paralysie générale	—	"
Folie épileptique	—	"

L'hydrothérapie consiste en des bains dans des draps chauds et la clinothérapie dans le repos au lit. Les médicaments sont: sulfure, bromure, opium, chloral et paraldéide; ce sont des calmants narcotiques et sédatifs; c'est donc une médication exclusivement symptomatique.

Ces renseignements prouvent surabondamment que l'aliénation est incurable.

La séparation des délinquants ordinaires des délinquants aliénés, demandée par les pénalistes et les philantropes, est basée sur deux idées: la première que les aliénés sont susceptibles de guérison, ce qui est faux; la seconde, que les premiers sont responsables et pas les seconds; idée que nous considérons également comme fausse, car l'école positive a démontré que les uns portent le poids d'une mauvaise hérédité physique, ou d'une lésion accidentelle, et les autres le poids d'une mauvaise hérédité morale.

Les deux sont irresponsables; l'un ne nécessite d'autres regards que ceux que demandent son état; l'autre ne doit pas être rejeté. Les deux doivent être enfermés.

Par regards, j'entends traitement médical, et comme celui qui revient à l'aliénation consiste en calmants et en bains, il me semble que les malades pourraient le recevoir également dans une section spéciale d'une prison.

Mais ce n'est pas s'opposer à l'établissement d'asiles spéciaux, car on peut y soigner les malades plus commodément.

Donc, si j'attaque l'idée de la séparation des délinquants sains des aliénés,

c'est parce que je considère que les pénalistes se sont avancés plus loin que la science en insistant avec tant d'urgence pour l'application d'une idée qui est prématurée dans la pratique.

La législation pénale argentine présente, en ce qui touche les aliénés délinquants, des défauts qui subsistent malgré la réforme de 1903, qui introduisit dans le Code Pénal quelques idées de l'école positive.

En cas d'homicide, le Code de procédure criminelle dispose:

Article 262. Si l'on observe chez l'accusé des indices d'aliénation mentale, on vérifiera au moyen des personnes qui l'auront traité, par la reconnaissance de médecins et par le moyen de preuves et d'observations, si cette aliénation était antérieure au délit ou si elle a survenu après, si elle est permanente ou éventuelle, si elle est certaine ou simulée, si elle est totale ou partielle.

Le juge, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties, ordonne aux médecins légistes de faire l'examen mental de l'inculpé.

Si l'on trouve des symptômes d'aliénation, les médecins déclarent l'accusé responsable de ses actes et le jugement se poursuit. Au cas où l'irresponsabilité est déclarée, le juge au criminel, en vertu du Code Pénal, s'exprime ainsi:

Article 81. Ne sont pas punissables:

1.° Celui qui a commis l'acte en état de folie, de somnambulisme, d'imbécillité absolue ou d'ébriété complète ou involontaire; et généralement chaque fois que l'acte a été résolu et perpétré pendant une perturbation quelconque des sens ou de l'intelligence, non imputable à l'agent, et pendant laquelle celui-ci n'a pas eu connaissance du dit acte ou de sa criminalité, absout l'homicide de culpabilité et de charge et ordonne communément qu'il soit remis en liberté immédiatement.

Au cas où un alcoolique commet un crime et présente des symptômes visibles d'aliénation lorsqu'il est appréhendé, et qu'ensuite il se guérit pendant que l'on instruit son procès, le juge, en vertu du dit article, l'absout et l'inculpé recouvre sa liberté.

Actuellement le mot "guérison" n'a pas de définition exacte, quand il s'applique à un aliéné. Un dégénéré alcoolique est dégénéré pour toujours, il est incurable, mais son agitation disparaît avec le régime tranquille de la prison et la suppression de l'alcool; de là vient que, en l'examinant peu de mois après le crime, comme il arrive fréquemment, les médecins légistes déclarent qu'il s'agit d'un dégénéré alcoolique; que, par les symptômes de l'accusé et les circonstances du procès, il résulte qu'il commit son crime dans une période aigue de sa maladie, qu'il doit être considéré comme irresponsable; qu'actuellement sont état mental est sain. Et alors: ce dégénéré recouvre sa liberté, et il suffira d'une ingestion d'alcool pour qu'il revienne à son état précédent et qu'il récidive. Un dégénéré alcoolique criminel devrait, par définition, être enfermé. Le déclarer sain après que la période d'agitation a disparu, c'est considérer la marée comme inoffensive après le reflux. A la verité, les eaux se retirent, mais elles reviennent avec une vertigineuse rapidité. De même le dégénéré retourne à l'alcool et entraîne ce qui l'incommode.

Au cas où les médecins manifestent des doutes sur l'état d'irresponsabilité de l'accusé, le juge, en vertu du Code de procédure criminelle qui dit:

Article 13. En cas de doute, ce doute devra toujours être interprété en faveur de l'accusé.

Le juge, dis-je, dispose que l'accusé sera remis en liberté.

Le code légit les irresponsables criminels et les immunise, mais il néglige la protection de la société.

Le juge, qui en vertu de l'omission du code, absout un criminel irresponsable et permet que la société le réabsorbe, l'expose aux plus grands dangers, applique la loi dans toute sa rigueur, mais ne considère pas que la raison d'être de la justice, qui n'a pas de fin en elle-même, qui est un instrument flexible, et qui est destinée à s'adapter à la défense sociale.

Mais les juges qui étudient l'idiosyncrasie spéciale du fou délinquant et connaissent le danger qu'il présente, trouvent le moyen de compenser l'application de la loi qui ordonne de rendre à la société une bête sauvage à face humaine, par le fait d'être une bête sauvage enfermée, et la législation manquant de dispositions à ce sujet, ils recourent à la législation civile et se prévalent du recours suivant extériorisé déjà dans de nombreux jugements.

Ils établissent dans les considérants de la cause, que l'on doit avoir la crainte de l'inculpé et en vertu de ce que disposent les articles 140, 141, 144 et 152 du Code Civil, ils jugent, et ils absolvent de culpabilité et de charge l'accusé pour le fait qui motive le procès, et ordonnent qu'il sera reçu à l'Hospice de las Mercedes, à la disposition de M. le juge au civil de tour, auquel on envoie la note correspondante, le témoignage de la sentence et le rapport médico-légal.

Le juge au civil peut ou non, déclarer l'accusé sain; et au cas où il ne le fait pas, il lui nomme un curateur, et l'aliéné est enfermé; dans le cas contraire, il est remis en liberté.

J'ai déjà vu les applications de la loi. Elles donnent lieu, la première, à ce que les aliénés délinquants recouvrent la liberté; la seconde, à ce qu'ils entrent à l'Hospice de las Mercedes où, réunis avec les criminels qui sont devenus fous pendant les jugements ou dans les prisons, ils constituent le groupe qui occupe le pavillon des criminels irresponsables.

L'Hospice de las Mercedes est arrivé en 1906 à contenir 1 657 aliénés. Ce chiffre a son explication dans la formation cosmopolite de la population de la République. Des 1 657 aliénés, 963 étaient étrangers, dont 491 italiens et 249 espagnols, c'est-à-dire, que ces deux nationalités constituent les 44 % et l'argentine les 41 %.

A ces éléments dangereux, inutiles et incurables, on devrait appliquer comme je l'indique plus haut, la Loi de résidence et les renvoyer à leur pays natal, ainsi que soumettre les émigrants à un long examen médical en arrivant dans ces contrées, et refuser tous ceux qui présentent des symptômes d'aliénation, de dégénérescence alcoolique ou de maladie contagieuse. Cela signifierait, indubitablement pour notre pays une grande diminution de la criminalité et constituerait une espèce de prévention du délit, un "sostituvi penale", plus efficace certaine-

ment que la répression du mal dans un pénitencier ou une réclusion dans un hospice.

Les aliénés délinquants sont logés dans un pavillon isolé, dans lequel il en entre environ 40 par an.

La plupart sont déclarés criminels irresponsables, les autres sont des accusés devenus fous pendant la procédure, ou bien des criminels attaqués par le mal, pendant qu'ils subissaient leur peine.

Le nombre total des irresponsables, dont beaucoup sont là depuis plusieurs années, oscille entre cent à cent dix par année. Il en sort annuellement de 30 à 40. En 1906, 8 furent remis comme considérablement améliorés, 15 furent remis à la police, 7 en liberté pour suspension de leurs peines, 8 décédèrent, 2 furent remis aux autorités militaires.

Les lacunes de la loi ne sont pas passées inaperçues; elles préoccupent notre justice criminelle depuis plusieurs années, et la Commission de Réformes Législatives de 1904, s'efforce d'y remédier.

Dans le titre de la " Responsabilité ", sont déclarés irresponsables, ceux qui souffrent d'aliénation mentale, et il est " proposé la réclusion de l'invidu dans un asile, duquel il ne pourra sortir que lorsqu'il sera prouvé que le danger qui le menace lui-même ou les autres, a disparu ".

Ce projet est à l'étude au parlement argentin.

Précédemment, en Mai 1900, le juge au criminel de la capitale, docteur Tomás de Veyga, proposa une réforme du Code de procédure criminelle, projet qu'il prépara à la demande du ministre de la justice, et dans lequel l'article 10 du dit code était modifié.

L'article 10 dit:

" La fuite ou la folie survenant pendant le procès ne paralysera pas l'instruction de l'affaire; mais, cette instruction terminée, la cause sera suspendue jusqu'à ce que le profuge se présente ou soit arrêté, ou jusqu'à ce que le fou récupère l'usage de sa raison ".

Et le docteur Veyga proposait qu'il soit rédigé dans ces termes:

" La folie actuelle ou survenant de l'accusé, ne paralysera pas l'instruction de l'affaire; mais, si la cause doit suivre la marche complète, on en suspendra la transmission jusqu'à ce que le fou se trouve complètement rétabli dans ses facultés mentales.

" Les aliénés délinquants et absous comme tels, ceux qui ont totalement recouvré leurs facultés mentales, resteront sous la surveillance de l'autorité pendant trois années. Ce terme sera prolongé si au jugement des médecins et après reconnaissance préalable ordonnée par le juge qui intervient dans la cause, le danger présenté par le sujet n'a pas disparu.

" Dans tous les cas, les aliénés seront hospitalisés et traités dans un asile et dans un local spécial, jusqu'à leur guérison définitive ".

Il faut espérer qu'en appliquant cette loi, on n'entendra pas par guérison la disparition momentanée de l'état aigu, ou la guérison passagère, mais la régénération complète de la raison constatée par les médecins experts. Et alors, cette

réintégration à l'état anormal, n'est pas, dans la plupart des cas, à la portée de la science, et les mots " jusqu'à leur guérison définitive ", signifieraient dans les cas absolument incurables, une réclusion prolongée.

Le criminel en état d'ébriété complète, devrait voir son délit puni avec la peine correspondante à une grave faute de police.

On entend, aux effets de ce qui précède, qu'il s'agit d'un être normal accidentellement en état d'ébriété et non d'un dégénéré alcoolique.

Si ces réformes avaient lieu, et si on établissait le Tribunal Permanent d'Informations Médico-Légales, dont j'ai parlé dans la criminalité chez les mineurs, on réduirait le danger que court la société en réabsorbant les germes mauvais, qui lui sont rendus étant en état de commettre impunément de nouveaux crimes.

Le gouvernement argentin se préoccupe aussi d'améliorer la situation des délinquants aliénés, encourageant le travail comme mesure d'hygiène.

A cet effet, le docteur Cabred, qui s'occupe des aliénés depuis longtemps, a destiné dans le " Open Door " de Luján, une zone spéciale pour les délinquants aliénés.

LA CRIMINALITE CHEZ LES FEMMES

On ne trouve pas chez les femmes les causes qui motivent la criminalité chez les mineurs et chez les adultes. Quoiqu'elles naissent avec une hérédité mauvaise, et cela arrive fréquemment, leur propre constitution débile, et leur mentalité timide, les éloigne du crime prémédité, intéressé et énergique, quoique non de l'homicide par vengeance ou passion.

D'un autre côté, elles sont soumises pendant leur enfance à la vie de la maison. Elles ne vagabondent pas comme leurs frères mineurs, et, par suite, ne se trouvent pas exposées aux dangers que j'ai signalés.

Dans les " conventillos ", elles peuvent être perverties par la promiscuité des voisins et facilement par la négligence des parents ; mais, dans le pire des cas, cela ne les conduit qu'à la vie libre pour plus tard, et ne les convertit pas en délinquantes sociales.

La charité publique de Buenos Aires, pratiquée presque exclusivement par des dames, s'adresse de préférence aux petites filles. La docilité de celles-ci les rend plus accessibles aux conseils amicaux, devant lesquels le mineur se rebelle généralement. Ils sont innombrables les ateliers de charité organisés par des initiatives particulières, les établissements d'éducation tenus par des associations laïques ou religieuses ; la petite fille est plus protégée et guidée par la classe puissante que le petit garçon, avide avant tout d'indépendance et de liberté.

La petite fille fréquente régulièrement les clases de l'école primaire, et alors que le petit garçon n'y assiste pas, faute de ressources des parents pour le pourvoir des livres, de fournitures et de vêtements, la petite fille rencontre quelqu'un pour lui offrir tout ce qui lui est nécessaire pour cela.

A seize ans, des fois auparavant, elle commence sa vie propre, soit en s'employant dans des magasins ou dans des bureaux, soit en se plaçant comme femme de chambre, comme aide de cuisine, couturière, repasseuse ou b'anchisseuse.

Les petites filles abandonnées ou orphelines, soumises à la tutelle du Juge de Mineurs, sont celles qui ont le plus de motifs pour souffrir de leur état, car la charité privée ne leur arrive pas. Elles se trouvent à l'Asile de Mineures, et là elles restent jusqu'à ce qu'elles soient envoyées par le juge à des familles qui demandent des servantes.

A 22 ans elles recouvrent leur liberté.

Ou trouve peu de délinquantes parmi les mineurs: ce sont en général des adultes et elles appartiennent à la race espagnole ou italienne. On peut calculer, par les statistiques de 1905 à 1909, que la proportion est de 65 % d'étrangères pour 40 % d'argentines.

Il est difficile de déduire les causes de ce phénomène par les renseignements indiqués, on pourrait supposer que c'est par les tendances criminelles plus accentuées de l'une ou de l'autre race, mais je crois plus logique de l'attribuer aux éléments qui composent la population, car on sait qu'ici les étrangers prédominent.

Le vol constitue le délit principal et il est immédiatement suivi en importance par les blessures et les homicides. Je dois faire constater que l'infanticide à Buenos Aires est un crime insignifiant quant au nombre, si on le compare à la densité de la population, et il est satisfaisant de le noter, car il constitue l'une des sources les plus importantes de la criminalité en Europe.

En 1905 il y eut 6 infanticides, 10 en 1906, et 12 en 1907. Ce chiffre descendit à 8 en 1908, et remonta à 13 en 1909. Comme on le voit, le chiffre est peu élévé et significatif, si on lit entre les lignes ce qu'il révèle. L'état économique du pays est flatteur, l'indice de la natalité également; les mères pauvres n'ont pas de raison de détruire leur enfant, une bouche de plus ou de moins n'est pas une charge appréciable, et, à la rigueur, elles rencontreraient des ressources et une aide abondante de la part de la charité publique et privée.

L'adultère, une autre cause qui motive l'infanticide, n'est pas non plus à Buenos Aires, une source de délit qui mérite considération.

La sensibilité naturelle de la femme argentine l'empêche de se porter à cette extremité au cas où elle a commis une faute sociale. La Maison d'Enfants trouvés de Buenos Aires donne une chiffre élevé de population, et produit des citoyens qui sont traités comme les autres, ce qui n'arrive pas dans certains pays dans lesquels la naissance illégitime est considérée comme une " capitis diminutio ".

Il est intéressant de prouver que certains métiers poussent plus que d'autres à la criminalité.

Les femmes de chambre qui sont sollicitées par la tentation du luxe qui les entoure, sont les principales délinquantes. En 1905, il y en eut 61, en 1906, 49, en 1907, 61, en 1908, 46, et en 1909, 67. Les couturières occupent le second rang, 46, 45, 43, 32, et 43 furent accusées et condamnées pendant la même période; viennent ensuite les cuisinières 28, 31, 28, 21 et 29; les laveuses, 15, 23, 35, 28 et 18; et les repasseuses, 11, 11, 31, 13 et 17.

Il est à supposer que, parmi les délinquants adultes, ce sont les " sans travail " qui commettent le plus de délits. Il figure 83 femmes sous cette rubrique en 1905, 75 en 1906, 90 en 1907, 65 en 1908 et 63 en 1909.

L'alcoolisme n'est pas chez les femmes une source de criminalité. La criminelle est, en général, victime de l'hérédité, due à un père alcoolique, mais, même dans le cas où elle tombe dans ce vice, il ne la conduit pas jusqu'au crime comme l'homme, il se traduit seulement en désordres qui ne méritent que des contraventions ou des arrestations.

La femme condamnée pour vol, récidive fréquemment, car la peine qui est appliquée aux hommes en cas de récidive, et qui consiste en la déportation dans les colonies du sud, après diverses condamnations, n'existe pas pour elle.

La Commission de Réformes Législatives, établissait dans son projet de code pénal, de 1904, que le récidiviste serait déporté après une troisième condamnation ; mais la femme éludait cette disposition, de même qu'elle éludait la précédente, car il n'est pas possible de l'envoyer dans des terres solitaires et de la soumettre au même traitement que les hommes.

Mais, il est nécessaire que l'on établisse dans le code une répression spéciale de la récidive féminine, avec une peine également adaptée à son état et à sa constitution.

Il suffirait, à mon avis, de lui faire accomplir sa peine dans une prison située dans une province de l'intérieur. Il ne s'agit pas de lui imposer des souffrances, mais de lui donner de la crainte par la déportation.

A Buenos Aires, les délinquantes subissent leur peine à la Prison de Femmes, avec les accusées.

L'édifice qui est très ancien, était à l'époque de sa fondation en 1735, un couvent appartenant aux Pères Jésuites.

Mais ceux-ci furent expulsés en 1767 et leurs biens passèrent, par ordre d'une cédule royale, aux PP. Bethlémites. Ceux-ci administrèrent le couvent jusqu'en 1822, année où furent supprimées les communautés religieuses. En 1823, le gouvernement le déclara d'utilité publique, et en fit un Hospice de Fous. Plus tard, à l'époque de Rosas, il fut converti en caserne, et en 1860 il devint Pénitencier.

Depuis quelques années seulement, il remplit l'office de Prison de Femmes et d'Asile de Mineurs.

Au rez-de-chaussée, se trouvent les salles-à-manger et les lavabos, ainsi qu'une belle chapelle, dont la photographie est ci-jointe. A l'étage se trouvent les dortoirs et la salle de travail, dont je reproduis quelques vues.

Le problème de la criminalité féminine n'a pas inspiré un grand intérêt à Buenos Aires. Les pénalistes considérant que la statistique des délits était insignifiante, et que les causes n'étaient ni appréciables ni durables, ils ne se sont pas préoccupés de leur étiologie, ni de leur prévention, ni de leur récidive.

De là vient que la prison est confiée à la direction de sœurs. Quelle en est la conséquence? Les détenues sont traitées avec douceur, mais sans principes scientifiques. La prison manque d'orientation, à l'inverse de ce qui arrive dans les autres prisons nationales. C'est en réalité, une école-atelier, dans laquelle les 90

à 100 condamnées et accusées, qui constituent sa population habituelle, mènent une vie paisible et confortable.

Elles se lèvent à 6 heures, entendent la messe à 7, et prennent le petit déjeuner à 8. La revue de propreté et l'arrangement des vêtements a lieu à 8.30 et à 9.30 commence la classe pour les accusées, tandis que les autres font des travaux de couture. A 11.30 elles déjeunent et à 12.30 se récréent, à 1.30 elles travaillent dans la salle et les ateliers et à 3.30 elles prennent la collation. L'école pour las condamnées commence à 4 heures et finit à 5. L'instruction religieuse vient ensuite et après le dîner qui a lieu à 6.30, elles se recréent jusqu'à 7 heures et ensuite font les prières. Elles se couchent à 8 heures.

Elles font quatre repas par jour et les condamnées portent un uniforme. Pour les menus travaux de couture qu'elles font et qui se vendent, elles reçoivent une rémunération.

Les prisons sont arrivées à un progrès notable en ce qui touche le traitement humanitaire des détenus, mais il convient de se demander devant le régime que je viens d'exposer si on réalise ainsi la défense sociale. La réclusion ne suffit pas, il faut en outre une discipline appropriée qui fasse sentir aux détenus le désir de ne pas récidiver.

Les sœurs de charité, ne voient dans les détenues que des êtres tombées; elles ont établi un régime de consolation et de douceur, plus approprié pour des pauvres honteuses destinées à rester toute leur vie dans un asile, que pour des délinquantes destinées à retourner à la vie sociale.

Il est douteux que les détenues fassent dans leur vie libre, quatre repas par jour, et qu'elles reçoivent en outre des vêtements et de l'argent.

A mon avis, le manque de régime scientifique et d'orientation dans la prison de femmes peut conduire à une augmentation de la récidive.

Je suis partisan enthousiaste du traitement humanitaire des délinquants, mais je considère comme une grave erreur, de les entourer d'attentions extrêmes qu'ils ne connurent pas avant leur délit et qu'ils ne connaîtront pas après. C'est préjudiciable pour eux et pour la société, c'est invertir la conception de la peine, c'est récompenser le délit et encourager sa répétition.

La réforme nécessaire dépend, indubitablement, du Pouvoir Exécutif; de leur côté, les sœurs ne font qu'appliquer le régime qu'on leur a indiqué, et elles le font avec une complète abnégation.

Vingt sœurs sont chargées, non seulement des cent condamnées et accusées, mais aussi, des centaines d'enfants qui se trouvent dans l'Asile de Filles.

Ces dernières ne sont pas des délinquantes, mais des hospitalisées, des orphelines ou des abandonnées, mises là jusqu'à leur majorité par les juges de mineurs.

ROBERTO LEVILLIER.

Buenos Aires, Mars 1910.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

DE

L'ADMINISTRATION SANITAIRE

ET DE

L'ASSISTANCE PUBLIQUE EN 1910

PAR LE

Dr. Cupertino del Campo (fils)













1. Abatoirs de Liniers, Inspection des Moutons. — 2. Direction Générale de l'Administration Sanitaire et Assistance Publique, Façade de la maison Centrale. — 3. Hôpital Muñiz, Salle du Pavillon Roverano, pour tuberculeux. 4. Appareil Marot, Grand modèle. — 5. Ambulance de premiers secours, Dernier modèle. 6. Façade de l'Hôpital Pirovano.

L'ADMINISTRATION SANITAIRE

I

Organisation et fonctions

La Direction Générale de l'Administration Sanitaire et de l'Assistance Publique est une vaste administration municipale, chargée de veiller à l'hygiène publique et de fournir l'assistance médicale gratuite aux malades pauvres, dans l'immense rayon de la ville de Buenos Aires, capitale fédérale de la République.

Comme son nom l'indique et comme ses fonctions l'exigent, elle est divisée en deux grandes sections. A la première (Administration sanitaire) incombe tout ce qui se rattache à l'hygiène et à la prophylaxie, et à la seconde, ce qui concerne l'assistance hospitalière et à domicile.

L'Administration Sanitaire comprend les services suivants:

1.° Inspection Technique d'Hygiène, subdivisée en:

a) Prophylaxie urbaine des maladies infecto-contagieuses.

b) Désinfection et assainissement, qui s'effectue dans des établissements "ad hoc" et à domicile.

c) Inspection des abattoirs, des marchés, des laiteries, des écuries, des cités ouvrières, des hôtels, des auberges, des maisons meublées, etc.

2.° Vaccination anti-variolique.

3.° Vaccination anti-rabique.

4.° Laboratoire d'analyses bactériologiques, chimiques et d'observations météorologiques en relation avec l'hygiène urbaine.

5.° Inspection des nourrices.

6.° Section protectrice de la première enfance.

De l'Assistance Publique dépendent:

1.° Assistance hospitalière.

2.° Assistance médicale à domicile, d'urgence et de premiers secours.

3.° Assistance médicale dans les cabinets de consultations.

4.° Délivrance de médicaments aux malades pauvres.

5.° Service d'autopsies, pour ceux qui décèdent sans l'assistance médicale.

6.° Assistance aux convalescents, aux vieillards, aux invalides, aux errants, etc.

7.° Dispensaire de salubrité.

8.° Asile de refuge pour les personnes qui vivent dans un milieu malsain et infecté ou qui doivent être isolées en cas d'épidémie.

9.° Train central d'ambulances pour la conduite des malades, des blessés, etc., matériel de transport pour les blessés et moyens de porter les premiers secours en cas d'accident.

10. Ecole d'infirmiers et de massagistes.

Pour la meilleure réalisation de cette tâche importante, l'administration a ces services installés dans divers endroits, les uns, à la Maison Centrale et, les autres, dans des établissements spéciaux de propriété municipale ou pris en location.

Les premiers sont:

Direction Générale — Secrétariats — Inspection de l'administration — Valeurs et comptabilité — Registres de malades et rapports — Service médical permanent — Laboratoire bactériologique — Inspection technique d'hygiène — Bureau central de désinfection et d'Assainissement — Inspection des laiteries.

Et les seconds:

Hôpitaux: San Roque, Rawson, Muñiz, Fernández, Pirovano, Alvarez, Argerich, Alvear, Sanatorium Tornu. — Postes de secours: Bosch, Liniers, Santa Lucía, San Bernardo, Las Heras, Villa Devoto, San Carlos, Nueva Pompeya. — Asile nocturne — Ecole d'infirmiers et de massagistes — Dispensaire de salubrité — Laboratoire Pasteur — Postes de désinfection: Nord, Sud, Belgrano, Flores, Boca et Barracas — Parc sanitaire de désinfection — Six dispensaires de nourrissons — Laiterie rurale — Inspection des nourrices — Sept cabinets de vaccination — Inspection vétérinaire de: Mataderos, Barracas, Retiro, Once, Constitución, Palermo, Boca, Casa Amarilla, Darse Sud, Pont Alsina, Flores, Belgrano, Sola, Buenos Aires et Federico Lacroze.

Le Directeur Général est l'assesseur technique de l'Intendant Municipal, il a la superintendance de tous ces services, et de lui dépendent, par conséquent, tous les employés de cette administration.

Le personnel de la direction générale est constitué par:

Un secrétaire général (sous-directeur), deux sous-secrétaires (un de l'Administration Sanitaire et l'autre de l'Assistance Publique), un secrétaire administratif (commis principal), des employés auxiliaires, un trésorier-comptable, etc.

L'administration ainsi organisée et le travail divisé sous la forme indiquée, avec de nombreux bureaux et un personnel plus nombreux encore, elle peut satisfaire aux multiples tâches auxquelles l'obligent l'énorme rayon de la ville et le rapide accroissement de la population qui étendent et compliquent sans cesse les services sanitaires.

Il suffit de jeter un rapide coup d'œil rétrospetif et de voir comment, en peu de temps, ses services se sont étendus et se sont accrus, comment la capacité des hôpitaux a été en augmentant par la création de dépendances, comment on a amélioré l'organisation et augmenté le personnel, comment l'on a distribué et subdivisé la tâche d'une façon plus rationnelle, pour comprendre la nécessité d'une évolution ininterrompue dans notre milieu en formation et en constant mouvement de progrès.

II

Notice historique [1]

L'Assistance Publique, comme institution communale, a son origine dans la " Commission d'hygiène ", l'une des branches en lesquelles la Municipalité fut divisée, lors de sa création par la loi d'Octobre de l'année 1854.

L'article 32 du chapitre II de cette loi assignait à cette Commission la tâche de veiller à " la propreté des rues et de tous les lieux publics, à l'éclairage, à la désinfection de l'air et des eaux, à l'enlèvement des ordures, à la propagation de la vaccine, au régime et à la conservation des hôpitaux, à la propreté et à l'amélioration des abattoirs, à la bonne qualité des médicaments et des aliments mis en vente, à la conservation et à l'augmentation des cimetières dans des endroits convenables, à prendre les précautions pour éviter les pestes, les immondices et les incendies ".

La Commission d'Hygiène qui fonctionna sans attributions bien définies, car elles n'étaient pas clairement délimitées avec celles du Conseil d'Hygiène Publique de la Province de Buenos Aires — qui fut remplacé postérieurement par la Section Nationale d'Hygiène — accomplit sa tâche dans la mesure de ses forces, regardant en face et résolvant quelques uns des problèmes sanitaires de la Buenos Aires d'alors, réduite et peu peuplée.

Plusieurs années après, en Janvier 1883, l'Intendant Municipal, don Torcuato de Alvear, créa l'Assistance Publique et nomma son premier directeur, le docteur José María Ramos Mejía, qui prit possession de son poste en Février de la même année, installant la direction dans l'Hôpital San Roque.

Le docteur Ramos Mejía dut organiser et tracer la voie à la nouvelle administration, commençant par centraliser celle des cinq hôpitaux (Général d'Hommes, Buenos Aires, San Roque, Hospice de las Mercedes et Maison d'Isolement) avec un total de 853 malades, qui dépendaient à cette époque du pouvoir municipal.

C'est à lui que revint la tâche de tracer le premier plan de la nouvelle administration, de créer les services et de formuler des projets prévoyants pour l'avenir, dont beaucoup ont été réalisés avec le temps, par les directeurs qui lui ont succédé.

Parmi les faits les plus importants de ses fonctions de cinq années, figurent: la création du corps médical pour l'assistance à domicile, la réglementation de la prostitution, la création de cabinets de consultation extérieur pour les pauvres, l'un desquels — celui des maladies nerveuses de l'Hôpital San Roque — il prit à sa charge personnelle, l'unification des divers services sanitaires sous sa direction immédiate, profitant de l'incorporation de la Maison d'Isolement et de l'Administration de Vaccine, l'institution du concours pour l'approvisionnement

(1) Pour plus de détails, consulter *La Administración Sanitaria y Asistencia Pública en Buenos Aires*, par les docteurs José Penna et Horacio Madero.

des postes techniques et la crémation des cadavres des décédés par maladie contagieuse dans les hôpitaux et non réclamés par les familles.

En Mars 1887, il quitta son poste à cause de sa mésintelligence avec l'Intendant Alvear, et il le reprit au mois de Juin de la même année, à l'époque de l'Intendant Crespo, pour l' abandonner d'une façon définitive au mois de Juin de l'année suivante.

Pendant la seconde période de son administration, il put compléter son œuvre première, et il transporta la direction à l'Hôpital de Femmes de la rue Esmeralda, la dotant d'une " Salle d'Urgence ", il inaugura le Laboratoire Bactériologique et l'Institut Anti-Rabique et créa la Section d'Hygiène, chargée de veiller à la propreté et à la désinfection des habitations.

Le docteur José M. Astigueta succéda au docteur Ramos Mejía, qu'il avait déjà remplacé pendant les trois mois qu'il avait quitté son poste.

Le nouveau directeur fit construire un autre hôpital (l'actuel Hôpital " Rawson "), il fonda le Dispensaire de Salubrité et le Sanatorium pour les syphilitiques, il installa le laboratoire de vaccine anti-rabique, l'Inspection d'Hygiène, la droguerie et la pharmacie centrale, l'inspection du Marché d'approvisionnement et augmenta le personnel du service d'urgence.

En 1890 le docteur Eugenio Ramírez fut nommé directeur, et il continua l'œuvre de ses prédécesseurs. On doit signaler parmi ses réformes: l'institution d'un comité d'études, formé par les employés supérieurs, techniques et administratifs de l'administration et chargé de discuter et d'étudier les problèmes les plus importants de la Direction Sanitaire. Il fonda, en outre, les *Annales de l'Assistance Publique.*

Il fut remplacé en 1892 par le docteur Emilio R. Coni, qui donna une nouvelle impulsion à l'administration, demandant et obtenant l'établissement de l'Administration Sanitaire et de l'Assistance Publique sur des bases solides. Le docteur Coni installa le Poste Nord de Désinfection, il fit sanctionner l'ordonnance projetée par le docteur Ramírez, sur la désinfection obligatoire, étendit le service des médecins de section, installa une Maternité à l'Hôpital San Roque et annexa à l'administration l'école d'Infirmiers qui était, jusqu'alors, une institution de caractère particulier, fondée et dirigée par la doctoresse Cecilia Grierson.

En Avril 1893, le docteur José Ayerza prit la charge de la Direction de l'Assistance Publique, poste qu'il remplit pendant le bref espace de temps de six mois, et il fut remplacé par le docteur José B. Señorans qui resta jusqu'au mois de Novembre 1896.

Le docteur Señorans commença la construction de deux grands hôpitaux: celui de Muñiz et celui de Pirovano, il inaugura la Maternité et les salles d'autopsie et de chirurgie de femmes de l'Hôpital Rawson et il fut l'auteur de divers projets bien étudiés.

Le docteur Telémaco Susini, nommé en 1896, fit construire la première section de l'édifice de la Maison Centrale, l'Hôpital Alvarez, le pavillon de chirurgie de l'Hôpital San Roque, deux pavillons de l'Hôpital Nord, il créa les postes sanitaires de San Carlos, de Nueva Pompeya, de Las Heras, de Santa Lucía, et de Villa Devoto, et il augmenta le personnel de l'Inspection d'Hygiène, en nommant des inspecteurs sanitaires, chargés de dresser des rapports, après visite domiciliaire préalable, sur tous les cas dénoncés de maladies infecto-contagieuses.

Mais l'innovation la plus importante du docteur Susini, celle qui est la plus connue du public, celle qui a attaché pour toujours son nom à la répartition, consiste dans l'organisation du service des premiers secours, dont il a été le véritable fondateur, car il introduisit dans son fonctionnement, le personnel et les moyens de transport, des modifications tellement fondamentales et complètes, que l'œuvre, une fois terminée, fut entièrement nouvelle. A partir de cette époque le public commença à voir circuler par la ville, dans toutes les directions, les rapides et élégantes ambulances, au son de cloche desquelles, les véhicules et les piétons s'écartaient et s'arrêtaient pour les laisser courir au secours du blessé ou du moribond. Aujourd'hui ce service qui s'est étendu et dont s'enorgueillit légitimement notre grande capitale, ne fait que se développer en suivant toujours le plan tracé dès le premier moment par son fondateur.

Succédèrent au docteur Susini, le docteur Rodolfo de Gainza, qui exerça ses fonctions pendant la période exceptionnelle du " coup de chaleur "; le docteur Enrique Revilla, qui demanda l'autonomie de la Direction Sanitaire, et le docteur Eduardo Peña, qui améliora les installations existantes, les dotant d'un bon matériel et ordonnant d'importantes réfections dans les bureaux assez détériorés de la Maison Centrale et des services des hôpitaux.

Enfin, depuis le mois de Mars 1906, jusqu'à ce jour, le docteur José Penna est à la tête de la Direction Sanitaire. La tâche qu'il a accomplie pendant ces quatre dernières années, est très vaste, et il a été dignement secondé par son distingué collaborateur, le sous-directeur Horacio Madero; je m'occuperai spécialement de cette tâche en signalant l'état actuel des divers services de la répartition. C'est un acte de justice que l'on doit lui rendre, aujourd'hui plus que jamais, qu'il est sur le point d'abandonner le poste qu'il a occupé honorablement pour dédier son énergie de travailleur et de savant à remplir la haute charge à laquelle il a été appelé.

Néanmoins, et pour traiter d'une question de caractère général, il convient de mentionner ici la solide organisation qu'il a donnée à la Direction Sanitaire, après avoir réfuté victorieusement le projet d'ordonnance présenté en 1906 par le docteur Fernando Pérez, commissionné municipal d'alors.

III

Administration Sanitaire

Inspection technique d'hygiène

On a vu, dans le chapitre I, que l'Inspection Technique d'Hygiène remplit diverses fonctions d'importance capitale et que parmi elles figure, en premier lieu, la prophylaxie urbaine des maladies infecto-contagieuses.

A la tête de ce bureau, il y a un chef et un sous-chef qui ont sous leurs ordres immédiats trois inspecteurs sanitaires médecins, et six inspecteurs d'hygiène, non techniques. C'est avec ce personnel, auquel il faut ajouter le personnel admi-

nistratif, que le chef doit, d'après le règlement, rechercher tout ce qui peut être périlleux pour la santé publique, étudier les causes de la propagation des maladies et la façon de les écarter ou de les supprimer, veiller à l'hygiène de la ville, ordonner de prendre les mesures prophylactiques dans tous les cas dénoncés de maladies infecto-contagieuses et reconnues par les inspecteurs sanitaires, faire inspecter les cités ouvrières, les maisons de rapport et, en général, tous les locaux qui, au point de vue hygiénique, sont sujets à l'intervention municipale. Il est, en outre, le chef de l'Inspection Vétérinaire.

On voit, par cela, le rôle important que le dit bureau remplit dans le mécanisme de l'administration. Tous les grands problèmes d'hygiène publique doivent être soumis à son étude et à son jugement et de là doivent partir les projets et les réformes tendant à l'amélioration de l'hygiène urbaine sous ses multiples faces. C'est, pour ainsi dire, la sentinelle avancée qui veille constamment sur la santé de la ville et c'est à elle que revient, par conséquent, le soin d'écarter, dans les limites du possible, les causes morbigènes: la contagion, la mauvaise qualité des aliments et des boissons, l'entassement, la malpropreté, etc.

Pendant l'administration du docteur Penna, on a doublé le nombre des inspecteurs sanitaires et on a créé six postes d'inspecteurs du lait, chargés de veiller à l'accomplissement de l'ordonnance sur l'hygiène de ce produit alimentaire, ordonnance qui fut présentée au Conseil Municipal par le docteur Baldomero Sommer, sanctionnée le 18 Décembre 1907, qui devait commencer à régir le 1er. Octobre de l'année suivante et qui n'a été mise en vigueur qu'au commencement de l'année courante à cause des nombreux délais qui ont été accordés, malgré l'opposition de la Direction Sanitaire.

Avec la sanction de cette ordonnance, on a fait un pas dans le sens de la prophylaxie des maladies causées par l'ingestion d'aliments contaminés, et il est certain qu'on se rendra mieux compte des bons résultats de cette mesure opportune quand, avec un personnel plus complet et une plus grande pratique dans le contrôle, on arrivera à supprimer complètement la vente du lait non pasteurisé à l'intérieur de la capitale.

Désinfection et assainissement

La désinfection est l'une des grandes ressources sur lesquelles compte la science pour diminuer les effets des maladies contagieuses et empêcher ou limiter les épidémies. C'est pour cette raison que le directeur actuel a attaché une attention toute spéciale à cette dépendance et a amélioré sensiblement son personnel et ses éléments matériels.

La désinfection s'effectue avec des solutions de bichlorure de mercure, savon de crésil, lait de chaux et vapeurs de formol dans les habitations contaminées, employant à cet effet des appareils pulvérisateurs de Geneste Herscher, des formolateurs Breslavia et des lampes Higea; au moyen de la vapeur sous pression dans des étuves Le Blanch, Hitrae et Geneste Herscher, lorsqu'il s'agit de vêtements de malades ou d'objets contaminés transportables qui peuvent, sans détérioration, supporter les hautes températures. La désinfection dans les étuves se fait dans des postes sanitaires "ad hoc", dont il existe cinq actuellement

(Nord, Sud, Flores, Belgrano et Boca), les trois derniers ayant été créés sur les indications du docteur Penna.

Le personnel de ce service est constitué par un chef technique, un chef administratif, des auxiliaires, des administrateurs des postes sanitaires, des contremaîtres, des voituriers, des hommes de peine, des chauffeurs, etc.

On a ajouté à ce service l'équipe d'assainissement, créée aussi sur la demande du docteur Penna et chargée de l'assainissement de tous les lieux insalubres de la ville (destruction des moustiques, desséchement des marécages, enlèvement des dépôts du sous-sol occasionnés par des immondices, des eaux sales, des infiltrations de canalisations d'eau, de cloaques, etc.) et plus spécialement de la destruction des rats, comme moyen préventif pour éviter la peste bubonique.

Parmi le matériel dont le service d'assainissement dispose, on doit mentionner les appareils Marot (automobiles et à traction animale) servant à la destruction des rats au moyen de vapeurs sulfureuses ozonisées, les ratonicides Gubba et les chars stérilisateurs d'eau, modèle Hartmann, capables de fournir cinq cents litres d'eau potable par heure et qui furent commandés en Allemagne à la fin de l'année dernière, alors que l'on craignait le choléra, qui s'était étendu sous forme épidémique dans quelques villes de l'ancien continent.

Inspection Vétérinaire

Un autre point qui a sérieusement préoccupé le docteur Penna a été celui qui a trait à la prophylaxie des maladies produites par les aliments et, dans ce sens, il a été obligé de réorganiser et de développer l'Inspection Vétérinaire, assez insuffisante à l'époque où il prit la charge de la Direction Générale, et dont le personnel doit être, même aujourd'hui, augmenté, si l'on tient compte de l'énorme consommation de produits alimentaires qui se fait journellement dans la capitale. La voie digestive est, comme on le sait, l'une des grandes portes d'entrée de l'organisme, ouverte à de nombreux maux parasitaires, et l'hygiène de l'alimentation doit garantir, en premier lieu, la pureté et l'innocuité des substances ingérées. C'est le rôle de l'Inspection Vétérinaire.

Pendant l'administration actuelle il a été créé des services d'Inspection Vétérinaire dans les stations Once de Septiembre, Constitución, Retiro, Palermo, Casa amarilla, Darse Sud, Boca, Pont Alsina, Flores, Belgrano, Sola, Buenos Aires et Federico Lacroze. Ces treize stations, avec celle du Pont de Barracas, qui fonctionne depuis un certain temps, sont dirigées par un médecin vétérinaire, chef et plusieurs adjoints, auxquels revient la charge de l'inspection de tous les produits alimentaires qui sont introduits dans la capitale. Chacune de ces dépendances a un local propre, où les viandes sont soumises à l'examen microscopique, afin de déterminer leur état sanitaire, surtout au point de vue de la strichnine du porc.

Il y a en outre, l'inspection des marchés et des boucheries, dont le personnel est composé de douze vétérinaires qui ont à leur charge les différentes sections de la ville. Ce service, dont la nécessité a été grandement démontrée par la quantité de produits qui sont inutilisés journellement parce qu'ils sont considérés comme préjudiciables à la santé publique, comprend aussi la surveillance des locaux de ven-

te, aux propriétaires desquels on inflige impitoyablement les amendes lorsque l'on surprend la plus légère infraction aux ordonnances en vigueur.

Les charcuteries, les triperies, etc., sont également l'objet d'une inspection quotidienne et cette section récemment organisée est à la charge de deux inspecteurs vétérinaires qui recherchent la provenance des viandes, veillent à l'hygiène des locaux, à la machinerie et aux produits qui sont employés comme condiments et comme éléments de conservation.

Aux Abattoirs de Liniers, il a été nécessaire d'augmenter le nombre de vétérinaires et d'adjoints, ce qui a permis de faire une inspection plus rigoureuse. Pour se rendre compte exactement de la nécessité d'un personnel nombreux dans ces grands abattoirs, il est bon de se rappeler qu'il est tué journellement le chiffre énorme de neuf mille animaux: bêtes à cornes, moutons et porcs, qui doivent être examinés dans leur totalité et scellés un à un puisque c'est le seul moyen de s'assurer de leur bon état sanitaire et de leur provenance, et de faciliter la tâche des inspecteurs des marchés et des charcuteries. Pour organiser ces nouveaux services, il a été nécessaire de nommer trente vétérinaires et quarante six aides, avec quoi on est arrivé à ce que l'innocuité de tous les produit d'origine animal destinés à la consommation de la population, se trouve garantie.

Pour le meilleur accomplissement de ses fonctions, l'Inspection Vétérinaire a été pourvue d'éléments d'études: microscopes, microtomes, tables d'autopsie, flacons pour échantillons, tables spéciales pour l'examen des viscères, etc., matériel qui a été amené d'Allemagne et qui a permis de former un musée d'anatomie pathologique, parasytologique, thératologique, etc., qui sert de matériel d'enseignement pour les élèves des deux facultés de vétérinaires et de perfectionnement pour le personnel de l'inspection. Une grande partie des pièces anatomiques recueillies dans les autopsies pourra être appréciée à l'exposition d'hygiène annexée au Congrès International de Médecine de 1910, où elles seront montrées dans des vitrines que l'on a commandées spécialement.

Indépendamment de ce service, il existe depuis longtemps une Inspection des Laiteries, dont la mission consiste à diagnostiquer la tuberculose des vaches, au moyen d'injections de tuberculine. En prenant la charge de la Direction Générale, le docteur Penna put se rendre compte que ce procédé se prêtait à de graves erreurs à cause de l'impossibilité d'opérer dans des conditions convenables et d'éviter les mille et une fraudes avec lesquelles les laitiers essaient de dépister l'autorité sanitaire. Il considéra aussi que cette pratique était très préjudiciable à la Municipalité qui est journellement obligée d'indemniser les propriétaires de vaches tuberculeuses qui sont sacrifiées, ce qui, d'un autre côté, est l'origine de discussions et de protestations de la part des laitiers qui ne sont jamais satisfaits de l'indemnité qui leur est allouée comme valeur des animaux ou qui, du moins, font semblant de ne pas l'être. Ces idées le portèrent à transmettre à l'autorité supérieure un projet de création d'un hôpital de vaches tuberculeuses, dans lequel les recherches pourraient être faites avec la rigueur nécessaire pour obtenir des résultats exacts. Cet hôpital permettra d'introduire seulement dans les laiteries de la Capitale les animaux qui, après examen scientifique préalable, seront reconnus indemnes de tuberculose.

L'hôpital de vaches qui aura un laboratoire bactériologique annexe, et dont les installations seront terminées prochainement, sera inauguré d'ici peu.

Section de vaccine

Lorsque, en 1903, la loi de vaccination obligatoire fut promulguée, la Section Nationale d'Hygiène fut chargée de son application. Cette loi mise en vigueur sans que l'on ait fourni préalablement les moyens convenables d'exécution, fut accomplie à moitié et sous une forme telle qu'elle était peu efficace et ennuyeuse pour les habitants, auxquels on ne facilitait pas son accomplissement. Elle fut par ce fait l'origine de disputes et de protestations et occasionna des résistances d'où il résulta que la vaccination faite avec des bureaux peu nombreux et improvisés et un personnel insuffisant qui, d'un autre côté, dut lutter avec l'opposition qu'ils provoquaient dans le public, toujours ennemi des innovations de tout genre et particulièrement d'ordre hygiénique, ne fut pas exécutée sur une grande échelle comme elle aurait dû l'être, et avec la méthode et la discipline que ce moyen prophylactique exige.

Postérieurement (1904) et par décret de l'autorité supérieure, l'exécution de la loi fut confiée, à l'intérieur de la Capitale, à la Direction Générale de l'Administration Sanitaire et de l'Assistance Publique, et elle ne le fut pas dans de meilleures conditions, parce qu'on ne put éviter l'épidémie de variole qui s'abattit sur la capitale en 1906. Ce ne fut qu'en 1907, que le docteur Penna et le docteur Madero, qui s'est aussi occupé d'une manière spéciale de la campagne antivariolique, purent commencer à organiser convenablement ce service, créant, tout d'abord, quatre bureaux de vaccination et plus tard quatre autres, auxquels il faut ajouter les bureaux de contrôle, de propagande et de statistique.

Avec le nouveau personnel créé et la réglementation claire de ses attributions et de sa manière de procéder, on a réussi à augmenter dans une notable proportion, le nombre des personnes vaccinées et revaccinées annuellement. Le bureau de propagande n'a pas peu contribué à ce résultat, lequel au moyen d'affiches murales, et d'avis collés dans les rues, dans les bureaux publics, dans les gares de chemins-de-fer, dans les écoles, les trains et les tramways, par le moyen de brefs aphorismes rédigés sous une forme simple et facilement compréhensible et imprimés sur des cartes postales illustrées, dans des paquets de cigarettes et jusque dans des boîtes d'allumettes, est arrivé, peu à peu, à convaincre les gens de l'innocuité de l'inoculation du vaccin et de ses avantages prophylactiques. Ainsi, on est arrivé à trouver plutôt un allié qu'un adversaire dans le public, ce qui montre une fois de plus, le fait indéniable, que l'éducation de la foule facilite toujours les idées de progrès.

Les chiffres de vaccinés amenèrent rapidement une diminution corrélative dans les statistiques de morbidité et de mortalité par la variole, et cette terrible maladie arriva à être si rare dans la capitale que l'on put croire un instant que, à l'exemple de l'Allemagne, on avait fini par la déterrer complètement. Mais, après deux années, — 1908 et 1909 — de silence ou de manifestations isolées, et presque inappréciables, elle eut une recrudescence jusqu'au moment actuel où le nombre des cas a augmenté, quoique dans une faible proportion.

Dans ce phénomène, il intervient, d'après ce que l'on a pu constater, la manière insuffisante dont est accomplie la loi de vaccination dans l'intérieur d'où affluent continuellement des malades à cette capitale, comme aussi quelque né-

gligence dans la vaccination des immigrants. Dans les recherches faites, on a prouvé que, au début de l'épidémie actuelle, les cas en traitement à l'Hôpital Muñiz (Maison d'Isolement), étaient dans leur majorité de provenance extra-urbaine. Il faut, en outre, tenir compte que, dans ces derniers temps, la variole s'est étendue d'une façon alarmante chez les nations voisines, surtout au Brésil, ce qui fait logiquement supposer que quelque autre facteur, pas bien connu, intervient dans sa diffusion, déterminant le " caractère épidémique ", comme l'appellent les classiques. De toute façon, comparativement à nos voisins, nous devons être plus que satisfaits à ce sujet et il n'est pas possible de douter un seul instant que, sans la vaccination les petits foyers existants se seraient étendus et auraient décimé la population. On peut donc dire que, si la croyance de la disparition de la variole fut prématurée nous sommes dans cette voie, et l'énergie avec laquelle on poursuit cette maladie doit arriver à la vaincre complètement un jour qui n'est pas éloigné.

Afin de pousser les précautions jusqu'à leurs dernières limites, le Directeur de l'Assistance Publique a ordonné récemment aux laboratoires de son ressort de faire des études expérimentales, afin de rechercher si le pouvoir immunisant du virus du vaccin qui est préparé au Conservatoire National de Vaccine et dans les laboratoires de la province, a subi une modification défavorable. Nous en connaîtrons bientôt les résultats.

Laboratoire Pasteur

Ce laboratoire de vaccination anti-rabique fonctionne dans un local propre, construit en 1894, sur une petite bande de terre. Dans la partie antérieure de l'édifice se trouve la Direction, ensuite vient une salle d'attente qui communique avec l'entrée par un vestibule et diverses pièces destinées à la dessication du sérum, à la préparation de vaccins, à l'inoculation de cobayes et au traitement des personnes mordues par des animaux enragés. Dans la partie postérieure de la construction il y a un hangar qui sert pour l'observation des chiens suspects et de logement pour les cobayes inoculés, soit pour des épreuves expérimentales, soit pour la préparation du sérum. Il y a, enfin, quelques pièces à l'étage supérieur de l'édifice occupées par le service, les unes, et une autre par un petit musée en formation.

Aujourd'hui ce bâtiment est étroit pour le nombre des malades provenant de la capitale, de l'intérieur, du sud du Brésil et des républiques du Paraguay et de l'Uruguay, qui viennent demander le traitement. Pour obvier à cet inconvénient le docteur Penna a demandé à l'Intendance d'acquérir un terrain limitrophe de l'établissement qui servirait pour donner plus de commodité aux installations.

Les consultations sont faites tous les jours et le nombre d'injections que reçoit chaque malade varie avec la nature des blessures. Le traitement complet dure quinze jours. La mortalité est de 0,6 %, mais, si on ne compte pas les morts qui ont eu lieu avant la fin du traitement, le chiffre de la mortalité descend à 0,4 %. Le nombre des personnes qui ont été en traitement jusqu'au 10 Mai de cette année est de 10 034.

Les cobayes vaccinés avec des virus fixes, sont divisés en deux séries et on en

extrait journellement deux fois du sérum qui sert, après dessication, pour la préparation du vaccin. On commence le traitement des vaccins tirés des sérums qui ont subi une dessication de douze jours et on arrive progressivement à employer ceux qui ont seulement un jour.

Le personnel de l'établissement est uniquement composé de: un Directeur, deux médecins et deux ordonnances.

Laboratoire Bactériologique

Le laboratoire bactériologique fonctionne dans la Maison Centrale et comprend les sections suivantes: bactériologie, anatomie pathologique, chimie, stérilisation, photographie et section des rats et des chiens. Dans la première se font les examens des crachats, de l'urine, du pus, des exsudations, des pseudomembranes, des liquides de ponction, du lait, de la viande, des conserves, des antiseptiques, etc. et se préparent les sérums, les réactions agglutinantes et hémolitiques. La seconde section (anatomie pathologique) s'occupe des autopsies des cadavres des décédés sans assistance médicale, des morts subitement ou destinés à la crémation, ainsi que des examens histologiques de tissus et de tumeurs remis par les hôpitaux, par la Maison Centrale ou par les particuliers. La troisième section (chimie) est destinée à l'analyse de l'urine, du suc gastrique, des liquides pathologiques, du lait, de la glace. La quatrième (stérilisation) qui a été modifiée et augmentée par le Directeur Général actuel, stérilise les médicaments en solution (morphine, caféine, ergotine, sels mercuriels, cacodilate de sodium, sérum Hayem et gélatine) et le matériel de suture (soie, catgut, crin).

La section des rats et des chiens, créée par le docteur Penna, s'occupe de l'étude anatomopathologique et bactériologique des rats que les équipes d'assainissement enlèvent journellement des maisons de Buenos Aires, surtout au point de vue du germe de la peste bubonique, duquel, ces rongeurs sont les principaux véhicules. Elle doit aussi rechercher quels sont les parasites les plus fréquents des chiens de nos rues et surtout dans quelle proportion se trouve le ténia équinocoque dans l'intestin de ces animaux. Ces dernières recherches sont arrivées à dissiper une erreur de tous nos médecins et hygiénistes, qui pensaient que tous les chiens, ou, du moins, l'immense majorité, avaient dans leurs viscères le parasyte producteur du kyste hydatique. On a prouvé, en effet, que la proportion des chiens infectés, ne dépasse pas 9 %.

Enfin, la section de photographie s'occupe de la documentation graphique des cadavres, des préparations anatomopathologiques et de prendre des vues des établissements de l'administration, avec lesquelles on a formé une riche collection d'albums, dont quelques uns figureront à l'Exposition d'Hygiène du Centenaire. Grâce aux nouveaux appareils récemment importés de l'étranger on peut aussi faire des travaux de microphotographie, ce qui permet de profiter de l'abondant matériel d'étude.

Le personnel de ce bureau technique est constitué par un Directeur, un Sous-Directeur, qui est chef des travaux généraux, un médecin adjoint, deux médecins prosecteurs, deux pharmaciens, dont l'un est chef de la section de chimie, et l'autre de la section de stérilisation, un photographe, quatre adjoints avec traitement et des adjoints honoraires.

Le laboratoire produit fréquemment des travaux scientifiques qui sont publiés dans des brochures et dans les revues médicales nationales; parmi ces travaux de date la plus récente, nous devons citer une étude sur les eaux courantes, par le docteur Julio Fernández, directeur du laboratoire, et une autre sur les microbes du sous-sol de Buenos Aires, par le docteur Alberto Gresbelin, qui seront présentés au Congrès International de Médecine de 1910, en même temps que d'autres études faites par les employés techniques de la Direction Sanitaire.

Inspection des nourrices et Section Protectrice de la Première Enfance

L'Inspection des Nourrices fut créée en 1902 et supprimée, pour des raisons d'économie, pendant l'administration du docteur Eduardo Peña. En 1906, lorsque le docteur Penna prit la charge de la Direction Générale, elle figura de nouveau dans le budget parce qu'elle fut considérée comme d'utilité publique.

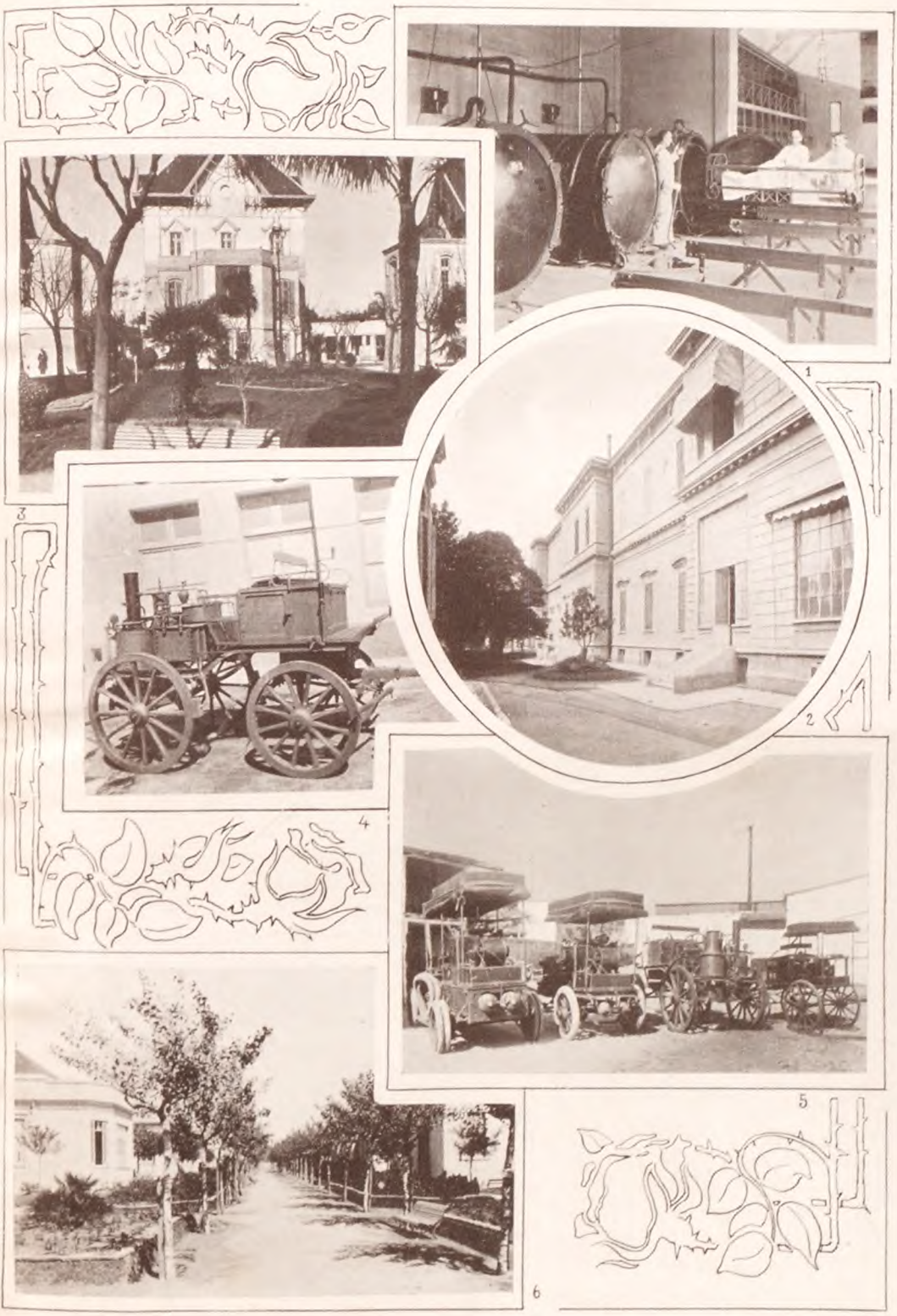
Dans ce bureau on examine les nourrices et on leur délivre gratuitement le certificat correspondant, sans lequel aucune agence de la capitale ne peut les placer, sous peine d'une amende de cent piastres et l'annulation du permis en cas de récidive. (Décret du D. E. du 22 Mars 1905).

L'examen consiste dans une reconnaissance clinique, dans laquelle on recherche spécialement les signes de tuberculose et de syphilis, ainsi qu'en un examen physique, chimique et microscopique du lait (densité, proportion de ses différents composants, éléments figurés, etc.). L'enfant de la nourrice qui, dans chaque cas, doit être porté au bureau, est pesé et soumis à un examen complet. Les renseignements obtenus sont annotés dans un régistre spécial qui sert pour renseigner le public.

Dans le but de rendre plus efficace l'action de ce bureau, la Direction Sanitaire a transmis à l'autorité supérieure un projet d'ordonnance, qui est actuellement à l'étude et qui réglemente complètement et dans tous ses détails l'exercice de l'allaitement mercenaire.

Un autre service qui est le complément du précedent, car il poursuit le même but de diminuer la mortalité infantile, est la Section Protectrice de la Première Enfance, dont l'existence, comme dépendance municipale, est due aussi aux demandes du docteur Penna qui fit annexer à la répartition qu'il dirige la " Goutte de lait ", institution particulière jusqu'alors, fondée et dirigée par le docteur Enrique Foster.

Cette section comprend une laiterie rurale, située à San Vicente (Ch. de F. S.) qui surveille l'extraction du lait dans les laiteries de la localité qui la pourvoient, le centralise, le pasteurise et l'essaye et le remet aux dispensaires d'allaitement qui, au nombre de six, existent dans la capitale. Le rôle de ces dispensaires, dirigés par des médecins spécialistes, consiste à délivrer gratuitement aux mères qui ne peuvent nourrir, l'aliment nécessaire pour leurs enfants (lait pasteurisé, farines lactées), de traiter celles qui allaitent et qui sont malades et de donner des conseils et des indications utiles sur l'alimentation des enfants. C'est donc une institution hautement humanitaire, créée dans le noble but de veiller à la santé des enfants au sein, victimes innocentes de la misère et de l'ignorance, les délivrant d'un sombre avenir et, des fois, des griffes de la mort.



1. Etuves de désinfection de la Station Nord. — 2. Maternité de l'Hôpital Saint Roch.
3. Un pavillon de l'Hôpital Alvear. — 4. Appareil Hartmann pour la stérilisation de l'eau. — 5. Cour du Parc Sanitaire.
6. Hôpital Muñiz, Allée Centrale.

IV

Assistance Publique

Hôpitaux

Les hôpitaux qui dépendent de l'administration sont au nombre de neuf: San Roque, Guillermo Rawson, Francisco J. Muñiz, Teodoro Alvarez, Juan R. Fernández, Pirovano, Cosme Argerich, Enrique Tornu et Torcuato de Alvear.

L'hôpital San Roque est destiné aux hommes, aux femmes et aux enfants, et au traitement de toutes les maladies, exception faite des infecto-contagieuses. C'est l'un des établissements hospitaliers les plus importants de la Municipalité et il comprend quatre services de clinique médicale d'hommes, deux de chirurgie d'hommes, deux de gynécologie, un de maladies nerveuses, un de voies urinaires, un de peau et vénériennes, un d'otorrinolaryngologie, un d'ophtalmologie, deux d'enfants, une maternité, un service de premiers secours et vingt cabinets de consultation à l'extérieur. C'est en même temps un établissement d'enseignement, dans lequel quelques professeurs de la Faculté de Médecine font leurs cours (obstétrique, chirurgie, maladies nerveuses, clinique médicale, dermatologie, affections vénériennes). L'hôpital compte quinze salles et peut contenir six cents malades, et en cas de besoin cent lits de plus.

L'hôpital Rawson est aussi un hôpital polyclinique, pour hommes, femmes et enfants, il a quinze salles avec quatre cent trente lits, chiffre qui peut être élevé jusqu'à quatre cent quatre vingts en cas de nécessité. Il compte cinq services de clinique médicale d'hommes, un de chirurgie de femmes, trois de chirurgie d'hommes, un de gynécologie, deux de clinique médicale de femmes, un de voies urinaires, un d'enfants et une maternité. Les cabinets de consultations de l'extérieur, où on s'occupe de diverses classes de maladies, sont au nombre de douze. Il prête, en outre, des services de premiers secours.

A l'Hôpital Muñiz, (Maison d'Isolement), on soigne uniquement les maladies infecto-contagieuses. C'est un grand établissement entouré de jardins, avec toutes les installations nécessaires à un établissement de son genre, avec vingt salles et pouvant contenir, maintenant que ses installations ne sont pas terminées, six cent soixante malades. Il n'a pas de cabinets de consultation à l'extérieur ni de services de premiers secours.

L'Hôpital Fernández est destiné à l'assistance des femmes, avec seulement un service d'hommes en cas d'urgence. Il a huit salles et cent quatre vingt lits, nombre que l'on peut porter jusqu'à deux cents. Ses services sont divisés de la façon suivante: un de polyclinique d'hommes (cas d'urgence), un de clinique médicale de femmes, quatre de maladies vénériennes de femmes (syphilis), deux de gynécologie et de premiers secours. Il existe, en outre, sept cabinets de consultation extérieurs.

L'Hôpital Pirovano est pour les hommes et les femmes. Il a sept salles, comptant de cent quatre vingt à deux cents lits; il y fonctionne deux services de clinique médicale d'hommes, un de clinique médicale de femmes, deux de chirurgie

d'hommes, un de chirurgie de femmes et de gynécologie, une maternité et cinq cabinets de consultation extérieurs.

Il a des services de premiers secours et d'assistance à domicile pour les malades pauvres.

L'Hôpital Argerich est aussi polyclinique, mais exclusivement pour les hommes. Il est petit. Il compte une seule salle pouvant contenir trente six lits, et six de plus en cas d'urgence. Il a un cabinet de consultation extérieur polyclinique et prête des services de premiers secours et d'assistance à domicile.

L'Hôpital ou Sanatorium Tornu a pour mission de prendre uniquement soin des malades (hommes) atteints de tuberculose pulmonaire à ses débuts. Il compte quatre salles avec une capacité normale de quatre vingt seize lits, et pouvant en contenir trente de plus. En annexe au sanatorium, il fonctionne un Poste de Secours (Villa Ortúzar) avec un service de premiers secours et un cabinet de consultation extérieur polyclinique.

L'Hôpital Alvear, de construction récente, est le plus grand de tous. Il est situé dans un grand terrain, éloigné du centre de la ville; une fois terminé, il pourra contenir jusqu'à deux mille malades. Maintenant il compte trois salles avec un total de trois cents lits. Cet établissement est destiné à l'assistance des personnes atteintes de maladies chroniques et convalescentes, qui jusqu'à ces derniers temps étaient recueillies dans un local inapproprié, de propriété particulière, loué par la Municipalité: l'Hôpital Crespo, qui servit pour recueillir l'excès des malades chroniques qui occupaient trop de place dans les hôpitaux communs, où l'on devait soigner surtout les malades atteints de souffrances aigues.

Enfin, on doit mentionner deux autres hôpitaux, dûs à des dons particuliers et qui sont actuellement en construction: l'hôpital Durand et l'hôpital Parmenio Piñero.

Malgré tous ces établissements énumérés, le nombre de lits pour malades pauvres est faible si on le compare à la population rapidement croissante de la capitale, et plus d'une fois l'Assistance Publique s'est vue dans un sérieux embarras pour secourir tous ceux qui nécessitaient l'entrée à l'hôpital. C'est le service de l'administration qui a le moins progressé pendant les dernières années, malgré que le docteur Penna ait appelé l'attention des autorités supérieures, dans des notes et des rapports, sur l'urgence qu'il y a de solutionner le problème hospitalier, qui est l'un des plus importants, et il a proposé les moyens les plus efficaces, à son avis, puisque la répartition qu'il dirige ne peut par soi-même remédier au grave inconvénient, ni disposer des fonds nécessaires.

Dans son dernier rapport (1909), il dit, parlant à ce sujet, que " si le Conseil Municipal votait annuellement et avec régularité les fonds de l'ordonnance sanctionnée sur nos instances pour la grande œuvre de la réforme, de l'agrandissement et de la réédification des hôpitaux, on pourrait être assuré que ce sérieux problème, le plus sérieux, peut-être, de l'Assistance Publique, dans son organisation actuelle, trouverait une solution passable, tout au moins pour une douzaine d'années.

" Et ces considérations ne limitent pas les modifications qui doivent être faites.

" Dans l'ordre administratif, ces exigences ne sont pas moindres, quoique pas aussi urgentes. La forme de l'approvisionnement, les sources d'où il pro-

vient, la marche à laquelle sont soumises les demandes, enfin, la manière de les recevoir et de les distribuer dans les diverses dépendances, tout cela nécessiterait d'être établi d'une façon qui simplifierait le service, le faciliterait, l'accélérerait, l'améliorerait, si c'est possible, dans la qualité des articles et le rendrait plus économique. Notre travail sur l'Administration Sanitaire et l'Assistance Publique étudie cette importante question dans un chapitre spécial et signale où est le défaut et comment on pourrait le corriger ".

Pendant l'administration actuelle on a activé la construction des hôpitaux Durand et Piñero, on a projeté le pavillon d'entrée et la section des infirmiers de Muñiz, la réédification de San Roque, ainsi que l'agrandissement des autres hôpitaux, agrandissement dont a été chargé l'ingénieur sanitaire, don Carlos E. Martínez, et dont le projet sera présenté, avec les plans correspondants, au prochain Congrès International de Médecine. Le Directeur de l'Hôpital San Roque, docteur Antonino Ibarguren, s'est aussi occupé spécialement, dans un travail bien étudié, du problème hospitalier.

Service médical permanent

Les attributions de ce service, qui a son siège à la Maison Centrale, consistent: 1.° en l'assistance dans des cabinets de consultation et à domicile des malades pauvres; et 2.° dans le service des premiers secours.

Le personnel est divisé suivant ces deux fonctions principales; ainsi, dans le budget municipal, il figure: un médecin chef, un sous-chef, six médecins de consultation et d'assistance à domicile, six médecins internes, douze médecins de premiers secours, un médecin chargé de l'électrothérapie, six pratiquants principaux, vingt quatre secondaires, un administrateur, quatre télégraphistes, un chargé des instruments, un infirmier principal et un chargé du vestiaire, deux dentistes, seize infirmiers, cinq cochers, six servants pour les cabinets de consultation.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Une grande partie de ce personnel a été créé sur les indications et les demandes du Directeur Général actuel qui a voulu porter au plus haut degré de perfection possible ce service qui est en contact constant avec le public auquel il vient journellement en aide, avec célérité et efficacité. Parmi les modifications les plus importantes à ce sujet, on doit citer la nomination de trente trois médecins de premiers secours, douze pour la Maison Centrale et vingt quatre pour les hôpitaux et les postes de secours. De cette façon, on est arrivé à ce que le public soit secouru dans tous les cas par des médecins diplômés, aidés par les pratiquants qui, auparavant étaient presque exclusivement les seuls à remplir ces fonctions dans des cas exceptionnels. Leur nombre a été doublé, et on a aussi créé d'autres nouveaux postes de moindre importance.

Les médecins des cabinets de consultation sont de garde, chaque jour et par tour, au bureau, et ils prêtent leurs services gratuitement à tous les malades qui se présentent, toujours quand ils ont le certificat d'indigence réglementaire; ils sont, en outre, distribués par quartiers pour l'assistance médicale à domicile et pour la reconnaissance des cadavres de toutes les personnes décédées sans

l'assistance médicale, et ils doivent, dans chaque cas, délivrer le certificat respectif.

Les médecins internes dirigent les services d'urgence, la salle de traitement, etc., ils remplacent le chef et le sous-chef du service médical pendant leur absence, font des gardes diurnes et nocturnes, ils ont sous leurs ordres le personnel du bureau de garde, les médecins auxiliaires, les pratiquants et les infirmiers, ils distribuent les malades dans les hôpitaux, et rédigent le bulletin clinique correspondant, ils font la visite des employés municipaux qui demandent un congé pour raison de santé, des aliénés et des cadavres qui sont accidentellement conduits à la Maison Centrale, ils distribuent le service, ordonnent l'envoi d'ambulances et de chars funèbres, surveillent le strict accomplissement des dispositions réglementaires, rédigent un journal, etc.

Les médecins de premiers secours, aidés par des pratiquants salariés et honoraires, s'occupent des demandes à domicile et des accidents sur la voie publique qui, par leur nature spéciale, requièrent leur présence, ils remplissent le bulletin clinique avec les renseignements correspondant aux malades qu'ils ont soigné et ne peuvent se retirer de leurs gardes respectives sans avoir été remplacés par les médecins de la garde suivante.

Immédiatement après avoir reçu un appel d'urgence, téléphonique ou télégraphique, au bureau de garde, sonne le timbre d'alarme dans la cour des ambulances et en face du bureau du médecin interne et presque immédiatement sort une ambulance, qui est toujours prête à partir dans la direction qui lui a été indiquée, conduisant un médecin ou un pratiquant et pourvue d'une pharmacie de premiers secours. En quelques minutes, le malade est soigné à son domicile ou transporté à la Maison Centrale, à l'hôpital le plus proche ou à l'Hôpital Muñiz, selon les cas [1].

Le matériel roulant du service médical comprend quarante six ambulances de premiers secours, car il en a été ajouté trente du dernier modèle (parmi lesquelles trois pourvues des instruments et des éléments de traitement les plus complets, appelées " postes de secours ") aux seize qui existaient antérieurement à l'administration du docteur Penna. Les autres véhicules sont des voitures pour le transport des malades, des chars funèbres, des automobiles et voitures pour les visites médicales, des chars, etc.

Tous les hôpitaux municipaux, sauf Muñiz et Alvear, ont un personnel pour le service d'urgence, constitué par un médecin interne, deux médecins de premiers secours et pratiquants. Ces services disposent de salles d'opérations et de guérison, d'une voiture et d'une ambulance toujours vite arrivée à l'endroit où elle est demandée.

Pour pouvoir satisfaire convenablement aux demandes qui arrivent continuellement des points les plus éloignés de la métropole, il a été nécessaire, en outre du service de la Maison Centrale et des hôpitaux ordinaires, d'installer ce que l'on appelle les " Postes de secours ", pourvus chacun, d'une voiture, d'une ambulance et confiés aux soins de médecins et de pratiquants, qui étendent leur

(1) Consulter *El servicio de primeros auxilios en Buenos Aires*, par le docteur FERNANDO TORRES, directeur de l'Hôpital Alvear (travail présenté au IV^me^. Congrès Panaméricain du Chili).

action dans des rayons déterminés de la ville. Ces postes sont au nombre de huit: José María Bosch, avec dix lits et un cabinet de consultations extérieur polyclinique; Nueva Pompeya, avec dix lits et un cabinet de consultations; San Carlos, avec vingt cinq lits et un cabinet de consultations; San Bernardo, avec quarante lits et un cabinet de consultations; Las Heras, avec vingt lits et un cabinet de consultations; Liniers, avec quatre lits et un cabinet de consultations; Santa Lucía, avec trois lits et un cabinet de consultations; Villa Devoto, avec trois lits et un cabinet de consultations. Trois d'entre eux ont été créés par le docteur Penna et quatre transformés en petits hôpitaux de quartiers.

La Maison Centrale qui a été agrandie et refaite dans ces quatre dernières années, afin de la mettre en conditions de mieux répondre à l'assistance convenable des nombreux malades qu'elle secourt journellement, dispose d'une salle d'opérations, de quatre de guérison, d'une salle pour hommes, d'une pour femmes et enfants, d'une réservée, d'un dépôt de matériel de santé, d'une remise pour les voitures, d'une écurie, etc.

Dans la Maison, il y a une droguerie qui pourvoit les hôpitaux de médicaments et une pharmacie qui exécute les ordonnances des médecins de consultations.

Ecole d'infirmiers et de massagistes

Cette école, annexée à l'Assistance Publique par le docteur Coni, supprimée postérieurement par le docteur de Gainza et nouvellement annexée par le docteur Penna, a pour objet de préparer des infirmiers et des massagistes. Elle fonctionne dans un local de propriété particulière et les classes technico-pratiques sont faites les mardis et les samedis de 4 heures à 6h.30 du soir. Des personnes qui désirent être inscrites au cours des infirmiers; on exige un examen d'entrée qui verse sur les connaissances élémentaires; au bout d'un an d'études, on leur délivre un diplôme d'assistants et au bout de deux, d'infirmiers. Ceux qui aspirent au titre de massagiste doivent avoir fait le quatrième degré des écoles primaires, connaître une langue étrangère pour pourvoir continuer leur perfectionnement et suivre un cours de trois années. Les employés de l'Assistance publique, font leurs études pratiques dans les établissements où ils prêtent leurs services, et les autres élèves, dans les cabinets de consultations et les hôpitaux pour les pansements et la pratique complète qui, avec les observations correspondantes, présentées dans chaque classe, sert pour juger, pendant le cours, de la compétence de l'élève, dont la classification se fait au moyen d'examens sur les premiers secours, l'économie domestique, la cuisine, l'anatomie, la physiologie, l'hygiène et sur les cours spéciaux d'infirmiers et de massagistes. Ces examens sont passés à la fin de l'année, avec l'intervention d'un délégué de l'Assistance Publique et d'accord avec le programme de l'école.

Le docteur Penna a cru bon de maintenir cette institution d'enseignement spécial considérant qu'elle contribuerait à améliorer le personnel subalterne des hôpitaux qui laisse tant à désirer à divers points de vue. C'est pour cela qu'il a toujours donné son appui décidé aux longues demandes faites par sa directrice, la doctoresse Cecilia Grierson, pour faire progresser l'établissement et augmenter le nombre des élèves.

Dispensaire de Salubrité

Le dispensaire de Salubrité est chargé de la prophylaxie des maladies vénériennes dans le municipe. Son personnel est composé d'un Directeur, de douze médecins, dont trois places ont été créées dans le budget de l'année courante, d'un secrétaire, d'un inspecteur, d'un médecin chargé du laboratoire, de quatre agents de contrôle, d'un interprète, d'un chargé des bulletins, d'un chargé de la statistique, de trois servants, d'un portier et d'un ordonnance.

Le service est divisé en interne et externe. Le premier consiste dans la visite médicale de toutes les femmes inscrites ou qui désirent s'inscrire dans les registres de la prostitution et à faire, à ce sujet, toutes les vérifications et annotations écrites correspondantes, pour assurer le contrôle médical et administratif. Ce travail se distribue par tour entre les médecins inspecteurs et le résultat de l'examen est consigné dans le livret d'inscription avec les mots " saine " ou " malade ", annotation qui doit être scellée et signée par le médecin.

Le service externe consiste dans la visite que fait chaque médecin qui en est chargé, des femmes dans la maison de prostitution ou à leur domicile, quand ces femmes, à cause de leur maladie, ne peuvent venir au Dispensaire.

Les fonctions des agents de contrôle consistent dans l'inspection des lieux de prostitution et dans la surveillance de l'accomplissement des dispositions réglementaires et des ordonnances qui les concernent, et au cas où elles ne sont pas suivies, ils en doivent faire la dénonciation.

Le Dispensaire n'inscrit comme prostituées que celles qui le sollicitent, après déclaration préalable qu'elles ont plus de vingt deux ans. Les mineures sont immédiatement envoyées au local indiqué par leur défenseur, auquel on communique le fait directement dans la journée. S'il s'agit d'une étrangère, on lui demande la date de son arrivée dans le pays, le vapeur et les conditions dans lesquels elle vint, l'objet de sa venue, par quels moyens elle est venue, les noms de ceux qui l'accompagnèrent pendant le voyage, etc. Si de cette investigation il résulte que la femme a été amenée sous de fausses promesses, elle n'est pas inscrite et on l'avertit qu'elle peut entamer une action en justice pour la punition des coupables, on la met sous l'autorité de la police, rendant compte immédiatement au commissariat de recherches et on avise, le jour même, l'Association Argentine contre la traite des blanches, pour qu'elle la protège.

Lorsque celle qui vient au dispensaire n'est pas étrangère, on l'interroge, dans le but de savoir si elle se dédie librement à l'exercice de la prostitution ou si elle obéit à des instigations étrangères et, dans ce dernier cas, on prend les mesures de protection déjà exposées.

Les livrets de santé portent imprimées les dispositions municipales correspondantes et les principales règles de prophylaxie.

Dans le but de compléter ce service, le Directeur du Dispensaire a été récemment autorisé par le Directeur Général à installer trois cabinets de consultations gratuites d'affections vénériennes avec tout le matériel nécessaire, lesquels contribueront, au moyen du traitement et de conseils pratiques, à prévenir la diffusion de cette classe de maladies.

Asile Nocturne

Cette dépendance de la Direction Sanitaire comprend, en outre d'une petite maison pour la personne qui en a la charge, deux grandes pièces pour hommes et une pour femmes, des bains, des lavabos et des cours. On y donne le logement aux personnes errantes et aux mendiants qui se présentent. Ceux-ci peuvent passer la nuit sous un toit, sur des planches posées sur des pieds de fer. Deux fois par jour, le matin et le soir, on leur donne une tasse de thé au lait et du pain. La dépense occasionnée par l'asile est de sept cents piastres papier par mois, à peu près. Il peut abriter plus de cent personnes.

25 Mai 1910.

LES FINANCES

DE LA

MUNICIPALITÉ DE BUENOS AIRES

PAR LE

Dr. Enrique Ruiz Guiñazú

LES FINANCES DE LA MUNICIPALITÉ

DE BUENOS AIRES

Le municipe. — Son régime des contributions et des revenus. — Budget. — La dette publique municipale. — Ses relations financières avec le gouvernement de la nation. — Education commune.

La municipalité de la capitale doit être considérée d'après la loi de sa création, indépendamment du concept juridique du vocable qui varie pour les municipalités de province, depuis que l'on a modifié le caractère de notre administration, forcée de s'écarter de la légende des cabildos, par les circonstances politiques découlant de la constitution.

Ouvrons les pages relatant ce tournoi littéraire, l'un des plus brillants qui soit enregistré par le parlement argentin, d'où surgit le raisonnement de son illustre expositeur, le docteur T. Achával Rodríguez, à qui revint l'honneur de prendre la parole au nom de la commission. Le rapporteur se demandait si la municipalité devait être un groupement d'employés, comme l'une des nombreuses administrations ou l'un des nombreux bureaux du gouvernement de la nation, ou si elle devait être, au contraire, une institution indépendante, une entité, dans le sens populaire.

Si cette entité, cette institution devait être simplement une institution de caractère administratif des intérêts du municipe, des intérêts communs aux habitants, prenant le mot administration dans sa plus ample signification, ou si elle devait être, en outre, un gouvernement complet, avec tous les éléments qui le constituent comme tel, avec la faculté rudimentaire de législation, de jugement, ayant à sa charge une section judiciaire, c'est-à-dire, la justice communale du municipe; une institution avec le caractère de pouvoir public, pour pouvoir exécuter et faire accomplir les résolutions de caractère de pouvoir. Aurait-elle la faculté de contribution pour limiter le droit de propriété de l'individu?

Voyons la solution de ces questions sur le terrain des principes et de notre droit écrit.

Nul n'ignore que le gouvernement municipal était préexistant au gouvernement provincial et national: notre propre histoire l'a consacré. Il a vécu de soi-même, produit de ses germes d'existence. La loi est venue et l'a organisé. A-t-elle reconnu ses conditions naturelles comme institution? Nous pouvons déclarer, sans craindre de nous tromper, qu'il est indépendant, relativement aux gouvernements national

et provincial. Mais, est-ce un pouvoir public? Possède-t-il les caractères du gouvernement?

Je me suis avancé à dire que la municipalité de la capitale, pour des raisons dont je parlerai ensuite, n'est pas comparable aux autres municipalités de province et dans ce dernier sens, je reconnais que le gouvernement municipal ne perd pas son caractère primordial, appartenant comme élément de formation, à une province quelconque; au contraire, c'est un véritable pouvoir public en accord avec le régime démocratique.

Une autre chose arrive pour notre municipalité qui, tenant compte des impérieux intérêts nationaux, est la résidence de l'autorité de la nation. C'est le moment de se demander si le gouvernement national a absorbé le gouvernement municipal. Je pense que ce serait juger témérairement que de faire une affirmation catégorique, mais, c'est une vérité reconnue que certains services municipaux sont soutenus par le trésor national, par exemple: le port, les édifices scolaires, les travaux de salubrité, dont la dépense totale se monte à cent millions de piastres; le parc 3 de Febrero, la police, et pour ne pas en citer d'autres, l'aide de divers emprunts.

La raison de tout cela se trouve dans la constitution même. On sait que le Congrès National est la législature locale de la capitale; il a limité, à l'exemple d'autres nations, les facultés impositives de la municipalité, lui traçant un cadre de ressources détaillé en dehors duquel elle ne peut sortir, sans l'autorisation législative préalable, et disposant aussi certaines formalités pour le cas où elle voudrait faire usage du crédit.

D'un autre côté, le président de la République est le chef immédiat de cette ville, étant inadmissible la coexistence de deux pouvoirs exécutifs. Il n'y a pas d'autre pouvoir judiciaire dans la capitale que le pouvoir judiciaire de la nation; la municipalité manque donc des trois pouvoirs: exécutif, législatif et judiciaire.

Une autre considération. Par principe et par doctrine, on ne peut accepter que le pouvoir public émane de la loi, mais de la constitution. Celle-ci n'a pas reconnu d'autres pouvoirs que les trois dont nous venons de parler, de sorte que pour investir la municipalité des attributs d'un pouvoir public, il serait nécessaire qu'il fut compris dans l'un d'eux. Une telle chose n'est pas viable, d'autant plus que sa loi organique étant l'œuvre du congrès de la nation, celui-ci, par sa nature, ne peut créer des pouvoirs publics, parce que cela importerait une délégation de facultés des pouvoirs créés par la constitution.

La municipalité de la capitale n'étant pas un pouvoir public, est-elle indépendante? Je suis d'avis que oui, car il y a de nombreuses institutions indépendantes qui ne sont pas pour cela des pouvoirs publics. Il s'agit d'un régime complet doté de toutes les facultés nécessaires pour se développer dans une sphère d'action propre. Un bureau municipal ne se reconnaît pas comme dépendant du pouvoir exécutif, mais de l'institution autonome à laquelle se réfère l'article 81 de la constitution nationale, quand, en parlant de la forme de l'élection du président et du vice-président de la République, il dit que l'on doit remettre au président du conseil municipal une liste des individus choisis pour remplir les charges indiquées.

La municipalité dans son caractère de personne juridique, est la représentante de l'ancien municipe de la ville de Buenos Aires, avec tous ses biens et toutes ses obligations. On ne peut aliéner ni se servir de ses revenus, pas plus que des

biens destinés au service général du municipe. Dans sa composition organique, l'une de ses parties émane du suffrage par l'élection; la fonction de conseiller est gratuite et a le caractère de charge publique, que personne ne peut récuser, sans motif légitime, sous peine d'amende. La direction et l'administration des propriétés ou des intérêts locaux du municipe lui sont confiées et il édicte toutes les mesures, les ordonnances, et les dispositions sur les finances, les travaux publics, l'hygiène, la bienfaisance et la moralité publique.

L'autre partie, le pouvoir exécutif municipal, est à la charge d'un fonctionnaire nommé par le président de la République avec approbation du sénat et représente la municipalité dans ses rapports avec le gouvernement de la nation, par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur. L'Intendant Municipal peut ordonner l'arrangement de domiciles particuliers, dont les occupants se refusent à accomplir les lois, ordonnances ou décrets se rapportant à l'hygiène, à la moralité ou à la sécurité, à l'effet de les faire exécuter. Il décrète aussi la désoccupation et la fermeture, si c'est nécessaire, de maisons, commerces ou établissements industriels aux cas où, pour des raisons d'hygiène, de moralité ou de sécurité publique, les ordonnances autorisent ces mesures. Enfin, il peut ordonner une arrestation pour une durée maxima de trente jours.

Une étude récente d'Yves Guyot caractérise l'année 1909, comme *l'année des déficits*. Il cite l'Allemagne, dont le prestige influe sur les publicistes, laquelle a dû recourir à 500 ou 600 millions d'impôts, et à un milliard d'emprunts.

Il nous parle aussi de la France, au nom de laquelle M. Cochery a demandé 200 000 000 d'impôts nouveaux pour faire " un budget sincère ". De son côté, M. Neymarck fait noter qu'en 1886, les dépenses militaires des nations européennes oscillaient aux alentours de 3 000 000 000 de francs; aujourd'hui elles dépassent neuf milliards, ayant augmenté dans la proportion de 200 %.

René Stourm, après avoir mis en évidence l'augmentation du budget de la France, le calcule pour 1947 à sept milliards de francs.

Jusqu'où les contribuables toléreront-ils leur obligation tributaire? Tant de matière imposable est-elle justifiée?

Et alors; ce phénomène observé pour les exigences d'un pays, se répète exactement chez les municipalités, grâce au développement extraordinaire des villes qui absorbent les campagnes. Les nécessités financières marchent parallèlement à l'expansion progressive des nécessités collectives, et l'augmentation des dépenses en général est le reflet et la conséquence d'une loi historique: l'augmentation intensive et extensive des états. Le phénomène est universel et de toutes parts on sent l'exigüité des ressources.

A ce sujet, rien n'est plus intéressant que l'ouvrage de Neymarck, *L'obsession fiscale*. Ses pages très substantielles, sont l'exposant du génie des politiques français qui, avec des combinaisons kaléidoscopiques ont fait entrer dans les caisses du trésor des milliards de francs en impôts de toute classe. Ils semblent dotés d'un véritable " courage fiscal ", peut-être encouragés par la pensée de M. E. Loubet, exposée dans son discours au sénat du 2 Avril 1895, dans lequel il disait que: " un ministre des finances doit être l'homme le plus impopulaire

de France", ce qui permet d'affronter les situations les plus critiques. C'est paraphraser M. Thiers quand il affirmait que: "un ministre de finances doit être féroce". Ce concept doit être étendu aux municipalités.

La ville est une entité organique dont le fonctionnement régulier ne doit pas être en opposition avec les lois qui président à son développement. La science des finances est la régulatrice de l'organisme, et en s'occupant des revenus communaux, elle crée le système en accord avec son idiosyncrasie. Comme le dit Cadoux, il faut être très prudent pour apprécier les résultats financiers d'une ville; et d'autant plus, si on veut comparer le mécanisme budgétaire dans des milieux différents par leur population, leur étendue, leur ancienneté et les nécessités et les habitudes de vie collective. On ne peut regarder sous le même jour les monstrueuses agglomérations de création récente et qui s'unifient à peine, comme New-York et Chicago, et les anciennes municipalités historiques comme Paris, Rome et Prague, ou bien, les groupes de communes qui forment une entité sans lien, comme Bruxelles, ou soumises à une autorité supérieure, comme Londres.

Les auteurs modernes excluent de la science financière comme unique but, l'intérêt fiscal, et si on organise un régime, ce doit être en interrogeant la face politique et sociale de la ville tributaire, ou pour mieux dire, en orientant l'action impositive vers les courants économiques et sociaux de la collectivité; ainsi quelques villes européennes subviennent à une grande partie de leurs dépenses, au moyen de leurs entrées presque économiques. Berlin, par ses fabriques de gaz seulement, retire un bénefice suffisant pour se couvrir de près de six pour cent des dépenses annuelles de la ville. Paris retire plus du cinquième de ses revenus des services publics et des propriétés productives appartenant à la ville. Aux Etats-Unis, d'après More Daniels, on ne requiert pas le populaire impôt sur le revenu et il ajoute avec sa fine ironie, qu'en outre de l'intérêt théorique de la question, une grande partie de ce qui a historiquement de l'importance, se trouve dans l'histoire des dits impôts aux Etats-Unis, qui ont eu deux lois fédérales d'impôt sur le revenu.

"..... une morte",
l'autre "sans force pour naître",

et la fin prématurée de l'une et de l'autre étant remplie de conséquences importantes.

La législation financière d'un pays est un ensemble de règles de droit positif; et, comme le dit Garnier: la science consiste en général dans la connaissance de la vérité; et, en particulier pour le sujet qui nous occupe, dans la détermination de la justice en matière de taxes et dans la connaissance exacte de la nature et de la portée des phénomènes économiques produits par la perception et l'emploi des revenus publics. L'art consiste dans une série de préceptes et de règles à suivre dans lesquels la perception et les dépenses sont en relation, préceptes ou règles qui devront être le plus possible en harmonie et en concordance avec la vérité économique.

Traçons à grands traits la capacité du trésor de la commune, en excluant le développement doctrinaire et l'analyse comparative avec les autres capitales.

A Buenos Aires existent la fièvre et l'impatience d'un progrès forcé. C'est

une règle presque invariable que les ressources ne sont pas arrivées à couvrir les nécessités également ordinaires de la commune; il y a des différences énormes soldées par l'usage du crédit externe et interne, par l'augmentation de la dette flottante et par les ressources du gouvernement national.

Si l'on analyse, même superficiellement, l'organisme financier de la municipalité, on observera qu'elle peut seulement se servir pour sa subsistance des ressources que lui vote le congrès comme législature locale; que les facultés impositives accordées comprennent beaucoup d'entrées qui sont de simples rémunérations de services et que l'on établit même des formalités d'autorisations préalables pour le cas où l'on veut faire usage du crédit. En un mot, elle peut augmenter ou diminuer les quotes d'impôts ou de services, mais elle ne peut en créer d'autres sans autorisation du congrès national. Et il faut ajouter, en outre, que la source des impôts indirects — source très abondante en revenus — lui est presque fermée, car les neuf dixièmes en sont perçus par la nation.

Comme conséquence de cela, nous avons la vérité reconnue que beaucoup d'articles des revenus de cette municipalité, ne suffisent pas aux services auxquels ils sont affectés. Ainsi, naturellement et logiquement apparait un régime insuffisant, dépourvu de sources de revenus assurés et productifs, et l'on est obligé d'en chercher d'autres pour répondre aux nécessités vitales du présent et de l'avenir. On doit, alors, arriver au régime fiscal par des modifications dans les ordonnances actuelles, et réglementer le plus parfaitement possible la perception des contributions.

Voici les différentes contributions municipales, selon les prescriptions de la loi 4 058.

Sont déclarés impôts et contributions de la municipalité de la capitale:

1.° L'impôt sur les produits alimentaires.

2.° Celui sur l'extraction du sable, du gravier et de la pierre.

3.° Le droit de place dans les marchés de produits du pays.

4.° L'impôt et la location des marchés et des dépôts de produits alimentaires.

5.° L'impôt sur l'éclairage, son produit devant être affecté aux frais du service et le surplus rentrer dans les revenus généraux.

6.° L'impôt d'enlèvement des ordures et de propreté.

7.° Celui de la vérification des poids et mesures.

8.° Les patentes sur les marchés particuliers, les dépôts de produits; sur les tramways, les voitures et les véhicules en général; sur les crocheteurs, sur les chiens, sur les établissements de machines à vapeur ou d'électricité; sur les théâtres, les cafés-concerts, les revendeurs de places de théâtre, les billards, les cirques, les frontons, les jeux de pelote, les jeux de boules, et autres établissements de diversion et de plaisir, le mont-de-piété, et les établissements de prêts sur gages.

9.° L'impôt d'alignement pour les nouveaux édifices, ou pour la rénovation ou la réfection de ceux déjà construits.

10. L'impôt sur les tramways.

11. L'impôt sur les télégraphes urbains, les téléphones, les compagnies de lumière électrique et de gaz, et les autres entreprises analogues.

12. Le produit de la location de ses marchés et autres propriétés municipales, de locaux pour voitures, de chaînes pour abattoirs, d'extraction des cuirs et de ses propriétés.

13. Le produit de la conduite des cadavres et de la vente, de la délimitation et de la répartition des sépultures.

14. Le produit des hôpitaux, des asiles et des hospices.

15. Le produit de la vente des résidus des gadoues.

16. Le produit des droits de bureau et celui des amendes établies par cette loi, ou par les ordonnances municipales.

17. La partie des bénéfices liquides qui, selon la loi du 2 Novembre 1895, revient à la municipalité, de la loterie nationale.

18. L'impôt de nivellement.

19. Celui de l'usage du sous-sol des voies publiques.

20. L'impôt sur le placement d'avis sur la voie publique, à l'intérieur et á l'extérieur des tramways, des gares de chemins-de-fer, des théâtres, des cafés et des autres établissements publics.

21. Les droits d'inspection des établissements insalubres, dangereux ou incommodes de ceux qui vendent, fabriquent ou introduisent des articles ou des substances alimentaires; des maisons d'achat et de vente de vêtements et autres objets usagés.

22. Le droit de place pour toute voiture qui circule dans le municipe en conduisant des articles d'approvisionnement.

23. La patente annuelle des vendeurs ambulants qui font leur commerce à pied, à cheval ou en voiture.

24. Le droit sur les réclamations qui se font devant la municipalité.

25. Le droit d'inscription des auberges, hôtels, restaurants, établissements de lunch, maisons meublées de rapport, cités ouvrières et autres.

26. Les droits de caves, de copies et de révision de plans.

27. 20 % du produit de la contribution directe du municipe.

28. 20 % du produit des patentes commerciales ou industrielles du municipe.

Tous les esprits préoccupés des intérêts de la chose publique se sont efforcés de définir la nature de l'impôt, de détailler ses qualités, de déterminer les lois de sa sécurité et ont surtout recherché ardemment les moyens de perfectionner sa distribution. Comme le dit Stourm, l'impôt est l'extraction d'une somme, opérée sur les facultés individuelles des contribuables pour subvenir aux nécessités des services publics. Je ne me hasarderai pas à affirmer que dans notre ordonnance, on a tenu compte avec exactitude des qualités naturelles de l'impôt, que l'on a suivi strictement la règle de justice, qui ne consiste pas à faire payer tout le monde, mais proportionnellement, ou que l'impôt doit être déterminé et non arbitraire; que l'on a fait la réglementation des dépenses avec économie; que l'on a évité les relations trop fréquentes et directes entre les employés et les contribuables, et, enfin, quê l'on a fait de l'impôt un stimulant, moralisateur ou protecteur, alors qu'il doit être exclusivement le pourvoyeur du trésor.

C'est pour cela que, pour avoir la raison ou la justification d'un impôt, on devra savoir jusqu'où arrive sa faculté impositive, où atteint une obligation tributaire, quelle est la matière imposable, ainsi que la complexité de son application à l'individu, au commerce ou à l'industrie.

Par dessus tout, on doit avoir une connaissance parfaite de la matière, pour savoir éliminer raisonnablement les systèmes utopiques, par exemple, celui de l'impôt unique, préconisé par certaines administrations municipales comme un

désidératum. L'unité de l'impôt ne se conçoit pas, comme le dit le financier cité, sauf dans une société primitive, dans un milieu rudimentaire, alors que la possession d'un troupeau ou d'un lopin de terre constitue la seule richesse individuelle, et que, un tel impôt se réduit à un dixième sur ce bétail ou sur les produits de ce lopin de terre.

Non, ainsi se confond lamentablement le problème administratif et le financier, alors que l'unique viable est l'unité de perception dans le recouvrement, chose complètement différente. Il en est de même pour l'impôt unique par tête, ou sur le capital, ou sur le luxe et autres impôts socialistes.

Mettons maintenant en évidence par le tableau suivant, la perception détaillée selon les articles de l'ordonnance, en prenant la dernière période de cinq années qui accuse une augmentation progressive et réelle sur chaque année précédente.

Perception générale détaillée suivant les articles du budget pendant la période quinquennale 1905-1909

IMPOTS	1905	1906	1907	1908	1909
Impôt général	3 826 665,95	4 128 408,27	4 506 231,23	4 723 106,13	5 853 224,09
Animaux sur pied	1 837 148,76	1 790 029,73	1 841 285,80	2 111 684,06	2 139 282,50
Animaux morts, viande en morceaux, etc	221 808,54	302 219,50	486 174,15	611 622,70	560 505,51
Wagons et chars dans les abattoirs	59 469,50	57 427,50	57 750,—	60 187,50	—
Marchands ambulants	4 095,—	3 941,—	4 582,50	4 546,—	5 335,—
Extraction de cuirs	74 405,10	74 032,95	77 126,70	86 233,80	88 219,20
Droits de place et d'étalage	284 658,—	296 686,—	334 347,20	413 178,80	432 342,—
Certificats de vente	1 848,50	2 021,—	1 546,50	1 936,—	1 109,75
Régistre de marques	154,—	174,—	236,—	161,—	194,—
Inscription de consignataires	7 500,—	7 450,—	7 400,—	9 100,—	9 950,—
Fruits	83 484,60	75 161,—	69 972,60	81 015,—	97 589,70
Herbes potagères	140 864,80	151 783,70	168 729,50	185 447,20	197 010,—
Charges à pied de fruits ou d'herbes potagères	7 757,15	7 620,50	7 541,50	7 141,10	5 833,70
Poisson d'eau douce	2 677,90	3 377,80	3 466,—	4 455,65	3 028,—
Poisson de mer	19 019,60	17 119,45	22 292,40	26 900,40	39 439,60
Crevettes, crabes, etc	1 559,35	900,—	920,—	5 920,—	5 947,40
Fromage, beurre ou crême	27 349,—	28 097,50	30 344,—	27 232,50	25 251,15
Oeufs	67 978,70	65 807,—	73 530,—	76 835,50	85 551,50
Bois de chauffage	23 537,—	26 665,10	29 189,60	28 038,80	33 605,80
Charbon de bois ou artificiel	97 766,60	111 074,—	123 424,—	122 357,90	115 735,50
Charbon de coke	27 263,—	29 950,—	30 900,—	28 497,50	27 830,—
Fourrage, paille et son	67 117,70	68 360,80	70 834,30	75 284,70	81 602,50
Maïs, avoine et orge	21 144,80	19 597,—	25 730,80	29 246,10	30 611,—
Poules et poulets	89 251,80	91 620,60	105 354,60	133 353,—	132 653,20
Dindons, oies et canards	8 673,70	7 432,50	8 904,30	11 434,50	13 042,10
Canards sauvages et martinettes	1 938,—	2 300,—	1 500,—	870,60	660,40
Lapins	400,70	125,—	212,50	128,40	316,50
Perdrix, pigeons, etc	8 770,—	11 816,—	10 947,—	17 792,—	27 341,80
Mulitas et tatous	—	—	—	676,60	500,—
Lièvres, mulitas et tatous	2 160,60	2 294,—	2 765,—	—	—
Daims et chevraux	263,—	500,—	100,—	100,—	50,—
Glace	17 363,39	24 030,75	25 387,50	29 295,70	33 121,05
Dépôts de produits alimentaires, 1.e catégorie	15 975,—	15 925,—	15 450,—	14 550,—	11 500,—

Perception générale détaillée suivant les articles du budget pendant la période quinquennale 1905-1909

(Suite)

IMPOTS	1905	1906	1907	1908	1909
Dépôts de produits alimentaires, 2.e catégorie	19 225,—	18 300,—	17 620,—	17 470,—	17 040,—
Dépôts de produits alimentaires, 3.e catégorie	29 495,—	29 610,—	28 485,—	28 090,—	29 765,—
Marchands ambulants ou répartiteurs	255 951,—	260 305,—	277 645,—	304 310,—	331 662,—
Charrettes à bras ou porte-faix	269 594,—	290 766,—	331 104,—	359 631,—	416 041,—
Marchands ambulants	26 062,—	25 975,—	27 015,—	28 164,—	33 864,—
Extracteurs de suif, de graisse, etc.	1 543,—	—	—	—	—
Cireurs de bottes	326,—	517,—	659,—	159,—	259,—
Vendeurs en gros dans les marchés	7 210,—	6 785,—	6 505,—	5 205,—	4 455,—
Chars particuliers	213 613,—	196 362,—	207 938,—	186 064,—	188 946,—
Automobiles particulières	25 590,—	39 675,—	60 792,—	81 620,—	109 152,—
Voitures de remise	95 073,—	104 476,—	125 822,50	134 752,50	160 899,10
Chars funèbres	16 497,—	19 747,—	21 295,—	21 866,—	23 230,—
Automobiles de remise ou de louage	2 242,—	3 750,—	2 890,—	5 956,—	5 650,—
Automobiles pour le transport des marchandises	545,—	1 110,—	2 190,—	3 500,—	2 820,—
Voitures de place	94 610,—	93 291,—	97 317,—	100 190,50	100 097,25
Chars de trafic	670 369,50	739 995,50	830 474,—	884 114,50	950 406,35
Vélocipèdes et bicyclettes	29 390,—	28 995,—	29 385,—	28 700,—	33 700,—
Tare	11 758,—	14 580,—	19 970,—	11 000,—	11 500,—
Cochers de voitures de places	6 000,—	6 450,—	6 885,—	7 650,—	8 850,—
Conducteurs de chars	745,—	1 600,—	1 265,—	1 600,—	1 640,—
Tarifs des voitures de louage	359,—	2 259,50	463,—	609,50	1 184,50
Certificats pour conducteurs	885,—	3 800,—	1 500,—	1 500,—	1 575,—
Marchés particuliers	24 500,—	24 100,—	24 100,—	24 000,—	24 600,—
Théâtres	122 747,60	153 078,—	301 384,35	312 829,80	322 226,29
Cirques	800,—	400,—	800,—	7 824,40	6 781,22
Palais des Nouveautés	—	—	—	5 000,—	5 000,—
Pavillon des Roses	—	—	—	2 000,—	3 000,—
Salon des Variétés	—	—	—	—	400,—
Centres sociaux	6 940,—	9 300,—	9 335,—	10 750,—	12 250,—
Fêtes du carnaval, 1.e catégorie	1 000,—	1 583,50	1 000,—	1 000,—	1 000,—
Fêtes du carnaval, 2.e catégorie	1 200,—	2 400,—	2 400,—	1 200,—	1 200,—
Fêtes du carnaval, 3.e catégorie	2 000,—	4 000,—	4 000,—	4 000,—	4 000,—
Fêtes du carnaval, 4.e catégorie	2 500,—	2 500,—	5 000,—	5 000,—	5 000,—
Fêtes de Flores et de Belgrano	—	150,—	150,—	600,—	450,—
Salles de bal	300,—	—	—	300,—	300,—
Cafés concerts	11 000 —	15 000,—	10 500,—	10 506,—	3 090,—
Cafés avec piano ou orquestre	7 800,—	9 000,—	9 600,—	12 700, —	16 050,—
Cafés avec piano et autres attractions	2 000,—	3 725,—	10 375,—	9 300,—	15 500,—
Jeux de pelote, sans entrée	1 200,—	1 000,—	1 050,—	1 150,—	1 100,—
Billards	98 400,—	113 700,—	138 525,—	168 450,—	189 375,—
Jeux de boules	8 870,—	8 420,—	8 225,—	7 960,—	8 895,—
Jeux de tonneau	3 495,—	2 630,—	2 690,—	3 085,—	3 160,—
Jeux de quilles	135,—	120,—	150,—	202,50	187,50
Jeux de quilles	15,—	—	7,50	30,—	30,—
Tirs	550,—	700,—	700,—	850,—	625,—
Phonographes et graphophones	500,—	400,—	1 950,—	800,—	—

Perceptión générale détaillée suivant les articles du budget pendant la période quinquennale 1905-1909

(Suite)

IMPOTS	1905	1906	1907	1908	1909
Cabinets d'optique	775,—	900,—	1 050,—	950,—	1 050,—
Mutoscopes	465,—	475,—	460,—	760,—	597,50
Appareils automatiques	555,—	630,—	847,50	1 357,50	1 282,50
Organistes	6 625,—	2 750,—	3 350,—	1 950,—	3 400,—
Calélopes	400,—	350,—	375,—	625,—	950,—
Musiciens ambulants	255,—	180,—	495,—	330,—	600,—
Voiturettes et gondoles	725,—	500,—	525,—	550,—	625,—
Ecoles de bal et salles d'armes	200,—	150,—	150,—	150,—	150,—
Cynématographes	625,—	1 750,—	7 875,—	65 185,60	84 693,20
Panoramas	—	—	500,—	—	—
Théâtres de guignols	100,—	100,—	225,—	100,—	—
Salles de patinage	—	—	—	—	300,—
Vente de places de théâtre	2 000,—	2 875,—	—	—	15 000,—
Exhibition de phénomènes	—	—	—	25,—	—
Crocheteurs	2 130,—	2 150,—	2 640,—	2 970,—	3 700,—
Patentes de chiens	17 000,—	14 940,—	17 535,—	19 070,—	18 125,—
Bureaux de messagers	1 070,—	870,—	620,—	620,—	—
Maisons de vente aux enchères et agences	5 000,—	5 500,—	5 550,—	5 850,—	6 450,—
Vendeurs aux enchères sans bureau installé	1 820,—	1 620,—	1 580,—	1 360,—	1 750,—
Analyses de substances alimentaires	158 042,33	172 212,56	204 432,57	206 221,22	207 609,44
Vérification des poids et mesures	176 592,—	186 849,30	194 980,40	205 980,10	208 688,40
Poids en vrag	14 854,25	12 814,30	13 765,30	15 398,20	16 550,50
Générateurs à vapeur	48 915,—	48 285,—	51 770,—	53 230,—	55 600,—
Moteurs	19 665,—	26 860,—	34 735,—	41 985,—	52 117,50
Inspection des nouvelles installations	14 525,12	15 324,31	30 328,11	28 883,68	27 872,80
Alignement et édification	648 549,67	738 604,22	940 662,21	846 538,07	1 871 863,22
Inspection des nouvelles constructions	248 534,42	345 990,26	484 723,65	453 843,50	—
Niveaux	355 125,67	467 085,66	1 048 073,05	870 470,69	1 096 353,35
Edification dans l'Avenue de Mai	7 935,75	—	—	1 250,—	—
Puits à première nappe	20 980,—	32 690,—	50 080,—	46 670,—	48 500,—
Citernes	270,—	200,—	230,—	210,—	300,—
Plaques de numération	—	—	8 612,—	10 024,—	10 950,—
Constructions dans le Cimetière du Nord	12 720,—	16 485,—	17 080,—	11 760,—	26 240,—
Constructions dans le Cimetière de l'Ouest	7 435,—	8 035,—	7 825,—	10 110,—	9 745,—
Constructions dans le Cimetière de Flores	20,—	40,—	80,—	110,—	160,—
Cadastre	11,69	—	—	19,10	26,61
Maisons de locataires ou conventillos	96 907,50	95 535,—	93 395,—	93 932,50	92 900,—
Maisons de rapport	7 230,—	6 885,—	8 050,—	9 255,—	10 395,—
Hôtels	8 635,—	9 860,—	12 145,—	16 160,—	17 805,—
Restaurants	5 750,—	6 340,—	7 460,—	8 590,—	9 570,—
Etablissements de lunch	4 090,—	4 940,—	5 310,—	5 995,—	5 840,—
Auberges	11 225,—	12 785,—	12 730,—	12 755,—	13 495,—
Maisons de pension	242,50	287,50	335,—	307,50	232,50
Auberges avec logement	7 345,—	7 410,—	8 160,—	7 805,—	8 360,—
Maisons meublées	10 760,—	11 070,—	14 670,—	11 800,—	13 845,—

Perception générale détaillée suivant les articles du budget pendant la période quinquennale 1905-1909

(Suite)

IMPOTS	1905	1906	1907	1908	1909
Laiteries	4 660,—	4 090,—	3 480,—	3 257,50	3 092,50
Etablissements de prêts sur gages	4 800,—	25 000,—	60 000,—	60 000,—	—
Maisons d'achat et de vente	12 300,—	12 400,—	12 600,—	13 500,—	14 000,—
Maisons publiques	42 800,—	50 200,—	38 000,—	86 400,—	95 000,—
Hôtels garnis	84 300,—	91 500,—	198 600,—	20 000,—	31 200,—
Cafés avec femmes	13 500,—	11 500,—	9 000,—	8 000,—	2 000,—
Fours à briques	7 800,—	9 200,—	6 050,—	7 400,—	8 900,—
Studs	7 440,—	7 560,—	8 715,—	4 710,—	5 745,—
Remises, écuries ou enclos	37 612,—	37 827,50	38 403,—	41 052,50	45 959,—
Remises ou écuries particulières	24 995,50	26 344,25	27 966,75	30 542,25	30 448,75
Maisons de vente de bétail	200,—	300,—	200,—	450,—	350,—
Garages	—	—	—	4 100,—	650,—
Etablissements industriels	48 755,—	52 910,—	89 110,—	72 805,—	79 282,50
Fabriques de conserves de viande	—	—	84 082,50	86 218,20	93 420,50
Plaques	17 063,—	17 150,—	18 661,—	19 597,—	21 612,—
Enseignes	62 369,—	66 118,—	71 130,—	73 492,—	76 794,—
Avis de propagande	122 114,—	138 455,50	142 229,—	161 049,—	187 991,50
Avis dans les théâtres, les gares, etc.	25 767,10	32 647,60	33 610,—	33 775,—	43 552,50
Stationnement de voitures et d'automobiles	209 402,—	207 650,—	220 600,—	230 300,—	234 200,—
Stationnement de voitures et d'automobiles dans les gares de chemins-de-fer	40 005,—	37 110,—	40 275,—	41 400,—	42 300,—
Stationnement de voitures et d'automobiles à Flores ou Belgrano	3 420,—	3 444,—	3 852,—	4 572,—	5 520,—
Stationnement de chars	10 095,—	11 183,—	14 610,—	18 870,—	20 065,—
Stationnement de chars à Flores ou Belgrano	424,—	344,—	778,—	795,—	1 024,—
Tables dans les avenues	11 257,51	11 191,88	13 875,01	16 706,25	20 111,25
Toiles pour garantir du soleil	20 445,—	6 900,—	8 190,—	9 970,—	12 688,—
Tentes	900,—	1 050,—	1 150,—	1 450,—	975,—
Postes de compagnies téléphoniques	10 362,—	10 889,—	11 562,—	11 611,—	49 304,—
Tramways, 6 % de leurs recettes	938 109,27	1 114 944,15	1 243 773,46	1 394 838,87	1 491 396,01
Courbes ou embranchements	10 500,—	8 000,—	18 000,—	24 000,—	58 000,—
Inspection des tramways	31 200,—	31 800,—	32 400,—	35 700,—	35 700,—
Parcours des lignes de tramways	190 900,—	214 200,—	237 850,—	260 690,—	254 935,—
Nouvelles concessions de tramways	—	5 400,—	88 400,—	37 400,—	6 600,—
Compagnies de gaz	573 479,33	620 573,38	682 804,65	768 524,27	819 317,91
Compagnies d'électricité	237 989,11	351 814,52	417 097,85	415 724,65	548 440,67
Compagnies téléphoniques ou autres	195,—	—	—	—	—
Hôpitaux, 2.e catégorie	8 670,—	8 910,—	11 922,—	13 686,—	16 554,—
Désinfection	11 376,20	13 460,30	17 760,—	19 031,50	20 059,50
Laboratoire bactériologique	1 440,—	2 276,—	900,—	1 060,—	900,—
Vaccine anti-rabique	560,—	—	655,—	735,—	575,—
Inspection vétérinaire des laiteries	2 562,—	3 066,—	2 808,—	3 561,—	1 350,—
Inspection médicale	1 720,—	1 835,—	1 455,—	1 970,—	2 125,—
Location d'ambulances	9 390,—	13 740,—	12 795,—	16 380,—	15 970,—

Perceptión générale détaillée suivant les articles du budget pendant la période quinquennale 1905-1909

(Suite)

IMPOTS	1905	1906	1907	1908	1909
Vente de sépultures dans le Cimetière du Nord	386 441,16	440 667,16	425 171,27	439 503,18	860 871,45
Vente de sépultures dans le Cimetière de l'Ouest	53 951,05	91 806,11	98 626,72	103 980,40	110 099,70
Location de niches dans le Cimetière du Nord	500,—	—	5 000,—	2 000,—	3 000,—
Location de sépultures dans le Cimetière de l'Ouest	221 529,37	275 688,10	272 121,38	299 293,51	318 228,89
Location de sépultures dans le Cimetière de Flores	12 725,—	15 167,50	16 770,35	11 349,14	13 620,28
Crémations	4,—	28,—	88,—	30,—	36,—
Inhumation de majeurs dans le Cimetière du Nord	43 550,—	44 600,—	44 700,—	46 750,—	48 900,—
Inhumation de mineurs dans le Cimetière du Nord	5 250,—	6 025,—	6 150,—	5 225,—	5 175,—
Inhumation de majeurs dans le Cimetière de l'Ouest, sous terre	17 525,—	20 190,—	20 585,—	21 950,—	21 095,—
Inhumation de mineurs dans le Cimetière de l'Ouest, sous terre	12 960,—	14 964,—	16 860,—	15 036,—	15 616,—
Inhumation de majeurs dans le Cimetière de l'Ouest, sépulture ou niche	22 520,—	25 320,—	29 120,—	32 720,—	33 420,—
Inhumation de mineurs dans le Cimetière de l'Ouest, sépulture ou niche	3 170,—	3 720,—	4 230,—	3 830,—	4 550,—
Inhumation à Flores ou Belgrano	1 876,—	2 450,—	2 836,—	2 884,—	2 892,—
Introduction de cadavres dans le Cimetière du Nord	21 000,—	29 600,—	24 200,—	25 000,—	30 000,—
Introduction de cadavres dans le Cimetière de l'Ouest	4 600,—	4 750,—	5 000,—	6 500,—	5 900,—
Translation et réduction de restes	25 640,—	28 480,—	33 950,—	28 385,—	35 700,—
Duplicatas de titres de sépultures	1 200,—	1 410,—	1 410,—	880,—	480,—
Transferts de titres de sépultures	7 940,—	10 025,—	11 820,—	11 255,—	9 895,—
Services funèbres	3 102,—	3 990,—	5 118,—	6 000,—	5 460,—
Messes de corps présent	6 975,—	7 700,—	8 050,—	8 900,—	10 575,—
Entrée de voitures au Cimetière de l'Ouest	7 241,80	9 305,—	11 544,—	14 302,—	15 299,90
Gardiens de sépultures	2 435,—	7 925,—	9 055,—	13 825,—	—
Régistre de l'Etat Civil	134 067,—	158 282,—	173 708,—	191 877,—	191 209,—
Droits de bureau	74 393,—	84 682,—	111 786,50	118 762,—	202 721,50
Lavoirs	23 725,30	28 795,70	31 255,85	30 730,40	32 417,15
Eaux courantes à Villa Urquiza	12 739,—	15 918,55	18 437,45	21 991,85	26 272,85
Extraction de sable	13 285,—	12 263,—	12 210,—	11 488,—	6 906,—
Extraction de fumier	9 891,51	8 867,—	27 613,99	1 332,—	844,—
Vente de fumier	—	—	—	—	25 439,48
Ambulance pour animaux	195,—	395,—	615,—	1 095,—	1 370,—
Dépôt de voitures, de chars, etc.	265,69	76,12	38,26	12,90	338,97
Certificats de bonté	50,—	50,—	50,—	100,—	100,—
Compteurs à gaz et à électricité	79 441,—	93 023,—	97 058,—	100 079,50	121 938,—
Sociétés anonymes	3 750,—	8 400,—	17 600,—	19 200,—	19 200,—
Entrées au Jardin Zoologique	51 261,30	102 261,40	103 344,—	107 921,20	113 763,80
Attractions au Jardin Zoologique	8 585,25	9 174,50	11 237,20	12 875,70	14 348,65
Réfection de chaussées	110 989,17	75 842,40	84 269,14	105 154,66	100 818,70

Perception générale détaillée suivant les articles du budget pendant la période quinquennale 1905-1909

(Fin)

IMPOTS	1905	1906	1907	1908	1909
Location de propriétés et théâtre Colón	88 193,66	91 632,60	77 219,55	138 832,47	232 891,23
Ressources des années précédentes	983 260,12	762 633,62	1 247 702,61	2 095 164,23	1 241 942,46
Hippodromes	537 382,22	751 737,20	914 749,03	899 628,03	1 005 089,40
Incinération de gadoues	86 130,—	44 892,—	39 500,—	—	—
Chaussées dans le Cimetière de l'Ouest	4 963,60	7 745,22	9 514,89	9 719,31	11 661,24
Loterie Nationale	199 903,08	55 998,—	37 493,36	100 000,—	28 573,—
Eventuels	182 354,20	186 473,63	195 832,19	233 879,81	292 176,26
Marchés (locations)	459 559,80	456 333,65	468 014,80	497 697,80	481 739,20
Surcharge de locations dans les marchés	50 572,80	55 273,60	55 337,35	43 187,80	41 672,80
Dépôts de matériaux dans les rues	—	—	—	—	96,—
Contribution directe et patentes.	503 663,43	—	440 000,—	750 000,—	650 000,—
Chauffage et traitements (théâtre Colón)	—	—	—	9 397,90	12 720,96
Assurance du théâtre Colón	—	—	—	—	10 000,—
Contribution de la Compagnie Belge-Argentine pour la construction d'un pont	—	—	—	6 500,—	—
Nouvelles constructions hospitalières	17 949,06	15 126,40	15 934,20	15 683,87	16 454,20
Etablissements pour courses de bicyclettes	200,—	—	—	—	—
	18 388 992,98	19 259 502,80	23 235 024,13	25 488 409,15	27 890 659,29

Nous pouvons réduire ces chiffres en englobant les articles dans les dénominations générales correspondantes, pendant les mêmes exercices.

Perception pendant la période quinquennale 1905-1909

IMPOTS	1905	1906	1907	1908	1909
Impôt général	3 826 665,95	4 128 408,27	4 506 231,23	4 723 106,13	5 853 224,09
Droits sur les produits alimentaires	3 832 809,79	3 927 797,38	4 326 977,45	4 948 252,01	5 038 244,86
Patentes générales	1 503 574,10	1 644 037,50	1 983 905,85	2 160 513,80	2 362 543,41
Analyses de substances alimentaires	158 042,33	172 212,56	204 432,57	206 221,22	207 609,44
Vérification des poids, mesures et machinerie	274 551,37	290 132,91	325 578,81	345 476,98	360 829,20
Construction et cadastre	1 301 582,20	1 609 130,14	2 557 365,91	2 251 005,36	3 064 138,18
Droits d'inspection et d'inscription	392 592,50	431 034,25	565 269,75	456 012,25	409 787,75
Etablissements incommodes, insalubres ou dangereux	48 755,—	52 910,—	173 192,50	159 023,20	172 703,—

Perception pendant la période quinquennale 1905-1909 (Fin)

IMPOTS	1905	1906	1907	1908	1909
Publicité	227 313,10	254 371,10	265 630,—	287 913,—	329 950,—
Occupation de la voie publique.	2 288 683,22	2 636 493,93	3 035 217,97	3 272 552,04	3 600 576,84
Assistance publique	35 718,20	43 287,30	48 295,—	56 423,50	57 533,50
Cimetières	862 135,38	1 043 810,87	1 052 405,72	1 099 598,23	1 550 814,22
Régistre de l'Etat Civil et droits de bureau	208 460,—	242 964,—	285 494,50	310 639,—	393 930,50
Rétribution de services en général	139 592,50	159 388,37	187 278,55	166 829,65	215 626,45
Sociétés anonymes	3 750,—	8 490,—	17 600,—	19 200,—	19 200,—
Jardin Zoologique	59 846,55	111 435,90	114 581,20	120 796,90	128 112,45
Chaussées	110 989,17	75 842,40	84 269,14	105 154,66	100 818,70
Location de propriétés et théâtre Colón	88 193,66	91 632,60	77 219,55	148 230,37	232 891,23
Ressources des années précédentes	983 260,12	762 633,62	1 247 702,61	2 095 164,23	1 241 942,46
Hippodromes	537 382,22	751 737,20	914 749,03	899 628,03	1 005 089,40
Incinération de gadoues	86 130,—	44 892,—	39 500,—	—	—
Chaussées dans le cimetière de l'Ouest	4 963,60	7 745,22	9 514,89	9 719,31	11 661,24
Loterie Nationale	199 903,08	55 998,—	37 493,36	100 000,—	28 573,—
Eventuels	182 354,20	186 473,63	195 832,19	233 879,81	292 272,21
Marchés	510 132,25	511 607,25	523 352,15	540 885,60	523 412,—
Contribution directe et patentes.	503 663,43	—	440 000,—	750 000,—	650 000,—
Nouvelles constructions hospitalières	17 949,06	15 126,40	15 934,20	15 683,87	16 454,20
Contribution de la Compagnie Belge-Argentine pour la construction d'un pont sur la rivière Maldonado	—	—	—	6 500,—	—
Chauffage, service d'incendie et assurance du théâtre Colón	—	—	—	—	22 720,96
	18 388 992,98	19 259 502,80	23 235 024,13	25 488 409,15	27 890 659,29

Le fait que la loi numéro 4058 détermine taxativement les sources des revenus propres de notre commune, n'entraine en aucune façon la modalité de l'impôt en soi, modalité qui a souffert des variantes dans la perception et le contrôle et qui, dans des cas spéciaux, en raison de son origine, a eu des difficultés dans de nouvelles matières d'imposition.

Pour ne pas s'engager dans des détails, il convient de mettre en relief le critérium qui a prédominé dans notre administration, pour l'élaboration de l'ordonnance sur les impôts, qui a été étudiée à fond pendant les années 1908 et 1909. Le but général a été de ne pas augmenter les impositions déjà établies. Néanmoins, pour régler équitablement la distribution de certains impôts, on a fait quelques exceptions et quelques dégrèvements corrigeant des inégalités injustes, et évitant ainsi des réclamations et des résistances fondées.

Dans ce dernier cas il y a les droits sur les produits alimentaires. La réforme est abordée par la loi numéro 4231 en faveur des animaux provenant des frigorifiques; l'équivalence sanctionnée pour les différents impôts ne se calcule pas avec une complète exactitude, car on a adopté divers systèmes pour la détermi-

nation des impositions. Ainsi, par exemple, l'ordonnance établit l'impôt suivant le poids sur les bêtes à cornes et les porcs sur pied, qui vont à l'abattoir public, et consacre l'impôt par tête pour les animaux des mêmes races qui sont introduits étant morts dans la capitale.

Dans le rapport du département exécutif accompagnant le budget pour l'année 1909, il était dit que l'imposition sur l'unité de poids, pour les viandes destinées à la consommation, devait servir pour déterminer équitablement l'impôt sur les produits que l'on élabore avec ces viandes dans le même but, maintenant la proportionnalité des charges, avec sujétion aux principes fondamentaux qui régissent la matière. Pour les produits élaborés avec les viandes on projeta les impôts suivant les impositions dont celles-ci sont frappées comme matière première et celles qui sont appliquées aux industries métropolitaines, classant ces industries sous une forme qui consulte le mieux les intérêts du consommateur. En outre, eu égard à la facilité avec laquelle on peut frauder par l'introduction clandestine des produits alimentaires, dans le projet on modifia la sanction pénale de façon à enrayer vigoureusement la fraude, en excitant en même temps le zèle de l'employé du fisc.

Le manque dans notre municipalité d'une direction spécialisée dans le maniement des finances communales, moyennant la réalisation d'un vaste programme nationnel et en harmonie avec les préceptes financiers, constitutionnels et scientifiques, détermina une longue série d'inconvénients et de dérogations à son régime tributaire, ce qui heureusement trouva la réparation indispensable dans la fondation de la direction générale des finances, qui n'existe que depuis peu d'années. C'est à cela que l'on doit l'annotation prolixe de la réforme de l'ordonnance annuelle, déjà en voie de perfectionnement, évitant les litiges judiciaires où l'autorité communale était généralement vaincue.

Pour ne pas nous arrêter trop longtemps à l'exposition, nous passerons par dessus les modifications introduites dans le chapitre des patentes, de l'impôt sur les théâtres, d'analyses, de publicité, de droit d'édification, d'inspection et d'inscription, etc., etc., tout ce qui, comme on l'a vu dans les tableaux précédents, est augmenté d'année en année, à cause du développement de la ville et de l'amélioration des systèmes de perception et de contrôle; lourde tâche qui a été menée à bonne fin, grâce au nouveau mécanisme de la direction des finances. La circonstance particulière d'avoir donné à la publicité notre étude sur les impôts touchant les compagnies téléphoniques, nous exempte aussi de l'obligation de répéter ce travail qui obtint la sanction du conseil municipal.

Nous allons maintenant nous arrêter sur deux questions capitales, pour traiter ensuite du budget, en faisant noter auparavant, que pour la prochaine année 1911, on effectuera l'abaissement graduel des impôts sur la consommation des articles de première nécessité, sur la base d'un plan coordonné de construction de nouveaux marchés et de l'installation du marché général de bestiaux, annexe aux abattoirs de Liniers.

PREMIERE QUESTION

Constitutionnalité des impôts sectionnels. — L'impôt général

En matière de réforme d'impôts, c'est une bonne méthode de rechercher le principe générateur, en s'écartant des faits accidentels qui n'ont jamais servi pour asseoir des théories ni des systèmes de législation. — Le critérium légal — toujours sans passion — repousse les conjectures et l'arbitraire, parce qu'il considère que celui qui reçoit un bénéfice direct est celui qui doit le payer, quoique les bénéfices indirects se produisent et s'étendent dans des proportions incalculables.

Par conséquent, je ne vais pas discuter la convenance de l'impôt général d'une façon abstraite, ni faire une dissertation sur les éléments qui le composent et sur les diverses manières de le percevoir. Un proverbe ancien a associé la mort et l'impôt, dans leur qualité de chose certaine; c'est pour cela, dit More Daniels, professeur à l'université américaine de Princenton, qu'étant deux choses inévitables dans la vie, la plus grande partie des gens essaient d'oublier aussi bien l'une que l'autre.

Il est nécessaire de dire, avant tout, que l'impôt général correspond aux services d'éclairage, des gadoues et de propreté, desquels il est considéré comme rétributif. Cet impôt n'est jamais arrivé à couvrir le montant des dépenses; en 1909, on a inverti 2 737 060 piastres papier pour l'éclairage, et 3 913 520 pour le nettoiement, soit un total de 6 650 580 piastres papier.

Les ressources perçues dans notre budget furent de 5 853 224,09 piastres papier. En conséquence il résulte un déficit de 797 355,91 piastres papier, ce qui arrive tous les ans avec une différence en plus ou en moins, mais avec une invariable constance.

Actuellement, le système en vigueur consiste à percevoir la même quote, tant dans les quartiers où le service municipal est complet et perfectionné, que dans ceux qui sont à peine éclairés ou qui ont un service de nettoiement antique et incomplet. Comme on le comprend sans peine, il est impossible de demander l'existence d'une parfaite égalité entre les lieux favorisés par l'abondante lumière électrique, l'irrigation continue, le lavage des rues, le nettoiement quotidien avec la présence permanente du ramasseur de papiers, avec l'enlèvement journalier des ordures à domicile et d'autres détails que j'omets, mais qui sont efficients pour l'esthétique et l'hygiène, avec ces autres endroits auxquels je me réfère, imparfaitement éclairés, peut-être au pétrole, et sans aucun des avantages préconisés par le public.

Et alors, il y a là une inégalité manifeste qui entraîne immédiatement — comme obligation inéludable — la supplantation du système actuel par un autre plus équitable et qui consulte mieux les obligations tributaires du contribuable, dans la forme projetée par l'intendance en 1908, et qui comprend une petite surcharge dans la contribution, équivalant la propriété au commerce dans le quartier central uniquement, parce qu'il est le lieu privilégié de cette zone de la capitale. Et alors,

dans cette section de la ville, où l'on facilite à un haut degré la vie et la commodité des habitants, on doit augmenter la quote, parce que — comme je l'ai déjà dit, — c'est la seule spécialement favorisée des dépenses d'une charge fournie en égale quantité par le reste de la ville. Ajoutons à cela que les ressources sont toujours faibles, et l'on trouvera la raison majeure pour l'augmentation de la quote de l'impôt.

Peut-être pourra-t-on argumenter que les dispositions de l'ordonnance actuelle sont égalitaires, du moment que l'on prend comme élément de relation la valeur locative de la propriété ; qu'il y a aussi égalité dans la quote, car elle est basée sur un loyer qui monte lorsqu'il s'agit d'un local dans le centre du commerce, et qui est plus modique dans les quartiers éloignés et dans les rues écartées. On dira, enfin, que l'égalité de l'impôt, ainsi généralisé, entraine la logique du système.

Il n'est pas possible d'être d'accord dans la conclusion avec cette façon de raisonner. Au contraire, je suis d'avis que l'argument, si on peut l'appeler ainsi, doit être repoussé et il est facile de le démontrer. Pour tout le monde sans exception, l'élément " service municipal " est une simple cause occasionnelle dans la plus grande valorisation des terrains et des édifices. Habituellement, les services d'éclairage et de nettoiement marchent derrière l'augmentation de la population et l'importance des paroisses et non inversement.

Au contraire, il y a des circonstances multiples qui décident du sort des sections du municipe et par suite de leur puissance économique à ces effets. On conçoit qu'une ligne de tramways, un bon pavage, une promenade ou un parc, un grand édifice public, améliorent un quartier ou facilitent l'augmentation des loyers, toutes choses dont jouit le périmètre déterminé par le département exécutif. Mais, ce serait une nouveauté franchement risible qu'une maison, par exemple, aurait une plus grande valeur parce qu'il y aurait un cantonnier en permanence à l'endroit où elle est située ou à peu de distance ; et on peut dire la même chose pour les autres services.

Alors, si nous devons considérer cette série de facteurs qui influent comme d'autres éléments de relation, conjointement avec la valeur locative, sur la base de l'impôt général municipal, nous résolvons définitivement la perception de cet impôt suivant le projet, c'est-à-dire, en raison même de l'assiduité du service municipal prêté de préférence à une partie de la commune.

Je pourrais m'en arrêter là, mais qu'il me soit permis de faire d'autres considérations de divers caractères, car la haute portée de la réforme nécessite des explications amples et définitives. Je ne m'attarderai pas au facteur fiscal, disant que le 1 % d'augmentation proposé signifie près de 1 000 000 de piastres pour l'année qui commence.

Je préfère porter la discussion sur le terrain de la législation, pour que l'on comprenne que de tous les points de vue desquels on apprécie la réforme, elle n'est contradictoire, ni avec le texte ni avec l'esprit de la constitution nationale. En effet, l'impôt général rémunère des services prêtés par la municipalité à des particuliers, sous une forme telle qu'en aucune manière il n'est subordonné à la conception territoriale comme fait absolu. C'est différent pour la contribution directe — la différence est à remarquer — qui est absolument territoriale, et on l'appelle ainsi. Pour cet impôt, il convient de supposer la division du territoire sans contradiction flagrante avec la constitution nationale ; mais pour l'impôt

général municipal il n'y a pas l'ombre d'un doute; il ne présente à cet effet aucune analogie, même éloignée, avec le précédent et précisément, par une déduction facile, il a admis dans la réalité la division du municipe.

Ainsi il résulte, non seulement de la doctrine et des principes qui régissent la matière, comme nous le verrons par la suite, mais particulièrement de la consécration du principe établi dans l'article 1 de l'ordonnance générale de l'impôt, que l'on n'oblige pas au paiement de l'impôt dans les sections où n'existent pas ces services d'éclairage et de nettoiement. C'est le système implanté pour les endroits inhabités de la ville (article 5 de l'ordonnance).

On ne doit pas confondre l'impôt avec la taxe. Les taxes, selon les personnes versées dans ces questions, enferment l'idée de rétribution; les impôts celle de la gratuité; ils ont une utilité préventive, impalpable, dérivant exclusivement de l'indivisibilité de l'usage du service public. En complétant une comparaison de Leroy Beaulieu, nous pourrons dire qu'avec les taxes, l'Etat travaille comme un commerçant qui ouvre un compte individuel à chacun de ses clients; tandis qu'avec l'impôt il travaille comme un commerçant qui ouvre un compte collectif à toute sa clientèle et répartit ensuite à la fin de l'année, la somme due, entre tous les clients, en raison de la richesse de chacun.

Chaque fois que la distribution des services publics peut se faire individuellement et leurs frais se répartit entre chacun des contribuables qui les utilisent nous avons la *taxe;* rémunération des services publics dont l'offre est *divisible.*

La taxe suppose un contre-paiement, au contraire de l'impôt qui ne donne pas d'avantages directs. La taxe est la fixation d'une valeur à une chose. Seligman dit que la taxe est un paiement pour subvenir aux frais de chaque service spécial prêté par l'Etat, tenant compte de l'intérêt public, mais qui fournit un avantage à l'individu. Sa caractéristique est un bénéfice spécial, joint avec une proposition publique prédominante.

Par conséquent si le territoire intégral du municipe n'est pas grevé par l'impôt général, il est facile de déduire qu'une inégalité ou une diminution de services doit aussi entrainer un tarif ou une échelle proportionnelle à la perception en raison de ces services rétribués. A causes semblables, semblables conséquences. Mais, soyons décisifs et tranchants. Nous avons un jugement du plus haut tribunal de la République, de la cour suprême nationale de justice; jugement récent, en date du 7 Septembre 1905 et enregistré au volume 102, page 392.

L'origine du jugement est semblable à l'événement qui nous occupe et il résulte de son essence, et c'est ce qui nous intéresse au plus haut degré, que l'article 16 de la constitution nationale, lorsqu'il établit que l'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques, doit avoir pour complément les articles 4 et 67, paragraphes 2 et 16; et ni ceux-là, ni l'article 17 ne s'opposent à des impôts ou à des charges spéciales qui revêtent le caractère de rétribution de services ou de frais pour l'amélioration d'une section déterminée du territoire, qui se traduisent en bénéfices immédiats pour les contribuables de la dite section.

M. le procureur général dit: " l'égalité au sens de la constitution, consiste en ce que les impôts pèsent également sans faire d'exceptions personnelles odieuses fondées sur des prérogatives de sang, de naissance, de personnes, ni dans de titres de noblesse, sur tous les contribuables affectés par la loi ".

La sentence de la cour suprême établit entre autres considérants: " que les

articles cités ne s'opposent pas à des impôts ou des charges spéciales qui revêtent à proprement parler, le caractère de rétribution de services ou de frais pour l'amélioration d'une section déterminée du territoire de la République; services et améliorations qui se traduisent en bénéfices immédiats pour les contribuables de la dite section, soit au point de vue d'une plus grande sécurité, soit de l'augmentation des rendements d'une entreprise, soit d'autres, parce qu'il n'y a pas en elle d'inégalité ni de privation de la propriété particulière pour l'usage public, sans compensation préalable ".

Rien n'est plus démonstratif, rien n'est plus précis, rien n'est plus opportun. Cette sentence qui renferme un profond enseignement, nous dit avec tout le poids de son autorité que le projet du département exécutif, par la nouveauté introduite, rend évident, d'après l'opinion des juristes, que l'impôt une fois admis, son égalité ne doit pas être objective, qui dit relation avec les biens exclusivement, mais subjective, qui se réfère à la rétribution du service et à l'amélioration obtenue par le contribuable de la dite section, comme l'exprime textuellement le jugement de la cour suprême. Et cela s'explique facilement. Les contribuables de 1853 et les réformateurs de 1860 n'adoptèrent aucun système de répartition impositive. Ils se bornèrent à déclarer que l'on procéderait équitablement et proportionnellement, voulant signifier par là que dans la répartition de l'impôt, devait prédominer un critérium strict de justice.

Avec une doctrine semblable, nous avons un autre jugement de la cour suprême qui est enregistré dans le tome 101, page 425 et où il est aussi déclaré que: " l'imposition attaquée n'est pas contraire au principe d'égalité pour les charges publiques, dès lors qu'elles pèsent uniformément sur toutes les personnes et sur tous les biens qui se trouvent dans les mêmes conditions ".

On peut voir, en outre, le jugement qui est enregistré dans le même tome à la page 409 sur l'inconstitutionnalité de l'impôt sur les héritages transversaux.

En dehors des nombreux jugements que l'on pourrait citer à l'appui de la doctrine défendue par le département exécutif et qui est la seule à avoir fait son chemin dans la jurisprudence nord-américaine, nous avons la décision de la dite cour suprême nationale dans le procès très important engagé au motif des impôts de dessèchements dans le sud de la province de Buenos Aires. Dans ce jugement on met en relief le manque de raison pour résister à l'impôt régional comme on peut le voir dans la collection des jugements et dans l'érudite plaidoirie du docteur Roque Sáenz Peña qui soutint la constitutionnalité en qualité d'assesseur ad hoc de la province de Buenos Aires.

Dans le plan de réformes de la constitution de la province de Buenos Aires élaboré par le distingué constitutionnaliste docteur Luis V. Varela il est établi: " que les campagnes, malgré qu'elles fassent partie des territoires des arrondissements convertis en *municipes* par la constitution, ne sont pas obligées à payer les impôts locaux, créés dans des buts uniquement *urbains* et aux services desquels elles ne participent pas ".

Le constitutionnaliste nord-américain Hare, en parlant de la faculté de classification dit: " que l'on ne peut méconnaître le pouvoir législatif des états, que représente le principe de la souveraineté délégué, parce que l'uniformité retombe amplement et commodément dans le système du bénéfice direct et de la proportion de la richesse, qu'acquiert le contribuable.

" La propriété foncière, dit Hare, peut être grevée à l'exclusion de la propriété personnelle, ou la personnelle sans la foncière, mais aucune ne peut être soumise à une règle différente de celle appliquée à une autre propriété de la même classe, sans raison apparente.

" La législature peut imposer des droits sur les horloges, sans grever les montres, ou les montres d'or sans le faire pour celles d'argent, mais elle ne pourra grever les horloges construites dans une seule fabrique, à moins que son rendement ne soit employé complètement au bénéfice des persones qui paient: de la même façon, les personnes d'une même profession doivent être grevées d'une manière uniforme. La clause de l'exception 14 de la constitution, qui accorde à toute personne la même protection de la loi, ne change pas la règle et n'exige pas que les droits soient imposés uniformément sur toute classe de propriété. La question est laissée à la discrétion de la législature et rien n'empêche la classification de la propriété pour l'imposition de droits, de même que l'évaluation des diverses classes de propriétés par diverses méthodes ".

" Ce que l'égalité exige, ajoute-t-il, c'est que les mêmes moyens et les mêmes méthodes soient appliqués impartialement à toutes les parties de chaque classe, de sorte que la loi retombe également et uniformément sur toutes les personnes placées dans des conditions semblables ".

Le juge Sharsword, dans l'affaire Weber contre Neinarhd, édicte des considérants et des principes qui éclairent et interprètent cette règle de l'uniformité.

" Aussi juste que soit la contribution, dit ce juge, elle doit être égale et en proportion des bénéfices reçus; cette question est unique: elle doit être résolue tout d'abord par la législature, et les cours ne peuvent déclarer une loi inconstitutionnelle pour ce motif, à moins que l'égalité ne soit palpable et ne se détache de la lecture de la loi ou de sa lecture comparée avec les preuves présentées. Ce qui constitue l'égalité dans la législation, c'est, non que la loi doit porter sur toutes choses, mais que les choses sur lesquelles elle porte doivent être affectées avec uniformité ou d'accord avec quelque règle qui constitue une juste résultante des circonstances; grouper les objets semblables pour être grevés, n'est pas seulement admissible, mais nécessaire, pour éviter les inégalités qui résulteraient si des objets de diverses classes étaient grevés uniformément. *Les impôts doivent être proportionnels aux conditions des choses ou des personnes qu'elles affectent,* en relation avec leur valeur, leur richesse, leurs occupations ou leurs possessions; et il est nécessaire de recourir constamment à la classification des choses ou des personnes, quand il s'agit d'imposer des contributions ".

" Un droit ne peut être imposé sur un comté pour le bénéfice de tout un état, ni sur un district pour le comté, ni sur un individu pour le district, et dans la réclamation de Durach, la cour suprême de Pensylvanie soutint: que les cantiniers d'un district ou d'un borough, peuvent être spécialement grevés pour le soutien et le paiement de la police ".

" On doit toujours concéder, dit aussi l'éminent constitutionnaliste Cooley, que la véritable autorité appelée à déterminer une charge publique est la législature. Cela n'a pas seulement lieu pour tout l'état, mais aussi lorsqu'il s'agit de chaque municipalité ou division politique; ces corporations jouissent seulement des pouvoirs que les législatures leur confèrent, mais celles-ci ne peuvent être restreintes par des technicismes légaux ni des règles mesquines. Un impôt

provincial doit être divisé dans toute la province, un impôt comtal dans tout le comté, mais dans le cas d'améliorations locales dont bénéficient d'une manière spéciale et particulière une partie de l'état, de la ville ou du comté, *il convient de créer un district contribuable spécial, dans lequel sera distribuée l'imposition*".

La conclusion à laquelle on arrive, dit Hare, après avoir étudié les décisions principales est que, " en dehors de quelques exceptions apparentes, les grèvements locaux sont constitutionnels quand ils sont établis pour payer des améliorations locales et dans la mesure des bénéfices ; on peut considérer comme établi, que la contribution exige une division qui distribue également les charges entre toutes les personnes placées dans les mêmes conditions ".

Enfin, consultons d'autres hommes de science, les financiers, pour que l'on ne dise pas qu'il soit resté quelque point à étudier, à élucider. Le célèbre professeur de l'université royale de Catane, Federico Flora, met en relief ce que j'ai déjà exprimé, que l'impôt spécial ne peut se confondre avec l'impôt sur le patrimoine et sur les terres. Le développement moderne de la richesse édilique et de l'urbanisme — dit le professeur Flora — distingue les deux grèvements, en établissant que l'impôt spécial a une procédure de translation différente de la procédure de translation de l'impôt territorial. Il démontre comment en Italie il est l'objet de justes critiques, parce que, quoique la taxe soit uniforme et proportionnelle pour les divers lieux (villes, capitales, villages et hameaux) il y a une série d'inégalités depuis que, comme chez nous, on distingue les édifices aux effets du service municipal.

Dans cette question, on ne doit pas perdre de vue qu'il s'agit d'une rétribution des services municipaux. Le célèbre financier Vocke — conseiller de l'empire allemand — dit que le montant des contributions doit être proportionnel aux dépenses que l'activité déployée a occasionnée à l'état ; c'est-à-dire, ajoute-t-il, qu'il doit toujours être proportionnel au temps consacré par l'employé respectif et en relation avec son traitement, les frais de local et de matériel.

Nous ne devons pas nous montrer aussi radicaux que l'illustre financier cité ; mettons en pleine évidence la différence qui existe avec l'exemple ou le modèle de l'ordonnance générale d'impôts, qui régit avec quelques petites variantes pour cette année.

Nous pouvons prendre, par exemple, le chapitre VI : " Droits de construction et de cadastre ". L'impôt d'alignement et d'édification se paie selon les catégories et par chaque mètre linéaire de façade. L'impôt de nivellement et de réédification se paie aussi selon 4 catégories. Et alors, qu'entend-on par catégorie ? L'article 87 l'explique : c'est une zone du municipe délimitée par diverses rues. Comme chaque catégorie donne un prix distinct, nous avons établi des différences objectables. Celui qui désire couper un angle paie 30, 20, 10 et 5 $ selon la zone respective, avec cette particularité, que la terre ayant une moindre valeur dans la rue Martín García, par exemple, que dans les avenues La Plata ou Río de Janeiro, dans ces dernières, de 3.me catégorie, on paie $ 10 pour couper un angle, et dans la première rue $ 15 parce qu'elle est de 2.me catégorie. On peut dire la même chose relativement aux droits d'inspection et d'inscription.

De sorte qu'alors, si on accepte ces impôts divisés en catégories, on ne peut raisonnablement s'opposer au projet relatif à l'impôt général où l'on n'observe pas une rétribution de services inégale, étant, au contraire, parfaitement proportionnée.

On a fait une objection finale en opposition à la réforme, et c'est la dénomination d'" impôt ", à toutes les sanctions de l'ordonnance, en disant qu'il était nécessaire de commencer par modifier le qualificatif et de donner le nom de " rétribution générale des services ". Comme on s'en rend facilement compte, c'est une question secondaire, qui n'affecte pas le fond de la question. Il me suffira de rappeler l'" income tax " d'Angleterre qui comprend, tant les impôts exclusivement, que les taxes exclusives, elles aussi, et finalement les véritables grèvements de caractère mixte. C'est une expérience universelle imposée par la force des choses.

Enregistrons l'opinion des spécialistes, les décisions de la jurisprudence, la référence des auteurs qui ont consacré dans des pages intéressantes ce principe de la proportionnalité dans l'égalité. Le sérieux de la réforme nous pousse à faire cette exposition, car il est impossible de méconnaître que sur le terrain juridique et sur celui de la constitution on ne peut procéder qu'avec une connaissance qu'offre seulement l'étude et la dédication au droit, car dans toutes les questions fondamentales la technique seule peut donner la clef des solutions.

SECONDE QUESTION

Impôt sur la plus value. — Théories économique et juridique. — Moyens de perception

L'étude de la distribution des grandes villes constitue une préoccupation universelle; les problèmes de trafic, d'hygiène, et d'embellissement en général, se discutent longuement; l'amélioration des conditions urbaines centuple les activités pour parvenir aux buts d'un bon gouvernement communal.

La puissante évolution de la ville de Buenos Aires, dans le sens d'un progrès sans arrêt, convainquit l'intendance de projeter un plan définitif qui, consultant les exigences du présent et de l'avenir, déterminerait sérieusement les réformes capitales à exécuter dans notre ville, chassant l'invention capricieuse et la projectomanie de hasard.

Et alors, une commission de personnes distinguées, entendues dans la matière, réalisa le travail qui, pour être durable doit requérir la sanction légale. Il nécessitera de grandes ressources qui devront être fournies dans le parcours des ans par les générations successives qui l'exécuteront et en jouiront des beautés et des commodités. Les places et les parcs à faire, ainsi que les avenues à ouvrir et les rues à continuer ou à changer, transformeront les quartiers, et élèveront considérablement la valeur des endroits favorisés, et enrichiront directement certains propriétaires, quoique avec un bénéfice général, mais aux frais des autres contribuables.

La formation de la Place du Congrès, faite avec l'emprunt municipal, loi numéro 5296, m'amène à toucher ce point de la valorisation qui, indubitablement, est reconnue en faveur des propriétaires actuels des rues qui y font face, Victoria et Rivadavia. A cet effet, j'ai dû avant tout me pénétrer du concept yan-

kee, mis en pratique dans les villes de Cleveland, New-York et autres, en pleine transformation, ainsi que de la colossale transformation de quelques villes européennes, dont je parlerai plus loin.

Un notable édile et écrivain américain, Jaime Lafontaine, nous parle à ce sujet de ce que signifie l'utilité pratique de la beauté dans les villes, soutenant que l'art paie par soi-même, que la beauté est le capital de plus de valeur d'une ville. Il nous cite Cleveland dans l'état d'Ohio, qui, devant ériger divers édifices publics se rendit compte de l'importance qu'il y avait à les grouper pour en former un " centre civique ", soit le groupe formé par les édifices du gouvernement, ou ce que l'on appelle aussi le " système de groupement ". Les édifices répondent au style architectural de ceux déjà construits et les espaces libres dans le centre sont formés par des voies publiques et des parcs. Les seuls frais extraordinaires du municipe consistent à acquérir les terrains dans lesquels les édifices doivent se grouper, mais les frais sont fournis au municipe par les impôts sur l'augmentation de valeur des propriétés voisines, car cette section de la ville, anciennement négligée, a acquis aujourd'hui une valorisation immense.

L'auteur cité rappelle la difficulté suscitée lorsque des enthousiastes d'air pur demandèrent des parcs pour le peuple dans les districts populeux. La première et la principale objection fut la dépense; mais quand un pâté de maisons en ruine fut transformé en parc, les rues contigues acquirent une plus grande valeur, on construisit de grands édifices et au moyen de l'impôt sur l'augmentation de valeur du district, la municipalité commença à retirer les frais occasionnés pour l'amélioration.

Nous autres, nous ne possédons pas un concept défini sur l'esthétique de la ville, et l'architecture de la voie publique nous est peut-être indifférente par manque de culture esthétique. Il suffirait de citer le cas de l'Hôtel Ritz, à Paris, pour nous pénétrer du sens esthétique de cette ville. Cet hôtel est situé sur la place Vendôme, beau site, entouré d'édifices de plan uniforme, répondant à un même modèle et formant une espèce de superbe cadre à la colonne Vendôme. Le propriétaire de l'hôtel voulut l'agrandir et l'améliorer. Il demanda le permis municipal et la réponse de l'autorité fut qu'il pouvait nettoyer le frontispice, décorer l'intérieur, faire ce qui lui plairait, mais ne pas altérer la façade. Pourquoi? Parce que personne ne peut défigurer la place Vendôme, elle appartient à Paris.

Que l'on pardonne la digression. Pendant les dix dernières années, le sentiment public s'est réveillé dans les villes de Saint Louis, Buffalo, Philadelphie, Boston, New-York et autres et les législatures ont décrété des mesures dans divers états, donnant les autorisations nécessaires pour acquérir les terrains contigus à une nouvelle rue, dans le but que les municipalités profitent de l'augmentation de valeur des propriétés, facilitant ainsi de futures améliorations et réduisant ou compensant totalement, les frais corrélatifs; c'est la forme dans laquelle il convient de construire notre première diagonale et c'est ainsi qu'il a été fait à Londres avec la rue connue sous le nom de " Chemin du Roi ".

Il semble inutile d'expliquer que les moyens de réalisation se limitent à des moyens fiscaux. Nous traiterons en conséquence une théorie d'ensemble sur ces moyens fiscaux, la théorie de la plus value ou *l'unearned increment*. A cet effet, nous suivrons à la lettre le notable spécialiste André Mater, dans son ouvrage *Le socialisme conservateur ou municipal* (Paris, 1909), qui aborde le problème

à tous les points de vue possibles, et arrive à la conclusion que, une application radicale de la plus value, pourrait donner graduellement aux communes la propriété de tout le sol de leurs territoires et pourrait aussi les doter de rentrées fiscales sous forme de rentes ou de taxes, qui leur permettraient d'organiser ou de développer toutes les industries imaginables; en d'autres termes, elles pourraient se convertir en propriétaires de tout le domaine territorial et de toute la puissance industrielle et commerciale, indispensable pour les nécessités collectives de leurs habitants.

Mais comme une théorie — dit M. Mater — qui promet d'aussi grands bénéfices, rencontre inévitablement des objections enracinées, surtout de la part de gens qui repoussent a priori tout système adopté sinon inventé par les socialistes, il arrive à la démonstration que la doctrine de la plus value ne dérive ni directement ni indirectement d'aucune théorie socialiste; qu'elle fut une institution juridique avant d'être une théorie économique et avant d'être aussi une théorie socialiste.

Après avoir cité les opinions de Quesnay, de Lemercier de la Rivière, de Baudeau, d'Adam Smith, de Sismondi, de Marx, de Thompson, de Stuart Mill et de beaucoup d'autres, le dit auteur, en présence de la qualification de théorie de K. Marx, se plaint de la lamentable confusion à laquelle arrive la tendance des socialistes à présenter comme nouvelles et révolutionnaires des institutions ou des opérations consacrées par la tradition, les discréditant ainsi, dans l'opinion des personnes pacifiques, et retardant le progrès qu'il s'agit de servir.

Pour nous, ne croyant pas de quelque utilité d'exposer le développement économique de la plus value, nous nous bornerons à déterminer les principes juridiques de cette théorie dans le droit français, source, en grande partie, de notre législation civile.

Théorie juridique de la plus value

La théorie juridique de la plus value, telle qu'elle existe en France, dit Mater, est en même temps plus ancienne, plus compréhensible, plus facile à réaliser et à généraliser que la théorie des économistes et des socialistes.

Elle remonte au droit romain et elle est exprimée dans deux fragments de Pomponius conservés dans le Digesto; l'un, " qua bono et æquo non conveniat, aut lucrari aliquem cum damno alterius, aut damnum sentire per alterius lucrum "; l'autre, " jure naturæ æquum est, neminem cum alterius detrimento et injuria fieri locupletrorem ". Ce qui veut dire que: l'enrichissement sans cause est injuste et personne ne peut s'enrichir au détriment des autres. L'enrichissement sans cause a pour sanction une action personnelle, la *conditio sine cause.*

L'idée a persisté pendant le moyen-âge. Le *Livre de Justice et de Plaid,* écrit par un orléanais à la fin du XIII^me^. siècle, contient un chapitre qui reproduit le titre du Digesto sur cette question. A la même époque, Beaumanoir disait dans les *Coutumes du Beauvoisis,* que celui qui détient un immeuble illégitimement, mais de bonne foi et le restitue ensuite au véritable propriétaire, a le droit de se faire rembourser des améliorations qu'il lui a faites.

A la fin de XIV^me^. siècle, Bouteillier écrit dans la *Somme rurale:* " Personne

ne doit s'enrichir au préjudice d'un autre". En 1694, Domat dit dans ses *Lois Civiles:* "Celui qui se trouve avoir l'objet d'un homme sans une cause juste ou celui à qui une chose a été donnée pour une cause qui cesse, ou sous une condition qui n'est pas remplie, n'ayant plus de motif pour la retenir, doit la restituer". Pothier s'exprime de la même façon.

Dans le Code civil français, divers articles dérivent de cette théorie. L'article 555, spécialement, dispose que: "Quand des plantations, des constructions ou des ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds..... s'il préfère conserver ses plantations et ses constructions, doit rembourser la valeur des matériaux et les prix de la main d'œuvre". Assurément, ni cet article, ni les autres analogues, ne formulent aussi nettement que le Digesto la théorie de l'enrichissement sans cause, mais ils s'en inspirent si visiblement que les jurisconsultes modernes n'ont pu s'empêcher de la constater: "De nombreux textes, dit Demolombe, constatent cette maxime, l'une des plus sacrées, que personne ne peut s'enrichir aux dépens d'un autre; il n'y a pas d'exagération à dire que les textes qui la consacrent sont seulement des applications démonstratives, et doivent être étendues à tous les cas semblables".

De son côté, la cour de cassation a jugé en 1892, que "l'action *in rem verso*, dérivant d'un principe d'équité qui défend de s'enrichir aux dépens d'un autre et n'ayant été réglementée par aucun texte de nos lois, son exercice n'est soumis à aucune condition déterminée; il suffit pour la rendre acceptable, que le demandeur allègue, et offre d'établir, l'existence d'un bénéfice qu'il a eu, par un sacrifice ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il poursuit l'action".

Les juristes ont voulu et ont pu appliquer très légitimement la théorie de l'enrichissement sans cause, non seulement aux relations des individus entre eux, mais aussi aux relations des individus avec les sociétés. D'après l'article 1864 du code civil, "La stipulation que l'obligation est contractée au nom de la société ne lie que l'associé contractant, et non les autres, sauf si la chose a été faite au bénéfice de la société". Le répertoire de Dalloz, en commentant cet article, s'exprime ainsi: "La société est obligée si la chose a tourné à son profit. L'action que les tiers peuvent exercer contre elle, est fondée sur ce principe d'équité que personne ne peut s'enrichir aux dépens d'un autre". Mais l'application la plus intéressante de l'enrichissement sans cause, dans les sociétés, concerne les relations des individus avec les collectivités publiques, états ou communes. Le professeur Hauriou a posé récemment la question suivante: "ne convient-il pas d'admettre que, si... les individualités sans mandat, c'est-à-dire sans délégation du pouvoir public..... prennent l'initiative de traiter quelque question administrative, non seulement cette intervention ne constituera pas un délit, mais elle est d'une nature telle qu'elle oblige l'administration à certains remboursements?" C'est-à-dire: l'administration doit rembourser aux habitants ce que ceux-ci ont fourni à son avantage et les frais faits à cause de cela. C'est dire aussi: si l'effort de la collectivité des citoyens d'une commune a enrichi quelques uns d'entre eux, par une augmentation du prix des terrains, ils doivent rembourser à la collectivité une partie de cette augmentation. De là la procédure juridique de la plus value.

Le texte le plus ancien qui montre clairement une revendication de la plus value en matière municipale, est un décret du conseil du roi, qui décida que les propriétaires de la rue Arcis, à Paris, supporteraient leur part dans les frais

de changement de la rue, en proportion des avantages qu'ils en recevraient. On prit ainsi l'habitude de faire indemniser les victimes des travaux urbains, par les propriétaires qui en retiraient des avantages. En 1710, les échevins de Paris demandaient au roi la permission d'acquérir pour le compte de la ville tous les terrains marécageux situés entre le faubourg Montmartre et le faubourg Saint Honoré " si les propriétaires ne préfèrent abandonner les terrains qui seraient nécessaires pour faire les rues et les places, creuser les canaux, les égouts et autres travaux publics, et contribuer pour le reste aux frais de la construction du nouveau quartier, suivant les propriétes qui leur resteraient et les bénéfices qu'ils en recevraient, soit par l'établissement de ce nouveau quartier, soit parce que leur propriété se trouve sur la rue ".

Cette pratique se développa si bien, que la loi du 16 Septembre 1807, applicable en France, en matière de plus value, n'a fait que de codifier les usages de l'ancien régime.

Selon cette loi, au cas de plus value directe, c'est-à-dire, de plus value procurée par des travaux publics, comme quand on dessèche un marais, les experts font une estimation du terrain avant et après l'opération. La différence des deux taxes forme la plus value, qui se divise entre le propriétaire du sol et la société ou la collectivité chargée du travail. En cas de plus value indirecte, c'est-à-dire, lorsque le travail public a pour fin immédiate de ne pas rendre plus productives les propriétés particulières, mais de créer des commodités générales, l'administration a deux moyens de récupérer une partie de la plus value. Elle oblige les propriétaires à lui payer une indemnité qui peut se monter à la moitié des avantages acquis, comme elle opère une compensation entre ces avantages et l'indemnité due au propriétaire même pour l'expropriation ou l'indemnisation d'une partie de son terrain ou de sa maison. Les villes attendirent quelques années auparavant d'utiliser cette loi. En 1824, un district de Lyon fut transformé, et les maisons qui bordaient précédemment un enchevêtrement de rues étroites, se trouvèrent sur une place, avec une vue splendide sur la campagne. Le conseil municipal décida de réclamer la plus value aux propriétaires, ceux-ci prétendirent que la loi de 1807 était tombée en désuétude. Mais, un decret du conseil d'état en décida autrement. Depuis lors, d'autres villes, comme Grenoble, Orange, Paris, Toulouse, Douai, se sont fait payer les plus values que leurs travaux donnaient aux terrains. Mais ces applications d'une règle, tout au moins très ancienne, ont été toujours timides et incomplètes. Ainsi, le creusement de la Seine entre Rouen et Le Hâvre, a permis de gagner sur le fleuve 8 400 hectares, à 6 000 francs l'hectare, soit une plus value de 50 millions. Alors, l'Etat aurait pu toucher des propriétaires plus de 25 millions, mais il n'en a réclamé que cinq. Visiblement les bourgeois qui siègent dans les conseils techniques ou juridiques des grandes administrations, ne s'occupent pas à multiplier les applications d'une loi dont on pourrait profiter pour contenir l'enrichissement de tous les propriétaires urbains.

C'est pourquoi, les lois sur le régime des travaux publics, de 1841, 1858, 1892, et 1898, ont maintenu en principe le paiement des plus values, et un jurisconsulte, Jousselin, a pu écrire dans son *Traité des servitudes:* " Les applications de la loi de 1807 n'ont pas été très nombreuses; et c'est en cela seulement, à mon avis, qu'il y a lieu à reproche; l'administration n'a pas le droit d'enrichir un ou plusieurs particuliers, aux dépens du public, sur les fonds publics ". Mieux, les

tribunaux ont été amenés, peu à peu, par les procès entre l'administration et les administrés, à étendre la rigueur de la loi de 1807.

Par exemple, on a admis que, si un propriétaire a le droit à une indemnité pour préjudice causé à sa propriété, et reçoit une plus value par l'amélioration d'une autre partie de cette propriété, la plus value et l'indemnité peuvent se compenser totalement, à condition que l'indemnité subsiste en principe, c'est-à-dire, qu'elle soit pour le moins de 1 franc; de sorte que, une commune pourrait exproprier, sous prétexte de plus value, une grande étendue de terrain, et en laisser à chaque propriétaire une partie plus 1 franc. De la même façon, il a été jugé que, si une administration doit une indemnité à un propriétaire, par l'annexion d'une partie de son terrain, à cause d'un travail public, elle peut, pour se dispenser de payer cette indemnité, invoquer la plus value donnée au reste du terrain, non seulement par ce travail, mais par un travail plus ancien, ou opéré dans un quartier plus écarté.

Ainsi le droit administratif français offre théoriquement le moyen, non seulement d'exproprier sans préjudice tous les immeubles que peut nécessiter une administration, mais de réclamer aux propriétaires une partie de la plus value donnée à leurs propriétés par tous les travaux publics, anciens ou récents, proches ou éloignés. Pour donner une idée des avantages que les municipalités pourraient obtenir d'un semblable procédé, il suffit de penser que selon les statistiques de l'administration des contributions directes, la valeur des propriétés non bâties est passée de 63 milliards en 1851, à 91 milliards en 1879, soit une augmentation de plus de 28 milliards en vingt huit ans, plus d'un milliard par an; de la même façon, la valeur des propriétés bâties est passée de 20 milliards en 1851, à 57 milliards en 1899, soit une augmentation de 37 milliards en quarante huit ans, 770 millions par an. Si les collectivités publiques avaient pris la moitié de cette plus value, comme le permet l'application rigoureuse de la loi de 1807, elles auraient reçu en moyenne 885 millions par an; ainsi en 1903, les dépenses ordinaires des communes ne se sont montées qu'à 785 millions, et l'ensemble de la dette municipale ne se monte pas à 4 milliards.

Il résulte de ce qui précède:

En premier lieu, que la doctrine de la plus value est plus ancienne comme système juridique que comme système économique ou socialiste; d'où l'on déduit que l'on n'a pas le droit de raisonner comme si les applications juridiques de la plus value s'inspiraient du socialisme.

En second lieu, que cette doctrine permet aux communes d'exproprier les immeubles des particuliers sans payer toute la valeur ou tout le préjudice, mais après déduction de la plus value occasionnée par l'opération des travaux publics, ou en extrayant directement cette plus value. Il s'agit de voir maintenant comment ces extractions peuvent se faire sous forme de taxes ou d'impôts communaux. La demande se fait dans tous les pays, parce que de toutes parts les améliorations urbaines ont comblé les propriétaires de bénéfices scandaleux, en proportion des difficultés financières qui retardent les réformes démocratiques les plus élémentaires. Le sol et les maisons de Paris qui valaient en chiffres ronds aux alentours de 92 millions au XVI^me^ siècle, 900 au XVII^me^, 3 milliards sous Louis XV, en valaient approximativement 11 en 1895. A Charlottembourg, terre déserte, ils valaient 45 millions de marcs en 1886, et 300 millions en 1897, soit une aug-

mentation de 25 millions de marcs par an. A New York un terrain de 10 mètres sur 13, ou de 30 pieds sur 39, situé à l'angle de Broadway et de Wall Street, valait au commencement du XVIII^me^. siècle, 2 575 francs (£ 103) ; 6 500 francs (£ 260) en 1748; 10 000 francs (£ 400) en 1758; 25 000 francs (£ 1 000) en 1780; 91 375 francs ($ 18 275) en 1827; 2 millions ($ 400 000) en 1898; et 3 millions et demi ($ 700 000) en 1905; soit en deux cents ans, une plus value de 130 francs par mètre carré et par année. Dans la ville d'Alger, une compagnie territoriale immobilière a réalisé en quelques années les bénéfices suivants sur les terrains: 173 000 francs en 1900; 361 000 francs en 1901; 588 000 francs en 1902; 752 000 francs en 1903; 803 000 francs en 1904; les terrains vendus en 1904 avaient été achetés à 714 000 francs, soit un bénéfice de plus de 112 %.

A Londres, le sol du quartier de Fulham valait 62 millions et demi (£ 2 500 000) en 1886, et 130 875 000 francs (£ 5 235 000) en 1904, soit une plus value de 68 375 000 francs (£ 2 734 000) en dix huit ans, soit 3 800 000 francs (£ 162 000) par an. Le même quartier a emprunté pendant ces dix huit ans, 9 075 000 francs (£ 263 000), dont le service annuel était de 813 000 francs (£ 32 540) en 1905; par conséquent, si Fulham avait extrait seulement la septième partie de la plus value gagnée par ses propriétaires, les emprunts n'auraient pas été nécessaires.

Les taxes dans l'appréciation de la plus value

L'usage de grever par des taxes la plus value des terrains s'est étendu principalement en Allemagne, où ces taxes formaient en 1904, 34 % des rentrées municipales de Koenigsberg, 34,80 % de Cologne, 35,90 % de Berlin, 42,50 % de Kiel, 42 % de Stettin, 44,90 % de Hanovre, 46 % de Erfuhrt, 61 % d'Altona. Mais quelques applications françaises, belges, américaines et anglaises méritent une mention spéciale.

Les taxes de la plus value sont de deux classes: taxes sur la valeur en place ou sur le revenu cadastral du sol; et taxes sur la valeur croissante ou sur le capital.

1.° Les taxes sur la valeur en place se rencontrent dans les législations anglaise, américaine, allemande et française.

En Angleterre on les apelle " private improvement rates ", d'après la loi du 5 Mars 1894, " elles sont exigées de l'occupant ou du propriétaire des biens en faveur desquels les frais que la taxe doit recouvrer ont été spécialement engagés ". Parmi les travaux qui peuvent donner lieu aux " improvement rates ", la loi énumère les canalisations pour l'eau, les constructions d'égouts, le pavage des rues, la suppression des édifices dont la présence est préjudiciable aux propriétaires voisins (obstructive buildings). Ces taxes, ont produit en 1900-1901, 37 342 125 francs (£ 1 493 685).

Aux Etats-Unis, les " betterment-assessments ", jouent le même rôle. Ils servent de rémunération spéciale aux municipalités, lorsque les propriétés reçoivent une augmentation de valeur par l'ouverture d'une rue, la formation d'un parc, un travail d'irrigation ou de drainage, une installation d'égouts, des canalisations ou des pavements. La loi fixe généralement la limite de ces taxes, par exemple, à Baltimore, aux deux tiers des dépenses.

En Prusse, la loi du 14-23 Juillet 1893, sur les impôts communaux a établi les " Beitrage ", droits par lesquels on fait payer une somme supérieure à ceux qui jouissent d'un service. Pour couvrir, dit la loi, les frais d'établissement et de maintien de certaines dispositions exigés par l'intérêt général, mais qui procurent plus spécialement certains avantages à des particuliers, les communes peuvent exiger de ces particuliers, propriétaires ou usufruitiers, qu'ils contribuent aux frais occassionnés par ces dispositions.

L'importance des " Beitrage ", ainsi perçus, devra être calculée selon les avantages que chaque particulier retirera des dispositions prises. Selon un article, " s'il s'agit de dispositions qui sont plus ou moins avantageuses pour une partie de la commune et si l'on perçoit des Beitrage, la commune peut augmenter ou diminuer l'importance des taxes, proportionnellement aux avantages et aux inconvénients qui peuvent résulter de la création de ces dispositions pour telle partie de la commune, pour telle ou telle classe de population ". Un autre article dispose aussi que: " si les propriétaires ou les industriels retirent certains avantages particuliers des dispositions prises par la commune, les nécessités fiscales à recouvrer au moyen des impôts réels, devront l'être au moyen des taxes additionnelles et de l'impôt industriel, et se distribuer selon les avantages retirés, mais sous une forme telle que les impôts territoriaux ne pourront pas se monter à plus du double de l'augmentation que supporte l'impôt industriel, et vice-versa ".

La ville de Breslao a usé des " Beitrage " depuis 1898. Avant la réforme, les terrains non bâtis ne payaient que 10 800 marcs d'impôts, immédiatement après ils ont payé 316 000 marcs, et la municipalité a pu diminuer de 105 000 marcs l'impôt sur les maisons de petits et de moyens appartements. A Spandau, la réforme eut lieu en 1902; le principal propriétaire qui jusqu'alors payait 95 marcs d'impôts, paya 1 400 marcs, et les centimes additionnels qui, d'un autre côté se seraient montés de 229 %, ne montèrent que de 185 %, soit une économie de 44 % pour l'ensemble des contributions. De nombreux propriétaires vendirent leurs terrains non bâtis avant de payer l'impôt, et de nombreuses maisons furent construites, ce qui fit baisser le prix des loyers. A Cologne, la réforme introduite en 1899, eut une autre conséquence; elle diminua les frais de la perception des impôts. Il y avait auparavant 2 703 réclamations pour 21 000 notifications; il n'y eut plus que 174 réclamations pour 30 000 notifications. En France, jusqu'en 1897, toutes les recettes communales provenaient, ou des centimes additionnels aux impôts de l'état, ou des concessions. Une loi du 29 Décembre 1897 autorisa les villes à supprimer leurs droits de concessions sur les besoins hygiéniques, et les obligea dans tous les cas à diminuer ces droits, suivant une proportion déterminée. Peu à peu les communes supprimèrent leurs concessions, en totalité ou en partie, et votèrent des taxes pour les remplacer, parmi lesquelles quelques unes ont le caractère des " Beitrage " ou " improvement rates ": en particulier les taxes territoriales sur les propriétés bâties, les taxes sur la valeur locative des propriétés bâties, les taxes sur le revenu net des propriétés bâties, les taxes sur les nouvelles constructions, les taxes sur la valeur vénale des propriétés non bâties.

A Lyon, où la suppression de la concession fut radicale, les statistiques ont prouvé que les contribuables en ont retiré un double bénéfice: ils paient moins d'impôts, et les produits alimentaires coûtent meilleur marché; d'où il résulte

qu'après 1903, un lyonnais mange en moyenne par année, 5 kilos de viande et boit 51 litres de vin de plus qu'auparavant.

En 1905, deux communes de Belgique ont fait une application intéressante du système des " improvement rates ". La ville de Lacken devait rembourser un emprunt de 281 600 francs pour des travaux de chaussées; elle a payé cette somme au moyen de trois taxes sur les propriétés que ces travaux amélioraient: taxe de trottoirs qui a produit 219 299 francs; taxe d'égouts qui a produit 28 132 francs et taxe de pavement qui a produit 51 212 francs, soit un total de 298 644 francs, somme supérieure au capital de l'emprunt. De la même façon, Shaebeck a payé une annuité de remboursement de l'emprunt de 912 600 francs, sous forme de quatre taxes de pavements, d'égouts et de corniches.

2.° Les exemples de taxes sur la valeur croissante ou sur le capital, se rencontrent surtout en Allemagne. En 1899, une circulaire du ministère des Finances de Prusse rappela aux communes que la loi de 1893 sur les impôts communaux leur permettait d'établir l'impôt territorial, soit sur le rendement de la terre, soit sur son prix de location, soit sur sa valeur commune (gemeiner werth). Ainsi, cette valeur commune diffère beaucoup de la valeur utile, qui répond au revenu; elle apparait en cas de vente et se calcule par le prix moyen des ventes dans un territoire déterminé. Ce procédé, qui revient à calculer l'impôt, non sur le revenu, mais sur le capital, permet de corriger les inégalités de taxation, parce que si on taxe les terrains suivant leur valeur utile, on rabaisse les terrains à bâtir, c'est-à-dire, les terrains de spéculation, et on porte préjudice aux logements inférieurs et aux maisons d'ouvriers plus qu'aux maisons de rapport et qu'aux fabriques. Les statistiques prouvent qu'à Cassel les terrains à bâtir qui ont une superficie huit fois moindre que celle des terrains édifiés, représentent pour l'impôt territorial cent fois moins.

A Eberfeld, on a calculé que l'impôt basé sur la valeur utile rend 3,43 % de la valeur commune pour les maisons d'ouvriers, 2,59 % pour les maisons de rapport, 1,79 % pour les fabriques, 1,83 % pour les terrains de culture, 0,10 % pour les terrains non édifiés.

La ville de Mayence essaya, en 1872, de taxer la valeur commune des immeubles. Elle achevait d'englober dans sa nouvelle enceinte fortifiée des terrains d'une étendue de 45 hectares; une loi spéciale déclara qu'un impôt serait perçu sur ces terrains proportionnellement à leur plus value, et qu'à cet effet ils seraient divisés en six zones, selon leur distance au centre de la ville. L'impôt avait déjà produit 967 000 marcs à la fin de 1900.

Depuis le 1.er Avril 1904, la ville de Francfort a adopté un règlement pour ses taxes communales. En voici l'extrait:

1.° Chaque fois qu'une propriété ou fraction de propriété passe à un nouveau possesseur, elle est grevée d'une taxe égale à 2 % de sa valeur. Il y a exception lorsqu'il s'agit d'une succession.

2.° Cette taxe est établie dans les ventes volontaires, selon le prix convenu; dans les ventes forcées, selon le prix de vente de la propriété.

3.° Si aucun changement n'a eu lieu pendant 20 années pour les édifices, et pendant 10 pour les terrains non bâtis, on créera un surtaxe qui sera fixée comme suit: pour les propriétés bâties, de 1 % s'il y a de 20 à 30 années depuis le dernier échange; de 1,50 % s'il y a de 30 à 40 années; pour les propriétés non bâties,

de 1 % s'il y a eu de 10 à 20 années; de 2 % s'il y a eu de 20 à 30 années; de 6 % s'il y a eu 60 années et plus. Si depuis le dernier échange il s'est passé 5 années pour les propriétés bâties, 10 pour les propriétés non bâties, on percevra une surtaxe spéciale si la propriété a subi une plus value de 30 % sur le prix de l'acquisition précédente. Cette taxe sera de 5 % si la plus value se monte de 30 à 35 %; de 10 % si la plus value se monte de 55 à 60 %.

Le 23 Février 1905, la ville de Cologne vota une taxe sur la transmission et l'augmentation de valeur de la propriété. Tout acquéreur d'une propriété bâtie ou non, paiera 2 % du prix d'achat. Il paiera, en outre, un droit sur l'augmentation de valeur de la propriété pendant sa dernière mutation. Le droit sera de 10 % si l'accroissement est de 10 à 20 %; de 15 % s'il est de 60 à 70 %; de 20 % s'il est de 110 à 120 %; de 25 % s'il est de plus de 160 %. Cette taxe ne sera pas appliquée complètement si l'avant dernière vente ne remonte pas à plus de 5 ans; si elle remonte à plus de 5, mais moins de 10, on appliquera les deux tiers de la taxe; si elle remonte à plus de 10 ans, on appliquera le tiers.

Les allemands ont fait une application plus radicale du même principe dans leurs possessions chinoises de Kiao-Thou. Des coalitions de spéculateurs s'étaient formées pour accaparer les terrains. Une landordnung réglementa les ventes d'immeubles et décida ce qui suit pour les 2 000 hectares de terres achetées par l'administration, en vue de la ville à construire. Le gouvernement se réserve le droit de mettre ces terrains en adjudication, lorsqu'il en verra la nécessité et d'en fixer le prix minimum; il se réserve aussi le droit de ne pas admettre à l'adjudication d'autres concurrents que ceux dont le plan d'utilisation paraitrait sérieux et pratique. Les acquéreurs seront propriétaires, en payant alors un impôt de 6 % sur la valeur de permutation du sol, fixé immédiatement par le prix de vente, et ensuite, pendant trois années par des estimations officielles. Lorsqu'après les trois premières années, le terrain n'a pas reçu la destination ou les constructions prévues selon le projet d'utilisation, l'impôt s'élèvera de 6 % à 9 %; ensuite, au bout de trois autres années, à 12 %; et ainsi successivement jusqu'à 24 %, et lorsque, pendant vingt cinq ans il n'aura pas changé de propriétaires, il paiera 33 %.

Suivant le programme que nous nous sommes tracés, pour la présente étude financière, il revient maintenant à nous occuper du

BUDGET

Pendant l'année courante de 1910, les dépenses autorisées par le budget, se montent à $ 31 604 697,67 papier, somme égale aux recettes calculées.

Le budget général se divise en deux parties principales: la première " Budget ordinaire ", qui comprend les dépenses nécessaires pour le service et le fonctionnement de toutes les dépendances municipales et le service de la dette; et la seconde " Budget extraordinaire ", qui comprend les dépenses de caractère accidentel.

Budget ordinaire

Le budget ordinaire se monte à 26 419 656,66 $ papier, et peut se diviser en les cinq groupes suivants:

1. Administration (comprenant le personnel technique, celui des bureaux et celui des services de la Municipalité)	$	11 378 760,—
2. Frais généraux	"	10 240 000,—
3. Subventions et augmentation du capital de la Banque Municipale de Prêts	"	638 200,—
4. Service de la dette	"	3 134 381,21
5. Réserve	"	1 028 315,45
Total...	$	26 419 656,66

1. — Du premier groupe il revient à chacune des diverses branches de l'Administration communale les quantités suivantes:

Conseil Municipal	$	256 400,—
Intendance et assesseurs techniques	"	121 200,—
Secrétariats	"	234 540,—
Direction des questions légales	"	93 840,—
Direction de la statistique	"	30 600,—
Comptabilité	"	169 080,—
Trésorerie	"	43 860,—
Habilitation	"	20 520,—
Direction Générale des Finances	"	453 480,—
Sous-intendance de Flores	"	412 800,—
Sous-intendance de Belgrano	"	420 780,—
Sous-intendance de Boca et Barracas	"	202 860,—
Sous-intendance de Vélez Sársfield	"	60 360,—
Inspection Générale	"	572 700,—
Régistre de l'Etat Civil	"	408 240,—
Administration des parcs à bestiaux	"	239 580,—
Marchés	"	229 080,—
Administration du nettoiement	"	2 175 600,—
Administration Générale des Cimetières	"	132 660,—
Direction des Promenades	"	594 780,—
Jardin Zoologique	"	110 520,—
Cabinet de Chimie	"	110 520,—
Commission des établissements industriels	"	19 200,—
Section des Travaux Publics	"	1 407 900,—
Direction de l'Eclairage	"	228 960,—
Administration Générale des approvisionnements	"	77 460,—
Lavoirs	"	27 120,—
Assistance Publique	"	2 464 120,—
Total...	$	11 378 760,—

2. — Le second groupe " Frais généraux ", comprend:

Frais d'administration	$	600 000,—
Réforme et conservation des édifices	"	300 000,—
Edifices hospitaliers	"	350 000,—
Personnel à commission	"	200 000,—
Fêtes patriotiques	"	20 000,—

Prêts hypothécaires et assurances	$	40 000,—
Combustibles	"	150 000,—
Musique municipale	"	150 000,—
Nettoiement et transports	"	1 400 000,—
Promenades publiques	"	180 000,—
Parc 3 de Febrero et habitations d'animaux pour le Jardin Zoologique	"	180 000,—
Voie publique et pavage de la Chacarita	"	1 400 000,—
Assainissement de Boca, Nueva Pompeya, terrains du sud et ruisseaux	"	400 000,—
Frais généraux de l'administration sanitaire	"	800 000,—
Aliments, médicaments, comestibles, vêtements, etc. de l'Assistance Publique	"	800 000,—
Eclairage public	"	2 200 000,—
Eventuels	"	100 000,—
Dépenses et développement du laboratoire du Cabinet de Chimie	"	10 000,—
Fours incinérateurs de gadoues	"	200 000,—
Travaux, conservation et hygiène des marchés	"	45 000,—
Impôt de pavement pour les propriétés municipales	"	50 000,—
Paiement de droits de vétérance avec les services nationaux	"	10 000,—
Paiement de vaches tuberculeuses	"	25 000,—
Paiement d'exercices échus	"	600 000,—
Conservation du matériel de nettoiement et réparations dans les abattoirs	"	30 000,—
Total...	$	10 240 000,—

3. — Dans le troisième groupe sont comprises 200 000 $ papier avec lesquelles le trésor municipal contribue à l'augmentation du capital de la Banque de Prêts et 150 000 pour le fonds de pensions, de droits de vétérance et de retraite des employés, et le reste destiné à divers établissements de bienfaisance, d'instruction, à des bibliothèques et des associations méritant l'appui communal.

4. — Les obligations de la dette absorbent cette année une quantité bien supérieure à celle des années précédentes et cela est dû à ce que l'on a voté dans le budget de cet exercice la somme nécessaire pour l'amortissement extraordinaire de l'emprunt municipal de 1888, dont le service a souffert une interruption de cinq ans. Pendant l'année courante et pendant les années successives, on fera l'amortissement relatif à deux années, de sorte que, dans un temps égal à celui pendant lequel a eu lieu l'interruption du service, on arrivera au moyen de ces amortissements extraordinaires à la marche normale.

Les emprunts municipaux en circulation sont au nombre de huit: celui de 1882, de 4 753 342 $ papier; celui de 1884, de 10 000 000 $ papier; celui de 1888, de 10 000 000 de $ or; celui de 1891, de 25 000 000 de $ papier; celui de 1897, de 5 000 000 de $ papier; celui du Théâtre Colon, de 4 000 000 de $ papier; celui de Maisons pour ouvriers, de 2 000 000 de $ papier, et celui de 1909, de 15 000 000 de $ or. Il y a en outre l'emprunt de "pavage du municipe" qui se monte à 14 000 000 de $ papier, et dont le service est à la charge de la Municipalité, mais qui n'affecte pas le budget, parce qu'il se fait par l'impôt sur le pavage qui, par disposition de la loi qui l'autorisa, doit être payé par les propriétaires des propriétés dont les façades ont été pavées. Des autres, cinq sont desservis par la commune et trois par le Gouvernement National avec la partie de la contribution

directe et des patentes que les lois assignent à la municipalité. Celle-ci fait le service de ceux de 1882, 1884, 1888, Théâtre Colón et Maison pour ouvriers. Le montant demandé par le service de chacun, ainsi que la somme qui revient au fonds d'amortissement et aux intérêts et commissions pendant l'année courante est le suivant:

EMPRUNTS	AMORTISSEMENTS		INTERETS		COMMISSIONS		TOTAL
	Or	C/légal	Or	C/légal	Or	C/légal	C/légal
1882	—	179 477,21	—	130 956,39	—	—	310 433,60
1884	—	373 502,64	—	326 497,36	—	—	700 000,—
1888	251 899,20	—	298 098,86	—	—	—	1) 1 249 995,59
"	—	—	—	—	5 500,—	—	12 500,—
" amort. externe..	201 499,20	—	—	—	—	—	457 952,72
"	—	—	—	—	1 007,50	—	2 289,77
Théâtre Colón.....	—	59 533,81	—	220 466,19	—	—	280 000,—
Maisons pour ouvriers	—	21 700,—	—	98 707,50	—	—	120 407,50
" " "	—	—	—	—	—	802,03	802,03
Totaux...	453 398,40	634 213,66	298 098,86	776 627,44	6 507,50	802,03	3 134 381,21

5. — Le dernier groupe " Réservé " est destiné à l'exécution des ordres spéciaux édictés par l'Honorable Conseil Délibérant, de sorte que le budget n'est pas altéré par les nouvelles initiatives que ce corps juge nécessaires de prendre pendant l'année.

Budget extraordinaire

Le budget extraordinaire se monte à la somme de 5 185 041,01 $ papier, destinée aux travaux et aux paiements suivants:

Quotes à payer pour des propriétés acquises.....	$	2 010 041,01
Construction de marchés.....	"	150 000,—
Construction de l'Asile Torcuato de Alvear.....	"	800 000,—
Transformation de la propriété de Hale.....	"	50 000,—
Elargissement et ouverture d'Avenues.....	"	1 000 000,—
Puits semi-surgent à Villa Urquiza.....	"	50 000,—
Pour les frais du recensement municipal.....	"	100 000,—
Création d'un cimetière au sud de la ville.....	"	200 000,—
Elargissement et rectification de rues.....	"	200 000,—
Acquisition d'œuvres d'art destinées aux places et aux promenades, encouragement de la littérature et de l'art nationaux....	"	50 000,—
Travaux dans le Théâtre Colón.....	"	50 000,—
Construction de travaux à l'Hôpital Muñiz.....	"	150 000,—
Construction du petit mur et de niches dans le Cimetière de l'Ouest	"	150 000,—
Monument au colonel Falcón.....	"	25 000,—
Erection de statues aux membres de la Première Junte.....	"	140 000,—
Bains publics.....	"	60 000,—
Total...	$	5 185 041,01

(1) Les quantités en or sont réduites en monnaie nationale au type de $ 1 papier pour $ 0,44 or.

Ressources calculées et perçues depuis 1887 jusqu'à 1909

ANNÉES	RESSOURCES		
	Calculées	Perçues	Différence
1887.....	4 306 894,—	4 486 127,08	+ 179 233,08
1888.....	8 884 374,—	4 909 863,38	— 3 973 510,62
1889.....	7 589 738,67	7 018 827,70	— 570 910,97
1890.....	10 083 106,—	7 521 775,79	— 2 561 330,21
1891.....	8 917 506,—	7 135 985,82	— 1 781 520,18
1892.....	10 294 446,—	7 725 494,93	— 2 568 955,07
1893.....	10 319 168,—	8 821 492,35	— 1 497 675,65
1894.....	10 732 368,—	11 666 539,82	+ 934 171,82
1895.....	12 082 132,—	12 677 690,89	+ 595 562,89
1896.....	13 393 280,—	12 688 950,59	— 704 329,41
1897.....	15 003 360,—	13 096 752,47	— 1 906 607,53
1898.....	15 848 960,—	13 849 504,28	— 1 999 455,72
1899.....	15 031 480,—	14 715 388,71	— 316 091,29
1900.....	15 165 888,—	14 800 365,04	— 365 522,96
1901.....	15 165 888,—	15 225 076,69	+ 59 188,69
1902.....	15 596 900,—	14 679 735,53	— 917 164,47
1903.....	15 474 600,—	15 891 205,92	+ 416 605,92
1904.....	15 904 900,—	16 598 377,79	+ 693 477,79
1905.....	16 461 750,—	18 388 992,98	+ 1 927 242,98
1906.....	18 140 000,—	19 259 502,80	+ 1 119 502,80
1907.....	20 751 300,—	23 235 024,13	+ 2 483 724,13
1908.....	24 936 850,—	25 488 409,15	+ 551 559,15
1909.....	27 236 900,—	27 890 659,29	+ 653 759,29
Totaux..	327 321 788,67	317 771 743,13	— 9 550 045,54

En outre des quantités qui forment le budget ordinaire et qui figurent dans le tableau précédent, les budgets des années 1908 et 1909 se complétèrent avec un "budget extraordinaire" dont les chiffres principaux sont le suivants:

Ressources extraordinaires

ANNÉES	Calculées	Perçues	Différence
1908.....	3 522 150,23	2 138 211,85	— 1 383 938,38
1909.....	3 322 730,26	1 389 862,95	— 1 932 867,31

Ces ressources proviennent de la vente de terrains municipaux pour la plus grande partie, et si les ressources calculées dans le budget extraordinaire sont très supérieurs au rendement obtenu, le fait a son explication en raison de ce que l'on n'a pas vendu la propriété de la rue Esmeralda, à l'angle de Santa Fe et les terrains restants de l'ex-propriété de Hale.

Dépenses, budgets et paiements depuis 1887 jusqu'à 1909

ANNÉES	DEPENSES			
	Budgets	Paiements	Différence	Renfort
1887.....	4 316 770,—	10 064 577,78	+ 5 747 807,78	—
1888.....	8 884 994,—	14 775 259,03	+ 5 890 265,03	—
1889.....	15 593 450,—	25 766 569,79	+ 10 173 119,79	—
1890.....	10 118 471,—	11 949 965,74	+ 1 831 494,74	—
1891.....	9 219 829,—	8 065 924,21	— 1 153 904,79	—
1892.....	8 889 090,76	9 178 679,78	+ 289 589,02	—
1893.....	9 449 993,01	8 830 582,81	— 619 410,20	208 240,—
1894.....	9 928 287,18	10 926 547,99	+ 998 260,81	1 622 499,49
1895.....	11 514 192,61	11 369 068,04	— 145 124,57	1 096 387,63
1896.....	12 599 628,—	11 179 245,40	— 1 420 382,60	1 107 843,17
1897.....	15 003 360,—	17 772 889,81	+ 2 769 529,81	4 504 000,—
1898.....	15 848 960,—	13 868 913,79	— 1 980 046,21	325 028,75
1899.....	15 031 480,—	14 466 833,76	— 564 646,24	1 114 080,39
1900.....	15 165 888,—	16 268 333,79	+ 1 102 445,79	2 833,200,—
1901.....	15 165 888,—	15 226 784,98	+ 60 896,98	2 000 000,—
1902.....	15 640 774,24	14 562 565,03	— 1 078 209,11	508 710,—
1903.....	20 874 600,—	19 392 501,45	— 1 482 098,55	865 958,60
1904.....	15 904 900,—	16 906 341,18	+ 1 001 441,18	1 048 881,93
1905.....	16 461 750,—	17 439 407,74	+ 977 657,74	1 572 849,—
1906.....	18 140 000,—	18 928 729,15	+ 788 729,15	2 348 553,12
1907.....	20 751 300,—	22 599 423,49	+ 1 848 123,49	3 127 932,81
1908.....	27 226 644,—	26 711 995,13	— 514 648,87	2 179 069,98
1909.....	30 559 630,26	30 158 752,76	— 400 877,50	4 637 892,86
Totaux..	342 289 880,06	366 409 892,63	+ 24 120 012,57	31 101 127,73

Classification des ressources ordinaires

ANNÉES	Impôts directs	Impôts indirects	Domaine	Rétribution des services
1892.....	2 795 360,38	401 695,80	2 111 105,98	392 487,13
1893.....	3 631 441,20	481 835,27	2 543 193,32	552 723,31
1894.....	3 984 454,51	612 374,28	2 628 236,38	633 805,92
1895.....	4 286 987,09	904 401,18	3 146 164,10	939 515,76
1896.....	4 742 766,02	1 261 224,60	3 006 079,03	1 177 240,91
1897.....	5 220 404,50	1 545 233,29	3 257 082,78	1 042 634,50
1898.....	6 462 335,66	1 617 212,57	3 167 950,66	997 417,33
1899.....	6 611 996,52	2 158 447,81	3 238 138,15	1 008 769,32
1900.....	6 560 874,81	2 461 578,27	3 275 757,71	1 053 774,61
1901.....	6 453 093,24	2 588 728,61	3 341 170,21	1 176 646,71
1902.....	6 562 684,76	2 295 597,44	3 439 415,85	855 484,09
1903.....	7 185 885,03	2 956 348,13	3 382 901,61	885 966,44
1904.....	7 652 714,67	2 742 735,—	3 732 247,26	748 187,02
1905.....	8 763 610,91	3 479 629,96	1 675 382,10	3 096 139,01
1906.....	9 323 059,27	3 912 978,30	1 817 384,90	3 184 829,86
1907.....	11 271 274,32	5 048 461,02	1 831 897,28	3 575 248,46
1908.....	12 049 471,20	4 939 663,79	1 949 087,65	4 076 325,26
1909.....	13 632,037,24	5 906 026,13	2 534 846,45	4 201 475,60

Ce tableau a été fait en prenant pour base la classification suivante: *Impôts directs:* impôt général, patentes municipales, participation à la contribution directe et aux patentes nationales, contribution des entreprises de gaz et de lumière électrique, des tramways et des hippodromes. *Impôts indirects:* sable et gravier. publicité, entrée en ville, enterrements, vérification des poids, mesures et machineries, révision des compteurs à gaz et à lumière électrique, alignements et constructions. *Domaine:* Approvisionnement et étalage, loyers de propriétés, entrées au Jardin Zoologique, stationnements sur la voie publique, concessions de tramways, location de marchés, ventes de terrains et de sépultures, exploitation des gadoues, puits semi-surgent de Villa Urquiza. *Rémunération de services:* signa-

Etat de la dette publique

LOIS	DENOMINATION	Amortissement	Intérêt	CAPITAL		
				Autorisé C/légal	Emis C/légal	Amorti C/légal
1267, du 30 Octobre 1882	Conversion de dettes....	1 %	6 %	4 753 342,—	4 753 342,—	2 504 080,86
1569, du 31 Octobre 1884	Hygiène et ornementation de la ville.....	1 %	6 %	10 000 000,—	10 000 000,—	4 419 900,—
2874, du 22 Novembre 1891	Emprunt de consolidation	1 %	6 %	25 000 000,—	25 000 000,—	11 816 400,—
3465, du 1.er. Janvier 1897	Emprunt de 1897.....	1 %	6 %	5 000 000,—	5 000 000,—	1 152 500,—
3474, du 19 Janvier 1897 et 3797 du 11 Septembre 1899.....	Construction du Théâtre Colón et expropriation de propriétés adjacentes	1 %	6 %	4 000 000,—	4 000 000,—	310 900,—
4391, du 29 Septembre 1904 et 5007, du 4 Octobre 1906.....	Pavage du municipe.....	1 %	5 %	14 000 000,—	10 922 900,—	2 792 200,—
4824, du 14 Octobre 1905	Maisons pour ouvriers..	1 %	5 %	2 000 000,—	2 000 000,—	20 500,—
				64 753 342,—	61 676 242,—	23 017 380,86
				Or cellé	Or cellé	Or cellé
2318, du 22 Septembre 1888	Pavage et hygiène.....	1 %	4 ½ %	10 000 000,—	10 000 000,—	2 209 067,20
5296, du 14 Octobre 1907	Emprunt de 1909.....	1 %	5 %	15 000 000,—	15 000 000,—	75 052,53
				25 000 000,—	25 000 000,—	2 284 119,73

tures, ambulances, droits de bureau, désinfections, extraction de fumier, hospitalisations, analyses chimiques, assistance médicale, droits de Régistre de l'Etat Civil.

La considérable diminution du produit des revenus du domaine en 1905 appelle l'attention; elle est due à ce que, à partir de cette année, on a considéré les droits d'approvisionnement et d'étalage qui représentent une somme supérieure à deux millions, comme rétribution des services de l'inspection vétérinaire et de l'attache des bestiaux d'accord avec le principe de l'ordonnance générale d'impôts. En compensation on note dans la dernière colonne du tableau une augmentation équivalente.

municipale au 1.er Janvier 1910

En circulation C/légal	Négocié à	Montant du service	Epoques de paiement	Chargé du service	COTE EN 1909	
					Maxima	Minima
2 249 261,14	90 %	310 433,60	Janvier, Avril, Juillet et Octobre; du 1.er au 10.....	Municipalité	98,—	98,—
5 580 100,—	73 ½ %	700 000,—	Janvier, Avril, Juillet et Octobre; du 1.er au 10.....	Municipalité	—	—
13 183 600,—	80 %	1 750 000,—	Janvier et Juillet.....	Gouvernement National	—	—
3 847 500,—	90 %	350 000,—	Mai et Novembre; du 1.er au 10	Gouvernement National	97,—	91,—
3 689 100,—	80 %	280 000,—	Février et Août; du 1.er au 10	Municipalité	98,50	91,—
8 130 700,—	—	—	Janvier, Avril, Juillet et Octobre; du 1.er au 10.....	Municipalité	91,30	77,80
1 979 500,—	84 %	120 407,50	Février et Août.....	Municipalité	—	—
38 659 761,14		3 510 841,10				
Or cellé		Or cellé				
7 790 932,80	85 %	550 000,—	Juin et Décembre.....	Municipalité	—	—
14 924 947,47	94,75 %	900 000,—	Mai et Novembre.....	Gouvernement National	—	—
22 715 880,27		1 450 000,—				

Cote des titres municipaux

ANNÉES	Emprunt de 1882		Emprunt de 1891		Emprunt de 1897		Emprunt T. Colón		Bons de pavage	
	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima
1892..	56,—	54,—	71,—	55,—	—	—	—	—	—	—
1893..	65,20	42,50	80,—	58,—	—	—	—	—	—	—
1894..	63,—	55,—	80,—	69,—	—	—	—	—	—	—
1895..	80,—	60,—	97,—	74,—	—	—	—	—	—	—
1896..	82,—	75,—	94,—	82,—	—	—	—	—	—	—
1897..	78,—	72,—	92,—	81,—	80,—	74,—	—	—	—	—
1898..	79,50	70,—	97,—	90,—	82,—	70,—	—	—	—	—
1899..	81,—	75,50	100,—	80,—	81,50	73,—	—	—	—	—
1900..	78,90	71,—	96,—	91,—	79,—	72,20	—	—	—	—
1901..	76,—	71,—	91,—	90,—	75,—	72,—	—	—	—	—
1902..	79,—	72,—	97,—	89,50	80,—	70,—	—	—	—	—
1903..	96,70	86,—	98,—	91,90	100,—	82,50	89,50	87,—	—	—
1904..	97,—	95,—	100,—	98,—	98,—	92,—	98,—	87,40	—	—
1905..	104,40	97,70	99,—	99,—	105,70	97,50	102,50	93,70	—	—
1906..	100,70	97,—	99,—	99,—	101,50	99,—	101,—	95,—	90,—	87,50
1907..	96,—	93,50	—	—	96,—	88,—	96,—	88,—	90,—	73,30
1908..	—	—	97,50	97,50	95,—	88,—	90,50	83,—	81,20	70,50
1909..	98,—	98,—	—	—	97,—	91,—	98,50	91,—	91,50	77,80

Pour terminer ce chapitre, nous rappellerons l'existence de divers projets sur le retrait de titres ou de consolidation présentés, sans qu'aucun ait obtenu la sanction du Congrès National. Comme nous avons publié une brochure sur ce sujet, nous ne traiterons pas ici ces questions.

La Municipalité de la Capitale et l'éducation commune. — Leurs relations financières

La loi N.° 1420 a déterminé dans ses articles 44, paragraphe 5, et 48, la proportion dans laquelle la Municipalité de la Capitale contribuerait au trésor des écoles. Le premier article, aujourd'hui réformé par la loi 4458, fournit les 15 % des recettes et revenus municipaux, réduit actuellement aux 8 % du produit brut de ces mêmes recettes et revenus; le second, à son tour, oblige la Municipalité à remettre les terrains nécessaires pour les édifices des écoles primaires et, lorsqu'elle en manque, ou qu'elle n'en possède pas dans les endroits convenables, à participer à leur acquisition pour un tiers de la valeur.

Tels sont les préceptes légaux originaires de la subvention en faveur du Conseil National d'Education. Ces dispositions, mises en pratique, ont été causes de sérieuses perturbations dans le système économique municipal, parce que les autorités respectives, en recherchant leur propre intégrité et leur défense, ont tenté à diverses occasions d'éviter ces inconvénients, s'adressant à cet effet au Pouvoir Exécutif National pour lui faire connaître l'absurdité de l'imposition légale.

Ces initiatives passées ont seulement obtenu la réforme de la loi dans un sens plus équitable, ou dans des conditions plus favorables pour la Municipalité, soit en demandant la diminution du pourcentage, ou bien en demandant l'adjudication de nouvelles ressources.

Il me semble que le moment est maintenant arrivé de traiter cette importante question, pour établir d'une façon définitive l'impossibilité absolue de subventionner le Conseil National d'Education qui a la faculté de faire contribuer la Municipalité de la Capitale d'une façon illimitée avec ses ressources dans l'acquisition des terrains qui lui sont nécessaires pour la construction d'édifices scolaires.

Quoique la démonstration en ait été faite avec une argumentation abondante, on n'a cependant pas envisagé le problème sous toutes ses faces. Il me semble indispensable de traiter, non seulement la face financière municipale qui démontre le plan logique et simple de restituer à la commune ce qui constitue la matière de ses ressources propres: ce qui revient à dire, le produit des patentes commerciales et de la contribution directe, indiscutables ressources municipales par des dispositions explicites et implicites de la constitution, et dont s'est occupé avec succès mon digne prédécesseur, le docteur C. Saavedra Lamas, qui mit également en relief le manque de ressources pour le développement des services publics; mais aussi de traiter en outre — comme il le disait — dans son caractère de base fondamentale pour l'abrogation de la loi, le point primordial: sa face constitutionnelle, qui détermine la nature de cette Municipalité, qui, sans être pouvoir public, lui impose ses obligations.

Je ne veux pas faire une digression dans une matière comme celle-là, si propice au raisonnement philosophique et aux considérations politiques, favorables comme thème pour l'élucidation des idées et le commentaire des gouvernements. Il me suffit de consigner le fait commun de la société politique actuelle, qui regarde l'instruction publique comme une aspiration patriotique au nom des grandes nécessités de la culture intellectuelle nationale, dont les tendances progressives dans la vie de cette collectivité requièrent l'appui de l'état.

Je ne m'arrêterai pas non plus à la question qui groupe cinq écoles pour savoir si l'Etat doit ou ne doit pas intervenir dans la réglementation de l'enseignement. J'accepte les faits tels qu'ils sont et je m'incline en tout devant les prescriptions constitutionnelles. Mais, examinons-là succinctement, comme cadre à ce travail d'information. Nous rencontrons seulement les articles suivants comme s'y rattachant. Le cinquième, qui dit: "chaque province édictera pour elle-même une constitution sous le système représentatif républicain...", et qui assure — entre autres choses — *l'instruction primaire;* l'article 14, qui se réfère à la liberté d'apprendre et d'enseigner; et l'article 67, paragraphe 16, qui dispose: "le Conseil doit pourvoir à tout ce qui conduit à la prospérité du pays et au progrès de la culture intellectuelle, en édictant des plans d'instruction générale et universitaire".

En matière d'instruction, nous avons alors, l'intervention des gouvernements central et provincial; c'est ainsi qu'il en est depuis la sanction de la lettre fondamentale. A l'époque de la colonisation le caractère monacal de l'enseignement prédomina toujours, nous en avons un témoignage dans l'université de Córdoba. Pendant les XVI^me. et XVII^me. siècles — ce qui est suggestif — les moines furent nommés pour remplir les fonctions de maîtres d'école, et, immédiatement après

l'expulsion des jésuites, sous la puissante impulsion du vice-roi Vértiz, les cabildos prirent la charge de l'instruction, quoique l'initiative particulière ne manquait pas alors — rappelons-nous l'action généreuse de Belgrano. — La fondation d'écoles en grand nombre ne se fit qu'avec Rivadavia, qui, comme on le sait, supprima les cabildos, véritables municipalités, par décret du 24 Mai 1821, leur substituant une police militaire. De 1822 à 1852, il y eut une véritable éclipse en matière communale, aucune mesure n'ayant été prise en matière d'instruction publique.

Urquiza établit la Municipalité de Buenos Aires le 2 Décembre 1852, laquelle cessa d'exister à cause de la révolution du 11 du même mois. L'organisation municipale ressuscita en 1854 pour l'état de Buenos Aires; elle fut réformée en 1865 et ensuite le 1.er Novembre 1882 commença l'histoire nationale de la Municipalité de Buenos Aires, alors que sa loi organique fut promulguée.

La Municipalité de la Capitale ne devrait pas être obligée de concourir au soutien de l'éducation commune, et si elle l'a fait jusqu'à présent, c'est en honneur de la tradition des cabildos pour intervenir indirectement dans le but d'inspecter l'hygiène des écoles. L'abrogation des lois 1420 et 4558 s'impose en ce qui a trait à ce sujet. Il n'y a aucune loi qui permet à la Municipalité de la Capitale de s'ingérer dans les plans d'enseignement, ce qui serait, d'autre part, illogique en présence du gouvernement de la Nation, non atteint dans ses facultés constitutionnelles. Ne confondons pas, par conséquent, le pouvoir politique avec le pouvoir administratif. La commune a le droit de disposer librement de ce qui lui appartient dans les limites de ses devoirs et de ses obligations.

Les comptes de la Municipalité avec le Conseil National d'Education sont les suivants:

ANNÉES	Budget	Sommes remises au C. N. E.	ANNÉES	Budget	Sommes remises au C. N. E.
	$	$		$	$
1885.....	163 680,24	264 893,89	1904.....	400 000,—	400 000,—
1886.....	305 211,21	255 839,88	1905.....	400 000,—	1 114 343,54
1887.....	371 200,—	395 904,32	1906.....	800 000,—	570 000,—
1888.....	385 000,—	528 380,44	1907.....	800 000,—	800 000,—
1889.....	400 000,—	637 077,03	1908.....	800 000,—	800 000,—
1890.....	400 000,—	667 040,71	1909.....	800 000,—	425 000,—
1891.....	866 000,—	654 877,94			
1892.....	800 000,—	846 759,68		17 539 209,69	16 731 661,58
1893.....	1 226 137,92	987 696,70			
1894.....	1 200 000,—	1 083 236,68			
1895.....	1 200 000,—	586 321,07	1910 — Loi 5296 — 1/3 de		
1896.....	621 980,32	645 221,86	l'emprunt		10 556 970,14
1897.....	800 000,—	769 458,12			
1898.....	800 000,—	827 579,14			27 288 631,72
1899.....	800 000,—	849 230,58	Montant approximatif de la		
1900.....	800 000,—	667 781,—	valeur des terrains et 1/3		
1901.....	800 000,—	658 019,—	de la contribution.....		10 000 000,—
1902.....	800 000,—	515 300,—			
1903.....	800 000,—	781 700,—			37 288 631,72

Ce tableau devrait en avoir un autre pour complément, mais il nous a été impossible de former celui-ci devant l'insurmontable difficulté d'obtenir les renseignements nécessaires. Nous nous référons à l'état du trésor des écoles et aux balances des frais payés avec la subvention municipale.

De toute façon, quel que soit le résultat d'une enquête, nous aurions de la part de la Municipalité l'impossibilité matérielle de satisfaire rigoureusement aux préceptes légaux, car la commune absorbe totalement ses revenus dans des services qui sont même imparfaits, et puisqu'en outre, le Gouvernement National perçoit des revenus locaux qui devraient revenir à la Municipalité.

Le Conseil National d'Education de son côté, proteste à cause du défaut d'accomplissement dans la remise des fonds; ce qui trouble ainsi son budget, surtout de la part du gouvernement national, qui est loin de satisfaire à ces compromissions que lui imposent les lois. Et alors, une telle anomalie implique la nécessité d'une réforme sérieuse, qui satisfasse amplement à ces répartitions.

Il a été facile de montrer la nature du régime municipal de la Capitale Fédérale comme un produit ou une émanation du Congrès, comme cela résulte aussi dans son essence et son origine pour le Conseil National d'Education, issu, comme la Municipalité, du Pouvoir Législatif. En conséquence, il convient de tracer une ligne de séparation absolue, évitant cette dérivation des succès ou des échecs du Conseil du revenu municipal.

La capitale doit contribuer à l'éducation commune, mais pas avec les ressources municipales actuelles qui sont insuffisantes, mais en augmentant, par exemple, le pourcentage de la contribution directe en compensation des sommes que remet la Municipalité. Ainsi nous aurons aplani toutes sortes de difficultés qui sont une entrave au développement et au progrès de l'administration publique.

ENRIQUE RUIZ GUIÑAZÚ.

BUENOS AIRES

PREMIÈRES IMPRESSIONS D'UN ÉTRANGER

PAR

JULES HURET

BUENOS AIRES

PREMIÈRES IMPRESSIONS D'UN ÉTRANGER

Buenos-Ayres, le jour de mon arrivée, me rappela New-York par ses cireurs de bottes, Londres par le casque noir de ses policemen et par ses banques, Paris par son Avenida de Mayo, Vienne par ses *victorias* à deux chevaux, l'Espagne par ses maisons à façades plates et à fenêtres grillées, et par ce qui reste de caractéristique dans certains quartiers.

Je n'éprouvai aucun dépaysement, aucune de ces sensations d'exotisme qui, tout d'un coup, vous font évaluer les distances et précisent en vous la notion de l'éloignement. Si vous arrivez, cependant, par une de ces belles journées d'hiver ensoleillées qui ne sont point rares en ce pays, vous êtes séduit par la douceur de l'air et la pureté idéale du ciel. Les palmiers poussent en pleine terre, et à Palermo où vous porte votre première promenade, les grands eucalyptus, les poivriers, les saules et les bambous vous assurent que vous êtes dans un climat béni, celui d'une " riviera " ensoleillée, où la vie doit être abondante et facile.

Du quai où vous débarquez jusqu'à l'Hôtel, vous êtes frappé de l'atmosphère vivace et de l'activité allègre qui règne partout. Je n'échappai pas à la surprise générale — que je vérifiai par la suite chez les nouveaux débarqués — devant cette ville énorme, devant cette grande inconnue qui depuis vingt ans s'épanouit dans le silence sans que ses sœurs d'Europe daignent — ou à peine — s'en apercevoir. Ce vaste port avec ses quais nets et propres comme ceux d'un port allemand, fourmillant de navires à l'ancre sur trois et quatre rangs, l'ordre du débarquement, la politesse des fonctionnaires, l'ampleur et la commodité des locaux de la douane, ces automobiles luxueuses qui vous emmènent à travers les voies centrales conduisant aux hôtels, le mouvement des rues commerçantes, de cette Florida trop étroite avec ses magasins parisiens, des rues voisines — 25 de Mayo, Bartolomé Mitre — avec leurs bureaux d'affaires et leurs banques grouillantes illustrés de plaques aux lettres de porcelaine blanche qui vous transportent sur le champ, en plein centre de la Cité de Londres, tout cela, séparément, et vu d'ensemble, c'est la grande ville européenne, mélange de Londres, de Paris, de Hambourg. Rien de local ne vient troubler cette impression. Où sont les *gauchos* arrivant du campo, les mendiants à cheval, les Carmen poudrées et fardées? Dans quel lointain quartier faudra-t-il aller pour entendre le soir, les sérénades aux balcons? Je ne vois partout que des femmes élégantes dont les toilettes arrivent

tout droit de la Rue de la Paix, et des jeunes gommeux habillés dans Piccadilly, affalés dans des voitures.

Une impression de richesse s'ajoute bientôt à celle de cette activité. Le luxe des attelages, de ces autos qui filent par les avenues, la tenue générale des passants, élégants, pommadés, cirés, astiqués, cravatés à la dernière mode, presque tous chaussés de bottines vernies, étincelantes comme des morceaux de vitres au soleil, fortifient l'impression de prospérité que vous donnait tout à l'heure le mouvement du port et des rues commerçantes. Elle s'accroit encore si l'on va vers les quartiers de l'ouest, quartiers somptueux qui sont notre Passy ou notre Plaine Monceau, avec plus de variété et des hôtels privés dont quelques-uns sont de vrais chefs d'œuvre de goût, de proportion, d'harmonie. Par endroits, c'est Berlin, dans ses nouvelles rues de résidences, mais avec plus de style et d'élégance.

Buenos-Ayres peut montrer ces quartiers avec orgueil et on ne saurait trop encourager les architectes, hommes de goût qui se disputent aujourd'hui, chacun avec ses qualités, l'embellissement de la capitale Argentine. L'art architectural français est très bien représenté dans cette partie de la ville et nous devons être fiers de nos compatriotes qui ont su faire goûter ici nos qualités nationales de bon goût discret et d'harmonie heureuse.

Ce qui frappe encore, dès l'arrivée, c'est la propreté des rues, c'est la régularité et l'insistance du service de nettoyage. On se croirait parfois dans une ville allemande. Des hommes munis de balais et de pelles se tiennent en permanence sur les grandes voies les plus fréquentées et râclent et balaient toute la journée.

Il n'y a d'ailleurs qu'une voix pour vanter l'admirable effort fait depuis quelques années par la Municipalité de Buenos-Ayres, pour créer artificiellement au milieu et autour de cette ville de brique et de fer sa parure de verdure et d'ombre que la nature ne lui a pas donnée. Et l'on peut dire qu'à l'heure qu'il est, à part le quartier du centre où l'étroitesse des voies et des trottoirs ne le permet pas, toutes les rues ont leurs deux lignes d'arbres, les avenues leurs quatre ou leurs six rangées de peupliers, de platanes ou de tipas. Je ne parle pas des places, ni des squares, ni des parcs qu'une administration imprévoyante avait, dans le passé, un peu trop négligés, et que, plus avisés, un intendant nouveau, homme de la terre et de goût artiste, et un de nos compatriotes les plus estimés, le grand Le Nôtre argentin, qui communient dans le culte passionné des arbres et de la verdure, multiplient à plaisir pour la joie reconnaissante des générations de demain.

Que serait Buenos-Ayres sans Palermo? Où les élégantes iraient-elles chercher la fraîcheur des crépuscules et des soirs ailleurs qu'entre ces deux belles rangées de palmiers et de bancs qui s'appelle l'Avenue Sarmiento? Ce n'est pas que le Parc de Palermo manque d'allées ni d'arbres! Il y a encore l'Avenue des saules pleureurs, l'Avenue des ombus, l'Avenue des paraisos, l'Avenue des peupliers, d'une variété de couleurs et de formes charmantes, mais elles ne sont pas éclairées et la poussière, par le temps sec, et la boue quand il fait humide, les rendent inaccesibles. De sorte que c'est sur ces trois cents mètres que deux cents *victorias,* automobiles, fiacres, coupés, tilburys, tournent toute l'année, pendant plusieurs heures par jour, comme les voitures d'un carrousel, ou s'arrêtent, fatigués, le long des trottoirs, sans avoir changé d'horizon. Il y a bien encore

l'Avenue qui contourne le lac et qui pourrait facilement supplanter la vogue de l'Avenue Sarmiento et donner un peu d'air aux promeneurs. Mais celle-là non plus n'est pas macadamisée (1).

* * *

Malgré la vie incroyable qui circule dans l'Administration Municipale, Buenos-Ayres paraît encore la ville des incohérences et des contrastes. Jusqu'en ces dernières années, l'administration indifférente laissa le sol se couvrir de rues et de maisons basses, au petit bonheur, négligeant les squares, les parcs, les perspectives. Et la ville s'étendit, monotone et chaotique. Si bien, que la première surprise passée, on n'a plus de plaisir à se promener dans des rues toutes semblables, sans halte, sans renfoncements, sans courbe, sans échappées imprévues. On y pense maintenant, un peu tard, et il faut pour réparer cet oubli, racheter des terrains autrefois cédés à vil prix pour élargir les rues et percer des avenues. De là cette impression d'inachevé. Partout on démolit et on rebâtit comme fait un propriétaire ambitieux qui veut agrandir et embellir son immeuble trop modeste. Actuellement, dans certaines rues, à côté de maisons de deux, trois, quatre et cinq étages, on voit de pauvres maisonnettes avec un rez-de-chaussée seulement. Avenue Alvear, de très belles maisons de résidence ont pour vis-à-vis et pour voisins de vieilles boutiques badigeonnées de rose, sans étage, et des cabarets populaires. A côté de belles *villas* qui sont de vrais châteaux, on voit des terrains vagues, des luzernières où paissent des chevaux, des jardins d'horticulteurs, des dépôts de bois ou des barrières couvertes d'affiches et de réclames. Sur l'Avenue Sarmiento, parallèlement au *corso* des parvenus d'hier, engoncés et fiers dans leurs autos ou leurs attelages, de modestes fiacres de louage: sur le trottoir de gauche, les jeunes argentins riches flirtant avec les jeunes filles sous les yeux bienveillants de leur mère: sur le trottoir de droite, des enfants déguenillés, des terrassiers au repos arrivés hier en Argentine, qui viennent voir là ce que les émigrants deviennent en trente ans. Buenos-Ayres a son Piccadilly et son White-Chapel qui s'appelle ici " les Bassouras "; elle a ses palais, mais aussi ses " conventillos "; elle a, contraste déconcertant, les plus belles tribunes d'hippodrome et l'un des plus beaux champs de course du monde dont elle se fait justement gloire, mais elle a aussi au Retiro, sa maison des émigrants, tache malheureuse appelée à disparaître bientôt.

* * *

A cette impression d'incohérence et d'inachevé qui frappe tout de suite le nouvel arrivé, le cosmopolitisme de la ville ajoute encore ses contrastes. On peut voir à Palermo ou au Jardin Botanique les échantillons de la flore de tous les pays qui poussent et s'épanouissent en plene terre, modifiant à peine leurs ca-

(1) On a à chaque instant en Argentine, de ces surprises et de ces démentis: ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui. L'Avenue du Lac est maintenant macadamisée et les promeneurs vont se voir enfin libérés de cette prison de palmiers, superbe mais un peu étroite.

ractéristiques locales. On y voit les sapins et les bouleaux des terres septentrionales et les bambous et les palmiers des tropiques; les espèces de l'Amérique du Nord voisinent avec celles de notre flore méditerranéenne; celles du Brésil, du Japon, de la Sibérie et du Canada poussent à côte des quebrachos du Chaco, des jacarandas, des ceibos et des tipas argentins. De même, les races diverses auxquelles le pays est ouvert s'adaptent parfaitement sous son heureux climat. L'Anglais, l'Allemand, l'Italien, le Français, le Slave, le Turc et l'Arménien s'y trouvent chez eux et y prospèrent. Les magasins de Florida sont autant de maisons étrangères dans lesquelles vous trouvez toutes les variétés possibles de produits européens et exotiques; dans les quartiers de résidence, des maisons d'une simplicité et d'une sobriété charmantes signées de noms français et des constructions qui ont l'air de ministères, d'entrées d'expositions ou de châteaux-forts qui sont peut-être bien l'œuvre d'architectes allemands, et d'autres moins prétentieuses, mais toutes couvertes de macaronis et de confiserie italiens; si vous ouvrez le journal, à la rubrique des " Notes Sociales ", vous êtes frappé de la quantité de noms étrangers qu'une terminaison espagnole a parfois argentinisés; vous dinez en ville et vous n'êtes pas peu surpris d'apprendre que le cuisinier de la maison est italien, le chauffeur français, le valet allemand, le marmiton galicien, la première femme de chambre anglaise et la deuxième, basque espagnole. D'ailleurs votre hôte, Allemand par son père, Argentin par sa mère, marié à une fille de basque français et d'italienne, a pour l'instant un de ses fils à l'Université de Cambridge, un autre à Heidelberg, et sa fille, fiancée à un jeune Nord-Américain, écoute avec ravissement les compliments, en anglais, de son adorateur. Si le hasard vous fait assister aux premiers jours de votre arrivée à une manifestation patriotique où l'armée est mêlée, vous reconnaissez, à côté de grenadiers de l'Empire, des képis de St. Cyriens, mais surtout des casquettes plates d'officiers allemands, des tuniques sanglées, et des casques à pointes abritant des figures basanées de métis d'indiens et d'espagnols. Et votre étonnement s'augmente encore un jour de manifestation politique, en voyant défiler devant vous toute la populace cosmopolite raccolée aux quatre coins de la ville.

Où est l'Espagne, se demande-t-on? Qu'est-ce donc qu'un Argentin? Et pendant de longues heures l'esprit peut philosopher sur le problème si captivant de la formation d'une race et d'une nationalité, faire toutes les conjectures possibles sur le résultat futur de ces adaptations et de ces croisements.

* * *

Buenos-Ayres est bien la ville du devenir. Deux phrases reviennent sans cesse dans les conversations des " Porteños ". La première: " Si vous aviez vu cela il y a vingt ans! " et la seconde: " Vous verrez quand ce sera fini! " Ecoutez les " porteños " patriotes et vous vérifierez cette remarque.

— Vous verrez, disent-ils, quand le Congrès sera terminé!

— Vous verrez quand on aura percé cette avenue jusqu'au Rio! quand ces rues seront élargies...!

— Vous verrez quand notre pavage sera achevé!

— Vous verrez le beau palais des Beaux-Arts que nous ferons ici, — la belle gare qui va se bâtir là...!

Et cent projets pareils qui se réaliseront sans aucun doute, que dis-je? qui se réalisent journellement sous nos yeux. Car voilà justement le miracle! En quelques semaines, l'aspect d'un quartier a changé et la critique que l'on fait aujourd'hui n'a plus demain sa raison d'être. Je passe un matin sur la Place Libertad et je remarque comme une anomalie deux ou trois baraques antiques, servant de cabaret populaire, au milieu d'hôtels particuliers et de luxueuses maisons de rapport. Six semaines après, les baraques avaient disparu et déjà on bâtissait sur leur emplacement des maisons modernes. Tous les jours des faits analogues frappent l'attention du nouveau débarqué.

De la même façon qu'ils entrevoient le progrès matériel de leur pays, les Argentins imaginent dans l'avenir prochain des générations d'artistes, de savants, d'intellectuels qui créeront une atmosphère de culture dans cette capitale occupée en ce moment au soin de s'enrichir. Et, par instants, gagné par leur foi communicative et charmante, on se laisse aller à croire à la certitude de cet avenir.

Dans la double influence que subit en ce moment le pays, celle de l'ancien et du moderne, le moderne triomphe décidément. Buenos-Ayres, ville quasi coloniale il y a trente ans encore, compte désormais parmi les quelques vastes métropoles cosmopolites du monde. Si quelque rêveur utopiste avait imaginé un jour la cité de l'avenir où les hommes de races supérieures se rencontreraient pour unir et diriger leurs activités pacifiques vers un effort toujours progressiste, je crois bien qu'il eût été surpris et ravi de découvrir dans cette cité nouvelle les éléments multiples et rares qu'il exigeait d'un hasard heureux. Voilà où est le véritable attrait de Buenos-Ayres. Ayant fait table rase du passé, elle n'a rien qui tente l'artiste, le peintre, l'amateur de pittoresque et d'ancien; mais que de problèmes elle offre aux psychologues et aux sociologues de l'avenir! Que sortira-t-il de ces mélanges de races, de ces efforts qui bénéficient en toute liberté de tous les progrès de la science moderne, de cette nouvelle conquête du sol argentin, autrement féconde pour le monde que la prise de possession de ses premiers "conquistadores"!

Mais n'anticipons pas sur l'Avenir! Comme les adolescents doués, qui promettent beaucoup, l'Argentine a de graves défauts de jeunesse... Mais ce n'est pas ici la place de les étudier.

JULES HURET.

ÉTUDE

TOPOGRAPHIQUE ET ÉDILIQUE

DE LA

VILLE DE BUENOS AIRES

PAR L'INGÉNIEUR

CARLOS MARIA MORALES

ÉTUDE TOPOGRAPHIQUE ET ÉDILIQUE

CHAPITRE I

PREMIERE ET SECONDE FONDATION DE BUENOS AIRES

Répartition de terres.— Emplacement et plan de la ville.— Différentes modifications du plan jusqu'en 1764.—Mesure du terrain et des lots.—Le plan de 1794.—Le Municipe de 1867.— L'actuel.

Fondée au début de l'année 1536 [1] par don Pedro de Mendoza, la ville qu'il désigna sous le nom de Santa Maria de Buenos Aires, située dans un terrain bas, près des rives du Río de la Plata et du Riachuelo, eut une vie précaire; ses habitants peu nombreux furent constamment en butte aux attaques des indiens Querandíes qui habitaient les deux rives du Riachuelo, et ils souffrirent toutes sortes de privations, jusqu'à ce que, cinq ans plus tard, son abandon fut résolu, acte dont il fut donné lecture en place publique le 15 Avril 1541 et qui fixait le 10 Mai suivant pour l'exécution de cette opération.

Et ainsi fut-il fait au jour fixé, et les grands navires qui n'étaient pas en état de naviguer furent brûlés.

La ville fondée par Mendoza cinq années auparavant avait mené une vie précaire c'est certain, mais ceux qui ordonnèrent sa destruction et son abandon, ne se rendirent pas compte de l'importance qu'il y avait à la conserver au point choisi, et ils ne s'imaginèrent pas assurément, que quelques années plus tard, le génie et les larges vues de don Juan de Garay jetteraient les bases de celle qui serait avec le temps, la première ville de notre Amérique.

Après le dépeuplement de Buenos Aires, pendant les années qui suivirent, il ne se fit pas d'effort sérieux dans le sens d'affirmer le pouvoir de l'Espagne dans ces régions.

Comme le dit très bien Cantilo [2]:

---

(1) Dans le tome I de la *Biblioteca de la Junta de Historia y Numismática*, don Samuel A. Lafone Quevedo, dans son prologue au voyage de Schmidel, montre bien que la première fondation de Buenos Aires eut lieu en 1536.

(2) José Luis Cantilo. — *Don Juan de Garay.*

" Ce Rio de la Plata, découvert accidentellement, situé sur le passage d'objectifs plus vastes, avec ses rives à peine explorées, inhospitalier et inconnu, continuait à être ignoré du monarque et des autorités espagnoles. Il n'offrait pas comme son voisin le Pérou, l'attrait de ses richesses faciles; il ne possédait pas une civilisation supérieure; dans ses environs il y avait des tribus hostiles, énergiquement disposées à maintenir leur domination et à repousser le conquistador, et son nom était relié à des faits douloureux, la mort de Solís et la terrible odyssée de Buenos Aires, parmi les plus importants et les plus sanglants.

Don Juan de Garay s'éleva au dessus des préoccupations et des impatiences de l'époque, et le samedi 11 Juin 1580, il fonda la ville de Santísima Trinidad, port de Santa María de Buenos Aires, et " pour montrer qu'il prenait possession de la ville et de toutes ces provinces, il donna des coups d'estoc et de taille et dit que si quelqu'un voulait faire des objections, il devait se présenter, et cela en face des dits juges et Echevins et beaucoup de gens, et comme personne ne le fit, il en demanda témoignage " (1).

On a dit que l'initiative de la fondation de Buenos Aires est due à Juan Torres de Vera y Aragón, auditeur de l'Audience de Charcas, mais, comme le dit très bien Larrouy, le pouvoir octroyé à celui-ci contenait plutôt une autorisation qu'un ordre, comme on peut le voir dans les paroles soulignées de ce pouvoir, dont voici la traduction:

" Etant empêché dans mon royal service, dit l'Adelantado, par la charge d'Auditeur de la Royale Audience qui se trouve dans cette ville de La Plata, je ne peux me rendre par moi-même au dit Gouvernement (du Rio de la Plata); et comme le général Juan de Garay est une personne dans laquelle on peut avoir toute confiance et très discrète, et qu'il a toujours servi S. M. dans le dit territoire et dans ces royaumes dans des charges importantes, et qu'il a toujours bien conduit les affaires qui lui ont été confiées, et que pendant mon absence, le dit Gouvernement sera en paix et que la justice y régnera..., lui donne pouvoir en mon nom dans le dit Gouvernement...; et il reçoit et prend sur lui tous les ordres, cédules et instructions que le dit Adelantado (Juan Ortiz de Zárate) reçut de S. M. et les garde, les accomplit et les exécute ainsi qu'il est dit et comme je le peux et le dois faire; ayant ainsi disposé et convenu le service de S. M., le dit Juan de Garay *peut en son nom royal et au mien fonder une ville dans le port de Buenos Aires*, lui donner le nom qu'il lui plaira, en prendre possession, y établir et y nommer des juges pour la justice de S. M. et qui l'administreront en son nom, et qu'il choisisse les alcaldes et les échevins pour la première année..., et qu'il fonde toutes les villes qu'il serait nécessaire de fonder en son nom royal pour l'ennoblissement et le développement de la dite terre, et y pourvoyant comme pour les autres, comme je pourrais le faire moi-même ".

La fondation une fois faite, Garay effectua le tracé des terres qui en dépendaient, il fixa leur étendue et celle du port, et il fit la répartition en lots dans le plan de la ville.

Quatre mois plus tard, le 24 Octobre 1580, il fut procédé à la répartition des terres en dehors du plan et de celles qui dépendaient de la ville.

---

(1) Père A. Larrouy. — *Los orígenes de Buenos Aires.*

Ces terres avaient à l'époque de la fondation de la ville, vingt quatre cuadras de front sur une lieue de fond vers l'Ouest. L'axe longitudinal de ce rectangle passait par la borne posée à l'extrémité Nord-Ouest de la place. La limite Est était formée par les rues aujourd'hui dénommées 25 de Mayo et Balcarce. Le plan de la ville naissante compris à l'intérieur de ces terres, était constitué par un rectangle de seize cuadras de front sur neuf de fond et limité par les rues dénommées aujourd'hui 25 de Mayo, Balcarce, Viamonte, Libertad, Salta et Estados Unidos.

Nous prenons comme limite Est des terres dépendant de la ville, les rues 25 de Mayo et Balcarce, parce que le 16 Décembre 1608, la commission nommée pour en fixer les voies et les mesures (1) fait constater dans l'acte respectif que " on mesura la lieue de long que signala et donna le fondateur pour les terres de la ville, à partir de la petite ravine où les eaux du rio viennent battre la terre ", etc. Et alors, la répartition des lots faite par Garay dans le plan urbain était comprise entre les rues 25 de Mayo et Balcarce.

Quant au plan de la ville, nous sommes conformes à ce que dit Martínez, (2) qu'il se composait d'un rectangle de 16 cuadras de front sur 9 de fond. Il répond au plan dont on a déjà fait mention et qui portait la numération de la première répartition de terres; il est alors logique de l'accepter comme le premier plan de la ville.

Néanmoins, dans le même ouvrage du recensement, page 77, il y a un croquis dans lequel figure le tracé de la ville en 1768 avec 9 cuadras de front sur 12 de fond.

A notre avis, le premier tracé avait 16 cuadras de front sur 9 de fond, et il fut plus tard augmenté pour lui donner le front des terres dépendant de la ville, c'est-à-dire, 24 cuadras, ce qui est peut-être constaté dans l'un des actes égarés, des années 1591 à 1604 inclusivement, ou bien on donna dès le début au plan les 24 cuadras des terres dépendant de la ville pour 9 de fond.

Effectivement, dans l'accord du Cabildo du 21 Mai 1762, relatif aux terres dépendant de la ville, il est dit: " ...que le front *de la ville et des terres qui en dépendent* est pris, Nord-Sud, depuis le puits creusé dans le jardin du Retiro, dans les mensurations des années 1682 et 1753, lesquelles se trouvent présentées dans des édits que suit actuellement doña María Josefa Baturco avec doña Bernarda Ibarcal, jusqu'à la ligne tirée dans les mensurations de la bande Sud, depuis les fours de San Pedro, laissant 24 à 25 cuadras de front selon celles qui se trouvent; relativement à ces dits mensurations consenties par les voisins, qui n'ont occasionné de préjudice à personne, il est bien entendu que *la ligne qui doit aller du nord au sud et servir de front, doit se trouver dans les cuadras qui vont derrière le couvent de la Merced, San Francisco, Santo Domingo, etc., excluant toutes les maisons qui tombent à la ravine du rio, de sorte que cette rue soit le commencement de la lieue de fond* vers l'Ouest, laquelle doit être mesurée partout Est-Ouest, pour la quadrature de la lieue ".

" Et maintenant, pour faciliter la connaissance des terres dépendant de la ville

(1) *Acuerdos del extinguido Cabildo de Buenos Aires.* Livre I.
(2) *Censo Municipal de Buenos Aires de 1887.* Tome I, page 65.

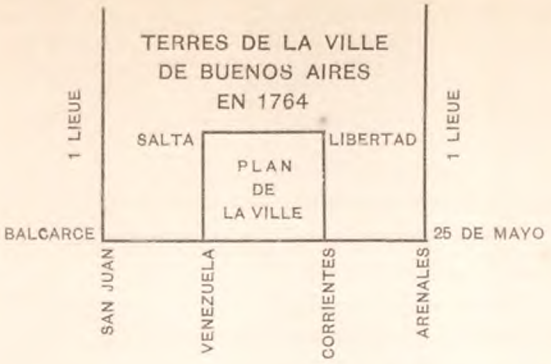
et les séparer de ce qui doit rester pour plan de la ville, on désigne douze cuadras de 151 vares depuis le front signalé, de sorte que les premières cuadras qui doivent être inclues dans le plan de la ville, sont celles qui sont occupées par les dits couvents et consécutivement se compter les douze cuadras, comme et où elles se terminent. Les terres dépendant de la ville commenceront à partir de là où l'arpenteur devra faire arriver le plan ", etc.

Les parties soulignées prouvent ce que nous avons déjà dit : que la limite Est des terres était formée par les rues 25 de Mayo et Balcarce, et en outre que c'était aussi la limite Est du plan de la ville. En outre, par cet accord, il est disposé un développement du dit plan jusqu'à douze cuadras de fond. Ce plan resta peu en vigueur, car dans l'accord du cabildo du 20 Août 1764, il est dit que: " tout ce front (des terres de la ville) ne doit pas être compté pour le plan de la ville, mais qu'en dehors des neuf cuadras qui répondent au plan, les autres doivent être considérées comme faisant partie des terres de la ville ", etc. Comme on le voit, ici on parle de neuf cuadras pour le front du plan de la ville, et plus loin il est dit: " On augmente aussi dans cet accord (celui du 21 Mai 1762) le plan de cette ville vers l'Ouest, car il est certain qu'il n'a jamais été compté plus de neuf cuadras de fond ou en carré, et on détermine qu'il y en a régulièrement 12, de sorte que par l'augmentation de ces trois cuadras, on inclut dans le plan de la ville, selon l'extension de son front, 72 cuadras ". Et alors, pour que l'augmentation de 9 cuadras de fond, à 12, fasse rentrer 72 cuadras dans le plan de la ville, il était nécessaire que ce plan ait eu 24 cuadras de front. Et c'est ce qui est établi dans l'accord du 21 Mai 1762. Néanmoins, dans celui du 20 Août 1764, que nous venons de transcrire, il est dit qu'il avait 9 cuadras de front, et plus loin, il est exprimé que: " d'un commun accord, ils dirent qu'ils révoquaient la détermination qui avait été prise précédemment et par laquelle le plan avait 12 cuadras Est-Ouest à partir de l'angle de don Juan Alvarez Campana, déclarant qu'il en aurait seulement 9 à partir du dit angle ".

Malgré cette résolution qui est bien claire, en 1768, le Cabildo avait des doutes à ce sujet, car dans l'accord du 16 Mars de cette année, il est dit: " mais comme dans le dit accord du 20 Août 1764, ni postérieurement, on n'a pas résolu si le front de cette ville, qui est de 24 cuadras, doit être considéré en entier comme faisant partie du plan, on en considérera seulement neuf cuadras de chaque côté, pour qu'ainsi la ville soit un quadrilatère parfait, c'est-à-dire le régulier " etc.

Cependant, il résulte clairement des transcriptions précédentes, qu'en 1762, le plan de la ville comprenait 24 cuadras de front sur 12 de fond et qu'en 1764 ce plan fut réduit à un carré qui avait neuf cuadras de côté.

De tout ce qui précède, on déduit que les terres et le plan de Buenos Aires furent fixés en 1764 sous la forme indiquée par le croquis de la page 499, dans lequel on désigne les rues par les noms qu'elles portent aujourd'hui.



La première disposition relative à la mesure de lots dans les terres de la ville, apparaît dans l'accord du Cabildo du 9 Juillet 1590, qui dit textuellement: " D'un autre côté, il fut décidé et accordé que pour la mesure des lots, afin qu'aucune personne n'édifie avant d'appeler ceux qui seraient nommés et qu'ils nommèrent, Francisco Bernal et Juan Sánchez Pompas, comme échevin: conformément à la demande du dit Procureur, le propriétaire du lot sera obligé de donner une poule à chacun et pour que ce propriétaire ne construise pas dans son lot avant que celui-ci ait été mesuré par les dites personnes nommées sous peine de six piastres d'amende pour les frais de ce Cabildo et pour cette mesure le dit propriétaire est obligé d'appeler les députés qui furent signalés, dans les deux mois sous la même peine ".

Il résulte donc, que le premier impôt d'édification fut fixé à une poule pour chaque permis.

Le 9 Octobre 1606, sur la demande du Procureur Général, Juan Diaz de Ojeda, le Cabildo ordonna le bornage des fermes de la ville, nommant à cet effet le général don Fuentes de Viamont y Navarra, Alcalde Ordinaire, et le capitaine Francisco de Salas y Miguel del Corro, qui procédèrent à la dite opération le 19 Octobre de la même année.

La première mensuration sérieuse des terres de la ville de Buenos Aires, fut décrétée par le gouverneur Fernando Arias de Saavedra, le 6 Décembre 1608. Dans l'accord du Cabildo du 8 du même mois, et de la même année, il est dit qu'ayant vu les régistres et les papiers de la fondation et n'y trouvant pas de règles pour effectuer les dites mesures, les capitulaires résolurent de nommer des experts pour que, renseignés par les anciens habitants de la forme au temps de la fondation de la ville, ou par les mesures postérieures, ils déclarent et signalent ce qu'il y a lieu de faire.

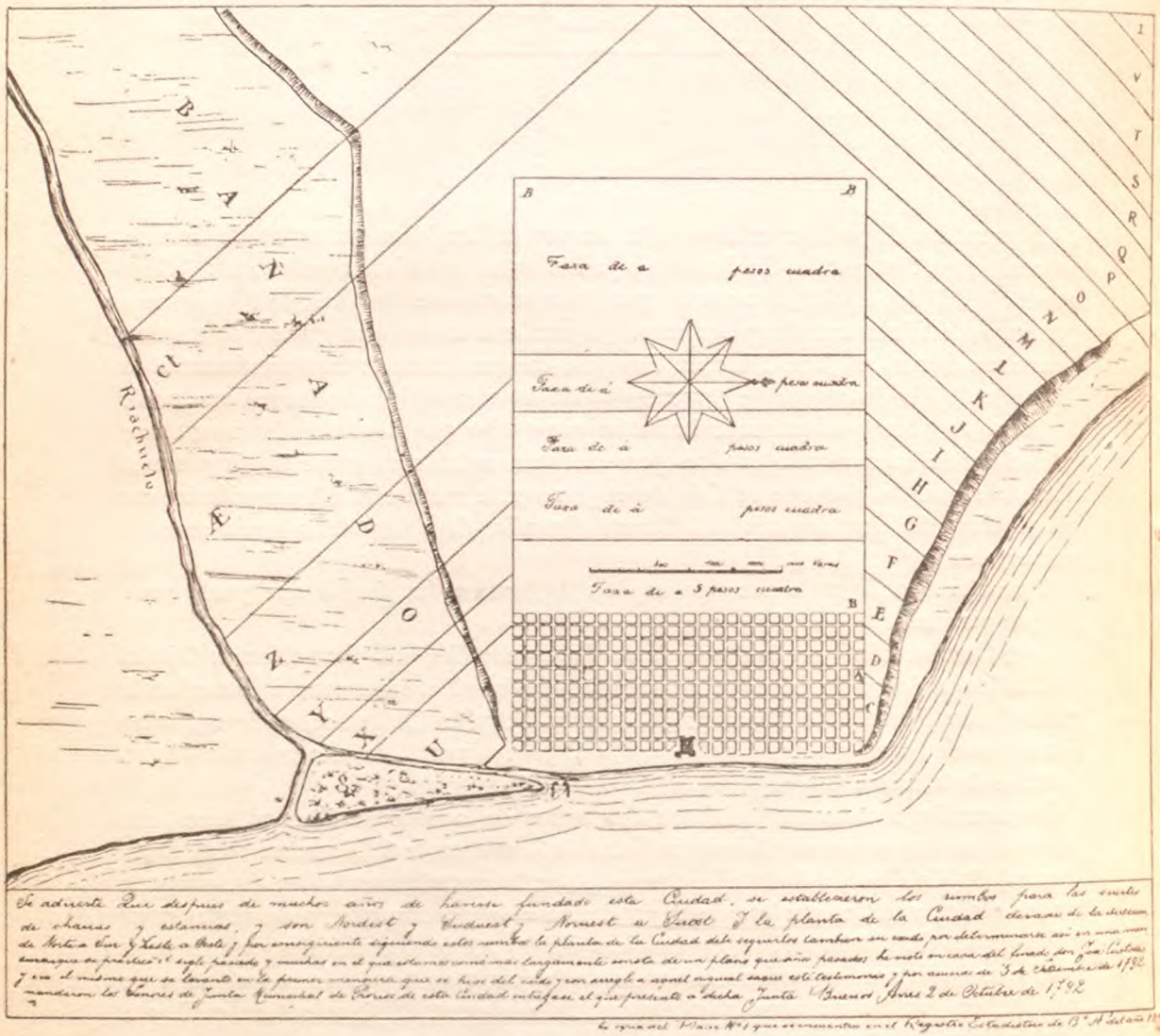
Cette opération fut faite le 16 Décembre 1608, et selon ce que dit l'acte respectif, " au moyen de la boussole on donna la direction des rues qui est Nord-Sud ".

Le plan de la page 500 représente une copie de celui de la mensuration de 1608, copie tirée par l'arpenteur Manuel Osores en 1792. Ce plan semble amplifié dans cette copie, car comme le dit Trelles (1), elle comprend des terrains qui ne purent

(1) *Registro Estadístico del Estado de Buenos Aires*, année 1859, tome I.

être déterminés dans la première mensuration, tels que la fraction marquée avec la lettre Z, appartenant aux pères bélermes, qui s'établirent à Buenos Aires en 1748.

Comme le fait très bien observer Trelles, " ce plan est de la plus grande importance, tant parce qu'il est un terme de comparaison de plus entre les peu nombreux renseignements que le public connaît sur cette matière, que parce qu'il démontre



Se advierte Que despues de muchos años de haverse fundado esta Ciudad, se establecieron los rumbos para las suertes de chacras y estancias, y son Nordest y Sudwest, Nornest y Sudest y la planta de la Ciudad declara de la diversa de Norte a Sur y Este a Oeste, y por consiguiente siguiendo estos rumbos la planta de la Ciudad debe seguirlos tambien en cada, por determinarse asi en una con de Norte a Sur y Este a Oeste, y por consiguiente siguiendo estos rumbos la planta de la Ciudad debe seguirlos tambien en cada, por determinarse asi en una con manera se practicó: el sigte. Pasado y nombrados en el que estamos como mas largamente consta de una plano que acompaña, la nota se remitió del Cabildo, dos Comisiones y con el mismo que se levantó en la primer mensura que se hizo del citado y con angulo a aquel rumbo, cuyo establecimiento y por nombramiento de 3 de Octubre de 1792 mandaron los Señores de Junta Gobernador de Propios de esta Ciudad, obtuvieron el que presentó a dicha Junta Buenos Aires 2 de Octubre de 1792

La copia del Plano N°1 que se menciona en el Registro Estadistico de B.A. data de 1

d'une manière plus perceptible la division générale des terres et les voies qui s'établirent pour les divisions de la ville et de ses environs.

" Il embrasse, en outre, une partie que ne contiennent pas les autres documents, c'est-à-dire, la série de ceux qui se trouvent entre la ville et le Riachuelo ".

" Un autre renseignement de la plus haute importance résulte de ce plan, et c'est ce qui semble résoudre une question qui est fréquemment soulevée, à savoir si les premières répartitions qui se firent sur les rives du río de la Plata et du Riachuelo, arrivaient ou non jusqu'à l'eau. Celles sur le río de la Plata arrivaient

seulement jusqu'à la ravine et celles du Riachuelo jusqu'à l'eau, selon la démarcation qui existe dans le plan ".

Après cette mensuration, cent soixante ans se passèrent sans qu'il en fut fait une autre des terres ou du plan de la ville. Le 7 Septembre 1761, une royale cédule concéda à la ville de Buenos Aires, pour l'augmentation de ses propres, le droit de percevoir annuellement cinq piastres sur chaque cuadra de celles que possédaient ses habitants dans ses terres.

Comme pour rendre cet impôt effectif, il était nécessaire de faire préalablement le cadastre des possessions particulières comprises dans les dites terres, commençant par vérifier les limites de celles-ci, en tenant compte des antécédents relatifs, on désigna pour effectuer cette opération préalable l'ingénieur Juan Bartolomé Howell et l'arpenteur Cristóbal Barrientos, qui la firent en 1767.

Quant au relevé du cadastre il fut commencé le 6 Septembre 1768.

Comme on l'a déjà dit, le premier plan de la ville comprenait, probablement, 16 cuadras de front sur 9 de fond; en 1762, il fut porté à 24 de front sur 12 de fond et en 1764, il fut réduit à un carré de 9 cuadras de côté.

Mais, déjà en 1794, il apparaît avec un changement considérable, car, comme on peut le voir dans le plan ci-joint, (page 502), il figure avec 25 cuadras de front sur 13 de fond.

Ce plan a trait à la division en 20 quartiers à la charge d'autant de commissaires créés par le vice-roi Arredondo. Déjà en 1770, don Juan José de Vértiz, le plus progressiste des vice-rois qu'ait eus le Río de la Plata, tenant compte de ce que les juges ordinaires qui existaient dans la ville ne pouvaient pas remplir partout leurs obligations, avait nommé seize commissaires chargés d'autant de quartiers.

Dans le plan ci-joint (page 503), figure la numération adoptée en 1810 pour la ville. Comme on peut le voir, l'étendue du plan est la même qu'en 1794, mais la nomenclature des rues a été totalement changée. Nous nous occuperons des différents changements de noms des rues de Buenos Aires dans un autre chapitre de cette étude.

Arrive, enfin, la glorieuse année 1810 et avec elle commencent des grands événements politiques et une époque de transformation pour Buenos Aires.

Cette transformation prend de grandes proportions lorsque, pendant le ministère du général Rodríguez, d'abord, et pendant sa présidence, plus tard, se font sentir le génie et l'initiative féconde de l'illustre homme d'état, don Bernardino Rivadavia.

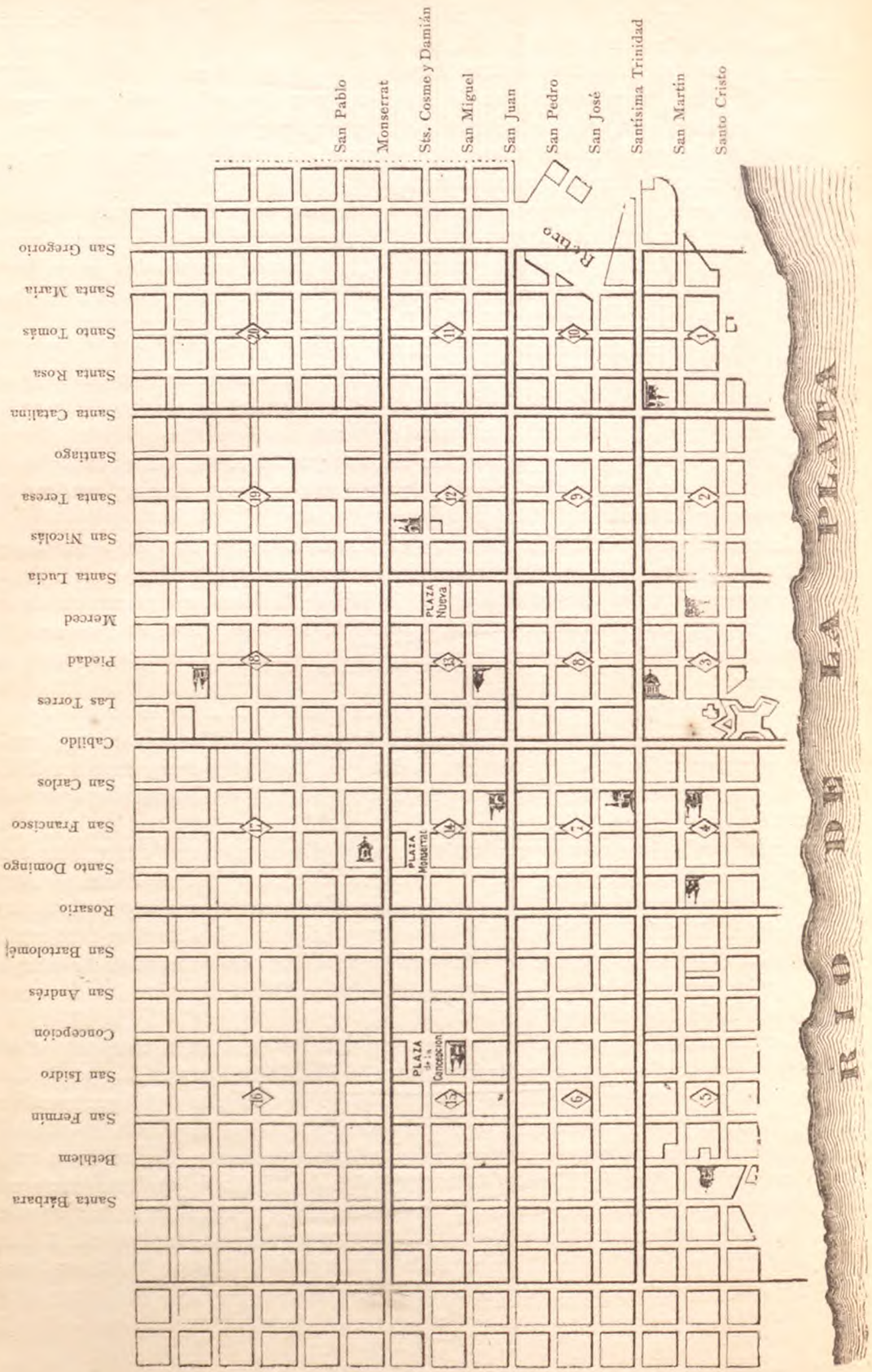
Pendant sa présidence, le 6 mars 1826, fut votée la première loi déclarant Buenos Aires capitale de la Nation.

Les limites fixées pour la capitale par cette loi, étaient celles comprises entre le port de Las Conchas et la Rade et entre le Río de la Plata et le port de Las Conchas jusqu'au pont appelé de Marquez, et de là en tirant une ligne parallèle au Río de la Plata jusqu'à celui de Santiago.

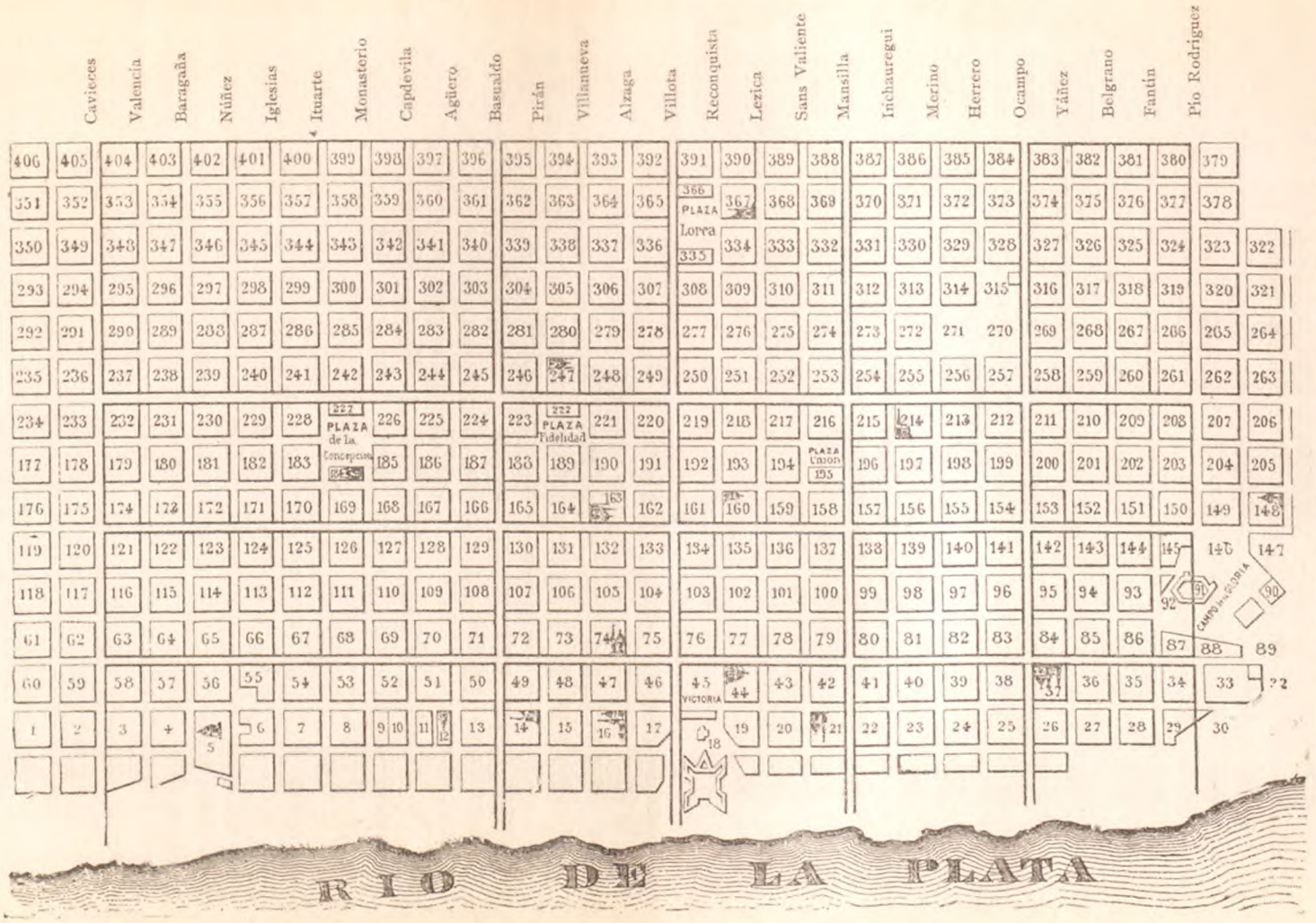
Cette capitale comprenait, comme on le voit, une immense étendue, mais cette loi ne fut pas observée, à cause de la démission de Rivadavia et des événements politiques qui la suivirent, jusqu'à la longue et sombre parenthèse de la tyrannie.

Rosas tombé, en 1853 fut votée la Constitution Nationale, dans laquelle il était établi que la ville de Buenos Aires serait la résidence de droit des autorités nationales. Cette disposition ne fut pas observée non plus.

Division de la ville de Buenos Aires, faite en 1794 (20 quartiers)



Numérotage des manzanas de la ville de Buenos Aires en 1810



En 1862, le gouvernement de la Nation essaya de fédéraliser tout le territoire de la province.

Ce projet fut repoussé par la législature de Buenos Aires, et le Congrès National édicta en 1863, une loi déclarant la ville capitale provisoire de la nation, jusqu'à ce que le Congrès votât la loi de capitale permanente.

Les limites de la capitale n'étaient pas fixées avec clarté dans cette loi; on mentionnait uniquement le municipe sans déterminer ses limites.

Enfin, en 1867, une nouvelle loi de la Nation vint combler cette lacune, établissant que les limites du municipe de la ville de Buenos Aires, seraient: au Nord, le ruisseau Maldonado, depuis son embouchure dans le Río de la Plata jusqu'à la limite Est du terrain connu dans le plan de Sourdeaux sous le nom de Calderon. A l'Ouest, une ligne qui, limitant les terrains connus dans le même plan sous les noms de J. Marcos et Lumb, se termine dans l'angle Sud-Est de ce dernier terrain; et de là par une ligne qui se termine dans l'angle Sud-Est du terrain désigné sous le nom de Arroyo, et de ce point, se dirigeant vers l'Est, jusqu'à l'angle Nord-Ouest du terrain Albin; puis dans la direction du Sud, par la rue qui limite les propriétés Paso, Bejarano, Rey et Pereyra, jusqu'à l'intersection avec la rue Arena; de ce point une droite jusqu'au pont Alsina. Au Sud, le Riachuelo de Barracas jusqu'à son confluent avec le Río de la Plata. A l'Est, le littoral du Plata, jusqu'à la bouche du Maldonado. Ces limites comprenaient une superficie de 4 484 hectares, 57 ares et 46,75 centiares.

La loi mentionnait le plan confectionné par l'ex capitaine de la marine française, Adolphe Sourdeaux, qui ne portait pas l'indication de l'année, mais qui avait dû être fait entre les années 1843 et 1845. Dans les moments où cette loi fut votée, l'ancienne Section Topographique de la Province de Buenos Aires était en train de terminer le plan de cette ville, lequel parut en 1867.

Martínez [1] mentionne, à ce sujet, une intéressante discussion qui s'éleva entre cette administration publique et le Conseil Municipal, représenté par son ingénieur, Carlos Pellegrini. Celui-ci proposait comme limites de Buenos Aires: au Nord, le ruisseau Maldonado de son embouchure jusqu'à un point duquel, en abaissant une perpendiculaire sur le grand chemin de Flores et la voie ferrée qui le côtoie, la prolongation de cette ligne irait au pont Alsina; du côté Sud, la rivière de Barracas, depuis l'embouchure jusqu'à ce pont; du côté de l'Est, la rive du Plata, depuis l'embouchure de la rivière de Barracas jusqu'à celle du ruisseau de Maldonado; du côté de l'Ouest, la dite ligne perpendiculaire, comprise entre ces deux affluents.

Par ce projet, l'étendue du municipe fixée par la loi de 1867 est un peu diminuée, mais la limite Ouest est régularisée, et elle se compose d'une seule droite au lieu d'une ligne brisée comme l'établissait la loi.

L'ingénieur Pellegrini proposait en échange, avec une claire vision de ce qui arriverait plus tard, que dans le nouveau plan que l'on faisait, il fut établi depuis lors, la place que la ville occuperait dans l'avenir, une fois que sa population se serait accrue; que les nouvelles rues seraient projetées et que l'on aurait rectifié celles qui existaient. Si cela s'était fait alors, on aurait corrigé à temps beaucoup de défauts dans le tracé de la ville.

---

(1) Alberto B. Martínez. — *Estudio topográfico de Buenos Aires. Censo de 1887.*

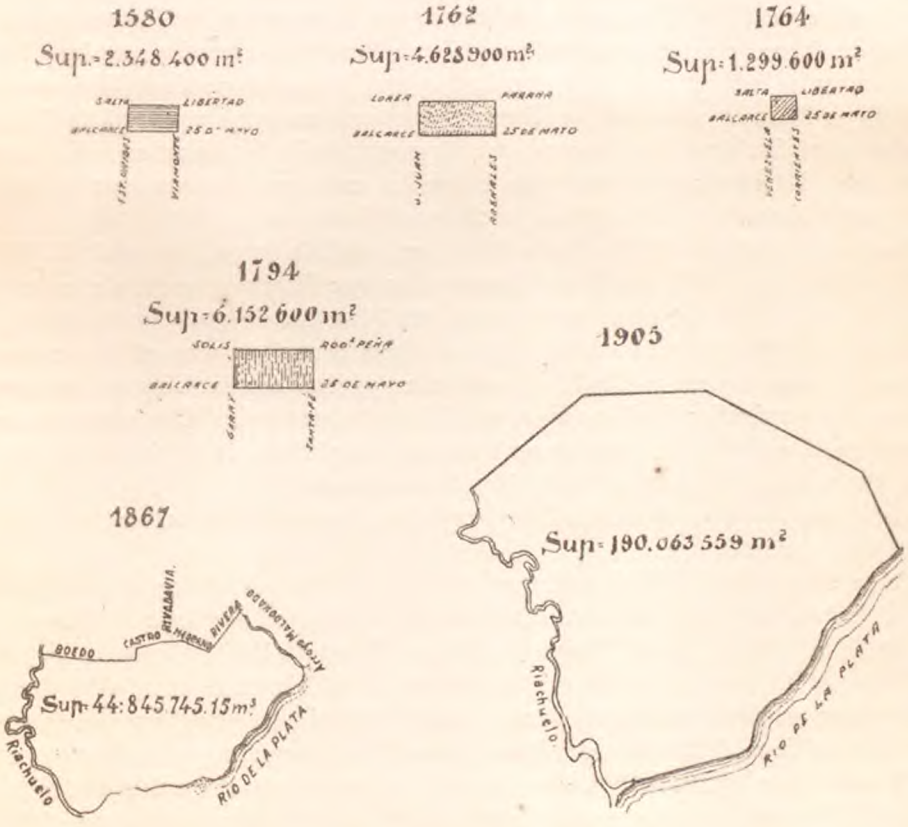
L'ingénieur Pellegrini terminait son rapport par ces paroles: " je n'ai pas l'espoir de voir triompher mon projet, car je connais la puissance de l'influence personnelle qui se concentre sur les deux hameaux de Belgrano et de Flores pour les protéger. Mais, j'aurai parlé sans m'occuper d'intérêts mesquins et en ne voyant que l'avenir et ce qui convient à la grande ville à laquelle ces appendices appartiendront demain ".

Cette prophétie s'est accomplie: en 1880, le Congrès de la Nation, réuni à Belgrano, vota la loi qui déclarait la ville de Buenos Aires, capitale permanente de la République, lui fixant les mêmes limites que celles qui lui étaient assignées par la loi de 1867; et en 1887, une autre loi du Congrès, acceptée par la législature de Buenos Aires, annexa à la capitale fédérale les territoires de Flores et de Belgrano.

Les ingénieurs Luis Silveyra et Paul Blot furent désignés par les gouvernements de la Nation et de la Province pour établir les nouvelles limites de cette ville, opération qui fut terminée en 1889.

Selon ces limites, le municipe actuel de Buenos Aires, y compris les terrains du port, comprend une superficie de 19 006 hectares, 35 ares et 59 centiares.

Ci-après, on indique graphiquement, les étendues superficielles de Buenos Aires depuis sa fondation jusqu'à nos jours, en signalant les limites respectives avec les noms actuels des rues:



CHAPITRE II

RUES ET AVENUES

Différentes largeurs. — Trottoirs. — Les avenues de Rivadavia. — L'Avenue de Mai. — Autres avenues. — Superficie totale des rues et des avenues. — Le nouveau plan. — Nomenclature ancienne et moderne. — Numérotage.

En fondant cette ville, Garay adopta un plan parfaitement régulier, en forme de damier, avec des manzanas carrées, de 140 vares de côté et des rues de 11 vares de largeur, qui se coupaient à angle droit. L'orientation de ces dernières était presque exactement Nord-Sud et Est-Ouest.

Ce plan, tant au point de vue des dimensions des manzanas que de la largeur et de l'orientation des rues, a des inconvénients qui sautent aux yeux. Les manzanas carrées et de grandes dimensions obligent à donner aux fractions centrales des fonds excessifs; la largeur de 11 vares pour les rues est insuffisante et l'orientation uniforme expose certaines rues à une humidité excessive pendant l'hiver et d'autres se voient plus exposées aux rayons du soleil pendant l'été, mais on s'explique l'erreur commise par Garay si on tient compte du retard de l'époque et des connaissances insuffisantes que devaient avoir les hommes qui l'accompagnaient. Ils sont assurément plus blâmables ceux qui vinrent ensuite, ceux à qui il était si facile de corriger en partie ces défauts.

La partie tracée par le fondateur fut la seule édifiée jusqu'à la fin du XVIII^me. siècle et ce n'est qu'à partir de l'année 1810 que l'accroissement de cette ville prit de l'impulsion. Ce tracé se continua, sur l'étendue de quelques cuadras, vers le Nord, le Sud et l'Ouest, mais après ce noyau central, le plan et l'ouverture de rues se fit sans aucune méthode, répondant en général aux intérêts ou aux convenances des particuliers qui voulaient subdiviser leurs terrains. C'est ainsi que nous avons vu, à une époque relativement récente, l'ingénieur Pellegrini demander de projeter de nouvelles rues et de rectifier les anciennes.

La largeur des rues de cette ville est variable: il en existe de 11, de 14, de 16, de 20 et de 30 vares.

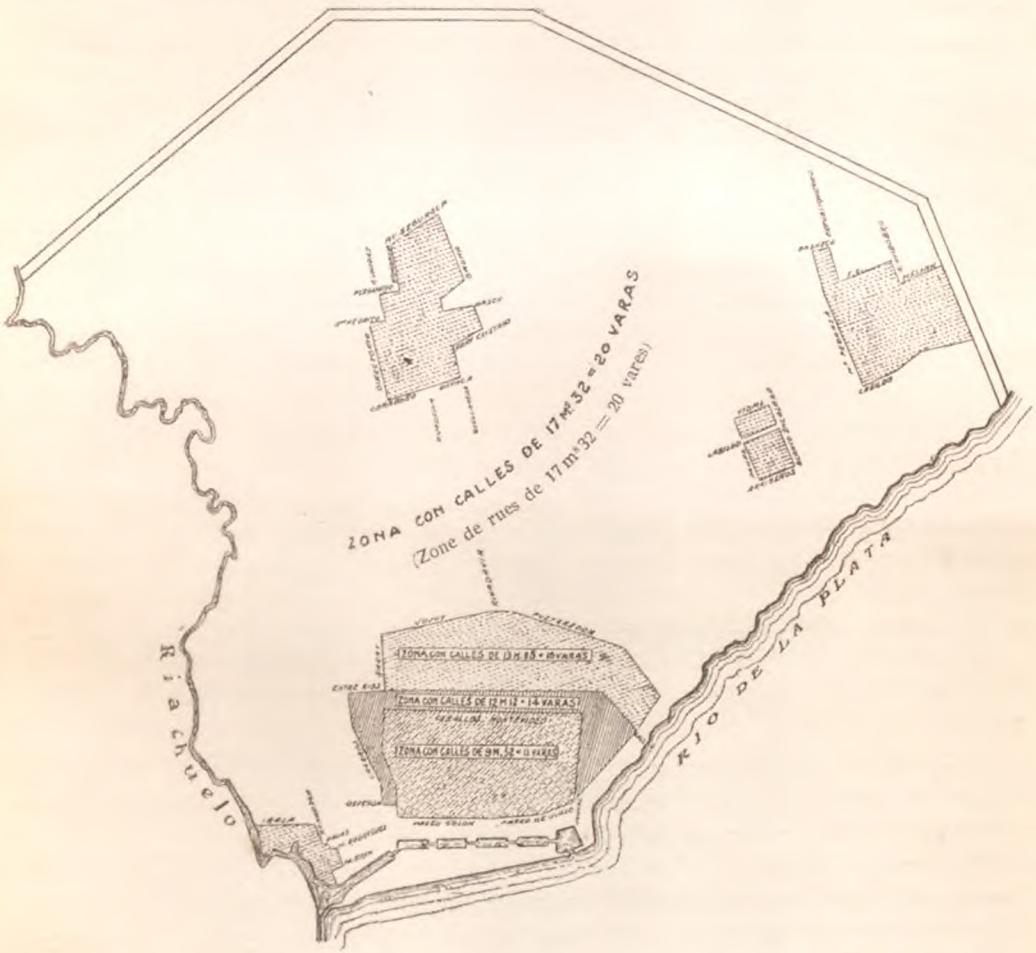
Celles de 11 vares correspondent au tracé de don Juan de Garay et comprennent un périmètre que l'on peut considérer comme déterminé par les rues Garay, Cevallos, Montevideo, Juncal, Paseo de Julio et Paseo Colón.

Celles de 14 vares répondent à un décret du 7 Décembre 1824, édicté par le gouverneur général Las Heras, dans lequel il était disposé que " lorsque dans une rue, à l'intérieur de la ligne de démarcation, il se trouvait que la distance entre deux carrefours n'était édifiée que d'un côté, si les édifices qui existaient faisaient en totalité 35 vares de longueur, il ne serait fait aucune innovation pour l'aligne-

ment de ce côté, sauf pour que les édifices restassent à la distance d'une vare et demie de l'axe du trottoir; mais du côté opposé, on prendrait en cas d'alignement, le complément nécessaire pour donner à la rue une largeur de quatorze vares ".

Celles de 16 vares furent décrétées par Rivadavia, ainsi que les avenues de 30.

Enfin, celles de vingt vares, qui est la largeur que l'on donne actuellement à toute nouvelle rue ouverte, elles répondent à l'ordonnance du 13 Avril 1875.



Dans le plan ci-joint, on indique les zones qui comprennent les rues des diverses largeurs que l'on a indiquées.

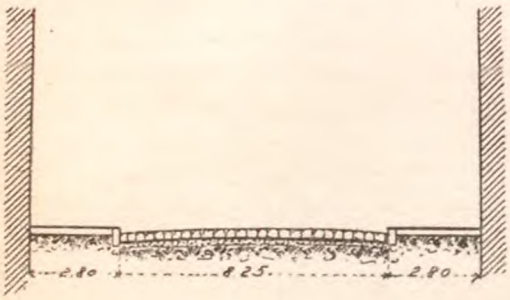
Comme on peut le voir, les noyaux de population de Flores et de Belgrano ont des rues de 16 vares, tandis que les zones les plus rapprochées du centre les ont de 20 vares. Cela est dû à ce que quand on fédéralisa les territoires de Flores et de Belgrano, ces rues étaient déjà ouvertes avec la largeur qu'elles ont actuellement et édifiées en grande partie.

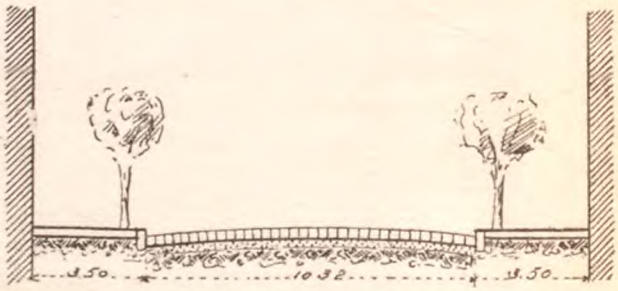
La largeur de 17m.32, égale à 20 vares, que l'on donne actuellement aux rues nouvelles, est très convenable. Il est indubitable que dans les quartiers dans lesquels le trafic est réduit, une largeur moindre serait suffisante, mais il faut tenir compte, étant donné le puissant accroissement de cette ville, que dans peu d'années ces quartiers se verront avec une population dense, et que le trafic y sera considérablement augmenté. En outre, dans les rues de cette largeur, les trottoirs ont 3m.50 chacun, ce qui permet la plantation d'arbres dans des conditions convenables, et ce qui les embellit considérablement.

Les trottoirs ont une largeur en relation avec celles des rues. Ci-après on indique le profil transversal adopté pour les rues de cette ville, selon leurs différentes largeurs :









Il existe aussi des avenues de 25m98, soit 30 vares, décrétées par Rivadavia. Sans ce génie prévoyant, Buenos Aires ne les aurait pas et il serait nécessaire de dépenser des sommes considérables pour les former.

Rivadavia disposa en 1827 que l'on ouvrirait une rue de circonvallation de 30 vares de largeur, qui serait la prolongation de la rue Callao, depuis celle de la Plata (aujourd'hui Rivadavia) jusqu'au bas de la Recoleta ; et la prolongation de celle de Entre Ríos, depuis la dite rue de la Plata jusqu'au chemin qui conduit au Paso Chico (aujourd'hui Amancio Alcorta).

Il disposa en outre, que l'on ouvrirait quatre avenues de 30 vares de largeur chacune, partant de Callao vers l'Ouest, la première suivant la rue Corrientes, la seconde celle de Córdoba, la troisième celle de Santa Fe et la quatrième celle de Juncal. Cette dernière ne fut pas faite.

Il ordonna aussi, que l'on ouvrirait, au Sud de celle de la Plata et partant de celle d'Entre Ríos et allant vers l'Ouest, cinq autres avenues, avec les mêmes largeurs que les précédentes ; la première dans la direction de celle de Belgrano,

la seconde dans la direction de celle d'Independencia, la troisième dans la direction de celle de San Juan, la quatrième dans la direction de celle de Patagones et la cinquième dans la direction de celle d'Ituzaingó. Ces deux dernières ne furent pas faites non plus.

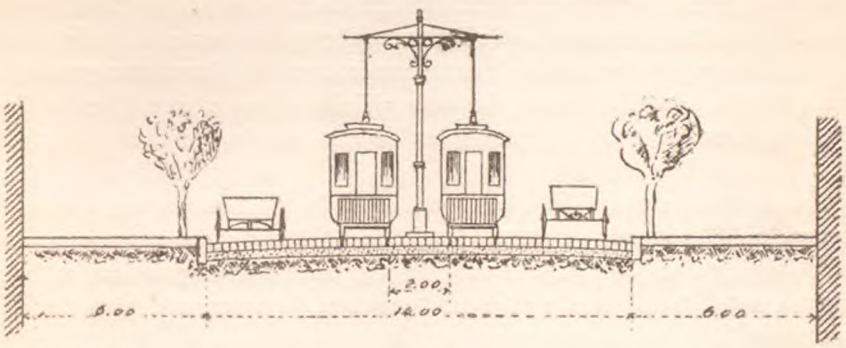
Il ordonna aussi l'élargissement des autres rues jusqu'à 16 vares.

A cette époque, ce dut paraître une extravagance que la formation de ces avenues dans des zones presque dépeuplées, mais le grand homme d'état avait la vision de l'avenir, et s'imposant à la routine de ses contemporains et brisant les résistances, qui s'opposaient toujours à ces innovations, il laissa, avec cela et de nombreuses autres œuvres, préparé le piédestal qui devait supporter sa statue.

Comme on l'a dit, les avenues de Rivadavia partirent d'Entre Rios et de Callao vers l'Ouest; afin de les continuer vers l'Est, la commission municipale sanctionna le 8 Juillet 1904, une ordonnance, selon laquelle il était disposé que: les alignements des rues Belgrano, Independencia, San Juan et Garay, depuis celle d'Entre Rios jusqu'à celle de Colón; de Santa Fe, depuis Esmeralda juqu'à Callao, et de Córdoba, depuis Montevideo jusqu'à 25 de Mayo, seraient élargies jusqu'à leur donner 25 mètres de largeur entre les deux lignes d'édification.

Ce changement se ferait des deux côtés des chaussées, au fur et à mesure que les propriétaires solliciteraient l'alignement pour une nouvelle édification. On a déjà construit de nombreux édifices avec le nouvel alignement, et l'on peut citer comme l'un des principaux celui qui est occupé par le club allemand dans la rue Córdoba, entre les rues Esmeralda et Maipú.

Dans les avenues de 25^{m}.98 (30 vares), les trottoirs ont une largeur de 6 mètres. Cependant, dans la rue Callao on a introduit une modification très à propos; elle consiste à diminuer la largeur des trottoirs à 4^{m}.50, laissant entre les lignes de tramways un espace suffisant pour le stationnement des voitures. Ci-après il est indiqué les sections transversales adoptées dans l'un et l'autre cas.



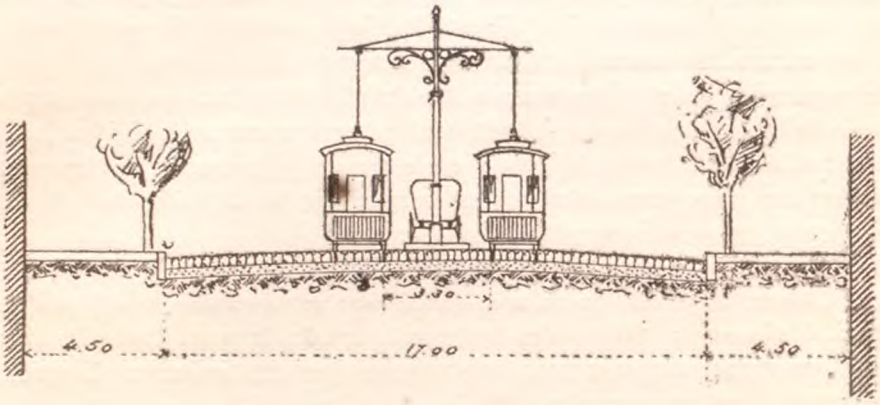
En dehors des avenues décrétées par Rivadavia, il en existe quelques autres de plus grande largeur. Parmi elles, nous devons mentionner en première ligne l'avenue de Mai, dont cette capitale s'enorgueillit à juste titre.

Le dernier rapport présenté par la commission centrale de l'avenue de Mai, après son ouverture, commence par les paroles suivantes:

" La première idée de l'ouverture de l'Avenue de Mai naquit durant l'Intendance

déjà historique de don Torcuato de Alvear, à l'efficace initiative et à la coopération que lui prêta l'ingénieur Juan A. Buschiazzo, est due la loi de l'Honorable Congrès, du 31 Octobre 1884, autorisant la Municipalité à exproprier toute la partie des propriétés affectées par une avenue de 30 mètres de largeur, au moins, déclarant cette zone d'utilité publique, laquelle se trouvant entre les rues Rivadavia et Victoria, à partir de la place de Mai jusqu'à la rue de Entre Rios ".

" L'Honorable Conseil Municipal réglementa cette loi l'année suivante, donnant une nouvelle impulsion à l'idée, qui commença à être mise en pratique en 1888 par la nomination de la première commission centrale de l'avenue et des commissions d'habitants, destinées à coopérer avec la Municipalité dans les travaux d'ouverture et pour servir d'intermédiaires entre elle et les propriétaires, déterminant des arrangements pour concilier les intérêts qu'une œuvre d'une telle ampleur était destinée à blesser ".



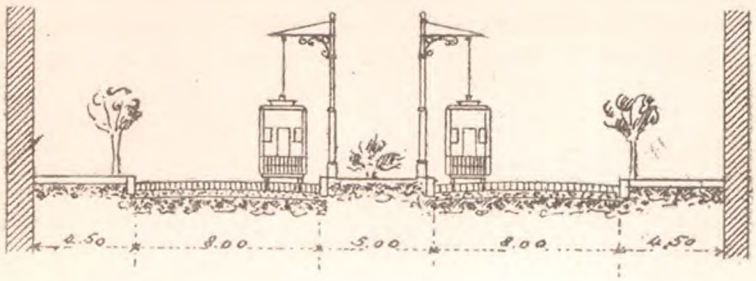
Six années après le commencement des travaux, le 9 Juillet 1894, le docteur Federico Piñedo étant Intendant, elle fut complètement ouverte et livrée au service. Ce fut dans les six premiers mois de cette année, que l'on donna une grande impulsion aux travaux de démolition. La vue ci-jointe donne une idée de l'activité déployée dans les travaux, auxquels plus de 400 ouvriers étaient employés jour et nuit.

Le coût de cette avenue fut de 14 millions de piastres papier, ce qui donne 216 $ pour le mètre carré, y compris les édifices. Il faut faire remarquer que sept propriétés acquises seulement, les unes par jugement d'expropriation, et les autres directement par l'Intendance, coûtèrent 7 926 292 $ papier, soit plus de la moitié du montant total.

L'avenue de Mai, avec 30 mètres de largeur et 13 cuadras de longueur, unissant la place de Mai et le palais du Congrès, et avec ses édifices, dont la hauteur varie entre 20 et 24 mètres, a enlevé à ce noyau central de Buenos Aires sa physonomie coloniale et lui a donné un aspect européen.

Il y a en outre, dans ce municipe, d'autres avenues de plus grande largeur que celles décrétées par Rivadavia et que l'Avenue de Mai, telles que l'avenue Alvear, dont la largeur, depuis la place Intendant Alvear jusqu'à Belgrano, varie entre

40 et 60 mètres; les avenues Cabildo, Rivadavia, Coronel Roca et autres. Dans ces avenues on a construit des jardins dans le centre, ce qui a des avantages au point de vue esthétique et de la circulation; la disposition est celle qui est indiquée ci-après.



Les rues et les avenues du plan général sont au nombre d'environ 1200, elles ont une superficie totale de 26 millions de mètres carrés approximativement; les rues déjà ouvertes ont une superficie de 18 millions de mètres carrés, et par suite, il revient 8 millions de mètres carrés à celles qui doivent être ouvertes.

En 1888, M. Francisco Seeber étant Intendant, une loi fut votée, loi par laquelle la Municipalité était autorisée à exproprier les propriétés nécessaires pour la construction de:

a) Une avenue de 30 mètres de largeur qui, partant de la rue Pavón, se termine au Paseo de Julio, entre les rues Cerrito-Lima et Artes-Cambaceres.

b) Une autre de la même largeur qui, partant du Paseo Colón, se termine dans l'avenue Entre Rios, entre les rues Chile et Independencia.

c) Une autre de la même largeur qui, partant du Paseo de Julio, se termine sur la petite place du Carmen, entre les rues Córdoba et Paraguay.

d) Cinq petites places aux environs des rues suivantes: Florida et Lavalle, Esmeralda et Corrientes, Esmeralda et Juncal, Belgrano et Defensa, Cuyo et Reconquista, Avenue de Mai et la nouvelle avenue qui la croise. A cet effet, on pourra exproprier à l'angle de chaque manzana, une superficie de deux cents mètres au maximum.

e) L'agrandissement de la place Independencia, dans la partie située à l'Ouest de la dite place jusqu'à la rue Lima et l'agrandissement de la petite place Viamonte, avec l'espace compris entre l'angle S. E. de la dite place, en tirant une ligne droite jusqu'à Tucumán, la rue Suipacha et l'angle N. O. de la place.

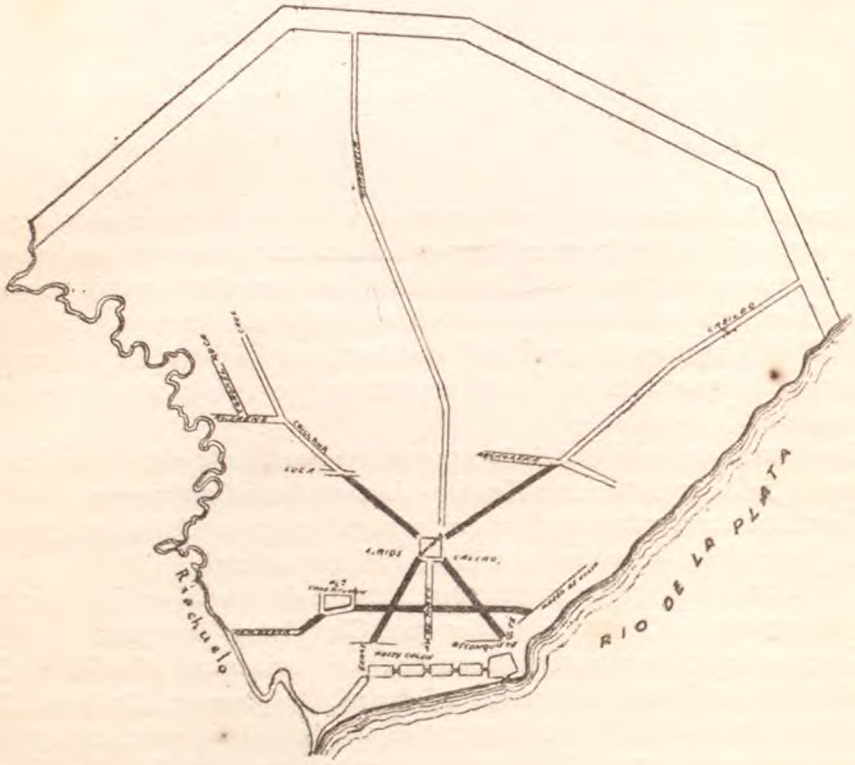
f) L'élargissement jusqu'à 30 mètres, de la rue Paraguay, entre Rodríguez Peña et Callao, et celle de Pueyrredón sur la face qui regarde au Nord, entre Cerrito et Artes; l'élargissement jusqu'à 30 mètres de la rue Tucumán, du côté Sud, depuis la rue Cerrito jusqu'à l'avenue projetée, et l'élargissement de cinq mètres de la rue Reconquista entre les rues Bartolomé Mitre et Rivadavia.

g) L'agrandissement de la petite place du Carmen, avec les propriétés comprises entre la dite place, les rues Rodríguez Peña et Córdoba et une ligne droite tirée de l'angle S. E. jusqu'à la rue Córdoba.

Ce projet ne fut pas mis en pratique, et pourtant alors il aurait coûté beaucoup moins à réaliser qu'actuellement.

Néanmoins, on peut dire que l'ouverture de l'avenue du Nord au Sud, s'est imposée à tous les esprits.

En 1898, le Conseil Municipal sanctionna un projet par lequel l'Intendant était autorisé à demander une loi afin d'ouvrir une avenue de 35 mètres de largeur du Nord au Sud, qui passerait par le centre des manzanas comprises entre les rues Lima et Buen Orden et Cerrito et Artes, et irait depuis la place Constitution



jusqu'à se confondre avec l'Avenue Alvear, dans la rue Arroyo. L'article 3 du dit projet, établit ce qui suit:

" Lorsque la ligne de la rue passera par la limite ou près de la limite de propriétés non affectées, ou qu'il y aura des bandes de terre de moins de dix mètres de fond, interposées entre les lignes et les dites propriétés, la Municipalité pourra en exproprier le terrain nécessaire pour compléter quinze mètres de fond ".

Cette innovation à la loi en vigueur tend à rendre possible l'ouverture de cette avenue, car si on avait seulement la faculté d'exproprier la partie affectée par les 35 mètres de largeur, comme cela eut lieu pour l'avenue de Mai, sa réalisation serait impossible, à cause du coût excessif qu'elle demanderait.

On ne discute déjà plus la convenance, ou pour mieux dire, la nécessité absolue qu'il y a d'ouvrir cette nouvelle voie de communication; ce sera une soupape



OUVERTURE DE L'AVENUE DE MAI



AVENUE DE MAI ET RUE BOLIVAR

d'échappement au trafic, qui se fait aujourd'hui avec une grande difficulté par les rues qui unissent le Sud de la ville avec le centre et le Nord. On se propose de compléter ce projet en unissant la nouvelle avenue avec celle de Montes de Oca, au moyen d'un tronçon diagonal qui partirait de l'intersection des rues Lima et Brasil, et la prolongeant vers le Nord jusqu'à déboucher dans le Paseo de Julio; de cette façon, on aurait une grande artère qui croiserait la ville du Sud au Nord, dans toute son étendue.

En outre de cette avenue, on a projeté quatre autres diagonales qui, partant des quatre angles du palais du Congrès s'en vont respectivement, au Retiro, à la Darse, s'unir à l'avenue Santa Fe et, enfin, la quatrième, déboucher dans l'avenue Chiclana. Les deux dernières sont réalisables, car elles passent dans des zones où l'édification n'a pas beaucoup de valeur; en échange, les autres sont d'exécution difficile, car elles croisent des manzanas où la valeur des terrains et des édifices est extrêmement élevée.

Le plan de la page 512 montre le tracé projeté pour l'avenue du Nord au Sud et les quatre diagonales.

En 1896, la Section de Travaux Publics projeta une avenue qui partant de la Darse Nord, se terminerait dans l'avenue Sarmiento à Palermo. A cet effet, on construirait une digue qui ferait gagner sur le Rio une superficie de sept cent cinquante mille mètres carrés, avec le produit de laquelle on pourrait subvenir à une grande partie des frais des travaux.



RIO DE LA PLATA

L'avenue projetée aurait cinq kilomètres de longueur et 100 mètres de largeur, ce qui permettrait de mettre des doubles rangées d'arbres, des pistes pour bicyclettes, cavaliers, etc.

Si cette avenue est construite, elle sera l'une des plus belles du monde, car d'un côté elle aura une série de maisons d'agrément, de grands hôtels, de clubs de régates et autres édifices, et de l'autre, la vue sur le Rio qui constituera son plus grand attrait.

Actuellement, on arrange les terrains gagnés sur le Río, depuis Palermo jusqu'au Retiro, pour poser les voies d'accès du chemin-de-fer du Pacifique, jusqu'à la Gare Centrale que l'on construit à l'Est du Paseo de Julio, et ce serait le moment de construire la grande avenue sur le Río.

Cette avenue pourra se prolonger plus tard jusqu'à la limite du municipe, et

s'unir avec l'avenue de circonvallation qui doit aussi avoir cent mètres de largeur et qui se prolongera jusqu'au Riachuelo. Sur toute la longueur de celle-ci on formera une double avenue qui, avec la précédente, séparera le municipe de la capitale de la province de Buenos Aires et qui viendra fermer le circuit qui formera un beau cadre à cette ville.

On a déjà dit que le tracé des rues en dehors de la partie centrale se fait d'une façon irrégulière et sans s'assujétir à aucun plan. La Section de Travaux Publics ayant terminé en 1894 un nouveau plan de la ville, l'Intendance désigna une commission, composée de MM. l'ingénieur Carlos Olivera, l'architecte Juan A. Buschiazzo, les arpenteurs Juan Girondo et Eduardo Castex, Carlos Thays et l'ingénieur Carlos María Morales, pour qu'ils projetassent le tracé définitif des rues, des places et des avenues, tracé d'après lequel on devrait procéder à l'avenir.

La commission dut respecter les tracés existants, améliorant seulement ce qui était susceptible de se corriger pour faire un travail pratique et d'exécution possible, et à ce sujet, le long rapport qui fut adressé à l'intendance, joint au projet qui avait été commandé, disait:

"Il faut aussi se rendre compte qu'il n'est pas possible de dominer par les yeux l'ensemble des rues d'une ville comme sur un plan, et que cette irrégularité parfois choquante sur le papier, non seulement passe inaperçue sur le terrain, mais elle est presque toujours plus agréable que l'ennuyeuse monotonie de ces tracés en forme de damier, avec toutes leurs manzanes et toutes leurs rues semblables, avec leurs monuments et leurs édifices notables faisant corp avec elles, sans que l'on puisse les apercevoir sinon en se mettant en face d'eux".

"Les villes du vieux monde qui ne sont pas nées avec un plan déterminé, qui à leur origine furent des agglomérations de maisons autour du château féodal ou du monastère, qui s'agrandirent toujours autour de ce noyau central, comme ses irradiations, ont la forme caractéristique de l'irrégularité, car elles n'ont obéi à aucune méthode, et malgré l'apparent désordre que l'on observe dans leurs plans, elles en ont tiré des avantages inappréciables au point de vue de la variété et du pittoresque. Les édifices publics, les temples, les théâtres, placés en face de l'intersection des rues ou des avenues et dégagés de tous les côtés, étalent à la vue la beauté de leurs proportions, se montrant au loin comme la fin de magnifiques perspectives, de même que les parcs et les places interrompent la ligne de l'édification avec le vert feuillage de leurs arbres, et communiquent aux quartiers où ils se trouvent, un enchantement indescriptible".

Le tracé général projeté par la commission fut définitivement approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 21 Novembre 1898.

En 1907, le Gouvernement National contracta l'architecte André Bouvard pour projeter les travaux d'embellissement que, à son avis, il conviendrait de faire dans cette ville.

M. Bouvard présenta un rapport conseillant une série d'améliorations et parmi elles, la construction de nouvelles places et avenues dans tout le municipe.

Afin de résoudre définitivement sur ce plan de réformes, l'Intendant désigna une commission honoraire composée de MM. le docteur Fernando Pérez, l'ingénieur Atanasio Iturbe, Román Bravo, le docteur Francisco Beazley, l'ingénieur Carlos María Morales, l'ingénieur André Bouvard et Carlos Thays, chargée d'étudier ce projet et de lui donner une forme définitive.

Après une longue étude, la commission élabora le projet définitif pour la construction de nouvelles places et avenues, en l'accompagnant du plan respectif.

Malheureusement, rien de tout cela n'a été réalisé jusqu'à ce jour.

Le défaut d'une loi d'expropriation permettant à la Municipalité de mettre ces travaux en pratique, a empêché de commencer de nouvelles avenues qui chaque jour deviennent plus nécessaires.

Afin de mettre en pratique l'ouverture de l'avenue diagonale qui doit unir les places de Mai et Lavalle, la commission confectionna un projet par lequel la Municipalité était autorisée à exproprier une bande de terrain de chaque côté de la dite avenue que l'on destinerait à être vendue en lots. De cette manière on résolvait la partie financière du problème.

Ce projet fut envoyé par l'Intendance Municipale au Congrès, lequel ne l'a pas encore traité.

Néanmoins, il est urgent de donner une solution à cette question, car les difficultés du trafic augmentent de jour en jour dans cette ville et il arrivera un moment où il faudra résoudre précipitamment ce que l'on peut faire aujourd'hui avec une étude sérieuse et complète.

Le premier plan qui apparaît avec la nomenclature des rues est celui qui se refère à la division de la ville en 6 paroisses, fait en 1769 (page 516). Comme on peut le voir, les rues qui vont du Nord au Sud, conservaient leur dénomination dans toute leur étendue; il n'y avait pas alors le changement de nom qui existe aujourd'hui dans la rue Rivadavia.

Le premier changement de nomenclature eut lieu en 1808, s'augmentant, en outre, de cinq rues Nord-Sud et de deux Est-Ouest.

On changea aussi les noms du martyrologe chrétien par ceux des patriotes qui s'étaient le plus distingués dans la défense et la reconquête de cette ville lors des invasions anglaises de 1806 et 1807.

Dans le plan publié en 1820, par la lithographie Bade et Cie., il apparaît un autre changement fondamental dans la nomenclature, car les noms de la reconquête sont remplacés par ceux de l'indépendance, et de ses principales batailles.

Le plan de la page 517, publié en 1822 et dédié à Rivadavia, est une reproduction de celui publié en 1820, avec la seule addition de la désignation des édifices publics par des lettres, et la suppression des noms de Sarandí et de Luján dans les ruelles qui portent aujourd'hui ce dernier nom et celui de 5 de Julio.

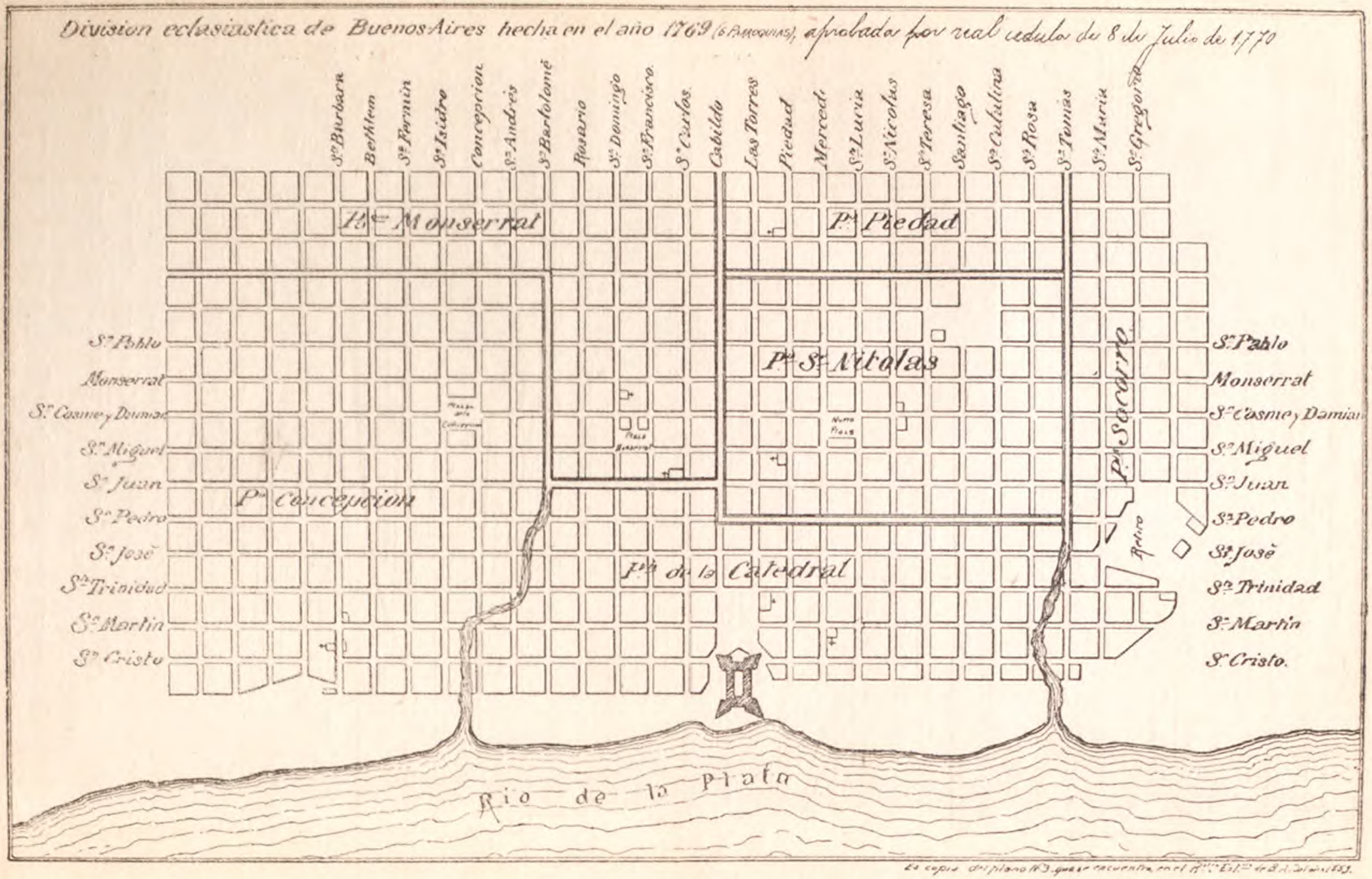
En 1836 se fit un nouvel échange dans le nom de diverses rues, tels que celui de *Restaurador Rosas* pour la rue de la *Biblioteca* (aujourd'hui Moreno) et la place de Monserrat; celui de *Perú*, pour la rue de la *Florida;* à celle de *Representantes* et à celle de *La Plata* (aujourd'hui Rivadavia) celui de *Federación*.

En 1849 eut lieu un autre changement partiel: le nom de *Restaurador Rosas* fut changé par celui de *San Francisco;* à la rue de la *Catedral*, on donna le nom de *San Martín* et à celle de *l'Universidad* (aujourd'hui Bolivar) celui de *Santa Rosa*.

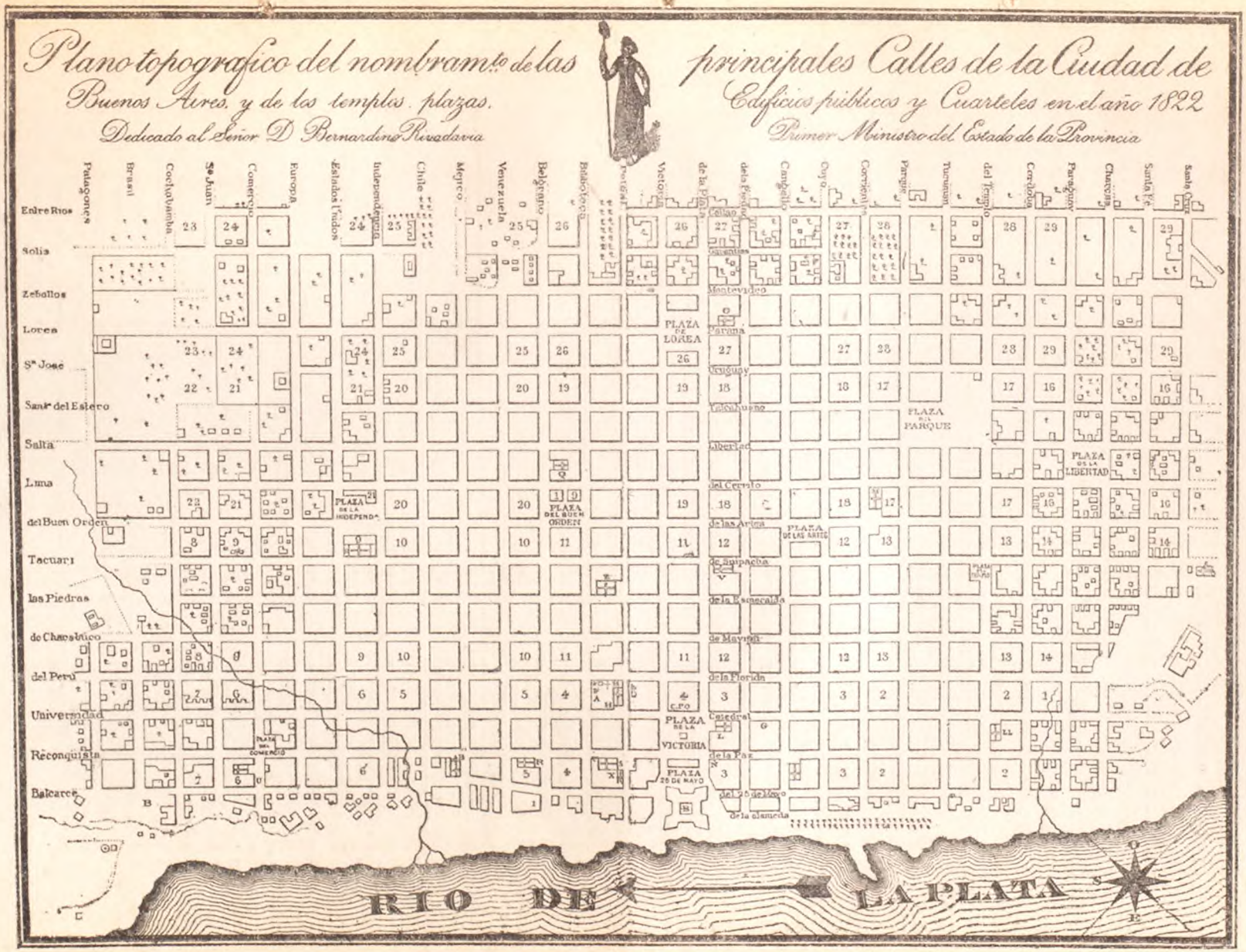
La rue *Restaurador Rosas* (aujourd'hui Moreno) fut dénommée à l'Ouest de la place *General San Martín* (aujourd'hui Monserrat), *General López*.

La rue *Potosí* (aujourd'hui Alsina), se nomma *Santa Clara* à l'Est de Buen Orden.

Celle de *la Reconquista* se dénomma de *la Defensa*, qui est son nom actuel, et à celle de *la Paz* on donna le nom de *Reconquista*.



La copia del plano N.3 que se encuentra en el Archivo General de Buenos Aires.


Plano topografico del nombramto de las principales Calles de la Ciudad de Buenos Aires, y de los templos, plazas, Edificios publicos y Quarteles en el año 1822
Dedicado al Señor D Bernardino Rivadavia Primer Ministro del Estado de la Provincia
Patagones
Brasil
Cochabamba
San Juan
Comercio
Europa
Estados Unidos
Independencia
Chile
Mexico
Venezuela
Belgrano
Bolivar
Victoria
Cangallo
Cuyo
Corrientes
Paraguay
Tucuman
del Temple
Cordoba
Paraguay
Chacabuco
Santa Fé
Santa Cruz
Entre Rios
Solis
Zeballos
Lorea
S. Jose
Sant. del Estero
Salta
Luna
del Buen Orden
Tacuari
las Piedras
de Chacabuco
del Peru
Universidad
Reconquista
Balcarce
Montevideo
Parana
Uruguay
Libertad
del Cerrito
de las Artes
de Suipacha
de la Escalada
de Mayo
de la Florida
de la Paz
del 25 de Mayo
de la Piedad
de la Merced
PLAZA DE LOREA
PLAZA DE LA INDEPENDA.
PLAZA DEL BUEN ORDEN
PLAZA DE LAS ARTES
PLAZA DEL PARQUE
PLAZA DE LA LIBERTAD
PLAZA DEL COMERCIO
PLAZA DE LA VICTORIA
PLAZA 25 DE MAYO
Catedral
RIO DE LA PLATA

A l'Ouest de Buen Orden, on donna à celle de *Belgrano* le nom de *Monserrat*, et on lui conserva son nom de *Belgrano* à l'Est.

Celle de *Venezuela* changea aussi de nom, mais seulement à l'Ouest de Buen Orden et elle prit celui de *Santo Domingo*.

A la chute de Rosas, presque tous les changements décrétés en 1836 et 1849 restèrent sans effet.

Dans le plan de Solveyra, publié en 1862, les rues centrales, depuis celle d'Ituzaingó jusqu'à celle de Juncal et depuis le Paseo Colón jusqu'à Jujuy, et du Paseo de Julio jusqu'à Larrea, apparaissent avec peu de différences, sous les noms qu'elles portent aujourd'hui. Dans ce plan, la rue qui est dénommée aujourd'hui Martín García figure sous le nom de *Colonia*.

A partir de 1880, les changements suivants se sont faits dans le centre de la ville: la rue *Potosí* a été nommée *Alsina*, celle du *Temple, General Viamonte*, celle del *Parque, General Lavalle*, celle de *Garantías, Rodríguez Peña*, celle de *Piedad, Bartolomé Mitre*, celle del *Comercio, Humberto I*, celle de *Pueyrredón, Arroyo*, celle de *Centro América, Pueyrredón*, celle de *Artes, Carlos Pellegrini*, celle de *Buen Orden, Bernardo de Irigoyen*, celle de *Europa, Carlos Calvo*, celle de *Lorea, Sáenz Peña*, et celle de *Nueva Granada, Boulogne-sur-Mer*.

En 1889 on changea le nom de la rue de Buen Orden en celui de Cambaceres, mais cet échange ayant été fait pour des raisons de politique d'actualité, il fut sans effet au bout de quelques mois.

Ci-après nous donnons les différents changements de noms des rues les plus centrales:

Rues qui vont du Nord au Sud

AU NORD DE RIVADAVIA

1769	1808	1820	1836	1849	1910 Noms actuels
—	—	De la Alameda	—	—	Paseo de Julio
Santo Cristo	Arce	25 de Mayo	—	Calle Mayo	25 de Mayo
San Martín	Líniers	La Paz	—	Reconquista	Reconquista
Santísima Trinidad	Victoria	Catedral	—	San Martín	San Martín
San José	Unguera	Florida	Perú	—	Florida
San Pedro	Lasala	Maipú	—	—	Maipú
San Juan	Correa	Esmeralda	—	—	Esmeralda
San Miguel	Parejas	Suipacha	—	—	Suipacha
S. Cosme y S. Damián	Ribas	Artes	—	—	Carlos Pellegrini
Monserrat	Varela	Cerrito	—	—	Cerrito
San Pablo	Velarde	Libertad	—	—	Libertad
—	Irigoyen	Talcahuano	—	—	Talcahuano
—	Pazos	Uruguay	—	—	Uruguay
—	Mujica	Paraná	—	—	Paraná
—	Maderna	Montevideo	—	—	Montevideo
—	Somavilla	Garantías	—	—	Rodríguez Peña
—	—	Callao	—	—	Callao
	—		—	Nueva Granada	Boulogne-Sur-Mer

Rues qui vont du Nord au Sud

AU SUD DE RIVADAVIA

1769	1808	1820	1836	1849	1910 Noms actuels
Santo Cristo	Arce	Balcarce	—	—	Balcarce
San Martín	Liniers	Reconquista	—	Defensa	Defensa
Santísima Trinidad	Victoria	Universidad	—	Santa Rosa	Bolívar
San José	Unguera	Perú	Representantes	—	Perú
San Pedro	Lasala	Chacabuco	—	—	Chacabuco
San Juan	Correa	Piedras	—	—	Piedras
San Miguel	Parejas	Tacuarí	—	—	Tacuarí
S. Cosme y S. Damián	Ribas	Buen Orden	—	—	Bernardo de Irigoyen
Monserrat	Varela	Lima	—	—	Lima
San Pablo	Velarde	Salta	—	—	Salta
—	Irigoyen	Santiago del Estero	—	—	Santiago del Estero
—	Pazos	San José	—	—	San José
—	Mujica	Lorea	—	—	Sáenz Peña
—	Maderna	Zeballos	—	—	Cevallos
—	Somavilla	Solís	—	—	Solís
—	—	Entre Ríos	—	—	Entre Ríos

Rues qui vont de l'Est à l'Ouest

AU NORD DE RIVADAVIA

1769	1808	1820	1836	1849	1910 Noms actuels
Las Torres	Reconquista	La Plata	Federación	—	Rivadavia
Piedad	Lezica	Piedad	—	—	Bartolomé Mitre
Merced	Sáenz Valiente	Cangallo	—	Cangallo y La Merced	Cangallo
Santa Lucía	Mansilla	Cuyo	—	—	Cuyo
San Nicolás	Inchaurregui	Corrientes	—	—	Corrientes
Santa Teresa	Merino	Parque	—	—	General Lavalle
Santiago	Herrero	Tucumán	—	—	Tucumán
Santa Catalina	Ocampos	Temple	—	—	General Viamon
Santa Rosa	Yáñez	Córdoba	—	—	Córdoba
Santo Tomás	Belgrano	Paraguay	—	—	Paraguay
Santa María	Fantín	Charcas	—	—	Charcas
San Gregorio	Pío Rodríguez	Santa Fe	—	—	Santa Fe
—	—	Santa Cruz	—	—	Arenales

Rues qui vont de l'Est à l'Ouest

AU SUD DE RIVADAVIA

1769	1808	1820	1836	1849	1910 Noms actuels
Las Torres	Reconquista	La Plata	Federación	—	Rivadavia
Cabildo	Villota	Victoria	—	—	Victoria
San Carlos	Alzaga	Potosí	—	Potosí y Santa Clara	Alsina
San Francisco	Villanueva	Biblioteca	Rest'dor Rosas	S. Francisco y Gl. López	Moreno
Santo Domingo	Pirán	Belgrano	—	Belgrano y Monserrat	Belgrano

Rues qui vont de l'Est à l'Ouest (Fin)

1769	1808	1820	1836	1849	1910 Noms actuels
Rosario	Basualdo	Venezuela	—	Venezuela y Sto. Domingo	Venezuela
San Bartolomé	Agüero	Méjico	—	—	Méjico
San Andrés	Capdevila	Chile	—	—	Chile
Concepción	Monasterio	Independencia	—	—	Independencia
San Isidro	Ituarte	Estados Unidos	—	—	Estados Unidos
San Fermin	Eglesias	Europa	—	—	Carlos Calvo
Bethlem	Núñez	Comercio	—	—	Humberto 1.°
Santa Bárbara	Baragaña	San Juan	—	—	San Juan
—	Valencia	Cochabamba	—	—	Cochabamba
—	Cabieces	Brasil	—	—	Garay
—	—	Patagones	—	—	Brasil

L'élaboration d'un nouveau plan de la ville ayant été terminée en 1894, comme nous l'avons déjà dit, il était nécessaire de donner des noms à toutes les rues et avenues qui apparaissent déjà ouvertes dans le dit plan, et à cet effet, l'Intendance désigna une commission composée des docteurs Adolfo F. Orma, Manuel A. Montes de Oca et Eduardo L. Bidau, pour projeter la nouvelle nomenclature.

Ces messieurs terminèrent leur travail et présentèrent leur rapport. La nomenclature projetée par eux fut approuvée par le conseil municipal et c'est celle qui figure dans ce plan, lequel fut publié par la Municipalité en 1895. On créa 502 noms nouveaux qui, avec les 254 qui existaient déjà formèrent un total de 756 qui répondent à autant de rues déjà ouvertes.

En 1898, on approuva le tracé général projeté pour les nouvelles rues et avenues qui s'ouvriraient plus tard, ainsi que pour la rectification de quelques unes de celles qui existaient; il était alors nécessaire de compléter la nomenclature approuvée en 1894, tâche qui fut confiée à une commission composée de trois des personnes qui formaient la précédente, en y ajoutant le directeur du Musée Historique M. Adolfo P. Carranza. Cette commission présenta son rapport avec le projet complet et définitif pour la nomenclature des rues, avenues et places, lequel fut approuvé par la Commission Municipale en 1905. Cette nomenclature est celle qui figure dans le nouveau plan du municipe, terminé aussi cette année par la Section des Travaux Publics.

Par ce dernier projet, on a créé 388 noms nouveaux, qui, avec les 756 précédents forment un total de 1.144. Ils figurent tous dans le nouveau plan publié en 1905.

Quand on fédéralisa les territoires de Flores et de Belgrano, il existait dans les centres peuplés des deux, beaucoup de rues portant les mêmes noms que celles de la capitale, il était donc nécessaire de les changer. Plus loin on indique les changements projetés par la commission et qui, comme nous l'avons déjà dit, furent approuvés:

Rues de Belgrano qui vont du Sud-Est au Nord-Ouest

ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS	ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS
San Lorenzo	Cramer	Tercera	Blandengues
Suipacha	Vidal	Cuarta	Migueletes
Ituzaingó	Moldes	Quinta	Miñones
Tucumán	Amenabar	Sexta	Artilleros
25 de Mayo	Cabildo	Séptima	Cazadores
Río Bamba	Obligado	Octava	Húsares
Cerrito	Cuba	Novena	Dragones
Maipú	Arcos	Décima	Ramsay
Chacabuco	O'Higgins	Undécima	Castañeda
Primera	Arribeños	Duodécima	Maciel
Segunda	Montañeses		

Rues de Belgrano qui vont du Nord-Est au Sud-Ouest

ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS	ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS
Moreno	Pampa	Pavón	Mendoza
Castelli	Sucre	Necochea	Olazábal
Rivadavia	Echeverría	San Martín	Blanco Encalada
Lavalle	Juramento	Saavedra	Monroe

Rues de Flores qui vont du Sud au Nord

AU NORD DE RIVADAVIA

ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS	ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS
Circunvalación Oeste	Nazca	La Paz	Caracas
Alsina	Terrada	General Las Heras	Gavilán
Chacabuco	Condarco	San Martín	Granaderos
Independencia	Bolivia	Maipú	Beltrán
Constitución	Fray Cayetano	Circunvalación Este	Boyacá

Rues de Flores qui vont du Sud au Nord

AU SUD DE RIVADAVIA

ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS	ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS
Circunvalación Oeste	San Pedrito	Belgrano	Membrillar
General La Madrid	Colpina	Colón	Camacuá
Libertad	Varela	25 de Mayo	Lautaro
General Necochea	Pedernera	Circunvalación Este	Carabobo
San José	Rivera Indarte		

Rues de Flores qui vont de l'Est à l'Ouest

ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS	ANCIENS NOMS	NOMS ACTUELS
Circunvalación Sud	Directorio	General Lavalle	Bacacay
9 de Julio	Convención	Progreso	Bogotá
De Flores	Provincias Unidas	Circunvalación Norte	Avellaneda
Buenos Aires	Yerbal		

On changea aussi la nomenclature à Villa Urquiza, Villa Devoto, Villa Santa Rita, Núñez, Saavedra, quelques rues de la Boca et d'autres sur divers points du municipe. Tous ces changements sont notés dans le nouveau plan.

A cause de l'irrégularité du tracé en dehors de la partie centrale et de la plus grande étendue dans la direction Nord-Sud qu'acquiert la ville vers l'Ouest, il n'était pas possible de maintenir, comme unique division de nomenclature, la rue Rivadavia, quoiqu'elle soit l'unique qui croise le municipe dans toute son étendue sur une longueur de 15 kilomètres en conservant le même nom.

On a alors fait six périmètres, chacun desquels a sa nomenclature propre. Ci-après on indique les limites de ces divers périmètres, limites qui sont, par conséquent, celles de division de nomenclature.



Le numérotage des maisons de la ville a souffert divers changements, au fur et à mesure que l'édification se faisait plus compacte, jusqu'à ce que, en 1887, on adoptât le système actuel par lequel on change de centaine à chaque cuadra. Cette disposition a été très avantageuse dans la pratique et il existe pour elle, comme il est naturel, les mêmes limites de division que pour la nomenclature.

CHAPITRE III

PAVAGES

Mauvais état des pavages jusqu'après 1890. — Les bourbiers au XVIIIme. siècle. — La première cuadra pavée. — Lois de 1881 et de 1888. — La loi actuelle. — Les premiers pavés. — Ordonnances rendant obligatoire l'usage du béton. — Pavages en granit, bois et asphalte. — Etendue et coût du pavage existant.

Jusqu'après l'année 1890, les pavages de cette ville étaient en général de très mauvaise qualité. Latzina, dans sa *Geografía de la República Argentina*, publiée en 1888, dit à ce sujet: " L'empierrement est, en général, très mauvais. Les invraisemblables fondrières impriment aux chars de tels cahots, que les conducteurs sont lancés de leurs sièges, comme des masses inertes, et il arrive alors, généralement, que la victime tombe sous les roues de son propre char ou voiture, ou autre, et reste morte ou estropiée ".

Nous avons transcrit avec intention ces paroles pour bien montrer combien il y a eu d'améliorations dans cette branche importante pendant les dernières années.

Dans les premiers actes du Cabildo, on trouve déjà des dispositions relatives à la propreté et à l'entretien des rues de cette ville. Ainsi, dans celui du 31 Octobre 1605, on dispose que tous nettoyeront la partie correspondante à leur propriété " sous peine d'une amende de deux piastres pour les frais du Cabildo et le dénonciateur, par moitié ", et dans celui du 22 Otobre 1607, on ordonne, sur la demande du procureur général, que l'on nivelle et que l'on entretienne les rues.

Malgré cela et d'autres dispositions, l'état des rues était déplorable, car il n'existait aucun pavage. Il se formait dans les rues des bourbiers tellement profonds que des fois, quatre bœufs ne pouvaient pas tirer les chars qui s'y encaissaient, et dans de tels cas il arrivait qu'on laissait les animaux embourbés jusqu'à ce qu'ils mourussent et se corrompissent dans l'ornière.

La ville se trouvait dans cet état lorsque le progressiste vice-roi Vértiz assuma le commandement en 1778.

" Les rues de Buenos Aires, dit le docteur Vicente F. López dans son *Historia de la República Argentina*, étaient impraticables pendant la plus grande partie de l'année parce que les pluies, qui étaient alors plus fréquentes, et plus prolongées que maintenant, emportaient la terre tendre et meuble de la voie, laissant de capricieuses et profondes excavations en courant, ou des bourbiers. Par l'Ouest il entrait un torrent qui se divisait en deux bras: l'un au Nord, l'autre au Sud, et qui, avant de se jeter dans le Rio entre les buttes, formaient deux ruisseaux profonds qui isolaient complètement les habitants des deux quartiers du reste de la ville, et de la campagne. Il arrivait souvent que les familles devaient passer des

semaines entières matériellement sans communication, même d'un trottoir à l'autre dans la même cuadra ".

Devant cet état, l'intendant Paula Sanz proposa au vice-roi " de nettoyer cette ville des inmondices et des incommodités où l'avaient jusqu'alors laissée l'abandon et le défaut de police de ses rues, afin que l'on respire un air plus pur et que l'on supprime d'un seul coup toutes les causes qui font, presque annuellement, apparaître diverses épidémies qui détruisent et déciment une partie de sa population ".

Mais cela n'était pas suffisant, car le défaut de pavage rendait stériles les efforts faits dans le sens de maintenir les rues dans un état passable.

Selon le docteur Vicente G. Quesada, la première cuadra qui fut empierrée fut celle de Bolivar, entre Victoria et Alsina. Les propriétaires voisins de la dite cuadra se présentèrent, offrant de subvenir aux frais de l'empierrement, en payant proportionnellement à leur façade.

Le 12 Décembre 1780, on accorda l'autorisation demandée, à la condition que l'on tiendrait compte et raison des frais, comme base pour l'empierrement des autres rues.

De nombreuses années après, on devait mettre en pratique ce système de construire au compte exclusif des habitants, car comme nous le verrons plus loin, nombreuses sont les cuadras qui furent ainsi pavées dans ces dernières années.

Au sujet de ce premier travail de pavage, on décida de donner la fourniture de la pierre à licitation. Don Antonio Melián offrit de conduire toute celle nécessaire pour les rues indiquées, à raison de 4 piastres métalliques la charretée, à condition qu'on lui donnerait la pierre tirée dans l'embarcadère de la Colonia del Sacramento et qu'il lui serait donné d'autres facilités pour le transport et le débarquement.

Cette proposition ne fut pas acceptée.

Malheureusement, Vértiz quitta le gouvernement et il fut remplacé par le marquis de Loreto.

Ce dernier, loin de continuer l'œuvre de son prédécesseur, lui mit des entraves, avec des raisons qui méritent d'être rappelées.

Dans un mémoire présenté à son successeur, il dit que les difficultés qui s'opposaient à ce que Buenos Aires jouisse des bienfaits du pavage étaient insurmontables et d'un grand poids. Il y avait, tout d'abord, le danger que les maisons ne tombassent, à cause des commotions que souffriraient les fondations par le passage des lourdes charrettes sur l'empierrement.

En second lieu, on obligerait les charretiers à user de jantes en fer pour les roues, ce qui porterait atteinte à la liberté individuelle; et, en troisième lieu, il faudrait ferrer les chevaux, ce qui serait plus coûteux que les animaux eux-mêmes.

Ces excès, comme le dit très bien Martínez dans son étude déjà citée, ne prévalurent pas heureusement, et les successeurs de Loreto, les vice-rois Arredondo et Avilés, donnèrent de l'impulsion à l'œuvre commencée par Vértiz, le premier en 1795, à l'aide d'une souscription, et le second en imposant un petit droit sur la ville, que payèrent les habitants avec plaisir, lorsqu'ils virent les avantages du pavage.

En 1822, 1823 et 1824, pendant le ministère de Rivadavia, on complèta l'empierrement des principales rues de la ville.

Parmi elles, la rue Florida, dans laquelle on construisit par l'Entreprise de la place de Taureaux, qui se trouvait dans le Retiro, un empierrement avec une double pente vers le centre de la rue, canal central par lequel s'écoulaient les eaux. A cet affermissement de la chaussée, il fut substitué plus tard un pavage de bois, sur une base de béton, et, enfin, la couche de bois fut remplacée par l'asphalte qui existe encore actuellement.

Après 1852, on a édicté une série de mesures relatives au pavage de la ville. Une loi du 25 Août 1857 ordonna l'empierrement de rues dans un certain périmètre, une autre de 1872 sur les égouts, les eaux courantes et le pavage, augmenta ce périmètre.

En 1881, on vota une loi autorisant la Municipalité de la Capitale, à rendre obligatoire l'empierrement des rues comprises dans le périmètre formé par les rues Callao, Entre Ríos, Caseros incluse et la Rive, à l'exception des rues Rivadavia et Piedad, qui seraient pavées jusqu'à la Place 11 de Septiembre, celle de Santa Fe jusqu'au Centro América, et Buen Orden jusqu'à la ravine de Santa Lucía.

Les propriétaires étaient obligés de payer pour leurs façades respectives jusqu'au milieu de la rue, la moitié de la valeur totale du pavage, et la Municipalité devant prendre l'autre moitié à sa charge. Si la largeur de la rue excédait seize mètres, la Municipalité devait payer l'excès.

Le 1.er Octobre 1888, une nouvelle loi fut votée, loi par laquelle le payement du pavage de pierre, de l'empierrement mixte et commun, du macadam, de l'asphalte, du pavage de bois et de toute autre classe de pavage que la Municipalité ferait exécuter étaient déclarés obligatoires dans tout le territoire de la Capitale.

Les propriétaires des maisons et des terrains étaient obligés de payer pour leurs façades respectives, le tiers du coût total du pavage, la Municipalité devant payer les deux autres tiers.

Une autre loi fut votée le 13 Novembre de la même année; cette loi disposait que:

" Dans les rues où il y a des lignes de tramways, les entreprises respectives payeront le quart du coût du pavage, les propriétaires des deux côtés deux autres parties et la Municipalité le dernier quart.

" Dans les rues où il n'y a pas de tramways, le payement des pavages se fera sous la forme établie par la loi en vigueur (numéro 2328 du 1.er Octobre 1888) ".

C'est d'accord avec ces deux lois que l'on a construit la plus grande partie du pavé de cette ville.

Le payement du pavage sous la forme indiquée par les lois précédentes exigeant un trop grand déboursé pour la Municipalité, la Commission municipale élabora un projet par lequel le payement intégral par les propriétaires était obligatoire.

D'après ce projet, légèrement modifié, on a voté la loi du 16 Septembre 1904, par laquelle la Municipalité était autorisée à émettre jusqu'à six millions de piastres papier, en bons d'un intérêt au plus égal à cinq pour cent et un pour cent d'amortissement annuel accumulatif, qui seraient destinés exclusivement au payement des travaux de pavage des rues et des trottoirs qui seraient exécutés dans le Municipe de la Capitale, d'accord avec les prescriptions de la présente loi.

Le service de ces bons se ferait trimestriellement.

Pour le service de l'intérêt et de l'amortissement de ces bons, on créa un impôt que l'on appela de pavage, sur les propriétés affectées par ce pavage que l'on construirait en vertu de la loi, et dont le montant serait déterminé pour chaque propriété, sous la forme établie par les articles 7, 8 et 9.

Et ces articles établissaient, en synthèse, que l'impôt qui frappe chaque propriétaire, serait divisé au prorata entre les propriétés qui ont une face sur la rue, en rapport avec le nombre de mètres carrés qui constitue la superficie de chaque propriété.

Comme on le voit, les deux modifications fondamentales établies par cette loi, consistent dans le payement intégral du pavage que l'on doit faire, par les propriétaires, et non d'après les façades qu'ils possèdent — comme le disposaient les deux lois de 1888 — mais d'accord avec l'étendue superficielle de leurs respectives propriétés.

L'aspect que présentait cette ville à ceux qui arrivaient il y a trente ans, ne pouvait pas être plus défavorable, et ce qui en était la première cause, c'étaient ses détestables empierrements, car, en dehors de la mauvaise édification, beaucoup se souviennent que le passage par les rues centrales, représentait une véritable *via crucis,* car leurs empierrements étaient, en général, un assemblage informe de pierres irrégulières.

C'est ainsi que l'on peut qualifier, en effet, les premiers empierrements faits à Buenos Aires, empierrements formés au moyen de pierres de tout genre, assises sur une mince couche de sable du fleuve.

En 1865 ou 1866, on construisit les premiers revêtements: ce qui parut alors — et ce qui l'était en effet — un grand progrès; nous voulons parler du revêtement commun, assis, comme le précédent, sur une couche de sable du fleuve. Deux années plus tard, on construisit les premières voies macadamisées.

Si on excepte soixante dix cuadras pavées en bois, pendant les années 1888 et 1889, dont nous nous occuperons plus loin, ces trois systèmes ont été ceux employés dans cette ville jusqu'en 1893.

En 1888, l'Intendance désigna une commission, composée des ingénieurs Luis A. Huergo, Guillermo White, Juan A. Buschiazzo, Rómulo Otamendi et Paul Blot, pour étudier les moyens de doter la Capitale d'un pavé durable.

Cette commission conseilla la construction des revêtements, selon les bases suivantes:

a) Pavage de la partie centrale de la ville, pour laquelle on devrait employer le revêtement de bois, du système employé à Paris, avec les modifications adoptées par la compagnie Pavage en bois.

b) Pavage de la périphérie, en employant le revêtement granitique parallélipipédique, parfaitement régulier, dont les dimensions maxima des pavés seraient 0^m20 de long, 0^m10 de large et au minimum 0^m10 de haut, placés sur une couche de 0^m15 d'épaisseur, composée de 0^m330 de sable oriental, 0^m660 de cailloutis et 200 kilos de ciment de Portland, disposée sur le terrain bien consolidé avec un cylindre à vapeur d'un poids approprié. Sur ce ciment, on poserait une légère couche de sable de la République Orientale, et dessus les pavés, dans les jointures desquels on mettrait du ciment Poggi ou de l'asphalte.

c) Pavage de la partie suburbaine, en adoptant le revêtement commun du système ancien amélioré.

d) Pavage des avenues d'entrée pour les chars, en employant les revêtements correspondant à la zone *c*.

e) Pavage des avenues générales, avec le système macadam, pour lequel on pourrait employer le matériel que l'on extrayerait des rues centrales, et en prenant beaucoup de précautions dans sa construction.

En 1893 commença la réforme, par la construction des premiers revêtements de granit à base de béton. Le résultat, comme il est naturel, fut bon, et, comprenant que le point de départ pour la transformation des revêtements était la construction d'une bonne base, quel que fut le matériel employé pour la superficie, on demanda au Conseil Municipal la sanction d'une ordonnance par laquelle on rendrait obligatoire l'usage du béton dans toute la ville. Cette ordonnance fut sanctionnée le 20 Juin 1895, et elle disposait que les pavages qui seraient désormais construits dans la zone limitée par les avenues Caseros, du port à Jujuy, cette dernière et celle du Centro América jusqu'au fleuve, qu'ils fussent de pierre ou de bois, seraient sur une base homogène de douze à quinze centimètres, formée par de la pierre brisée, du ciment de Portland et du sable oriental ou de Martín García, et avec dans les jointures du matériel imperméable.

Que les revêtements de granit ou autre pierre appropriée, seraient formés de pavés travaillés en forme de parallélipipèdes réguliers de $0^{m}15$ de long, $0^{m}10$ de large et $0^{m}15$ de haut avec la tolérance d'un centimètre en plus ou en moins au maximum.

Que les pavages que l'on construirait en dehors de la zone indiquée dans l'article 1.er, seraient faits au moyen de pavés de pierre ou de bois, sur une base de $0^{m}12$ à $0^{m}15$ de béton formée par du cailloutis, du Portland, de la chaux d'Azul et du sable du fleuve, de Martín Garcia ou oriental, les jointures devant être remplies avec du matériel imperméable.

Que les pavages que l'on construirait à la Boca del Riachuelo ou en tout autre point sur des terre-plains de $0^{m}50$ ou plus de hauteur pourraient s'exécuter sans la base de béton.

Que la section exécutive pourrait convenir *ad referendum* avec les contratistes qui auraient des contrats de revêtement commun, la substitution de ce système par ceux à base de béton.

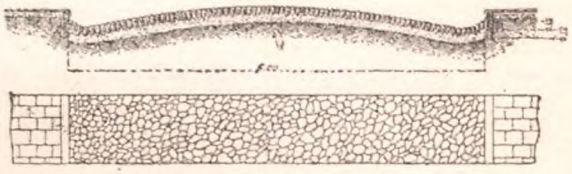
Depuis lors jusqu'à ce jour, on a pavé environ 4 000 cuadras avec du granit, du bois ou de l'asphalte sur base de béton.

Nous allons indiquer la forme sous laquelle on a employé ces différents systèmes, en étudiant, dans les limites permises par cette étude, leurs avantages et leurs inconvénients.

PAVAGE EN GRANIT

On a déjà dit que les premiers pavages construits dans cette ville étaient en pierres de toutes formes et de toutes dimensions, lesquelles étaient assises sur une couche de sable du fleuve de $0^m.12$ d'épaisseur, lorsqu'elles ne l'étaient pas sur la terre directement.

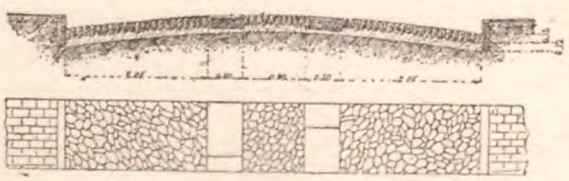
EMPIERREMENT BRUT



On comprend, naturellement, que ce pavage, parfaitement perméable, et étant données les mauvaises conditions du sous-sol de cette ville, cédât aux premières pluies, ayant pour résultat que les rues devenaient impraticables. Même il reste quelques rues pavées avec ce système si primitif qui prouvent ce que nous venons de dire. Le coût de ce revêtement est de 6 $ papier par mètre carré.

On employa aussi, à partir de 1880, l'empierrement appelé mixte, qui est un empierrement commun, avec deux files de trottoirs formées par des pierres plates de granit de $0^m.50$ de long sur $1^m.30$ de large. Ces trottoirs, disposés en files parallèles, ont pour objet de faciliter la traction des véhicules qui roulent sur eux.

EMPIERREMENT AVEC TROTTOIRS



Ce système, très employé en Italie, particulièrement à Turin, a donné ici des résultats passables, mais les trottoirs ne résistent pas à des charges pesantes et excessives et obligent à de continuelles réparations, car, quand ces pierres sortent de leur place, elles sont un sérieux obstacle pour le trafic. Dans les rues dans lesquelles on a remplacé cet empierrement, par un autre sur base de béton, ces trottoirs convenablement placés, donnent un excellent cordon pour les chaussées. Le coût de cet empierrement mixte est de 7 $ papier par mètre carré.

On a aussi employé, mais avec un mauvais résultat, des pavés de granit pour former ces trottoirs.

EMPIERREMENT AVEC FILES DE PAVÉS



Le passage continuel des chars produisait l'enfoncement des pavés qui étaient seulement assis sur une couche de sable du fleuve.

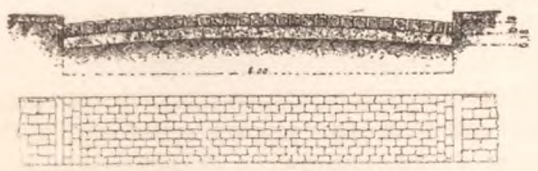
Mac-Adam. — Le macadam a été employé dans les chemins qui conduisent à Flores, Belgrano et Palermo.

On lui a substitué en grande partie le pavage de granit à base de béton. Dans une ville comme Buenos Aires, dans laquelle la pierre est chère et le sous-sol si peu consistant, le macadam est excessivement coûteux comme entretien. Dans l'avenue Alvear, qui conduit à Palermo, malgré que le trafic des chars soit interdit pour éviter sa détérioration, il faut occuper constamment un nombreux personnel pour le maintenir en bon état. Il est nécessaire de l'arroser continuellement, opération qui n'est pas aussi facile qu'elle semble à première vue, car si l'arrosage est excessif, il se forme de la boue qui est projetée sur les habits de ceux qui vont en voiture, et s'il est léger, il se sèche tout de suite, et il s'élève des nuages de poussière.

Le coût de cet empierrement est de 8 $ papier le mètre carré, et celui de sa conservation de $ 0,80 centavos par mètre carré et par an.

Pavage commun. — Le pavage commun que l'on commença à construire il y a plus de trente ans, est constitué par des pavés de granit dont les dimensions sont: $0^{m}.20$ de longueur, $0^{m}.10$ à $0^{m}.13$ de largeur et $0^{m}.15$ de hauteur assis sur une couche de sable du fleuve qui arrive à peine à $0^{m}.20$ d'épaisseur.

PAVAGE COMMUN

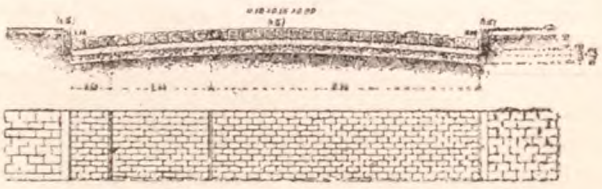


Ce système pèche par le manque de base, car, le sable du fleuve est mêlé avec de la boue, et même s'il ne l'était pas, la base de sable constitue un fondement très perméable et, par conséquent, les circonstances, déjà indiquées, qui sont, les eaux de pluie, les mauvaises conditions du sous-sol et le trafic excessif, sont des causes

suffisantes pour qu'il se détruise rapidement; c'est pour cela que l'on proscrivit presque totalement son emploi dans l'ordonnance du 20 Juin 1895. Son coût est de 10 $ papier le mètre carré.

Pavage anglais. — En 1883, l'Intendant don Torcuato de Alvear, qui commença et conduisit à bonne fin les grands travaux de transformation dans cette ville, fit amener des pavés d'Angleterre pour faire des essais. On les plaça dans la rue del Parque (aujourd'hui General Lavalle) entre celles de Florida et de San Martín. et ensuite on nomma une commission composée des ingénieurs Valentín Balbin et Eduardo Aguirre, pour faire un rapport sur les avantages que présenterait l'usage de ce matériel. Ces messieurs dirent dans leur rapport que les pavés anglais n'étaient pas supérieurs à ceux fabriqués dans le pays, car à cause de leur dureté excessive ils se polissaient avec plus de rapidité que ceux-ci, et le pavé devenait excessivement glissant. Néanmoins, on tira quelque profit de cet essai; les pavés importés étaient de dimensions différentes à ceux employés jusque là et permettaient la construction du pavage dans de meilleures conditions, quoiqu'un peu plus coûteuses. Ces dimensions étaient: longueur $0^{m}.15$, largeur $0^{m}.08$ et hauteur $0^{m}.20$. De plus, les pavés étaient mieux taillés.

PAVAGE ANGLAIS SUR BÉTON



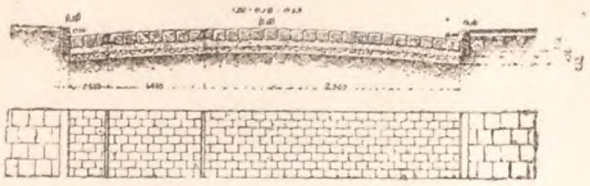
C'est pour cela que l'on désigne actuellement sous le nom de pavés anglais ceux qui ont ces dimensions.

Pavage sur base de béton. — En 1893, on construisit les premiers pavages de granit sur base de béton. Cette base est formée par un mélange de:

⅔ de mètre cube de pierre brisée.
⅓ " " " " sable oriental.
200 kilos de ciment de Portland.

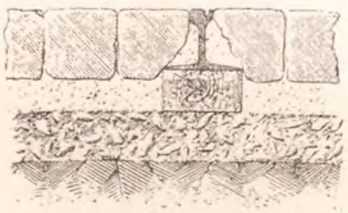
Après avoir préparé le sol avec la pompe, on consolide avec un cylindre à vapeur de dix tonnes, on place ensuite le béton préparé, comme on l'a dit, avec une épaisseur de 12 centimètres, dessus, une couche de sable oriental de 8 centimètres d'épaisseur et sur ce sable, les pavés, de sorte que leur plus grande dimension soit normale à l'axe de la chaussée.

PAVAGE COMMUN SUR BÉTON



Ce pavage peut être considéré comme excellent pour les rues de grand trafic pesant, à cause de sa grande résistance et de sa longue durée. L'inconvénient principal qu'il présente, et sans lequel on ne devrait pas recourir aux pavés lisses, c'est le bruit et la grande trépidation qui se produit à cause de sa rigidité.

Ce pavage présente un point faible, quoique à un degré beaucoup moindre que les pavés lisses: c'est la difficulté de placer dans de bonnes conditions de stabilité la file de pavés contigue aux rails des tramways. En effet, tout le long des rails, les pavés sont, en général, renfoncés ou surélevés; cela est dû à ce que, à cause de la forme du rail, il est nécessaire de couper le pavé et de l'asseoir sur sa plus petite dimension.



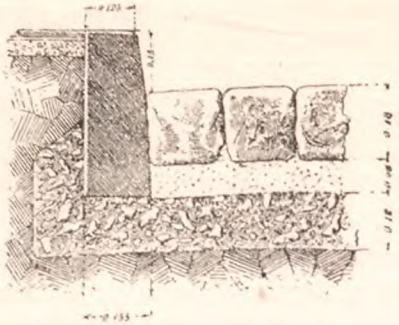
D'autres fois c'est le rail qui cède et l'inconvénient est plus grand.

Un autre défaut que l'on nota dans les premiers pavages construits sur base de béton, c'est qu'il se forme des dépressions le long des cordons des trottoirs.



Cela est dû à ce que l'eau qui s'en va par les caniveaux s'infiltre entre le béton et le cordon et amollit le sous-sol. Ce défaut a été corrigé en plaçant le cordon

sur une base de béton, de façon à l'entourer à sa partie inférieure, afin d'éviter l'infiltration de l'eau.



Dans la rue Rivadavia, en face le palais du Gouvernement, on a essayé un pavage fait avec des pavés de grès amenés d'Italie (Spezzia). Ils ont 0^m10 de large pour 0^m20 de long et 0^m20 de haut, et sont parfaitement taillés, de sorte que leurs arêtes et leurs angles sont bien droits.

Ce pavage peut être considéré comme le plus parfait de ceux de pierre.

Le grès est moins dur que le granit et de grain plus homogène, de sorte qu'il ne présente pas les inconvénients de celui-ci. A Córdoba, dans les mines de Sampacho, il existe un grès presque identique à celui qui nous occupe.

En dehors de la partie centrale, on a fait usage d'un béton composé de:

⅔ de mètre cube de cailloutis.
⅓ de mètre cube de sable du fleuve.
200 kilos de chaux d'Azul.

On a donné à celui-ci la même épaisseur qu'à celui de Portland et de pierre, c'est-à-dire, 0^m12 et on a obtenu un excellent résultat.

Voyant cela, en 1900, le Conseil Municipal, sur la motion de l'ingénieur de la Serna, sanctionna une ordonnance disposant que, sauf dans des cas spéciaux, on emploierait le béton de chaux. Le coût actuel du pavage de granit avec cette base est de 16,90 $ papier le mètre carré.

PAVAGE EN BOIS

On peut dire que la construction des pavés en bois commença dans cette ville en l'année 1888, car les essais faits antérieurement dans la rue Cuyo entre celles de San Martín et de Reconquista et dans Suipacha, de Cangallo à Rivadavia, le furent dans des conditions très mauvaises et avec un résultat négatif.

La dite année, la Municipalité passa un contrat avec la Société Franco-Argentine de pavage en bois, pour le pavage de 200 cuadras, au prix de 7,70 piastres

or le mètre carré et de 0,70 piastres or le mètre carré par an pour l'entretien, lequel devait être pendant dix ans à la charge de l'entreprise.

Les pavés étaient en pin suédois et des Landes, et avaient les dimensions suivantes : $0^m.20$ de longueur, $0^m.08$ de largeur et $0^m.13$ de hauteur. La base sur laquelle ils étaient assis était formée par un béton de pierre et de Portland de proportion et d'épaisseur indiquées pour le pavage de granit.

Le résultat de ce pavage ne fut pas bon, à cause de la mauvaise qualité du bois ; deux ans après sa construction il présentait des imperfections considérables.

Dans certains endroits il fallut changer jusqu'à trois fois les pavés, dans l'espace de trois ans.

De cette façon on pava environ 100 000 mètres carrés.

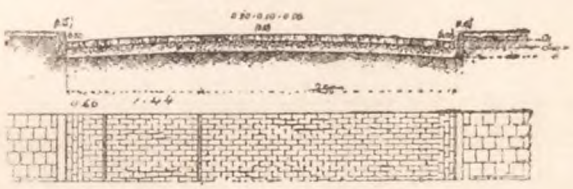
A cause du mauvais résultat donné par ce bois, on essaya dans l'Avenue de Mai, récemment ouverte, le pino de tea (pin que l'on rencontre dans les forêts de l'Amérique du Nord) ; le résultat fut encore pire, car au bout de quatre ans il fallut changer entièrement le pavage à cause de l'état de détérioration dans lequel il se trouvait.

On résolut alors d'essayer le caroubier.

Les premiers pavages dans lesquels on employa ce bois, furent construits au commencement de 1895 ; depuis cette époque, on a pavé avec ce matériel 542 $264^m2,25$.

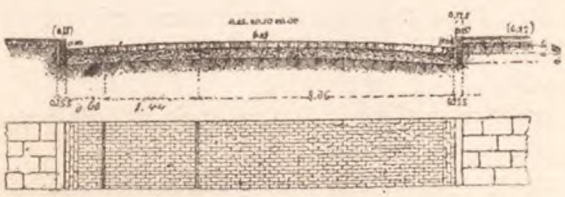
Alors on diminua la hauteur des pavés, leur donnant $0^m.10$, ce qui fit faire une bonne économie.

BOIS, GRANDES DIMENSIONS



Plus tard on employa des pavés plus petits, avec les dimensions suivantes : $0^m.15$ de longueur, $0^m.06$ de largeur et $0^m.10$ de hauteur, et l'on a définitivement adopté ces dimensions.

BOIS, PETITES DIMENSIONS



En employant ces pavés plus petits, le pavage présente un meilleur aspect, et on perd moins de bois en faisant les réparations.

Le temps parcouru depuis que l'on commença à employer le caroubier dans cette ville a permis de prouver que c'est le meilleur bois connu pour le pavage.

On a déjà vu le mauvais résultat que l'on obtint avec le pin de Suède, celui des Landes et celui de l'Amérique du Nord. On a aussi essayé le cèdre, le pacara de Tucumán et le coihüe de la Terre de Feu *(Fagus antarticus)*, mais tous ces bois ont eu une durée beaucoup moindre que le caroubier.

Dans les rues Buen Orden et Cangallo on a essayé un bois qui a donné d'excellents résultats en Angleterre et qui, par son aspect ressemble assez au caroubier, c'est le Karri *(Eucalyptus diversicolor)*. Cet arbre croît dans le Sud-Est de l'Australie, dans les régions montagneuses, et arrive jusqu'à 300 et 400 pieds de hauteur.

Malgré la bonne qualité de ce bois, il a été vaincu par notre caroubier, car il a moins duré que celui-ci.

A Londres et à Paris on a aussi essayé le caroubier avec d'excellents résultats, et on sait qu'actuellement les rues qui entourent le Panthéon à Rome, sont pavées avec ce bois pour le compte de la Municipalité de Buenos Aires, qui a voulu montrer ainsi les sympathies qui relient la République Argentine et l'Italie.

Le coût du mètre carré de pavage de caroubier est actuellement de 18,40 piastres papier.

La durée de ce pavé est d'environ 8 ans, et on doit commencer les réfections 5 ans après la construction.

PAVAGE D'ASPHALTE

Après un essai qui fut fait avec cette matière en 1878 dans la rue Florida et qui ne donna pas de résultat, le premier qui a été fait dans cette ville l'a été avec de l'asphalte de la Trinité système Barber. Celui-ci consiste dans un mélange d'asphalte raffiné — extrait du lac d'asphalte de l'île de la Trinité — et de sable siliceux, de carbonate de chaux et d'un résidu de pétrole. Les proportions varient, selon le climat et le trafic de chaque ville.

Le béton que l'on emploie comme base est le même que pour le bois. Sur cette base on place une couche intermédiaire — *binder* — de $0^{m}.03$ d'épaisseur, formée par un béton fin bitumineux et qui établit une connexion convenable entre la couche supérieure et la base inférieure. La couche supérieure d'asphalte, préparée comme on l'a dit, a $0^{m}.05$ d'épaisseur.

En 1895 on construisit les trois premières cuadras suivantes comme essai : Perú entre Alsina et Moreno, Alsina entre Perú et Bolivar et Bartolomé Mitre entre Florida et San Martín.

Plus tard on étendit ce système à d'autres rues, la plus grande partie des propriétaires de ces rues l'ayant demandé.

En 1897 on employa, après licitation publique préalable, l'asphalte naturel de roche dans toute l'étendue de la rue Carlos Pellegrini. Jusqu'à ce jour il a donné de très bons résultats. Pour éviter l'inconvénient que présente la facilité

avec laquelle se détériore le pavage d'asphalte dans la partie qui est en contact avec les rails, on a essayé le procédé de placer une file de pavés de bois le long des rails, avec un résultat satisfaisant jusqu'à ce jour.

Mais, ce qui éviterait surtout l'inconvénient indiqué, c'est la modification de la base sur laquelle reposent les rails dans le sens de l'unir dans toute la largeur de la voie.

Actuellement le coût du pavage d'asphalte est de 18,45 $ le mètre carré.

L'avantage de l'emploi du pavage lisse, asphalte ou bois, se trouve dans la facilité qu'il offre au trafic et à la traction des véhicules. Selon des expériences faites longuement, l'effort de traction sur les pavages lisses est la moitié de celui qui est nécessaire sur des pavés de granit de la meilleure classe, et le tiers sur des pavés de classe inférieure. Les plus grands frais que demandent les pavages lisses par leur coûteux entretien, se trouvent compensés par l'économie que l'on obtient dans la traction et la plus grande durée des véhicules, etc.

On a aussi essayé dans cette ville le pavage avec des pavés d'asphalte comprimé, fabriqués dans l'Amérique du Nord. Il ne donna pas de résultat à cause de son peu de durée. Ce système peut être convenable dans des localités de peu de trafic.

On a aussi essayé un asphalte caoutchoucté qui est, comme son nom l'indique, un produit obtenu par l'association à froid de l'asphalte et du caoutchouc. Le résultat fut mauvais, car le pavage se détériora rapidement. L'essai fut fait dans la rue Rivadavia entre celles de San Martín et de Florida.

Il y a actuellement 331 382$^{m^2}$36 pavés avec de l'asphalte.

Le plan poursuivi dans cette ville pour son pavage, fut celui d'adopter le pavage lisse dans la partie centrale, comprise entre les rues Caseros au Sud, Entre Ríos et Callao à l'Ouest, Juncal au Nord et les Paseos de Julio et Colón à l'Est; et dans le reste du municipe le pavage de granit sur base de béton de chaux.

Ce plan n'a pas été rigoureusement suivi.

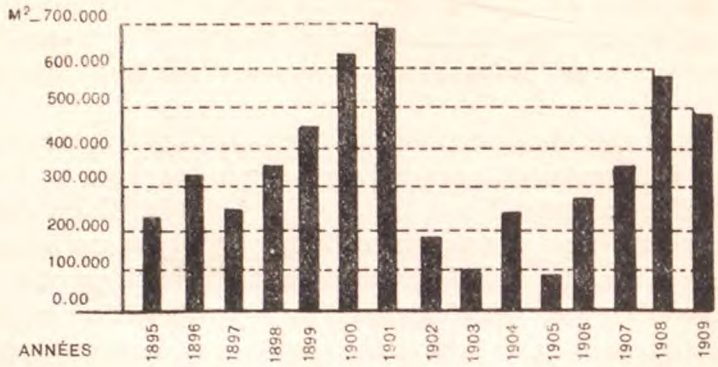
Le pavage lisse a été autorisé dans beaucoup de rues en dehors de ce périmètre central, sur la demande — dans beaucoup de cas — de la plupart des propriétaires.

En 1904 on étudia un plan plus général de pavage, plan qui consistait à compléter le réseau du premier ordre, ensuite à paver les rues qui ne l'étaient pas et, enfin, à substituer des pavages modernes aux empierrements bruts qui existent dans des rues relativement centrales.

Pour mener ce plan à bonne fin, il faut une somme d'au moins 20 millions de piastres, et on n'a encore inverti jusqu'a ce jour que 6 millions.

Ce fut en 1895 que l'on commença le pavage sur base de béton. Ci-après on indique graphiquement le nombre de mètres carrés qui ont été faits pendant les quinze dernières années.

DIAGRAMME DE LA SUPERFICIE PAVÉE

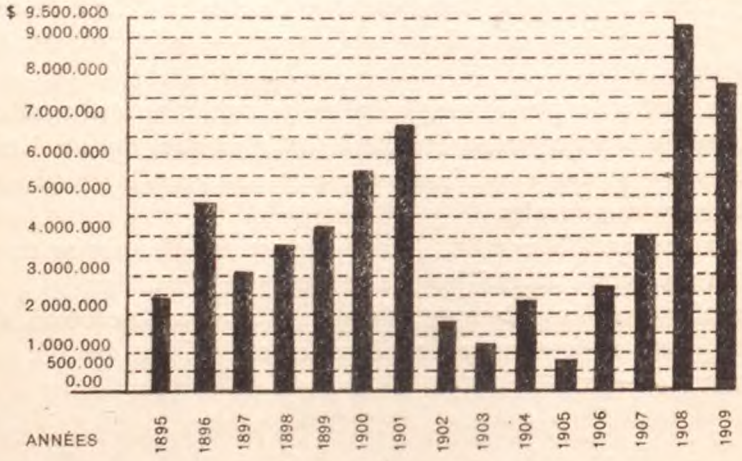


Comme on peut le voir le maximum eut lieu en 1901 avec un total de 693 425^{m2}34. Ensuite vient une descente brusque, à cause des sommes dépensées pendant les années précédentes, puis un relèvement à partir de 1905. Pendant les quinze dernières années on a pavé une superficie de 5 160 463^{m2}43.

L'année qui commence, si le Congrès autorise l'émission de bons demandée par l'Intendance, les travaux de pavage recevront une grande impulsion.

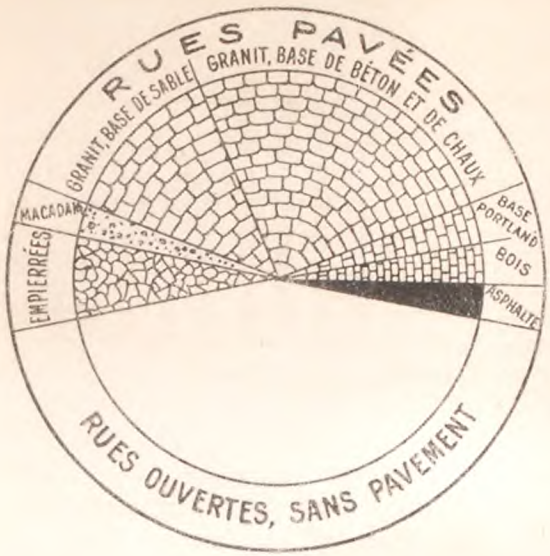
Ci-après on indique graphiquement aussi le coût des pavages dans chacune des quinze dernières années, coût qui se monte à un total de 59 396 734 piastres papier.

COUT DES PAVAGES



Dans ce total sont compris les pavages de granit, de bois et d'asphalte.

Le total des rues pavées dans cette ville comprend une superficie de 7 290 061^{m2}79, distribuée de la façon indiquée dans le tableau suivant:



SUPERFICIES

Empierrement brut	750 334,93	m²
Macadam	262 506,10	"
Pavage de granit, base de sable	1 571 122,41	"
" " " béton de chaux	3 290 782,86	"
" " " " Portland	541 668,88	"
" " bois	542 264,25	"
Asphalte de la Trinité	302 751,32	"
" naturel	28 631,04	"
Total...	7 290 061,79	m²

Comme on peut le voir, il existe des rues sans pavage, rues qui comprennent une grande étendue, et même si on continue le pavage sur une grande échelle, cette superficie ne diminuera pas, car l'ouverture de nouvelles rues va toujours en croissant. La superficie pavée de la ville représente une dépense totale de 80 millions de piastres papier.

Avec tout le pavage qui existe, on pourrait construire une route de 10 mètres de largeur et de plus de sept cents kilomètres de longueur.

On a déjà dit que la première cuadra qui fut pavée dans cette ville le fut au compte exclusif des habitants propriétaires de cette cuadra.

La Municipalité ne pouvant étendre le pavage à tous les quartiers du municipe, dans beaucoup d'endroits, la plupart des citoyens se sont présentés, pour demander l'autorisation de la faire à leur propre compte.

Dans ces conditions, on a pavé dans les dix dernières années environ 500 cuadras.

CHAPITRE IV

LES TRAMWAYS

Le premier tramway. — Les premières concessions. — Opposition générale. — Les tramways électriques. — Leurs avantages. — Disparition de ceux à traction animale. — Mouvement de voyageurs et produits obtenus.

C'est avec raison que l'on a appelé Buenos Aires la ville des tramways. Effectivement, il n'y a presque pas de rue relativement centrale qui ne soit parcourue par l'une des innombrables lignes, qui sont autant d'autres artères par lesquelles s'effectue la circulation incessante et quotidienne de milliers de voyageurs.

La première ligne construite dans la ville, fut celle du Chemin-de-fer du Sud, en 1858, qui parcourait la rue Lima dans le petit parcours compris entre la place Constitución et l'angle des rues Lima et Moreno, où il y avait une gare. Peu après on construisit une autre ligne appartenant au Chemin-de-fer du Nord qui parcourut le Paseo de Julio, unissant la gare du Retiro et la place 25 de Mayo; ces deux petites lignes étaient simplement des auxiliaires des deux entreprises de chemins-de-fer et avaient pour objet de transporter les voyageurs du centre de la ville vers les deux gares terminus de la place Constitución et du Retiro.

La première concession de tramways fut accordée à M. Frédéric Lacroze en 1868; le parcours était: Entre Ríos de Victoria à Rivadavia, par celle-ci à La Rioja, Bartolomé Mitre, Cangallo et 25 de Mayo à Victoria, soit 7 kilomètres et demi.

Ensuite celle de Méndez frères, dont le parcours était par les rues Belgrano, Balcarce, Cuyo, Rioja et Caridad, avec une longueur de 9 kilomètres. Cette ligne fut acquise en 1873 par la *Compagnie de Tramways Ville de Buenos Aires*, aujourd'hui fondue dans *l'Anglo-Argentine*.

Presque en même temps que les entreprises de Lacroze et de Méndez, s'établit celle de Billinghurst, dénommée *Tramway Argentin*, qui reliait la place de la Recoleta à celle de Constitución par les rues Tacuarí et Suipacha, Salta et Libertad, avec un parcours de dix kilomètres. En 1870, il existait alors à Buenos Aires environ 30 kilomètres de lignes de tramways.

Comme toute innovation qui rompt avec la routine et qui représente un progrès, l'établissement des premières lignes de tramways eut à vaincre de sérieuses résistances.

Une grande partie de la population s'alarma, craignant que les piétons ne fussent écrasés. Les propriétaires se plaignaient de la diminution de valeur que le passage des tramways apporterait à leurs propriétés, et de nombreuses protestations furent adressées à la Municipalité. Il y eut un journal qui dit que derrière chaque tramway

l'autorité devait faire aller une ambulance pour recueillir les morts et les blessés qui seraient semés sur le chemin, et la question fut portée jusqu'au Congrès National, où le gouvernement fut interpellé sur les premières concessions octroyées.

Quand les premiers tramways commencèrent à circuler, devant chacun allait un homme à cheval, annonçant à son de trompe, à chaque carrefour, l'approche de la *machine destructrice*.

Actuellement les tramways parcourent la ville sur une étendue de plus de 640 kilomètres, et de toutes parts on demande la construction de nouvelles lignes et on salue avec allégresse celles qui sont inaugurées.

Après l'entreprise de Lacroze qui se nomma *Tramway Central*, et celle de la *Compagnie Tramways Ville de Buenos Aires*, vint l'entreprise du *Tramway Anglo-Argentin*, aujourd'hui la plus puissante de celles qui existent dans la ville, et successivement le *Tramway Buenos Aires et Belgrano*, dont la concession est du 14 Décembre 1871 ; la *Grande Nationale*, du 12 Octobre 1887 ; la *Capitale*, du 22 Octobre 1887 ; *Le Métropolitain*, du 11 Janvier 1888 ; *La Nouvelle*, du 27 Mars 1888, et, enfin, *L'Electrique de Buenos Aires*, du 13 Mai 1898.

Il y a en outre une série de concessions octroyées, toutes pour traction électrique, mais jusqu'à présent elles n'ont pas eu de commencement d'exécution.

Actuellement les concessions sont octroyées pour une durée maxima de 60 ans, et ensuite, toutes les voies, le matériel roulant, les stations, etc., deviendront propriété de la Municipalité.

Le premier tramway électrique fut accordé à M. Carlos Bright, le 4 Janvier 1897, et il fut établi, à titre d'essai, un petit tronçon dans l'avenue Las Heras, de la rue Canning à celle de Santa Fe, en face des portes de Palermo.

Peu après, le tramway *La Capitale* proposa le changement de traction de ses lignes à traction animale, établissant en même temps une ligne jusqu'à Flores et les Nouveaux Abattoirs ; le système adopté était celui du trolley aérien.

En 1898, le tramway *Buenos Aires et Belgrano* adopta la traction électrique pour sa ligne.

Après que les premières voitures électriques furent mises en service on put se rendre compte de l'immense avantage qu'elles possèdent sur celles à traction animale, et malgré cela, comme il arriva en 1790, quand il s'agit de faire les premiers pavages, et plus tard, lors des premiers tramways à traction animale, en 1897, on commença une campagne contre les premiers tramways électriques à cause du danger que présentait pour la population le trolley aérien.

Néanmoins cette opposition dura peu, car la supériorité du nouveau système sur l'ancien s'imposa.

Il est indubitable que le système actuel ne représente pas la solution idéale, qui serait la voiture automobile, car le trolley est un appendice dans un organisme qui n'a pas complété son évolution et dont le réseau de fils aériens, inhérent au système, présente un aspect très laid ; mais s'il n'avait pas été accepté, nous aurions encore le tramway à traction animale avec ses inconvénients beaucoup plus grands.

Parmi les avantages que présentent les tramways électriques sur ceux à traction animale, on peut énumérer les suivants :

Une plus grande rapidité dans les communications, car si la vitesse ne peut

excéder 12 kilomètres à l'heure dans les rues centrales, en dehors de cette partie centrale ils peuvent circuler avec une plus grande rapidité que les tramways à traction animale (20 kilomètres à l'heure).

Commodités dans les voitures, qui sont plus confortables, et splendidement éclairées, à un tel point que leur circulation pendant la nuit présente un beau spectacle, car ils traînent un torrent de lumière par les rues où ils circulent. Il faut faire remarquer que les sièges sont quelque peu incommodes, car ils sont étrois; dernièrement on les a cependant améliorés.

Les voitures électriques présentent une plus grande douceur dans le mouvement, car leurs rails sont plus lourds que ceux des tramways à traction animale et la voie doit être construite plus solidement, de sorte que les oscillations ne sont pas aussi fréquentes que dans les autres.

Le mètre linéaire de rail électrique pèse 45 kilos et celui du Livesay, à traction animale, 20 kilos.

Ils présentent des avantages évidents pour le pavage par la suppression des chevaux, et une plus grande propreté dans les rues pour cette même raison.

Ils entraînent la suppression des écuries dans les stations, lesquelles sont si incommodes, surtout pendant l'été.

Quant aux accidents produits par le contact d'autres fils avec ceux du trolley, ils sont rares et n'offrent pas un grand danger pour les personnes, car le courant, qui est de 500 volts, approximativement, produit seulement, sauf dans des cas exceptionnels, une forte secousse. En échange, les chevaux sont si sensibles au courant qu'ils tombent foudroyés au moindre contact.

Pour éviter ces accidents, on place tout le long du trolley, et un peu plus haut que celui-ci, deux fils qui empêchent le contact, en cas de rupture, de ceux du téléphone ou du télégraphe.

On doutait tout d'abord à Buenos Aires, du succès de la traction électrique, au point de vue économique, car celle-ci étant plus chère qu'en Europe ou dans l'Amérique du Nord, et en échange la traction animale meilleur marché, on craignait que les dépenses élevées que demandait le changement de traction ne fussent pas compensées par les bénéfices que l'on obtiendrait avec le nouveau système. La pratique a démontré que ces craintes n'étaient pas fondées.

Les frais d'exploitation de la traction électrique peuvent être calculés à 70 % des recettes brutes, et ceux de la traction animale à environ 60 %.

De jour en jour, les tramways ont vu augmenter le trafic de leurs lignes, au préjudice de ceux à traction animale, qui se sont vus obligés de transformer la traction de leurs lignes.

Ainsi, le *Tramway Anglo-Argentin* s'est vu forcé par celui de *La Capitale* de changer la traction de sa ligne de Flores, le faisant plus tard pour toutes les autres. La *Compagnie Ville de Buenos Aires,* malgré qu'elle occupât les rues les plus centrales, et par conséquent de plus grand mouvement, s'est aussi vue obligée d'effectuer le changement mentionné par le moyen d'une fusion avec *l'Anglo-Argentine.* En 1906, le travail était complètement terminé.

Toutes les lignes de la capitale ont été pourvues de la traction électrique.

Les diverses compagnies fusionnèrent en 1908 avec *l'Anglo-Argentine* qui est la compagnie qui exploite actuellement la presque totalité des lignes existant dans cette capitale.

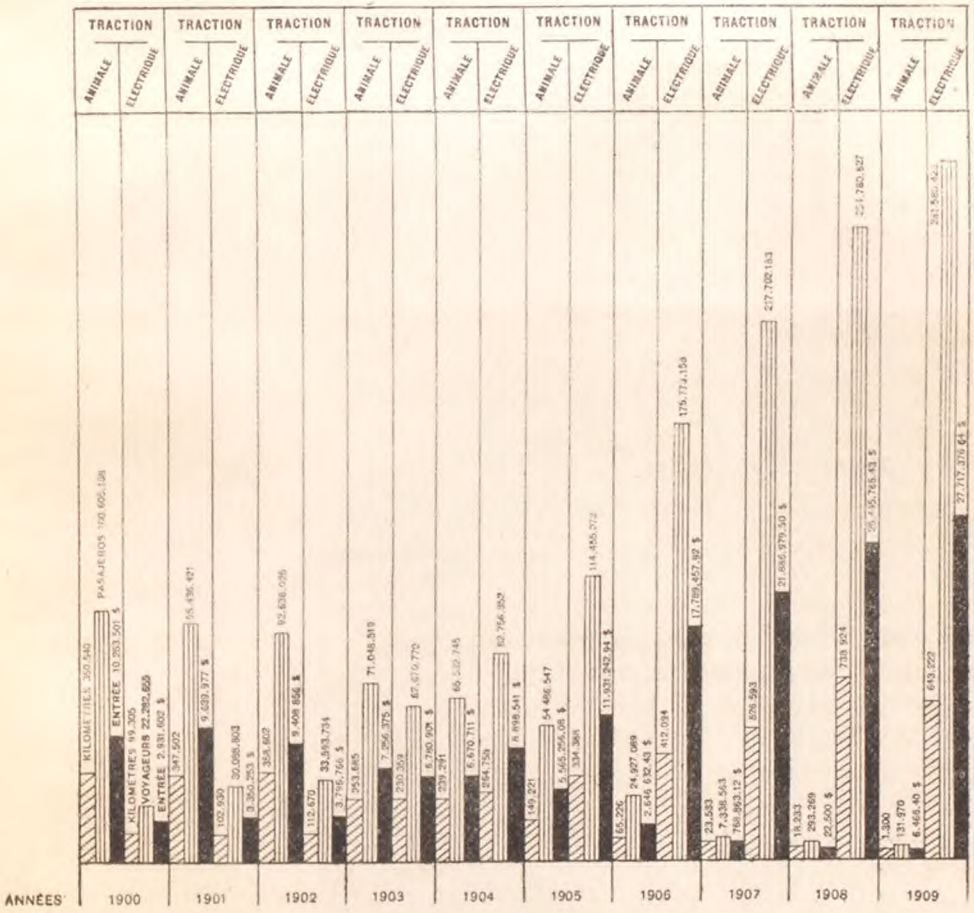
Les autres compagnies sont celles de *Lacroze, Compagnie Tramways du Sud*, qui va jusqu'à Temperley, et celle du *Port de la Capitale*.

L'unification amena le tarif uniforme de 10 centavos et cela a grandement contribué à décentraliser l'édification pour la porter jusqu'aux quartiers les plus écartés.

C'est ainsi que l'on a vu comment la ligne du tramway *La Capitale*, qui allait à Flores par les rues San Juan et Provincias Unidas, complètement dépeuplées, fit surgir en deux ans l'édification que l'on voit aujourd'hui de l'un et de l'autre côté de ces rues et sur plusieurs cuadras d'étendue.

Le tableau suivant indique la marche suivie par le changement de traction, ainsi que le mouvement des voyageurs et le produit de chacune des dix dernières années :

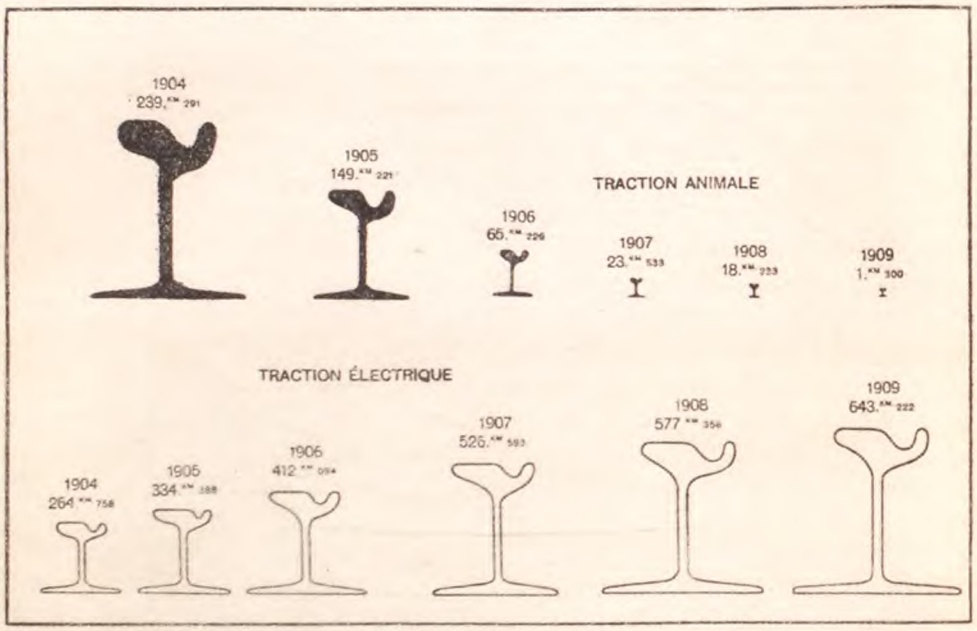
Mouvement de voyageurs et produits obtenus



On peut voir de quelle façon la traction électrique a supplanté la traction animale. En 1900, il y avait 350 kilomètres à traction animale, avec un total de voyageurs de 100 605 138 et 10 253 501 $ papier de recettes. La traction électrique était repré-

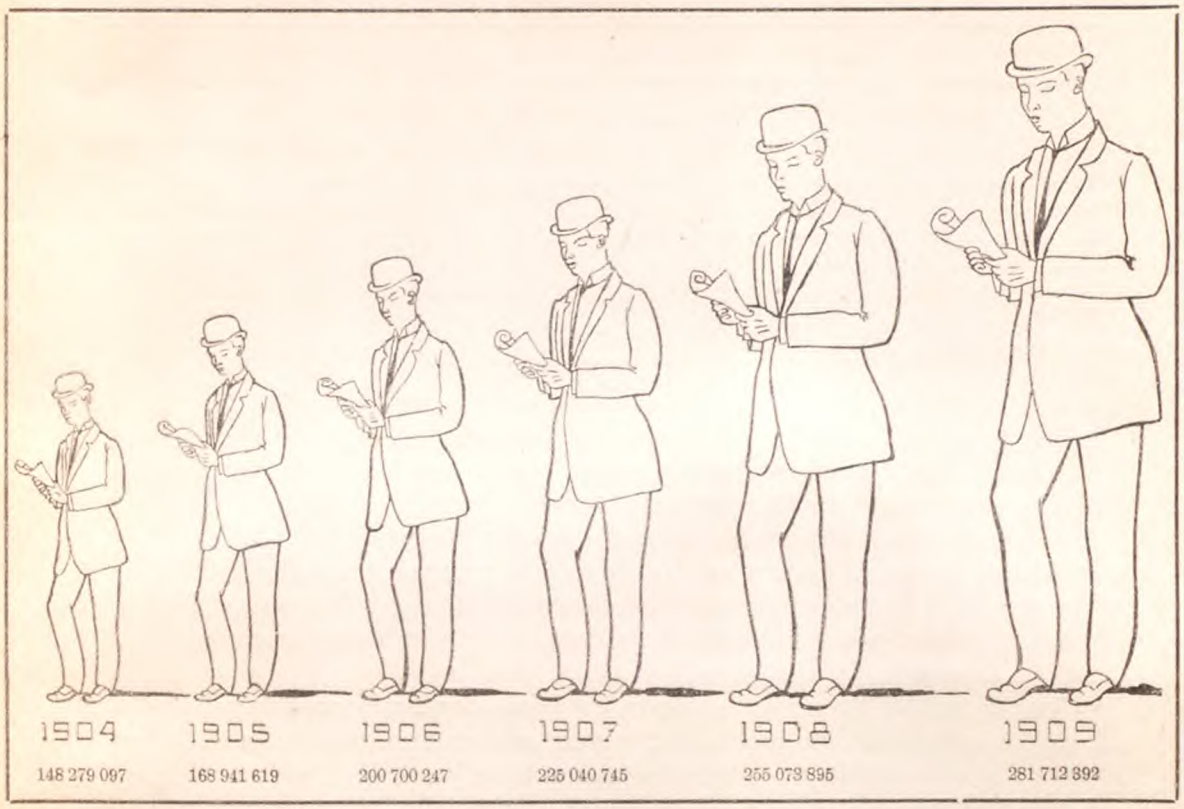
sentée par 99 kilomètres, avec un total de voyageurs de 22 282 655 et 2 931 602 $ papier de recettes. A partir de cette année, la traction animale diminue et la traction électrique augmente ; et cette marche se poursuit sans solution de continuité, jusqu'à ce que, en 1909, la traction animale ait presque disparu, la traction électrique ayant en échange, un parcours de 643 kilomètres avec un total de 281 580 422 voyageurs et 27 717 376,64 $ papier de recettes. Le tableau qui suit indique graphiquement et d'une manière très claire, d'un côté la diminution année par année de la traction animale jusqu'à sa disparition presque totale, et d'un autre côté, l'augmentation de la traction électrique.

Extension kilométrique des lignes de tramways de 1904 à 1909



Ci-après on montre aussi l'augmentation constante du nombre de voyageurs pendant les cinq dernières années :

Mouvement des voyageurs transportés en tramway pendant les années 1904-1909



Avec le tarif de dix centavos pour tout le municipe, l'accroissement de l'édification et de la population dans les quartiers écartés du centre, a reçu une grande impulsion.

L'ouvrier qui vit dans les locaux du centre, en payant des loyers élevés et avec peu de commodités, se trouve en état de louer une habitation commode et aérée, dans des endroits écartés, car le prix du voyage journalier jusqu'au point où il travaille s'est réduit au minimum.

Le tableau suivant détaille la situation actuelle des services électriques, on y a compris, comme renseignement intéressant, la consommation de courant faite par les compagnies, les accidents produits, et ce qui est entré au trésor municipal provenant du 6 % des recettes brutes des entreprises.

Les renseignements sur l'étendue kilométrique se réfèrent au 31 Mai 1909. La Grande Nationale, La Capitale et le Métropolitain s'étant fusionnés avec l'Anglo-Argentin, tous les tramways ont ensemble au 31 Décembre 1909, 643,[222] kilomètres.

Mouvement des tramways électriques de la ville de Buenos Aires, durant le mois Mai 1910

COMPAGNIES	Extension kilométrique	VOITURES			Voyageurs transportés	Recettes — $ papier	Courant électrique consommé	Nombre d' accidents
		Moteurs	Accouplées	TOTAL				
Anglo Argentin	302k253	1 397	627	2 024	210 138 779	20 646 128.15	40 560 266	1 865
Grande Nationale	129.200	330	133	463	18 366 397	1 810 820.88	2 219 462	141
La Capitale	59.219	93	64	157	9 458 878	941 529.86	982 184	67
Métropolitain	33.073	70	20	90	3 989 192	393 536.20	523 049	13
Lacroze de Buenos Aires	77.045	130	95	225	31 873 474	3 355 139.59	7 814 975	510
Du Sud	14.705	50	—	50	1 577 634	157 963.40	1 216 315	—
» Port	22.160	40	16	56	6 173 968	432 318.40	—	—

L'augmentation constante du nombre de voyageurs a exigé une augmentation correspondante du matériel roulant ; malgré cela, à certaines heures du jour, les moyens de transport sont insuffisants, et l'on voit dans les carrefours des groupes de personnes attendant leurs tramways qui passent complets.

Cela fit songer à construire des lignes souterrains permettant à certaines heures de transporter aux gares de chemins-de-fer, et en peu de temps, la quantité immense de gens qui vivent dans les environs et qui, par leurs occupations, sont obligées de voyager journellement.

Dans ce but, la Municipalité projeta un réseau souterrain pour toute la ville, lequel se construirait par parties et à mesure que les necessités du trafic l'exigeraient. La construction de la première partie fut mise en licitation dans le pays et à l'étranger.

Les propositions étant à l'étude, le Congrès autorisa l'entreprise du Chemin-de-fer de l'Ouest à construire un tunnel par les avenues de Mai et Rivadavia pour relier ses lignes avec celles du port de la capitale.

Peu après, l'honorable Conseil Municipal sanctionna une ordonnance par laquelle l'Anglo-Argentin était autorisé à construire et à exploiter un réseau de tramways souterrains dans la partie centrale de la ville. De cette façon, le projet primitif de construire et d'exploiter pour le compte de la Municipalité le Métropolitain de Buenos Aires, est resté sans effet, projet qui, nous le croyons, aurait présenté de grands avantages pour la commune.

CHAPITRE V

CADASTRE ET NIVELLEMENT

Plan suivi dans le cadastre. — Zone déjà cadastrée. — Projet de loi. — Altimétrie de la ville. — Cause des inondations. — Travaux qui les feraient éviter. — Les niveaux des rues et des édifices.

L'œuvre du cadastre de Buenos Aires a été commencée à différentes fois mais comme elle était souvent interrompue le travail était perdu.

En 1892, la Municipalité commença le levé du plan cadastral, œuvre qui est très avancée et qui se continue actuellement par un bureau spécialement chargé de ce travail. Le personnel est malheureusement très réduit, car, comme on le sait, il convient d'employer à ce travail un grand nombre d'opérateurs, afin que, fait dans le moins de temps possible, les frais soient moins élevés et de pouvoir s'employer à la tâche permanente de sa conservation.

Jusqu'à ce jour on s'est heurté dans la pratique à un sérieux inconvénient: le manque d'une loi du cadastre, comme il en existe ailleurs, qui permette aux opérateurs de procéder sans la perte de temps que nécessite actuellement la résistance opposée par certains propriétaires ou occupants de maisons. Il existe jusqu'à maintenant 3 100 plans parcellaires, dont les originaux sont faits sur papier toile, à la même échelle.

La manzana relevée premièrement, par la trigonométrie, et le périmètre construit par abcisses et ordonnées, on place les mesures de parcelles prises par les arpenteurs.

Un employé fixe ensuite le plan parcellaire sur une feuille de papier, pour calculer par une méthode contradictoire les superficies des parcelles, la partie édifiée et la partie non édifiée.

PLANS PAROISSIAUX. — Les plans parcellaires, après polygonations préalables, sont groupés pour former des planches que l'on appelle *Plans Paroissiaux*, à l'échelle de un pour mille, ce qui permet à la division et à la numération parcellaire de figurer dans la mesuration numérotée.

PLANS DE ZONES. — Les plans paroissiaux, après prolongations préalables, en périmètres plus grands, sont groupés pour former des *Plans de zones* à l'échelle de un pour cinq mille, dans lesquels les manzanas conservent leur numérotage.

PLAN GÉNÉRAL DU MUNICIPE. — Avec les plans de zones, on construira le *Plan Général*, après les triangulations préalables qui conviennent, pour relier entre elles les polygonations juxtaposées, et la délimitation des zones étant figurée.

Tant les plans parcellaires, que les plans paroissiaux, les plans de zones et

le plan général, portent les abcisses et les ordonnées depuis le point initial des travaux.

RÉGISTRES CADASTRAUX. — Chacune des manzanas, a sa " planilla " établie selon un type uniforme. La " planilla " contient tous les renseignements et tous les éléments avec lesquels on conserve le cadastre, formant les " Régistres Cadastraux " au nombre de trois (un ou plusieurs volumes de chacun par paroisse), à savoir:

1.° *" Planillas " primitives.* — Régistre qui correspond à ce que l'on appelle en France " Etat de Section ".

2.° *Liste alphabétique des propriétaires.* — Série de régistres paroissiaux, avec lesquels on formera ultérieurement le régistre général du municipe.

3.° *Matrice Cadastrale.* — Régistre des éléments nécessaires pour que dans sa colonne " Mutations ", apparaisse clairement déduit et consigné tout changement effectué dans la propriété, changement de propriétaire, action d'une partie ou de la totalité d'une autre parcelle, ou modification dans les constructions, ou constructions nouvelles, et sur quoi doit se baser l'évaluation pour la Contribution directe, l'Impôt général municipal, les eaux courantes, si une évaluation unique s'implante pour ces diverses fins dans le municipe de la capitale. Comme pour le Régistre précédent, la matrice cadastrale tout d'abord faite par paroisse, embrassera plus tard le municipe tout entier.

Les trois Régistres ou livres cadastraux, avec leurs rappels de l'un à l'autre, ont été faits en prenant dans le Cadastre de France et d'autres pays d'Europe ce qui semblait bon pour arriver à former ici ce qu'en France, pour un but de recettes administratives, on appelle " Rôle de Contribution Directe ".

La commission chargée de ces travaux élabora le projet de loi suivant, lequel n'a pas encore été sanctionné par l'honorable Congrès:

" La Municipalité de la Capitale est déléguée pour faire le relevé du cadastre géométrique parcellaire du District Fédéral, sur la base des travaux faits par elle jusqu'à cette date.

" Le cadastre ne donnera ni n'enlèvera de droits. Sa mission sera de montrer le fait existant, la possession actuelle.

" Les parcelles seront inscrites au nom des possesseurs qu'elles ont dans l'acte du relevé.

" Celles qui sont en litige seront inscrites au nom du possesseur de fait, avec l'annotation correspondante.

" Celles qui n'ont pas de possesseurs connus, seront inscrites provisoirement au nom de la Municipalité.

" Les plans et autres éléments cadastraux seront mis à jour par le bureau du cadastre, lequel sera immédiatement informé par:

" 1.° Les notaires, pour les échanges, les transferts, les réunions ou divisions de la propriété.

" 2.° La section des ingénieurs de la Municipalité pour les constructions nouvelles ou modifications dans les constructions.

" La détérioration d'une borne du cadastre sera punie d'une amende de 20 à 100 piastres.

" Son déplacement le sera d'une amende de 500 piastres, ou, à son défaut, d'un emprisonnement de deux mois.

" Les employés du cadastre, suffisamment autorisés, auront le droit d'entrer dans

les propriétés particulières aux effets de la présente loi, tant pendant la période d'élaboration du cadastre que plus tard lorsqu'il sera nécessaire pour des rectifications ou des opérations complémentaires. Celui qui s'y opposerait serait puni d'une amende de 50 piastres la première fois, et de 100 piastres chacune des fois suivantes.

" Les propriétaires pourront assister aux opérations du cadastre et donner des indications tendant à renseigner les employés qui en sont chargés.

" Les opérations une fois terminées il sera passé à chacun, par le Bureau, une cédule les appelant pour se présenter, afin d'exprimer leur adhésion au plan exécuté ou formuler des observations contre.

" Celles-ci n'étant pas prises en considération, ils pourront recourir aux tribunaux, et refuser jusqu'au jugement, d'accepter l'évaluation et par suite la fixation des impôts basée sur l'opération entachée d'erreur.

" Les travaux du cadastre seront exécutés sous la direction d'une commission (Commission Directrice du Cadastre), composée de personnes techniques, au nombre de sept qui seront nommées par l'Intendant Municipal.

" La commission soumettra à l'Intendant les règlements organiques complémentaires de la présente loi ; l'organisation du bureau du cadastre et la nomination de ses employés, ainsi que l'inversion qui est due aux recettes propres du bureau établi dans les articles 10, 11 et 12.

" Le pouvoir exécutif de la nation organisera des commissions pour l'évaluation de la propriété sur la base et les principes qui se déduisent du cadastre, donnant la plus grande importance à l'élément municipal, afin que les impôts de toutes sortes soient régis par une règle uniforme.

" Les notaires, en rendant compte au bureau du cadastre des changements dans la propriété, dans lesquels ils interviennent, selon l'article 4, prendront dans le dit bureau une copie représentant les faits modifiés, en plus de toutes les indications d'emplacement, de dimensions, de superficie et de limites, afin de les joindre au nouvel acte public qui est élaboré.

" Ils paieront pour cela un droit de $...

" Leur défaut de se présenter au bureau du cadraste, aux dits effets, sera passible d'une amende de 200 piastres avec la nullité de l'acte intervenu.

" Il ne pourra y avoir aucune vente aux enchères publiques de terrain bâti ou non bâti, dont le plan n'aura pas été préalablement fourni par le bureau du cadastre avec les indications de son emplacement.

" En échange, le bureau percevra un droit fixe de dix piastres, et 1 piastre pour les premières 10 000 piastres de la valeur de la vente, et dix centavos pour chaque 10 000 piastres en plus.

" Pour le défaut d'accomplissement de cette clause, la personne chargée de la vente sera passible d'une amende de 200 piastres avec annulation de la vente.

" Les propriétaires pourront demander au bureau du cadastre la copie calquée de leur propriété, moyennant le payement de 20 piastres.

" Le pouvoir exécutif décrètera pour chaque paroisse ou section du municipe, dûment cadastrée, l'élaboration du système de recettes légalement basé sur le cadastre.

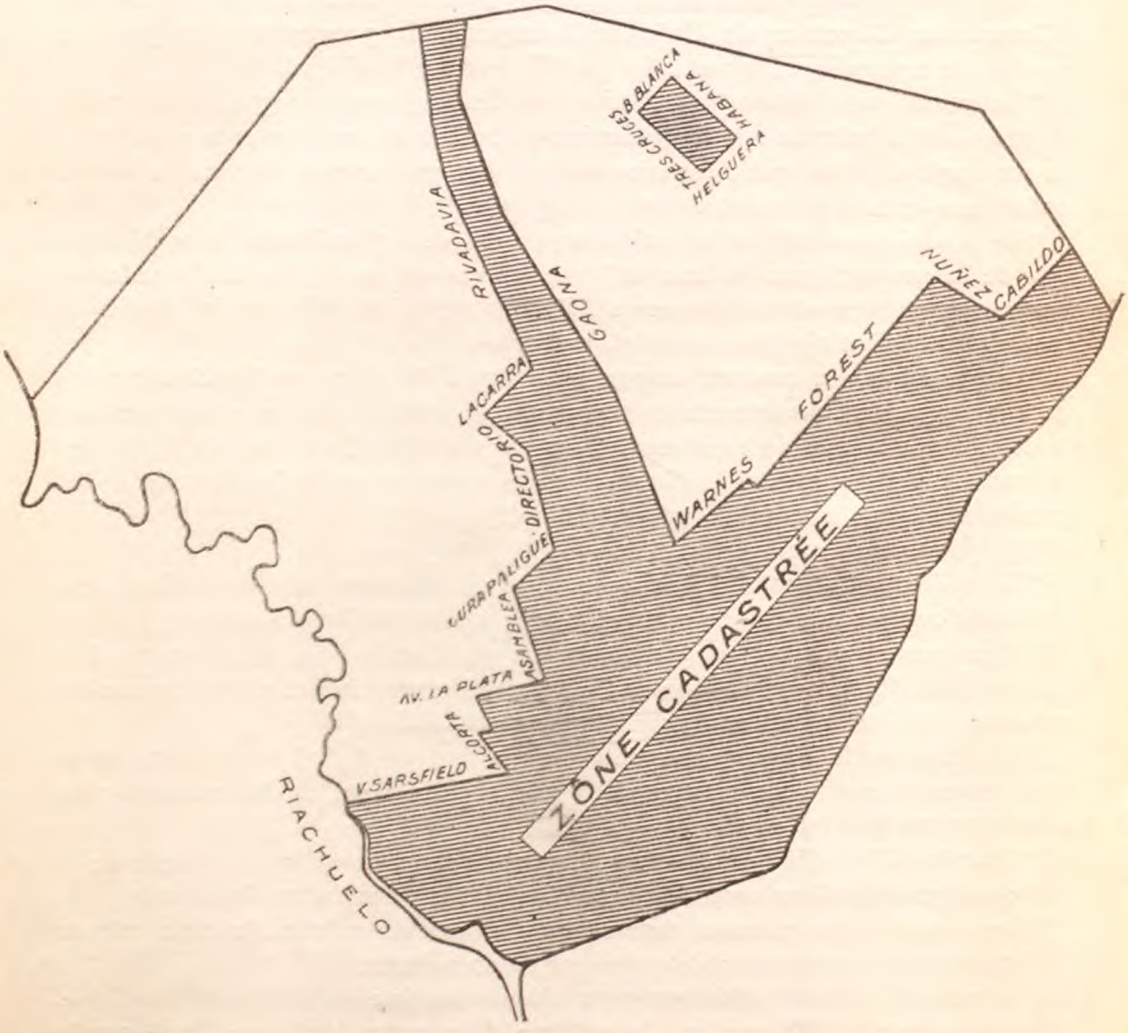
" L'œuvre du cadastre sera subventionnée pour l'exercice 1908 d'une somme de 200 000 piastres qui devra être remise à la Municipalité par mensualités ".

Il est à désirer sérieusement que l'on sanctionne rapidement cette loi pour que l'œuvre très importante du cadastre puisse se terminer et remplir le but auquel elle est destinée, et sur l'importance duquel il n'est pas nécessaire d'insister.

Avec le cadastre, tel qu'on le confectionne aujourd'hui, on aura une base scientifique et parfaitement équitable pour l'établissement de l'impôt de contribution directe, ainsi que pour les impôts municipaux.

La transmission de la propriété se fera aussi sous une forme qui ne laissera aucun doute sur l'étendue et les dimensions du bien vendu ou acquis, car pour une somme modique, on aura un plan exact fourni par le bureau du cadastre, et il est facile d'imaginer combien de difficultés ultérieures ce procédé évitera.

Ci-après on indique les zones déjà cadastrées.



NIVELLEMENT

La ville de Buenos Aires est bâtie sur un terrain qui offre peu d'accidents, et dont l'altitude maxima n'excède pas 24 mètres au dessus du niveau des eaux ordinaires du Río de la Plata, et diverses zones de ce fleuve et des bas-fonds du Riachuelo, du Maldonado, du ruisseau de Vega et du Medrano ont à peine deux mètres au dessus du niveau indiqué des eaux du Río de la Plata.

A cause de cette dernière circonstance, et parce que les eaux du fleuve, sous l'influence des marées et des vents continus du Sud-Est, montent jusqu'à trois mètres au dessus du niveau ordinaire, les quartiers de la Boca, et de Barracas au Sud, et de Belgrano et de Núñez au Nord, sont exposés à des inondations périodiques.

Coulant parallèlement au Riachuelo, et dans la direction de l'Ouest à l'Est les dits ruisseaux Maldonado, Vega et Medrano, divisent le territoire de la Capitale en trois bandes parallèles, elles aussi, ayant leurs plus grandes hauteurs au centre et leurs déclivités latérales vers les dits ruisseaux, comme on l'indique ci-après :



Zone où sont construits les égouts d'eau de pluie

Une zone importante du municipe a déjà établi son système d'égouts et ses conduits pour les eaux de pluie, qui par leur intermédiaire sont conduites au Río de la Plata.

Le drainage du reste de la ville se fait par les ruisseaux mentionnés qui, par les pluies normales s'effectue sans grands inconvénients. Il n'en est pas de même quand il s'agit de pluies torrentielles, surtout lorsque celles-ci coïncident avec de grandes marées, auxquels cas, les préjudices occasionnés à la population des bas quartiers sont tels qu'il est souvent arrivé qu'ils ont assumé les proportions de véritables désastres, inondant ou détruisant les propriétés et même faisant des victimes.

A cause de diverses circonstances, ces préjudices ont acquis de plus grandes proportions, dans ces dernières années.

D'un côté, l'édification limite, de plus en plus, la zone d'écoulement, en éliminant de grandes superficies de stationnement et d'absorption des eaux, et d'un autre côté, les nouveaux revêtements de chaussées sur une base imperméable, qui évitent toute infiltration, font que si l'eau coule avec une plus grande rapidité, en échange, elle s'accumule en plus grande quantité en un point déterminé. C'est indubitablement à cela que sont dus les débordements des ruisseaux Vega et Belgrano, pendant les fortes pluies de ces derniers hivers.

Pour éviter ces graves inconvénients, on a exécuté, dans ces dernières années, et on continue actuellement, des travaux de rectification et d'agrandissement des dits ruisseaux.

Dans le Maldonado, on a projeté l'élargissement et la rectification depuis la limite Ouest du municipe jusqu'à son embouchure dans le Río de la Plata. Comme il est naturel, on donne différentes largeurs au nouveau canal et on forme une rue de dix mètres de chaque côté, afin d'éviter l'édification sur ses bords.

Dans le croquis ci-joint, on en indique une coupe transversale.



Dans les avenues Rivera, Triunvirato et Warnes, on a construit des ponts avec la largeur qu'ont actuellement ces importantes voies de communication.

Les travaux d'excavation et d'élargissement sont terminés dans la partie comprise entre la rue Bella Vista et le Río de la Plata.

Plus tard on fera le soutènement des côtés et le revêtement du fond.

Pour le trajet compris entre la rue Bella Vista et la limite du municipe, on compte sur le concours de l'entreprise du chemin-de-fer de l'Ouest qui a promis de prendre les excavations de cette partie à sa charge.

Dans le ruisseau Vega qui traverse le centre de population de Belgrano, on a

aussi exécuté des travaux importants, lesquels ont évité les inondations qui se produisaient périodiquement auparavant, en causant des préjudices énormes aux habitants.

Parmi les quartiers qui ont le plus souffert de ce fait, il faut citer Saavedra et Núñez, car le ruisseau Medrano, tel qu'il se rencontre actuellement, est insuffisant pour donner sortie aux eaux qui y arrivent les jours de fortes pluies.

Heureusement ils ont été sauvés de ces inconvénients, car la Commission Municipale autorisa l'expropriation des terrains affectés par le changement projeté pour donner sortie aux eaux, et les travaux ont été exécutés.

Le nouveau pont de l'avenue Cabildo, sur ce ruisseau, est déjà terminé.

L'important quartier de la Boca s'est vu aussi grandement atteint par les inondations, et malgré les travaux de relèvement et de pavage, il se produit des inondations partielles pendant les jours de fortes pluies, lesquelles arrivent jusqu'à interrompre la circulation des tramways.

Pour éviter ces inconvénients, on a exécuté quelques travaux provisoires consistant en deux conduits qui portent les eaux au Riachuelo et à la Darse Sud, respectivement; mais le grand travail définitif qui évitera tous les inconvénients signalés, consiste dans la construction d'un réseau de canalisations pour les eaux de pluie, qui est projeté par le bureau technique des travaux de salubrité. Pour cela il faudra effectuer préalablement un nouveau relevé, et malgré les grandes dépenses que ce travail demandera, la Municipalité est résolue à le conduire à bonne fin, et on doit bientôt le commencer.

Pour le moment, on fait mettre les édifices qui se construisent au niveau qui correspond aux rues dans l'avenir; ce niveau correspond à la cote $15^{m}60$ sur le plan de comparaison qui passe à $38^{m}479$ au dessous de l'étoile du péristyle de la cathédrale.

Néanmoins, on peut dire que la Boca s'est transformée pendant ces dernières années. Pendant longtemps, elle fut la constante préoccupation des autorités municipales, car elle constituait un immense foyer d'infection.

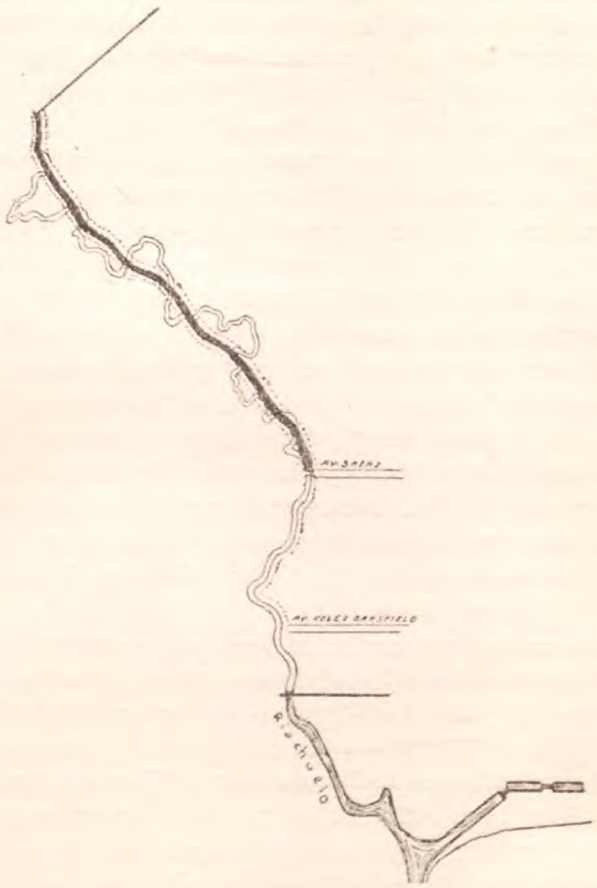
Placée dans des terrains bas, qui se transformaient en marécages à la moindre pluie, terrains qui étaient inondés fréquemment, des fois à cause des crues du Riachuelo, et d'autres à cause des pluies de l'hiver, ils constituaient une série de véritables lagunes, sur lesquelles on élevait des constructions exclusivement en bois, habitées par une population sui generis, caractéristique d'un quartier maritime comme celui dont il s'agit, et qui se trouvait en conditions d'être dévastée par une épidémie ou détruite par un incendie.

Tout cela a disparu presque complètement avec les travaux effectués pendant ces dernières années, et une fois que ceux de drainage seront terminés, la Boca sera dans de meilleures conditions que beaucoup de quartiers centraux de la ville.

Un autre quartier qui se trouve aussi dans de mauvaises conditions relativement à l'écoulement des eaux, est celui occupé par les marais de Flores. Heureusement c'est la seule partie dans laquelle l'édification ne s'est pas étendue.

On commencera bientôt aussi les travaux d'assainissement de ces terrains qui comprennent 2 247 hectares. Pour cela on effectuera un drainage convenablement distribué, qui aura pour complément la rectification et l'élargissement du Riachuelo, ce qui évitera les débordements qui se produisent aujourd'hui et qui permettra en même temps d'élever avec la terre provenant de ces excavations, les

terrains contigus aux deux rives et dans lesquels on pense construire une avenue de chaque côté, comme on l'indique ci-après :



Ce travail de rectification a déjà été réalisé par une entreprise particulière, dans la partie comprise entre le pont du Chemin-de-fer du Sud et le pont Alsina sur l'avenue Sáenz.

A cause de l'horizontalité de cette ville, les rues ont en général une pente trop faible pour l'écoulement des eaux. C'est pour cela qu'auparavant d'exécuter les travaux de salubrité, on faisait les chaussées avec une double pente dans une même cuadra, et cela en surélevant le centre pour l'écoulement des eaux.

Quand on commença à construire les pavages sur béton, on supprima cette double pente, et on en adopta une seule de carrefour à carrefour, ce qui obligea à faire des enlèvements de terre qui dans certains endroits arrivaient à un mètre.

Cela donna naissance à des plaintes de la part de certains propriétaires, qui se voyaient obligés à leur tour à abaisser les seuils de leurs portes et des fois les planchers intérieurs. Néanmoins, on continua à fixer les niveaux des nouvelles chaussées suivant le procédé indiqué, car, cela aurait été contraire à toute règle d'art de construire des pavages lisses avec double pente dans chaque cuadra,

sans aucun objet, et rendant très difficile le trafic, surtout pendant les jours de pluie et d'humidité.

Comme on n'a pu étendre les conduits d'écoulement des eaux de pluie au delà de la limite des travaux de salubrité, compris dans le projet Bateman, il a été nécessaire de se préoccuper de régler le passage des eaux sur les chaussées, afin de leur donner une rapide sortie et empêcher leur agglomération, lorsque cela était possible.

D'accord avec cette proposition, en 1893, on commença le nivellement général du municipe, ce qui est déjà terminé. Cela a permis de faire une étude complète des zones déjà nivelées, en même temps que d'établir sur des basses définitives les niveaux de l'édification urbaine.

Depuis deux ans on a effectué ce service dans la plus grande partie du municipe, de sorte qu'en fixant l'alignement pour la construction d'un édifice on lui donne le niveau définitif relativement à celui qu'a ou que doit avoir la chaussée.

Il y a un avantage pour les propriétaires qui sont garantis de la stabilité de leurs niveaux, pour la Municipalité qui évite les continuelles réclamations et les plaintes de ce fait, et aussi pour les recettes, lesquelles se sont élevées d'une façon appréciable par le fait de l'impôt que l'on perçoit pour ce service.

CHAPITRE VI

PLACES, PARCS ET PROMENADES

Insuffisance de ceux qui existent. — Promenade de la Alameda. — Changements de noms. — Parc 3 de Febrero. — Jardin Botanique. — Jardin Zoologique. — Parc Lezama. — Parc de los Patricios. — Parc Cristobal Colón. — Noms et étendue des espaces libres. — Arbres et plantations existants.

En jetant les yeux sur le plan actuel de cette ville, on constate facilement qu'elle est loin d'avoir les places, les parcs et les promenades, que son progrès et son développement exigent.

Il y a eu imprévision, et grande imprévision, à ce point de vue, car il aurait été facile au fur et à mesure que la ville s'étendait, de faire des places dans les divers quartiers, soit par la cession des propriétés respectives, soit en acquérant les terrains nécessaires aux bas prix qui existaient alors.

Heureusement la volonté de corriger cette erreur dans la mesure du possible s'est ancrée chez les autorités municipales, et l'on a commencé à acquérir des terrains dans différents endroits du municipe pour y faire des places et des parcs.

La première place qu'eut Buenos Aires, fut celle indiquée par Garay dans le tracé de 1580, sous le nom de Grande Place, aujourd'hui Place de Mai.

Dans le plan de 1769, avec la division ecclésiastique, apparait déjà la *Nouvelle*

Place, où est aujourd'hui le *Marché de la Plata,* et celles de *Monserrat,* de la *Concepción* et du *Retiro.*

Quoiqu'elle ne figure pas dans le plan de 1793, on avait déjà commencé la Promenade (Paseo) de la Alameda (aujourd'hui Paseo de Julio), sur l'initiative du vice-roi don Juan José de Vértiz.

En effet, dans le mémoire présenté à son successeur, en 1784, il dit à ce sujet: "Les promenades publiques sont l'un des ornements qui contribuent le plus à la distraction et à la santé des habitants, ainsi qu'à la beauté de la ville; et, convaincu de cela j'ai commencé celle de la Alameda que V. E. a vue, et qui est composée de saules et d'ombus, arbres touffus et d'un feuillage presque perpétuel...".

Cette promenade était fréquentée en 1836 par la société de Buenos Aires; c'était le point de réunion des nationaux et des étrangers qui la parcouraient à pied, en voiture et à cheval. Selon d'Orbigny [1] on pouvait alors la comparer, quant à la variété, au mouvement et à la beauté, au *Corso* de Rome et de Naples, à *Hyde Park* de Londres ou aux *Champs Elysées* de Paris.

En 1809 apparait la *Place de Lorea,* et les noms des autres sont changés, à l'exception de celle de la *Conception.* Ainsi la *Grande Place* devient *Place Victoria.* La *Place Nouvelle, Place de l'Union,* celle de *Monserrat, Place de la Fidélité,* et le *Retiro, Champ de la Gloire.*

Dans le plan de 1814, publié par don Pedro Cerviño, figure la *Place de la Victoire* avec son nom primitif de *Grande Place,* celle de *l'Union* avec celui de *Place Nouvelle,* celle de *Fidélité* avec le nom de *Monserrat* qu'elle portait auparavant et apparaissent comme nouvelles, celles du *Temple,* de la *Résidence,* et la *Promenade de la Alameda,* celle-ci avait été formée avant 1784.

Dans le plan de la ville publié en 1820 et qui parut deux ans plus tard dédié à Rivadavia, figurent, en plus de celles déjà nommées, celle du Parc, et pour la première fois la *Place 25 de Mai,* entre celle de la *Victoire* et la *Forteresse.*

Ici apparait aussi un changement dans la nomenclature; ainsi la *Place Conception* figure sous le nom *d'Indépendance,* celle de *Monserrat* sous celui de *Bon Ordre,* la *Place Nouvelle* sous celui *des Arts,* et le *Champ de la Gloire* sous celui de *Place de Mars.*

Dans le plan de Sourdeaux de 1784, figurent déjà la *Place de la Liberté,* la *Place Vicente López* d'aujourd'hui sous le nom de *Hueco de las Cabecitas,* et le *Marché de l'Ouest,* aujourd'hui *Place 11 Septembre.*

Dans le plan publié en 1867 par la Section Topographique, on conserve les noms précédents et il figure en outre, la *Place du Carmen,* la *Place Vicente López* d'aujourd'hui figure ainsi: *Hueco de las Cabecitas* ou *Marché 6 de Junio,* et la *Place de la Constitution* d'aujourd'hui sous le nom de *Marché de la Constitution.* Ci-après on indique les différents changements de noms des places centrales:

(1) ALCIDES D'ORBIGNY. — *Voyage Pittoresque dans les deux Amériques.*

Changements de noms des places centrales

1580	1769	1809	1814
Grande Place.	Grande Place. Place Conception. » Monserrat. » Nouvelle. » du Retiro.	Place de la Victoire » Conception. » de la Fidélité. » » l'Unión. Champ de la Gloire. Place de Lorea. Promenade de la Alameda.	Place de la Victoire. » Conception. » de la Fidélité. » » l'Unión. Champ de la Gloire. Place de Lorea. Promenade de la Alameda. Place du Temple. » de la Résidence.

1820	1843	1867	1905
Place de la Victoire. » » l'Indépendance. » du Bon Ordre. » des Arts. » de Mars. » » Lorea. Promenade de la Alameda. Place du Temple. » » Commerce. » 25 de Mai. » du Parc.	Place de la Victoire. » » l'Indépendance. » du Bon Ordre. » des Arts. » de Mars. » » Lorea. Promenade de la Alameda. Place du Temple. » » Commerce. » 25 de Mai. » du Parc. » de la Liberté. Hueco de las Cabecitas.	Place de la Victoire. » » l'Indépendance » du Bon Ordre. » des Arts. » de Mars. » » Lorea. Promenade de la Alameda. Place du Temple. » » Commerce. » 25 de Mai. » du Parc. » Liberté. » 6 Juin. » 11 Septembre. » de la Constitution. » 24 Novembre	Place de Mai. » de l'Indépendance. » Moreno. Marché de la Plata. Place Général San Martin » de Lorea. Promenade de Juillet. Place Général Viamonte » Dorrego. » de Mai. » Général Lavalle. » Liberté. » Vicente López. » 11 Septembre. » de la Constitution. » Garay.

De 1867 jusqu'à ce jour on a construit un bon nombre de places, de parcs et de promenades, quoique en nombre insuffisant. Parmi eux, on doit mentionner en première ligne le *Parc 3 de Febrero,* construit par l'ex-président Sarmiento, et duquel on peut dire ce que d'Orbigny disait de la *Alameda* en 1836, qu'on peut le comparer au *Hyde Park* de Londres ou au *Bois de Boulogne* de Paris. En effet, il appelle l'attention des étrangers les soirs où il est fréquenté par nos élégantes et croisé en tous sens par des automobiles et des voitures irréprochables.

Tout d'abord ce parc ne s'étendait que jusqu'au ruisseau Maldonado, avec une superficie de 1 454 575^{m2}.

Dans ces dernières années, on l'a étendu vers Belgrano et vers le Sud, et on a fait un grand lac et de grandes plantations qui en font une très belle promenade.

Ces travaux exécutés par la Direction Générale des Promenades Publiques, ont augmenté l'étendue du parc de 2 255 219 m^2.

Dernièrement, la Municipalité a acquis les terrains nécessaires pour prolonger

cette promenade jusqu'à la limite du municipe, ce qui donnera au Parc 3 de Febrero una superficie de 5 249 749 m².

Une autre promenade qui fait honneur à la Capitale est le Jardin Botanique, dans lequel est très bien arrangée la flore des différentes provinces argentines et d'autres pays.

En face de ce jardin il y a le Jardin Zoologique, très fréquenté par le public et dont les édifices et les collections s'améliorent chaque jour.

Une autre belle promenade située dans un quartier assez central, est le *Parc Lezama*, formé dans l'ancienne propriété de don José G. Lezama, acquise par la Municipalité en 1894, pour la somme de 800 000 $ papier.

Actuellement on construit le *Parc de los Patricios* dans les terrains des anciens abattoirs du Sud, terrains qui ont une étendue de 228 795 m², ce qui a transformé l'aspect de ce quartier éminemment ouvrier.

Le parc *Christophe Colomb* a aussi changé la physionomie de la ville dans toute la zone du port, car il a converti les marais qui y existaient en beaux jardins et en plantations; il a une étendue de 162 000 m².

On a aussi construit la belle *Place du Congrès*, à laquelle on a incorporé l'ancienne place Lorea, et sur laquelle déboucheront plus tard plusieurs des avenues diagonales projetées.

On a aussi construit cette année le *Parc du Centenaire*, situé dans la partie centrale du municipe, en face des rues Gaona, Campichuelo et Chubut. Il a une superficie de 99 680 m².

Enfin, au moment où l'on imprime cet ouvrage, l'Intendance Municipale vient d'acquérir la propriété connue de Lezica, située dans la rue Rivadavia, dans le Caballito, d'une étendue de 50 000 mètres carrés, dans le but de construire un parc ou une promenade publique, qui sera l'une des plus belles de cette capitale.

Pendant ces dernières années on a assez travaillé dans le sens d'augmenter le nombre des parcs et des places de la ville. Heureusement on poursuit dans cette voie. Les jardins et les places construits pendant les cinq dernières années comprennent une superficie de 1 418 757 m².

On a fait aussi de grandes plantations d'arbres dans les rues et les avenues de la ville.

Nom des parcs, promenades et places de Buenos Aires avec leur superficie

PARCS

1. — Parc 3 de Febrero:			
"Palermo". 1.e Section. (depuis la rue Salguero, entrée du Parc, jusqu'au ruisseau Maldonado)		1 486 905 m²	
"Maldonado". 2.e Section: (depuis le ruisseau Maldonado jusqu'à la rue Pampa)		2 222 889 "	
"Medrano" 3.e Section	White ..... 800 000 m²	990 000 "	
	Scherrer ..... 190 000 "		
Hippodrome National		550 000 "	5 249 794 m²

2. — Parc Intendente Alvear:			
1.e Section		54 132 m²	
2.e " (Asile de mendiants)		13 792 "	
3.e " (Avenue Alvear et Pueyrredón)		10 800 "	78 724 m²
3. — Parc Lezama			76 637 "
4. — " Bernardino Rivadavia			47 874 "
5. — " Saavedra			426 397 "
6. — " Rancagua			50 000 "
7. — " Patricios			228 795 "
8. — " Cristóbal Colón			162 000 "
9. — " Avellaneda			54 780 "
10. — " del Centenario			99 680 "
11. — " Chacabuco			204 000 "
Superficie totale des parcs...			6 678 654 m²

PROMENADES (PASEOS)

12. — Paseo de Julio (jusqu'à la rue Maipú)	33 085 m²
13. — " Colón	20 215 "
14. — " Santa Fe (entre Thames et Godoy Cruz)	10 065 "
15. — " Rivadavia (au Caballito et Floresta)	13 996 "
16. — " Rue General Las Heras	9 500 "
17. — " Callao (de Alvear à Paseo de Julio)	1 800 "
18. — " Monte Castro et Gaona	1 260 "
19. — Pavillon Argentin	13 546 "
20. — Jardin Zoologique	179 400 "
21. — " Botanique	80 426 "
22. — " Infantile	38 178 "
23. — " Japonais	55 523 "
24. — " face au Cimetière de l'Ouest	56 000 "
25. — " Cabildo (de Monroe à G. del Río)	11 340 "
Superficie totale des promenades...	524 334 m²

PLACES

26. — Place de Mai	19 713 m²
27. — " du Congrès	26 400 "
28. — " Lorea	7 458 "
29. — " Independencia	7 228 "
30. — " Dorrego	1 800 "
31. — " Garay	18 048 "
32. — " Virrey Vértiz	18 080 "
33. — " Herrera	12 528 "
34. — " Solis	8 788 "
35. — " Constitución	50 065 "
36. — " España	20 964 "
37. — " Coronel Pringles	4 312 "
38. — " General Lavalle	25 645 "
39. — " Libertad	10 276 "
40. — " Vicente López	22 311 "
41. — " General San Martín	27 729 "

42. — Place	Bajada de Maipú	8 121 m²
43. — "	Agrandissement, face au Pavillon Argentin	2 400 "
44. — "	General Las Heras	7 300 "
45. — "	General Güemes	3 254 "
46. — "	Rodríguez Peña	20 176 "
47. — "	Italia	4 900 "
48. — "	Once de Septiembre	27 053 "
49. — "	Primera Junta	1 141 "
50. — "	Etchegaray	14 536 "
51. — "	Vélez Sársfield	12 225 "
52. — "	Moreno	6 372 "
53. — "	Villa Crespo	12 100 "
54. — "	Santa Rosa (Villa Devoto)	32 580 "
55. — "	Pueyrredón	1 200 "
56. — "	Centrale (Belgrano)	10 200 "
57. — "	del Mercado (Belgrano)	4 514 "
58. — "	Castelli (Belgrano)	10 217 "
59. — "	de la Barranca (Belgrano)	77 922 "
60. — "	Echeverría (Villa Urquiza)	5 600 "
61. — "	Brown (Boca)	8 360 "
62. — "	Matheu (Boca)	10 547 "
63. — "	de la gare du Retiro	13 640 "
64. — "	face au théâtre Colón	4 180 "
65. — "	Domingo Olivera	11 000 "
66. — "	Jardin Municipal du Sud	29 684 "
	Superficie totale des places...	719 302 m²

PETITES PLACES

67. — Petite place	Alsina	136 m²
68. — "	Brasil (Port)	2 250 "
69. — "	Vélez Sársfield (face au commissariat 27)	1 100 "
70. — "	Viamonte	630 "
71. — "	del Carmen	1 632 "
72. — "	Melo (rues Pueyrredón et Las Heras)	1 200 "
73. — "	Esmeralda (San Martín)	1 500 "
74. — "	Vicente López et Junin	750 "
75. — "	Honduras et Serrano	756 "
	Superficie totale des petites places...	9 954 m²

JARDINS DES HÔPITAUX

76. — Hôpital	Rawson	41 530 m²
77. — "	San Roque	19 713 "
78. — Hospice	de las Mercedes	48 775 "
79. — Hôpital	Pirovano (Belgrano)	11 000 "
80. — "	Teodoro Alvarez (Flores)	1 200 "
81. — "	J. A. Fernández	780 "
82. — "	de la Boca	857 "
83. — "	F. J. Muñiz	29 500 "
84. — "	Sanatorium Tornú	34 000 "
	Superficie totale...	187 355 m²

PARCS ET DIVERS (EN FORMATION)

85. — Agrandissement Jardin Botanique (Vaccine)	1 600 m²
86. — Parc de l'Ouest	1 700 000 "
87. — " de Pereyra (Barracas)	77 308 "
Superficie totale...	1 786 908 m²

RESUME

Parcs	6 678 654 m²
Promenades	524 334 "
Places	719 302 "
Petites places	9 954 "
Jardins des Hôpitaux	187 355 "
Parcs et divers (en formation)	1 786 908 "
Total général...	9 906 507 m²

Soit neuf cent quatre vingt dix hectares, soixante cinq ares et sept centiares.

Il résulte donc que les espaces libres de cette capitale comprennent une superficie qui excède 5 pour cent de celle de la ville.

Ci-après on indique graphiquement cette proportion:

Superficie occupée par les parcs et les places



CHAPITRE VII

L'EDIFICATION

Les tentes des Querandies. — Les maisons de la première fondation. — La paille et la brique crue. — La seconde fondation. — Le premier four à briques. — Les maisons de brique à toit de tuile. — Celles à terrasse. — Les premiers temples. — La distribution ancienne et la distribution moderne. — La Renaissance Italienne. — Le toit à la "mansarde".— L'édification moderne. — Développement matériel de l'édification.

Lorsque don Pedro de Mendoza fonda Buenos Aires au début de 1536, il trouva les indiens Querandies campés sur les deux rives du Riachuelo. Ceux-ci, comme les Charrúas, menaient une vie errante et vivaient sous des tentes, construites en cuir et en branchages. Ils ignoraient les premiers rudiments de la culture de la terre, et n'avaient pas à rester indéfiniment dans le même endroit, et ils se déplaçaient pour aller à la recherche de pêche ou de chasse abondantes, aussi ils n'avaient aucune raison pour s'attacher à des habitations qu'ils auraient été obligé d'abandonner s'ils leur avaient donné un certain caractère de solidité et de stabilité.

Lorsque les conquistadores arrivèrent dans cette partie de l'Amérique, il n'existait donc pas d'architecture, non seulement comme celle des Aztèques du Mexique ou des Incas péruviens, mais même la plus rudimentaire.

Les premières maisons construites par les Espagnols avaient des murs formés d'un entrelacement de branchages recouvert d'une espèce d'argile et dont le toit était de paille, c'est-à-dire, le "rancho" qui a vécu pendant plus de trois siècles dans nos campagnes. La preuve que les toits des premières maisons construites par les compagnons de Mendoza étaient en paille, se trouve dans le fait que, lors de l'attaque de la ville naissante par les indiens, quatre mois après la fondation ces derniers purent facilement la détruire par le feu, au moyen de flèches enflammées.

"Des pieux fichés en terre, tissés de saules rouges du rio, des herbes aquatiques et de la toile comme toits, voilà la Buenos Aires primitive", dit Sarmiento [1].

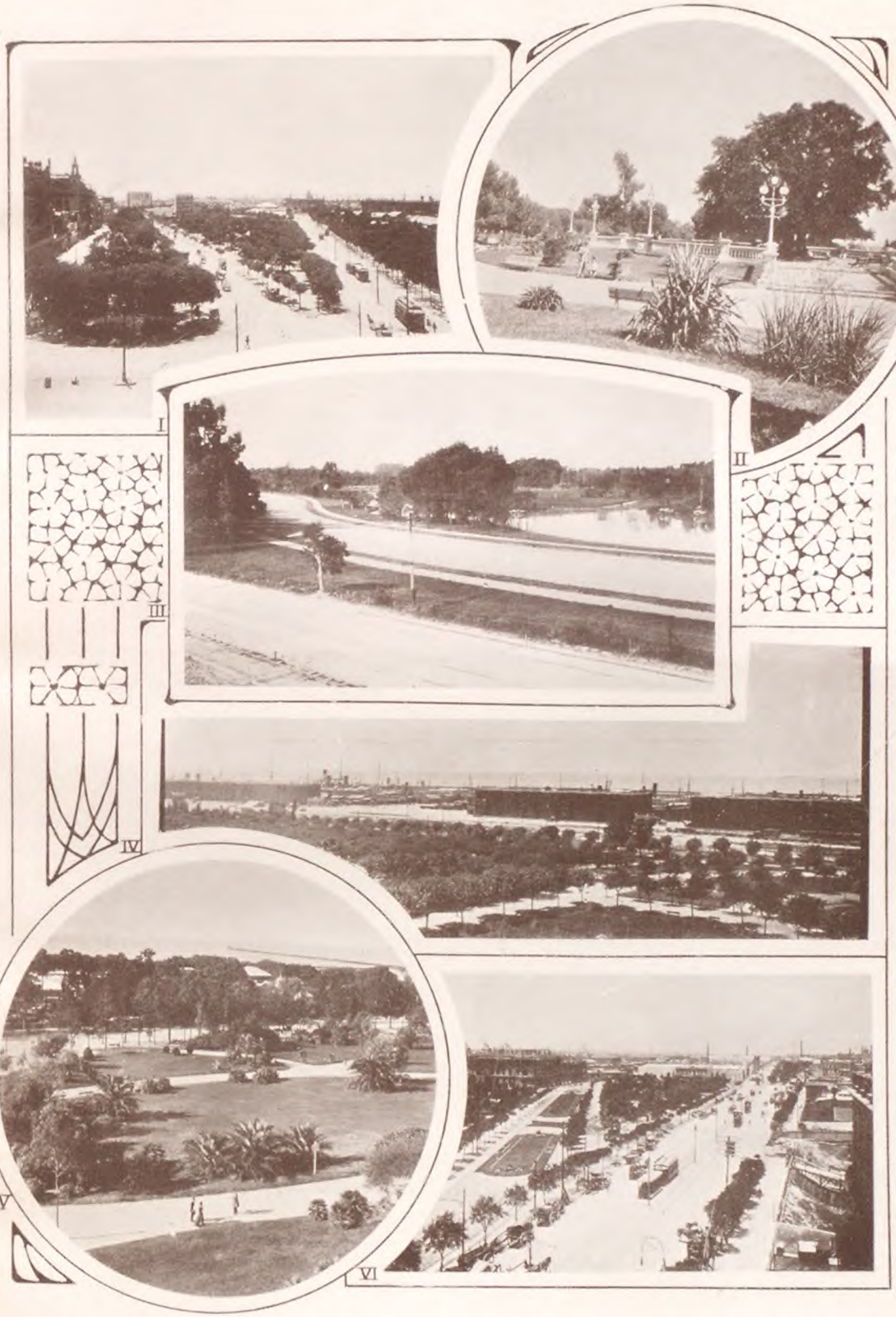
On rencontre encore à Palermo des vestiges de saules rouges, qui, assurément abondaient au temps de la conquête.

Néanmoins, on employa alors l'"adobe", brique séchée au soleil, car Schmidel [2], en décrivant l'attaque des indiens, dit: "Ils commencèrent à envoyer des flèches enflammées sur nos maisons, dont les toits étaient en paille (sauf pour celle de notre capitaine général, dont le toit était en tuile), et ainsi ils brûlèrent

(1) *Arquitectura doméstica*, par DOMINGO F. SARMIENTO.
(2) SCHMIDEL. — *Viaje al Rio de la Plata.*

RECENSEMENT MUNICIPAL DU CENTENAIRE

Places et promenades de Buenos Aires



I. Paseo de Julio. — II. Place Belgrano,— III. Parc «3 de Febrero».—IV. Place Colón.
V. Paseo de la Recoleta. — VI. Paseo Colon.

la ville jusqu'au sol ". Il est bien certain que le toit de la maison de Mendoza n'était pas en tuile, car ils n'avaient pas eu le temps de la fabriquer; il devait être d'adobe, car il semble prouvé qu'il n'était pas en paille.

Dans l'édition de Hulsius, de l'ouvrage de Schmidel, il y a une planche qui décrit la scène de l'assaut et de l'incendie de la ville, planche reproduite dans le chapitre XI de l'édition faite par la *Junta de Historia y Numismática Americana*, dans laquelle on représente une maison d'un étage, avec un toit à deux versants; il est certain que la maison du gouverneur devait avoir des murs de brique crue et un toit de la même matière.

La primitive Buenos Aires, celle qui, avec le temps, devait être la première ville de notre Amérique et l'une des plus grandes du monde, fut un assemblage de " ranchos " entouré par un pauvre mur de terre.

Vint ensuite la seconde fondation, qui donna à la ville 24 cuadras de front sur 9 de fond et avec la répartition des lots.

Les premières maisons construites en 1580, étaient, comme celles de la première fondation, de boue et de paille. Dans quelques unes, les murs étaient de branchages et de boue, dans les meilleures on employait la brique crue:

Toutes étaient sans étage et de plan rectangulaire, " sans aucune fenêtre ou, tout au plus avec une, prenant la lumière de la porte ", dit le jésuite Cattaneo.

Le premier four pour cuire les briques et les tuiles, fut élevé par Fernando Alvarez qui obtint la permission du Cabildo [1], le 17 Novembre 1608, pour le construire dans un terrain vague au Sud de la ville.

Au début du XVII^me^ siècle, on commença à se servir de la brique et de la tuile à Buenos Aires, mais la fabrication de briques ne reçut de l'impulsion qu'à partir du commencement du XVIII^me^ siècle, lorsqu'un père jésuite construisit un four destiné à fournir les briques pour la construction de San Ignacio, et alors l'usage s'en propagea: en 1730 il y avait environ soixante fours en fonctionnement. On commença aussi à cette époque à employer la chaux dans les constructions.

Selon le voyageur Azcárate du Biscay, les maisons de cette ville n'étaient pas plus de quatre cents en 1650; elles étaient couvertes, les unes en tuile et les autres en paille, mais toutes si rabougries qu'en général elles ne s'élevaient pas à plus de quatre vares au dessus du sol et avaient des ailerons si étendus, que les charpentes de celles de paille et les poutres de celles de tuile s'avançaient jusqu'au milieu de la rue, rendant difficile le passage des chars et des cavaliers, qui devaient forcément passer au milieu de la voie.

On peut comparer l'aspect que présentait cette ville à celui des alentours de certains villages de campagne, avec leurs antiques " ranchos " à toits de paille, qui avancent sur la chaussée.

Les tuiles avaient la forme de celles dont on fait usage en Espagne et en Italie; il reste encore quelques très vieilles maisons qui en sont couvertes. L'une d'elles se trouve dans la rue Belgrano à l'angle du Paseo Colón, où était installée l'ancienne douane, et qui fut construite en 1782.

Avec l'introduction de la brique dans les constructions, des maisons plus solides et de plus grandes dimensions s'élevèrent, mais, presque sans exceptions, avec

(1) *Acuerdos del extinguido Cabildo de Buenos Aires.* Livre I, page 553.

des toits de tuile, représentant par leur architecture, le type des maisons espagnoles, avec leurs grandes cours plantées d'orangers et de fleurs, entourées d'une ample galerie couverte, prolongation du toit des habitations, et soutenue par des pieux verticaux faisant l'office de colonnes. Dans le fond il y avait des jardins avec des arbres fruitiers et des légumes.

Après les toits de tuile, vinrent les terrasses avec des poutres de palmier amenées du Paraguay. Cette transformation commença au milieu du XVIII^me^ siècle. Peu après on commença à utiliser la disposition des toits en terrasses pour la construction de réservoirs; en 1770, il en existait seulement deux, un dans la maison de don Domingo Basavilbaso et un autre dans celle de don Manuel del Arco. Jusqu'alors le service des porteurs d'eau, qui prenaient l'eau en bas, était celui qui pourvoyait aux nécessités de la population.

On introduisit aussi l'usage des grilles avec des volets, derrière lesquels fleurissaient des massifs d'œillets, de roses et de jasmins. Ainsi, ce changement dans l'architecture coloniale commença à donner à cette ville un air de ville andalouse, avec ses terrasses sur lesquelles se réunissaient en soirées animées les visites amies et les habitants de la maison, leurs grilles couvertes de fleurs de couleurs vives et la cour principale, qui se voyait de la rue, avec ses orangers et ses plantes grimpantes, cours que les andalous copièrent sur les arabes et que nous avons copiées sur les andalous.

Il reste encore dans la ville quelques édifices typiques de l'époque coloniale, et entre eux, celui qui est connu sous le nom de celui du vice-royaume, situé à l'angle des rues Perú et Belgrano, où l'on a installé depuis peu la Banque Municipale de Prêts. Un autre, quoique plus modeste, qui donne une idée de ce qu'était l'édification particulière chez les gens riches de cette époque, est celui qui appartient à la famille Basavilbaso, situé à l'angle des rues Belgrano et Chacabuco.

Ce fut pendant les premières années du XVIII^me^ siècle que l'on construisit les principales églises, comme Santo Domingo, San Ignacio, San Francisco, San Telmo, la Merced, la Recoleta, las Catalinas et San Juan. La plupart de ces constructions furent dirigées par des pères jésuites, de sorte qu'elles portent le sceau de l'architecture de cet ordre.

La plus typique de toutes est San Ignacio, construite sous la direction des pères jésuites Blanqui et Primoli, dont les tours, malheureusement reconstruites par des personnes qui n'avaient pas de notions d'archéologie, contrastent désagréablement avec le style de la façade.

Les façades de San Nicolás et de la Merced ont été bien modernisées, et celle de San Juan totalement reconstruite.

A l'endroit où existe aujourd'hui la Cathédrale, on construisit, peu après la seconde fondation, la première église; ses murs étaient de boue et le toit de paille. En 1618, on lui donna un toit de tuile et on construisit un chœur et une sacristie.

En 1677, on changea de nouveau le toit, en employant du bois du Paraguay. Elle avait deux tours à cette époque, tours qui furent démolies en 1822.

Le 24 Mai 1753, à 7 heures du matin, le toit s'écroula, sans causer d'accident de personnes.

La reconstruction fut faite sous la direction de l'architecte Rocha; et en 1822, l'ingénieur Catelin fut chargé de modifier la façade, projetant l'actuelle avec les

douze colonnes représentant les apôtres et le grand tableau biblique de la partie supérieure, ouvrage qui fut terminé après la chute de Rosas.

Il est indubitable que la cathédrale actuelle n'est pas à la hauteur de l'importance acquise par cette grande ville, et, par suite, il s'impose la construction de la grande église métropolitaine de l'avenir.

Avec l'emploi de la brique et de la tuile, on commença à construire des édifices de plus grandes proportions. Au milieu du XVIII^me^ siècle, on bâtit à un niveau qui était à environ un mètre au dessus du plan de la rue, et on mit aussi les trottoirs à ce niveau élevé, afin d'éviter les inconvénients qu'offraient le mauvais état des chaussées qui, avec leurs marécages et leur défaut de niveau, inondaient les maisons basses. Ces trottoirs arrivaient à former des espèces de garde-fous semblables à ceux qui jusqu'à ces derniers temps, existaient dans les rues qui suivaient les anciens bas-fonds, afin d'éviter que les chars, en montant dessus, les détruisissent, endommageant en même temps, la façade des édifices. C'est à cause de cela qu'il y avait aussi des pieux sur le bord des trottoirs, pieux qui étaient en bois dur ou d'anciens canons inutilisés. Ces pieux furent supprimés par une ordonnance de l'ex-président Sarmiento.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, on peut dire qu'il existait dans la ville un type unique d'édifice, l'ancienne maison espagnole sans étage, avec le toit en terrasse, balustrade massive en maçonnerie et fenêtres à grilles.

Rosas disposa que l'on supprimerait jusqu'à environ trois mètres de hauteur tout détail décoratif, tels que les grands socles, les colonnes encastrées dans les façades, etc., qui étaient en saillie sur la ligne d'édification, et cet ordre fut exécuté en quelques heures, sans excepter les églises, comme on peut le voir encore pour celle de San Miguel, dans la façade qui donne sur la rue Suipacha.

Un peu avant la chute de Rosas, quelques constructeurs italiens vinrent dans la ville, c'étaient de simples contre-maîtres qui commencèrent à construire des maisons dans le style de l'architecture italienne, mais on peut dire que ce n'est qu'à partir de 1852 que la physionomie espagnole que la ville avait présentée jusqu'alors, commença à changer.

Quelques années auparavant, on avait commencé à fractionner les terrains en petits lots, adoptant presque invariablement les deux types suivants: 17 ½ vares de front sur 70 de fond, et 8 ¾ vares de front sur 70 de fond, soit 15^m^15 de front sur 60^m^62 de fond, et 7^m^56 de front sur 60^m^62 de fond.

Sur ces faces, on vit surgir en peu d'années, dans la ville, des édifices d'ordres toscan, dorique, ionique, corynthien et composé, appliqués dans des terrains de petites dimensions et avec un critérium équivoque dans la plupart des cas, par de simples maçons.

L'intérieur de ces maisons, qui sont encore en majorité dans la ville, a une rare analogie avec la maison pompéienne, avec la seule différence que dans celle-ci les habitations donant sur la rue étaient, sans exception, destinées à des boutiques ou à des commerçes, tandis qu'ici elles sont destinées au salon ou aux bureaux.

Dans les lots de plus grande façade, l'entrée était dans le centre, et il ne manquait à cette façade que le *cave canem* pour représenter le *Vestibulum*, en communication avec la première cour, souvent entourée par une galerie soutenue par des colonnes, fidèle représentation, l'une et l'autre, de *l'impluvium* et du

cavoedium et ne manquant pas des vases de plantes et de fleurs qui ornaient les maisons de Pompéi.

Autour de cette cour, se trouvaient la salle et l'anti-salle ou bureau, donnant sur la rue, en côté les chambres à coucher, et de l'autre côté, parallèlement à la rue, la salle-à-manger et les services annexes. Ensuite, une seconde cour, entourée d'autres pièces, et des fois une troisième avec des pièces de service, cuisine, etc., et, enfin, au fond, un petit jardin.

Dans les maisons de moindre façade qui ont varié entre 10 et 12 vares, soit 8m66 et 10m39, la distribution, jusqu'à ces dernières années, était identique pour toutes.

Une espèce d'allée couverte d'un côté, la salle en face, sur la première cour deux ou trois pièces, et l'encadrant, la salle-à-manger; ensuite une seconde cour avec d'autres pièces d'un seul côté, comme il est naturel, et, généralement, une troisième cour avec les pièces de service, parmi lesquelles la salle de bain.

Si l'on observe cette distribution, on voit les inconvénients qu'elle présente. De la porte de la rue, on peut voir la cuisine, placée au fond de la maison, certaines pièces de service son éloignées des appartements; et, pour aller du salon à la salle-à-manger, il faut passer par les chambres à coucher ou par la cour, généralement découverte.

Depuis quelques années, on a mieux étudié la distribution des édifices, et l'action des architectes s'est faite sentir.

Dans la page 565, nous indiquons la distribution que l'on donnait invariablement à nos maisons de peu de façade, lesquelles étaient, presque sans exception, sans étage; ainsi qu'une distribution moderne faite sur le même terrain.

Jusqu'à ces dernières années, toutes les maisons ne comptaient qu'un rez-de-chaussée; de là l'impression que recevait le voyageur européen en arrivant dans notre capitale, et qui était de voir une ville décapitée, de grande étendue, et complètement écrasée. Cette impression subsiste encore aujourd'hui, car, en dehors du noyau central, la plupart des maisons sont basses. En échange, si l'aspect de la ville est peu monumental, les maisons considérées isolément, sont gaies et hygiéniques, car, à cause de leur peu d'élévation, elles sont bien éclairées et bien aérées.

Au début de 1880, les maisons à plusieurs étages commencèrent à se généraliser, avec une distribution plus convenable que celle qui était adoptée jusqu'alors et, surtout pendant ces dernières années, on a construit une infinité d'édifices disséminés par toute la ville, de proportions monumentales, et pour la plupart du style de la Renaissance Italienne.

Beaucoup d'entre eux sont couverts de toits à la mansarde. L'adoption de cette classe de toits qui, indubitablement, donnent une certaine sveltesse et une certaine élégance aux édifices, a répondu, dans cette ville, plutôt qu'à des raisons techniques, car nous jouissons d'un climat où il ne tombe jamais de neige, à des considérations esthétiques.

On peut dire qu'ils ont été introduits par les ingénieurs français et allemands, principalement, qui ont ainsi essayé de reproduire le type des constructions modernes de Paris, de Cologne, de Berlín, de Dresde et d'autres villes de leur pays.

Il est indubitable que, au point de vue esthétique, pour ce qui touche à l'édification, la ville a fait des progrès notables. Les anciennes maisons avec leur seul

Prix décerné par la Municipalité à la meilleure façade
Concours de l'année 1903


I


II


III


IV


V


VI


VII

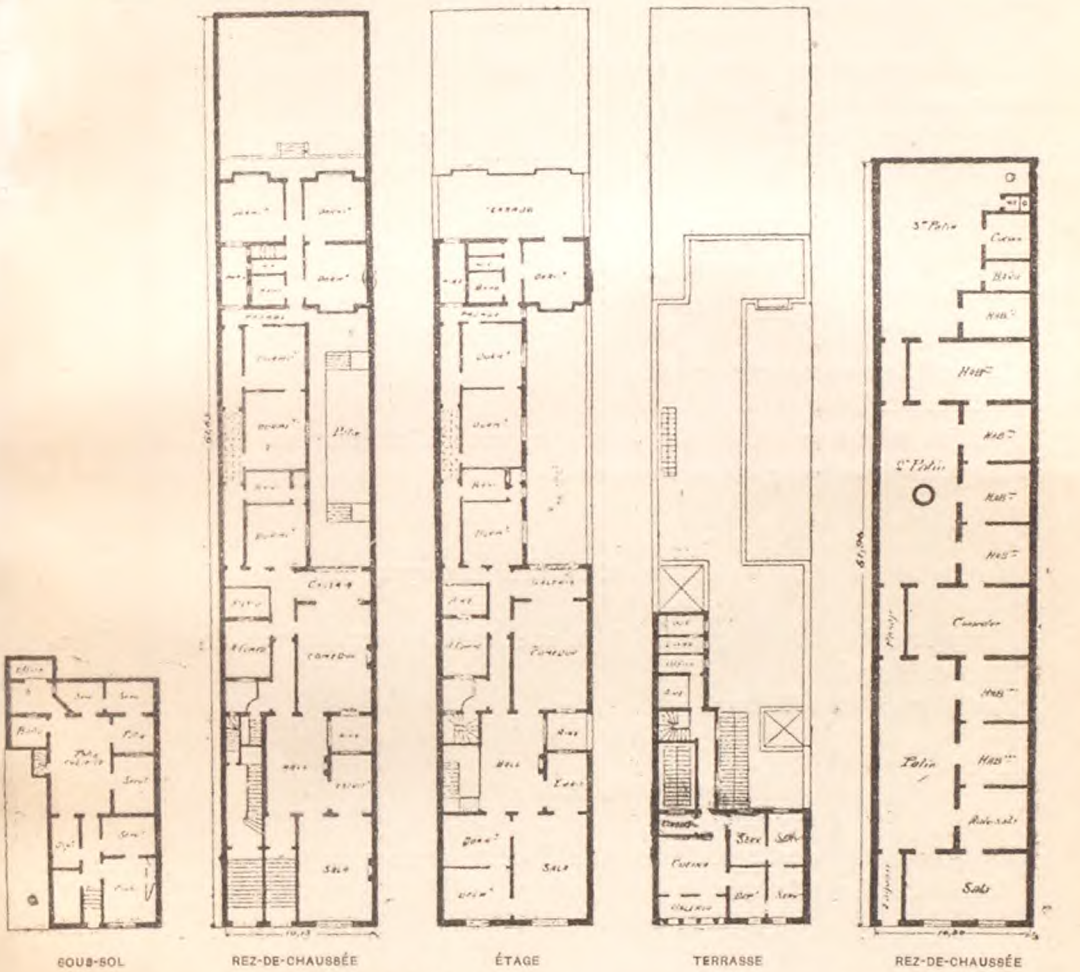


VIII

1. Architecte A. Christophersen. — 2. Architecte Luis A. Broggi.
3. Architectes Emilio Mitre et Gustavo Duparc.—4. Architecte Alfredo Massué.—5. Façade primée; Rue Lima 1642/48, Architecte Eduardo Le Monnier. — 6. Architecte A. Christophersen. — 7. Id.
8. Architecte Luis A. Broggi.

rez-de-chaussée, leur toit en terrasse et leur façade dépourvue de tout ornement, ont été remplacées, dans la zone centrale, par de beaux édifices de deux, trois étages et plus, bien distribués et dont les façades sont, en général, très belles.

Dernièrement, on a usé, et même abusé, du style des époques Louis XIII et Louis XV, et de celui appelé art nouveau. Ce dernier, surtout, a donné lieu, dans certains cas, à des constructions dont les façades peuvent être qualifiées de véritables extravagances, et dans d'autres, employé par des personnes peu expertes,



il a fait surgir de nombreuses hérésies qui, il faut l'espérer, ne tarderont pas à disparaître ou à être modifiées.

Pendant ces dernières années, on a construit quelques beaux temples, tels que la chapelle de Santa Felicitas, dans l'Avenue Montes de Oca, par l'architecte don Ernesto Bunge; l'église de la Piedad, commencée par l'architecte don Nicolás Canale, et terminée par l'architecte Juan A. Buschiazzo; la chapelle del Carmen, en face de la place du même nom, de l'architecte Buschiazzo; la chapelle de la

Santa Cruz, de l'architecte Merry, située à l'angle des rues Caridad et Estados Unidos, et celle que termine l'architecte Broggi dans la rue Las Heras.

Dans le but d'encourager l'embellissement de la ville, la Commission Municipale sanctionna une ordonnance, projetée par M. de la Carcova, par laquelle on décernait à l'architecte de l'édifice ayant la meilleure façade, un prix consistant en une médaille d'or et un diplôme, et le propriétaire était exonéré des droits d'édification.

Cette ordonnance tend à stimuler les propriétaires pour qu'ils se servent d'un architecte de goût reconnu, afin de pouvoir s'attribuer l'avantage accordé par cette ordonnance.

Ce prix est annuel et sur la façade de chaque édifice primé la Municipalité fait placer une plaque de bronze.

Depuis que l'ordonnance a été sanctionnée, il a été primé sept édifices, dont la nomenclature est la suivante, avec celle des architectes respectifs:

CONCOURS DE L'ANNÉE 1903

Le prix " Municipalité de Buenos Aires " fut adjugé à la façade de l'immeuble de la rue Lima numéros 1642-48.

Architecte: Eduardo Le Monnier.

Relativement à la façade de l'immeuble, rue Callao, numéro 1026, on regretta de ne pouvoir adjuger un second prix.

CONCOURS DE L'ANNÉE 1904

Fut primée celle de l'immeuble de la rue Arenales numéro 733, angle de Basavilbaso et Maipú.

Architecte: Julio Dormal.

CONCOURS DE L'ANNÉE 1905

Fut primée la façade de l'immeuble Parera, numéro 119.

Architecte: Luis Dubois.

CONCOURS DE L'ANNÉE 1906

Le prix fut adjugé à celle de l'immeuble Libertad, número 1394.

Architecte: E. Le Monnier.

CONCOURS DE L'ANNÉE 1907

Fut primée celle de l'immeuble Montevideo, numéro 1576.

Architectes: Lanús et Hary.



Prix accordé par la Municipalité à la meilleure façade.

CONCOURS DE L'ANNÉE 1908

Fut primée celle de l'immeuble Esmeralda, numéros 1058-70.

Architecte: Luis A. Broggi.

En outre, à la demande du Jury, on adjugea aussi un autre prix de même classe à la façade de l'immeuble Callao, numéro 920. (Ordonnance du 23 Octobre 1909).

Architecte: Julio Jaeschke.

Comme on peut le voir par les photographies qui reproduisent les façades de ces édifices, il s'agit en général de belles constructions qui ont contribué avec beaucoup d'autres à transformer l'aspect de la ville, dans laquelle, s'il y a de nombreux édifices qui se prêtent à la critique, il abonde aussi des exemplaires d'édification moderne, qui ornent et embellissent nos principales rues et avenues.

Le jury qui décerne les prix à la meilleure façade est composé des personnes suivantes: le directeur général de la Section des Travaux Publics de la Municipalité, le directeur du Bureau d'Architecture de la même Section, un délégué de la Faculté des Sciences Exactes, un de la Société Centrale des Architectes, un de la Société pour la Stimulation des Beaux-Arts et un du Musée National des Beaux-Arts.

Cette commission est présidée par l'Intendant Municipal.

Quelques unes des grandes constructions qui se sont élevées dernièrement, ont commencé à prendre une nouvelle orientation.

Nous voulons parler de l'emploi du fer pour les édifices de grande hauteur.

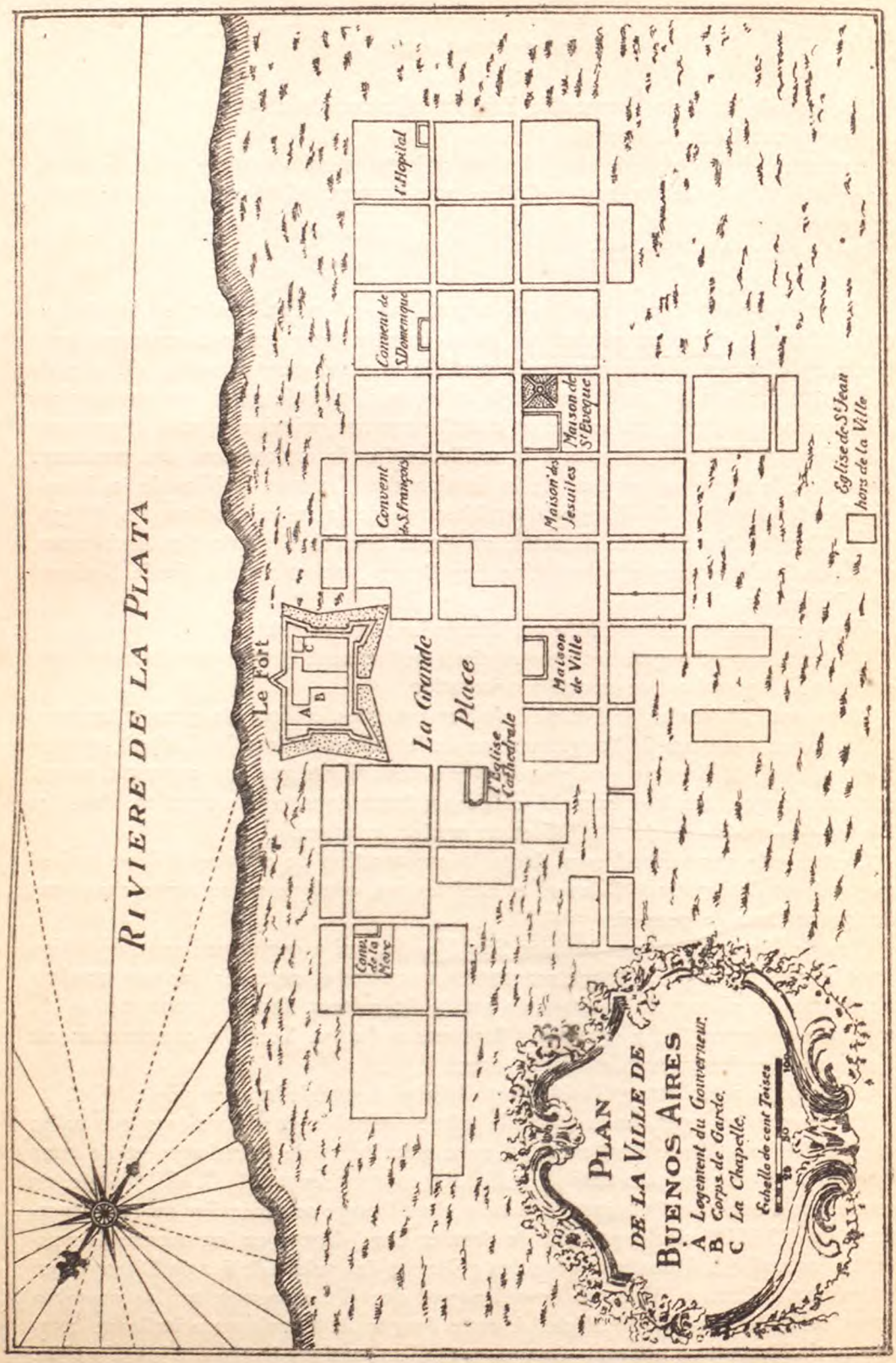
Au fur et à mesure de l'augmentation de la valeur du terrain, il s'agit, comme il est naturel, de tirer un plus grand revenu des édifices que l'on construit, ce qui revient à augmenter leur capacité en économisant dans la construction, dans les limites des conditions de sécurité et de confort requises.

C'est à cela que répond sans doute la construction de certains édifices qui se rapprochent des *gratte-ciel* des villes américaines, quoique ne se rapprochant pas des proportions de ceux-ci.

C'est le Plaza-Hotel, sur la place San Martín, qui a commencé cette évolution dans la ville. Il compte 7 étages, mansardes, terrasses et caves. Sa hauteur maxima au dessus du niveau de la chaussée est de 63 mètres. Dans la construction du squelette seulement, on a employé 1 800 tonnes d'acier. Toute la construction est élevée sur des fondements en ciment armé.

On projette actuellement des édifices d'une plus grande hauteur que celui-ci.

En résumé, en 1580, nous avons le même ensemble de chaumières que celles que les Indiens détruisirent en 1541, avec leurs murs de branchages et de terre ou de brique crue et leurs toits de paille. Au commencement du XVII^me^ siècle, on commence à employer la brique et la tuile, dont l'usage se généralise au commencement du XVIII^me^ siècle, pendant le dernier tiers duquel on commence à construire les maisons à terrasse, avec des grilles et des volets de fer de Biscaye, qui donnèrent à Buenos Aires un nouvel aspect de ville espagnole qui se conserva jusqu'au milieu du XIX^me^ siècle. A cette époque, la Renaissance italienne commence timidement un nouveau changement qui se continue lentement jusqu'à 1880,


RIVIERE DE LA PLATA
Le fort
A
B
C
La Grande Place
Eglise Cathedrale
Maison de Ville
Maison des Jesuites
Maison de St Evesque
Convent de S.François
Convent de S.Domenique
l'Hopital
Convt de la Merc
Eglise de St Jean hors de la Ville
PLAN
DE LA VILLE DE
BUENOS AIRES
A Legement du Gouverneur.
B Corps de Garde.
C La Chapelle.
Echelle de cent Toises
0
50
100

PRIX ACCORDÉ PAR LA MUNICIPALITÉ À LA MEILLEURE FAÇADE
CONCOURS DE L'ANNÉE 1904



I



II



III



IV





VI

V



VII

1. ARCHITECTE AUGUSTO PLOU. — 2. ARCHITECTE-INGÉNIEUR MARCELINO CARRANZA.
3. ARCHITECTE CARLOS NORDMANN. — 4. ARCHITECTE JULIO DORMAL. — 5. ARCHITECTE LUIS OLIVARI.
6. FAÇADE PRIMÉE: RUE ARENALES 733, ARCHITECTE JULIO DORMAL. — 7. ARCHITECTE EDUARDO LE MONNIER.

et pendant cette époque il est construit un bon nombre de maisons à étages. C'est alors que la ville commence à lever la tête comme si elle pressentait son futur agrandissement et avec elle celui de toute la nation.

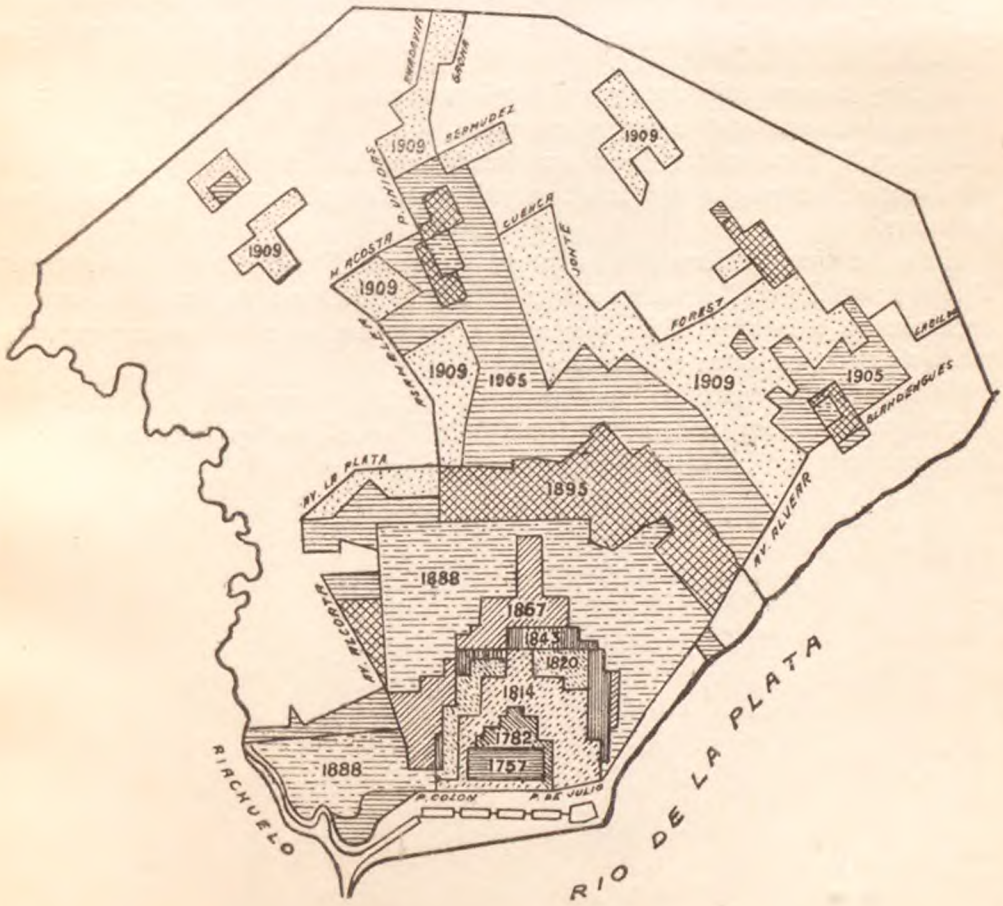
Mais, c'est après 1880 que l'agrandissement de la ville acquiert tout son développement, alors que l'architecture des pays, dont les fils sont venus collaborer à la vie et au progrès argentins, élève d'innombrables édifices et palais qui convertissent rapidement l'ancienne ville coloniale en la grande capitale du Sud.

Etudions maintenant rapidement le développement matériel de l'édification dans cette ville, depuis sa fondation jusqu'à nos jours.

Comme on peut le voir dans le plan de la page 568, publié en 1757 par le père François Xavier de Charlevoix, dans son *Historia del Paraguay,* tome II, la ville de Buenos Aires comprenait, au milieu du XVIII^me^ siècle, environ trente manzanas édifiées ; dans ce plan, l'église de San Juan apparaît dans la campagne, en dehors de la zone édifiée.

Dans le graphique ci-joint, on peut suivre le développement de l'édification depuis cette date jusqu'à nos jours. Pour le confectionner, nous avons consulté tous les plans de cette ville, publiées jusqu'à ce jour, et dans lesquels il y a des indications relatives aux zones édifiées.

Diverses zones édifiées dans la ville de Buenos Aires de 1757 à 1909



En 1757, la zone édifiée comprenait un rectangle de 30 manzanas.

En 1782, c'est-à-dire, deux siècles après la fondation, la partie édifiée s'étendait jusqu'à Buen Orden à l'Ouest, Corrientes au Nord, en suivant une ligne oblique jusqu'à San Juan au Sud, avec un total de 83 manzanas.

En 1814, selon le plan de Cerviño, la zone édifiée s'est étendue, à l'Ouest jusqu'aux rues Cevallos et Montevideo, et au Nord, en suivant une ligne brisée jusqu'à celle de Charcas, avec un total de 204 manzanas. Comme on le voit, la ville a déjà une tendance à s'étendre vers le Nord et l'Ouest.

Six années plus tard, l'édification s'étend sur une zone qui affecte assez la forme d'un carré, dont les côtés sont formés par les rues Cevallos et Montevideo, Córdoba, Paseo de Julio, Paseo Colón et rue San Juan, et qui comprend 260 manzanas.

En 1843, il y a peu de progrès; il a un évident stationnement, car la zone édifiée a seulement augmenté de 51 manzanas dans un espace de 23 ans; en échange, de 1814 à 1820, elle avait augmenté de 56 manzanas.

En 1888, nous sommes déjà en plein développement, on a incorporé le quartier de la Boca à la zone édifiée, sans solution de continuité, laquelle s'étend vers l'Ouest jusqu'aux rues Boedo et Bulnes et vers le Nord, jusqu'aux approches du ruisseau Maldonado. Déjà les villages de Flores et de Belgrano ont été incorporés au municipe de la capitale. La zone totalement édifiée comprend 1 363 manzanas, ce qui donne une augmentation de 921 manzanas en 21 ans.

Cet accroissement se poursuit en augmentant, surtout du côté du Nord et de l'Ouest; Flores s'est considérablement étendue, et il apparaît un autre centre à Saavedra, au Nord-Ouest.

En 1895, la zone édifiée comprend 2 036 manzanas, c'est-à-dire, qu'en sept ans, il y a eu une augmentation de 673 manzanas.

En 1905, l'édification s'est de nouveau étendue vers le Nord-Ouest, principalement par Flores et Belgrano, et il apparaît un petit centre dans les environs des nouveaux Abattoirs.

Enfin, les cinq dernières années battent le record. Flores est unie au centre et s'étend vers l'Ouest, Belgrano s'avance vers le Nord-Ouest, de nouveaux centres apparaissent, et la zone édifiée comprend 4 700 manzanas, accusant une augmentation de 1 160 manzanas en cinq ans.

En faisant une répartition par décades du nombre de manzanas édifiées depuis 1757 jusqu'à ce jour, nous avons formé le tableau ci-joint qui montre l'énorme développement de l'édification pendant ces dernières années:

PRIX DÉCERNÉ PAR LA MUNICIPALITÉ À LA MEILLEURE FAÇADE
CONCOURS DE L'ANNÉE 1905


I


II


III

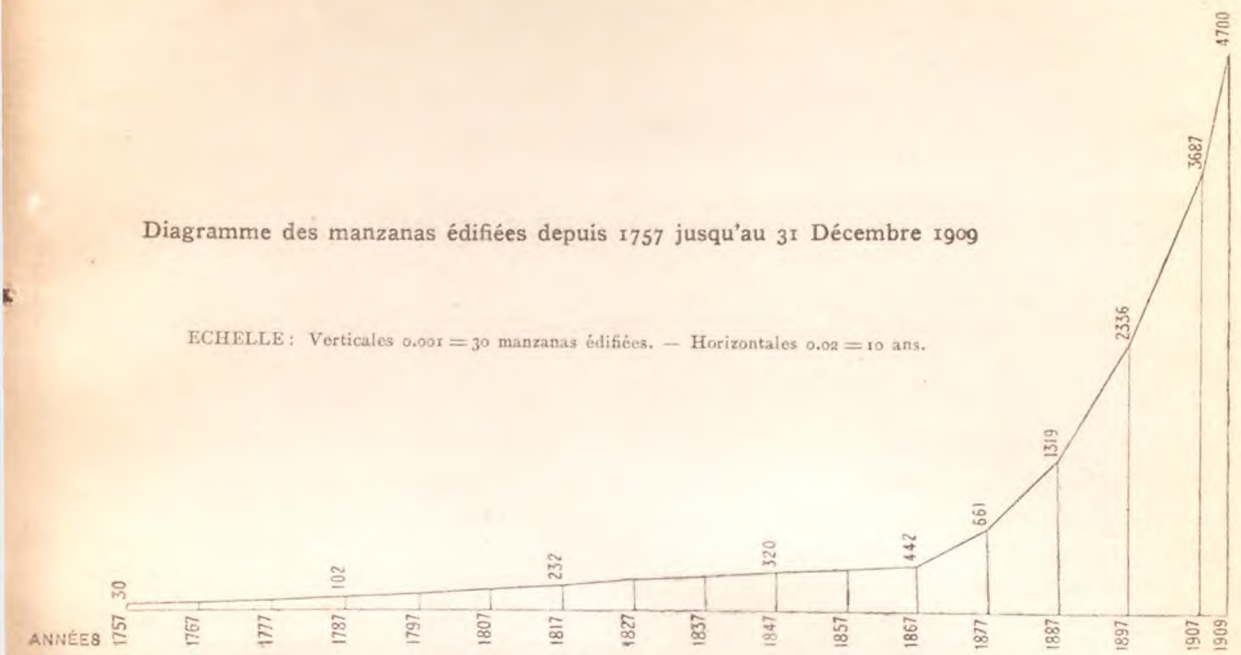

IV


V


VI

1. MAISON FAISANT L'ANGLE DE PIEDRAS ET DE L'AVENUE DE MAYO, ARCHITECTE C. SCHINDLER.—2. FAÇADE PRIMÉE: RUE PARERA 119, ARCHITECTE LUIS DUBOIS. — 3. ANGLE DE LA RUE PERÛ ET DE L'AVENUE DE MAYO, ARCHITECTE C. SCHINDLER. 4. URUGUAY 1205, ANGLE ARENALES 1407, ARCHITECTE LUIS A. BROGGI. — 5. ANGLE DE VIAMONTE ET PASEO DE JULIO, ARCHITECTE C. SCHINDLER. — 6. MAIPÚ 720, ARCHITECTE CARLOS MORRA.

Diagramme des manzanas édifiées depuis 1757 jusqu'au 31 Décembre 1909



Il est intéressant de suivre la marche de l'édification, en la comparant avec l'accroissement de la population.

Le tableau ci-joint permet de faire cette étude pendant les trente dernières années.

Comme on peut le voir, si l'on excepte un petit arrêt en 1881, provenant peut-être des événements politiques de 1880, elle va en augmentant depuis 1879 jusqu'à la fin de 1888. Alors commence le malaise qui fit explosion en 1890, et il se produit l'arrêt qu'indique le diagramme, jusqu'à la fin de 1891. A partir de cette année, la tendance, malgré quelques oscillations, est toujours à monter, pour arriver à un maximun en 1909 avec 2 252 026 mètres carrés de superficie édifiée.

Si on suit la ligne ponctuée qui passe par les points intermédiaires de la ligne de l'édification, on voit qu'elle est sensiblement parallèle à celle de la population.

En échange, pour celle-ci, on n'observe pas d'oscilations ; le diagramme accuse une augmentation constante jusqu'à la fin de 1890, elle tombe en 1891, dans le fond de la crise, pour rèmonter, passer le million en 1905, et arriver au chiffre de 1 268 000 pendant cette année du centenaire, et poursuivre sa marche triomphale toujours en avant.

CHAPITRE VIII

LES GADOUES

Enlèvement et destruction. — Procédés primitifs. — Etudes et essais pratiqués. — Les nouveaux fours.

L'enlèvement et le traitement des gadoues est une question qui a sérieusement préoccupé les autorités municipales dans toutes les grandes villes.

Jusqu'à il y a quinze ans, cette question si importante pour l'hygiène publique avait été totalement négligée dans cette ville.

Comme le disait très bien la commission nommée par l'Intendance pour étudier cette question: [1] " On ne comprend pas comment la ville de Buenos Aires, qui a exécuté des travaux sanitaires d'après le système parfait de circulation continue et complète pour l'évacuation des déjections fécales et l'approvisionnement d'eau, — qui a dépensé, et bien dépensé, en travaux généraux et domiciliaires près de quarante millions de piastres or et de quatre vingts millions de piastres papier — qui a pavé ses rues avec d'excellent matériel et par les meilleurs procédés sur une étendue relativement supérieure à celle des premières villes d'Europe, car jusque dans les quartiers sans aucun édifice, on trouve des rues pavées et bien pavées — entasse et laisse pourrir ses immondices à l'intérieur du municipe et sous la forme la plus répugnante et la plus préjudiciable pour la santé ".

On s'explique qu'à l'époque coloniale, on procédât à ce sujet avec l'indifférence avec laquelle, en général, étaient traitées ces questions édiliques.

Les accords de l'ancien cabildo ne mentionnent rien relativement à l'enlèvement et à la destination des gadoues.

La première disposition qui est mentionnée relativement à la propreté des rues porte la date du 6 Juin 1605, et elle charge des députés de faire nettoyer les rues, de les décorer avec des plantes et d'élever des autels pour le jour de la fête du Corpus Christi, c'est-à-dire, que ce n'était pas une disposition de caractère permanent.

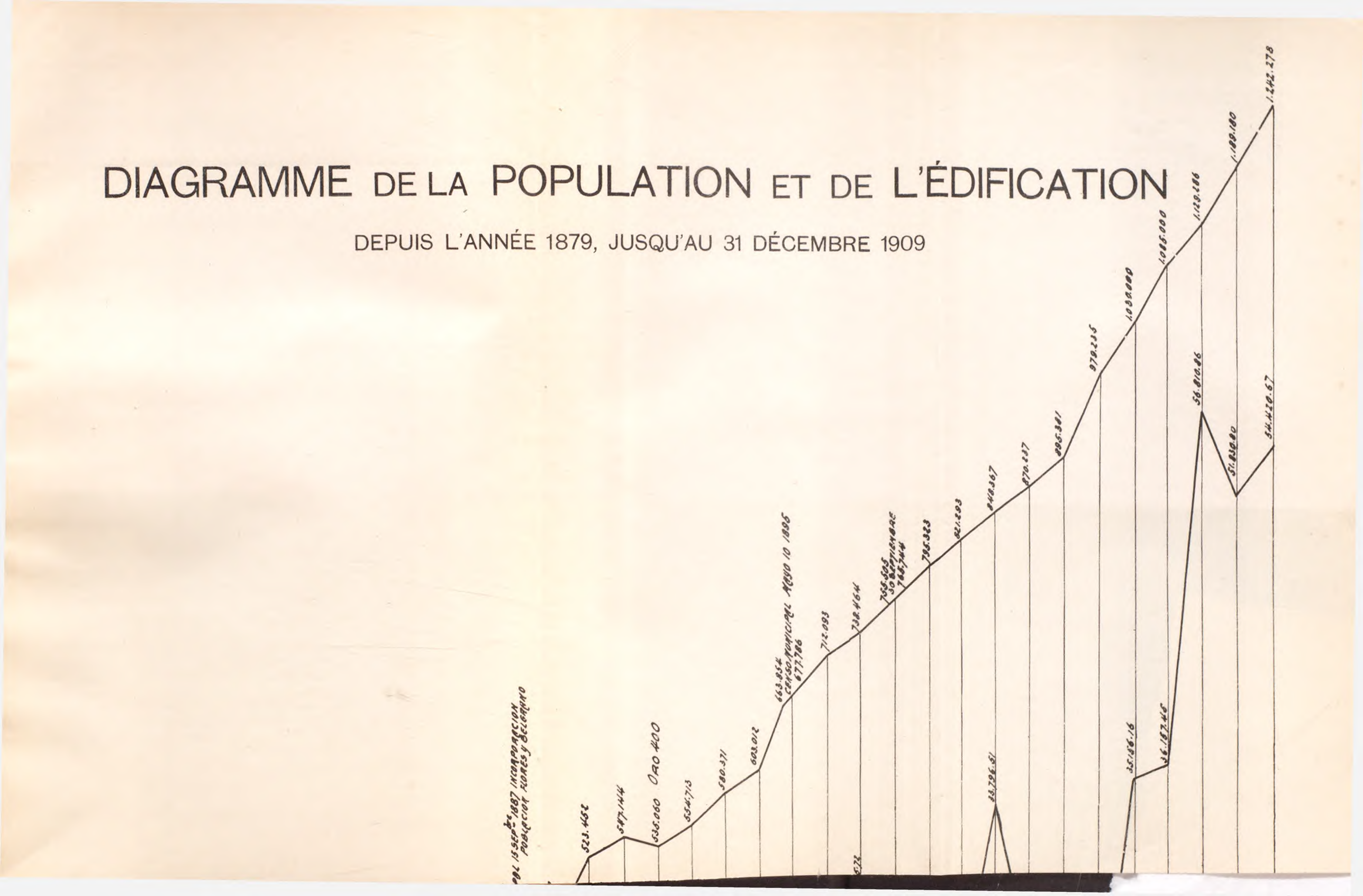
Jusqu'à la fin du XVIII[me] siècle, les ordures ménagères étaient déposées dans les fonds lorsqu'elles ne l'étaient pas dans les rues.

" Tel devait être l'état de nos rues — dit Wilde [2] — lorsque, par l'intermédiaire de l'intendant don Francisco de Paula Sanz, le vice-roi se proposa " de nettoyer cette ville des immondices et des incommodités dans lesquelles l'avaient jusqu'alors laissée l'abandon et le défaut de police de ses rues, pour que l'on respire un air plus pur et que l'on supprime d'un seul coup toutes les causes qui presque

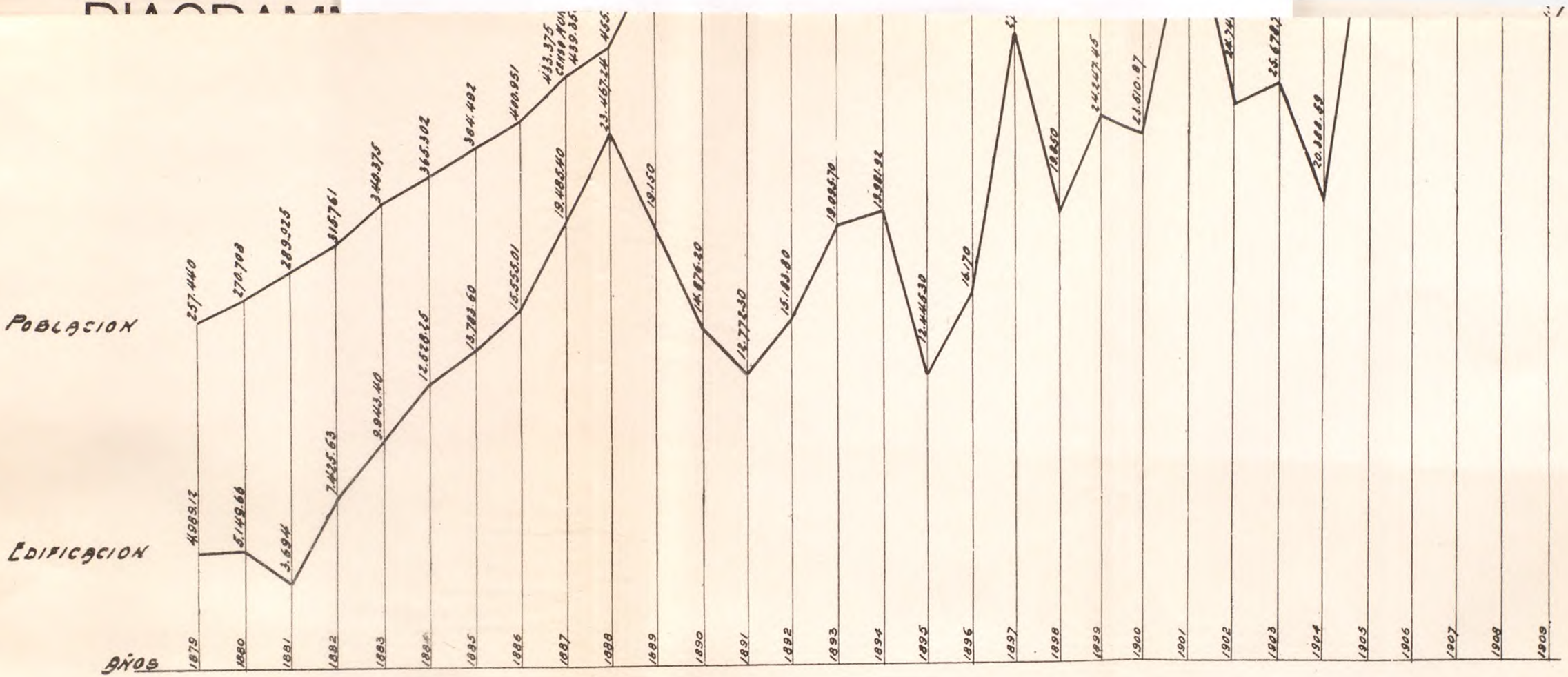
(1) *Tratamiento y eliminación de las basuras.* — Rapport de la Commission Spéciale.
(2) J. A. WILDE. — *Buenos Aires desde 70 años atrás.*

DIAGRAMME DE LA POPULATION ET DE L'ÉDIFICATION

DEPUIS L'ANNÉE 1879, JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1909



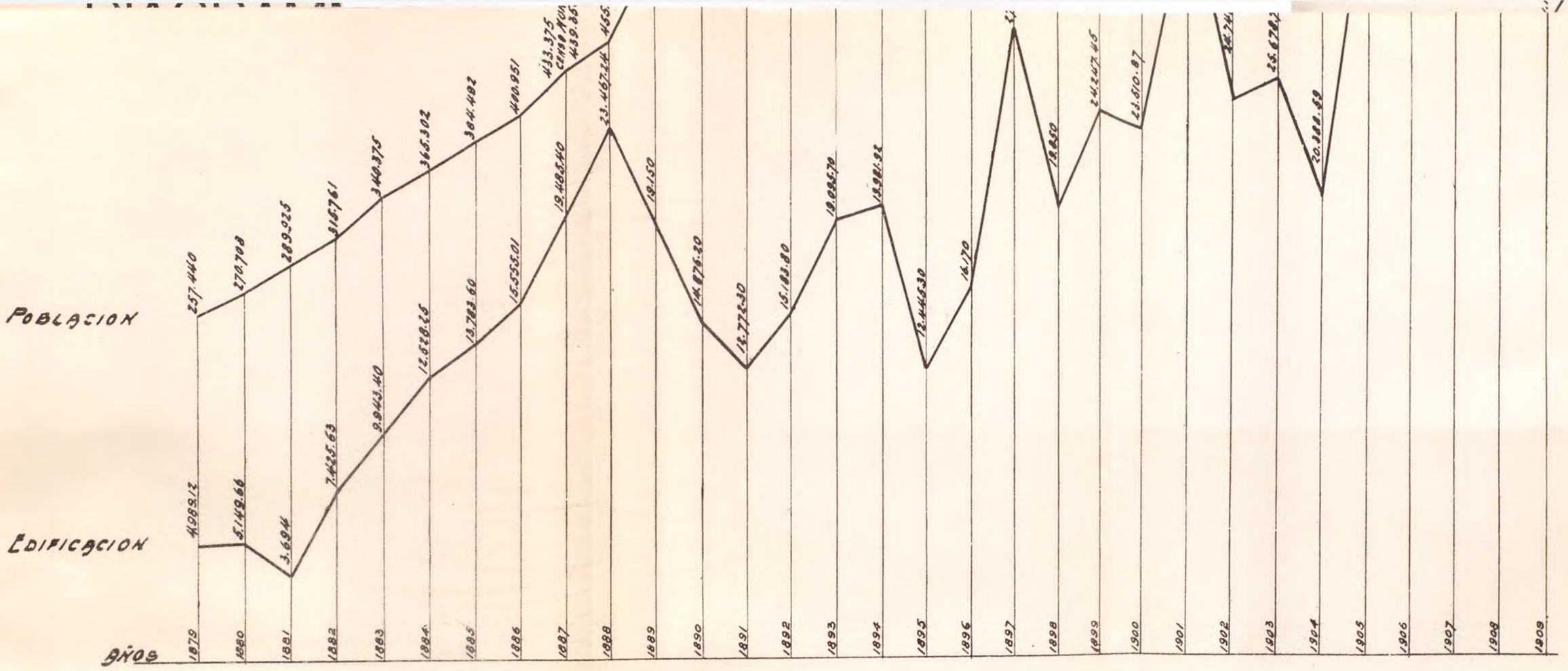
DIAGRAM



ÉCHELLE DES HAUTEURS

Population — 0.003 = 10.000 habitants

Edification — 0.005 = 1.000 mètres linéaires



ÉCHELLE DES HAUTEURS

Population — 0.003 = 10.000 habitants

Edification — 0.005 = 1.000 mètres linéaires

tous les ans font naitre diverses épidémies qui détruisent et anéantissent une partie de ses habitants ".

Plus tard, les chars de la police recueillaient les ordures ; ces chars étaient petits et tirés par une seule mule, et souvent ces ordures étaient employées à combler les grands bourbiers qui se formaient par les temps de pluie.

On peut s'imaginer dans quel état se trouvaient ces rues lorsque se produisait la fermentation sous l'effet des chaleurs.

On voyait souvent des animaux morts jusque dans les rues centrales.

Au début de l'année 1823, la police mit en licitation le nettoiement des rues et des maisons, et don Manuel Irigoyen devint adjudicataire, et on lui remit 30 nouveaux chars et 70 mules (1).

La zone dans laquelle se faisait cette opération comprenait environ 200 manzanas.

Lorsque l'édification s'étendit et que l'enlèvement des ordures augmenta considérablement, on porta celles-ci dans le terrain vague qui se trouvait dans la manzana limitée par les rues Rivadavia, Loria, Pringles et Victoria. De là elles étaient transportées par voie ferrée jusqu'aux terrains où on les brûlait, terrains qui étaient situés au Sud de la ville, en face des rues Zabaleta et Avenue Alcorta.

Il y a environ 25 ans, on supprima le terrain vague, qui constituait un véritable foyer d'infection, et l'on transporta directement les gadoues à l'endroit où elles étaient brûlées.

L'incinération s'est toujours effectuée à l'air libre et sous une forme très imparfaite. Dans ce lieu, on conduit et on accumule les gadoues, et on forme ainsi une montagne de matières organiques en constante putréfaction.

Comme le dit très bien la Commission Spéciale dans le rapport déjà cité : " L'énorme masse en putréfaction abandonnée à elle-même, cette colossale mine de microbes et de gaz méphitiques qui s'appelle incinération de gadoues, n'aurait pas embrassé dans son rayon morbide la zone qu'elle embrasse actuellement, grâce à la combustion irrégulière et incomplète à laquelle elle est soumise. Les gaz et les autres produits de la fermentation ne pourraient arriver par leur propre force expansive à la distance à laquelle les conduit une fumée noire et infecte qui résulte de l'incinération superficielle et incomplète. Un véhicule était nécessaire pour étendre autant que possible l'action malsaine des émanations, et il n'y a rien de meilleur que la fumée, qui, en même temps salit et obscurcit l'air, en interceptant la lumière, qui est le meilleur stimulant vital et l'agent microbicide le plus puissant et le plus répandu dans la nature ".

Les ordures sont conduites dans le terrain vague, et là elles sont dispersées et retournées sur le sol pour en extraire les matières qui ont quelque valeur dans le régime d'exploitation adopté, et ensuite on les entasse en ce que l'on appelle meules d'incinération, où un feu lent et peu durable brûle une partie du papier, de la paille et des autres substances suffisamment combustibles, dont la chaleur n'arrive pas à brûler les résidus qui devraient être soustraits à la fermentation putride et arrive seulement à dessécher un peu ces résidus et à activer le dégagement à l'air de la fumée et des émanations avec lesquelles tous les quartiers voisins sont aujourd'hui empoisonnés.

(1) J. A. WILDE. — *Buenos Aires desde 70 años atrás.*

A la recherche et au transport des matières utilisables des ordures, travaillent des hommes, des femmes et des enfants, qui se vêtissent et se nourrissent de ce qu'ils recueillent dans les ordures, se logent dans des habitations construites avec des tôles et des vieilles planches, et se meublent avec des objets, étoffes, restes de tapis et de matelas, qui souvent ont appartenu à des malades contagieux.

Le docteur Félix Silveira, ex-interne de l'Hôpital de los Corrales, dans sa thèse sur l'étiologie du tétanos, dit, en parlant de l'endroit où se fait l'incinération des gadoues, et de la manière dont vivent les travailleurs: " Il faut entrer dans une habitation de ceux-ci, où souvent le médecin, pour voir un malade, a dû faire ôter le toit de la pièce pour faire sa visite, où il est arrivé de rencontrer des porcs dans la même pièce que le malade; il faut entrer dans ces réduits pour se faire une idée de la malpropreté qui y règne et des accumulations d'immondices que l'on y fait ".

Ce qui précède suffit pour se rendre compte des dangers qu'a présentés pour la santé publique de cette capitale, l'existence de l'incinération des gadoues, jusqu'à ce jour, péril qui a été en augmentant pendant ces dernières années, au fur et à mesure que s'étendait la population, en rapprochant de la zone densément édifiée l'endroit où se déposaient et se brûlaient les gadoues de la façon insuffisante déjà décrite.

En 1890, on transportait pour l'incinération, une moyenne journalière de 700 tonnes de gadoues, ce qui donnait par habitant une production de 1,28 kilos d'ordures par jour.

Actuellement, la quantité de gadoues que l'on recueille par jour, est de 750 tonnes, ce qui donne une production journalière de 0,60 kilos par habitant.

Comme on le voit, la production de gadoues a à peine augmenté pendant ces vingt dernières années, si on la compare avec l'augmentation de la population qui a plus que doublé.

Cela est dû en grande partie à ce que aujourd'hui on utilise dans les maisons beaucoup de choses qu'autrefois on jetait dans la caisse à ordures; les journaux, les étoffes, les os, les restes de légumes, etc., servent de combustibles, pour l'alimentation des animaux domestiques, etc., et cela s'est observé à mesure que la vie enchérissait.

Pour l'enlèvement et le transport des gadoues, on emploie actuellement 336 chars, qui ont effectué pendant l'année 1909, un total de 137 464 voyages à l'incinération.

Les rues où se fait l'enlèvement des ordures tous les deux jours, comprennent actuellement 138 cuadras.

Afin d'obvier aux inconvénients indiqués, alors que don Adolfo Bullrich était intendant, on édicta un décret daté du 26 Janvier 1899, nommant une commission composée du docteur Antonio F. Piñero, de l'ingénieur Carlos Echagüe et du chimiste docteur Francisco P. Lavalle, " pour étudier et faire un rapport à l'intendance sur le procédé le plus efficace, au point de vue hygiénique et économique, qui peut être appliqué pour l'élimination des gadoues de Buenos Aires ".

Le 29 Novembre 1899, la dite Commission adressa à l'intendance un premier rapport comme résultat des études qu'on lui avait demandées, rapport établissant d'une manière générale que l'incinération dans des fours crématoires est le système le plus efficace pour le traitement de nos gadoues.

L'Intendance Municipale approuva les conclusions de ce rapport par un décret du 30 Novembre 1899, et chargea la même commission de l'étude et de la détermination expérimentale du système de fours le plus efficace et le mieux adaptable aux conditions spéciales de notre ville et à la composition de nos gadoues.

Le 29 Mai 1900, la Commission présenta à l'Intendance un long rapport, exposant le résultat de ses études sur les divers systèmes de fours crématoires installés et fonctionnant dans les principales villes d'Europe et d'Amérique et établissant les bases sur lesquelles il était indispensable d'effectuer la licitation, pour adopter un système de fours approprié, faisant préalablement un essai pratique des systèmes de crémation connus, dans le but de se rendre compte du degré d'efficacité de chacun d'eux pour l'incinération des gadoues de la capitale.

L'Intendance approuva les bases établies par la Commission pour l'essai pratique des fours, par un décret du 1.er Juin 1900, et après un accord préalable de l'Honorable Conseil Municipal, elle résolut d'autoriser l'essai pratique des systèmes de fours crématoires les plus parfaits, sous l'inspection et la surveillance de la Commission, complétée par le directeur de la Section des Travaux Publics, l'ingénieur Carlos M. Morales.

Ces essais furent effectués avec les fours des systèmes Baker et Horsfall et durèrent environ quatorze mois. Le premier résultat des essais fut, on peut le dire, la justification des essais eux-mêmes. Ils permirent de se rendre compte qui si l'on avait adopté l'un quelconque des systèmes employés avec succès dans d'autres villes, on aurait échoué ici, à cause de la composition différente des gadoues de notre ville.

C'est ce qui arriva dans les villes de Hambourg et de Berlin, où les fours Horsfall, appliqués avec succès dans la première, ne donnèrent pas de bons résultats dans la seconde, et l'échec du même système appliqué directement dans la ville de Rio de Janeiro et celui du système Baker dans la ville de Calcutta.

D'une série d'observations faites par la Commission pendant l'année 1903, on peut déduire la proportion suivante dans la composition des gadoues de cette ville:

Poids approximatif (journalier) des divers éléments constituant les gadoues de Buenos Aires

Charbon	kilos	906	par	jour
Cendres et poussière	"	130 146	"	"
Végétaux	"	240 978	"	"
Viande	"	11 409	"	"
Papier	"	36 654	"	"
Chiffons	"	22 150	"	"
Fer	"	5 492	"	"
Boites en fer blanc	"	6 204	"	"
Cuir	"	4 862	"	"
Os	"	26 591	"	"
Bois	"	3 891	"	"
Verre	"	8 815	"	"
Débris de poteries	"	5 372	"	"
Gravois	"	6 530	"	"
Total...	kilos	510 000	par	jour

Le pourcentage des résidus de l'incinération de nos gadoues est moindre que celui qui résulte en général de l'incinération des gadoues des villes européennes, comme on peut le voir dans le tableau suivant :

Pourcentage des gadoues d'Europe et de Buenos Aires

EUROPE

	Pourcentage des résidus
Londres, Maxwell	% 22,37
Bradford, Maxwell	" 30,3
Birmingham, Maxwell	" 30
Paris, Petsche	" 37
Bruxelles, Maxwell	" 57
Hambourg, Meyer	" 59,5
Berlin, Bohn et Grohu	" 50

BUENOS AIRES

Première zone	% 28,2
Seconde zone	" 30,2
Quatrième zone	" 31,9
Cinquième zone	" 24,5
Moyenne	" 28,8

De l'examen du diagramme précédent, il résulte que la faiblesse du poids de nos gadoues est dû au défaut de charbon et de cendres.

En échange, la proportion d'humidité varie de 40 à 60 % suivant les jours.

Les essais terminés, la Commission présenta un long rapport — duquel nous avons extrait quelques uns des renseignements qui précèdent, — conseillant l'adoption du four Baker avec quelques unes des modifications suggérées par le résultat des essais.

On conseilla en outre, la construction de deux usines pouvant chacune brûler journellement trois cents tonnes, et placées, l'une au Nord, l'autre au Sud.

Ce seul détail de l'emplacement des usines représente une économie dans le transport des gadoues qui est effectué jusqu'au lieu d'incinération actuel, de 150 000 piastres papier par an.

Le projet fut élaboré, et après un rapport favorable de la Section des Travaux Publics, il fut transmis au Conseil Municipal, en demandant les fonds nécessaires pour son exécution. Pendant ce temps, l'Intendance prenait la résolution d'utiliser les fours qui avaient servi pour les essais, en construisant une petite usine de 4 fours à Flores et en introduisant dans cette usine les modifications conseillées par la commission.

Cette usine fonctionne depuis quatre ans en donnant d'excellents résultats pour l'incinération de toutes les gadoues de cette circonscription.

Comme le Conseil Municipal tardait à donner l'autorisation des frais demandés pour la construction des deux usines projetées, l'Intendance demanda l'autorisation pour faire construire dans les terrains où se fait l'incinération, des fours provisoires d'une capacité suffisante pour incinérer toutes les gadoues qui sont recueillies journellement.

PRIX ACCORDÉ PAR LA MUNICIPALITÉ À LA MEILLEURE FAÇADE
CONCOURS DE L'ANNÉE 1906



I



II



III



IV



V

1. RUE MAIPÚ 523, ARCHITECTE LUIS DUBOIS. — 2. AVENUE DE MAYO 901, ARCHITECTE C. SCHINDLER.
3. RUE LIBERTAD 1391, FAÇADE PRIMÉE; ARCHITECTE EDUARDO LE MONNIER.
4. RUE CANGALLO 1802, ARCHITECTE LUIS DUBOIS. — 5. AVENUE DE MAYO 1199, ARCHITECTE G. AGOSTINI.

L'autorisation fut accordée, et on a construit deux batteries de 36 fours chacune, pouvant brûler entre les deux environ 1 200 tonnes journellement.

Dans le plan, page 577, on peut voir la disposition des fours. Par la voie centrale entrent les chars avec les gadoues, lesquelles sont jetées directement dans les chambres de dessication, et disparaissent immédiatement à la vue pour sortir transformées en cendres et en scories.

La cendre est une excellente matière pour les terre-plains, et les scories peuvent être utilisées pour la fabrication du béton pour les chaussées.

Ces fours ont subi des dégradations, dues, à ce qu'il semble, aux mauvaises conditions du sol sur lequel ils sont construits. On en a terminé les réparations et il est à espérer qu'ils fonctionneront sans nouvelle interruption.

Il est à désirer, néanmoins, que l'on ne tarde pas à construire les deux usines centrales dans un lieu convenablement choisi, donnant ainsi une solution définitive à cette question qui affecte si profondément l'hygiène de cette ville.

Prix accordé par la Municipalité à la meilleure façade
Concours de l'année 1907



1. Rue Rodriguez Peña 1740/48, Architecte Luis Dubois.
2. Rue Rodríguez Peña 1874, Ingénieur-Architecte Arturo Prins. — 3. Angle des Rues Charcas et Paraná, Ingénieur-Architecte Arturo Prins. — 4. Rue Cuyo 1334, Ingénieurs-Architectes Lanús et Hary.
5. Rue Juncal 1662, Architectes Prins et Ranzenhofer.
6. Façade Primée: Rue Montevideo 1576, Ingénieurs-Architectes Lanús et Hary.

LA BIENFAISANCE À BUENOS AIRES

PAR LE DOCTEUR

ALBERTO MEYER ARANA

Prix accordé par la Municipalité à la meilleure façade
Concours de l'année 1908


I


II


III


IV


V


VI

1. Angle des Rues Viamonte et Montevideo, Ingénieur-Architecte Arturo Prins.
2. Rue Esmeralda 1058/70, Façade primée: Architecte Luis A. Broggi. — 3. Rue Paraguay 1136/46, Ingénieur-Architecte Arturo Prins. — 4. Rue Arenales 1901, Architecte Alfredo Olivari.
5. Rue Callao 920, Façade primée extraordinairement: Architecte Pietro Julio Zaeschke.
6. Angle des Rues Callao 876/94, et Corrientes 1802, Architecte Augusto Plou.

LA BIENFAISANCE À BUENOS AIRES

Unis par une communauté d'ambitions scellées à l'école des privations des vaisseaux téméraires du XVI^me^ siècle, sillonnant au hasard les mers aux mystères non encore dévoiles, — pèlerins d'ideal — les conquêtes des nouvelles terres et de leurs trésors, dont on soupçonnait l'immensité capable de répandre la félicité dans le monde entier, — nos conquistadores, — intrépides et audacieux, — sentant couler dans leurs veines le sang de Cids, poussant leurs cœurs aux plus grands élans, — pour la réalisation de leurs aventures, formèrent de véritables familles attachées intimement, comme pour travailler à l'impulsion d'un seul sentiment de solidarité commune et développer entre eux cette action de protection réciproque avec quoi la nature humaine secoue les profondes tristesses de la solitude.

Dans l'enchantement des terres inconnues, avec leurs soleils de gloire et leurs cieux d'aventure, — mais isolés et très éloignés de leurs affections, portant avec eux la vie de lutte et d'inquiétudes, — entourés d'habitants belliqueux, — l'arc toujours prêt, les flèches aiguisées, — la défense était la cause et la fin de toutes les aspirations jusqu'à ce qu'ils pouvaient recueillir les fruits avec lesquels ils cherchaient à enrichir le trône des rois espagnols.

C'est ainsi que passèrent leurs mauvais jours les compagnons de Mendoza. Ce durent être des jours de rudes épreuves. L'expédition était pauvre, sans grandes ressources. La fondation du 2 Février, par une poignée d'hommes qui ne comptaient que sur une volonté aussi grande et aussi forte que le vol de leurs pensées, fut téméraire.

Premières faims. — LA MALDONADA.

Buenos Aires voulut ainsi naître en 1535, mais l'essai eut lieu en vain. Lorsque les naturels ne jouissaient pas du spectacle des flammes consumant les modestes cabanes de paille élevées par les espagnols, la faim empoignait les pionniers et les anéantissait. Souvent ils vainquirent l'indien; mais si les querandies, les bartenes, les charruas et les timbues durent se réfugier dans les bois, ces vaillants ne purent rien contre les tortures de la faim. Ses horreurs atteignirent la note la plus haute. Dans cette vie — si c'était une vie de vivre sans vie — la cause commune du salut général, poussa à des mesures extrêmes. Les dispositions furent énergiques. Tous ne purent s'y conformer: "trois espagnols mangèrent secrètement un cheval blessé. Le fait ayant été connu, ils avouèrent dans les

tourments et furent pendus. Pendant la nuit, trois autres espagnols leur coupèrent les muscles et les mangèrent pour ne pas mourir de faim ". Un autre se nourrit avec le corps de son frère décédé. Une pauvre femme — le fait est raconté par Diaz de Guzmán — dans les spasmes du désespoir, s'aventura à se rendre aux tentes. Surprise pendant la nuit, errant à l'aventure, elle chercha un refuge dans une grotte. Une lionne mettant bas s'y trouvait. Horreur indescriptible! La force sauvage se trouvait face à face avec la faiblesse dans sa manifestation la plus délicate. L'espagnole s'évanouit. Son cri de douleur dut être un cri de suprême angoisse, car il attendrit cette reine de nos déserts primitifs. Revenue à elle, l'espagnole aperçut, peut-être, un reflet de mansuétude au fond des yeux de la lionne, — mère plutôt que bête féroce à cet instant — et s'empressa de lui aider. La lionne fut reconnaissante de cette action — la gratitude va jusqu'à l'instinct animal — et pendant plusieurs jours l'infortunée qui fuyait la faim à côté d'hommes capables de la dévorer, la terrible propriétaire de la caverne et les deux lionceaux nés sous les caresses d'une femme partagèrent les mêmes aliments.

Un capitaine de ces contrées étant sorti en exploration — nous copions la chronique — il trouva et ramena la pauvre femme. Lorsque le gouverneur la vit, il ordonna de la jeter aux bêtes féroces. Dans ce but, elle fut portée et attachée a un arbre à environ une lieue en dehors du village, où, pendant la nuit, se rendaient un grand nombre de bêtes féroces. Parmi celles-ci la lionne de la caverne vint et l'ayant reconnue, elle la défendit, restant dans sa compagnie pour la garder pendant cette nuit, pendant le jour et encore pendant le suivant, jusqu'à ce que, le troisième, quelques soldats la délivrèrent.

Cette légende de *La Maldonada* forme presque une page de bonté. Isabel de Guevara raconta à Jeanne de Castille, mère de Charles Quint, la vérité sur ces jours de détresse, en ce qui concernait les femmes: Les hommes étaient tellement exténués que tous les travaux retombaient sur leurs compagnes. Elles lavaient les vêtements, soignaient les malades, faisaient la cuisine avec le peu qu'il y avait, les nettoyaient, faisaient sentinelle, entretenaient les feux, armaient les pierriers pour combattre les indiens qui s'approchaient; donnaient des armes dans le camp, commandaient et mettaient les soldats en ordre, " parce que, comme les femmes se soutenaient avec peu de nourriture, elles n'étaient pas tombées dans un état d'affaiblissement aussi grand que les hommes ".

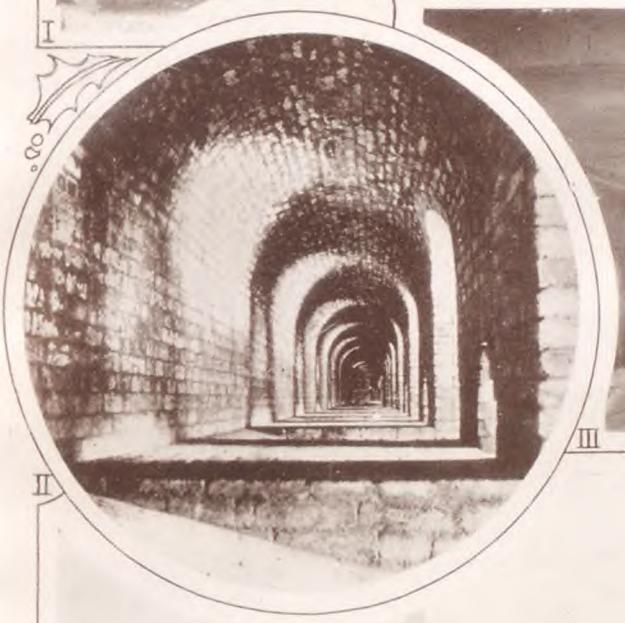
Aidés par la métropole, leur vie devint supportable pendant quelque temps, mais les ambitions et les rivalités divisèrent la population alors que la paix commençait à régner avec les indigènes. Six années après sa fondation, Buenos Aires fut dépeuplée. Le vaisseau qui servait de forteresse et de chapelle — placé sur la terre, près de la rive — fut livré aux flammes, ainsi que les quelques habitations construites... Le cœur contrit, des larmes dans les yeux, nos premiers fondateurs contemplèrent ainsi la fin de cette douloureuse journée de sacrifices, aussi durs et pénibles que stériles.

Et on peut penser que pendant cette odyssée, l'aide et la protection furent générales et réciproques: ces jours durent être les témoins de nombreuses actions de désintéressement, de générosité et d'abnégation, traçant les premières lignes de notre histoire de la charité.

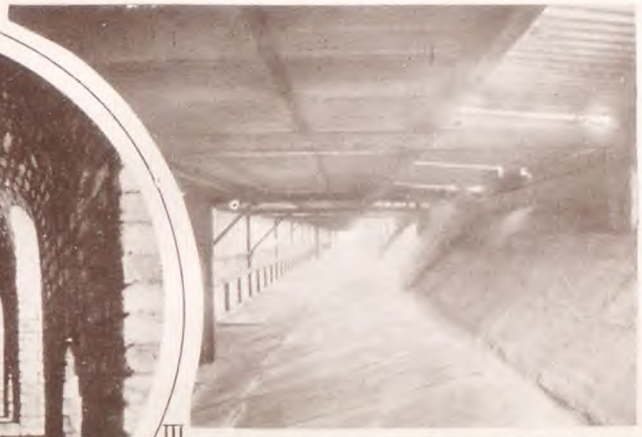
Fours «Baker», pour l'incinération des ordures de Buenos-Ayres



I



II



III



IV

1. Vue de la batterie de fours avec les deux chaudières «Babcock», et du conduit des vapeurs qui les relie aux 18 fours les plus proches. — 2. Vue intérieure du conduit des vapeurs qui sert pour deux batteries de 9 fours chacune. Ce conduit a une longueur totale de 80 mètres. 3. Vue intérieure d'une des chambres de dessiccation préalable des ordures. — 4. Vue générale de la section Est du four, avec 36 bouches, les deux chaudières «Babcock» et la chambre des machines.

Première charité publique.

Trente neuf ans plus tard, le 11 Juin 1580, don Juan de Garay y Brazo Fuerte fondait définitivement la ville de la Trinidad et Port de Santa Maria de Buenos Aires. Garay, instruit des privations de ses prédécesseurs, en faisant la répartition des terres en 1583, tint grand compte de la nécessité de pourvoir à l'établissement d'un hôpital, et à cet effet il destina la manzana numéro trente six, actuellement comprise entre les rues 25 de Mai, Cuyo, Reconquista et Corrientes.

Cependant l'hôpital ne fut fondé qu'en 1611, et nous basons cette affirmation sur l'accord du Cabildo du 7 Février de cette année: " et parce que jusqu'à ce jour il n'a été ni fondé ni édifié, et qu'il convient qu'il le soit à cause des grandes nécessités dont souffrent les pauvres malades ", il fut décidé de l'établir avec un ermitage spécial de Saint Martin, dans la manzana indiquée, le plus rapidement possible, et lui dédiant tous les revenus, biens et argent appartenant à l'hôpital et les legs faits par les évêques et autres personnes. Le dit Cabildo nomma le capitaine Manuel de Frías, lieutenant général et grand justicier de cette ville, comme administrateur, avec les facultés nécessaires, et deux députés pour s'occuper de l'œuvre et de la fondation du dit hôpital, du recouvrement des aumônes, pour les demander et les distribuer avec les deux alcaldes ordinaires, conjointement.

Mais, comme auparavant de signer l'acte les membres du cabildo décidèrent " de tenir compte des administrateurs qui ont fait partie de l'hôpital San Martin ", par l'intermédiaire des alcaldes ordinaires députés, on pourrait supposer que l'hôpital existait déjà, il est bon de se rappeler qu'il s'agit d'une rédaction confuse: on exigerait des fonctionnaires indiqués des comptes des fonds qu'ils avaient administrés comme faisant partie du futur hôpital. C'est ainsi que l'administrateur don Andrés de Vallejo, le 21 Janvier 1591, avait demandé l'autorisation de louer l'établissement à ceux qui le voudraient, ce qui fut accordé par le Cabildo, et pour cet acte il devait être accompagné d'un alcalde et de deux députés.

Le 6 Juin 1605, il fut disposé que Ruy Gómez de Avila construirait l'hôpital et que, conformément au contrat, il serait délivré la commission convenable pour son exécution.

Les premiers philanthropes.

Deux jésuites immortalisés par leurs vertus, les RR. PP. Simón Mazeta et Francisco Díaz Taño, demeurèrent dans notre capitale dans les premiers temps de sa fondation, laissant un souvenir de leurs bonnes et miséricordieuses œuvres pendant chacun de leurs séjours de passage pour les Missions du Paraguay. Le père Francisco avait de qui tenir pour la charité: son père, Domingo Diaz Taño, avait été le père universel des pauvres, le protecteur des veuves et le secours des orphelins. Il avait converti son foyer en logement pour les pèlerins, en hospice, en infirmerie et en hôpital de miséricorde pour tous les malades qu'il chargeait sur ses épaules lorsqu'il les rencontrait dans les rues ou sur les places et qu'il portait à sa demeure; qu'il assistait avec des médicaments et des dons, jusqu'à ce qu'ils entrassent en convalescence et récupérassent la santé. Il les nettoyait, et raccommodait leurs vêtements, et comme un nouveau Tobie, il enterrait ceux qui mouraient, avec autant de solennité, et de cérémonie que s'il se fut agi de l'un

des siens. Son épouse, Juana Francisca, l'aidait dans la préparation des médicaments et des ordonnances.

C'est de semblables parents que descendait le père Francisco Diaz Taño — le second nom ajouté en hommage par la reconnaissance populaire. — On appelle "tanos" certains greniers ou dépôts faits de paille de seigle, dans lesquels le blé et autres semences se conservent à l'abri du charançon, et sont comme des silos, qui sont les ressources des peuples les jours de disette. Et comme le bisaïeul du père jésuite pendant les années stériles dépensait des sommes considérables pour venir en aide aux nécessiteux, on lui donna le nom de "Taño", et ce nom fut tenu en grande appréciation et estime par tous les descendants de la famille.

Si l'héritage de charité ainsi recueilli était grand, le père Francisco sut encore l'augmenter: souvent il allait demander la permission au supérieur pour répartir entre les pauvres ce qui lui arrivait entre les mains et ce que lui donnaient les personnes qui connaissaient son naturel; mais humble et discipliné, scrupuleux à l'extrême, jamais il ne donna rien sans en avoir l'autorisation. Parlant de ces faits, Xarque assure qu'une rame de papier ne suffirait pas pour raconter tous les prodiges de sa charité: pendant les épidémies terribles des indiens, il s'exposa jusqu'à la témérité; souvent il quittait le pauvre manger de ses lèvres pour apaiser les enfants, comme un coq généreux, selon la comparaison du cardinal Algrino: *nam ut galinæ, comedant, a cibo abstinet.* Dans son amour du prochain, il arrivait à donner jusqu'à sa soutane, toujours pauvre et usée, pour qu'elle servit d'abri. Et pendant les pestes, il assistait et soignait les malades, et plusieurs fois il fut atteint par la contagion. Il était le premier à accompagner les enterrements et c'est lui qui prodiguait les plus grandes consolations aux affligés.

Le primitif hameau de Buenos Aires sentit la puissante action de cette Providence des pauvres: partout où passait le père Francisco, la Charité l'accompagnait. Et ses séjours au milieu des misérables chaumières qui suivirent la fondation de Garay furent fréquents.

Premiers médecins.

Gutiérrez Blas, grand chirurgien, autre père de la Compagnie de Jésus, se montra très charitable et très capable. L'expérience et la nécessité le firent protomédecin, en soignant le père Diaz Taño d'une grave maladie.

L'assistance médicale régulière avant l'établissement du premier hôpital, apparait confiée à don Manuel Alvarez — chirurgien — qui s'offrit à soigner et à saigner les espagnols et les naturels de cette ville moyennant l'assignation de quatre cents piastres en produits de la terre à prix de réaux, devant, en outre, lui payer les médicaments et les onguents qu'il ordonnerait (Cabildo du 24 Janvier 1605).

Le 1.er Août, le Procureur Général demanda la suspension de ce médecin et l'interdiction de soigner, et le Cabildo disposa le retrait de sa commission et le paiement de ce qui lui était dû. Les causes? On peut supposer un excès de charges accablant cet homme bien intentionné, de sentiments généreux, mais de résistance humaine limitée. Y eut-il des plaintes? Les exigences étaient nombreuses, trop nombreuses pour cette rémunération de quatre cents piastres en espèces, et sujettes à réclamations pour son recouvrement.

L'offre de don Manuel Alvarez — première manifestation réelle d'une protection sociale chez nous — servit à laisser les fondements de ce qui devait être pratiquement adopté: la désignation et le paiement d'un médecin pour les malades de la ville. C'est avec ce caractère que fut contracté don Francisco Bernardo de Xixon et le 1.er Février 1644 don Alonso Garro de Arechaga, auquel on ne permit pas ensuite de s'absenter de Buenos Aires parce qu'il ne serait resté aucun médecin. (Acte du 13 Mai 1651).

Hôpital San Martín.

Relativement à la fondation de l'Hôpital San Martín, s'étant mis à la tâche, comme la manzana désignée par Garay était éloignée du centre du commerce, où l'on devait demander et recueillir les aumônes, le 7 Mars 1611 il fut décidé de le construire en même temps que son église dans l'une des cuadras où passe le chemin du Riachuelo, dans quatre lots, un de don Antonio Fernández Varrios, un autre du capitaine Francisco Muñoz, le troisième du capitaine Anton y Suáres et le dernier de Pedro de Içarra, lesquels devaient les donner à cet effet en échange de ceux de la dite cuadra de San Martín par voie de vente-donation, devant vendre ou permuter et disposer des lots de la cuadra indiquée par le fondateur pour sa meilleure utilisation pour faire l'hôpital dans la partie ordonnée.

Cette résolution donna lieu à la première donation de bien-fonds à Buenos Aires dans un but charitable. Appelé à traiter de la permutation ou de la vente de son lot, Fernández Barros ou Varrios l'offrit à un prix raisonnable, mais lorsqu'il connut l'objet de sa destination, il le remit " librement et comme aumône et œuvre pie, en don parfait et irrécusable entre vifs ". Le Cabildo accepta et remercia pour ce désintéressement.

L'Hôpital San Martín fut donc un fait accompli. Très pauvre, il avait seulement comme ressources le neuvième et demi que lui accordait Sa Majesté sur les dimes, ce qui fait, que ne demandant pas d'aumônes, il manquait de beaucoup de choses pour les malades. C'est pour cela que le 2 Janvier 1620, on donna la faculté aux neuf députés, au licencié Gabriel Sánchez de Ojeda, alcalde ordinaire, au capitaine Juan de Bergara et à l'administrateur Juan Andréa de León de demander l'aumône un jour par mois avec l'intervention du vicaire, " comme chose du service de Dieu, Notre Seigneur ".

Le frère lai Cristóbal Gomes Polaino, de l'Ordre de Notre Père Saint François " diplômé de chirurgie et de médecine et d'évacuations par les protomédecins de la Ville de Madrid, Cortes de Sa Majesté et prohibition de la Royale Chancellerie de Grenade et autres titres en sa faveur ", se présenta alors pour demander la permission de se servir des dits titres, mais l'alcalde ordinaire, capitaine Mateo de Grado, fit savoir qu'il conviendrait au bien de cette république et des habitants de traiter avec le dit père pour le soin des malades de la ville, devant lui rechercher quelques aumônes considérables pour les médicaments.

Une épidémie de variole s'abattit sur la population au début de 1621. La foi suppléa au manque de ressources: on fit une procession pour demander au Seigneur d'enrayer cette maladie par sa miséricorde, prenant pour intercesseur et avocat le glorieux Saint Roch, et on autorisa des aumônes pour les pauvres honteux. Et comme on manquait d'amandes pour combattre le mal et que l'on

en avait beaucoup fait passer par la douane, on recommanda au fidèle exécuteur don Bernardo de León de faire les diligences nécessaires pour les acquérir de ceux qui les avaient reçues. Et les documents de l'époque ne disent rien de plus à ce sujet.

Religieux infirmiers.

Quatorze années plus tard, frère Alonso de Benavides Cadena, Vicaire Provincial de l'Ordre du Béat Saint Jean de Dieu, avec une patente du père, frère Juan de Buenaventura, prieur provincial du dit ordre, faisait savoir au Cabildo qu'il venait faire des capitulations afin de fournir le personnel nécessaire aux hôpitaux et ensuite le communiquer à ses supérieurs pour l'envoi des religieux nécessaires, car " il avait vu la grande nécessité qu'il y avait d'ouvrir un hôpital dans cette ville ". Le Cabildo accepta, parce que, en attendant la fondation et l'arrivée des religieux, il y aurait quelque retard et qu'il n'était pas juste que le bien et la commodité des pauvres fussent remis par la nécessité urgente que cet hôpital avait de personnel qui aiderait à l'exécuter et s'occuperait des malades, et parce que quoique comme patron, il a fait et fait toujours tout le nécessaire en nommant chaque année un administrateur, et en fournissant les médicaments et les personnes pour les soigner, et plus encore depuis l'arrivée de don Pedro Esteban Dávila, maître de camp, chevalier de l'ordre de Santiago, gouverneur, capitaine général et grand justicier dans ces provinces, lequel donna des lits, des vêtements et autres choses à cet effet, on crut bon que frère Alonso donnât son aide immédiatement dans cet hôpital et qu'il y attendît de son supérieur l'ordre de religieux et autres choses nécessaires pour la dite fondation (9 Janvier 1635).

Dans l'arrangement avec le père Benavides Cadena, le Cabildo retint le titre et le nom de patron de l'hôpital, et comme tel il s'obligea à lui remettre avec ses infirmeries et son église et l'édifice qu'il avait, parce qu'il était déjà fondé et qu'il n'y avait pas lieu de le refaire et dans cet endroit, le meilleur de la ville, sur la rive du rio, les religieux devraient soigner les pauvres malades, édifier leur cloître et les autres choses qui seraient nécessaires et qui manqueraient au service.

L'établissement conserverait son titre et son nom de Seigneur Saint Martin en même temps que celui de béat Saint Jean de Dieu, la confrérie de l'Esprit Saint et de Sainte Marie devant se fonder comme cela s'est fait dans les autres hôpitaux à la charge des dites sœurs.

Malgré tout cela, le 28 Juin 1664, le président et gouverneur de Buenos Aires don José Martínez de Salazar s'adressa à S. M. le Roi d'Espagne lui représentant la convenance de fonder un hôpital dans ce port, le général des frères de Saint Jean de Dieu de l'Hôpital de Anton Martin ou celui de Obregon de ceux de l'Hôpital Général, envoyant quatre frères: un aumônier, un chirurgien, un pratiquant et un infirmier, lesquels apporteraient deux caisses de médicaments et de chirurgie avec tout ce qui s'y rattache et des matelas, des draps et des couvertures pour pouvoir monter une douzaine de lits.

Pour installer l'hôpital il indiquait l'ermitage de Notre Dame de Copa Cabana qui, du temps de la communication avec les Portugais du Brésil, avait servi d'hôpital et qui se soutenait avec les aumônes et un petit revenu fourni par quel-

ques voisins dévots, ce qui disparut lorsque les communications avec les dits portugais furent interrompues. Une fois réédifié, on pourrait l'approprier en appliquant pour le soutien des malades et des quatre frères, le traitement du chapelain de la Prison, traitement de cent quatre vingt piastres par an, et la solde des soldats de cette prison à la confrérie et au barbier, en tout mille deux cents piastres et la moitié de la solde de chaque soldat malade à partir de son entrée.

Le 22 Janvier 1665, la Cour prit cette note en considération. Le Conseil résolut qu'il fallait exclure totalement la fondation d'un hôpital avec les frères de Saint Jean de Dieu ou avec d'autres religieux, parce que cela présentait trop d'inconvénients. Pour soigner les pauvres malades, on pourrait faire un petit hôpital. Dans ce but, le gouverneur, l'évêque, l'Audience, les officiers royaux et le Cabildo devaient se réunir et faire savoir comment on pourrait l'établir et avec quelles ressources on pourrait le soutenir, sans porter préjudice aux Finances Royales ou aux tiers.

Le 25 Novembre 1667, le gouverneur insista en envoyant l'avis de l'évêque et des autres entités indiquées, et le 11 Novembre 1670 il rendit compte qu'il avait entrepris l'œuvre de l'hôpital avec un si bon début qu'il y avait entre les mains de l'administrateur des draps, des oreillers, des couvertures, des matelas et des draperies pour vingt lits.

Le 9 Octobre 1692, don Agustín de Robles convertit l'hôpital en communauté de béates, mais Valdés Inclan expulsa les béates en accomplissement d'une cédule royale du 27 Novembre 1701.

Les Bethlémites.

Si quelque progrès devait se faire par l'incorporation du père Benavides, la situation de l'établissement continua à être très précaire, car en 1726, à la requête de l'échevin royal, on sollicita le concours de quatre ou cinq pères de notre Dame de Bethléem, de Potosi, dont la tâche était de soigner les malades, avec pharmacie et ouvriers, médecins, etc., devant transformer l'hôpital primitif, qui avait seulement servi pour les militaires de la prison, en un général où l'on pourrait soigner les autres pauvres de la ville qui en auraient le plus besoin, parce que " les services étaient si mauvais, que les malades mouraient plutôt de besoin que de la maladie elle-même ".

La cédule royale, mise au pied de la pétition correspondante adressée par le Cabildo avec l'appui du gouverneur, de l'évêque, du cabildo ecclésiastique et des ordres monastiques existant à Buenos Aires, fut datée de San Ildefonso le 23 Septembre 1745, mais trois ans après, le 20 Décembre 1748, le gouverneur Andonaegui commissionna don Nicolás Elordy, à la charge duquel était l'hôpital, pour procéder à son inventaire et le remettre aux pères bethlémites, selon don Vicente G. Quesada, dont nous suivons les minutieuses recherches, parce qu'elles sont très complètes.

Le père procureur, frère Joaquín de la Soledad, intervint dans cette opération avec les députés du Cabildo, don Juan de la Palma Lobaton et don Miguel Jerónimo de Esparza, et il fut relaté que l'édifice se composait d'une église et d'une infirmerie de trente six vares de long sur sept de large, d'habitations pour les religieux, etc., de cinq esclaves, de bureaux, etc., etc.

Don Domingo de Basavilbaso, notable et distingué citoyen de cette capitale amena les bethlémites de Potosí, et construisit à ses frais l'infirmerie qui, en 1787, constituait l'hôpital.

Les nouveaux religieux étendirent considérablement leur action chez les malades pauvres, et avec le temps, la place se trouva si étroite qu'en 1795 on autorisa le transfert de l'hôpital à la " Residencia ", édifice des réguliers expulsés de la Compagnie de Jésus, construit en 1735 et appelé Collège de Bélem. Actuellement ce local est occupé par le Patronage de l'Enfance, dans la rue Balcarce, de Humberto I à San Juan.

En vertu de l'autorisation du changement, concédé par S. M., l'échevin don Ventura Miguel Marcó del Pont, remplissant les fonctions de syndic de cette capitale adressa une note au Vénérable Cabildo, Justice et Conseil, le 1.er Août 1797, démontrant les inconvénients de ce changement, quoique l'hôpital méritât à peine ce nom à cause de son étroitesse et de son incommodité: l'humanité se ressentait de voir prostrés dans les lits de nombreuses personnes souffrant de diverses maladies, sans distinction ni séparation, attendant des fois la mort de l'une pour en accepter une autre, et sans abri ni propreté, malgré le zèle des religieux.

La principale cause pour s'opposer au changement était la distance du nouvel emplacement. Pour y arriver il fallait vaincre de véritables difficultés à cause du mauvais état des rues. Le Cabildo fit sienne la note du syndic et la transmit signée par don José Martínez de Hoz, Joaquín de Arana, Gregorio Ramos Mejía, Silvestre Icazati, Antonio Pirans, Francisco de Telechea et Esteban Villanueva.

Ainsi, l'ordre ou autorisation royale, resta sans effet, mais à la fin, il fallut l'accomplir.

Frère José Vicente de San Nicolás, père philanthrope, effectua le déménagement pour la Residencia en 1806, établissant dans le premier local de la rue de Santo Cristo l'Hôpital de Santa Catalina à la charge, lui aussi, des bethlémites, et destiné aux convalescents, aux incurables, aux fous et aux contagieux.

Frère José de las Animas.

En 1812, le couvent contigu à ce premier hôpital eut comme prieur frère José de las Animas, que l' " énergique, l'orgueilleux, le superbe et l'indomptable " Martín de Alzaga, le " último rico-home español ", sut attirer dans sa téméraire conspiration. Frère José de las Animas, oubliant sa mission religieuse, convertit son monastère en centre de la conjuration dont il fut l'âme par son activité et son énergie: les habitudes du cloître n'avaient pas éteint les feux de son ancien cœur de lieutenant de l'armée péninsulaire. Espagnol, il crut à la légitimité de la conspiration ourdie par Alzaga en faveur de la monarchie dont la domination venait d'être secouée, et il s'y remit complètement pour payer de sa vie son audace. La place de la Victoire montra son cadavre avec le vêtement traînant, de même que furent exposés ceux de Alzaga, de Valdepares, de Cámara et des autres conspirateurs pendant les quarante jours que fonctionna le gibet.

Cette justice exemplaire fut décidée par le Triumvirat, composé de don Feliciano Antonio Chiclana, don Juan Martín de Pueyrredón et don Bernardino Rivadavia, pour qui l'ordre des bethlémites ne mérita plus, désormais, le plus léger regard.

Fours «Baker», pour l'incinération des ordures de Buenos-Ayres



1. Vue générale des 36 fours avant leurs bouches à l'Ouest. — 2. Vue de chariots prêts au déchargement. 3. Vue d'une batterie de fours en opération. — 4. Vue d'un monceau de scories vitrifiées, sortant des fours. — 5. Vue du four «Baker», en activité. Vue générale du chemin d'accès et plate-forme pour le déchargement des chariots.

Cependant, l'acte de frère José de las Animas était exclusivement personnel ; un souvenir individuel vers ses jours de campement, où il apprit à servir son Roi avec une discipline de soldat qui ne pouvait admettre de révolte contre la couronne, comme celle de la vieille colonie du Río de la Plata. C'est pour cela qu'il essaya de l'étouffer.

Le Triumvirat condamna uniquement le prieur. Plus tard Rivadavia étendit ses sanctions à toute la communauté.

Le décret du 1.er Juillet 1821 enleva l'administration de tous ces établissements de charité aux religieux qui les avaient servis avec zèle et désintéressement, déterminant l'admiration de tous à la fin du XVII^me^ siècle, car les Pères Bethlémites ne se limitèrent pas à l'assistance des malades dans les deux hôpitaux qu'ils avaient à leur charge, mais ils l'étendirent jusque dans les familles. Charitables par vœu sacré, ils exerçaient en même temps leur mission humanitaire et se dédiaient à la science et cultivaient l'amour de la patrie. Dans la première, se distingua frère Cosme en inventant la taille pré-rectale bilatérale qu'il exécuta avec succès. Comme patriote, frère Antonio de San Alberto fit partie de l'armée des Andes en qualité de sous-lieutenant pratiquant, avec trois ou quatre lais ou pères, sous les ordres de San Martín. Bolívar le nomma son médecin particulier avec le grade de lieutenant colonel.

En 1821, l'autorité prit l'hôpital à sa charge, laissant l'administrateur comme inspecteur pour lui confier de nouveau son administration en 1825. Pendant le blocus français, la charité publique le soutint ; il était dirigé par une commission spéciale, présidée pendant longtemps par don Francisco del Sar. On améliora successivement ses constructions et en 1859 les douze premières sœurs de Charité y entrèrent. Cette année on termina six salles de malades, et une d'opérations et on refit et améliora la section des déments.

Le 17 Septembre 1857, il devint dépendance de la Municipalité et douze ans plus tard, ce premier établissement était le principal centre d'action contre le choléra qui fit son apparition au début de l'année 1869, semant partout la terreur et le désespoir.

Une anecdote du docteur Wilde.

Les autorités, les institutions et le peuple unis pour le combattre, le principal rôle revint à la Société de Bienfaisance, alors présidée par doña María Josefa del Pino, dame illustre dans nos fastes charitables.

Pour assister les femmes atteintes, cette dame distinguée voulut établir un lazaret approprié dans une section de cet ancien hôpital d'hommes, mais la panique et la confusion des premiers moments furent tels qu'on y apporta aussi des malades masculins, malgré la morale et les inconvénients notoires. La peste s'étendait et il était nécessaire d'agir, car le fléau ne laissait pas de trêve.

Heureusement, l'épidémie ne se développa pas ; et dès qu'il fut possible de s'occuper de régulariser la situation improvisée dans son lazaret, Mme. del Pino ordonna au premier pratiquant, don Eduardo Wilde, de faire la séparation ou le transport des hommes installés provisoirement pendant les heures de grande presse.

Il serait difficile d'affirmer si le spirituel étudiant — il avait déjà à cette époque

une renommée de satirique bien conquise — le fit avec un double but, mais le fait est que, le jour suivant, la dite salle de la Société de Bienfaisance était plus ou moins dans le même état, sauf que l'élément barbu occupait la partie droite et les femmes la gauche.

Mme. del Pino, dont la bonté cachait un véritable caractère, l'observa. Le jeune Wilde, sans s'émouvoir, empressé et presque nerveux, prit un morceau de craie et traça sur le sol une ligne allant d'une extrémité à l'autre de la salle. Ensuite il écrivit sur le plancher: " femmes ", d'un côté et — " hommes " — en face.

Ensuite, se frottant les mains pour enlever la craie, il s'approcha de la dame et avec un ton qu'il serait difficile d'assurer s'il était aimable, respectueux ou sardonique, disent les chroniques, jamais on n'a pu savoir l'intention cachée derrière ses paroles:

— Voilà, madame, la séparation demandée, lui dit-il, je n'ai pu faire mieux. Je ferai que les hommes ne bougent pas de leur place... et les femmes non plus. Et j'attends tranquillement la réponse.

La plaisanterie dépassait les limites.

Mme. del Pino dissimula le sourire provoqué par l'originale audace du quasi-médecin, et avec la dignité propre à sa personne et à sa dignité, elle quitta la salle sans répondre.

Le jour suivant, l'impertinent humoriste cessait de faire partie de l'hôpital d'hommes; Mme. del Pino avait été écoutée et elle avait obtenu satisfaction de la Municipalité.

En 1882, cet hôpital disparut. Pendant de nombreuses années, comme l'a fait remarquer le directeur de ce recensement, M. Alberto B. Martínez, il fut le seul établissement hospitalier que le municipe offrait aux hommes malades et invalides qui avaient le malheur de demander sa protection. C'est à la Residencia qu'ont fait leurs cours de clinique tous les médecins reçus à Buenos Aires pendant cette longue période de temps.

Le Frère Pécheur (El Hermano Pecador).

A la fin du XVII^me^ siècle et au commencement du XVIII^me^, l'attention fut aussi attirée par les qualités du frère Pécheur, ou Pécheur Bernard, ou grand Pécheur, vieil ermite, appelé dans le monde Bernardo Sánchez. Il parcourait les villes en exerçant la charité et en s'occupant de tout, ce qui fit douter qu'il s'agissait véritablement d'un pécheur repenti et se demander si ce " personnage mystérieux " n'était pas plutôt un agent secret chargé de fournir des renseignements à la Couronne.

La Confrérie de la Sainte Charité.

Don Vicente Quesada, à qui on doit tant de recherches sur notre passé colonial a rappelé comment, en 1727, don Juan Guillermo Gutiérrez González y Aragón, ému de compassion par les horreurs d'une peste, conçut l'idée de former la Confrérie de la Sainte Charité. Les pauvres mouraient dans les rues et sur les places et leurs cadavres étaient ignominieusement et d'une manière sacrilège attachés à la queue des chevaux pour être conduits aux cimetières établis près des églises.

González y Aragón convoqua un groupe d'habitants pieux, et avec eux se présenta l'évêque Fajardo et le gouverneur don Bruno Mauricio de Zabala, accordant la permission pour former la Confrérie dans le but d'enterrer les cadavres des pauvres et des prisonniers, et de pratiquer en même temps la bienfaisance. Une cédule royale d'approbation ayant été obtenue le 16 Octobre 1754, l'institution s'établit provisoirement dans la paroisse de San Juan, d'où elle passa dans une chapelle construite spécialement dans le haut quartier de San Pedro, où se trouve aujourd'hui l'église de Notre Dame de la Conception. Très pauvre, la Confrérie n'avait pas de fonds pour soutenir le chapelain qui disait la messe, mais son fondateur étant devenu veuf, il résolut de revêtir l'habit et il fut consacré en 1734. Et comme de grandes excavations rendaient très difficile l'accomplissement des prescriptions rituelles, il fut résolu de changer la chapelle.

C'est pour cela qu'elle fut vendue à don Matías Flores, et avec la somme que l'on en retira, on acquit de don José Javier de Espinosa, le terrain pour la nouvelle, où aujourd'hui s'élève l'église de San Miguel.

A côté on fit un cimetière pour l'enterrement gratis des pauvres. Celui-ci subsista jusqu'à ce qu'il fut interdit sur la demande des voisins, obligeant ainsi le prêtre González à commencer une autre entreprise charitable.

Souffrant de l'état des malades, il construisit une salle avec douze lits pour autant de femmes pauvres. Pour cela il contribua avec ses biens propres, et demanda l'aumône dans les rues.

Désigné ensuite par l'évêque, frère José de Peralta, pour conduire de Córdoba de Tucumán les nonnes Catalinas, le père González s'attrista en pensant que sa Confrérie restait sans chapelain, mais son fils, don José González Islas, se proposa pour lui succéder dans son ministère et en 1744, étant ordonné, il prit possession de cette charge.

Le nouveau chapelain vit augmenter sa paroisse et il sentit la nécessité d'agrandir la petite chapelle. Pour cela, comme l'avait fait avant son propre père, il consacra ses ressources personnelles, car la Confrérie endormie, l'avait abandonné à lui-même, jusqu'à ce qu'une cédule royale approbatoire de 1754, tirât les frères du marasme, frères qui nommèrent pour leur supérieur don Francisco Alvarez Campana.

Orphelinat.

Buenos Aires manquait d'établissement pour recueillir les orphelines et sa nécessité se faisait sentir. Déjà le 9 Octobre 1699, il avait motivé une pétition spéciale au Cabildo, Justice et Conseil, pour que l'édifice de l'Hôpital Militaire fut converti en établissement pour l'hospitalisation des orphelines.

Le procureur général appuya cette pétition, considérant comme plus moral et plus religieux de s'attacher de préférence aux soins des âmes qu'aux maladies du corps, et considérant que le dit édifice servait plus de maison d'habitation que pour son objet; et le gouverneur don Agustín de Robles, l'autorisa pour ces causes, car il y avait plus de trente ans que l'Hôpital servait seulement d'habitation à différentes personnes qui l'avaient en location presque pour rien pour qu'il ne tombe pas en ruine.

Les orphelines occupèrent l'édifice sous la direction de l'administrateur de

l'Hôpital San Martín, don Pedro Vera de Aragón et le rectorat de doña Juana Saavedra. Néanmoins, la Cour Espagnole ordonna de conserver l'hôpital, manifestant le désir que l'on ferait une nouvelle construction pour les orphelines, et le 14 Août 1702, le gouverneur don Alonso Juan de Valdés Inclan, ordonna le déménagement immédiat, parce qu'il était plus urgent de donner des soins aux malades que de loger les béates, le Cabildo devant s'occuper de trouver une habitation pour les jeunes filles. Les orphelines abandonnèrent l'hôpital et n'eurent pas d'habitation spéciale. C'est pour cela que, dès que fut nommé le nouveau Supérieur don Francisco Alvarez Campana, il proposa à ses frères de former le collège d'Orphelines, pour lequel il demanda la permission, avec la réserve du patronage et le titre de fondateur, offrant de prendre à sa charge l'édifice et le nécessaire.

Le 20 Novembre 1755, furent installées les douze premières orphelines nouvelles dans les habitations du prêtre González sous la direction de doña Teresa Bazan, femme élevée chez les nonnes Catalinas de Córdoba.

Le dit chapelain recueillit personnellement les aumônes pour l'édifice et il alimenta les hospitalisées avec les produits de ses propriétés. En outre il surveillait l'œuvre et s'occupait de l'enterrement des cadavres des pauvres.

Tout d'abord il fut décidé que le Supérieur ne pouvait entrer au Collège pour traiter une question sans être accompagné du chapelain, mais cette pratique tomba en désuétude pendant la période de don Manuel de Basavilbaso, qui jusqu'à la fin de ses fonctions eut son entrée même de nuit.

L'influence et la supériorité du père González Islas dans cet établissement durent être très grandes et très élevées, car pendant les trente quatre ans de son rectorat, jamais il n'y eut ni bandes, ni partis, ni difficultés entre les protégées, parce qu'il savait les empêcher.

Vie des orphelines.

Peu de temps après la fondation, et avant la permission de l'illustrissime seigneur don Manuel Antonio de la Torre et du gouverneur don Pedro Zeballos, les orphelines sortaient annuellement à la campagne, ce qui économisait beaucoup de frais de médecins et de pharmacie, et on considérait comme très utile de les faire se baigner dans le fleuve.

Le collège était un mélange de tout: si une femme ne pouvait vivre avec son mari on l'enfermait là; si une jeune fille voulait se marier contre le gré de ses parents, c'est là qu'on la déposait; s'il y avait des orphelines sans secours, c'est là aussi qu'elles étaient recueillies. On leur coupait la chevelure, on les vêtait d'une tunique bleue et d'une toque jaune. Les jeunes filles étaient des espèces de religieuses qui ne sortaient pas, et les chœurs étaient jaloux de ne pas se montrer. Beaucoup de filles des premières familles assistaient à l'école externe. On y enseignait à lire et à écrire à celles à qui les parents le permettaient, car nombreux étaient ceux qui le considéraient comme dangereux. Telle était la culture intellectuelle de l'époque!

Dans le collège on faisait de la confiserie et de la pâtisserie et tout Buenos Aires fréquentait San Miguel pour venir les y chercher. Les orphelines confectionnaient aussi des tissus de mailles, très en usage alors, brodés d'or et de

blanc et de fleurs artificielles ordinaires, très admirées. Elles s'occupaient de toute sorte de couture; elles tricottaient des bas; elles fabriquaient des gants; elles lavaient les étoffes fines; c'était, enfin, une maison de ressources pour tous.

Cherchant à ce que la Confrérie fit ses fonctions d'église à peu de frais, le père González Islas acheta le nécessaire pour que les orphelines fissent des fleurs et il leur enseigna à lire en latin les chants de chœur, et il acheta deux orgues dont l'enseignement devait lui être une lourde charge, car dès que les maîtresses savaient quelque chose, elles se mariaient.

Lorsque quelque artisan ou personne sans fréquentation voulait se marier, il lui suffisait de demander une épouse au père González. Le vertueux chapelain faisait venir dans son appartement quelques unes des orphelines choisies pour que le prétendant puisse faire son choix à son tour, et ce choix fait, il lui permettait de venir voir la fiancée tandis que l'on arrangeait le nécessaire pour son mariage que le père González lui-même consacrait.

Et comme le nombre des orphelines croissait de jour en jour, il fut forcé de construire d'autres habitations et de dédier une grande salle pour l'enseignement public des jeunes filles de l'extérieur, auxquelles les orphelines montraient à lire, à écrire et les travaux de couture.

En 1766, le Frère Alvarez Campana fut arrêté sur l'ordre de S. M. Resté seul pour s'occuper de l'entretien de cent cinquante personnes, terminer l'œuvre commencée et se charger des offices du culte dans le temple, le charitable chapelain sortait avec quelques orphelines à mendier des aumônes.

Hôpital de femmes. — PERROQUET HISTORIQUE.

Au bout de cinq ans, Alvarez Campana recouvrit la liberté et, appuyé par le vice-roi Vértiz, il réclama l'administration du Collège d'Orphelines comme fondateur et patron, mais il dut renoncer à ses prétentions devant la résistance fondée du père González Islas, lequel, cinq ans plus tard obtint du gouverneur Bucarelli, que l'on édifiât, contigue au collège d'orphelines, une salle pour hôpital, de soixante treize malades, laquelle fut ensuite améliorée par le dit père et à ses frais, sous forme de portes, de fenêtres, de portières, d'enduits et de tout le nécessaire pour les lits, subvenant en même temps aux dépenses occasionnées par les médecins et les médicaments. Et dans la crainte que son œuvre ne tombât faute de ressources, il résolut de faire un voyage à la métropole. Avant de s'embarquer, il remit un pouvoir à don Domingo Belgrano Pérez, engageant tous ses biens pour satisfaire aux dépenses nécessitées par le soutien et le maintien du collège. Le docteur Quesada, dont nous ne voyons pas la nécessité de nous écarter, dit que son comité se composait d'un neveu pauvre et d'un " perroquet " parleur et tapageur.

Arrivé à la capitale de la métropole avec de faibles ressources, il était difficile au père González d'obtenir l'entrée de la fastueuse Cour espagnole, mais le perroquet étant placé de façon à ce qu'on puisse l'apercevoir de la rue, le hasard fit qu'il attira l'attention de la femme du ministre Gálvez, laquelle, avec l'entêtement des femmes volontaires, désirant le posséder à tout prix, envoya un laquais pour l'acquérir sans fixer de conditions. Le neveu refusa ouvertement et sans courtoisie de traiter sur la vente ou la donation du perroquet. La dame irrité mit son palais

en alarme et en mouvement, le célèbre ministre y participant, peut-être sans préméditation.

A son retour chez lui, le pauvre chapelain se trouve en face de cette tempête, et dans la crainte du ressentiment de la femme du ministre, il prit le perroquet, se dirigea vers le palais de Gálvez et le remit. La hautaine dame devint alors son protecteur et entraina son mari qui facilita les prétentions du chapelain.

Le roi approuva tout, il pourvut amplement aux ressources demandées par le père González, lui donnant une estancia appelée de Las Vacas, située sur l'autre rive du fleuve et la Botica; les deux des ex-jésuites appliquées par l'Assemblée des Temporalités, et deux mille piastres pour huit années, à la disposition des arbitres pour la dotation parfaite du Collège. Dans ce but il fut expédié quatre cédules. D'un autre côté il reçut une autre estancia, " Los Remedios ".

Le père González Islas retourna enchanté de son voyage, mais, le mois de son arrivée, l'église San Miguel et la chapelle intérieure du Collège s'écroulèrent. Et il entreprit leur réfection sans l'aide de la Confrérie, dans une restauration très provisoire.

Le 17 Janvier 1801, disparut cette figure remarquable de la charité argentine. Son hospice d'orphelines, subsiste encore. En 1822, la loi de réforme religieuse supprima la Confrérie de la Sainte Charité, mais il fallut respecter ses œuvres, quoiqu'elles passèront entre les mains aussi vertueuses et expertes que celles des dames qui formèrent la Société de Bienfaisance.

Les pères González et González Islas.

Les deux pères González et González Islas ont donné la note la plus haute de la piété et de la charité de leur époque. Fondateur d'une institution aussi élevée que généreuse, le père se dédia complètement à elle, soit par les biens, soit par les travaux personnels, arrivant jusqu'au sacerdotat pour assurer son existence. Son fils, le père González Islas fut son digne successeur. Lui aussi fut ordonné et prononça des vœux pour la prendre à sa charge; il augmenta son action par de nouvelles fondations, et quand il craignit pour son existence future, il traversa les mers à la recherche de ressources et de protections. Pour le faire, lui, descendant de grands propriétaires, accepta de don Domingo Belgrano Pérez, sept cents piastres fortes.

Dans ses travaux, le père González dut être très personnel, si on voit ses difficultés avec les Supérieurs de la Sainte Charité. Ainsi, don Manuel de Basavilbaso procéda contre ses résolutions pendant les courtes absences à l'estancia " Las Vacas ", que le père chapelain faisait toujours à ses frais, pour assurer sa meilleure exploitation en faveur de la Confrérie. Pendant l'une d'elles, Basavilbaso enleva un mur qui divisait l'unique cour où les orphelines faisaient des exercices pendant les jours de congé, et qui avait été élevé aux frais du père González Islas, lui ayant en outre arrangé un jardin qui ne fut pas détruit à cause de son prompt retour. Ces orphelines étant misérables, parce que, à cause de leur nombre, elles étaient comme attachées les unes aux autres, et étant des enfants et employées aux soins de l'infirmerie, pourquoi les exposer à de tels dangers? disait le bon père.

Le Frère Basavilbaso alla plus loin: dans la même cour, par où les comesti-

bles entraient au collège, il destina un terrain pour l'enterrement des morts de l'hôpital malgré qu'il y eut une autre cour mieux appropriée, dans un endroit plus convenable et plus retiré du Collège et de l'hôpital. Mais, don Manuel de Basavilbaso mérite un bon souvenir de l'établissement, car il le dota à ses frais d'une salle pour femmes.

A cause de sa littérature et du zèle qu'il montrait dans ses prédications, ainsi qu'à cause de sa grande charité envers les pauvres, le père González Islas, fut nommé examinateur synodal.

L'église de San Miguel, fidèle et respectueuse de la mémoire de ces deux grands noms de la vertu chrétienne, conserva leurs cendres dans sa nef et leurs portraits dans l'une de ses salles.

Don Manuel Rodríguez de la Vega a été un autre bienfaiteur de l'orphelinat et un grand esprit charitable qui sut attacher son nom au soutien de l'Asile des Enfants Trouvés.

Le prêtre Sola.

Juan Nepomuceno Javier Antonio de Sola, curé de la paroisse de Notre Dame du Monserrat, est une autre personnalité charitable prééminente du premier quart du siècle passé. Savant, mais très humble, il fut membre du cabildo de Mai. Son âge seul, l'empêcha de remplir dans la Junte définitive le poste qu'il avait dans la provisoire. Le 22 Mai, il vota ainsi: "que, eu égard aux circonstances critiques du moment, il est nécessaire de subroger le commandement dans l'Exme. Cabildo au Chevalier Syndic Procureur Général, et cela provisoirement, jusqu'à la création d'une Junte Gouvernementale, laquelle sera formée par l'appel de tous les députés du Vice-Royaune". Tel était le patriote.

Sa capacité intellectuelle fut reconnue dans divers concours. Tandis que ses adversaires présentaient sa feuille de service, fait noter Piaggio, le prêtre Sola se bornait à l'exhibition de son acte de baptême, de son titre d'ordination, de son certificat de grades et des diverses nominations reçues de l'autorité compétente, sans ajouter aucun commentaire. Et cependant, combien de grandes choses n'avait-il pas faites depuis son ordination de prêtre!

Sa charité envers les pauvres, ajoute son biographe, ne connaissait pas de limites. Un jour, une pauvre femme se présenta à son presbytère, lui demandant un secours. Le curé de Monserrat, l'une des paroisses les plus riches de l'époque, n'a pas un réal pour lui venir en aide, et il tire quelques livres de sa bibliothèque pour que la femme aille les vendre et puisse se soigner. La pauvre refuse d'accepter ce sacrifice de son curé; et le docteur Sola la supplie tellement qu'il l'oblige à accepter le vase dans lequel il boit et à le vendre.

Dans une autre occasion, en sortant de sa maison, il rencontre d'autres malheureux qui lui tendent la main lui demandant une aumône pour pouvoir s'abriter, car c'est la saison du froid et ils sont presque nus. Il ne porte même pas les mains à ses poches. Pourquoi? Il sait qu'il n'y trouvera rien, mais sa charité est sans bornes; il enlève le manteau qu'il porte, le seul qu'il ait et le remet, très heureux de souffrir le froid qu'il a essayé d'adoucir.

Peu avant de contracter la maladie qui devait l'emporter au tombeau, il va administrer les derniers sacrements à l'un de ses paroissiens qui se trouve en

danger de mort; et en voyant la misère de la chambre dans laquelle il se trouve, il revient chez lui, prend le matelas de son propre lit et le porte au malade, étant obligé de demander qu'on lui en prête un dans lequel il passa les quelques jours qui lui restaient à vivre.

Son panégyriste, le docteur Agüero, dit que, ni son âge avancé, ni sa santé chancelante, ne préoccupèrent un seul instant le docteur Sola. Près de terminer sa carrière, il vit cet ancêtre vénérable monté sur un cheval, que ne pouvaient déjà plus diriger ses mains tremblantes, tête nue, souffrant les ardeurs du soleil et les rigueurs du froid, imposant le respect par sa tenue et son recueillement, traverser les plus mauvaises rues de sa paroisse pour aller porter le sacré viatique à ses paroissiens malades.

Selon la tradition, son ministère se termina avec sa vie le 19 Décembre 1819.

Le prêtre Alberti.

Manuel Maximiliano Alberti, le prêtre Alberti, membre de notre première Junte, a, lui aussi, une page réservée dans les annales de la charité argentine: ordonné en 1786, il fut attaché à la paroisse de la Concepción, dans laquelle il laissa un souvenir immortel de son zèle sacerdotal et en particulier de sa charité et de son désintéressement qui fit l'admiration de cette paroisse.

Il a été publié une représentation faite en 1801 au vice-roi del Pino par les dévots de cette paroisse, narrant les mérites et les vertus du docteur Alberti, pour que cette cure lui fut donnée, car dans sa modestie l'illustre candidat présenta seulement au tribunal la narration toute simple des diverses charges qu'il avait remplies sur l'ordre de ses supérieurs.

Dans le Cabildo du 22 Mai, il appuya le docteur Sola de son vote, et il mena ensuite la vie de haute inspiration patriotique qui a immortalisé son nom.

Frère José del Rosario Zemborain.

Au mois de Mars 1768, un jeune espagnol frappait aux portes du Couvent de Santo Domingo. Il avait vingt trois ans, et dans ses veines coulait le sang des comtes de Zemborain, descendant direct de la noblesse de Navarre, de Biscaye et de Guipúzcoa. Il venait humblement offrir sa personne pour une vie de sacrifice. Et il demanda la plus modeste de toutes les charges, celle de frère lai. Cette faveur lui ayant été accordée, à la porte il renonça pour toujours à son écu d'armes, plusieurs fois enrichi de barres, d'oriflammes, de châteaux et de croix, confirmé par Jaime I d'Aragón, et revêtit la bure blanche et le manteau noir des serviteurs les plus soumis du couvent.

Il ne venait pas s'enfermer dans le cloître pour étouffer des passions non partagées, ni pour rechercher dans la retraite silencieuse de ses cellules la tranquillité pour son âme. Loin de là. Etabli dans un commerce près de la place de Monserrat, il l'abandonnait pour obéir à l'impulsion d'une vocation supérieure. C'est pour cela qu'il demanda la place de lai, peut-être la plus lourde et la plus humble de la communauté.

Trois années après, en 1771, il était nommé maître de lettres, et depuis lors s'accentuèrent ses idées d'éducateur et de philanthrope dans une œuvre intense

et continuelle de protection morale et matérielle pour les enfants, exceptionnellement élevée.

La tradition dit que, ni les occupations les plus difficiles, ni les maladies les plus douloureuses n'arrivèrent à l'empêcher de manquer seulement une seule fois à ses classes ou à ses actes.

Son amour des petits était très grand, c'était celui d'un véritable patriarche, il les attirait par sa douceur pour les dominer par sa bonté.

Aimable et prudent, par eux il secourait fréquemment beaucoup d'infortunes se constituant leur plus grand aumônier. Il fut le père charitable de nombreux parents indigents, dont les enfants à leur tour, étaient les enfants de son coeur. Pour eux, sa cellule renfermait toujours des fournitures scolaires, et des vêtements, des bas et des chaussures; de telle sorte que jamais on n'a pu dire si frère José del Rosario y Zemborain fut plus grand comme éducateur que comme philanthrope.

Son école remplit toute son époque, et par le nombre des élèves elle occupe le second rang, ainsi que le constate dans un rapport adressé au Vice-roi Vértiz, le Syndic Procureur don Manuel de Basavilbaso.

La maison, le collège, l'asile, le refuge, le patronage et l'asile de rédemption de frère José étaient consacrés à Saint Thomas d'Aquin, installé dans l'édifice contigu au parvis de Santo Domingo, détaché en 1822 de la propriété du couvent par la loi de réforme du clergé de Bernardino Rivadavia.

Cet obscur lai espagnol devint l'une des entités les plus justement aimées et vénérées de son époque. Il renonça complètement au monde, arrivant même à cacher sa propre noblesse, pour réaliser des résignations personnelles; et, sans rechercher le succès, il triompha par son humilité et sa générosité.

Frère José recevait des bénédictions de toutes les lèvres: c'est à lui que l'on confiait les enfants et que l'on remettait les aumônes, sûrs que le Frère, depuis sa porte, ou depuis son pupitre de maitre et de père, saurait les multiplier à l'infini dans un courant prodigieux de bontés évangéliques.

Et lorsque, le printemps de 1804 commençait ses premiers beaux jours, le 22 Octobre, il quitta le monde pour toujours. Il avait passé près de soixante ans d'une vie que l'on pourrait résumer en traçant un très long sentier de vertus.

Sa mort fut un deuil public. Elle attrista véritablement les esprits: " l'église fut tellement remplie de gens, qu'il n'était possible ni d'entrer ni de sortir et une garde commandée par le Cabildo dut recourir à ses armes et s'ouvrir un chemin par la violence pour que puissent s'effectuer le service funèbre et l'enterrement. Le cadavre resta trois jours exposé à la vue du peuple. Tous se disputaient pour s'approcher et lui couper un morceau d'habit comme relique. Les uns le priaient, les autres le pleuraient, et tous sans exception le regrettaient intimement.

Ce n'est que lorsque l'attention publique est dominée par des mérites exceptionnels que les peuples rendent de ces tributs. Frère José mort, sa mémoire vécut. Le jour du premier anniversaire de sa mort, le célèbre père José Ignacio Grela fit son panégyrique dans une cérémonie de funérailles, avec la même onction que lors du premier deuil.

La figure de frère José del Rosario y Zemborain, le noble qui s'humilia volontairement pour remplir des charges inférieures dans son couvent, pendant la seconde moitié du XVIII[me] siècle, alors que la noblesse était si recherchée, n'a

pas été égalée dans notre aristocratique Ordre de Prédicateurs de Santo Domingo de Guzman. Elle est restée comme un emblème d'une charité apostolique, tandis que ses Frères ont enrichi l'éloquence sacrée avec les pages les plus brillantes de notre chaire.

La Maison des Enfants Trouvés.

C'est à Marcos José de Riglos que l'on doit notre maison pour les Enfants Trouvés. Au mois de Juillet 1779, alors qu'il était procureur syndic général, il demanda sa fondation au vice-roi pour recueillir et éduquer les petits abandonnés. Cette initiative de Riglos ne dut causer aucune surprise, à cause de ses antécédents, à cause de sa haute position sociale, à cause de ses relations et à cause de ses sentiments miséricordieux. Capitaine de dragons dans les armées de S. M., il avait été alcalde de Buenos Aires et juge de mineurs en 1766, il était marié à doña Francisca Javiera de San Martín Avellaneda, sœur du curé don Carlos de San Martín, examinateur synodal de l'Evêché et commissaire et qualificateur du Saint Office. Son foyer respectable se trouvait en outre, dignifié par ses propres vertus.

Dans sa demande, de Riglos parlait de "nombreux enfants abandonnés aux portes et aux fenêtres des habitants, mourant à cause des intempéries de la nuit, et d'autres exposés sur les chaussées et écrasés lorsqu'ils n'étaient pas dévorés par les chiens et les porcs". Il accompagnait sa supplique d'un interrogatoire pour prouver les faits qu'il avançait en indiquant les témoins respectifs.

Víctor Gálvez a publié les détails de cette initiative.

Don Juan José de Vértiz y Salcedo, chevalier commandeur de Puerto Llano, de l'ordre de Calatrava, lieutenant général des armées royales et vice-roi de ces provinces du Río de la Plata, accueillit la demande et ordonna l'interrogatoire proposé.

Don Juan Francisco de Suero déclara savoir et avoir entendu dire que beaucoup de nouveaux-nés avaient été déposés aux portes et aux fenêtres, et même dans d'autres lieux où ils couraient plus de dangers, ce qui l'a douloureusement frappé matériellement et spirituellement. Et il raconta que sept années auparavant, pendant une nuit d'hiver, un nouveau né avait changé quatre ou cinq fois de porte, car ceux qui le trouvaient à la leur, le transportaient à une autre...

Par l'abandon auquel sont exposés les nouveaux-nés et les endroits où ils sont déposés, non seulement il y en a beaucoup qui meurent de froid, mais ils sont souvent dévorés par les animaux, et c'est ce qui arriva dans le quartier de San Miguel, où l'on trouva deux nouveaux-nés dévorés, l'un sans autre fragment qu'un bras dans la gueule d'un chien, s'ensuivant que cet animal l'avait dévoré, et l'autre rongé jusqu'aux jambes. A cause de ces accidents et d'autres semblables, le gouvernement ordonna de tuer les chiens et les porcs qui étaient rencontrés dans les rues.

Deux mulâtresses libres, Juana et Paula San Martín, déclarèrent: qu'ayant résidé pendant longtemps en face d'une excavation du campement des indiens des Missions, dans le centre de cette ville, à une cuadra du Collège qui fut celui de la Compagnie des Enfants Trouvés, où il y avait beaucoup de bois et de sciure, un matin que les ouvriers furent chercher les scies qu'ils laissaient dans leurs chambres, ils les avisèrent qu'ils avaient trouvé un nouveau-né parmi les bois...;

qu'autrefois elles avaient entendu dire que, pour ne pas être découvertes, les femmes jetaient dans les puits les enfants venus d'une manière occulte.

L'Echevin doyen qui remplissait les fonctions d'alcalde de second vote, don Gregorio Ramos Mexia, dit avoir eu connaissance de deux nouveaux-nés qui par les rigueurs du froid avaient été jetés dans un égout et dans la rue. L'un mourut et l'autre fut recueilli mourant par une pauvre négresse.

Don Francisco Antonio de Escalada, commerçant de cette ville, qui avait exercé les emplois d'échevin et de défenseur des pauvres, dit qu'il y avait beaucoup d'enfants que l'on exposait sur les portes, les fenêtres et dans les rues, ce qui était dû à la nombreuse population et à la misère des gens... ; ajoutant qu'il considérait comme nécessaire la construction d'une maison pour remédier à cet état de choses, qu'il la ferait sienne en possédant les ressources suffisantes, croyant que c'était servir particulièrement Dieu, le Roi et la République.

Don Francisco Cabrera, lui aussi commerçant, ex-titulaire des charges honorifiques d'alcalde et d'échevin, dit qu'étant alcalde ordinaire de cette ville, une nuit qu'il était sorti pour faire une ronde, dans la fosse appelée de Viera, il trouva un enfant qui venait de naître et qu'une troupe de porcs était en train de dévorer.

L'échevin royal, don José Antonio Ibáñez, exposa: que pendant une période de seize années, on lui avait jeté dans ses habitations, sept enfants, dont il en recueillit cinq parce qu'il se trouvait alors présent. Beaucoup de ces enfants étaient jetés dans des fosses et dans des enclos, et les intempéries en faisaient périr la plupart.

Don Francisco de Espinosa y Muxica, ex alcalde et échevin, fit savoir que dans une réunion d'amis, l'un d'eux dit qu'en se retirant chez lui vers minuit, il observa sur la petite place de Santo Domingo une femme près d'une auge où il y avait de l'eau pour la réédification de l'église, et poussé par la curiosité, il s'arrêta au coin de la rue. Au bout d'un instant, la femme se mit à marcher, et après l'avoir suivie pour voir où elle se rendait, il retourna à l'auge et il y trouva un enfant noyé.

Firent aussi leur déposition: le capitaine de milices, don Vicente Pereira y Lucena, l'échevin don Vicente de Arzac y Goyeneche, l'échevin et défenseur général des pauvres, don Manuel Rodríguez de la Vega et le vicaire général, procureur et curé propre de la Sainte Eglise Cathédrale, don Juan Cayetano Fernández de Agüero.

Ibáñez et Ortega composaient la Junte des Temporalités, avec don Manuel Ortega y Espinosa, et dès qu'ils furent en possession de l'information produite, ils conseillèrent la fondation immédiate du nouvel établissement. Tous ces précédents influèrent d'une façon décisive sur l'âme déjà favorablement disposée du progressiste vice-roi, et le 7 Août 1799, la Maison des Enfants Trouvés ouvrit ses portes dans un ancien édifice des Réguliers expulsés, dans la rue Potosí, à l'angle de la rue Perú, où à une autre époque, les Pères Jésuites faisaient faire des exercices aux femmes.

A l'entrée on plaça cette inscription lapidaire:

Mi padre y mi madre
Me arrojan de sí
Y la piedad divina
Me recoge aquí.

Le jour de son inauguration, entre 9 et 10 heures de la nuit, on déposa à l'entrée de la maison de don Francisco Franco, une petite fille avec un papier indiquant qu'elle était née le 9 Juin et qu'elle avait été baptisée sous les noms de Feliciana Manuela. Sa malheureuse mère la laissa en donnant un fort coup dans la porte, et Mme. de Franco la recueillit entourée d'une layette noire. Le 6 Août 1780, cette petite fille, la première enfant trouvée, mourut subitement dans la Maison de la Crèche.

Tous ces renseignements sont conservés dans le premier régistre de l'établissement, dont les pages sont rongées par la poussière de plus d'un siècle, et dont certaines lignes sont presque illisibles.

" 1779. Tout doit se faire pour le peuple et rien par lui ", dit sa première page, sous la signature de don Martín de Sarratea, son premier directeur.

Sarratea fut un grand protecteur de cette maison miséricordieuse; il travailla sans relâche pour elle, suppléant au moyen de ses propres revenus aux faibles ressources sur lesquelles elle comptait; il fut l'âme de la nouvelle institution.

En la fondant, Vértiz, d'accord avec la Junte d'Applications qui s'occupait de l'administration des temporalités, destina à son soutien les revenus de neuf habitations comprises du numéro deux au numéro dix, et situées sur la grande place, tournées vers le Nord, commençant à partir de la maison de doña Petrona et doña Catalina Soraste, et le reste regardant au ponant en face des maisons de don Agustín Casimiro de Aguirre et de l'Archidiacre de cette sainte église, don Miguel de Riglos, jusqu'à celle de don Eugenio Lerdo... Leurs loyers annuels se montaient à onze cent soixante six piastres, mais en déduisant les frais, le revenu net était calculé à huit cent quatre vingt deux piastres par an. En outre il lui destina le produit de la première imprimerie établie à Buenos Aires avec les restes d'une ancienne du Collège de Notre Dame du Monserrat, de la ville de Córdoba de Tucumán.

Frère Pedro Parras, recteur du Collège du Monserrat, paya les mille piastres de dépenses pour l'imprimerie des Enfants Trouvés, sacrifice personnel méritoire mais peu profitable à l'établissement, car l'imprimerie ne produisit aucun revenu, malgré les contrats célébrés pour son exploitation.

Les fonds étaient tellement réduits qu'il fallut les augmenter, ce qui fit songer à établir le monopole de la vente des travaux et la servitude des enfants trouvés, dont le commerce se ferait en faveur de l'établissement, moyens qui furent tous les deux repoussés par la couronne.

Entre temps, don Martín de Sarratea concourait au moyen de ses biens privés au soutien de la maison, jusqu'à ce que le 21 Février 1784, Vértiz, après avoir pris conseil de don Manuel Rodríguez de la Vega, du dit Sarratea et de don Manuel de Basavilbaso, disposa que les Sœurs de Charité prendraient la charge de la direction et du gouvernement de l'établissement. En même temps, il ordonna la vente du premier édifice et l'achat de la maison contigue à un hôpital de femmes qui existait dans les rues Moreno et Balcarce au fond du couvent San Francisco, dans un endroit aussi solitaire que pour maintenir dans un mystère impénétrable toutes les misères, toutes les hontes et tous les malheurs de l'âme qui se produisent auprès d'une maison d'enfants trouvés.

Pour son soutien il destina quelques terrains bas, situés entre la royale forteresse et la place principale, divisés par la rue royale qui allait du Nord au Sud.

La nouvelle maison située à l'endroit où se trouve aujourd'hui la Faculté de Droit et Sciences Sociales, était un vieil édifice colonial composé seulement du rez-de-chaussée, peu élevé, avec une large entrée donnant sur une grande cour, entourée du caractéristique corridor espagnol de petites tuiles concaves et de bords saillants.

Le tour fut placé à la droite de l'entrée, conservant son inscription significative sur la piété divine étendant son manteau protecteur.

La Maison des Enfants Trouvés était toujours très pauvre, Vértiz aidait à augmenter ses ressources en lui faisant remettre le produit de la pêche des loups de mer sur la côte du même nom, et les amendes et autres dont il pouvait disposer, et don Francisco Velarde offrit deux mille piastres annuellement pour trois années et le produit liquide d'une comédie qui devait être donnée le jour des Saints Innocents, et dont il considérait le montant comme d'environ cinq cents piastres, si on lui permettait d'ouvrir un établissement pour jouer des comédies. Le vice-roi autorisa aussi des courses de taureaux depuis Décembre jusqu'après le carnaval, destinant la moitié de leur produit à cette maison.

Mais Vértiz dut quitter le commandement. Son éloignement se fit beaucoup sentir. Progressiste, entreprenant et laborieux, de toutes parts il faisait sentir son action. Notre capitale était infestée de faux mendiants, par un édit, il interdit la mendicité. Et comme il pouvait y avoir de véritables pauvres à souffrir de l'édit, il encouragea et aida les institutions régulières de charité.

Mendiants.

Les mendiants ont toujours été une plaie pour Buenos Aires, comme moyen de spéculer sur le sentiment religieux, bien ancré dans nos familles. C'est d'eux que parle le voyageur anglais Vidal, en 1820, et quinze ans plus tard le jeune d'Orbigny, arbitre de la beauté et du luxe de nos belles, personnage de palais par ses amabilités avec les dames.

D'Orbigny dit que dans la capitale argentine il y avait une plaie de mendiants, quoique, comme tout ce qui était nécessaire à la vie était très abondant et les salaires très élevés, elle aurait dû se voir délivrée d'un tel fléau, mais l'indolence et la paresse du peuple expliquait facilement la contradiction. Il ne parle pas des mendiants communs placés aux portes des églises, pas plus qu'il ne se réfère aux mendiants privilégiés qui, avec une grande besace à l'épaule, vont demander l'aumône de porte en porte. Ce qui le surprit le plus, furent les mendiants à pied et à cheval, autorisés par la police, qui les obligeait à porter un écriteau sur la poitrine avec une inscription. Sur l'un d'eux, il vit le numéro quatre vingt cinq. Il portait un panache vert, une tunique incarnat, un pantalon blanc, et à l'arçon de sa selle, une peau de mouton teinte en bleu. Il étendait rapidement son chapeau, où pleuvaient les réaux des bons porteños.

L'interdiction de Vértiz eut alors les mêmes effets momentanés que les nombreuses dispositions analogues dictées ensuite dans le même sens.

Manuel Rodríguez de la Vega.

Avec le changement de commandement, la maison solitaire fut très oubliée. Les nouvelles autorités arrivèrent jusqu'à lui retirer ses très modestes cotisations mensuelles.

Deux habitants charitables, don Juan Andrés de Arroyo et don Pedro Diaz de Vivar, demandèrent des ressources pour la soutenir, allant de porte en porte, avec un si pauvre résultat qu'ils parvinrent à peine à réunir vingt cinq piastres mensuellement.

Une nuit du Carnaval de 1789, le Colisée de Comédies, ancien théâtre de la Ranchería, donna à son bénéfice une représentation du *Siripo* de don Manuel J. de Labarden, mais la Maison des Enfants Trouvés aurait succombé irrémissiblement si don Manuel Rodríguez de la Vega, son nouveau et grand bienfaiteur, avec sa charité jamais lassée, n'était venu à son aide, en même temps que le vice-roi Arredondo prenait des dispositions pour sauvegarder la vie des petits innocents.

Don Pedro Antonio Aznarez a su relever longuement les précieux antécédents de cette Maison: en 1796, le marquis de Melo y Portugal lui adjugea une partie des bulles d'indult et de guerre, et le sixième des saisies qui lui reviendraient, et il voulut grever de six piastres et six réaux chaque pipe d'eau-de-vie, et de cinq piastres et deux réaux celles de vin, mais le roi ne voulut pas sanctionner ces droits comme étant ruineux pour le commerce national.

Ce manque de ressources prolongea l'abnégation de don Manuel Rodríguez de la Vega, au delà de l'indispensable, car la Confrérie de la Charité ne pouvait rien faire en sa faveur. D'un autre côté, la consécration particulière de Rodríguez de la Vega obéissait à un sentiment intime de compassion pour les enfants: par son testament il prolongea son œuvre en lui léguant une propriété située dans la rue qui allait de la Grande Place à San Francisco.

La Maison des Enfants Trouvés a toujours été comme une douce crèche philanthropique. A sa tête ont été des personnes d'abnégation prouvée, parmi elles don Pedro Diaz de Vivar et don José Martínez de Hoz, administrateurs actifs, zélés et compétents.

En 1817, le docteur Saturnino Segurola, médecin, et auteur de son règlement en prit la charge. Le docteur Segurola établit une infirmerie aux soins de deux assistants, pour hospitaliser les enfants trouvés malades. La vieille maison continua sa vie de rédemption avec le peu de ressources dont elle disposait, jusqu'à ce que la réforme rivadavienne, déjà plusieurs fois rappelée, fit disparaître l'ancienne confrérie et remit l'établissement à la Société de Bienfaisance, qui venait de se fonder et qui a conservé cette belle relique de la charité argentine, l'enrichissant de ses consécrations pour l'agrandir comme institut.

Après la Colonie.

Là s'arrête la première période de notre histoire de la charité, histoire très féconde en œuvres et en esprits de véritable générosité. Pendant cette période, toutes les communautés religieuses eurent des figures haut placées. Si la chronique ne répète pas leurs noms, cela est dû à l'humilité apostolique dont elles s'entouraient, sans enregistrer leurs travaux dans aucunes archives. Résolus á une vie

de sacrifice, ayant prononcé des vœux d'humilité et de pauvreté, pour être agréables à Dieu qui voit tout, jamais ces moines ne recherchèrent la sanction humaine, ni les récompenses terrestres. C'est pour cela que des Bethlémites, nous n'avons pu recueillir que deux ou trois noms à peine. Cependant, tant qu'ils furent à la tête de l'hôpital, ils furent les infirmiers désintéressés de toute notre population, de riches et de pauvres, sans distinction d'antécédents, ni d'âges, ni de religion.

C'est aussi pour cela qui l'on sait si peu de choses sur les franciscains, dont les cellules de leur couvent renfermaient de nombreux pères de grande mission, soit dans ses vieux cloîtres de la rue Defensa, soit comme Récollets, dans leur retraite en face du rio, converti plus tard en caserne et que les maçons durent abandonner pour qu'il dispensât de nouveau ses charités aux vieillards de l'Asile de Mendiants.

C'est aussi pour cela que, dans le Monastère de Santo Domingo, il y a peu de chose pour rappeler les prédécesseurs dans l'éloquence et la prédication, seul le nom du frère lai José del Rosario est sauvé de l'oubli, sans réclamer l'immortalité pour la soutane consacrée par les ordres.

C'est pour cela, enfin, que l'on rappelle sans faire d'individualités, le nom des Pères Augustins, établis en 1641, et qui, comme les membres des précédentes communautés, se montrèrent bienfaisants et charitables.

Les Pères Jésuites auraient sauvé quelque chose de cet oubli obligé, parce que la Compagnie compte des historiens, mais l'incendie criminel de son collège et le vol inique de la partie la plus importante de ses archives ont enfoui à jamais dans le silence éternel la mémoire de religieux dignes d'être présentés à l'admiration des générations.

Mais si aujourd'hui ne se perpétue le nom d'aucun de ces anonymes de la charité remplis d'abnégation, ils obtinrent tous dans leur temps la reconnaissance sincère et expressive d'une société qui a toujours su se montrer reconnaissante envers ses bons serviteurs. Et cela a suffi pour leur mission sur la terre.

Nos familles elles-mêmes ont été essentiellement charitables de tout temps; jamais un indigent n'a frappé à leurs portes sans trouver tendue une main miséricordieuse. Religieux par tradition, par héritage et par conviction, nos ancêtres inculquèrent des principes charitables tellement profonds que jamais aucun ne passait devant un pauvre sans lui faire l'aumône. C'est pour cela que les faux mendiants arrivèrent à être légion.

Les œuvres charitables privées furent nombreuses, bien que la facilité commune de vie n'obligeât pas à de grands sacrifices. Dans leur presque totalité elles sont restées enveloppées dans des préceptes moraux recueillis par les cœurs sains pour remémorer les vertus et la bonté de ceux qui s'éloignaient pour toujours; leurs noms étaient évoqués dans les veillées intimes de ces foyers patriarcaux. Comme les religieux profès, les familles, fidèles au précepte biblique, ne cataloguaient pas.

En même temps qu'elles, et en faisant partie, apparaît le philanthrope universel, le médecin, étendant sa mission aux habitations misérables, dans une consécration aussi grande que désintéressée et inconnue, et très pieuse, et très spontanée, et très digne des bénédictions éternelles et de la gratitude humaine.

Jours de gloire.

L'esprit de charité a donc été le patrimoine de nos aïeux; sa manifestation actuelle répond à une loi héréditaire.

Avec ces sentiments on entendit le premier cri de Patrie en un jour de gloire. Dès lors, un seul idéal anima tous les esprits; la Patrie réclama toute l'attention.

La femme argentine offrit le repos aux vaillants et développa son habituelle charité dans l'asile, dans l'hôpital et dans sa propre maison, contribuant au bien-être et aux commodités des soldats par des travaux appropriés à leur sexe. Les alcaldes de quartier répartirent parmi les dames les éléments pour confectionner jusqu'à vingt mille chemises.

Ensuite, en 1812, les dames et les jeunes filles de la Société Patriotique se réunirent dans la maison de Escalada. Monteagudo a consacré cet acte: " lorsque la joie apporte jusqu'au sein de leurs familles la nouvelle d'une victoire, elles peuvent dire dans l'exaltation de l'enthousiasme: C'est moi qui armai le bras de ce vaillant, qui assura sa gloire et notre liberté ".

Et tandis que les pères et les fils formaient la croisade libératrice, les dames qui armèrent leurs bras veillaient ensemble à leurs foyers, réalisant la grande charité pour la Patrie.

De son côté, le clergé continuait son habituelle charité, et la Confrérie de la Sainte Charité maintenait sur pied toutes ses institutions. L'ensemble offrait un tableau formé par le Collège d'Orphelines de San Miguel, par l'Hôpital de Femmes, par la Maison des Enfants Trouvés et par les Hôpitaux d'Hommes de la Residencia et de Santa Catalina des Pères Bethlémites, qui sont tous des monuments de la charité argentine auxquels ont attaché leurs noms des cœurs très généreux.

Loi de réforme du clergé.

Le chaos de l'année 1820 est passé à l'histoire. Don Martín Rodríguez gouvernait avec son ministre Bernardino Rivadavia. Très féconde en multiples initiatives, cette administration marque les deux dates historiques les plus importantes de nos institutions charitables: le 21 Décembre 1822, en faisant disparaitre la combien méritante Confrérie de la Sainte Charité, comprise dans les prohibées par la Loi de Réforme du Clergé, et le 2 Janvier 1823, avec la fondation de la Société de Bienfaisance, à laquelle furent remises les dépouilles de celle-là pour continuer une œuvre qu'il n'était pas possible de détruire.

La loi religieuse dut produire l'une de nos secousses sociales les plus intenses, car, si López est dans la vérité lorsqu'il affirme que la situation morale, économique et civile du clergé, surtout du clergé claustral accumulé dans les couvents, exigeait la plus sérieuse attention du gouvernement, la forme recherchée pour corriger ses possibles imperfections, ne fut pas la plus efficace, car elle commença par supprimer complètement l'autorité ecclésiastique.

Cette loi est attribuée à Rivadavia, exclusivement. Malgré cela, on peut lire dans la chronique du Grand Couvent de Buenos Aires, que Rivadavia ne fut jamais un hérétique ni un libre-penseur vulgaire: homme austère au fond, doucereux à la surface, démo-aristocratique dans le sentiment, patriote honnête; sur-

pris par les excès de 1820 et leurs conséquences ; réformateur par génie et d'esprit entreprenant, il mit la main à la réforme générale de ce que cette année avait décomposé. Mais, par manque d'autorité légale, il vint se défigurer devant la virilité du code catholique.

Les idées schismatiques de l'empereur Joseph II d'Autriche, les doctrines du Febronio, les résolutions de l'Assemblée Constituante de 1813, toute de fond schismatique, obscurcit sa noble et patriotique figure.

Pour édicter cette loi, Rivadavia commença par diviser le clergé, appelant à ses côtés l'illustre docteur don Valentín Gómez, son ancien professeur de philosophie, homme de lettres, de conversation amène, de caractère doux et de passions modérées, fidèle à ses amis et amant de sa Patrie. Plus littérateur qu'homme politique, quelque peu naïf et crédule, sans la suffisante pénétration pour juger les hommes et les choses dans la vie pratique, il lui manquait l'énergie d'initiative de Rivadavia et l'habileté consommée de Manuel García, ainsi que le présente le général Mitre.

Le docteur Mariano Zavaleta, ecclésiastique de talent et intime ami de Rivadavia, l'accompagna aussi dans ces moments, le suivant comme son ombre. Dès le premier instant de son élection pour gouverner l'Evêché vacant de Buenos Aires — 17 Octobre 1812 — note le père Otero, — moins par ignorance que par de puissants liens d'amitié, il seconda en tout le ministère de Rivadavia, arrivant au point de réglementer la vie intérieure des communautés par des prescriptions les plus sévères et les plus arbitraires.

Vicaire capitulaire en remplacement du docteur Mariano Medrano y Cabrera après sa démission et sa protestation devant les Chambres contre les abus du pouvoir exécutif sur la juridiction ecclésiastique, pour seconder les propositions de Rivadavia, il défendit à monseigneur Muzi, au nom du gouvernement de confirmer dans l'église le jour qu'il avait indiqué, et ayant su que sur la demande des fidèles il administrait le sacrement dans sa maison, il lui interdit la confirmation même en privé.

Dans son bulletin de communication — cité par l'évêque Padilla — on s'étonnait qu'il fut venu en Amérique pour troubler la paix des peuples. Monseigneur Muzi était vicaire apostolique avec des facultés propres, en mission spéciale dans cette partie de l'Amérique.

Tout cela autorisa, sans doute, Sarmiento à assurer que le haut clergé de Buenos Aires appuya la liberté des cultes, car, de son côté, le Doyen Funes, à l'instigation de Rivadavia, traduisit les *Garanties individuelles* de Dannou et les publia avec des notes et des commentaires.

Ce n'est pas le cas de juger la conduite de Funes, dit Piaggio, en ce qui se réfère aux questions ecclésiastiques ; mais nous croyons que l'on peut affirmer que dans le cas de la réforme rivadavienne, comme dans la question du patronage, il a agi avec une entière bonne foi. Il serait seulement à désirer que les libéraux fussent avec l'église aussi loyaux et tolérants que nos ecclésiastiques l'ont été avec les libéraux et avec le libéralisme dans les premières années de notre vie indépendante.

Pour démontrer que le but du gouvernement n'était ni d'annuler, ni de rabaisser la dignité ou l'importance du clergé séculier, on publia un édit ministériel prouvant que le régalisme est compatible avec le plus sincère respect de l'église,

comme étranger aux doctrines et aux principes hérétiques qui aspirent à sa destruction ou à son divorce avec la souveraineté politique. " Il ne suffit pas, dit l'édit de Rivadavia, que le clergé de Buenos Aires obtienne par ses vertus une réputation distinguée, que ses services dans la cause de l'indépendance lui assigne une première place parmi les classes qui ont contribué à l'établir, il est nécessaire de quelque chose de plus, il est nécessaire que son crédit s'élève par sa culture et qu'il arrive par ce moyen à se mettre en état de se mettre à la hauteur de sa mission avec la responsabilité de la poursuivre ".

Cette loi affectait, non seulement le clergé, mais les croyances de la société. Les habitants de la colonie étaient-ils profondément et sincèrement religieux? — se demande Estrada.

Les gens priaient et jeûnaient, c'est certain, mais, existait-il dans leur âme la haute notion de la nature humaine et de ses relations avec Dieu, le germe des harmonies morales, la responsabilité et la liberté qui donnent le mérite à la vertu et qui constituent son essence même? L'assistance à Pâques ne prouve que le respect des rites d'une religion dont le dogme et dont l'essence pourraient ne pas être compris. La religion était-elle une forme d'unité de conscience avec Dieu, acceptée pour que l'esprit satisfait y rencontrât sa plus élevée et sa plus transcendentale aspiration? Non! Ni à l'école, ni dans la famille, ni dans le temple on ne préparait les facultés de l'homme pour ses hautes destinées.

La réforme religieuse annoncée, la discussion était ouverte. Otero l'analysa. D'un côté, le franciscain illustre, frère Cayetano José Rodríguez, employant dans son *Oficial de dia* la logique concluante, haute et sereine, les preuves historiques, l'invocation de la tradition, la voix des conciles et le témoignage des Saints Pères, et frère Francisco de Paula Castañeda — l'Isla américain — avec la critique mordante et la colère asservissante. Lutteur inlassable, philanthrope rempli d'abnégation, le père Castañeda s'occupait personnellement à la Recoleta de classes gratuites qu'il avait fondées, et de la distribution aux nécessiteux des aliments réservés dans un tel but. Moitié médecin dans les occasions pressantes et extrêmes, il lui fut donné quelque mal pour soigner à l'aide des recettes du docteur Manduti, célèbre à l'époque des vice-rois.

D'un autre côté, don Juan Cruz Varela, de grand talent, mais avec les idées faussées parce qu'il s'était inspiré des encyclopédistes français, soutenait avec une argumentation forcée, l'opportunité de la réforme et le droit de l'autorité civile pour l'entreprendre par elle seule sans le consentement des autorités ecclésiastiques.

Tartaz.

Et comme la presse n'était pas suffisante pour le combat, dit López, on écrivit *El prodigioso efecto de los Hábitos Talares* de don Floro Zamudio — critique acerbe de l'inutilité du clergé — que récitait un certain Tartaz, membre d'une famille distinguée, névrosé, histrion et bouffon, médisant, avec ses entrées franches dans les cercles sociaux, où il répétait, aidé par une excellente mémoire, et avec un succès complet d'inflexions et de gestes, ce que d'autres lui apprenaient et quand ils le payaient.

A cause de la difficulté qui existait alors pour l'impression des plaisanteries

et des satires passagères, Tartaz était le périodiste caricaturiste du temps; et comme en plus d'histrion, il était bohême, frère Cayetano José Rodríguez se délectait dans sa compagnie et l'avait à son service pour ce divertir en lui enseignant à dire avec un art consommé mille bouffonneries spirituelles dans lesquelles le gai et vertueux frère était fécond. Tartaz sortait de la cellule tout rempli de ces bouffonneries; et, affectant une mystérieuse réserve, il se présentait dans le salon le plus fréquenté, ou à un banquet. Le voir et l'entourer était tout un; on savait déjà qu'il apportait quelque nouvelle du jour.

Le champ préparé en tous sens, la polémique vivait et soutenait dans les journaux jusqu'à des médisances que l'on aurait pu éviter, le Gouvernement dut se sentir fort quand il se résolut à réformer des communautés aussi influentes, devant lutter, tout au moins, contre les préoccupations de ceux qui avaient vieilli dans l'ancien état de choses.

Ainsi fut édictée la loi du 21 Décembre 1822.

L'opuscule *Justicia al Mérito* a exprimé son jugement sur ses conséquences immédiates. L'histoire enregistrera éternellement avec horreur l'aveuglement de ces jours. Oui, parce que l'on vit exécuter des cruautés étrangères aux principes libéraux que l'on proclamait alors, et dont se ressentait l'humanité. On vit alors un religieux chargé d'ans et de mérites dans sa religion, sortir appuyé sur un bâton et se présenter devant *un prélat nul,* pour lui exprimer sa volonté. On vit un autre malade dans son lit et attendant la mort, que l'on obligea dans cet état à se séculariser... Jetons un voile sur un tableau aussi triste, et qui dégrade tant les autorités civiles et ecclésiastiques qu'il y avait alors à Buenos Aires.

Pour López, la Réforme Ecclésiastique de 1822 ne contenait rien d'hérétique ou de contraire à la discipline ou aux pratiques de l'église catholique, telle qu'elle était organisée en Espagne, et non seulement elle était consentie, mais encore elle était autorisée par les Papes dans l'Amérique; et pour Juan Maria Gutiérrez, elle fut un prétexte pour que les gens souffrant des innovations, les arrivistes et les perturbateurs de métier, formassent une coalition au nom de la croyance de nos ancêtres, faisant entendre au peuple que l'on attaquait les dogmes et l'illustration de son culte. Les principes religieux du premier ministre furent mis en doute et la calomnie déclara athée celui qui avait contribué à ce que le séminaire conciliaire, mal organisé et manquant de ressources, fût élevé au rang de collège national d'études ecclésiastiques, celui qui avait pris à tâche de dignifier le sacerdoce, pour qu'il fut capable de remplir la haute mission que le Gouvernement se disposait à lui confier. A cette époque, Rivadavia voulut donner au clergé de Buenos Aires, continue Gutiérrez, la prérogative de participer librement à l'éducation et à la civilisation du peuple. Ces intentions furent manifestées par des paroles décisives et des faits notoires.

Les recherches historiques n'ont pas révélé tous les véritables secrets de cette époque.

La première conséquence de la loi, en attaquant les congrégations, fut de supprimer la Confrérie de la Sainte Charité et d'expulser les Bethlémites, les deux anges tutélaires des éprouvés, de ceux qui souffrent, des orphelins et des désespérés.

Elle ferma aussi le Couvent de la Recolección, toujours ouvert au nécessiteux, à l'invalide et à tous ceux qui entraient par la porte qui donne aujourd'hui sur

la place et le jardin de la Recoleta et qui sortaient par une petite porte placée dans la " bajada ", actuellement avenue Alvear, près de celle du General Pueyrredon.

Bernardino Rivadavia.

Une disposition de conséquences immédiates semblables peut-elle être défendue? Nous le demandons au mandataire réformiste, à Rivadavia, d'idées fausses sur ces institutions religieuses, quoique ses idées et ses gestes de croyant étaient bien définis: il entendit toujours la messe les dimanches et les jours de fête, qu'il fut ou non fonctionnaire, et jamais il ne manqua de solenniser par sa présence les fêtes de l'église pendant les jours de la Passion. Un jour que plusieurs hommes du temps discutaient sur Rivadavia — raconte López — vers l'année 1837 ou 1838 quelqu'un dit qu'il était libre-penseur, et que son assistance aux services religieux n'était rien de plus qu'une affection pour le faste public. Le Doyen don Diego Zavaleta, qui écoutait avec un grave silence, selon sa coutume, dit: " non, monsieur! je peux vous assurer qu'il accomplit en silence tous les devoirs d'un catholique sincère ".

Et il fut catholique militant jusqu'à ses derniers moments. Lorsqu'il connut la gravité de son état, il appela un prêtre, se confessa et lui donna seize douros pour dire une messe pour son âme. Et dans son testament il fit des dons pieux pour la rédemption de captifs chrétiens, le soutien des Saints Lieux de Jérusalem et de Palestine et pour la célébration de cinq cents messes pour son repos éternel.

Sa loi religieuse fut une erreur. Elle fut due à son imitation servile et point par point de la réforme implantée en Espagne par les ministres régalistes et voltairiens de Charles III, Aranda et Campomanes, comme l'a très bien démontré le docteur López.

Rivadavia le comprit ainsi et il l'exprima sans ambages. A sa chute de la présidence, en Juillet 1827, il se sépara de son grand ministre, le docteur Julian Segundo de Agüero, lui disant que sa nomination à cette charge " avait été non seulement un juste tribut payé à son savoir et à son patriotisme, mais un témoignage public à la considération qu'il devait au clergé de la République, et à son vif désir d'unir ses intérêts à ceux de la Nation, manifestant d'une façon solennelle que ses membres étaient des citoyens, et que, comme tels, ils pouvaient et devaient se consacrer au service de la Patrie ".

Et on affirme que dans ses derniers jours il eut des exclamations comme celle-ci: " quel véritable désespoir, quelle véritable tourment est d'avoir maintenant pleine conscience d'avoir jeté le pays sur une fausse voie ".

Rivadavia se cacha-t-il pour édicter cette loi? Peut-être que Rivadavia eut une trop rapide conception et ne sut pas contenir son action.

Le docteur Mariano Moreno avait flagellé sa conduite publique, dans une cause judiciaire, le montrant avec une étude ouverte sans être lettré, usurpant les airs des savants, sans avoir fréquenté leurs classes, apparaissant même comme échevin pendant peu d'instants, d'autres fois se présentant comme commerçant s'occupant de vastes négociations qu'il ne comprenait pas et sans fonds pour les soutenir, tous rôles de tristes effets de la ténacité avec laquelle il affectait d'être grand en toutes les carrières, alors qu'il n'avait débuté dans aucune d'elles.

Comme échevin de peu de temps, il fait allusion à ce qu'il avait été nommé porte-étendart royal par Liniers en 1808, usurpant aux capitulaires cette régale dont ils avaient exclusivement la possession ; mais le vice-roi se vit obligé de révoquer la nomination deux heures après, à la honte de Rivadavia qui, vêtu avec une rigoureuse étiquette, l'épée à la ceinture, et très poudré, comme c'était la coutume à cette époque, avait déjà commencé à recevoir des félicitations.

L'histoire de Rivadavia est encore à faire ; sa personnalité si complexe n'a pas été étudiée à fond. Son prestige d'homme d'état ne fut pas reconnu de son temps. Il souleva des résistances insurmontables.

Quelques unes de ses nombreuses modalités furent caractérisées durement, sévèrement, par notre grand San Martín. Le 20 Octobre, celui-ci écrivait à O'Higgins de Bruxelles : " Vous aurez déjà connu la démission de Rivadavia ; son administration a été désastreuse et elle a seulement contribué à diviser les esprits. Il m'a fait une guerre de sapes, sans autre but que de miner l'opinion à mon égard, supposant que mon voyage en Europe n'a eu d'autre objet que d'établir des gouvernements en Amérique. J'ai aussi peu fait de cas de ses grossières impostures que de son immonde personne. Avec un homme comme celui-là à la tête de l'administration, je n'ai pas cru nécessaire d'offrir mes services dans la guerre actuelle contre le Brésil, parce que je suis convaincu qu'ils auraient été dépréciés... Il m'est avéré que pendant tout le temps de l'administration de Rivadavia, ma correspondance a été l'objet d'une revue inquisitoriale la plus complète. J'ai considéré cette conduite avec le dédain que méritent ses auteurs... Mon éloignement volontaire du Pérou semblait me mettre à couvert de toute suspicion de rien ambitionner sur les provinces désunies de la Plata. Confiné dans ma propriété de Mendoza et sans autres relations que celles de quelques habitants qui venaient me visiter, rien de cela n'a suffi pour tranquilliser la soupçonneuse administration de Buenos Aires ; elle m'entoura d'espions ; ma correspondance était grossièrement ouverte, les papiers ministériels parlaient d'un plan pour former un gouvernement militaire sous la direction d'un soldat de fortune, etc. ; enfin, je vis clairement qu'il m'était impossible de vivre tranquille dans ma patrie, tant que les passions ne seraient pas calmées, et cette certitude fut ce qui me décida à passer en Europe ".

Cette lettre est un cri et une protestation. Par ailleurs, que poursuivait l'illustre homme d'état dans sa lutte contre le libérateur? Méconnaître ses mérites? Nier sa gloire?

O'Higgins s'exprime à son sujet en termes identiques : " Je suis très heureux — écrit-il à San Martín de sa propriété de Montalvan dans le Val de Cañete, le 10 Août 1828 — que vous ayez profité (après la démission de Rivadavia) de l'opportunité d'offrir vos services au Gouvernement de Buenos Aires dans sa guerre contre le Brésil, et si à cette époque d'ignominie vos amis ne l'auraient pas acceptée, aujourd'hui, certainement, ils la prendront comme un témoignage éternel de votre fermeté et de votre résolution de combattre jusqu'à la mort pour la défense de la liberté et de l'indépendance des républiques américaines ".

Cette manifestation de l'illustre chilien ne fut pas accidentelle. Six jours plus tard, il répétait du même endroit avec la même destination : " On pourrait assurer évidemment, que les huit ou dix lettres, dont vous parlez dans votre honorée du 29 Septembre de l'année dernière, ont été escamotées, comme celles que je vous ai écrites, restent au pouvoir de l'homme le plus criminel que le peuple ar-

gentin ait produit. Un aussi féroce ennemi des patriotes que don Bernardino Rivadavia était offert par des secrets plus noirs que le charbon pour les humilier et pour la dégradation dans laquelle sa désastreuse administration a laissé un peuple généreux qui fut l'admiration et le directeur des Républiques de l'Amérique du Sud. Cet homme méprisable a non seulement exercé son envie et son ressentiment contre vous, sa rage n'était pas satisfaite, et recourant à sa guerre de sapes, il voulut me miner jusque dans ce désert, où, pour fuir les ingrats, je recherche ma subsistance et celle de ma famille à la sueur de mont front. Moi, je ne l'ai jamais connu personnellement, et lui, me connaît seulement par les services que j'ai rendus à ma patrie, et on m'écrivit de Buenos Aires que, sur ses indications on publia les articles malpropres contre mon honnêteté et ma réputation, qui parurent dans les périodiques de Buenos Aires de cette honteuse époque. Néanmoins, malgré sa haute position, et pour la défense de l'innocence, il y eut des hommes forts, que jusqu'alors je ne connais pas, qui écrivirent ma défense avec la connaissance la plus exacte des événements et qui, à première vue, présentait jusqu'à l'évidence les calomnies du détracteur. Que me voulait ce pieux administrateur de Caïn? Il essaya, par ses agents près du général Bolivar, de semer la crainte et la haine, lui démontrant le danger de mon séjour au Pérou et se vantant de m'avoir fait expulser pour toujours par ses amis du Chili et à cause de cela, et malgré sa stupidité, ils conservaient Freire à la tête du Gouvernement du Chili, sans doute parce qu'ils le considéraient comme lui. Tous les véritables amis de Buenos Aires sont heureux de l'éloignement de cet homme du gouvernement de cette république, parce que, sans lui, le civisme, le talent et l'expérience la conduiront, sans doute, à son ancienne puissance et à son ancienne splendeur dont la dépouilla un ambitieux. Négliger la calomnie et ne pas faire cas du bruit a toujours été notre devise ".

Finalement, le 13 Avril 1829, San Martín disait à O'Higgins, dans une lettre datée de Montevideo: " D'un autre côté, les auteurs du mouvement du premier sont Rivadavia et ses satellites, et vous constaterez les maux immenses que ces hommes ont fait, non seulement à ce pays, mais encore au reste de l'Amérique par leur conduite infernale; si mon âme était aussi mauvaise que les leurs, je profiterais de cette occasion pour me venger des persécutions dont mon honneur a souffert de la part de ces hommes, mais il est nécessaire de leur enseigner la différence qu'il y a entre un homme de bien et un homme mauvais ".

Tel était l'âme des Grands de la Patrie, à qui Rivadavia ne rendit pas l'hommage qu'ils méritaient.

Mais Rivadavia eut une multiplication institutionnelle étonnante: il embrassa tout, il inonda le pays de créations, il modifia tant qu'il lui fut possible, il créa sans relâche, il organisa ce qui existait et projeta avec des vues progressistes. Partout où l'on jette un regard dans toutes nos institutions, on rencontre le sceau de sa personnalité, bien que, pour Alberdi, il améliora la superficie en empirant le fond.

Respectons les documents en nous écartant des passions qui peuvent les avoir dictés.

De ses initiatives, quelques unes prématurées, mais toutes tendant à la prospérité présente ou future de la République, il est faux ou ingrat de dire qu'il ne resta guère que de la semence tombée sur les pierres ou la lande — dit

Groussac. La bienfaisance, indice auguste de la solidarité humaine, érigée en ressort social... tout ce qui en sortant de la longue opprobe, semblait surgir de la reconquête libérale, — n'était que le rejeton de la plante vivace semée par lui et que le barbare troupeau avait foulé aux pieds pendant vingt ans sans arriver à l'arracher par la racine.

Si sa loi religieuse fut sa grande erreur, et cette loi et la fondation de la Société de Bienfaisance sont les deux actes de son gouvernement qui réclament spécialement notre attention, on peut ajouter, néanmoins, les récentes paroles de Magnasco sur le nom de Rivadavia, le présentant vivifié par ses propres vertus effectives, forgé par les plus brutales injustices, trempé dans les eaux saumâtres de l'iniquité, lentement épuré par la longue douleur, et frappé du sceau du martyre des cruels abandons, jusqu'à ce qu'il obtienne des spirituelles sonorités, des résonances invincibles et qu'il acquierre pour toujours la germination prometteuse des symboles augustes.

Homme d'état, indubitablement, avec des aspirations propres et la force d'âme nécessaires pour ne s'arrêter devant aucun obstacle, en supprimant la Confrérie de la Sainte Charité, il comprit la nécessité de pourvoir au soin de ses divers établissements. Avec la même inspiration que Legouvé, il voulut que notre femme eut une part dans les fonctions sociales et surtout dans l'éducation, œuvre de la douceur, de la foi et de la persévérance, essences divines qui jamais ne s'épuisent dans son âme, calice débordant de parfums qui étreignent en vain les âpres réalités de la vie.

Rivadavia et les femmes.

Avec sa loi, Rivadavia achevait de se mettre à part dans la société, mais il possédait les conditions personnelles pour la dominer et l'orienter à son gré. Grotesque et très laid — le dépeint López — avec une figure aussi repoussante que celle de Gibbon, il avait tant de gravité dans l'expression, que, non seulement il inspirait le respect, mais l'affection. Quoique son maintien était toujours solennel et sérieux, ne laissant jamais échapper une amabilité, une plaisanterie ou une vulgarité, il était, néanmoins, attrayant et animé par le plaisir avec lequel il communiquait ses idées. Gibbon connaissait sa laideur et il la rendait plus saillante par une timidité que l'on pourrait appeler honteuse. Rivadavia connaissait autant son importance qu'il n'avait pas la moindre idée du ridicule de sa figure; et il se montrait avec une entière confiance, convaincu qu'il excitait l'admiration et les sympathies de son parti.

Légèrement incliné en arrière, et plutôt pyramidal que large, son front présentait ces lignes fuyantes, qui d'après ce que l'on dit, dénotent des propensions fantastiques. D'un beau type, sa tête se relevait avec arrogance au milieu d'épaules trop larges pour la stature.

Jusque là, tout était acceptable; mais les bras étaient si petits qu'ils semblaient faire partie d'un autre corps; et très près de la poitrine saillait tellement le ventre, qu'il produisait l'effet matériel d'une sphère soutenue par deux piliers — ensuite, rien de correct ni de passable. Il avait les yeux ronds et ouverts au ras des sourcils, avec un regard satisfait, immobile, mais franc et sans morgue; les lèvres grosses et tendues vers le dehors avec un certain geste d'orgueil, mais

bienveillant et protecteur en même temps. Trop solennel et substantiel avec les hommes, et ne se laissant jamais aller aux plaisanteries ou aux conversations familières — ajoute en note le même auteur — avec les dames, qu'il aimait beaucoup fréquenter, il modifiait son formalisme, mais jamais le decorum des conceptions ni l'élévation des idées. Et comme il possédait un trésor inépuisable de connaissances utiles et d'anecdotes intéressantes sur l'éducation et l'influence de la femme dans la culture et dans les coutumes des nations, il savait les intéresser et élever leur esprit, les mettant en communion d'idées et d'aspirations avec lui. Que rien de tout cela n'est possible sans qu'il y ait dans le fond du caractère une puissante dose de candeur, celui qui sait pénétrer les secrets psychologiques de l'âme humaine le comprendra facilement. La future création de la *Société de Bienfaisance* était dès lors formulée. L'une des dames les plus distinguées de ce temps, doña J. F. de S., racontait dans une nombreuse réunion que la nuit précédente elle avait été dans le " salon de Rivadavia ", et rappelant ce qu'elle avait entendu et appris, elle s'exclama enthousiasmée :

—*C'est un homme précieux!...*

Il est excusable de dire qu'elle provoqua de grandes tentations de rire ; mais elle répéta :

—*Précieux et très intéressant!*

Et le singulier, c'est qu'il y avait autant de vérité dans l'éloge que dans les rires qu'il provoqua.

Mariquita Sánchez de Mendeville.

Ce grand ascendant sur les femmes, s'accentuait spécialement avec doña Mariquita Sánchez de Mendeville, la femme la plus illustre de son temps, au dire des chroniques, l'une des plus représentatives et d'une position sociale des plus prééminentes.

Fille d'une dame espagnole distinguée, doña Magdalena de Trillo, mariée en secondes noces avec un chevalier de Grenade, don Cecilio de Sánchez de Velazco, riche monopolisateur du vice-royaume du Rio de la Plata, elle s'était énamourée toute jeune du porte-étendard de frégate, Martín Lorenzo Thompson, romantique rêveur qui sut se transformer en charbonnier pour voir sa chère mère, sœur du couvent des Catalinas, et qui trompa l'opposition de ses futurs beaux parents en se déguisant en porteur d'eau pour remplir tous les jours le bain de sa bien-aimée. Ce roman fut découvert, car on s'aperçut de l'extraordinaire lenteur avec laquelle les baignoires étaient remplis, et on surprit les conversations prolongées et soutenues entre le porteur d'eau et la jeune fille — les amoureux ne sont jamais prudents, — et on obligea María à se baigner au Couvent des Catalinas...

Dès lors les deux amoureux ne pouvaient se rencontrer qu'en entrant à la messe de l'église de la Merced. Ensemble ils prenaient de l'eau bénite, dans une idylle toujours ravivée chez elle, répétant en guise de prière : " Thompson, je suis tienne jusqu'à la mort ".

Au bout de quatre ans, le galant fut nommé capitaine du port et l'union fut consacrée.

Très appliquée, Mariquita Sánchez, comme l'appela ensuite l'affection populaire, reçut une éducation très brillante, digne de son intelligence supérieure et mobile.

Thompson mort dans une traversée de retour d'une commission diplomatique, la jeune, gracieuse et opulente veuve épousa le Consul de France, Washington de Mendeville.

L'inclination innée de la jeune épousée, sa culture exquise, les relations officielles de son nouvel époux et surtout son esprit très attrayant et très sympathique, firent de son salon, l'un des plus recherchés de son temps. C'était une réunion permanente, animée par les notes du piano dont jouait la maîtresse de maison; on dansait le menuet; on commentait tous les événements, la note patriotique dominant toujours; on menait une vie intellectuelle; les poètes lui réservaient leurs meilleures strophes; le maître Esnaola y portait ses compositions et le haut clergé y défilait en même temps que les guerriers illustres. Et tandis que dames et chevaliers alternaient dans cette amabilité, jamais interrompue, on dit que cette madame Récamier, selon le général Guido, et Corina del Plata pour Esteban Echeverría, écrivit ses meilleures pages.

Rivadavia dominait dans ce centre. La liberté du peuple conquise — a écrit Santiago Estrada — Rivadavia entretint Mme. de Mendeville de l'idée de fonder une société entre les mains maternelles de laquelle il voulait déposer l'éducation de la femme, négligée par le gouvernement colonial. Associée à lui et aux dames les plus distinguées de son époque, commença la tâche de défendre l'enseignement, d'améliorer ses méthodes et de fonder des écoles adaptées aux nécessités des temps nouveaux.

La femme coloniale.

Pour représenter avec exactitude la signification de la réforme transcendentale que se proposait de faire avec le relèvement moral, familial et civil de la femme de l'année 1820, il convient d'évoquer avec le docteur Carlés l'existence candide de la femme coloniale, au temps du vice-royaume seigneurial. Le riant parfum des jasmins qui, de la porte des aïeux arrivait jusqu'au seuil de l'ample habitation, por poétiser le salut "Ave María!", avec lequel on accueillait le bienvenu à la réunion les soirs de l'ancienne élégance, la courtoisie sans efforts et les mièvreries de la grâce avec pudeur, tout indiquait la mansuétude, l'austérité, la sainte paix de la famille patriarcale, dans cette Buenos Aires des quarante manzanas comprises entre San Nicolás, Monserrat, Santo Domingo et La Merced.

Au milieu de ce tableau d'or pâle et vieux, se déroulait l'existence, ciel sans nuages de la famille nombreuse, dans laquelle dominait sans reproche l'autorité omnipotente du père, seigneur de son épouse, paisible conseiller de la fille, sujet indifférent du vice-roi. Avec plus de douceur que de coquetterie, avec plus de mysticisme que d'ostentation, belle et timide, elle était l'enchantement de tout, cette blanche fleur de l'air de la jeune porteña, attendant que le bon hasard l'éveillât à l'amour apporté parmi les encens des galanteries par le fiancé troubadour qui savait chanter, comme à toutes les époques, à l'oreille de la promise les caresses printanières du cœur. Là apparaissent, décolorées et mélancoliques, comme des vieilleries oubliées, les mémoires des derniers temps de la colonie qui plaignent les affections des mères et des filles, confondues toutes les deux dans le même baiser de sœurs et toutes les deux soumises à la même autorité de l'époux seigneur, du père austère.

Lorsque la fiancée était consacrée épouse, après que le torrent passionnel avait pris le niveau des courants calmes, l'épouse rencontrait de nouveau un père dans le mari sans fantaisies, et le très omnipotent mari baisait son épouse au front avec la même condescendance que les caresses paternelles.

Doña Mercedes de Lasala de Riglos.

Dans ce milieu et avec le concours de Mme. de Mendeville, Rivadavia jeta les bases de la Société de Bienfaisance, mais ne pouvant la mettre présidente, à cause de la position officielle de son mari, consul français, il sut attirer une auttre dame de sang aristocratique, familière et communicative, doña Mercedes de Lasala de Riglos, esprit vif et enjoué, très intelligente et de fréquentation agréable, dont les salons maintenaient l'étiquette traditionnelle des grandes époques de la colonie.

Mariée à don Miguel Fermin de Riglos San Martín, elle unissait à un beau visage une amabilité exquise, une éducation peu commune et une instruction supérieure, sa maison était un autre des centres de la haute société porteña et des hommes publics de l'indépendance.

Nommé Chevalier de l'Ordre de Santiago en 1790, don Miguel Riglos avait été officier major de notre Place et gouverneur politique et militaire des Mojos et Chiquitos. Il avait pour armes: un écu écartelé, le premier et le quatrième de gueules et une croix d'or, avec deux hosties d'or, le second et le troisième d'or et quatre ondes d'azur.

Son épouse était douée d'une véritable supériorité personnelle, et en même temps elle possédait une riche lignée ancestrale qui pouvait remonter jusqu'à don Pedro de la Salle Austet, frère de l'illustre Jean Baptiste de la Salle, fondateur des Frères Chrétiens et canonisé comme saint. D'origine française, le nom de la Salle fut espagnolisé par une cédule royale de 1766 à la requête de don Jean Baptiste de la Salle Bachaulet, marié à doña Agustina Fernández Larrazábal, nièce du général Antonio de Larrazábal, alcalde et grand justicier. Doña Mercedes de la Sala de Riglos était née de ce mariage et avait droit à l'écu: sur champ d'argent, trois pins de sinople (vert azuré), au pied un lion couronné, et pour tenants deux aigles de sable.

Doña Mercedes avait un frère très aimable et d'agréable fréquentation, employé à la trésorerie, attentif et serviable avec le public. On a dit que l'on pouvait l'appeler un bel homme. Il était toujours vêtu d'une manière irréprochable.

Des éléments aussi élevés de culture et d'amabilité, attiraient les gens pour placer les réunions chez celles de plus haute position sociale. Don Jerónimo de Lasala, frère de la maitresse de maison, paradait dans cette Loge de dames, comme on appela ces réunions données un jour chez doña Flora Azcuénaga, l'autre chez Mariquita Sánchez, le troisième chez Mercedes Riglos, pour l'être ensuite chez Isabel Casamayor de Luca, la grande patriote qui, pendant l'invasion de 1807 plaça sur sa terrasse, en face de Santo Domingo, un masque borgne et méphistophélique pour attirer l'attention des anglais et les effrayer, ce dont elle sut profiter pour leur jeter des jarres, des terrines et des chaudrons d'eau bouillante sans recevoir aucune blessure.

Elles se réunissaient aussi chez Carmen Quintanilla de Alvear ou chez une

autre des dames haut placées, toutes patriotes et distinguées, comme doña Estanislada de Cossio y Gutiérrez, amante de la littérature et grande lectrice des œuvres françaises.

Fondation de la Société de Bienfaisance.

Avec tous ces éléments de son côté, le gouverneur don Martín Rodríguez édicta le décret du 2 Janvier 1823, contresigné par Rivadavia, établissant la Société de Bienfaisance.

C'est un document doctrinaire et dispositif.

L'existence sociale des femmes y est même trop vague et incertaine.

Relativement à elles, tout est arbitraire. Ce qui est un avantage pour les unes devient préjudiciable pour les autres; les belles et les bonnes qualités sont des fois préjudiciables, alors que les défauts peuvent être utiles.

Cette imperfection de l'ordre civil a apporté autant d'obstacles au progrès de la civilisation, que les guerres et le fanatisme, mais avec cette différence qu'elle les a rendus d'autant plus insurmontables, qu'ils étaient moins perceptibles. Parce que si la force des choses les a fait sentir de temps en temps, elle a seulement produit les contradictions, qui ressortent des codes, sur la personne civile ou légale de la femme.

Néanmoins, ces obstacles sont beaucoup plus importants que ceux qui résulteraient de la division des hommes par moitié, accordant aux uns toutes les ressources de l'art, de l'étude et de la pratique, et n'offrant à l'autre moitié que l'attachement et l'imitation. Leur raison est que, si la perfection physique d'un peuple émane également de la beauté et de la santé de l'homme comme de la femme, sa perfection morale et intellectuelle sera aussi en raison de celle que possèdent les individus de l'un et de l'autre sexe qui le composent. La nature, en donnant à la femme diverses destinations et divers moyens de rendre des services, qui, avec ceux qu'elle rend à l'homme, satisfont les nécessités et remplissent la vie des deux, donna aussi à son cœur et à son esprit des qualités que ne possède pas l'homme, lequel, pour peu qu'il s'efforce de perfectionner les siennes s'éloignera de la civilisation s'il n'associe pas à ses idées et à ses sentiments, ceux de la précieuse moitié de son espèce.

Et alors, il est éminemment utile et juste d'accorder une sérieuse attention à l'éducation des femmes, à l'amélioration de leurs coutumes et aux moyens de pourvoir à leurs besoins, pour pouvoir arriver à des lois qui fixent leurs droits et leurs devoirs et leur assurent la part de bonheur qui leur revient. Et il n'y a pas de moyen qui puisse contribuer avec tant de certitude et d'efficacité à l'atteinte d'un but aussi important, que l'esprit public de ceux qui, soit par la situation distinguée, soit par les dons de leur cœur et de leur esprit, président à leur sexe et prouvent leur aptitude. Elles ne peuvent manquer de profiter avec une anxieuse sollicitude de la première opportunité qui leur est offerte pour transformer en faits les vérités dont nous avons parlé, ainsi que beaucoup d'autres qui ne les honorent pas moins.

Avec ces vues et ces bases, le gouvernement, décidé par le principe qu'il n'y a pas de moyen ou de secret pour rendre permanentes toutes les relations politiques et sociales, sauf celui d'illustrer et de perfectionner les hommes comme les femmes,

les individus comme les peuples, autorisa le ministre secrétaire du gouvernement à établir une institution de dames sous le nom de Société de Bienfaisance pour la direction et l'inspection des écoles de filles, de la Maison des Enfants Trouvés, de la Maternité pour les accouchements publics et occultes, de l'Hôpital de Femmes, du Collège d'Orphelines et de tous les établissements publics travaillant au bien des individus de ce sexe.

Tous les établissements soutenus par la Confrérie de la Sainte Charité, dissoute par la loi religieuse de l'année précédente, apparaissent-ils ici?

Pour subvenir aux dépenses de la Société, on lui assignait six cents piastres par an sur le fonds de réserve du gouvernement, et pour les écoles de filles, trois mille piastres sur ce qui était accordé dans le budget pour les premières lettres et mille piastres d'un legs du docteur Rojas, une inscription devant être placée dans l'école de filles déjà ouverte pour perpétuer la mémoire de ce respectable ecclésiastique.

Six jours après, était nommée la commission chargée d'accélérer la formation de cette société, selon les dispositions de l'article 2. Elle fut composée de don José María Roxas, don Francisco del Sar et de don Valentín Gómez, son âme véritable.

Le 18 Février, Rivadavia, faisant droit aux observations de la dite commission, disposa que la Société serait composée de treize dames nommées pour la première fois par le Ministère de Gouvernement. Toutes les négociations et les mesures en général devaient être discutées et résolues par la Société, et l'administration et ce qui concernait ses résolutions devaient être à la charge d'un conseil de trois directrices, dont l'une serait toujours la Présidente de la Société et du Conseil, une autre la vice-présidente et deux secrétaires, toutes avec voix.

Le Ministère nommerait la première fois ces autorités et la Société se consacrerait à l'établissement et à l'amélioration du régime des écoles de filles et à la réforme du Collège d'Orphelines.

Le même jour, les trois premières dames furent désignées: Présidente, Mercedes de Lasala de Riglos; vice-présidente, María de la Concepción Cabrera de Altolaguirre; secrétaires, Isabel Casamayor de Luca et Joaquina Izquierdo, et vocales, Flora Azcuénaga, Cipriana Viaña de Boneo, Manuela Aguirre de García, Josefa Gabriela Ramos Mejía, Isabel Agüero de Ugalde, Estanislada Tartas de Urit, María de los Santos Riera del Sar, María Sánchez de Mendeville et Bernardina Chavarría de Viamonte; mais comme les dames de Azcuénaga et del Sar donnèrent leur démission et que la dame de Urit était absente, on nomma María del Rosario de Azcuénaga, Justa Foguet de Sánchez et Estanislada Cossio de Gutiérrez.

Ces nominations causèrent l'impression la plus favorable dans l'opinion publique: Rivadavia fut heureux dans son choix.

Installation de la Société de Bienfaisance.

Deux mois après, le douze Avril, toutes les dames nommées, à l'exception de la présidente et de la dernière vocale, qui se trouvaient indisposées, se réunirent dans la cour de la Maison des Enfants Trouvés, remplie d'une assistance élégante et nombreuse, et le Ministre installa la Société.

Rivadavia revêtait l'habit rond et l'épée de son vêtement officiel quand il exerçait une fonction publique; la culotte prise avec des boucles et le bas de soie noire.

L'acte commença par la lecture faite par l'officier major de Gouvernement, don Juan Cruz Varela, des décrets du 2 Janvier et du 18 Février, du règlement et du décret établissant quatre prix de vertu, et ces lectures terminées, Rivadavia, debout et au nom du gouvernement de la province de Buenos Aires, proclama l'installation de la Société de Bienfaisance.

L'acte se continua et il revint occuper son siège et adressa une longue allocution, très doctrinaire, fixant minutieusement l'objet et les fins de l'institution, allocution sans beautés littéraires ni envolées d'éloquence, mais claire, précise, examinant la situation morale, intellectuelle et matérielle de la femme de l'époque et faisant l'exposition de ses destinées futures:

Trois objets primordiaux ont dirigé le gouvernement dans l'érection de la Société de Bienfaisance — dit-il. La perfection de la morale, la culture de l'intelligence chez le beau sexe et son application à l'industrie, qui résulte de la combinaison et de l'exercice de ces qualités.

La force de la révolution dans le pays, — continua-t-il — a énormément corrompu la morale, en raison de ce que les hommes conduits d'un mouvement dans un autre et de bouleversement en bouleversement, ont seulement écouté la voix de leur ambition et de leurs intérêts particuliers; et la révolution elle-même, n'a pas permis de s'occuper d'un objet aussi primordial, le pays se trouvant à ce sujet dans un véritable chaos.

Il recommanda à la Société de dédier ses travaux pour combler cette lacune, et de jeter les fondements sur lesquels doit s'élever la morale publique, en insistant toujours sur le principe que les femmes sont les plus indiquées pour faire ce changement et arriver au triomphe. Après quelques explications relatives à ce point il revint à prouver que les femmes, pour arriver à l'obtention de ces objets ainsi que pour donner une direction à leurs sentiments, elles devaient se dédier avec persévérance à la culture de leur intelligence.

Il est plus facile à la femme qu'à l'homme de cultiver sa raison et d'orner son intelligence. Dans tous les pays, cela a été la grande injustice de ne pas la placer au même rang que l'homme, alors que la nature lui a donné de plus grandes aptitudes. Il en appela pour cela à l'histoire et dit, qu'il ne voulait pas citer de passages pour démontrer cette vérité, et il fit allusion aux grandes productions en tout genre, et aux travaux éminents de quelques femmes célèbres, que les hommes n'avaient pu surpasser. Il ajouta que le pouvoir du beau sexe illustré par les dons de l'esprit, que les hommes les plus savants et auxquels on doit les productions les plus sublimes, sont toujours descendus de la sphère où les place leur savoir pour le doux commerce des femmes instruites; sans ce recours, ils ne seraient pas arrivés à ce degré d'élévation et ils n'auraient peut-être pas évité leur chute.

Il montra la nécessité qu'il y avait que les femmes s'appliquassent à remplir des fonctions qui l'étaient communément par des hommes, et pour lesquelles elles ont certainement plus d'aptitudes que ces derniers; il fit voir que cette nécessité est d'autant plus palpable, qu'il est indubitable que, les hommes s'occupant de choses qui ne leur sont pas propres, les produits de leurs travaux sont incom-

parablement inférieurs à ce que l'on serait en droit d'attendre s'ils étaient exécutés par des femmes, et si les hommes s'occupaient exclusivement des travaux compatibles à la force de leur sexe, c'est-à-dire, de tous ceux qui demandent de l'esprit d'entreprise et de lutte. Les femmes vivant de leur travail propre et lui faisant rapporter tout ce dont il est capable, arriveraient en s'unissant à l'homme à posséder un capital exclusivement leur, et une habitude de l'ndustrie capable de l'augmenter, et cela serait principalement ce qui, en les rendant indépendantes, les élèverait au rang de véritables compagnes, cette indépendance étant d'autant plus honorable qu'elle serait conquise par elles-mêmes.

Ensuite il montra l'aptitude des femmes de ce pays pour être appelées à la grande œuvre d'achever la révolution, et pour arriver à obtenir tous les avantages qui en découlaient. Il fit noter également que, placées en dehors du vertige qui s'emparait des hommes, et sans aspirations ambitieuses, elles étaient les seules qui pouvaient juger avec impartialité les hommes publics et leurs œuvres, et fixer l'opinion générale en rendant justice à celui qui la méritait véritablement, et en punissant, non seulement par leur mépris, mais par la haine et l'exécration ceux qui ne répondent pas aux espérances de la patrie.

Il recommanda ensuite à la Société de dédier ses travaux de préférence aux objets les plus accessibles et les plus pratiques, comme étant le moyen d'arriver aux grandes fins que le Gouvernement s'était proposé en créant la Société et que l'on devait attendre des dames qui la composaient. Il indiqua la nécessité pour celles-ci de se réunir pour faire une opposition énergique à ceux qui essayeraient de ridiculiser ses opérations ou ses actes, étant bien entendu que ce serait l'un des plus grands maux qui pourraient survenir: le ridicule de ce genre dégrade le beau sexe et l'empêche de s'élever au degré où il doit aspirer. Rivadavia félicita ensuite les dames de la Société et tout le sexe, et il termina par ces paroles: "Le pays attend beaucoup de vous; songez-y, et que ces mots, qui sont mes dernières paroles, soient aussi éternels dans votre considération que la prospérité de la patrie que vous allez servir".

Cette harangue terminée, la vice-présidente, doña María de la Concepción Cabrera de Altolaguirre, prit la parole, et au nom de la Société, elle exprima à monsieur le Ministre, pour qu'elle soit portée à la connaissance du gouvernement, la satisfaction ressentie par ce corps en voyant que l'autorité lui remettait une partie de sa confiance, et elle exprima que la Société se compromettait à employer tout son zèle et toute son énergie pour remplir les devoirs et les obligations qui lui étaient confiés.

Et l'acte se termina avec la même cérémonie qu'il avait commencé.

La nouvelle Société obtint la sanction morale que *El Argos* lui avait prédite: Qu'étaient les femmes sous l'ancien régime? Il est certain que quelques unes d'entre elles jouissaient des avantages que leur procurait la culture des usages. Mais il n'est pas moins certain que les femmes du peuple étaient dépréciées par la société. Les américains, quoique en général exclus de tous les emplois, savaient s'organiser comme pour l'assaut de quelque place. Mais les femmes vivaient irrévocablement condamnées à l'humiliation. A partir de cette époque, on voit que rien ne pourrait empêcher de récompenser leur mérite et leurs qualités naturelles. Elles ne seront distinguées que par leurs vertus et leurs talents. Le beau sexe venait d'entrer dans la jouissance de tous ses droits.

Comme le 1.er Mars, le Gouvernement dicta un décret spécial instituant quatre prix de vertu, et que dans son discours Rivadavia avait fait allusion à l'importance de cet acte, les dames rassemblées s'organisèrent pour les adjuger le 26 Mai suivant.

Prix de vertu.

Maxime du Camp, qui consacre les meilleurs pages dues à sa plume d'académicien, à relater tous les secrets de la charité privée à Paris, pour lui tresser une belle couronne, tira des archives de la glorieuse institution pour former la matière première du plus suggestif de tous ses livres, un volume très intéressant composé avec des relations émouvantes et douces — histoire de sublime abnégation et de grandeur d'âme — dans lequel il sut condenser les plus pathétiques exemples de la vertu en France, mettant ainsi en évidence qu'elle a encore des manifestations brillantes et qu'elle subsiste à travers l'atmosphère dense qui parait asphyxier les sociétés modernes.

Les legs correspondant au prix " Monthyon " lui fournirent la matière, qu'il retira avec une prolixité minutieuse de cette source inépuisable de vertus consacrées, dont le choix doit présenter des difficultés pour se prononcer entre des actions différentes et également élévées, de tant de grandeur, qu'elles surpassent tous les actes ordinaires pour s'élever jusqu'au sublime.

Un livre analogue pourrait être écrit avec les archives des " Prix de Vertu " décernés annuellement par la Société de Bienfaisance, bien placée par le concours social des familles les plus illustres et de caractère représentatif par l'assistance des autorités et du clergé de la nation.

Ces archives renferment de précieux trésors: on y a conservé jusqu'à ce jour les mémoires des lauréats depuis 1823, alors que Rivadavia institua les prix, avec la parenthèse de la tyrannie, qui prohiba ces manifestations de culture morale.

Les dames de la Société s'étant mises à la tâche d'organiser tout le nécessaire pour la première adjudication, la présidente voulut ajouter une action propre des dames, l'acte de dessaisissement officiel, et dans ce but, Mme. de Riglos, dans la séance du 25 Avril, proposa d'ouvrir une souscription parmi toutes les sociétaires pour ajouter aux prix du gouvernement un ou deux autres prix, selon le résultat de la souscription, prix pour les pauvres veuves ou les mères de famille, et cette motion ayant été approuvée à l'unanimité des voix, la souscription fut ouverte immédiatement, laquelle donna neuf onces d'or; on décida alors de donner trois prix de trois onces chacun et de les annoncer au public, en même temps que ceux du gouvernement.

Doña María del Rosario de Azcuénaga fut chargée du rapport sur le choix pour la première adjudication, dont le premier prix fut décerné à Martina Vera " chez laquelle étaient réunies toutes les vertus d'épouse et de mère de la façon la plus parfaite; que celle-ci se trouvant dans la plus grande indigence et appartenant à l'une des classes moyennes de la société, chez laquelle le gouvernement désirait stimuler les bonnes coutumes, et les élever en primant les vertus de leur sexe, la commission avait été complètement d'accord pour la proposer ". Obtinrent aussi des prix la même année: doña Juana Francisca Manino, doña Juana Francisca Alaunes, doña Segovia Ochagavia et doña Angela San Vicente.

La distribution eut lieu dans l'église de San Ignacio, où elle se fit pendant plusieurs années, jusqu'à ce que du temple elle passât au théâtre, plus approprié, sans doute, pour ces cérémonies de caractère éminemment social.

A cause de l'indisposition de madame de Riglos, la cérémonie fut présidée par la vice-présidente, doña María de la Concepción Cabrera de Altolaguirre. Les dames se réunirent dans la Maison des Enfants Trouvés et se transportèrent à San Ignacio, disent les documents. " La Société entra dans le presbytère où elle trouva préparé par le chef de police tout le nécessaire pour l'acte. Les dames se rangèrent à leurs places respectives, et firent asseoir les cinq candidates sur un banc à droite de la présidente. Cela fait, la première secrétaire lut l'acte dans lequel les prix avaient été sanctionnés, ensuite la présidente ordonna à la seconde secrétaire d'introduire celle qui avait mérité celui de morale, et cela ayant été exécuté, la présidente se leva et lui remit la somme de deux cents piastres en lui disant: " La Société vous remet ce prix, avec lequel le zèle paternel du gouvernement de la province récompense la morale et les vertus de votre état; qu'il vous soit un stimulant pour que vous vous rendiez de plus en plus digne de la considération publique ".

La distribution terminée, madame de Cossio y Gutiérrez et doña Isabel Casamayor de Luca, se rendirent à la Forteresse (alors résidence des autorités), avec les deux candidates, et elles furent reçues par le ministre du gouvernement.

Plus solennelle encore et plus cérémonieuse, est la distribution des prix de vertu dans le vieux monde, où les plus hautes corporations lui prêtent leur autorité. En France, le prix " Monthyon " est décerné à l'Institut en séance plénière à laquelle ne manque aucun membre. Le discours est toujours prononcé par un académicien, et celui qui est désigné s'attache à faire de cette pièce l'un des piédestaux de sa gloire.

Une chose identique se passe en Espagne: l'Académie Royale de la Langue adjuge les prix de la fondation de San Gaspar et ses membres s'honorent en lui donnant la même consécration oratoire.

Nous autres, nous n'avons pas d'Académie; la remise des prix de vertu n'avait pas alors l'envolée intellectuelle qu'en France ou en Espagne, mais la présidente de la Société substituait à l'éloquence des paroles et au brillant de la phrase, la plus exquise sincérité. Et on s'en rapportait à la supériorité des faits.

Cependant, les prix de vertu ont compté dans ces dernières années avec la parole des nos principaux orateurs: Belisario Roldán, Manuel Carlés, Vicente C. Gallo, Estanislao S. Zeballos, Carlos Rodríguez Larreta, l'évêque docteur Gregorio Romero.

Orphelinat (filles).

Le 25 Avril 1823, Rivadavia mit le Collège de San Miguel de la défunte Confrérie de la Sainte Charité, sous la direction de la Société de Bienfaisance, laquelle confia sa réorganisation à madame de Mendeville.

Misia Mariquita commençait avec cette œuvre une époque qui devait être féconde en initiatives renouvelées pendant près d'un demi siècle. Elle se dédia avec amour à cette maison, car elle eut des attentions particulières pour ses protégées. Dans l'une des réunions de son salon, avec une véritable sincérité,

quoique avec une apparente coquetterie, elle se retira et écrivit cette prière mystique et profonde, bien qu'ayant été composée alors qu'arrivaient jusqu'à ses oreilles les mesures et les rigodons joués par Esnaola :

" Notre père qui êtes aux cieux, tu es notre seul père, parce que ceux qui nous donnèrent le jour nous ont abandonnés et jetés dans le monde sans guide et sans appui ! Nous ne les maudissons pas, Seigneur, pour cette faute : mais donne-nous la résignation pour supporter notre orphanité. Ne permets pas que, lorsque notre raison se développe, nous ressentions de la haine et de la rancœur contre les auteurs de notre malheur ; qu'il nous serve d'exemple pour ne pas les imiter ; donne-nous, Seigneur, l'intelligence pour apprendre, afin que nous puissions subvenir à nos besoins par notre travail. Fais nous humbles, car nous aurons tant de motifs pour que notre amour propre soit irrité ; donne-nous un jugement droit pour que nous sachions nous conduire ; ne nous refuse jamais ta miséricorde ; inspire la charité aux cœurs qui nous protègent pour qu'ils ne se lassent pas de nous, et, rends nous, Seigneur, dignes de ta Gloire ! "

C'était une prière pour les enfants trouvés, que répétaient aussi les orphelines de la rue de la Piedad.

Doña Isabel Casamayor de Luca, l'intelligente secrétaire, traduisit du français le *Manuel pour les écoles élémentaires de filles, ou résumé de l'enseignement mutuel appliqué à la lecture, l'écriture, le calcul et la couture,* par Mme. Guignon, espèce de panacée instructive de l'époque, très variée et très complexe, mais très utile et très convenable pour cette époque de culture intellectuelle limitée chez la femme.

Avec son incorporation à la Société de Bienfaisance, l'orphelinat reçut une orientation bien accentuée pour les jeunes filles trouvées, les orphelines de père et de mère et les filles de mère veuve très pauvre, selon ce qui est établi par un règlement qui fut en grande partie rédigé par doña Estanislada Cossio de Gutiérrez.

Cinq ans après ce changement, en Février 1828, le Gouvernement sentit la nécessité de réorganiser de nouveau la maison, et il en confia la tâche à la présidente de la Société, doña Josefa Gabriela Ramos Mexia avec les dames María Sánchez de Mendeville et María del Rosario de Azcuénaga, étant inspectrices, doña María de la Concepción Cabrera de Altolaguirre et María Pérez del Puerto de Arroyo.

Cette commission fit un rapport en Décembre 1831, et le 2 Décembre 1833, le gouvernement du général Viamonte, " eu égard à l'impossibilité que le Collège continuât dans l'édifice dans lequel il se trouve, à cause des atteintes portées, à l'ordre et à la morale de l'établissement ", disposa son transfert à l'ex couvent de los Mercedarios, dans la rue Reconquista, où il se trouve encore aujourd'hui.

Doña Pascuala Beláustegui de Arana, présidente, épouse du docteur Felipe Benicio Arana, Ministre des Affaires Etrangères de don Juan Manuel de Rozas, fut chargée d'effectuer ce transfert.

En 1838, le tyran étendit à ce Collège son décret du 27 Avril, disposant la fermeture des établissements de bienfaisance qui ne recevaient pas pour leur soutien les sommes fournies par les parents ou celles qui étaient dues par les élèves. Cependant, l'établissement ne fut pas fermé, car doña Crescencia Boado de Garrigós, sut le soutenir à ses dépens, et aidée par quelques unes de ses

compagnes, jusqu'à ce que le 16 Mars 1852, le nouveau gouvernement réinstallât la bienfaisante institution.

Ses installations augmentées et améliorées, le Collège d'Orphelines, comme on l'appelait depuis son transfert, eut besoin de former ses propres maîtres, ce qui fut réalisé avec l'aide du distingué philanthrope, Mariano Miró.

Avant 1876, l'établissement avait des élèves externes, mais lorsque la Société remit toutes ses écoles au Conseil National d'Education récemment institué, il changea en même temps son nom et prit celui qu'il porte actuellement: " Maison d'Orphelines ".

Cette maison a maintenu une tradition de vertus de pureté immaculée. Le peuple la vénère et les autorités la respectent et la soutiennent.

Pouvant contenir deux cent vingt orphelines, elle a su profiter de tous les perfectionnements de la pédagogie et de toutes les ressources de l'enseignement professionnel.

Les dames de la Société de Bienfaisance se dédièrent tout particulièrement aux jeunes filles, dont l'uniforme, aux jours néfastes, montra les couleurs sanglantes de la tyrannie, sur l'ordre impératif de Rozas, pour être changé, il y a longtemps, par les couleurs céleste et blanche du drapeau de nos gloires et de nos libertés.

Maison des Enfants Trouvés.

Pas un an après la remise du Collège San Miguel à la Société de Bienfaisance, Rivadavia nomma une commission composée de don Juan Miguel Luca, Miguel Belgrano et José M. Roxas, pour que, avec la commission formée par cette institution avec les dames Cipriana V. de Boneo, Juana del Pino de Rivadavia, Petrona Sarratea de Larramendi et Josefa G. Ramos Mexía, elle rédigeât un règlement de la Maison des Enfants Trouvés et que la dite Société la prît sous sa direction immédiate. C'était le 9 Février 1824. Don Pedro Antonio Aznarez, que nous avons déjà eu le plaisir de citer, fait noter que la Société ne put prendre immédiatement à sa charge cette ancienne Maison de la Confrérie de la Sainte Charité; mais, plus tard, le 30 Septembre 1830, la même société s'adressa au gouvernement, s'offrant pour se charger de son administration dans la partie domestique et dans tout ce qui se rapportait aux objets propres de la femme.

A sa tête se trouvait le docteur Saturnino Segurola, auquel la Société demanda la salle de réception pour tenir ses séances, et elle manifestait avec quelle complaisance les dames prendraient sous leur inspection et leurs soins l'assistance des enfants trouvés, à un âge où ils ont surtout besoin des connaissances exclusives à leur sexe et de la douceur qui leur est particulière, se résignant à tous les sacrifices et aux pénibles tâches que demanderait un acte aussi digne de leurs sentiments.

Pour le docteur Segurola, l'offre de la Société de Bienfaisance fut d'une influence considérable. Consacré à la protection des enfants abandonnés, avec son triple cœur d'homme de science, d'ecclésiastique et de philanthrope — médecin de carrière, prêtre et riche héritier — il avait soutenu à ses propres frais la vieille maison au temps de la tyrannie, alors que les fonds manquaient pour les fondations pieuses.

Et comme tous les secours demandés étaient refusés, le 27 Avril, cette administration donna sa démission au gouvernement.

Don Agustín Garrigós accusa réception de sa démission au nom de l'Exme. Gouverneur de la Province, notre illustre restaurateur des lois, brigadier don Juan Manuel Rozas, reconnaissant les puissantes raisons sur lesquelles il se fondait, mais, comme le trésor ne possédait pas de fonds pour soutenir, même ses fonctions les plus vitales, " il se voyait dans la dure nécessité de l'accepter et d'ordonner la fermeture de l'établissement et la répartition des enfants qu'il y avait, entre les personnes qui auront la charité de les recevoir ". Et celui-là qui accuse réception au nom de Rozas, ajoute: " S. E. considère que S. S. a déboursé des sommes provenant de ses fonds particuliers, alors que le décret en vigueur le défend absolument ".

C'est un décret bien propre à l'époque.

Le Chanoine Segurola.

C'est ainsi que le docteur Segurola termina sa direction de la Maison des Enfants Trouvés, direction qui avait comencé le 16 Septembre 1817.

Son action dut être considérable, car ni Rozas, qui lui refusait les moyens de la continuer et qui l'admonestait pour avoir employé à la cause des enfants, ses propres biens, ne put le méconnaitre, " tant s'étaient montrées dans son administration les vertus de S. S. qui le recommandent tant aux yeux de S. E. et de ses concitoyens ". Juan Manuel Rozas nomma chanoine le docteur Segurola, le dernier jour de l'année 1831.

Persévérant, modeste, désintéressé et vertueux, le docteur Segurola fut l'un de ces apôtres du progrès humain — écrivit-on à l'occasion de sa mort — qui consacraient leur vie au bien du prochain avec la sublime abnégation de la charité évangélique, qui ne s'arrêtaient pas devant les obstacles, qui marchaient vers le progrès, possédés d'une seule idée, qui au milieu des douleurs publiques versaient le baume de la consolation, et qui, étrangers aux misères de la vie ne voient du monde, ses douleurs que pour les alléger, et des hommes, leurs défauts que pour les corriger.

Introducteur et propagateur de la vaccination, éducateur et dispensateur de l'instruction primaire, charitable par excellence, désintéressé, intellectuel de souche, il sut collectionner des manuscrits d'une valeur inappréciable sur notre passé, pour les léguer aux studieux de la patrie.

Son ancêtre était illustre. Il était né de doña Bernarda de Lezica, fille de don Juan de Lezica Torrezuri, arrivé en 1737 du Pérou pour construire à ses frais le sanctuaire de Notre Dame de Luján, en accomplissement d'un vœu. Son père était d'une noble famille de Biscaye. Il fit ses études à Chuquisaca et fut ordonné à Santiago. Curé de la paroisse del Socorro, il conquit l'admiration de ses paroissiens par sa charité. Il travailla sans cesse à la propagation de la vaccine, et le 15 Novembre 1820, la Junte des Représentants demanda qu'il lui fut octroyé le droit de voix et de vote dans les accords sur les questions de bienfaisance publique.

Segurola, — a dit Groussac — appartenait au groupe du Cabildo qui avait concédé extraordinairement à Rivadavia " comme démonstration de haute appréciation " pour ses services et sa vertu, un siège perpétuel avec droit de voix et de vote dans ses délibérations. Le " despote des principes " combattit la corporation et finit par la supprimer.

Pendant la période de ses plus grands excès, Rozas persécuta le docteur Segurola, dont il se proposa d'acquérir la maison paternelle de la rue Moreno à l'angle de la rue Perú, voisine de celle du tyran. La résistance de l'illustre ecclésiastique suffit pour qu'il soit déclaré " sauvage unitaire ". Sur un semblable terrain, toute résistance aurait été inutile. La maison fut sacrifiée à vil prix.

Peu après, un Dimanche des Rameaux, déjà revêtu des ornements, et prêt à bénir les rameaux dans la Cathédrale, il fut frappé d'une attaque d'apoplexie.

Conduit à sa maison de la rue Piedad, en communication avec la Métropolitaine, il ne put quitter le lit de longtemps, attaqué de paralysie qui le rendit inutile et qui ne lui permit plus de marcher sans béquilles.

C'est là qu'il mourut le 24 Avril 1854, pendant le gouvernement intérimaire de don Juan Bautista Peña, qui sentit la nécessité de reconnaître publiquement ses hautes vertus, de lui décréter les honneurs militaires et d'inviter le peuple à l'accompagner pour conduire ses restes à l'église Cathédrale.

Fermeture de la Maison des Enfants Trouvés.

L'ordre de Rosas de distribuer les enfants trouvés entre les familles qui voudraient les prendre à leur charge, fut exécuté par une commission spéciale de dames nommées par le gouvernement, et composée des dames Pascuala Beláustegui de Arana, María Josefa Sosa de Marín et María Antonia Segurola de Ramos: dix sept enfants furent recueillis par l'évêque Escalada, huit par le chanoine Segurola et les quinze ou vingt restants furent demandés par des familles.

Le 17 Avril 1838, la maison fut fermée jusqu'à l'année 1852 où la Société de Bienfaisance fut réinstallée.

Doña María Sánchez de Mendeville se montra la femme des circonstances, en s'offrant à la Société pour réaliser elle-même, tout ce qu'il fallait pour le rétablissement de la Maison des Enfants Trouvés. Madame de Mendeville, en même temps que son travail, déboursa de fortes sommes pour parer aux premières dépenses.

C'est à elle exclusivement que l'on doit que le 20 Novembre 1852, le tour de la vieille maison de la rue Moreno retournât à remplir sa fonction miséricordieuse déjà oubliée, de recueillir les pauvres petits abandonnés par leurs infortunés parents, dans les mains de la piété divine.

La maison progressa. Et en 1873, elle fut transportée à un local construit par un certain monsieur Lasanse pour l'Institut Sanitaire Modèle, dans la rue Montes de Oca, où il se trouve actuellement, le tour étant laissé à l'Hôpital de Femmes de la rue Esmeralda pendant quatre mois.

Là l'accroissement de la maison se poursuivit pour se transformer lentement en un grand hôpital de première enfance. Tout en elle fut amélioré; règlements et installations, mais la Société vit son action entravée, jusqu'à ce qu'un règlement sanctionné par le gouvernement en 1891 motivât la démission de sa direction. Mme. Isabel Hale de Pearson, en sa qualité de présidente, signa la démission et le docteur Carlos Pellegrini avec son ministre José V. Zapata promulgua un décret la refusant: le pouvoir exécutif ne pouvait consentir à se voir privé des très importants services de nos dames.

Cet acte eut pour conséquence immédiate la substitution au tour libre, d'un

bureau de réception des enfants. En outre, on dota l'établissement des succursales indispensables pour les convalescents et les enfants sains et on augmenta la subvention accordée dans le budget, dont l'exiguité avait obligé à recourir au commerce pour soutenir la maison gratis, acte de générosité méritant à juste titre la reconnaissance et le souvenir.

La Maison des Enfants Trouvés alla en progressant. Sa fonction matérielle de réceptrice d'enfants fut dûment régularisée en 1900 par le concours d'une commission spéciale composée de personnes compétentes: les docteurs Luis Beláustegui, Lorenzo Anadón, José A. Terry, Bernardino Bilbao, Nicanor González del Solar, Angel M. Centeno, Carlos Ruiz Huidobro, Mons. Gregorio Romero, Francisco L. García, Francisco Ayerza et Juan José Díaz, et comme secrétaire, don Esteban Arenillas.

L'évolution de la Maison des Enfants Trouvés fut ainsi opérée comme conception. Sa réalisation matérielle ne devait pas tarder à se faire. La première maison de Lasanse était inappropriée et il était nécessaire de la réédifier complètement. Les amis de l'infortuné docteur Francisco Ayerza offrirent plus de seize mille piastres pour la construction d'un pavillon pour les rougeoleux; ensuite la Société en construisit un autre pour les diphtériques; doña Isabel Millán laissa un legs pour la construction d'un pavillon pour les teigneux; doña Hortensia Aguirre de Leloir, don José Balcarce, doña Rosa Aguirre de Balcarce et Mlle. Victoria Aguirre, ont construit le pavillon " del Carmen " et le Jockey Club en a construit un autre, réalisant ainsi un changement radical dans les installations.

Telle est l'histoire de cette maison, d'origine aussi modeste que l'idée à laquelle elle répondait était grande, et à laquelle ont su rattacher leurs noms les philanthropes les plus distingués, les dames les plus en vue et les médecins de plus de cœur et de science.

La Maison des Enfants Trouvés et sa succursale comptent aujourd'hui plus de deux mille enfants.

Hôpital Rivadavia.

Le dernier établissement charitable passé au gouvernement par la dissolution de la Confrérie de la Sainte Charité, fut l'Hôpital de femmes. Au mois d'Août 1824, Rivadavia demanda à la Société qu'il avait fondée, de l'inspecter, mais, comme le fait noter Aznarez, elle n'en prit pas la charge, considérant que, pour le moment, elle devait apporter toute son attention aux écoles de filles et au Collège d'Orphelines de San Miguel. Avec un administrateur, la maison vécut jusqu'en Avril 1838, date que nous avons dû mentionner en parlant du décret de Rosas, supprimant les subventions accordées aux établissements de charité et ordonnant la fermeture de celles qui seraient soutenues par la générosité publique.

Sans subvention, l'hôpital devait se fermer. Pour éviter cela on réduisit les traitements et les frais; don Camilo Giovanell offrit tous les remèdes gratis et une commission composée de Juan Carlos Rosados, Francisco Antonio de Beláustegui, Remigio González Moreno, José Fuentes Arguibel et Cristóbal Martín de Montúfar, lequel, étant décédé, fut remplacé par don Antonio Payró, le prit à sa charge. On sollicita la charité publique; les juges de paix de la ville et de la campagne ouvrirent des souscriptions dont les résultats furent très limités.

L'hôpital vécut de cette vie anémique sous la direction de la commission administrative, jusqu'à ce que son président, don Antonio Payró, le 6 Mai 1852, communiquât à la Société de Bienfaisance, que le 23 Avril, le gouvernement supérieur avait résolu de mettre l'établissement à sa disposition.

Le 15 Mai, la Société prit possession de cette maison et le 22 Février 1859, arrivaient d'Italie quatorze Sœurs Filles de Marie, que les dames avaient fait venir en payant leur passage par souscription spéciale, pour améliorer le service d'infirmières des mineurs envoyés par les défenseurs, auxquelles on enleva ces fonctions en 1878.

Aux mains de la Société de Bienfaisance, l'hôpital obtint toutes les sympathies, se distinguant entre toutes, Juana Cazón de Almeida, l'une des principales bienfaitrices.

Les fonctions hospitalières communes furent complétées par l'enseignement. Les professeurs les plus célèbres firent des cours dans ses salles et ces cours furent suivis par les nouvelles générations de médecins.

Et pour les pauvres on établit la première maternité gratuite.

A la longue, les constructions de la rue Esmeralda durent, nécessairement, être remplacées. Après les demandes correspondantes et les études méthodiques nécessaires, Mme. Angela Villegas de Lahitte plaça la pierre fondamentale des nouvelles constructions — grandioses, dignes de notre capitale — le 6 Décembre 1880, et six ans et demi après, le 24 Avril 1887, ayant surmonté de nombreuses difficultés pour réunir les fonds nécessaires, elles furent inaugurées.

Rien ne manque à l'établissement actuel, à aucun point de vue, et on peut le considérer comme l'un des hôpitaux les plus complets. La philanthropie privée a su l'agrandir: l'un de ses pavillons, le XIX^me^. siècle, a été élevé par souscription particulière et il y en a un autre édifié aux frais des héritiers de Mme. Clara Ocampo de Cobo.

Son nom primitif, quoiqu'il ne fut jamais spécial, d'Hôpital de Femmes, a été changé en celui d'Hôpital Rivadavia et ses bienfaits s'étendent à plus de cinq cents malades, avec tous les services et les cliniques nécessaires, à charge de spécialistes consacrés qui complètent l'œuvre du cœur des dames par une action personnelle de science désintéressée, généreuse et hautement humanitaire.

Société Philanthropique.

Au mois de Juillet 1828, le gouvernement essaya de créer une société philanthropique pour lui remettre l'Hôpital d'Hommes. Les événements firent que l'idée n'eut pas de suite. Le général Viamonte reprit l'idée en 1833, et il installa la commission et lui remit l'hôpital. Rozas la déclara caduque en 1835, et à sa place il en nomma une autre, administrative, confiant à l'économe une somme de douze mille piastres pour le soutien. Une semblable manifestation charitable du dictateur ne pouvait être durable. Au mois d'Avril 1838, il supprima la subvention et il ordonna à la commission administrative d'inviter la bienfaisance et la charité du peuple de Buenos Aires à faire une souscription volontaire pour subvenir aux frais occasionnés par l'Hôpital Général d'Hommes. Si la somme réunie n'était pas suffisante pour son soutien, l'hôpital devait être fermé. Cet édit était basé sur les guerres avec les français et avec le général Santa Cruz.

Ces circonstances passées, la commission demanda au Restaurateur la subvention supprimée, mais Rozas répondit que la guerre ne lui permettait pas de s'occuper des établissements de charité.

Le héros du désert, sollicité à nouveau en 1848, de fournir les fonds nécessaires, accorda dix mille piastres mensuellement, somme qu'il éleva à quinze mille au bout de peu de temps, pour supprimer ensuite complètement la subvention, et laisser le soutien à la merci de la charité publique.

Hôpital Français.

En pleine tyrannie, et les idées anti-charitables de Rozas bien affirmées, le consul général et chargé d'affaires de France à Buenos Aires, M. de Mendeville, fonda la "Société Philanthropique Française du Río de la Plata". Dans son conseil figuraient MM. Petitjean, chancelier du consulat, Richaud, Roberge, Garnier, Roquin, Gabriel Bouchez, Fantin, Montguillot et Chassaing. Société de secours à l'origine, en 1842 elle établit une maison pour malades dans la rue Méjico et en 1844 elle inaugurait un petit hôpital de douze lits dans la rue Independencia, à peu de distance du Río. L'institution progressa, et au bout de trois ans elle acheta une propriété dans la rue Libertad entre Paraguay et Córdoba et établit son nouvel hôpital, pour le maintenir jusqu'en 1887, année où elle se transporta à son installation définitive de la rue Rioja, dans des constructions justement signalées comme les meilleures de leur époque. Leur valeur excède huit cent mille piastres.

Emile Cornu, protecteur de toutes les œuvres charitables de la société française, légua à cet hôpital une maison dans la rue Chacabuco, d'une valeur de cinquante mille piastres.

Cet hôpital a une capacité de deux cents lits.

La Société Philanthropique française jouit d'un véritable prestige.

Dames de la tyrannie.

La tyrannie eut un ange de bonté et de miséricorde: Manuelita Rozas, plus tard de Terrero. Mármol la décrit bien. Haute, élancée, d'une taille ronde et fine, de formes gracieuses et légèrement dessinées, avec une physionomie américaine, pâle aux yeux cernés bruns clairs, la pupille inquiète et le regard intelligent, le front étroit mais bien dessiné, les cheveux châtains foncés, abondants et fins, le nez droit, la bouche grande, mais fraîche et piquante, telle était Manuela en 1840. Son caractère était gai, facile et communicatif. Mais par moments, on notait chez elle, après un certain temps, un peu de lassitude, de mélancolie, de déplaisir, et ses yeux vifs montraient parfois des sourcils irrités; elle pleurait, mais pleurait en secret, comme les personnes qui souffrent véritablement.

Une fée bienfaisante dut présider à sa naissance — a écrit le chanoine Ezcurra — car elle fut dotée de toutes les grâces naturelles, de la beauté, de la discrétion, de la bonté, de l'intelligence, de la douceur de caractère, d'aimable compagnie et de manières fines.

Aucune femme n'a été aussi aimée qu'elle, — le bon Ange qui intercéda pour éviter les malheurs de son père.

Elle fit beaucoup, elle fit un bien immense, avec une miséricorde inépuisable dans ces jours d'horreur. Personne n'a pu enregistrer ses intercessions devant le tyran; personne ne pourra compter ce qu'elle donna en secret pour faire une charité pleine de dangers parce que sa découverte aurait irrité le dictateur, sans cœur, même pour les siens.

La société de son temps l'appela amicalement Manuelita, et c'est ainsi que la nommaient aussi les pauvres et les humbles. Manuelita était l'espérance des timides, la consolation de ceux qui souffraient, la seule âme capable de réclamer des bontés et des pardons à ce père indescriptible, insatiable de sang. Si, peu souvent, il arriva quelque chose d'heureux, pensez aux heures de cruel désespoir et aux nombreuses larmes qui durent couler pour les peines étrangères...

De la mère du tyran, elle-même, doña Agustina López de Osornio de Rozas, Mansilla a dit que tous les vendredis elle faisait atteler la grande voiture, guidée par un grand cocher mulâtre, excellent homme appelé Francisco, pour aller dans les quartiers éloignés distribuer des aumônes chez les nécessiteux et ramener à sa maison où il y avait une salle-hôpital, quelque malade qui en avait le plus besoin, ce malade était placé dans la voiture, à côté de l'une de ses filles, celle qui était de tour, et à laquelle incombait le soin du malheureux jusqu'au moment où il était guéri ou que le ciel en disposait autrement.

Hôpital Britannique.

La tyrannie régnait lorsque Mr. Barton Lodge conçut l'idée de fonder un hôpital pour les résidents britanniques. C'était en 1844. Dans ce but il organisa une société présidée par don John Hughes et dont le secrétaire était Frédéric Hargreaves, père d'un jeune compositeur anglais, très connu dans nos salons par ses innombrables adaptations pour piano de nos airs nationaux. Le fils, qui le remplaça, arriva à être l'un des musiciens de salon, surtout par sa faconde pour varier à l'infini les "vitalités" et les "tristes", encore rééditées. Auteur de *La gata blanca* (La chatte blanche), le peu de succès de cet opéra l'abattit profondément et l'éloigna des cercles. Cette circonstance accentua son action philanthropique en faveur de l'établissement installé dans les rues Caseros et Perdriel, sous la direction du docteur Robinson. Le musicien Hargreaves mourut il y a peu de temps, au moment où il allait voir réalisé le dernier rêve de sa vie: la représentation de sa *Psyché*, opéra de grand appareil scénique, sur lequel il fondait de grandes espérances.

Par souscription, la colonie britannique contribua à la moitié des dépenses et le Gouvernement anglais accorda pour l'autre moitié, trente mille livres sterlings, en 1859.

Avec le produit de quelques fêtes et de quelques bals de charité, des tombolas et des souscriptions, on le soutint, et en 1877, il fut totalement réédifié dans son originaire et unique emplacement.

Orphelinat Irlandais.

A la même époque, en 1847, un prêtre irlandais, dominicain licencié, le R. P. Auguste Fahy, humble, illustre et très évangélique, acheta une manzana et demie

de terrain dans les rues Tucumán et Callao, alors quartier écarté, où l'on ne suspectait pas la possibilité de voir tracer des rues.

Le bon père eut sans doute la vision de notre futur agrandissement, et son habileté et ses capacités furent telles qu'en peu de temps, il put vendre aux pères jésuites la manzana dans laquelle se trouvaient édifiés l'église et le Collège du Sauveur, et avec le produit, commencer l'édification d'un asile pour les filles, dans la demi manzana restante de la rue Río Bamba, où les Frères de la Salle ont actuellement leur splendide Collège.

Cet asile primitif fut le mieux organisé de ceux que Buenos Aires comptait à cette époque.

L'ouvrage terminé, le père Fahy passa les titres à une commission d'irlandais, composée de MM. Thomas Armstrong — père de l'inoubliable Isabelle Armstrong de Elortondo — P. Bookey — attaché étroitement à la famille de Klap embach — don Thomas Gaham, don Michel Duggan, don Jean J. Murphy et don Daniel Mc. Kiernan.

La personnalité juridique de l'institution constituée, on lui transféra la propriété.

L'Asile fonctionna dans ce primitif local, à la construction duquel on adapta ensuite tous les progrès modernes, jusqu'en 1897, époque à laquelle il fut vendu aux Frères Chrétiens de la Salle. Avec le prix de la vente et le montant de deux legs, l'un de cinquante mille piastres, l'autre de soixante dix mille, de MM. Michel Duggan et Thomas Gaymor, on acheta cent cinquante mille vares dans les rues Bella Vista et Gaona, où cent cinquante orphelines irlandaises ont leur Asile actuel, dans un édifice gothique, correct, élégant, entouré de jardins, dans un quartier très tranquille. Le coût de la construction a dépassé deux cent mille piastres.

Le père Fahy.

Le père Fahy, fondateur de cet Asile, a été l'une des plus grandes figures de la charité argentine, à laquelle il se dédia complètement: véritable providence des irlandais résidant dans la République, il fut leur conseiller obligé, leur juge sans appel, leur évangélisateur et leur protecteur dans toutes les circonstances de la vie.

Il jouissait d'une si haute considération et d'un si grand respect, qu'aucun irlandais ne manquait de suivre ses indications, et qu'il n'en appelait à personne autre dans les moments difficiles.

Pour remplir sa mission évangélique, il faisait de pénibles voyages à cheval, pendant des semaines entières, par les interminables plaines de la campagne de Buenos Aires. Malgré le manque de commodités, l'inlassable dominicain visitait toutes les familles irlandaises, s'informait de leurs besoins, instruisait dans la doctrine les enfants et les aidait dans le travail, leur représentant la richesse de notre patrie par la culture de ses champs. Ses idées étaient progressistes.

Fondateur d'institutions, on lui dut, en dehors de l'Asile, une école de filles dans les rues Tucumán et Río Bamba, aujourd'hui l'Académie " Mater Misericordiæ ", de la rue 24 de Noviembre; le premier " home " ou foyer pour les jeunes irlandaises, actuellement " Irish Girl's Home " de la rue Salguero, entre Cuyo et Corrientes, et un hôpital, fermé ensuite, manque de fonds.

Pendant l'épidémie de fièvre jaune, en 1871, il fut appelé pour assister un pauvre italien qui en était attaqué. Cette tâche revenait au prêtre de la paroisse. Néanmoins, le père Fahy sortit et accomplit son devoir. Atteint par la contagion, il mourut peu de jours après, dans la pauvreté la plus grande, demandant à un ami de payer les dettes qu'il avait contractées pour ses œuvres charitables.

Philanthropes irlandais.

Don Michel Duggan, l'un des bons protecteurs de l'Asile d'Orphelines Irlandaises, vint à Buenos Aires vers l'année 1838, et, par son travail et sa persévérance, il sut se créer une position indépendante. Il resta célibataire, et dans son testament il laissa trois legs importants: cinquante mille piastres à l'Asile Irlandais, dix mille aux Pères de la Passion et dix mille à l'Hôpital Britannique.

Don Thomas Gaymor, un autre de ses grands bienfaiteurs, s'établit à Mar Chiquita, vers 1850, y fondant un grand établissement rural. D'une vie retirée, lui non plus ne forma pas de famille. Ennemi de la renommée, il exercait la charité en silence et secourait un bon nombre de pauvres de Mar Chiquita. Son grand don de soixante dix mille piastres à l'Asile Irlandais, ne fut dévoilé qu'après sa mort.

Le docteur Cuenca.

La pénible période de la tyrannie, dont les secousses coûtèrent tant de vies, se termina par une mort des plus pleurées parmi tant d'autres, — celle du docteur Claudio Mamerto Cuenca, médecin et poète. Avec la bienveillante fantaisie des âmes nobles, il s'était distingué par sa manière d'agir envers les pauvres qu'il soignait gratuitement. C'est généralement ainsi que se montrent les poètes médecins avec une complaisance placide pour les bonnes actions.

Persécuté pendant toute la tyrannie, lors de la bataille de Caseros, il alla au campement pour faire le bien, pour soigner les ennemis de l'ordre, les soutiens de la bannière rouge qui tomberaient. Pour eux, pour ses ennemis, il allait donner sa pitié. Et parmi eux on le trouva mort, au pied d'un blessé qu'il soignait.

Dans son vêtement, on trouva ses derniers vers: une imprécation au tyran et le commencement d'un poème d'amour:

Y esto es ni más ni menos lo que ahora
Te está, Rozas infame, sucediendo:
Estás en tu expiación y ya la hora
De purgar tu maldad está corriendo.

Una vez lloré yo, cuando salia
De la hermosa ciudad que el Plata baña
En hora infausta y lacrimoso día,
Para mi pobre y mísera cabaña.

Y tú entretanto y en mi misma frente
Acaso de mi mal te sonreías!
Acaso mi ademán, mustio y doliente,
Y mis ojeras lívidas, sombrías,
Te inspiraban la risa maldiciente
Que mal entre tus labios escondias.

Impío te burlaste de tu hermano,
De su desgracia y desazón reíste,
Sin pensar que el precepto tan cristiano
De amarme desoíste
Y que de Dios la majestad ultraja
El que á los hombres desgraciados aja.

L'autre strophe est une invocation idéaliste:

Creación inefable del sueño de la nada,
Oh Dios! y tan bella!!! ¿Quién eres? Misterio!
¿Quién eres? Delirio del alma exaltada...
Quimera, quimera que inventa el amor.
La imagen hermosa de un ángel aéreo
Que cruza, que cruza de mí en derredor.

Réinstallation de la Société de Bienfaisance.

Rozas et sa tyrannie venaient de tomber sous le canon de Caseros.

Le nouveau gouvernement travailla sans relâche au rétablissement des institutions. En les examinant, on trouva la Société de Bienfaisance, et on lui accorda une attention toute particulière. Le mois de la fuite de Rozas, le 16 Mars 1852, don Vicente López édicta un décret de réinstallation, contresigné par don Valentín Alsina, "car il y a des institutions si heureusement et si sagement conçues que, par leur valeur intrinsèque et par leurs bienfaits pratiques, si elles meurent de fait sous les coups des pouvoirs absolus, elles se perpétuent dans la mémoire des peuples sur qui elles répandent leur bienfaisante action. Dans ce cas se trouve la Société de Bienfaisance, qui a su correspondre aux hautes vues de son fondateur; son prompt rétablissement était réclamé par l'opinion, par la morale et par les plus vitales exigences".

Le décret chargeait le gouverneur de la province d'effectuer la réinstallation de la Société, et sa communication fut adressée à Mme. Crescencia Boado de Garrigós, l'une de ses plus grandes ouvrières depuis Mai 1830, dame intelligente et généreuse, qui avait contribué à soutenir les orphelines du Collège de la Merced, quand la tyrannie lui retira les fonds nécessaires.

L'activité de Mme. de Garrigós dans la Société était grande: secrétaire en 1833 et 1834, inspectrice de l'Orphelinat à partir de 1838 et présidente de 1840 à 1844, elle avait continué son œuvre dans le dernier établissement qu'elle aidait de ses propres deniers.

Elle était tout indiquée par ses antécédents pour réinstaller la Société que, par ses propres efforts, elle avait empêché de succomber. Pour l'aider dans cette tâche, le gouvernement désigna comme sociétaires, Mmes. María Sanchez de Mendeville, Isabel Casamayor de Luca, Justa Foguet de Sánchez, Estanislada Cossio de Gutiérrez, Tomasa Vélez Sársfield, Manuela Gómez de Calzadilla, Josefa Díaz de Calvo et Pilar Spano de Guido, qui avaient déjà fait partie de la Société; Estanislada Arana de Anchorena et Martina M. de Llavallol, qui n'y assistèrent jamais, et Magdalena Hurtado de Fonseca, Dorotea Yáñez de Nazar et Pastora Soca de Cárdenas, désignées pour la première fois.

Et le 9 Mars, la Société fut nouvellement installée avec toute la solennité

officielle décrétée. Et comme des questions de service empêchèrent le Général Urquiza d'avoir la satisfaction d'assister à l'un des actes les plus importants qui aient eu lieu après la disparition de la tyrannie dans laquelle gémissait le grand peuple de Buenos Aires — acte dans lequel il aurait connu les douces émotions du cœur devant le spectacle du beau, du grand et du généreux, — par l'intermédiaire du ministre don Valentín Alsina et en son nom personnel, il remit soixante onces d'or pour la Maison des Enfants Trouvés, comme petite offrande à cette partie abandonnée, à laquelle le tyran de la République refusa les secours que la miséricorde publique ne refuse jamais à l'innocence.

Et, le 29 Mars, considérant que dans le précédent décret on avait omis de comprendre quelques dames qui, appartenant à l'institution, avaient toujours rempli leur devoir et étaient très dignes d'en faire partie par leurs qualités, Urquiza réincorpora comme sociétaires Mmes. Pascuala Beláustegui de Arana, Ignacia Beláustegui de Zelis, Josefa Sáenz de la Cárcova, Pastora Botet de Senillosa, Cipriana Bonavia de Lahitte, Cipriana Obes de Bonavia, Rosa Buxó de Mier, Agustina Rozas de Mansilla, Manuela Villarino de Insiarte et Rufina Herrero de Ramírez.

La Société de Bienfaisance reprit la charge de ses anciens établissements pour les améliorer tous peu à peu ; elle créa un " fonds des pauvres " en 1855 et en 1857 elle rapatria les restes de son fondateur don Bernardino Rivadavia, décédé à Cadix, entreprise dans laquelle il fallut vaincre de sérieuses difficultés, car l'illustre homme d'était avait disposé que son cadavre ne devait pas être ramené dans sa patrie.

Société Espagnole de Bienfaisance.

En même temps que le gouvernement réinstallait la Société de Bienfaisance, la collectivité espagnole se réunissait pour constituer une société propre, aux fins charitables. L'idée étant encore en gestation, don Pedro Manuel de la Bárcena, riche commerçant espagnol, mourut en laissant un testament contenant un legs considérable pour fonder un hôpital ou un établissement de bienfaisance, et presque en même temps un autre commerçant péninsulaire, don Esteban Rams, très connu, secourut une petite orpheline abandonnée. Mise sous la protection de la Société récemment fondée, la " fille de la Bienfaisance Espagnole ", fut élevée et éduquée avec la moitié du revenu produit par une maison de la rue Cuyo, du legs de M. Bárcena. Cette première œuvre fut suivie de nombreuses autres, la Société tombant ensuite dans un véritable état de consomption. Avec de faibles signes de vie, elle ressurgit du Casino Espagnol en 1869. La nouvelle constitution fut vigoureuse et eut pour principal objet, la fondation d'un hôpital espagnol. On se mit immédiatement en devoir de réaliser l'idée. Don Juan López, don Vicente Pereda, don José Blanco et don Pedro M. Moreno, donnèrent le spacieux terrain occupé dans les rues Belgrano et Caridad ; don Vicente Gutiérrez et don Felipe Torroba prirent les chaussées à leur charge ; don Juan M. Martínez et don Antonio Saralegui, la menuiserie ; don Santiago Allende les planchers et la mosaïque des cours et d'autres personnes contribuèrent aux frais des murs et de la peinture. L'hôpital commencé le 30 Juin 1872, ouvrit ses portes le 8 Décembre 1877. Son inauguration fut un acte public qui eut une grande répercussion, les parrains étaient don

Martín Berraondo et doña Josefa Urquiola de Udaeta, les deux bienfaiteurs décidés de l'institution.

Quatre salles et les services correspondants constituaient l'Hôpital, mais actuellement il a été réédifié dans toutes ses parties. Son nouvel édifice, superbe, occupe toute une manzana et possède le matériel interne réclamé par notre époque, avec les services les plus perfectionnés.

La Société Espagnole de Bienfaisance s'occupe actuellement de terminer un Asile complémentaire pour les maladies chroniques et tuberculeuses à Lomas de Zamora.

Comme principale ressource pour soutenir son hôpital, elle compte les revenus de divers legs et la générosité, jamais démentie, du commerce espagnol, si riche et si généreux à tout appel de la charité.

Sainte Dymphne, patronne des insensés.

En parlant des pauvres infirmes dont l'intelligence est obscurcie, on doit rappeler cette Vierge et Martyre qui, dans les archives ecclésiastiques, porte le nom de Sainte Dymphne, la patronne des insensés, la douce protectrice de ceux qui ont leurs facultés mentales altérées.

Sainte Dymphne, fille du roi d'Hibernie, irlandaise convertie au catholicisme au milieu du VI^me^. siècle, a une histoire remplie de ses bontés et de ses prodiges sur laquelle on pourrait broder des romances très touchantes avec l'épilogue sublime de la femme qui sacrifie sa vie et se laisse mutiler la tête pour ne pas souscrire aux amours incestueuses de son père, et pour ne pas renoncer à sa foi en Christ.

Confiante dans sa nouvelle religion, la jeune fille, protégée par l'abbé Gerebert, s'enfuit vers un lieu sauvage de la Campine, au nord d'Anvers, où elle fonda Gheel, la colonie d'aliénés renommée qui existe encore aujourd'hui. Reclus on fixe la date à l'année 1286, mais on doit avertir que le martyrologe n'en signale aucune.

Quelle qu'elle soit, il est indiscutable que Sainte Dymphne consacra son existence aux soins des aliénés, avec tant d'efficacité que son nom devint célèbre dans le monde entier et qu'elle mérita la canonisation après avoir été décapitée. L'histoire de ses guérisons parle de miracles qui se sont répétés dans la cathédrale de Saint Amiens, où l'on conserve ses reliques; et ce fut une croyance qu'il suffisait de venir dans la contrée pour voir son état s'améliorer.

De là la formation de grands pèlerinages d'aliénés et le culte des Pays-Bas pour la patronne pleine d'abnégation.

Aujourd'hui l'Eglise rappelle son nom le 15 Mai. Il n'en est pas de même de Gheel, sa fondation, dont la vertu d'initiatrice a su résister aux vicissitudes des temps. Gheel a continué sa splendeur, quoique depuis 1854, ses infortunés hôtes ne passent plus seuls comme autrefois, dans les rues de la ville, alors que les habitants avaient l'habitude d'en prendre un, deux, trois et des fois cinq à leur charge et les insensés se promenaient en soulevant les grilles cellulaires.

Alors, les aliénés abandonnaient leurs retraites et personne dans la ville ne les molestait, car les déments étaient respectés et accueillis amicalement, en hommage, sans doute, à Sainte Dymphne.

Les progrès de la science transformèrent, avec le temps, ces coutumes, et ce fut l'origine de la grande colonie d'aliénés actuelle, mais le nom de la sainte est toujours prononcé avec respect et elle continuera à être la patronne des insensés.

Hôpital National d'Aliénées.

Notre œuvre en faveur des déments ne date pas d'hier; son origine se confond avec celle de la " Confrérie de la Sainte Charité ": l'ancien Hôpital de Femmes qui, en 1776, occupait le terrain où s'élève aujourd'hui l'édifice de l'Assistance Publique, eut une salle pour les aliénées, petite et pauvre comme tout ce qui se rattache à cette époque.

Les Sœurs de Notre Dame du Huerto, appelées de nombreuses années après du vieux monde par Mme. Ignacia Beláustegui de Zélis, lorsqu'elle fut présidente de la Société de Bienfaisance, prirent soin des aliénées. On se rappelle encore la grille qu'elles avaient sur le prebystère de l'église de San Miguel, au travers de laquelle elles entendaient la messe sans s'arrêter de surveiller leurs malades.

C'est le moment de consigner ici l'un des nombreux actes d'abnégation qui donnent une idée de ce que les dames argentines ont fait pour conquérir le nom de bien méritantes de la charité qui leur a été si justement donné.

Révolte historique.

Avant l'arrivée des Sœurs du Huerto, l'Hôpital de Femmes était à la charge d'infirmières mercenaires, et par suite sujet aux révoltes de son personnel. La plus importante de ces révoltes eut lieu pendant la Semaine Sainte de l'année 1853.

Le culte que les dames de la haute société de Buenos Aires avaient alors pour les jours saints est connu: pendant ces jours elles revêtaient les vêtements les plus luxueux et exhibaient les bijoux les plus riches, spécialement dans les " stations ". La Semaine Sainte était l'un des événements religieux en hommage duquel on faisait de véritables sacrifices.

Et alors, le lundi Saint indiqué, l'Hôpital de femmes manquait de personnel: lés infirmières s'étaient déclarées en grève. Dans ces circonstances, les dames de la Société firent presque abstraction de leur luxe et des solennités religieuses, et vinrent occuper les postes d'honneur au chevet des malades. Mme. María Antonia Beláustegui de Cazón eut à sa charge la cuisine, dans laquelle elle fut aidée par María Sánchez de Mendeville, María de las Carreras, María Josefa del Pino, et d'autres qui donnèrent un exemple d'application et de témérité.

A la demande de la Société, la Police envoyait les démentes de la prison à cet hôpital. Mme. Tomasa Vélez Sársfield en vit les inconvénients, et le 18 Mai 1852, elle demanda à la Société de Bienfaisance l'établissement d'un hôpital pour femmes démentes, car " il était inhumain de laisser ces malheureuses abandonnées à leur propre sort, sans essayer de les faire revenir à la raison perdue ".

Le gouvernement accueillit favorablement cette initiative faite sienne par la Société et disposa que la Commission philanthropique présidée par le docteur Ventura Bosch, affecterait à cet objet une partie de l'ancienne Convalescence. Le 15 Mars 1854, les démentes étaient transférées par le docteur Bosch, leur

véritable protecteur, et la nouvelle maison continua à vivre avec l'intervention de la Société de Bienfaisance et de la Commission jusqu'en 1860, où elle resta à la charge exclusive des dames.

Rivalité d'artistes.

Lors de ce transfert, les jalousies artistiques de deux cantatrices eurent une certaine importance: Ida Edelvira, de renommée déjà conquise dans cette capitale et qui travaillait avec l'impresario Pestalardo et la soprano Elisa Biscachianti, récemment arrivée du Chili, précédée d'une certaine renommée, comme pour susciter la rivalité de la première.

La tension des relations fut telle et la guerre contre la Biscachianti si accentuée que, pour détruire l'animadversion conquise avant d'être connue, elle voulut " que les premières notes de sa gorge à Buenos Aires, fussent pour alléger les malheurs dont souffrait la Société de Bienfaisance ".

La généreuse proposition ayant été acceptée, la Biscachianti chanta *Sonámbula*, avec un succès extraordinaire.

Le produit qui en résulta fut appliqué à l'établissement de femmes démentes et la Société de Bienfaisance remercia le désintéressement de la distinguée artiste en ordonnant de placer son portrait dans le salon de l'établissement où il est resté jusqu'à ces derniers temps. Cela eut lieu en 1854.

La nouvelle installation qui est l'ancienne d'aujourd'hui et qui avait appartenu auparavant à une congrégation monastique, fut connue pendant longtemps sous le nom d'Hospice de Saint Bonaventure en hommage à la consécration du docteur Bosch, son distingué directeur, l'un de ceux qui tombèrent en 1871 lors de l'épidémie de fièvre jaune, en remplissant leurs devoirs humanitaires. Le gouvernement ordonna que son buste fût placé à l'entrée de cet établissement.

Dans ce local, la condition des malades fut quelque peu améliorée; on établit de nouveaux services et on ouvrit des salles spéciales de clinique. Pour son temps, c'était un grand progrès, mais lorsque Buenos Aires se fédéralisa, il devint extrêmement petit et inapproprié. C'est pour cela qu'en 1894, la Société entreprit d'en élever un grandiose, lequel n'est pas encore terminé, et dans lequel, malgré que la moitié des constructions ne soit pas faite, on a déjà dépensé une somme de 2 500 000 $ papier. L'Hôpital National d'Aliénées renferme aujourd'hui près de deux mille malades, et on peut le comparer à ceux de Liztemberg, de Berlin et avec le célèbre institut de Psychiâtrie de Moscou.

Au milieu de 1894, on sentit la nécessité d'augmenter ses installations, et la Société obtint du gouvernement l'ancienne propriété de Rufino Varela à Lomas de Zamora, où elle a fait des installations pour cinq cents malades chroniques, lesquels se distraient dans les travaux ruraux, et oublient leurs infortunes dans une propriété remplie d'allégresse, de fleurs, et avec beaucoup d'air, loin du monde des capables, dans un endroit spécial pour les faibles d'esprit.

Les dames de Bienfaisance, remplies de sollicitude et d'amabilité pour leurs protégés, intensifient leurs soins, pourrions nous dire, avec ces infortunées, dont le malheureux sort est si digne de compassion. L'une d'elles a institué le prix annuel " Marie de la paix " pour la gardienne infirmière qui se distingue parmi celles de sa classe dans l'assistance patiente et attentive des malades indigentes,

et Mme. Inés Dorrego de Unzué accorde un autre prix analogue, " Charité ", pour les infirmières des pensionnaires.

Et en attendant que la science découvre le secret pour mettre un terme à ces douleurs si grandes, les dames continuent leur action charitable avec ses parenthèses pleines de douleur — lorsque devant leurs yeux se répète le tableau affligeant des agitées en convulsion, les cheveux épars, poussant des imprécations, le regard vague.

Hôpital Italien.

Marcelo Cerrutti, commandeur et consul de Sardaigne à Buenos Aires, lança en 1853, l'idée de fonder un hôpital italien. Réunis le 14 Décembre, les représentants les plus en vue de la collectivité, le comte Albini fut l'un des ouvriers de la première heure, ainsi que le R. P. José Arata. L'idée, accuellie avec enthousiasme ne put être mise à exécution qu'en 1862. Le comte de la Ville, consul général d'Italie, essaya de la réaliser: le 27 Décembre 1863, l'hôpital italien était béni dans un vaste terrain de la rue Bolivar, à l'angle de la rue Caseros. Les résidents italiens lui fournirent leur appui et en 1869, alors que les premières constructions étaient déjà anciennes, on posa la pierre fondamentale de ses grands édifices actuels, dans une manzana formée par les rues Gazcón, Potosí, Rawson et Cangallo. Le duc de Licignano, représentant le roi Humbert I, donna du prestige à la nouvelle œuvre, qui fut ouverte au service des actionnaires, le 22 Décembre 1901, avec cinq sections internes bien complètes et pourvues des perfectionnements modernes.

Une Société italienne de bienfaisance, d'honorable tradition charitable, à laquelle ont rattaché leurs noms les hommes les plus en vue de la collectivité s'est réservée la partie administrative et disciplinaire de ce vaste établissement, digne d'être classé parmi nos premières maisons hospitalières.

Asile de la pauvreté et du travail.

Le 13 Septembre 1870, la Société de Bienfaisance nomme une commission présidée par Mme. Andrea Almagro de Sacriste et composée de Mmes. Isabel Armstrong de Elortondo, Dolores Lavalle de Lavalle, Jacinta Castro, Mercedes del Sar de Terry et Eulogia Lezica de Acuña, pour s'occuper de la nécessité d'élever la morale de la classe pauvre et déshéritée au moyen du travail et de développer le sentiment religieux, en créant un asile de correction pour les femmes jeunes et adultes qui, se sachant coupables son précipitées dans le vice par leur misère et leur ignorance et par la répulsion des honnêtes gens.

Déjà en 1854, la Société avait voulu créer une maison de correction pour femmes, et le gouvernement avait donné les pouvoirs nécessaires à l'assemblée philanthropique présidée par le docteur Ventura Bosch, mais, malgré son insistance, en 1865, on ne put arriver à rien à cause du manque de ressources.

La nouvelle commission, très active et appliquée à la tâche, commença les travaux généraux, œuvre nationale, se multipliant en sous-commissions nommées par les juges de paix.

Ainsi naquit l'Asile de la Pauvreté et du Travail, avec l'appui moral des auto-

rités: le gouvernement du docteur Emilio Castro ne put qu'applaudir à l'initiative.

Dans une maison louée à Almagro, préalablement entourée de murs, et pourvue de salons et d'une chapelle, on reçut les soixante dix premières pensionnaires, le 7 Février 1873. Transférées au bout de peu de temps dans un vieil édifice de la Convalescence, les recluses furent occupées dans des ateliers, spécialement à la fabrication de nattes. C'était le relèvement par le travail. Après quinze années, le gouvernement retira sa subvention nécessaire à son soutien, au commencement de 1887, alors que le docteur E. Wilde était ministre de l'Intérieur. La maison dut fermer ses portes. Les pensionnaires mineures furent remises à leurs défenseurs et les majeures passèrent dans les établissements des Sœurs du Bon Pasteur. Jamais le gouvernement n'aurait dû permettre la fermeture de cette maison de rédemption. Là, les dames travaillaient avec autant de générosité d'esprit que d'élévation d'âme, dans l'une des tâches les plus difficiles, les plus délicates et les plus complexes de relèvement de la femme tombée.

Pour les sourds-muets. — Le père Balestra.

En 1857, il existait une société philanthropique "Régénération". C'est à elle que l'on doit l'établissement de notre première école de sourds-muets, dans la rue Cangallo, au numéro 481. Don Carlos Keil la dirigeait et le gouvernement lui accordait une subvention mensuelle de mille piastres.

Le chanoine don Serafín Balestra, fut le grand bienfaiteur de nos sourds-muets. Italien, dans sa patrie il est considéré comme le précurseur de l'application du système phonique. Apôtre de la méthode, il parcourut l'Europe entière pour la répandre. Contracté par les autorités, il vint à Buenos Aires. Il travailla sans relâche jusqu'à ce que les autorités le remplissent d'amertumes. Une nuit, croyant mourir abandonné, il écrivit sa propre épitaphe: "Ici repose le chanoine Serafín Balestra. Il vécut en propageant la parole et mourut sans avoir avec qui l'échanger". Il quitta le monde des vivants le 26 Octobre 1886. Le jour de sa mort, on reconnut sa grande action philanthropique pour s'incliner avec respect devant sa tombe.

Sur l'indication du docteur José A. Terry, avocat conseil de la Société de Bienfaisance, cette institution créa en 1886 une classe spéciale pour les sourds-muets dans l'Orphelinat.

L'Asile de Mendiants.

Frère Diego Zeballos, humble Récollet de l'ordre des franciscains, est le fondateur à Buenos Aires de l'Eglise de Notre Dame del Pilar, aussi respectée à cause du grand nom de celle qui lui sert de patronne, que parce que son ancienne tour étend son ombre protectrice sur les sépultures chéries, et que ses cloches sonnent les glas dès le lever du soleil.

Désireux d'établir un monastère de son ordre dans la déjà progressiste ville du Plata, le pieux frère adressa, au début du XVIII^me^. siècle, la demande ordinaire à la Cour d'Espagne, laquelle accepta avec plaisir la chrétienne initiative, mais l'état précaire du trésor l'empêcha de lui accorder son aide, comme il est constaté dans la cédule d'érection respective, délivrée par Philippe V en 1716. D'après cette

cédule, on pouvait établir la communauté des Pères Récollets Franciscains, à condition que quelqu'un accordât les ressources nécessaires. A cette époque l'Eglise de Buenos Aires était gouvernée par le trinitaire, frère Pedro de Fajardo, sixième évêque de la Colonie.

Heureusement pour frère Diego, un capitaine de cuirassiers nommé Valdez, en accomplissement d'une promesse, donna le terrain occupé actuellement par le temple de Notre Dame del Pilar et le Cimetière du Nord, à charge d'ériger une église à la Très Sainte Vierge.

Le digne Récollet put terminer son entreprise, grâce au concours de don Juan de Narbona, riche commerçant, qui, en 1717, prit la construction à sa charge.

En 1730, l'église et le monastère étaient achevés et bientôt ils arrivèrent à une période très florissante, et se firent remarquer par les œuvres charitables des moines. Ils furent entourés de spacieux jardins et de beaux vergers qui seraient assurément encore conservés si la pieuse congrégation n'avait pas été comprise dans la loi de réforme ecclésiastique de Rivadavia du 21 Décembre 1822.

Quatre jours après la promulgation de la loi, en même temps que l'église de Santo Domingo était convertie en musée, les Récollets abandonnaient la ville de leurs charités pleines d'abnégation. Des années plus tard, leurs cloîtres servirent de caserne et leur verger fut transformé en champ des morts.

A différentes fois, les anciennes cellules furent occupées par intermittence par des militaires, jusqu'à ce qu'une ordonnance municipale du 3 Août 1857 confiât l'installation d'un asile de mendiants à la commission d'éducation composée par le chanoine don Gabriel Fuentes, don Juan Antonio Martínez et don Héctor Varela, avec les représentants des associations philanthropiques, docteur Federico Pinedo, Patricio Fernández, José Alves Pintos, Mariano Billinghurst, Miguel Cabrera, Antonio Zinny et Esteban Señorans. Cette commission devait diriger la reconstruction de la maison des Récollets et administrer l'établissement avec les fonds propres des associations et avec les ressources de la charité publique.

Sa vie fut courte. Le 19 Octobre, dans les jours où l'on devait inaugurer la maison, elle donna sa démission le 6 Novembre, on la remercia de ses services.

En 1859, on nomma une nouvelle commission composée de MM. Juan N. Fernández, docteur Bernardo de Irigoyen, Mariano Billinghurst, Ezequiel Ramos Mejía, docteur José Roque Pérez, Juan Anchorena et Luis Frías.

En 1862, aux mains de la Loge maçonnique, l'œuvre ne put se soutenir, jusqu'à ce qu'elle retournât au pouvoir de la commune.

L'Asile de Mendiants fut ainsi créé, avec la protection des autorités municipales, et peu d'années après, en 1869, les Sœurs de la Charité de Saint Vincent de Paul, appelées dix années auparavant pour l'ancien Hôpital d'Hommes de San Telmo, où se trouve aujourd'hui le Patronage de l'Enfance, prirent le régime intérieur à leur charge, sous l'intelligente direction de la Sœur María, leur Mère Supérieure actuelle, si respectée.

La première commission de l'Asile de Mendiants fut composée de MM. Felipe Llavallol comme président et Vicente Cazón et José Borbón, comme membres, et ensuite en firent partie, MM. Cayetano M. Cazón, Jaime Llavallol, Enrique A. Lezica, Cipriano Quesada et le docteur Leonardo Pereyra Iraola.

Soutenue par le trésor municipal, la société " Sœurs des Pauvres ", présidée par Mlle. Josefa Ezcurra, apporta un valeureux contingent à cette pieuse institution.

Actuellement, l'Asile de Mendiants est, parmi tous nos établissements de charité, l'un des plus importants, et nous n'exagérerions pas en lui attribuant une place à leur tête.

Il est ample, d'édification moderne en partie, avec certaines commodités et certains progrès indiqués pour cette classe d'asiles où l'on reçoit les valétudinaires, ceux qui nécessitent le plus d'attention et qui demandent le plus de soins parmi les infortunés.

A tous ces points de vue, rien ne laisse à désirer: ses hôtes, suivant un plan général reçoivent un bon traitement pour leur état et jouissent de tout ce que leurs forces épuisées leur permettent.

Le soleil, de joie éternelle, baigne de ses rayons ces interminables dortoirs où l'on recueille pendant la nuit un si grand nombre d'êtres qui, aujourd'hui ne comptent plus de parents au monde — pauvres vieux qui doivent avoir oublié les douces caresses de leurs enfants, s'ils en ont eu, et les sourires dont les entouraient leurs tendres mères quand ils étaient petits.

Pour entrer à l'asile, il est nécessaire de se trouver complètement désemparé, de ne pas jouir d'affections de famille et de ne pouvoir se suffire; cet asile est le temple du désemparé.

Un auteur moderne, en s'occupant des institutions analogues, les classe comme l'antichambre de la mort; chez nous, cette vérité se trouve corroborée par les faits. Des hautes galeries de l'édifice, on aperçoit les monuments funèbres érigés dans le Cimetière du Nord par l'amour et la gratitude pour ceux qui furent: colonnes tronquées, de triste symbole, chapelles, marbres, statues et bustes avec inscriptions douloureuses; et couronnes de fleurs naturelles, vigoureuses ou fanées, limitent la vue de ce côté, invitant à la méditation.

Et la lugubre cloche du cimetière sonne à tout moment pour annoncer l'arrivée de nouveaux restes.

Mais les vieux pensionnaires de l'asile de mendiants aperçoivent aussi l'*Expetamus dominum*, inscrit à l'entrée de la luxueuse nécropole, et réconfortés par la résignation et l'exemple des Sœurs de Charité qui les soignent, ils passent là leurs dernières années, aspirant le parfum des quelques fleurs arrosées par eux, ou confinés dans la prière, la plus grande consolation des âmes croyantes.

Ils peuvent aussi contempler le panorama du Plata, s'étendant en face d'eux, immense, interminable, bruissant, avec des murmures compassés, comme s'il voulait bercer ces vies qui s'en vont... jusqu'à ce que soit achevé le nouvel Asile Torcuato de Alvear, en construction près de la Chacarita, très ample et très approprié pour les déchus... mais, lui aussi, près d'un Cimetière, le plus grand et le plus humble, le cimetière des pauvres, où la même terre recouvre le corps des morts... *pulvis fueris et in pulveris reverteris*...

Le père Cabré.

La jeunesse studieuse se souviendra toujours, comme d'un apôtre, du père Francisco Ramón Cabré; et les malades de toute la ville et des hôpitaux, et les établissements religieux et le peuple entier, n'oublieront jamais la charité avec laquelle vint au secours des nécessités spirituelles de tous, ce prêtre si aimable, si humble, si édifiant en tout. Ce père apostolique mérite un semblable jugement,

lui qu'une providence céleste amena de Palma de Majorque parmi les bienfaisants fils de Saint Ignace, pour déployer le plus grand zèle et la plus grande charité pendant plus de vingt années.

Le père Pérez parle ainsi à son sujet:

La ville de Montevideo présenta un théâtre plus étendu à ses fatigues pendant les malheureux temps du siège. La ligne de l'armée le vit continuellement se porter au secours de ses blessés; les hôpitaux militaires reçurent constamment sa visite et la jeunesse orientale fut l'objet de ses soins. Les enfants l'eurent pour maître, le peuple entier pour directeur, et après avoir lutté contre des oppositions de toutes sortes il devint l'homme le plus populaire, vénéré de tous, même de ceux qui n'étaient pas de sa religion. Dans l'opinion unanime de Buenos Aires et de Montevideo, le père Ramón fut un saint.

Il mourut le 24 Juin 1859, à l'âge de 56 ans.

Hospice de las Mercedes.

Don Miguel Azcuénaga présenta au sénat en 1858 un projet de loi établissant un hôpital de fous, et pour cela on accorda un million de piastres à la Municipalité. Les déments occupaient l'une des salles de l'ancien hôpital d'hommes, où ils passaient la plupart de leurs jours enfermés par l'impuissance scientifique de l'époque.

Une part principale dans son exécution revient à la commission philanthropique, que nous avons déjà souvent nommée, et spécialement au docteur Ventura Bosch et à MM. Mariano Miró, Felipe Botet et José Herrera. Le 29 Octobre 1859 une partie des plans ayant été exécutée par l'architecte Enrique Hunt, l'Hospice de las Mercedes fut installé comme dépendance de l'Hôpital d'Hommes. Le temps a réclamé de nouvelles constructions. Ces constructions commencées en partie, l'établissement compte aujourd'hui un très bel *Open door* à Luján, où on applique les procédés thérapeutiques les plus perfectionnés en faveur des malades.

Dames de Charité.

Le primitif Hôpital Français de la rue Libertad ouvert, sa commission de dames élargit sa sphère d'action en recevant, pendant le jour dans l'une de ses salles, les enfants de parents obligés d'abandonner leurs foyers par les exigences du travail implantant sous une forme embryonnaire la salle d'asile, si répandue dans la capitale française.

Un lazariste, le père Tanoux, aidait les dames, et c'est peut-être sur ses instigations que la commission fut augmentée, incorporant des dames de la société argentine.

Ce nouveau numéro de notre philanthropie, commença à donner les meilleurs résultats et montra l'urgence qu'il y avait de créer une institution chargée de la développer dans toute la capitale, pour s'occuper des grands besoins des ouvriers.

Tel fut le berceau de la Société des Dames de Charité de Saint Vincent de Paul, créatrice des asiles maternels en 1873.

Son premier noyau fut constitué par les dames Antonia V. de Pérez, Magdalena

Dorrego de Ortiz Basualdo, Anatilde Santillán, Carmen O'Gorman, Estanislada de Gelly y Obes, Constanza Ramos Mexía de Bunge, Isabel Peña de Udaondo, Josefa U. de Udaeta, Felipa E. de Laprida, Elvira E. de Landívar, Indalecia F. de Ballesteros et Rosario R. de Palacios.

Rassemblées pour créer la nouvelle société, elles travaillèrent avec ardeur pour assurer ses premiers fonds et le 25 Septembre 1873, elles adressaient des invitations pour la cérémonie de la pose de la pierre fondamentale de l'Ecole Maternelle ou Salle d'Asile dans la rue Paraguay entre celles de Libertad et Talcahuano, le deux Octobre, fête des Saints Anges.

Ernesto Bunge, architecte, s'arrangea de façon à concilier les nécessités de ses constructions avec la pureté des lignes, et il prépara les plans avec la conception de l'œuvre pour l'avenir. Bunge fit un tel projet que, aujourd'hui, après trente ans, on doit reconnaître son habileté.

Avec de faibles ressources, l'œuvre se réalisa lentement, la première partie revenant à Mme. Pérez, à qui succéda dans la présidence, Mme. Ortiz Basualdo.

Constanza Ramos Mexía de Bunge.

Mme. Constanza Ramos Mexía de Bunge fit partie du Conseil dès les premiers jours de son installation. Ses indications justes et sensées, sa constance, la minutie de ses inspections et son activité, la signalèrent pour remplir la première place, et elle fut nommée présidente. Elle arrivait à cette distinction avec de bons précédents. Bernardino Rivadavia avait été son parrain. A cause de son intimité avec don Ildefonso Ramos Mexía, son père, l'illustre homme d'état lui demanda une filleule, lui indiquant le prénom, et ses désirs furent exaucés.

Avec une instruction solide, bien dirigée, elle avait su cultiver son talent. Musicienne avec des prédispositions naturelles et avec un enthousiasme accentué, elle fit un voyage de Berlin à Paris pour assister à la représentation des *Huguenots*. Déjà à l'hôtel il ne lui fut pas possible d'obtenir de place, mais, comme elle ne pouvait cacher son mécontentement, tous les hôtes furent instruits de son contre-temps. Véhémentement elle répétait qu'elle ne manquerait pas à la représentation, lorsqu'un laquais lui présenta les billets pour l'une des meilleures loges: Meyerbeer, lui-même, les lui envoyait après avoir écouté ses lamentations.

Voyageuse passionnée, elle avait l'habitude de recevoir les personnes de valeur, pour lesquelles ses salons étaient toujours ouverts, formant un centre aristocratique intellectuel.

Toutes ces conditions la signalaient pour présider des Conseils charitables, car, en outre, elle était très pieuse et avait un profond amour du prochain. Elle aimait les enfants et leur sort l'intéressait au plus haut point.

Dans la présidence, elle montra toute sa valeur, elle fut prudente, prévoyante et de larges vues. Toutes ses initiatives naissaient dans le repos pour prospérer dans la réalité.

Si les autres dames surent la seconder, si parmi elles il y en avait quelques unes de valeur, la vérité est que pendant vingt cinq ans personne ne se risqua à occuper sa place. Elle fut toujours réélue à l'unanimité.

La société prospéra sous son influence. Don Francisco Piñeyro contribua à l'enrichir en la dotant d'un terrain de grande valeur situé dans les rues Brasil,

Tacuarí et Caseros, et Mme. de Bunge eut le bonheur d'assister à la création de ses premiers dispensaires et cabinets de consultation et à l'inauguration des nouveaux asiles maternels des rues Moreno, Brasil et Paseo Colón.

Des douleurs physiques et des peines morales lui firent prendre une retraite forcée dans son ancienne demeure de la rue San Martín, et de là elle continua à diriger les destinées de sa chère société pour assister de son vivant à sa propre consécration : les Dames de Charité baptisèrent de son nom leur première école de la rue Paraguay, comme juste récompense d'une dédication constante d'un quart de siècle.

C'est en grande partie à ses travaux que l'on doit la création de la Loterie de Bienfaisance Nationale comme fonds permanent de charité et avec son produit on construisit l'Asile Maternel de l'Est.

Les grandes catastrophes publiques — a-t-on écrit à son sujet — trouvèrent toujours dans son cœur généreux un écho humanitaire. Inondations, guerres, tremblements de terre, la trouvèrent toujours disposée à panser les blessures et à secourir les victimes.

Pendant les révolutions de 1880 et de 1890, elle travailla comme la plus active infirmière dans l'hôpital de guerre improvisé dans l'asile du nord et en 1893, elle reçut les blessés de la révolution de La Plata.

Elle mourut à l'âge de 73 ans, le 9 Mars 1900.

Dans la société on se rappelle toujours que Mme. de Bunge incarnait toutes les vertus, que jamais son Saint Patron ne compta parmi les adeptes de sa pieuse et sublime œuvre, un apôtre plus fervent, plus persévérant, plus intelligent, plus rempli d'abnégation que cette amie loyale, que cette conseillère prudente, dont l'esprit flottera toujours dans les temples qu'elle sut élever à la charité.

Asiles maternels.

La présidence de cette société a été occupée par Mmes. María D. de Miguens, Florentina de las C. de Cibils, Felicia R. de Palacios, Carolina E. de Martínez et autres, chacune desquelles a contribué à son amélioration pour étendre sa protection à 2 700 jeunes filles dans quatre Asiles Maternels, fonder une belle " Maison des Pauvres " où l'on donne des soins à des veuves invalides et avec de nombreuses charges de famille, leur offrant un logement ample, moyennant un sacrifice infime, projet originaire de Mme. de Bunge ; et pour inaugurer à San Miguel la " Villa San Vicente ", restauratrice de la santé des petites filles et gaie variante pour leur monotone vie d'asile.

Les Dames de Charité ont encore fait plus : elles étendent leurs bienfaits à des petites filles pauvres externes dans les ateliers de couture et de repassage où elles gagnent leur vie ; elles donnent des remèdes et les prescrivent aux pauvres dans leurs cabinets de consultations et leurs dispensaires gratuits et depuis 1895 elles distribuent des " prix de vertu ", sur l'initiative créatrice de doña Felicia R. de Palacios. Aujourd'hui ils sont au nombre de vingt-deux.

Cette société étendra d'ici peu ses constructions, dans une manzana de terrain adjugée récemment à la limite de Belgrano et de Flores.

Don Estanislao Frías vient de lui laisser un legs de dix mille piastres.

Mort de Mariquita Sánchez.

Figure de l'époque coloniale, relique des temps où les grands hommes de la patrie écrivaient à la pointe de leurs épées les meilleures pages de nos gloires, haut exposant de culture d'une aristocratie déjà passée, doña María Sánchez de Mendeville, l'opulente, la belle, l'intelligente, l'espiègle, la charitable et pleine d'abnégation, Mariquita Sánchez, fit prendre le deuil à la société porteña le 23 Octobre 1868, en même temps que les pauvres et les orphelins pleuraient sa mort. Elle était âgée de quatre vingt deux ans, et elle avait rempli toute une longue période par l'éclat de sa grande personnalité.

Son œuvre a été unique. Elle sortait des dernières années de la domination coloniale. Les invasions anglaises la surprirent enfant récemment épousée, et le cri de Mai la trouva à vingt cinq ans d'une existence de triomphe, caressée et aimée, entourée de sympathies, âme d'un salon centre de patriotes.

Pas à pas elle suivit la révolution dans toutes ses manifestations. Elle prit part comme secrétaire à la réunion des femmes patriotes du 29 Mai 1812, armant d'un fusil le bras d'un vaillant, et si nos patriotes eurent besoin de secours dans son hospitalière maison de la rue Empedrado, ils les reçurent dans ces salons où " on parlait de la patrie avec l'enthousiasme des temps passés, des grands jours dans lesquels les cœurs des hommes n'avaient d'autres aspirations que la liberté de la République ", dans ses mémorables réunions de consécration, où on célébrait les triomphes des armes et dans lesquelles Echeverría, Juan Cruz Varela et frère Cayetano José Rodríguez lisaient leurs chants et leurs poèmes et où le docteur López recevait les premières vibrations de l'âme nationale par son inspiré hymne de gloire.

Le chaos de l'année 1820 dut l'abattre pour qu'elle se relève, plus animée que jamais, pendant l'éblouissante administration de Rivadavia, se convertissant en l'une des exécutrices de sa Société de Bienfaisance, modelée par elle dans ses bases et réalisée avec son aide.

Rozas dut la respecter, peut-être, parce qu'elle était femme, et aussi à cause de son grand prestige. Peut-être aussi parce que Mme. de Mendeville ne lui montra jamais d'hostilité.

Le tyran se bornait à l'effrayer. Pour y arriver, par son bouffon il lui faisait demander les caves de sa propre maison. Misia Mariquita, connaissant le danger, ne s'effrayait pas en recevant le message et elle congédiait l'historique don Eusebio de la sainte Fédération, par l'intermédiaire de sa fille Florencia Thompson de Lezica qu'elle faisait transformer en inimitable masque en la recouvrant d'une grande étoffe d'un rouge bien foncé.

Don Eusebio supporta plusieurs de ces fins de non recevoir, mais de l'une d'elles, trop dure, il se vengea par un baiser violemment pris en public, à la sortie de la messe. La belle petite veuve lui répondit par des coups, obligeant ce pauvre disgrâcié à se lancer dans une fuite qui fut accueillie par les applaudissements enthousiastes des dévotes.

D'esprit gai, on conservait des souvenirs des innombrables espièglerie de misia Mariquita Sánchez, et surtout de l'invitation d'un diplomate anglais, due à des aventures galantes commencées dans la rue, en suivant des inconnues. Le maigre vieux lui adressa des galanteries sans l'avoir reconnue et la gracieuse porteña,

cachant à demi son visage avec une démoniaque habileté lui laissa entrevoir comme une possible acceptation. Le diplomate crut à un futur triomphe et suivit l'inconnue pendant des cuadras et des cuadras. Près de chez elle et avant de passer le dernier carrefour, misia Mariquita permit un plus grand rapprochement en raccourcisant le pas, et ensuite elle fit face au galant. A la porte de sa maison il la rejoignit, et se découvrant elle l'invita à passer. Jamais une tentative téméraire n'a été plus grandement ridiculisée que celle-là, véritable leçon de prudence donnée d'une manière bien vivante et qui fut la note du jour dans les salons.

La Société de Bienfaisance fondée, Mme. de Mendeville en fit partie dès les premiers instants. Comme premier travail elle eut la réorganisation du collège d'orphelines de San Miguel, du 1.er Août 1823 au 9 Janvier suivant, pour passer inspectrice de Mars 1826 à Mars 1827, et pendant quatre années à partir de Juin 1828. Elle fut secrétaire de l'institution pendant les années 1826, 1827, 1852, 1853, 1857 et 1861; elle fut élue pour remplir la charge de vice-présidente de 1863 à 1866, et de présidente pendant quatre périodes, 1830 et 1831 et 1866 et 1867. Elle entreprit à elle seule la tâche de réorganiser la Maison des Enfants Trouvés en 1853 et elle y travailla en y appliquant des sommes propres importantes. L'Ecole Normale de la rue Lima, fondée par la Société deux années plus tard, la compta parmi ses ouvrières de 1861 à 1866.

Jamais elle ne connut de découragement pour travailler à la grande institution. C'est pour cela que sa mort fut un deuil social. Avec ses grandes actions, ses mérites exceptionnels et ses hautes vertus, sa mort devait arracher des larmes.

Les dames de bienfaisance accompagnèrent ses restes jusqu'à la tombe et Héctor Varela et José Tomás Guido lui donnèrent le dernier adieu, et son fils les en remercia.

Contre la fièvre jaune. — LA COMMISSION POPULAIRE.

Jours d'horreur et de deuil furent pour Buenos Aires les premiers de l'année 1871, à partir du 27 Janvier. Une épidémie de fièvre jaune sembla destinée à détruire toute la ville, déjà deux fois ravagée par des maladies endémiques — la fièvre jaune en 1858, dont la visite passagère causa environ quatre cents victimes, et le choléra en 1867, importé par l'armée alliée dans les opérations contre le Paraguay, lequel fit plus de huit mille victimes.

L'épouvante sembla s'emparer des esprits, effrayés par les horreurs indescriptibles de la fièvre jaune, avec ses tableaux de désolation, lorsque la voix inspirée du docteur Argerich, résonnant sous le pérystile de la cathédrale avec l'accent qui enlève les foules, eut pour résultat la constitution d'une grande association pour combattre le mal, la Commission Populaire de 1871, est toujours rappelée avec respect. Ce fut une commission de téméraires, de gens remplis d'abnégation, qui renonçaient à eux-mêmes avec la conscience du danger qu'ils affrontaient. Leurs noms doivent être reproduits car ils résument l'acte charitable le plus grand de nos annales: docteur José Roque Pérez, Héctor Florencio Varela, Mariano Billinghurst, Juan Carlos Gómez, Manuel Bilbao, Manuel Argerich, José María Cantilo, Manuel Quintana, León Walls, Carlos Guido y Spano, Carlos Paz, Francisco López Torres, Emilio Ebelot, Aristóbulo del Valle, Evaristo Carriego, Adolfo Korn, José C. Paz, Cosme Mariño, Lucio V. Mansilla, Bartolomé Mitre

y Vedia, Emilio Onrubia, Matías Behety, Francisco Uzal, Tomás Armstrong (fils), Domingo César, José M. Lagos, Basilio Cittadini, docteur Almonte, Gustavo Nessler, Pablo Ramella, Antonio Giglio, Juan Agenti, Daniel Agenti, Alberto Larroque, Pascual Barbatti, Florencio Ballesteros, J. E. P. Dillón, Guillermo Gowland, Pedro Gowland, Ramón Viñas, F. S. Moyano et F. Dupont.

Dans cette commission figuraient beaucoup de réalités et de promesses de la patrie.

Sa présidence fut donnée au docteur José Roque Pérez, personnalité distinguée de notre barreau.

— Je suis déjà préparé si la chose me touche — dit-il le lendemain de son élection. — Voulez-vous voir mon testament? Et le demandant à son fils Edouard, il ajouta: — Voilà. Je ne laisse rien au hasard, tout est réglé. Si je meurs, ce sera tranquillement, persuadé d'avoir fait tout ce que j'ai pu pour mes enfants et avec la conscience de n'avoir fait de mal à personne.

Trois jours après il s'alitait et cinq jours plus tard, son pressentiment s'accomplissait, au poste de combat, première victime de son abnégation.

Une perte aussi grande ne découragea pas la Commission Populaire. Sa mort fut un exemple pour les autres membres, ayant Héctor Varela à leur tête.

Ils combattaient avec persévérance et succès, en faisant de très grands sacrifices. Manuel Argerich, Florencio Ballesteros et Francisco López Torres ne tardèrent pas à suivre le docteur Pérez.

Buenos Aires présentait l'aspect de la désolation. Dans l'épouvante de ces jours de deuil, la population abandonnait la ville, sans ressources, dans une fuite désespérée au milieu des chars conduisant des monceaux de cadavres. Seuls les membres de la Commission Populaire, les médecins et ceux qui s'oubliaient soi-mêmes restèrent sur pied. Et les noms des nouveaux tombés arrivaient jusqu'à eux, entourés de l'épouvantable chiffre des morts anonymes qui succombaient avec eux. Et les lèvres répétaient avec respect: Adolfo Argerich, Adolfo Señorans, Caupolicán Molina, Francisco J. Muñiz, Francisco Riva, Gil José Méndez, Guillermo Zapiola, José Pereyra Lucena, Aurelio French, Sinforoso Amoedo, Ventura Bosch, et Vicente Ruiz Moreno, parmi les médecins.

C'est à peine si tant de sacrifice pouvait arrêter l'effet du mal. C'étaient des jours d'horreur et d'épouvante. Les journaux du 10 Avril annoncèrent cinq cent quarante six cas; les cimetières se remplirent de cadavres et il arriva un jour où il ne fut pas possible de les enterrer tous.

L'église s'associa pour la défense avec ses prêtres, et en peu de jours tombèrent les pères Irigaray, Larrouy, Isasmendi, de la Vaussière, Heredia, Chaurnis, Riera, Pantony, Machado, le prêtre Antonio Fahy, les Sœurs María Josefina Coulard et María Chirot et beaucoup d'autres, après avoir donné des preuves d'intrépidité.

Les statistiques indiquèrent treize mille six cent quatorze cas en six mois!

Un jour l'administrateur de la Chacarita se présenta dans la cour de l'Université, où se réunissait la Commission Populaire, pour communiquer qu'il avait plus de six cents cadavres sans sépulture, en dehors de ceux qu'il avait rencontrés en chemin, et qu'il lui manquait des fossoyeurs, les douze qu'il avait précédemment étant tous morts. Guido Spano, Varela, Bilbao et Almonte écoutèrent la demande. Comme réponse ils mirent leurs chapeaux et s'acheminèrent vers le cimetière. Manuel Bilbao raconte qu'ils arrivèrent au milieu du silence de la nuit et qu'ils

firent l'office de fossoyeurs. Ce tableau sans témoins, éclairé par des torches rendait encore plus pathétique cette scène de mort. Dans ces circonstances se présenta le chef de police, don Enrique O'Gorman, avec un piquet d'agents, et il commença à enterrer tous ces morts.

L'épidémie passée, la Municipalité consacra un monument aux victimes du devoir dans le cimetière du Sud. Ce monument est simple, de marbre, avec l'inscription de tous leurs noms. L'une des inscriptions dit: " Le sacrifice de l'homme pour l'humanité est un devoir et une vertu ".

Les survivants de la Commission Populaire reçurent quelques croix de fer du reconnaissant peuple de Buenos Aires, et la Municipalité frappa des médailles de gratitude, d'or, d'argent et de cuivre.

Les dames et la fièvre jaune.

La tâche publique de la Commission Populaire durant cette épidémie eut son complément dans une protection privée, quoique accidentelle, des nombreux enfants qui étaient abandonnés. Mme. María Josefa del Pino les transportait à sa maison, sur la place de Mai, contigue au vieux théâtre Colón, où se trouve aujourd'hui la Bourse du Commerce, et elle les conservait jusqu'à ce qu'elle put les placer; tâche qu'elle exécutait aussi personnellement.

Nièce du vice-roi don Joaquín del Pino, doña María Josefa vivait avec une demi-sœur, par sa mère, doña Mercedes Necochea, sœur, à son tour, du général de l'indépendance.

Les deux dames menaient une vie retirée faisaient une active charité. Bonnes et inlassables, d'une grande fortune, elles avaient pour règle de s'associer à toute initiative de protection.

L'épidémie battant son plein, Mme. del Pino se consacra entièrement à combattre ses effets, comme grande collaboratrice de doña Antonia Beláustegui de Cazón, présidente de la Société de Bienfaisance, installée à cette époque à San Isidro et à laquelle elle succéda dans cette haute charge le 31 Juillet. Mme. María de las Carreras, Jacinta Castro et Luisa Muñoz de Cantilo en furent des ouvrières sur l'indication desquelles la Société établit un lazaret dans la " propriété de Leslie ", à la charge des sœurs de l'Hôpital de Femmes.

L'organisme ne suivit pas Mme. del Pino dans cette véritable campagne. Sa santé s'en ressentit considérablement, et au mois de Janvier 1872, elle rendit son âme au créateur au milieu de la reconnaisance et des bénédictions, laissant ses biens pour protéger les petites filles pauvres et les orphelines.

L'Asile del Pino.

Sa sœur Mercedes Necochea accomplit ses volontés, et comme il ne lui fut pas possible d'établir un asile sur la place de Mai, dans un lieu où arrivaient les notes des acteurs du vieux Colón et les applaudissements des spectateurs, en 1879, elle improvisa un orphelinat dans une maison de Mme. Adela Senillosa de Harilaos, dans la rue Belgrano entre les rues Tacuarí et Buen Orden. La mère Josefina des Filles de Saint Vincent de Paul, prit la charge de la direction et du soin des vingt premières orphelines. Doña Mercedes Necochea veillait aussi sur

les petites avec une douce sollicitude, jusqu'à ce que le 20 Novembre 1883, elle fût rejoindre doña María Josefa, à l'âge de quatre vingt trois ans.

Ses exécuteurs testamentaires réalisèrent la riche propriété de la Place de Mai et acquirent un grand terrain dans la rue Cochabamba et la rue Lorea. En 1887, la sœur Vicenta, la respectée et aimée sœur Vicenta, d'affectueuse jovialité, intelligente et bonne, inaugurait l'Asile del Pino, dans des constructions initiales d'un seul rez-de-chaussée. Doña Amalia Anchorena de Blaquier fut sa continuatrice en 1894, lorsqu'elle devint doyenne, avec une donation spontanée de vingt mille piastres. La loterie nationale contribua ensuite au moyen de trente mille piastres pour de nouveaux ouvrages, et Mme. de Blaquier, étant revenue visiter l'institut, elle donna pour la construction de l'aile droite, une somme de dix sept mille piastres. L'esthétique réclamait l'élévation de l'aile gauche pour compléter la symétrie: un troisième don de Mme. de Blaquier permit de combler les aspirations de l'ingénieur directeur et d'exhiber un édifice d'une architecture harmonique, de lignes correctes dans un bel ensemble

Là, la sœur Vicenta continua sa tâche, charitable comme le grand apôtre dont elle portait le nom...

Maison de la Bonne Garde.

Mme. Mercedes Castellanos de Anchorena a complété l'Asile del Pino en le dotant de la " Maison de la Bonne Garde ", foyer pour les orphelines majeures qui doivent rechercher dans le travail les moyens de subvenir à leurs besoins.

Si la dépense matérielle pour l'établir s'est montée à deux cent mille piastres, la portée morale de la " Maison de la Bonne Garde " est incalculable, protégeant ses pensionnaires à l'âge le plus difficile de la vie, sans les retirer du monde des réalités. La sœur Vicenta, mère de la maison, continue à être une véritable mère pour chacune de ses protégées. Toutes écoutent ses conseils et acceptent ses avis. Et lorsque se sont formés les nouveaux foyers, et que le ciel donne des fruits aux unions de ses anciennes protégées, la mère Vicenta est la marraine de chacun de ses neveux spirituels — aïeule de bontés infinies. C'est pour cela que les cent soixante dix pensionnaires l'aiment et la vénèrent tant. Elle a près de soixante dix ans, mais elle remplit toujours avec zèle les charges de son ministère: elle vient de recevoir trente cinq mille piastres de l'Honorable Congrès National pour achever le toit d'une partie de l'édifice et recevoir plus de petites orphelines.

Asile d'Orphelins.

Buenos Aires ne s'était pas encore remise de cette horrible secousse enregistrée dans ses annales sous le nom de fièvre jaune; les morts faisaient encore couler des larmes; les familles laissaient leurs portes fermées, en signe de deuil et les prières pour les morts se répétaient à l'infini.

La ville se trouvait en état de léthargie sous le poids de ses récents malheurs et ses rues avaient perdu leur mouvement habituel.

Le silence était seulement détruit par les voix enfantines de tout petits qui ne savaient avec qui pleurer, ni à qui confier leurs joies, les pauvres petits innocents aux foyers détruits, sans pères, sans mères et sans frères...

L'institution charitable dont la feuille de service est gravée au plus profond des cœurs, parce qu'elle constitue une page glorieuse de nos vertus, — la Société de Bienfaisance — entreprit de veiller sur ces orphelins, leur donnant un doux abri et leur offrant, sinon tout l'intime amour des mères qu'ils perdirent, car les mères ne se remplacent pas, des âmes pleines d'abnégation pour sécher leurs larmes et adoucir leurs peines.

C'était le complément de l'œuvre réalisée pendant l'épidémie par la bienfaisante institution alors présidée par doña María Antonia Beláustegui de Cazón et sa digne vice-presidente, Mme. María Josefa del Pino — fondatrice par testament du bel asile qui porte son nom, avec lequel elle donna la meilleure preuve des sentiments charitables qu'elle montra pendant sa vie. Les deux dames, avec doña Luisa Muñoz de Cantilo, María de las Carreras et Jacinta Castro, sœur du gouverneur de la province, docteur Emilio Castro, furent l'âme de ce noyau de dames qui méritèrent tant de reconnaissance de la bienfaisante commission populaire de messieurs.

Les dames de bienfaisance se réunissaient journellement dans l'ancien collège d'orphelines de la Merced, et elles ne s'en éloignèrent pas, même dans les moments les plus terribles de l'épidémie.

A cette époque, Mme. de Cazón habitait à San Isidro, mais pendant ses courtes absences elle trouva toujours dans Mme. del Pino une collaboratrice remplie d'abnégation, capable de bien conduire les projets de la commission.

Son hospitalière maison fut aussi un centre pour les délibérations urgentes des dames, et celles qui survivent de ces sombres jours racontent qu'à tous les instants on la trouva debout et prête au sacrifice.

Le juste prix d'une aussi noble action que celle des dames que nous venons de nommer, eut sa sanction décrétée par la Société de Bienfaisance elle-même. Dans l'un de ses accords elle résolut que les portraits de doña María Antonia Beláustegui de Cazón, María Josefa del Pino, Luisa Muñoz de Cantilo, Jacinta Castro et plus tard celui de doña Dolores Lavalle de Lavalle, seraient placés dans l'Asile d'Orphelins, mais cette disposition n'a été accomplie qu'en partie, car il manque celui de Mme. de Castro, dont on n'a conservé aucune photographie. A l'endroit qui lui était destiné, une plaque perpétue son nom.

En même temps que l'on combattait l'épidémie, il était nécessaire de remédier à ses conséquences et cette tâche fut en partie prise par les mêmes dames.

Le sort des orphelines intéressa au plus haut point leur attention; il fallait les recueillir et leur prodiger les soins propres à leur âge. Le 10 Avril on installa un " Asile d'Orphelines " dans une école de la Société, dans la rue Piedad, à l'angle de la rue Ombú, et ensuite il fut transféré à la propriété de Bollini, qui existe encore dans la rue General Las Heras, près de Palermo.

Dans cette propriété on recueillit environ cent vingt petites filles.

En même temps que les dames de bienfaisance secouraient les orphelines — ne le faisant pas pour les orphelins, manque de ressources — le gouvernement de la province, entre les mains du docteur Emilio Castro, nomma une commission d'hommes distingués, parmi lesquels figuraient le chanoine docteur Eduardo O'Gorman, MM. Cayetano M. Cazón, Elías Saravia et Luis Frías, pour s'occuper des mineurs abandonnés.

Cette commission loua l'ancienne propriété connue sous le nom de Guido — rues Alsina et Cevallos — et improvisa un asile.

Le gouvernement, d'un autre côté, commençait la construction de l'édifice spécial occupé aujourd'hui par les orphelins, dans la rue Méjico.

Les deux asiles continuèrent à rendre des services, indépendamment l'un de l'autre, pendant deux années environ, au bout desquelles le docteur Emilio Castro proposa à la Société de Bienfaisance de soutenir au moyen des deniers publics les deux maisons si, pour achever celui qui était déjà commencé, on lui remettait le reliquat des dons reçus pendant l'épidémie, et que l'institution conservait.

Ces fonds se montaient à 34 000 piastres fortes.

La proposition qui était avantageuse fut acceptée par la Société, avec la seule modification d'admettre uniquement des garçons de moins de 12 ans et depuis lors elle a à sa charge le soin des orphelins des deux sexes.

L'édifice terminé, la commission de messieurs fut déclarée dissoute, et les pensionnaires des propriétés Bollini et Guido furent transférées à la rue Méjico, réalisant ainsi une idée déjà mise en pratique par la Société de Bienfaisance en 1855 et que, en 1867, à cause de l'épidémie de choléra, voulut réaliser Mme. Luisa Muñoz de Cantilo.

Né sous de bons auspices, le nouvel institut ne tarda pas à prendre une grande importance, arrivant peu à peu, à force de travail assidu et d'une grande application à acquérir son développement actuel.

Le bataillon Maipú.

En 1874, on créa le bataillon Maipú, formé avec les orphelins, que l'on a si souvent vu dans les rues faisant de véritables manœuvres militaires et qui, à la distribution des Prix de Vertu faisait une garde d'honneur aux méritants du sacrifice.

L'initiative de sa fondation est due à Mme. Jacinta Castro, alors qu'elle était inspectrice de l'asile, et à doña Adela Blaye de Peña et Dolores Lavalle de Lavalle.

Un matin, en entrant dans l'établissement, Mme. de Castro nota beaucoup d'orphelins d'aspect rachitique et d'autres malingres; conséquence d'une epidémie interne d' "ophtalmie purulente", déjà disparue, et elle se proposa d'améliorer leur état au moyen des exercices physiques.

Le projet communiqué à ses distinguées compagnes, le soir elle se présentait avec de nombreuses balles de caoutchouc, et elle-même s'occupait à les jeter au loin pour que les petits courussent les chercher. — Quelquels orphelins, déjà hommes, se rappellent encore ce soir animé, où la satisfaction des dames resta confondue par les cris des enfants.

Le premier pas pour l'implantation des exercices physiques était fait, mais sans remplir encore tous les désirs des inspectrices. Mme. de Castro devait compléter l'œuvre.

Pour cela elle eut recours à l'époux de sa cuisinière, ancien vétéran retiré, et le chargea d'enseigner à marcher aux orphelins.

A en juger par les résultats, l'entreprise ne fut pas des plus ardues pour le patient milicien, mais des vices alcooliques contractés dans les camps l'empêchèrent d'achever l'œuvre.

Telle fut l'origine du bataillon Maipú.

Au vieux guerrier succéda pour l'instruction militaire un jeune professionnel en disgrâce, Pedro Crouzeilles, destitué par Sarmiento pour avoir pris part à une tentative révolutionnaire.

Crouzeilles se présenta à la recherche de protection à l'une des dames inspectrices, qui le prit comme instructeur, lui assignant la modique somme de 500 piastres par mois comme rétribution — l'ex-officier implanta dans le bataillon la véritable discipline militaire.

En 1880, Mme. de Castro obtint du gouvernement quelques fusils, et la bonne dame les remit aux orphelins "pour tuer avec eux les *santiagueños*" comme elle appelait les provinciaux, expression graphique qui révèle l'état des esprits à cette époque d'agitation et d'antagonismes locaux, heureusement terminés pour toujours.

Les progrès de la pédagogie ont fait disparaître ces petits soldats.

Noël mémorable.

L'Asile d'Orphelins conserve un souvenir reconnaissant à M. Jorge Klein et à sa femme, Valentina Casal qui, à la Noël de 1876, accomplirent un très bel acte envers les orphelins.

Une pluie abondante, tombant depuis la nuit précédente, avec des apparences de déluge, avait obligé la suspension des fêtes de ce jour, mais elle n'empêcha pas les inspectrices de s'aventurer à tenter le voyage jusqu'à l'asile, ce qui obligeait à traverser des rues impraticables, des marécages énormes et de véritables lagunes. Se risquer à une semblable traversée dans les berlines un tant soit peu mauvaises de l'époque, exposées à rester en chemin, sous cette pluie exceptionnelle, plus forte par moments, était une entreprise téméraire.

Malgré tout, aux premières heures du matin, Mme. Dolores Pacheco alla chercher sa compagne, Mme. de Lavalle, avec laquelle elle avait préparé des fêtes pour les petits orphelins sauvés de la fièvre jaune. La traversée fut dure, insupportable, pénible; avec des sauts ennuyeux que l'habileté et la bonne volonté du cocher n'arrivaient pas à éviter, lequel fut obligé plusieurs fois de demander aide pour sortir de l'eau.

Peu de personnes auraient envié la situation des deux dames, enfoncées dans cette mauvaise caisse, dont les portes mal ajustées et vieilles, laissaient passer la pluie; mais les bienfaisantes dames n'auraient jamais sacrifié la fête de leurs protégés pour s'éviter ces inconvénients, insignifiants comparés à ceux de leur vie habituelle de continuels sacrifices.

Les deux Dolores arrivèrent à l'Asile où on ne les attendait pas, le corps rompu, l'esprit plein d'impatience.

Avec la profonde tristesse des grandes désillusions, les tout petits endormis la nuit précédente en faisant des rêves de douceurs répandues à pleines mains par l'enfant Dieu, sous forme de jouets et de bonbons, contemplaient la tempête des terrasses de l'Asile, tranquilles, silencieux, recueillis, comme s'ils avaient craint d'altérer l'imposant de cette pluie, plus forte par moments.

La Noël se présentait trop triste pour eux!

L'arrivée des dames — l'enfant Dieu des orphelins — les tira de leur torpeur. Le sourire revint sur leurs lèvres, la joie renaquit dans leurs esprits et leurs petits yeux brillèrent de nouveau, remplis d'espérance, contents, heureux, inquiets, avec une reconnaissance infinie.

Formés en rang pour éviter le désordre suivant une explosion d'enthousiasme, ils reçurent les dames avec de douces caresses qui compensaient les péripéties passées sous la pluie torrentielle, se dédiant à leur œuvre, heureuses et satisfaites comme jamais, lorsqu'on apprit l'arrivée de deux nouvelles voitures.

Leur surprise fut grande ; elles avaient de bonnes raisons pour croire que seules elles viendraient à l'Asile par un temps semblable.

Les orphelins ne purent dissimuler leur impatience devant la retraite de leurs bienfaitrices, mais bientôt ils eurent une nouvelle surprise : quelques instants après les deux dames revenaient avec les époux Klein et un petit enfant, apportant une grande quantité de jouets de toutes classes et de toutes dimensions, jouets brillants et reluisants, de familles riches.

Une rumeur de contentement sortit des rangs et l'anxiété se peignit sur le visage des petits — A moi ! A moi, madame ! — semblaient dire leurs petits yeux, comme s'ils avaient craint que le bonheur entrevu n'arrivât pas à tous.

Alors M. Klein s'avança tenant son fils dans ses bras :

—Ces petits enfants n'ont pas de père,—dit-il ému—et c'est pour cela que ces bonnes dames leur donnent des soins et des caresses...

Emues par cette scène touchante, les inspectrices ne purent retenir leurs larmes, et M. Klein dut être bref pour se mettre à répartir les jouets, dans un mouvement ayant l'enfant en tête et secondé par les trois dames.

Tous les orphelins profitèrent de ces cadeaux, donnés pour fêter l'anniversaire de cet enfant fortuné, que les parents surent initier à la vie par des actes de désintéressement en faveur des pauvres.

Les dames présentes rappellent que ce soir de Noël fut splendide, comme si le ciel, compatissant au sort des orphelins, eut voulu s'associer à leurs joies, leur permettant de jouer au grand air avec les cadeaux offerts par l'enfant fortuné.

Orphelinat Français.

En même temps que les autorités fondaient l'Asile d'Orpelins, les Dames de la Providence, constituées en 1865, pour le secours et la protection des français pauvres résidant à Buenos Aires, fondaient l'Orphelinat Français. Mme. de Lardapide — d'heureuse mémoire — présidente de cette société et dont l'abnégation mérita le respect de la non oubliée Commission Populaire contre la fièvre jaune, prit à tâche de combattre le mal régnant, et pour cela elle loua une petite maison dans la rue Victoria, où elle jeta les bases de l'Asile actuel.

Pour son œuvre, Mme. Lardapide comptait à peine mille piastres de l'ancienne monnaie, mais elle ne tarda pas à augmenter ces ressources par de nombreux dons des habitants.

La nouvelle institution était présidée par Mme. Léon Walls, qui voulut la développer et augmenter le nombre de douze orphelins reçus au début.

L'Orphelinat Français assura ensuite son existence au moyen de souscriptions particulières, et après quelques années elle construisit dans la rue San Carlos, un édifice acquis en 1898 pour soixante mille piastres au Collège Pie IX d'Arts-et-Métiers, des Pères Salésiens, car on ne pouvait déjà plus suffire aux nécessités des orphelins.

Pour la construction de cette maison, on fit usage d'un crédit fourni par l'an-

cienne Banque de la Province et on utilisa des terrains donnés par MM. Estevarena et Necol. A Mme. de Walls succédèrent à la présidence Mmes. de Bosch, Baurin, Laphitzondo, Carrère, Necol de Bosch, etc.

L'Asile actuel occupe une manzana, formée par les rues Córdoba, Medrano, Tucumán et Laprida; il est d'architecture sévère, d'un étage, pouvant contenir deux cents enfants, et a une chapelle aussi belle que sont ferventes les prières des Sœurs de Charité qui en prennent soin. De beaux jardins l'entourent. Pour l'achever il faut cent cinquante mille piastres, et on y a inverti un legs de quarante mille fait par don Emilio Cornu, musicien et misanthrope, qui ferma les yeux en se souvenant des petits qui doivent traverser cette vallée de larmes avec l'infortune de l'orphelinat prématuré.

La Municipalité donna le terrain.

L'Hôpital d'Enfants.

Notre hôpital d'enfants fut fondé en 1875, pendant la présidence de Mme. Dolores Lavalle de Lavalle, dont la signature est sur une décision de la Société de Bienfaisance, nommant une commission composée de Mmes. Emma Van Praet de Napp, Petrona Villegas de Cordero (décédée) et Adela Blaye de Peña (décédée), chargée d'exécuter l'important ouvrage, pour lequel on ne disposait pas de la plus petite somme d'argent.

L'idée initiale est due à doña María Josefa del Pino, le 7 Janvier 1867, mais en 1875, quand ses compagnes furent demander à Mme. de Lavalle d'accepter la candidature à la présidence, l'illustre patricienne consentit sous la promesse que l'on travaillerait avec ardeur à sa réalisation. Ce fut, peut-être, la principale raison de la dite décision.

Ces dames pleines d'abnégation sont sorties victorieuses de cette entreprise, comme elles l'ont fait des nombreuses qu'elles se sont proposées de réaliser: au bout de peu de temps, quelques mois à peine, l'hôpital ouvrit ses portes dans deux salles de bois construites dans un édifice très vieux, moitié maison, moitié enclos, de la rue Victoria à l'angle de la rue Liniers, près de la place Once de Septiembre.

Comment firent elles?

Il convient de rappeler les détails de l'installation. La Société de Bienfaisance louait la dite propriété; depuis un peu plus d'une année, cette propriété était occupée par un asile du Bon Pasteur, et on venait de construire la maison prolongée, qui existe encore dans les fonds de la Nouvelle Crèche, à la gauche de l'Hôpital d'Aliénées, pour les enfants trouvés, mais qui ensuite se trouva extrêmement éloignée pour cet objet. Simultanément la Banque de la Province se rendait propriétaire de l'édifice où fonctionne aujourd'hui la Maison des Enfants Trouvés, dans l'Avenue Montes de Oca, laquelle fut construite avec l'argent de la dite banque par un espagnol, M. Lasanse, pour faire un Institut Sanitaire. Ce monsieur Lasanse mourut, pendant l'épidémie de fièvre jaune, sans avoir payé la maison et, en conséquence, celle-ci revint à la banque.

Le succès des dames consista à l'obtenir, tout d'abord provisoirement, et ensuite à perpétuité. Ils y transférèrent les enfants trouvés; dans le nouvel édifice de ceux-ci furent installés les pensionnaires du Bon Pasteur et dans la rue Victoria on inaugura l'Hôpital d'Enfants.

Cet hôpital fonctionna près de deux ans dans cette installation extrêmement pauvre, et cependant les bienfaits réalisés furent incalculables.

Le docteur Rafael Herrera Vegas, désigné pour le diriger, indiqua aux dames de la Société la nomination pour remplir cette charge du docteur Ricardo Gutiérrez, jeune médecin, de retour d'Europe, avec des idées nouvelles et une préparation spéciale pour les maladies des enfants, dont il venait de fréquenter les principales cliniques.

L'idée acceptée en partie, on décida de confier la direction aux deux médecins dont nous venons de parler, devant se remplacer chaque trimestre, mais le docteur Herrera Vegas donna sa démission après le premier trimestre; le docteur Gutiérrez fit de sa mission un apostolat et n'abandonna sa direction que pour se remettre entre les bras de la mort.

Deux années après sa fondation, l'hôpital commença un changement radical: il abandonna pour toujours le viel enclos et les dangereux hangars de bois de la rue Liniers et s'installa dans l'édifice, alors assez confortable, 1877, dans lequel fonctionne aujourd'hui l'Institut et Hôpital Ophtalmologique, dans les rues Arenales et Paraná.

Ce changement inespéré a aussi son histoire.

La dite maison fut construite par un ingénieur connu, et comme une fois terminée elle ne put satisfaire à tous les crédits contractés, on décida sa vente.

Son revient se montait à un million deux cent mille piastres, monnaie courante. La Société eut connaissance de cette vente par Mme. Adela Blaye de Peña, l'une des dames de la première commission de l'Hôpital, qui crut qu'elle pourrait être avantageuse pour y installer l'Hôpital d'Enfants.

La Société était présidée par Mme. Micaela Cascallares de Paz. Mme. de Paz accueillit l'idée avec enthousiasme, peu confiante dans sa réalisation à cause du manque de ressources, car il n'y avait pas un centavo disponible.

Après tout, on demanda à M. Juan G. Peña de négocier l'achat, parce que les dames s'étaient proposées d'acquérir la maison, pour la négociation, neuf mille piastres, reliquat de l'édifice du Bon Pasteur, en certificats d'une Banque Argentine en faillite, sans aucune valeur réelle, servirent de base, ainsi que de l'argent qui avait été déposé comme appartenant au dit asile. Avec cela on traita l'affaire pour un demi million de piastres de l'ancienne monnaie; acquisition brillante à tous les points de vue.

Pour faire rentrer cet argent, on donna un somptueux bal au Club du Progrès au milieu de l'année 1878, sous la présidence de Mme. de Paz. Ce bal a été enregistré par la chronique comme une note sociale d'un grand succès.

Le résultat pécuniaire obtenu, quoique très important, ne couvrit pas la dette.

C'est pour cela qu'un second bal suivit, avec les mêmes vastes proportions, donné à l'Intendance Municipale, sous les auspices de don Torcuato de Alvear; et sur la place de la Victoire on organisa des tombolas, des bazars et des fêtes de charité, qui servirent à payer la dette avant que deux années ne fussent écoulées.

En 1876 cette seconde maison fut inaugurée par l'archevêque, monseigneur León Federico Aneiros, avec l'assistance du Gouverneur de la Province, colonel Alvaro Barros, et de son ministre, docteur Aristóbulo del Valle.

Néanmoins, la nouvelle installation ne pouvait avoir un caractère définitif; le progrès de Buenos Aires réclamait un hôpital pour enfants, bien différent, et

Mme. de Lavalle fut chargée de commencer les travaux pour la construction de l'actuel.

On suivit un procédé différent de celui observé précédemment, on obtint d'abord les ressources et ensuite on commença le travail.

Le " corso de las flores ".

C'est là qu'eut son origine le " corso de las flores ", institué en 1888, sous la présidence de la dite dame. Le docteur Alberto Blancas fut l'instigateur de la fête: entendant décrire d'une façon si belle et avec tant de coloris celle qui venait d'avoir lieu à Vienne, les dames reprirent l'idée pour la mettre en pratique.

Quelques jours après, les avenues de Palermo étaient ornées d'une manière enchanteresse avec des oriflammes, des drapeaux et des trophées, et des balustrades sur les côtés... La nuit, une illumination magique; des musiques invisibles laissaient entendre leurs accords harmonieux et le monde fastueux défilait pour la première fois dans la grandiose réunion.

Luis Castells, alors " roi de notre Bourse du Commerce ", se sentit enlevé en entrevoyant de loin la fête, et en arrivant il eut un de ces gestes généreux dont il avait coutume: il paya son entrée avec un chèque de dix mille piastres.

Après ce premier tournoi, heureuse fête de haute envolée sociale et charitable, Mme. de Lavalle signa l'acte d'acquisition du terrain de la rue Gallo, où fonctionne aujourd'hui l'hôpital, pour une somme de quatre cent soixante dix mille piastres, dont deux cent mille furent données par le Gouvernement National, par l'intermédiaire du Ministre des Finances, docteur Pacheco.

En 1892, la Présidente de la Société, Mme. Etelvina Costa de Sala, inaugura les constructions.

L'édifice se monta à un million de piastres, avec des plans répondant aux derniers progrès de la science, œuvre de l'architecte Christophersen.

Le docteur Gutiérrez.

A sa tête ont toujours été les médecins les plus réputés du pays: le docteur Ricardo Gutiérrez lui consacra une grande partie de sa vie, sans admettre aucune rémunération pour ses services. Et quand les dames projetèrent des traitements pour les divers médecins: " Non, mesdames: pas de paiement... l'hôpital perdrait toute son enchanteresse poésie ", répondit-il.

Aussitôt après sa mort, cet établissement, œuvre exclusive de la femme argentine, qui la conçut, la réalisa et a su la soutenir, commença à figurer au budget de la Société de Bienfaisance.

Maison de grande bonté, elle s'est montrée reconnaissante envers ses grands bienfaiteurs: le docteur Gutiérrez a un buste de bronze à l'entrée: et des plaques du même métal rappellent la mémoire des médecins qui s'y consacrèrent le plus: le docteur Tamini, lui donnant les ressources de son savoir et de ses soins personnels, et en mourant, lui laissa un legs important, comme pour prolonger après sa mort, l'aide qu'il lui avait prêtée pendant sa vie; et l'infortuné Alejandro Castro dont on pleure encore la mort.

Cet hôpital est l'un des établissements de charité les plus grands et les mieux

dotés de Buenos Aires, pouvant figurer avantageusement à côté des principaux du vieux monde. Aujourd'hui comme hier, il conserve la même douceur, la pure et enchanteresse poésie dont sut l'entourer le médecin poète, docteur Gutiérrez, et qui n'a pas démérité un seul instant, car la petite tête bouclée du petit malade y a toujours trouvé à son côté une âme bienfaisante que la veille, une Sœur de Charité qui la soigne et un médecin bien inspiré qui l'ausculte pour lui donner des remèdes... et cette œuvre de désintéressement personnel, cette douce œuvre de bonté, jamais lassée, se déroule dans un tableau de plantes grimpantes et de fleurs bien soignées, aussi vigoureuses et aussi pures que l'innocence des tendres convalescents.

Hôpital San Roque. — ASILE D'INVALIDES.

Par décret municipal de 1872, on décida la création de l'Hôpital San Roque, à l'Ouest, et à cause de la révolution de 1874, on créa au Sud, près des terrains de la convalescence, un Asile d'Invalides, pour les infirmes et les impotents de l'armée nationale. Il fut payé par souscription publique, sur l'initiative du docteur José C. Paz, qui sut le placer dans un endroit exceptionnellement approprié, sur une élévation de terrain, assez loin du centre commercial, sans cependant être isolé dans la solitude. Le docteur Paz travailla sans relâche pour les invalides de la patrie, et quand on ouvrit l'Hôpital Militaire, ces invalides passèrent dans un pavillon spécial, la première maison d'invalides étant transformée en le splendide Hôpital Rawson, soutenu par la commune.

Dames de Miséricorde.

La Société des Dames de Charité de Saint Vincent de Paul, installée pour étendre ses bienfaits, il fallut des constructions propres comme moyen d'assurer une plus grande économie. L'emplacement des terrains à acquérir divisa les opinions et comme le premier asile maternel ne réclamait pas le concours de toutes les dames, celles qui n'avaient pas été d'accord pour l'achat dans la rue Paraguay se retirèrent peu à peu.

Des années après, un petit groupe des initiées dans la pratique de la charité, reçurent une convocation de Mme. Carolina Senillosa de Harilaos, pour constituer une société destinée à fournir un asile gratuit aux familles prolétaires dont les chefs étaient sans travail, à des jeunes ouvrières de bonne conduite et à des familles et à des jeunes filles qui souscriraient une somme mensuelle pour s'assurer ces bienfaits dans l'avenir.

Firent partie de cette société, doña Manuela R. de Bullrich, Genara B. de Rojas, Emilia C. de Senillosa, Josefa C. de Quintana, Enriqueta de Pesloüan, María Luisa Z. de Ocantos, Carmen N. de Avellàneda, Flora X. de Villate, Teodorina O. de Garrigós, Clotilde B. de Mouján, María E. de Llavallol, Valeria C. de Cárdenas, Rosario G. de Dikelman, Rufina A. de Cambaceres, Encarnación L. de Arning, Juana B. de Baudrix, Carolina B. de Pérez Millán, Amalia M. de Daireaux, Francisca R. de Gómez, Dionisia M. de Galup, Elena G. de Hœwel, Nicolasa D. de Terrero, Eloísa Sosa, Isaac M. de Boneo, Catalina N. de Doyel, Manuela P. de Lamas, Telesfora S. de Lamas, Agustina O. de Lamas, María de las Nieves del Ponce, Manuela S. de Nazar et Margarita B. de Miguens.

Mme. de Harilaos exposa les bases de son initiative, et le 14 Décembre 1872 était fondée la société " Dames de Miséricorde ", sous la présidence de doña Carmen Nóbrega de Avellaneda. Comme presque toutes les institutions charitables, la nouvelle comptait un groupe de volontés disposées à l'action, mais elle ne disposait que de faibles ressources. Un petit asile de nécessiteux ayant été établi à Flores, et comme il était nécessaire de donner du champ à la nouvelle institution, on changea le programme initial, le transformant en maison pour les orphelines ou les abandonnées, en maintenant toujours les asilées fondatrices.

Carmen Nóbrega de Avellaneda.

Carmen Nóbrega de Avellaneda réunissait l'ensemble de conditions exceptionnelles des esprits supérieurs, dans une belle harmonie qui lui permettait de se détacher par une bonté sans attaches ni réserves, dans les appels à un sentiment de compassion, et de démontrer la fermeté des grands caractères dans les situations nécessaires. Ses multiples qualités étaient rassemblées dans une modestie naturelle, tranquille et sereine.

Les manifestations de son intelligence, en travail perpétuel, étaient brillantes et elle savait les extérioriser avec la timidité séductrice des âmes simples, pour attirer aimablement, en conquérant de grandes sympathies.

Son père mourut par la corde, parce qu'il était unitaire et parce qu'il participa à l'insurrection du sud contre Rozas. Héritière d'une grande fortune, en 1860, elle se maria avec le docteur Nicolás Avellaneda, sous l'influence attrayante de son grand talent, réalisant une union d'équilibre le plus pondéré. Mme. Carmen Nóbrega a été considérée comme le complément du docteur Avellaneda à tous les instants de sa vie, ayant su entourer son amour d'épouse et de mère de ses enfants, de toutes les séductions de son esprit élevé.

Toute l'œuvre de Carmen Nóbrega de Avellaneda a été grande; dans le foyer, dans la religion et dans la charité.

Une des nuits qui précédèrent la conciliation qui apaisa les instincts belliqueux du parti de l'opposition, et alors qu'on craignait un mouvement révolutionnaire, on porta au docteur Avellaneda un télégramme urgent, à deux heures du matin.

Le président était assis dans la salle-à-manger en compagnie de son épouse. Il prit le télégramme et le passa à sa compagne sans l'ouvrir: il la savait capable de recevoir directement toutes les nouvelles. Elle le lut à haute voix, sans vaciller, se montrant la digne épouse d'un président argentin.

Sa charité ne connaissait pas d'hésitation. Un jour le docteur Daireaux se trouvait au consulat de France, au moment où le consul, M. Dudemaine s'occupait d'une dame de port distingué et entourée du mystère d'un deuil cruel, avec cinq petits enfants. Elle venait de devenir veuve. Sans ressources, elle cherchait de l'aide pour retourner auprès de parents dans la patrie lointaine.

Comme le consulat ne pouvait rien faire, le docteur Daireaux lui offrit ses services. Pour cela il s'adressa à Mme. de Avellaneda. Le jour suivant il reçut les billets de passage avec ces mots: " Je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion de faire une bonne action ". C'était une synthèse de toutes les bontés avec lesquelles elle avait l'habitude de venir en aide aux malheureux.

Décorée de titres papaux à cause de sa piété, jamais elle n'en fit usage et leur simple mention la contrariait dans son humilité de bonne chrétienne.

Notre société lui réserva de nombreuses distinctions: elle présida les Dames de Charité pendant huit périodes, conservant cette charge pendant dix ans; elle eut la vice-présidence de la Commission Auxiliaire des Dames du Patronage de l'Enfance, depuis son installation; elle travailla sans relâche au " Collège de l'enfant ouvrier " de Quilmes; elle présida la Conférence de Saint Vincent de Paul de Notre Dame du Huerto; et l' " Archiconfrérie de la Garde d'Honneur " en 1889; elle exerça la présidence des travaux du temple de Yapeyú et dirigea la commission édificatrice du Sanctuaire de Notre Dame de Lourdes.

Elle mourut comme elle le désirait, entourée de toutes ses enfants, en écoutant les prières des agonisants, le 18 Février 1899.

A Mme. de Avellaneda, succéda en 1879, Mme. Clotilde Barra de Moujan, et en 1882 doña Carolina Lagos de Pellegrini, qui remit la présidence à Mme. Ana Urquiza de Victorica, fille du vainqueur de Caseros, dame intelligente, d'initiative, de bonne volonté et de caractère.

Ana Urquiza de Victorica.

Doña Ana eut la vision de la grande œuvre qui lui était réservée; l'asile de Flores était trop étroit pour les nécessités, c'était une maison d'une autre époque. Elle fit appel à la Municipalité et elle obtint de don Torcuato de Alvear la cession de la manzana comprise entre les rues Azcuénaga, Larrea, Melo et Peña, et le 10 Octobre 1884 elle commençait la construction de l'asile et de la chapelle, inaugurés trois ans après par Mme. de Pellegrini.

Mme. de Victorica eut la force miraculeuse des cœurs pleins d'abnégation et l'intelligente habileté nécessitée par les circonstances. Sur ses demandes, la société obtint du Ministère de la Guerre une subvention mensuelle de cent cinquante piastres par chaque orpheline de militaire recueillie.

Elle sut intéresser le public à l'institution et en 1885, elle obtenait les premiers dons importants: quinze mille piastres par disposition testamentaire de doña Mamerta de las Carreras, quatre mille d'une commission de monument au docteur Adolfo Alsina, une somme égale par disposition testamentaire de doña Petronila Rodríguez et autres moindres dont le total se monta à quarante quatre mille piastres.

Dans une situation aussi favorable, on établit un asile et un atelier provisoires dans une maison louée dans la rue Paraguay, numéro 426, faisant venir d'Europe cinq Sœurs de Charité de Saint Joseph. Quarante trois petits filles y trouvèrent du travail et des aliments. L'asile de la rue Azcuénaga achevé, on y réunit tous les établissements de l'institution. Plus de trois cents petites filles y apprennent aujourd'hui les travaux du ménage et les connaissances nécessaires pour se subvenir à elles-mêmes: confection de vêtements, couture, broderie en blanc et en or, petits ouvrages en cuir et autres nécessaires. En sortant, les travailleuses reçoivent entre cent et deux cents piastres et une machine à coudre.

Ce développement de la Société exigea une augmentation de ressources. Pour cela M. Mariano Benítez organisa un grand bal à l'Opéra en 1890; à la fin de 1892, on fit une kermesse, qui eut un grand succès, sur la place General San Martin et une autre au Pavillon Argentin en 1894.

Ce fut alors que Mlle. María Baudrix, jetant un regard vers l'idée initiale de la Société, proposa de fonder la "Maison de Miséricorde" pour les pauvres honteux. Elle fut inaugurée le 17 Mai 1896, comme asile pour les dames ayant eu de hautes positions et qui conservent la tradition d'un passé de luxe et de noblesse. La littérature s'est inspirée de ces vies dignes de respect pour tisser des romans remplis de douloureuses réalités. Nous préférons les admirer dans leur haute résignation, prenant le soleil du matin et écoutant les salutations amies des dames qui veillent sur leurs derniers jours.

En même temps que la maison pour les vieilles dames, on inaugura un hôpital pour le service de l'asile.

Adela Saraza de Favier.

Depuis le mois d'Avril 1898, les destins de cette Société sont dirigés par Mme. Adela Saraza de Favier, réélue à l'unanimité pour l'honneur avec lequel elle remplit sa tâche.

Mme. de Favier appartient au groupe de femmes que la société entoure d'une auréole de grande vénération. D'une bonté inaltérable, extrêmement douce et persuasive, misia Adela sait se faire entendre pour gouverner avec la ressource irrésistible du raisonnement droit.

Ainsi se note sa douce action dans cette Société, " véritable organisme charitable — selon ses propres paroles — petite république avec ses revenues, ses budgets et sa délicate administration ".

Constituant une fédération, chaque section est dirigée, inspectée et administrée par une assemblée spéciale de dames, autres bienfaitrices presque anonymes de la charité. Misia Adela les rassemble et les préside, et ses idées, toujours entourées d'une présentation de délicatesse et de douceur, sont votées jusqu'à leurs derniers points, par ses aimables collaboratrices.

Une section de la maison porte son nom, en hommage exceptionnel attribué de son vivant avec applaudissement général de notre population.

L'action interne des établissements est confiée aux Sœurs de la Miséricorde, humbles et actives, parmi lesquelles sœur María Constante a été spécialement signalée à l'admiration publique. Les orphelines et les anciennes — plus de six cents âmes en tout — la respectent tout spécialement, parce que sœur María Constante possède le rare privilège de conquérir les cœurs et d'exercer sans pression l'influence de son intelligence pénétrante et l'action de son activité infatigable.

La Société " Dames de la Miséricorde " tient très haut le prestige charitable de notre peuple ; la philanthropie lui a conservé beaucoup de ses meilleures pages.

Don Luis de la Torre y Zúñiga.

L'église paroissiale de Nuestra Señora de la Concepción a une belle tradition charitable. Sans remonter à l'époque, déjà rappelée, de son origine, à charge de la Confrérie de la Sainte Charité, on doit mentionner le chanoine don José Gabriel García Zúñiga, son curé paroissial jusqu'en 1875. Fondateur de confréries pieuses, il les légua à son neveu, plus tard chanoine lui aussi, don Luis de la

Torre y Zúñiga, jeune oriental élevé dans notre séminaire, d'où il sortit pour recevoir les Ordres en 1873. Ses bons antécédents personnels, peut-être aussi, quelques unes de ses qualités s'étant laissées entrevoir, le firent choisir comme titulaire de la cure deux années après avoir chanté sa première messe.

Grand et gros, avec un sourire jovial de satisfaction personnelle contagieuse, il disposait toutes les âmes en sa faveur. Toujours souriant, c'est ainsi qu'il écoutait les peines les plus grandes pour élever les âmes avec sa parole conseillère, bien posée, tranquille comme pour inspirer confiance.

Il avait la passion de faire le bien sous toutes ses formes : moralement par l'élévation de son âme et matériellement avec ses biens, qui étaient grands.

Peu après avoir été nommé curé, il se convertit en apôtre du quartier du sud, et pendant trente années il agrandit sa personnalité de philanthrope.

Le premier de chaque mois il distribuait à chaque pauvre de sa paroisse, de cinquante centavos à deux piastres. Il consacrait toutes ses après-midi à ceux qui le nécessitaient et on peut calculer à plus de cent ses interlocuteurs journaliers. Les uns recevaient l'obole de sa charité et les autres l'aide indirecte qu'ils sollicitaient. Les pauvres honteux se confiaient à lui en toute confiance.

Pour les communautés religieuses consacrées au soulagement des malheurs du prochain, il réservait de fortes sommes, spécialement aux Sœurs du Bon Pasteur, aux Vicentines, aux Pauvres de Buenos Aires, aux Conceptionnistes et aux Pères Salésiens.

Quand on fonda les Cercles d'Ouvriers, il concourut à assurer leur développement et il mit son pécule à la disposition de leur caisse épuisée.

Emu du sort des orphelins, il les recueillait et les éduquait ; il visitait les malades et les indigents dans leurs logements, où sa soutane inspirait un respect reconnaissant, et il portait remède à leurs nécessités. Pendant l'épidémie de fièvre jaune de l'année 1871, il fut un ange de consolation dans toute la vaste contrée du Sud, depuis le Rio jusqu'aux Corrales.

Il mourut le 10 Juillet 1903, avec la sérénité de l'homme vertueux qui vécut en dispensant le bien à pleines mains. Une multitude de pauvres veilla son cadavre et versa des larmes de gratitude, et le matin de son enterrement, des centaines d'ouvriers manquèrent leur travail pour accompagner ses restes jusqu'au cimetière, à pied, dans un pèlerinage silencieux, imposant, de six mille âmes attristées.

Quoique mort, le père de la Torre y Zúñiga prolongea ses œuvres de charité par des legs considérables pour les pauvres et les corporations qu'il secourait de son vivant.

Asile provisoire.

Les anciennes familles du Sud se rappellent l'établissement en 1876 d'un asile provisoire pour mineurs, dans la rue Bolívar, entre celles de San Juan et Cochabamba, dans une maison louée, et sans doute comme prologue d'une œuvre qui ne tarda pas à devenir durable.

Une vieille propriété, spacieuse et entourée d'arbres, servit d'asile à de nombreux enfants.

Une épidémie d'ophtalmie purulente.

L'année 1877 expirait lorsque se développa pour la seconde fois une tenace épidémie d'ophtalmie purulente dans l'Orphelinat de la Société de Bienfaisance, alors qu'étaient inspectrices Mmes. Dolores Lavalle de Lavalle, Dolores Pacheco et Nicolasa Pita de Serantes. En réalité, l'asile était converti en hôpital d'ophtalmiques, car sur 315 enfants, 280 étaient malades, et comme leur nombre augmentait tous les jours, les dames adoptèrent des mesures spéciales pour extirper le mal, sur les indications du docteur médecin Leonardo González Garaño.

C'était au commencement d'un été étouffant. Les dames donnèrent des ordres d'accord avec les instructions du médecin — séparation absolue des enfants sains et des malades ; lavage individuel, dans un récipient préparé pour chaque malade, deux malades ne pouvant utiliser la même cuvette, le même collyre, ni le même coton. Les Sœurs reçurent l'ordre recommandé avec les détails requis par le cas, et les dames, par une extraordinaire coïncidence durent s'éloigner pendant quelque temps, ce qui dut paraitre extraordinaire, étant donnée leur ponctualité inaltérable de fréquenter l'établissement au moins toutes les semaines : avec sa mère malade, il n'était pas facile à Mme. de Pacheco d'y retourner, Mme. de Serantes était à la campagne, et Dolores Lavalle était allée dans l'Entre Ríos rejoindre les siens.

Son mari, don Joaquín Lavalle, nous a raconté comment avant la fin du mois sa femme revint, préoccupée de l'état des enfants. Par ses informations, elle connaissait l'accroissement du mal, et atterrée devant le caractère qu'il avait pris, des enfants ayant la vue presque perdue et tous les malades poussant une clameur plaintive, Mme. de Lavalle consulta le docteur Ricardo Gutiérrez et ensuite provoqua une assemblée de spécialistes, à laquelle prirent part les docteurs González Garaño, Roberts et Cleto Aguirre.

Ce véritable conclave scientifique n'arriva pas à dévoiler le secret de l'épouvantable épidémie, devant l'insistance avec laquelle on assurait que toutes les précautions prophylactiques ordonnées étaient observées.

Comme premier nouveau pas pour combattre l'ophtalmie, on décida le transfert des enfants sains au Collège de San José de Calasanz, dirigé par le père Ramón Cabeza, à San Martín, où se trouve aujourd'hui l'Ecole Militaire, et les petites filles à un autre de Sœurs situé dans la rue Victoria entre les rues Lima et Salta.

Et un matin, à l'heure où l'on devait effectuer le lavage individuel des petits malades, les dames surprirent les Sœurs utilisant une seule cuvette pour tous et virent défiler devant elle de nombreux enfants, et virent aussi qu'un même coton servait pour laver une infinité d'yeux. Dans leur routinière habitude d'économie, les Sœurs ne se soupçonnaient pas les véritables soutiens et propagatrices de l'ophtalmie, car, avec une préparation très limitée, elles ne connaissaient aucune notion de prophylaxie. C'est pour cela qu'elles allaient jusqu'à tromper les dames en les assurant qu'elles se servaient de tous les procédés adoptés, tandis que dans l'une de leurs chambres se trouvaient les piles de cuvettes avec leur emballage de remise.

Les dames n'hésitèrent pas à procéder avec l'énergie réclamée par les circonstances, et décidèrent la suspension immédiate du personnel, incapable en partie,

et l'autre d'une simplicité qui avait coûté des larmes à trois cents enfants pendant plusieurs mois...

Et les dames vinrent occuper leurs postes, s'installant dans l'asile, et soignant personnellement en suivant les indications des médecins, et la réaction générale ne tarda pas à se faire.

Les Sœurs invitées à quitter la maison opposèrent une résistance qui s'accentua ensuite lorsqu'elles reçurent l'ordre impératif de se retirer. La Société maintint fermement sa résolution, et un mouvement se produisit pour les soutenir. Le docteur Félix Frías intervint en leur faveur, l'archevêque intercéda aussi, mais la présidente, Mme. Petrona Villegas de Cordero, accomplit strictement le mandat de la Société.

La date signalée pour quitter l'Asile approchait, et dans l'établissement on ne notait aucun signe d'un prochain déménagement. On réitéra la notification à la Mère Supérieure — tâche ingrate au milieu de l'œuvre de bonté des dames — et comme l'attitude des Sœurs était la même la veille du départ, on fut obligé de recourir à la Police. Don Cayetano María Cazón, son chef, prit sur soi la difficile situation. Et les protestations, et les supplications et les larmes furent vaines, et c'est en vain que l'on voulut faire une malicieuse allusion religieuse; les Sœurs sortirent de l'Asile au jour dit. Les pleurs des Sœurs remuaient les cœurs, et les dames étouffèrent les leurs, qui étaient des pleurs conscients, provoqués, non par un simple changement de demeure des Sœurs, mais par la peine matérielle et les souffrances des enfants appelés à endurer des tortures à cause de l'ignorance. En procédant de cette façon, la Société de Bienfaisance, après avoir vaincu la controverse qu'une mesure de cette nature devait susciter, ne jugea pas la bonté des Sœurs, mais leur préparation, et elle soigna comme jamais la santé des enfants confiés à sa charge.

Le Gouvernement approuva tous ces actes, et la disparition radicale de l'ophtalmie purulente dans l'Asile d'Orphelins éteignit jusqu'à la dernière méfiance soulevée momentanément par un sentiment religieux mal entendu.

Le cabinet de consultation ophtalmologique.

Les Sœurs "Filles de Marie" possédaient dans la rue Moreno, 932, un cabinet de consultation ophtalmologique sous la direction du docteur Pedro P. Roberts, et dans l'Hôpital d'Hommes, le docteur Cleto Aguirre était chargé d'un service spécial pour les maladies des yeux, mais comme le premier devait être fermé, Mme. de Lavalle proposa à la Société de le prendre à sa charge. Sans aucune discussion à ce sujet, tellement l'initiative était opportune, la Société nomma Mmes. Celina Bustamante de Beláustegui et Adela Blaye de Peña pour que, avec elle, elles établissent une clinique spéciale à l'Hôpital de Femmes, et le 21 Octobre 1878, elle ouvrit ses portes dans une salle modeste destinée à des consultations et à des soins, ainsi qu'une salle d'opérés, sous l'invocation de Sainte Lucie, de puretés célestes — la Sainte Lucie avec ses beaux yeux noirs dans la patène, dont le mystère est conservé par l'histoire et que l'on dirait arrachés pour éviter des lascivités — la pure, la généreuse et désintéressée Sainte Lucie, protectrice de la vue; la Sainte Lucie de Sicile, fille d'Eutiquie, qui donna ses richesses aux pauvres et subit la persécution et le martyre du feu et du couteau!

La clinique augmenta ses services et en 1883 elle dut se transporter à l'angle des rues Maipú et Lavalle, et l'année suivante, au N.° 1334 de cette dernière où elle reçut les munificences de sa protectrice spéciale, Mme. Felisa Dorrego de Miró.

Durant deux années elle souffrit des suites du retrait de la subvention nationale pour son soutien et pendant la révolution de 1890 elle fut convertie en hôpital de guerre abritant plus de cinquante blessés.

Trois transferts eurent lieu avant qu'elle ne vint occuper son installation actuelle et définitive, peut-on dire, du primitif Hôpital d'Enfants dans la rue Arenales et Paraná: en 1891, elle s'établit dans la rue Suipacha, N.° 1336; en 1895, dans la " propriété de Casares ", à l'angle des rues Méjico et Jujuy, et en Octobre 1898, dans la rue Chile, N.° 1652.

L'Hôpital et cabinet de consultation ophtalmologique Sainte Lucie, dispose de quarante cinq lits pour opérés et est fréquenté par une quantité considérable d'externes — environ vingt mille consultations annuelles.

Son initiatrice, Mme. de Lavalle, se chargea seule de son inspection depuis sa fondation jusqu'en Mars 1882.

Hôpital Allemand.

Nombreuse et riche, la collectivité allemande se constitua en société de charité en 1878, jetant les bases de son hôpital de la rue Pueyrredón dans un vaste terrain, près du boulevard Las Heras, où il montre ses vieux eucalyptus et les pins et les cèdres dont la direction a su entourer ses salles.

Dames du Secours.

Les jours de lutte de l'année 1880, provoquèrent un mouvement général de miséricorde. Il y avait des blessés à secourir et des foyers qui restaient sans soutien.

Don Carlos Wehely eut l'idée du moment, réunissant le 16 Juin à son domicile particulier un groupe nombreux de dames respectables pour organiser une société de secours aux blessés de la défense de Buenos Aires et aux familles indigentes des Gardes Nationaux en service actif.

Ainsi naquit une institution présidée par doña Julia Nóbrega de Huergo. Les dames se signalèrent avec une véritable témérité pendant les jours de luttes, soit en allant dans les campements pour recueillir les blessés, soit en parcourant les rues aux instants les plus difficiles pour venir en aide, soit dans les ateliers improvisés pour préparer la charpie, ou bien dans les hôpitaux de guerre, où elles firent des infirmières et des gardes-malades infatigables.

De fortes contributions particulières facilitèrent l'action des dames, tandis que le commerce leur offrait des dons en espèce, très appropriés aux circonstances.

Hôpitaux de guerre.

La Société de Bienfaisance fit sentir son action traditionnelle, se divisant en commissions spéciales pour s'occuper des divers hôpitaux de guerre: dans celui établi par le corps de santé dans la rue Pozos, N.° 20, qui fut à la charge exclusive

de la Société, travaillèrent Mmes. Micaela Cascallares de Paz, María Antonia Beláustegui de Cazón, Petrona Villegas de Cordero, Luisa Muñoz de Cantilo et Dolores Lavalle de Lavalle.

La même Société établit un hôpital de guerre en face de la Maison d'Orphelines, dans une maison cédée gratuitement par Mme. Clorinda C. de Fernández et elle la remit à la charge de Mmes. Domitila González de Cazón, Rosario Peña de Bosch, Mercedes del Sar de Terry, Jacinta Castro et Máxima Rubio de Urioste.

Une autre commission pourvut aux choses nécessaires pour les malades, par l'intermédiaire de Mmes. Justina Quesada de Pinedo, Angela Villegas de Lahitte, Agustina Casares de Somoza, Manuela Leal de Elizalde, Isabel Armstrong de Elortondo et Petrona Gutiérrez de Nouguier.

Comme centre d'impulsion de ce mouvement, Mme. Angela Villegas de Lahitte était présidente de la Société, laquelle sut se multiplier pour disposer à temps de tout le nécessaire pour que les hôpitaux de guerre établis sur son initiative dans l'hôpital de démentes, dans la Maison des Enfants Trouvés, dans l'hôpital de femmes et dans l'Asile d'Orphelines prêtassent les services requis par les circonstances.

Inondation de 1883.

Les eaux d'une période de pluies extraordinaires inondèrent une partie de la campagne de notre province en 1883, et elles se répandirent jusque dans les faubourgs pour noyer les environs des anciens Parcs des Abattoirs. Dès que cette calamité devint publique, on entendit le cri de commisération de nos dames, et on commença les travaux pour secourir les inondés, la plus belle part revenant à la Société de Bienfaisance, par l'intermédiaire de sa présidente, Mme. Isabel Hale de Pearson et de Mmes. Luisa Muñoz de Cantilo, Jacinta Castro, María Luisa Castro de Torres, Vicenta Escalada de Escalada et Dolores Lavalle de Haymes.

Le 13 Juillet, à 4 heures du soir, l'inondation atteint son maximum, arrivant jusqu'à la petite table des Parcs, formant une lagune immense, s'étendant dans Barracas, Lomas et Flores, et embrassant plus de vingt lieues carrées.

Dans l'impossibilité d'essayer des sauvetages dans ce déchaînement de torrents d'eau avec une vitesse vertigineuse, les pauvres habitants de la contrée cherchèrent leur salut dans des radeaux et des barques improvisées. L'aide matérielle leur fut donnée dans la Maison d'Orphelines de la rue Reconquista avec le concours des autorités nationales.

Frère Benito Duró.

Il y a peu de temps, tous les jours, à midi, la cuadra de la rue Alsina, de Defensa à Balcarce présentait un tableau complet de gens rassemblés — les uns couverts de haillons, les autres avec une honte mal dissimulée, jeunes et vieux, muets et résignés, avec un extérieur de douleur ou courbés sous le poids de leurs infortunes. C'étaient les commensaux, souvent renouvelés, de la traditionnelle soupe du Couvent, distribuée avec l'humilité et l'esprit charitable de l'ordre des franciscains.

Là fréquentaient de nombreuses personnes — soient vaincues dans la lutte pour

la vie ou qui commençaient à être secouées par le vent de l'infortune; mères avec leurs petits, orphelins, abandonnés. A midi sonnant, la vieille porte située derrière la chapelle de San Roque tournait sur ses gonds et un religieux venait recevoir les commensaux. C'était frère Benito Duró, originaire de San Miguel de Barcala en Espagne, entré au couvent comme novice pour devenir lai en Mai 1881, à l'âge de quarante cinq ans.

C'est à lui qu'était réservée la distribution des deux plats succulents avec la ration de pain pour chaque pauvre. La distribution faite, il récitait le Notre Père avec une onction évangélique, dans une attitude humiliée, les yeux tournés vers le sol. Et tandis qu'ils mangeaient, il conseillait, consolait et semait l'espérance. Tous les jours, sans manquer une seule fois, il répétait sa tâche avec la même douceur charitable, jusqu'à ce que la rue ne fut déserte. Un bon agent lui parla d'une ordonnance chassant ces pauvres déguenillés et sans hygiène, et frère Benito en fut tout attristé.

La communauté l'envoya à La Plata où il pourrait continuer avec d'autres postulants, son ancienne soupe du couvent.

Sa ponctualité inaltérable de serviteur des pauvres recommandait frère Benito et le rendait digne de souvenir, car elle se détachait au milieu de grandes vertus.

Astreint, comme lai, aux services les plus durs du couvent, il passait sa vie sans appeler l'attention des étrangers, avec un caractère modelé par les préceptes de l'évangile et affiné par les rigueurs de la discipline franciscaine.

Ayant de la fortune, il échangea son avenir souriant, plein de promesses, avec la bure de Saint François. Et en vingt ans de couvent à Buenos Aires et neuf à La Plata, jamais il ne voulut profiter ni d'une exception, ni d'un privilège, malgré ses droits d'antiquité et ses infirmités.

Infatigable au travail, héroïque dans l'obéissance, sa soumission lui signalait le dernier poste dans la confrérie, tandis que ses vertus lui adjugeaient la première place parmi ses frères.

De cruelles souffrances mortifièrent, dans ses dernières années son organisme débilité. Et malgré tout, jamais le sourire inaltérable qui illuminait son visage, ne quitta ses lèvres, et jamais l'énergie de son esprit ne fut vaincue.

Le 15 Septembre 1905, il ferma les yeux pour toujours. Quatre paumes de terre ont suffi pour recouvrir le corps de celui qui regarda toujours Là Haut négligeant les petitesses de ce monde.

Dames de Saint Vincent de Paul.

Marguerite de Valois a été l'initiatrice au commencement des temps modernes d'une série d'améliorations du sort des enfants, car s'il est certain qu'en 1632, on avait déjà fondé un asile dans ce but, son inefficacité et son peu de durée ne sont pas moins évidents.

Dans ses luxueuses promenades, elle put remarquer le grand nombre des orphelins et des enfants abandonnés, réfugiés à l'entrée des temples, et le tableau des petits en haillons, tête nue et sans souliers, par les cruels matins d'hiver, sans feu pour raviver leurs muscles engourdis, émut ses sentiments et la poussa à fonder des maisons pour les protéger.

Paris était constitué en 1536 d'une société sans pitié, d'habitants peu compa-

tissants pour les peines d'autrui. Marguerite vit des cadavres d'enfants dans les rues et les larmes que ce spectacle lui arracha valurent plus que toutes les suppliques, pour que, grands et petits, pauvres et riches, remués de compassion, s'unissent pour fonder un asile dans lequel on recueillerait les petits.

Née sur des bases solides en apparence, cette maison n'existait déjà plus en 1545 lors de l'érection de l'Hôpital de la Trinité, où les " enfants bleus " — nom pris de la couleur de leur uniforme — servaient de cortège funèbre dans les enterrements des grands.

Soulevés contre cette pratique, les protégés se livrèrent au vol et à la mendicité, et l'ancien tableau des cadavres fut remplacé par celui des mendiants aux corps faussement ulcérés. Afin de rendre le tableau plus frappant, on fut jusqu'à inventer une pommade pour simuler des plaies plus impressionnantes.

Néanmoins, le premier pas en faveur des enfants était fait. On se souvenait toujours de l'œuvre de Marguerite de Valois, et en 1552, on put montrer un asile, " La couche ", qui fut suivi d'un asile d'Elisabeth Lhuillier en 1638.

L'époque n'était pas propice pour ces œuvres. Des guerres et des luttes continuelles désolaient l'Europe, éloignant les esprits des initiatives les plus généreuses. C'est pour cela que l'œuvre des mineurs ne reçut pas de nouvelle impulsion.

Louis XIII et Anne d'Autriche ont été en réalité les fondateurs de l'institution, ou pour mieux dire, de la société la plus pieuse de tous les temps, qui a servi de modèle pour les autres pays et la seule qui a pu subsister au milieu des bouleversements de la Révolution Française.

Un humble ecclésiastique la releva et l'agrandit lorsqu'elle était sur le point de succomber. Saint Vincent de Paul eut seulement besoin de sa fameuse oraison sacrée de 1648 pour réunir quarante mille livres en quelques heures.

Les ans passèrent ensuite pour arriver au début du dernier siècle. Ozanam donna le plan et organisa les conférences de Saint Vincent de Paul, pour les répandre dans le monde entier, pénétrant dans les contrées les plus éloignées; — la congrégation des bons et des humbles, en petits cercles, presque toujours autour des paroisses, afin de s'occuper des pauvres en toute modestie, déposant des oboles en secret dans des bourses fermées, dont les fonds se distribuaient ensuite personnellement, au foyer même des protégés, à la façon de la charité des premières années du christianisme.

Les conférences de Saint Vincent de Paul sont composées d'hommes et de femmes, indépendantes entre elles et avec une autonomie propre.

Le 29 Juillet 1889, celle de dames fut établie chez nous, sur l'initiative du R. P. Camilo M. Jordán, orateur sacré de grand talent et directeur spirituel de notre haute société pendant de nombreuses années, jusqu'à ce que ses infirmités l'obligent à abandonner la cellule de jésuite, où il était prostré.

Isabel Armstrong de Elortondo.

Doña Francisca L. de Ponce de León travailla aux premiers travaux, et la première présidence fut celle de Mme. Isabel Armstrong de Elortondo, très digne dame consacrée au bien, à la charité et à l'abnégation sous toutes les formes de la bonté et de la vertu.

Par ses biens, venus de très loin, et par la respectabilité de sa souche, elle représentait une tradition dans notre société. Elle était fille de don Thomas Armstrong, de généalogie charitable et avec une action propre dans l'asile d'Orphelines Irlandaises. Mme. de Elortondo ressentait la charité comme une inspiration et se laissait entraîner par son vol rapide, pour se préoccuper de toutes les disgrâces et de toutes les misères, s'occupant par son action et ses dons de toutes les institutions pieuses. D'une tranquille douceur de pensée et d'une suavité très subtile de travail, elle faisait le bien avec une douce placidité. Son nom parut comme présidente ou conseillère du Collège de Nueva Pompeya; de la Société de Saint Joseph; comme sociétaire de la Bienfaisance et inspectrice de divers établissements après avoir travaillé à la fondation de la maison du Bon Pasteur en 1870; présidente de la société protectrice des pauvres de la paroisse de Nuestra Señora de la Merced, directrice des sœurs religieuses de Saint Joseph et active sociétaire de congrégations pieuses.

Elle avait la sincère humilité du véritable croyant.

Dans la Société de Saint Vincent de Paul, elle mérita le respect de tous dans un cadre de solides amitiés. C'est à ses efforts qu'est due la création du premier asile à Villa Devoto — pour deux cents petites orphelines, dans un édifice gai, presque luxueux, élevé au milieu des arbres et des fleurs.

La façon dont elle remplit sa tâche perpétua sa présidence jusqu'à sa mort qui arriva le premier Juillet 1899, et qu'elle reçut avec l'enviable sérénité des justes.

Propagée dans chacune de nos paroisses et dans toutes celles de l'intérieur de la République, la Société de Saint Vincent de Paul possède de nombreuses " Maisons de Pauvres ", modestes et très charitables, avec une infinité de protégées au moyen des " bons d'alimentation ".

Comme maisons permanentes, le " home " de Santa Felicitas, à Barracas, refuge moral et matériel des veuves malheureuses, avec de grands ateliers annexes, et des ateliers de couture; un institut d'économie domestique, de création récente, dans la rue Ayacucho; et en projet un asile maritime à Mar del Plata, et des maisons pour les pauvres honteux à Belgrano et San Fernando. A l'ouest, près du Once, elle soutient une maison de cette dernière classe donnée par Mme. Carolina D. de Novoa.

Mme. Leonor Tezanos Pinto de Uriburu préside aujourd'hui l'institution, laquelle compte quatre mille sociétaires et autant d' " aspirantes ", — jeunes filles qui se rassemblent toutes les semaines pour coudre pour les pauvres dans des ateliers privés, réalisant ainsi ces séances pieuses si brillamment décrites dans les narrations du père Coloma.

Vicentins.

Bien avant les conférences de dames, furent établies celles d'hommes, le 24 Avril 1859, dans l'église de Nuestra Señora de la Merced. Elles furent constituées par les Pères Fahy, Piñero et Carranza, avec MM. Felipe Llavallol, A. Foüet, Pedro C. Pereyra, Nicolás Flores, Félix Frías, Mariano Martínez, Pedro Rojas, Luis Frías, Teodoro Alvarez, Luis Jacobé, Ezequiel Ramos Mejía, Alejo de Nevares Tres Palacios et Eduardo Carranza.

Sans la facilité de la femme pour organiser et surveiller les institutions de cha-

rité avec une attention constante, les vicentins, presque aussi répandus que les dames, n'ont fondé aucun asile; mais ils font une charité silencieuse et continuelle; ils vont dans les " conventillos " remettre les bons et veiller leurs protégés, dont le total se monte à plus de mille.

Alejandro Caride.

Don Alejandro Caride, ancien commerçant retiré des affaires, figure parmi les principales personnes qui se consacrent à cette institution de charité anonyme sans publication de renommée, ni répercussions dans les périodiques.

D'âge avancé, lorsque les infirmités ne l'arrêtent pas, infirmités qui, malheureusement ont déjà atteint son organisme, on le voit sortir de bon matin, une valise à la main, et se rendre chez les pauvres vieux secourus par la confrérie de Saint Ignace, qu'il préside. Don Alejandro subvient à leurs nécessités — chrétien d'un autre âge — croisé de la charité dans une incarnation personnelle dissimulée, comme d'un résigné, avec des satisfactions intimes pour avoir trouvé l'occasion de faire le bien, avant même que ce bien ne soit fait.

M. Caride a rattaché son nom au Patronage de l'Enfance, où il fut acclamé membre honoraire par un vote spontané de l'assemblée, en reconnaissance publique de son travail de quinze années.

Collège de Santa Catalina.

Les gens pour qui les friandises sont une nécessité, disent que, parmi les meilleures, les plus délicates sont celles faites charitablement par Mme. Paulina Coelho de Carvallo, d'après un secret transmis de génération en génération, et conservé comme relique pour l'utiliser au bénéfice des enfants pauvres. La dite dame de Carvallo les prépare et les fait cuire et si elle ne va pas jusqu'à aviver personnellement le feu, le battage des œufs ne connaît pas d'autres mains que les siennes. Très grandes, ces friandises semblent être faites pour des gloutons et elles sont si bonnes et si goûtées que, tandis qu'elles régalent d'un côté des palais raffinés, d'un autre elles contribuent à l'achat de vêtements pour un collège très pauvre qui fonctionne dans une salle restaurée de l'ancien Couvent de Santa Catalina, sous la direction de monseigneur Miguel D'Andréa, le grand orateur sacré.

Les petits garçons et les petites filles protégées sont au nombre de trois cents. Depuis 1905, on va les chercher dans les " conventillos " de ce quartier pauvre, où la misère est entassée. Pour les séduire, une machine photographique projette des scènes divertissantes les dimanches et les jours de fête, dans l'après-midi, et le spectacle est fréquenté par les enfants aisés, moyennant une petite rétribution en faveur de l'école. Il y a beaucoup d'idée dans cette institution naissante, peut-être l'olivier du futur.

Mais comme les friandises et le cynématographe ne donnent que des bénéfices limités, une commission spéciale de vingt cinq dames et demoiselles, dont les principales sont Mme. de Coelho et Carmen Palacios Sastre, se réunit tous les lundis pour faire des vêtements pour ses protégés. Et comme les enfants connaissent la généreuse confection de leurs petites chemises, par des mains pieuses,

ils se montrent reconnaissants envers les bonnes dames en étant bons. Et ainsi est écrit un autre chapitre du grand livre de rédemption de notre première enfance.

Dépense du Sacré Cœur.

Le Collège du Sacré Cœur, des rues Callao et Juncal — établissement d'éducation avec la nuance aristocratique conciliable avec son caractère religieux — a une Congrégation de Filles de Marie qui est composée de nombreuses enfants éduquées dans la maison. Les congréganistes se réunissent temporairement pour de pieux pèlerinages ou en retraite de pénitence spirituelle.

En même temps, elles font la charité avec leur " Dépense de pauvres ", idée de la Mère Emma — la Mère de Bonté — comme certains l'appellent.

Deux petites pièces renferment les trésors de cette dépense, d'où il sort de nombreux secours pour les familles très nécessiteuses, choisies dans les foyers dont les chefs ont été malades.

Il y a un an qu'elle vit le jour, par la constitution d'une société de dames sous la présidence de Mme. Ernestina Llavallol de Acosta, Mlle. Mercedes de Elizalde étant secrétaire. Avec des dons des particuliers et de maisons de commerce, une aide du Jockey Club, et les souscriptions de quelques dames, cette institution naissante, commence à étendre ses bienfaits, le nombre des familles qui en bénéficient étant déjà plus de cent, après une visite préalable faite par les dames elles-mêmes pour s'assurer de la provenance de la protection demandée.

Société de Saint Joseph.

Le mondre offre de grands dangers pour l'ouvrière, à l'âge difficile de son inexpérience. L'en préserver fut le programme esquissé par Mme. Petrona Coronell de Lamarca quand elle réunit un groupe d'amies généreuses pour fonder la Société de Saint Joseph.

Avec un seul atelier, elle arriva au but désiré. Cet atelier fut ouvert le 14 Septembre 1884, sous la direction de la communauté vicentine avec Sœur Joséphine Cuillard à sa tête, sœur méritante venue de France en 1859.

Cent trente petites filles pauvres s'y donnent rendez-vous tous les matins à huit heures pour apprendre les travaux connus sous le nom de " labores blancas ". Elles restent à l'atelier jusqu'à 6 heures du soir, retournant à la maison lorsque leurs parents reviennent du travail.

Les services des petites filles sont d'abord gratuits, mais quand leurs travaux ont de la valeur, l'atelier leur assigne un salaire journalier qui varie entre trente centavos et une piastre et demie.

On peut se faire une idée des immenses services rendus par les trois ateliers: le " Petrona Coronell de Lamarca " dans les rues Moreno et Tacuarí; l' " Angela Dorrego de Ortiz Basualdo ", dans la rue Cuyo au dessus de la rue Callao et le " Josefa Coronell de Fernández " récemment installé dans la rue 24 de Noviembre.

Ces trois noms propres sont trois consécrations aux trois grandes protectrices de la Société. L'atelier de la rue Cuyo a été amélioré par une munificence privée,

dont le secret n'a pu être dévoilé. Le don comprend l'acquisition d'une maison dont la valeur excède soixante dix mille piastres, la construction d'une chapelle et l'amélioration des installations. Il est attribué à un fils de Mme. Angela Dorrego de Ortiz Basualdo.

L'atelier " Josefa Coronell de Fernández " compte une protectrice décidée dans Mme. Josefa Fernández de Vaz, Comtesse de Sena, fille de la dame dont elle porte le nom, et elle est aussi aidée par Mme. Adela Atucha de Gramajo, le docteur Luis Ortiz Basualdo et Mlles. María et Juana Anchorena.

Après les trois dames nommées, l'institution a été présidée par Mmes. Isabel Armstrong de Elortondo, Elvira Lamarca de Navarro, Teodelina Fernández de Alvear et actuellement doña Ernestina Ortiz Basualdo de Llavallol.

Soutenue par des dons, un grand nombre de sociétaires divisées en trente et une sections contribuent à son soutien par des cotisations fixes.

Sœurs Joséphines.

La révolution de 1880 venait de se terminer, lorsqu'une humble religieuse portant l'habit des béates traversait nos rues à la recherche d'aumônes pour l'entretien de petites filles. Dans sa supplique, elle parlait d'un asile embryonnaire à Mercedes, où elle recevait des petites filles gratuitement. C'était la Sœur Rosa de San José. Pendant ses pérégrinations de mendiante, elle fut sollicitée pour secourir cinq enfants restés orphelins à Muñiz.

— Pour les quatre petites filles, la maison a des lits — répondit la béate.

— Et le paiement? — interrogea l'étranger qui fut tout surpris de la réponse négative.

— Et pour le petit garçon?

La réponse de la religieuse fut négative, le règlement de la confrérie l'interdisait.

Quelques jours après, l'interlocuteur visitait la maison de Mercedes. Très pauvre, elle avait trouvé un grand cœur dans sa directrice. C'était Sœur Camila Rolón de San José, ancienne novice carmélite sortie du cloître à cause de son manque de santé. Age, trente sept ans. Esprit décidé. Intelligence ouverte, avec une grande foi en la Divine Providence. De postulante à nonne, elle passait à fonder une communauté avec trois vieilles et onze petites filles. Elle avait trente internes, soutenues par la main de Dieu. Tous les jours un char recueillait les aumônes. Peu après, le Colonel Arias, en marche de guerre, retira l'enfant et l'emmena au camp. Le bizarre guerrier répondit aux réclamations de la Sœur Camila par l'envoi de deux vieux assistants et de deux chars remplis de vivres de toutes sortes, comme ration double pour chacune des pensionnaires, comme si elles avaient fait en réalité partie de son armée.

Dans sa visite, le monsieur de la rue Florida chercha à faire donner asile au petit orphelin, Florentino Fagnani, sans obtenir qu'il soit traité dans une institution pour fillettes seulement.

Dans le train de retour, le visiteur, don León Gallardo, intéressa sa mère, doña Dorotea Esnaola de Gallardo pour faire quelque chose en faveur de ces Sœurs. L'idée germa, on organisa des conférences, on entreprit la modification ecclésiastique des statuts et bientôt était terminé l'Asile San José, à Muñiz, avec une dé-

pense de cinq cent mille piastres, fournies exclusivement par les personnes susnommées. Il abrite gratis deux cent cinquante fillettes.

Les Sœurs Joséphines ont multiplié leurs maisons en s'établissant à Baradero, Tucumán, Paraná, Santiago del Estero et autres villes de l'intérieur, et en fondant la maison mère à Rome, aux frais de don León Gallardo, neveu de Mme. Dorotea. C'est là que la mère Camila a l'habitude de résider comme supérieure générale.

La famille de Gallardo et don Avelino Rolón sont les bienfaiteurs infatigables de l'asile San José et de ses bonnes Sœurs.

Orphelins de Militaires.

Le 12 Juillet 1891, Mme. Carmen Eguiluz de Ayala put réaliser une idée du docteur Dámaso Centeno, de fonder une institution pour protéger les enfants et les descendants des défenseurs de la patrie. Quelques mois après, le 3 Janvier 1892, l'asile spécial de l'angle des rues Callao et Charcas, ouvrit ses portes avec trois orphelins. Aujourd'hui il occupe une maison propre à Almagro, rue Rivadavia, avec cent cinquante pensionnaires et des ateliers bien tenus.

Asile Naval.

En 1893, Mme. Angélica García de García, qui faisait partie de la Société précédente, crut que l'on pourrait fonder un refuge spécial pour les orphelins de la marine. A un déjeuner au Club Naval, son installation fut résolue. Il fut inauguré le 29 Octobre à l'angle des rues Victoria et Venezuela, chemin de Flores.

Comme premier acte, la Société réunit en peu de jours vingt trois mille piastres pour les familles des naufragés de " La Rosales ".

L'Asile Naval a réalisé un travail patient de fourmi, grâce auquel il a pu acquérir un beau domaine entre Flores et Liniers. Il abrite environ cent enfants, garçons et filles, lesquels répètent avec gratitude les noms de José Federico Moreno, Juan Cobo, Inés Salas de Cobo, et Jockey Club, ses principaux protecteurs, surtout le premier qui leur légua trente mille piastres.

Le Patronage de l'Enfance.

Au sud de notre capitale, dans un quartier non embelli par les habitations des familles riches; les murs adossés à l'église de San Pedro Telmo; — la partie neuve ayant l'aspect d'un collège avec ses nombreuses fenêtres; — et l'ancienne rappelant une modeste installation industrielle, avec son extérieur économique, sans revêtement et sans ornements architecturaux, — s'élèvent les établissements urbains centraux du " Patronage de l'Enfance ": la Crèche, l'Internat Manuel A. Aguirre et l'École des Arts-et-Métiers, et de l'autre côté de la rue, les cabinets de consultations médico-chirurgicales, le sanatorium de la première enfance, le lavoir mécanique et les ateliers d'enseignement industriel.

Pour le soutien de ces asiles, il faut des sommes élevées, réunies au moyen de la loterie, de cotisations périodiques, de dons et de fêtes qui mettent en évidence notre degré de culture, et ont un écho de doux soulagement pour un grand

nombre de petits — pauvres petits qui, auparavant, ressentaient le poids des grands maux et des infortunes qui auréolent la misère — point de départ des perturbations sociales, berceau du crime et anti-salle obligée des cellules du bagne, où vont purger leurs peines de nombreux malheureux qui ne jouirent pas des sourires de l'enfance, mais qui sentirent les rigueurs de l'adolescence, sans avoir des cœurs amis pour les consoler, ni des mains pitoyables pour sécher leurs larmes.

Ces édifices, étendus tout le long d'une cuadra, et dont on aperçoit les toits de l'entrée du port, comme s'ils avaient été placés pour montrer au nouvel arrivé une ligne du livre de la charité argentine, avant que les monuments et les temples que nous comptons, abritent près de trois cents enfants, les uns moralement ou matériellement abandonnés, les autres orphelins de parents et d'affections, et le reste écrasés par les plus horribles infortunes. Là ils reçoivent l'instruction théorique et pratique pour n'importe quel métier, les sages enseignements du christianisme et le pain et l'abri dont ils manqueraient si l'hospitalité d'une si généreuse maison n'était pas venue à leur aide. Dans une autre section, deux cents mères laissent leurs enfants pendant le jour, tandis qu'elles se livrent au travail, assurées qu'ils auront des bras caressants qui en prendront soin, et deux cent cinquante autres petits passent à l' " internat " leurs premiers moments d'allégresse. En face, dans les cabinets de consultations, quatre mille besogneux présentent leurs maladies aux médecins pour se faire soigner et recevoir les médicaments.

Tout cela est l'œuvre urbaine du " Patronage de l'Enfance ", le fondateur de la première crèche argentine, comme aussi de la première colonie agricole nationale de bienfaisance, dans des champs situés près de la station Claypole, et qui, en outre, a une seconde crèche à l'angle des rues Paraguay et Pueyrredón et quatre Ecoles Patriotiques sur le Parc de los Patricios, au sud-ouest de la capitale, pour les petits des quartiers des ordures et des grenouilles, faubourg d'abandon moral et matériel de l'enfant, dans un centre d'excessive misère.

L'origine de l'institution est due au peuple et son soutien est à la charge du peuple; la première, parce que sa fondation fut l'œuvre de l'Intendance Municipale; le second, parce que les ressources avec laquelle on soutient les pensionnaires viennent de toutes nos classes sociales: des plus élevées, d'aristocratie conventionnelle, dont les grands tournois de luxe et d'élégance sont mis à contribution pour les déchus; des puissants et des humbles de nos fêtes " printanières "; et des acheteurs de billets de loterie, car une part des bénéfices revient aux protégés. Néanmoins, la principale ressource vient de la collecte annuelle du " jour des enfants pauvres ", à laquelle tous contribuent, grands et petits, nationaux et étrangers.

Et combien belles sont toujours les fêtes données au bénéfice des pauvres!

La rue occupée par les asiles du " Patronage de l'Enfance " a la tranquillité d'un couvent; l'écho des fêtes mondaines n'arrive pas jusqu'à elle.

Pendant les premières et les dernières heures du jour, on note le pas rapide des mères qui vont mener ou chercher leurs enfants à la crèche, et ensuite règne le silence interrompu le soir par le mélancolique *Angelus* du clocher voisin ou le bruit de la voiture des inspectrices qui viennent faire leur visite quotidienne.

Toute la vie et le mouvement de ces édifices se trouvent à l'intérieur, dans leurs longs couloirs aux galeries vitrées; dans leurs grandes cours, dans leurs salles

spacieuses, dans leurs salles-à-manger et dans leurs dortoirs, où le soleil, comme une bénédiction du ciel, vient frapper de ses rayons.

La première Crèche.

Poussons la porte d'entrée de la Crèche.

Un murmure d'une infinité de voix, d'allègres petites voix qui s'approchent et s'éloignent en changeant de ton; petites voix qui montrent des joies satisfaites, sans nuage, et qui évoquent les années d'innocence déjà passées; les unes à peine perceptibles, les autres plus mâles; voix sans réticences, libres, spontanées, voix de la rare animation des enfants en fête, qui frappent les oreilles de sons agréables, sans dissimulations mesquines; en notes franches, expansives, intègres, comme des petits oiseaux saluant l'aurore par des trilles de paradis, sans avertir, dans le vent qui dérobe leurs modulations. Ces voix ont l'enchantement de la plus pure innocence et toute l'innocence du plus pur enchantement.

Les tabliers à petits carreaux bleus et blancs, les enfants ont formé dans un coin de la cour des groupes capricieux, indescriptibles, qui ont l'inquiétude et la vivacité des flammes. Fils communs de cette pieuse maison, frères aux affections vives pour se venir en aide, ils passent ensemble les heures de récréation; les grands et les petits confondus; les blonds avec les bruns et les châtains; les turbulents et les tranquilles; les faibles et les forts; le gentil *piccininno* aux yeux clairs et le gamin aux joues colorées d'ascendance sibérienne...

On y voit des types de tous les pays, unis, riant à l'unisson, avec des expansions de joie: l'allemand aux cheveux clairs; le petit français vif et inquiet; le pudique vénitien aux belles joues pleines; un hidalgo ayant du sang andalou dans les veines et une grâce inimitable dans les lèvres; d'autres aux visages indigènes, avec leur teint pampéen, aux yeux bleus qui promettent des joies et du bonheur, ou renfoncés cachant des mystères; élancés, gros, hauts, courts; paisibles et révolutionnaires; mais tous avec un fond de bonté et de mansuétude dans le plus intime de leur cœur, dont la béatitude suprême est révélée dans un sourire prolongé qui se répète à chaque instant, jusqu'à ce que l'Ange Gardien ne vienne veiller près de leurs berceaux d'innocence.

Deux claques résonnent. Les petits suspendent les jeux de " poule aveugle " et de " petit crapaud ", et joyeux, à l'appel de la Sœur, ils forment une chaine interminable, les mains du dernier sur les épaules du premier, et commencent des courbes endiablées dans la cour, au grand contentement de tous, comme si ces tours confus et capricieux et cette manière de serpenter non prévus dans la gaie fantaisie des tout petits, aurait quelque chose de la flexibilité clownesque qui arrachent des rires si spontanés dans les cirques.

Un petit brun — coin de ciel obscur ressortant au milieu de blancs jasmins — modèle de résignation et d'humilité, traduit son enchantement par l'espièglerie de la Sœur, montrant des dents d'ivoire, et à son rire expansif succède celui de tous les enfants. Le plus petit dans l'impossibilité de suivre son compagnon, abandonne la file pour se mettre avec le premier de la chaîne, sûr d'admirer les sinuosités du colossal serpent. Son petit rire d'enfant a quelque chose de ce que provoquent les baisers et les embrassements, et les joies et les caresses. C'est un toast à l'innocence porté avec les eaux pures du sentiment.

Quelques minutes plus tard, dans le réfectoire, les uns somnolents, la plupart fatigués, avec un appétit de tourtereaux, agenouillés, les tasses à la main, on entend le murmure du " Pater Noster ".

Et à tout moment, le triomphe de leur joie, avec la même expansion et la même bonté, apparaît sur tous les visages et sur toutes les lèvres. Oh enchantement de l'innocence qui ignore tes propres peines et tes propres chagrins!

Tout a son attrait spécial dans cette maison élevée contre l'infortune: la salle de bains avec ses petites baignoires comme pour des poupées; le dortoir, où il faut rester muet pour ne pas interrompre des songes qui sont des bénédictions; le vestiaire, les cuisines et les salles avec leurs appareils fixes pour marcher, — petits hippodromes où les tout petits apprennent à marcher en se tenant à l'une et à l'autre barre, comme des ivrognes revenant de l'orgie de leurs fêtes, leurs débiles petits corps tombant parfois, mais continuant toujours leurs progrès. Une chute provoque un pleur, des fois un rire...

A sept heures du soir, la Crèche est absolument tranquille: par moments on devine les pas amortis des Sœurs traversant les corridors ou on entend les échos de leurs prières dans le chœur de la chapelle. La maison repose avec la majesté imposante des ombres et du silence. Elle ne renferme plus d'enfants; à la Crèche manque la joie; son enchantement est fini...

La strophe du poète vient aux lèvres:

Seigneur! préservez-moi, préservez ceux que j'aime,
Frères, parents, amis, et mes ennemis, même,
Dans le mal triomphants,
De jamais voir, Seigneur! l'été sans fleurs vermeilles,
La cage sans oiseaux, la ruche sans abeilles,
La maison sans enfants!

Chaque mère en revenant de son travail est venue reprendre ses petits. Les pauvres petits doivent aussi partager les misères de leurs parents. Qu'ils dorment, donc, dans leurs misérables foyers!

Origine du Patronage.

La Crèche du " Patronage de l'Enfance " est le résultat d'efforts et d'initiatives généreux, qui signifient autant de sacrifices, pour la plupart ignorés, mais qui, pour cela, n'en sont pas moins dignes de louanges.

En examinant son origine et son développement, on trouve le secret d'initiatives que nous dévoilerons, parce qu'elles serviront d'exemple pour d'autres activités en faveur des enfants, activités qui ne se sont pas encore montrées dans toute leur action. Smiles a dit: " des fois un livre avec un exemple noble de la vie, pris au hasard, sans autre but que le lire comme passe-temps, a éveillé des résolutions dont l'existence n'aurait pas été suspectée auparavant ".

Et il pourrait se faire qu'en les réveillant à la vie de la philanthropie, des esprits, imiteront les nobles actions que nous aurons l'occasion de consigner.

La première initiative, celle qui fut l'origine et le point de départ de cette grandiose institution, revient à nos autorités édiliques, représentées par l'intendant Francisco P. Bollini. Peu de mois après la révolution de Juillet 1890, il édicta

un décret nommant une commission composée des docteurs Manuel T. Podestá, Emilio R. Coni, José Penna, Antonio F. Piñero et Eugenio F. Ramírez, " pour rechercher la proportion de l'abandon dans le municipe de la capitale, relativement à la mortalité infantile, et étudier l'influence du tour libre dans l'abandon des nouveaux-nés et les moyens de le prévenir mis en pratique dans les pays les plus avancés à ce sujet ".

Ce décret fut une conséquence du chiffre élevé de la mortalité infantile dans notre capitale, et eut pour base le nombre croissant des enfants qui, en étant jetés par leurs parents, étaient exposés aux séductions trompeuses du vice et à tomber fatalement sur la pente du crime. Il eut aussi pour fondement, le grand nombre de nouveaux-nés abandonnés et l'urgence qui se faissait sentir d'une loi qui déterminerait les autorités auxquelles doit revenir la tutelle de l'enfance abandonnée, loi qui n'a pas encore été promulguée, malgré les diverses tentatives qui ont été faites.

M. Jorge N. Williams, comme secrétaire de l'intendance, autorisa la signature de M. Bollini au pied de ce décret.

La dite commission, complétée de MM. Alberto B. Martínez, directeur général de ce recensement, et le docteur Francisco P. Súnico, commença ses travaux en Janvier 1891, et un an après, en Mars 1892, elle présentait à l'intendance le résultat de ses recherches, dans un très beau livre qui a été consacré comme le travail le plus complet et le plus scientifique qui ait été fait chez nous sur la protection de l'enfance. Chacun des membres qui le rédigea, mit à contribution pour le très intéressant ouvrage, la somme de ses connaissances, et aucun d'eux n'hésita à faire des études spéciales pour donner la plus grande autorité possible aux diverses parties qu'il contient, ce qui fut obtenu d'une manière complète et brillante.

Dans le dit livre on étudie les moyens de veiller sur l'enfant à partir du moment où il est conçu, en protégeant la mère qui le porte dans ses entrailles, jusqu'à sa naissance, son développement et son éducation dans la suite, lorsque cette dernière doit être livrée à la charité publique à cause du manque de ressources des parents.

A la fin de l'ouvrage — puissante contribution pour rechercher l'origine de nombreux maux sociaux qui nous affligent — ses auteurs conseillèrent aux autorités de la ville la fondation d'un service spécial dénommé " Patronage et Assistance de l'Enfance ", qui aurait pour objet d'exercer sa protection sur les enfants pauvres, malades, disgrâciés, maltraités, moralement abandonnés, etc., etc., de la capitale de la République.

L'Intendance Municipale fit siennes les conclusions de la commision spéciale, et le 12 Mai 1892 était définitivement organisé le " Patronage de l'Enfance ", institution charitable qui ne tardera pas à être un grand facteur d'ordre, d'égalité et de bien-être général, car elle repose sur des bases scientifiques tirées de l'étude psychique, intellectuelle, morale, juridique, économique et politique de la société, bases qui constituent, selon un publiciste italien connu, les éléments essentiels pour le rapide et profitable développement de la bienfaisance.

Le " Patronage de l'Enfance " est donc une institution charitable qui surgit dans un but bien déterminé — la protection de l'enfant, sans aucune restriction — et avec un programme fixe, pour la réalisation duquel on devait faire usage de

toutes les ressources conseillées par l'expérience, profitant des sages enseignements des vieilles capitales européennes, où le problème de l'enfance malheureuse a attiré spécialement l'attention des hommes d'état et des philanthropes.

La société de Buenos Aires applaudit à la nouvelle institution et se promit de l'aider et de l'encourager avec une attention toute particulière; sans doute parce qu'elle sentait l'importance d'éduquer tous les enfants qui pullulent abandonnés dans les rues, sans instruction ni culture, sans habitudes de travail ni moyens d'existence connus, étrangers aux préceptes de morale, aux manifestations de sentiments et sans aspirations; enfants qui, demain, en devenant hommes, seront la terreur des lieux qu'ils habiteront et ensuite, les hôtes obligés des cellules du bagne.

La société naissante commença à accomplir son beau programme, chargeant le docteur Juan José Díaz de l'installation du cabinet de consultations médicales gratuites de la première enfance, dans des vieilles constructions du Parc Lezama et fondant la *Revista de Higiene Infantil*, mais elle ne put se développer avec toute l'efficacité que méritaient les efforts de ses organisateurs, car il fallait vaincre deux obstacles sérieux: le manque de fonds pour construire les édifices où installer la première crèche et pour faire un refuge où l'on recueillerait les enfants abandonnés, parce que l'Intendance Municipale, en la créant, ne la dota pas de ressources propres, et le manque d'une loi qui permit aux commissions d'exercer d'une manière directe leur influence protectrice en faveur des petits abandonnés.

Premières fêtes.

Le premier obstacle fut vaincu au moyen d'une grande fête donnée sur la place du Retiro à la fin de l'année 1892, sous les auspices de la Municipalité. Cette kermesse est enregistrée dans les annales mondaines de Buenos Aires comme l'une des plus hautes notes de notre culture sociale; ce fut un très intéressant tournoi d'élégance, de luxe, de beauté et de distinction. Y prirent part les familles les plus connues, donnant des idées de fantaisie orientale à ce grandiose scénarium resplendissant de lumières et de fleurs, couvert de kiosques et de ventes originales qui offrirent le rare et harmonieux ensemble des magnifiques soieries, parant des corps irréprochables, sous un ciel tacheté d'étoiles, au milieu desquelles se détachaient de petites nuées comme des gazes ondulant sous la brise.

Tous, riches et pauvres, grands et petits, eurent une place réservée dans cette fête mémorable, et tous contribuèrent par leur obole, considérable dans quelques cas, à cimenter et à rendre durable la grande œuvre protectrice des enfants.

La vérité est que le " Patronage " était fondé pour aider les enfants de tous, des pauvres et des riches; car il arrive des fois que les puissants d'aujourd'hui sont les mendiants de demain.

L'épilogue de cette kermesse remplit une page brillante au début du livre de caisse de l'institution et se perpétue sur les murs de l'Ecole des Arts-et-Métiers, que l'on commença à construire avec les ressources obtenus, en 1894, dans un terrain concédé en usufruit par les autorités municipales.

Peu après, à la fin de cette dernière année 1894, et avec les fonds provenant de dons et de bénéfices théâtraux, on installa la première crèche argentine et on imprima 20.000 exemplaires contenant des instructions adressées aux mères et aux nourrices sur la manière d'alimenter et de soigner l'enfant dès le premier âge, ce

qui, avec les " Annales ", — revue d'hygiène infantile, destinée à vulgariser les préceptes de la science pour élever des petits vigoureux et bien développés — fit que le " Patronage " commença à faire sentir son action bienfaisante au sein des foyers pauvres, réalisant l'un des buts de ses fondateurs.

Le premier protégé.

Pauvre Vincent! Son histoire a la page blanche remplie des joies enfantines, avec lesquelles les enfants récréent leur innocence, et la mélancolique tristesse des petits anges qui abandonnent leur berceau en ouvrant leurs ailes pour aller à la recherche des félicités éternelles.

Pauvre Vincent!

Il possédait la grâce des beaux enfants et la blancheur des âmes bonnes. Ses cheveux étaient blonds; ses regards révélaient l'affection de son cœur.

Le 1.er Septembre 1896, son père, pleurant la mort de sa compagne, demandait au Patronage la charité pour le pauvre Vincent, le plus petit de cinq enfants qui n'avaient plus de mère pour les soigner.

Cet homme humble, modeste et mélancolique, parla de misère, de la maladie de son épouse morte et de son manque de ressources avec l'éloquence convaincante de ceux qui demandent aide et protection. Ses paroles furent le secours pour le pauvre petit Vincent.

Et ce père dans les yeux duquel on voyait briller l'expression d'une profonde gratitude et d'un grand contentement, promit de revenir le soir pour reprendre son fils, comme l'exige le règlement intérieur de la crèche.

Mais l'homme, en pleurs et triste, ne revint pas le soir, ni le lendemain ni le jour suivant.

Avait-il oublié l'enfant?

Non! Les parents ne peuvent oublier leurs petits. Si quelquefois les vicissitudes de la vie les obligent à s'en séparer, c'est une torture pour leur cœur.

C'est pour cela que le pauvre Vincent revit une autre fois son petit père, lequel se présenta quinze jours après pour lui donner des baisers, lui prodiguer des caresses et parler de sa triste situation et de ses angoisses.

— Je n'aurai personne pour me le soigner, bonnes dames — balbutia-t-il; — c'est pour cela que je l'ai remis au Patronage, où il trouvera des caresses comme celles de la mère qu'il a perdue, et les soins que son père ne peut lui offrir.

Il pleura et s'en fut aux parcs de l'Abattoir. Il conservait quatre autres petits.

Ses propres infortunes rendirent plus sympathique le pauvre petit Vincent pour qui les Sœurs surent improviser un berceau et trouver un coin où le veiller continuellement. Ce fut le premier interne du Patronage. Il avait un an et demi; il ne marchait pas à cause de sa faiblesse et ne parlait pas non plus, mais ses lèvres dessinaient un sourire que, le pauvre petit! il sut conserver toujours. Les innocents traduisent leur gratitude par des sourires.

Petit Vincent grandit et se fortifia dans un milieu saturé de caresses; dans une orphanité sans infortune, ayant pour mère toutes les dames et les Sœurs du Patronage, et pour père...

Ce fut le matin qu'eut lieu la scène, en présence de la présidente, Mme. Teodelina Alvear de Lezica et des inspectrices, Mme. Carmen Ugarte de Merlo et Mlle. Margarita Crisol.

Assis sur un banc — et la surprise fut si émouvante qu'il serait difficile de l'oublier — un homme montrait une satisfaction intime sur son visage et des joies spontanées sur les lèvres, comme s'il avait été en possession complète du bonheur et du contentement, avec cette émotion qu'on ne dissimule pas et qu'ont seulement les parents lorsqu'ils retrouvent l'enfant dont ils recevaient les baisers en songe, mais qu'en réalité ils ne trouvaient pas, parce qu'ils ne le voyaient pas, parce qu'ils n'entendaient pas sa voix et ne pouvaient écouter ses plaintes; — un homme de manières modestes, mais prodigue de caresses, de baisers et d'embrassements qu'il multipliait à l'infini, tenait Vincent dans ses bras, lequel de son côté l'embrassait, lui tapotant le visage de ses petites mains battant de joie.

Vincent avait reconnu son père et personne ne pensa à troubler cette explosion de caresses. Il parla ensuite, pour narrer les derniers échelons de sa vie de tortures.

— Je travaillais à la campagne, très loin d'ici, me rappelant toujours mes enfants... si pauvre et si malheureux, que je ne pouvais venir les voir... L'autre jour on m'écrivit pour m'apprendre la mort de mon Vincent. Je ne pus plus, mesdames; je demandai un prêt au patron, et ici se sont effacés avec ces baisers les vestiges de mes malheurs. Je n'ai pas besoin de plus pour l'instant; je retournerai heureux à mon travail et je prierai pour vous. J'espère que lorsque je reviendrai, je retrouverai mon Vincent aussi beau, aussi bon, et aussi heureux qu'aujourd'hui...

Et il s'en alla.

Le temps passa jusqu'à ce que, en 1899, l'Evêque d'Ancud, monseigneur Ramón Angel Jara, accidentellement à Buenos Aires, en remerciant dans l'Eglise Métropolitaine, après la procession du Corps, des aumônes qu'il venait de recevoir pour son diocèse — alors dans une période de malheurs — manifesta au Frère Supérieur de l'Archiconfrérie du Très Saint, M. Angel Estrada, son désir d'adopter un enfant orphelin ou abandonné, mais qui fut argentin. Le désir du prélat fut satisfait le même soir dans la maison de Mme. Teodelina Fernández de Alvear, où était descendu l'éloquent hôte chilien. M. Ricardo Lezica lui raconta l'histoire du petit Vincent. S. S. l'écouta avec émotion, et lorsqu'elle fut terminée, il dit qu'il voulait adopter l'enfant. Le jour suivant, monseigneur connaissait son fils adoptif.

— Tout dans cet enfant m'attire — s'exclama-t-il. — Jusqu'à son nom qui me rappelle celui du grand apôtre de la charité, Saint Vincent de Paul.

— Je prends — ajouta le prélat — pour fils adoptif Vincent Stratico, promettant de satisfaire aux nécessités de sa vie, jusqu'à sa majorité et jusqu'à ce qu'il puisse se subvenir à lui-même.

Il lui remit son portrait, avec une dédicace et sa signature autographe, lui mit au cou une médaille de Notre Dame de Luján, paya huit mois de sa pension et se sépara heureux de l'enfant, lui demandant de prier pour lui. Et l'innocent, comme s'il avait compris l'étendue de son véritable bonheur, s'approchait de l'Evêque, lui souriait et le recherchait comme un ancien ami.

A partir de ce jour, Vincent fit pour monseigneur Jara, une prière le matin et une autre le soir, prière qui lui fut enseignée par les Sœurs de la Crèche.

Un an plus tard, le petit choyé se plaignait pour la première fois. La maladie était grave, elle s'attaquait aux reins. Des soins demandés amenèrent une première amélioration.

Pauvre Vincent! Cette maladie avait tant alarmé les dames, les Sœurs et les médecins!

Néanmoins, la victoire ne fut pas définitive. Au mois de Mars, l'attaque se répéta, et le 11, à 2 heures de l'après-midi, dans un lit couvert des caresses de nombreuses mères, il ferma les yeux pour toujours, emportant avec lui de grandes illusions, de grandes espérances et de grandes joies, et arrachant les premières larmes qui furent versées par les dames du Patronage sur les tombes de leurs protégés.

La petite bière de Vincent reçut beaucoup de fleurs. Les dames l'accompagnèrent jusqu'au sépulcre de la famille Llavallol dans le Cimetière du Nord. Et les Sœurs de la charité, toujours résignées, qui le veillèrent à ses derniers instants, récitèrent de nombreux Rosaires pour l'âme de ses parents.

Développement du Patronage.

L'école d'arts-et-métiers et la crèche dont nous avons parlé, ont été, depuis sa fondation, les deux grands objets du " Patronage de l'Enfance ", et peut-être la principale cause de son existence.

Les deux considérés comme indispensables, les premiers fonds réunis leur furent destinés, mais malheureusement leur montant n'était pas suffisamment élevé pour entreprendre la construction des deux en même temps.

Il fut donc nécessaire de savoir si la crèche ou l'école des arts-et-métiers devait être construite tout d'abord.

Le choix était difficile à l'extrême, car l'une comme l'autre devaient immédiatement commencer leur tâche bienfaisante, la première s'occupant des petits, et la seconde relevant les adolescents.

D'un côté se présentait le spectacle de milliers d'enfants qui, pendant les heures de travail de leurs mères, restaient abandonnés dans leurs " conventillos " et d'un autre le douloureux tableau d'un pavillon pénitencier, où des mineurs impubères continuaient leur éducation viciée, recevant les leçons corrompues des criminels avec lesquels ils étaient enfermés.

On opta pour la régénération de ces derniers, d'une manière directe et immédiate, au moyen du travail bien dirigé, tandis que la crèche s'installait provisoirement dans un vieil édifice, où il n'était pas nécessaire de fournir de fortes sommes.

La commission de dames.

C'est alors que la commission directrice nota qu'à ses nobles efforts il manquait l'aide de la femme, pour qu'avec son abnégation et sa douceur elle veillât sur ces martyrs que des parents indignes ou écrasés par la misère jettent sur la voie publique, exposés à la faim, au vice et même à la mort.

"Le berceau où dort un enfant — a dit l'évêque Jara — est l'arche sainte dans laquelle l'Eglise et la Patrie gardent la fleur de l'Espérance. C'est pour cela, qu'à son côté, comme à la porte du Paradis, un ange doit toujours veiller: ou l'ange de la terre qui est la mère, ou l'ange des cieux, qui est la charité ".

Ainsi le comprirent les membres du Patronage, pour lesquels la crèche ne pouvait exister sans l'efficace concours des dames. A la femme argentine, qui a si bien mérité le nom de femme d'abnégation et charitable, revenait de droit la tâche de l'organiser et de veiller, pour que les enfants trouvent en elles de secondes mères qui s'en occupent avec amour et l'esprit de bonté pour leur prodiguer les soins, leur rendant plus supportables les heures qu'ils passeraient loin du giron maternel.

Le président du patronage, M. Francisco Uriburu, convoqua un groupe nombreux de dames réprésentatives, chez M. Rafael Peró et sa femme, Mme. Margarita B. de Peró. L'exposition de M. Uriburu fut brève. Désignées pour présider le scrutin les demoiselles Rosa et Hortensia Peró, l'élection donna l'unanimité des voix à Mme. Teodelina Alvear de Lezica pour la présidence, poste qu'elle a occupé par réélections successives. Pendant ses absences au vieux monde, elle a été remplacée par Mmes. Celina Huergo de Estrada et Elvira de la R. de Láinez.

De cette façon, le 17 Septembre 1895, on constitua la commission auxiliaire de dames. A elle était réservé d'inaugurer, le 4 Décembre suivant, la première crèche argentine, organisée sur le modèle de celles de Paris et des grandes villes du vieux monde, selon le système du docteur Marbeau, son fondateur en 1844.

Cette inauguration, premier acte du Patronage, mérite d'être rappelée par la solennité qu'elle revêtit.

La commission de dames a été de tout temps l'ange tutélaire de la crèche. On peut affirmer que, sans ses efforts, sans sa dédication assidue, elle aurait succombé plus d'une fois, surtout lorsque le personnel directeur, étant nouveau, ne répondait pas aux aspirations des dames, quelques unes desquelles arrivèrent à passer des mois entiers dans la pieuse maison, enseignant par leur exemple, à la manière des Sœurs de Charité.

Dans une tâche aussi importante qu'ignorée, des dames très distinguées montrèrent leurs vertus, dames qui, aux yeux du vulgaire, étaient seulement capables d'embellir des fêtes, avec des cœurs aussi généreux et désintéressés que ceux qui ont fait ressortir les noms de la comtesse de Espoz y Mina en Espagne, de lady Nightingale en Angleterre et de la nord-américaine miss Clara Barton dans le monde entier.

Le jour des enfants pauvres.

Avec le prestige des grandes causes et l'appui unanime de toutes les volontés, le Patronage de l'Enfance a consacré le 2 Octobre comme " jour des enfants pauvres " pour réaliser l'acte le plus grand de la philanthropie argentine, dans un appel général en faveur des enfants malheureux, afin de réunir des fonds pour subvenir à leurs besoins.

M. Georges Williams en eut l'initiative, sur l'indication de M. Christian Sommer qui lui fit connaître son succès dans la capitale danoise, où le roi lui-même demandait des fonds pour les enfants de la charité.

Des commissions de dames et de messieurs parcoururent les rues principales, pour réunir l'argent donné par les maisons de commerce, d'avance associées au mouvement, et le 2 Octobre, dans toutes les parties de la ville, souffla comme un vent de commisération générale, dans une expression de pitié qui se répercuta jusque dans le plus modeste et le plus éloigné des foyers.

Cette collecte fut établie en 1904, encouragée par les autorités publiques, et chaque nouvelle année, on dirait que s'étend de plus en plus le sentiment général d'adhésion contre l'infortune.

Les bonnes pèlerines de l'aumône du 2 Octobre arrivent à réunir près de trois cent mille piastres. C'est une consolation et un encouragement pour la nouvelle ronde de pétition annuelle.

Les troncs.

Dans cet appel général à la charité, il était nécessaire d'attirer l'obole de l'enfant riche, et il revient à Mme. Teodelina Alvear de Lezica l'heureuse idée de l'assurer au moyen de petits troncs qui sont comme de véritables coffres de pitié entre les mains de l'innocence. Le " jour des enfants pauvres ", toutes les mères riches rappellent à leurs enfants l'existence de petits êtres malheureux et les stimulent à donner leurs petites monnaies pour eux, et à demander de l'argent à toutes les personnes de bons sentiments. Et certaines de ces générosités prouvées qui ne laissent passer aucune opportunité de venir en aide aux nécessiteux, les enrichissent de fortes sommes, et tout Buenos Aires voit avec sympathie et affection cette délicate manifestation de la philanthropie sous une forme aimable et discrète qui permet de collaborer conjointement à l'œuvre de rédemption de notre enfance, aux grands et aux petits, et aux riches, et aux hommes et aux femmes, sans aucune distinction, dans ce puits suggestif du tronc présenté pour recevoir des dons qu'il serait impossible d'individualiser. Par ce moyen, on réunit aux environs de cinquante mille piastres par an. Et ce qui est mieux, on enseigne à tous à se souvenir des enfants pauvres.

Grands dons.

Le Patronage de l'Enfance est aujourd'hui une institution publique. Le peuple a facilité son développement en le mettant en conditions de protéger trois mille enfants de trois à dix huit ans.

Son livre d'or enregistre de grands dons: trois de vingt mille piastres, de Mme. Angela A. de Lezama, de don Nicolás Mihanovich et de doña Celina P. de Alzaga; près de cent mille piastres des héritiers de don Juan Anchorena, doña Estanislada A. de Paz, Rosa A. de Fernández, Josefa A. de Madariaga, Lucila A. de Urquiza, Juan Esteban et Nicolás Anchorena, pour l'" Asile Manuel A. Aguirre "; huit mille piastres de doña Josefa Llavallol de Iturriaga, en mémoire de son mari; vingt trois mille, à diverses occasions de doña Josefa Balcarce y San Martin de Gutiérrez de Estrada, résidant à Paris, nièce de notre libérateur; douze mille piastres du docteur Eduardo U. Zimmermann, au nom de ses filles; cinq mille de Mme. Ana I. de Santamarina; près de cent mille du Jockey Club; un terrain pour la seconde crèche, de doña Matilde G. de Naveira; soixante dix mille piastres recueillies par *La Nación* pour l'œuvre des cabinets de consultations et dispensaires pour enfants; legs de cinquante mille piastres de don Pastor Castillo, Parmenio T. Piñero, José Federico Moreno; trois mille piastres or de doña Isabel Millán; et des dons répétés de Mlle. Victoria Aguirre, faits sous la condition expresse de ne pas les faire connaître et surtout de laisser ignorer son nom, et

beaucoup d'autres faits anonymement, sous une forme si voilée et si discrète que c'est à peine si on arrive à suspecter les personnes directement rattachées à l'œuvre. Et le chapitre se ferme ainsi, sans révéler plus de noms, pour envelopper dans un seul tous ceux qui lui destinent continuellement des sommes.

Il est administré par une assemblée de messieurs, la commission auxiliaire des dames du Patronage a à sa charge les établissements de première enfance, et elle s'y est consacrée. Il y a quelque temps, il fut nécessaire de changer le personnel de la première crèche, à cause d'une situation difficile. Sa présidente, Mme. Teodelina Alvear de Lezica, s'établit journellement dans l'établissement avec Mme. Carmen Ugarte de Merlo et Mlle. Margarita Crisol, et ensemble, elles donnèrent le biberon aux petits et les soignèrent personnellement pendant longtemps. Le Patronage était très pauvre et cette action donna l'exemple aux nouvelles Sœurs et servit de stimulant pour poursuivre l'œuvre commencé d'une si belle manière.

La salle des séances du Patronage de l'Enfance montre les portraits de MM. Francisco Uriburu et docteur Faustino Jorge comme de deux grands serviteurs, et ceux de Ricardo Lezica, Adolfo Bullrich, Alberto Casares, Juan M. de Vedia, Parmenio T. Piñero, docteur Enrique Mosquera, Jaime Llavallol et Leonardo Pereyra parmi ses ouvriers du premier rang.

Tierces Franciscaines. — LA MÈRE GUERRA.

La Mère Guerra, heureuse héritière de sentiments chrétiens, dès son enfance, sut diriger ses pas dans le chemin de l'humilité et de la bonté que lui avait tracé la noble famille cordobaise dont elle descendait. Par sa bonté, elle fut l'ange d'amour dans les intimités d'un foyer opulent et par son attention envers le prochain et son désintéressement en faveur de ceux qui souffrent, la petite Guerra attira l'attention des nécessiteux, beaucoup desquels ne purent verser des larmes sur sa tombe.

En recherchant dans les détails de sa vie, il faut s'arrêter devant une promesse faite plus tard, alors qu'une terrible maladie mettait ses jours en danger. Elle fit alors un vœu solennel de prendre l'habit de Tierce de l'Ordre de Saint François, en remerciement pour son amélioration, et elle l'accomplit sans hésitation. La guérison fut un prodige, contre tous les diagnostics de la science. Depuis ce jour, commence la série interminable de ses actes charitables, dont un seul suffirait pour rappeler sa mémoire à jamais.

Entre eux figure la fondation des " Sœurs Tierces Franciscaines de la Charité " œuvre à laquelle devaient se rattacher les noms de la charitable dame nommée Juana Miró et du regretté docteur Teodoro Alvarez, en 1878, dans une modeste petite maison de la rue Europa, entre celles de Defensa et de Balcarce, donnée par la première.

Son nom primitif fut Conservatoire Franciscain de la Charité, " destiné à l'assistance charitable et gratuite des malades à domicile ". Il fut béni par l'Archevêque, docteur Aneiros, et dirigé à sa naissance par frère Abraham Algañaraz, de souvenir vénéré dans son couvent.

La Mère Guerra fut secondée par Mmes. Dolores Acha, Paula Tello, Fermina Ramos, Eulalia Arias, Restituta Muro, Mercedes Flores et Dolores Torrente.

En 1890, déjà prospère, l'Institut passa dans la rue General Lavalle entre Reconquista et 25 de Mayo, et plus tard dans la rue Guise, près de Palermo, où est aujourd'hui le centre de l'association.

Les fondations se succédèrent et se multiplièrent à Buenos Aires, Santa Fe, Paraná, Córdoba, Mendoza, San Juan et Tucumán.

La première tentative faite, on se dédia à la fondation d'un Asile d'Orphelins à Chascomús. La mort la surprit à sa tête le 30 Septembre 1901 à la fin d'une existence de sacrifices, partagée entre des grandes souffrances morales et des douleurs physiques supportées avec résignation.

L'Asile de Chascomús lui doit son dernier effort pour se rendre agréable à Dieu. Il n'est pas arrivé à son apogée, mais c'est la promesse de quelque chose qui sera grand comme sa fondatrice et charitable comme l'âme qui lui donna la vie.

Presque infirme, la Mère Guerra fit quelques pélerinages à Rome; elle voulait la bénédiction papale pour ses œuvres et ses protégés et elle l'obtint.

Ensuite, étant tombée malade, il est juste de rappeler l'intérêt qu'elle montra à ses derniers moments pour les asilés de Chascomús; ses dernières paroles furent de gratitude pour le Très Haut et de recommandation pour les orphelins.

Fermées, ses lèvres conservèrent un doux sourire, derrière lequel on croyait entrevoir le secret de toutes ses générosités. La mort a aussi ses égards.

Les Tierces Franciscaines de la Charité sont les Sœurs les plus pauvres de toutes les communautés. Infirmières non rétribuées, elles peuvent être appelées par tous les foyers à toute heure et n'abandonnent le chevet du malade que lorsque leurs soins ne peuvent plus ranimer l'organisme décomposé ou lorsque l'Eternel réclame l'âme. Alors les Tierces offrent une prière et se retirent pour soigner d'autres malades et s'occuper des petits de leur asile d'enfants, dans une maison qui est la promesse d'une future réalité.

La charité des Sœurs Tierces Franciscaines est, peut-être, la plus silencieuse de toutes nos charités corporatives, mais elle est très efficace. Elles recueillent leurs fonds par des aumônes, jamais dévoilées. Elles soignent de nombreux malades au chevet desquels elles veillent et passent des nuits d'inquiétude, et éduquent des petits orphelins.

Mlle. Josefa Ezcurra préside une commission protectrice spéciale.

Société Sainte Marthe.

Vers 1894, il existait à Buenos Aires une " Société Bienfaisante Musicale ", de culture artistique aux fins charitables, dont les concerts arrivèrent à attirer l'attention publique par leurs auditions exceptionnelles.

Le moment était propice pour son évolution définitive, et le 6 Juin 1894, les dames se réunirent sous la présidence de doña Dolores Lavalle de Lavalle, dans l'idée de l'appliquer en faveur de la femme pauvre, fondant des écoles professionnelles sur le modèle de celles qui existent en France, destinées à donner à la femme de condition modeste une éducation pratique qui puisse lui servir pour gagner honorablement sa vie.

Mme. de Lavalle proposa de lui donner le nom de " Sainte Marthe ", s'inspirant du passage du Saint Evangile: " Notre Seigneur Jésus-Christ ayant été à la maison de Marthe et Marie, où Marthe était très active et s'occupait avec beaucoup

de zèle des occupations domestiques ", — qui pourrait servir d'exemple aux jeunes filles.

De là surgit notre première école professionnelle de femmes, dans une maison de la rue Venezuela, où les dames enseignaient, écrasées de travail, parce qu'il fallait tout créer — méthodes, règlements et jusqu'aux maîtresses elles-mêmes.

Des fêtes de charité et des bénéfices théâtraux servirent à la soutenir, en particulier des bals enfantins très goûtés, qui valurent de véritables triomphes à leur organisateur, un jeune noble italien, Picchetti, tombé en disgrâce.

Ces bals eurent leur époque, et quand elle passa, la Société traversa des jours très difficiles. Le manque de ressources pour la soutenir devint une triste réalité. Sa fermeture s'imposait. Dans des moments d'anxiété pour la Patrie, alors que toutes les attentions étaient attirées par les grands problèmes internationaux, on ne pouvait songer à l'aide des autorités.

Mme. de Lavalle analysa la situation pour s'en convaincre. C'était en plein été, alors que la réunion des dames était impossible, car elles se trouvaient disséminées dans leurs résidences de la campagne. Néanmoins, l'inlassable ancienne, avant de convoquer l'assemblée dissolutive, essaya un effort suprême. Elle écrivit, formula des demandes et engagea des volontés dans un vaste plan de travail.

Quelques jours après, la Société Sainte Marthe vivait, et pendant le mois, sa résurrection était un fait, vigoureuse et puissante comme jamais. Elle compte aujourd'hui seize années d'existence. Son installation de la rue Bolívar, entre San Juan et Humberto I, est bien dotée et elle est fréquentée par trois cents jeunes filles externes en deux tours, et par vingt pupilles.

Ses ateliers comprennent: couture, coupe, confection, linge, broderie, lavoir, blanchisserie, cuisine, dactylographie, etc.

Dolores Lavalle de Lavalle.

Ame de la Société Sainte Marthe, sa fondatrice, Mme. de Lavalle, fut consacrée publiquement le 18 Octobre 1908, en donnant son nom à l'école au milieu de l'applaudissement général de tout ce que Buenos Aires compte de distingué.

La gloire, a écrit un maître, plus qu'un privilège, est un droit de l'esprit supérieur; c'est l'impôt qu'il perçoit sur les inférieurs en monnaie sonnante, sous forme d'hommage ou d'admiration.

Nombreux sont les titres de Mme. de Lavalle pour une reconnaissance de cette nature, après une longue action charitable, très féconde et très active.

Fille du glorieux don Juan de Lavalle et de doña Dolores Correas, de famille ancienne, elle naquit à la Colonie de l'Uruguay le 27 Mai 1831, pendant l'émigration due à la dictature. En 1867, elle se maria avec son cousin don Joaquín Lavalle, et n'ayant pas eu d'enfants, elle fit de la charité sa principale préoccupation.

D'intelligence naturelle et cultivée, elle s'exerça dans les lettres, avec des traductions brillantes, n'ayant pas fait de travaux de littérature propres à cause de son excessive modestie.

En 1870, elle fit partie de la Société de Bienfaisance, pour la présider quatre fois, ayant été également secrétaire et inspectrice de ses établissements. Elle fit partie de son conseil par une réélection permanente, sauf en 1894.

Sa parole est très écoutée dans la bienfaisante institution où elle jouit d'une influence considérable.

Mme. de Lavalle est noble et a comme armes: champ d'or et deux lions d'azur de front, accompagnés de cinq étoiles de gueules, trois au dessus des lions et une de chaque côté de la partie inférieure de l'écu; le chef cousu du même métal et un demi aigle de sable étendu.

Elle fait partie de nombreuses sociétés de bienfaisance, et son action dans le Cabinet de Consultations Ophtalmologiques, à l'Hôpital d'enfants, à l'Asile de la Pauvreté et du Travail et à l'Asile d'Orphelins a déjà été signalée, ainsi que dans d'autres instituts dont on a écrit l'histoire.

Elle fonda le sous-comité des dames de la Croix Rouge et le présida durant trois ans. Aujourd'hui elle est vice-présidente du Conseil National de Femmes et présidente honoraire de la Société Protectrice des Orphelins de Militaires, ayant renoncé à d'autres charges à cause de sa santé.

En donnant le nom de " Dolores Lavalle de Lavalle " à l'école de Sainte Marthe, on lui a accordé le tribut d'une consécration sociale. Il est injuste d'attendre la mort d'une personne pour la glorifier — a-t-on écrit — si quelqu'un le mérite, on doit le payer au comptant. A quoi sert de décerner des honneurs à des défunts?

Mme. de Lavalle vécut entourée d'un grand respect, considérée comme une dame patriote.

Le donne italiane.

Le 15 Août 1896, sentant la nécessité de constituer une association de dames qui, unissant leurs efforts à ceux de la Société de Bienfaisance de l'Hôpital Italien contribueraient à donner une plus grande vigueur et une plus grande impulsion aux travaux du nouvel édifice commencé, on forma " Le donne italiane ", avec l'assistance du comte Antonelli, Ministre d'Italie, les dames fondatrices étant: Clara Podestá de Cittadini, Filomena Devoto de Devoto, Isabel G. de Seitun, Juana D. de Repetto, de Bancalari, Mondelli, Tarnassi, Rabufetti et Cermesoni. Cette société est composée de cinq cents dames nées en territoire géographiquement italien ou qui sont filles ou femmes d'italiens. Son unique objet est de réunir des fonds pour l'Hôpital Italien.

Quinze dames de son conseil font partie de la " Palla di neve ", association qui recueille des vêtements et des choses nécessaires pour l'Hôpital Italien.

Woman's exchange.

Par sa nature et son éducation, la femme souffre beaucoup quand elle se voit obligée de recourir à ses propres efforts quand son protecteur naturel lui manque. La lutte de la fille pauvre honteuse est difficile, d'humiliation et de dégradation personnelle souvent. Le " Woman's exchange ", ou " bourse pour la femme ", tend à la mettre à couvert de cette situation si délicate. Mme. de Bovet l'implanta dans notre capitale, avec l'aide de l' " Union Internationale des Amies des Jeunes " et du ministre nord-américain Williams Y. Buchanan, le 13 Décembre 1896.

La dame réduite à son propre effort, travaille chez elle, et envoie ses travaux à l' " exchange ", d'une manière anonyme, pour sa vente au prix qu'elle fixe elle

même. Si elle est pressée, l'institution lui avance une certaine somme. C'est le secret du travail, la pudeur de la situation amère, si difficile à confesser à l'amie opulente.

Combien de secrets de résignation, combien de mystères ne cachent pas les coussins aux franges d'or et aux broderies de soie, pieusement exposés à la grande vitrine de la rue Cangallo, près de la rue Florida!

A la fin de l'année, pour la Noël, des mains féminines, de l'aristocratie saxonne vendent aux enchères les objets accumulés. Le sourire aimable de la vendeuse fait monter les prix comme tribut de la galanterie, dans un rassemblement qui est une réunion du grand monde et en même temps le rendez-vous de la charité.

Plus de deux cents sociétaires contribuent à soutenir ce " Woman's exchange " origine d'un second, à Palermo, dirigé par Mme. Constanza Bravo de Villamor.

Le pain des pauvres.

Saint Antoine de Padoue, le séraphique Père et thaumaturge, reçoit les dévotions des nécessiteux, dans une pratique de treize mardis qui se termine le 16 Juin, par des solennités lithurgiques.

Les fidèles demandent à Saint Antoine, Père charitable, intercesseur efficace et lui offrent des aumônes pour ses pauvres, comme patron miséricordieux. Réglant ces dons, et pour leur plus consciente distribution, le R. P. frère Julián Lagos établit en 1897, dans son couvent de Saint François, l'institution charitable du Pain des Pauvres, sous la présidence de doña Angela Cullen de Castellanos, de mémoire inoubliable par sa grande action en faveur du prochain.

A l'entrée du temple et aux pieds d'une traditionnelle image de Saint François se trouvent deux troncs fixes: celui des " demandes " recueille les offrandes faites par les fidèles pour ces demandes, et celui d' " actions de grâces ", recueille les aumônes offertes pour les faveurs reçues par l'intercession du saint.

La commission se réunit mensuellement, elle extrait l'argent accumulé et le remet aux Sœurs Visitandines pour le distribuer aux pauvres, dont l'indigence est prouvée préalablement.

Une partie des recettes est réservée pour l'œuvre permanente au bénéfice des mêmes nécessiteux.

De mécanisme très simple, le Pain des Pauvres fait un bien immense sans formuler de demandes — sur la base d'une charité anonyme faite par la foi. Et certains mois, celui de Juillet spécialement, lorsque tous ses fidèles se rassemblent pour vénérer le Saint Père à son jour, la collecte est considérable.

Mme. Teodelina Alvear de Lezica préside cette œuvre, déjà répandue dans tous les couvents franciscains de la République, comme les feuilles d'une très grande fleur, d'une marguerite d'amour chrétien, pleine de promesses et de bonheur.

Avec Mme. de Lezica, travaillent Mmes. Enriqueta Lezica de Dorrego, Elena Boneo, Rosario Cullen, María Luisa de las Carreras, María Gramajo, Celina Bustamante de Beláustegui et Carlota Beláustegui.

Par leur intermédiaire, les véritables pauvres reçoivent les faveurs de Saint Antoine.

Mères Argentines.

Le foyer du docteur Julio Fonrouge passait par des moments d'épreuve, avec trois petits enfants atteints de diphtérie.

— Sérum Roux — avait ordonné le médecin, mais le miraculeux remède ne pouvait se trouver. Après avoir frappé aux pharmacies et s'être présenté aux instituts, il semblait qu'il n'y avait plus de sérum. Le désespoir commençait à s'emparer de la mère affligée, quand on obtint le flacon désiré. Les petits guérirent en peu de jours et dans l'âme de doña María Larroque de Fonrouge resta gravé un sentiment de compassion pour les nombreuses mères qui pourraient se trouver dans son cas, voyant étouffer leurs enfants manque de sérum, pauvres mères dont l'unique trésor est leurs petits.

Mme. de Fonrouge fut une passionnée de son idée; elle contait ses transes et ses tribulations avec la pathétique expression de ses récentes angoisses. Et au nom des mères pauvres, le 13 Juillet 1897, elle constitua les " Mères Argentines " avec Mmes. Josefa C. de Damianovich, Elina S. de Dickmann, Carlota C. de Wilmart, Diodora C. de Ruiz, Celestina V. de Ortega, Romana F. de Areco, Julia G. de Mantels, Felisa F. de Solanas, Alejandrina Ll. de Daract, Florentina C. de Quesada, Rosa C. de Gouchón et Dolores F. de Elizagaray.

A son origine, la société se limitait à distribuer gratis du sérum antidiphtérique, et lorsque l'Assistance Publique en eut une quantité suffisante pour satisfaire à toutes les demandes, elle fit des répartitions annuelles de vêtements à des enfants nécessiteux, installant ensuite des ateliers avec des résultats satisfaisants.

A Mme. de Fonrouge, succéda à la présidence, Mme. Petrona Biedma de Guerrero, qui fut remplacée à son tour par doña Carmen Ugarte de Merlo, plusieurs fois réélue.

Dames italiennes.

Cinquante trois dames haut placées de la collectivité italienne se réunirent le 8 Mai 1898 et constituèrent " Le italiane al Plata ", société de propagande de secours mutuels et de protection aux malades.

Elle a établi une école professionnelle et soutient une crèche. La comtesse de Malaspina et don Tomás Devoto l'ont grandement favorisée.

" Margherita di Savoia " est le nom d'une autre société italienne de dames, fondée le 1er Janvier 1879, et avec un asile de première enfance depuis 1885.

Action publique.

La capitale fédérale définitivement constitué en 1880, les autorités communales se préoccupèrent d'établir les services officiels nécessaires, figurant en premier lieu la création de l'Assistance Publique par l'Intendant Torcuato de Alvear, sur l'initiative du docteur Emilio R. Coni en 1883, la fondation de la Maison d'Isolement et peu à peu la création de tous les autres hôpitaux municipaux et services médicaux de section, spécialisés en partie, et formant dans leur ensemble un tableau de protection officielle très ample, qui reçoit des améliorations progressives et est desservi avec un zèle que l'on peut considérer comme un exposant de la gé-

nérosité des sentiments qui dominent dans tous nos milieux. Le médecin, à Buenos Aires, paie un fort tribut à la grande cause de la philanthropie nationale, travaillant anonymement dans les hôpitaux et les cabinets de consultations, comme remplissant une charge obligée, presque toujours sans rémunération et en étant sujet à la sévère discipline imposée par les exigences impérieuses des malades.

Charité privée.

La philanthropie de Buenos Aires compte de nombreux autre numéros, soit sous la forme collective d'institutions, soit d'une manière privée. La fortune particulière formée, des œuvres individuelles importantes ont commencé à se réaliser.

Mme. Felisa Ocampo de Carabassa, fonda et soutint sa maison pour veuves pauvres de la rue Victoria, près du Once, où elle invertit huit cent mille piastres; don Santos Unzué et Mme. Carlota Díaz de Vivar édifièrent toute une manzana avec un étage pour l'orphelinat du Carmen, où on éduque deux cents jeunes filles à leurs dépens; le docteur Emilio Marin remit aux Sœurs de la Grâce du Divin Maître sa luxueuse habitation de la rue Florida et Tucumán comme atelier de filles, d'une valeur supérieure à un demi million de piastres, don suivi de la construction de l'asile pour vieillards " Andrea Ibáñez de Marin ", à La Plata, d'une valeur supérieure, à la charge des Petites Sœurs des Pauvres, et auquel il ajoute en ce moment un troisième de plus grande importance à San Isidro, pour les Frères de la Salle; don Tomás Devoto érigea, construisit et soutient un asile pour deux cents enfants à Villa Devoto; don Angel Roverano a souvent envoyé des sommes d'Europe; doña Mercedes Castellanos de Anchorena édifia quatre maisons pour femmes nécessiteuses et les dota d'un revenu propre pour leur soutien; Carlos Casares ne put voir son bel asile de " Huetel " pour enfants, mais son épouse, Mme. Concepción Unzúe de Casares, l'a achevé et aujourd'hui elle s'en occupe et le soutien; Mercedes Baudrix de Unzúe donna un million de piastres pour un asile et une école; Mlle. Victoria Aguirre multiplie ses dons sans vouloir qu'ils soient publiés: cent mille piastres à la Société de Bienfaisance, des sommes élevées au Patronage à diverses occasions, vingt mille piastres pour une école d'agriculture à Ezeiza, et elle donne des vêtements à plus de mille enfants des Ecoles Patriotes où fait aussi sentir son action aussi bienfaisante que silencieuse, un philanthrope dont nous n'avons pas le droit de blesser la modestie; tout cela comme de grands dons faits pendant sa vie, auxquels on doit ajouter celui de dix mille piastres fortes fait en 1884 à la Société de Bienfaisance par don Tomás Drysdale pour l'établissement de son institut d'aveugles. Les dons reçus depuis 1894 par cette institution se montent à près de deux millions de piastres.

Mme. Enriqueta Lezica de Dorrego a construit et soutient une école-asile sur le chemin de San Fernando, pour deux cents petites, et à doña Mauricia Iraola, on doit la maison de pauvres de la rue Bustamante, près de l'Hôpital Rivadavia.

Parmi les auteurs de legs, figurent don José Federico Moreno, laissant une grande fortune à des fins charitables; don Mariano Miró, fondant une école pour orphelins dans les rues Talcahuano et Córdoba, avec une rente pour la soutenir; don Parmenio Piñero, ouvrier du Patronage de l'Enfance, légua un million de piastres pour un hôpital, cinquante mille piastres pour les enfants et d'autres sommes dans un but philanthropique; Federico Garrigós, misanthrope, sans notion

du bien-être personnel, passa une rare existence de privations et de misère pour accumuler des biens considérables, faisant des affaires d'une tyrannie judaïque, avec les exigences les plus grandes, pour léguer des sommes très élevées dans des buts charitables; doña Azucena Buttler rattacha son nom, après sa mort, à de nombreuses maisons de bienfaisance, laissant cent mille piastres au Patronage et deux cent mille pour construire un quartier ouvrier; Carlos Durán en fit autant en disposant la construction d'un hôpital avec deux millions et demi de piastres; Juan J. Ravena qui adjugea six cent mille piastres à la Société de Bienfaisance, et Pastor Castillo, Isabel Millán et beaucoup d'autres de moindre importance en léguant des sommes considérables.

Autres institutions.

Pour compléter le tableau si complexe de la charité corporative, on doit mentionner la Croix Rouge établie en 1874, avec un sous-comité de dames depuis 1892; le " Victoria Sailor's Home ", pour les marins, érigé dans le Paseo Colón en commémoration du jubilé de la reine Victoria; les écoles de la Conservation de la Foi, à Maldonado et celles du Pasteur Morris; la Société Sœurs de Dolores, de Belgrano, établie en 1881; l'orphelinat San Ildefonso, dirigé par Mlle. Josefa Ezcurra; la Protectrice des Pauvres de la paroisse de la Merced, méritante et efficace, sur laquelle veillent nos principales familles; les écoles de la Divine Figure, dans la paroisse du Socorro, soutenues en grande partie par Mme. Dámasa Zelaya de Saavedra et ses filles María Luisa et Mercedes, avec un don en conjoint de trois cent mille piastres; les écoles et les patronages créés par frère Julián B. Lagos, du Couvent San Francisco, et présidés par doña Eloisa Ponce de León de Ezpeleta, avec des colonies de vacances dans des terrains donnés par le docteur Juan Lacroze; les Coopératrices du Perpétuel Secours, établies en 1902, et dont la présidente, Mme. Lola Acosta de Santamarina, augmente les travaux pour inaugurer un asile à Flores; l'institut des aveugles, nationalisé sur l'initiative de doña Ernestina Llavallol de Acosta, qui l'aida particulièrement lorsqu'il était dans la plus grande misère, pour le placer dans sa situation florissante actuelle; le collège-asile de la Société Sainte Philomène, établi en 1893 par doña María Ayerza de Cibils Buxareo; l'asile Doux Nom de Jésus, œuvre du frère Alvaro Alvarez, dominicain, dans le local de l'ancien Hôpital Italien, que protégea avec munificence doña Margarita C. de Girado, et auquel doña Elena Torres de Muñiz vient de donner un grand terrain; la maison de la rue Defensa, à l'angle de la rue Independencia, établie par le Tiers Ordre Régulier des Sœurs Dominicaines du Très-Saint Nom de Jésus, ouverte le 25 Octobre 1908 par sœur Marie Inés de los Angeles Olmos; la Cuisine populaire Sainte Marguerite, dans les rues Constitución et Cevallos, hommage en mémoire d'une Sœur très aimée, sœur Margarita Vareilland, soutenue par les Filles de Marie Immaculée du Collège de la Providence, et d'autres collèges, asiles et refuges soutenues par les collectivités étrangères.

Un supplément nécessaire à ce catalogue d'œuvres, sont l'Asile Santa María, à San Isidro, avec école maternelle, atelier de couture, hôpital, dispensaire et chapelle; l'Hôpital de las Conchas, pour les pauvres insulaires du delta du Paraná; l'Asile Maternel de Lomas de Zamora, l'Hôpital " Lucio Meléndez ", à Adrogué

et d'autres institutions de charité et de protection établies dans les localités estivales des familles riches, par leur initiative et sous leurs soins, dans une trainée de bonnes actions jamais interrompue.

La Prensa prodigue aussi la charité dans des cabinets de consultations gratuites et d'autres services, et elle décerne des prix à l'abnégation, d'un grand effet moral, et *La Nación* et les autres journaux s'associent sans réticences à tous les grands mouvements de la philanthropie: la cause de la charité trouve toujours leurs colonnes ouvertes.

Le Conseil National de Femmes réunit périodiquement les dames, et en veillant sur le sort de la femme il réalise aussi une œuvre miséricordieuse. Mme. Albina Van Praet de Sala la préside, et elle est en même temps présidente de la Bienfaisance. Ce conseil vient de créer un bureau central d'informations charitables.

Entre toutes les institutions, la Société de Bienfaisance, par son caractère officiel, occupe une place à part, société " dont l'œuvre a les douceurs et la grâce délicate de la femme qui a pitié, et dont l'étendard a résisté aux adversités et traversé d'une manière limpide et respectable les sombres jours de la vie nationale parce qu'elle symbolise le consortium fécond de la Patrie, de la Religion et de la Charité ", selon les paroles du docteur Gallo.

Il est consolant de contempler cet ensemble colossal de bonnes œuvres, avec lesquelles la générosité et les sentiments de Buenos Aires essayent d'amoindrir les souffrances inhérentes à toute grande agglomération humaine. Toutes sont soutenues avec des palpitations intimes du cœur. Les cinquante mille êtres qui reçoivent journellement, ou le soin des Sœurs, ou les soupes des couvents, ou des vêtements d'asiles, ou des enseignements de mères, ou des exemples qui élèvent, ou une aide qui protège, ont envers qui être reconnaissants.

Fruit d'inspirations élevées, nous avons confiance dans l'indulgence pour les omissions de ce beau catalogue, plus beau, peut-être, parce qu'il est incomplet, comme conséquence du mystère avec lequel se font nombre de nos profitables charités. L'œil du chercheur n'arrive pas, lui-même, à les pénétrer.

Tous les malheurs publics ont inspiré de grands mouvements philanthropiques et les autorités rehaussent, stimulent ou donnent la vie à ces grandes manifestations de pitié, accordant des sommes provisoires ou des subsides permanents. Notre charité publique a, en fait, une organisation caractéristique; l'Etat fournit les fonds, mais ces fonds sont administrés avec l'âme de la femme. Ainsi, la Société de Bienfaisance. Les autres institutions complètent leur action initiale avec l'aide officielle. Les dames formulent toujours les demandes, et leurs suppliques sont toujours prises en considération. Dans ce but on a été jusqu'à régulariser le jeu: notre loterie nationale est de bienfaisance et le Jockey Club donne un demi million de piastres par an.

Œuvre de la femme argentine, presque toutes nos institutions charitables tendent à préserver l'enfance, à la protéger et à lui assurer des secours à ses heures d'infortune. Pour elle, cette société s'est montrée généreuse, prodigue, inépuisable. Toujours bien intentionnée, se trompant quelquefois — quand elle s'est laissée

entraîner par l'impulsion d'un cœur trop généreux — cette charité jamais discutée et encore moins refusée, a ouvert des asiles, des refuges et des ateliers fréquentés par des milliers d'enfants de tout âge et de toute condition : elle a arraché à temps du lieu où elle étouffait, la fille du " conventillo ", celle de l'ouvrier, et celle du déchu. Toutes comptent des refuges où elles reçoivent des exemples, où elles apprennent des métiers et acquièrent des habitudes de travail. Quelqu'un en doute-t-il ? qu'il dénonce l'existence d'une femme affamée, abandonnée, abattue et en danger moral. Nous affirmons que notre sainte charité, toujours prête lui offrira un coin de son manteau pour terminer sa douloureuse pérégrination, parce que nous réclamons pour notre société, pour nos sentiments traditionnels, l'honneur de la belle, de la pure charité ; non seulement pour la malheureuse qui verse des larmes sincères, mais aussi pour celle qui ose les nier, parce que, au premier pleur d'un enfant, des milliers de bras affectueux, de bras ouverts à toutes les explosions et à toutes les douceurs s'empressent pour lui donner des soins, pour lui donner des vêtements hospitaliers, pour lui assurer un bon lit, et ce qui est mieux, ce qui arrive aux limites du sublime et que ne donnent ni l'argent, ni le désintéressement, pour lui donner les caresses de femmes si généreuses, de mères si grandes qu'elles multiplient les leurs à l'infini, pour les partager sans hésitation entre le lit du recueilli de la place publique et le berceau chéri de leurs propres enfants.

Oui. Et qu'il nous soit permis de terminer ces lignes en appliquant les paroles finales du livre académique de Maxime Du Camp, qui enchante de plus en plus lorsqu'on parcourt ses pages enchanteresses : " Pour discréditée, pour futile qu'on la veuille supposer, la société argentine est comme le bon samaritain : elle se montre compatissante pour celui qui souffre, le recueille, le soigne et le rend à la vie ". L'excercice du bien est instinctif dans notre pays ; pour le pauvre c'est une consolation, pour le riche un devoir ; pour tous une jouissance avec un double bénéfice : adoucir les maux du prochain et s'améliorer soi-même.

ALBERTO MEYER ARANA.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME III

	Pages
PREFACE	VII
I — Les Armes de la Ville de Buenos Aires — Disquisition historique, par Enrique Peña	3
II — Don Juan de Garay, fondateur de Buenos Aires, par José Luis Cantilo	31
III — Chronique abrégée de la ville de Buenos Aires, par Mariano A. Pelliza	71
IV — Buenos Aires au temps des vice-rois, par Vicente G. Quesada	125
V — Les banques d'escompte de la capitale, par Enrique Kohn	161
VI — Eclairage de Buenos Aires, par Jorge Newbery	183
VII — Les Travaux Sanitaires de Buenos Aires, par Antonio Pactovi y Oliveros et S. Ghigliazza	197
VIII — Trophées de la Reconquête de la ville de Buenos Aires en l'année 1806	223
IX — Histoire démographique de Buenos Aires, par Alberto B. Martinez	259
X — Architecture de la ville de Buenos Aires, par Enrique Prins	369
XI — Le Jardin Zoologique Municipal, par Clemente Onelli	385
XII — La criminalité à Buenos Aires, par Roberto Levillier	393
XIII — La direction générale de l'Administration Sanitaire et de l'Assistance Publique en 1910, par le docteur Cupertino del Campo (fils)	421
XIV — Finances de la Municipalité de Buenos Aires, par le docteur Enrique Ruiz Guiñazú	443
XV — Buenos Aires — Premières impressions d'un étranger, par Jules Huret	487
XVI — Etude topographique et édilique de la ville de Buenos Aires, par l'ingénieur Carlos María Morales	495
XVII — La bienfaisance à Buenos Aires, par le docteur Alberto Meyer Arana	581

TABLE DES PHOTOGRAVURES DU TOME III

Pages

Armes données par don Juan de Garay à la Ville et Port de Santa María de Buenos Aires en 1580.. 1
Armes de la ville de Buenos Aires en 1744 15
La fondation de Buenos Aires 29
Arribeños 97
Patricios 99
Hussards de Pueyrredón 101
Chasseurs correntinos 103
Le Fort — Année 1829 105
Salon de don Francisco Antonio Escalada — Menuet — Cangallo et San Martín — Année 1830..... 107
Arc de la Recova et église de San Francisco — Année 1830 109
Vue de la ville de Buenos Aires en 1830..... 111
Eglise de Santo Domingo — Procession de la Vierge du Rosaire — Année 1830..... 113
Intérieur de la cathédrale de Buenos Aires, avec les drapeaux espagnols, anglais et brésiliens — Année 1830 115
Carlos Enrique Pellegrini, ingénieur civil 117
Portrait et armes du vice-roi Juan José de Vértiz 125
Compagnie Allemande Transatlantique d'Electricité 193
Eaux courantes 197
Eaux courantes 205
Santiago Liniers 223
Trophée de la Reconquête, 1806 225
Trophée de la Reconquête, 1806 229
Trophée de la Reconquête, 1806 231
Trophée de la Reconquête, 1806 235
Trophée de la Reconquête, 1806 237
Trophée de la Reconquête, 1806 241
Trophée de la Reconquête, 1806 257
Les premiers régistres paroissiaux de Buenos Aires 309
Les premiers régistres paroissiaux de Buenos Aires 313
Les premiers régistres paroissiaux de Buenos Aires 317
Palais du Congrès National 369
Palais du Gouvernement, Municipalité, Banque de la Nation Argentine, Avenue de Mai, La Cathédrale 371
Ancien Cabildo et Pyramide originaire, année 1829 373
Cathédrale, année 1829 379
Places et promenades de la ville de Buenos Aires 381
Vues du Jardin Zoologique de Buenos Aires 385
Vues du Jardin Zoologique de Buenos Aires 393
Le Pénitencier National de Buenos Aires 395
Le Pénitencier National de Buenos Aires 397
Assistance Publique 421
Assistance Publique 433
Ouverture de l'Avenue de Mai, Avenue de Mai et rue Bolívar 513
Places et promenades de Buenos Aires 561
Prix décerné par la Municipalité à la meilleure façade — Vues d'édifices présentés au concours de l'année 1903 565
Prix décerné par la Municipalité à la meilleure façade 567

Pages

Prix décerné par la Municipalité a la meilleure façade — Vues d'édifices présentés au concours de l'année 1904 569
Prix décerné par la Municipalité à la meilleure façade — Vues d'édifices présentés au concours de l'année 1905 571
Diagramme de la population et de l'édification, 1879-1909 573
Prix décerné par la Municipalité à la meilleure façade — Vues d'édifices présentés au concours de l'année 1906 577
Prix décerné par la Municipalité à la meilleure façade — Vues d'édifices présentés au concours de l'année 1907 579
Prix décerné par la Municipalité à la meilleure façade — Vues d'édifices présentés au concours de l'année 1908 581
Fours "Baker", incinérateurs des gadoues de Buenos Aires 583
Fours "Baker", incinérateurs des gadoues de Buenos Aires 589